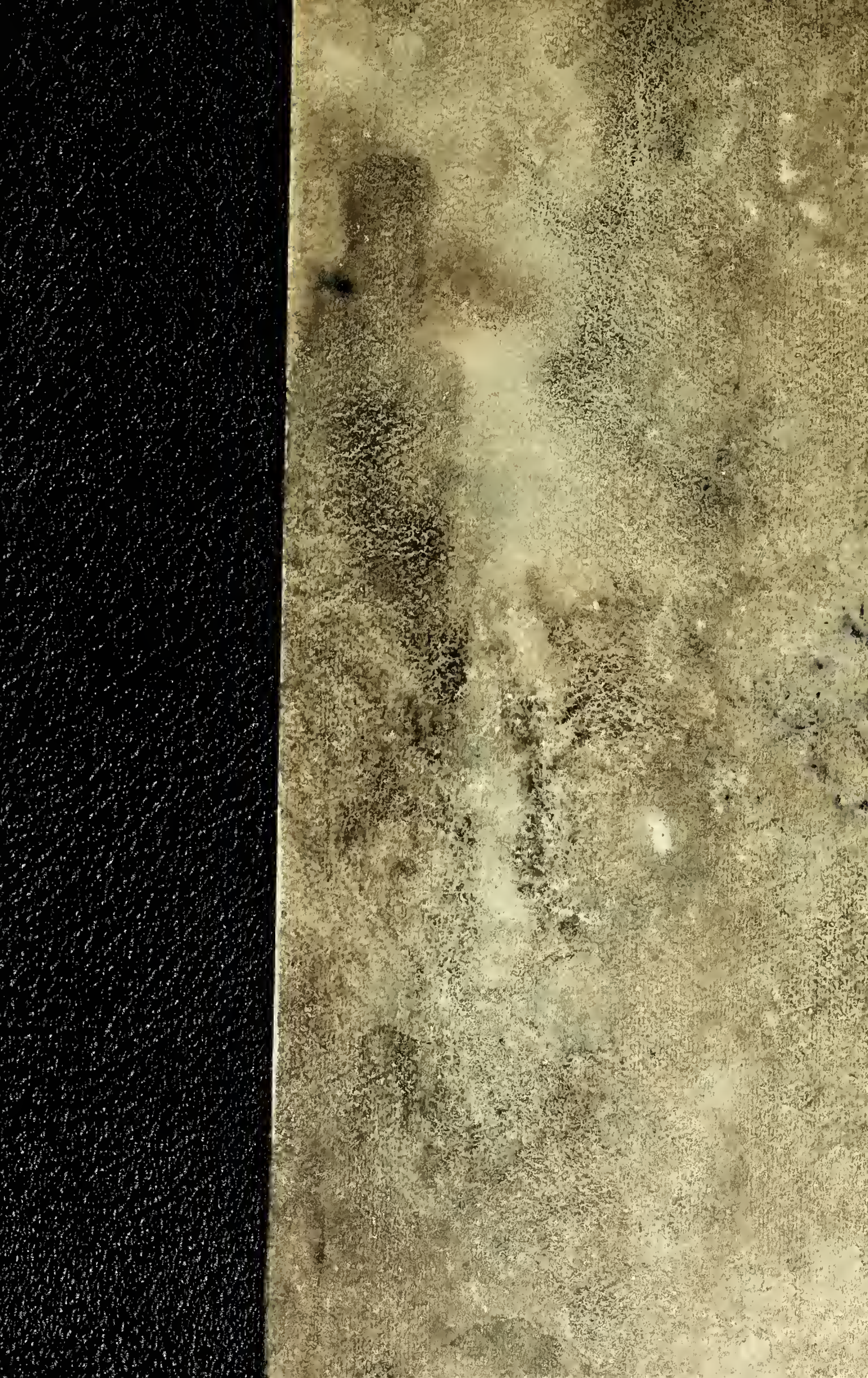


# HISTOIRE

DE

# L'INSURRECTION

DE 1871

EN ALGÉRIE

# OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

## EN VENTE A LA LIBRAIRIE JOURDAN

---

**Marabouts et Khouan.** *Étude sur l'Islam en Algérie.* 1 fort vol. in-8°, avec une carte de l'Algérie indiquant la marche, la situation et l'importance des ordres religieux musulmans, tirée en 12 couleurs sur 4 feuilles grand raisin. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . **15** fr.

**Les commissions disciplinaires.** Régime pénal de l'Indigénat en Algérie. Brochure in-8°. . . . . . . . . . . . . . . . . . **2** fr. **50**

**Les premiers royaumes berbères et la guerre de Jugurtha.** Géographie ancienne de l'Algérie. Brochure in-8°. . **3** fr. **50**

**Nos frontières sahariennes.** — I. Nos ennemis sahariens. — II. Nos frontières sahariennes à l'Est du Djebel-Amour. — III. Nos frontières à l'Ouest du Djebel-Amour et les Ouled-Sidi-Chikh jusqu'en 1864. IV. Les expédients militaires (1864-1872). — V. La politique d'effacement (1872-1881). — VI. Les premières mesures pratiques (1881-1886). — VII. Les mesures nécessaires. — Brochure in-8° avec une carte en 8 couleurs. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . **2** fr. **50**

**Les origines berbères.** *Essai d'études linguistiques et ethnologiques.* 1 vol. in-8°. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . **10** fr.

**Le Séquestre et la Responsabilité collective,** Régime pénal de l'Indigénat en Algérie. 1 brochure in-8°. . . . . . . . **2** fr. **50**

---

ALGER. — TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN

# HISTOIRE

DE

# L'INSURRECTION

DE 1871

EN ALGÉRIE

PAR

LOUIS RINN

CONSEILLER DE GOUVERNEMENT
VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE D'ALGER
ANCIEN CHEF DU SERVICE CENTRAL DES AFFAIRES INDIGÈNES

AVEC DEUX CARTES

ALGER
LIBRAIRIE ADOLPHE JOURDAN
IMPRIMEUR-LIBRAIRE-ÉDITEUR
4, PLACE DU GOUVERNEMENT, 4

1891

# PRÉFACE

L'insurrection de 1871, en Algérie, n'a été ni la révolte de l'opprimé contre l'oppresseur, ni la revendication d'une nationalité, ni une guerre de religion, ni une guerre de race; elle n'a été que le soulèvement politique de quelques nobles mécontents et d'un sceptique ambitieux que le hasard de sa naissance avait rendu le chef effectif d'une grande congrégation religieuse musulmane.

Les indigènes appellent aujourd'hui cette année 1871 : *l'année de Moqrani,* et l'histoire, un jour, racontant les événements de cette époque, dira : *l'insurrection de Moqrani.*

Ce fut, en effet, le bachagha El-hadj-Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani qui seul déchaîna cette lutte formidable. Ce fut lui qui entraîna les populations soumises à l'influence plusieurs fois séculaire de sa famille, et aussi celles, plus nombreuses encore, subissant alors l'action politique et religieuse des khouans Rahmanya dont il avait sollicité l'alliance et obtenu le concours en flattant les visées ambitieuses d'Aziz-ben-chikh-el-Haddad, le fils du grand maître de l'ordre.

Les nobles de la Medjana et les seigneurs religieux de Seddouq ne combattirent que pour la conservation de privilèges, d'immunités et d'abus qui pesaient lourdement sur les pauvres et les humbles enrôlés sous leurs bannières. Ceux-ci, Arabes ou Qbaïls, comme jadis les paysans vendéens ou bretons, se firent tuer et ruiner pour une cause qui n'était pas la leur.

De cette lutte, que des représentants d'un autre âge dirigeaient contre le droit moderne, la colonisation et la civilisation françaises

sont sorties triomphantes, et, avec elles, la masse des vaincus, malgré un écrasement terrible, bénéficie aujourd'hui de notre victoire.

Les faits qui se rattachent à ce soulèvement ont été jusqu'ici mal connus et mal appréciés, car leurs causes, leur nature, comme aussi leur connexité, ont échappé plus ou moins à ceux-là mêmes qui ont été les héros, les victimes ou les justiciers de quelques-uns de ces épisodes qui, pendant plus d'un an, ont ensanglanté l'Algérie.

En 1871, peu de personnes connaissaient le passé et la situation réelle des chefs indigènes qui commandaient dans la province de Constantine. Les colons, la presse, la magistrature même [1], ne voyaient en eux que des agents ou des fonctionnaires arrogants, avides, peu scrupuleux et peu dévoués à la France, qui les avait investis, et, ajoutait-on, comblés d'honneurs et d'immunités. On les savait pleins de morgue ou d'orgueil et détenteurs de vastes territoires en friche ou mal cultivés dont on rêvait de faire bénéficier la colonisation européenne et les prolétaires indigènes.

Il y avait du vrai dans ces appréciations; mais ceux qui les faisaient tout haut oubliaient, ou plutôt ignoraient, que plusieurs de ces personnalités indigènes étaient autre chose que de simples fonctionnaires, et qu'entre la France et elles, ou leurs ascendants immédiats, il y avait eu de véritables contrats synallagmatiques qui nous forçaient à respecter des situations acquises et à tolérer des allures ou des abus en désaccord avec notre état social et nos aspirations démocratiques.

Ces chefs, en effet, en beaucoup d'endroits, et notamment entre Bordj-Hamza et le Sahara, n'avaient jamais été des vaincus; les pays où ils commandaient avant nous, de père en fils, n'avaient jamais été conquis par notre armée. Les maîtres et seigneurs héréditaires de ces régions, restés plus ou moins indépendants sous les Turcs, étaient venus à nous de leur plein gré. Ils nous avaient offert et livré,

---

1. Voici en quels termes l'acte d'accusation, dans le procès des grands chefs, s'exprime sur le compte du bachagha Moqrani qui, étant mort, était hors de cause :

« Si-Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani était depuis plusieurs années caïd des Hachem. Pour augmenter son prestige, et sans doute dans l'espoir d'en faire un serviteur plus dévoué de la France, on avait nommé cet indigène bachagha de la Medjana. Autour de lui se groupaient treize ou quatorze caïdats, remis successivement aux mains des Ouled-Moqrani, ses parents.... »

le plus souvent sans coup férir, de vastes territoires et de nombreux contribuables; parfois même ils nous les avaient donnés alors que nous n'étions pas encore en état d'en prendre possession.

Ils avaient agi ainsi parce qu'ils avaient cru y trouver leur intérêt et parce que nous leur avions promis, en retour, la conservation de leur situation et le concours de notre force militaire.

Quand ces promesses avaient été faites, on était aux premiers temps de l'occupation, on ne savait ni ce qu'on ferait de l'Algérie, ni même si on la conserverait en totalité ou en partie. Les généraux en chef et les gouverneurs, à qui la métropole refusait l'argent et les moyens d'action, avaient alors traité de puissance à puissance avec les chefs venus en alliés et acceptant notre suzeraineté. A ces précieux auxiliaires nous n'avions rien demandé de plus que de se faire tuer à notre service et de nous payer un tribut; en retour de quoi, nous leur avions garanti les dignités, honneurs et privilèges dont ils jouissaient en fait comme en droit.

Nous avons tenu notre parole, tant que nous avons eu besoin de nos alliés pour conquérir ou gouverner; mais, le jour où nous nous sommes crus assez forts pour nous passer d'eux, nous avons trouvé que nos engagements avaient été bien imprudents, et nous n'avons plus vu, dans ces alliés de la première heure, que des individualités gênant l'œuvre de progrès et de civilisation que la France entendait accomplir en Algérie pour justifier sa conquête.

Nous avons alors essayé de faire comprendre à ces gens de vieille souche, ayant conservé les mœurs et les préjugés du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle, les conceptions humanitaires et politiques des sociétés modernes; ils ne comprirent qu'une chose, c'est que nous voulions amoindrir leur situation et leur imposer les mêmes devoirs et les mêmes obligations auxquels nous avions astreint les agents et les collectivités vaincus les armes à la main et subissant les volontés du vainqueur.

De là bien des malentendus, bien des mécontentements, que s'efforcèrent d'atténuer les officiers des bureaux arabes, chargés de la délicate mission de contrôler ces chefs et de discipliner leur concours au mieux des intérêts de notre action gouvernementale.

Grâce au zèle et à l'habileté de ces officiers, si souvent calomniés, grâce aussi au bon esprit et au sens politique dont ces grands chefs

faisaient preuve lorsqu'on ne heurtait pas violemment leurs préjugés et leurs intérêts, bien des améliorations, bien des progrès, avaient été accomplis en un temps relativement court.

Mais nos colonies ont toujours été les victimes de nos dissentiments politiques ou des malheurs de la mère-patrie, et l'Algérie, qui depuis 1830 a eu si souvent à souffrir des attaques inconscientes dirigées contre elle dans la métropole, devait, en 1870 et 1871, subir le contre-coup des impatiences de l'opposition, et de l'ignorance des hommes que les circonstances appelèrent, sans préparation aucune, à la direction souveraine de ses affaires.

L'auteur a essayé, sans parti pris, sans idée préconçue, de dire simplement ce qu'il a vu, entendu et étudié. Ce n'est ni une histoire de l'Algérie, ni une étude militaire qu'il a entrepris d'écrire ; c'est l'histoire d'une *insurrection indigène,* et rien de plus. Il n'a donc été parlé ici de nos affaires, à nous Français, qu'autant qu'elles ont eu un effet direct sur les indigènes. Ce sont ces derniers seuls que l'auteur s'est efforcé de faire connaître et apprécier. Pour cela, il a dégagé les individualités, précisé les faits, publié des documents inconnus ou inédits, et enfin il a complété les données officielles par ses notes, par ses souvenirs et par les renseignements qu'ont bien voulu lui fournir plusieurs de ses anciens camarades ou amis. Il n'a pas hésité à donner des détails circonstanciés, chaque fois que ces détails lui ont paru nécessaires à l'appréciation des causes premières ou des mobiles qui ont fait agir les chefs de l'insurrection.

C'est ainsi qu'il a cru indispensable de faire précéder son récit d'une longue introduction résumant l'historique des Moqrani avant l'insurrection, et donnant des détails inédits sur le père du bachagha et sur le soulèvement de 1864 dans le Hodna.

Par contre, l'auteur s'est efforcé d'être bref et concis dans le récit des opérations militaires, opérations qui se ressemblent toutes en Algérie et pour la réussite desquelles l'armée d'Afrique depuis longtemps n'a plus rien à apprendre. Mais cette concision n'a cependant pas été jusqu'à retrancher quoi que ce soit dans la longue énumération de plus de trois cent quarante glorieux faits d'armes qui n'ont pas toujours eu la notoriété qu'ils méritent.

Malgré la multiplicité et le synchronisme d'événements, tantôt connexes, tantôt indépendants les uns des autres, malgré l'éparpillement

des efforts, et malgré le décousu forcé des opérations de guerre, il est facile de classer les faits de l'insurrection de 1871, qui, naturellement, se divise en quatre périodes bien nettes.

La première, qui va *du 14 juillet* 1870 *au* 8 *avril* 1871, est l'époque des difficultés et des RÉVOLTES LOCALES. Les affaires de Souq-Ahras et d'El-Milia, l'aventure de Mahieddine, le siège de Bordj-bou-Arreridj et les premières opérations dans la Medjana et l'Ouennougha, en sont les principaux épisodes. Pendant cette période, et malgré la gravité des faits, nous ne sommes pas en face d'une insurrection générale : seuls le bachagha et ses frères sont révoltés, mais leur révolte est localisée sur une portion de l'ancien fief familial, et tous les Moqrani qui ne sont pas du soff de la Medjana combattent dans nos rangs avec l'espoir avoué de remplacer le bachagha, dont ils sont restés les rivaux ou les ennemis.

*Du* 8 *avril au* 5 *mai*, l'insurrection est devenue générale : elle s'étend de la mer au Sahara ; et, sous la direction des khouans Rahmanya qui ont proclamé la guerre sainte, elle couvre l'Algérie de ruines et de sang. C'est la KHOUANNERIE qui bat son plein, alors que nous manquons de troupes, et que nous assistons impuissants à ses dévastations.

*Du* 5 *mai*, jour où le bachagha est tué, *jusqu'au* 13 *juillet*, jour où Chikh-el-Haddad se constitue prisonnier, nos colonnes ont pu être organisées ; de tous côtés elles écrasent les rebelles : c'est la période des ÉCHECS DE LA COALITION.

Mais nos exigences vis-à-vis des vaincus et diverses circonstances empêchent la soumission de quelques-uns des chefs les plus compromis ou permettent de nouvelles prises d'armes : c'est alors que s'ouvre, *le* 13 *juillet*, la période des DERNIÈRES LUTTES, période qui se termine, *le* 20 *janvier* 1872, par l'arrestation de Boumezrag.

A cette date, l'insurrection est bien finie, l'ordre matériel est rétabli ; mais les poursuites ou la répression des rebelles, l'exposé des mesures imposées par cette année de lutte, fournissent encore matière à un chapitre complémentaire qui est l'ÉPILOGUE de cette histoire.

Une *Table chronologique* des principaux faits met en relief le synchronisme des événements qui, dans l'intérêt de la clarté du récit, ont dû être exposés en des chapitres différents.

*Deux Cartes*, spécialement dressées pour l'intelligence du texte,

permettent d'embrasser d'un seul coup d'œil l'étendue des territoires insurgés et de trouver sans fatigue des indications qu'il serait pénible de chercher sur des cartes topographiques très détaillées, et, par conséquent, morcelées en de nombreuses feuilles.

Enfin un *Index bibliographique* donne quelques brefs renseignements sur les rares publications qui peuvent utilement être consultées à propos de l'insurrection de 1871.

---

# TABLE DES MATIÈRES



## LIVRE PREMIER

### LES RÉVOLTES LOCALES

*Du départ des troupes à la proclamation du Djehad*

(14 juillet 1870 - 8 avril 1871.)

# LIVRE DEUXIÈME

## LA KHOUANNERIE

*De la proclamation du Djehad à la mort du bachagha*

(8 avril-5 mai 1871.)



# LIVRE TROISIÈME

## LES ÉCHECS DE LA COALITION

*De la mort du bachagha à la soumission de Chikh-el-Haddad*

(5 mai-13 juillet 1871.)



# LIVRE QUATRIÈME

## LES DERNIÈRES LUTTES

*De la soumission de Chikh-el-Haddad à la prise de Boumezrag*

(13 juillet 1871-20 janvier 1872.)

# INTRODUCTION

## LES MOQRANI AVANT L'INSURRECTION

### I

### AVANT LA CONQUÊTE

Les Moqrani ont des parchemins qui les font descendre de Fatma, fille du prophète Mohammed; mais les traditions locales les rattachent plus volontiers, et non sans raison, aux émirs de la Qalaa des Beni-Hammad, du Djebel-Kiana[1]. Au XI[e] siècle de notre ère, lors de l'invasion musulmane hilalienne, les émirs des Ayad-Athbedj appartenaient aux familles des Ouled-Abdesselem et des Ouled-Gandouz, noms qui ont continué à être portés par les Moqrani.

Quoi qu'il en soit de ces origines lointaines, ce qui semble certain, c'est que, dans la seconde moitié du XV[e] siècle, un émir ou prince, nommé Abderrahmane, quittait le Djebel-Ayad et venait s'installer près des Bibane, d'abord à Mouqa, puis à Chouarikh, et enfin à la Qalaa[2], des Beni-Abbès.

1. Le massif montagneux situé entre Bordj-bou-Arreridj et le Hodna était dénommé, au temps des Berbères, Djebel-Kiana ou Djebel-Adjissa, du nom de ses habitants. A partir du XI[e] siècle de J.-C., il est devenu le Djebel-Ayad, nom qu'il porte encore aujourd'hui concurremment avec celui de Djebel-Mâdid. — Sur les ruines de Qalaa est aujourd'hui la dechera des Ouled-Sidi-Fadel.

2. Le mot Qalaa veut dire *forteresse*. La prononciation de ce mot varie suivant les localités; de là les différences d'orthographe : Qalaa, Galaa, Guelaa, Queloa, El-Goléa, El-Kala, Coléa, etc.

Son fils, Ahmed-ben-Abderrahmane, fortifia cette localité, en fit la capitale d'une principauté s'étendant de l'Oued-Sahel au Hodna, et prit le titre de sultan. Il fit une guerre acharnée à un de ses voisins, le sultan de Koukou[1], chef des tribus de la rive gauche de l'Oued-Sahel, et, ayant appelé à son aide le corsaire Aroudj, alors à Djidjeli, il vainquit son ennemi, en 1515, chez les Ouled-Khiar, grâce à l'emploi des armes à feu dont les Turcs d'Arroudj étaient pourvus. Aussi fut-il un des premiers alliés des frères Barberousse, devenus la même année souverains d'Alger, et, en avril 1542, il était à côté de Hassan-Agha, qui, en qualité de khalifat de Khireddine, était venu infliger un nouvel échec au sultan de Koukou, resté ennemi des Turcs.

Abdelaziz, son fils, fidèle à l'alliance turque, amena, en 1550, à Alger, une petite armée de 15,000 Qbaïls à la tête desquels il accompagna dans l'ouest Hassane-Pacha, fils et khalifat du beglierbey Khireddine. Ce fut grâce aux conseils et au courage personnel du sultan des Beni-Abbès que les Turcs battirent les Marocains sur le rio Salado et reprirent possession de Tlemcen.

Pendant cette expédition, Abdelaziz s'était attaché un groupe des Hachem de Mascara et en avait fait sa garde particulière. Il les ramena avec lui et les installa au pied de la montagne de Qalaa, au nord de la Medjana : ce fut le noyau de la tribu noble des Hachem, qui, jusqu'en 1871, resta le makhzène fidèle des Moqrani.

En 1552, Abdelaziz accompagna encore avec 8,000 hommes le beglierbey Salah-Reïs dans l'expédition contre Tougourt et Ouargla.

Mais la puissance du souverain kabyle avait porté ombrage aux Turcs ; un jour qu'Abdelaziz, venu sans méfiance à Alger, était logé au palais de la Jenina, il avait failli être assassiné par les janissaires et n'avait dû son salut qu'à l'intervention de soldats gaouaoua, originaires de Koukou. Peu après, et sans déclaration de guerre, Salah-Reïs lançait son armée contre le sultan des Beni-Abbès. Un combat eut lieu à Boni, près Qalaa ; El-Fadel, frère d'Abdelaziz, y fut tué, mais les Turcs ne purent aller plus loin, et la neige les força à rentrer à Alger.

Au printemps suivant 1553, Mohammed-Bey, fils de Salah-Reïs, revint, avec une armée plus forte, se faire battre au même endroit. Ne pouvant réussir en pays de montagne, les Turcs, en 1554, marchèrent par le sud vers Msila, sous la conduite des renégats grecs Sinane-Reïs et Ramdane : ils furent encore battus sur l'Oued-el-Ham, et se résignèrent à laisser en repos pendant quelques années le sultan des Beni-Abbès.

Abdelaziz, aidé par son frère Ahmed-Amoqrane, profita de la paix pour étendre et consolider sa puissance. Il s'était procuré de l'artillerie et avait

---

1. Le royaume de Koukou fut fondé en 1510 par Ahmed-ben-el-Qadi, qui était juge à la cour des derniers rois de Bougie. Lors de la prise de cette ville, le 6 janvier 1509, il s'était réfugié chez les Qbaïls des Aït-Ghoubri, à Aourir ; il était devenu le chef d'une confédération puissante. A partir de 1618, la famille se divisa, son influence déclina, le nom même d'Ouled-el-Qadi, porté par les chefs de Koukou, cessa d'être employé, et il fut remplacé par celui d'Ouled-Boukhetouch. Aujourd'hui la famille a été absorbée par l'élément berbère et n'a plus qu'une influence insignifiante dans le haut Sébaou. Koukou est une taddert de 600 habitants répartis en six hameaux ; il fait partie de la fraction des Imessouhal des Aït-Yahia, aux sources du Sébaou.

organisé une solide milice chrétienne avec un millier d'Espagnols échappés de Bougie lors de la prise de cette ville en 1555 [1], par Salah-Reis.

Il avait formé le projet de s'emparer de Bougie, et, en juin 1557, tout était prêt pour cette opération, quand il apprit qu'à la suite de troubles à Alger son ami Hassane, fils de Khireddine, avait été nommé beglierbey et venait de débarquer. Abdelaziz renonça à son expédition, et, sans se risquer à aller lui-même à Alger, il envoya des lettres et des présents à son ancien allié. Les relations amicales reprirent; Abdelaziz fournit des contingents d'infanterie kabyle, et il reçut du souverain d'Alger des lettres lui confirmant la possession de Msila.

Hassane était resté plus d'un an occupé par des expéditions dans l'ouest contre les Marocains, qu'il avait poursuivis jusqu'à Fez, et contre les Espagnols qu'il avait battus en août 1558, à Mazagran. Quand il rentra à Alger, en septembre, Hassane Corso, dont Abdelaziz s'était fait un ennemi mortel en 1550, Ahmed-el-Cadi, sultan de Koukou, et enfin quelques chefs du Hodna qui avaient été razzés par les goums de Msila, dénoncèrent au beglierbey les armements et les projets du sultan des Beni-Abbès contre Bougie.

Hassane-Pacha marcha en personne avec 3,000 Turcs contre Msila, qu'il reprit sans difficulté (hiver de 1558-1559). Abdelaziz ne se méfiait pas, et il était resté dans la montagne. Avant qu'il en fût sorti, le beglierbey s'était avancé jusque dans la plaine de la Medjana, et il faisait élever à la hâte deux fortins en pierres sèches, l'un à Aïn-bou-Arreridj, l'autre à Zamora. Il y mit quatre cents hommes de garnison, dont il confia le commandement à Hassane Corso. Mais il n'osa pas s'engager dans la montagne et rentra précipitamment dans le Hamza, car sa faible colonne commençait à être gravement inquiétée par Abdelaziz et Amoqrane, accourus à la hâte avec leur cavalerie [2].

Peu après son retour à Alger il apprit que ses deux fortins avaient été enlevés et détruits, que tous les janissaires de Bou-Arreridj avaient été massacrés, et que ceux de Zamora s'étaient réfugiés chez des montagnards voisins et indépendants.

Le beglierbey changea alors de tactique : il fit des avances au sultan de Qalaa, invoqua d'anciens souvenirs, lui fit entrevoir la destruction du royaume de Koukou, et, pour cimenter l'alliance qu'il désirait, il demanda la main de la fille d'Abdelaziz. Celui-ci refusa net : il était payé pour ne pas se fier aux Turcs.

Hassane-Pacha s'adressa alors au sultan de Koukou, qui lui donna sa fille et

1. L'incurie du gouvernement espagnol avait rendu la défense de la ville impossible : le beglierbey Salah-Reïs commençait le siège le 16 septembre; le 27 il offrait une capitulation honorable, s'engageant à rapatrier en Espagne la garnison entière avec armes et bagages. Le 28, il entrait en ville; le gouverneur, Alonzo de Peralta, et cent vingt invalides, furent embarqués et arrivèrent en Espagne, où Alonzo eut la tête tranchée à Valladolid. Le reste de la garnison fut désarmé et conduit en captivité contrairement à la foi jurée; mais presque tous les hommes s'échappèrent et se réfugièrent chez Abdelaziz, qui les accueillit, leur laissa la liberté et les prit à son service.

2. M. de Grammont, dans son beau livre *Alger sous les Turcs*, raconte un peu différemment les démêlés entre le beglierbey Hassane-Pacha et le sultan *de Labez* Abdelaziz. La version qui est donnée ici est celle de Marmol, et aussi, — à peu de chose près, — celle des Moqrani, et celle reproduite déjà par M. Féraud dans son *Histoire des villes de la province de Constantine*.

ses soldats. Leurs armées réunies entrèrent en campagne à la bonne saison et vinrent prendre position près Tala-Mezida [1], où Abdelaziz avait son camp retranché couvrant Qalaa. On se battit pendant douze jours de suite; le huitième, Abdelaziz fut tué et eut la tête tranchée. Son frère Amoqrane continua la lutte quatre jours encore; les Turcs, épuisés, renoncèrent à prendre la forteresse des Beni-Abbès et rentrèrent à Alger, emportant comme trophée la tête d'Abdelaziz, qui fut exposée à la porte Bab-Azoun, — et qui, ajoute la tradition, se mit à parler.

Encore une fois les Turcs laissèrent en paix les Beni-Abbès pendant quelques années; Amoqrane profita de cette accalmie pour augmenter le royaume paternel et étendre son autorité sur les hauts plateaux et le Sahara. A la tête d'une armée de 11,000 hommes, dont 3,000 chevaux, il se rendit maître de Tolga, Biskra, Tougourt, et des pays des Ouled-Naïl de Bouçada à Djelfa. Son administration et son gouvernement furent remarquables, et sous son règne le pays traversa une ère de prospérité que jamais plus il ne retrouva.

En 1580, sa puissance était telle qu'il ne craignit pas d'envoyer à Alger un de ses fils pour souhaiter la bienvenue à Djafar-Pacha, arrivé le 24 août 1580. en qualité de khalifat du beglierbey El-Euldj-Ali. Il lui apportait un royal présent estimé une vingtaine de mille francs.

Dix années de tranquillité avaient permis à Amoqrane de perfectionner l'organisation de son royaume, mais, en décembre 1590, le pacha Khieder, qui voyait augmenter autour des Beni-Abbès le nombre des gens refusant l'impôt au beylik, se mit en marche avec une armée de 15,000 à 17,000 hommes pour s'emparer de la Qalaa. Amoqrane lui opposa des forces non moins considérables [2]: l'assaut de la petite place ne put pas être tenté, et le pacha dut se borner à un investissement qui dura deux mois, pendant lesquels les Turcs eurent beaucoup à souffrir des attaques de la cavalerie d'Amoqrane. Les environs de Qalaa étaient ruinés, les Kabyles fatigués; un marabout intervint entre les belligérants et réussit à faire cesser les hostilités. Amoqrane paya les frais de la guerre, soit 30,000 douros; et les Turcs s'éloignèrent fort éprouvés.

Dix ans plus tard, en 1600, le sultan de Qalaa marchait contre les Turcs, commandés par le pacha Solimane Veneziano, qui voulait pénétrer en Kabylie; il les battait et ruinait l'établissement militaire que ceux-ci avaient élevé en 1595 à Hamza (Bouira); mais lui-même était tué dans ce combat.

Son règne avait duré quarante et un ans, et son nom devait rester comme désignation patronymique de tous ses descendants [3].

Son fils El-Menaceur, plus connu sous le nom de Sidi-Naceur-el-Moqrani, était un homme d'étude et de prière : il s'entoura de tolba et de religieux, et fut plus tard vénéré comme un saint; mais il laissa péricliter les affaires du royaume et mécontenta à la fois les chefs de l'armée et les commerçants des Beni-Abbès. Ceux-ci l'attirèrent dans un guet-apens et l'assassinèrent.

---

1. Tala-Mezida est resté le meilleur camp près de Qalaa; c'est le seul point où il y ait de l'eau en abondance. Boni est mal pourvu, et Qalaa encore plus mal.
2. J'ignore où a été pris par M. Berbrugger le chiffre de 30,000 cavaliers.
3. *Amoqrane* signifie, en berbère, *grand* et *aîné*. Moqrani est l'ethnique arabe d'Amoqrane. Les indigènes disent : *un Moqrani, des Moqranya,* ou encore des Ouled-Moqrane. Mais l'usage français a conservé le mot Moqrani au singulier comme au pluriel.

Il laissait trois enfants en bas âge; les deux plus jeunes furent sauvés par leurs mères, et ils restèrent dès lors étrangers à la fortune des Moqrani [1]. L'aîné, Betka, fut emporté dans la Medjana par les Hachem fidèles, qui l'élevèrent et l'aidèrent à reconquérir sa situation princière en le mariant à la fille du chef des Ouled-Madi.

Avec les nobles de cette tribu, et avec ceux des Ayad, alors commandés par Slimane-el-Haddad, Betka-el-Moqrani prit part, dans la plaine de Guidjel, à la grande victoire remportée sur les Turcs, le 20 septembre 1638, par tous les seigneurs et tous les nomades de l'est, réunis sous le commandement du chikh El-Arab-Ahmed-ben-Sakhri-ben-Bouokkaz, l'ancêtre de notre agha Ali-Bey.

A la suite de cette bataille de Guidjel, il y eut dans la province de Constantine une recrudescence d'indépendance vis-à-vis des Turcs, et Betka-el-Moqrani ne reconnut jamais leur autorité. Il avait renoncé à se parer du titre de sultan ou d'émir, et prenait celui de chikh de la Medjana, que conservèrent ses descendants; mais il reconstitua le royaume de son grand-père, et battit à plusieurs reprises les Beni-Abbès, sans vouloir retourner à Qalaa.

Il mourut en 1680, dans son château de la Medjana, laissant quatre fils : Bouzid, Abdallah, Aziz, et Mohammed-el-Gandouz [2].

L'aîné, Bouzid-el-Moqrani, exerça le pouvoir dans les mêmes conditions de souveraineté que son prédécesseur [3]; il sut maintenir la bonne harmonie entre tous les siens, et fit rentrer dans l'obéissance le dernier de ses frères, qui avait un instant cherché à échapper à son autorité.

Deux fois il battit les Turcs, qui avaient voulu envoyer une colonne à Constantine à travers sa principauté; puis, à la suite de ses succès, il consentit à vendre, moyennant une redevance déterminée, le passage à travers ses États. Cette redevance ou coutume (*ouadia*), les Turcs ne purent jamais s'en affranchir, et ils la payaient encore en 1830.

Bouzid-el-Moqrani mourut en 1734, laissant quatre fils, dont le second, El-hadj-Bouzid, sur la renonciation volontaire de l'aîné, Abderrebou, prit la direction de la principauté. Mais, quoique sage et d'un caractère conciliant, il ne put ni maintenir la paix entre ses frères Bourenane et Abdesselem, ni empêcher son cousin germain Aziz-ben-Gandouz-el-Moqrani de se mettre à la tête d'un soff [4] qui se fit l'allié des Turcs. Ceux-ci avaient alors précisément de

---

1. L'un, Mohammed-Amoqrane, emporté par sa mère à Bougie, avait les goûts studieux de son père. Il devint l'ancêtre d'une famille maraboutique qui, plus tard, se fixa près de Djidjeli au milieu des Beni-Siar, qui acceptèrent sa direction politique et religieuse. Cette famille resta toujours en bons termes avec les Turcs, et elle nous a fourni des caïds modestes et dévoués. En 1871, le chef de famille, qui se nommait encore Mohammed-Amoqrane, était caïd des Beni-Siar; il s'enferma avec nous dans Djidjeli assiégé par les rebelles, et eut une attitude très digne et très correcte.

Le troisième, Bou-Temzine-Amoqrane, fut emporté dans l'ouest; il fit souche d'une petite fraction dénommée Temaznia, fraction qui n'a jamais joué aucun rôle et est restée inféodée aux Bordjia de Cacherou, département d'Oran.

2. El-Gandouz, en berbère, signifie le dernier-né.

3. C'est lui que le voyageur François Peyssonnel vit en 1725, en passant à la Medjana avec une colonne turque. Il l'appelle le sultan Bouzit.

4. Le mot soff veut dire, au propre, ligne, rang, file; — et, au figuré, ligue, *parti*, clientèle politique.

graves griefs contre le chikh de la Medjana qui, vers 1737, avait traîtreusement fait massacrer toute une colonne turque; massacre qui n'était du reste que la vengeance d'un viol commis par le khalifat du bey de Constantine El-hadj-Bakir sur la mère des Moqrani, El-hadja-Zouina

Aidés des Ouled-Gandouz, et exploitant la mésintelligence qui existait entre Bourenane et Abdesselem, les Turcs réussirent à battre en détail les différents groupes des Moqrani. Les choses en vinrent à ce point que ceux-ci durent abandonner la Medjana et se réfugier dans les montagnes. El-hadj-Bouzid monta à Qalaa des Beni-Abbès, Bourenane alla dans l'Ouennougha, et Abdesselem, à Kolla près Satour, au pied du Djebel-Bounda.

Déjà, à cette époque, leur oncle Abdallah avait quitté le groupe familial et vivait dans les steppes du Hodna avec quelques djouads, dont la descendance devait former plus tard une tribu distincte, les Ouled-Abdallah[1], qui eurent dès lors une existence à part.

C'est à cette époque, vers 1740, que, pour la seconde fois, les Turcs vinrent en maîtres dans la Medjana, et relevèrent les murs du fortin ou bordj bâti par eux en 1559 à Aïn-bou-Arreridj. Cette fois ils y laissèrent 300 janissaires et donnèrent l'investiture du caïdat des Ouled-Madi à Aziz-ben-Gandouz.

Les Moqrani de la branche aînée supportaient mal cet abaissement de leur puissance; un moqaddem des khouans Chadelya parvint à réconcilier les trois frères, qui, unis, battirent les Turcs, tuèrent leur chef, démolirent le fortin, et renvoyèrent les janissaires survivants à Alger avec une lettre annonçant au dey que les Moqrani entendaient rester indépendants.

El-hadj-ben-Bouzid reprit dès lors, sans être inquiété par les Turcs, la direction nominale des affaires de la famille dans la Medjana. Les deys reconnurent implicitement cette indépendance en ne réclamant jamais d'impôts aux tribus des Hachem, Ayad et Beni-Abbès, réputées tribus makhzène des Moqrani; mais, tous les ans, ils envoyèrent au chikh de la Medjana un caftan d'honneur et des cadeaux; par ce moyen les Turcs forçaient celui-ci à des relations qui affirmaient leur suzeraineté et qui leur donnaient des prétextes pour intervenir dans les affaires de la famille, ou pour réclamer l'appui des contingents de la Medjana.

Si-el-hadj-ben-Bouzid-el-Moqrani mourut vers 1783, deux ou trois ans après son frère Bourenane. Il avait marié au bey Ahmed-el-Kolli une de ses filles, Daïkra[2], qui devait plus tard être la grand'mère du dernier bey de Constantine. Il ne laissait que deux enfants; l'aîné, Bouzid-ben-el-Hadj, accepta la position de khalifat de son oncle Abdesselem, resté le chef de la principauté.

Mais, à partir de ce moment, l'historique des Moqrani n'est plus qu'une suite de luttes fratricides entre les membres de la famille divisés en trois soffs rivaux : les Ouled-el-Hadj, qui ont avec eux les Ouled-Abdesselem et restent le soff

---

1. Ne pas confondre cette tribu noble des Ouled-Abdallah, qui habite le sud d'Aumale et qui, depuis un siècle, a cessé de faire partie de la famille des Moqrani, avec le groupe ou soff tout moderne des Ouled Abdallah-ben-el-hadj-ben-Bouzid-el-Moqrani, que nous verrons jouer un rôle dans les événements de 1871.

2. Cette Daïkra-bent-Moqrani fut la coépouse d'une fille des Bengana, déjà mariée au bey Ahmed-ben-Kolli, et qui n'eut pas d'enfant.

Le fils de Daïkra, Chérif, épousa une autre femme de la famille des Bengana, El-hadja-Rekia. (Voir plus loin l'extrait de la généalogie des Moqrani.)

principal, le soff des Ouled-Bourenane, et enfin le soff déjà ancien des Ouled-Gandouz. Les Turcs entretinrent avec soin ces divisions qui affaiblissaient les Moqrani, et qui rendaient de courte durée les rares réconciliations que le danger commun inspirait aux divers membres de la famille.

Seuls les Ouled-el-Hadj et les Ouled-Abdesselem restèrent toujours unis jusque vers 1826.

Les Turcs n'intervinrent presque jamais par la force dans ces querelles de famille : ils faisaient massacrer les uns par les autres, et se bornaient à reconnaître tour à tour comme chikh de la Medjana le chef de soff qui consentait à percevoir pour leur compte un impôt de 50,000 francs sur les tribus entre l'Oued-Sahel et le Hodna. Ils changeaient d'ailleurs d'allié au lendemain d'un service rendu, si la prépondérance de cet allié vis-à-vis des autres Moqrani pouvait devenir inquiétante pour l'autorité beylicale : car, loin de se montrer hostiles aux soffs évincés, les Turcs les ménageaient et les tenaient en haleine par des promesses et quelquefois des cadeaux.

C'est dans ces singulières conditions que les Moqrani furent, depuis la fin du XVIII[e] siècle, les feudataires des Turcs, qui ne purent jamais ni reconstruire le fort de Bou-Arreridj, ni s'affranchir de l'ouadia à eux imposée par Bouzid-el-Moqrani ; le chikh de la Medjana administrait d'ailleurs comme il l'entendait, et exerçait sans contrôle les droits régaliens de haute et de basse justice.

Il serait sinon sans intérêt, du moins sans utilité, de faire ici l'historique des luttes familiales des Moqrani de 1785 à 1830 ; il suffit de rappeler les trois ou quatre grands faits dont le pays a gardé un souvenir vivace [1].

En 1806, tous les Moqrani se réunirent momentanément en face des paysans des O. Derradj, Madid, Ayad, O. Khelouf, Ouled-Brahim, O. Teben, révoltés contre leurs seigneurs à la voix du chikh Ben-el-Harche, qui, après avoir, en 1803, vaincu et tué le bey Ostmane, avait établi son camp au pied du Mégris de Sétif. Aidés par les familles seigneuriales du pays, et de concert avec une colonne turque, les Moqrani battirent successivement les rebelles à Mégris et à Rabta, où le chérif fut tué. En ces deux affaires, les Moqrani sauvèrent le beylik de Constantine.

En 1809, le bey Tchaker, par une trahison longuement préméditée, massacra, dans la Medjana même, les chefs du soff des Ouled-Bourenane auxquels il devait en partie son élévation au beylik. De ce jour le soff des O. Bourenane cessa de compter. Ses débris se rallièrent soit aux Ouled-el-Hadj, soit aux Ouled-Gandouz.

En 1819, ce sont les chefs des Ouled-Gandouz qui, à leur tour, sont traîtreusement massacrés, à El-Arba, au sud de Bordj-bou-Arreridj, par les chefs du soff des Ouled-Abdesselem et des Ouled-el-Hadj, agissant à l'instigation du bey Ahmed-el-Mili. Leurs débris impuissants essayèrent de se grouper avec les Ouled-Bourenane, et se firent battre, en 1824, à El-Gomiz. Par contre, ils infligèrent en 1825, près Zamora, un léger échec au bey Ahmed ; mais ce fut tout.

A cette époque, il ne restait en situation d'exercer une action politique quel-

1. On trouvera une monographie plus détaillée des Moqrani avant la conquête dans le livre de M. Féraud, *Histoire des villes de la province de Constantine :* Bordj-bou-Arreridj ; *Revue archéologique,* Constantine, 1872.

conque que le groupe des Ouled-el-Hadj et des Ouled-Abdesselem, habilement conduit alors par Ben-Abdallah-ben-Bouzid-el-Moqrani.

Mais, en 1825, leur parent et allié El-hadj-Ahmed ayant été nommé bey de Constantine, la bonne harmonie fut de nouveau troublée dans la Medjana.

Sans autre motif que celui de se débarrasser de ceux qu'il croyait gênants, le bey fit arrêter El-hadj-Mohammed-ben-Abdesselem, El-bey-el-Ouennoughi-ben-Bourenane et Salah-ben-Gandouz. Sur les instances de sa femme Aïchouch et de Ben-Abdallah, il consentit à relâcher Ben-Abdesselem, son beau-père, mais il ordonna de trancher la tête aux deux autres; Si-el-bey-el-Ouennoughi échappa cependant.

Ceux qui restaient des Ouled-Bourenane et des Ouled-Gandouz se rassemblèrent à Zamora et battirent les Turcs commandés par El-hadj-Ahmed, mais ils durent se disséminer pour échapper à la vengeance du bey, et vécurent depuis en proscrits.

Ben-Abdallah, toujours chikh de la Medjana, avait alors comme lieutenants son neveu Ahmed-ben-Mohammed-ben-Bouzid et son parent Mohammed-Abdesselem. Il confia à ce dernier, qui était d'un caractère posé, la perception des impôts dans l'Ouennougha, fonction lucrative que convoitait Ahmed-ben-Mohammed. Ce dernier, très froissé, sollicita et obtint du bey sa nomination à la tête du caïdat de Khelil. Mais Ben-Abdallah n'accepta pas de voir un Moqrani dans ces fonctions trop dépendantes, et il rappela son neveu en lui faisant de belles promesses, que d'ailleurs il ne tint pas.

Cette rivalité entre les deux cousins fut le point de départ de la formation des deux soffs qui divisèrent les Moqrani jusqu'à la chute de cette famille.

A quelque temps de là, Ahmed-ben-Mohammed, qui saisissait toutes les occasions de s'éloigner de son oncle, accompagna à Alger le bey de Constantine. Au retour, des gens du Tittery ayant attaqué ce bey près de Sour-Ghozlane[1], Ahmed-el-Moqrani le défendit avec un courage qui lui conquit les bonnes grâces d'El-hadj-Ahmed.

Il en profita pour se faire charger du recouvrement des impôts dans l'Ouennougha, au lieu et place de Mohammed-Abdesselem, menacé d'une arrestation s'il n'obéissait pas.

Celui-ci n'attendit pas son rival, et il partit rejoindre, à Sour-Ghozlane, Yahia-Agha, en ce moment en tournée. Ce haut fonctionnaire turc était l'ennemi d'El-hadj-Ahmed; il écouta Mohammed-Abdesselem, et, avec un petit détachement de janissaires, il se porta dans la Medjana pour razzer la zmala d'Ahmed-el-Moqrani, mais il échoua, par suite de la vigilance des Hachem.

A partir de ce premier combat, la guerre fut en permanence entre les deux cousins; elle fut cependant interrompue bientôt par la proclamation du djehad contre les chrétiens, dont on annonçait l'arrivée à Alger.

A l'appel du dey, les représentants des grandes familles oublièrent un instant leurs rivalités pour faire leur devoir de musulman, et ils allèrent chercher, dans des combats appelés à un grand retentissement, l'occasion d'affirmer aux yeux de tous leur valeur et leur supériorité.

Le vieil Ben-Abdallah, retenu par son âge, resta seul à la Medjana; Ahmed-el-Moqrani et Abdesselem-el-Moqrani accompagnèrent le bey avec leurs contingents. Tous deux se distinguèrent aux combats de Sidi-Feruch et de Staouli.

---

1. Où plus tard fut bâti Aumale.

## II

# LE KHALIFAT AHMED-EL-MOQRANI

La nouvelle de l'entrée des Français à Alger fut vite connue dans toute la Régence, et, comme l'oligarchie turque, renversée avec le dernier dey, n'avait ni racines ni sympathies dans le pays, le retour dans les tribus des contingents vaincus provoqua partout des désordres et des révoltes.

Le dey Hussein était à peine embarqué qu'en dehors de l'étroit espace occupé par nos troupes et des cantons jusqu'alors indépendants, l'anarchie menaçait l'existence même de la société indigène; mais, presque aussitôt, les personnalités politiques ou religieuses, en pays arabe, et les anciens des tribus, en pays berbères, s'entremirent pour reconstituer soit les fiefs héréditaires, soit les confédérations démocratiques ou guerrières, que le despotisme et la politique des Turcs avaient amoindris ou brisés.

En dehors de ces confédérations, établies surtout dans les massifs montagneux peu accessibles, la noblesse d'épée et l'élément maraboutique furent tout de suite en compétition d'intérêts, chacun voulant accaparer au profit de sa caste la direction des masses affolées qui cherchaient des maîtres et des protecteurs.

Dans l'ouest, l'élément maraboutique triompha; aux luttes fratricides entre musulmans il opposa la défense sacrée de l'islam, et montra le pouvoir politique comme devant revenir de droit à ceux qui se seraient le plus distingués dans la guerre sainte contre les chrétiens envahisseurs. Dès le début, les marabouts de l'ouest entrevirent ce qu'on appela plus tard *l'ère des cherfa*, et, préparant la voie à Abd-el-Kader-ben-Mahieddine encore ignoré, ils nous forcèrent à conquérir les armes à la main, et parfois tribu par tribu, la majeure partie du territoire à l'est du méridien d'Alger, et cela, malgré l'appoint considérable que nous donnèrent les douars et zmalas, dont l'élément maraboutique n'avait su se concilier ni l'affection ni les services.

Dans l'est et dans tout le Sahara, la noblesse d'épée garda la prééminence sur les marabouts. Là, les djouads avaient en effet plus qu'ailleurs conservé leur autorité politique, leurs privilèges et leurs influences. Par les grands fiefs, reconnus comme cheikhats héréditaires, ils détenaient en réalité tout le pays, de Médéa aux frontières tunisiennes, et la suzeraineté des beys du Titteri et de Constantine était bien plus nominale qu'effective.

Il y avait en outre, en 1830, à la tête du beylik de Constantine, un homme d'une réelle valeur, entouré de conseillers intelligents qui surent tirer parti de la situation et furent servis par les circonstances. Au lieu de commettre la

faute, comme ses collègues du Titteri et d'Oran, de demander une investiture ou un secours aux chrétiens victorieux, ce qui heurtait le sentiment islamique et faisait le jeu des marabouts, le bey Ahmed se posa en défenseur de la foi, et il utilisa les rouages existants et ses alliances familiales avec les grands feudataires de son beylik. Sachant bien qu'avec les musulmans toute innovation est dangereuse, il ne se proclama pas indépendant et affecta d'agir en qualité de khalifat et de successeur du dey renversé, attendant, disait-il, du sultan de Stamboul des secours et le titre de pacha. Cette attitude à la fois correcte et habile lui fut facilitée par une déclaration solennelle du chikh-el-Islam de Constantine, qui, au nom du mufti, des imans, des jurisconsultes et des notables de la ville, publia un fetoua ou consultation disant en substance que « telle était la conduite que devait tenir le bey pour sauvegarder les intérêts de la religion et empêcher l'anarchie ».

Les circonstances étaient graves en effet; à la nouvelle de la prise d'Alger, les janissaires de Constantine s'étaient retirés sur le Mansoura et avaient proclamé bey Mahmoud, fils de l'ancien bey Tchakeur : il était, disaient-ils, déshonorant que des Turcs obéissent à un couloughli, à un sang mêlé. Beaucoup d'habitants de Constantine s'étaient tout de suite ralliés au nouveau bey et avaient fermé les portes de la ville pour empêcher la rentrée d'Ahmed-Bey.

Celui-ci avait quitté Alger accompagné d'Ahmed-el-Moqrani et des contingents de la Medjana; en arrivant aux Bibane, il avait appris qu'un Moqrani des Ouled-Gandouz s'était mis à la tête d'un mouvement insurrectionnel dirigé contre lui par les grandes tribus des Ameur[1], des Abdelnour et des Télaghma, aidés des Qbails des montagnes voisines de Sétif. A cette nouvelle, le bey s'arrêta, et, en même temps qu'il dépêchait des émissaires à ses parents, les Bengana de Biskra, pour leur demander des secours, il expédiait à Ben-Gandouz une très longue lettre se terminant par la promesse de le nommer chikh de la Medjana et par l'invitation de venir conférer avec lui. Ben-Gandouz se laissa prendre à ces belles paroles, et il arriva au camp du bey, qui le maintint prisonnier.

Cette trahison, exécutée sur le territoire de sa principauté, indisposa le vieux chikh Ben-Abdallah-el-Moqrani et son fidèle lieutenant Abdesselem, qui déjà voyait d'un mauvais œil la faveur croissante de son rival Ahmed-el-Moqrani; néanmoins ils laissèrent le bey traverser tranquillement la Medjana.

Celui-ci arriva sans encombre au delà de Sétif; l'arrestation de Ben-Gandouz avait fait avorter le plan des rebelles, qui n'osèrent d'abord attaquer le bey. Mais Ben-Gandouz-el-Moqrani avait sa fille mariée au caïd des Ameur, Salah-ben-Illès, et, quand celle-ci connut l'aventure de son père et l'inertie des Ameur, elle se mit à parcourir à cheval les campements de son mari, et, le

---

1. Le caïdat des Ameur, sous les Turcs, était composé des tribus avec lesquelles, en 1849, nous avons formé les trois caïdats des Ameur-Guebala, Ameur-Dahra et Ouled-Nabet, lesquels, en 1867, 1868 et 1870, furent répartis en seize douars communes, devenus autant de sections communales dans l'organisation actuelle.

Les Ameur, sous les Turcs, disposaient de mille cavaliers; ils avaient pour caïd, sous le bey Ahmed, Salah-ben-Illès, qui descendait d'un des janissaires, échappé de Zemora en 1659. Son père et son grand-père avaient été caïds dans le Hodna. Nous retrouverons les Ouled-Illès en 1871.

visage découvert, les cheveux épars, elle appelait les guerriers à la délivrance de son père. Cet acte insolite, l'éclatante beauté et l'exaltation de la jeune et noble dame, firent un tel effet que, le surlendemain, au point du jour, le camp du bey, installé à Dra-el-Toubal, chez les Ouled-Abdelnour, était cerné par plusieurs milliers de cavaliers. Le bey Ahmed leur envoya des agents sûrs et discrets qui engagèrent les rebelles à parlementer; il reçut des députés qu'il gagna à prix d'argent, et l'attaque fut remise au lendemain.

Dans la nuit, Ben-Gandouz était étranglé et enterré en un endroit du camp bien en évidence; puis le bey, laissant ses feux allumés, décampa et arriva au point du jour à Kef-Tarzout. Quand les goums rebelles, mystifiés et furieux, le rejoignirent, il leur tint tête bravement et fut secouru en temps utile par les nomades des Bengana.

Après quoi, à la tête des Sahariens victorieux [1], il arriva sous les murs de Constantine. Abandonné alors par ses janissaires, qui allèrent rejoindre leurs camarades révoltés, le bey campa sur les bords du Roummel, près de l'aqueduc romain.

Ce fut là que la diplomatie des Bengana, admirablement servie par l'intelligente mère du bey, El-hadja-Rekia, réussit à obtenir le fetoua dont il a été parlé plus haut, ce qui ouvrit les portes de la ville à Ahmed.

Le premier soin du bey, rentré dans son palais, fut de se débarrasser de sa milice turque et du prétendant Mahmoud-ben-Tchakeur, ce à quoi il réussit par la ruse et par de nombreuses exécutions; après quoi il songea à rompre la ligue des seigneurs arabes.

Mais tous ces crimes, l'assassinat de Ben-Gandouz, l'affaire de Kef-Tarzout, et un nouveau guet-apens dans lequel Mohammed-ben-el-hadj-Bengana, opérant pour le compte du bey, avait attiré les Abdelnour et les Telaghma à Aïn-Soltane, avaient eu pour effet de resserrer l'union de tous les anciens ennemis du bey.

Cette fois, le vieux chikh de la Medjana, Ben-Abdallah, ou plus exactement son khalifat, Abdesselem-el-Moqrani, était à la tête de la ligue avec les Ameur ou les Ouled-Illès, les Abdelnour, les Telaghma, les Righa-Dahra de Si-Mohammed-sghir-ben-chikh-Saad, les Ouled-Mosly, les Ouled-Madi du soff Ouled-Bouras, etc.

Quant à Ahmed-ben-Mohammed-el-Moqrani, il resta fidèle au bey, et, appuyé par les Ouled-Madi de l'oued Chellal (soff des Bouaziz), par quelques fractions de l'Ouennougha, par les Righa-Guebala de chikh Messaoud, il vint grossir les contingents des Bengana et d'Ali-ben-Aïssa.

Mais bientôt le parti hostile au bey de Constantine reçut des renforts inespérés: l'ancien bey Ibrahim-el-Gueritli, destitué par Hussein, arriva un beau jour chez Salah-ben-Illès, précédé de lettres apocryphes annonçant que les Français, débarqués à Bône, l'avaient nommé bey de Constantine. Ibrahim était le gendre de Ferhat-ben-Saïd-Bouokkaz, le chikh-el-Arab effectif du Sahara [2]: celui-ci arriva avec les Arab-Cheraga (Ahl-ben-Ali, Ghamra, Cherfa), les Ouled-Sahnoun, etc.

---

1. Les Sahari et les Bouazid, Selmia, Rahmane, ou Arab-Gheraba, qui sont restés du soff des Bengana.

2. Mohamed-ben-el-hadj-Bengana était titulaire nominal de cette charge, mais il n'avait aucune autorité au sud d'El-Oulaïa.

Le quartier général des rebelles fut d'abord à Aïn-Kareb, chez les Ouled-Abdelnour, puis il se transporta, à l'automne de 1830, à Biar-Djedid, près Mechira.

Le bey Ahmed marcha contre eux; en une nuit, son argent et la diplomatie de Mohammed-ben-el-hadj-Bengana réussirent à semer la division entre les divers chefs et à en acheter quelques-uns, entre autres Sahli-ben-Boubeghla, qui, le lendemain, fit volte-face avec les Ouled-Sahnoun au début du combat. Cette trahison entraîna la déroute générale des ennemis du bey.

Après cette affaire, dans laquelle il reçut en pleine figure un coup de feu qui lui brisa quatre dents, Ahmed-el-Moqrani rentra dans les environs de la Medjana, et, pendant que le bey allait guerroyer dans le Sahara de Biskra, il reprit, pour son compte personnel, la lutte contre Abdesselem-el-ben-Illès, qu'il réussit à rejeter momentanément vers le sud.

C'est alors qu'en février 1831 Abdesselem-el-Moqrani, Salah-ben-Illès et Ferhat-ben-Saïd-ben-Bouokkaz envoyèrent au général Berthezène, à Alger, des lettres dans lesquelles ils offraient leur concours et leur soumission à la France, à condition qu'on les aidât à débarrasser le pays du bey Ahmed.

A cette époque, nous n'étions pas à même d'apprécier la valeur de ces propositions, et encore moins en état de les accepter; l'affaire en resta là, pour être reprise l'année suivante, en janvier et mars 1832, avec une nouvelle insistance, par Ferhat-ben-Saïd-ben-Bouokkaz. Quoi qu'il en soit, comme point de départ de nos relations avec les grands chefs de la province de Constantine, cette triple démarche de février 1831 est à retenir.

Déçus à cette époque de leurs espérances de soutien par la France, Abdesselem-el-Moqrani et ses alliés s'adressèrent au bey de Tunis. Le bey de Constantine intercepta la lettre d'Abdesselem, et, quelques années plus tard, s'étant emparé de lui par surprise, il l'emprisonna à Constantine. Cette fois encore Abdesselem ne dut la vie qu'aux instances de sa fille, Aïchouch, femme du bey.

Profitant de la captivité de son cousin, Ahmed-el-Moqrani, investi par le bey du cheikhat de la Medjana, prit le commandement des Hachem et la direction du pays, en remplacement du vieil Ben-Abdallah, qui venait de mourir.

En 1836 et 1837, lors des deux expéditions de Constantine, Abdesselem resta détenu à la Kasba, et Ahmed-el-Moqrani combattit contre nous; ses contingents eurent de nombreux blessés, notamment dans la retraite que couvrit, en 1836, le général Changarnier.

A la prise de Constantine, Abdesselem put s'échapper à la faveur du désordre qui suivit notre entrée en ville; profitant à son tour de l'absence et de l'éloignement de son cousin, resté avec le bey Ahmed, il se hâta de rallier à lui les contingents de la Medjana et de prendre possession du fief héréditaire.

Ahmed-el-Moqrani suivit quelque temps le bey vaincu et fugitif; il lui offrit de le conduire à la Qalaa des Beni-Abbès ou dans le Djebel-Maadid; mais le bey préféra se confier aux Bengana, et chercher un refuge dans le Djebel-Aorès. Un peu froissé de cette préférence et n'ayant rien à faire de ce côté, Ahmed-el-Moqrani reprit le chemin de la Medjana avec ses quelques cavaliers. Il était trop tard, la place était occupée, et Abdesselem en force lui interdit l'entrée du pays; il alla alors chez les Ouled-Madi de l'oued Chellal, puis finit par gagner la Qalaa des Beni-Abbès, restés fidèles au soff des Ouled-el-Hadj.

En décembre 1837, l'émir Abd-el-Kader, que le traité de la Tafna avait sacré,

aux yeux de tous les indigènes, souverain légitime des musulmans d'Algérie, vint dans l'Ouennougha organiser son nouveau royaume et faire reconnaître ses prétentions sur les pays environnants.

Ahmed-el-Moqrani et Abdesselem allèrent à lui, se déclarant prêts à accepter sa suzeraineté si les conditions étaient à leur convenance. Abdesselem-el-Moqrani était alors bien plus en situation d'être utile que Ahmed : ce fut donc lui que Abd-el-Kader agréa et investit en qualité de khalifat de la Medjana. Les Ouled-Gandouz reçurent aussi des caïdats dans le Hodna.

Ahmed-el-Moqrani, ne voulant à aucun prix accepter l'autorité de son cousin, essaya de le renverser, mais il ne put lutter avec succès, car Abdesselem était soutenu par les Hachem, les Ouled-Madi de Msila, et aussi par l'élément maraboutique, que ses intérêts ralliaient à l'émir et chérif Abd-el-Kader-ben-Mahieddine. Bientôt, aux Beni-Abbès même, la position ne fut plus tenable ; les gens des villages de Tazaert, Azrou, et une partie de ceux d'Ighil-Ali et de Chouarikh, lui étaient hostiles, et, pour ne pas être bloqué à Qalaa, il dut se réfugier chez les Beni-Yadel d'El-Maïn.

Un jour, dans une sortie contre son cousin, Ahmed-el-Moqrani fut fait prisonnier ; Abdesselem se contenta de l'exiler dans le Hodna et de lui faire jurer de ne pas rentrer dans la Medjana.

Un pareil serment ne pouvait avoir une longue durée ; Ahmed-el-Moqrani, à bout de ressources, songea alors à reprendre pour son compte l'alliance française que son cousin avait vainement sollicitée huit ans auparavant. Il se rendit dans ce but chez le chikh héréditaire du Ferdjioua, Bouakkaz-ben-Achour, qui avait été comme lui un ami du dernier bey, et qui depuis s'était rallié aux Français.

Le chikh Bouakkaz affermit Ahmed-el-Moqrani dans ses intentions de soumission, et celui-ci, après s'être mis en relation avec Ali-ben-Baahmed, caïd el Aouassi [1], se présenta vers la fin de juillet 1838 au général Galbois, qui commandait à Constantine.

Quand il arriva, nous venions de recevoir les offres de service de Benhenni-ben-Illès [2], qui profitant de notre inexpérience du pays, s'était fait donner le titre de chikh de la Medjana, fonctions que d'ailleurs il n'exerça jamais.

Tout ce qu'on put faire pour Ahmed-el-Moqrani fut de le nommer caïd des Ameur ; deux mois après, en septembre, Benhenni-ben-Illès ayant été tué dans une expédition contre les Righa-Guebala, Ahmed-el-Moqrani eut le titre qu'il désirait, ou plutôt celui de khalifat, qui fut inauguré officiellement le 30 septembre, et conféré à nos principaux alliés ou lieutenants indigènes venus spontanément à nous.

Il est important de dire ici un mot de cet arrêté du 30 septembre, aujourd'hui oublié, parce qu'il fut, à cette époque, un acte politique d'une haute

1. Le caïd el Aouassi, ou caïd des Haracta, était, sous les Turcs, un des membres de la famille du bey ; il avait sous ses ordres la confédération des Haracta composée de quatre tribus makhzène : Ouled-Saïd, Ouled-Siouan, Ouled-Khanfar, Eumara, et de trente-deux petites tribus vassales, Sellaoua-Kherareb, etc. C'était tout le pays entre Bordj-Sigus et Halloufa : tout ce qui fut plus tard le cercle d'Aïn-Beida, divisé en six caïdats. — Ali-ben-Baahmed était un couloughli investi par nous ; il fut toujours un de nos plus fidèles serviteurs.

2. C'était le frère de Salah-ben-Illès, qui venait d'être tué accidentellement en intervenant dans une rixe des Ameur.

portée et le point de départ de nos relations avec les grandes familles de la province de Constantine. Il contenait une sorte de contrat synallagmatique entre la France et ses khalifats, et les clauses de ce contrat expliquent la résistance que plusieurs d'entre eux ont apportée plus tard à des mesures qui leur parurent restrictives des hautes fonctions dont nous les avions revêtus, en échange de leur concours volontaire et spontané.

Tout d'abord, il convient de remarquer que les fonctions de khalifat ne devaient être conférées que pour « le gouvernement des territoires dont la France ne se réservait pas l'administration directe [1] ». Aussi les khalifats relevaient directement du général commandant la province [2], dont ils étaient « les lieutenants [3] ». Aux temps de la conquête, alors que tout était militaire en Algérie, cela les assimilait implicitement à des généraux de brigade. Ces hauts fonctionnaires avaient droit, « dans l'étendue de leur commandement, aux honneurs attribués au khalifat sous le gouvernement du bey [4] ».

Ils nommaient les cheiks des tribus soumises à leur autorité et présentaient leurs candidats pour les emplois de caïd, qui restaient à la nomination du commandant de la province [5].

Ils percevaient les divers impôts pour le compte de l'État et « gardaient le tiers du hokor comme traitement [6] et frais de représentation ». Ils devaient : « gouverner les musulmans suivant les lois du prophète [7] », et, enfin, ils avaient une garde particulière d'un escadron de spahis irréguliers, en partie soldés sur le budget de la France [8].

Cinq indigènes seulement eurent cette haute situation dans la province de Constantine [9].

Aujourd'hui, il peut nous paraître bien étrange que la France ait consacré et régularisé de pareilles situations à des indigènes. Mais, au lendemain de la prise de Constantine, alors que l'ex-bey Ahmed tenait encore la campagne, alors que dans l'ouest nous avions à lutter contre l'émir Abd-el-Kader, alors que dans la métropole l'absurde idée de l'occupation restreinte avait tant de partisans et faisait refuser à nos généraux les moyens d'action nécessaires, notre

---

1. Titre, préambule et article 1er de l'arrêté.

2. Le général était dit « commandant supérieur ».

3. Le mot *khalifat* n'a pas, en effet, d'autre sens que celui de *lieutenant:* les premiers souverains musulmans (les khalifes) prirent ce titre de khalifat comme lieutenants du prophète; et le moindre agent indigène a son khalifat, c'est-à-dire son aide, son remplaçant.

4. Article 3.

5. Article 4.

6. Article 5.

7. Article 8.

8. Article 7, complété par l'arrêté du 5 juillet 1840 B. O., qui créait des escadrons de spahis de khalifat. Chaque escadron avait cent cavaliers et quatre sous-lieutenants indigènes. Ils s'équipaient et se montaient à leurs frais, et n'avaient pour distinctive « qu'une flamme bleue sur la tête », dit l'arrêté; en réalité, leur uniforme fut le bernous bleu.

9. Ali-ben-Aissa, ancien lieutenant du bey, khalifat du Sahel.

Ali-ben-Hamlaoui, khalifat du Ferdjioua, et remplacé, dès 1840, par Bouakkaz-ben-Achour, dont il était l'homme de paille, et qui avait préféré d'abord ne pas exercer de fonctions officielles.

intérêt nous imposait ces procédés pratiques et peu dispendieux. Ce qu'il nous fallait alors, ce n'était ni des administrateurs ni des fonctionnaires, c'était des alliés puissants et influents, des gens dont le nom, les antécédents, la situation familiale, nous fissent accepter par les populations, travaillées par l'émir au nom de l'islam.

A ces alliés inespérés, qui venaient nous offrir des pays que nous ne connaissions pas, et dans lesquels on ne nous avait jamais vus, il eût été puéril de demander autre chose qu'un concours politique et guerrier. C'est ce qu'on fit; et, dès que notre autorité se fut affermie, il ne fut plus créé de khalifat, alors même que d'autres grands personnages vinrent se ranger spontanément sous notre autorité, avec les populations dont leurs familles avaient eu jusqu'alors le gouvernement effectif.

Ceux-là, dans la province de Constantine, furent de simples caïds; c'est ce qui arriva aux anciens chikhs héréditaires de l'Aorès, du Bellezma, de Qsarettir, du Zouagha, du Dir et des Guerfa[1]. Leurs caïdats au début furent immenses, mais ils entrèrent, dès le premier jour, à notre service comme fonctionnaires, et non comme alliés.

Les deux plus grands commandements de khalifat furent, en 1838, celui du chikh-el-Arab, à qui on donna tout le Sahara (y compris le Djerid, qui est et a toujours été tunisien), et celui de la Medjana, qui comprenait « tout le territoire s'étendant entre le khalifalik du Ferdjioua à l'est, l'arrondissement du chikh-el-Arab au sud, et la province du Tittery à l'ouest »; parmi les « principales tribus» explicitement désignées dans l'arrêté de nomination se trouvaient celles du Hamza, celle de Bouçada et celle du Hodna.

Le double de cet arrêté, qui est du 24 octobre, fut, à cette même date, remis en grande cérémonie à Ahmed-el-Moqrani par le maréchal Valée, dans le palais de Constantine.

Le procès-verbal de cette remise et de la prestation de serment du khalifat fut signé par dix-sept personnes.

Moins de deux mois après son investiture, le khalifat Moqrani se faisait fort de faire passer à travers les Bibane deux colonnes françaises qui seraient parties d'Alger et de Constantine, opération que le gouvernement voulait faire pour affirmer ses droits sur un pays que l'émir s'attribuait, en vertu d'une

---

Ahmed-el-Moqrani, khalifat de la Medjana.

Ferhat-ben-Saïd, et, à partir du 19 janvier 1840, Bouazid-Bengana, chikh-el-Arab. (Un paragraphe de l'arrêté disait que le chikh-el-Arab avait rang de khalifat.)

Ali-ben-Baahmed, caïd el Aouassi, nommé khalifat un peu plus tard.

Le caïd des Hanencha (ancien chikh héréditaire) et celui des Ameur avaient, d'après l'arrêté, la même situation que les khalifats, sauf l'escadron de spahis.

1. Sous les Turcs, le beylik de Constantine se composait de : onze grands fiefs héréditaires reconnus, dont les chefs portaient le simple titre de chikh, et étaient de grands vassaux avec lesquels on comptait.

Vingt caïdats de tribu; quatre caïdats de ville; dix-huit tribus, apanages du bey; et enfin vingt-trois tribus reconnues indépendantes, c'est-à-dire ne relevant nominalement d'aucun chef investi par les Turcs ou reconnaissant leur suzeraineté.

Un certain nombre de petits fiefs maraboutiques, indépendants en fait, et en bonne relation avec les Turcs, qui les déclaraient exempts d'impôts.

interprétation discutable des stipulations si étrangement libellées du traité de la Tafna.

La colonne de Constantine, commandée par le général Galbois, se mit en route par Djemila et arriva à Sétif, sans coup férir, le 15 décembre 1838; mais, celle d'Alger ayant été immobilisée par les pluies, l'expédition fut remise à l'année suivante.

Le khalifat profita de ce retard pour consolider ou étendre ses alliances; et les circonstances favorisèrent ses démarches. En effet, au commencement de 1839, et à la suite d'un échec infligé à Abdesselem, près le Djebel-Youcef, par le chikh de Qsarettir, chikh Messaoud, chef indépendant des Righa-Quebala, l'émir Abd-el-Kader avait rappelé son khalifat à Médéa, et l'avait remplacé par Ahmed-ben-Omar, le propre khodja d'Abdesselem-el-Moqrani. C'était la mise en pratique, par l'émir, de la substitution de l'élément maraboutique [1] à la noblesse d'épée dans la direction des affaires. Pour quelle raison Abdesselem-el-Moqrani accepta-t-il l'humiliation d'avoir à s'incliner devant son secrétaire, on ne le sait pas au juste, mais il est permis de penser que ce fut la haine qu'il portait à son cousin qui lui fit dévorer cet affront, dont son orgueil de djouad dut cruellement souffrir.

Au mois de mai 1839, le général Galbois revint à Sétif, où le khalifat Ahmed-el-Moqrani vint au-devant de la colonne avec un goum de brillants cavaliers des Hachem, Righa-Quebala, Ameur et Eulma; le chikh Messaoud, de Qsarettir, l'accompagnait et venait, à son incitation, se mettre, avec les Righa de son soff, à la disposition du général et au service de la France.

Abdesselem s'était retiré devant nos troupes et avait pris position à Sidi-Embareck.

Le 25 mai, au soir, le colonel Lanneau, avec trois cents chasseurs et le goum du khalifat Moqrani, fort de mille cavaliers, se portait dans cette direction.

Le 26, au point du jour, Abdesselem prenait la fuite, et notre cavalerie, se lançant à sa poursuite jusqu'au delà de Zemora, lui enleva tous ses mulets et une partie de ses troupeaux. Cette belle razzia était le premier fait de guerre exécuté à une de nos colonnes par le khalifat Moqrani; elle eut un grand retentissement chez les indigènes. C'était du reste un acte de vigueur remarquable, car, en vingt-neuf heures, nos chasseurs et nos goumiers avaient parcouru, presque sans repos, plus de 100 kilomètres (aller et retour) [2].

De nombreuses soumissions en furent la conséquence immédiate, et quand, au mois d'octobre suivant, le maréchal Valée et le duc d'Orléans arrivèrent à Sétif, ce fut au milieu d'une véritable ovation des tribus du voisinage.

Le 25 octobre 1839, le maréchal et le prince s'étaient arrêtés à Aïn-Turc, quand, dans la nuit, le khalifat Moqrani vint annoncer que la route était libre.

Le 26, on campait à Bordj-Medjana, dont on prit possession en plaçant cinquante tirailleurs dans les ruines de l'ancien fortin turc.

Le 28, toujours sans coup férir, la division d'Orléans traversait les Bibane,

---

1. Ahmed-ben-Omar était originaire de la famille chérifienne des Ouled-Sidi-Aïssa à Aumale.

2. Le duc d'Orléans, dans son livre des *Campagnes d'Afrique*, page 402, a fait un récit très coloré de « cette charge fantastique, qui ne paraîtrait pas croyable si elle n'avait pas eu autant de témoins ».

que les Turcs avaient nommé les Portes de Fer, et arrivait à Alger le 2 novembre.

Au point de vue de notre action politique en Algérie, cette marche militaire avait une grande portée; la présence à la tête des troupes d'un prince cher à l'armée d'Afrique fit qu'on donna à ce fait un énorme retentissement, et notre khalifat de la Medjana fut l'objet d'une considération toute spéciale. En réalité, s'il avait été actif et habile, il avait travaillé surtout en vue de la restauration de son fief héréditaire, et il avait été très heureux de faire voir aux populations ces brillants et nombreux soldats appuyant ses droits et son autorité sur le pays. On ne sut pas non plus, et surtout on ne raconta pas à cette époque, qu'en diplomate prudent, Ahmed-ben-el-hadj-el-Moqrani avait, de ses propres deniers, payé à ses vassaux, comme venant de nous, le fameux tribut que les colonnes turques avaient toujours soldé aux riverains des Bibane.

Le 31 octobre, trois jours après le passage du duc d'Orléans aux Bibane, deux cavaliers, envoyés par Ben-Abdesselem-el-Moqrani, arrivaient à Tagdemt[1], ayant franchi avec des relais 400 kilomètres en trente-six heures, et ils rendaient compte à l'émir de cette expédition et de l'attitude des populations traversées.

Le 3 novembre 1839, Abd-el-Kader était à Médéa et nous déclarait la guerre. Pour faire tomber les oppositions de la féodalité indigène disposée à se rallier à nous, pour vaincre l'inertie des démocraties berbères désireuses de s'isoler de la lutte, le 20 novembre, le jour de l'Aïd-el-Kebir, l'émir, parlant avec le double prestige de chérif fils du prophète, et de moqaddem des Qadria, proclamait le Djehad : la guerre sainte, qui est d'obligation étroite pour tous les musulmans dès qu'elle est proclamée.

Aussitôt la Mitidja était envahie; et partout les lieutenants ou les émissaires de l'émir semaient la trahison et la désaffection autour de nos meilleurs agents. En quelques jours le bénéfice de l'expédition des Portes de Fer était perdu.

Entouré de contingents trop nombreux, notre khalifat avait dû quitter la Medjana et regagner la Qalaa de Beni-Abbès, et, autour de Sétif, notre rayon d'action diminuait rapidement.

Pour faire face à cette prise d'armes générale, nous n'avions ni effectifs suffisants, ni chef à hauteur des difficultés. Le maréchal Valée avait toutes les qualités qui commandent l'estime et le respect, mais ce n'était ni un homme de guerre ni un homme de gouvernement.

Il connaissait, pour les avoir traversées, ces vastes plaines au sud et à l'ouest de Sétif; il avait vu à l'œuvre nos cavaliers et nos goumiers, et, au lieu de faire razzer tout ce qui en pays plat appartenait aux partisans de l'émir, il prescrivait, pour protéger Sétif et appuyer l'action de notre khalifat, la création d'un petit camp retranché à Aïn-Turc. Le point ne commandait ni ne défendait quoi que ce soit, et, de plus, il était situé à quelques milliers de mètres seulement de montagnes habitées par des populations kabyles très denses, restées indépendantes sous les Turcs, et avec lesquelles nous n'avions pour le moment rien à faire.

Il y eut sur ce point, contre Abdesselem-el-Moqrani et ses contingents, une série

---

1. Près Tiaret.

de combats très brillants, mais absolument inutiles[1]. Pendant ce temps, nos goums fondaient, et El-hadj-Mostafa, beau-frère de l'émir, et Ahmed-Chérif-ben-chikh-Saad, son allié avec les Righa-Dahra, faisaient autour de Sétif, au détriment de nos alliés indigènes, une guerre de courses et de razzias qui coupaient nos communications et nous montraient impuissants à protéger nos nouveaux sujets.

Le khalifat Moqrani guerroya, sans grand succès, jusqu'au 20 mai 1840, où une sortie du colonel Levasseur et de la garnison de Sétif amena la soumission des Righa-Quebala et de Mohammed-Sgir-ben-chikh-Saad, frère d'Ahmed-Chérif, chef du soff des Quebala, jusqu'à ce jour lieutenant actif d'Abdesselem et de l'émir. Cette affaire, à laquelle notre khalifat prit une part honorable, éloigna pour quelques semaines les contingents d'Abdesselem.

Mais cette accalmie fut de courte durée; la nécessité de démonstrations armées du côté de Philippeville et d'autres points menacés nous avait forcés à réduire la garnison de Sétif et à supprimer le camp d'Aïn-Turc. Cela ressemblait à une retraite, et il n'en faut jamais avec les indigènes. El-hadj-Mostafa, khalifat et beau-frère de l'émir, profita de cette diminution de nos troupes pour arriver de Msila au mois de juillet, à travers les Ayad et Bordj-Redir. Il avait avec lui, disait-on, 5,000 cavaliers et 1,500 fantassins. Devant de pareilles forces, le khalifat Moqrani fut obligé de se replier avec sa zmala dans les montagnes, près de Zemora; la garnison de Sétif fut pour ainsi dire bloquée. On se battit jusque sur l'emplacement du marché et sur celui du cimetière; et, depuis les Abdelnour jusqu'au Sahara, les contingents affluèrent autour d'El-hadj-Mostafa. La situation, au mois d'août 1840, était devenue critique, quand le colonel Levasseur reçut enfin les renforts qu'il sollicitait depuis quelque temps. Aussitôt il se porta sur le camp que El-hadj-Mostafa avait installé à 20 kilomètres seulement de Sétif, à Merdja-Zerga, et battit complètement les contingents du khalifat de l'émir. Dans cette affaire, une poignée de Français[2], aidés des goums bien réduits d'Ahmed-el-Moqrani, de Ben-Ouari, de Chikh-Messaoud, eurent raison de 6,000 cavaliers et de 1,200 réguliers.

Ce combat, qui fut sans contredit un des plus brillants de ceux livrés par l'armée d'Afrique, ne fit pas grand bruit chez les Français; mais il produisit un grand effet sur les indigènes. El-hadj-Mostafa fut forcé de se replier à Bordj-Redir, et plus tard à Msila. Le khalifat Moqrani dégagea la Medjana, reprit possession de son commandement et put dès lors affirmer notre autorité et aider utilement nos opérations militaires.

Quelque temps après, le 15 octobre 1840, on créait la subdivision de Sétif, comprenant « le Djerid et le khalifat de la Medjana », avec extension des limites de l'arrondissement jusqu'à la Méditerranée, entre Bougie et Djidjelli.

L'arrêté de création maintenait néanmoins la situation faite au khalifat Moqrani et au chikh-el-Arab par l'arrêté du 30 septembre[3].

Le 22 février 1841, le général Bugeaud[4] remplaçait le maréchal Valée et

---

1. Notamment celui du 8 mai 1840, colonel Lafontaine; celui du 9, commandant Richepanse; 11 mai, lieutenant Bourbaki et commandant Richepanse; 15 mai, colonel Lafontaine; 20 mai, aux Righa-Quebala, colonel Levasseur.

2. Deux bataillons de ligne, deux compagnies de tirailleurs, quatre escadrons de chasseurs d'Afrique, une demi-batterie, sept à huit cents goumiers.

3. Articles 3 et 4 de l'arrêté du 15 octobre.

4. Nommé le 29 décembre 1840.

donnait aussitôt aux affaires indigènes et aux opérations militaires une direction pratique, s'inspirant à la fois des nécessités du pays et des intérêts de la France.

Tout d'abord il substitua au système des petits postes, dont la garde et le ravitaillement épuisaient nos troupes sans effets utiles, des colonnes légères suffisamment fortes et outillées pour passer partout et montrer nos soldats dans les tribus.

Dès le mois de juin, les voies ayant été habilement préparées par le khalifat Moqrani, le général Négrier arriva sans coup férir à Msila, où il fut reçu comme un libérateur et où toutes les tribus du voisinage vinrent spontanément faire acte de soumission.

En revenant vers Sétif, on laissa, sur la demande du khalifat, 300 hommes à Aïn-bou-Arreridj, autour du petit rocher isolé que surmontaient les ruines du fort Turc, déjà occupées un instant en 1839. Pour se mettre à l'abri d'un coup de main, ces hommes déblayèrent les ruines, et, sans outils, avec de la terre en guise de mortier, ils firent une enceinte de 180 mètres de contour qu'on nomma *la Redoute*. Telle fut l'origine de Bordj-bou-Arreridj.

Peu de jours après cette installation, en juillet 1841, El-Hoceïne-Benazouz, ancien khalifat de l'émir Abd-el-Kader, destitué à la suite de sa défaite au combat de Salsou[1], et depuis cette époque réfugié auprès d'El-hadj-Mostafa, écrivit à Ahmed-el-Moqrani pour le prier d'être son intermédiaire auprès des Français et de lui faire accorder l'amane. Moqrani lui répondit de venir à Msila, où il le verrait; mais notre khalifat n'avait point oublié le concours effectif prêté en diverses circonstances à Abdesselem par Benazouz : il fit dire aux gens de Msila d'arrêter l'ancien khalifat de l'émir et de le lui amener. Ce qui fut fait. Moqrani l'expédia alors à Constantine, d'où le général l'envoya à l'île Sainte-Marguerite[2].

Le commandement de la petite garnison de Bou-Arreridj avait été confié au capitaine Dargent, qui avait surtout pour mission de guider et de conseiller le khalifat Moqrani. Il devait lui transmettre et lui expliquer les ordres de l'autorité. Il n'était lui-même ni le chef, ni le subordonné de khalifat, et cette situation, qui ressemblait fort à celle qu'ont nos résidents modernes dans les pays de protectorat, demandait beaucoup de tact et d'intelligence. Elle était d'autant plus délicate pour le capitaine Dargent qu'en sa qualité d'officier

---

1. Le combat de Salsou avait été livré le 24 mars 1840, non loin d'El-Outaïa, par les nomades Gheraba remontant vers le Tell, et à qui Benazouz voulait barrer la route. Les Bengana, campés à El-Mader, près Batna, n'y assistaient pas. Les cavaliers de leur zmala étaient venus jusqu'à El-Kantara, mais ils avaient rebroussé chemin, en apprenant les dispositions prises par Benazouz. Les Gheraba firent, à eux seuls, un carnage épouvantable des réguliers de l'émir. Quand un courrier en apporta la nouvelle à Bou-Aziz-Bengana, chikh-el-Arab, celui-ci vint à El-Outaïa, et, moyennant 5,000 francs « payés aux nomades de son soff », il fit couper sur les cadavres cinq cents paires d'oreilles que Khaled-ben-Ali-el-Hanachi, parent par alliance des Bengana, porta à Constantine, avec une lettre rendant compte des « dispositions stratégiques et des prouesses des Bengana », dont ce combat fit la fortune. Le général Galbois ne sut que beaucoup plus tard la vérité. (Voir dans la *Revue africaine*, 1884, page 253, les détails véridiques donnés par M. Féraud sur cette affaire légendaire.)

2. Plus tard, il fut interné à Bône, où il mourut en 1847.

commandant la garnison il était le subordonné immédiat du général chef de la subdivision de Sétif, et que Moqrani, prenant à la lettre son titre de lieutenant du général commandant la province, écrivait directement à celui-ci sans passer par l'intermédiaire de la subdivision.

D'autre part, le général qui commandait à Sétif était souvent gêné par les ménagements qu'il lui fallait garder vis-à-vis le grand personnage qui commandait plus que lui dans la subdivision : de là des tiraillements et des froissements. La plupart des généraux à Sétif ne s'accommodèrent pas volontiers de cette situation exceptionnelle, et leur grande préoccupation fut, suivant une expression toute militaire souvent employée par eux, de « faire rentrer dans le rang » ce khalifat, qui n'avait pas au même degré que les autres chefs indigènes le fétichisme de l'autorité.

A chaque instant, le capitaine Dargent avait à exercer sa patience et son habileté pour donner satisfaction à ses chefs militaires, sans heurter les susceptibilités ombrageuses du khalifat, qui se plaignait sans cesse de notre intervention trop directe dans les affaires de son commandement. Du moment qu'il assurait la paix, la sécurité, et le recouvrement des impôts dans ses territoires, et qu'il se tenait, lui et ses cavaliers, à notre disposition pour le service de guerre, il ne comprenait pas que nous lui demandions des comptes ou que nous lui imposions des mesures quelconques dans l'intérêt de ses tribus. Ce qui avait surtout le don de l'indisposer contre nous, c'était de nous voir pardonner à des ennemis de son soff et nommer à des emplois de caïd, dans sa circonscription, des gens qui, après l'avoir combattu, étaient venus nous demander l'amane directement sans passer par son intermédiaire.

Il y eut précisément, au mois de septembre 1841, un grand froissement de ce genre, à propos de la nomination, aux fonctions de caïd, du chikh Boudiaf-ben-Bouras, chef du soff des Ouled-Madi de Msila. Boudiaf, qui était grand[1] ami d'Abdesselem, avait servi l'émir Abd-el-Kader; mais, voyant la prédilection de celui-ci pour l'élément maraboutique, il avait demandé l'amane au général Négrier et avait offert ses services. C'était un homme influent, intelligent, et ayant une réputation méritée de loyauté et de bravoure. On le nomma caïd, et jamais on n'eut à regretter cette nomination. Mais le khalifat regarda cette mesure comme une offense personnelle; il nous en garda longtemps rancune, et il mit tout en œuvre pour empêcher le fonctionnement du nouveau caïdat.

Il ne fallait pas non plus demander au khalifat quelque chose qui ressemblât à de l'administration[2], mot dont il ignora toujours le sens. Par contre, comme guerrier, et même comme négociateur, quand cela lui plaisait et qu'on s'en remettait entièrement à son initiative, il était pour nous un auxiliaire précieux. Il le prouva bien en 1843, lorsqu'il conduisit à Bouçada la colonne du général Sillègue, qui fut fort bien accueillie sur sa route et dans la ville.

---

1. C'est le père du caïd Si-Sakhri-ben-Boudiaf et du caïd Si-Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf, que nous retrouverons dans nos rangs en 1871.

2. Le mot *administrer* n'a du reste pas d'équivalent exact chez les indigènes : on est obligé de se servir d'un mot voisin : en arabe usuel, on gouverne, on commande, on ordonne, on dirige, on exerce l'autorité, on statue, on gère, on coordonne, on juge, on soigne, on civilise même, etc.; mais *on n'administre* jamais dans le sens rigoureux du mot.

Dès lors, Bouçada, quoique non occupé, resta absolument soumis, et de nombreuses tribus d'Ouled-Naïl nous payèrent l'impôt.

En ce moment, Moqrani avait presque complètement repris l'influence traditionnelle de sa famille, sauf aux Beni-Aïdel et aux Beni-Abbès, dont les fractions voisines de l'oued Sahel, et, notamment la ville d'Ighil-Ali, restaient toujours inféodées à son rival Abdesselem.

Dès lors, et malgré les efforts du capitaine Dargent, qui était cependant devenu son ami et avait toute sa confiance, Moqrani gouverna son khalifalik sans se soucier de nos admonestations, exploitant ses gens en seigneur et en maître, et dépouillant ses ennemis pour combler ses anciens amis ou s'en créer de nouveaux.

En 1843 et 1844, les Ouled-Bourenane, Ouled-Gandouz et Ouled-Abdesselem ayant fait leur soumission à la France, on eut de nouvelles difficultés avec le khalifat, qui ne voulait pas leur rendre les terres qu'ils labouraient jadis, et dont il s'était emparé. L'ordre formel qui lui fut donné de laisser ses cousins labourer lui parut étrange, injuste et froissant.

En ce qui concernait les deux premiers groupes, il s'exécuta cependant, quoique pas content; mais vis-à-vis d'Abdesselem il fit si bien, par ses procédés haineux et ses tracasseries incessantes, qu'il le rejeta dans l'insurrection au mois d'août 1845.

Abdesselem se retira aux Beni-Yadel, et, pendant un an, avec une bande de cavaliers déterminés, il ne cessa pas de couper la route de Sétif à Bordj-bou-Arreridj, et de mettre en défaut la surveillance du khalifat. En même temps, il travaillait activement tous les chefs indigènes de son soff, déjà ralliés à la France, et il les poussait non pas à la révolte contre nous, mais à des campagnes d'intrigues et de dénonciations calomnieuses contre le khalifat.

Ahmed-el-Moqrani vit tout de suite le plan de son ennemi, et il le déjoua avec une rare habileté. Se sentant entouré de compétiteurs et de rivaux indigènes qui cherchaient à le provoquer à des résistances et à des manquements, pour se faire donner par nous quelques lambeaux de son commandement et même le supplanter tout à fait, il se montra particulièrement correct et dévoué, et il manœuvra, au milieu des complications qui se déroulaient autour de lui, de façon à se créer des titres indiscutables à notre bienveillance.

Il n'en fut pas récompensé à son gré : ni son zèle ni sa personnalité n'empêchèrent en effet l'autorité supérieure de poursuivre l'œuvre d'organisation et de progrès, ce qui ne pouvait se faire, en bien des cas, qu'en sacrifiant les intérêts particuliers du khalifat à l'intérêt général.

L'ordonnance royale du 15 avril 1845 [1] abrogea les arrêtés de 1838, et fit, de cet allié et de ce grand vassal de la première heure, un haut fonctionnaire officiellement placé sous les ordres d'un officier supérieur commandant de cercle.

Nous nous sentions déjà assez forts pour gouverner nous-mêmes, et

---

1. Promulgué le 31 août 1845.

L'article 121 dit : « Dans chaque circonscription de commandement, l'administration des territoires arabes est exercée, sous les ordres du lieutenant général, par les officiers investis du commandement militaire.

« Ces officiers ont sous leurs ordres : 1°...... 2° les fonctionnaires et agents indigènes de *tout rang*, institués par nous [bey et khalifat], ou par le gouverneur général [bachagha, agha]. »

notre générosité naturelle souffrait de voir les abus de toutes sortes qui se commettaient dans les régions relevant de nos beys et de nos khalifats, qui nous coûtaient plus qu'ils ne nous rapportaient ; nos instincts démocratiques, nos exigences administratives et notre hiérarchie militaire s'accommodaient mal de ces situations privilégiées, qui faisaient revivre sous nos yeux les mœurs et les idées du XIII[e] et du XIV[e] siècle.

Certes, nous avions d'excellentes raisons pour agir ainsi, mais il était difficile de les faire accepter par le khalifat, qui se trouvait lésé dans ses intérêts et dans son orgueil, alors qu'il n'avait pas cessé de nous servir loyalement ; il nous accusait d'ingratitude et ne comprenait qu'une chose : c'est que nous voulions amoindrir sa situation et lui imposer, à lui, noble seigneur, qui nous avait fait volontairement hommage de son fief héréditaire, les mêmes obligations et les mêmes devoirs que ceux imposés aux agents indigènes que nous avions réduits par la force des armes ou que nous avions créés de toutes pièces.

Le khalifat protesta par sa mauvaise humeur et surtout par son inertie. On en prit texte pour compléter et parfaire l'organisation du pays et mettre, autant que possible, des agents plus maniables et plus dociles.

A la fin de 1846, on retira du commandement de Moqrani les trois quarts de l'immense confédération des Ouled-Naïl : les Ouled-Zekri passèrent dans le cercle de Biskra, et les autres tribus, à l'exception de celles de Bouçada, passèrent dans la subdivision de Médéa [1].

Ce coup fut très sensible au khalifat, car, en temps de paix, les Ouled-Naïl lui procuraient de beaux revenus.

L'année suivante, en 1847, lors de la soumission de Ahmed-Taieb-Bensalem, ex-khalifat de l'émir, on enleva encore à Moqrani, au profit d'Omar-Ben-Salem, nommé Bachagha de l'Oued-Sahel, dans la subdivision d'Aumale, les tribus kabyles Beni-Yala, Qsar, Sebkra, Beni-Mansour, Beni-Mellikeuch, Cheifa, sur lesquelles Moqrani n'avait jamais eu la moindre autorité, et celles de l'Ouennougha Gheraba, Ksenna, Beni-Intacène, O. Msellem, qui étaient d'anciens serfs (adamya) de sa famille, mais du soff Adbesselem. Ralliées à l'émir, ces tribus de l'Ouennougha occidental, ou du soff (Oudenou-Abiod) « à l'oreille blanche [2] », avaient été razzées et soumises par le khalifat, en 1842. Mais il avait eu la main si lourde, et leur avait si durement fait expier leur attachement et leur concours à Abdesselem, que les malheureuses populations s'étaient de nouveau rejetées dans l'insurrection et avaient demandé assistance à Ben-Salem. A aucun prix elles ne voulaient retomber sous l'autorité de Ahmed-el-Moqrani.

Celui-ci était de plus en plus mécontent, car, cette fois, on lui avait bel et bien enlevé une partie du fief héréditaire et incontesté de sa famille. On essaya de lui faire comprendre que, n'ayant pas réussi à affirmer d'une façon sérieuse son autorité et la nôtre sur ces tribus, il était indiqué de les remettre aux mains de gens qui y seraient acceptés sans nous obliger à intervenir, et qui feraient rentrer les impôts sans nous forcer à de dispendieuses expéditions.

---

1. Ce sont celles qui ont gardé officiellement le nom générique d'Ouled-Naïl, et qui ont formé plus tard l'annexe, puis le cercle de Djelfa.

2. L'Ouennougha oriental était dit « à l'oreille noire », Oudenou-Kahla ; ces dénominations paraissent provenir de la couleur des montagnes de l'Ouennougha, vues d'un peu loin.

Ahmed-el-Moqrani était intelligent, et il comprit fort bien; mais il n'était pas d'un caractère à modifier sa manière de faire vis-à-vis ses anciens ennemis. Bientôt, le Hodna tout entier, livré aux créatures du khalifat, fut dans un état d'anarchie et de surexcitation tel qu'il fallut aviser. On créa donc, en octobre 1849, le cercle de Bouçada, à la tête duquel on plaça un commandant supérieur, ayant directement sous ses ordres des caïds ne relevant plus du khalifat.

C'était pour Moqrani une diminution d'autorité et de revenus, et cela mit le comble à son mécontentement. Dès lors, il cessa de s'occuper des affaires de son commandement, s'isola dans son bordj, et il fut impossible de rien tirer de lui. A toutes nos communications, ou il ne répondait pas, ou il nous disait, en substance, avec plus ou moins de ménagements dans la forme : « C'est vous maintenant, et non plus moi, qui êtes les maîtres du pays ; vous avez des agents à votre dévotion, et en qui vous avez plus confiance qu'en moi, puisque vous avez été les choisir parmi mes ennemis, qui sont cependant aussi les vôtres. Peut-être sauront-ils vous contenter mieux que je ne pourrais le faire, malgré toute mon affection pour vous. »

Or précisément, à cette époque, nous aurions eu besoin du zèle et de l'union de tous nos agents. C'est, en effet, en 1849 que parut, dans la subdivision d'Aumale, un individu qui devait, plus tard, jouer un grand rôle dans les annales des insurrections algériennes. Il se nommait Si-Mohammed-Lemedjed-ben-Abdelmalek, et fut vite connu sous le sobriquet de Boubeghla [1], en raison d'une belle mule grise qu'il montait, et qui composait toute sa fortune.

Cet homme, venu de l'ouest, se donnait comme taleb et faiseur d'amulettes ; il s'était marié et fixé aux Adaoura, et n'avait d'abord été l'objet d'aucune plainte ; cependant, on le surveillait, et, sur des dénonciations d'indigènes, on avait fini par donner l'ordre de l'arrêter.

Prévenu à temps, il avait pris la fuite, et il était venu dans la Medjana, à deux kilomètres de Bordj-bou-Arreridj, chez Lakhdar ben-Abdesselem-el-Moqrani, où il avait passé quelques jours vers la fin de janvier 1851. De là, il était allé à la zmala même du khalifat ; c'était alors un inconnu, demi-mendiant, demi-taleb, et il n'y avait rien d'étonnant à ce que le khalifat ne se fût même pas préoccupé de ce parasite de passage.

Mais, de la Medjana, il était allé s'installer, près d'un mois, à la Qalaa des Beni-Abbès, et là, sa présence, ses allures et ses discours avaient entraîné une rixe, à la suite de laquelle il avait été expulsé de la localité.

Il en était parti le vendredi 21 février et était descendu vers l'Oued-Sahel, après avoir fait remettre une lettre au khalifat par le nommé Djeraba-ben-Boudra, intendant et factotum de ce dernier à Qalaa.

Dans la nuit du 23 au 24, il était arrivé aux Beni-Mellikeuch, encore insoumis, et avait, alors, ouvertement commencé son rôle de chérif et ses prédications insurrectionnelles.

---

1. Voir l'*Histoire du chérif Bou-Bar'la*, par le commandant Robin; *Revue africaine*, 1881 à 1884. 1 volume in-8°; Alger, Jourdan, éditeur, 1884.

Les détails inédits donnés ici sur les débuts de Boubeghla ont été extraits des rapports mêmes du capitaine Dargent, que le commandant Robin n'avait pas eus à sa disposition lorsqu'il écrivit son livre d'après les documents officiels de la division d'Alger.

Le khalifat n'avait rien dit, mais, en somme, rien de suspect n'avait eu lieu dans son commandement. Ses ennemis, prenant texte de cette lettre, écrite de Qalaa, ont prétendu que le khalifat avait lancé Boubeghla dans le commandement d'Amar-ben-Salem pour créer des embarras à ce chef, au profit duquel il avait été amoindri. C'est là une supposition toute gratuite et qu'aucun fait n'est jamais venu corroborer.

Lorsque, au mois de juin, le général Bosquet entra en opération dans l'Oued-Sahel, le khalifat et ses deux fils, Mohammed et Lakhdar, vinrent attendre la colonne, avec leur goum, à la limite juste des Beni-Abbès. Tous trois prirent une part honorable et très active au combat livré le 8 juillet contre les Beni-Ayal, des villages d'Azrou, de Tazaert et d'Ighil-Ali, que le khalifat dénonça comme ayant jadis donné asile et assistance au chérif, ce qui n'était vrai qu'en partie ; mais Moqrani avait une vieille haine contre ces villages, qui étaient du soff d'Abdesselem, et il avait grossi leurs méfaits pour que le châtiment fût plus sévère.

Le 9 juillet, quand la colonne arriva à Tala-Mezida, qui est le camp sous Qalaa, Moqrani, accompagné de ses fils, emmena le général et une soixantaine d'officiers visiter la forteresse de ses pères ; là, il leur offrit une diffa somptueuse et une réception princière.

Par contre, il n'avait voulu donner ni un renseignement ni un avis, en dehors de ce qui concernait les Beni-Abbès. Alors qu'on avait la certitude morale et même matérielle qu'il savait bien des choses que nous aurions eu intérêt à connaître, il ne se départait pas d'un mutisme et d'une réserve exagérés. Le général Bosquet en était exaspéré, et il proposa presque de jeter par-dessus bord Ahmed-el-Moqrani et de le remplacer par un Abdesselem quelconque.

Le khalifat le sut, et cela n'augmenta pas son zèle pour nos affaires, qu'il continua à délaisser de plus en plus. En réalité, cela ne nous déplaisait qu'à demi, car son fils Mohammed, élevé sous les yeux du capitaine Dargent, le remplaçait dans son service, et c'était pour nous un auxiliaire autrement souple et maniable que son père.

Au milieu de l'année 1852, le khalifat fit le pèlerinage de La Mecque. Il en revint à la fin de mars 1853 et débarqua à Marseille, où l'attendait une invitation le conviant à assister au mariage de l'empereur Napoléon. Il allait partir pour Paris, quand il tomba malade et mourut, le 4 avril 1853.

---

## III

## LE BACHAGHA MOHAMMED-EL-MOQRANI

Le corps du khalifat fut ramené en Algérie. Les funérailles furent faites en grande pompe, le *Mobacher* publia une notice nécrologique très flatteuse pour la famille ; puis, la part faite à la reconnaissance, on s'occupa des affaires.

Tout d'abord, on supprima les fonctions inutiles de khalifat, et, comme dans la province de Constantine il n'existait alors aucune situation intermédiaire entre celle de khalifat et celle de caïd [1], on pensa à partager le commandement de la Medjana en un certain nombre de caïdats.

Sur les instances du commandant Dargent, on finit pourtant par constituer au plus intelligent des fils du khalifat [2] un bachaghalik, c'est-à-dire un commandement ayant une désignation honorifique spéciale et une étendue encore très grande.

Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-Moqrani ne fut pas moins très mortifié de la situation qui lui était faite : son père ayant fidèlement servi la France, il espérait recevoir le fief patrimonial tel qu'il était, avec le titre et les avantages qui y étaient attachés. Sa déception fut vive ; néanmoins, en homme politique et intelligent, il ne fit rien paraître et ne se découragea pas. Il mit, dans les

---

1. Dans la province de Constantine on avait calqué l'organisation des Turcs, tandis que dans celles d'Alger et d'Oran on avait dû prendre l'organisation plus hiérarchisée introduite par l'émir Abd-el-Kader, qui avait des aghas et des bachaghas. Dans la province de Constantine un simple caïd avait, et a encore aujourd'hui, un commandement équivalent à un aghalik ou à un bachaghalik des autres provinces. Aussi quand, en 1874, on fit passer le cercle de Bouçada de la division de Constantine dans celle d'Alger, on nomma aghas tous les caïds et caïds tous les chioukhs, sans quoi ils se fussent trouvés dans une position d'infériorité apparente vis-à-vis leurs collègues de la subdivision et de la division.

2. Le khalifat avait eu six fils :

1° Abdallah, tué en 1838, dans une rencontre avec les Ameur.

2° Ali-Bouzid, qui s'était toujours tenu à l'écart, était peu intelligent et ne fut nommé caïd des Beni-Abbès qu'en 1861 ; a été tué.

3° Mohammed, le bachagha.

4° Lakhdar, le plus franc et le plus sympathique de tous, mort en 1861, caïd des Beni-Abbès.

5° Boumezrag, caïd de l'Ouennougha (de 1861 à 1871).

6° Ben-Abdallah, caïd des Meguedem (de 1864 à 1871).

débuts, du zèle et de la bonne volonté, disant parfois, avec un peu d'amertume, qu'il cherchait à se créer des titres personnels à notre bienveillance, pour avoir un jour la situation de son père.

Aussi, tant que « son ami Dargent », successivement promu chef de bataillon et lieutenant-colonel, resta commandant supérieur du cercle de Bordj-bou-Arreridj, les choses marchèrent très bien. Le bachagha se sentait apprécié et soutenu ; on avait confiance en lui, et il s'efforçait de justifier cette confiance.

Le 15 novembre 1854, son frère Lakhdar atteignait Boubeghla, le traquait et le tuait, aux Beni-Mellikeuch. En 1855, le bachagha se rendait à La Mecque, en Turquie et en France ; il rentrait, enchanté des réceptions qui lui avaient été faites partout, et très impressionné par la grande situation qu'occupait la France dans le monde.

A son retour, tout alla bien encore, pendant deux ans, avec le lieutenant-colonel Marmier[1], commandant supérieur; mais, vers le milieu de 1857, le bon vouloir du bachagha fut mis à l'épreuve par une série de mesures qui, pour nous, étaient autant d'étapes dans la voie du progrès, mais qui froissaient son orgueil et sa susceptibilité.

Les Beni-Mellikeuch venaient de faire leur soumission[2] ; pour les surveiller, et aussi pour empêcher les exactions des serviteurs des Moqrani sur les Beni-Abbès, hostiles au soff des Ouled-el-Hadj, on avait installé un officier au bordj de Tazemalt, jadis construit par le caïd Lakhdar-el-Moqrani. Le bachagha y vit un acte de méfiance et de contrôle vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de celui de ses frères qui était, sans contredit, le plus dévoué à la France.

Le 6 février 1858, on obligea le bachagha à verser au Trésor les amendes infligées par les chefs indigènes sous ses ordres, amendes que, jusqu'alors, par faveur spéciale, les Moqrani avaient encaissées à leur profit[3].

En même temps, on établissait, au profit du Trésor français, dans le cercle de Bordj, l'impôt zekkat, qui se payait dans toute l'Algérie, et qui n'avait pas été encore réclamé aux gens relevant du khalifat ou de son fils. En réalité, les indigènes payaient cette zekkat sous forme d'offrandes et de redevances en bestiaux, — suivant les règles anciennes imposées par les Moqrani, — mais c'était uniquement au profit de ceux-ci.

Le 6 avril 1858, l'ordre arrivait de faire payer les impôts achour et zekkat à la tribu makhzène des Hachem, qui avait toujours été franche de redevances et de corvées, et les Moqrani eux-mêmes devaient être soumis comme les autres à la règle générale. On établit donc les rôles d'impôt; mais, profitant du prétexte de soi-disant mauvaises récoltes, on accorda des dégrèvements aux Moqrani et aux Hachem, en 1857, 1858 et 1859.

En 1858 aussi, on substitua, chez les Madid, les Dreat et les Mzita, à l'impôt

1. En avril 1855, le lieutenant-colonel Dargent, promu colonel, était nommé au commandement de la subdivision d'Aumale, et remplacé à Bordj-bou-Arreridj par le lieutenant-colonel Marmier.

2. Juillet 1857.

3. Contrairement d'ailleurs aux dispositions de l'arrêté du 12 février 1844, qui avait prescrit un prélèvement de 2/10 au profit du Trésor pour les amendes inférieures à 100 francs, et de 7/10 pour celles supérieures à 100 francs. Le 7 décembre 1857, un nouvel arrêté avait attribué, en toutes circonstances, les 7/10 des amendes au Trésor, et on avait profité de cette réforme pour faire cesser la faveur exorbitante laissée au khalifat et à son fils depuis treize ans.

lezma en argent, qui était une source de revenus considérables pour les Moqrani percepteurs, les impôts ordinaires, établis sur des rôles individuels, au prorata des cultures et du cheptel.

Enfin, on remplaça successivement les oukil, — ou préposés du bachagha, — presque tous des serviteurs sans caractère officiel et sans moralité, par des caïds ou des chioukhs investis, choisis avec soin, résidant dans les tribus, et responsables vis-à-vis du commandant supérieur.

En 1859 et 1860, il y eut encore de nouvelles réformes : ce furent, d'abord, les réglementations maladroites et restrictives apportées par le prince Jérôme, alors ministre de l'Algérie, au droit de punir qu'avaient eu jusqu'alors les chefs indigènes, et aux répressions collectives [1] qui, seules, permettent d'atteindre les responsabilités anonymes des tribus récalcitrantes. Puis ce fut la suppression du droit de khedma [2] ; puis aussi l'arrêté du 31 décembre 1859, qui réorganisait la justice musulmane et enlevait aux chefs indigènes la grande action qu'ils exerçaient jadis sur les décisions des cadis.

En cette même année 1860, on régularisa aussi la situation du centre européen de Bordj-bou-Arreridj, et ce fut au détriment du bachagha que la chose se fit. On prit, en effet, pour constituer ce centre les terres domaniales provenant du séquestre apposé par les Turcs sur les biens des Ouled-Gandouz ; théoriquement, c'était parfait ; mais, en réalité, le khalifat et son fils en jouissaient depuis plus de vingt ans ; on leur avait bien répété qu'ils n'en étaient que les usufruitiers ou les locataires à titre gracieux, mais ils avaient toujours pensé en recevoir l'attribution régulière, en récompense de leurs services. Aussi Mohammed-el-Moqrani fut-il froissé de se voir privé de cette jouissance, alors qu'il n'avait rien fait de nature à s'aliéner notre bienveillance.

Cependant, plus dissimulé que son père, Mohammed-el-Moqrani ne récrimina pas, et il ne nous marchanda point son concours quand, au milieu de ses préoccupations, on l'appela, avec ses goums, pour aider à la répression d'un soulèvement fomenté, en 1860, dans le Hodna de Barika, par un certain Mohammed-ben-bou-Khentach [3], illuminé originaire de la fraction maraboutique des Ouled-sidi-Rahab ou Braktia, de la tribu des Ouled-Derradj.

Mais, déjà, il n'avait plus le même entrain qu'en 1851 ; et le soin extrême qu'il mettait à n'agir qu'après avoir demandé des ordres et des instructions

---

1. Voir dans la *Revue algérienne et tunisienne de l'école de droit*, 1885, 1889 1890, les articles de l'auteur sur le régime pénal de l'indigénat en Algérie, réunis en deux brochures :

1° *Les Commissions disciplinaires*, 1885 ; 2° *le Séquestre et la Responsabilité collective*, 1890. Alger, Jourdan, éditeur.

2. D'après les anciens usages, tout cavalier, du beylik turc ou d'un chef indigène, qui portait à un particulier une lettre ou un ordre de service, recevait une gratification des mains du destinataire. N'osant supprimer un usage qui facilitait le recrutement des cavaliers, lesquels n'avaient souvent pas d'autre traitement que ces gratifications, le maréchal Bugeaud avait, par une circulaire, tarifé ces khedma ; ce qui empêchait — officiellement — les abus. Le ministre de l'Algérie supprima l'usage, ce qui mécontenta tous les caïds, obligés dès lors de payer leurs cavaliers.

3. L'insurrection des Braktia, ou de Bou-Khentach, a été racontée par M. Féraud dans ses *Notes historiques sur la province de Constantine ; Revue Africaine*, 1886, pages 107 et suivantes.

n'était pas exempt d'une certaine affectation, étant donnée sa haute situation qui lui permettait plus d'initiative.

Cela fut remarqué, et le lieutenant-colonel Marmier, à qui on signalait officiellement une recrudescence du mouvement islamique antifrançais, n'hésitait pas à écrire, le 6 juillet 1860 : « ... Pour moi, le danger n'est pas là : il est dans la désaffection générale que doivent amener, chez les chefs indigènes, les mesures prises à leur égard, mesures qui les privent de tous les avantages matériels attachés à leur position ; quelques-uns de ces avantages avaient besoin d'être réglementés, mais non supprimés, et c'est une faute que des événements imprévus pourront un jour nous faire regretter d'avoir commise. »

Ce langage ne plut pas, et, deux mois après cette lettre, le colonel Marmier quittait le commandement du cercle de Bou-Arreridj pour prendre celui du 2e régiment de spahis ; il était remplacé par un simple capitaine.

Le bachagha, dont l'orgueil était grand, fut froissé de se voir placé sous les ordres d'un officier subalterne : car il savait bien qu'un capitaine n'aurait jamais dans le milieu militaire qu'une situation effacée, ne lui permettant pas de tenir le langage si ferme et si indépendant qu'avaient tenu, en certaines circonstances, les colonels Dargent et Marmier.

Le général Desvaux, qui commandait la division, avait voulu, en effet, avoir à Bordj-bou-Arreridj un agent bien dans la main, plutôt qu'un véritable commandant supérieur.

Le capitaine Payen reçut en conséquence l'ordre formel de « veiller à la régularité et à l'intégrité de l'administration des Moqrani, tout en les traitant de la façon la plus courtoise... ; il ne devait leur adresser ni blâme ni reproche, mais rendre compte immédiatement de tout ce qui ne serait pas conforme aux prescriptions en vigueur, quand, après communication faite des instructions réglementaires, il n'y aurait pas été satisfait ».

Pour quelques questions, le capitaine Payen, homme instruit et intelligent, pouvait encore suivre les errements de ses prédécesseurs ; mais pour le plus grand nombre il fut forcé, en présence de ces ordres si précis, de passer presque sans transition d'une tolérance peut-être trop grande à une régularité excessive.

Le 23 octobre 1861, on réduisit le nombre des deïra, ou cavaliers soldés attribués aux caïds : ce fut encore un nouveau froissement pour le bachagha ; et, cette fois, dans son entourage et chez les Hachem, on parla d'émigrer en Tunisie ; le bachagha avait reçu de ce pays des lettres d'amis ou de parents éloignés qui lui vantaient les égards et la considération dont étaient entourés, en ce royaume musulman, les gens des grandes familles.

Moqrani s'arrangea pour que l'on nous parlât de ces lettres, de leur contenu, et des velléités d'émigration qui se manifestaient dans son entourage. C'était une façon discrète de nous dire son mécontentement.

Il fut compris : à la fin de l'année 1861 [1] on le nommait officier de la Légion d'honneur, et, dans le courant de 1862, il était invité aux chasses de Compiègne, où il eut un grand succès, tant en raison de sa distinction native qu'à cause de son intelligence et de son exquise courtoisie.

---

1. Le 27 décembre 1861, le bachagha perdait son frère Lakhdar, qui était très aimé des Français et des indigènes.

Mais, en rentrant en Algérie, il se retrouva aux prises avec les exigences de notre administration, qui se régularisait de plus en plus et exigeait chaque jour davantage de ses agents.

En 1863, on supprima aux Moqrani, comme on l'avait déjà fait partout, les *touiza* ou corvées, consistant en journées de travail que fournissaient les indigènes et leurs bêtes, pour les labours, moissons, dépiquage et transports des céréales de leurs seigneurs politiques ou religieux.

Si nous avions pu, avec raison et sans inconvénient, interdire les touiza au profit des agents et fonctionnaires qui ne tenaient que de nous leurs fonctions et leur autorité, il n'en fut pas de même avec les représentants des anciennes familles. Les touiza étaient, pour ces derniers, des redevances séculaires, et c'était un de leurs privilèges auxquels ils tenaient le plus; l'importance et les revenus d'un fief politique ou religieux s'appréciait par l'étendue des surfaces cultivées en touiza. C'étaient de véritables rentes : la veuve du khalifat, la veuve de Lakhdar-el-Moqrani, avaient reçu en dotation, par la famille, un certain nombre de journées de touiza, ainsi que d'autres redevances déterminées en moutons, beurre, etc.

Le bachagha, à la notification de cette mesure, se borna à répondre « que lui et les siens obéiraient, mais qu'ils étaient profondément *navrés* et *humiliés* ». En réalité, ils n'obéirent pas plus que les autres grands chefs : ils continuèrent à se faire donner les touiza consacrées, sans que les gens osassent réclamer, et l'on fit semblant de ne rien voir, — ce qui était encore le plus sage.

Cette réforme démocratique acheva de nous aliéner l'aristocratie indigène; le bachagha se montra particulièrement affecté et découragé. Déjà, depuis quelque temps, il était bien revenu de son zèle des premières années, certain qu'il était que, quel que fût son dévouement, il n'obtiendrait jamais de nous le maintien et l'extension des privilèges dont avaient joui son père et ses ancêtres.

Aussi, au commencement de l'année 1864, nous demanda-t-il, « pour mieux donner satisfaction à des détails de service auxquels seul il ne pouvait plus suffire », de scinder son commandement en quatre caïdats qui seraient donnés à ses frères et à ses proches, sur lesquels il ne conserverait que la haute surveillance et l'action politique.

On s'empressa d'accepter cette offre, dans laquelle on ne vit que le résultat d'un moment de mauvaise humeur et de découragement.

Il y avait de cela, mais il y avait aussi autre chose que le bachagha ne disait pas.

Par sa naissance, sa situation, ses alliances de famille, il était en relations suivies avec toutes les grandes personnalités de l'Algérie. Toutes avaient eu à notre service des déceptions plus ou moins grandes : car, en dépit de nos égards, de nos libéralités, de tous nos témoignages extérieurs de gratitude, nous ne tenions guère compte de leurs avis, dans la haute direction des affaires les concernant; toutes nos sympathies semblaient réservées aux pauvres et aux humbles, dont les besoins et les intérêts nous préoccupaient assurément plus que ceux des djouads qui nous avaient donné le pays.

Le chef des Bengana n'était plus un chikh-el-Arab, mais un simple caïd; le grand chikh du Fedjioua, Bouakkaz-ben-Achour, l'ami des Moqrani, était suspect, et en quelque sorte interné à Constantine; les Ben-Azzedine, seigneurs

du Zouagha, avaient été brisés; les Ben-Merad des Guerfa étaient de simples fonctionnaires; l'héritier légitime du fief des Hanencha, Khaled-ben-Ali, était simple chef de goum à Biskra; enfin, les plus puissants de tous les djouads, ceux-là mêmes que ni les Turcs ni Abd-el-Kader n'avaient pu soumettre, les Ouled-Sidi-Chikh, dont le khalifat Si-Hamza et le bachagha Bou-Beker avaient si bien servi la France, les Ouled-Sidi-Chikh n'avaient plus à leur tête qu'un simple agha, à qui on donnait des ordres comme à un subalterne, et qui, amoindri, mécontent, ne cachait ni sa haine contre la France, ni son intention de reconquérir, les armes à la main, la situation indépendante de ses aïeux.

Tout cela, aux yeux du bachagha Moqrani, était beaucoup la faute des chefs des grandes familles, qui n'avaient pas su défendre en temps utile leurs privilèges, et qui, maladroitement, par leur concours trop dévoué, avaient permis trop vite aux Français d'établir cette paix qui était utilisée contrairement aux aspirations, aux idées et aux intérêts des djouads.

Le bachagha ne voyait pas très bien comment on pourrait sortir de cette situation, car il était beaucoup trop intelligent, et trop au courant de nos moyens d'action, pour se révolter comme l'y incitait le jeune Slimane-ben-Hamza. Ce qui était, à la rigueur, possible pour une puissante famille saharienne ayant, comme les Ouled-Sidi-Chikh, la ressource de subsides d'origine religieuse, était impraticable pour une famille tellienne, comme celle des Moqrani, qui n'avait de ressources que dans les revenus de territoires accessibles à nos troupes. D'ailleurs, ce qu'il avait vu, dans ses voyages en France et en Europe, le rendait circonspect: il ne voulait pas s'aliéner notre amitié; mais il estimait qu'il serait peut-être possible de nous forcer à compter avec lui en s'éloignant des affaires, et en laissant agir les gens de désordre, les exaltés et les fous, jusqu'au jour où nous serions forcés de réclamer son intervention pour sauver ou rétablir une situation compromise par d'autres que par lui. Ce jour-là, on serait bien forcé de le récompenser et de lui rendre quelques-uns de ces privilèges dont on s'acharnait à le dépouiller, sans profit pour la politique générale du pays.

Telles étaient les dispositions du bachagha, quand, dans le courant d'avril 1864, il était venu à Constantine pour assister à la remise à ses frères de leurs brevets de caïd. Il s'était entretenu, dans cette ville, des troubles du Zouagha et du Ferdjioua [1], troubles qui, le mois précédent, avaient amené l'arrestation de Bouakkaz-ben-Achour et des membres restants de la famille Ben-Azzedine. Il en parla à son retour, et il reçut du général Desvaux un blâme très sévère pour s'être montré trop partial en faveur de son ami Bouakkaz-ben-Achour.

Ce blâme froissa profondément le bachagha, qui ne croyait pas avoir dépassé la mesure dans ses appréciations sur une arrestation d'un caractère essentiellement politique; il resta deux jours sans vouloir voir personne, même de ses proches parents.

---

1. Voir *Revue Africaine*, année 1878, *Ferdjioua et Zouagha*, par L. Féraud. — La suppression de Bouakkaz était devenue nécessaire pour l'affermissement de notre politique dans le pays, mais son arrestation avait été brutale et basée sur des faits qui étaient plus l'œuvre d'ennemis intéressés de Bouakkaz que de Bouakkaz lui-même. Des indigènes en situation d'être bien informés pensent encore aujourd'hui que ce chef indigène a été la victime d'intrigues ourdies par ses ennemis personnels.

En ce moment, l'insurrection des Ouled-Sidi-Chikh battait son plein[1] dans l'ouest, et par le cercle de Boghar, où la grande tribu guerrière des Ouled-Chaïb avait fait défection, elle menaçait de s'étendre aux Ouled-Naïl et au Hodna ; l'inquiétude était partout ; bien des fidélités étaient ébranlées.

Le gouverneur général, maréchal Pélissier, avait, le 21 avril, adressé « à la totalité des populations arabes et kabyles » une proclamation dans laquelle, après avoir rappelé les débuts de l'insurrection des Ouled-Hamza et annoncé le châtiment, il ajoutait :

« ... Il est des gens qui répètent sans cesse que le peuple arabe doit cesser d'exister et que le moment est proche où les bachaghas, aghas, caïds, chioukhs, cadis et autres, disparaîtront complètement. Ces paroles sont sans portée. Elles ne sont point l'expression de la pensée du gouvernement français. Que les chefs indigènes se rassurent, que les tribus restent calmes !...

« Si les populations, oublieuses du passé, n'avaient point confiance dans le présent, qu'elles lisent la lettre que l'Empereur m'a adressée le 6 février 1863 ; elles verront combien sont bienveillantes les intentions du gouvernement à leur égard ; elles trouveront un gage certain pour l'avenir dans ces paroles de S. M. : *Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français.* »

Cette proclamation n'eut aucune action sur les chefs indigènes, qui, aigris et soupçonneux, n'avaient plus confiance dans nos promesses officielles.

---

1. L'insurrection des-Ouled-Sidi-Chikh avait débuté le 17 février 1864, jour où l'agha Si-Slimane-ben-Hamza avait réuni ses serviteurs et s'était porté au sud du Mzab. Le 24 février, il avait adresssé au gouverneur général une lettre dans laquelle, rappelant les services de son père, le khalifat Si-Hamza, et de son frère, le bachagha Boubeker, il déclarait que depuis longtemps il était soumis à d'humiliantes épreuves ; qu'au lieu de faire respecter son autorité, on s'étudiait à Géryville à l'amoindrir, à l'annihiler ; qu'on se méfiait de lui, qu'on le faisait surveiller, qu'on allait le faire arrêter. Avant de désarmer et de rentrer, il demandait directement au gouverneur des garanties bienveillantes.

Le maréchal Pélissier ne fit aucune réponse ; mieux inspiré, le général Deligny, qui avait été l'ami du khalifat, écrivit à Si-Slimane une lettre bienveillante lui rappelant les dernières volontés de Si-Hamza.

L'agha n'avait pas répondu, et, le 8 avril suivant, il avait attaqué à Aïnouet-Boubeker le colonel Beauprêtre, qui, trahi par le goum des Harar, avait succombé avec 4 officiers et 100 hommes d'infanterie. Si-Slimane avait été tué dans ce combat, et son frère Mohammed avait pris le commandement des rebelles, assisté de ses oncles Si-Lala et Si-Zoubir.

Le 16 avril, l'agha Naïmi-ould-Djedid, et les Ouled-Chaïb, de Boghar, s'étaient joints aux rebelles et avaient débuté par tuer le caïd Djelloul-ben-Messaoud, agent excellent et dévoué, — mais que l'agha détestait « parce que les Français faisaient plus de cas de cet homme « de mule et de tapis » (de cet homme pacifique et pieux) que de lui djouad, homme de poudre et d'éperon » ; le même jour il avait tué aussi un lieutenant de spahis indigène élevé en France et une dizaine de spahis.

Le 26 avril avait eu lieu l'affaire d'Aïn-el-Kahta, où le général Martineau n'était arrivé à trouver un passage pour ravitailler Géryville qu'après un combat qui nous coûtait 77 tués, dont 3 officiers, et 31 blessés. — Voir sur les Ouled-Sidi-Chikh, *Les Français dans le désert*, et les *Notes sur l'insurrection de 1864 dans la province d'Alger*, par le colonel Trumelet (*Revue Africaine*, 1883-1884), et aussi *Nos frontières sahariennes*, par L. Rinn, *Revue Africaine*, 1886, et brochure : Alger, Jourdan, éditeur, 1887.

Presque tous savaient fort bien qu'en France la volonté du chef de l'État avait à compter avec celle des citoyens [1]; et, en Algérie, la population civile européenne, mal disposée à l'égard du souverain, était foncièrement hostile, non pas peut-être aux grandes personnalités indigènes, mais bien certainement à toutes les situations privilégiées, à toutes les institutions et à toutes les fonctions n'ayant pas un caractère franchement démocratique.

Le bachagha mieux que personne savait à quoi s'en tenir sur la valeur pratique de ces paroles bienveillantes, dont on avait toujours été si prodigue en haut lieu à son égard et à l'égard de son père. Il ne modifia en rien sa manière de faire; il se borna strictement à l'exécution des ordres reçus, et affecta de ne rien voir en dehors de son commandement officiel. Ses relations personnelles avec son commandant supérieur, alors chef de bataillon, étaient toujours correctes et courtoises, mais c'étaient celles d'un fonctionnaire vis-à-vis son chef de service : le bachagha ne se livrait plus comme au temps de « ses amis Dargent et Marmier ».

Aussi, pendant longtemps, ne dit-il pas un mot des intrigues que fomentaient en ce moment dans le Hodna le secrétaire de Slimane-ben-Hamza, El-Fodil-ben-Ali, originaire des Ouled-Madi, et ancien étudiant de la zaouia d'Eddis. Il les connaissait cependant mieux que personne.

Mais « le Hodna n'était plus sous sa responsabilité officielle », et il n'était pas fâché qu'il y eût du côté de Bouçada et de Msila, dans l'ancienne principauté de son père, quelques tiraillements et quelques désordres qu'il se flattait de calmer le jour où on ferait appel à son influence familiale.

Cependant, l'insurrection des Ouled-Sidi-Chikh avait encore gagné du terrain dans la division d'Alger : le 8 juin, la nouvelle de la défection des Larba, qui, la veille, à Tagguine, s'étaient ralliés aux Ouled-Hamza, était commentée dans tout le Hodna et dans le cercle d'Aumale. Pour beaucoup d'indigènes, c'était une preuve que le soulèvement était bien général, car les Larba n'étaient pas du soff des Ouled-Sidi-Chikh.

En réalité, cette défection n'avait eu lieu que parce qu'elle avait permis aux Larba de faire impunément main basse sur la riche zmala de l'agha du Djebel-Amour, qui, lui, n'était d'aucun soff.

Quoi qu'il en soit, à cette nouvelle les Slamat et les Ouled-Sidi-Hadjerès avaient quitté la plaine pour se réfugier dans le Dira, et ils avaient ainsi ouvert la route du Hodna. Les Ouled-Sidi-Brahim et les Ouled-Ameur de Bouçada avaient alors vu des coureurs ennemis traverser leur pays, et le bruit se répandait que Mohammed-ben-Hamza marchait sur Djelfa, pour forcer le bachagha des Ouled-Naïl, Mohammed-ben-Lareuch, à se joindre à lui.

Comme il arrive toujours et partout en temps de troubles et d'insurrection, des bandes de malfaiteurs, qui se souciaient fort peu des questions politiques,

---

1. Les Arabes ont sur la souveraineté les mêmes idées que les nobles de l'ancien régime : pour eux « la souveraineté est de droit divin ». Aussi les lettrés musulmans ont-ils souvent commenté avec malveillance la formule des décrets impériaux, formule reproduite en tête des jugements des cadis : « Nous, Napoléon, *sultan* des Français par la grâce de Dieu et la volonté du *peuple*. » Pour les musulmans, un « bey du peuple » est le nom donné à un *usurpateur*, ou au chef élu d'une population hors la loi. Ce fut le nom donné à diverses reprises par les Arabes à des chefs choisis par eux lors de leurs révoltes contre les Turcs.

s'étaient mises à battre le pays, et à se livrer à des actes de brigandage et de pillage sur les gens inoffensifs.

Alors, seulement, le bachagha pensa qu'il était temps d'intervenir : il confia au commandant supérieur de Bordj-bou-Arreridj que son beau-frère et cousin Saïd-ben-Boudaoud, caïd du Hodna, « n'était pas sans inquiétude au sujet d'intrigues sourdes fomentées en secret dans la tribu des Ouled-Madi par *quelques chefs de grandes tentes* » (dont il ne donnait pas les noms). « Ces intrigues, ajoutait Moqrani, avaient pour but de préparer les Ouled-Madi et les tribus voisines à prendre part au mouvement insurrectionnel du sud, si ce mouvement prenait de l'extension de notre côté. Si-Saïd-ben-Boudaoud n'avait pas voulu rendre compte à Bouçada de ces inquiétudes, pour ne pas faire éveiller les soupçons par l'envoi d'espions trop connus. »

Cette communication ne manquait pas d'habileté : le bachagha ne disait pas un mot d'El-Fodil, qui, en réalité, avait écrit au nom des Ouled-Hamza « de se tenir prêts à marcher pour le Djehad, le jour où les Ouled-Sidi-Chikh arriveraient dans le Hodna », et il mettait l'agitation sur le compte de chefs de grandes tentes, qu'il avait le bon goût de ne pas nommer, mais qui, évidemment, ainsi désignées, ne pouvaient être que celles des gens du soff des Ouled-Bouras, c'est-à-dire de Si-Sakhri-ben-Boudiaf, caïd des Ouled-Naïl de Bouçada, son ennemi déclaré.

A Bouçada, où l'autorité locale vivait dans un milieu hostile aux Ouled-Moqrane, on était inquiet, mais officiellement on ne savait pas grand'chose, car Saïd-ben-Boudaoud et Brahim-ben-Abdallah-ben-Abdelaziz ne rendaient compte à leur commandant supérieur que des « détails de service », prenant toujours préalablement pour les questions importantes l'attache de leur seigneur et ami le bachagha , chef de famille et « tête du soff ».

Le 15 août, les deux caïds du Hodna et des Ouled-Madi, assistant à un repas officiel donné à Bouçada par le commandant des troupes, protestaient de leur dévouement personnel et du bon esprit de leurs tribus[1].

Le 19, ils se rencontraient aux Dréat avec les Moqrani de la Medjana, dans une partie de chasse, et, en les quitant, le bachagha alla rendre visite à ses parents les Ouled-Abdesselem et les Ouled-Abdallah des Ayad. Ces visites furent faites en plein jour et avec l'apparat ordinaire que mettait le bachagha dans ses relations plus cérémonieuses que cordiales avec ses cousins. Elles n'avaient rien d'anormal; cependant, en raison des circonstances, elles furent mal interprétées et elles furent en quelque sorte soulignées par les dénonciations de ses ennemis. Le bachagha se sentit soupçonné et surveillé, d'autant mieux qu'il fut interrompu dans sa tournée et subitement rappelé à Bordj pour donner des renseignements demandés par la division sur les Ouled-Madi. Il déclara, le 1er septembre, qu'il répondait de ses parents et de toutes les tribus placées sous le commandement des membres de sa famille. « J'ai eu un instant des craintes pour les Ouled-Madi, ajouta-t-il, mais aujourd'hui je suis complètement rassuré; j'affirme en outre que, par mon influence, les Ouled-Sidi-Hadjerès, Slamat, et Ouled-Abdallah du cercle d'Aumale, se maintiendront dans l'obéissance. »

---

1. Le lieutenant-colonel Briant, qui avait été envoyé là avec une toute petite colonne d'observation, presque aux débuts de l'insurrection des Ouled-Sidi-Chikh.

Le 3 septembre, Saïd-ben-Boudaoud, qui passait, non sans raison, pour être très préoccupé de ses intérêts matériels, envoyait tous ses effets précieux à la Medjana, et, deux jours plus tard, c'était le bachagha lui-même qui demandait à emmaganiser ses grains à Boni, et qui faisait ses réserves sur la conduite des Ouled-Madi, au cas où les Ouled-Naïl et leur bachagha Si-Cherif-bel-Lareuch viendraient à se révolter. « Les Ouled-Madi, disait-il, seraient déjà partis, s'ils n'étaient retenus par la crainte de nuire à ma famille. »

Il disait vrai : les Ouled-Madi étaient très surexcités ; il aurait pu ajouter que leur caïd, Brahim-ben-Abdallah, aussi bien que Saïd-ben-Boudaoud, étaient de plus en plus froissés de la méfiance qu'on leur témoignait à Bouçada, tandis que l'on acceptait comme vrai tout ce qui était raconté par le soff des Ouled-Boudiaf, leurs ennemis, ou par le caïd de Bouçada, « un Ben-Goumri, un homme de rien, un mokhazni parvenu ». Ceci, le bachagha ne le dit pas, car il l'avait souvent indiqué dans ses conversations, et il n'entrait pas dans sa ligne de conduite de se mêler des affaires étrangères à son commandement lorsqu'il n'était pas formellement invité à le faire.

Ce qui avait motivé la recrudescence d'agitation chez les Ouled-Madi était un de ces faits qui, insignifiants en temps normal, prennent soudain une importance extrême lorsqu'ils se produisent dans un milieu surexcité et mécontent.

Le 2 septembre, un Madoui[1], nommé Djourlef, s'était emparé en plein jour, sur la grande place de Bouçada, d'un chameau appartenant au caïd Ben-Goumri, et était parti, le chassant devant lui à coups de plat de sabre, vers la montagne des Ouled-Naïl. On n'avait d'abord pas pris garde à ce fait, tant le Madoui avait opéré avec aplomb et sans avoir l'air de commettre un acte répréhensible. On s'était informé cependant, puis on avait poursuivi ce hardi voleur, mais on n'avait pu le rattraper. L'enquête faite séance tenante avait démontré que deux autres Ouled-Madi, de la même fraction que Djourlef, c'est-à-dire des Ouled-bou-Yahia (de l'Oued-Chellal), avaient, par leurs propos et leur attitude sur le marché, facilité l'enlèvement du chameau. Puis, les gens de Ben-Goumri en avaient désigné quatre autres comme pouvant donner des renseignements précis sur le voleur.

Le lendemain, le commandant supérieur avait écrit au chikh des Ouled-Madi (Ouled-Chellal) d'envoyer à Bouçada Djourlef et les six individus nominativement désignés ; puis, en même temps, il avait invité les chioukhs à lui envoyer « six notables pour s'entretenir avec eux de la situation du « Hodna ».

C'était là une grosse maladresse, étant donnée la situation des esprits, étant donné aussi le caractère de bravade et de défi qu'avait, au fond, l'acte commis par Djourlef sur un marché dont le caïd Ben-Goumri avait la police. Cette affaire du chameau, aussi bien que celle des renseignements politiques, n'auraient dû être traitées qu'avec le caïd des Ouled-Madi lui-même, et non pas avec ses subordonnés.

Cette faute, dont la cause était le peu de confiance qu'on avait en Brahim-ben-Abdallah, eut des conséquences graves.

Le 5 septembre, au matin, les chioukhs lurent les lettres devant les Kebar assemblés ; tout le monde y vit une demande d'otages et une représaille des Ben-Goumri, et les Ouled-Madi résolurent de ne pas agir sans avoir consulté leur « frère, le caïd Brahim-ben-Abdallah, et leur chef, le caïd Ben-Boudaoud ».

---

1. Un homme des Ouled-Madi.

En attendant, le cavalier fut gardé à vue dans une tente, son cheval éloigné et sa selle mise en dépôt chez un tiers. Les Kebar de l'Oued-Chellal consultèrent alors ceux de Msila, leur demandèrent des délégués, et vinrent avec eux au bordj Sidi-Hamla, où étaient réunis les deux caïds Saïd-ben-Boudaoud et Brahim-ben-Abdallah.

Ils exposèrent leurs craintes, et il est probable que les deux caïds, qui, eux aussi, étaient froissés, ne surent pas dominer cette situation délicate, car le soir même, 5 septembre, Saïd-ben-Boudaoud rendait compte que les Ouled-Madi de l'Oued-Chellal étaient dans une grande agitation et délibéraient encore pour savoir s'ils n'allaient pas s'insurger. « Je ne sais ce qui en résultera ; je crains beaucoup pour ma personne, mes enfants et mes biens. Tous ces Ouled-Madi sont de mauvais sujets, et tous ils ont pris part à ce conciliabule. Indiquez-moi les moyens de me mettre à l'abri si l'insurrection se déclare ; je suis étranger et menacé d'être tué. Je n'ose donner un ordre à personne. »

En même temps, Saïd-ben-Boudaoud envoyait un exprès à franc étrier au bachagha.

A deux heures du matin, Mohammed-el-Moqrani, ne voulant pas déranger le commandant supérieur, envoyait à l'interprète un mot très bref disant : « Les Ouled-Madi font défection, parce que des spahis envoyés de Bouçada ont demandé sept otages par fraction. »

Ceci écrit et envoyé, le bachagha, sans perdre de temps, et avec cette activité intelligente qu'il savait déployer quand il le voulait, réunissait un fort goum des Hachem et le conduisait à Bou-Arreridj. Quand le 6, à cinq heures et demie du matin, le commandant supérieur le fit appeler, il lui dit simplement qu'il était prêt à exécuter ses ordres. Vingt minutes après, il partait avec son goum et arrivait à Msila (65 kilom.) dans l'après-midi.

Saïd-ben-Boudaoud, Brahim-ben-Abdallah et les Ouled-Madi, s'y rendirent, et le bachagha alla au-devant d'eux jusqu'à hauteur de la mosquée Sidi-Ghouzeli. Il fit ouvertement des reproches aux Ouled-Madi sur leur mauvaise attitude, les invita à livrer les otages demandés et à rentrer chez eux. Puis il les congédia et alla, avec les deux caïds, faire sa prière à la mosquée. Après une demi-heure d'entretien, il les laissa retourner à Sidi-Hamla et alla se reposer à Msila.

Dans la soirée, arrivait à Bouçada l'ordre de la division de faire partir tout de suite pour Msila le lieutenant-colonel Briant avec trois escadrons de cavalerie, une section d'artillerie et une compagnie de tirailleurs. Ce détachement devait rallier dans cette ville le lieutenant-colonel Gandil, qui allait y arriver le 9 avec un bataillon de tirailleurs. Le 7 septembre, au matin, la petite colonne se mettait en marche, accompagnée du capitaine Marty, chef du bureau arabe. Un peu avant Baniou, son chef reçut, par cavalier, un télégramme de la subdivision lui prescrivant, si la situation n'était pas nette, de ne quitter Bouçada que lorsque les tirailleurs du lieutenant-colonel Gandil seraient près de Msila.

Les renseignements donnés au chef du bureau arabe n'étaient pas mauvais ; il n'y avait encore à sa connaissance que le refus de livrer les otages. On alla donc camper à Baniou, où, le soir, on reçut des lettres des deux caïds, sinon très rassurantes, du moins peu alarmantes. « Ils s'employaient, disaient-ils, à calmer les gens et espéraient réussir. » Saïd-ben-Boudaoud ajoutait qu'il serait le lendemain à Aïn-el-Habbara avec la diffa, c'est-à-dire avec les prestations d'eau et de bois commandées pour la colonne.

Le lieutenant-colonel Briant fit télégraphier alors à la subdivision et écrivit au commandant supérieur que, « dans ces conditions, un mouvement de retraite n'était ni politique ni militaire, et qu'il marchait en avant ».

Pendant ce temps, la situation s'aggravait du côté de Msila, où il y avait eu, à trois heures, une réunion tumultueuse, à la mosquée de Sidi-Ghezouli. Là, les Ouled-Madi du soff Bouaziz (ou Oued-Chellal), avaient accusé ceux du soff Bouras d'avoir été les instigateurs de la demande d'otages faite par le commandant supérieur de Bouçada ; ils menaçaient de les razzer, avec l'appui des Metarfa, accourus en armes, et avec l'appui, aussi, d'une partie des Souama.

Les Ouled-Madi du soff Boudiaf se sentaient menacés ; Saïd-ben-Boudaoud et le bachagha, s'ils n'étaient pas d'accord avec les gens de l'Oued-Chellal, ne protégeraient certainement pas les gens du soff opposé. Bref, n'ayant personne pour les soutenir, ils durent céder et donner des gages à leurs frères de tribu ; ceux-ci exigèrent qu'on s'engageât par serment, à la mosquée de Sidi-Ghezouli, à ne pas livrer les otages et à s'insurger. Tous, y compris les Metarfa, prêtèrent le serment.

Le bachagha était venu à pied de Msila, dès les débuts de la réunion, pour aider Saïd-ben-Boudaoud et Brahim-ben-Abdallah à calmer les gens. Il n'avait aucune garantie à leur donner ; il n'avait pas d'instructions lui permettant d'engager l'autorité, et il ne se sentait pas « assez bien en cour » pour prendre sur lui l'initiative d'une mesure contraire aux ordres de Bouçada et favorable à son soff.

Il ne put donc rien obtenir. Saïd-ben-Boudaoud était incapable de l'aider ; quant à Brahim-ben-Abdallah, il subissait l'influence de ses frères de tribu, et, étant chef du soff des Bouaziz, il croyait que ses devoirs de Madoui devaient passer avant ses devoirs de caïd. Comme beaucoup d'autres, chef d'un parti, il était obligé de suivre ses partisans, qu'il ne pouvait plus maintenir.

Pour gagner du temps, il parla de sa zmala, restée chez les Souama ; ses frères et son fils partirent aussitôt pour la chercher et amener les Souama. Là, un chikh des Souama, Rezoug-ben-Ahmed, ayant refusé de la laisser partir et de venir lui-même avec ses gens, Mohamed-ben-Bouaziz, frère du caïd, lui déchargea son pistolet en pleine poitrine. Le chikh laissé pour mort, la zmala, et une partie des Souama, avaient alors suivi Mohamed-ben-Bouaziz.

Cependant, en présence de l'attitude correcte du bachagha, les chioukhs furent ébranlés, et il fut convenu qu'on attendrait, pour commencer les hostilités, que tous les adhérents fussent réunis. Connaissant cette décision, Saïd-ben-Boudaoud crut pouvoir écrire, au commandant de la colonne qu'il espérait être le lendemain à Aïn-el-Habbara.

De son côté, le bachagha, se méfiant et des Ouled-Madi qui l'entouraient, et des gens qui, à la colonne, liraient sa lettre en arabe, priait un colon de Msila d'écrire en français au lieutenant-colonel Briant pour le prévenir de la défection des Ouled-Madi et l'inviter à se tenir sur ses gardes [1].

---

1. « J'ai l'honneur de vous informer que monsieur le bachagha et le caïd Ahmed (caïd de Msila, lieutenant de tirailleurs) me chargent de vous adresser ces quelques lignes pour vous prévenir que les Ouled-Madi sont tout à fait sur le point de faire défection. Ils ont eu aujourd'hui une entrevue qui laisse beaucoup à désirer. Ils ont quitté leurs campements pour prendre celui d'El-Ghbor ; ces

A huit heures du soir, un grand feu était allumé sur la pointe du djebel Selletz, entre le village d'Eddis et Bouçada ; ce feu, visible de tout le Hodna, était un signal ; les Ouled-Madi de l'Oued-Chellal répondirent par un feu plus petit et moins prolongé.

La lettre du bachagha arriva à deux heures du matin à la colonne ; mais les conciliabules des Ouled-Madi s'étaient continués pendant toute la nuit du 7 au 8 septembre ; le meurtre du chikh Rezoug et l'arrivée des Souama avaient achevé de griser les esprits : on était résolu à attaquer la colonne.

Celle-ci s'était mise en route de grand matin ; elle avait d'abord rencontré un convoi de mulets chargés de marchandises à destination de commerçants de Bouçada, et les conducteurs avaient affirmé que la route était tranquille. Puis, vinrent deux chioukhs des Ouled-Madi, du soff Boudiaf, Taieb-ben-Amri, des Ouled-Abdelhaq, et Ben-Abdallah-ben-Saïd, des Ouled-Sidi-Hamla, qui annoncèrent qu'on trouverait la diffa à Aïn el-Habara.

Ils achevaient à peine leurs protestations de dévouement que le garde-route Saoudi, envoyé la nuit au caïd, arrivait au galop annoncer au colonel que Brahim-ben-Abdallah lui avait dit : « Va prévenir les Français qu'ils sont perdus, que nous allons les attaquer, et que pas un ne sortira vivant du bivouac. » Le lieutenant-colonel envoya aussitôt les deux chioukhs voir, en avant, ce qu'il en était. Un peu plus loin, on rencontra un cavalier de Saïd-ben-Boudaoud qui fit savoir, de la part de son maître, que les Ouled-Matong (du soff Boudiaf), désignés pour apporter l'eau à Aïn-el-Habara[1], avaient refusé d'obéir.

On était à deux kilomètres du bivouac, quand les deux chioukhs envoyés en reconnaissance annoncèrent que Brahim-ben-Abdallah était, en effet, à la tête des goums, à Saïda, mais qu'ils avaient refusé de le suivre, et ils engagèrent le colonel, soit à s'arrêter à Aïn-el-Habara, soit à se porter à Saïda, où étaient les silos des Ouled-Abdelhaq et Ben-Abdallah qui, se sentant protégés, aideraient la colonne.

Alors, un espion à notre service, le nommé Ben-Abdi, qui certainement était acheté par les Ouled-Madi, s'écria, interrompant les chioukhs : « Ne vous fiez à personne; ces chioukhs sont insurgés comme les autres, et veulent vous entraîner dans un piège. Tous les Ouled-Madi sont en armes : les Ouled-Dehim, les Metarfa, les Souama et les Ouled-Adhi arrivent. Saïd-ben-Boudaoud est à leur tête, et le bachagha a le commandement général. Regardez ! regardez ! N'allez pas à Msila, vous n'y trouverez que des ennemis; retournez plutôt à Baniou. »

En effet, de tous les côtés, des cavaliers couvraient la plaine.

Ce langage fit grande impression sur le lieutenant-colonel Briant. De son côté, le chef du bureau arabe n'était pas surpris de voir le bachagha Moqrani, l'ami dévoué du chikh Bouakkaz-ben-Achour, donner la main aux Ouled-Sidi-

---

messieurs emploient ma faible plume à seule fin d'éviter les soupçons des Ouled Madi, et vous engagent de faire prendre les moyens de sûreté pour prévenir les accidents qui pourraient arriver sur la route; et, s'il y a d'autres nouvelles à vous donner, on vous les fera parvenir. Ces messieurs vous présentent leurs respects; votre dévoué. Signé : Barbot. »

1. Il ne faut pas oublier qu'on est au mois de septembre, à l'époque où, dans le Hodna, les sources sont très réduites ou taries; il est alors nécessaire, en cas de passage de troupes, surtout de cavalerie, de faire venir de l'eau de plusieurs sources.

Chikh, et il ne mit pas un instant en doute la vérité des assertions de l'espion : c'était une insurrection générale qu'on avait devant soi et il fallait s'attendre à ne pas voir arriver, à Msila, le bataillon du colonel Gandil, car, en raison de la gravité de cette insurrection, une grosse colonne serait nécessaire pour pénétrer dans le Hodna.

Le lieutenant-colonel Briant, en présence de cette situation, ordonna le retour à Bouçada, et on rebroussa chemin immédiatement, afin de pouvoir traverser l'oued Chellal avant d'être attaqué, car, encore bien que cet oued n'eût pas d'eau, son lit, encaissé et couvert de tamarix, était difficile à passer.

Cette retraite, en ce moment, était une faute ; « politiquement et militairement », il n'y aurait pas eu grand inconvénient la veille à rentrer de Baniou à Bouçada : on n'était pas directement menacé, on était en pays ami ; cela aurait passé facilement pour une marche militaire, une sortie, une reconnaissance, toute chose normale et sans retentissement ; mais faire demi-tour en abordant un territoire ennemi, et en présence de goums armés, alors surtout qu'on était en plaine et qu'on avait de l'artillerie, c'était une insigne maladresse. Même en admettant dans son intégrité le dire de l'espion, il fallait s'arrêter à Aïn-el-Habara, où on aurait toujours eu assez d'eau pour les hommes ; et là, bien groupés, avec des obusiers, des munitions et cinq cents chassepots, on pouvait tenir contre une nuée de cavaliers mal armés. Puisqu'on pensait devoir être attaqué, il fallait, si on n'était pas assez fort pour marcher à l'ennemi, attendre cette attaque en un camp bien organisé, et non la subir pendant une retraite, avec des hommes démoralisés et des chevaux fatigués.

Dès que les goums ennemis virent le mouvement de retour se prononcer, ils s'avancèrent en une longue ligne ayant plus d'un kilomètre d'étendue de chaque côté de la colonne, qu'ils enserrèrent en formant un fer à cheval ouvert du côté du sud. Trois bannières leur servaient de point de direction et de ralliement. Ils se contentèrent, du reste, de caracoler autour de nos soldats en tiraillant de très loin, et ne tentant aucune attaque sérieuse. La colonne arriva le soir à Baniou sans un blessé, et les rebelles n'eurent eux-mêmes que quatre tués et deux blessés. Parmi ces derniers était le caïd Brahim-ben-Abdallah, qui avait reçu un coup de sabre d'un chasseur dans une des petites charges faites pour éloigner les cavaliers ennemis de la colonne.

Pendant ce temps, sur les conseils du bachagha, qui tenait à dégager sa responsabilité et celle des siens, Saïd-ben-Boudaoud s'était rendu de bon matin aux campements des Ouled-Chellal pour enlever sept otages quelconques ; mais il n'avait pas été obéi, et même on l'avait gardé à vue pour l'empêcher d'aller soit à la colonne, soit à Msila. A neuf heures du matin, le bachagha, prévenu, avait dû monter à cheval avec son goum, et était allé à Chellal pour le dégager ; ce qu'il fit par sa seule présence, et sans avoir besoin de combattre : son cousin n'avait, du reste, pas été attaqué, mais simplement maintenu dans l'inaction. Le bachagha avait rendu compte de ces faits à son chef hiérarchique, alors à Medjez, à une étape au nord de Msila ; et un peu plus tard il lui avait aussi rendu compte de l'attaque de la colonne.

Le 9 septembre, le bataillon de tirailleurs, commandé par le lieutenant-colonel Gandil, ancien chef du bureau arabe divisionnaire, était à Msila ; mais la situation ne se modifia pas pour cela, et toutes les tribus restèrent indécises : le bachagha lui-même ne put ou ne voulut donner aucun renseignement ; à toutes les interrogations il répondit « que, le pays n'étant plus sous ses ordres, il

avait cessé de s'en préoccuper, comme c'était son devoir et le désir de l'autorité : tout ce qu'il pouvait faire, c'était se battre avec son goum des Hachem, et, dans ce sens, il était prêt à exécuter tout ce qu'on lui commanderait, etc. »

Le lieutenant-colonel Gandil n'insista pas ; lui aussi il était dans une situation qui lui interdisait toute initiative, car il n'était plus directeur des affaires arabes de la division, mais chef de troupe, et il n'avait qu'une mission militaire déterminée, dans un poste autour duquel l'ennemi avait fait le vide. Cependant il essaya de tirer parti du bachagha autrement qu'en l'employant à des patrouilles.

Le 10 septembre, alors que les Ouled-Abdelhaq, les Ouled-Sidi-Hamla et deux douars des O'Matoug (tous des O. Madi du soff Boudiaf) allaient faire leur soumission à Bouçada et ramenaient deux chevaux de chasseurs échappés dans la retraite d'Aïn-el-Habara, le lieutenant-colonel Gandil envoya le bachagha tenter une démarche à Sed-ed-Djir, où était campé Brahim-ben-Abdallah. D'accord avec le colonel, et pour éviter tout malentendu, le bachagha ne prit avec lui qu'une dizaine de cavaliers, afin de bien accentuer le côté politique de sa mission. Il échoua, du reste, dans ses démarches, car il ne pouvait rien garantir à Brahim-ben-Abdallah, trop compromis pour reculer.

Le 15, le lieutenant-colonel Briant arrivait, sans avoir été inquiété, à Msila, et, le 18, le colonel Seroka, venu de Barika, conduisait toutes ces troupes à Bouçada, où elles passaient bientôt sous le commandement du colonel Delacroix.

Le bachagha, avec son goum des Hachem, était attaché à la colonne, — et, ce qui donne la mesure du malaise général, les Hachem restés dans la Medjana, persuadés qu'on allait arrêter le bachagha comme on avait arrêté Bouakkaz, faisaient filer ses troupeaux, ses effets mobiliers et les leurs en Kabylie : leur inquiétude était extrême.

Le bachagha n'était pas plus rassuré : en dépit des égards dont il était l'objet, il se sentait en butte à la méfiance générale et aux calomnies de tous les caïds du cercle de Bouçada, appartenant soit à des soffs ennemis, soit à la classe des Mokhaznya, généralement hostiles aux représentants des grandes familles, comme le sont tous les parvenus. Il ne pouvait s'expliquer pourquoi, alors qu'on lui avait enlevé toute autorité dans le cercle de Bouçada, on le conservait à la colonne avec son goum minuscule, qui était plutôt une escorte qu'une force militaire. Il insista pour que sa position fût définie ; on lui donna alors le commandement de tous les goums amenés par les caïds de Sétif, de Barika et de Bouçada ; mais la plupart de ces caïds étaient si mal disposés à son égard qu'il semblait plutôt leur prisonnier que leur chef.

La position, du reste, ne s'améliorait pas, car les Ouled-Sidi-Brahim, les Ouled-Ferradj et les Ouled-Aïssa, s'étaient réunis aux autres insurgés campés à Oglet-el-Beida.

Le 28 septembre, la colonne partit dans la direction d'Aïn-Dermel, où elle campait, le 30, à dix heures du matin, chez les Ouled-Ferradj.

Le bachagha, avec les goums, avait été envoyé à 2 ou 3,000 mètres du camp français, près l'entrée de Teniet-er-Rihe. A trois heures, il se trouva tout à coup en face de forces considérables, et, sentant que les goums qui le suivaient n'étaient pas dans sa main, il ne voulut pas s'engager avec ces auxiliaires qui ne lui inspiraient aucune confiance ; il pria donc le colonel Delacroix de le faire soutenir par des troupes régulières.

Le lieutenant-colonel de La Jaille arriva avec ses chasseurs d'Afrique et la cavalerie. Les Ouled-Feradj, solidement retranchés derrière des crêtes rocheuses, résistèrent avec courage. Les goums, sans cohésion et se méfiant les uns des autres, furent très mous, et laissèrent toute la besogne à nos troupes régulières, qui durent faire plusieurs charges et eurent 11 tués (dont 2 officiers), et 27 blessés.

Deux petits goums seulement s'étaient engagés franchement, celui des Hachem enlevé par le bachagha, et celui des Ameur de Sétif, conduit par le capitaine de Beaumont. Un seul de nos auxiliaires fut tué : c'était un hachem qui chargeait à côté de Moqrani. Ces deux goums, voyant l'hésitation des autres, s'étaient spontanément joints aux spahis réguliers.

On passa sous silence la belle conduite de ces deux petits goums particuliers, et l'on fit sonner bien haut que « les goums n'avaient pas été brillants ». Ceux-là mêmes des indigènes qui avaient été les premiers à manquer d'entrain et à ne pas suivre le bachagha furent les premiers à répandre le bruit que Moqrani avait volontairement ménagé les rebelles.

Cette calomnie contre un djouad fut bien vite accueillie par les tirailleurs, qui sont gens du peuple, et leur chef, le colonel Delacroix, finit par l'accepter comme l'expression de la vérité.

Le 2, le camp d'Aïn Dermel était attaqué : l'ennemi laissa quarante-quatre cadavres sur le terrain et en emporta un plus grand nombre, après un combat qui avait duré quatre heures ; les goums campés à distance ne firent que poursuivre les fuyards.

Le bachagha quitta la colonne le 15 octobre, quand tout fut fini ; il était plus découragé que jamais. Il évita de passer par Bouçada, où ses ennemis tenaient le haut du pavé, et il ne s'arrêta que chez son beau-frère Saïd-ben-Boudaoud, à qui il recommanda de veiller sur sa famille à Qalaa, s'il venait à être arrêté en arrivant à Bordj-bou-Arreridj, comme il le craignait.

Il venait d'apprendre que le général Périgot, commandant la division de Constantine, était en ce moment dans la Medjana avec une petite colonne d'observation. Or, comme les Hachem et toutes les tribus de son bachaghalik étaient parfaitement tranquilles, Moqrani ne s'expliquait la présence de troupes auprès de son bordj que par l'intention que l'on avait de l'arrêter, lui et les siens, comme on avait arrêté son ami Bouakkaz-ben-Achour.

Le 18 octobre, le bachagha se présentait au général Périgot, qui, bien renseigné, lui fit bon accueil, et s'efforça de lui rendre un peu de confiance. Pendant près d'un mois, le général le vit tous les jours, l'invita à sa table, alla chez lui, eut de longues conversations, et réussit en partie à lui remonter le moral. Mais cette confiance, les proches du bachagha ne la partagèrent que lorsque la colonne fut partie, c'est-à-dire vers la fin de novembre.

Les choses reprirent bientôt leur cours normal dans la Medjana, non sans quelques tiraillements, car ni le bachagha ni son commandant supérieur ne savaient au juste ce qu'ils pouvaient faire ou ne pas faire, et, un jour que ce dernier avait demandé des instructions pour savoir si, en définitive, il devait protéger les intérêts des populations ou ceux du bachagha, il lui fut répondu « qu'il fallait les protéger tous, dans *la mesure inhérente à chacun d'eux*, et que l'habileté consistait à les concilier ».

Au mois d'avril 1865, l'Empereur vint en Algérie ; les réceptions, les fantasias, entraînèrent le bachagha dans un tourbillon au milieu duquel il oublia un peu

ses inquiétudes. Puis vint la lettre du souverain, cet anachronisme qui ne contenta personne en Algérie, et qui entraîna la démission d'un homme d'une très grande valeur, le général Desvaux, alors sous-gouverneur.

Malgré son caractère en apparence très arabophile, ce document, comme tous ceux de l'empire, reprenait d'un côté ce qu'il donnait de l'autre. Les indigènes très intelligents comme le bachagha ne s'y trompèrent pas. Sans doute ils furent sensibles au langage bienveillant du souverain, mais ils virent aussi la constitution des Djemaa de tribu : « conseil municipal non électif qui devait surveiller et contenir le chef indigène en l'assistant dans toutes les affaires intéressant la commune.... répartir et percevoir les impôts » ; ils y virent une ingérence française plus grande encore dans la justice musulmane, l'organisation du culte, l'instruction publique, etc.

En d'autres termes, il y avait dans cette lettre l'annonce de réformes démocratiques et de progrès qui ne plaisaient que médiocrement aux « classes dirigeantes indigènes ».

Mais si, comme cela est bien certain[1], le bachagha fit ces réflexions, il ne les confia à personne, et il affecta de se montrer satisfait et rassuré.

L'année suivante, les grandes familles de l'Algérie avaient un peu repris confiance, et cette confiance fut encore augmentée quand elles apprirent la nomination du général baron Durrieu comme sous-gouverneur[2].

Le général était connu dans les trois provinces, car il avait été, comme lieutenant-colonel, chef du bureau politique[3], de 1849 à 1853, puis commandant

---

1. L'auteur a eu occasion, à cette époque, de causer beaucoup avec des djouads intelligents qui ne nous voyaient pas sans tristesse travailler à transformer la société musulmane, et qui relevaient avec discrétion et sans acrimonie divers points du sénatus-consulte de 1863 et de la lettre impériale de 1865. L'un d'eux, notamment, nous disait : « Ce que vous faites est juste devant Dieu, car nous sommes tous fils d'Adam, ce sera le bien dans l'histoire; mais vous nous sacrifiez, nous autres djouads qui vous avons aidés, et vous aidons encore, à mettre l'ordre dans ce pays. Ainsi, malgré tous nos efforts, tout notre sang répandu, nous ne laisserons pas à nos enfants la considération, « *la heurma* », que nous avaient laissée nos pères. » — Un de ceux qui disaient cela à l'auteur, en 1865, était Si-Mohamed-ben-Henni-ben-Boudiaf, alors depuis douze ans à la tête du grand caïdat des Sahari, qu'il a conservé jusque après l'insurrection de 1871, pendant laquelle il nous a fidèlement servis; c'est aujourd'hui un modeste petit adjoint indigène, que seule sa croix d'officier de la Légion d'honneur distingue de ses collègues simples cultivateurs. Il s'est résigné ; il fait cultiver, et il élève des chevaux. Il n'est pas le seul dans ce cas : l'ancien bachagha et marabout de Chellata, Mohamed-Saïd-ben-Ali-Chérif, et son fils Chérif, ancien caïd des Beni-Aïdel, dirigent près d'Akbou une usine à huile modèle, où l'on trouve les presses modernes les plus perfectionnées, et où l'on n'emploie que des ouvriers kabyles. Tous deux ont pris leur parti du nouvel état de choses, et déclarent en souriant qu'« il vaut mieux être fabricants d'huile » qu'occuper des fonctions publiques ou faire de la politique.

2. Le général Durrieu fut nommé sous-gouverneur le 19 novembre 1866; il succédait au général de Ladmirault, qui avait remplacé le général Desvaux le 8 septembre 1865.

3. Le bureau politique ne fut créé que le 4 mai 1850, mais le lieutenant-colonel Durrieu était, dès le 24 janvier 1849, chef de la direction centrale des affaires arabes, — ce qui était à peu près la même chose sous un nom différent. — Après

la subdivision de Mascara, et tous, petits et grands, avaient conservé de lui le meilleur souvenir.

Mais, au moment où la situation politique se raffermissait en pays indigène, la situation matérielle et économique devenait de plus en plus mauvaise.

En 1865 et 1866, la sécheresse réduisit singulièrement les récoltes[1], et de formidables invasions de sauterelles ruinèrent des régions entières du Tell. En 1867, une sécheresse encore plus grande détruisit sur pied à peu près toutes les céréales et tout le fourrage des pays de culture. Le choléra, venu de Tunisie, et bientôt suivi du typhus, décima les populations. Ce fut un immense désastre qui, aujourd'hui encore, sert de repère historique aux indigènes, sous le nom lugubre d' « année de la misère », « *Am-ech-cheur*[2] ».

Le dévouement fut partout à hauteur du mal ; et, dans cette lutte généreuse de la charité contre de multiples fléaux, l'aristocratie indigène eut une belle page. Ces seigneurs, qui, en temps normal, trouvent tout naturel de vivre de leurs sujets ou de leurs administrés, savent aussi, dans les moments de crise, leur donner aide et assistance. Tous, sans bruit, sans ostentation, vidèrent leurs silos, et distribuèrent leurs grains et leur argent ; et, quand ils n'eurent plus rien, ils empruntèrent aux juifs rapaces, pour donner encore aux malheureux qui se pressaient autour d'eux.

A côté des secours immédiats, il fallait assurer les ensemencements d'automne ; dans ce but, le gouvernement provoqua l'importation des céréales pour

---

1870, le bureau politique, modifié, prit le nom de section des affaires indigènes de l'état-major général (2 fois), — 2e bureau de cabinet militaire, — et service central des affaires indigènes.

1. Les récoltes dans les bonnes années s'élevaient alors à plus de 25,000,000 d'hectolitres de céréales.

Les chiffres officiels sont, en 1863 — 25,508,735 hectolitres.
1864 — 18,218,680 —
1865 — 11,411,927 —
1866 — 8,188,243 —
1867 — 4,851,491 —

2. Le relevé des décès constatés de juillet 1867 au 1er mai 1868 donne pour les indigènes les chiffres suivants :

| | A. | O. | C. | |
|---|---|---|---|---|
| Hospitalisés dans les asiles laïques. | 25,178 | 40,005 | 36,292 | = 101,475 |
| — — religieux. | 1,447 | 150 | 75 | = 1,672 |
| Décédés dans les asiles laïques. . . . | 1,998 | 7,153 | 5,204 | = 14,355 |
| — — religieux. . . | 380 | 12 | 9 | = 401 |
| — les hôpitaux. . . . . . . | 700 | 801 | 724 | = 2,225 |
| — les tribus. . . . . . . . | 20,164 | 53,748 | 37,919 | = 111,831 |

Soit 128,812 décès.

Dans la seule ville arabe de Biskra, l'auteur a relevé, sur une population de 3,800 indigènes, du 14 juillet au 17 août 1867, — 1,128 décès de cholériques. Dans cette même période de 34 jours succombaient 16 fonctionnaires ou colons, 10 officiers, 91 soldats, parmi les rares Français restés à Biskra.

Les indigènes perdirent cette année 1/3 de leurs chameaux, bœufs et chèvres, et 1/2 de leurs moutons.

semences, et, dans les provinces d'Alger et d'Oran, il réussit à faire faire aux populations des prêts d'argent par la Société générale algérienne et par le Crédit foncier; mais, pour des causes qu'il importe peu de rechercher ici, on ne put trouver les mêmes ressources financières dans la province de Constantine. On s'adressa alors au haut commerce, qui consentit à prêter aux chefs et notables pouvant donner des garanties sérieuses. Un de ces commerçants, M. Mesrine, ancien officier de bureau arabe, gendre et beau-frère des grands minotiers Lavie, Abadie et Cie, prêta ou fit prêter, par sa famille et ses associés, 350,000 francs ; il donna sa signature, sur des billets créés par le bachagha Moqrani, et les fit escompter par la Banque de l'Algérie et par la Société générale algérienne.

Avant de s'engager pour une pareille somme, Moqrani avait pris l'attache du maréchal de Mac-Mahon, alors gouverneur général, et celui-ci lui avait garanti que les sommes qui ne pourraient pas lui être remboursées par les emprunteurs indigènes le seraient, jusqu'à concurrence du capital, par des centimes spéciaux, ajoutés aux centimes additionnels à l'impôt arabe.

A cette époque, le bachagha était à nous, franchement et sans arrière-pensée. Fort de l'appui et de la bienveillance qu'il rencontrait en haut lieu, s'il regrettait encore le passé, il était, au moins, le premier à faire des concessions aux nécessités de notre administration coloniale ; c'est ainsi que, voyant l'opinion publique mettre les désastres de « l'année de la misère » sur le compte de l'administration militaire, et faire campagne pour l'extension du régime civil, il prit l'initiative de demander qu'on donnât un commissaire civil aux habitants de Bordj-bou-Arreridj. « Vous avez, sur ce point, une ville dont les habitants croient, bien à tort, que je veux peser sur leurs affaires ; je serai heureux de voir les indigènes qu'ils emploient placés en dehors de mon autorité et de ma responsabilité ; mes relations avec les Français n'en seront que meilleures. »

Ceci fut formulé, en 1869, à Constantine, sous forme de vœu, à la session du conseil général, dont Moqrani et Mohamed-Saïd-ben-Ali-Chérif faisaient partie.

Les vœux émis dans cette session par les conseillers indigènes, que dirigeaient ces deux grandes personnalités, sont à retenir, car ils montrent que les indigènes instruits et éclairés savent, lorsqu'ils y ont intérêt, faire les concessions nécessaires au temps et au milieu où ils vivent. Voici, en effet, quelques-uns de ces vœux, qui ont un caractère bien marqué d'intérêt général et de libéralisme :

1° Faire terminer le plus tôt possible la constitution de la propriété individuelle. (Moqrani.)

2° Construction de barrages dans l'Oued-Sahel. (Ben-Ali-Chérif.)

3° Route de Sétif à Akbou-Bougie, par le Bousellem [1]. (Tous.)

4° Suppression des cadis en Kabylie. (Ben-Ali-Chérif.)

5° Élection des conseillers généraux indigènes. (Tous.)

6° Substitution d'écoles arabes-françaises aux écoles arabes dans les tribus.

---

1. Ce serait la vraie route pratique et commerciale. Celle du chabet est celle des ingénieurs et des touristes; celles des crêtes et des caravansérails sont des chemins stratégiques.

Ces vœux furent formulés dans la plénitude de l'initiative des conseillers indigènes; personne ne leur avait fait la leçon, et le général de division ne fut pas peu surpris en apprenant ces propositions.

Le gouvernement ne voulut pas aller si vite ni si loin, car la réalisation de ces vœux eût entraîné de grosses dépenses, et, en ce temps-là, il était déjà difficile d'obtenir de l'argent de la métropole pour des dépenses purement algériennes.

A cette époque tout marchait aussi bien que possible en pays indigène et dans la Medjana[1] en particulier. On avait changé le commandant supérieur du cercle, le commandant Payen[2], qui, malgré toute son habileté et tout son bon vouloir, n'avait réussi qu'à s'user et à se faire mal venir de ses chefs et du bachagha. Il fut remplacé par le commandant Maréchal[3], homme distingué et sympathique, qui fut tout de suite au mieux avec le bachagha, lequel avait déjà des relations excellentes avec son chef de bureau arabe, le lieutenant Olivier.

Ce fut alors que survint l'enquête agricole faite par le comte Lehon, enquête qui, dès son ouverture, avait dévié de son but pour entrer dans le domaine de la politique, et qui eut pour premier effet l'élaboration d'un projet de constitution pour l'Algérie.

Ce projet, présenté par le sénateur Béhic, malgré quelques imperfections, réalisait, en beaucoup de points, de réels progrès. Il n'y fut donné aucune suite, car, le 7 mars 1870, le comte Lehon développait à la Chambre une interpellation dans laquelle il réclamait, pour l'Algérie, non une constitution spéciale, mais le droit commun pur et simple. Une discussion qui dura plusieurs séances, et qui embrassa tout le système administratif de l'Algérie, se termina, le 9 mars 1870, par l'ordre du jour suivant, adopté à l'unanimité :

« Le Corps législatif, après avoir entendu les déclarations du gouvernement sur les modifications qu'il se propose d'apporter au régime administratif auquel l'Algérie est soumise, et considérant que, dans l'état actuel des choses en Algérie, le régime civil paraît concilier les intérêts des Européens et des indigènes, passe à l'ordre du jour. »

Cet ordre du jour entraîna la démission du gouverneur général, maréchal de Mac-Mahon, et un découragement général s'empara, encore une fois, de tous les représentants des grandes familles indigènes.

Le bachagha Moqrani donna également sa démission ; il la donna par découragement autant que par orgueil, mais sans récrimination aucune, et, pour montrer qu'il entendait rester un sujet fidèle de la France, il déclara, dans sa lettre d'envoi, que son intention était de venir vivre aux portes d'Alger, dans la villa qu'il avait achetée à Ben-Aknoun en 1866.

---

1. Un arrêté du 8 novembre 1868 avait érigé le centre de Bordj-bou-Arreridj en une commune mixte militaire, comprenant : Superficie : 5,125 hectares 99 ares. Population : 212 Français, 82 étrangers, 148 juifs, 974 musulmans, soit, en 1868, 1,416 habitants.

2. Le commandant Payen a publié dans la *Revue archéologique de Constantine* divers articles d'archéologie et de géographie historique d'une réelle valeur.

3. Ce fut lui qui, après avoir fait la guerre contre la Prusse, revint comme lieutenant-colonel commander et défendre Fort-National. Voir livre II, chap. VI, et livre III, chap. V.

Le maréchal, qui avait dû rester à son poste en raison des circonstances politiques de la métropole, fit comprendre au bachagha que la nouvelle organisation ne pourrait être mise en pratique que dans quelque temps, et que la meilleure preuve de dévouement qu'il pût donner à la France était de continuer à lui prêter son concours jusqu'au jour où le nouvel ordre de choses serait établi ; le bachagha ne retira pas sa démission, mais il promit de rester en fonction tant qu'il n'aurait à obéir qu'à des chefs militaires.

# APPENDICE A L'INTRODUCTION

## EXTRAIT DE L'ARBRE GÉNÉALOGIQUE DES MOQRANI

L'émir Abderrahmane, de la Qalaa des Beni-Hammad, mort vers 1500.

Ahmed, 1er sultan de la Qalaa des Beni-Abbès, mort vers 1510.

Sultan Abdelaziz
M. 1559.

Sultan Ahmed AMOQRANE
M. 1596.

El Fadel
M. 1550.

Sultan Sidi Naceur el Moqrani
M. 1600.

Betka el Moqrani
M. 1680.
1er chikh de la Medjana.

*Mohammed Amoqrane*
Ancêtre des Amoqrane des
Beni-Siar.

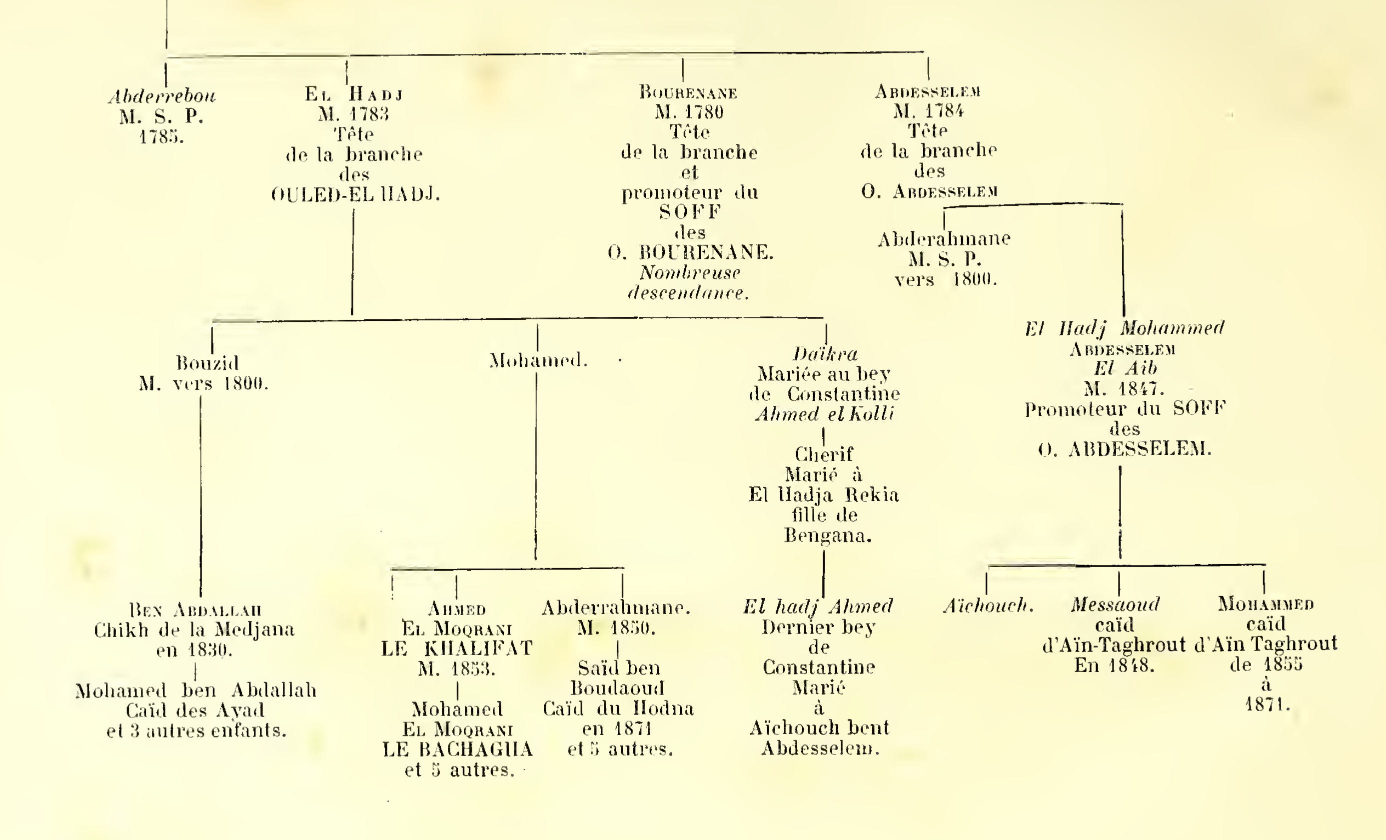
*Bou Temzine Amoqrane*
Ancêtre éponyme des Temaznia
de la tribu
des Bordjia de Cacherou.

Chikh Bouzid el Moqrani
M. 1734.

*Abdallah*
Éponyme de la tribu
des
Ouled-Abdallah
d'Aumale.

*Aziz.*

*Mohammed el* Gandouz el Moqrani
Tête de la branche
et promoteur du
SOFF
DES OULED-GANDOUZ
*Nombreuse descendance.*


Abderrebou
M. S. P.
1785.
El Hadj
M. 1783
Tête
de la branche
des
OULED-EL HADJ.
Bourenane
M. 1780
Tête
de la branche
et
promoteur du
SOFF
des
O. BOURENANE.
Nombreuse
descendance.
Abdesselem
M. 1784
Tête
de la branche
des
O. Abdesselem
Abderahmane
M. S. P.
vers 1800.
Bouzid
M. vers 1800.
Mohamed.
Daïkra
Mariée au bey
de Constantine
Ahmed el Kolli
Cherif
Marié à
El Hadja Rekia
fille de
Bengana.
El Hadj Mohammed
Abdesselem
El Aïb
M. 1847.
Promoteur du SOFF
des
O. ABDESSELEM.
Ben Abdallah
Chikh de la Medjana
en 1830.
Mohamed ben Abdallah
Caïd des Ayad
et 3 autres enfants.
Ahmed
El Moqrani
LE KHALIFAT
M. 1853.
Mohamed
El Moqrani
LE BACHAGHA
et 5 autres.
Abderrahmane.
M. 1850.
Saïd ben
Boudaoud
Caïd du Hodna
en 1871
et 5 autres.
El hadj Ahmed
Dernier bey
de
Constantine
Marié
à
Aïchouch bent
Abdesselem.
Aïchouch.
Messaoud
caïd
d'Aïn-Taghrout
En 1848.
Mohammed
caïd
d'Aïn Taghrout
de 1855
à
1871.

# TABLEAU CHRONOLOGIQUE

### DES PRINCIPAUX FAITS

## DE L'INSURRECTION DE MOQRANI

Le chiffre romain indique le livre, et le chiffre arabe le chapitre.

Le signe * indique un combat, un fait de guerre où l'action française a été engagée, soit par la présence de soldats ou officiers, soit par celle de caïds ou de chefs indigènes, agissant comme agents de la France.

## 1870

JUILLET. 14. — Embarquement et départ des troupes de l'armée d'Afrique. I. 1.
JUILLET. — Adresse des chefs indigènes à l'Empereur. I. 1.

AOUT. 11. — Proclamation du général Durrieu. I. 1.

SEPTEMBRE. 4. — Proclamation de la République. I. 1.

OCTOBRE. 24. — Les trois décrets sur la naturalisation des juifs, l'organisation politique et l'institution du jury. I. 1.
— 26. — Départ du général Durrieu. I. 1.
OCTOBRE. — Troubles à Alger. I. 1.
— Menées des espions prussiens. I. 1.

NOVEMBRE. 21. — Mahieddine-ben-el-hadj-Abd-el-Kader quitte Tunis pour aller à Nefta, par Malte et Tripoli. I. 1.
NOVEMBRE. — Désordres à Alger et à Constantine. I. 1.
— Les chertya, ou *conventions* indigènes. I. 1.
— Les officiers capitulés. I. 1.
— Impression produite sur les indigènes par les décrets du 24 octobre. I. 1.
— Premiers bruits d'invasion par Nefta. I. 1.
— Adresse apocryphe des musulmans algériens au roi de Prusse. I. 1.
— Protestation de nos sujets contre ce factum. I. 1.

DÉCEMBRE. 7. — Arrivée à Bordj-bou-Arreridj d'un commissaire civil. I. 2.
— 15. — Imminence d'une lutte à main armée entre les soffs des Ouled-Moqrane. I. 2.
— 17. — Le général Augeraud réconcilie les Ouled-Moqrane. I. 2.
— 24. — Décret contre les officiers des bureaux arabes. I. 2.
DÉCEMBRE (fin). — Préparatifs et lettres de Mahieddine. I. 2.

## 1871

JANVIER. 1. — Décret sur l'organisation politique de l'Algérie. I. 2.
— 1 et 2. — Préliminaires de l'entrevue d'Akbou. I. 2.
— 5. — Le bachagha Moqrani arrive à Akbou. I. 2.
— 8. — Entrevue de Seddouq. I. 2.
— 9 et 10. — Entrevue d'Akbou. I. 2.
— 13. — L'émir Abd-el-Kader désavoue son fils Mahieddine. I. 2.
— 14. — Déclaration de Me Crémieux aux indigènes. I. 2.
— 18. — Mobilisation des spahis. I. 3.
— 20. — Refus d'obéissance des spahis de Bou-Hadjar, le Tarf, Aïn-Guettar. I. 3.
— 23. — Incident et mutinerie des spahis de Moudjebeur. I. 3.
— 23 et 24. — Révolte et désertion des spahis d'Aïn-Guettar. I. 3.
— 24. — Ahmed-Salah-ben-Resqui et Keblouti prêchent l'insurrection à Enchir-Moussa. I. 3.
— 26. — Pillages et assassinats dans la banlieue de Souq-Ahras. I. 3.
— 26. — Départ des premières troupes de Bône pour Souq-Ahras. I. 3.
— 26. — * Première attaque de Souq-Ahras par les révoltés. I. 3.
— 27. — Départ du général Pouget avec le reste des troupes de Bône. I. 3.
— 27. — * Deuxième engagement à Souq-Ahras. I. 3.
— 28. — * Troisième combat à Souq-Ahras. I. 3.
— 29. — * Reconnaissance et escarmouches à la Verdure. I. 3.
— 30. — * Combat d'Aïn-Sennour. I. 3.

FÉVRIER. 3. — Entrevue du colonel Bonvalet et de Moqrani à Bordj-bou-Arreridj. I. 3.
FÉVRIER. — Visite de Ben-Ali-Chérif à Chikh-el-Haddad. I. 3.
— 7. — Arrivée à Constantine d'un général administrateur. I. 3.
— 13. — Complot des Ouled-Aïdoun. I. 3.
— 14. — * Attaque d'El-Milia. I. 3.
— 15, 16, 17. — * Continuation des coups de feu sur le bordj d'El-Milia. I. 3.
— 18. — Réunion des saga de Collo à Aïn-Kechera. I. 3.
— 18. — Assassinat de quatre ouvriers des chantiers des Bibane. I. 4.
— 20. — Départ des troupes de Constantine pour El-Milia. I. 3.
— 21. — Télégramme d'Aumale, affirmant que Moqrani est en insurrection. I. 4.
— 22. — * Affaire d'Elma-el-Abiod. I. 3.
— 24. — * Combat de Kef-el-Ghorab. I. 3.
— 25. — * Engagements et razzia aux Beni-Caïd (el Akbia). I. 3.
— 25. — * Prise du village de Serroudj-di-el-Achech (cercle de Collo). I. 3.
— 25. — Évacuation des chantiers des Bibane. I. 4.
— 25. — Entrevue de Boudjelil entre les bachaghas Moqrani et Ben-Ali-Chérif. I. 4.
— 25. — Évacuation de Msila. I. 4.
— 25. — Nomination du chef d'escadrons du Cheyron au commandement de la place de Bordj-bou-Arreridj. I. 4.

FÉVRIER. 26. — * Engagements à Kef-Zerzour et à Naïma (El-Milia). I. 3.
— 27. — * Combats d'arrière-garde de Kef-Zerzour à El-Milia. I. 3.
— 27. — Destruction des villages des Ouled-Amiour aux Ouled-Aïdoun (El-Milia). I. 3.
— 27. — * Le bachagha Moqrani envoie sa démission. I. 4.
— 28. — Entrevue du capitaine Duval et du bachagha. I. 4.
— 28. — Incendie du caravansérail d'Es-Senaur (Oued-Sahel). I. 6.
FÉVRIER (fin). — Mahieddine reçoit la soumission des gens des oasis de Ferkane et de Négrine. I. 3.

MARS. 3. — Réponse du général Lallemand à la démission du bachagha Moqrani. I. 4.
4. — Entrevue des capitaines Olivier et Duval avec le bachagha. I. 4.
— 5. Les Ouled-Khalifa enlèvent à Cheria les troupeaux d'un colon de Tebessa. I. 3.
— 5. — Le chérif Bouchoucha entre à Ngouca. I. 3.
6. — Bouchoucha occupe Ouargla. I. 3.
— 7. — Coups de feu à Refana sur le commandant supérieur: pillage de la banlieue de Tebessa. I. 3.
— 8. — Tebessa cerné par les rebelles. I. 3.
— 8. — Émeute provoquée au village de Moureqa (Aïdouça du Belezma) par Sliman-ben-Drouhaï. II. 10.
— 9. — Entrée de Mahieddine à Négrine. I. 3.
9. — Nouvelle démission de Moqrani. I. 4.
— 10. — * Combat et razzia de Gour-Bekrat. I. 3.
vers le 10. — Démarche du chikh Bouakkaz-ben-Achour à Constantine. I. 4.
— 12 au 13 (nuit). — * Razzia des Ouled-Ziad, Laghouat-El-Ksel et autres contingents des Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga contre les troupeaux des Arbaouat campés à l'oued Goulita, Sud-Oranais (pour mémoire).
— 13. — * Contre-razzia sur les Ouled-Ziad et consorts par le caïd Mohammed-ben-Miloud (pour mémoire).
— 14. — Réponse du général administrateur Rustant à la démission du bachagha. I. 4.
— 14. — Conseil tenu à la Medjana par les Moqrani. I. 4.
— 14. — Lettres du bachagha annonçant qu'il va nous combattre. I. 4.
— 15. — Destruction de la conduite d'eau de Bordj-bou-Arreridj ; préparatifs d'attaque. I. 5.
— 16. — * Attaque et prise de la ville de Bordj-bou-Arreridj par le bachagha. I. 5.
— 16. — * Attaque du caravansérail de l'Oued-Okhis. I. 6.
— 17. — * Organisation de la défense et combat à Bordj-bou-Arreridj. I. 5.
— 17. — Lettres de Moqrani au bachagha du Titteri et au caïd des caïds des Ouled-Moktar-Cheraga. I. 7.
— 18. — * Entrevue du capitaine Olivier avec le bachagha: attaque générale de Bordj-bou-Arreridj. I. 5.
— 18. — * Combat aux Beni-Intacène. I. 6.
— 18. — Adresse des Bengana au gouvernement. I. 7.
— 18. — Adresse de Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf. I. 7.
— 18. — Ben-Ali-Chérif arrive à Alger. II, 3.
— 19. — * Razzia de Boumezrag sur la zmala du caïd des Ouled-Messellem. I. 6.
— 19. — Incendie du bordj de Tala-Rana, chez les Mechedalla. I. 6.
20. — * Combat d'Es-Seroudj (dit aussi de Teniet-bou-Besla). I. 6.
— 22. — * Deuxième attaque du caravansérail de l'Oued-Okhris. I. 6.

MARS. 23. — Lettre de Boumezrag aux musulmans, défenseurs de ce caravansérail. I. 6.
— 24. — Évacuation de ce caravansérail. I. 6.
— 25. — Insuccès des mineurs au siège de Bordj-bou-Arreridj. I. 5.
— 25. — * Engagements des goums des Haracta, près Halloufa. I. 7.
— 26. — La colonne Bonvalet débloque le fort de Bordj-bou-Arreridj. I. 5.
— 26. — * Combat d'Hamaïdja et entrée de la colonne Pouget à Tebessa. I. 7.
26. — Incendie du caravansérail de l'Oued-Okhris. I. 6.
— 26. — Concentration des rebelles au camp du Djebel-Meghrenine. I. 6.
— 27. — Prière publique faite à Seddouq, par Aziz, pour l'extermination des Français. II. 1.
— 27. — * Reconnaissance de cavalerie vers la Medjana. I. 5.
— 27. — Évacuation sur Sétif des colons de Bordj-bou-Arreridj. I. 5.
— 27. — Lettres de Saïd-ben-Boudaoud et des Ouled-Madi de l'Oued-Chellal au caïd des Ouled-Moktar-Cheraga. I. 7.
— 28. — * Combat à Zaouïtaïa (Bouehoucha et Ali-Bey). I. 7.
— 30. — Ouverture d'un marché franc à Seddouq. II. 1.
— 30. — Évacuation d'El-Outaïa ; attaque contre la zmala du caïd Ben-Henni. II. 10.
— 31. — Lettres de Boumezrag au caïd Mansour et à l'agha Bouzid. I. 6.
MARS (fin). — Négociations de Moqrani avec Aziz et Chikh-el-Haddad. II. 1.
MARS (fin). — Razzias au sud de Tebessa (colonne Pouget). I. 7.

AVRIL. 2. — Arrivée du général Saussier à Bordj-bou-Arreridj ; organisation de sa colonne. I. 5.
— 3. — Départ de Batna de la colonne Adeler allant à Biskra. II. 10.
— 4. — Visite de Ben-Ali-Chérif au commandant de Tizi-Ouzou et à Ali-Ou-Kaci. II. 7.
— 4. — Mort de El-hadj-Ahmed-Yattarène. II. 6.
— 5. — * Tentative contre le caravansérail d'Es-Senam par Boumezrag, campé aux Beni-Yala. I. 6.
— 6. — * Nouvelle tentative contre le caravansérail d'Es-Senam. I. 6.
— 6. — * Reconnaissance du caïd El-Isseri sur Bouira. I. 6.
— 6. — * Sortie contre les Ouled-Khelouf (premier combat de la colonne Saussier). I. 5.
— 6. — Arrivée à Seddouq de parents et d'émissaires de Moqrani. II. 1.
— 6. — Retour de Ben-Ali-Chérif à Akbou. II. 3.
— 6. — Rixe entre Farfar et Lichana. II. 10.
— 7. — * Petits postes de rebelles surpris près Bouira. I. 6.
— 7. — * Attaque du bordj de Beni-Mansour ; début du blocus. I. 6.
— 7. — Reconnaissance sur Bouira. I. 6.
— 8. — PROCLAMATION DU DJEHAD A SEDDOUQ. II. 1.
— 8. — * Prise du château de la Medjana. I. 5.
— 8. — Si-El-hadj-Bouzid-el-Moqrani aux Illoula. II. 3.
— 10. — Le moqaddem Mohammed-ou-Ali-ou-Qadi à Ben-Hinnoun prêche le djehad. II. 7.
— 10. — * Combat de l'Oued-Zayane et razzia dans l'Oued Dehous. I. 6.
— 10. — Rupture des communications télégraphiques entre Bougie et Alger. II. 1.
— 10. — Le bordj d'Akbou surveillé par les Khouan. II. 3.
— 10. — Lettre de Chikh-el-Haddad à Ben-Ali-Chérif. II. 3.
— 10. — Lettre de Ben-Ali-Chérif au général Lallemand. II. 3.
— 10. — * Prise de Sounaf et combat du Ras-Bougatou (Medjana). I. 5.
— 11. — Conciliabule d'Alma-Dinar (Dra-el-Mizane). II. 5.
— 11. — Si Mahmed-ben-Chikh el-Haddad proclame le djehad aux Aït-Idjeur. II. 6.

AVRIL. 11. — La colonne Cérez quitte Alger. II. 11.
— 12. — * Combat de Seguiet-er-Raha (Medjana). I. 5.
— 12. — * Le commandant Reilhac à El-Kseur, et Aziz à Drat-Takaat. II. 3.
— 12. — Arrivée à Aïn-Boucif de la colonne Muel. II. 4.
— 12. — Pillage de la maison cantonnière de Tizi-Djemaa (Fort-National). II. 6.
— 13. — Assassinat de trois charretiers sur la route de Bordj-bou-Arreridj. II. 1.
— 13. — Le bachagha quitte la Medjana. II. 2.
— 13. — Ultimatum envoyé par Aziz à Ben-Ali-Chérif et à Chérif-Amziane d'Imoula. II. 3.
— 13. — Incident à Tizi-Ouzou, à propos de l'ordre d'arrestation d'un émissaire. II. 7.
— 13. — Inquiétudes à Palestro; entrevue du lieutenant Desnoyer avec les chefs indigènes. II. 9.
— 14. — Le général Lapasset prend le commandement de la colonne à El-Kseur. II. 3.
— 14. — Grande revue passée par Aziz à Dra-Takaat (Dra-Belouzir). II. 3.
— 14. — Évacuation des chantiers du Chabet-el-Akha et des Aït-Smaïl. II. 3.
— 14. — Arrivée à Fort-National du lieutenant-colonel Maréchal. II. 3.
— 14. — Tentative d'arrestation d'Ali-Oukaci à Mekla ; sa défection. II. 7.
— 15. — * Prise d'Oum-er-Rissane (colonne Saussier). II. 2.
— 15. — * Attaque et pillage du bordj de Chérif-Amziane à Imoula par les contingents d'Aziz. II. 3.
— 15. — Précautions prises à l'Alma. II. 4.
— 15. — Défection des contingents de Fort-National, convoqués à Aguemoun-Izem par le chef du bureau arabe. II. 6.
— 15. — * Combat de Tazazerit (Tizi-Ouzou). II. 7.
— 15. — Arrivée du commandant Letellier à Tizi Ouzou. II. 7.
— 16. — * Combat au pied d'Oum-er-Rissane. II. 2.
— 16. — * Défense de la ferme Regnier à Guellal. II. 2.
— 16. — Pillages et incendies à Sidi-Aïch. II. 3.
— 16. — Nouvel ultimatum envoyé à Ben-Ali-Chérif. II. 3.
— 16. — Nefra sur le marché de Boghni. II. 5.
— 16. — * Engagement d'Aguemoun-Izem. II. 6.
— 16. — Mise en état de défense du Fort-National et de l'école des Arts et Métiers. II. 6.
— 16. — Évacuation du village français de Tizi-Ouzou. II. 7.
— 17. — * Combat de Magoura dans le Sud-Oranais. (Commandant Marchand contre les Ouled-Sidi-Chikh (pour mémoire). II. 2.
— 17. — * Escarmouche de cavalerie près Oum-er-Rissane. II. 2.
— 17. — Défection de Ben-Abdesselem-el-Moqrani et de Ben-Gandouz-el-Moqrani. II. 2.
— 17. — Rentrée à Aïn-Taghrout du convoi destiné à Bordj bou Arreridj. II. 2.
— 17. — Pillages à Roumila: Aziz chez les Beni-Djellil. II. 3.
— 17. — Feux dans les montagnes autour de la Mitidja. II. 4.
— 17. — * Attaque de Fort-National; incendie des bâtiments abandonnés de l'école des Arts et Métiers. II. 6.
— 17. — Défilé des insurgés sous Tizi-Ouzou; occupation du camp de Sebt-el-Kedim. II. 7.
— 17. — Nefra à Rebeval; évacuation partielle du village. II. 8.
— 17. — Évacuation partielle de Ben-Nechoud. II. 8.
— 17. — Attaque et pillage de la ferme Joannès et des exploitations isolées de la région de Dellis. II. 8.
— 18. — Évacuation du caravansérail d'Aïn-Taghrout et abandon du convoi. II. 2.

Avril. 18. — La colonne Saussier quitte le camp d'Oum-er-Rissane et va à Bordj-bou-Arreridj. II. 2.
— 18. — Incendie de l'Azib-Oukatri. II. 3.
— 18. — * Escarmouches au moulin Lambert, aux Fennaya. II. 3.
— 18. — Destruction du caravansérail de l'Oued-Amizour. II. 3.
— 18-19. — Retraite du général Lapasset sur Tizi. II. 3.
— 18. — Dévastations et pillages des Isser au col des Beni-Aïcha. II. 4.
— 18. — Destruction du village de Bordj-Menaïel; captivité des colons. II. 4.
— 18. — Les Européens se réfugient au caravansérail d'Azib-Zamoun. II. 4.
— 18. — Occupation militaire des villages de l'Alma, Fondouq et l'Arba. II. 4.
— 18. — * Attaque et destruction de l'école des Arts et Métiers. II. 6.
— 18. — * Les rebelles s'emparent de vive force du village français de Tizi-Ouzou. II. 7.
— 18. — * Défense de l'école de Rebeval. II. 8.
— 18. — Évacuation de Ben-Nechoud; pillage du village. II. 8.
— 18. — Investissement de Dellis par les rebelles. II. 8.
— 18. — * Combat de Teniet-Daoud (colonne Cérez). II. 11.
— 19. — Évacuation du col des Beni-Aïcha, de Saint-Pierre et Saint-Paul. II. 4.
— 19. — * Reconnaissance des goums fidèles au Corso. II. 4.
— 19. — Pillage et destruction de l'usine à huile de Boghni. II. 5.
— 19. — Réunion au marché des Aït-Khalfoun; l'attaque de Palestro est décidée. II. 9.
— 19. — Premiers groupements des bandes armées dans le Belezma. II. 10.
— 19. — Enlèvement des silos des Ouled-Msellem insurgés (colonne Cérez). II. 11.
— 20. — * La colonne Saussier quitte Bordj-bou-Arreridj; combat de Ras-el-Oued. II. 2.
— 20. — Nouvelle lettre de Moqrani aux Illoula, pour désavouer Ben-Ali-Chérif. II. 3.
— 20. — * Attaque des avant-postes de l'Alma par les rebelles. II. 4.
— 20. — * Attaque et destruction du village de Dra-el-Mizane; commencement du blocus du bordj. II. 5.
— 20. — * Sortie heureuse de la garnison de Tizi-Ouzou. II. 7.
— 20. — Adresse apocryphe rédigée à Alger au nom des insurgés. II. 4.
— 20. — Premières hostilités à Palestro et autour du village; pillage, incendie et blocus. II. 9.
— 20. — La colonne Cérez au Djebel-Affroun; soumissions et pourparlers. II. 11.
— 21. — * Combat de Ras-el-Oued (colonne Saussier). II. 2.
— 21. — * Les deux combats de l'Oued-Ghir (colonne Lapasset). II. 3.
— 21. — * Deuxième attaque sur l'Alma. II. 4.
— 21. — Départ de Maison-Carrée de la colonne d'avant-garde (colonne Fourchault). II. 4.
— 21. — * Attaque et prise du presbytère de Palestro. II. 9.
— 21. — Démarche du chikh et des Kebar des Ouled-Chelieh (de Batna). II. 10.
— 21. — Massacre de dix-sept Européens à la scierie Sallerin (Batna). II. 10.
— 21. — * Prise et destruction du village de Souma (colonne Cérez). II. 11.
— 22. — Le général Lapasset rentre à Bougie et commence l'embarquement de ses troupes. II. 3.
— 22. — * Combat de Sidi-Bouramou à l'Alma. II. 4.
— 22. — Arrivée du *Jura* à Dellis. II. 8.
— 22. — * Attaque de la gendarmerie à Palestro; massacre de trente et un colons; captivité de quarante autres. II. 9.
— 22. — * Pillage et massacres du Ravin-bleu; engagement de la milice de Batna. II. 10.

Avril. 22. — * Petit combat de Sidi-ben-Daoud; destruction d'un bordj de Bou-mezrag. II. 11.
— 23. — * Combat et razzia du Megris (colonne Saussier). II. 2.
— 23. — * Pillage du village de l'Oued-Deheb. II. 2.
— 23. — Le colonel Fourchault part de l'Alma pour Palestro. II. 4.
— 23. — * Le *Limier* bombarde El-Assoua (près Dellis). II. 8.
— 23. — * Attaque de Dellis par le rivage. II. 8.
— 23. — Mission de l'interprète Guérin. II. 8.
— 23. — Arrivée des captifs de Palestro chez Saïd-ou-Ali des Aït-Khalfoun. II. 9.
— 23. — Pillage et destruction des villages de Fesdis et El-Mader. II. 10.
— 23. — * Affaire des goums des Achech et des Ouled-Ziane, protégeant la plaine de Lambesse. II. 10.
— 23. — Reconnaissance sur la route de Constantine; organisation de la défense de Batna. II. 10.
— 24. — La colonne Lapasset part de Bougie pour Alger (par mer). II. 3.
— 24. — Ben-Ali-Chérif part d'Akbou et arrive à Tizi-Ouzou. II. 3 et 7.
— 24. — Organisation par les rebelles des trois camps de Bouchama, Tizi, Tiriahane. II. 3.
— 24. — * Reconnaissance offensive sur l'Oued-Safsaf et petit engagement (Mitidja). II. 4.
— 24. — Le colonel Fourchault à Palestro; inhumation des victimes. II. 9.
— 25. — La colonne Saussier à Chabet-Cherfa; ravitaillement de Takitount. II. 2.
— 25. — * Attaque des lignes des forts Lemercier et Clauzel, à Bougie. II. 3.
— 25. — * Combat de la colonne Fourchault de Palestro au Foudouq et chez les Bouderbala. II. 9.
— 25. — Arrestation du caïd Mohammed-bel-Qadi à Batna. II. 10.
— 25. — La colonne Cérez vient se ravitailler à Aumale. II. 11.
— 26. — * Nouvelle attaque du camp de l'Alma et sortie des zouaves. II. 4.
— 26. — Envoi de parlementaires aux assiégés de Fort-National; conseil tenu par les Qbaïls. II. 6.
— 26. — * Combat du Ravin-des-mines, ou de la Fontaine-romaine (Batna). II. 10.
— 26. — * Rentrée de la colonne Adeler à Batna. II. 10.
— 27. — Mise en batterie contre Dra-el-Mizane des vieux canons de Boghni. II. 5.
— 27. — La colonne Cérez à Bouïra. II. 11.
— 27. — Le bachagha razze les Ouled-Salem. II. 11.
— 28. — Destruction des bordjs d'Alma-ou-Aklane et d'Aïn-Rouah par Aziz. II. 2.
— 28. — * Échec de nos goums à Tala-Ouriane (Bougie).
— 28. — * Escarmouches sous Dellis. II. 8.
— 28. — * Engagement d'El-Mader (Batna). II. 10.
— 28. — * Combat de Tekouka ou de l'Oued-Bezzit. II. 11.
— 29. — Adresse des citadins de Constantine au gouverneur. II. 2.
— 29. — * Sortie des zouaves au camp de l'Alma. II. 4.
— 29. — * Attaque d'une corvée sous les remparts de Dellis. II. 8.
— 29. — Jonction des colonnes Marié et Adeler. II. 10.
— 30. — * Combat du Djebel-Tafat et prise du village d'El-Aïoun. II. 2.
— 30. — * Deuxième échec de nos goums à Tala-Ouriane. II. 3.
— 30. — * Reconnaissance et razzia dans le Djebel-Bouarif. II. 10.
— 30. — * Attaque de la zmala du caïd Ben-Henni à El-Outaïa. III. 8.
— 30. — Mutinerie et refus de prestation sur le marché des Beni-Menaceur (Cherchell). IV. 1.

MAI. 1. — La colonne Lallemand part d'Alger. II. 4.
— 1. — Exécution par les rebelles de deux émissaires sortis de Fort-National. II. 6.
— 1. — * Opérations, razzia et soumissions dans le Bouarif de Batna. II. 10.
— 1. — * Combat chez les Ouled-Sidi-Salem (colonel Trumelet, colonne Cérez). II. 11.
— 1. — Combat de l'Oued-Djemaa (colonel Goursaud, colonne Cérez). II. 11.
— 2. — Les insurgés mettent en batterie un canon à Imaïnserène (Fort-National). II. 6.
— 2. — * Attaque de Bordj-Bouïra et destruction des villages de Boucherine par le bachagha. II. 11.
— 3. — * Combat du Boudouaou (colonne Lallemand). II. 4.
— 2. — * Combat du Djebel-Bouarif (Batna). II. 10.
— 3. — Destruction du bordj du Caïd des Senadja et des villages voisins (colonne Cérez). II. 11.
— 4 au 8. — Ravitaillement du fort de Bou-Arreridj. II. 2.
— 4. — Massacre d'Aïn-Yagoute. II. 10.
— 3. — * Attaque de nuit du camp de l'Oued-Soufflat. II. 11.
— 4. — Insuccès d'Aziz au Babor.
— 5. — La colonne Lallemand entre en opération et campe à Markout. II. 4.
— 5. — * Combat de l'Oued-Soufflat. II. 11.
— 5. — MORT DE MOQRANI. II. 11.
— 5. — Boumezrag succède au bachagha comme chef des rebelles. III. 1.
— 5. — Précautions prises pour cacher la mort du bachagha. III. 1.
— 5. — * Combat et razzia d'Aziz aux Ouled-Adouane, Zerroug-ben-Illès blessé. III. 3.
— 6. — Soumission des Khachna à Aïn-Soltane. III. 1.
— 6. — * Sortie et combat à bordj Beni-Mansour. III. 2.
— 6. — * Combat de goums à El-Ouricia. III. 3.
— 6. — Complot contre le caïd El-Habouchi à la koubba de Si-Ahmed-ben-Youcef (Cherchell). IV. 1
— 6. — Panique à Novi. IV. 1.
— 7. — Ali-Oukaci et Ben-Ali-Chérif apprennent la mort du bachagha. II. 8.
— 7. — * Combat de Kasrou (Batna). II. 10.
— 7. — Soumission des Zouatna; incendie des villages des Ammal. III. 1.
— 7. — * Razzia et attaque d'Aziz à la zmala d'Aïn-Abessa. III. 3.
— 7. — Ingérence du conseil municipal de Cherchell dans les affaires des Beni-Menaceur. IV. 1.
— 8. — La colonne Marié rentre à Batna par le Ravin-bleu. II. 10.
— 8. — La colonne Lallemand au col des Beni-Aïcha. III. 1.
— 8. — La colonne Cérez sur le Haut-Isser, chez les Cherfa-Guebala. III. 2.
— 8. — La colonne Saussier revient à Aïn-Messaoud. III. 3.
— 8. — * Combat sous Bougie par la garnison et la compagnie de débarquement de la *Jeanne d'Arc*. III. 4.
— 8. — Les Qbails commencent des galeries de mines à Fort-National. III. 5.
— 8. — Les rebelles du Belezma se concentrent sur la Mestaoua. III. 6.
— 8. — * Attaque et pillage de la ville de Guemar par Bouchoucha. III. 8.
— 8. — Démission d'El-Habouchi; intérim confié à Malek-el-Berkani. IV. 1.
— 9. — * La colonne Lallemand attaquée au col des Beni-Aïcha par les insurgés. III. 1.
— 9. — Les familles des défenseurs indigènes du bordj de Beni-Mansour rentrent chez elles. III. 2.
— 10. — Arrivée de la colonne Lallemand à Azib-Zamoun; délivrance des colons. III. 1.
— 10. — Ben-Ali-Chérif quitte Ali-Oukaci et rentre à Chellala. III. 1.

Mai. 10. — * Combat de Saïdat (Hodnâ de Bouçada). III. 2.
— 10. — * Combat du Djebel-Baouch (colonne Saussier). III. 3.
— 10. — * Combat d'Aïn-Kahala (Sétif). III. 3.
— 10. — * Défense de l'égout principal à Fort-National. III. 5.
— 11. — * Débloquement de Tizi-Ouzou ; combat au Belloua et à Timezit chez les Asnaoua. III. 1.
— 11. — Délibération du conseil municipal de Dellis. III. 1.
— 11. — Boumezrag devant le bordj de Beni-Mansour. III. 2.
— 12. — * Combat d'El-Guern (colonne Saussier). III. 3.
— 12. — * Sortie du makhzène et des mobiles de la Côte-d'Or à Fort-National. III. 5.
— 13. — * Reconnaissance offensive et incendie des villages Ouled-Madjoub et Benamara (Dellis). III. 1.
— 13. — Les survivants du sac de Palestro sont remis à la colonne Cérez. III. 2.
— 13. — Takitount débloqué ; pourparlers avec les Armoucha. III. 3.
— 13. — * Combat du bois des cavaliers, sous Bougie. III. 4.
— 13. — Bouchoucha arrive en vue de Tougourt ; défection des Tougourtins. III. 8.
— 14. — * Destruction des villages de Bouarchas et Ouled-Kheddach aux Beni-Tour (Dellis). III. 1.
— 14. — La colonne Muel quitte Aïn-Boucif et marche vers Sidi-Aïssa. III. 2.
— 14. — * Combat de l'Oued-Berd (colonne Saussier) aux Amoucha. III. 3.
— 14. — Lettre d'Aziz aux chefs français. III. 4.
— 14. — * Combat de l'Oued-Chaba (colonne Marié). III. 7.
— 14. — Entrée de Bouchoucha à Tougourt. III. 8.
— 14. — * Attaque de la Kasba de Tougourt. III. 8.
— 15. — La colonne Lallemand quitte Tizi-Ouzou. III. 1.
— 15. — * Combat d'Azrou-Naït-Sabeur (Dellis). III. 1.
— 15. — * Sortie et affaire de la grand'garde au camp de Takitount (colonne Saussier). III. 3.
— 15. — * Dernier combat et massacre des tirailleurs, sous Tougourt. III. 8.
— 15. — * Vains efforts du makhzène et des Daouaouida pour défendre la Kasba. III. 8.
— 16. — * Combat de Taourga (Dellis). III. 1.
— 16. — * Combat de Bab-en-Zaoua (Dellis). III. 1.
— 16. — Les survivants de Palestro partent des Fresnes pour Alger. III. 2.
— 16. — * Marche et combat de Takitount à Mechta-el-Aouamar. III. 3.
— 16. — * Affaires de la zmala du caïd Bendjoudi et des fermes d'Harmélia et d'El-Melah. III. 3.
— 16. — * Benhabilés bat les insurgés au Babor. III. 3.
— 16. — * Combat de Tadjemente (colonne Adeler). III. 7.
— 17. — La colonne Cérez vient se ravitailler à Aumale. III. 2.
— 17. — Razzia sur les Amoucha. III. 3.
— 17. — * Prise de la zaouïa d'El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun au Ferdjioua. III. 3.
— 17. — * Attaque générale contre Bougie. III. 4.
— 17. — * Combat de Teniet-el-Beida, Belezma (colonne Adeler). III. 7.
— 18. — * Combat d'Aïn-el-Arba des Aït-Slyem. III. 1.
— 18 et 19. — La colonne Lallemand à Dellis. III. 1.
— 19. — La colonne Muel arrive au caravansérail de Sidi-Aïssa. III. 2.
— 20. — * Affaire d'avant-garde chez les Rgueb des Amoucha, près Teniet-el-Ghenem. III. 3.
— 21. — La colonne Cérez repart d'Aumale pour Bouira-el-Beni-Mansour. III. 2.
— 21. — Soumission des Dehemcha. III. 3.
— 21. — Panique des Ouled-Nabet et des Ouled-Gassem. III. 3.

Mai. 21. — * Échec de la Mestaoua. III. 7.
— 21. — Bouchoucha à Temacine et à Blidet-Ahmar. III. 8.
— 21. — Assassinats de Si-Namam et de Si-Mostafa-Bendebah. III. 8.
— 22. — * Razzia de Tifilkoute (colonne Lallemand). III. 1.
— 22. — * Affaire de l'Oued-Mâali (colonne Saussier). III. 3.
— 22. — * Grand assaut de Fort-National; les Imessebelène. III. 5.
— 22 ou 23. — Les goums ramènent à Batna les cavaliers de la remonte et un colon de Mgaous. III. 7.
— 23. — * Combat du Tleta des Ifflissène-el-Bahar. III. 1.
— 23. — * Méprise et combat de Harmelia. III. 3.
— 23. — Assassinat des Daouaouïda à Tougourt. III. 8.
— 24. — Nombreuses soumissions à la colonne Lallemand. III. 1.
— 24. — * Sortie et engagement des tirailleurs au camp d'Aïoun-Soltane (colonne Saussier). III. 3.
— 24. — * Attaque des villages d'Aïn-Messaoud et de Bouhira (Sétif). III. 3.
— 24. — * Combat sous Bougie dans l'Oued-Sghir. III. 4.
— 24 — * Sortie du capitaine Ravez à Fort-National. III. 5.
— 25. — Destruction de Temda et de Mekla. III. 1.
— 25. — * Grand combat du Djebel-Mentanou (colonne Saussier). III. 3.
— 25. — Lettre du général Lallemand au colonel Maréchal. III. 5.
— 26. — Soumission des Azazga au camp de Freha. III. 1.
— 26. — * Combat d'El-Mergueb et débloquement de Bordj-Beni-Mansour. III. 2.
— 26. — * Assaut et prise du village de Cherfa (près Beni-Mansour). III. 2.
— 26. — * Combat sous Boudjelil des Beni-Abbès. III. 2.
— 26. — Lettre aux sept cachets. III. 3.
— 26. — Réunion des contingents d'Aziz à Aïn-Meraou au Tababort. III. 3.
— 27. — * Combat de Djemaa-Saharidj. III. 1.
— 27. — Démolition des villages d'Aït-Bouali (colonne Cérez). III. 2.
— 27. — * Affaire de goums à l'Oued-Okhris. III. 2.
— 27. — Démarche d'Ali-Bey à Biskra. III. 8.
— 28. — Destruction de quatre villages près Bordj-Beni-Mansour. III. 2.
— 28. — Entrevue au Mesloug entre le colonel Bonvalet et les caïds. III. 3.
— 28. — La colonne Saussier quitte les Amoucha. III. 3.
— 28. — * Combat de Fedj-Selma soutenu par les Benhabilès contre Aziz. III. 4.
— 28 — * Combat à Kef-Hamou. III. 4.
— 29. — * Combat d'Ahnif, ou de l'Oued-Sidi-Aïssa, dans les vallées de l'Oued-Sahel (colonne Cérez). III. 2.
— 29 ou 30. — Marche de nuit d'El-Ourieia au Mesloug par le général Saussier. III. 3.
— 29 et 30. — Dévastations et razzia d'Aziz dans l'est du cercle de Djidjelli. III. 4.
— 30. — * Combat d'Aïn-Oulmène (colonne Saussier). III. 3.
— 31. — * Combat de Taksebt. III. 1.
— 31. — Soumission de Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad. III. 3.
— 31. — Lettres d'Aziz aux Benhabilès et aux Benmenia. III. 4.
— 31. — Lutte des Soff à Liana et à Bades. III. 8.

Juin. 1. — Arrivée à Zbourbourba de la colonne Cérez. III. 2.
— 1. — * Combat de Bled-Amoura des Ouled-Sidi-Brahim, goums de la colonne Muel. III. 2.
— 1. — Pillage et destruction du bordj de Texena par Aziz. III. 4.
— 1. — Lettre d'Aziz au colonel Bonvalet. III. 4.
— 1. — Nouvelles intrigues des moqaddem à Fort-National. III. 5.
— 2. — Aziz quitte le cercle de Djidjelli; il laisse le commandement à ses moqaddem. III. 4.
— 2. — * Combat et débloquement de Dra-el-Mizane. III. 2.

JUIN. 5. — * Razzia reprise aux rebelles chez les Ouled-Ali-Tahammemt. III. 7.
— 6. — Soumission des Harchaoua (colonne Cérez). III. 2.
— 6. — Départ de la colonne Lallemand de Tizi-Ouzou pour les Aït-Aïssi. III. 5.
— 6. — * Prise des villages des Aït-Khelifa et des Ibetrounène (Maalka). III. 5.
— 7. — Détachements fournis par la colonne Saussier pour couvrir Sétif. III. 3.
— 7. — * Premier combat sous Djidjelli. III. 4.
— 7. — Soumission des Aït-Khelifa et des Ibetrounène (des Maatka). III. 5.
— 8. — * Le général Saussier à Aïn-Gaouaoua; engagement de cavalerie. III. 3.
— 8. — Les deux colonnes Cérez et Goursaud quittent Dra-el-Mizane. III. 5.
— 8. — * Combat au Souq-el-Khemis des Maalka (colonne Lallemand). III. 5.
— 9. — Le colonel Bonvalet va ravitailler Bordj-bou-Arreridj. III. 3.
— 9. — * Deuxième combat sous Djidjelli. III. 4.
— 9. — * Combat d'arrière-garde à l'Oued-Mechtra (colonne Cérez). III. 5.
— 9. — * Prise des villages d'Agouni-Boufal et de Tighilt-Mahmoud (colonne Lallemand). III. 5.
— 9. — Répression militaire sur la route de Batna. III. 7.
— 10. — * Combat de Sidi-Embarek (colonel Bonvalet). III. 3.
— 10. — * Combat de Ighil-Taboucht. III. 5.
— 11. — Troisième combat sous Djidjelli. III. 4.
— 11. — * Razzia dans l'Oued-Aïssi. III. 5.
— 11. — Destruction de Taguemmount-Azouz. III. 5.
— 12. — Le colonel Bonvalet quitte Bordj-bou-Arreridj. III. 3.
— 12. — El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun à la zaouïa de Mohammed-ben-Fiala. III. 4.
— 12. — Le caïd Belgacem-Bouziane et les contingents fidèles à El-Aïnseur. III. 4.
— 13. — * Combat de la maison crénelée sous Beni-Mansour. III. 2.
— 13. — Razzia à Essenam sur les Beni-Meddour et Merkala récemment soumis. III. 2.
— 13. — * Attaque de nuit à Aïn-Gaouaoua. III. 3.
— 13 ou 15. — Séjour à Tizi-Ouzou des colonnes Lallemand et Cérez. III. 5.
— 14. — La colonne Saussier au camp de Coudiat-el-Beida. — Rentrée des détachements. III. 3 et 6.
— 15. — Razzia de Boumezrag chez les Beni-Amar du Ksenna. III. 2.
— 15. — Appel à la révolte au marché des Beni-Habibi, près la zaouïa de Chekfa. III. 4.
— 15. — Lettre d'El-Koreïchi au caïd des Ouled-Aouat. III. 4.
— 15. — Reconnaissances offensives de cavalerie vers le Haut-Sebaou et Tizi-Rached. III. 5.
— 16. — * Sortie de la garnison de Fort-National; prise des villages d'Apuemmoun et de Imaïnserène. III. 5.
— 16. — * Les colonnes Lallemand et Cérez débloquent Fort-National. III. 5.
— 16. — La colonne Saussier campe à Ras-Bouchama. III. 6.
— 17. — * Attaque de nuit du camp de Ras-Bouchama. III. 6.
— 18. — Ordre du jour du général Lallemand. III. 5.
— 18. — * Fausses démarches des Amoucha; deuxième attaque du camp de Ras-Bouchama. III. 6.
— 18. — * Attaque des Ouled-Nabet au Djebel-Matrouna; sortie du poste de Mahouane. III. 6.
— 18. — * Attaque de la zmala du caïd Saïd-ben-Chérif à Qsar-Belezma. III. 7.
— 17. — * Prise et destruction des villages du Ahl-el-Qsar. III. 2.
— 19. — * Combat de l'Oued-bou-Assakeur (ou du Khemis des Ouled-Messellem). III. 2.
— 19. — * Combat et occupation de Dra-el-Caïd (colonne Saussier). III. 6.
— 20. — Soumission du Ahl-Sebkra, des Beni-Yala, etc. III. 2.
— 20. — Le Chérif El-Haoussine-ben-Moulaï-Chekfa quitte Mila et va aux Beni-Ideur. III. 2.

Juin. 20. — * Sortie et escarmouches chez les Ouled-Saada (colonne Saussier). III. 6.
— 20. — * Massacre de Mraïer. III. 8.
— 20. — * Combat de Qsarettir. III. 6.
— 20. — Nomination de Mohammed-Ben-Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini aux Beni-Menaceur-Gheraba. IV. I.
— 21. — * Combat des Beni-Mraï (colonne Saussier). III. 6.
— 22. — Lettre des Beni-Menaceur au gouverneur. IV. I.
— 23. — * Combat de Tala-Ifacène (colonne Saussier). III. 6.
— 23. — Offres de soumission d'Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud. III. 6.
— 24. — * Combat et prise d'Icheridène (colonne Lallemand). III. 5.
— 24. — Incendie et destruction du bordj de Qsar-Belezma. III. 7.
— 24. — Ali-Bey arrive devant Tougourt et en commence le siège. III. 8.
— 24. — * Combat sous Bouhadjar contre Keblouli. IV. 6.
— 25. — Grande assemblée des rebelles à la zaouïa de Moulaï-Chekfa; plan d'attaque. III. 4.
— 25 au 7 juillet. — * Escarmouches et engagements à Tougourt entre les assiégeants et les assiégés. III. 8.
— 26. — Marche des rebelles sur le bordj du Caïd des Beni-Ideur. III. 4.
— 26. — * Prise des villages des Djermouna. III. 6.
— 26 et 27. — Soumissions à la colonne Lallemand; démarche des Mahieddine de Taourga et de Ali-Oukaci. III. 5.
— 27. — Prise du bordj du Caïd des Beni-Ideur par les rebelles. III. 4.
— 27. — Soumissions à la colonne Saussier. III. 6.
— 27. — * Combat à Qsar-Belezma. III. 7.
— 28. — * Combat des Beni-Ouïdane au Ahl-Tigrine des Beni-Abbès. III. 2.
— 28. — Soumission des Beni-Mellikeuch et de fractions des Beni-Abbès. III. 2.
— 28. — * Razzia des Ouled-Azziz et mort du Caïd Mohammed-ben-Mansour. III. 2.
— 28. — Ali-Oukaci remet au commandant Letellier les colons de Bordj-Menaïel. III. 5.
— 28 au 29. — Complot aux Beni-Menaceur contre le nouveau caïd. IV. 1.
— 29. — Offres de soumission des Ouled-Illès; réponse du gouverneur. III. 6.
— 29. — Reprise des hostilités au sud de Sétif. III. 6.
— 30. — Soumission d'Ali-Oukaci et d'Aziz-ben-Chikh-el-Haddad à Aït-Hichem. III. 5.
— 30. — Lettre d'Aziz au gouverneur. III. 5.
— 30. — Lettre de Chikh-el-Haddad au général Lallemand. III. 5.
— 30. — * Combat dans le cercle de Lacalle. IV. 6.
— 30. — * Bougie débloquée par une sortie de la garnison. III. 6.
— 30. — Enquête administrative à Cherchell. IV. 1.

Juillet. 1. — Incursions des Beni-Habibi dans le cercle de Collo; nouvelles défections. III. 4.
— 1. — * Prise d'Aguemmoun des Mezaïa (colonne Ponsard). III. 6.
— 1. — Démission de Mohammed-ben-Si-Mohammed-Saïd-Ghobrini et proposition en faveur d'Abdi-ben-Miloud-Abdi. IV. 1.
— 2. — * Canonnade de Qsarettir. III. 6.
— 2. — Soumission de Chikh-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad; épisode de Saïd-Ouraba. III. 6.
— 2. — Pillage du bordj d'Ahmed-bel-Qadi à Taga. III. 7.
— 3. — Destruction du bordj d'Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud. III. 6.
— 2. — Takitount débloqué; nouvelles soumissions. III. 6.
— 3. — * Razzia et contre-razzia à Roumana (Hodna). IV. 2.
— 4. — * Combat de Tizi-Djaboub. III. 2.

JUILLET. 4. — * Combat d'El-Aïnseur: pillage de la concession Bock. III. 4.
— 4. — * Combat de Redjas (Ferdjioua). III. 4.
— 4. — Nouvelle protestation des Beni-Menaccur: intrigues de Malek-el Berkani. IV. 1.
— 5. — Démonstration des rebelles aux Ouled-Attia de Collo. III. 4.
— 5. — Défection des Beni-Khettab d'El-Milia. III. 4.
— 5 au 6. — * Attaque de nuit à Dra-el-Caïd. III. 6.
— 6. — * Reconnaissance chez les Ouled-Aziz (colonne Goursaud). III. 2.
— 6. — La colonne Cérez quitte la colonne Lallemand à Tizi-Bouirem. III. 5.
— 7. — * Échec de Moulaï-Chekfa sous El-Milia. III. 4.
— 7. — Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani à Sidi-Aïssa. IV. 3.
— 8. — * Assaut infructueux de Tougourt par Ali-Bey. III. 8.
— 8. — La colonne Trumelet quitte Aumale et va camper à Aïn-Grimidi. IV. 3.
— 9. — Soumission de Mahmed-el-Djaadi et des tribus du cercle de Dra-el-Mizane. III. 5.
— 9. — * Razzia de Boumezrag sur les Beni-Djellil. III. 6.
— 9. — La colonne Saussier campe à Tala-Ifacène. III. 6.
— 9 et suiv. — Les conférences de Djenan-el-Beylik entre Boumezrag et les moqaddem. III. 6.
— 10. — * Attaque de Mila par les contingents de Moulaï-Chekfa. III. 4.
— 10. — Entrevue et conférence avec les Ouled-Chelieh (Batna). III. 7.
— 10. — * Deuxième échec d'Ali-Bey contre Tougourt. III. 8.
— 11. — * Prise des villages des Aït-Goufi (colonne Cérez). III. 5.
— 11. — Défection du chikh Djenane-ben-Derri des Ouled-Nedja: attaque du bordj de Chikh-Bibi-ben-Mohammed. IV. 3.
— 12. — * Prise des villages des Merkalla (colonne Goursaud). III. 2.
— 12. — Mila débloqué. III. 4.
— 12. — Soumission des Aït-Goufi. III. 5.
— 12. — * Combat de Dra-el-Arba (colonne Saussier). III. 6.
— 12. — Lettre de Chikh-el-Haddad au général Saussier. III. 6.
— 12. — Lettre des Ouled-Chelieh. III. 7.
— 13. — CHIKH-EL-HADDAD SE REND AU GÉNÉRAL SAUSSIER à Merdj-Oumena. III. 6.
— 13. — Soumission des Aït-Ghedane et d'une partie des Aït-Addou (colonne Cérez). III. 5.
— 13. — Ali-Bey rentre à Biskra. III. 8.
— 13. — Proclamation de la guerre sainte au marché des Beni-Menaceur. IV. 1.
— 13. — Moulaï-Chekfa chez les Beni-Khetab et Mohammed-ben-Fiala à El-Aïnseur. IV. 2.
— 13. — * Razzia et contre-razzia aux Beni-Iddou d'Aumale. IV. 3.
— 13. — Nomination du général Delacroix au commandement de la division de Constantine. IV. 2.
— 13. — L'action française à Mgaous, Barika, Segana et Tabarout (entre Sétif et Batna). IV. 5.
— 14. — * Reconnaissance attaquée sur la route de Novi. IV. 1.
— 14. — * Combat sur la plage de Novi; la péniche de la douane. IV. 1.
— 14. — * Première attaque de Zurich. IV. I.
— 14. — Démonstration avortée sur Marengo. IV. 1.
— 14. — Démarche des Ouled-Salem à Aumale. IV. 3.
— 15. — * Engagement à Zurich; arrivée de la colonne Désandré. IV. 1.
— 15. — * Passage de l'Oued-Bella. IV. 1.
— 15. — Malek-el-Berkani à la ferme Tripier; blocus de Cherchell. IV. 1.
— 15. — * Combat du col de Tirourda (colonne Lallemand). IV. 4.

JUILLET. 16. — Incendie de forêts aux environs de Cherchell. IV. 1.
— 16. — * Démonstration contre les avant-postes de Djidjelli. IV. 2.
— 16. — Départ de Mgaous de la zmala du Caïd. IV. 5.
— 17. — * Premier ravitaillement de Zurich; combat du défilé des petits aqueducs. IV. 1.
— 17. — * Défense de la ferme Brincourt. IV. 1.
— 17. — * Attaque du moulin Piquet à l'Oued-Melah. IV. 1.
— 17. — Malek-el-Berkani aux Beni-Ferah de Miliana. IV. 1.
— 17. — Démonstration des rebelles dans la plaine de l'Oued-Zhour. IV. 2.
— 17. — Ravitaillement de Bordj-bou-Arreridj. IV. 5.
— 18. — Soumission des Beni-Abbès. IV. 4.
— 18. — La colonne Goursaud quitte le camp de Mahallit-Ramdane près Teniet-Djaboub. III. 2.
— 18. — Échec de Braham-el-Ghobrini à l'Oued-Damous. IV. 1.
— 18. — * Marche et combat de Bou-Arreridj à Oum-el-Adam (près Lanasseur). IV. 5.
— 19. — * Attaque de nuit à Oum-el-Adam (près Lanasseur). IV. 5.
— 19. — La colonne Cérez quitte Dra-el-Mizane et rentre à Aumale. III. 5.
— 19. — * Attaque du village d'El-Alleg (près Bouçada). IV. 3.
— 19. — * Marche et combat d'Oum-el-Adam à Qsarettir. IV. 5.
— 20. — Soumission à Dra-el-Mizane des deux villages des Aït-Maalem et Aït-Djima (Aït-Addou). III. 5.
— 20. — * Attaque d'Adjankia et d'El-Milia. IV. 2.
— 20. — * Démonstration contre Bouçada. IV. 3.
— 20. — * Engagement de cavalerie dans l'Oued-Mahadjar. (colonne Saussier). IV. 4.
— 20. — * Prise des villages des Beni-Meddour (colonel Goursaud). IV. 4.
— 20. — Démarche des Ouled-Illès. IV. 5.
— 20. — Grande razzia de Bouchoucha près l'Oued-Zeurba (sud des Ouled-Djellal). IV. 6.
— 21. — La *Dryade* débarque à Alger la colonne Ponsard. IV. 1.
— 21. — * Nouvelle attaque d'El-Milia. IV. 2.
— 21. — * Nouvelle démonstration contre Bouçada. IV. 3.
— 22. — * Attaque de Vesoul-Beniane. IV. 1.
— 22. — Mohammed-ben-Fiala aux Beni-Tlilène. IV. 2.
— 22. — Soumission et occupation de la Qalaa des Beni-Abbès. IV. 4.
— 23. — * Les rebelles sont repoussés jusqu'à Hammam-Righa. IV. 1.
— 23. — * Attaque de l'oasis de Bouçada. IV. 3.
— 23. — * Attaque du camp de Tala-Mezida. IV. 4.
— 24. — * Reprise de l'hôpital d'Hammam-Righa. IV. 1.
— 25. — Lettre de Malek-el-Berkani à l'agha Slimane-ben-Siam. IV. 1.
— 25. — * Deuxième ravitaillement de Zurich; affaire des carrières et des petits aqueducs. IV. 1.
— 25. — * Engagement de cavalerie aux Chebourdane (colonne Saussier). IV. 4.
— 26. — * Destruction des villages des Beni-Hassène et Harratine-Djidjelli. IV. 2.
— 26. — * Combat de Sartour (colonne Saussier). IV. 4.
— 26. — * Attaque du camp de Qsarettir. IV. 5.
— 27. — La colonne Ponsard part d'Alger. IV. 1.
— 27. — * Combat de l'Oued-Cherchari (aux Mouïa). IV. 2.
— 29. — * Combat de Nouara (Souq-Etnine des Mouïa). IV. 2.
— 29. — * Engagement de cavalerie chez les O. Hanich des Megueddem. IV. 4.
— 29. — * Première attaque contre les Beni-Ifrène de Mgaous. IV. 5.
— 29. — * Attaque des tentes du poste du Tournant, près Batna. IV. 5.
— 30. — * Premier combat de Kheneg-elli-Affeur. IV. 2.
— 30. — La colonne Saussier à Bordj-Medjana. IV. 4.

JUILLET. 30. — * Prise par les rebelles de la maison du Qadi à Mgaous. IV. 5.
— 31. — * Destruction des zriba d'Aïmour et des Ouled-Hannech. IV. 2.
— 31. — * Escarmouches dans l'Oued-Bouktone, à El-Achir et à Aïn-Kahla. IV. 4.
— 31 — * Attaque du bordj de Tabarout; sac des propriétés européennes. IV. 5.
— 31 — * Combat à Mgaous (journée des Ouled-Deradj). IV. 5.

AOUT. 1. — Soumission des Beni-Caïd de Djidjelli. IV. 2.
— 1. — Licenciement de la colonne Lallemand à Bougie. IV. 4.
— 1. — * Sortie des Beni-Ifrène; reprise de la maison du Qadi. IV. 5.
— 2. — * Combat près Zurich. Mort de Malek-el-Berkani. IV. 1.
— 2. — La colonne Nicot part de Miliana. IV. 1.
— 2. — * Combat à Bounougha; mort de Boubegra. IV. 2.
— 2. — * Attaque d'un convoi près Bounougha. IV. 2.
— 2. — Départ de Constantine de la colonne Delacroix. IV. 2.
— 2. — * Razzia sur les Beni-Caïd de Djidjelli. Sortie de la garnison. IV. 2.
— 2. — * Combat de Tizi-Tamziant, aux Beni-Yala. IV. 4.
— 3. — Doléances des chefs et notables de la subdivision de Médéa. IV. 4.
— 3. — Démarches de soumission des Beni-Menaceur. IV. 1.
— 3. — * Combat aux zriba des Ouled-Djama (Ouled-Attia de Collo). IV. 2.
— 3. — * Dernier combat sous Djidjelli. IV. 2.
— 3. — * Combat à Aïn-Touta et au Djebel-Krobah des Beni-Ilmane (colonne Cérez). IV. 3.
— 4. — La colonne Ponsard campe à Bordj-el-Khemis. IV. 1.
— 4. — * Affaire de Gueroudra (Beni-Menaceur). IV. 1.
— 4. — * Combat de Sameur (Beni-Yala). IV. 4.
— 5. — * Combat d'arrière-garde à la colonne Ponsard; arrivée à Souq-el-Hadd. IV. 1.
— 5. — * Combat de Tizi-Mahelli. IV. 1.
— 5. — * Deuxième attaque contre Bounougha. IV. 2.
— 5. — * Combat de l'Oued-Sedj, près Aïn-Nekhela. IV. 2.
— 5. — * Combat de Kef-el-Ougab et d'Oum-el-Louza. IV. 3.
— 5. — Le colonel Trumelet quitte Aïn-Grimidi IV. 3.
— 5. — * Sortie et coup de main des Beni-Ifrène sur les tentes des assiégeants. IV. 5.
— 5 et 6. — Intervention inutile d'Ahmed-Bey à Mgaous. IV. 5.
— 6. — * Affaire d'arrière-garde à Aïn-el-Azaïne. IV. 1.
— 6. — * Combat d'El-Achir. IV. 4.
— 7. — * Deuxième combat de Kheneg-elli-Affeur. IV. 2.
— 7. — * Combat sous Mgaous. IV. 5.
— 8. — * Incendie des zriba de Tidiane et de Yadène. IV. 2.
— 8. — Soumission du village de Benezouh (colonne Trumelet). IV. 3.
— 9. — Rentrée à Collo du détachement de Bounougha; incendie du bordj. IV. 2.
— 9. — * Combat de Fedj-Beïnem (général Delacroix). IV. 2.
— 9. — Destruction du village d'Eddis (près Bouçada). IV. 3.
— 9. — * Combat dans le Djebel-Berich (colonne Trumelet). IV. 3.
— 9. — * Assaut infructueux de Mgaous. IV. 5.
— 9. — Démarche des gens du Belezma près le marabout du Guergour. IV. 5.
— 10. — Arrivée du convoi de ravitaillement à Bouçada. IV. 3.
— 10. — Arrivée de la colonne Cérez à Msila; soumission de la ville. IV. 3.
— 10. — Miad des Ouled-Sellem à Ahmed-Bey; mise en liberté d'Embarek-ben-Khellaf. IV. 5.
— 11. — * Prise et destruction des villages des Ouled-Rabah (Beni-Khetab). IV. 2.

Août. 11. — Ahmed-Bey va rejoindre Boumezrag dans le Djebel-Madid. IV. 5.
— 12. — * Prise et destruction des villages du Djebel-Errés. IV. 6.
— 13. — Soumission des Taourira à Souq-es-Sebt (Cherchell). IV. 1.
— 13. — Soumission des tribus du Zouagha et de celle des Ouled-Askeur. IV. 2.
— 13. — Organisation de la défense de Fedj-Beïnem. IV. 2.
— 13. — * La colonne Saussier à Sid-Ali-bel-Khir; première attaque de nuit. IV. 4.
— 14. — * Escarmouche et razzia chez les Mazeur (de Cherchell). IV. 1
— 14. — Soumission des fractions du Gouraya de Cherchell. IV. 1.
— 14. — * Combat de Sidi-Marouf (général Delacroix). IV. 2.
— 14. — * Combat de Rabta (général Saussier). IV. 4.
— 15. — Soumission d'une partie du cercle de Djidjelli à Fedj-el-Arba. IV. 2.
— 15. — * Deuxième attaque de nuit au camp de Sid-Ali-bel-Khir. IV. 4.
— 15. — * Deuxième assaut infructueux de Mgaous. IV. 5.
— 16. — Destruction des villages des Dreate, arrestation du Chikh. IV. 3.
— 16. — * Sortie chez les Ouled-Khelouf (général Saussier). IV. 4.
— 16. — * Prise d'assaut des villages des Aït-Idjeur (Djurdjura). IV. 4.
— 17. — Soumission des tribus de la rive gauche de l'Oued-el-Kébir à El-Aroussa. IV. 2.
— 18. — Soumission des Brakna (de Cherchell). IV. 1.
— 18. — * Combat du Djebel-Gouti (Collo). IV. 2.
— 18. — * Combat à Mgaous. IV. 5.
— 19. — La colonne Nicot à la Kouba Si-el-Hadj-ou-Diffallah. Évacuation des crêtes et du village de Tahanout. IV. 1.
— 19. — * Combat du Djebel-Ouled-Yahia des Madid (général Saussier). IV. 4.
— 19. — * Combat à Mgaous : journée des moqaddem. IV. 5.
— 19. — * Triple combat et contre-razzia des O. Zekri, près le coude de l'Oued-Nça. IV. 6.
— 20. — Évacuation du village de Ighil-ou-Azerou. Soumission du fils de Malek-el-Berkani. IV. 1.
— 20. — Rentrée à Aumale des colonnes Cérez et Trumelet. IV. 3.
— 20. — Arrivée de la colonne Thibaudin à la Medjana. IV. 4.
— 20. — * Sortie à Mgaous; journée du cadi. IV. 5.
— 21. — La colonne Nicot à Aïn-Tebaïnet. IV. 1.
— 21. — Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala se constituent prisonniers à Meharka. IV. 2.
— 21. — Campement de la colonne Saussier à Belimour. IV. 4.
— 21. — * Combat à Mgaous. IV. 5.
— 22. — La colonne Delacroix à El-Milia. IV. 2.
— 22. — * Engagement de cavalerie à Belimour. IV. 4.
— 22. — * Dernier combat à Mgaous. Le siège se transforme en blocus. IV. 5.
— 23. — * Combat de Bordj-Redir (général Saussier). IV. 4.
— 23. — Boumezrag et Ahmed-Bey offrent de se soumettre. IV. 4.
— 24. — Les chefs rebelles, leurs offres repoussées, se séparent pour continuer la lutte. IV. 4.
— 24. — Boumezrag et Saïd-ben-Boudaoud à Msila. IV. 3.
— 24. — Destruction des villages des Mehate. IV. 2.
— 26. — * Enlèvement de mulets à la colonne Thibaudin. IV. 4.
— 26. — Boumezrag dans l'Ouennougha. IV. 4.
— 26. — * Engagement de cavalerie à Ras-el-Oued. IV. 5.
— 26 et 27. — * Attaque et prise du bordj de Megra (Hodna). IV. 3.
— 27. — La colonne Saussier au Mesloug. IV. 5.
— 31. — Bouchoucha et Si-Zoubir-Ould-Hamza à Noumerat. IV. 6.
Août (fin). — Le chérif de Nefta, Mohammed-ben-Abdallah, à Tougourt. IV. 6.

SEPTEMBRE. 1. — Mariage de Bouchoucha. IV. 6.
— 1. — Si-Zoubir-Ould-Hamza proclamé agha de Ouargla. IV. 6.
— 4. — Bouchoucha au Mzab. IV. 6.
— 5. — * Combat du Djebel-Mouassa. IV. 5.
— 5. — Destruction des zaouïa de Moulaï-Chekfa et de Ben-Fiala. IV. 2.
— 6. — * Razzia exécutée par les O. Ameur, insurgés de Bouçada, sur les Sahari-Ouled-Brahim. IV. 3.
— 7. — Mgaous débloqué par la colonne Saussier. IV. 5.
— 8. — Soumission des Ouled-Soltane. IV. 5.
— 8. — Razzia des gens de Bouchoucha près Tadjarouna. IV. 6.
— 9. — Les rezzou à Kabouch et à El-Adjiba. IV. 4.
— 10. — La colonne Delacroix à El-Aouana. Soumissions au Tababort. IV. 2.
— 10. — * Combat au pied du Djebel-Mzita. IV. 4.
— 10. — * Nouvelle attaque de Liana. IV. 6.
— 11. — * Razzia sur les Beni-Ourzeddine et dans la montagne des Beni-Foughal. IV. 2.
— 11. — * Prise des villages des Mzita. IV. 4.
— 13. — * Razzia sur les Beni-Khezeur, Beni-Marmi, Benì-Maad, du Tababort. IV. 2.
— 13. — Le colonel Flogny reçoit la soumission des rebelles de la Mestaoua. IV. 5.
— 14. — * Razzia sur les Beni-Segoual. IV. 2.
— 14. — Reddition de Koreichi-ben-Sidi-Sadoun. IV. 2.
— 14. — Évacuation de la Mestaoua. IV. 5.
— 15. — * Combat du Djebel-Afoul (Hodna occidental). IV. 3.
— 20. — * Razzia sur les Alem (Tababort). IV. 2.
— 20. — Entrée à Négrine du chérif de Nefta, Mohammed-ben-Abdallah. IV. 6.
— 22. — * Razzia sur les O. Salem du Babor. IV. 2.
— 22. — Soumission des tribus du Babor. IV. 2.
— 22. — Les goums de Tebessa à Telidjène. IV. 6.
— 23. — * Razzia et contre-razzia dans les sbakh des Eulma. IV. 5.
— 23. — La colonne Saussier quitte Batna. IV. 5.
— 25. — * Assaut et sac du village de El-Aouacheria (à Kherbet-Begrich, près Batna). IV. 5.
— 25. — Ouverture de soumission des O. Derradj-Cheraga. IV. 5.
— 25. — * Affaire des Ouled-Sidi-Brahim-bou-Bekeur. IV. 4.
— 28. — Razzia du chérif sur les troupeaux des Allaouna. IV. 6.
— 29. — La colonne Saussier arrive à Barika. IV. 5.
— 29. — * Engagement et razzia chez les Ouled-Taïr. IV. 4.
— 29. — * Combat de Requiza dans l'Oued-Hallaïl. IV. 6.
— 30. — Arrivée à Saint-Arnaud de la colonne Delacroix. IV. 2 et 5.
— 30. — Saïd-ben-Boudaoud se retire dans le Djebel-Madid. IV. 3.
— 30. — Tentative de Boumezrag pour rentrer à Qalaa. IV. 4.

OCTOBRE. 1. — * Première attaque d'Ighil-Ali. IV. 4.
— 2. — * Deuxième attaque et incendie d'une partie d'Ighil-Ali. IV. 4.
— 2. — * Affaire de goums à Metkaouat. IV. 4.
— 3. — Incendie à Boujdelil. IV. 4.
— 4. — Boumezrag rentre au Djebel-Madid. IV. 4.
— 6. — * Engagement à Qsarettir. IV. 5.
— 7. — * Prise du Djebel-Guedil, ou combat d'Aïn-Adoula (Boutaleb). IV. 5.
— 7. — * Marche et combat sur l'Oued-Icherène, ou combat d'Arhas. IV. 5.
— 8. — * Grand combat de Guebeur-Slougui. Prise de la smala de Boumezrag (colonne Saussier). IV. 4.

Octobre. 8. — Le chérif au Djebel-Dayi, près la zaouïa de Sidi-Abid. IV. 6.
— 9. — Fuite des O. Moqrane à Sed-ed-Djir et à Oglet-el-Beïda. IV. 4.
— 9. — La colonne Saussier arrive à Msila. IV. 4.
— 9. — Conseil tenu par les Ouled-Moqrane à Oglet-el-Beïda. IV. 4.
— 10. — Ahmed-Bey demande l'amane. IV. 5.
— 10. — * Engagement sur les crêtes, et prise des villages de Foum-Hamma. IV. 5.
— 11. — * Combat et razzia au Djebel-Afgane. IV. 5.
— 12. — * Escarmouche à Aïn-Mgarniz. IV. 4.
— 12. — Soumission des Mouassa. IV. 5.
— 12. — Le chérif quitte la zaouïa de Sidi-Abid et va au Djebel-Doukane. IV. 6.
— 13. — * Prise des villages d'El-Haddad et de Guenifaï (Boutaleb). IV. 5.
— 15. — * Razzia sur les Ouled-Tebbène à Nif-Guedil. IV. 5.
— 16. — Soumission des Ouled-Tebbène. IV. 5.
— 16. — Entrée de Boulakhas-Bengana à Tougourt. IV. 6.
— 17. — * Combat de Oum-el-Adam (du Sahara). IV. 4.
— 17. — * Combat et razzia sur les O. Chelich à l'Oued-Hamla. IV. 5.
— 17 au 18. — (Dans la nuit) fuite d'Illès-ben-Bouzid et de Mohammed-ben-Adda vers Négrine. IV. 5.
— 18. — Émissaire reçu par les O. Moqrane à hauteur de Tougourt. IV. 4.
— 20. — Les Ouled-Moqrane deviennent les hôtes de Bouchoucha. IV. 4.
— 20. — * Combat d'Arich-el-Djarès à l'ouest de Ferkane. IV. 6.
— 21. — Ahmed-Bey et Braham-ben-Illès se constituent prisonniers. IV. 5.
— 23. — Licenciement des goums des Abdelnour et des Eulma. IV. 5.
— 24. — Reconstitution du cercle militaire de Bordj-bou-Arreridj. IV. 5.
— 25. — La colonne Flogny à Khenchela. IV. 6.
— 28. — * Razzia entre Sidi-Embarek et les montagnes du Guergour. IV. 5.
— 29. — Arrivée de la colonne Delacroix à Msila. IV. 5.
— 29. — Licenciement de la colonne Saussier. Son dernier ordre du jour. IV. 5.
— 31. — Réception par les Saïd-Otba d'une lettre de Boulakras-Bengana. IV. 6.

Novembre. 1. — Destruction du village et de la zaouïa de Sidi-Abid. IV. 6.
— 3. — Les Saïd-Otba quittent les environs de Beryane et se dirigent sur El-Alia. IV. 6.
— 5. — * Razzia sur les Metarfa du Hodna à Aouïta-Sidi-Cheikh. IV. 6.
— 7. — * Combat de Kouif-Djelba. IV. 6.
— 7. — * Razzia sur les O. Matoug des O. Maddi à Assaous-Beïda. IV. 6.
— 11. — * Razzia sur les O. Ameur de Bouçada à Kherza. IV. 6.
— 11. — * Razzia et escarmouches dans la plaine de Telidjène. IV. 6.
— 13. — Évacuation de Négrine par les rebelles. IV. 6.
— 14. — * Escarmouches sur l'Oued-Sokna. Réoccupation de Négrine. IV. 6.
— du 16 au 27. — Destruction de la ville et de l'oasis de Négrine. IV. 6.
— 27. — * Razzia dans le Djebel-Doukhane des O. Rahma et des O. Amrane des Ouled-Zekri. IV. 6.
— 30. — La colonne Flogny quitte Négrine. IV. 6.

Décembre. 2. — * Razzia à Aïn-Defila sur les Sahari. IV. 6.
— 8 au 14. — La colonne Delacroix à Biskra. IV. 6.
— 17. — Bouchoucha abandonne Ouargla. IV. 6.
— 27. — La colonne Delacroix à Tougourt. IV. 6.
— 28. — Départ du commandant Rose avec les goums. IV. 6.
— 30. — Bouchoucha à Haci-Bourouba.

## 1872

JANVIER. 1. — Le commandant Rose à Negouca. IV. 6.
— 2. — * Reprise de Ouargla par le commandant Rose et les goums. IV. 6.
— 3. — La colonne Delacroix entre à Ouargla. IV. 6.
— 3. — Bouchoucha à Haci-Qaddour. IV. 6.
— 7. — Départ de la colonne Gaume de Ouargla. IV. 6.
— 9. — * Combat près de Tamesquida. IV. 6.
— 11. — Tentative d'assassinat sur le chérif Bouchoucha, qui est laissé pour mort. IV. 6.
— 12. — Les O. Moqrane se séparent des Mekhadma. IV. 6.
— 14. — * Poursuite des O. Moqrane. IV. 6.
— 17. — * Dernier combat à Aïn-Taïba. IV. 6.
— 20. — Boumezrag est ramassé évanoui à Rouissat et porté à l'ambulance du camp du général Delacroix. IV. 6.

# LIVRE I

---

# LES RÉVOLTES LOCALES

## DU DÉPART DES TROUPES A LA PROCLAMATION DU DJEHAD

(14 juillet 1870-8 avril 1871.)

# I

## AVANT LA CRISE

(14 juillet-1er décembre 1870.)

Départ des troupes pour la France (14 juillet). — Bonne attitude des chefs indigènes au moment de la guerre franco-allemande. — Adresse à l'Empereur. — Proclamation du général Durrieu (11 août). — Impression produite sur les indigènes par la captivité de l'Empereur et par la proclamation de la République. — Les informations du bachagha Moqrani. — Ses soucis d'argent. — Inquiétudes des chefs indigènes; leurs armements. — Départ du général Durrieu (26 octobre). — Troubles à Alger. — Menées des espions prussiens. — Mahieddine-ben-el-hadj-Abd-el-Kader-ben-Mahieddine quitte Tunis pour aller à Nefta par Malte et Tripoli (21 novembre). — Désordres à Alger et à Constantine. — Les chertya, ou *conventions* indigènes. — Les officiers capitulés. — Impression produite sur les indigènes par les décrets du 24 octobre sur la naturalisation des juifs, sur l'organisation politique, sur l'institution du jury. — Premiers bruits d'invasion par Nefta. — Adresse apocryphe des musulmans algériens au roi de Prusse. — Protestation de nos sujets contre ce factum.

Lorsque, le 14 juillet 1870, on commença à embarquer les premières troupes d'Afrique pour la guerre contre la Prusse, le bachagha de la Medjana, El-hadj-Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani, était en permission à Alger. Il alla trouver le général Durrieu, gouverneur par intérim, lui donna l'assurance qu'il maintiendrait l'ordre et la paix dans son commandement, et que, en cas de troubles ou d'insurrection, il serait le premier à marcher dans nos rangs. « Il ne peut, du reste, ajoutait-il, y avoir d'insurrection que du côté du Sahara. »

C'était en effet, à cette époque, la seule région où la situation ne fût pas satisfaisante. Les Ouled-Sidi-Chikh, quoique plusieurs fois vaincus et ruinés, pouvaient tenter quelques retours offensifs, et le chérif Bouchoucha[1], déjà célèbre par ses coups de main heureux sur El-Goléa

1. Mohammed-ben-Toumi-ben-Brahim, dit Bouchoucha (le chevelu), était né à El-Ghicha, dans le Djebel-Amour. Il avait été condamné pour vol, le 22 décem-

et sur Metlili, pouvait, du jour au lendemain, sortir d'Insalah et agiter nos tribus de l'extrême-sud. En prévision d'une éventualité de ce genre, le bachagha fut autorisé à lever des goums et à les organiser. Le général Durrieu promit de lui envoyer des armes, et l'engagea à regagner son commandement.

Moqrani n'était pas parvenu à Aumale que le bruit courait, dans la province de Constantine, qu'il avait été arrêté et emprisonné à Alger. D'où venait ce bruit? On ne le sut jamais, et le bachagha n'en eut cure. Cette calomnie, en un pareil moment, si elle n'était pas l'œuvre d'agents prussiens, ce qui est fort possible, ne pouvait être que le résultat des appréhensions exagérées de quelque chef indigène encore sous le coup de l'émotion causée par le vote du 9 mars précédent.

Quoi qu'il en soit, à peine arrivé dans la Medjana, Moqrani prenait l'initiative d'une chaleureuse adresse à l'Empereur, adresse dans laquelle les plus grands chefs des trois provinces offraient leur argent et leur sang pour la défense de la France [1].

---

bre 1862, par la commission disciplinaire de Mascara. A sa sortie du pénitencier de Boukhanefis, en 1863, il était allé à Figuig, puis au Touat, où d'heureux coups de main et ses pratiques de thaumaturge lui avaient donné un certain relief; aussi, quand, de là, il se rendit peu après à Insalah, il se fit accepter pour chérif. Sa situation s'affirmant, il commença, en 1869, à embaucher des Chamba-el-Mouadi, puis, en 1870, des Chamba de Ouargla. Avec ces partisans, il avait déjà, en mars 1870, fait faire, par son beau-frère, une razzia sur les Larba et les Saïd-Otba à El-Hammad. En avril, il avait pris El-Goléa et fait prisonnier notre caïd Djaffar. Le 5 mai, il s'était emparé de Metlili, après un siége de plusieurs jours; le 12 mai, il avait eu, au puits de Sebseb, un engagement indécis avec le caïd Lakhdar-ben-Mohammed, des Larba, et depuis, rentré à Insalah, il continuait à agir sur nos Chamba.

1. Voici le texte de cette adresse et les noms des signataires; on a marqué en italique ceux d'entre eux qui se révoltèrent en 1871 :

« Sire, la France a déclaré la guerre à la Prusse. Votre Majesté va se mettre à la tête des armées françaises; votre fils, héritier de votre gloire et de votre nom, vous accompagne.

« A la nouvelle qu'une nation avait osé s'attirer votre courroux, une colère subite a envahi nos cœurs; le feu spontané de l'enthousiasme a embrasé nos âmes. Nous aussi, nous voulons combattre les ennemis de la France, qui sont les nôtres.

« Pourrions-nous agir autrement, nous, chefs indigènes, que vous avez comblés de bienfaits? Votre glorieuse nation a laissé au peuple arabe sa religion et ses coutumes; elle a permis à nos enfants d'aspirer à toutes les dignités civiles ou militaires; elle s'est mêlée à nous au lieu de nous tenir à l'écart.

« Cette conduite généreuse, dont la France ne s'est pas départie un seul instant depuis quarante ans, nous a enchaînés pour toujours à sa destinée.

« Déjà notre sang, de l'orient à l'occident du monde, a été répandu avec celui de vos soldats sur les mêmes champs de bataille : en Cochinchine, en Crimée, au Mexique, en Italie et en tant d'autres pays.

Des vingt signataires de cette adresse toute spontanée, six, dont quatre Moqrani, devaient plus tard combattre contre nous; mais, alors, tous étaient sincères, et ils ne faisaient pas de vaines promesses, car, lorsqu'on les eut remerciés de leurs offres, ils insistèrent pour que, à défaut de contingents que nous jugions inutiles, on autorisât la formation d'une garde noble, dans laquelle les représentants de l'aris-

---

« Nous demandons à Votre Majesté qu'à l'exemple des Français il nous soit permis de mettre nos biens et nos personnes à votre disposition. Nous ne sommes ni aussi nombreux ni aussi riches que vos sujets; mais ce que nous pouvons offrir autant qu'eux, c'est le courage, c'est la volonté, l'énergie, le dévouement. Vous nous avez abandonné la propriété de nos terres, vous nous avez conservé nos croyances religieuses et garanti notre honneur, nous devons notre aide à la France.

« Nous supplions Votre Majesté d'accepter la modeste offrande de nos fortunes et le secours de nos bras. Verser notre sang pour la France est un droit pour nous plus encore qu'un devoir, car vous l'avez dit : « *Je suis le sultan des Arabes aussi bien que celui des Français.* »

« Nous attendons avec une respectueuse impatience que Votre Majesté veuille bien nous autoriser, soit à marcher au combat, soit à ouvrir parmi nous des listes de souscription, afin que nous puissions encore de quelque manière contribuer à la gloire de vos armes.

« Que Dieu vous donne la victoire!

*Ont signé :*

« *Mohammed-bel-hadj-Ahmed-el-Moqrani*, bachagha de la Medjana;
« El-hadj-Ahmed-Bouakkaz-ben-Achour;
« Mohammed-Sghir-Bengana, caïd de Biskra;
« Slimane-Ben-Siam, agha honoraire de Miliana;
« *Saïd-ben-Boudaoud*, caïd du Hodna;
« Belgacem-bel-Lahreuch, bachagha de Djelfa;
« Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, bachagha d'Akbou;
« *Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud*, caïd des Amer-Dahra (Sétif);
« Ahmed-Bel-Qadi, caïd de Batna;
« Douadi-ben-Keskes, caïd des Ameur-Guebala (Sétif);
« *Sghir-bel-Laroussi*, caïd des Righa-Guebala (Sétif);
« *Abderahmane-ben-Gandouz-el-Moqrani*, caïd d'Aïn-Turc;
« Ben-Yahia-ben-Aïssa, bachagha du Titery;
« Ali-ben-Mahieddine, agha des Beni-Selimane (Mitidja);
« Kaddour-ben-el-Mokhfi, agha des Bordjia;
« Boualem-ben-Chérifa, bachagha du Djendel (Miliana);
« *Ahmed-Boumezrag-el-Moqrani*, caïd de l'Ouennougha;
« Saïd-ben-Abid, caïd du Sahel-Guebli (Sétif);
« Ahmed-ben-Zidane, caïd des Guerqour (Sétif);
« Ahmed-Boulakhas-Bengana, caïd des Gheraba. »

Beaucoup d'autres notabilités, qui n'avaient pas reçu communication de cette adresse, vinrent isolément y donner leur adhésion auprès de leurs chefs respectifs.

tocratie indigène se feraient un honneur de servir auprès du souverain.

Beaucoup d'officiers des bureaux arabes appuyaient cette idée, et faisaient ressortir que nous aurions ainsi des otages précieux nous garantissant la tranquillité de l'Algérie pendant l'absence de nos troupes. Mais on ne donna pas de suite à cette proposition, parce qu'on ne voulut pas fournir à la féodalité indigène l'occasion de se créer de nouveaux titres à la reconnaissance de la France, alors qu'un vote du Parlement avait fait prévaloir l'établissement du régime civil, incompatible avec l'extension des influences indigènes.

Ce fut un malheur, car, en même temps que l'on refusait ces otages volontaires, on laissait partir à l'armée du Rhin un grand nombre d'officiers des bureaux arabes, qui, certains de voir leur situation amoindrie ou supprimée en Algérie, avaient déjà fait démarches sur démarches pour prendre part à la guerre.

Le général Durrieu, comprenant bien le danger de ces départs qui allaient livrer l'Algérie à des hommes nouveaux et inexpérimentés, fit tous ses efforts pour enrayer le mouvement.

Le 11 août, il adressa aux Arabes et aux Qbaïls une longue et belle proclamation, dans laquelle il les remerciait de leurs offres, et leur affirmait que « les chefs français, qu'ils connaissaient, resteraient en fonctions ». Il terminait son appel à la paix et au devoir par ces paroles, qui eurent beaucoup de succès auprès des chefs indigènes, tous pleins d'une respectueuse et sympathique déférence pour le caractère élevé et les nobles qualités du général : « Vous connaissez celui qui vous donne ces conseils, vous savez que, depuis vingt-cinq ans au milieu de vous, il a toujours pris à cœur ce qui vous intéresse ; il a confiance que vous écouterez sa parole. »

Nos chefs indigènes avaient du reste, à cette époque, vu déjà tant de guerres européennes heureuses que le départ de nos troupes n'avait produit sur eux aucune impression fâcheuse.

Tout marcha donc à souhait pendant les premiers temps ; nos premiers revers mêmes n'ébranlèrent pas les bonnes dispositions des personnages notables, qui donnèrent largement en faveur des blessés, et firent faire des ensemencements au profit des victimes de la guerre. Jamais, peut-être, l'union et la concorde entre les indigènes et les Français, civils, militaires, colons et fonctionnaires, n'avaient paru plus grandes qu'au mois d'août 1870.

Au 4 septembre, la situation se modifia. Tandis que la colère des Français s'exhalait en paroles virulentes contre le souverain néfaste

et impopulaire[1], les chefs indigènes étaient atterrés de la nouvelle de la captivité de l'Empereur. Les musulmans, et surtout les Arabes, attachent à l'idée de souveraineté une importance capitale; pour eux, un peuple s'incarne dans le sultan que la volonté d'Allah a mis à sa tête; l'Empereur vaincu et prisonnier, c'était, pour eux, l'anéantissement de la France.

Il eût fallu, pour les rassurer, rester calmes et dignes, et bien leur montrer que le principe d'autorité restait intact chez nous en dépit de la chute de Napoléon III : ce fut le contraire qui se produisit. Le délire de la fièvre révolutionnaire s'empara, à Alger et à Constantine, de quelques énergumènes qui, malgré les efforts des officiers et des gens de cœur comme les Warnier, les Lucet et autres, donnèrent aux indigènes stupéfaits le spectacle inouï de chefs et de fonctionnaires français méconnus, injuriés, arrêtés ou expulsés. Nos sujets, qui par tradition et par tempérament ont le fétichisme de l'autorité, virent la menace et l'insulte prodiguées impunément et à leurs chefs héréditaires ou traditionnels, et aux officiers français plus spécialement préposés au maintien de notre domination en Algérie; ils furent à la fois consternés et inquiets en entendant les récriminations brutales et les réactions violentes contre les condescendances du système impérial à l'égard des chefs indigènes.

Certes, ces chefs indigènes étaient loin d'être partout sympathiques à leurs administrés; mais ceux-ci, habitués à les subir et à les avoir pour intermédiaires forcés dans leurs relations avec nous, restaient quand même sous leur influence, et ils se crurent menacés comme eux.

Ces chefs suivaient avec anxiété les événements et se tenaient au courant de tout ce qui se disait, de tout ce qui s'imprimait. Le plus considérable d'entre eux, le bachagha Moqrani, avait établi, pour son usage personnel, des courriers permanents de la Medjana à Alger et à Constantine. Les journaliers et portefaix de ces deux villes, originaires pour la plupart de son commandement, lui donnaient des renseignements puisés dans les milieux populaires. Dans leur langage naïf, ces indigènes résumaient la situation en disant : « Rana boublique, khelasse l'hakouma » (nous sommes en république, il n'y a plus d'autorité). D'autre part, des Maures lettrés confirmaient ces

1. En Algérie, lors du vote du plébiscite, la majorité avait répondu *non*. Dans le département de Constantine, il y avait eu 1,960 *oui* et 4,267 *non*. On n'avait pas publié les votes de l'armée, à cause des nombreux *non*.

renseignements au bachagha en des lettres plus correctes et plus explicites, qui donnaient des détails sur les menées anarchiques des clubs, ou qui commentaient les articles violents de la presse locale.

Des ennuis d'un autre ordre vinrent, à cette époque, augmenter l'inquiétude et le mécontentement du bachagha. La Banque de l'Algérie et la Société Algérienne, en présence des éventualités qui pouvaient résulter des événements, resserrèrent leur crédit et demandèrent des garanties pour les prêts d'argent consentis au bachagha sur la simple signature de M. Mesrine. Moqrani en référa à l'autorité militaire, et il lui fut répondu en substance à Constantine et à Alger : « C'est vrai, le maréchal vous a donné l'assurance que vous ne seriez pas inquiété pour les sommes avancées aux indigènes à titre de secours, mais en ce moment les pouvoirs publics sont désorganisés, les militaires ne gouvernent plus l'Algérie; adressez-vous au gouvernement civil, nous n'y pouvons rien. »

Le bachagha y vit une fin de non-recevoir, un manque de parole; il n'essaya même pas des démarches qu'il jugeait inutiles et humiliantes pour sa dignité; il donna à M. Mesrine une hypothèque générale sur tous ses biens. Cette mesure entraîna pour lui des formalités et de petits tracas qui l'irritèrent contre l'autorité civile, encore bien que M. Mesrine, son ami, lui eût facilité les démarches autant que possible. Cette hypothèque générale a fait croire qu'à cette époque le bachagha était ruiné, et que le désespoir l'avait jeté dans la révolte : c'est là une appréciation inexacte, car le capital du bachagha et ses revenus légitimes lui laissaient, même en dépit de sa dette, qui tôt ou tard eût été remboursée par les indigènes secourus, une grande fortune, en rapport avec ses habitudes de luxe et avec la vie normale d'un seigneur indigène. Plus tard, les dépenses qu'il dut faire pour soutenir ses contingents, l'absence de revenus, la dépréciation du capital, etc., firent ressortir un passif considérable en 1872; mais, en 1870, rien de tout cela n'existait, et la situation financière du bachagha n'était pas obérée d'une façon assez inquiétante pour le pousser à se jeter dans les aventures [1].

La vérité est que le gouvernement civil était l'effroi du bachagha; ce qu'il voyait depuis le 4 septembre, ce qu'il entendait, ce qu'il lisait dans les journaux, n'était pas de nature à modifier des sentiments qu'il

---

1. Voir *Enquête sur le 4 septembre*, Algérie, déposition Wårnier, pages 126 et suivantes.

n'avait jamais cachés, et qui étaient d'ailleurs bien naturels, étant donnés sa naissance, sa situation de famille et ses intérêts personnels. A ceux qui essayaient de lui faire comprendre les avantages du nouveau régime, il répondait : « Ce gouvernement pourra donner aux masses indigènes, dans une très large mesure, la sécurité, le bien-être et la paix, mais jamais il ne nous donnera la Heurma (c'est-à-dire les honneurs, le prestige et les faveurs). Nous autres, représentants des grandes familles, nous sommes, de par la volonté de Dieu, nés pour commander, faire la guerre et vivre respectés et honorés, comme l'ont été nos nobles ancêtres; il est de notre dignité de rester étrangers à tout travail et à tout commerce. »

A cette époque, et pendant tout le mois de septembre, les nouvelles les plus sinistres circulèrent sur l'écrasement de nos armées régulières; toutes les troupes d'Algérie furent dirigées sur la France : ce qui mettait en évidence, aux yeux des indigènes, notre faiblesse et notre impuissance, que commentaient encore avec l'exagération naturelle au caractère arabe les quelques tirailleurs blessés de Reischoffen rentrés en Algérie. Bon nombre de chefs indigènes, et des plus dévoués, pensaient que nous allions être forcés d'évacuer le pays, ou tout au moins de nous cantonner dans les villes du littoral, et qu'eux-mêmes, après s'être compromis pendant quarante ans au service de la France, allaient être abandonnés à leurs propres ressources, en face des haines de soffs et des réactions conduites par les personnalités politiques ou religieuses que nous avions écartées ou rejetées au second plan.

D'autres, parmi ces chefs, s'inquiétaient aussi, plus que de raison, des déclamations ineptes et violentes que répétaient dans les cafés maures les prolétaires arabes ou kabyles, après les avoir entendu débiter, sur les chantiers européens ou dans les rues des villes françaises, par des fous, des exaltés ou des vagabonds de « l'armée roulante ». Ces écarts de langage, auxquels les chefs indigènes n'étaient pas encore habitués, n'étaient pas faits pour leur inspirer confiance dans le nouvel ordre de choses que les représentants de l'autorité leur disaient être un gouvernement régulier et un régime d'équité et de justice.

Sous l'empire de ces inquiétudes, et en prévision de dangers qu'ils prévoyaient sans savoir, au juste, de quel côté ils viendraient, les anciens soffs locaux se reconstituaient partout. On achetait des chevaux, des armes, de la poudre. Les familles seigneuriales dont les commandements étaient d'anciens fiefs héréditaires levaient des goums,

transformaient leurs khammès en saga, et resserraient leurs alliances traditionnelles ou en contractaient de nouvelles. Le bachagha de la Medjana envoya, dans le courant d'octobre, plusieurs de ses parents faire, sous des prétextes quelconques, des visites à la plupart des grandes familles de la province de Constantine et d'Alger [1].

Tout cela, d'ailleurs, ouvertement, sans mystère, parfois même avec notre assentiment, car chaque grand caïd, chaque chef de soff prétendait avoir le monopole du dévouement à la cause française, et ne s'armer que pour suppléer par ses propres ressources à l'insuffisance de nos moyens de protection. Presque tous étaient de bonne foi, car, en dehors de quelques-uns, beaucoup n'avaient d'influence et d'autorité qu'en raison de la force du gouvernement qu'ils servaient, et il était sage de ne pas leur refuser les autorisations qu'ils auraient pu prendre sans nous les demander.

Le 23 octobre, un télégramme rappela en France, sur sa demande, le général Durrieu, qui s'embarqua le 26. Le départ de ce gouverneur distingué, et sympathique aux indigènes, consterna les représentants des grandes familles; les désordres qui, à Alger, suivirent ce départ, et accompagnèrent l'arrivée et l'expulsion du général Walsin-Esthérazy, achevèrent d'affoler nos chefs indigènes et de les indisposer contre un régime qui traînait avec lui de pareils scandales.

Ces inquiétudes des chefs indigènes étaient suivies avec soin par nos ennemis les Prussiens, qui, dès le mois de juillet, s'étaient préoccupés de nous créer des difficultés en Algérie, et qui avaient, à cet effet, envoyé sur tout le littoral de la Méditerranée des espions et des émissaires. Sauf deux ou trois (qu'on dut relâcher faute de preuves), ces émissaires réussirent à dépister la surveillance des polices municipales; l'un d'eux put même aller de Tunis à Tanger sans être signalé, et son passage ne fut connu que par une dépêche du ministre de France au Maroc. La plupart, en Algérie, restèrent dans les villes françaises, où ils s'abouchèrent avec des Maures ou beldya, gens en apparence très maniables et dont nous ne nous défions pas assez, car

1. Le 20 octobre, trois des parents du bachagha et le cheikh Djenane-ben-Derri, des Ouled-Nedja du Hodna, leur ami dévoué, étaient à Biskra, soi-disant pour apporter les compliments de condoléance de sa famille à celle des Bengana, qui venait de perdre un de ses membres, hakem de Biskra. Quelques jours après, ils étaient chez les Ben-Merad de Guelma.

ils sont presque tous animés contre nous de sentiments bien plus hostiles que les paysans arabes ou berbères[1].

Ce fut grâce à ces beldya que les émissaires prussiens réussirent à nouer quelques intrigues qui, d'ailleurs, firent long feu et n'aboutirent à rien; c'est ainsi que, à Constantine, un Marocain qui avait servi aux tirailleurs essaya de se faire passer tantôt pour le fils, tantôt pour le neveu de l'émir Abd-el-Kader, et de se dire chargé d'une mission par l'émir; il tenait dans les cafés maures des discours hostiles à la France et favorables à la Prusse. La police urbaine n'eut là-dessus que des renseignements très vagues, et, quand elle voulut mettre la main sur ce tirailleur, il disparut tout à coup sans qu'on ait jamais su ni qui il était, ni où il était allé.

Un autre indigène, Boubeker-ben-Khedma, originaire des Flittas de Mostaghanem, après avoir été embauché à Bougie par un Prussien, vint dans les derniers mois de 1870 prêcher la guerre sainte au sud-ouest de Médéa. Dénoncé et traqué par nos chefs indigènes, il fut enfin arrêté, dans la nuit du 22 au 23 février 1871, par le capitaine Coyne, chef du bureau arabe, aidé du caïd Djilali-ben-el-hadj-Miloud. Ces deux tentatives, essayées avec de vulgaires aventuriers, avaient été maladroitement combinées et ne pouvaient aboutir à rien de sérieux.

Dans l'ouest, les agents prussiens perdirent aussi leur temps et leur argent; les Marocains du littoral sont, en effet, trop sauvages pour accepter une direction quelconque venant d'un Européen, et les quelques individualités qui, à Tanger, auraient voulu agir contre nous se sentaient impuissantes vis-à-vis des populations de notre frontière occidentale. De ce côté, en effet, Marocains et Algériens étaient sous le coup de la rude leçon donnée aux agitateurs, par le général de Wimpffen, dans les premiers mois de 1870.

Quant aux Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga, insurgés ou insoumis depuis

1. La raison en est bien simple. Quelles qu'aient pu être nos exigences, nous avons donné aux gens des tribus la sécurité, la justice, l'écoulement rémunérateur de leurs produits, et nous rétribuons leurs travaux manuels à des prix qu'ils n'avaient jamais rêvés. Notre gouvernement a été pour eux bienfaisant. Les Maures ou citadins, au contraire, ont vu leur commerce et leur industrie arriérée absolument ruinés par la concurrence des produits manufacturés; ils se sont trouvés, par la force des choses, exclus de la direction des affaires publiques et privés des faveurs du bey. Ils ont même cessé d'être les intermédiaires officieux des gens des tribus, qui aujourd'hui s'adressent aux juifs et aux Mozabites. Notre occupation et notre administration ont été pour eux une cause de déchéance complète. Ils s'en rendent bien compte, et ils ne nous aiment pas.

1864, ils étaient dans des régions peu accessibles aux agents prussiens, hors d'état de continuer la lutte, et tenus en respect par le chef des Gheraba, Si-Sliman-ben-Kaddour, agha de Géryville; ils ne demandaient qu'à négocier une soumission que nous paraissions disposés à accepter.

Dans le centre de l'Algérie, les émissaires prussiens essayèrent en vain d'agir sur le bachagha de la Medjana. Moqrani était trop intelligent pour ne pas être fixé sur le caractère des Allemands. Son tempérament chevaleresque répugnait d'ailleurs à la trahison; il croyait son honneur engagé par les promesses faites au général Durrieu, et, quels que fussent ses mécontentements et ses inquiétudes, il n'oubliait pas que son père s'était volontairement rallié à la France.

Ne pouvant entraîner le bachagha à une insurrection immédiate, les agents prussiens se contentèrent de l'exciter indirectement en lui adressant, en français, des lettres anonymes[1] dans lesquelles ils lui disaient que c'était un juif qui était au pouvoir, et que lui, Moqrani, ne devait obéir ni à des juifs ni aux « merkantis ». Le bachagha n'avait pas besoin de ces excitations; son opinion était faite depuis longtemps, et ces lettres n'eurent certainement aucune influence sur sa conduite ultérieure.

Ce ne fut guère qu'en Tunisie que les Prussiens trouvèrent un terrain propice à leurs intrigues, et ils se mirent à l'œuvre avec cette ténacité et cet esprit de suite qui est dans leur caractère. Il y avait alors, soit à Tunis même, soit dans l'intérieur de la régence, un nombre relativement considérable d'anciens réfugiés algériens animés contre nous de sentiments plus ou moins hostiles. C'étaient des personnages politiques évincés ou révoqués, des agitateurs vaincus mais non oubliés, des criminels de droit commun, des contumaces, et aussi des émigrés fanatiques ayant quitté l'Algérie sans autre motif que le désir de vivre en terre musulmane et de ne pas être les sujets des chrétiens.

Parmi les individualités les plus en évidence se trouvaient : à Tunis même, Chikh-Selmane, l'ancien *sultan* de Tougourt, dépossédé en 1852; à Nefta, Naceur-ben-Chohra, qui, après avoir succédé à son père comme agha des Larba[2] en 1846, nous faisait, depuis 1851, une

---

1. Trois de ces lettres anonymes sont au dossier de Boumezrag. Une est timbrée de Sétif, deux sont timbrées d'Alger. Il y en a eu d'autres restées inconnues.

2. Les Ben Chohra sont issus d'un fauconnier de race chérifienne originaire de Saguiet-el-Hamra au Maroc, lequel devint, au XV[e] siècle, le chef reconnu des Mamra, une des quatre tribus qui, avec les Hadjadj, Ouled-Salah et Ouled-

guerre continuelle dans le Sahara oriental, où il n'avait pas laissé passer une seule année sans opérer quelques razzias sur nos nomades voisins du Djerid et du Nefzaona. A Nefta se trouvaient aussi les fils de Bou-Taïeb-ben-Amrane, chambi d'El-Oued, qui, en 1868, avait eu un moment de célébrité dans le Souf comme chef de guérilla.

Naceur-ben-Chohra et les fils de Ben-Amrane avaient, dans le sud de la Tunisie, des alliés puissants, parmi lesquels Mohammed-ben-bou-Alleg, chef de la grande tribu des Ouled-Yacoub, de la régence, intrépide cavalier dont les razzias, depuis vingt ans, défrayaient les conversations de nos nomades.

Ces seigneurs, qui vivaient en bandits, étaient dans d'excellents termes avec la zaouïa de Nefta, dont le chef, Mostafa-ben-Azouz, grand moqaddem[1] des Rahmanya, s'était posé, depuis 1849, comme un ennemi acharné des Français. Sa zaouïa avait toujours été l'asile ouvert aux sujets algériens en rébellion contre la France; elle était la maison mère et le centre d'un grand parti religieux en rivalité aiguë avec celui des Tidjanya, qui dominaient dans tout le zab Chergui, le Souf et l'Oued-Rir[2].

Si-Mostafa-ben-Azouz était, il est vrai, mort le 4 septembre, et son successeur élu avait été Si-el-Hoceïne-ben-Ali-ben-Otmane, frère du marabout de Tolga, dont les sympathies pour nous étaient bien certaines; mais cette élection avait mécontenté le fils du défunt, Si-Tarzi-ben-Mostafa-ben-Azouz, qui avait une influence personnelle chez les Hammama tunisiens, et qui était entré en lutte ouverte contre le nouveau chef de la zaouïa.

Peu importait, d'ailleurs, le nom du chef; l'esprit de la zaouïa ne pouvait changer du jour au lendemain, et les Rahmanya de la région étaient depuis longtemps acquis à Naceur-ben-Chohra : car la rupture de ce dernier avec la France, en 1851, avait eu pour cause principale la

---

Zid, formaient une puissante confédération nomade autour des oasis des Ouled-Djellel de Biskra. Ses descendants restèrent les cheikhs héréditaires des Mamra, et le devinrent même d'une partie de la confédération fixée autour de Laghouat. Puis la division se mit dans la descendance des Ben-Chohra, sous l'action dissolvante des Turcs, qui reconnurent tantôt l'un, tantôt l'autre, comme chef des Larba. Le père de Naceur-ben-Chohra était venu à nous volontairement, mais il était le chef du soff Gherbi et l'ennemi des Tidjini d'Aïn-Madi et de Ben-Salem, de Laghouat, représentants du soff Chergui. Naceur-ben-Chohra, n'ayant pu s'entendre avec Ben-Salem, s'était insurgé en 1851.

1. Le mot *moqaddem* correspond assez bien comme sens à notre mot *prieur*.

2. Voir, sur les Tidjanya, *Marabouts et Khouan*, chap. XXIX: Alger, 1884, Jourdan, libraire-éditeur.

répugnance qu'éprouvait notre agha à obéir au khalifat de Laghouat, Ben-Salem, chef du soff Chergui inféodé aux Tidjanya d'Aïn-Madi.

Tous ces détails étaient connus du Prussien Gérard Rohlf, le célèbre explorateur, l'ancien soldat de notre légion étrangère, et il sut les mettre à profit; mais, quelle que fût son habileté, il dut compter avec les distances et avec les lenteurs que comporte toujours, chez les musulmans, l'organisation d'un plan demandant le concours de plusieurs volontés. Ce qu'il fit au juste, et comment il s'y prit, nous l'ignorons, mais ce qui est certain, c'est que, dans le courant de novembre, il était en relation, à Tunis, avec le fils aîné de l'émir El-hadj-Abd-el-Kader Mahieddine, parti de Damas contre le gré de son père.

Mahieddine s'était dit malade pour ne voir personne; il avait, auprès de notre consul général, protesté de ses sentiments respectueux pour la France, et, finalement, s'était embarqué ostensiblement le 21 novembre pour regagner la Syrie par Malte. Mais, quelques jours après, il débarquait à Tripoli, et, de là, s'acheminait par terre sur Tozeur et Nefta, où l'attendait Gérard Rohl, ou un autre Allemand[1] se faisant passer pour juif, et en train de payer à Naceur-ben-Chohra et à Mohammed-ben-Alleg des sommes importantes devant faciliter le recrutement des contingents à lancer contre l'Algérie, une fois le Ramadan terminé[2].

Pendant que ces intrigues se nouaient sur notre frontière, la situation politique s'assombrissait partout en Algérie. L'expulsion du général Walsin-Estherazy n'avait été que le premier fait d'une série d'actes anarchiques auxquels présidaient les associations républicaines, les comités de défense, et la plupart des conseils municipaux. Celui d'Alger, à la fin d'octobre et dans le courant de novembre, se fit particulièrement remarquer par ses allures dictatoriales; il empêcha le général Lichtlin de prendre possession du gouvernement général, qui lui avait été confié par intérim; il fit, ou il laissa arrêter le

---

1. Le signalement qui a été donné à Biskra d'un juif blond qui, en novembre et décembre, donnait beaucoup d'argent à Naceur-ben-Chohra pour agir contre nous, est un signalement d'Allemand. Est-ce bien celui de Gérard Rohlf? Toujours est-il que cet agent allemand, qui parlait admirablement l'arabe, s'était fait passer pour juif. C'est là, du reste, le moyen pratique, pour un Européen isolé, de circuler au milieu des musulmans sans être inquiété. Un juif subit des avanies; mais, en général, les musulmans le méprisent trop pour lui faire l'honneur de le tuer.

2. Le Ramadan de l'année musulmane 1287 a commencé le 24 novembre et s'est terminé le 13 décembre 1870.

commissaire central de police, le colonel de gendarmerie et le premier président; il força, par son attitude, l'amiral Fabre de la Maurelle à mettre en défense l'amirauté, que deux obusiers et une compagnie de débarquement gardèrent contre les émeutiers. L'honorable et éminent M. Warnier fut contraint de donner sa démission de préfet, et, le 8 novembre, un arrêté du conseil municipal d'Alger, envoyé pour approbation au gouvernement de Tours, voulait confier la dictature au citoyen Vuillermoz.

Qu'au point de vue des responsabilités encourues, il y ait eu, dans tous ces faits, des malentendus, des affolements en partie excusables, et des circonstances atténuantes, cela est fort possible; nous n'avons pas à l'examiner ici; mais ce qui est absolument certain, c'est que les actes et les paroles de ces comités révolutionnaires, qui dominaient les généraux et les préfets, produisirent l'effet le plus déplorable sur les indigènes : il n'est pas bon qu'une population, — et surtout une population conquise, — voie l'anarchie dans le camp du vainqueur, ni qu'elle entende chaque jour calomnier de la manière la plus grossière ceux qui la commandent.

Plusieurs tribus, mécontentes des caïds que nous leur avions imposés, contrairement à leurs aspirations et en raison de nos convenances administratives ou politiques, imitèrent les errements de nos grandes villes et nommèrent à l'élection des *chertya* ou *conventions* de dix à douze membres. La première en date fut celle des Sahari de Biskra, qui était en fonction le 15 novembre. Cette chertya ou assemblée souveraine devait : « Surveiller le caïd, infliger des amendes, saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents à la cause commune, acheter des chevaux, des armes, des munitions, réformer les jugements du cadi et des commissions disciplinaires. »

Ces *chertya* allaient bientôt se multiplier [1], et, dans des tribus qui

1. L'auteur a eu personnellement l'occasion d'être bien renseigné sur les chertya du cercle de Biskra : Ghamra, Lakhdar, Ouled-bou-Hadidja, Ouled-Ziane, Sahari, etc.

Cette tribu des Sahari, qui, jusqu'en 1844, avait été tour à tour makhzène à la solde des Bouokkaz, seigneurs héréditaires du Sahara, puis des Bengana, représentants des Turcs, avait été depuis plusieurs années, et en raison de ses habitudes invétérées d'indiscipline, confiée à l'énergique caïd Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf, djouad de la grande famille des Ouled-Bouras des Ouled-Madi. C'était un ennemi courtois, mais passionné, des Ouled-Moqrane de la Medjana et des Bengana. L'objectif de ces deux dernières familles avait toujours été de voir leur commandement se toucher à travers le Hodna : le nôtre était de les séparer. La création du poste de Barika et le caïdat confié à Ben-Henni n'avaient pas d'autre but.

Les Bengana avaient toujours cherché à se faire des partisans chez les

ne furent jamais insurgées (comme celle du Souf), elles allèrent jusqu'à prononcer et exécuter des condamnations à mort contre des voleurs.

Ainsi, à côté des ligues des seigneurs se formaient des ligues de paysans et de prolétaires, et ces dernières n'étaient pas moins inquiétantes pour le principe même de notre action gouvernementale. Certains caïds ou chioukhs, se sentant directement menacés par des chertya, n'hésitèrent pas plus tard à reconquérir la direction de leurs tribus en les entraînant à la guerre contre nous.

A Constantine, le préfet, M. Lucet, avait réussi à maintenir à peu près debout le principe de l'autorité régulière, mais il fut moins heureux en ce qui concerna l'arrivée des officiers rentrant de captivité après avoir signé l'engagement de ne pas servir contre la Prusse. Des manifestations tumultueuses eurent lieu, à la gare et dans les rues, contre les officiers « capitulés ». Les indigènes virent l'uniforme français bafoué, insulté et menacé, et ils surent fort bien que le préfet, si énergique cependant en d'autres circonstances, était « du soff » de ceux qui manifestaient contre ces officiers.

Les moins malveillants des indigènes disaient, alors, que nous étions tous devenus fous.

Ce fut vers cette époque, milieu de novembre 1870, que l'on connut en Algérie les décrets désorganisateurs du 24 octobre relatifs à la naturalisation en masse des israélites, à la proclamation du gouvernement civil, à l'institution du jury.

Tous trois, en un pareil moment, étaient bien inopportuns. Le premier, dont on a d'ailleurs exagéré les effets, servit aux indigènes de thème à des excitations malveillantes : les uns, les djouads, dirent qu'il fallait que nous ayons bien peu de souci de notre honneur pour consentir à traiter les juifs comme des égaux ; les autres, les marabouts, y virent une preuve de notre prétendue intolérance religieuse qui nous faisait imposer aux israélites notre loi civile, au lieu de leur laisser leur loi religieuse [1]. Sans aucun doute, disaient-ils, un jour nous agirions de même vis-à-vis la loi religieuse des musulmans.

Le second décret était plus grave, en ce qu'il déplaçait les responsa-

---

Sahari, et à créer des difficultés à Ben-Henni. Ils avaient redoublé d'efforts depuis le 4 septembre, et leurs intrigues n'avaient pas été étrangères à la résolution prise dès le mois de novembre, par les Sahari, de nommer une *chertya* pour se soustraire à l'autorité de leur caïd.

1. Ce jugement, porté par des musulmans sur une mesure dont le libéralisme et l'esprit de tolérance ne sont pas discutables, est un exemple curieux de la façon dont nos actes sont quelquefois interprétés par les indigènes.

bilités et affaiblissait le gouvernement central dans un moment de crise.

Le troisième était absurde; il faisait peser sur les colons une charge écrasante, et il aggravait singulièrement pour les musulmans les côtés fâcheux de la naturalisation des israélites.

Les trois décrets furent vivement critiqués par les Européens et par les indigènes; ces derniers relevèrent surtout ce fait que c'était un juif qui gouvernait la France et l'Algérie, que le régime civil était imposé par un juif, et qu'enfin on rendait les musulmans justiciables de jurés juifs, ce qui était une injure et une mauvaise action.

La personnalité de M. Dubouzet, qui, le 17 novembre, vint affirmer le gouvernement civil, n'était pas faite pour en donner une haute idée aux indigènes. Il n'avait ni le prestige ni les capacités nécessaires pour une pareille situation, et il n'était connu d'eux que comme un journaliste hostile aux officiers chargés de leur administration [1].

Pendant que l'opinion publique indigène était ainsi surexcitée par ces malencontreux décrets, le bruit courut dans le Sahara oriental, puis dans toutes les tribus de l'est et du centre, que les Turcs étaient débarqués à Tripoli avec une armée devant marcher sur l'Algérie. On ajoutait que l'avant-garde, déjà en marche, était composée de contingents sous les ordres de Naceur-ben-Chohra, Chikh-Selmane, ancien sultan de Tougourt, et Mohammed-ben-Alleg. Les Larba de Laghouat devaient aller rejoindre leur ancien agha, à qui les Prussiens avaient, par l'intermédiaire d'un juif, donné des sommes considérables pour marcher contre nous.

Vers cette époque aussi (deuxième quinzaine de novembre) commença à circuler copie d'une lettre que le journal officiel prussien disait avoir été adressée au roi Guillaume par des musulmans algériens. Dans cette lettre on attribuait les succès du roi de Prusse « à ce qu'il s'inspirait d'Allah seul, tandis que les Français avaient oublié Allah, s'ils l'avaient jamais connu, leur conduite en Algérie étant depuis quarante ans une pratique constante d'athéisme ». Ce factum, qui se terminait par de lourdes calomnies sur nos procédés de domination en Afrique, fut reproduit en français dans un journal d'Alger, et cette publication donna lieu à une protestation indignée de tous les musul-

1. M. Dubouzet, ancien professeur de philosophie au lycée d'Alger, était un homme distingué et des plus honorables, mais il n'avait rien de ce qui est nécessaire à un homme de gouvernement dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait.

mans de la ville ayant une situation ou une notoriété comme muftis, imans, jurisconsultes ou lettrés [1].

« ... A la lecture de ces lignes odieuses, disait l'adresse, nous avons senti notre front se plisser de colère et notre cœur se soulever d'indignation, nous allions dire de dégoût.

« Nous repoussons de toutes nos forces cet infâme écrit, dont le but apparent est de nous dénigrer aux yeux de la France et de nous faire perdre son estime. Ne savent-ils donc pas, les auteurs de cette lettre tracée avec l'encre de la calomnie, que les calamités vomies sur notre patrie d'adoption par un ennemi implacable et barbare, que les ruines amoncelées sous lesquelles se débat héroïquement le peuple français, que les désastres qui ont si injustement suivi ses premiers pas dans le chemin de la guerre, ont rempli nos cœurs d'une immense douleur?...

« Nous qui connaissons la France, qui vivons de sa vie, qui savons tout ce qu'il y a chez elle de ressources et d'éléments de prospérité, nous qui avons éprouvé sa grandeur d'âme, nous chercherions aujourd'hui, à la faveur d'événements malheureux, à la déshonorer et à désavouer tout le bien qu'elle a fait parmi nous? une pareille lâcheté ne peut entrer dans notre esprit, encore moins dans notre cœur. Que nos détracteurs en soient bien persuadés, nous sommes pour toujours liés avec la France, nous formons avec elle une substance une et identique que rien ne saurait diviser ni séparer... Nous le disons, sans crainte d'être démentis, c'est une infâme calomnie que de nous faire manifester un espoir coupable à la nouvelle des désastres de notre chère tutrice, de nous faire éprouver une satisfaction quelconque au bruit de ses défaites, de nous faire souhaiter pour elle des malheurs encore plus grands. Non, mille fois non, c'est là une turpitude de sentiments que nous ne pouvons concevoir, et la preuve c'est l'empressement de nos jeunes hommes à s'enrôler dans l'armée régulière, à former des compagnies d'éclaireurs... ce sont les souscriptions, les ensemencements pour les blessés... les vœux... les bons conseils... etc. Les honteuses et outrageantes insinuations contre lesquelles nous protestons énergiquement ne peuvent émaner d'un véritable musulman de l'Algérie, alors que, tous, nous faisons des vœux pour la France et la servons fidèlement... Nous le disons avec orgueil, voilà des faits qui démontrent, avec bien plus d'évidence que tous les raisonnements, que la lettre adressée au roi Guillaume est entièrement apocryphe, qu'elle n'a germé et pris naissance que dans une imagination perverse, qu'elle

1. *Akhbar* du 18 décembre 1870, et *Courrier d'Oran* du 21 décembre.

n'a été écrite que par la plume de gens qui suent le mensonge par tous les pores. »

Cette adresse, qui était très longue, fut publiée *in extenso* en arabe et en français dans le *Mobacher* [1], avec les noms estimés et connus des signataires. Elle était l'impression sincère non seulement des citadins éclairés qui l'avaient rédigée, mais bien de tous nos chefs indigènes et de tous ceux en relation directe avec nos fonctionnaires ou avec nos colons ruraux, dont la plupart continuaient à vivre en très bons termes avec les populations musulmanes.

La lecture de cette adresse provoqua auprès des commandants supérieurs et des chefs de bureaux arabes de nouvelles et nombreuses protestations de dévouement et de fidélité à la France.

1. *Mobacher* du 5 janvier 1871 (12 chaoual 1287).

## II

# LA CRISE

(1er décembre 1870-18 janvier 1871.)

Attitude du bachagha Moqrani (décembre 1870). — Arrivée à Bordj-bou-Arreridj d'un commissaire civil (7 décembre 1870). — Imminence d'une lutte à main armée entre les soffs des O.-Moqrane (15 décembre 1870). — Le général Augeraud réconcilie les Ouled-Moqrane (17 décembre). — Appréciation et résultats de cette mesure. — Effet néfaste des décrets du 24 décembre 1870 et du 1er janvier 1871. — Préparatifs et lettres de Mahieddine, fils de l'émir Abd-el-Kader. — L'émir Abd-el-Kader désavoue Mahieddine. — Ses lettres (13 janvier). — Préliminaires de l'entrevue d'Akbou; lettres à Ben-Ali-Chérif (1er et 2 janvier). — Le bachagha Moqrani arrive à Akbou (5 janvier). — Entrevue de Seddouq (8 janvier). — Entrevue d'Akbou (9 et 10 janvier). — Déclaration de M. Crémieux aux indigènes (14 janvier).

Le bachagha de la Medjana n'avait pas été un des derniers à nous témoigner le mépris que lui inspiraient ces élucubrations haineuses du piétisme allemand, et le peu de chance qu'elles avaient d'exercer une influence sur les chefs indigènes. Cependant, tout en nous tenant ce langage courtois, tout en s'employant activement, et presque chaque jour, à faire réparer les fils du télégraphe que la malveillance coupait à chaque instant, il était inquiet et mécontent.

Les décrets du 24 octobre avaient excité sa mauvaise humeur, et il ne se cachait pas pour déclarer que, malgré ses sentiments d'affection pour la France, il ne servirait pas le régime civil. « Je consens à obéir à un soldat, disait-il, mais je n'obéirai jamais à un juif ni à un marchand. » Et, quand on lui rappelait ses promesses au général Durrieu, il répondait : « J'ai engagé ma parole à un homme, mais je ne l'ai point engagée au gouvernement qui le remplace. »

Ses actes étaient d'accord avec ses paroles; dès qu'il avait appris les décrets du 24 octobre, il avait envoyé son beau-frère Saïd-

ben-Boudaoud chez le chikh Djenane-ben-Derri, dans le Hodna de Barika, et ces deux hommes avaient empêché le départ des cavaliers que les Ouled-Sahnoun avaient levés et équipés pour les escadrons d'éclaireurs algériens [1] : « L'armée française n'existant plus, ce n'était pas le moment pour les musulmans d'aller en France se battre et se faire tuer au service d'un gouvernement représenté par un juif ; il valait mieux conserver les guerriers pour défendre les tribus contre les soffs rivaux. »

Le bachagha se croyait, à cette époque, directement menacé par les soffs de ses cousins les Ouled-Abdesselem et les Ouled-Abdallah. Ceux-ci, de leur côté, pensant, comme beaucoup d'autres chefs indigènes, que la France allait abandonner l'intérieur de l'Algérie, s'étaient armés pour combattre le soff de la Medjana, et, en attendant l'entrée en lutte, ils cherchaient par tous les moyens à nuire au bachagha. Ils l'accusaient ouvertement de vouloir se révolter, et travaillaient à le rendre odieux aux Français de Bordj-bou-Arreridj, et surtout de Sétif. Dans cette ville, une partie de la population avait pris ouvertement parti pour les Abdesselem. Déjà même, dans la presse, on suspectait la fidélité du bachagha, on disait qu'il serait prudent de le remplacer par les Ouled-Abdesselem. Ces suspicions et ces imprudences de langage exaspéraient le bachagha contre ses cousins, et bientôt l'animosité entre les soffs des Ouled-Moqrane fut telle qu'on s'attendit d'un jour à l'autre à les voir se combattre.

Le jeudi 7 décembre, arriva à Bordj-bou-Arreridj le commissaire civil chargé d'inaugurer l'administration de la commune créée par décret du 3 septembre. Son envoi, dans un pareil moment, était une maladresse, encore bien que le bachagha eût lui-même demandé la création de cette commune à une autre époque. Bon nombre d'indigènes et même des proches parents de bachagha, croyant être agréables au chef de famille, s'efforcèrent de créer des difficultés de détail à ce

1. Le 19 octobre 1870, une décision de la délégation de Tours avait prescrit la création d'un corps d'éclaireurs algériens destinés à opérer en France. Chaque province fournit deux cent cinquante cavaliers, montés et équipés, que le colonel Goursaud avait solidement encadrés et organisés. Ces éclaireurs se firent remarquer à l'armée de la Loire : aux Ormes, à Patay, à Josnes, à Vendôme, Savigny, Vancé, Conlie, Sainte-Suzanne, Évron, Saint-Léger ; rentrés en Algérie, ils rendirent de grands services aux colonnes Cérez, Lallemand, Goursaud. Ils furent licenciés, le 9 septembre 1871, avec un ordre du jour très élogieux du général Wolf, « chargé de l'expédition des affaires militaires de la colonie ». Dans la province de Constantine, ce furent les tribus du Djebel-Aorès notamment celles de l'Oued-Abdi, puis les cercles de Guelma, Aïn-Beïda, Biskra, qui fournirent le plus de cavaliers. La Medjana n'en fournit aucun.

fonctionnaire, qui manquait absolument de prestige. Les Ouled-Moqrane restèrent du reste strictement corrects, mais ils affectèrent de ne plus venir à Bordj-bou-Arreridj que sur des convocations expresses, et de n'y pas séjourner au delà du temps strictement nécessaire à leurs affaires. D'un autre côté, les Européens de la ville étaient de plus en plus montés contre le bachagha, sans qu'il y eût à cela aucune cause sérieuse, en dehors toutefois des correspondances de Sétif, écrites sous l'influence du soff des Ouled-Abdesselem.

La situation se tendait donc de plus en plus, et le 15 décembre, le capitaine Olivier, commandant supérieur et ami personnel de Moqrani, qui le tenait en haute estime, alla lui-même à Sétif exposer de vive voix au général Augeraud combien était imminent le danger d'une prise d'armes contre le soff des Abdesselem.

A la suite de cette communication, et, après avoir pris l'attache de ses chefs, le général Augeraud se rendit à Bordj-bou-Arreridj pour conférer avec le bachagha, sur qui il avait une réelle influence.

Il réunit les membres des deux soffs, causa longuement avec eux, combattit de son mieux les récriminations du bachagha, et lui donna l'assurance qu'il ne serait pas touché à son commandement au profit de ses cousins. Il indiqua nettement à chacune des parties adverses leurs attributions respectives, et réussit à leur faire se donner la main. C'était le calme assuré pendant quinze ou vingt jours.

Le général fut moins heureux en ce qui touchait les préventions du bachagha contre le régime civil. « Ne vous effrayez pas, disait le général, des idées que peuvent avoir émises les hommes qui viendront au pouvoir; soyez sûr que, lorsqu'ils seront aux prises avec les difficultés, ils changeront de manière de voir; et le gouverneur de l'Algérie, civil ou militaire, voudra toujours employer les indigènes ayant une influence réelle; vous aurez votre place, vous et les vôtres, tant que vous resterez fidèles à la France. Voyez le langage autoritaire tenu à la population de Constantine par le commissaire extraordinaire : quelle différence avec ce qu'il écrivait jadis dans les journaux! » Le bachagha répéta ce qu'il avait dit si souvent : « Si ce régime arrive, je ne me révolterai pas, mais je partirai avec ma famille pour me rendre soit en Tunisie, soit dans tout autre pays. » Tous les Ouled-Moqrane de la Medjana opinèrent comme le bachagha : « Nous savons bien que le régime civil nous emploierait, mais nous ne le servirons jamais. »

Après cette conversation générale et officielle, Moqrani, resté seul avec le général, lui fit remarquer que la réconciliation qui venait d'avoir lieu n'était qu'une demi-mesure : « La même situation tendue,

dit-il, existe en Kabylie. Ben-Ali-Chérif, le marabout de Chellata, est fortement menacé par Chikh-el-Haddad, grand maître des Khouan-Rahmanya; s'il est attaqué, rien ne saurait m'empêcher d'aller à son secours; mais mes parents et cousins, qui sont du soff de Chikh-el-Haddad, et de plus ses serviteurs religieux, marcheront contre moi, et la poudre parlera ici comme dans l'Oued-Sahel. Il vous faudrait faire là-bas ce que vous venez de faire ici, et pour cela y aller vous-même. »

Le général Augeraud connaissait bien la situation; mais, forcé de prendre le commandement de la division de Constantine, il ne pouvait se rendre à Akbou et à Seddouq. Le bachagha proposa alors d'y aller lui-même avec ses parents du soff rival, en ce moment réconcilié.

Refuser l'autorisation, c'était s'exposer à ne pas être obéi et perdre le fruit de ce qui venait d'être fait; le général promit de demander des ordres au général Lallemand, commandant supérieur des troupes d'Algérie et encore chef des territoires dits militaires, c'est-à-dire administrés par des officiers.

Dès que la démarche du général Augeraud à Bordj-bou-Arreridj fut connue, elle souleva dans la population civile de Sétif et de Constantine, et par suite dans la presse, des critiques d'une violence inouïe.

Cette démarche était cependant excellente, car, si, en temps normal et lorsqu'on est maître de la situation, il peut être quelquefois opportun et politique d'opposer un parti à un autre, et de « diviser pour régner », dans les temps de crise et de surexcitation il n'est jamais venu à l'esprit d'un gouvernement quelconque d'encourager les conflits et les luttes à main armée de ses administrés.

Dans le cas particulier des Moqrani, en empêchant les coups de fusil entre le bachagha et les Abdesselem, les généraux Lallemand et Augeraud avaient empêché une conflagration immédiate qui se serait généralisée et dont les colons auraient été les premières victimes; ils avaient reculé de plusieurs mois le commencement d'une insurrection imminente, et cela à un moment où chaque jour de calme gagné était un succès important, car il était dans les prévisions de tous que la guerre franco-allemande touchait à sa fin, et que sous peu nous allions avoir des troupes pour affirmer notre autorité [1].

Les effets de cette demi-réconciliation se firent sentir jusqu'à la fin de décembre dans la région de Sétif, et, malgré la tension toujours croissante d'une situation grosse d'incertitude et de péril, l'autorité militaire aurait sans doute réussi à prolonger le *statu quo* et à éviter les

1. Voir plus loin, page 116, la note à propos de l'entrevue d'Akbou.

actes de rébellion ouverte, si elle n'avait pas été tout à coup entravée par une série de décrets, qui vinrent précipiter la crise en dépit de ses efforts et de sa diplomatie.

Le premier de ces décrets, en date du 24 décembre, était une véritable loi de sûreté générale contre les bureaux arabes, dont il était destiné, d'après les termes de la lettre d'envoi, « à rompre la hiérarchie et la politique traditionelle et antinationale que cette hiérarchie a pour but de perpétuer ».

L'article 3 disait : « Tout mouvement insurrectionnel qui aura lieu dans un cercle administré militairement entraînera obligatoirement la comparution en conseil de guerre de l'officier administrateur et de ses chefs et adjoints de bureau arabe, lesquels auront à justifier de leurs efforts pour prévenir la révolte, et des mesures prises pour en empêcher l'extension. La procédure, même en cas d'acquittement, sera toujours transmise au ministre de l'intérieur. »

Les officiers des affaires indigènes, sans s'être concertés, répondirent immédiatement par des protestations indignées, accompagnées presque toutes de démissions. Quelques-uns cependant déclarèrent qu'« en présence des accusations calomnieuses contenues dans la lettre du garde des sceaux et des dispositions comminatoires de l'article 3, ils se faisaient un point d'honneur de rester à leur poste la tête haute et bravant le conseil de guerre, certains qu'ils étaient de continuer à faire leur devoir comme ils l'avaient toujours fait ».

Le général Lallemand[1] n'avait pas attendu l'arrivée de ces démissions pour protester énergiquement[2] auprès de M. Crémieux dans

1. M. Crémieux, en qualifiant d'antinationale la politique traditionnelle des bureaux arabes, avait sans doute oublié que le général Lallemand avait été, en 1857, commandant supérieur du cercle de Tizi-Ouzou, et, du 1er novembre 1858 au 14 novembre 1860, chef du bureau politique.

2. « Alger, 26 décembre. — Le décret signé le 24 décembre défère au conseil de guerre tout commandant d'un cercle où éclaterait une insurrection. Cette disposition m'inquiète vivement. Je crains qu'elle ne soit regardée comme portant atteinte à l'honneur militaire, et que, malgré tout ce que je pourrai dire, aucun commandant ne veuille continuer ses fonctions. Que ferai-je alors? C'est une fonction en dehors du service militaire proprement dit, et qui ne peut s'imposer. Il faut des hommes de bonne volonté pour l'exercer, et le choix en est même difficile, à cause des qualités qu'elle exige. Je trouverai encore moins à recruter des successeurs à ceux qui s'en iront; dès lors, on sera amené à remplacer, partout et de suite, les commandants militaires de cercle par des administrateurs civils. L'Algérie n'est pas mûre pour se passer encore partout du commandement militaire. Mon dévouement au pays m'oblige à soumettre cette appréhension si grave à l'esprit judicieux de M. le garde des sceaux. La suspicion dans laquelle sont tenus nos chefs militaires ne repose d'ailleurs que sur des calomnies. Chanzy, Ducrot et Vinoy ont exercé ces mêmes fonctions, et il y

les termes les plus pressants contre cet article 5, qui allait le priver de collaborateurs qu'il ne pourrait remplacer : il y revint à plusieurs reprises, mais ne put rien obtenir de l'entêté vieillard qui avait signé ce décret.

Alors, n'écoutant que son patriotisme et faisant, le premier, abnégation de ses légitimes susceptibilités d'homme et de soldat, le général Lallemand adressa à ces officiers, qui tous l'aimaient et l'estimaient, un appel ému [1] qui heureusement fut entendu.

« Que serait-il arrivé, en effet, si ces officiers n'avaient pas tenu compte de ces adjurations, et si, avec moins d'abnégation et moins de vertu (car il fallait de la vertu pour cela), ils étaient tous partis, et

---

a, parmi les chefs actuels, beaucoup de nobles cœurs qui battent à l'unisson des leurs; s'il en est temps encore, je conjure M. le garde des sceaux de supprimer la disposition comminatoire. Un commandant de cercle n'est pas assimilable à un commandant de navire. Il ne tient pas son cercle comme celui-ci son bâtiment. Je répète surtout que ce n'est pas une fonction qui s'impose.

« Général Lallemand. »

Le 6 janvier, le général écrivait encore : « Le décret sur les bureaux arabes provoque une épidémie de démissions, que je cherche à arrêter par une lettre, car il me faut quelques hommes d'expérience. »

1. « Alger, 11 janvier 1871. — « Général... En présence des malheurs qui sont venus fondre sur la France, voici la question que doivent s'adresser messieurs les officiers qui ont donné leur démission et ceux qui, par abnégation, n'ont pas protesté :

« 1° L'administration militaire, en territoire arabe, est-elle, oui ou non, indispensable en ce moment?

« 2° Le concours dévoué des officiers qui ont, par leurs efforts, maintenu, dans cette époque de crise, la tranquillité du pays, est-il encore nécessaire?

« 3° N'y a-t-il pas, pour la mère-patrie, un intérêt considérable à maintenir la tranquillité de notre belle colonie d'Algérie, et n'est-ce pas aux officiers des bureaux arabes et aux commandants supérieurs qu'incombe encore cette tâche difficile et ingrate?

« Je laisse aux officiers sous vos ordres le soin de répondre en leur âme et conscience.

« Le bon Français, le patriote, le soldat, ne peut hésiter; il doit mépriser les injures et puiser dans sa conscience la force pour résister à des entraînements funestes.

« Lorsqu'il sera possible de remplacer par une administration civile l'administration militaire, nous nous effacerons avec joie, nous nous retirerons avec la ferme conviction d'avoir accompli une mission utile à la France.

« Mais, tant qu'il ne sera pas possible d'organiser un autre rouage administratif, nous devons réagir contre nos consciences outragées, et, comme de vaillants soldats, rester sur la brèche, exposés aux reproches immérités et à l'animadversion de gens ignorant le pays et les difficultés qu'il présente. — Se retirer en ce moment, ce serait commettre une mauvaise action et compromettre la chose publique.

« Général Lallemand. »

si le général lui-même était parti, laissant l'Algérie en proie à des insurrections commencées, en face du mauvais esprit des tribus et de cette administration impuissante à réprimer quelque désordre que ce fût dans l'intérieur des territoires? c'était assurément la perte de l'Algérie [1]. »

Ce que le général ne put empêcher, ce fut les commentaires auxquels donna lieu chez les indigènes ce décret de défiance et de menace contre des officiers qu'ils respectaient et auxquels ils rendaient pleine justice.

Ce malencontreux décret fut aggravé par d'autres qui, conçus dans le même esprit [2], accélérèrent la désorganisation, le déplacement des responsabilités, et enfin créèrent partout le désordre qui prépara le terrain à l'insurrection.

L'un d'eux, portant cette même date du 24 décembre, enlevait « *immédiatement* » à l'administration militaire « le territoire des tribus contiguës aux territoires civils existants » et les remettait « aux autorités civiles communales ou départementales voisines ».

L'énoncé était bien anodin, et, au fond, il répondait à des *desiderata* qui plus tard devaient être réalisés sans inconvénients; cependant ce décret fut, de tous ceux rendus par la délégation de Bordeaux, celui qui fit le plus grand mal à l'Algérie. Les autres eurent, il est vrai, beaucoup plus de retentissement, aussi bien chez les indigènes que chez les Français; ils servirent de thème à des récriminations justifiées et à des thèses bruyantes, mais ils purent être en partie atténués dans leurs effets nuisibles, et aucun d'eux ne fut aussi dissolvant. C'est que ce décret du 24 décembre, sous prétexte d'extension du régime civil, supprimait en fait la police judiciaire [3] dans les trois quarts des territoires indigènes de la province de Constantine, et mettait aux prises l'Administration et la Justice.

Pour une foule de raisons [4] ce décret n'était pas applicable, et

---

1. Opinion émise par le général Lallemand et extraite de sa déposition devant la Commission d'enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale : Algérie, t. II, p. 82.

2. Les rapports ou instructions qui accompagnent ces décrets sont aussi maladroits que les décrets. Un seul est rédigé avec convenance et habileté (celui du 4 janvier); mais celui-là n'est pas l'œuvre de M. Crémieux; il est signé *Gambetta*, et M. Crémieux n'a fait que le contresigner.

3. Les officiers des affaires indigènes sont « *officiers de police judiciaire en territoire militaire* », et ils n'ont plus cette qualité dans les territoires soumis à l'administration civile.

4. Parmi ces raisons se trouvait tout d'abord l'impossibilité de trouver un sens juridique et précis au mot tribu, qui désigne « les gens descendant d'un

l'administration militaire continua à être chargée des « *territoires visés* » ; mais le parquet général déclara que le fait seul de la promulgation rendait *de plano* la juridiction ordinaire obligatoire dans lesdits territoires. Cette situation baroque, et qui eut pour effet d'empêcher toute répression administrative ou militaire dans un moment où il fallait agir vite et ferme, devait peser sur l'Algérie jusqu'en 1873 [1].

Pour compléter le gâchis, un décret du 1er janvier retira au général Lallemand la haute administration des territoires militaires et plaça dans chaque province les officiers des affaires indigènes sous les ordres d'un « général de brigade administrateur », ne relevant pas du général commandant la division, mais bien du commissaire extraordinaire. C'était enlever aux chefs indigènes le peu de confiance qui leur restait encore en notre bon sens et en notre bienveillance à leur égard, confiance qui n'existait que parce qu'ils voyaient à la tête des affaires les intéressant directement le général Lallemand, dont, depuis de nombreuses années, ils avaient pu apprécier les rares qualités. Tous, au contraire, avaient des préventions non déguisées contre M. Dubouzet, l'ancien journaliste de l'opposition, dont ils ne pouvaient comprendre la nomination subite à la tête du gouvernement de l'Algérie.

---

ancêtre commun, d'après la tradition ou la notoriété » ; on va loin avec cela : et, par exemple, la tribu des Ouled-Naïl aurait compris tout le cercle de Djelfa, presque tout le cercle de Bouçada, une partie de celui de Laghouat et de celui de Biskra. Dans la pratique administrative, on admet qu'une tribu répond à un caïdat dans les provinces d'Alger et d'Oran, et à un chikhat dans celle de Constantine. Mais il y a des chioukh qui ont plusieurs tribus et des tribus qui sont divisées en plusieurs chikhat.

1. Un décret du 11 septembre 1873 autorisa le gouverneur général « à suspendre l'exécution du décret du 24 décembre dans toutes les parties du territoire où il jugeait son application prématurée ».

Ce décret était précédé des considérants suivants, qui eussent été encore plus vrais en 1870 qu'en 1873 :

« Considérant que l'application du décret du 24 décembre 1870 n'est possible qu'à la condition pour l'administration et la justice de disposer de moyens d'action suffisants ;

« Considérant qu'en fait ces moyens font défaut et que, dans la plupart des territoires où les dispositions dudit décret ont été mises en vigueur, il est résulté de leur application des embarras et des difficultés considérables, tant pour l'ordre public que pour les intérêts des Européens..... (spécial aux circonscriptions cantonales et au décret du 20 février 1873) ;

« Considérant enfin que, jusqu'au moment où il sera possible d'appliquer les dispositions du régime nouveau....., il est indispensable d'y assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité, ainsi que le fonctionnement de la justice..... ;

« Attendu l'URGENCE, arrête, etc... »

Tous ces décrets arrivaient bien mal à propos, car en ce moment les nouvelles du sud-est étaient graves et remuaient les indigènes, qui s'exaltaient en les propageant et en les amplifiant. Ce fut en effet dans les derniers jours de décembre et au commencement de janvier que l'on commença à parler dans la division de Constantine des préparatifs faits contre nous à Nefta par Mahieddine, le fils de l'ex-émir El-hadj-Abd-el-Kader.

Le 3 et le 4 janvier, il était arrivé au commandant supérieur de Biskra des lettres par lesquelles le chef contesté de la zaouïa de Nefta, Si-Hoceïne-ben-Ali-ben-Otmane, nous confirmait la présence à Nefta de Si-Mahieddine, venu par Tozeur, et nous donnait quelques détails sur les principaux personnages réunis avec lui et Naceur-ben-Chohra.

D'après ces lettres, il y avait avec le fils de l'émir :

1° Un parent, ou plutôt un ami, qu'on sut plus tard être Ben-Hallel, un des anciens secrétaires de l'émir ;

2° Un Européen aux yeux bleus, à la barbe rougeâtre, aux cheveux châtains, au teint clair [1], parlant bien l'arabe, montant mal à cheval et ayant une cicatrice au-dessus de l'œil droit ;

3° Si-Mohammed-Zerrouq-ben-Sidi-Salah, marabout algérien des environs de Biskra, ayant joué un rôle important lors de l'insurrection de Zaatcha, et depuis cette époque réfugié en Tripolitaine, d'où il était venu avec Mahieddine ;

4° Un certain Si-Brahim, moqaddem des Khouan, de l'ordre de Abdelkader-ben-Djilali, ayant des intelligences à Ouargla, où il fut envoyé peu de jours après son arrivée à Nefta ; il était peu connu en Algérie, mais la rumeur publique lui créa bien vite une personnalité en relief, et on affirma que c'était Brahim-ben-Abdallah, l'ancien chef de l'insurrection de 1864 (alors interné à Sainte-Marguerite) [2] ;

5° Mohammed-ben-el-Achani, originaire des Bouaziz de Biskra, et réfugié depuis longtemps au Nefzaoua ;

6° Un khodja, Si-Ahmed, originaire du Kef, et donné à Mahieddine par un marabout de cette ville, Si-el-Mizouni, que nous verrons jouer un rôle plus tard sur la frontière ;

---

1. Jaune, dit l'arabe, ce qui est l'épithète caractéristique du teint clair des Européens.

2. Sa présence était bien simple pour les indigènes : il avait obtenu de faire avec nous la guerre contre la Prusse, avait déserté et avait été envoyé avec de l'argent par les Prussiens dans le Djerid. Le point de départ de cette légende était, outre le nom de Brahim, le fait connu que les internés de Sainte-Marguerite avaient demandé à s'engager et à combattre pour nous. Mais ils n'avaient pas quitté leur prison.

7° Un kahouadji, ou cafetier.

On annonçait l'arrivée de Selmane, l'ancien sultan de Tougourt, et de Mostafa-ben-Ahmed-Sghir, fils de l'ancien khalifat de l'émir, dans les Ziban, et plus connu à Tunis sous le nom de Mostafa-Ould-Sidi-Oqba.

Ces deux individus, encore à Tunis, furent, sur notre demande, arrêtés par ordre du bey[1]. Selmane, alcoolique et inconscient, fut gardé à vue par trois officiers tunisiens; Mostafa fut consigné au Bardo.

Par contre, Bou-Alleg, les fils de Taïeb-ben-Amrane, avec les Oghrab et les Hammama, se groupaient autour de Mahieddine et de Naceur-ben-Chohra, occupés à organiser leurs contingents et à expédier de tous les côtés des émissaires et des lettres. Ces lettres étaient de deux sortes: les unes, destinées à nous donner le change et à endormir notre vigilance, tout en entretenant l'agitation dans le pays, étaient signées par des tiers; les autres, émanant de Mahieddine et de Naceur-ben-Chohra, faisaient un appel direct aux chefs indigènes et aux populations.

Voici, à titre de document, quelques spécimens de celles qui nous furent remises par des chefs fidèles :

« Bou-Hafs-ben-Mansour (du Djerid) au caïd du Zab-Chergui, Si-Mihoub-ben-Chennouf. — (Salutations)... Je vous informe que le vice-roi d'Égypte Abbas-Pacha est en route avec 6,000 Turcs pour s'emparer de Tunis. Afin de cacher ses projets, il a fait courir le bruit que cette armée devait opérer en Algérie, et il a appelé à le suivre toutes les tribus de l'Algérie et celles du Djebel-Lakhedar (Tripolitaine). »

Il était évident que l'annonce de l'arrivée d'une armée turque et d'une armée égyptienne était ou le résultat de promesses faites par Mahieddine et l'espion prussien, ou l'exécution d'une consigne donnée, car plusieurs lettres arrivèrent, à cette époque, conçues dans des termes identiques.

A peu près en même temps, le caïd de Biskra, Mohammed-Sghir-Ben-Gana, nous communiquait la lettre suivante que lui adressait son ancien administré, Si-Mohammed-Zerrouq-ben-Sidi-Salah, compagnon de Mahieddine :

« Notre seigneur Mahieddine, fils de l'émir El-hadj-Abd-el-Kader,

---

1. Le bey de Tunis, sous la pression de notre consul général, mit une certaine bonne volonté à nous aider. Il fit encore arrêter, le 22 janvier, à Gabès, une vingtaine d'individus étrangers au pays et presque tous Algériens, ainsi qu'un parent de l'émir Abd-el-Kader allant rejoindre Mahieddine.

vient d'arriver auprès de Naceur-ben-Chohra pour faire la guerre sainte. Le sultan de Stamboul a envoyé une armée à Tripoli ; il donne l'Algérie et la Tunisie à Ismaïl-Pacha, vice-roi d'Égypte. Plusieurs nations ont approuvé le partage, d'autres ne l'ont point approuvé. Le sultan désire que les Arabes de l'Algérie se débarrassent de l'ennemi avant qu'ils ne deviennent Prussiens ; lorsque je me serai entendu avec Si-Mahieddine, je vous donnerai des nouvelles positives à ce sujet. »

Le jour même où cette lettre était entre nos mains, 4 janvier, Si-Mihoub-ben-Chennouf nous envoyait onze lettres, portant, les unes le cachet de Si-Mahieddine, les autres celui de Naceur-ben-Chohra ; elle étaient adressées au marabout de Temacine, à Si-Ali-Bey, agha de Tougourt et Ouargla, aux chefs et notables des Troud du Souf. Bientôt nos chefs indigènes nous en envoyèrent de tous les côtés [1], et on sut qu'il en avait été expédié de semblables à Laghouat, à Metlili, au Mzab, au chérif Bouchoucha, aux Mekhadma, aux Chamba, aux Saïd-Otba de Ouargla, etc.

Toutes ces lettres étaient identiques dans le fond ; celles adressées aux notables, caïds, etc., étaient sur des demi-feuilles de papier *Bath*; celles adressées aux grandes personnalités, comme le marabout de Temacine, Ali-Bey, etc., étaient sur grand papier tellière. Toutes étaient revêtues en tête [2] du cachet du signataire, et elles allaient deux par deux : une de Naceur-ben-Chohra, présentant Mahieddine et affirmant sa sincérité, l'autre de Mahieddine lui-même.

Voici la traduction d'une des plus complètes de celles de Naceur-ben-Chohra. En tête est son cachet carré à pan coupé, bien connu dans tout le Sahara.

« Notre seigneur Mahieddine, fils de l'émir El-hadj-Abd-el-Kader, est venu ici par ordre du Sultan, que Dieu le chérisse ! Il veut régénérer la religion. S'il plaît à Dieu, il ira d'ici à Alger rejoindre son père qui aura besoin de lui [qui l'attend] [3]. La colonne expéditionnaire du Sultan est arrivée à Tripoli. Si vous êtes disposé à venir nous trouver [si

1. Le commandant supérieur du cercle de Biskra en expédia, en deux envois, quarante-quatre, qui sont aux archives du gouvernement général.

2. Le cachet en tête de la lettre n'est mis que lorsqu'on écrit à un subordonné. Par politesse, ou d'égal à égal, ou à plus forte raison d'inférieur à supérieur, le cachet est apposé au bas de la lettre ou au verso.

3. On a placé entre crochets quelques variantes prises dans d'autres lettres et pouvant offrir un certain intérêt. Le canevas et la phraséologie étaient d'ailleurs identiques dans toutes les lettres. Le même texte semble avoir été dicté à la fois à plusieurs écrivains.

vous tenez à son amitié], adressez-lui une députation ; sinon, vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même de ce qui arrivera. [Le porteur complétera de vive voix les renseignements.] Écrit de la part de l'émir Naceur-ben-Chohra. Salut. 6 chaoual 1287 (30 décembre 1870). »

Les lettres de Mahieddine ont, en tête, un grand cachet rond [1] et sont ainsi libellées :

(Cachet.) « Il n'y a de secours que de la part de Dieu. Celui qui implore l'assistance du Fort, du Dompteur, Mahieddine, fils de l'émir Abd-el-Kader, 1287.

(Texte.) « Nous sommes venus ici avec l'intention de secourir [d'exalter] la religion [l'Islam menacé] et de protéger le pays. Nous savons que vous désirez la guerre sainte [et qu'au nom de la religion nous trouverons en vous un digne ami et allié]. Dieu a anéanti nos ennemis, il ne leur reste plus ni territoire ni armée. Tenez-vous prêt pour le jour de notre arrivée au milieu de vous. Vous n'ignorez point que les prescriptions de Dieu sont que l'infirme seul peut s'abstenir de combattre : tout homme valide doit contribuer au Djehad, soit de sa personne, soit de ses biens. Préparez-vous donc à relever la religion [je sais que c'est toujours votre intention et que vous êtes des gens généreux]. Le moment du départ est proche, et votre délivrance imminente. Soyez sur vos gardes. Salut. »

Beaucoup de ces lettres étaient adressées à des collectivités, « aux notables et gens de telle ou telle tribu » ; et, complétées par les paroles des émissaires, elles causèrent une grosse émotion chez les indigènes.

Dans le public européen, on ne crut [2] pas à l'existence de Mahieddine, et on accusa les bureaux arabes de répandre de fausses nouvelles et de provoquer à l'insurrection, car on avait toujours une entière confiance dans les indigènes.

Le gouvernement de Bordeaux, s'il partagea dans une certaine mesure cette confiance [3], agit du moins avec sagesse ; il télégraphia

---

1. De trente-cinq millimètres de diamètre, ce qui est une dimension *princière*.

2. On y crut si peu que dans son rapport, page 715, M. de la Sicotière traite d'*imaginations* et de simple bruit la présence du *prétendu Mahieddine*, et donne, d'après M. Dubouzet, une lettre « du prétendu Mahieddine, scellée, disait-on, du cachet de l'émir », lettre qui est simplement une de celles de Naceur-ben-Chohra (qui signait : *l'émir*). Les documents que nous citons ici, les ayant sous les yeux, et ceux que nous citerons plus loin, émanant de l'émir, ne laissent cependant aucun doute sur cet épisode malheureusement trop vrai.

3. Le gouvernement de Bordeaux partageait en effet cette confiance, parce qu'il s'en tint aux renseignements mal digérés donnés par M. Dubouzet ; sa communication à notre consul s'en ressentit, et c'est ainsi que l'émir, dans la

tout de suite à notre consul à Damas pour faire démentir par l'émir Abd-el-Kader la présence de son fils. L'émir ignorait ces faits ; déjà il s'était employé pour faire quitter Tunis à son fils et le renvoyer en Égypte; trois fois, il avait écrit dans ce sens à notre consul général, et il vivait dans la certitude que son fils s'était embarqué le 21 novembre à destination de Malte et du Caire. Il fut très surpris de la communication que lui fit notre agent diplomatique, et immédiatement il adressa au gouvernement de Bordeaux la lettre suivante, qui désavoue l'intrigue de Nefta et la met sur le compte d'un faux Mahieddine [1].

---

lettre citée plus loin, parle de l'usage abusif fait de son *cachet*. Or, aucune des lettres de Mahieddine ne portait le cachet de son père, cachet bien connu en Algérie de tous les indigènes ou de tous les Européens arabisants, et qui est de la dimension d'une pièce de 50 centimes.

1. Lorsque, plus tard, il n'y eut plus d'inconvénient à parler de l'expédition avortée de Mahieddine, et que l'émir eut été renseigné d'une façon plus précise sur l'équipée de son fils, il écrivit les lettres suivantes, qui furent communiquées au gouverneur général et insérées au *Mobacher*.

*Mobacher* du 1er juin 1871.

« A notre cousin Et Tayeb-ben-el-Mokhtar (cadi de Mascara). — Que Dieu vous protège et vous préserve de tout malheur ! J'ai reçu votre lettre datée de la dernière décade de dou-el-hidja (premiers jours de mars 1871) ; j'ai remercié Dieu de ce que vous étiez en bonne santé et lui ai rendu grâce de l'état de fertilité extraordinaire où se trouve votre contrée.

« J'ai appris que Mahieddine avait paru dans le Sahara oriental, bien que je ne l'eusse autorisé à se rendre qu'à Alexandrie ou dans les environs de cette ville. La maladie dont il est affecté rendait nécessaire ce changement de climat. Gardez-vous de le suivre dans la voie où il est entré et conseillez à tous les amis de ne pas se joindre à lui. Adopter ses vues serait une pure étourderie. Le sage doit prêter l'oreille aux avertissements de l'homme expérimenté et voir les conséquences de ses actes avant de les commettre.

« Mahieddine s'est jeté dans une entreprise dont il ne retirera rien de bon. Nous sommes à Dieu et nous retournerons à lui. Dans les jours d'épreuve, un certain voile semble s'abaisser sur les yeux de l'homme, qui ne voit plus alors les choses que sous des aspects séduisants, quand, en réalité, elles n'ont aucune beauté. Salut. — 20 moharem 1288 (11 avril 1871).

« Votre frère, Abd-el-Kader. »

Le 8 juin, le *Mobacher* publiait encore les deux lettres suivantes :

« A S. E. M. J. Bertrand (gérant du consulat de France à Damas). Que Dieu le comble de félicité. Amen. — Une personne arrivée hier d'Algérie, où elle s'était rendue il y a six mois, m'a informé que l'ennemi de Dieu, mon ennemi et l'ennemi de sa propre personne, le fou Mahieddine, était arrivé jusqu'aux frontières, entre Tunis et l'Algérie. Cette mauvaise nouvelle m'a occasionné une peine et une tristesse qu'il me serait difficile de vous décrire ; elle m'a troublé, et je ne sais que faire pour conjurer le mal, car certainement j'aurais préféré apprendre

« Louange à Dieu, il est unique ! A leurs Excellences, Messieurs les membres du gouvernement de la France, résidant à Bordeaux, que Dieu les aide et leur donne la victoire ! Vous nous avez informé que des imposteurs se servaient de notre nom et de notre cachet pour soulever le Sahara de l'est, pour exciter les mécontents et porter les armes contre la France. Quand un grand nombre de nos frères, Dieu les protège ! sont dans vos rangs pour repousser l'ennemi envahisseur, et quand vous travaillez à rendre les Arabes des tribus libres comme les Français eux-mêmes, nous venons dire que ces tentatives insensées, quels qu'en soient les auteurs, sont faites contre la justice, contre la volonté de Dieu et la mienne. Nous prions le Tout-Puissant de punir les traitres et de confondre les ennemis de la France. Le 20 chaoual 1287 (3 janvier 1871). »

Le texte de cette protestation n'arriva que beaucoup plus tard en Algérie ; il ne put être publié que le 3 février, et ce ne fut que le 6 que l'on put commencer à distribuer dans les tribus une photographie faite à Bordeaux et reproduisant *in extenso* la lettre de l'émir.

Pendant ce temps, l'œuvre d'excitation et de dénigrement de Mahieddine avait suivi son cours et avait contribué, dans une large mesure, à augmenter les méfiances et les désordres locaux, en confirmant la certitude, qu'on avait déjà, de notre impuissance et de notre

---

la mort de mon fils que de le savoir lancé dans cette mauvaise voie. Sachant que beaucoup de personnes éloignées de moi pourraient supposer que cette conduite blâmable est autorisée par moi, et ignorant d'un autre côté la voie à suivre pour établir mon innocence et faire connaître que je renie ce fils insensé, je viens vous prier de vouloir bien écrire au ministre, et, dans le cas où Son Excellence le jugerait convenable, j'adresserais des lettres particulières à chacune des tribus qui seraient entrées en relation avec le malfaiteur. Cela, bien entendu, lorsqu'on m'aurait fait connaître où celui-ci se trouverait et le nom des tribus chez lesquelles il serait.

« Tout le monde serait convaincu alors que je le renie et que je suis innocent de ses actes. — Milieu de moharem 1288 (9 avril 1871).

« Le dévoué ABD-EL-KADER. »

La seconde est faite pour la publicité en Algérie ; c'est un manifeste ainsi conçu. (A cette époque, Mahieddine était depuis le 6 ou 8 avril à Alexandrie.)

« Louange à Dieu !

« Mon malheureux fils Mahieddine a osé, il y a quelque temps, partir sans ma volonté, en Afrique, ainsi que je viens de l'apprendre ; il est uni à des malfaiteurs et entreprend de semer le trouble et la désunion dans les environs de la province de Constantine, action dont le résultat est de priver les habitants de leur tranquillité et de leur félicité.

« Cette conduite étant contraire à la volonté de Dieu et à la mienne, j'ordonne

écrasement. Au mois de janvier, les indigènes étaient convaincus que les territoires occupés en France par les armées allemandes étaient pour toujours acquis à la Prusse, et ils disaient que, si Paris succombait, la France, et avec elle l'Algérie, deviendraient partie intégrante de la Prusse, perspective qui leur souriait peu, car ils avaient entendu parler de la dureté et de la rapacité de la race germanique. Cette opinion était exprimée ouvertement dans des tribus sahariennes, d'ailleurs respectueuses et déférentes vis-à-vis des officiers qui les parcouraient et s'efforçaient d'empêcher les rixes de soff.

Calmer les surexcitations d'où qu'elles vinssent, empêcher les coups de fusil entre les tribus, conserver précieusement les sympathies et le concours de toutes les personnalités dont l'influence sur les masses pouvait, dans de certaines limites, suppléer à la force qui nous manquait, telle pouvait être alors la seule politique pratique et raisonnable.

Cette ligne de conduite fut celle prescrite au colonel Bonvalet, qui, à la fin de décembre, venait d'être appelé de Miliana au commandement de la subdivision de Sétif, en remplacement du général Augeraud, mis à la tête de la division.

Le colonel était alors le seul homme, en Algérie, qui connût bien la subdivision de Sétif (il avait été chef du bureau arabe de Sétif et commandant supérieur de Bougie), mais il était peu sympathique aux Ouled-Moqrane de la Medjana, et à Ben-Ali-Chérif, parce que, ayant

---

et je commande à mon susdit fils, aussitôt qu'il aura pris connaissance des présentes, d'abandonner la mauvaise voie qu'il suit et de revenir sans retard, sinon il cessera d'être digne de s'appeler mon fils et méritera la colère de Dieu et la mienne.

« C'est à vous, hommes sages, qu'il appartiendrait alors de le chasser de vos foyers, car il attirerait sur vous, sur vos familles et sur vos enfants, de grands malheurs, et serait cause de la ruine de votre pays ! C'est à vous aussi d'empêcher vos jeunes gens de prendre part à ses actes et de s'accorder avec lui ! Recommandez-leur d'obéir aux ordres de l'autorité française, qui, par sa bonne administration, a consolidé les bases de la tranquillité du pays, a augmenté votre bien-être, vous a élevé au suprême degré de gloire et d'honneur, et ne cesse pas de respecter vos lois religieuses, votre prophète et votre livre.

« Tous ceux qui oseront aider mon fils à dépouiller le pays de sa tranquillité et à semer la désunion mériteront la colère de Dieu. Car il déteste le mal et il aime le bien.

« C'est mon conseil, c'est mon ordre ; quiconque y contreviendra s'en repentira et n'aura à s'en prendre qu'à lui-même. — Fin de moharem 1288 (20 avril 1871).

« Le sincère Abd-el-Kader. »

Voir plus loin, livre II, chapitre I, une note qui donne l'épilogue de l'aventure de Mahieddine, après son départ de l'Algérie.

jadis tiré grand parti de l'influence de Chikh-el-Haddad, alors tout dévoué à la France, il passait pour être du soff hostile au bachagha Moqrani. Sa nomination, accueillie avec une joie un peu bruyante par les Ouled-Abdesselem et par Aziz, avait par contre consterné le soff de la Medjana et de Chellata.

Le colonel, bien entendu, n'était d'aucun soff; mais, quelles que fussent sa droiture et l'élévation de son caractère, il était classé comme tel par les indigènes et même par les Européens de Sétif, qui reprochaient au général Augeraud ses sympathies et ses ménagements pour les bachaghas Moqrani et Ben-Ali-Chérif.

Le 1er janvier 1871, étant de passage à Bougie, le colonel Bonvalet recevait les visites des chefs indigènes de son ancien cercle et de quelques autres de la Kabylie de Sétif, envoyés par le général Augeraud pour coopérer à la réconciliation à essayer entre les deux soffs, conformément à ce qui avait été convenu avec Moqrani.

Dans cette réception, les caïds affirmèrent leurs sentiments de dévouement à la France. Aziz, en particulier, se confondit en protestations chaleureuses, et il offrit même de s'embarquer pour faire un voyage en France, si son éloignement pouvait nous être utile ou agréable. Mais, cette offre faite, il se hâta d'ajouter qu'en raison de l'âge de son père et des préoccupations exclusivement religieuses de son frère, son départ exaspérerait les Khouan et amènerait des désordres graves.

Par contre, le fils de Ben-Ali-Chérif, Si-Mohammed-Chérif, caïd des Beni-Aydel, fut très net dans ses déclarations. Il dit et démontra par des faits que l'exercice de ses fonctions de caïd était rendu impossible par les intrigues et l'opposition d'Aziz, qui faisait de ses Khouan autant d'instruments politiques pour saper l'autorité du chef investi par la France, et il demanda l'éloignement d'Aziz pour cause de sécurité publique, pendant qu'on pouvait encore l'arrêter sans difficulté. « Vous parlez de réconciliation, ajouta-t-il, elle n'est pas possible: il vous faut choisir entre mon père et les Khouan, sinon le désordre fera naître l'insurrection. »

Le colonel Bonvalet se contenta de lui répondre que ce qui n'était pas possible avec un jeune homme comme lui était possible avec un homme plus âgé, et qu'il traiterait cette question avec le bachagha de Chellata.

Le 2 janvier, en effet, le colonel écrivait à Ben-Ali-Chérif :

« En arrivant hier à Bougie, où je me suis arrêté avant de me rendre à Sétif pour y prendre le commandement de la subdivision,

j'ai appris que vous aviez à vous plaindre d'intrigues faites par Chikh-Aziz-ben-el-Haddad dant le but de troubler l'ordre. Je l'ai vu, et fortement engagé à se tenir tranquille chez lui et à prescrire à ses Khouan la soumission la plus entière aux ordres de l'autorité, de payer les droits sur les marchés et d'éviter tout conflit qui pourrait amener du désordre.

« Je lui ai dit que je le rendais responsable de ses Khouan.

« De votre côté, je vous prie de vouloir bien, tout en usant de la prudence et de la modération dont vous avez fait preuve jusqu'ici, faire respecter l'autorité et maintenir l'ordre partout où on tenterait de le troubler; en ne vous appuyant jamais que sur le droit et la justice, vous êtes sûr de trouver chez moi l'appui le plus énergique. Veuillez rendre compte immédiatement au commandant supérieur du cercle de Bougie de tous les faits qui tendraient à jeter le trouble dans le pays et des mesures que vous aurez prises contre leurs auteurs.

« Soyez bien persuadé, mon cher bachagha, que, tout en cherchant à maintenir la paix dans le pays, je suis disposé à faire respecter le principe de l'autorité. Si les gens de désordre veulent la guerre, elle pèsera sur eux seuls.

« Quant à vous personnellement, mon cher bachagha, je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments affectueux. — Le commandant de la subdivision de Sétif,

« Bonvalet. »

« *P. S.* — J'ai appris avec peine que vous êtes malade. Malgré mon désir de vous voir, soignez votre santé, et si, dans quelques jours, je revenais à Bougie, je vous en informerais pour que nous puissions nous y rencontrer. »

Quelques jours plus tard, le 5 janvier, le bachagha Moqrani arrivait subitement à Akbou. Contrairement à ses habitudes, il ne s'était fait précéder la veille ou l'avant-veille d'aucun courrier, et, au lieu de la brillante escorte qui l'accompagnait toujours dans ses visites et ses tournées, il n'était suivi que de quelques cavaliers. Il mit son ami au courant des motifs qui l'avaient poussé à demander au général Augeraud de tenter un rapprochement entre la zaouïa de Seddouq et celle de Chellata.

Ben-Ali-Chérif ne fut pas content de cette démarche de Moqrani. Il comprenait très bien l'importance qu'il y avait pour les grandes familles à rester unies dans un moment de crise, et à affirmer leur influence dans un sens pacifique pour se créer des titres aussi bien

auprès des Français qu'auprès des masses indigènes qui, ayant goûté de la paix et de la sécurité pendant des années, préféraient les occupations agricoles et commerciales aux hasards des luttes armées et de la vie de razzias. Que les Ouled-Moqrane des Ouled-el-Hadj se réconcilient avec ceux des Ouled-Abdesselem, rien de mieux : ils étaient tous de la même famille, chefs investis et gens de poudre. Mais lui, marabout, ayant toujours prêché la paix, le travail et le respect de l'autorité, que lui voulait-on ? Aziz n'était pas un chef ; ce fils de forgeron n'était qu'un administré brouillon et intrigant. Son père, avec ses Khouan, était un ennemi de toutes les autorités, aussi bien de celle détenue par les Français que de celle reconnue, par les traditions locales, aux nobles d'épée et aux seigneurs religieux. Il n'y avait pas à s'entendre avec ces gens-là ; c'était une maladresse, presque un déshonneur.

« Il y a six mois et plus, ajouta-t-il, que j'engage les Français à se débarrasser de ces intrigants dangereux, et, aujourd'hui qu'il y a urgence à agir contre eux, ils vous envoient me dire de me réconcilier avec eux ! Je ne comprends pas. »

Moqrani insista, présentant la chose comme un service personnel à lui rendre ; selon lui, il était politique de ne pas donner raison au colonel Bonvalet, qui, en sa qualité d'ancien ami personnel de Chikh-el-Haddad, était hostile au soff de la Medjana et partageait les sympathies de la population Européenne de Sétif pour les Ouled-Abdesselem, auxquels il donnerait le commandement de la Medjana si on lui en facilitait les moyens par une opposition ou une sévérité intempestive vis-à-vis de la zaouïa de Seddouq à laquelle les Ouled-Abdesselem étaient inféodés.

Ben-Ali-Chérif ne fut pas convaincu ; mais il se résigna et attendit la confirmation officielle de ce que lui disait son ami.

Le 7 janvier, arrivèrent de Bougie les caïds Saïd-ben-Abid, du Sahel-Quebli ; Ahmed-ben-Djeddou, des Beni-Yala ; Ouraba, des Abd-el-Djebar ; Ahmed-ou-Mehenna, des Beni-Slimane de Takitount. Tahar-Aktouf, caïd des Beni-Ourtilane, s'était joint à eux sans y avoir été convié. Ils étaient porteurs d'une lettre du colonel Bonvalet, datée du 2 janvier et ainsi conçue [1] :

« Mon cher bachagha, avant de quitter Bougie, je veux encore tenter un effort pour amener la paix dans le pays, persuadé que vous ne verrez dans ma démarche que le désir de vous être utile en main-

1. Communiquée en original par M. Ben-Ali-Chérif.

tenant la paix dans le pays. J'envoie auprès de vous Si-Saïd-ben-Abid, Si-Ahmed-ou-Mehenna et le caïd Ouraba, et je prie également le bachagha de la Medjana, notre ami commun, et Si-ben-Djeddou [1] de se rencontrer avec eux à Akbou pour opérer une réconciliation entre vous et la famille du Chikh-el-Haddad.

« J'espère que Si-Aziz renoncera aux intrigues et qu'il marchera franchement dans une bonne voie; s'il n'en était pas ainsi, que les malheurs qui pourraient arriver plus tard retombent sur sa tête.

« Soyez sûr qu'en vous montrant grand et généreux, en pardonnant à ceux qui peuvent avoir eu des torts envers vous, votre position ne peut que grandir. Soyez également persuadé que le gouvernement, surtout celui de la République, saura toujours reconnaître le mérite des hommes tels que vous.

« Recevez, etc.

« *Signé :* Bonvalet. »

Cette lettre et cette démarche ne modifièrent pas les sentiments de Ben-Ali-Chérif, qui cependant ne voulut pas se mettre en travers des intentions de l'autorité.

Moqrani et les caïds se rendirent le 8 à Seddouq : c'était la première fois que le bachagha de la Medjana, Saïd-ben-Abid et Ben-Djeddou rendaient visite au vieux Chikh-el-Haddad, et tout se borna aux lieux communs qu'on échange dans une première entrevue. Mais, si la conversation fut insignifiante, l'importance de cette démarche du chef autorisé de la noblesse d'épée au grand maître des Rahmanya n'échappa à personne; et, encore bien que le bachagha n'eût pas mis à cette visite l'apparat ordinaire, l'orgueil d'Aziz fut agréablement flatté. Il lui fut facile, dès lors, de persuader aux Khouan que Moqrani était venu simplement rendre hommage au vieux pontife.

Le 9 janvier au soir, les caïds, ayant avec eux Aziz, étaient de retour à Akbou. L'entrevue entre le fils de Chikh-el-Haddad et Ben-Ali-Chérif fut froide et cérémonieuse. Ni la souplesse d'Aziz ni les efforts de Moqrani ne réussirent à vaincre la réserve de Ben-Ali-Chérif, habile à concilier les formules de la plus exquise courtoisie avec le peu de sympathie que lui inspirait Aziz. On se donna le baiser de paix, mais du bout des lèvres, et sans que personne fût dupe des protestations échangées.

On passa la journée du 10 à Akbou, et le 11 au matin chacun regagna sa tribu.

1. C'était le neveu de Ben-Ali-Chérif, mais il était plus âgé que son oncle.

Dans ces deux réunions de Seddouq et d'Akbou, on causa beaucoup des affaires de la France, on exprima des regrets du passé, et on n'y fit pas précisément l'éloge de M. Crémieux, ni celui du gouvernement de M. Dubouzet. Mais on n'alla pas au delà : il ne pouvait être question ni de complot ni de révolte entre ces anciens adversaires réunis dans de pareilles conditions et plus soucieux de s'observer que de se livrer les uns aux autres. Les survivants de ces entrevues n'ont pas cessé d'affirmer, depuis vingt ans, qu'il n'y eut ni réconciliation, ni complot, ni alliance, et les faits de l'insurrection viennent à l'appui de cette affirmation [1].

Le 12 janvier, Ben-Ali-Chérif écrivit au commandant supérieur de Bougie que l'entrevue avait eu lieu, qu'il n'avait jamais agi avec Aziz que dans l'intérêt de la paix et du calme, et qu'il ferait tous ses efforts pour que, à l'avenir, Aziz soit convaincu de ses bonnes intentions. Il ajoutait qu'aussitôt les pluies terminées, il enverrait son fils faire une visite à Chikh-el-Haddad. Le 17, il écrivit au colonel Bonvalet une lettre beaucoup plus sèche, et dans laquelle il ne cachait pas le mécontentement que lui avait causé cette entrevue et le peu d'effet qu'il en attendait [2].

---

1. On sait avec quelle âpreté l'on a attaqué, en 1871, la politique d'apaisement essayée par l'autorité militaire. En dehors des officiers des affaires indigènes, peu de personnes en Algérie apprécièrent sainement cette question; cependant, il y en eut. C'est ainsi que le 20 mars 1873, dans le procès des chefs indigènes, M. Forcioli, depuis sénateur et député, s'exprimait en ces termes dans sa plaidoirie :

« Quant à la réconciliation des soffs, dont on a fait un crime au général Augeraud et au colonel Bonvalet, j'estime, contrairement à mon confrère, qu'elle était politique et habile, et qu'elle devait retarder, sinon empêcher l'insurrection. — Elle ne l'a ni empêchée ni retardée, me dira-t-on. Messieurs, il est facile d'émettre une opinion lorsque le fait est accompli, mais il est moins facile de prévoir sainement. Pour apprécier ce qu'il fût advenu si la réconciliation n'eût pas eu lieu, il nous suffira de nous reporter à l'affaire de Tougourt, jugée récemment devant le conseil de guerre. Là, « la politique traditionnelle » avait bien été conservée, Ali-Bey avait été opposé à Bengana, et aucun chef militaire n'avait tenté de les réconcilier. L'insurrection a-t-elle été évitée? Loin de là, Messieurs, à la première nouvelle de nos désastres les deux soffs rivaux fondaient l'un sur l'autre, le pays était saccagé, la garnison française massacrée, chef en tête! Ainsi, d'un côté on réconcilie les soffs, l'insurrection éclate; et, de l'autre, on entretient leur animosité, elle n'en éclate pas moins. Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher la vraie cause. »

2. Voici la traduction de la lettre de Ben-Ali-Chérif :

« J'ai reçu votre lettre, du 2 de ce mois, dans laquelle, avant votre départ de Bougie, vous me recommandez instamment d'affermir le calme des tribus, et vous m'assurez que vous me prêterez tout votre appui pour maintenir la tranquillité dans le pays. Sachez, Seigneur, que nous n'avons aucun doute à cet égard. Vous ajoutiez que vous nous aviez envoyé les caïds pour amener une

En somme, il n'y eut rien de changé dans la situation de l'Oued-Sahel, ni ailleurs non plus. Partout les méfiances, les inquiétudes, les malentendus et les récriminations continuèrent. Notre autorité allait toujours s'affaiblissant, et sur certain point les *chertya*, ou simplement les djemaa, agissaient exactement comme si nous n'étions plus en Algérie : c'est ainsi qu'à El-Oued, au Souf, un mauvais sujet, convaincu de vol, avait la tète tranchée en plein marché devant les notables, et malgré l'opposition du chef investi qui réclamait son envoi à Biskra. La plupart des fortcresses naturelles, ou anciens *oppida* consacrés par la tradition comme des refuges assurés en cas de guerre ou de rébellion, étaient visitées; les brèches étaient réparées, les accès fermés par des barricades en pierres sèches. Chacun mettait ses richesses en sûreté : les uns dans des silos, les autres dans les *quelaa* situés dans les endroits les plus inaccessibles des montagnes. Le bachagha Moqrani avait donné l'exemple; son château crénelé de la Medjana ne lui avait plus paru assez sûr, et il avait fait transporter ses grains et ses effets mobiliers à la Qalaa des Beni-Abbès, dans la forteresse héréditaire de sa famille.

Sur toute la frontière de Tunisie, l'effervescence était grande, en-

---

réconciliation entre le fils de Ben-Haddad et moi, et que ces chefs étaient le bachagha Moqrani, le caïd Saïd, le caïd Ben-Djeddou, le caïd Ouraba, le caïd Ahmed-ou-Mehenna. Ces messieurs sont arrivés avec votre lettre.

« J'ai été très contrarié de cet événement, et j'ai vainement cherché ce que j'avais pu faire à Ben-Haddad, ou ce qu'il m'avait fait, pour que les choses en soient venues à ce point qu'on fût obligé de réunir tant de gens pour nous réconcilier.

« J'ai été aussi très surpris, et même effrayé, de ce que vous aviez dit dans une lettre à un de ces messieurs qu'il y avait une chose qui n'était pas convenable entre Ben-Haddad et Ben-Ali-Chérif. Je ne puis découvrir la cause de ces paroles, et je ne sais pas ce qui s'est passé entre lui et moi; que dis-je? il ne s'est absolument rien passé entre nous. J'en suis bien certain. Tout ce qu'il a fait autrefois ne pouvait nuire qu'au gouvernement, et point du tout à moi. Et la preuve, c'est que tout cela a eu lieu non seulement dans mon commandement, mais encore dans les autres tribus kabyles, dans le caïdat d'El-Harrach, dans celui du caïd Ouraba, etc.

« Soit, ne parlons plus de cela, oublions ce qui s'est passé comme si rien n'avait eu lieu, parce que, quand le fils d'El-Haddad est venu avec ces messieurs, qu'il a eu promis de ne plus agir comme autrefois, de rester soumis comme vous le lui aviez ordonné, je l'ai accueilli de mon mieux, et je l'ai assuré que je serais pour lui le même qu'autrefois : ce que j'ai toujours été avec tout le monde. Je lui ai dit que tous ses Khouan trouveraient en moi justice et équité comme par le passé. Puisse Dieu lui faire accomplir ses promesses et lui faire accepter vos excellents conseils : car, ainsi que vous le dites dans votre lettre, il est certain que le mal retombera sur son auteur.

« La conclusion de tout ceci, c'est que le bien du pays est entre vos mains, puisque vous êtes le chef de la subdivision. »

tretenue qu'elle était par les lettres de Mahieddine, par les marabouts du Kef et par les réfugiés algériens, qui, dans la Régence, subissaient, directement ou indirectement, les excitations des agents prussiens. A Souq-Ahras, on signalait les menées hostiles d'anciens caïds révoqués appartenant à la famille des Resqui [1], qui, depuis 1826, avaient joué un grand rôle dans les affaires de la région.

C'est en ce moment que M. Crémieux, toujours mal inspiré, jugea à propos d'adresser aux indigènes la déclaration suivante :

« Il n'est caché pour personne parmi les gens de bien que tout gouvernement désire pour ses administrés le bien, la paix et la prospérité. Certes il désire remplacer les mesures moins bonnes par des mesures meilleures. Les changements qu'il fait dans la manière d'administrer ne sont que pour diminuer les injustices et les erreurs. Certes il n'est pas caché, Dieu merci! au gouvernement que toute prospérité repose sur le respect de la famille, de la liberté religieuse, des personnes et de la propriété. Ceux qui ne comprennent pas les mesures nouvelles et les jugent mal ont tort, car il est sage de voir et de comparer avant d'approuver ou de blâmer. Le gouvernement de la République est tout disposé à faire pour les populations arabes, dont les fils se battent dans nos rangs, plus que n'ont fait les gouvernements passés. L'Empire leur a promis la terre qu'ils cultivent, sans avoir jamais tenu sa promesse. La République la leur donnera, de façon que chacun puisse être maître de sa terre, et l'améliorer

---

1. La confédération des Hanencha, inféodée aux descendants d'Hannach-ben-Abdallah, fils d'Omar-Ben-Khetab, khalifat et compagnon du prophète, forma, jusqu'en 1826, un grand chikhat héréditaire (48,000 habitants) à peu près indépendant, et dirigé tantôt par la branche aînée, les O.-Naceur-ben-Khaled, tantôt par la branche cadette, les O.-Menaceur-ben-Khaled. Ils comprennent toutes les tribus du cercle de Souq-Ahras, soit 16 tribus ou ethniques. En 1826, le bey Ahmed donna ce chikhat à Resqui-ben-Mansour-ben-Resqui, fils d'un secrétaire qui, en 1796, avait assassiné le chikh légitime. Une autre famille de secrétaires, celle d'Hassenaoui, après avoir, de 1826 à 1838, exercé la tutelle officieuse des héritiers légitimes, chercha à obtenir le pouvoir pour son compte personnel. Les Resqui et les Hassenaoui, riches des dépouilles de leurs seigneurs, furent dès lors les deux familles influentes, et celles qui nous fournirent les chefs de ce pays, divisé, en 1856, en quatre grands caïdats : Hanencha (12,000 habitants), Sefia (10,000 habitants), Ouillen (9,000 habitants), Ouled-Dia (7,000 habitants), Ouled-Bechia, et Ouled-Khiar (10,000 habitants). Les héritiers légitimes, absolument pauvres et besogneux, étaient, en 1843, représentés par un tout jeune homme, Khaled-ben-Ali, brave guerrier dont on fit un chef de goum dans le Sahara, et qui, en 1871, était caïd des Ouled-Sidi-Salah, et inféodé aux Bengana. Il ne rentra dans son pays qu'en 1872, comme caïd des Hanencha, réduits aux trois douars-communes de Zmala, Tifech, Zarouria (9,000 habitants).

Voir, dans la *Revue africaine* de 1874, l'*Histoire des Harrar, seigneurs des Hanencha,* par Féraud.

avec la certitude que son travail profitera à lui-même et à ses enfants.

« Bordeaux, le 14 janvier 1871.

« Le garde des sceaux,
« Président de la délégation du gouvernement :
« Crémieux. »

L'intention, sans doute, était bonne; mais, outre que ce n'était pas là le langage qu'il convenait de tenir à un peuple qui a horreur des innovations[1], ce document par le nom de son signataire constituait un véritable scandale. Un juif se permettre d'adresser une proclamation à des musulmans! Un juif leur parler comme un chef d'État! Jamais on n'avait vu une chose pareille!

A la notification qui lui fut faite de cette déclaration, le bachagha Moqrani répondit par écrit: « Je n'obéirai jamais à un juif. Si une partie de votre territoire est entre les mains d'un juif, c'est fini! Je veux bien me mettre au-dessous d'un sabre, dût-il me trancher la tête, mais au-dessous d'un juif, jamais! jamais! »

Dans les cafés maures, les fondouq, les marches, la déclaration fut

---

1. Peut-être n'est-il pas sans intérêt de rapprocher de cette déclaration, écrite par un homme qui ne connaissait pas les indigènes, la lettre suivante, par laquelle le chef du bureau arabe de Biskra notifiait, le 10 septembre, aux grands chefs du Sud, la proclamation de la République :

« Vous connaissez les événements qui se passent en France, vous savez quelle lutte héroïque et glorieuse l'armée, aidée de nos braves tirailleurs, soutient contre la Prusse.

« Dans cette lutte, le sultan Napoléon, qui s'était mis à la tête de l'armée, n'a pas su, malgré la vaillance des généraux et des soldats et malgré de nombreuses victoires, mener la guerre comme il fallait.

« En présence de cette conduite de l'Empereur, qui recherchait ses intérêts personnels et ceux de son soff plutôt que ceux de la France, les Français se sont levés et ont proclamé la déchéance de Napoléon, qui, aujourd'hui, est hors de la France.

« La République a été proclamée à Paris le 6 septembre (l'erreur résultait de télégrammes arrêtés à Batna). Tous les Français de tous les soffs y ont adhéré, et il n'y a eu en France ni dispute ni désordres.

« Vous avez déjà assisté à plusieurs changements de gouvernement en France depuis que Dieu a voulu que nous occupions l'Algérie. Vous savez que le chef de l'État peut changer, mais que la France reste toujours debout. Vous savez aussi que sous le gouvernement des fils du roi (les d'Orléans), sous celui de la République de 1848, sous celui de l'empereur Napoléon, la France vous a toujours considérés comme ses enfants, et n'a cessé de veiller à votre bien-être et à la satisfaction de tous vos intérêts légitimes.

« Les hommes placés à la tête du gouvernement de l'Algérie, et ceux qui,

commentée en des termes encore moins réservés. Les plus modérés des indigènes disaient : « La France n'est plus rien, puisqu'un juif la gouverne » ; et les fanatiques ajoutaient : « C'est là un signe certain que Dieu a aveuglé les Français, et que le jour marqué par lui pour leur départ et pour le triomphe de l'Islam est enfin arrivé. Que ceux qui comprennent se préparent donc à la guerre sainte. »

plus près de vous, sont les délégués du gouvernement pour vos affaires, ne sont pas changés; vous les connaissez de longue date, et vous savez que vous pouvez compter sur eux comme eux comptent sur votre concours loyal et complet pour les aider à réprimer tout fauteur de désordres, tout donneur de fausse nouvelle. »

## III

# LES PREMIÈRES HOSTILITÉS

(18 janvier 1871-10 mars 1871.)

Mobilisation des spahis (18 janvier 1871). — Incident et mutinerie des spahis de Moudjebeur (23 janvier). — Refus d'obéissance des spahis de Bou-Hadjar, le Tarf et Aïn-Guettar (20 janvier). — Révolte et désertion des spahis d'Aïn-Guettar (23-24 janvier). — Ahmed-Salah-ben-Resqui et Keblouti-ben-Tahar-ben-Resqui se joignent aux spahis à Enchir-Moussa, prêchent la révolte et cernent la zmala (24 janvier). — Pillages et assassinats dans la banlieue de Souq-Ahras (26 janvier). — Attaque de la ville par les révoltés (26 janvier). — Deuxième engagement à Souq-Ahras (27 janvier). — Troisième engagement et sortie (28 janvier). — Départ des troupes de Bône (26 janvier). — Départ du général Pouget avec le reste des troupes (27 janvier). — Reconnaissance et escarmouche à La Verdure (29 janvier). — Combat d'Aïn-Sennour (30 janvier). — Impression produite sur les indigènes par les affaires de Souq-Ahras (février). — Les méfiances de Moqrani vis-à-vis le colonel Bonvalet (janvier). — Entrevue du colonel Bonvalet et de Moqrani à Bordj-bou-Arreridj (3 février). — Visite de Ben-Ali-Chérif à Chikh-el-Haddad. — Arrivée à Constantine d'un général administrateur (7 février). — Situation politique des Ouled-Aïdoun. — Complot des Ouled-Aïdoun (13 février). — Attaque d'El-Milia (14 février). — Continuation des attaques contre le bordj d'El-Milia (15, 16 et 18 février). — Réunion à Aïn-Kechera des sagas de Collos, sous les ordres du capitaine Pont (18 février). — Départ des premières troupes de Constantine (20 février). — Affaire d'El-Ma-el-Abiod; arrivée du général Pouget (22 février). — Combat de Kef-el-Ghorab (24 février). — Engagements et razzia aux Beni-Caïd (El-Akbia) (25 février). — Prise du village de Seroudj-di-El-Acheeh (25 février). — Engagement au Kef-Zerzour et à Naïma (26 février). — Combats d'arrière-garde du Kef-Zerzour à El-Milia (27 février). — Destruction des villages des Ouled-Amiour (27 février). — Le général Pouget est rappelé d'urgence à Constantine (6 mars). — Mahieddine-ben-Abd-el-Kader reçoit la soumission des gens de Négrine et de Ferkane (fin février). — Les Ouled-Khalifa enlèvent à Cheria les troupeaux d'un colon de Tebessa (5 mars). — Coups de feu à Refana sur le commandant supérieur; pillage des environs de Tebessa (7 mars). — Tebessa cerné par les rebelles (8 mars). — Entrée de Mahieddine à Négrine (9 mars). — Entrée de Bouchoucha à Negouca (5 mars). — Entrée de Bouchoucha à Ouargla (6 mars). — Combat et razzia de Gour-Bekrat (10 mars).

Dans la province d'Oran, où nous avions la majeure partie de nos chefs indigènes recrutés dans l'ancien Makhzène turc, et où les grandes familles du Tell et des hauts plateaux étaient, avant tout, préoccu-

pées de résister aux Ouled-Sidi-Chikh, la désorganisation et le désordre étaient moins grands que dans cette malheureuse province de Constantine, où dominaient des influences féodales que, jusqu'alors, nous avions quelque peu ménagées, parce qu'elles nous avaient donné jadis, sans coup férir, plus des trois quarts du pays.

Ces influences étant plus directement menacées par nos déclamations imprudentes, nos mesures maladroites et nos manifestations intempestives, c'était de ce côté que la situation était surtout tendue, et elle l'était à tel point qu'il ne nous restait plus une faute à commettre pour avoir des coups de fusil.

Cette faute ne tarda pas à être commise. Le 18 janvier, le ministère de la guerre donnait l'ordre au général Lallemand d'organiser sans délai un régiment de spahis et de l'embarquer pour la France.

Les spahis de la division d'Oran étaient alors en expédition ou en colonne d'observation dans le sud, on n'y pouvait toucher; l'ordre ne fut transmis qu'aux zmalas du littoral des divisions d'Alger et de Constantine.

A Moudjebeur, le 23 janvier, les spahis mobilisés se mirent en marche à contre-cœur et mécontents. Sur la route, ils furent bientôt entourés de femmes, d'enfants, de parents et d'amis, qui, sous prétexte d'adieux, arrêtèrent la marche, et déterminèrent un léger désordre, au milieu duquel un coup de feu, tiré par un indigène étranger à l'escadron, tua raide un brigadier français. Les spahis rebroussèrent chemin, et, en dépit des ordres de leurs officiers, rentrèrent à Moudjebeur. Un petit détachement d'infanterie, envoyé de Boghar, vint entourer la zmala. Les spahis étaient tranquilles; ils n'avaient fait qu'opposer la force d'inertie et protester contre un départ imposé au mépris des clauses de leur engagement, qui ne les obligeait à servir qu'en Algérie. Ils s'étaient aussi défendus d'être pour quelque chose dans le meurtre du brigadier. Bref, à la vue des troupes et sous la pression de leurs officiers, ils se remirent en route, et arrivèrent à Alger. Là, le commissaire extraordinaire, qui avait reçu avis de mutineries semblables dans les zmalas du département de Constantine, et qui avait causé longuement avec le général Lallemand, consentit à prendre la responsabilité de s'opposer à l'exécution de l'ordre du ministre de la guerre. Il vint avec le général voir les spahis, causer avec eux, et, après leur avoir fait comprendre qu'on pouvait les embarquer de force, mais qu'on préférait n'avoir que des gens de bonne volonté, on les renvoya dans leur zmala, d'où les volontaires seuls devaient, plus tard, être mis en route. On leur donna

aussi l'assurance que l'assassinat du brigadier français n'entraînerait de responsabilité que pour ceux qui seraient reconnus avoir participé au crime.

Tout s'arrangea donc facilement à Alger, grâce au bon sens dont fit preuve M. Dubouzet conseillé par le général Lallemand, grâce aussi au bon esprit qui animait les tribus des spahis de Moudjebeur.

Il n'en fut pas de même dans la province de Constantine, où le milieu était bien plus surexcité.

Le 20 janvier, à la notification de l'ordre de mobilisation, les spahis des zmalas de Tarf, de Bou-Hadjar et d'Aïn-Gueltar, répondirent par un refus formel de s'embarquer. Au Tarf et à Bou-Hadjar, ce refus d'obéissance ne dépassa pas les limites d'une mutinerie militaire, qu'on apaisa, le 22, par l'annonce qu'on n'embarquerait que les volontaires.

Le 22, à Aïn-Guettar, 1 maréchal des logis, 3 brigadiers, 2 trompettes et 27 spahis avaient consenti à partir; les autres s'étaient sauvés à la débandade au moment de l'appel, et, dans la nuit du 22 au 23, 97, désertant avec armes et bagages, allaient s'installer, à 4 kilomètres du bordj, à Enchir-Moussa. Autour d'eux se groupaient immédiatement des parents, des amis, des mécontents des tribus voisines, et, pour accentuer leur rébellion, ils tuaient dans la journée un brigadier français, Lerazevet, se rendant à Souq-Ahras avec quatre spahis indigènes qui désertèrent.

Le lendemain 24, deux spahis fidèles, envoyés auprès des mutins pour connaître leurs intentions, revinrent en disant que ces derniers consentaient à rentrer à la zmala si on voulait oublier ce qui s'était passé, et leur promettre de ne pas les embarquer. Le commandant de l'escadron ne pouvait prendre sur lui une pareille mesure : il demanda des ordres, et, quand la réponse arriva d'Alger, les spahis refusèrent leur pardon.

C'est que, du 24 au 25, les mécontents des tribus voisines, groupés autour des révoltés, avaient été rejoints par l'ancien caïd révoqué Ahmed-Salah-ben-Resqui et par ses parents, qui prêchaient ouvertement l'insurrection : « La France est vaincue, épuisée, n'a plus d'armée, plus de gouvernement, plus de territoire, Paris est pris par les Prussiens, Mahieddine s'avance par Nefta et Négrine; de tous les côtés on va s'insurger en Algérie; l'occasion est unique pour se débarrasser des Français. Il n'y a que des chiens, fils de chiens, qui peuvent hésiter. »

Bientôt, à ces violences de langage d'Ahmed-Salah-ben-Resqui, d'El-

Fodhil-ben-Resqui et autres, s'ajoutèrent celles de leur parent Keblouti-ben-Tahar-ben-Resqui, venu de Tunisie à la tête de quelques cavaliers. Keblouti, ancien caïd des Hanencha, avait un certain vernis de civilisation et un esprit diabolique; il fut le grand entraîneur de tous ces gens encore hésitants, et le chef acclamé des premiers rebelles.

Le 24, il avait fait déjà cerner la zmala et couper les communications avec la ville. Le jeudi 26, jour de marché à Souq-Ahras, des fermes étaient pillées, neuf Européens isolés étaient tués; mais, en même temps, d'autres étaient ramenés à Souq-Ahras par des khamès ou serviteurs indigènes; le caïd Ahmed-Chérif-ben-Mrad, des Ouillen, ramenait à Souq-Ahras un convoi de douze Européens. Un certain Lakhdar-ben-Amor, kebir de douar, recueillait et sauvait un Européen, qu'il ne connaissait pas, avec un dévouement au-dessus de tout éloge [1].

Le même jour, à quatre heures, Souq-Ahras était attaqué du côté ouest par les spahis, armés de chassepots, et par les Arabes insurgés. Il n'y avait, dans cette ville ouverte, que 180 hommes du 43e mobile (Bouches-du-Rhône), 194 miliciens, 18 spahis fidèles, 80 hommes de goum. Une vingtaine d'habitants, des douaniers, des gendarmes, et 40 Mozabites qu'on eut le bon esprit de s'adjoindre, complétaient la défense. En tout : 532 hommes et deux obusiers. On se battit pendant une heure et demie environ. Grâce à l'emploi judicieux d'un des obusiers, grâce surtout au sang-froid et au courage des miliciens, on parvint à éloigner les assaillants, dont le nombre, d'ailleurs, n'était guère que de quatre à cinq cents.

Le vendredi 27, à huit heures du matin, on voyait les spahis rebelles emmener les troupeaux pris dans les fermes, et d'épaisses colonnes de fumée signalaient des incendies dans la campagne. On dissipa avec quelques obus des groupes qui s'approchaient de la ville, en se livrant à une fusillade plus bruyante qu'effective, en dépit des balles de chassepot qu'ils envoyaient par-dessus les têtes des défenseurs.

Le samedi 28, les capitaines Delahogue, commandant supérieur, et Havas du Tailly, chef du bureau arabe, firent une sortie avec le goum, les spahis et les douaniers. Ils ramenèrent le cadavre d'un des colons assassinés, et échangèrent quelques coups de fusil sans résultat avec

1. Il eut plus tard une médaille d'honneur. — L'aventure dramatique de ce colon, M. Fabrer, a été racontée dans une petite brochure, — d'ailleurs très violente contre l'autorité militaire, — intitulée : *Renseignements recueillis par le Conseil municipal de Guelma sur les troubles de Soukahras.* — Guelma, Puyoo, éditeur, janvier 1871.

les rebelles, qui, au retour, les accompagnèrent de leurs feux, et continuèrent à tirailler contre le front est de la ville, jusqu'au moment où une averse mit fin à leur mousqueterie.

Dans ces trois affaires, où chacun fit un peu plus que son devoir, nous n'eûmes aucun blessé. Ce furent plutôt des démonstrations hostiles que de véritables combats. Les assaillants n'avaient d'autre but que de maintenir les défenseurs en ville et de les empêcher d'aller au secours des fermes, usines et moulins, que l'on dévalisait.

La journée du dimanche 29 fut tranquille; une reconnaissance faite par la cavalerie ramena les derniers cadavres des colons assassinés.

Pendant que ces faits se passaient à Souq-Ahras, l'autorité militaire agissait de son côté. Dès le 24, c'est-à-dire dès qu'on avait su que la mutinerie s'était changée en révolte ouverte avec l'appui d'indigènes étrangers à la zmala, le général Pouget, commandant de la subdivision de Bône, avait pris ses mesures pour secourir Souq-Ahras et localiser le mouvement insurrectionnel.

La pénurie de troupes était alors si grande en Algérie que pour former les éléments de sa colonne le général dut faire venir, par mer, un bataillon de tirailleurs qu'on allait embarquer à Philippeville pour la France, et retenir l'escadron de spahis célibataires prêt à partir.

Il ne put mettre en route ses premières troupes que le 26, et le 27 il partait lui-même avec le reste, ayant en tout 1,500 hommes, qui le soir couchaient à Barral et le 28 à Aïn-Tihamimine[1], où déjà était arrivé la veille au soir le sous-préfet Delmarès avec quelques miliciens.

Le 29 janvier, un escadron de chasseurs était envoyé en reconnaissance à La Verdure pour s'enquérir de colons habitant à Aïn-Sennour et les protéger ou les rassurer le cas échéant. Cette reconnaissance, qu'accompagnait le sous-préfet, arriva à temps pour dégager la famille Garcin qui, en route avec son mobilier, venait d'être attaquée. Les pillards s'enfuirent en envoyant quelques coups de fusil; deux d'entre eux furent rejoints; leurs fusils déchargés étaient encore chauds: ils furent séance tenante passés par les armes. Les colons vinrent coucher au camp de Tihamimine.

Keblouti-ben-Tahar, les Resqui et les spahis attendaient la colonne

1. Aujourd'hui station de chemin de fer du Bône-Guelma. — Mais il ne faut pas oublier qu'en janvier 1871, il n'y avait en Algérie que deux lignes ferrées : 1° de Philippeville à Constantine, 2° d'Alger à Blida. — La ligne de Blida à Oran ne fut ouverte qu'en mai 1871. — Les autres lignes ne le furent que longtemps après la fin de l'insurrection.

au col d'Aïn-Sennour. Le 30 au matin, ils furent signalés par l'escadron d'avant-garde, au moment même de la mise en route de la colonne.

Le général fit aussitôt couronner les crêtes par les tirailleurs et les mobiles vigoureusement entraînés par leurs officiers. L'attaque commença sur un front de 600 mètres, et, après une heure et demie de combat, les rebelles prirent la fuite, pourchassés par les spahis célibataires du capitaine Fleury[1], qui eurent deux hommes blessés et trois chevaux tués. Dix rebelles restèrent sur le terrain.

Le soir, la colonne était à Souq-Ahras; de là, pendant plusieurs jours, elle parcourut les environs sans rencontrer de résistance, et elle rentra le 14 en ville, ramenant de nombreux prisonniers et otages. Dès le 8 février les spahis rebelles et les contingents de Keblouti étaient passés en Tunisie.

Ce n'était pas là une insurrection engageant la responsabilité de fractions constituées. Seuls, 83 spahis et 25 meneurs, y compris les Resqui, étaient compromis dans les faits de rébellion et de lutte à main armée; 25 ou 30 autres l'étaient dans des crimes de droit commun: assassinat, pillage et incendie. Les autres n'étaient que des comparses[2].

Mais la nouvelle de cette affaire, coïncidant avec celle de la prise de Paris par les Prussiens, eut un immense retentissement chez les indigènes. Le fait seul que cette prise d'armes avait eu lieu sous l'inspiration et sous la conduite des Hanencha, tribu noble, ayant eu toujours un rôle prépondérant et directeur, suffisait pour lui donner aux yeux des masses une importance qu'elle n'avait pas en elle-même.

---

1. Pendant un an, cet escadron de spahis célibataires du troisième régiment n'a pas cessé un jour de marcher ou de combattre : il a fait partie des colonnes Pouget, Bonvalet, Saussier et Delacroix, qui, en janvier 1872, les avait avec lui à Ouargla.

2. En y comprenant les criminels de droit commun, le nombre des indigènes reconnus, après enquêtes et jugements, comme ayant été nominativement coupables, s'est monté à 134, savoir : Hanencha, 83; O. Khiar, 27; O. Dia, 11; Aouaïd (Sefia), 7; Nbaïl, 6. Ces indigènes furent frappés du séquestre individuel.

Les comparses frappés du séquestre territorial collectif furent les suivants :

1° Douar-commune de Zmala, sauf les douars : Cherfa, Ghamzia et 94 chefs de famille;

2° Douar-commune de Tifech, sauf le douar du chikh Menaceur-ben-Larbi;

3° Douar-commune de Zarouria, sauf 9 chefs de famille;

4° La sous-fraction des Dehadaha, des Aiaïda des Ouled-Khiar;

5° Les sous-fractions des Mehaïs, Bekaïnia, Quefania, Hassaounia des O. Dia;

6° Les Aouaïd de la Sefia;

7° Les Nbaïl des Ouillen.

Quelques individualités mieux informées, connaissant l'esprit d'intrigue, l'ambition et l'habileté traditionnelle des Resqui, n'hésitèrent pas un seul instant à déclarer que ce soulèvement avait été concerté avec Mahieddine et Naceur-ben-Chohra, qui, en ce moment, étaient occupés à rallier à leur cause Négrine et une partie des Nememcha, et qui avaient déjà fait piller des maisons à Ferkane. Enfin on ajoutait, ce qui était vrai, que Keblouti et les spahis déserteurs avaient trouvé un accueil sympathique et chaleureux au Kef, où le cheikh Mizouni, en relation avec Mahieddine et les Allaouna, prêchait ouvertement la guerre sainte contre les Français.

Du côté de la Medjana les défiances et les malentendus avaient augmenté, depuis l'arrivée à Sétif du colonel Bonvalet dont la personnalité n'était pas sympathique au bachagha. Moqrani était persuadé que cet honorable officier voulait le sacrifier aux Ouled-Abdesselem; et cette opinion s'expliquait par les écarts de langage de la presse et de bon nombre d'habitants de Sétif qui, sans qu'on puisse en comprendre la raison, voyaient dans ce changement de personne des avantages pour le bien public et pour la tranquillité générale.

Dans les premiers jours de janvier, le colonel Bonvalet ayant convoqué tous les chefs indigènes de la subdivision pour causer avec eux des affaires du pays, le bachagha Moqrani s'était mis en route pour se rendre à Sétif. En chemin il s'était reposé un instant chez un colon qui, apprenant le but de son voyage, l'avait énergiquement dissuadé de continuer, lui disant que cette convocation était un piège pour l'arrêter et l'emprisonner. Selon ce colon, on parlait ouvertement à Sétif de cette arrestation qui, quelque temps auparavant, avait été déjà formellement demandée au général Augeraud, un jour que le bachagha était à Sétif. Le général avait répondu que ce serait un acte déloyal et impolitique[2]; mais le colonel Bonvalet, ajoutait le colon, n'aurait pas les mêmes scrupules, car il désirait donner la Medjana aux Abdesselem.

---

1. La confédération des Nememcha, à peu près indépendante sous les Turcs, qui n'y pouvaient percevoir l'impôt qu'avec une colonne, s'étend de la banlieue sud-ouest de Tebessa jusqu'au Chott-Melghir. Elle a été divisée et répartie par nous en trois caïdats, qui sont :

1° Les Allaouna (ou Ouled-Allouane), 10,000 âmes;

2° Les Brarcha, qui possèdent les oasis de Négrine et de Ferkane, 14,000 âmes;

3° Les Ouled-Reehaïch, 9,000 âmes.

2. Voir les dépositions des témoins devant la Cour d'assises de Constantine, procès des grands chefs.

Le bachagha était rentré immédiatement à Bordj-bou-Arreridj, plus méfiant que jamais, et voyant partout la main de ses ennemis, les Abdesselem.

A quelque temps de là, le 3 février, le colonel Bonvalet, voulant dissiper les préventions du bachagha et s'assurer par lui-même des dispositions de ce chef indigène, venait à Bordj-bou-Arreridj sans que celui-ci eût été prévenu.

Moqrani, après avoir été présenté au colonel, déjeuna avec lui chez le capitaine Olivier, et il invita à dîner tous les officiers présents. Dans ces deux repas, tout se passa avec courtoisie et correction, mais non sans une certaine froideur ; on s'observait de part et d'autre, et ce ne fut certainement pas sans intention que, dans le cours de la conversation, le bachagha trouva moyen de dire au colonel : « Vous vous êtes engagés dans une lutte terrible, vous avez été vaincus ; l'Algérie va être pour vous une lourde charge. Pourquoi, au lieu de l'occuper tout entière, ne vous cantonnez-vous pas sur le littoral et ne laissez-vous pas les hauts plateaux et le Sahara aux chefs arabes héréditaires qui vous payeraient un tribut annuel et administreraient les populations suivant leurs mœurs et leurs habitudes? »

Le 4 février au matin, quand le colonel quitta Bordj-bou-Arreridj, pour aller déjeuner à la zmala de Sghir-ben-Bourenane-el-Moqrani, le bachagha l'accompagna avec un magnifique goum de 800 cavaliers, bien vêtus, bien armés et bien montés ; l'escorte du colonel, composée de 25 hussards en petite tenue et de 4 spahis, était comme perdue au milieu de cette troupe brillante.

Un pareil goum était certainement moins pour faire honneur au colonel que pour affirmer la force du bachagha ; personne ne s'y trompa ; et quand, après le déjeuner somptueux offert par Sghir-ben-Bourenane-el-Moqrani, le bachagha et ses contingents eurent quitté le colonel, celui-ci ne put s'empêcher de témoigner aux officiers qui l'accompagnaient la satisfaction qu'il éprouvait d'être débarrassé de tout ce monde.

Le soir, près d'Aïn-Taghrout, le colonel Bonvalet invitait à dîner Ben-Abdesselem-el-Moqrani, qui lui assurait que le pays était prêt à s'insurger à la voix du bachagha, et qui lui offrait d'aller enlever son cousin et de le lui livrer pieds et poings liés ; proposition platonique, car Ben-Abdesselem n'avait ni la force matérielle ni la capacité voulue pour mener à bien une pareille entreprise.

Le bachagha sut et l'entrevue et les offres faites par son cousin ; cela ne l'étonna pas : il savait à quoi s'en tenir sur les sentiments de

son parent à son égard. Mais ce qu'il ne pardonna pas au colonel Bonvalet, ce fut d'avoir provoqué cette entrevue par une lettre envoyée de Bordj-bou-Arreridj, en prévision d'une trahison possible des Moqrani de la Medjana.

Quelques jours après, le bachagha disait au capitaine Olivier: « Je suis débordé, les Ouled-Abdesselem et les Ouled-Abdallah excitent mes gens à la désobéissance, nous allons avoir une insurrection; obtenez qu'on envoie des troupes pendant qu'il en est temps encore! »

Vers la même époque (milieu de février), Ben-Ali-Chérif rendait au Chikh-el-Haddad la visite qu'il avait reçue d'Aziz. Le grand maître des Rahmanya se montra très opposé à tout mouvement insurrectionnel et dit au marabout de Chellala : « Prenez garde, l'insurrection est imminente, veillez-y : c'est un mal qu'il est de votre devoir d'empêcher. — Dites cela à vos enfants et à vos Khouan, eux seuls en ce pays peuvent la faire ou l'empêcher : c'est à vous d'agir sur eux. — Oh! moi, répondit le vieillard, ne restât-il à Sétif qu'une femme et un enfant français, je les couvrirais de mon corps; je ne suis pas un djouad, moi, je suis un homme de paix[1]. »

Chikh-el-Haddad était alors sincère: personnellement il voulait la paix. Il se souciait fort peu des inquiétudes des membres de l'aristocratie indigène; il était même prêt à profiter de leurs fautes ou de leur discrédit, et, de plus, il se sentait rassuré par la présence à la tête de la subdivision de Sétif du colonel Bonvalet dont il avait la sympathie et l'estime, en raison de ses services passés. Mais, en parlant ainsi, le grand maître des Rahmanya comptait sans l'ambition de son fils Aziz, et sans les défaillances d'une volonté affaiblie par l'âge.

Ce fut au milieu de cette situation si complexe et si délicate que, le 7 février, arriva à Constantine le général administrateur prévu par le décret du 1er janvier. M. Rustant n'était ni un général ni un administrateur : c'était un capitaine capitulé qui n'avait jamais mis le pied en Afrique et que le gouvernement de Bordeaux avait nommé général au titre auxiliaire et expédié à Constantine pour expérimenter son décret[2].

C'était heureusement un honnête homme et un homme d'esprit; il

1. Ben-Ali-Chérif, à cause de la noblesse de sa naissance et de ses relations, était considéré avec raison par Ben-Haddad comme appartenant bien plus au parti des djouads qu'à celui des marabouts. — Cette conversation fut rapportée par Ben-Ali-Chérif au commandant supérieur de Bougie, à qui il alla rendre compte de sa visite à Seddouq.

2. Les deux provinces d'Alger et d'Oran ne reçurent pas de général administrateur, et le décret du 1er janvier 1871 n'y fut jamais appliqué.

reconnut tout de suite que le moment était mal choisi pour faire des innovations administratives, et que pour voir seulement clair dans les affaires, qui se déroulaient sans qu'on pût les diriger, il fallait une autre expérience que la sienne. Quelques jours après son arrivée, le 11, il allait à Batna[1] travailler avec le général Augeraud et le lieutenant-colonel Adeler, et, le 14 février, il télégraphiait au commissaire extraordinaire[2] qu'il avait prié les commandants des subdivisions de centraliser les affaires de leur district comme par le passé, « cette dérogation au décret du 1er janvier lui paraissant commandée par les circonstances et l'insuffisance du personnel administratif ».

Le 15, la situation s'étant aggravée subitement dans l'Oued-el-Kébir, le général Augeraud avait ramené le siège de la division à Constantine, et, dès lors, le général administrateur ne signa plus aucune dépêche importante sans avoir préalablement demandé officieusement l'avis du général Augeraud, vis-à-vis de qui il se montra toujours plein de déférence et de respect.

Il y avait eu, en effet, le 14 février, à vingt lieues en aval de Constantine, une prise d'armes plus dangereuse que celle de Souq-Ahras, en ce sens que, cette fois, c'était une tribu entière qui s'était soulevée et était venue bloquer un fort français. A cette nouvelle, le général Lallemand avait quitté Alger et était arrivé à Constantine pour se rendre mieux compte de la situation.

A vrai dire, il n'y avait eu ni mot d'ordre d'un chef politique ou religieux, ni revendication sociale, ni protestation contre un acte quelconque de l'autorité locale: l'explosion avait eu lieu subitement, sans cause connue; et c'était cet inconnu qui inquiétait le plus.

Il s'agissait de gens réputés sauvages, et, en tout cas, très arriérés, car notre action directe ne s'exerçait sur eux que depuis 1860, année où on avait construit le bordj d'El-Milia afin d'y installer un bureau arabe annexe chargé de surveiller les tribus des Ouled-Aïdoun, Mchate, Beni-Tlilène, Beni-Khetab et O. Aouat.

En 1864, les tribus de l'annexe d'El-Milia, situées sur la rive gauche de l'Oued-el-Kébir, avaient pris part à l'insurrection du Babor, et leur répression avait été facilitée par le concours très franc que nous avaient prêté les Ouled-Aïdoun, qui, placés sous le canon du bordj, et administrés directement par le chef du bureau arabe, sans l'interm-

1. Un décret du 1er décembre avait transporté à Batna la division de Constantine, malgré les observations du général commandant et les impossibilités matérielles d'installation. Le général y arriva en janvier et en partit le 14 février.

2. C'était M. Lambert (Alexis), nommé le 8 février et en fonctions le 12.

diaire de caïd, appréciaient la paix et la sécurité dont ils jouissaient. Ces Ouled-Aïdoun[1], restés indépendants sous les Turcs, avaient d'ailleurs une réputation d'énergie et de décision qui nous avait rendu leur concours très utile.

Ils étaient nos amis; aussi, quand le bruit courut avec persistance dans le pays que nous n'avions plus ni armée ni gouvernement, et que nous allions évacuer l'Algérie, les Ouled-Aïdoun furent l'objet des railleries des autres tribus. Le soff dont ils faisaient partie avant notre installation à El-Milia refusa de les admettre; des menaces de représailles leur furent faites; on leur reprochait de n'être plus des musulmans et on les engageait ironiquement à aller demander la protection des juifs et des merkantis que les Français avaient déguisés en soldats[2].

Les Ouled-Aïdoun s'émurent, et, après en avoir longuement délibéré, après s'être convaincus que nous étions impuissants à les protéger, ils déclarèrent aux représentants des soffs rivaux ou ennemis que, pour montrer qu'ils étaient toujours de vrais musulmans, ils se chargeaient, à eux seuls, d'écraser « les quelques moucherons oubliés à El-Milia par les Français[3] ».

Le 13 février au soir, il fut décidé que cent individus des fractions O. Haneeh, Ouled-Arbi et O. Bouzid (tous des O. Aïdoun), cacheraient leurs fusils dans la broussaille, près le marché situé à 1,200 mètres du bordj, qu'ils pilleraient les boutiques des marchands, qu'ils tueraient tous les Français isolés, et que le reste de la tribu, profitant du moment où le tumulte aurait attiré le chef d'annexe et les spahis sur le marché, se jetterait sur le hameau, sur le bordj et sur le camp.

Soit qu'ils n'aient rien su, ce qu'il est bien difficile d'admettre, soit plutôt que, partageant la conviction générale de notre impuissance, ils n'aient rien voulu dire, toujours est-il que les chefs et agents indigènes du pays n'avaient donné aucune indication sur ce qui se tramait contre nous.

Le capitaine Sergent, chef d'annexe, n'eut connaissance du complot que le 14 au matin, par un paysan des Ouled-Aïdoun n'ayant aucune attache administrative.

---

1. Les Ouled-Aïdoun forment officiellement deux sections communales ou douars-communes : les Ouled-Debbab (2,600 habitants); les Ouled-Kacem (3,000 habitants).
2. Il n'y avait plus que des mobiles en garnison à El-Milia.
3. L'auteur, qui jadis a été chef de l'annexe d'El-Milia, a eu, en dehors des documents officiels, des renseignements très précis par son ancien collègue et ami M. Sergent.

Les quatre ou cinq Européens de la localité furent aussitôt invités à ne pas se rendre au marché. Les soixante mobilisés des Bouches-du-Rhône, qui composaient toute la garnison sous les ordres du lieutenant Villard, furent consignés au camp et reçurent des cartouches. Leur chef, avec une douzaine d'hommes, fut posté sur le mamelon Ben-Youcef, un second détachement fut envoyé sur le mamelon Caire, et un troisième dans la direction du marché, derrière les haies des jardins, de façon à couvrir le groupe de maisonnettes et de gourbis constituant le hameau au pied du bordj. Au centre des habitations, au carrefour des deux uniques rues, une réserve reliait les détachements avec le reste de la troupe disposée autour du bordj.

Vers neuf heures, les indigènes, voyant que nous étions sur nos gardes et que ni mobiles ni civils n'allaient sur le marché, pillèrent quelques boutiques en poussant de grands cris et se portèrent, en tirant des coups de fusil, contre les mamelons Ben-Youcef et Caire, où les mobiles étaient retranchés dans les constructions les couronnant.

A ce moment seulement apparurent les trois caïds[1] et les autres agents, qui, ordinairement, les jours de marché, arrivaient de bonne heure au bordj. Ils dirent que la pluie les avait empêchés de venir plus tôt, excuse qu'on fit semblant d'accepter, mais à laquelle le chef d'annexe ne crut pas. La vérité était que ces agents, tous aussi paysans et aussi crédules que leurs administrés, avaient eu peur de se compromettre vis-à-vis de leurs coreligionnaires, et avaient attendu pour se prononcer. La surprise projetée ayant avorté, ils venaient offrir leur concours.

La pluie tombait par intervalles, l'Oued-el-Kébir grossissait et déjà les communications étaient impossibles avec la rive gauche. Les renseignements donnés par les agents indigènes permettaient de penser que seuls les Ouled-Aïdoun étaient en révolte; le capitaine Sergent fit le tour du bordj et s'assura qu'aucune bande armée n'était à proxi-

---

1. Le caïdat des Ouled-Aouat comprenait quatre tribus, aujourd'hui section de commune : les Ouled-Aouat (3,600 habitants); les Mchate (2,460 h.); les Djebala (officiellement Ouled-Boulfaa) (1,750 h.); les Taïlmane (500 h.).

Le caïdat des Beni-Tlilène comprenait cinq tribus et des Azels : Beni-Tlilène (3,700 habitants); Achech (officiellement Boucherf) (1,140 h.); O. Mbarek (900 h.); Beni-Sbihi (600 h.); Beni-Caïd (officiellement El-Akbia) (900 h.); Azel des Beni-Haroun (2,800 h.).

Le caïdat des Beni-Khetab-Cheraga quatre tribus, ayant formé sept sections :
1° Beni-Khetab, comprenant : Ouled-Yahia (2,140 habitants); Ouled-Rabah (2,150 h.); Yamidène (1779 h.);
2° Beni-Ftah (1,150 h.);
3° Beni-Aïcha, comprenant : El-Meid (730 h.); Temandjar (1,050 h.);
4° Ouled-Ali (officiellement Oued-Addar) (1,450 h.).

mité. Tout se bornait aux coups de feu dirigés de loin contre les maisons Ben-Youcef et Caire par des individus embusqués dans les oliviers et derrière des rochers. Il était inutile de continuer contre eux une fusillade qui ne pouvait guère avoir d'autre effet que de donner au désordre des proportions qu'il n'avait pas, car les indigènes se grisent et s'affolent à l'odeur et au bruit de la poudre.

Le capitaine Sergent fit sonner « cessez le feu ». Cette sonnerie fut mal comprise par les mobiles des mamelons Ben-Youcef et Caire. Ils battirent en retraite sur le carrefour du hameau, et les insurgés, occupant tout de suite les positions abandonnées, dirigèrent leur feu contre le hameau. Le capitaine Sergent, qui s'y trouvait, remit de l'ordre dans les petits détachements, leur prescrivit de reprendre leurs positions, et alla lui-même, avec le lieutenant Villard, enlever le mamelon Ben-Youcef. Dans cette opération, il reçut une balle dans le mollet, et un des mobiles, se rendant au mamelon Caire, eut le cou traversé. Les mobiles installés, la fusillade recommença, sans effet, des deux côtés.

Le capitaine Sergent remonta au bordj, et, tout en se faisant panser, il donna l'ordre de déménager les maisonnettes, gourbis et tentes du hameau et du camp. Pendant ce temps, des groupes armés d'Ouled-Aouat, Beni-Khetab et Mchate, s'étaient formés entre le bordj et la rivière. Ils n'osaient pas se joindre aux rebelles, et encore moins les attaquer, comme ils en avaient reçu l'ordre de leurs caïds et de leurs chioukhs, dès qu'ils s'étaient montrés. Ceux-ci, en effet, sachant que le télégraphe n'avait pas été coupé et que le chef d'annexe avait passé une dépêche à Constantine, s'étaient prononcés pour nous et faisaient du zèle.

A la tombée de la nuit, les spahis, mokhaznya, caïds, chioukhs et kebar, furent chargés d'occuper les mamelons et le hameau, au lieu et place des mobiles, rappelés au bordj et chargés de fournir un cordon de sentinelles à l'extérieur et au pied du mur du fort.

La nuit se passa sans coup de feu, au milieu des conciliabules entre les rebelles et nos partisans.

Le 15 février au matin, près de deux mille indigènes étaient rassemblés autour d'El-Milia, au bas de l'éminence sur laquelle sont installés le bordj et le petit camp retranché qui domine le hameau. Sur cette position, le capitaine Sergent plaça d'abord un poste de mobiles pour soutenir les défenseurs indigènes du hameau. Mais bientôt des masses de Qbails escaladèrent les rampes du bordj et du camp : ceux en tête criant qu'ils étaient nos amis, ceux de la queue tirant des coups de fusil par-dessus les têtes de ceux qui les précédaient.

Caïds, chioukhs et spahis, une fois entourés par la foule, avaient été les premiers à regagner le bordj. Le capitaine Sergent, voyant qu'ils ne tenaient pas, et craignant aussi que ses sentinelles extérieures ne fussent enlevées, prit le parti de se renfermer dans le bordj. Il y fit entrer les Européens, les spahis, mokhaznya, caïds, cadhis, et des chioukhs et des notables présents sur la fidélité desquels il pouvait compter. Parmi ces auxiliaires accueillis dans le bordj se trouvaient les deux marabouts Belgacem-Derouich et Ali-ben-Fiala, qui, en 1860, avaient déjà sauvé quelques Européens du bordj Lacroix.

Dès que la porte fut refermée, les créneaux furent garnis, et on répondit aux coups de feu des rebelles par une mousqueterie bien dirigée, qui, en quelques instants, déblaya le terrain autour du bordj.

Le 16, les insurgés coupèrent la conduite d'eau, et, la nuit, poussèrent vers la porte du bordj une charrette restée au hameau. Devant la fusillade qui les accueillit, ils furent forcés d'abandonner cette charrette à une dizaine de mètres du mur.

Le 17, ils essayèrent de nouveau de l'approcher, mais sans plus de résultat que la veille.

Pendant les quatre premiers jours, des individus isolés et embusqués ne cessèrent pas de tirer sur les créneaux du bordj, sans réussir, d'ailleurs, à les enfiler.

Puis ils renoncèrent à cet exercice, et on n'entendit plus, de temps à autre, que de bruyants feux d'ensemble provenant de groupes de tribus voisines, qui venaient ainsi témoigner de leur adhésion à la révolte. Mais ces groupes se tenaient au bas du mamelon du bordj, hors de portée de notre feu, et c'est de là qu'ils cernaient et surveillaient les assiégés.

La plupart des agents étrangers aux Ouled-Aïdoun avaient amené leur famille dans le bordj; mais, parmi ceux originaires de cette tribu, un seul, le spahi Beleulemi, suivit cet exemple.

Le bordj, du reste, était assez encombré pour qu'on ne désirât pas avoir plus de monde. Il y avait : 71 militaires, 2 colons, 3 femmes françaises, des enfants, et 180 indigènes des deux sexes.

A Constantine et à Collo, dès les premières nouvelles reçues, on s'était préoccupé de porter secours à cette petite garnison.

Le 17, les tribus des Beni-Mchenna, Oued-Guebli et Beni-Toufout, furent invitées, par le capitaine Vivensang, commandant supérieur de Collo, à marcher contre les Ouled-Aïdoun, leurs anciens ennemis; dès le 18, à Aïn-Kechera, le capitaine Pont, chef du bureau arabe, avait 817 fusils; le 19, il en avait 1,400, et il demandait à mar-

cher. On lui prescrivit d'attendre qu'il fût rejoint par 600 mobilisés des Alpes-Maritimes, qui devaient débarquer à Collo le lendemain. Ils arrivèrent en effet le 23, sous les ordres du capitaine Vivensang, et accompagnés d'un obusier de montagne, servi par une section du 43e mobile. Pendant ce temps, les sagas du capitaine Pont s'étaient encore augmentées : elles comptaient 2,309 combattants. La présence de ces contingents, animés d'un excellent esprit et bien en main, avait eu déjà pour effet d'empêcher les Ouled-el-Hadj et les Beni-Toufout de se joindre aux O. Aïdoun, et de localiser ainsi le mouvement dans le cercle d'El-Milia.

A Constantine, on était à peu près dépourvu de troupes, et on avait télégraphié le 16 au général Pouget, alors à Souq-Ahras, d'arriver tout de suite avec sa cavalerie et une partie de sa colonne.

Le 20 février, le colonel de Dancourt, commandant la remonte, était parti de Constantine avec ce qu'on avait pu ramasser d'hommes de tous les corps, et deux compagnies de la milice, qu'il installa à Mechta-el-Nar, transformé en un biscuit ville pour les besoins ultérieurs de la colonne attendue.

Le 21, avec le reste de ses troupes, il se portait près Elma-el-Abiod, un peu au-dessous du col.

Le 22, trois compagnies, envoyées en avant pour réparer la route au passage même du col, étaient attaquées par les Beni-Tlilène. Il y eut une fusillade si violente que le colonel Dancourt envoya trois autres compagnies, composées de jeunes soldats, qui firent aussi une consommation effrénée de cartouches. En fin de compte, après avoir brûlé 35,000 cartouches, on avait blessé ou tué 30 hommes aux Beni-Tlilène, et on avait eu un homme blessé.

Ce jour-là, le général Pouget arrivait avec une partie de ses troupes, et campait au col d'Elma-el-Abiod. La nuit, les grand'gardes du camp furent inquiétées plutôt qu'attaquées. Ce fut l'occasion d'un nouveau gaspillage de cartouches, et on dut menacer les jeunes soldats de leur retirer leurs chassepots s'ils brûlaient ainsi des munitions sans nécessité.

La journée du 23 fut employée par le général à organiser un peu ces soldats, qui ignoraient les premiers éléments de leur métier, et n'étaient ni encadrés ni commandés. Il en forma sept bataillons répartis en deux brigades, et il plaça à la tête des compagnies des officiers de n'importe quel corps et de n'importe quel grade, mais ayant l'expérience voulue pour commander.

Le 24, la colonne ainsi organisée, avec les colonels Dancourt et

Destenay comme chefs de brigade, se dirigea vers le Kef-el-Ghorab, où les gens des Ouled-Ali et des Ouled-Aïdoun s'étaient retranchés sur les hauteurs et dans le village.

Aux premiers coups de feu tirés sur notre avant-garde, la cavalerie et l'artillerie occupaient les hauteurs, déblayaient le terrain, et les tirailleurs indigènes enlevaient bientôt de vive force le village. Deux tirailleurs étaient tués, deux autres blessés, et les troupes campaient sur le terrain même du combat.

Le 25, sachant que la présence seule de la colonne avait en partie dégagé le bordj, et forcé d'attendre l'escadron mobile de spahis qui lui apportait un ravitaillement de 150,000 cartouches, le général fit séjour à Kef-el-Ghorab, et envoya une reconnaissance brûler les villages des Beni-Caïd, qui avaient pris part au combat de la veille. L'opération se fit sans trop de difficultés, mais il y eut un engagement dans lequel un clairon de tirailleurs fut grièvement blessé.

Ce jour-là, le capitaine Pont, à la tête de ses sagas [1], et marchant en avant-garde, franchissait l'oued Achech et attaquait les villages formant le groupe dit Serroudj-di-el-Achech. Déjà, malgré une vive fusillade qui nous avait tué un indigène et mis hors de combat le chikh Mohammed-ben-Halima ainsi que cinq autres de nos auxiliaires, il avait enlevé et incendié une soixantaine de gourbis. Il allait s'emparer des troupeaux réfugiés avec les femmes sur le sommet du Djebel-Seroudj, quand il reçut l'ordre du général Pouget de rentrer au camp.

Les Kebar des Achech s'étaient, en effet, rendus auprès du général, dès les premiers coups de fusil, et ils lui avaient offert des otages pour ne pas être razzés par les contingents indigènes.

Le 26, les deux colonnes devaient faire leur jonction à Naïma, à 8 kilomètres seulement d'El-Milia. Les troupes du général, arrivées les premières, furent attaquées par les rebelles qui occupaient Kef-Zerzour. Il fallut les déloger de ces hauteurs avec l'artillerie et la cavalerie ; deux villages furent brûlés, et, malgré une fusillade très nourrie, nous n'eûmes qu'un seul homme grièvement blessé.

La colonne Vivensang arriva sans incident.

Le 27, dès le point du jour, on se mit en route. L'avant-garde, formée des sagas du capitaine Pont, et la première brigade, arrivèrent au bordj sans avoir eu à brûler une amorce. Il n'en fut pas de même de la deuxième brigade, où se tenaient le général Pouget et les mobi-

---

1. *Saga,* troupe d'infanterie ; *goum,* troupe de cavalerie.

lisés du capitaine Vivensang. A plusieurs reprises, elle eut à repousser des attaques vigoureuses qui s'acharnèrent sur l'arrière-garde et le convoi. On dut faire usage des quatre obusiers dont on disposait pour dégager des fractions serrées de trop près. La compagnie des francs-tireurs du Mansoura eut un homme tué et trois blessés, dont son capitaine, M. de Poulet. Le sous-lieutenant de spahis Pérussel fut cité en raison de l'énergie qu'il déploya pour faire passer le convoi au col de Sidi-Zerzour; un de ses spahis fut blessé de deux balles, et quatre autres furent démontés. Les sagas des Beni-Toufout et de l'Oued-Quebli, qui marchaient avec le capitaine Vivensang, eurent un homme tué et quatre blessés.

A une heure de l'après-midi, toute la colonne était campée au pied du bordj d'El-Milia.

Le général donna alors l'ordre au capitaine Pont d'aller avec ses sagas et deux compagnies de tirailleurs brûler les villages voisins appartenant aux Ouled-Amiour (O. Aïdoun), opération qui se fit sans amener aucune perte de notre côté, malgré une fusillade assez vive.

Dès le 27, les soumissions commencèrent de tous les côtés; le général se fit donner quatre cents otages ou prisonniers et neuf cents fusils.

Le 28, la petite colonne Vivensang rentra dans le cercle de Collo. Le 1er mars, elle était à Mers-Zitoun, où on avait pillé un moulin à huile, et, en présence des bonnes dispositions des indigènes, on licenciait les contingents.

A El-Milia, la présence du général et de sa colonne était encore nécessaire pour calmer les esprits et pour arriver à faire livrer par les Ouled-Aïdoun les mauvais sujets et les meneurs, dont l'arrestation est toujours longue et difficile dans les tribus où il n'y a ni personnalités influentes ni djemaa toutes-puissantes. Pour réussir, il faut du temps et de la force, et, malheureusement, de nouvelles complications nécessitèrent le rappel du général Pouget, qui, le 6 mars, se mit en route avec sa colonne pour Constantine.

La situation avait continué à s'assombrir pendant l'expédition d'El-Milia. Avec Moqrani, les difficultés avaient pris un caractère tout à fait inquiétant, mais aucun fait grave n'avait encore eu lieu. Le général Lallemand avait même formé le projet de rentrer de Constantine à Alger en passant par la Medjana, où il aurait vu et rassuré le bachagha. Le général Augeraud conseillait ce voyage et fondait de grandes espérances sur l'autorité morale que le général Lallemand exercerait vis-à-vis du bachagha, lequel se ferait, selon lui, un point d'honneur

de faire effectuer le voyage dans de bonnes conditions. Le colonel Bonvalet, consulté, après avoir hésité à répondre, déconseilla le voyage pour dégager sa responsabilité. Quoi qu'il en soit, ce n'était pas là encore qu'était le danger, c'était du côté de Tebessa et du côté de Ouargla, où notre autorité avait subi de graves échecs.

Dans les derniers jours de février, Mahieddine, ayant rallié à lui plusieurs fractions des Brarcha et Allaouna, s'était rapproché de Négrine, qui lui avait envoyé un miad et l'avait acclamé comme sultan ; Ferkane, après avoir résisté d'abord et avoir été pillé par les Allaouna, avait dû faire acte de soumission au fils d'Abd-el-Kader.

Mahieddine avait aussi reçu de l'Oued-Rir plusieurs adresses lui demandant de descendre dans le Sahara. Mais ce n'était pas de ce côté qu'il pouvait être utile à l'agent prussien qui le payait et le conseillait : aussi avait-il annoncé que, fort de l'adhésion des populations, il allait marcher sur Cheria et sur Tebessa pour en chasser les Français.

En ce moment, quelques individus des Ouled-Khalifa, de la tribu des O. Sidi-Abid, déjà ralliés à Mahieddine, maltraitèrent des indigènes au service d'un colon de Tebessa ; le commandant supérieur du cercle les fit arrêter et incarcérer.

En réponse à cet acte d'autorité, les parents des prisonniers enlevaient, le 5 mars, les troupeaux que le colon possédait à Cheria et tuaient un de ses associés indigènes, neveu du caïd Ahmed-Chaouch.

Le 7 mars, le capitaine Marchand, commandant supérieur du cercle, sortait avec quelques mokraznya pour se rendre compte de la gravité de cet incident : au col de Refana, il était accueilli à coups de fusil, et, devant lui, la route était coupée par les Ouled-Khelifa en armes. Le commandant n'avait qu'une faible escorte ; il rentra en ville, sans d'ailleurs être inquiété pendant son retour.

Aussitôt, tous les Nememcha et Ouled-Sidi-Abid, du soff du cheikh Kherif-ben-Mahmed, ennemi juré du caïd Ahmed-Chaouch ; des groupes d'Ouled-Rechaïeh, de Brarcha et d'Allaouna, se jetèrent sur les troupeaux et battirent la campagne en cherchant à augmenter le nombre de leurs partisans. Une forte députation alla trouver Mahieddine, qui alors marchait vers Négrine, où il entra le 9 mars ; quelques jours après, il campait à Skrana, entre Négrine et Ferkane, et, de là, s'acheminait à petites journées vers Cheria et le Djebel-Doukhan, où se concentrèrent les contingents rebelles.

Dès le 8 mars, les colons rentraient en ville ; les portes de Tebessa

étaient fermées, la ville cernée, la banlieue dévastée, et les Européens d'Halloufa se repliaient sur le caravansérail de la Meskiana. On annonçait partout l'arrivée du chérif Mahieddine avec son armée.

Dans l'extrême sud, nos affaires ne marchaient pas mieux. Bouchoucha, réfugié à Insalah depuis le mois de mai 1870, n'avait pas cessé un instant d'agir sur nos Chamba de Metlili et de recruter des partisans pour opérer des coups de main dans le Sahara. Lorsque, à la fin d'octobre et au mois de novembre, les soffs s'étaient constitués et armés dans le Sahara, et que l'attention d'Ali-Bey, notre agha de Ouargla, s'était concentrée uniquement sur les agissements des Bengana, les Chamba avaient pris parti pour ces derniers, qu'ils savaient incapables de les gêner en quoi que ce soit. Serviteurs religieux des Ouled-Sidi-Chikh, ces Chamba n'avaient jamais eu grande sympathie pour l'autorité d'Ali-Bey; mais ils ne voulaient pas non plus se replacer sous la direction immédiate de leurs anciens seigneurs religieux, dont l'affaiblissement et les exigences ne leur inspiraient pas confiance, et ils étaient venus en grand nombre se grouper auprès de Bouchoucha, qui pouvait leur servir à affirmer leur indépendance sans entraver leurs habitudes de pillage et de razzia. La famille des Bouchemal de Tougourt, les gens des Beni-Sissine de Ouargla, ceux de Rouissat, avaient aussi de leur côté fait un appel pressant à Bouchoucha pour qu'il vînt à Ouargla renverser l'autorité de notre agha Ali-Bey. Aussi, lorsque Naceur-ben-Chohra et Mahieddine avaient envoyé leurs lettres au chérif et aux nomades de la région, on ne douta pas de l'arrivée prochaine de Bouchoucha. Celui-ci cependant hésitait : il n'avait qu'une confiance très limitée dans les promesses des Chamba; il connaissait le prestige du nom de Bouakkaz dans le Sahara; il ne voulait ni se mesurer avec le makhzène d'Ali-Bey, qui avait derrière lui les Mekhadma, les Beni-Tour et les Saïd-Otba, et il ne se souciait pas non plus d'attaquer avec des nomades des ksours fermés de murs et entourés de fossés. Ces hésitations se prolongèrent jusqu'à ce qu'un certain nombre de notables, détachés des tribus et des groupes partisans d'Ali-Bey, fussent venus promettre au chérif aide, assistance ou neutralité.

Ali-Bey n'avait pas été sans connaître ces intrigues et les dispositions hostiles des Chamba. Les Mekhadma, ennemis de ces derniers et presque tous dévoués à notre agha, l'avaient tenu au courant des démarches faites pour les détacher de son soff. Ali-Bey, qui professait le plus grand mépris pour l'aventurier Bouchoucha, ne vit là rien de sérieux. Il envoya des gens à lui et des khouan Tidjanya porteurs de let-

tres des chefs de la zaouïa de Temacine pour donner de bonnes paroles et engager les Mekhadma à faire, le cas échéant, leur devoir contre le chérif.

Ceux-ci ne se payèrent pas de mots; ils se crurent abandonnés de leur ancien seigneur et n'insistèrent pas : plusieurs notables, mécontents de cet abandon, se tournèrent alors vers Bouchoucha, qui mit à profit cet état d'irritation.

Le 5 mars, avec seulement quatre-vingts méhara, il arrivait inopinément à Ngouca, dont le chikh surpris, et abandonné par les Mekhadma, faisait sa soumission et offrait son propre cheval comme cheval de gada.

De là, Bouchoucha parlementa avec les gens de Ouargla. Les Beni-Sissine se prononcèrent pour lui sans hésitation et se barricadèrent dans leur quartier, après lui avoir envoyé une députation. Les Mozabites, installés dans le quartier des Beni-Ouaggine, envoyèrent aussi cinq de leurs notables au chérif, afin de connaître ses intentions. Celui-ci, pour être agréable à un groupe de Mekhadma qui accusaient ces Mozabites d'avoir empoisonné un des leurs à l'instigation d'Ali-Bey, retint les cinq délégués et exigea d'eux une rançon de 30,000 francs; ils obtinrent des quatre-vingts familles de leur secte 9,500 francs, qui furent tout de suite apportés. Le chérif prit l'argent et fit, séance tenante, couper la tête aux malheureux notables.

Cet acte de cruauté lui acquit l'adhésion de tous les habitants de Ouargla alliés aux Mekhadma, et de tous ceux aussi qui comprirent que le pillage des riches magasins des Mozabites serait la conséquence de leur soumission au chérif.

Si-Naman-ben-Debah, khalifat d'Ali-Bey, enfermé dans la Casba avec seulement une très faible partie de son makhzène, ne put rallier personne autour de lui. Il monta à cheval avec douze cavaliers et le chikh de Rouissat, Brahim-bel-hadj-Abdelkader, et s'enfuit vers Tougourt, pendant que d'un autre côté les quatre-vingts familles de Mozabites émigraient vers le Mzab.

Le jour même, Bouchoucha entrait à Ouargla, et les magasins des Mozabites étaient pillés par les Chamba et les Mekhadma, qui enlevèrent plus de trois cents charges de dattes.

Ali-Bey fut moins affecté de la perte de Ouargla qu'il ne le fut de la conduite des Mekhadma; et, tout en nous écrivant qu'il ne pouvait sortir de Tougourt, en raison de l'état des esprits des habitants et des dispositions hostiles des O. Moulet, il résolut de se venger.

Si-Naaman-ben-Debah et son frère Si-Mostafa prirent le commande-

ment d'une partie du makhzène et d'un fort goum, et, par une marche rapide, ils surprirent le 10 mars, à Gour-Bekrat, à quatre kilomètres, à l'est de El-Adjadja, les campements des Mekhadma. Après un engagement assez vif, dans lequel notre makhzène eut 2 hommes tués et 7 blessés, les Mekhadma laissaient entre nos mains leurs tentes, 1,000 chameaux et 7 cadavres.

C'était pour nous une mince compensation à la perte de Ouargla.

IV

# LA RÉVOLTE DU BACHAGHA

(18 février-14 mars.)

Assassinat de quatre ouvriers près les chantiers des Bibane (18 février). — Télégramme d'Aumale annonçant que Moqrani est en insurrection (21 février). — Évacuation des chantiers (25 février). — Entrevue de Bou-Djelil (25 février). — Évacuation de Msila (25 février). — Nomination du chef d'escadrons Ducheyron au commandement de la place de Bordj (25 février). — Le bachagha Moqrani envoie sa démission (27 février). — Entrevue du capitaine Duval et du bachagha (28 février). — Réponse du général Lallemand (3 mars). — Entrevue des capitaines Olivier et Duval avec le bachagha (4 mars). — Nouvelle démission du bachagha (9 mars). — Démarches du chikh Bouakkaz-ben-Achour à Constantine. — Réponse du général administrateur (14 mars). — Conseil tenu à la Medjana par les Moqrani (14 mars). — Lettres du bachagha annonçant qu'il va nous combattre (14 mars).

Le 18 février 1871, quatre ouvriers européens étaient assassinés à quelque distance des chantiers installés aux Bibane pour la construction de la route nationale. Ils s'étaient, malgré les recommandations, écartés des travaux, et étaient allés couper du bois dans une forêt du voisinage; il fut impossible de connaître les auteurs de ces crimes. Il y avait sur ce chantier des Calabrais, des Marocains et d'autres Européens ou indigènes, dont les antécédents n'étaient guère bons. Depuis plus d'un mois, des désordres graves étaient signalés; les ouvriers indigènes n'étaient pas payés régulièrement par l'entrepreneur, et ils avaient menacé plusieurs fois de se faire justice eux-mêmes. Les ouvriers européens se sentaient menacés et demandaient le licenciement des chantiers. On reculait devant cette mesure, qui eût été un aveu de notre impuissance à protéger nos travailleurs, et l'autorité militaire, le commissaire civil de Bordj, le bachagha, et même une partie de la presse constantinoise, étaient d'avis que la rentrée des

chantiers, surtout avec ces gens non payés, serait l'occasion de désordres pouvant entraîner un mouvement insurrectionnel.

Néanmoins, quand on connut ce quadruple assassinat, beaucoup de gens en firent remonter la responsabilité au bachagha. On alla même plus loin, car, le 21 février, on télégraphiait officiellement d'Aumale que le bachagha était en insurrection dans les Beni-Abbès et à Dra-Mettename. Moqrani fut très froissé de ces accusations et de ces bruits, que les Ouled-Abdesselem ne se faisaient pas faute de colporter.

Il nous continua, cependant, son concours, et, quand l'ordre arriva au commandant supérieur de « prendre ses dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs », il l'accompagna sur les chantiers avec Boumezrag. Le capitaine Olivier recommanda aux ouvriers de se grouper entre eux, de ne point s'isoler dans la forêt, les assurant que, s'ils suivaient ces conseils, ils ne seraient point inquiétés. Le bachagha et Boumezrag répondirent, devant eux, des fractions constituées qui les entouraient, et sur lesquelles leur influence était connue.

Deux jours après, le capitaine Olivier recevait l'ordre de faire rentrer les chantiers : c'était une question d'argent qui avait entraîné cette résolution. En vain il protesta; on lui répondit de s'appuyer sur le bachagha. Celui-ci s'écria : « Mais c'est impossible, vous voulez donc provoquer une insurrection? — Nous n'avons qu'à obéir, l'ordre est formel! — Mais, au moins, les ouvriers sont-ils payés? » Ils ne l'étaient pas; et on se contenta de dire, par télégramme, que le service des ponts et chaussées rembourserait les avances qui seraient faites. On ne disait pas qui ferait ces avances.

Le capitaine Olivier envoya le bachagha, Boumezrag et Hamou-Bourenane-el-Moqrani, procéder à cette évacuation. Le bachagha avança de ses deniers 1,500 francs pour désintéresser les ouvriers non payés, et, comme ils n'avaient pas assez des charrettes de l'entrepreneur pour transporter leurs bagages, il leur fit donner des mulets de corvée par les tribus voisines. Quand tout fut prévu, le 25 février, il laissa à Boumezrag et à Hamou le soin d'accompagner les ouvriers jusqu'à Bordj, et il se rendit de sa personne à Boudjelil, où il avait donné rendez-vous à Ben-Ali-Chérif.

Le marabout de Chellala avait prévenu de cette entrevue le commandant supérieur de Bougie, et il attendait Moqrani. Celui-ci était à la fois découragé et surexcité. Il fit part à son ami des difficultés au milieu desquelles il se débattait, des méfiances qu'on lui témoignait, des accusations calomnieuses dont il était l'objet, alors qu'il continuait à servir de son mieux, comme il le faisait en ce moment même

dans cette affaire des chantiers, pour laquelle on lui imposait une si lourde responsabilité, sans vouloir écouter ses avis. « Depuis le départ de Sétif du général Augeraud, je n'ai que des déboires. Les Français sont bien ingrats et bien injustes envers ma famille! Ils veulent me jeter dans l'insurrection! » Puis il parla de ses dettes et des ennuis d'argent qu'il avait, alors que ces dettes avaient été faites pour le bien de tous et à titre d'avance à la France. « Je ne sais que faire, je suis affolé : peut-être vais-je bientôt mourir, car mon père m'a dit souvent que, lorsque la mort est proche, on a comme signes précurseurs des moments d'aberration et de folie [1]. » Ben-Ali-Chérif reconnut que la situation, en effet, n'était plus tenable pour des gens comme eux, mais que ce serait donner raison à leurs ennemis, se déshonorer et se perdre irrévocablement, que de se révolter. Il lui conseilla de désintéresser ses créanciers, de donner sa démission et d'émigrer en Tunisie. « Pour moi, ajouta le marabout, je vais partir ces jours-ci à Alger, et remettre ma démission au général Lallemand. J'irai vivre loin des affaires, dans ma maison d'Alger; j'aime mieux n'être rien que de n'être ni écouté ni soutenu, quand j'ai une situation officielle. Vous devriez faire comme moi et vivre tranquille à Alger. » Moqrani se calma, et finit par promettre d'accompagner Ben-Ali-Chérif à Alger, et de s'y fixer une fois sa démission donnée. Après quoi, ils se séparèrent.

Ce jour-là, 25 février, au sud de Bordj-bou-Arreridj, les Français résidant à Msila se repliaient, avec tous leurs meubles, sur Boucada; cette évacuation se fit en bon ordre sous la protection de Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani.

Le même jour encore, à Sétif, le colonel Bonvalet faisait appeler le chef d'escadrons Ducheyron du 8e hussards, lui confiait le commandement de la ville de Bordj-bou-Arreridj, et lui annonçait qu'il serait probablement attaqué le 2 mars, lors de la fete musulmane dite Aïd-el-Kébir.

Les Ouled-Abdesselem l'avaient tant et si bien répété à Sétif que cela ne faisait plus doute pour personne : l'opinion publique, dans cette ville, était absolument dévoyée, à ce point qu'un journal demanda que, pour empêcher l'insurrection, on fit tout de suite fusiller le capitaine Olivier et le bachagha, et qu'on ne laissât pas les braves colons de Bordj sous la protection douteuse d'un officier ami et complice du bachagha.

C'était d'autant plus inepte et bête que le capitaine Olivier était un

1. Détails donnés à l'auteur par Ben-Ali-Chérif.

homme supérieur dont la loyauté, l'intelligence et la bravoure étaient connues et appréciées de la grande majorité des habitants de Bordj-bou-Arreridj. Mais on ne raisonne pas avec les affolements populaires.

L'envoi de ce chef d'escadrons de cavalerie, qui ne connaissait ni le pays ni la place dont on lui confiait la défense, n'était qu'une satisfaction donnée à « l'opinion publique ».

Au double point de vue militaire et politique, cette mesure ne supportait pas l'examen. Le commandant, seul responsable, était à la discrétion absolue des renseignements fournis par un capitaine que ses chefs directs désavouaient, et qui, placé en sous-ordre, n'avait plus qu'à obéir. Avec un autre homme que le capitaine Olivier cela eût été bien dangereux ; mais cet officier avait le cœur haut placé : il montra une rare abnégation, et fut un guide sûr pour le commandant Ducheyron. Ces deux hommes, animés des mêmes sentiments de devoir et d'honneur, s'entendirent dès le premier jour, et mirent en commun, pour le bien de tous, leur expérience et leur bonne volonté.

Le commandant Ducheyron était le 26 à Bordj-bou-Arreridj ; son arrivée, précédée depuis quelques jours de celle d'un officier du génie chargé de mettre en état de défense cette ville ouverte, produisit une impression fâcheuse sur le bachagha et sur les indigènes.

On commenta la mesure comme un acte de méfiance du colonel Bonvalet à l'égard du capitaine Olivier et du bachagha. On l'attribua aux instigations des Ouled-Abdesselem, à qui le colonel voulait, disait-on, donner le commandement de la Medjana.

Le 27, arrivèrent à Bordj les ouvriers des chantiers, au nombre de deux cent cinquante environ. Le voyage de ces hommes surexcités, sans discipline ni éducation, et, pour la plupart, ne parlant pas l'arabe, ne se fit pas sans quelques petits incidents, là où les muletiers ne se trouvèrent pas sous les yeux de Boumezrag et du caïd Hamoud. Ce dernier, à tort ou à raison, rudoya en paroles quelques-uns des émigrants qui se plaignaient de vol, et voulaient en faire remonter la responsabilité jusqu'aux caïds. On exagéra beaucoup ces incidents : tout le monde arriva sain et sauf, personne ne paya les mulets requis, et, s'il y eut quelque déficit dans le convoi, la responsabilité des Moqrani n'était certes pas engagée.

Ces ouvriers furent pendant quelques jours occupés aux travaux de défense; mais cela ne pouvait durer, et, voyant le chômage et la misère en perspective, ils s'en prirent au capitaine Olivier, « qui, après les avoir rassurés, les avait fait rentrer subitement, sans leur laisser le temps de chercher du travail ».

Cependant le bachagha, de retour à la Medjana, avait écrit le 27 février au général Augeraud et au général Lallemand, encore à Constantine, pour demander, avec instance, « qu'on voulût bien accepter sa démission, et qu'on lui permît de s'éloigner d'un pays où tout le monde tenait contre lui des propos malveillants et calomnieux, où on lui avait fait l'affront de ne pas croire à sa parole et d'avoir fait évacuer des chantiers de la sécurité desquels il avait répondu, évacuation qui avait inquiété les populations et qui créait une situation dont il n'entendait pas assumer la responsabilité ». Il demandait à se retirer dans le Hodna, chez son beau-frère Saïd-ben-Boudaoud, où il rassemblerait sa famille, ses serviteurs et ses troupeaux, pour gagner la Tunisie, où il se fixerait.

En même temps qu'on avait prescrit d'évacuer les chantiers, on avait donné l'ordre au capitaine Duval, chef du poste de Tazemalt, chez les Beni-Abbès, de rentrer à Bordj, et, lorsque le commandant Ducheyron arriva dans cette ville, le bruit courut que le capitaine avait été assassiné.

Il n'en était rien, et il n'avait même couru aucun danger; s'il avait tardé à se mettre en route, c'est qu'il avait voulu donner à son départ l'apparence d'un voyage ordinaire, et non celui d'une évacuation précipitée.

Le 28 février, après avoir confié la garde du bordj au spahi Hamimi-ben-Ali, originaire des Beni-Mellikeuch et ennemi du bachagha, le capitaine Duval, parti le matin de Tazemalt, arrivait dans la plaine de la Medjana escorté de trois spahis.

Il était à peine en vue du bordj du bachagha que trois cavaliers se dirigeaient sur lui à fond de train et en faisant la fantasia. L'un de ces cavaliers était Lakhedar-ben-Abderrahmane-el-Moqrani ; il venait au nom de son cousin prier le capitaine Duval de vouloir bien passer à la Medjana pour une communication grave.

Bien que n'étant pas sans une certaine inquiétude, en raison des bruits qui avaient couru à Tazemalt sur l'attitude du bachagha, le capitaine accéda à cette demande et marcha, tout en causant de choses insignifiantes, avec Lakhedar, qui prit la direction de la Medjana.

Après une demi-heure de marche, il se trouvait en face du bachagha, venu au-devant de lui avec une escorte d'une trentaine de brillants cavaliers.

Le bachagha, après l'avoir salué, fit signe à son escorte de rester en arrière, et, cheminant botte à botte avec le capitaine, il lui dit : « Je suis heureux de vous voir, et je vous suis reconnaissant d'avoir

bien voulu quitter votre route pour venir vers moi. J'aurais été vous trouver si je l'avais pu, mais j'étais occupé, et cela m'a été impossible... Les Français me regardent aujourd'hui comme un traître, un rebelle, et ils se trompent. Pourquoi font-ils des tranchées et des barricades autour de la ville ? Je considère ces mesures comme un manque de confiance en moi, et cela me froisse cruellement. Ils ont tort d'agir ainsi, car, le jour où je le voudrai, je prendrai la ville en dépit de leurs travaux... Vous rentrez à Bordj ; eh bien, dites-leur que moi, le bachagha, je suis si peu un rebelle que je viens de rechercher et de retrouver moi-même un troupeau de 150 moutons qui avait été volé à M. Cormi, et que, une heure après votre entrée à Bordj, je l'y ferai conduire par mes cavaliers... Présentez mes salutations au capitaine Olivier. »

On se quitta, et le capitaine Duval arriva sain et sauf à Bordj, à la grande joie et à la grande surprise des officiers et des colons qui le croyaient assassiné. Seulement ses bagages, qui étaient en route et bien derrière lui, furent pillés par des malfaiteurs qui se partagèrent les quelques effets avec les muletiers.

L'Aïd-el-Kébir se passa sans incident, en dépit des prévisions pessimistes du colonel Bonvalet.

La demande de démission du bachagha était arrivée au général Lallemand, le 1er mars au soir, à Philippeville, au moment où il s'embarquait pour Alger. Arrivé dans cette ville, il télégraphia, en réponse à Moqrani :

« Je sais les ennuis que vous éprouvez. Vous et Ben-Ali-Chérif, vous paraissez désespérés. Vous exagérez beaucoup ; les choses ne sont pas aussi graves que votre imagination vous les représente. Tout s'arrangera mieux que vous ne le pensez. Je vous ai déjà dit que votre position n'était pas menacée. Nous arrivons à des temps plus calmes. La paix avec la Prusse est faite ; de nombreuses troupes vont venir. Tout va bientôt rentrer dans l'ordre normal. Croyez-moi, car je suis votre ami depuis longtemps ; si vous avez quelques griefs à reprocher, si vous éprouvez quelque crainte, venez me voir quand le calme sera rétabli. Nous causerons ensemble, et je ferai cesser les amertumes de votre cœur. Nous traversons des temps difficiles, mais c'est dans les difficultés qu'on reconnaît les vrais amis. Je compte toujours sur vous pour calmer l'agitation, ou du moins pour faire votre possible. Ayez vous-même confiance en moi. Je vous écris plus longuement par lettre. »

Avant que ce télégramme n'arrivât, le bachagha pria le capitaine Olivier de lui accorder une entrevue en dehors de la ville.

Le capitaine, après avoir pris l'attache du commandant militaire de la place, se rendit à cette invitation, accompagné de son adjoint le capitaine Duval et de deux spahis. Il emportait avec lui la réponse du général Lallemand.

A peine arrivait-il au lieu convenu que le bachagha se présentait, escorté seulement de cinq cavaliers. Moqrani mit pied à terre, et, les deux escortes s'étant éloignées, il s'avança calme et souriant. Son accueil, toujours plein de noblesse, fut, ce jour-là, encore plus affable que d'habitude. Les deux officiers et lui, après avoir échangé les salutations d'usage, s'assirent à la mode arabe.

Deux coups de feu retentirent aussitôt, et le bachagha, répondant à l'interrogation muette des officiers, dit : « Ce n'est rien, c'est un signal pour que l'on veille sur nous. J'ai confiance en vous, mais vous n'êtes pas seuls à Bordj. » Puis il fit un signe à ses cavaliers, et ceux-ci vinrent déposer leurs armes chargées à côté des officiers; après quoi, ils s'éloignèrent de nouveau.

Moqrani prit alors la parole [1] :

« Je vous ai priés de venir me trouver parce que je ne pouvais aller à vous; les *mercanti* (*sic*) m'assassineraient si j'entrais en ville, et vous seriez impuissants à me protéger, car vous n'avez plus d'autorité. J'ai envoyé ma démission de bachagha; je ne veux plus servir la France, et, bien que je ne veuille pas me révolter contre vous, je me ferai jour, les armes à la main, pour me retirer paisiblement si ma démission est refusée : car, pour moi, ce refus serait une condamnation à mort, et *ils* n'auront pas ma tête. Comment voulez-vous que je serve votre gouvernement? Je ne veux pas accepter votre république, car, depuis qu'elle a été proclamée, je vois des choses horribles. Eh quoi! vous, capitaine Olivier, vous étiez commandant supérieur, et on envoie à Bordj un chef pour commander les troupes! On froisse votre amour-propre, et ce n'est pas assez de vous enlever le commandement militaire, on a encore envoyé un commissaire civil pour surveiller vos actes administratifs. J'étais habitué à écouter vos sages

1. Cette entrevue, comme la précédente, sont extraites d'une lettre adressée le 20 juin 1871, par le capitaine Duval, au commandant Ducheyron, et publiée déjà dans le livre du commandant : *Bordj-bou-Arreridj pendant l'insurrection de 1871 en Algérie*; H. Plon, Paris, 1873. — Le capitaine Duval a, du reste, raconté de vive voix à l'auteur cette entrevue, alors que tous deux étaient ensemble à la colonne Saussier.

conseils; à qui dois-je m'adresser aujourd'hui? A vous, au commandant, ou au commissaire civil? Par la vérité de Dieu, je n'y comprends rien : on insulte vos généraux, devant lesquels nous étions tous soumis et respectueux comme des serviteurs, on les remplace par des mécréants, par des juifs, et on pense que nous subirons cela! Jamais, pour ma part, je ne le supporterai, et voilà pourquoi je donne ma démission. Je ne sais si je vous reverrai d'ici longtemps; restez avec le bien, que le salut soit sur vous, et que Dieu vous protège! »

En vain le capitaine Olivier essaya de rassurer le bachagha et de le ramener à des sentiments plus conciliants. Il lui donna connaissance du télégramme du général Lallemand et insista sur ce qu'il contenait de réconfortant et d'encourageant; il s'efforça de lui faire comprendre que cette émigration en Tunisie serait la ruine de sa famille et ne profiterait qu'à ses ennemis, qui prendraient sa place.

Rien n'y fit. Moqrani parla vaguement d'envoyer un de ses parents à Alger, puis il ajouta : « Si vous étiez gouvernés par un homme de race, je n'hésiterais pas : j'irais moi-même, de ma personne, lui livrer ma tête et me mettre à sa disposition; mais le général Lallemand n'est pas gouverneur de l'Algérie : il n'est pas seul à Alger! »

On se leva sur ces mots; puis, après quelques formules de politesse, on se donna une poignée de main et l'on se sépara, émus et attristés.

Le bachagha était très perplexe. Certes il avait pleine et entière confiance dans la loyauté du général Lallemand, mais, comme il le disait, « le général n'était pas seul à Alger ». Peut-être cependant y serait-il allé, sans son entourage, qui, à aucun prix, ne pouvait se résigner à lui laisser commettre ce qui, pour tous, était une imprudence. Il attendit quelques jours, pendant lesquels il recueillit diverses informations qui le confirmèrent dans l'idée que le colonel Bonvalet, aidé des Ouled-Abdesselem, voulait le faire arrêter, — et même, le faire empoisonner[1]!

Enfin, le 9 mars, il se décida à renouveler sa démission, en une lettre assez courte :

« Vous m'avez fait connaître que vos affaires étaient terminées, et que vos ennemis disparaissaient par suite de la paix conclue avec eux. De cela, il faut rendre grâce à Dieu! Il en résulte aussi qu'aujourd'hui nous avons tenu notre parole et que nous sommes complètement dégagés. Les choses étant ainsi, et le gouvernement continuant à rester

1. Voir plus loin, chap. v, les lettres écrites le 2 avril par Moqrani à M. Mesrine.

aux civils, je vous renouvelle ma première demande de démission de bachagha. J'ai toujours servi le gouvernement de la France avec un entier dévouement, et il m'a prodigué ses bienfaits; je vous en remercie. »

Cette lettre, adressée au général Lallemand, fut envoyée au colonel commandant la subdivision. Aux termes du décret du 1er janvier, ni celui-ci ni le général Lallemand n'avaient qualité pour accepter la démission du bachagha : c'était au général administrateur à répondre ou à transmettre au commissaire extraordinaire, qui, seul, pouvait accepter ou refuser. Le colonel Bonvalet transmit par le télégraphe le contenu de cette lettre au général Augeraud et au général administrateur. M. Rustant, fort embarrassé, consulta le général Augeraud, qui l'engagea à gagner du temps, et lui rappela qu'un jour le bachagha avait dit : « Je ne me révolterai jamais contre la France; mais, si par impossible cela m'arrivait, je donnerais d'abord ma démission : je ne la combattrai jamais étant à son service. »

M. Rustant attendit quelques jours avant de répondre.

Sur ces entrefaites, le chikh Bouakkaz-ben-Achour vint trouver le général Augeraud et lui dit : « Je crains bien que Moqrani ne fasse une sottise et ne s'insurge; ce serait un service à lui rendre que de l'en empêcher : vous seul pouvez le faire en allant le trouver. »

Le général Augeraud hésita : n'étant plus qu'un chef militaire, il n'avait rien à faire légalement avec Moqrani; et, pour lui, tous les jours attaqué par la presse et la population européenne, une pareille démarche était grave. Il répondit à Bouakkaz qu'il ne pouvait quitter Constantine.

Le lendemain, le vieux chikh renouvela avec instance ses démarches. Représentant autorisé de la vieille aristocratie indigène, appréciant mieux les événements de France que Moqrani, parce qu'à Constantine il entendait d'autres propos que ceux tenus par les journaux et les comités de défense, il ne voulait pas voir les grandes familles creuser un abîme entre la France et leurs chefs; puis il désirait caser son fils et rentrer lui-même dans le Ferdjioua, dont le séjour lui était interdit, et, comme on le savait grand ami de Moqrani, il ne tenait pas à subir le contre-coup de sa révolte, comme déjà, en 1864, il avait subi le contre-coup des agissements des Ben-Azzedine.

Bref, il fut pressant, et finit par décider le général Augeraud, qui, le 12, écrivit au bachagha : « Je vais aller à Bordj-bou-Arreridj et j'arrangerai tout; soyez sans inquiétude. »

Le 14, le général administrateur, M. Rustant, télégraphiait au ca-

pitaine Olivier, toujours commandant supérieur du district[1] de Bordj-bou-Arreridj : « Dites au bachagha qu'il m'adresse officiellement sa démission ; mais, jusqu'à ce qu'elle soit acceptée par le gouvernement, nous le rendons responsable des désordres qui pourront avoir lieu dans son commandement. »

Cette façon autoritaire et comminatoire de rappeler au bachagha qu'il ne relevait plus des chefs militaires auxquels il s'était adressé était bien faite pour irriter le bachagha : ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Dès que le bachagha reçut notification de cette malencontreuse dépêche, son parti fut pris : il manda près de lui ses parents et ses amis, et leur déclara que le moment était venu de se révolter contre le gouvernement des juifs et des mercanti.

Il y eut à la Medjana, dans la soirée du 14 mars, une réunion qui fut à la fois un conseil de famille et un conseil de guerre. Le bachagha exposa son plan. Il ne fallait pas penser, selon lui, à se débarrasser des Français : la paix était faite, des troupes allaient arriver, et il y avait parmi les musulmans beaucoup trop de chefs qui, pour conserver leurs positions, serviraient les Français. Il fallait réserver l'avenir, faire, en un mot, une manifestation armée assez longue et assez accentuée pour forcer le gouvernement français, quel qu'il fût, civil ou militaire, à compter avec la puissance des grandes familles et à maintenir les O. Moqrane dans une situation élevée, à peu près indépendante, et conforme à celle qu'avait pensé avoir et conserver le khalifat son père, quand il s'était volontairement mis au service de la France. Dans cet ordre d'idées, le bachagha ne voulait ni massacres ni pillages inutiles : « La première chose à faire, selon lui, était de ravager tout le pays tenu par les Ouled-Abdesselem, afin de montrer l'impuissance de ces gens-là et de les perdre à jamais dans l'esprit des colons, en forçant tous les habitants des villages européens à se réfugier derrière les murs de Sétif. On ne chercherait pas à attaquer cette ville, qui avait des murailles et des canons, mais on la bloquerait et on l'isolerait de Constantine, comme on bloquerait aussi et comme on isolerait Bordj-bou-Arreridj. Lorsque les tribus voisines verraient les goums de la Medjana maîtres de toute la plaine, d'Aumale à Constantine, ce qui était faisable, l'insurrection s'étendrait forcément, et, quand les Français ne pourraient plus sortir des villes et y seraient

---

1. Le mot *district* remplaçait officiellement le mot *cercle*, de par une circulaire de M. Crémieux.

affamés, ils achèteraient par des concessions la neutralité des indigènes et l'alliance des familles dirigeantes. »

Cet objectif[1], exclusivement politique et indépendant de toute idée de guerre de race, de religion ou de nationalité, parut trop modeste à bon nombre de gens de son entourage, qui avaient une folle confiance dans les capacités guerrières du bachagha; aussi l'idée de marcher d'abord vers Sétif fut-elle vivement combattue. La première chose à faire était, selon eux, de détruire Bordj-bou-Arreridj et d'anéantir cette petite garnison de mobiles, qui n'étaient pas des soldats : ce serait chose facile, et cela ferait autrement de bruit que des razzias sur les Ouled-Abdesselem. Ce dernier parti finit par l'emporter, et l'attaque de Bordj fut résolue. Le bachagha écrivit aussitôt les deux lettres suivantes, la première au général Augeraud, la seconde au capitaine Olivier :

« Je vous remercie des excellentes choses que vous m'avez dites; je vous remercie de la bonté que toujours vous m'avez témoignée; j'en garderai le meilleur souvenir. Mais je ne puis vous répondre qu'une chose : j'ai donné ma démission au maréchal de Mac-Mahon, qui l'a acceptée. Si j'ai continué à servir la France, c'est parce qu'elle était en guerre avec la Prusse et que je n'ai pas voulu augmenter les difficultés de la situation. Aujourd'hui, la paix est faite, et j'entends jouir de ma liberté. Vous le savez, je vous l'ai dit : je ne puis accepter d'être l'agent du gouvernement civil, qui m'accuse de parti pris et déjà désigne mon successeur. Cependant on verra plus tard si on a eu raison d'agir ainsi, et si c'est moi qui ai eu tort. Mes serviteurs sont arrêtés à Sétif et à Aumale, et partout l'on affirme que je suis insurgé. Pourquoi? Parce que l'on veut me condamner. Eh bien! je n'échangerai avec ces gens-là que des coups de fusil, et j'attendrai. J'écris à M. Olivier que je refuse mon mandat de février et qu'il ait à se tenir sur ses gardes, car je m'apprête à combattre. Adieu!

« MOHAMMED-BEN-EL-HADJ-AHMED-EL-MOQRANI. »

La seconde lettre, au capitaine Olivier, était ainsi conçue :

« J'ai reçu la lettre par laquelle vous me transmettez les instructions du général de Constantine, qui a écrit que ma démission n'était pas

1. Plus tard, Boumezrag, en Cour d'assises, répétait : « Je me suis battu contre les civils, non contre la France ni pour la guerre sainte. » (Audience du 22 mars 1873.)

acceptée et que je restais responsable des tribus placées sous mon commandement. Veuillez, je vous prie, lui faire connaître que monseigneur le maréchal de Mac-Mahon avait accepté ma démission et que, si j'ai attendu jusque aujourd'hui pour revendiquer ma liberté, c'est seulement en raison de la guerre soutenue par la France contre la Prusse. Aujourd'hui la paix est faite, et je suis délié de mes promesses. Veuillez l'informer aussi qu'il ne saurait m'imposer aucune responsabilité pour les faits qui se commettent en raison de l'anarchie existante.

« Vous connaissez la cause qui m'éloigne de vous; je ne puis que vous répéter ce que vous savez déjà : je ne veux pas être l'agent du gouvernement civil. Je vous renvoie mon mandat de février, je refuse de le toucher, et je ne veux plus, dans les circonstances où nous sommes, exercer l'emploi que j'occupais. Je m'apprête à vous combattre; que chacun aujourd'hui prenne son fusil! Transmettez vite, je vous prie, à monsieur le général Augeraud la lettre que je vous envoie à son adresse. Restez avec le bien, et que le salut de Dieu soit sur vous! »

Ces deux lettres écrites, le bachagha fit couper le télégraphe, que tant de fois il avait fait réparer depuis trois mois, puis il envoya des émissaires dans diverses directions.

Le 15, dès le point du jour, un de ses cavaliers remettait au capitaine Olivier le pli contenant ces deux lettres, et repartait au galop vers la Medjana.

---

V

# LA MEDJANA

(15 mars-12 avril.)

Le cadi Hassaïne-ben-Halla à Bou-Arreridj (15 mars). — Les premiers contingents du bachagha. — Destruction de la conduite d'eau (15 mars). — Désertion des spahis (16 mars). — Défilé des rebelles devant Moqrani. — Attaque de Bordj-bou-Arreridj (16 mars). — Panique des juifs. — Retraite dans le fort. — Pillage et incendie de la ville (nuit du 16 au 17). — Organisation de la défense; premiers combats (17 mars). — Entrevue du capitaine Olivier et du bachagha; attaque générale (18 mars). — Guerre de mine. — Insuccès des mineurs Qbaïls (25 mars). — Arrivée de la colonne Bonvalet (26 mars). — Causes de ses hésitations et de son retard. — Reconnaissance de cavalerie; évacuation des colons sur Sétif (27 mars). — Attitude du bachagha. — Ses lettres à M. Mesrine (fin mars et 1er avril). — Arrivée du général Saussier à Bou-Arreridj (2 avril). — Sortie contre les Ouled-Khelouf (6 avril). — Prise du château de la Medjana (8 avril). — Prise de Sanaf et combat du Ras-Bougatou (10 avril). — Combat de Seguiet-er-Raha (12 avril).

Le 15 mars, au moment où le commandant Ducheyron et le capitaine Olivier achevaient la lecture des deux lettres du bachagha, se présentait au fort un indigène, le visage soigneusement dissimulé sous le capuchon d'un sordide bernous. C'était le cadi Hassaïne-ben-Halla, homme de grande famille et d'une intelligence de beaucoup supérieure à sa moralité. Il venait nous avertir que, dans le conseil tenu la veille au soir à la Medjana, conseil auquel il avait assisté, l'attaque de la ville avait été résolue pour le 16 au matin.

Tous les caïds du cercle de Bordj prêtaient le concours de leurs personnes et de leurs contingents au bachagha. Seuls, Ahmed-ben-Mahmed, caïd des Ouled-Taïr, et Ahmed-ben-Abdallah-el-Moqrani, caïd des Ayad, étaient partis pour se mettre à la disposition du colonel Bonvalet à Sétif, mais leurs tribus avaient pris fait et cause pour le bachagha. En outre, 150 cavaliers et 500 fantassins venaient d'arriver

du Hodna, conduits par El-hadj-ben-Bouzid-ben-Abderrahmane, frère et khalifat de Saïd-ben-Boudaoud, caïd de cette région. Ce qui portait à plus de 15,000 les rebelles en armes autour de Bordj-bou-Arreridj, où on ne comptait pas plus de 400 défenseurs[1].

Si-Hassaïne-ben-Halla donna des détails précis sur ce qui s'était dit la veille au soir et ajouta que dès que l'action serait engagée il viendrait avec un contingent de sept à huit cents Qbaïls d'El-Maïne tomber sur les derrières du bachagha; promesse qu'il ne pouvait ni ne devait tenir, encore bien que plus tard il ait affirmé ses bonnes intentions en combattant de sa personne dans nos rangs.

Quoi qu'il en soit, nous étions prévenus; et, le soir même, l'avertissement du cadi était confirmé par la coupure de la conduite amenant l'eau dans la citerne du bordj, citerne qui, heureusement, était pleine.

Le jeudi 16 mars, par une belle matinée de printemps, un certain nombre de spahis, ayant à leur tête le brigadier Sghir-ben-Adda, passaient ouvertement à l'ennemi avec leurs chevaux et leurs armes.

A huit heures, de nombreux goums et sagas débouchaient en longues files par le col d'Aïn-Sriga et défilaient en grand apparat devant le bachagha à pied, immobile dans son bernous d'une éclatante blancheur, à quelques pas en avant des membres de sa famille, tous couverts de leurs vêtements de gala chamarrés de broderies et de dorures, et s'efforçant de maintenir alignés leurs chevaux richement caparaçonnés comme aux jours de fantasia de longs djellals de soie rouge, jaune, bleue, verte.

Aux goums de la Medjana et du Hodna[2] occidental s'étaient joints déjà

---

1. Soit 300 hommes des mobiles des Bouches-du-Rhône, 80 miliciens ou colons armés, quelques isolés et quelques spahis restés d'un détachement de 25 hommes presque tous passés à l'ennemi.

2. Le caïdat du Hodna occidental ou de Bouçada comprenait les sept tribus suivantes, toutes insurgées en 1871 :

1° Tribu des Ouled-Sidi-Brahim (quatre fractions);
2° Tribu d'El-Haouamed (deux fractions);
3° Tribu des Ouled-Madi (sept fractions);
Confédération des Ouled-Deradj-Gheraba, composée de quatre tribus :
4° Mrabtine-el-Djorf, tribu maraboutique dirigeante, Mrabtine des Ouled-Deradj;
5° Mtarfa (deux fractions);
6° Ouled-Dehim (une fraction);
7° O.-Adi (six fractions).

Le caïdat du Hodna oriental ou de Barika comprenait aussi sept tribus (celles *en italique* ne se sont pas insurgées) :

ceux des Ouled-Tebbène, Ouled-Braham et Larba[1], conduits par leurs chioukhs et par Mohammed-ben-Adda, neveu du vieux caïd Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad, en ce moment encore fidèle.

Dès qu'ils ont défilé devant les Ouled-Moqrane, goums et sagas vont prendre leurs places de combat : les fantassins à l'ouest et au nord, les cavaliers au sud et à l'est; ceux-ci occupent le bordj du commandant supérieur, position importante à 300 mètres de la ville et que son éloignement n'a pas permis de comprendre dans le rayon de la défense. Les autres maisons isolées, abandonnées pour les mêmes raisons, se remplissent de rebelles qui s'empressent de créneler les murs et de se retrancher.

Bientôt le défilé a cessé; il est neuf heures et demie; toutes les hauteurs et éminences voisines sont garnies de groupes armés et aussi de femmes qbaïles dont les you-you stridents déchirent l'air en même temps que retentissent les premiers coups de fusil.

En ce moment, les Européens non armés et les quelques familles d'agents indigènes restés fidèles sont rentrés dans le fortin, avec ce qu'ils ont pu emporter de vivres et d'effets. Il ne reste dans la ville que les combattants, le curé, les sœurs et le commissaire civil.

Pendant deux heures, la fusillade continue plus bruyante que dangereuse, et, n'étaient les quelques balles de chassepots que l'on entend siffler de temps à autre, on croirait assister à une grande et belle fantasia. Nos mobiles et nos miliciens, qui n'ont que des fusils à tabatière ou à piston, ont ordre de ne pas gaspiller leurs munitions et de ne tirer qu'à coup sûr sur les imprudents qui se rapprochent à bonne portée.

L'attaque réelle ne commence qu'à midi; le signal en est donné par un goum brillant composé des principaux membres des Ouled-Moqrane

---

**A.** — Confédération des Ouled-Deradj-Cheraga, improprement appelés Ouled-Sahnoun :

1° La tribu des Ouled-Sahnoun (cinq fractions) ;

2° La tribu des Ouled-Bou-Abderahmane (six fractions) ;

3° *La tribu des Ouled-Amor* (huit fractions), dont deux insurgées : Ouled-Smira, Ouled-Recheich ;

4° La tribu des O.-Nedja (huit fractions) ;

5° La tribu des Zoui, ou Mrabtine des Ouled-Deradj-Cheraga (quatre fractions);

**B.** — En dehors de la confédération des Ouled-Deradj :

6° *Les Ouled-Sellem* (quatre sections, nombreuses fractions) ;

7° *Les Ouled-Ali-ben-Sabor.*

1. Ces trois fractions, érigées en douars-communes par décret du 6 septembre 1866, faisaient officiellement partie du caïdat des Righa-Dahra. En réalité, c'étaient trois groupes de montagnards du pays Ayad, qui, sous les Turcs, étaient toujours restés indépendants et étaient inféodés aux soffs des Righa.

qui arrivent au galop sur le marché arabe, précédés de leur porte-fanion Ahmed-ben-Makhlouf. La fusillade redouble et les assaillants se rapprochent.

A deux heures, les juifs qui gardaient la barricade située en bas de la rue des bains maures se croient tournés, et, pris d'une panique soudaine, ils se sauvent à toutes jambes vers le bordj. Par bonheur, le commandant Ducheyron arrive, et, arrachant un fusil des mains d'un des fuyards, il arrête les autres et appelle à la rescousse la réserve, qui, composée de vrais Français, réoccupe la barricade un instant abandonnée, et en éloigne les rebelles.

Mais, quelque bonne que soit l'attitude des mobiles et des miliciens, l'ennemi se rapproche, deux autres barricades sont menacées d'être prises à revers, et, pour les soutenir, il faut engager toutes les réserves disponibles ; il est, dès lors, bien évident qu'on ne pourra tenir longtemps.

A sept heures, un conseil de guerre se réunit et on arrête les dispositions pour rentrer dans le bordj à un signal donné. On profite aussi de la nuit pour envoyer trois spahis fidèles dans trois directions différentes avec des messages faisant connaître la situation de Bou-Arreridj.

A onze heures du soir, le clairon sonne la retraite, et aussitôt, oubliant les sages prescriptions qui viennent d'être données, mobiles et miliciens, poussés et entraînés par les juifs, se ruent au pas de course sur la porte du bordj, malgré les officiers qui essayent en vain de mettre un peu d'ordre dans cette cohue.

Dès que tout le monde est entré, la porte du bordj est solidement barricadée, et aussitôt les rebelles se précipitent dans la ville, dont ils commencent le pillage à la lueur des incendies qu'ils allument de tous côtés ; incendies maladroits, car les pillards se détachent en pleine lumière et servent de cible aux meilleurs de nos tireurs placés aux créneaux du bordj.

Le vendredi 17, au point du jour, le combat reprend avec une nouvelle ardeur ; placés sur le faîte de deux maisons dominant le fort et au bureau arabe, qui est le point le plus élevé de la ville, les rebelles rendent impraticables le service des bastions et la circulation des défenseurs.

Le fort, simple baraquement entouré d'une chemise bastionnée, n'était pas organisé pour contenir tant de monde : nos quatre obusiers n'avaient pas de boulets et notre mitraille était sans effet sur les rebelles soigneusement abrités derrière les murs des maisons incen-

diées. On eut beaucoup à faire, le 17, pour se caser dans ces baraques, établir des abris en planches permettant la circulation à l'abri des tireurs ennemis, et, enfin, mettre un peu d'ordre et de discipline dans cette réunion de gens parmi lesquels les militaires de l'armée permanente ne formaient qu'une infime minorité.

Malgré ces conditions défectueuses on réussit à organiser convenablement la défense : on fit sortir avec des échelles et des cordes un certain nombre d'indigènes peu sûrs ; on désarma les israélites, dont la couardise et les paniques incessantes causaient des désordres et excitaient les quolibets des assiégeants ; on donna leurs armes aux Mozabites, gens chez lesquels le courage et la fidélité sont des qualités innées.

Le samedi 18 mars, sur les instances réitérées du bachagha, qui demandait à parlementer, le capitaine Olivier fut « laissé libre d'aller à ses risques et périls » entendre les communications que voulait nous faire le chef des rebelles.

Attachant alors une corde à un des créneaux, le capitaine quitte le bordj en passant par-dessus le mur et s'éloigne seul, recouvert d'un bernous.

En route, il rencontre le bachagha, qui, venu à cheval, met aussitôt pied à terre devant son ancien chef et le force à accepter sa monture, à côté de laquelle il marche lui-même à pied en échangeant quelques formules de politesse.

Tous deux arrivent ainsi au bordj du Maltais Xavier, où était le quartier général des rebelles.

Là, le bachagha, après avoir fait éloigner les siens, reçoit le capitaine avec sa courtoisie habituelle, il lui montre que plus de six mille hommes bien armés entourent étroitement la ville et le bordj.

Il lui affirme sur son honneur de djouad que le colonel Bonvalet, parti de Sétif pour venir au secours des assiégés, a dû s'arrêter à Aïn-Messaoud, à 15 kilomètres de Sétif, étant trop faible pour avoir raison des contingents insurgés qui lui barraient la route.

Le bachagha ajoute que, dans ces conditions, la prise du fort est certaine après deux au trois assauts, et qu'il estime plus sage et plus humain d'éviter une éventualité qui peut, malgré lui, aboutir au massacre de femmes, d'enfants et de colons enfermés dans ledit fort.

Finalement il propose au capitaine de faire conduire tout ce monde jusqu'à Sétif, sous l'escorte d'un goum d'élite, choisi dans sa propre famille, ou parmi des partisans dont il est sûr, et que lui-même commandera.

Il se peut que le bachagha ait été de bonne foi en faisant ces propositions : soit qu'il ait été poussé par un sentiment d'humanité, soit même qu'il n'ait vu dans cette façon d'agir qu'un moyen de se grandir aussi bien vis-à-vis des Français que vis-à-vis des indigènes.

Quoi qu'il en fût, la proposition était inacceptable. C'était une capitulation, et personne n'en aurait voulu : militaire, mobile ou colon, chacun entendait faire son devoir jusqu'au bout; et d'ailleurs, quelque grandes que fussent en temps ordinaire l'autorité et l'influence du bachagha, il était peu probable qu'il eût réussi, avec son entourage surexcité et peu discipliné, à dominer une situation aussi délicate que celle qu'il aurait eue en escortant jusqu'à Sétif la population entière et la garnison de Bordj-bou-Arreridj.

On en eut du reste la preuve immédiate.

Le capitaine Olivier répondit qu'il ferait part de cette communication à son chef, puis il regagna le bordj, monté sur un cheval que lui prêta le bachagha, et escorté par Djeraba-ben-Boudda, chikh de Qalaa, homme de confiance de Moqrani.

En un temps de galop il était arrivé; son absence avait duré une demi-heure.

Pendant cette entrevue le feu avait cessé, les indigènes s'étaient rapprochés du bordj en des masses compactes, au milieu desquelles galopaient des cavaliers de Moqrani criant à chaque instant : « Ne tirez pas! ne tirez pas! c'est l'ordre du bachagha! »

Cependant, derrière les créneaux, mobiles et miliciens étaient peu rassurés : ils croyaient que tous ces gens allaient tenter un assaut général.

Alors le capitaine Olivier, qui achevait de rendre compte de sa mission, monte sur la plate-forme d'un bastion pour parler aux indigènes ; mais à peine a-t-il dit quelques mots que deux coups de feu partent de la foule sans l'atteindre : il est enlevé du rempart par les mobiles, qui crient à la trahison et qui, par tous les créneaux, font un feu meurtrier.

Les indigènes se ruent sur la porte, qu'ils veulent enfoncer, et se font tuer à bout portant; les cadavres s'entassent devant cette porte et servent d'abri à de nouveaux assaillants qu'on tue par un soupirail.

Près de 150 cadavres restent ainsi à moins de deux mètres de l'enceinte du fort.

Après cette boucherie, l'attaque s'arrêta pendant deux jours : seuls les tireurs placés sur les points dominant l'intérieur du fort conti-

nuèrent à nous inquiéter. On crut d'abord que l'ennemi préparait une attaque de nuit et on redoubla de surveillance; mais, le mardi 21, on s'aperçut que, de deux côtés, on était menacé par des galeries de mines qu'avaient creusées des Qbaïls, anciens ouvriers de nos chantiers. Une des galeries avait déjà 25 mètres de long et était dirigée sur le saillant de la poudrière, l'autre n'avait que 10 mètres et était près d'aboutir à une cave.

Immédiatement, à l'intérieur du bordj, on fait creuser des tranchées à la gorge du bastion et au travers de la direction de la seconde galerie : le samedi 25 mars, mineurs et contre-mineurs ne sont séparés que par les fondations du mur d'enceinte. Les Kabyles se hâtent de charger leurs mines, mais ils s'y prennent mal, ils ne réussissent qu'à faire souffler leurs cheminements et ils ont plusieurs blessés.

Le lendemain, dimanche 26, deux coups de canon annonçaient l'approche de la colonne, et l'investissement cessait.

A onze heures du matin, Ben-Abdesselem-el-Moqrani arrivait à la tête d'un goum ami. Il fut fort mal reçu par le commandant Ducheyron, qui, voyant un ennemi dans quiconque portait un bernous, lui cria par-dessus le mur d'aller camper le plus loin possible s'il ne voulait pas recevoir des coups de fusil. Heureusement deux officiers français qui marchaient avec le goum intervinrent et réussirent à faire cesser ce quiproquo maladroit et froissant ; ils déclarèrent qu'ils commandaient le goum et qu'ils avaient ordre d'attendre l'arrivée du colonel au bordj, avec les contingents fidèles.

Peu après la tête de colonne était en vue et les assiégés enlevaient la barricade qui, pendant dix jours, avait maintenu leur porte fermée.

Ils avaient eu 8 tués et 25 blessés, dont plusieurs indigènes, et leur situation commençait à devenir pénible. Ils manquaient de viande, de vin et de tabac; ils n'avaient que trois quarts de litre d'eau par jour; les blessés encombraient les quelques chambres disponibles; la fatigue était extrême, et les cadavres accumulés au pied des remparts répandaient une odeur insupportable.

Il n'y a que 67 kilomètres de Bordj-bou-Arreridj à Sétif, et, en faisant un détour de 4 ou 5 kilomètres, il est possible de faire la route en plaine sans avoir à franchir aucun passage difficile. Aussi les colons renfermés dans le bordj ne s'expliquaient-ils pas qu'on ne fût pas venu plus tôt les délivrer.

Voici ce qui était arrivé.

Le colonel Bonvalet avait été prévenu dans la soirée du 15. Il n'avait sous la main qu'un bataillon de mobilisés de la Côte-d'Or qui

refusaient de marcher et réclamaient leur rapatriement. Il avait dû attendre l'arrivée annoncée pour le 16 des troupes venant de la colonne d'El-Milia.

Le 17, il était parti à midi avec deux escadrons de spahis et deux bataillons d'infanterie, et était allé coucher à Aïn-Messaoud, à 12 kilomètres de Sétif.

Le 18, il avait rencontré à Gueber-Attia, près le moulin de St-Rames, Abdesselem-el-Moqrani, qui était venu se mettre à sa disposition avec un goum. Ce caïd lui avait annoncé que le caravansérail d'Aïn-Taghroute avait été incendié la veille par les contingents du bachagha, qui barraient la route. Abdesselem avait ajouté que la ville de Bordj-bou-Arreridj avait été détruite et ses habitants massacrés.

Le colonel recevait en même temps le billet suivant écrit au crayon, le 16 au soir, par le commandant Ducheyron : « Attaqué depuis ce matin, je ne considère le mouvement du bachagha que comme une prise de position pour la nuit. Je crois et j'espère pouvoir conserver la ville; du reste, ayez confiance en moi, mon colonel, chacun fera son devoir. »

Ces quelques mots ne contredisaient en rien les renseignements donnés par Abdesselem; d'autres indigènes, qu'on croyait sûrs et qui n'étaient que des émissaires du bachagha et de Mohammed-ben-Adda, apportaient des preuves indéniables du pillage, et ajoutaient détails sur détails à ceux déjà connus : on disait entre autres choses que le capitaine Olivier avait été tué un des premiers et que le bordj avait été pris d'assaut par dix-sept brèches, etc...

Le colonel n'avait pas confiance dans ses troupes, composées de jeunes soldats qui, engagés pour la durée de la guerre contre la Prusse, réclamaient leur libération, et se montraient fort indisciplinés. Il n'osa pas, avec ces hommes, mal en main et inexpérimentés, affronter les forces considérables qu'on lui signalait, alors surtout que tout semblait lui prouver qu'il était trop tard pour sauver les défenseurs de Bordj-bou-Arreridj.

Le 19, il était revenu camper à Aïn-Messaoud, d'où il avait demandé des ordres et des renforts.

Le 20, il avait eu la certitude que les contingents du bachagha étaient à Sidi-Embarek; mais, ayant peu après reçu des renforts qui portaient sa colonne à 2,000 hommes environ, il était allé camper le 24 à Aïn-Taghroute. Là, ayant su que près de dix mille insurgés devaient lui disputer le passage de l'Oued-Chaïr, il avait contourné par le sud les hauteurs de Sidi-Embarek et était aller couché, le 25, à Aïn-Tassera,

ce qui ne lui avait permis d'arriver que le 26 à Bordj-bou-Arreridj.

Le 27 mars, pendant que l'infanterie enterrait les morts et nettoyait les abords du bordj, la cavalerie du colonel Bonvalet faisait une reconnaissance autour de la ville et incendiait les villages des Hachem, situés vers le pied de la montagne d'Oum-er-Rissane. On échangea quelques coups de fusil, mais il n'y eut pas, à proprement parler, de combat : seul un chasseur à pied, qui s'était écarté de la ville, fut pris et tué par les rebelles.

Le même jour, le colonel Bonvalet dirigea sur Sétif un convoi de sept cents mulets emportant tous les civils de Bordj-bou-Arreridj. Ce convoi, placé sous l'escorte de deux escadrons de spahis et du goum d'Abdesselem-el-Moqrani, passa par Aïn-Tassera et arriva sans encombre à Sétif.

Pendant la moitié de la route, le goum du bachagha, fort de huit cents chevaux, c'est-à-dire bien plus nombreux que l'escorte des colons, marcha à une certaine distance en arrière ou sur la gauche du convoi sans tirer un coup de fusil, et en empêchant tout acte d'agression; il s'arrêta à Aïn-Taghroute, lorsque le convoi campa à St-Rames, en pays non insurgé. Il est bien évident qu'en cette circonstance le bachagha protégea l'évacuation des colons de Bordj contre les tentatives de ses propres contingents. En cela il ne fut pas guidé seulement par un sentiment de généreuse commisération vis-à-vis des femmes, des enfants et des vieillards, ou par le vain plaisir de faire parade de sa force, il voulut surtout se ménager des titres à notre bienveillance en cas de pourparlers et de négociations ultérieures.

Le bachagha fit preuve en cette circonstance d'une fermeté de caractère peu commune : car, en attaquant ce convoi, il était sûr de nuire à deux hommes qu'alors il haïssait par-dessus tout, le colonel Bonvalet, qui avait ordonné et organisé l'évacuation de ces colons, et Abdesselem-el-Moqrani, son rival et son ennemi personnel.

Aucun doute n'est possible sur les sentiments qui animaient alors le bachagha vis-à-vis ces deux personnalités, car lui-même les a fait connaître dans deux lettres intimes adressées à cette époque à M. Mesrine, son ami et son banquier; voici, *in extenso,* ces deux lettres dont l'une porte la date du 1er avril et dont l'autre a été écrite aussi pendant le séjour du colonel Bonvalet à Bordj-bou-Arreridj [1] :

1. Elles ont été produites en cour d'assises, lors du procès de Boumezrag, et ont été imprimées *in extenso* dans le compte rendu sténographique publié par l'*Akhbar* du 27 février 1873.

« A NOTRE HONORABLE AMI MONSIEUR MESRINE,

« Ce dont je vous informe sera du bien, s'il plaît à Dieu ! Votre lettre bien-aimée nous est parvenue, je l'ai lue et comprise, j'en tiendrai compte. Mais ne pensez pas que ce que j'ai fait soit une légèreté ou une trahison.

« D'abord je vous avais dit, ainsi qu'à M. le général Augeraud, que je ne voulais pas du régime civil, parce que le civil prenant le pouvoir et faisant appliquer ses lois en chargeant les militaires de conduire les affaires, les indigènes seraient partie chacal, partie renard.

« Ce qui a amené l'insurrection, c'est qu'il était bien évident pour moi que le colonel Bonvalet agissait perfidement de concert avec mes cousins, les Ouled-Abdesselem et les Ouled-ben-Abdallah. En effet, comment un chef peut-il conseiller de donner traîtreusement la mort ou de faire boire du café empoisonné ? C'est là une chose avérée, et plusieurs de mes amis français m'ont prévenu. La chose s'est vérifiée : des musulmans ont reçu des instructions pour cela, mais ils n'en ont rien fait. Il est notoire qu'ils avaient offert ma position à mon cousin si leur dessein s'accomplissait. Une chose non moins évidente et qui n'est un secret pour personne, c'est que le colonel avait fait cette promesse et en avait parlé devant des caïds. Il a même dit que tout le territoire de la Medjana était frappé de séquestre et que la soumission de ses habitants ne serait pas acceptée. C'est tout cela qui a aggravé la situation dans laquelle nous étions.

« J'ai écrit au colonel avant l'attaque pour lui faire savoir que nous étions en guerre. J'ai appris que la lettre n'avait pas été transmise. J'ai écrit aussi à M. le général Augeraud, et j'ai su que ma lettre n'était pas arrivée.

« J'ai prévenu les Français de se tenir sur leurs gardes, M. Luc et d'autres encore : en un mot, je n'ai rien fait sans agir loyalement.

« Du jour où M. le général Augeraud a quitté Sétif, j'ai vu que les choses se gâteraient, car le colonel Bonvalet n'a occupé aucun poste sans y créer des soffs. C'est là sa manière de faire, tous les Français le savent bien.

« Pour moi, je n'accepte ni la trahison ni la destitution sans la poudre ; il faudra donc me soumettre par la force : je préfère cela.

« Je conserverai l'attitude que j'ai prise jusqu'au jour où le gouvernement aura repris son unité, c'est-à-dire jusqu'au jour où il n'y aura plus deux gouvernements. On saura alors à quoi s'en tenir.

« Le colonel est à Bordj-bou-Arreridj, il brûle les maisons et il pille les silos, c'est là tout ce qu'il fait.

« Quant à vous, soyez sans inquiétude; ne croyez pas que je retienne quoi que ce soit de votre créance. Vous avez été généreux pour des créatures dans le besoin et, de par Dieu! je vous le jure, à peu d'exceptions près, tous ceux à qui je rappelle ce qu'ils vous doivent disent qu'ils s'acquitteront quand bien même ils seraient insurgés. Vous en aurez, du reste, la preuve.

« Faites parvenir nos salutations au chikh Bouakkaz, du Ferdjioua, et à Sid-el-hadj-el-Mekki; dites-leur : « Votre ami n'est pas une hyène « qui reste dans son antre jusqu'à ce qu'on lui ait attaché la corde aux « deux jambes. » Non, je mourrai chaud et non pas froid! Les consolations et les destinées sont aux mains de Dieu. Si l'empereur revient, il me trouvera peut-être préférable à d'autres, si Dieu le veut! »

La seconde lettre est plus courte et moins explicite :

« A notre ami Monsieur Mesrine,

« Le salut sur vous avec la miséricorde de Dieu et sa bénédiction! — Nous avons reçu votre première lettre par un serviteur du chikh Bouakkaz. J'y ai répondu aussitôt, mais, à cause des troubles, il n'a pas été possible de faire partir le messager de chez nous. Toutefois, il n'est pas douteux que la première lettre ne vous soit arrivée avant celle-ci. Je vous informe en outre d'une chose que vous n'ignorez pas, les agissements du colonel Bonvalet et sa manière de faire habituelle en matière de soff.

« Depuis le jour de son arrivée à Sétif, et depuis le départ du général Augeraud, il a traité toutes ses affaires avec Abdesselem. Il lui confiait ses secrets, mais celui-ci en parlait devant certaines gens. J'ai négligé de me préoccuper de ces menées jusqu'au moment où le colonel a envoyé l'ordre aux caïds de se former en goums et de surveiller le bachagha qui, selon lui, s'insurgeait.

« Lorsque ces dispositions me furent bien connues et que les caïds, prononçant leur mouvement, se furent portés sur divers points des routes, j'écrivis au commandant Olivier que, puisque le colonel répandait sur notre compte des bruits tendant à me rendre suspect, j'allais faire ce dont on me soupçonnait: de cette façon il n'y aurait pas trahison entre nous; c'est alors que la poudre parla.

« En ce moment le colonel est avec sa colonne à Bordj, il a ordonné

de brûler les villages et de piller les silos, nous lui faisons face de tous les côtés ; mais il ne faut rien dire jusqu'à ce que revienne l'empereur, qui désavouera Bonvalet [1], et jusqu'à ce que les choses soient remises en place. »

Évidemment, pour le bachagha, le gâchis et le désordre au milieu desquels nous nous débattions ne pouvaient durer ; aussi, il ne se montrait nullement acharné contre nous, et il s'efforçait de ne pas rendre une réconciliation tout à fait impossible.

Depuis sa grande revue du 16 mars, où il était sans armes, il n'avait pas une seule fois paru à Bordj-bou-Arreridj ; son entrevue avec le capitaine Olivier avait été à la fois courtoise et bienveillante pour les colons ; il n'avait combattu ni la colonne de secours ni le convoi d'évacuation. Enfin, au lieu de harceler la colonne campée à Bordj, il s'était contenté de se retrancher sur l'Oum-er-Rissan, où il pouvait braver les quelques troupes dont disposait le colonel Bonvalet.

Cependant, quand, le 17 mars, on avait appris à Alger la révolte du bachagha par des télégrammes expédiés de Bougie et de Dellis, où le général Augeraud avait envoyé des exprès, on avait réuni ce qu'on avait pu trouver de troupes et on avait confié la direction des opérations à entreprendre dans la Medjana au général Saussier, récemment mis à la disposition du commandant supérieur des forces de terre et de mer.

Le général arriva à Bordj le 2 avril, amenant avec lui deux bataillons du 78e de marche et quelques petits détachements : le reste de sa colonne devait être fourni par les troupes du colonel Bonvalet, jusqu'à concurrence d'un effectif d'environ 5,000 hommes.

Mais, parmi ces 5,000 hommes, il n'y avait que bien peu de soldats sachant leur métier, et engager de pareilles troupes en rase campagne eût été s'exposer à un échec.

Le général Saussier dut consacrer les premiers jours du mois d'avril à faire instruire ces hommes, qui ignoraient les premiers éléments du service en campagne et jusqu'au sens des sonneries réglementaires.

Grâce à son activité et à son énergie, sa colonne fut vite en main, et, dès le 6 avril, il put lancer une reconnaissance de cavalerie au sud de Bordj-bou-Arreridj, dans le pays des Ouled-Khelouf, dont il voulait éloigner les nombreux contingents.

---

1. Il y a, littéralement, « jusqu'à ce que paraisse le sultan, qui cassera le nez de Bonvalet, et jusqu'à ce que l'eau soit ramenée à sa source ».

Ce résultat fut obtenu; mais, au retour, les sagas du bachagha, qui occupaient les crêtes, essayèrent de couper la retraite à nos cavaliers par des feux bien nourris. Le général sortit alors avec quatre bataillons sans sac, et la rentrée au camp s'opéra sans trop de difficultés, au milieu d'une fusillade plus bruyante que dangereuse.

Cette première affaire ayant permis d'apprécier les qualités des troupes engagées, le général réunit le 7 tous les officiers et leur donne des instructions précises, en vue de l'action qu'il compte engager le lendemain.

Le 8 avril, à deux heures du matin, le réveil a lieu dans chaque corps sans sonnerie ni bruit, au moyen d'hommes allant de tente en tente : l'ambulance, les bagages, rentrent dans le bordj, et, à quatre heures et demie, on est en marche vers le lieu de rassemblement reconnu la veille dans la direction de la Medjana ; mais un brouillard intense ne permet pas de s'orienter convenablement, on perd près d'une heure à s'organiser, et la marche en avant ne commence que vers les six heures.

La ligne de tirailleurs qui forme l'avant-garde, cachée par le brouillard, marche longtemps sans être inquiétée, et ce n'est qu'à dix heures du matin qu'elle ouvre le feu sur les contingents rebelles embusqués derrière les premières ondulations de la plaine : l'artillerie aussitôt balaye le terrain de ses obus, et la cavalerie, par une charge vigoureuse, déloge les rebelles de la crête dite Sera-el-Mraba et poursuit les fuyards dans la plaine.

A deux heures, sans avoir cessé de combattre et de marcher, on arrive au village dans lequel les serviteurs du bachagha ont leurs habitations autour du bordj de la Medjana.

Ce bordj était alors un beau corps de bâtiment, avec cour et jardin entourés d'une solide muraille, ayant bastions et créneaux ; le tout construit en bonne et belle maçonnerie. Une source limpide et bien aménagée coulait au milieu des cinquante maisons du village et arrosait un autre jardin planté d'arbres de France.

Ce bordj aurait pu tenir longtemps, même contre les obus de nos petits canons de montagne; mais le bachagha n'avait pas voulu se faire bloquer dans son château, et tout avait été évacué. La résistance ne fut pas ce que l'on craignait : les quelques défenseurs restés dans les maisons en sortirent dès qu'ils se virent menacés d'avoir la retraite coupée ; le combat ne dura guère qu'une heure et demie, et nous n'eûmes que quatre blessés, dont un spahi mortellement frappé.

Les premiers arrivés avaient mis le feu au village et allaient incendier le bordj, quand le général empêcha cette destruction inutile.

Le camp fut établi dans l'intérieur et autour du village; il formait un carré ayant le bordj à un de ses angles. Le général Saussier et son état-major occupèrent ce bordj, et l'ambulance fut installée dans deux grandes et belles maisons appartenant à l'intendant du bachagha. Immédiatement, on creusa un fossé autour du camp et on éleva des petits retranchements en pierres sèches, derrière lesquels les hommes couchèrent tout habillés.

Le 9, dimanche de Pâques, on s'occupa de fortifier le camp, qui ne fut pas attaqué.

Le 10, les rebelles se montrant en plus grand nombre sur les crêtes voisines, le général, avec une colonne légère, fait, vers le nord, une vigoureuse sortie à la suite de laquelle il enlève de vive force et incendie le village de Sounaf.

Les défenseurs s'enfuient dans la plaine et sont vigoureusement chargés par la cavalerie régulière et les goums que commandent le capitaine Olivier et les Moqrani du soff hostile au bachagha : Ben-Abdesselem, Ben-Abdallah et Ben-Gandouz-el-Moqrani.

Les jeunes soldats du 78ᵉ de marche, qui, pour la première fois voyaient le feu, se font remarquer par leur entrain : ils chassent les rebelles des crêtes du *Ras-Bougatou* et les rejettent sur la cavalerie, qui les disperse, les sabre et les poursuit jusqu'à Baguit, au pied des montagnes qui ferment la plaine.

Dans ce beau combat, qui ne nous coûta que quelques blessés, nous fîmes 19 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs personnalités d'une certaine importance, et trois tirailleurs déserteurs. Ces derniers furent passés par les armes dès l'arrivée au camp.

Le surlendemain 12, nouvelle sortie; l'objectif est le village de Seguiet-er-Raha, situé sur les escarpements du Djebel-Tafertas, où sont retranchés de nombreux contingents. Longtemps ils résistent; mais, en fin de compte, ils sont délogés, et le village est enlevé et brûlé. Parmi les rebelles, morts ou blessés, laissés sur le terrain, nous relevons, encore vivant, Chérif-ben-Abderahmane-el-Moqrani, caïd des Dreate, cousin et ami du bachagha.

De notre côté, nous avions quatre hommes tués (dont un mobile) et huit blessés.

Bien qu'engagés avec des troupes encore novices et sans cohésion, les quatre premiers combats livrés aux contingents du bachagha avaient été des succès. Mais ils n'eurent pas les résultats qu'on en

attendait, car le jour même où nous avions pris possession du château de la Medjana, un peu surpris de ne pas avoir rencontré devant nous une résistance plus sérieuse, un fait d'une extrême gravité s'était passé à Seddouq, où le bachagha avait réussi à faire proclamer la guerre sainte et à déchaîner contre nous, du jour au lendemain, la plus formidable des insurrections qui aient eu lieu depuis l'occupation française [1].

---

1. La suite des opérations de la colonne Saussier est au livre II, chapitre II : Sétif.

## VI

# L'OUENNOUGHA

(16 mars-10 avril)

Attaque du caravansérail de l'Oued-Okhris (16 mars). — Combat aux Beni-Intacène (18 mars). — Razzia de Boumezrag sur la Nezla du caïd des Ouled-Messellem. — Sortie du colonel Trumelet. — Incendie du bordj de Tala-Rana chez les Mechdalla (19 mars). — Combat d'Es-Seroudj (21 mars). — Deuxième attaque du caravansérail de l'Oued-Okhris (22 mars). — Lettre de Boumezrag (23 mars). — Évacuation du caravansérail (24 mars). — Incendie du caravansérail (26 mars). — Camp des rebelles au Djebel-Mogrenine (26 mars). — Lettres de Boumezrag au caïd Mansour et à l'agha Bouzid (31 mars). — Pillage et incendie du caravansérail d'Es-Senam (28 février). — Attaque du caravansérail d'Es-Senam (5 et 6 avril). — Reconnaissance du caïd El-Isseri sur Bouira (6 avril). — Petits postes de rebelles surpris près de Bouira. — Attaque et blocus du bordj de Beni-Mansour par les Beni-Abbès et autres. — Dernière reconnaissance sur Bouira (7 avril). — Sortie des goums et des chasseurs d'Aumale (9 avril). — Combat de l'Oued-Zayane et razzia dans l'Oued-Dehous (10 avril).

Le 16 mars, le jour même où le bachagha commençait l'attaque et le pillage de Bordj-bou-Arreridj, son frère, Ahmed-Boumezrag[1], parti la veille avec une vingtaine de deïra-mezerguia des Hachem, marchait sur le caravansérail de l'Oued-Okhris à la tête de deux ou trois cents fantassins des Beni-Intacène de l'Ouènnougha.

Ce caravansérail, situé à 28 kilomètres d'Aumale, sur la route de Bordj-bou-Arreridj, était occupé par dix zouaves, deux Européens et quelques indigènes, parmi lesquels le caïd des Ouled-Salem ; c'était

1. La lance, qui n'est plus usitée aujourd'hui que chez les Touaregs, est restée, dans le langage, l'arme des nobles. Ahmed-Boumezrag signifie : « Ahmed, l'homme à la lance. » Le frère du bachagha n'était désigné ordinairement que par ce surnom honorifique de *Boumezrag*. — Les deïra, ou cavaliers de race noble, portaient avec orgueil le même titre sous une forme un peu différente : Mezerguia signifie en effet *lanciers*.

une simple maison entourée d'un mur ayant deux petits bastions crénelés. Ses défenseurs, attaqués vers les dix heures du matin, ripostaient par un tir ajusté à la fusillade désordonnée des assaillants qui n'osaient s'approcher, quand, tout à coup, un notable des Beni-Intacène, voulant les entraîner, s'avance en agitant un fanion. Une balle le frappe mortellement, à cinquante mètres devant la porte du bordj; aussitôt cette porte s'entr'ouvre, et le zouave Pivert, aidé de quelques-uns de ses camarades, s'élance à la baïonnette, disperse le groupe qui entoure le moribond, enlève le fanion et le rapporte triomphant dans le caravansérail.

Cet épisode mit fin à l'attaque.

Le colonel Trumelet[1], prévenu dans la soirée, fit partir aussitôt le capitaine Cartairade, chef du bureau arabe, avec deux pelotons de chasseurs et le goum des Ouled-Dris. Lorsque cette troupe arriva, à trois heures du matin, le 17, les assaillants avaient disparu, et ils ne se montrèrent ni ce jour-là ni la nuit suivante.

Le 18, le capitaine Cartairade, ayant appris par le caïd des O. Salem que les Mehada des Beni-Intacène avaient pris une part prépondérante à l'attaque du 16, se rendit dans leurs montagnes. Le pays était désert.

Vers les deux heures, après avoir incendié des mechtas abandonnées, le capitaine reprenait la route du caravansérail, quand il fut attaqué par Boumezrag et Bourenane-el-Moqrani à la tête de cinquante cavaliers et d'environ huit cents fantassins. On se battit tout en marchant, pendant trois heures; le goum des Ouled-Dris se montra d'une prudence excessive, encore bien qu'il ait eu quatre de ses chevaux grièvement blessés; par contre, les chasseurs d'Afrique, commandés par le capitaine Ulrich, firent brillamment leur devoir, combattant tantôt à pied, tantôt à cheval, selon les terrains: ils eurent un sous-officier et un brigadier blessés; un des spahis accompagnant le capitaine Cartairade fut aussi blessé.

L'ennemi, ayant eu quinze hommes tués et plusieurs blessés, renonça à la lutte; quelques isolés seulement continuèrent à tirailler sur le détachement, qui rentra à quatre heures du soir au caravansérail.

Boumezrag ne voulut pas laisser ses contingents sous le coup de cet insuccès: il s'empressa de leur procurer une affaire plus lucrative et moins dangereuse.

Le 19, il se porta à huit kilomètres du caravansérail sur la nezla

1. Commandant la subdivision d'Aumale depuis le 27 février.

du caïd des Ouled-Msellem, El-Haddad-ben-Goullil, qui nous était resté fidèle; il lui enleva sa zmala ainsi que ses troupeaux. Ce coup de main réconforta les rebelles et leur amena de nouveaux contingents.

Le même jour, pour affirmer leur adhésion à l'insurrection, les Mechdalla incendiaient les bâtiments déserts de Tala-Rana, en face du bordj de Beni-Mansour[1], dont les rebelles commencèrent le blocus.

A la nouvelle de ces attaques, le colonel Trumelet, craignant pour le faible détachement des capitaines Cartairade et Ulrich, réunit ce qu'il put trouver dans la garnison d'Aumale, et partit le 20 mars pour l'Oued-Okhris.

Le jour même, à quatre heures et demie du soir, il arrivait sans coup férir, amenant avec lui deux pelotons de chasseurs d'Afrique et trois cents mobilisés de la Côte-d'Or, sous les ordres du commandant Berrieux, ancien officier de Crimée et d'Italie. A minuit, un courrier lui apportait l'ordre impératif d'Alger de rentrer à Aumale et de se borner à des patrouilles sous le canon de la place.

La situation générale était en effet beaucoup trop grave pour que l'autorité supérieure pût laisser s'aventurer dans un pays difficile comme l'Ouennougha un détachement d'un effectif aussi faible que celui du colonel.

Mais, d'un autre côté, rentrer sans brûler une amorce, ou risquer d'être attaqué dans la forêt de Ksenna, eût été d'un effet déplorable; aussi, au lieu de suivre pour le retour la route directe, le colonel résolut d'appuyer vers le sud pour permettre au goum de dégager la zmala du caïd des O. Mesellem, restée aux mains de Boumezrag.

Le 21, à trois heures et demie du matin, précédé des goums conduits par le caïd, il se mettait en marche dans la direction de la nezla.

Boumezrag, prévenu par ses chouaf[2], avait quitté ce campement et avait pris position sur les hauteurs au point dit Es-Seroudj, où il avait concentré de 1,000 à 1,200 fusils.

Le goum des Ouled-Dris et la saga des Ouled-Salem attaquent d'abord sans hésitation, mais bientôt les fantassins lâchent pied : les goums, écrasés par des forces supérieures, reculent; le capitaine Belot, adjoint au bureau arabe, les anime de la voix, et s'élance en avant, bousculant la ligne des tirailleurs ennemis; mais personne ne le suit, et, quand il veut revenir, il tombe mortellement frappé. En ce mo-

1. Tala-Rana était l'installation d'été du chef d'annexe de Beni-Mansour, et restait inhabité en hiver.

2. Chouaf, espions, vedettes.

ment arrive le capitaine Cartairade avec l'escadron de chasseurs, le goum reprend confiance, et la lutte recommence acharnée, mais inégale, car de tous les côtés accourent des contingents qui cernent presque nos vaillants cavaliers.

Le colonel Trumelet lance alors « les Bourguignons », qui attaquent avec une furie toute française, et délogent l'ennemi de ses positions avec une telle vigueur qu'il n'a pas le temps d'enlever ses morts. Les chasseurs et le goum, entraînés par les capitaines Cartairade et Ulrich, ainsi que par l'interprète Guin, chargent à plusieurs reprises l'ennemi que décime le tir des obusiers de montagne, habilement dirigé, et, après trois heures de combat, ils pourchassent les fuyards, qui laissent sur le terrain 80 morts et 30 blessés. 16 mobilisés étaient tués et nous avions 10 blessés [1].

En somme, ce combat d'Es-Seroudj [2] (ou de Teniet-bou-Besla) était un succès, mais un succès chèrement acheté et stérile : il n'amena aucune soumission; l'ennemi se reforma un peu plus loin sur les hauteurs, et, dans l'après-midi, il était plus nombreux que le matin. Le colonel avait trop peu de monde pour pouvoir reprendre tout de suite l'offensive, et les ordres reçus ne lui permettaient pas de continuer la lutte; il se contenta de faire un repos assez long sur les positions conquises, et se dirigea sur Aumale, où il arriva sans incident le 22.

Le soir même du combat, Boumezrag était allé camper au Teniet des O. Daoud, à 20 kilomètres seulement à l'est d'Aumale. De là, il envoya de nombreuses lettres en Kabylie, annonçant qu'il avait forcé la colonne à se retirer à Aumale, et que nous n'osions sortir de nos villes et de nos bordjs, où nous étions bloqués. Il recommandait tout particulièrement de maintenir rigoureusement le blocus du bordj de Beni-Mansour. Bon nombre de ces lettres furent remises au chef de cette circonscription; elles ne contenaient que des ordres brefs et des injonctions comminatoires; Boumezrag parlait en maître, son cachet était en tête de ces billets laconiques.

Notre situation à Aumale n'était pas bien brillante en ce moment, et Boumezrag n'était pas loin de la vérité en disant que nous étions réduits à nous enfermer dans des villes ou des forts. Sur les deux cent quatre-vingts zouaves que le colonel Trumelet avait dans sa gar-

1. Six mobilisés, deux chasseurs, deux artilleurs. — Nous avions aussi trois chevaux tués et cinq blessés.

2. On trouvera sur ce combat des détails plus circonstanciés dans la *Revue africaine :* « Notes chronologiques pour servir à l'histoire de l'occupation d'Aumale, par le capitaine Bourjeade, chef de bureau arabe. » Alger, 1890.

nison, la moitié n'avait jamais tiré un coup de fusil, le quart des cavaliers ne savait pas encore monter à cheval; beaucoup étaient des « engagés pour la durée de la guerre contre la Prusse », et ils n'aspiraient qu'à leur libération. Enfin, les mobilisés de la Côte-d'Or pensaient à leurs morts, et « n'en voulaient plus ».

Dans les tribus, même dans celles réputées hostiles à Boumezrag, notre impuissance éclatait à chaque instant. C'est ainsi que le 22 mars, aux Adaoura, des caïds et des spahis, venus pour arrêter une attaque à main armée dirigée contre les Miaïssa des Ouled-Sidi-Moussa, s'étaient vus menacés, cernés et mis en joue. Ils avaient dû assister, impuissants et bafoués, à un pillage des silos, qui avait duré pendant quatre jours.

Il avait été impossible de prêter main-forte à nos agents et de se faire livrer les meneurs de ces actes de rébellion et de brigandage.

Cependant Boumezrag, qui sentait la nécessité d'un succès pour vaincre les dernières hésitations de quelques tribus, renouvela, le 22, ses attaques contre le caravansérial de l'Oued-Okhris.

N'ayant pu réussir par la force, il essaya un autre moyen : il rendit la liberté à un de nos goumiers fait prisonnier la veille, et lui promit une forte somme s'il réussissait à faire assassiner les zouaves du caravansérail par les tirailleurs leurs compagnons d'armes. Le goumier, pour avoir la liberté, promit tout ce qu'on voulut, et, le 23, il apportait au bordj la lettre suivante :

(*Cachet :* LE SERVITEUR DE DIEU, AHMED-BOUMEZRAG-EL-MOQRANI, CAÏD DE L'OUENNOUGHA, 1278 [1].)

« Louange à Dieu, il est un. — Nous nous adressons à Mohammed-ben-Chennane, Saad-ben-Hamida, Ben-Belkhir [2], et à tous ceux de vos frères musulmans qui sont avec vous. Que le salut le plus complet soit sur vous avec la miséricorde divine à perpétuité! — Nous avons pris des renseignements sur vous et sur votre état; votre origine et votre filiation nous sont connues : l'Islam est votre religion, nous savons vos promesses antérieures.

« Actuellement Dieu a conduit ses serviteurs à l'extrême limite de leurs épreuves; on doit donc revenir à Dieu avec empressement et avec un zèle ardent.

1. 1861-1862 de l'ère chrétienne, — c'est la date de la confection du cachet.
2. Noms de trois des tirailleurs enfermés dans le caravansérail.

« Vous savez combien est grande la faiblesse du gouvernement français. Vous savez aussi ce qui lui est advenu du fait de l'armée nombreuse de celui que Dieu a fait maître de la France.

« Vous n'ignorez pas le manque de soldats et de troupes militaires (*sic*). Il ne lui reste plus que le civil, qui, vous le savez, n'est pas ardent pour les combats.

« Si vous êtes pour nous, si vous êtes nos enfants, si vous voulez compter dans notre parti, étendez vos mains au nom de la guerre sainte sur ceux qui vous entourent dans ce bordj.

« Si vous désirez sauvegarder la religion de l'Islam, commencez par les tuer, ainsi que cela est obligatoire.

« Faites le djehad, cela vous sera compté; purifiez vos corps.

« Si vous parvenez à avoir ce mérite si glorieux auprès de Dieu et si honoré parmi le peuple du Prophète, — sur lui soient les bénédictions divines et le salut, — vous aurez droit à toute notre satisfaction et à des honneurs.

« Tout ce que vous demanderez vous sera accordé, soit que vous vouliez vous retirer n'importe en quel lieu, soit que vous désiriez demeurer avec nous; dans ce cas, vous aurez la puissance et la distinction.

« Salut.

« Écrit par ordre de Si-Ahmed-Boumezrag, caïd de l'Ouennougha; que Dieu le garde! Amen! »

Le goumier remit cette lettre au zouave Lallemand, qui était commandant du bordj, et il lui donna connaissance du contenu.

Le malheur voulut que ce jour-là le zouave Pivert, qui s'était si bravement comporté le 18, fût tué accidentellement par un tirailleur qui nettoyait son fusil.

Le zouave Lallemand fut vivement frappé de la coïncidence de ce malheur avec les excitations contenues dans la lettre apportée par le goumier; aussi, pressentant, ce qui d'ailleurs était en partie vrai, l'épuisement prochain des munitions, il détruisit les approvisionnements qu'il ne pouvait emporter et se mit en route le 24 au soir, avec armes et bagages. Il arriva sans encombre à Aumale, le 25 au matin.

Boumezrag avait atteint son but : il était maître du caravansérail, qui, le 26 mars, était pillé et incendié, en même temps que l'ancien télégraphe aérien de Beira.

Ce jour-là il retourna au Teniet des Ouled-Daoud, à 20 kilomètres d'Aumale, et établit son camp tout à coté, au Djebel-Mogrenine, qui

devint son quartier général et le lieu de rassemblement des groupes amenés plus tard par les tribus ralliées à sa cause.

Les premiers contingents qui s'y installèrent furent ceux des Ouled-Sidi-Hadjerès, Ouled-Abdallah, Sebkra, El-Qsar et Beni-Yala.

Leur arrivée nous fut signalée le jour même, 26 mars, par Mostafa, fils du caïd des Beni-Intacène, El-hadj-Mohammed-ben-Bellil, vieux serviteur dont la fidélité ne s'était jamais démentie depuis le 24 février 1852, date de sa nomination.

De ce camp du Djebel-Mogrenine, Boumezrag rayonna dans tout l'Ouennougha et le Ksenna, pesant sur les tribus encore hésitantes, et adressant des lettres pressantes aux chefs restés dans le devoir.

Deux surtout l'inquiétaient : Si-Mohammed-ben-Mansour, caïd des Ouled-Bellil, et Bouzid-ben-Ahmed, agha de Bouira, hommes ayant dans le pays une grande situation, qu'ils devaient à leur valeur personnelle encore plus qu'à leurs fonctions officielles.

Les lettres qui leur furent adressées nous furent remises par leurs destinataires : elles montrent les arguments mis en avant par les rebelles pour décider les gens de cœur et de bon sens.

A Si-Mohammed-ben-Mansour, caïd des Ouled-Bellil, Boumezrag écrivait à la date du 31 mars :

« ... (Après les compliments.)... Ce que vous saurez, c'est l'état dans lequel nous sommes et la certitude du mal que causera par la suite le civil, car il veut se venger des musulmans, puisqu'il s'est engagé à leur donner pour chefs des juifs.

« Ignorez-vous que les armées du (gouvernement) militaire ont été complètement détruites dans la guerre de France ? Il ne reste plus que des civils qui veulent exercer des représailles sur les Arabes.

« L'homme de bien combat et meurt martyr ; l'homme intelligent et jaloux d'exalter la religion chère à Dieu et à son apôtre ne peut consentir à cela et accepter pareille chose. « *Quiconque sera malveillant « pour toi, sois malveillant pour lui et de la même façon. Combattez « pour Dieu, il est juste de combattre pour lui.* (Coran.) »

« Rester en deçà de la tâche n'est pas d'un homme de votre rang.

« Nous espérons une réponse ; Dieu secondera une cause juste ! Salut de la part de Si-Ahmed-Boumezrag-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani, caïd de l'Ouennougha. Que Dieu l'assiste ! 9 de moharem. » — (Cachet au verso [1].)

1. Écrite le 31 mars, elle était remise le 4 avril au bureau arabe. — Le cachet placé au bas ou au verso est une marque de déférence vis-à-vis le destinataire.

La lettre adressée à l'agha Bouzid est identique dans le fond, sinon dans la forme.

« ... (Après de longs compliments.)... Vous n'ignorez pas, car c'est là une chose évidente, que nous nous sommes levés pour la défense et le relèvement de la religion, dès que nous avons été certains qu'il n'y avait pour nous que des malheurs à attendre, dans l'avenir, de la scission survenue entre le militaire et le civil (*sic*).

« Le militaire a combattu et a été anéanti. Le civil veut exercer des représailles sur les musulmans, car, disent les gens qui observent, les charges et emplois de l'administration sont accessibles aux juifs.

« A Dieu ne plaise que cela soit accepté contre tous les droits des musulmans ! Le Maître des mondes nous en demanderait compte !

« Ignorez-vous donc que de tous les côtés on se soulève ? De Bordj-bou-Arreridj aux frontières de la Tunisie et à Biskra, tout est en feu.

« Une personne comme vous n'a nullement besoin d'être conseillée contre l'injustice. Rester en deçà de la tâche ne peut être le fait d'un homme de votre rang. Il n'est rien à ajouter après cela que la demande de votre amitié et le salut d'Ahmed-Boumezrag-el-Moqrani, caïd de l'Ouennougha. 9 de moharem de l'an de grâce 1288 (31 mars 1871 de J.-C.). » — (Cachet au verso.)

Dans le recrutement de ses contingents, Boumezrag déployait d'ailleurs beaucoup d'activité, et cela était nécessaire, car l'enthousiasme pour l'insurrection n'était pas très grand dans cette partie de l'Ouennougha, où bon nombre de Qbaïls, qui ne demandaient pas mieux que de ne pas payer d'impôts à la France, répugnaient à s'inféoder de nouveau à la fortune des Ouled-Moqrane, dont les anciens n'avaient pas oublié les exigences et les exactions au temps des Turcs.

Mais il se trouvait aussi chez eux, comme partout, des intrigants, des brouillons, des mécontents et des ambitieux qui secondèrent les efforts de Boumezrag et lui amenèrent du monde. Les Beni-Yala se firent surtout remarquer par l'ardeur de leur propagande.

Ce n'était pas qu'ils fussent animés contre les Français de sentiments plus malveillants que les autres Qbaïls, c'était simplement parce que, le 28 février, une bande de jeunes gens de leur tribu s'étaient compromis en pillant et incendiant le caravansérail d'Es-Senam, qu'un gardien timoré avait précipitamment abandonné sans raison aucune.

Les Beni-Yala pensaient que, si le désordre se généralisait, il ne

nous serait plus possible de dégager les responsabilités engagées dans cet acte criminel.

Le caravansérail d'Es-Senam, indispensable pour les communications avec Beni-Mansour, avait, du reste, été tout de suite réoccupé par une section du 1er zouaves, commandée par le lieutenant Cavaroz.

Cette occupation n'était pas sans difficulté, car l'eau nécessaire à la petite garnison devait être prise à plus de 100 mètres à l'extérieur du caravansérail, et les Beni-Yala avaient construit à proximité de la source des retranchements, d'où leurs tirailleurs interdisaient l'accès de l'eau aux isolés. Il fallait profiter de l'escorte des convois pour aller faire, de vive force, la provision d'une eau qu'on conservait dans des peaux de boucs, des jarres et des tonneaux.

Le 5 avril, Boumezrag était venu camper à 30 kilomètres d'Aumale, chez les Beni-Yala, au Hamman de l'Oued-Zayane; on lui prêtait l'intention de détruire le caravansérail d'Es-Senam, puis celui de Bouira, où étaient réfugiés, avec l'agha Bouzid, 10 zouaves et 19 colons. Il tenta en effet, le 5 et le 6, de surprendre la petite garnison d'Es-Senam; mais celle-ci faisait bonne garde, et elle repoussa vigoureusement les assaillants, qui durent se contenter de mettre le feu à une meule à fourrage située à l'extérieur du bordj.

Prévenu de ce qui se passait par l'agha Bouzid, le colonel Trumelet, le 6, à huit heures du soir, faisait partir d'Aumale un goum de cent cinquante chevaux commandé par le sous-lieutenant Mohammed-ben-Ahmed-el-Isseri, caïd du Ahl-el-Euch. Ce caïd avait ordre de porter un petit ravitaillement de cartouches aux deux bordjs menacés, et de se renseigner exactement sur les forces et les positions de l'ennemi.

Le 7, à deux heures du matin, il était à Bouira, et, à sept heures, il surprenait, en vue d'Es-Senam, un des petits postes de l'ennemi, auquel il tuait cinq hommes et en blessait trois.

Dès la rentrée de cette reconnaissance, le colonel, voulant porter à quinze jours l'approvisionnement d'Es-Senam, organisait un convoi dont l'escorte fut confiée à cinquante goumiers, qui partirent le 7 au soir, et arrivèrent sans encombre à Bouira dans la nuit. Mais là, ils apprenaient à la fois l'attaque tentée à Es-Senam, le 6, par les rebelles, et une autre tentative faite contre le bordj de Beni-Mansour, dans la journée du 7, par les gens des Beni-Abbès du Ahl-Tigrine. Ceux-ci, disait-on, étaient campés autour du bordj, sous les ordres du frère du bachagha, Si-el-hadj-Bouzid-el-Moqrani, que Boumezrag avait installé à Bou-Djellil, après avoir pris comme otages et prisonniers les hommes qui pouvaient entraîner les Beni-Abbès du bas à

soutenir la cause de la France : le spahi Hamini, les chioukh Kabouch et Bachir-ben-Kaba. En présence de ces nouvelles[1], les goumiers hésitèrent à se rendre à Es-Senam, et, laissant leur convoi à la garde de l'agha Bouzid, ils rentrèrent directement à Aumale.

L'attaque du bordj de Beni-Mansour était vraie; elle se continua, sans succès d'ailleurs, le 8, où ce fut le tour des gens de Cherfa et des gens des Aït-Mansour de venir faire le coup de feu contre le bordj. A partir de ce jour, ce fort fut étroitement bloqué et coupé d'Aumale, sans que, d'ailleurs, les attaques fussent bien vives.

La situation s'aggravant, le colonel dut, pour opérer son ravitaillement, envoyer un détachement plus fort. Il réunit alors un goum de quatre cents chevaux, commandé par le capitaine Cartairade, et soutenu par les deux escadrons de cavalerie des capitaines Ulric et Lambert. Le 9, à deux heures de l'après-midi, ce détachement se mettait en route pour Bouira, où il arrivait à neuf heures du soir sans avoir été inquiété.

Le 10 avril, à sept heures du matin, ayant pris le convoi laissé le 7, le détachement marchait vers Es-Senam, et débouchait à neuf heures dans la plaine d'El-Betha, en face de six à sept cents fantassins groupés sur le plateau de Ras-el-Guengoun, près de la rive droite de l'Oued-Zayane. Quand notre cavalerie n'est plus qu'à une petite distance du caravansérail, les fantassins ennemis descendent des crêtes, traversent l'Oued-Zayane, et viennent résolument attaquer le convoi. Mais le goum se lança sur le gros des rebelles, tandis que les chasseurs, couvrant le convoi, permettent à celui-ci d'entrer dans le caravansérail.

Les sagas ennemis essayent bien de déborder notre cavalerie, mais le commandant Braau les charge et les disperse d'un côté, tandis que le gros du goum, franchissant l'Oued-Zayane, rejette les fuyards sur les crêtes. Pendant ce temps, un autre groupe de nos contingents, envoyé en razzia sur l'Oued-Dehous, culbute un fort parti ennemi et lui tue ou blesse plusieurs hommes.

Cette double affaire nous coûtait 1 maréchal des logis tué et 11 blessés, dont 1 officier, 2 spahis et 2 goumiers; mais l'ennemi avait subi des pertes autrement graves : il laissait 20 cadavres sur le terrain, et avait eu un grand nombre d'hommes hors de combat; notre goum

---

1. Nouvelles en partie inexactes; c'était alors Ali-ben-Bourenane qui était à Bou-Djellil. Si-el-hadj-Bouzid avait quitté les Beni-Abbès le 5 ou le 6 se rendant à Seddouq. Voir plus loin pages 200 et 204.

ramassait cinquante-cinq fusils, et faisait 9 prisonniers, dont 3 des Slamat.

Après un repos d'une heure environ, le détachement revenait à Bouira, et rentrait dans la soirée à Aumale.

Ce succès amena quelques ouvertures de soumission, et surtout empêcha dans l'ouest des défections qui semblaient imminentes.

Mais, dans l'est, il n'arrêta pas les hostilités ni les défections que provoquaient les Moqrani.

Boumezrag, en effet, après le combat de l'Oued-Zayane, était allé rejoindre à Bou-Djellil son cousin Ali-ben-Bourenane-el-Moqrani, qui surveillait le blocus de Beni-Mansour, défendu par le chef du bureau arabe, le capitaine Mas, ayant avec lui soixante et un disciplinaires et un certain nombre de colons.

Boumezrag ne resta là que quelques jours, car il fut rappelé bientôt par le bachagha, et laissa la direction de l'investissement du bordj à Ali-ben-Bourenane, assisté de El-hadj-Mohammed-ben-Ameur, ancien Amine-el-Oumena des Aït-Mansour, chef local de l'insurrection, et considéré alors dans le pays comme le véritable khalifat de Boumezrag.

---

## VII

# LES DÉCEPTIONS DE MOQRANI

( 17 mars-6 avril. )

Adresse des Bengana au gouvernement (18 mars). — Adresse de Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf (18 mars). — Lettre de Moqrani au caïd des caïds des Ouled-Mokhtar-Cheraga (17 mars). — Lettre de Moqrani au bachagha du Tittery (17 mars). — Lettre de Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani au bachagha des Ouled-Nayl (24 mars). — Lettre de Saïd-ben-Boudaoud au caïd des caïds des Ouled-Moktar-Cheraga. — Lettre des Ouled-Madi du soff des Ouled-Bouaziz. — Isolement de Moqrani. — Les Ouled-Sidi-Chikh. — Keblouti-ben-Tahar-ben-Resqui. — Mahieddine et Naceur-ben-Chohra (27 mars). — Engagements des goums des Haracta près Halloufa (25 mars). — Combat d'Hamaïdja (26 mars). — Razzia dans le Bahiret-el-Arneb et à Ras-ed-Deb. — Mahieddine passe en Tunisie et s'embarque. — Le Makhzène des O. Moulet passe au soff Bengana (26 mars). — Combats à Zaouïtaïa (28 mars). — Isolement du bachagha.

Lorsque le bachagha avait lancé sa déclaration de guerre, et qu'il avait attaqué la ville de Bordj-bou-Arreridj, sa famille avait compté sur la coopération effective de nombreux alliés, aussi bien parmi les chefs indigènes mécontents que parmi les populations faciles à entraîner par l'appât du pillage des fermes isolées et des villages ouverts.

Plus clairvoyant que son entourage, le bachagha ne faisait pas grand fond sur les demi-promesses verbales qu'il avait pu obtenir de beaucoup de ses amis. Il estimait que la plupart d'entre eux, amollis à notre service, hésiteraient à se compromettre, et se montreraient plus désireux de conserver leurs richesses que sensibles à l'amoindrissement de leurs privilèges et de leur situation. Mais il espérait cependant rencontrer parmi les anciens alliés de la Medjana, et parmi ses amis des jours heureux, quelques hommes énergiques et fiers qui se joindraient à lui et l'aideraient à constituer, sur la majeure partie du territoire algérien, une ligue puissante de grandes personnalités avec lesquelles nous serions obligés de compter.

Il ne négligea rien pour atteindre ce résultat, et sa principale occupation fut, au début, non pas de conduire ses contingents au combat, mais de solliciter des alliances. Il eut à cet effet, personnellement ou par ses proches parents, une correspondance des plus actives.

On a vu plus haut l'insuccès des lettres adressées par Boumezrag à l'agha Bouzid, de Bouira, et au caïd Mansour, des Ouled-Bellil. Le bachagha ne fut guère plus heureux que son frère dans ses démarches personnelles.

Les Bengana de Biskra, qui étaient notoirement ses amis et qui, depuis le mois d'octobre 1870, avaient eu avec la Medjana des relations incessantes, avaient été les premiers à se dégager ostensiblement d'une amitié qui pouvait les compromettre.

Quarante-huit heures après l'attaque de Bordj-bou-Arreridj, le 18 mars, ils remettaient au commandant supérieur de Biskra la lettre suivante, qui, quelques jours plus tard, était publiée en arabe et en français dans le journal officiel *le Mobacher* :

« A Monsieur le Général administrateur,

« (Après les compliments d'usage.) Nous sommes les plus anciens serviteurs du gouvernement français; nous le servons depuis mil huit cent trente-sept [1], et, jusqu'à ce jour, notre fidélité à la foi jurée ne s'est jamais démentie. Nous continuerons, comme par le passé, à accomplir notre devoir avec le dévouement le plus complet, avec les intentions les plus pures; *tant que le gouvernement français subsistera en Algérie, en vînt-il même à n'y être représenté que par un seul de vos nationaux*, nous resterons, vis-à-vis de lui, dans la soumission la plus complète.

« Nous avons appris que Mohammed-ben-Ahmed-el-Moqrani s'était révolté. Sa rébellion, si elle est vraie, ne peut être que le résultat d'une démence et d'un manque de raison incompréhensibles. Quoi qu'il en soit, de ce jour, nous nous séparons de lui, et nous le combattrons avec autant d'ardeur que si nous étions Français.

« Si l'état d'insurrection de Moqrani est bien établi, nous vous

1. Ce n'est pas en 1837, mais seulement à la fin de 1838 que les Bengana firent des ouvertures de soumission au général Galbois, alors que notre autorité était déjà bien assise dans la province de Constantine. Le chikh El-Arab Bouaziz-Bengana vint à Constantine vers le milieu de décembre; il ne fut investi que le 18 janvier 1839 et le premier chikh El-Arab au service de la France avait été Ferhat-ben-Saïd-ben-Bouokkaz, investi par le maréchal Valée à Constantine, quelques jours après notre entrée dans cette ville, le 13 octobre 1837.

prions de nous envoyer trois cents soldats, qui, joints à ceux de la garnison de Biskra, feront tomber les mauvais bruits en circulation. Nous nous porterons *alors* garants de la tranquillité de Biskra. Vous n'avez à craindre de notre part aucune agitation; agissez avec nous comme vous le feriez avec vos propres concitoyens.

« Salut de la part de Si-Mohammed-es-Sghir-Bengana, Si-Boulakhas-Bengana, Si-el-hadj-Bengana, et tous les membres de la famille Bengana.

« Écrit le 18 mars (empreinte des trois cachets). »

Cette adresse en amena immédiatement une autre, rédigée par un des principaux personnages du soff hostile aux Bengana, par Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf, caïd des Sahari de Biskra. A la vérité, cette seconde protestation n'était pas faite pour surprendre le bachagha, car Mohammed-ben-Henni et son frère Sakhi-ben-Boudiaf, originaires des Ouled-Madi, Ouled-Bouras, étaient d'anciens ennemis de la Medjana[1].

Ce document fut, comme l'autre, publié en arabe et en français dans *le Mobacher,* car les Ouled-Bouras comptent, dans les cercles de Boghar et de Médéa, autant de partisans que les Ouled-Moqrane, et il était politique de notre part de montrer que nous avions de chaleureux amis appartenant à cette aristocratie guerrière à laquelle le bachagha faisait appel pour nous combattre.

Voici ce que nous écrivait Ben-Henni :

« Ayant entendu dire que Mohammed-ben-Ahmed-el-Moqrani, bachagha de la Medjana, avait fait défection contre la France, et payait par l'ingratitude tout le bien qu'elle lui a fait, je me mets à votre disposition ainsi que mes enfants; mon seul désir est de servir le gouvernement français, et de venir sous son drapeau chaque fois qu'il est déployé pour combattre ses ennemis. Il y a trente ans que je sers la France avec dévouement et fidélité; tous les officiers qui ont servi en Algérie me connaissent, et savent que je suis toujours le fils dévoué et le fidèle serviteur de la France. Salut de la part de Si-Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf, caïd des Sahari. »

Dans l'ouest, le bachagha ne fut pas mieux accueilli par ses anciens alliés les Ouled-Moktar-Cheraga, autour desquels gravitent la moitié des tribus de Boghar et de Médéa.

1. Voir l'Introduction, pages 28 et 41.

Le chef de la famille seigneuriale des O. Moktar-Cheraga, qui alors était Si-Ali-ben-Abderrahmane[1], remettait en effet à son commandant supérieur, le jour même où il la recevait, la lettre suivante :

« A Si Ali-ben-Abderrahmane, caïd des Ouled-Moktar-Cheraga,

« (Après de très longs compliments.) Nous vous informons que nous avons entrepris le djehad : nous prions Dieu qu'il nous aide dans nos projets ! Ami, voici pour vous le moment ; ne laissez pas échapper cette occasion ; c'est maintenant que doivent se montrer les braves, c'est pour la cause de Dieu et de son prophète. Tous nos amis et tous les gens de notre soff ne doivent former qu'un seul faisceau. *Notre vie, jusqu'ici, a été gaspillée sans utilité.* Venez, vous verrez avec quel empressement les gens se précipitent dans la voie de la religion de Dieu et de son prophète; votre esprit en sera vivement frappé. Nous prions Dieu qu'il vous accorde l'entrée de son Tabernacle.

« Dans le cas où le bachagha du Tittery s'insurgerait, nous vous prions de vous considérer comme l'un de ses fils; par ce moyen vous aurez un puissant aide.

« Salut de la part de Mohammed-ben-el-hadj-el-Moqrani.

« 26 dou-el-hidja 1287. — (17 mars 1871). »

Le conseil qui terminait cette lettre était d'un homme sensé et habile. Ali-ben-Abderrahmane n'avait alors que quarante-cinq ans, le bachagha Ben-Yahia en avait soixante-six[2]; et si le premier, par la noblesse de sa famille, était le seigneur vénéré du pays, le second était l'homme supérieur qui s'impose à tous dans un moment de crise.

Ce n'était cependant qu'un soldat parvenu, de mince extraction, ayant une jambe de bois, et d'une tournure assez vulgaire, tandis que Ali-ben-Abderrahmane était le type du gentilhomme et du brillant cavalier. Tous deux étaient d'une bravoure proverbiale, mais le bachagha Ben-Yahia l'emportait sur tous par son intelligence, par la finesse et l'habileté de ses conceptions politiques ou militaires. Avec

1. Il était caïd des caïds des Ouled-Moktar, depuis le 9 février 1865. — Il avait déjà, étant simple caïd, empêché, en 1864, les tribus de Médéa de faire cause commune avec Brahim-ben-Abdallah-ben-Bouaziz.

2. Ben-Yahia-ben-Aïssa était né vers 1805, d'une humble famille de fellah. Il avait débuté en 1830 à Sidi-Ferruch et Saouéli comme simple cavalier. Plus tard, il fut mokrazni de l'agha du Tittery, Bou-Chareb, et c'est sous les ordres de ce chef indigène, à Miliana, qu'il fut blessé, en combattant contre nous, d'une

lui rien n'était impossible. D'ailleurs simple, affable, familier, « bon enfant », prodigue, il était plus populaire qu'Ali-ben-Abderrahmane, dont la réserve, la fierté et les procédés autoritaires inspiraient plus de respect peut-être, mais moins de sympathie.

Moqrani avait aussi écrit le même jour à Ben-Yahia, et il avait donné à sa lettre une tournure en rapport avec le caractère et les aptitudes du destinataire, qui s'empressa de la remettre au bureau arabe. Elle était ainsi conçue :

« A Ben-Yahia-ben-Aïssa, bachagha du Tittery,

« (Après de nombreux compliments.) Sachez que nous avons ouvert les portes du djehad; nous attaquons aujourd'hui Bordj-bou-Arreridj avec près de 4,000 cavaliers. Si Dieu le veut, nous nous emparerons, dans la journée, d'une partie de la ville; le reste tombera cette nuit entre nos mains. Le fort seul résistera probablement, à cause de ses murs; mais, en le bloquant, nous espérons nous en rendre maîtres dans une huitaine de jours. Dans le cas où la colonne de Sétif sortirait, nous laisserions le fort de Bou-Arreridj pour aller à sa rencontre. Dieu seul donne la victoire.

« Il y a ici un enthousiasme général pour le djehad, et, si les musulmans se soulevaient de tous les côtés, je vous jure par Dieu qu'ils n'auraient plus besoin de s'insurger une autre fois.

---

balle, qui nécessita l'amputation de la jambe. Il n'en resta pas moins un cavalier surprenant, comme habileté et vigueur : à soixante-quatorze ans, il faisait encore la fantasia comme un jeune homme.

En 1842, il fit sa soumission; son intelligence et son activité frappèrent tous ses chefs. Le 14 mai 1842, il se distingua lors de la prise de la zmala à Taguine, fut nommé caïd au mois de juillet de la même année, et enfin bachagha du Tittery, le 29 novembre 1847, en récompense de la part qu'il avait prise à la soumission des Ouled-Nayl.

Il serait trop long de raconter ses brillants services : ce serait toute une biographie à faire; rappelons seulement ce qu'il fit en 1848, lors de l'expédition dirigée sur Bouçada par le colonel Daumas, pendant le siège de Zaatcha, quand le choléra vint décimer nos troupes et les immobiliser par suite de l'encombrement des malades; ses cavaliers allèrent à 20 lieues du camp couper des branchages, qu'il fit transformer en brancard pour enlever les cholériques; en même temps il organisait un service de ravitaillement en eau potable; puis, par ses habiles négociations, il empêchait toute résistance sur la route et à Bouçada, qui ouvrit ses portes sans coup férir.

Le bachagha Ben-Yahia-ben-Aïssa a toujours été pauvre, car il a passé sa vie à être exploité par les juifs et les parasites; il est décédé le 5 novembre 1886, à l'âge de quatre-vingt-un ans environ.

Il avait toujours été du soff des Cheraga, c'est-à-dire de celui de Si-Ali-ben-Abderahmane, et avait été fort ami avec le khalifat Moqrani.

« Aussi, si vous avez en vue l'amour de Dieu et de son prophète, ne manquez pas l'occasion présente.

« *Que de travail et que d'efforts nous avons prodigués en dehors de la cause de Dieu! Et tout cela pour aboutir à des froissements et à des humiliations !*

« Mais l'Islam est toujours debout !

« Dans le cas où vous accepteriez nos propositions, nous croyons inutile de vous conseiller de vous presser : vous savez mieux que moi que, dans les opérations de guerre, il ne faut pas perdre de temps. Dieu seul guide dans la bonne voie. Et le salut de Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani.

« 26 dou-el-hidja 1287. — (17 mars 1871). »

Le beau-frère et cousin de Moqrani, Saïd-ben-Boudaoud, caïd du Hodna, écrivit aussi de son côté plusieurs lettres qui nous furent remises par les intéressés.

La première en date, de celles que nous avons eues, est du 24 mars; elle fut remise au commandant supérieur de Djelfa par le bachagha des Ouled-Nayl. La voici *in extenso :*

« Au Sid Belgacem-ben-Lahreuch, bachagha des Ouled-Nayl, a Djelfa,

« (Après les compliments.) Je vous dirai ce qui suit : Notre frère Mohammed, le bachagha, a réuni les contingents du Tell, depuis Sétif jusqu'à Alger, et avec eux tous il a marché sur Bord-bou-Arreridj, qu'il a pillé et dont il s'est emparé. De là, il se dirigea avec ses contingents et sa zmala sur Sétif.

« Aujourd'hui, les gens du Hodna, ceux des O. Madi, les Ouled-Deradj, se porteront tous vers Bouçada, pour y faire la guerre sainte. Je vous informe de tout cela pour que vous puissiez nous venir en aide dans tout ce que je viens de vous dire. D'ici peu de temps, tous les nôtres se rendront à Bouçada, sous les murs du fort, où nous ferons le djehad. Écrit par ordre de Saïd-ben-Boudaoud, caïd du Hodna. »

Cette lettre met bien en relief la nullité de son auteur, qui, bien que dévoué corps et âme au bachagha, ne fut jamais pour lui qu'un auxiliaire encombrant, incapable et paresseux.

C'est ainsi qu'en ce moment même il perdait dix jours pleins pour

expédier les lettres si urgentes de son beau-frère au bachagha du Tittery et au caïd des Ouled-Moktar.

Ayant, depuis longtemps, avec ce dernier des rapports plus suivis et plus intimes que n'en avait Moqrani, il avait cru devoir lui écrire personnellement. Il lui donnait des renseignements dont l'exagération et la fausseté évidentes devaient éveiller la défiance du destinataire. Voici, en effet, en quels termes il annonçait, le 27 mars, l'envoi des lettres écrites le 17 par son beau-frère :

« Au caïd des caïds Ali-Ben-Abderrahmane,

« (Compliments.) Nous vous informons que les cercles de Bou-Arreridj et de Sétif sont en insurrection avec le soff du bachagha. Bou-Arreridj est pris, le bachagha fait surveiller Sétif. Je vous envoie de sa part une lettre pour vous, ainsi qu'une autre pour le bachagha Ben-Yahia ; prière de la lui faire parvenir immédiatement.

« Donnez-nous des renseignements sur le fils de Si-Hamza ; le bruit court qu'il est arrivé à Géryville ; faites-nous savoir s'il est en force ou non. Renseignez-nous sur les cercles de Médéa et de Boghar ; est-il vrai que Si-el-Haouas[1] soit détenu par les Français ? Ne nous cachez rien et rendez-nous réponse par le porteur. Salut de la part de votre ami Saïd-ben-Boudaoud, qui est insurgé.

« *P. S.* — Si-Ahmed-Boumezrag a livré combat à la colonne d'Aumale, il lui a tué quarante hommes et fait quarante prisonniers auxquels il a fait couper la tête. A la suite de cette affaire, la colonne a dû battre en retraite sur Aumale. Les Zouaoua doivent bientôt faire parler la poudre contre les chrétiens. Si-Lalla-ben-Sidi-Chikh est entré à Ouargla ; il sera sous peu à Tougout. Tout le sud de la province de Constantine est en complète insurrection contre les Français. »

Les mêmes émissaires qui portaient cette lettre et celle du bachagha en emportaient une troisième écrite par les notables des Ouled-Madi, de l'Oued-Chellal (Ouled-Ali-ben-Khaled et Ouled-ben-Yahia), ceux qui, en 1864, avaient été les compagnons de Brahim-ben-Abdallah-ben-Bouaziz.

---

(1) El-Haouas, fils du bachagha Ben-Yahia-ben-Aïssa, était caïd el kiad du Tittery depuis le 8 février 1865. — En 1874, le 2 décembre, il est passé caïd el kiad des Ouled-Allan.

Cette troisième lettre était infiniment plus posée que celle de Saïd-ben-Boudaoud :

« A SIDI-ALI-BEN-ABDERRAHMANE, CAÏD DES CAÏDS
DES OULED-MOKTAR,

« (Après les compliments.) Comme bonnes nouvelles, nous vous informons que tous les gens du sud de Constantine à Alger sont unanimes pour demander (le règne de) la loi du prophète Mohammed. Nous attendons à ce propos des renseignements de votre part. Souvenez-vous de vos ancêtres, votre parti et le nôtre n'en font qu'un.

« Quant aux Ouled-Moqrane, le bachagha Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed a attaqué Bordj-bou-Arreridj et en a expulsé les habitants. Son frère Boumezrag a combattu la colonne d'Aumale et a tué plusieurs chrétiens; il l'a forcée à se retirer dans les forts qu'il bloque en ce moment; Sétif est cerné par toutes les tribus environnantes, avec leurs caïds en tête. Nous, nous nous dirigeons vers Bouçada. Le caïd Saïd-ben-Boudaoud est avec nous.

« Nous vous avons donné connaissance de ce que nous savons, ne négligez pas ce que nous vous mandons; salut de la part des Ouled-Ali-ben-Khaled et des Ouled-ben-Yahia. Rendez-nous réponse par le porteur.

« (27 mars 1871). »

Le caïd des caïds Ali-ben-Abderrahmane ne s'était pas contenté de nous remettre ces lettres, il avait profité de la présence accidentelle d'un spahi chez lui pour nous livrer les émissaires, qui n'étaient du reste que des messagers sans importance.

Moqrani avait dû être profondément navré en apprenant l'insuccès de ses démarches chez les Ouled-Nayl et surtout chez les Ouled-Moktar : sans le concours de ces deux groupes dirigeants, il lui était impossible d'avoir des alliés au sud et à l'ouest; les Ouled-Allane seuls s'étaient déclarés prêts à se soulever, mais ils avaient subordonné leur mouvement à l'arrivée chez eux des Ouled-Moqrane, car ces anciens raya, inféodés aux Ouled-Moktar-Cheraga, n'étaient pas gens à se grouper et à agir sans avoir un chef à leur tête.

Le bachagha n'avait non plus rien à espérer des Ouled-Sidi-Chikh, encore bien que par leur situation de famille ils fussent pour Moqrani des alliés indiqués. A cette époque, les Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga, battus en 1870 au Maroc, sur l'Oued-Chaïr, étaient tenus en échec par

Slimane-ben-Kaddour, chef des Gheraba, alors agha des Hamyane, et Si-Kaddour-ben-Hamza était en pourparlers avec nous. Aussi, quelles que fussent les sympathies des Ouled-Hamza pour les Ouled-Moqrane, ils avaient à défendre leurs intérêts menacés par les Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba, et ils ne pouvaient quitter les régions sahariennes, où ils trouvaient à la fois les ziara nécessaires à leur existence princière et les cavaliers indispensables à leur lutte contre Slimane-ben-Kaddour.

En somme, Moqrani restait isolé avec quelques-uns de ses parents, et il n'avait réussi à rallier à sa cause aucun des membres marquants de cette féodalité indigène dont il s'était constitué le champion.

Il lui fallait donc chercher ailleurs ses alliés, et, à défaut de la ligue des seigneurs qu'il aurait voulu organiser, se contenter des auxiliaires que lui donneraient les circonstances ou qu'il pourrait recruter, sans se montrer trop exigeant sur leur provenance.

Il avait, sans doute, tout d'abord tourné ses regards vers le sud et l'est, où nous avions des ennemis qui pouvaient nous obliger à des diversions profitables à ses intérêts. Mais là encore le bachagha avait eu des déceptions.

A Souq-Ahras, la rébellion militaire des spahis et les excitations des Resqui avaient à peine ébranlé la fidélité des tribus kabyles, jadis inféodées aux seigneurs du Hanencha. L'héritier légitime de l'ancienne famille dirigeante, Khaled-ben-Ali, depuis longtemps à Biskra, loin du pays de ses ancêtres, oublié des Hanencha, se considérait comme un membre de la famille des Bengana, avec lesquels il était allié par les femmes, et dont il suivait la politique. Quant à Keblouti, malgré son astuce et son esprit d'intrigue, il avait échoué et était réduit, pour vivre, à faire le métier de bandit sur la frontière tunisienne; on a dit que le bachagha lui avait écrit pour lui annoncer la prise de Bordj-bou-Arreridj et pour le féliciter du coup de main contre Souq-Ahras; rien n'est moins prouvé : la lettre fut écrite par un des khodja du bachagha, mais Moqrani ne la signa pas et ne l'envoya pas, puisqu'elle fut trouvée par nous à la Medjana; le bachagha était trop orgueilleux et trop fier pour écrire en ces termes à un homme comme Keblouti, et il lui aurait répugné d'être en alliance ouverte avec le petit-fils d'un secrétaire assassin de son seigneur.

Au sud de Tebessa, il y avait des gens offrant plus de surface que Keblouti. Naceur-ben-Chohra était un homme de grande tente et d'une valeur indéniable, Mahieddine-ben-el-hadj-Abd-el-Kader avait, par le nom de son père, un prestige énorme; mais le bachagha

n'avait nulle envie de faire alliance avec le fils de cet émir par qui son père le khalifat avait été dédaigné et combattu au profit et en compagnie des Ouled-Abdesselem.

D'ailleurs, l'eût-il voulu, il n'avait plus aucune diversion à espérer de ce côté : le désaveu de Mahieddine par l'émir était maintenant un fait de notoriété publique[1].

L'aventure tentée par lui avait échoué misérablement.

Sollicité, le 8 mars, de marcher sur Tebessa, par le chikh Kherif-Ben-Mahmed, par les notables Ahmed-ben-Merzoug et Hassane-ben-Amar, ennemis jurés du caïd Ahmed-Chaouch ; sollicité aussi par le chikh Mizouni, du Kef, et par Keblouti, Mahieddine s'était avancé à petites journées vers le nord. En route il avait appris que des émissaires de Moqrani étaient arrivés à Khanga-Sidi-Nadji, annoncer au caïd Ahmed-ben-Naceur-ben-Taïeb l'attaque de Bordj-bou-Arreridj et la destruction de la ville. Cette nouvelle avait de suite augmenté le nombre de ses partisans.

A peu près en ce moment, le général Pouget venait de quitter Constantine et marchait sur Tebessa, avec une petite colonne de 2,200 hommes. Le vieux khalifat des Haracta, Ba-Ahmed, avait réuni ses goums, qui, sous les ordres du capitaine Raffin, chef du bureau arabe d'Aïn-Beida, et avec ceux des caïds Si-Ali-ben-el-Arbi, Si-Boudiaf-ben-Salah, etc., étaient venus prendre position entre la Meskiana et Halloufa ; mais ils n'avaient pu arriver à temps pour empêcher le pillage du moulin d'Aïn-Chabro, ni l'incendie des meules sous Tebessa.

Le 24 au soir, la colonne avait couché à Halloufa ; le 25, les reconnaissances des goums avaient eu plusieurs escarmouches avec les contingents ennemis, et ils avaient rapporté la nouvelle certaine que Mahieddine était campé à Yokkous, où le chikh Ali-ben-Abdelkader avait facilité l'installation des rebelles dont les masses barraient la route à la fontaine du Génie et le long de l'Oued-Hamaïdja.

Le 26, le général Pouget avait engagé le combat sur ce point ; l'ennemi, occupant une longue ligne de plus d'un kilomètre, que jalonnaient quatre drapeaux, marchait bravement en dépit du feu de l'artillerie ; mais les chasseurs d'Afrique à droite, les spahis et les goums

---

1. La photographie de la lettre de Damas avait même produit un effet assez curieux sur quelques notabilités indigènes, qui, prenant texte du début de cette lettre (« Vous nous informez que des imposteurs se servant de notre nom et de notre cachet... »), ne crurent pas que le compagnon de Naceur-ben-Chohra fût un fils de l'émir ; ces notabilités indigènes accusèrent « le juif Crémieux d'avoir, avec sa légèreté habituelle, fait faire une démarche inconsidérée à l'ex-émir, qui n'avait pas besoin de démentir une pareille invention ».

à gauche, par une double charge poussée à fond, avaient culbuté l'armée du chérif, enlevé les quatre drapeaux, tué une centaine d'hommes et fait 20 prisonniers.

De notre côté, 2 hommes avaient été tués et 6 avaient été blessés.

Le jour même, la colonne Pouget était entrée à Tebessa pour en repartir le 28.

Nos goums, à Bahiret-el-Arneb et à Ras-ed-Deb, avaient fait des razzias fructueuses, mais le pays s'était vidé bien vite. Les Allaouna s'étaient soumis, Naceur-ben-Chohra était rentré dans le Sahara, les Ouled-Khalifat, les O. Sidi-Abid et Mahieddine étaient passés en Tunisie.

S'inclinant alors, un peu tard, devant la volonté paternelle, Mahieddine avait gagné Tunis et s'était embarqué de suite pour Alexandrie d'Égypte[1].

Quant au Sahara, il ne pouvait apporter un secours utile au bachagha qu'autant que l'un des deux grands soffs se serait ouvertement déclaré pour lui. Le contraire avait eu lieu : jamais les Bengana, ces anciens amis du bachagha, n'avaient été aussi prodigues de démonstrations extérieures en faveur de la France et des Français.

Il est vrai qu'en dépit de ces protestations, ils désorganisaient le pays par leurs intrigues et leur argent; mais ils avaient bien trop peur du soff Bouokkaz, pour songer même à se préoccuper de Moqrani.

Après avoir soustrait les Sahari à l'obéissance du caïd Ben-Henni, ils avaient, dans le Sud, acheté, à beaux deniers comptants, la tribu makhzène des Ouled-Moulet, qui, abandonnant Ali-Bey et les environs de Tougourt, étaient venus camper à proximité des oasis des Zibane.

Bouchoucha, voyant la route libre, et poussé par les Mekhadma, qui avaient à venger leur échec du 10 mars à Gour-Bekrat, était sorti de Ouargla avec 700 meharas et 70 cavaliers. Le 28 mars, à Zaouitaïa (à l'est de Megarine), il avait enlevé à peu près tous les troupeaux des Saïd-Ouled-Amor, restés fidèles à Ali-Bey. Celui-ci avait essayé de couper la retraite au rezou; il n'avait réussi qu'à livrer un combat

1. Il arriva à Alexandrie vers le milieu de moharem (8 avril), et en partit ensuite pour Damas, où l'émir Abd-el-Kader refusa quelque temps de le recevoir. Il ne lui pardonna qu'à la fin de décembre 1872, sur la demande du consul de France à Damas. Si-Mahieddine avait adressé à notre agent, le 7 choual 1289 (16 décembre 1872), une lettre dans laquelle il faisait amende honorable, et s'engageait par serment et sur sa foi de musulman « à ne jamais former aucun projet, à ne jamais accorder son appui à une tentative contraire aux intérêts politiques ou religieux de la France en Orient, et notamment en Algérie ».

honorable, dans lequel il avait eu 1 homme tué et 12 blessés; il avait tué 10 hommes aux rebelles, en avait blessé 16.

Mais Bouchoucha avait gardé sa razzia, et, en résumé, pour les Saïd-Ouled-Amor fidèles, comme pour tous les gens du Sahara, c'était un échec mettant en relief l'impuissance de notre agha.

Quelque fâcheuse que fût pour nous cette situation, elle ne profitait pas immédiatement au bachagha. Pour en tirer parti, il eût fallu que quelqu'un de ses parents eût été avec Bouchoucha, et eût pris en son nom la responsabilité des succès du chérif. Le bachagha y avait pensé, mais il n'avait personne de sa famille qui pût jouer ce rôle : tous les Moqrani sont des gens du Tell et des hauts plateaux, ce ne sont pas des Sahariens. Un seul avait des relations avec le Sud : c'était Saïd-ben-Boudaoud, le plus paresseux de tous, et le plus incapable d'un acte de vigueur. Il s'était borné à envoyer quelques émissaires à Bouchoucha, plus pour savoir au juste ce qu'était cet aventurier que pour essayer une entente qui n'avait pas alors sa raison d'être.

Ainsi, au commencement d'avril, le bachagha n'avait à espérer ni secours ni diversion utile à ses opérations dans la Medjana, l'Ouennougha et le Hodna; encore, dans cette région, Saïd-ben-Boudaoud était-il en partie immobilisé par le soff des Ouled-Bouras, à peu près comme dans la banlieue de Sétif les partisans, isolés de la Medjana, étaient tenus en respect par les gens du soff Abdesselem.

Moqrani était trop intelligent pour ne pas comprendre qu'il devait dès lors renoncer au grand rôle qu'il avait rêvé de chef de la coalition des djouads, et que sa rébellion isolée ne pouvait avoir d'autre résultat que de faire le jeu de son cousin Abdesselem, dont la conduite était, jusqu'alors, restée correcte vis-à-vis de la France. D'un autre coté, il n'admettait pas l'idée de voir la Medjana aux mains de son rival le jour où un gouvernement fort et régulier aurait repris la direction des affaires de l'Algérie. C'était là une éventualité qu'il voulait éviter à tout prix; et, pour l'éviter, il fallait, coûte que coûte, *compromettre les Ouled-Abdesselem et les rendre impossibles* en les entraînant dans l'insurrection.

Ce fut à quoi il s'employa activement.

# LIVRE II

---

# LA KHOUANNERIE

DE LA PROCLAMATION DU DJEHAD A LA MORT DU BACHAGHA

(8 avril - 5 mai 1871.)

I

# LE DJEHAD

(27 mars-8 avril 1871.)

Nécessité pour le bachagha de compromettre Abdesselem-el-Moqrani. — Négociations avec Chikh-el-Haddad et Aziz. — Rivalité des zaouïas de Chellata et d'Imoula contre Seddouq. — Hésitations de Chikh-el-Haddad (fin mars). — Prière publique faite par Aziz pour l'extermination des Français (27 mars). — Ouverture d'un marché franc à Seddouq (30 mars). — Arrivée à Seddouq de parents de Moqrani (6 avril). — Proclamation du djehad. — Conséquence de cette proclamation. — Discipline des nouveaux insurgés. — Rôle des moqaddem pendant les expéditions. — Caractère politique de l'appel fait par Chikh-el-Haddad. — Excitations spéciales adressées aux Qbaïls. — Règles canoniques du djehad (8 avril). — Premières mesures d'Aziz (10 avril).

Compromettre les Ouled-Abdesselem, les rendre suspects aux Français, empêcher qu'ils ne se créent auprès de nous des titres au commandement de la Medjana, tel avait toujours été l'objectif du bachagha. C'était dans ce but qu'il aurait voulu commencer sa prise d'armes par la dévastation des pays que commandaient les gens du soff de son cousin. Son plan n'avait pas prévalu, et il était trop tard pour le reprendre, maintenant que la colonne Saussier tenait le pays et que les goums des Ouled-Abdesselem s'étaient affirmés à notre service.

D'autre part, amener ces Ouled-Abdesselem à renoncer à leurs espérances de suprématie sur la Medjana et les entraîner à marcher franchement sous la bannière des Moqrani Ouled-el-hadj, dont ils exécraient le chef, était chose malaisée. Le bachagha n'était pas homme à abdiquer, ni à laisser la conduite des affaires à son rival, et son orgueil répugnait à toute démarche personnelle.

Il fallait donc un intermédiaire capable d'imposer sa volonté aux Ouled-Abdesselem, et un intermédiaire dont l'intervention ménageât les susceptibilités ombrageuses du bachagha.

Pour une négociation aussi délicate, un personnage religieux était tout indiqué, et Moqrani n'hésita pas à s'adresser au grand-maître de l'ordre des Rahmanya, au vieux Chikh-el-Haddad, dont le fils Aziz était l'ami personnel de Ben-Addesselem.

Jusqu'alors cependant les relations avaient été très rares et très froides entre la Medjana et la zaouïa de Seddouq, car le bachagha était l'ami de Si-Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, marabout de Chellata, de Si-Chérif-Amziane-ben-si-Mouhoub, marabout d'El-Haraeh, et, en général, des grandes familles de noblesse religieuse qui, ayant conservé une influence territoriale et personnelle, avaient résisté à la propagande démocratique des khouans Rahmanya.

Le marabout de Chellata était surtout antipathique à la zaouïa de Seddouq, dont il était, à la fois, le rival religieux et le rival politique. La zaouïa de Chellata avait dans la vallée inférieure de l'Oued-Sahel un prestige plusieurs fois séculaire, et elle avait toujours été, avec celle d'El-Haraeh, le seul obstacle sérieux rencontré par les khouans Rahmanya dans leur œuvre de prosélytisme.

Puis Ben-Ali-Chérif, par sa haute naissance, par son intelligence hors ligne, par son esprit éminemment politique, éclipsait toujours la renommée naissante des « fils du forgeron » qui régnaient à Seddouq. Tout récemment encore, le 24 décembre 1869, en récompense de ses bons et loyaux services, Ben-Ali-Chérif avait été nommé par nous bachagha de Chellata, et, comme tel, il était devenu le chef officiel des gens de Seddouq, dont les succès religieux ne laissaient pas que de nous inquiéter.

Aziz, alors caïd des Amoucha, avait été tout particulièrement froissé de cette nomination, et, n'ayant pu obtenir une situation officielle équivalente à celle de son rival, il avait donné sa démission. Depuis cette époque, lorsqu'il quittait les grandes villes françaises, où il menait une vie fort dissipée, il n'avait d'autre occupation que de créer des difficultés à Ben-Ali-Chérif.

Ce fut cette animosité d'Aziz que Mohammed-ben-el-hadj-el-Moqrani exploita pour arriver à son but. Après s'être assuré une dernière fois que ni Ben-Ali-Chérif ni Ben-si-Mouhoub ne voulaient suivre sa fortune, il jeta par-dessus bord ses deux anciens amis et il laissa carte blanche à Aziz pour piller et saccager leurs résidences, ne réclamant que le respect de leur vie.

Le bachagha s'engagea en outre à faciliter et à reconnaître plus tard la suprématie religieuse et politique de la zaouïa de Seddouq sur toute la Kabylie. En retour, la zaouïa mettait son armée de khouans au

service de Moqrani pour combattre les Français ; elle lui reconnaissait l'autorité politique sur tous les pays de plaine, et lui garantissait la soumission de tous les membres du soff de Ben-Abdesselem, qui était dans la dépendance spirituelle de Seddouq.

Cette combinaison donnait si bien satisfaction à la haine et à l'ambition d'Aziz qu'il est possible qu'il en ait eu l'initiative. En tous cas, dès le 27 mars, à la nouvelle de la délivrance de Bou-Arreridj, il avait, à Seddouq, sans y être autorisé par son père, fait publiquement, avec son frère, la prière pour l'extermination des Français.

Le 30 mars, il avait annoncé qu'un marché franc était ouvert à Seddouq, et il avait invité les croyants à s'y réunir.

Mais ce qui agréait au fils plaisait beaucoup moins au père. Chikh-el-Haddad, en sa qualité de parvenu, n'aimait pas les djouads qu'il savait ennemis nés des principes égalitaires et démocratiques de l'ordre religieux qu'il dirigeait, et dans lequel il n'y avait de supériorités admises que celles conférées à des individus choisis ou élus en raison de leurs qualités personnelles.

En outre, le vieux chikh était foncièrement hostile à la guerre, non pas seulement par humanité, comme c'était son devoir religieux, mais aussi beaucoup par intérêt, car la guerre c'est la ruine des zaouïas : pèlerinage, offrandes, quêtes, aumônes, redevances, collectes, tous les revenus disparaissent, ou sont très diminués ; au lieu de recevoir, il faut donner ; on ne recrute plus de nouveaux adhérents et on en perd chaque jour ; l'influence morale même peut s'amoindrir, les circonstances et le danger donnant fatalement la direction et le pouvoir à des individualités qui échappent peu ou prou à l'action de la zaouïa.

D'ailleurs, rien n'incitait Chikh-el-Haddad à se soulever contre les Français : nous ne l'avions jamais beaucoup gêné dans sa propagande ; l'essai que nous avions fait, dans ce sens, en employant Ben-Ali-Chérif avait eu lieu trop tard et avec trop de ménagements pour produire un effet appréciable. En ce moment, où nos affaires allaient mal, le bachagha de Chellata partageait notre impuissance et voyait son crédit diminuer au profit de celui des moqaddem de la zaouïa de Seddouq.

Chikh-el-Haddad pensait donc que le mieux était de laisser aller les choses, puisque, au surplus, l'autorité et le prestige de ses agents s'augmentaient chaque jour en présence de l'effacement et du discrédit des chefs ou des agents politiques au service de la France.

Mais, si Chikh-el-Haddad était sage et prudent, il était très vieux et sa volonté débile le mettait souvent à la merci de ses enfants.

L'aîné, Si-Mahmed, ancien lieutenant de Boubeghla en 1851, était un esprit étroit et fanatique, dont l'ardent mysticisme restait étranger à toute préoccupation mondaine ou pécuniaire. C'était un homme honorable et de plus un excellent fils; mais il rêvait le martyre, et il ne voyait dans le djehad qu'une œuvre de sanctification devant attirer sur lui et les siens les bénédictions d'Allah.

Si-Aziz, au contraire, avait tous les vices et toutes les ambitions; il avait aussi toutes les hypocrisies. C'était lui le préféré du vieillard, qui finissait presque toujours par faire ce que voulait ce fils, dont il s'exagérait l'intelligence et la valeur morale. Cette fois encore, pour le malheur de sa famille et de plusieurs milliers d'indigènes, Aziz triompha des prudentes résistances de son père.

Le jeudi 6 avril, Chikh-el-Haddad avait déjà cédé aux instances de ses fils, quand arrivèrent à Seddouq les délégués du bachagha : Si-el-hadj-Bouzid-el-Moqrani, Si-Mohammed-Larbi-ben-Hamouda et quatre moqaddem des Beni-Abbès. Ils apportaient une lettre les accréditant pour parfaire l'alliance ébauchée. Aziz et Si-Mahmed convoquèrent aussitôt tous les moqaddem voisins à l'azib de Mellaka.

Le 8 avril au matin, alors que, par leurs soins, les Qbaïls affluaient au marché des Meisna, le vieux Chikh-el-Haddad, qui, depuis des années, n'était pas sorti de sa cellule de cénobite, se montra à la foule, soutenu par ses deux fils et entouré de l'élite de ses moqaddem. Puis, après une longue prière faite suivant le rituel spécial des khouans de Sidi-Abdarrahmane-Bougouberine, Chikh-el-Haddad déclara solennellement que ses deux fils étaient ses khalifats et ses naïb[1]; il fit donner lecture à ses fidèles d'une proclamation les conviant à la guerre sainte; après quoi il leur remit un drapeau que « le prophète Mohammed lui avait apporté pendant la nuit », et, jetant son bâton au milieu des assistants, il s'écria qu'avec l'aide d'Allah et du prophète il serait aussi facile de jeter les Français dans la mer.

L'enthousiasme fut immense; l'appel de ce pontife octogénaire donna en quelques jours plus de cent mille soldats au bachagha[2], et

1. Ses lieutenants et ses délégués ou vicaires; voir au surplus sur les khouans l'ouvrage intitulé *Marabouts et khouans*. — Alger, Jourdan, 1884.

2. Le bachagha n'avait pu entraîner qu'une trentaine de fractions ou tribus des cercles de Bordj-bou-Arreridj, Aumale et Bouçada, soit une population de 100,000 âmes environ, représentant au plus 25,000 combattants très disséminés. Chikh-el-Haddad entraîna plus de 250 tribus, représentant 600,000 âmes, soit 120,000 combattants. — Tous ces combattants n'étaient pas des khouans, mais tous subissaient l'influence et souvent la direction des khouans Rahmanya.

jeta dans l'insurrection toutes les tribus du littoral, des portes d'Alger au méridien de Collo.

Ces nouveaux insurgés étaient autrement redoutables que ceux recrutés par les Ouled-Moqrane. Ils avaient pour eux la force et la discipline résultant d'une organisation déjà ancienne et fonctionnant avec régularité : chaque moqaddem avait en main un groupe homogène rompu à l'obéissance passive et illimitée, « à peine de forfaiture et de sacrilège ».

Sans doute tous ces moqaddem n'avaient pas des aptitudes guerrières, mais cela n'était pas nécessaire, car il leur était toujours facile de trouver et de désigner parmi leurs khouans, ou même en dehors, les chefs militaires aptes à conduire les masses au combat. Dans ce cas, sans abdiquer leur autorité spirituelle, les moqaddem marchaient avec ces chefs, donnant les premiers l'exemple de l'obéissance pour les choses de guerre; le plus souvent ils portaient un drapeau, qui était une relique vénérée dans le pays, et ils excitaient le sentiment religieux en présidant aux prières faites en commun d'après le rituel des Rahmanya, à certaines heures du jour et avant chaque combat prévu et arrêté d'avance.

Tout cet appareil religieux, qui, pour nous, rappelle une autre époque, n'était, entre les mains d'Aziz, qu'un moyen d'action. Ni lui ni son père n'étaient des fanatiques. « La proclamation que Chikh-el-Haddad lança comme chef religieux est remplie de considérations politiques; malgré la violence que comporte forcément un document de ce genre, ce n'est pas tant la cause de l'Islam qu'il met en avant que l'intérêt matériel des Kabyles. Sans doute il promet l'entrée du paradis et des grâces spéciales à ceux qui se feront tuer dans cette guerre contre les chrétiens, mais ce n'est nullement le style d'un fanatique dont la haine virulente fait explosion et dont la ferveur ultra-religieuse dirige les pensées: c'est une proclamation politique, rédigée dans le langage voulu, pour le but à atteindre, par un homme de sang-froid pesant le pour et le contre et utilisant avec habileté tout le parti qu'il peut tirer de son caractère religieux et de son autorité spirituelle sur les masses qu'il veut appeler au combat; mais, au fond, on sent que l'idée religieuse n'est qu'un instrument aux mains de Chikh-el-Haddad, comme Chikh-el-Haddad n'est lui-même qu'un instrument aux mains de son fils et de Moqrani [1]. »

Aziz l'a avoué plus tard très nettement en disant devant la cour

1. *Marabouts et khouans*, page 113.

d'assises : « Lorsqu'on est en insurrection, le djehad est un moyen d'action, et je m'en suis servi... Du moment que j'étais insurgé, je devais mettre en œuvre tous les moyens utiles à ma cause; le djehad, comme les titres que j'ai pris ou qu'on m'a donnés d'émir des musulmans, de défenseur de la religion, etc., n'étaient que les procédés d'exécution imposés par les circonstances. »

L'argument décisif pour entraîner dans le mouvement les Qbaïls, qui auraient eu la velléité de résister à la pression des khouans, fut d'ailleurs fourni par Moqrani et habilement propagé ou commenté par les émissaires d'Aziz. Il consistait à affirmer que la France allait prendre des terres aux indigènes pour les distribuer aux Français de la métropole, dépouillés et ruinés par les Prussiens, aux colons algériens, et enfin aux juifs, devenus les chefs et les principaux personnages du nouveau gouvernement.

C'était toucher l'endroit sensible chez les montagnards Qbaïls, si attachés à la possession du sol. Pour corroborer le bien fondé de ces affirmations, Aziz et ceux qui comme lui lisaient les journaux français traduisaient en les exagérant et les dénaturant les documents officiels et les articles de presse relatifs aux attributions territoriales à faire en Algérie aux Alsaciens-Lorrains [1].

Ils commentaient les termes inquiétants de l'arrêté par lequel le commissaire extraordinaire avait apposé le séquestre « sur les biens de toute nature, collectifs ou individuels, des tribus ou des indigènes qui avaient pris ou prendraient part à la révolte de Moqrani ».

C'était, selon Aziz et les siens, la dépossession intégrale des gens des trente tribus ou fractions qui avaient suivi le bachagha; et, selon eux, cet arrêté devait avoir pour conséquence de rejeter plus de 100,000 indigènes nus et affamés sur les terres des Qbaïls, qui, alors même qu'ils ne se révolteraient pas, seraient ruinés ou forcés de recevoir à coups de fusil les malheureuses victimes de la rapacité des chrétiens.

C'étaient là les dires des gens raisonnables s'appuyant sur des textes écrits ou imprimés et discutant sérieusement; quant aux exaltés, aux fous et aux fanatiques, qui sont de tous les pays et de toutes les religions, ils faisaient bien d'autres commentaires, lesquels

1. Outre les nombreux articles de presse, dont quelques-uns étaient écrits de façon à inquiéter les propriétaires indigènes, on peut citer les considérants ou les textes des documents suivants, publiés au *Mobacher* et au *Bulletin officiel :* Arrêté du 5 mars 1871, — circulaire du 11 mars 1871, — et, plus tard, la loi du 21 juin 1871.

étaient d'autant mieux acceptés par les masses ignorantes et crédules qu'ils étaient plus absurdes et plus violents.

C'est à ces énergumènes et à leurs excitations sauvages qu'incombe la résponsabilité réelle des crimes et des cruautés qui furent commis sur plusieurs points, contrairement aux règles du djehad et aux ordres des chefs politiques insurgés.

Car le djehad, ou « *l'effort pour la foi* », est une guerre ayant comme toutes les autres guerres des usages et des lois humanitaires [1] : tous les moqaddem ou à peu près savaient qu'il est écrit dans les livres religieux que les musulmans moudjahédines (c'est-à-dire faisant le djehad pour gagner le paradis) doivent « ne tuer que les combattants et épargner les non-combattants, les femmes (excepté les reines), les enfants, les vieillards, les infirmes et les insensés; respecter la parole donnée et les trèves consenties; éviter les cruautés. La mort, l'esclavage et le tribut, sont seuls licites, ainsi que le partage des biens des vaincus ».

Ces principes, les chefs insurgés petits ou grands, laïques ou religieux, s'efforcèrent de les faire respecter; ils n'y réussirent pas toujours; mais, partout ou presque partout, les colons ruraux furent prévenus avant d'être attaqués.

Aussitôt le djehad proclamé les événements se précipitèrent.

Dès le 10 avril, Si-Aziz, qui depuis longtemps était prêt, fit couper les fils télégraphiques entre Bougie et Fort-National; des reqqab [2], ou émissaires choisis, furent envoyés à tous ceux dont le zèle avait besoin d'être stimulé, ou qui, bien que Rahmanya, n'étaient pas dans la dépendance directe de la zaouïa de Chikh-el-Haddad; de simples feux, allumés sur des sommets connus des montagnes voisines de Seddouq, avaient suffi d'ailleurs pour annoncer d'Alger à Philippeville que la guerre sainte était ouverte.

A la vue de ces signaux, les moqaddem se mirent partout à l'œuvre, et en moins de quinze jours ils portaient le pillage, l'incendie et la mort dans toutes les fermes et dans les villages ouverts; ils assiégeaient ou bloquaient nos places fortes de Bougie, Fort-National,

---

1. D'après les docteurs, les théologiens et les jurisconsultes musulmans, lorsque le djehad est agressif il doit toujours être précédé d'un double appel. Le premier invite les infidèles à la conversion, le second les somme de payer le tribut appelé *djézia;* s'ils y consentent, ils doivent être laissés libres de pratiquer leur religion et ne plus être inquiétés, sinon on applique le *Compelle intrare*, qui est de toutes les religions.

2. Le reqqab est un khouan d'élite, à la fois courrier diplomatique et fondé de pouvoir d'un moqaddem ou d'un chef d'ordre religieux.

Dellis, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizane et Batna; ils mettaient sur pied des contingents pour nous combattre en rase campagne.

Il allait nous falloir près de neuf mois et plus de vingt colonnes pour avoir raison, militairement, de cette formidable levée de boucliers qui se dressait devant nous à la fois sur douze ou quinze points différents.

---

II

# SÉTIF

(13 avril-8 mai.)

Le bachagha quitte la Medjana (13 avril). — Prise d'Oum-er-Rissane par le général Saussier (15 avril). — Défense de la ferme Regnier à Guellal (16 avril). — Tentative d'attaque sur un convoi et combat au pied d'Oum-er-Rissane (16 avril). — Escarmouches de cavalerie près le camp (17 avril). — Défection de Ben-Abdesselem et de Abderahmane-ben-Gandouz (17 avril). — Rentrée à Aïn-Taghroute d'un convoi à destination de Bordj-bou-Arreridj (17 avril). — Évacuation d'Aïn-Taghroute et abandon du convoi (18 avril). — La colonne Saussier rentre à Bordj-bou-Arreridj (18 avril). — Départ de Bordj-bou-Arreridj et combat de Ras-el-Oued (20 avril). — Inaction du bachagha. — Négociations de Chikh-Bouakkaz. — Adresse des citadins de Constantine au gouverneur (29 avril). — Combat du Mégris (23 avril). — Soumission précaire des Ouled-Nabet. — Ravitaillement de Takitount. — Destruction des bordjs d'Alma-ou-Aklane et d'Aïn-Rouah (28 avril). — Combat du Djebel-Tafat et prise du village d'El-Aïoun (30 avril). — Ravitaillement de Bordj-bou-Arreridj (du 4 au 8 mai).

Dès que le bachagha fut certain de l'exécution du pacte conclu avec Chikh-el-Haddad, il quitta son camp retranché d'Oum-er-Rissane et se porta à Guemmour, afin d'entrer en pourparlers avec ses parents ralliés au soff de Ben-Abdesselem, dont la zmala était près de là, à Aïn-Trab.

Le 14 avril, il était de sa personne à la koubba de Sidi-Ali-Bounab, qui avait été fixée comme lieu de réunion de tous les Ouled-Moqrane, et où devaient bientôt se rendre Abderrahmane-ben-Gandouz et Mohammed-ben-Abdesselem, dont les goums, alors entre l'Oued-Chaïr et Aïn-Taghroute, étaient chargés d'assurer nos communications entre Sétif et Bordj-bou-Arreridj.

Au nord de cette ville le vide semblait se faire, et le général Saussier, après son succès du 12 avril à Saguiet-er-Raha, avait en vain lancé des reconnaissances autour de son camp : il n'avait pu atteindre

l'ennemi dont il voyait les feux, la nuit, sur le Djebel-Oum-er-Rissane[1].

Pendant que ses reconnaissances parcouraient la plaine déserte, le général faisait établir des fourneaux de mine sous les murs du château de la Medjana, qu'il se disposait à quitter.

Le 15 avril au matin, il levait son camp, les maisons du village étaient incendiées et on allumait les mèches des fourneaux de mines, dont l'explosion devait avoir lieu une heure et demie plus tard.

Dès le départ de la colonne, des indigènes embusqués aux environs accoururent, soit pour essayer de sauver quelque chose de leurs gourbis, soit pour reprendre possession du bordj : ils y étaient depuis un certain temps, quand l'explosion des mines fit sauter les murailles, dont les débris fumants écrasèrent bon nombre d'entre eux.

En ce moment, des cavaliers venus de tous les côtés se jetèrent sur la gauche de la colonne, qui dut s'arrêter et déblayer le terrain à coups de canon. On arrivait au bas du Djebel-Oum-er-Rissane, que le général voulait occuper.

Les tirailleurs et les zouaves sont alors lancés sur les villages situés au pied des escarpements; ils s'en emparent et y mettent le feu, non sans être vivement pressés par les rebelles, contre lesquels il faut encore employer l'artillerie. Dès lors ceux-ci ne résistent plus; les pentes sont escaladées au pas de course, et, à deux heures du soir, le général campait sur le plateau d'Oum-er-Rissane, complètement évacué par les insurgés.

Nous n'avions que quelques hommes légèrement blessés; quant aux pertes de l'ennemi, elles durent être sensibles, car nous apprîmes plus tard que, parmi les seuls contingents du Hodna présents à l'affaire, il y avait eu 30 hommes tués ou blessés.

Des sommets d'Oum-er-Rissane, avec de longues-vues, on voyait de nombreux groupes de goums et de sagas affluer du côté de Zamora et sur tous les versants de la rive droite de l'Oued-Chaïr.

Le général se disposait à se porter le lendemain de ce côté, pendant qu'en même temps un convoi de malades et de blessés serait dirigé sur Bordj-bou-Arreridj sous l'escorte d'un détachement de cavalerie, car, déjà en raison de la pluie et du froid, l'ambulance était encombrée de malades et de malingres[2]. Mais, dans la soirée, il reçut l'ordre de se rapprocher de Bordj-bou-Arreridj et d'aller couvrir Sétif contre le bachagha.

1. Oum-er-Rissane, « la mère des têtes », la mère aux sommets; les cartes françaises portent Morissan.

2. Du 12 au 20 avril l'effectif des hommes à l'ambulance fut de 70 à 100.

La proclamation du djehad avait en effet créé une situation nouvelle, et, avant de poursuivre en rase campagne un ennemi qui se dérobait, il fallait assurer, dans les limites du possible, la protection des établissements coloniaux situés dans la banlieue immédiate de nos villes fermées.

Autour de Sétif notamment, les actes de pillages s'étaient déjà multipliés d'une façon inquiétante. La compagnie d'infanterie installée le 31 mars au bordj d'Aïn-Taghroute, sous le commandement du capitaine Trinquand, assisté des goums de Ben-Abdesselem, de Ben-Gandouz et de Ben-Abdallah, était débordée et sans action : les goums se fondaient, ne surveillaient rien et n'assuraient plus la sécurité. Un courrier avait été enlevé, et le 13 avril trois charretiers et un muletier avaient été assassinés par une bande de malfaiteurs, qui avaient pu piller les marchandises sans avoir été gênés par les goums soi-disant fidèles.

Le 15, le capitaine Trinquand, cherchant à dégager les responsabilités engagées, ne pouvait signaler que le désarroi général, l'absence des goumiers sur les points assignés, et, sur la montagne comme dans la plaine, des allées et des venues insolites qui semblaient corroborer les nouvelles de défection arrivant de tous les côtés. Cependant, ce jour-là, Ben-Abdesselem l'accompagnait encore de sa personne, mais il était visiblement préoccupé et présentait la situation comme très mauvaise.

Dans la nuit du 15 au 16, pendant qu'à l'est de Sétif on pillait aux Eulma la ferme du sieur Zaïne-ben-Ahmed, une bande considérable de gens des Ouled-Tebbène, Larba et Righa, conduits par Mohammed-ben-Adda, neveu du vieux caïd Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad cernait la ferme de Guellal et l'attaquait au point du jour. Les deux frères Régnier, locataires de cette propriété domaniale, bien que n'ayant que quatre hommes avec eux, firent une résistance énergique : l'un des garçons de ferme fut tué; mais les colons restèrent maîtres du bâtiment principal et infligèrent des pertes sensibles aux pillards, qui se retirèrent, enlevant 300 têtes de gros bétail.

Cette affaire causa une très vive émotion à Sétif; mal renseignés par des serviteurs indigènes inconscients, ou plutôt obéissant à des rancunes personnelles, les colons incriminèrent le vieux caïd Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad et le caïd des Ameur-Dahra, Ahmed-Bey, qui était le caïd du lieu du délit, mais qui était aussi l'ennemi déclaré des Ben-Adda. Ahmed-Bey ne réussit jamais à faire comprendre aux habitants de Sétif, et encore moins aux frères Régnier, avec lesquels

il n'était pas en d'excellents termes, que cet acte de pillage avait été organisé surtout contre lui Ahmed-Bey, qu'on voulait compromettre à n'importe quel prix.

Le froissement et le dépit que ce caïd ressentit de se voir calomnié, suspecté et même grossièrement injurié dans les rues de Sétif, à propos de cette affaire, fut une des causes déterminantes de sa participation ultérieure à l'insurrection.

Pendant que Ben-Adda pillait la ferme de Guellal, les goums de Mahmed-ben-Abdallah-el-Moqrani et de Ben-Abdesselem, au lieu de garder la route entre Tassera et l'Oued-Chaïr, s'étaient répandus dans la Medjana et tentaient d'enlever le convoi de malades envoyé par le général Saussier à Bordj-bou-Arreridj. Mais, signalés en temps utile par les grand' gardes du camp, ils furent eux-mêmes attaqués de flanc par deux escadrons de spahis, qui leur tuèrent plusieurs cavaliers et les dispersèrent avant que le convoi n'ait été inquiété. Le combat, mené avec beaucoup d'entrain et de vigueur, fut de courte durée, car les rebelles, voyant arriver les compagnies de soutien, ne cherchèrent pas à prolonger la lutte.

Le général Saussier ne voulut pas néanmoins partir au lendemain d'un jour où l'ennemi l'avait attaqué, et, le 17, il lança de son camp, dans la direction de Zamora, des reconnaissances de cavalerie qui sabrèrent quelques groupes d'insurgés et firent le vide autour du camp d'Oum-er-Rissane.

Le même jour, dans la matinée, le capitaine Trinquand était parti d'Aïn-Taghroute vers Bou-Arreridj avec un convoi de 300 mulets et de trois prolonges escortés par 25 hussards. Il avait avec lui un goum d'Ouled-Nabet qui devait être relevé en route par celui de Ben-Abdesselem, mais il ne le trouva pas au poste assigné.

Le caïd des Ayad, Mohammed-ben-Abdallah, rencontré peu après, déclara que Abdesselem avait été mandé à la colonne par le général, et que c'était là la cause de son absence. En même temps il annonçait que Ben-Gandouz était avec le bachagha, et que la route de Bou-Arreridj était coupée par de nombreux contingents appartenant aux Madid.

Ce dernier renseignement étant confirmé par ses éclaireurs, le capitaine Trinquand fit rétrograder le convoi à Aïn-Taghroute; les prolonges furent mises dans la cour du caravansérail et les chargements des mulets furent disposés en parc devant la porte, avec leurs tellis[1], filets et cordes, afin de prévenir les désertions des muletiers.

1. On appelle *tellis* les grands sacs doubles faits en poils de chèvre et servant au transport des grains et des petits colis à dos de mulet. Les caisses, barils,

Deux spahis envoyés en reconnaissance rapportèrent que la route était occupée par des rebelles et que, de plus en plus, la campagne était parcourue par des groupes de cavaliers.

Avant même le retour de ces spahis, le caïd des Ouled-Nabet, Illès-ben-Bouzid, arrivait prévenir le capitaine que la défection devenait générale : « Au kheneg de Sidi-Embarek, un peu à l'ouest de Sidi-Bounab, les contingents de toutes les tribus affluaient autour du bachagha. Le caïd des Ayad, Mohammed-ben-Abdallah, abandonné de tous et menacé d'être razzé, avait été contraint, lui aussi, d'aller de sa personne rejoindre ses goums insurgés. Le caïd Ben-Abdesselem et le caïd Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad étaient avec leurs goums à Ras-el-Oued, par ordre du bachagha. » Illès ajoutait que lui-même avait été sommé de se joindre aux rebelles, sous peine de voir razzer sa zmala, qu'il avait refusé et qu'il ferait tout son possible pour rester avec nous, mais que déjà son goum se fondait, et qu'il craignait d'être hors d'état de se défendre contre les Moqrani. En effet, on voyait ses cavaliers s'en aller ostensiblement un par un. Quant aux tentes placées autour du caravansérail, elles avaient disparu ; le soir, le vide était complet autour du capitaine et du caïd Illès, qui lui-même semblait très ébranlé.

Le télégraphe qui reliait Aïn-Taghroute à Sétif n'avait cependant pas encore été coupé, et le capitaine avait rendu compte de la situation presque heure par heure. Il avait signalé la nécessité de l'envoi de munitions pour ses hommes, qui avec leurs quatre-vingt-dix cartouches n'étaient pas en état de résister longtemps en cas d'attaque ; il avait rappelé que le bordj, petit, délabré, encombré par les colons, par les prolonges et par les troupes, n'offrait qu'un abri précaire et défectueux, et que déjà, le 31 mars, le général Saussier, en se rendant à Bordj-bou-Arreridj, l'avait signalé comme non défendable.

La nuit du 17 au 18 avril se passa sans autre incident que la destruction du télégraphe ; mais, dès le jour, on vit une troupe de trois ou quatre mille cavaliers qui semblaient avoir le caravansérail pour objectif. La compagnie fut envoyée en tirailleurs pour les arrêter le cas échéant, et à peine était-elle déployée que les muletiers, abandonnant tellis et cordes, sautaient sur leurs bêtes et prenaient la fuite dans toutes les directions.

---

ainsi que la paille, sont transportés dans de grands filets en sparterie qui sont arrimés sur le bât au moyen de cordes en poils de chèvre, cordes dont les muletiers sont toujours pourvus, et qui ont une assez grande valeur pour que leurs propriétaires ne les abandonnent pas volontiers.

Le capitaine Trinquand, n'ayant reçu encore aucune réponse de Sétif, craignit de n'avoir pas assez de munitions pour tenir jusqu'à l'arrivée de renforts, tandis qu'il lui était possible de se replier sur Sétif alors que tous les contingents rebelles étaient à l'ouest d'Aïn-Taghroute. Déjà, la veille et dans la matinée, il y avait eu dans le caravansérail, parmi les ouvriers européens qui y étaient réfugiés et aussi parmi les mobiles, des scènes d'ivresse et de désordre qui eussent compromis la défense et qu'on pouvait espérer éviter en rase campagne.

Ayant pesé toutes ces considérations, n'osant pas exposer la vie des colons et n'ayant pas confiance dans ces soldats indisciplinés, le capitaine Trinquand ordonna le départ pour dix heures.

On chargea le plus qu'on put les deux prolonges, et, abandonnant les caisses et les tonneaux de vin, on partit à peu près en ordre. On n'eut aucune attaque à repousser jusqu'à Saint-Rames, où on rencontra une compagnie de zouaves et 25 hommes de renfort.

Ils arrivaient trop tard, et il eût été à la fois inutile et imprudent d'essayer de reprendre possession du caravansérail, qui, dès le départ de nos troupes, avait été occupé et pillé par les rebelles.

Ceux-ci, il est vrai, n'avaient pas inquiété la marche du détachement, mais on distinguait parfaitement des deux côtés de la route des goums chevauchant parallèlement hors de portée de fusil et prêts à intervenir dans le cas d'un retour sur Aïn-Taghroute.

Le capitaine Trinquand eut donc raison de continuer sur Sétif, où il arriva le soir sans autre incident[1].

Mais cette retraite, coïncidant avec la nouvelle des défections de tous les caïds du soff d'Abdesselem, et avec les récits souvent exagérés des attaques commises dans la banlieue de Sétif, amena l'évacuation précipitée de fermes et de villages qui n'étaient pas encore menacés. El-Mahouane, El-Ouricia, l'Oued-Deheb, furent ainsi subitement abandonnés par les colons, et, à peine ceux-ci partis, les indigènes pillèrent et incendièrent les habitations.

Cependant, le 18 au matin, le général Saussier, en exécution des ordres reçus, avait quitté son camp d'Oum-er-Rissane et était arrivé le même jour sans être inquiété à Bordj-bou-Arreridj. Là il avait

---

1. Le capitaine Trinquand, qui était un officier distingué, intelligent, et très bien noté, fut l'objet dans la presse d'attaques odieuses; sous la pression de l'opinion publique, et aussi sur le désir manifesté à plusieurs reprises par le capitaine Trinquand, on se décida à le faire passer devant un conseil de guerre. Il fut acquitté haut la main par six voix contre une (le 21 août 1871).

appris que le convoi, attendu le 17, avait dû rétrograder sur Aïn-Taghroute en raison de la défection des goums de Ben-Abdesselem et de Ben-Gandouz, et en raison du grand nombre de rebelles barrant la route de Tassera à Sidi-Embarek.

Dans ces conditions, la première chose à faire était de marcher en force sur Aïn-Taghroute et de ramener à Bordj le convoi qu'on croyait simplement arreté; aussi, le 19, le général faisait déposer au fort les gros bagages, et, en annonçant le départ pour le lendemain 20, il prescrivait aux officiers de ne prendre avec eux que le strict nécessaire pour quatre jours de marche. Ignorant que le convoi n'existait plus, il ne pouvait prévoir alors que les circonstances ne lui permettraient de rentrer à Bordj-bou-Arreridj que dix-sept jours plus tard.

Un incident pénible marqua cette journée du 19. Les mobiles refusèrent de faire le service et déclarèrent qu'ils entendaient être ramenés à Sétif pour être rapatriés, en exécution du décret qui, en France, avait licencié les gardes nationales.

Le général, après avoir en vain essayé de faire appel à leur patriotisme, leur rappela que la loi militaire autorisait tout chef d'armée devant l'ennemi à conserver les hommes libérables aussi longtemps que les circonstances l'exigeaient. Les mobiles persistant dans leur commencement de mutinerie, le général fit arreter et mettre en prison deux des orateurs les plus bruyants et annonça qu'il les ferait passer en conseil de guerre, ainsi que tous ceux qui refuseraient l'obéissance aux ordres donnés.

Cet acte de vigueur mit fin à l'incident.

Le 20 avril au matin, la colonne quittait Bou-Arreridj, laissé à la garde des mobiles, et prenait la route d'El-Anasseur.

De nombreux contingents ennemis étaient groupés sur tout le massif de Sidi-Embarek, et leurs éclaireurs venaient au galop passer à 1,200 ou 1,500 mètres de nos flanqueurs, sans d'ailleurs les inquiéter. L'escadron de spahis qui couvrait le flanc droit de la colonne les éloigna, et, dans une charge vivement poussée jusqu'à 5 ou 6 kilomètres, il culbuta un groupe de rebelles des Righa commandés par Mohammed-ben-Adda et ses frères.

Cet engagement coûta à l'ennemi une trentaine de morts, alors que nous n'avions qu'un seul blessé.

A Aïn-Tassera, la colonne trouva vides et abandonnés les gourbis de la zmala du caïd des Righa-Dahra, Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad.

Un peu plus loin, le village de Ras-el-Oued, petit hameau composé

alors d'un moulin et d'une dizaine de maisons, tant arabes que françaises, était intact, mais désert; on n'y vit qu'une vieille mendiante indigène, infirme et mourant de faim, que nos soldats secoururent et nourrirent.

Le 21, on fit séjour.

Le 22, on était au Hammam de Guellal sans avoir été attaqué ni de jour ni de nuit depuis le départ de Bordj-bou-Arreridj.

Cette inaction du bachagha était singulière : on la mit, un instant, sur le compte d'une blessure qu'il avait reçue dans un des combats autour de la Medjana; c'était là une supposition toute gratuite : Moqrani n'avait pas été blessé, et son effacement avait d'autres causes.

Il avait appris que, depuis le 9 avril [1], il était arrivé à Alger un véritable gouverneur, un officier général, dont le langage et les actes étaient ceux d'un homme de valeur; il savait aussi que la personnalité qui présidait aux destinées de la France n'était plus un juif, mais un homme de gouvernement, un ancien ministre du roi Louis-Philippe, quelqu'un enfin dont le nom était connu de l'élite des indigènes, car jadis c'était M. Thiers qui avait déclaré aux Chambres françaises la volonté formelle du roi de conserver l'Algérie à la France.

D'un autre côté, le bachagha était mécontent et humilié de la tournure que prenait cette insurrection qu'il avait provoquée dans l'intérêt des djouads. Là où les influences aristocratiques et le prestige de son nom avaient échoué et échouaient encore, il voyait les khouans roturiers obtenir une adhésion et une obéissance absolues. Il ne lui restait, à lui et aux djouads qui suivaient sa fortune, qu'une situation et un rôle effacés.

Laisser ainsi la direction de la société musulmane, non pas même à l'élément religieux de noble race comme celui que représentait jadis l'émir Abd-el-Kader, mais bien à l'association démocratique des khouans, c'était juste le contraire de ce qu'il avait voulu faire.

Il se savait désavoué par bon nombre de ses anciens pairs et amis, qui, après avoir applaudi à ses premières revendications, les condamnaient hautement en présence de l'insuccès des efforts tentés. Il avait perdu tout espoir d'être appuyé dans l'ouest de l'Algérie par les Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga, car il venait d'apprendre leur défaite au grand combat de Magoura, livré le 17 avril chez les Ouled-Ennahr, et il savait que le soff des Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba, avec Slimane-ben-Kaddour, assurait la paix dans toute la province d'Oran.

1. L'amiral de Gueydon avait été nommé par décret du 29 mars 1871.

Tout croulait autour de lui, et, sentant qu'il n'avait plus aucune chance de nous amener à compter avec son influence, que rapetissait celle de Chikh-el-Haddad, il n'était pas éloigné de laisser aux khouans la responsabilité des faits dont ils avaient la direction effective. Peut-être même avait-il quelque velléité de rester personnellement en dehors des luttes ouvertes afin de se ménager, le cas échéant, la possibilité d'entrer en arrangement avec les autorités françaises, maintenant qu'il nous savait en possession d'un gouvernement régulier et normal. Mais il était bien trop fier, trop orgueilleux et trop entêté, pour faire lui-même les premières ouvertures ou pour autoriser quelqu'un à s'employer en son nom.

Ces ouvertures eurent lieu cependant, mais à son insu et sans qu'il eût rien fait pour les provoquer[1]. L'homme qui en ces circonstances délicates intervint et essaya de dégager Moqrani fut le vieux chikh Bouakkaz-ben-Achour, celui-là même à qui le khalifat Ahmed-el-Moqrani s'était adressé en 1838 pour faire sa soumission à la France.

Bouakkaz, qui habitait toujours Constantine, alla trouver le général administrateur et le préfet, vers le milieu d'avril, et il leur exposa que l'ex-bachagha Mohammed-el-Moqrani lui avait envoyé un homme de confiance afin que des offres fussent faites en vue de la cessation des hostilités. Moqrani demandait, sinon l'oubli du passé, du moins un amane à des conditions acceptables pour lui et pour les siens. Il offrait entre autres choses de réaliser sa fortune et de se retirer avec sa famille et ses parents en Tunisie ou dans tout autre pays musulman.

Il y avait là, peut-être, les bases de négociations profitables à nos intérêts; mais l'amiral était trop nouveau dans le pays; il avait à lutter contre de trop grosses difficultés soulevées par l'élément démagogique français et par une opinion publique affolée et exigeante, pour pouvoir même autoriser de pareils pourparlers.

Les choses en restèrent là; on répondit à Bouakkaz que le bachagha devait se constituer prisonnier et comparaître devant la cour d'assises pour être puni de ses crimes contre la France. Pas un mot de pitié n'atténua la dureté de cette réponse.

C'était d'ailleurs le moment où les indigènes restés fidèles cherchaient à réagir contre les appréciations virulentes et les menaces sanglantes dont la presse accablait tous les indigènes sans excep-

1. C'est du moins ce que nous a affirmé, à vingt ans de distance, Si-Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, ancien ami de Moqrani et proche parent par alliance du chikh Bouakkaz-ben-Achour.

tion. Cependant, aux protestations des chefs, qui dès le début avaient séparé leur cause de celle du bachagha, avaient succédé, lors de l'arrivée du gouverneur, de nouvelles déclarations très nettes contre les Moqrani et contre les khouans. Nos auxiliaires militaires aussi bien que les parvenus de toutes provenances et les citadins des grandes villes traitaient tout haut les rebelles de bandits et d'assassins, dans l'intention sans doute de se mettre au diapason de ce qu'ils entendaient autour d'eux dans les camps ou dans la rue.

Rien de plus curieux, à ce sujet, que l'adresse envoyée au gouverneur général par l'élite de la population de Constantine en réponse à la proclamation lancée par l'amiral le lendemain de son débarquement.

Dans cette adresse, les muftis, cadis, conseillers municipaux et notables citadins priaient le gouverneur de ne pas les confondre, eux, « gens instruits, éclairés, comprenant leur religion, appréciant avec reconnaissance la protection et la justice de la France », avec les « bedoui » ou gens des tribus.

« Les citadins, sédentaires et lettrés, aiment le calme, la paix, la tranquillité et le bien-être. Désireux de se procurer des ressources, ils se livrent aux professions manuelles, au négoce, à l'agriculture, à tous les genres d'industrie ; ils respectent l'autorité, ils sont amis de l'ordre, ennemis de l'arbitraire, des troubles, de l'insoumission. Ils cherchent à vivre dans l'aisance avec leurs femmes et leurs enfants, voulant pour tous la justice et la consécration des droits individuels. Quant aux bedoui (gens des tribus), Dieu les a affligés de la convoitise du bien d'autrui et de l'incapacité d'acquérir des biens honnêtement ; ils demandent la richesse aux rivalités, aux divisions intestines, à la rapine, à la violence, au pillage, à l'effusion du sang, sans se préoccuper si leurs victimes sont de leur religion ou d'un culte différent... Ce n'est ni le fanatisme ni la haine des Français qui pousse ces mauvais musulmans... qui ne connaissent ni ne pratiquent leur religion... L'insurrection est chez eux une affaire de tempérament, de goût et de tradition, il suffit de consulter l'histoire [1]...

---

1. L'adresse donne ici une longue énumération de ces insurrections; il est assez curieux de la faire connaître, encore bien que les signataires eux-mêmes la signalent comme incomplète. On y verra, indiqués en italiques, les noms des tribus qui reparaissent encore dans l'insurrection de 1871.

Tribus des Zerdeza et des environs contre Salah-Bey.
Tribus des *Righa* contre El-Oueznadji.
*Ouled-Bouaoun* contre Engliz-Bey.

« Il faut conclure de ceci, Monsieur le gouverneur, que les bedoui ne renonceront pas à leur conduite traditionnelle, aux mœurs de leurs montagnes, *si on ne les frappe pas d'une répression sévère et énergique qui les pénètre de terreur et d'épouvante, qui leur fasse craindre pour leur vie. La force, la violence, pourront seules vaincre leur nature, l'améliorer et les amener à changer leur conduite et à adoucir leurs mœurs*[1].

« Dès qu'ils entendent propager de faux bruits au sujet du gouvernement, si on ne les maintient pas d'une main ferme, leurs esprits fermentent, leurs instincts natifs ressaisissent leur empire, leur sang s'agite, il bouillonne. Si leurs dispositions sont habilement exploitées par quelque personnalité influente dont les aspirations répondent à leurs desseins, ils s'attachent à lui et suivent son impulsion.

« ... Il faut que les Français sachent bien que la plupart des Arabes des tribus qui se sont approprié les mœurs des citadins, ainsi que tous les Arabes des villes et des bourgades, sont plongés dans l'inquiétude et le chagrin en voyant quelques musulmans se liguer contre le gouvernement, le combattre et semer dans nos contrées le désordre et l'anarchie.

« Nous supplions le Très-Haut d'ouvrir les yeux à ceux de nos frères qui se sont écartés de la bonne voie, qui ont ourdi le plus criminel des complots. Puisse le Seigneur les ramener... Qu'ils se rappellent les faveurs de la France, qui leur a donné la propriété de leurs terres et les a arrachés, pendant la famine, à une mort certaine, eux et leur famille... Nous prions Dieu, etc. »

---

*Les Kabyles* (de Constantine) contre Osman-Bey.
Les Lakhedar-Halfouïa contre Tobbal-Bey.
Les *Righa* contre Naaman-Bey.
*Les Arabes* du Sahara contre Tchakeur-Bey.
*Les gens du Hodna* contre le même.
*Les gens du Ferdjioua* contre le même.
Les habitants de *Tougourt et Oued-Rir* contre Ahmed-bey-Mamelouk.
Les Souhalia contre Braham-Bey.
Les Abdelnour, les *Righa,* les Arabes de Fehrat-ben-Saïd-Bouokkaz, les *Nememcha,* les *Ouled-Dâne,* les gens d'Eddir, les *Kabyles et le goum d'Hasnaoui,* des *Hanencha,* et les Segnia, contre Ahmed-Bey.
Et le siège de Constantine par les *Kabyles.*

1. Les signataires de cette adresse, envoyée à la date du 29 avril 1871, étaient : Allaoua-ben-Es-Saci, Hamouda-ben-Ech-Chikh, Mohammed-ben-Badis, tous trois membres du conseil municipal ; — Mohammed-ben-Azzouz, cadi de la ville ; — El-Mekki-ben-Badis, cadi de la banlieue ; — Slimane-ben-Sardou, mufti hanéfi ; — El-Taieb-ben-Ouadfel, mufti maleki ; — El-hadj-Sghir-ben-Koudjik-Ali, deuxième assesseur au tribunal de première instance.

Ce langage cruel de beldya [1] apeurés et égoïstes explique en partie, sans les excuser, les violences de la presse constantinoise vis-à-vis les insurgés; il ne fut peut-être pas sans influence sur l'inexorable rigueur avec laquelle l'amiral repoussa, à toute époque, les ouvertures de soumission faites par d'anciens serviteurs égarés et repentants.

Le bachagha, cependant, ne pouvait pas admettre que la France eût cessé d'être la nation généreuse qu'il avait connue et dont il avait vu tant de fois la clémence s'étendre sur des individualités qui n'avaient ni sa valeur ni son passé honorable.

Aussi fut-il, jusqu'à sa mort, hésitant et plus préoccupé de rester dans l'ombre que de paraître au premier plan. Il n'avait plus confiance dans le succès de la cause qu'il avait évoquée, et il espérait vaguement qu'un jour viendrait où le gouvernement lui tiendrait peut-être compte de son attitude volontairement effacée et se rappellerait les anciens services des Ouled-Moqrane.

Il ne se désintéressa pas pour cela de l'insurrection, dont il resta le chef nominal et reconnu, mais il s'occupa beaucoup de sa famille, alors à la Qalaa des Beni-Abbès; il écrivit des lettres, fit des visites, et, en somme, laissa le plus souvent la direction des opérations de guerre soit à son frère Boumezrag, soit aux moqaddem et aux autres chefs locaux.

Dans la région de Sétif, ce fut surtout Aziz que nous eûmes à combattre : cependant, il n'était pas encore dans le cercle quand la colonne Saussier arriva, le 23 avril, à onze heures du matin, à Aïn-Messaoud; il était seulement attendu par Boumezrag, Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad et Illès-ben-Bouzid.

Ce dernier venait de consommer sa défection et était, avec toute la tribu des Ouled-Nabet, campé au nord du djebel Mégris.

Le général avait appris en route cette concentration des rebelles; aussi à peine était-il à Aïn-Messaoud qu'il donnait l'ordre à sa cavalerie de faire rapidement le café et de partir dans la direction de la montagne.

Gravir les pentes, déloger les tentes de garde et les vedettes établies sur la crête, furent choses faciles pour nos cavaliers, répartis en trois colonnes bien commandées et vigoureusement enlevées par le commandant Chamereau de Saint-André et les capitaines Olivier et Rapp.

Mais il était moins aisé d'atteindre les tentes et les troupeaux mas-

1. Beldi, pluriel beldya, citadins.

sés de l'autre côté du Megris; les pentes étaient abruptes, et les Ouled-Nabet, bien embusqués, faisaient un feu nourri sur nos cavaliers, obligés de descendre à pied en tirant leurs chevaux par la figure. Néanmoins chasseurs et spahis arrivent au pied de la montagne, en un terrain praticable. Aussitôt, à la sonnerie réglementaire, les hommes sautent à cheval, les pelotons se reforment en un ordre parfait, une charge rapide culbute les tentes et repousse les insurgés jusqu'en vue de Takitount. Pendant ce temps, les goums de Douadi-ben-Keskes, Ahmed-ben-Zidane, Ouled-Bouchenak[1] et autres, enlèvent vingt-cinq femmes et une énorme quantité de bestiaux et d'effets.

La présence de ces femmes au milieu de nos goumiers empêcha l'ennemi d'inquiéter le retour de notre cavalerie, qui arriva à sept heures et demie au Teniet-Akoka, où, dès cinq heures du soir, le général avait installé son infanterie, après une route longue et pénible.

En quelques instants, le camp fut encombré par les troupeaux que ramenaient nos goums.

Le même jour, à 25 kilomètres à l'est de Sétif, les moqaddem pillaient le village de l'Oued-Deheb, dont les colons s'étaient réfugiés à Saint-Arnaud, qui était gardé par deux cents mobilisés de Philippeville et par le goum des Ouled-Abdelnour.

Le lendemain, 24 avril, les colons de Mahouane, El-Ourieia et Aïn-Messaoud vinrent au camp du général Saussier, où ils reconnurent et reprirent les bêtes que les indigènes leur avaient enlevées après l'abandon précipité des villages. Le surplus fut vendu aux enchères et produisit une somme d'environ 20,000 francs qui, répartie entre l'État et les capteurs, conformément aux instructions ministérielles, donna à chaque homme près de 4 francs de part de prise.

Ce même jour, les Ouled-Nabet, ayant à leur tête leur caïd, Illès-ben-Bouzid et le caïd des Righa-Dahra, Mohammed-Sghir-ben-Chiek-Saad, vinrent au camp faire leur soumission et déclarèrent qu'ils se soumettaient à tout ce qu'on exigerait d'eux. Les deux caïds et quelques notables furent envoyés comme otages à Sétif; on assigna aux tentes des campements en plaine et à proximité des villages dont ils s'engageaient à garantir la sûreté; El-hadj-Bouakkaz, des Ouled-Bou-

1. Les Ouled-Bouchenak représentent l'élément berbère aux Ouled-Nabet; ils ont toujours été hostiles aux Turcs et aux Ouled-Illès. — Le chef de cette famille est aujourd'hui cadi, assesseur au conseil général de Constantine et chevalier de la Légion d'honneur. C'est un beau type du berbère roux, distingué, intelligent et sympathique.

chenak, qui avait combattu dans nos rangs, fut investi des fonctions de caïd.

En réalité, cette soumission était précaire et ne pouvait durer qu'autant que la colonne resterait dans la tribu pour protéger les gens soumis contre les incursions de leurs voisins insurgés et contre les razzias des khouans conduits par les moqaddem.

Les Ouled-Illès étaient pourtant de bonne foi, et le vieux Brahim-ben-Henni-ben-Illès, qui nous avait toujours fidèlement servis depuis l'occupation de Sétif et que l'âge seul avait forcé de se démettre de ses fonctions de caïd, fit, avec son frère Salah-ben-Illès, tous ses efforts pour maintenir la tribu dans le devoir ; mais, presque aveugle, sourd et impotent, il ne réussit pas à conjurer les effets de la propagande antifrancaise activement menée par les membres de la mahakma des Ouled-Nabet, et en particulier par l'adel Mostafa-ben-Aissaoui, moqaddem des Rahmanya. Ce dernier était alors l'agent le plus actif de la désorganisation, non seulement aux Ouled-Nabet, mais aussi aux O. Gacem, aux Ouled-Belkhir, aux Beni-Chebana et aux Beni-Yala.

Dans cette dernière tribu, il ne put cependant pas entraîner la famille maraboutique des Ouled-Embarek-ben-Smati [1], seigneurs religieux du pays, représentés, en 1871, par le caïd Ahmed-ben-Djeddou, à notre service depuis 1847. Celui-ci, ne pouvant plus tenir, envoya sa famille à Sétif et vint de sa personne, avec ses cavaliers et sept de ses chioukh [2], se mettre à la disposition du général Saussier.

En résumé, aux Ouled-Nabet, nous ne pouvions compter que sur la fidélité de la petite fraction berbère des Ouled- Bouchenak, dont les chefs, ennemis héréditaires des Ouled-Illès, espéraient reconquérir avec notre appui une situation prépondérante perdue depuis près d'un siècle par le fait de ces Ouled-Illès.

Le général Saussier, bien renseigné sur cette situation par les caïds et les notables de ses goums, sentait la nécessité de rester le plus longtemps possible dans la région, et il agit en conséquence.

C'est ainsi que, pour assurer le ravitaillement de Takitount, menacé par les Amoucha, il alla camper, le 25 avril, à Chabet-Cherfa, point d'où il tenait en respect les Qbaïls de l'Oued-Berd sans cesser de pro-

1. Le saint, ancêtre de cette famille, a donné son nom à la montagne de Sidi-Embarek, où il a son tombeau, entre Aïn-Taghroute et Bordj-bou-Arreridj.

2. El-Arbi-ben-el-hadj-Taïeb, Areski-ben-Saïd-Mohammed-ou-Maklouf, Si-Mohammed-Tahar-ben-Zitouni, Mohammed-ben-el-Arbi-ben-Hammama, El-Haoussine-ben-Madani.

téger les Ouled-Nabet. Il y resta quatre jours et rentra le 28 au soir à Aïn-Messaoud.

Là, il apprit qu'aux Msalta, à quelques kilomètres de son camp, derrière le montagne, de nombreux contingents étaient réunis sous les ordres de Boumezrag, Ben-Abdesselem, Abderrahmane-ben-Gandouz et Aziz. Déjà, à Alma-ou-Aklane, le bordj de Saïd-ben-Abid, caïd du Sahel-Guebli, et celui d'Ahmed-ben-Zidane, caïd du Guergour, étaient en train de brûler, pendant que d'autres groupes incendiaient le caravansérail d'Aïn-Rouah.

Dans ce rassemblement de rebelles, deux moqaddem se distinguaient par leur violence et leur acharnement contre ceux qui voulaient rester fidèles à la France : c'était un chikh investi du Guergour, Kara-ben-Habbach, et un nommé Mohammed-Akli-ou-Bouaroune, qui ne le quittait pas. C'était ce chikh Kara-ben-Habbach qui, quelques jours auparavant, avait lu dans la mosquée de Sidi-Yahia la proclamation de Chikh-el-Haddad et avait entraîné toute sa tribu dans l'insurrection. En récompense de son zèle, il avait été nommé par Aziz caïd du Sahel-Guebli.

Il était indispensable de dissiper et d'éloigner ce rassemblement qui menaçait les Ouled-Nabet ; cela n'était pas chose facile, étant donnés la nature accidentée du pays et le faible effectif dont disposait le général. Il est, en effet, de règle absolue que, pour agir efficacement en pays de montagne, il faut, en Algérie, un effectif minimum de 6,000 hommes de troupes régulières ; or, nous n'étions que 4,000 au camp d'Aïn-Messaoud.

D'un autre côté il n'y avait pas à hésiter ; le 29, au matin, le général recevait l'ordre d'aller conduire un convoi de ravitaillement à Bordj-bou-Arreridj pour remplacer celui perdu à Aïn-Taghroute ; sa colonne partie, ce n'étaient plus seulement les Ouled-Nabet qui allaient être exposés, c'étaient les villages français. Il fallait donc, coûte que coûte, avant ce départ frapper un coup décisif sur les contingents réunis de Boumezrag et d'Aziz.

Le général Saussier montra une fois de plus, en cette circonstance, comment le véritable homme de guerre sait oser sans imprudence et suppléer par l'habileté de ses dispositions et la précision de ses ordres à l'insuffisance de ses ressources.

Ses instructions furent données dans la journée, sans qu'aucun mouvement insolite à l'intérieur du camp ne pût laisser soupçonner aux vedettes ennemies en observation sur les pitons voisins que quelque chose se préparait.

A minuit, sans sonnerie et sans bruit, les tentes restant dressées, les troupes prennent les armes, laissant au camp sacs et bagages sous la protection des grand'gardes et d'un bataillon.

Le 30, avant l'aube, elles gravissent les pentes du Djebel-Tafat et prennent position au Teniet-Meqsem.

A neuf heures, elles enlèvent de vive force le village d'El-Aioun et retrouvent, enfouies dans les silos, une bonne partie des denrées pillées à Aïn-Taghroute.

La défense avait été énergique, mais elle n'avait duré que le temps nécessaire aux rebelles pour faire filer leurs troupeaux. Ils laissèrent quelques morts sur le terrain, alors que, de notre côté, nous n'avions pas un seul blessé.

On bivouaqua sur place en un endroit bien choisi ; les hommes se chargèrent le plus qu'ils purent de sucre, de café et de riz, et on brûla ce qu'on ne put emporter.

Le 1er mai, on était rentré au camp d'Aïn-Messaoud, où arrivait bientôt le convoi destiné à Bordj-bou-Arreridj.

Les hommes étaient très fatigués, l'ambulance encombrée[1] ; aussi le général resta trois jours encore à Aïn-Messaoud, où la présence de la colonne rassurait les colons et maintenait les Ouled-Nabet, travaillés par les moqaddem.

Le 4 mai seulement, le général partait pour camper le soir à Aïn-Taghroute et le 5 à Lanasseur. Le 6, il faisait séjour, pendant que le convoi poursuivait jusqu'à Bordj-bou-Arreridj. Le 7, il revenait à Aïn-Taghroute, où il était rejoint par le convoi qui, parti lui aussi le matin de Bordj, ramenait les malades évacués, les bagages laissés par les officiers le 20 avril, et enfin les deux compagnies de mobiles remplacées par des troupes de ligne.

Le 8, la colonne arrivait à Aïn-Messaoud, pendant que les malades et les mobiles entraient à Sétif.

Sur la route, tant à l'aller qu'au retour, on n'avait rencontré aucun groupe ennemi, et, n'étaient quelques vedettes qui se profilaient dans le lointain hors de portée de fusil, le pays semblait abandonné. Nos espions nous disaient bien que le bachagha était parti vers Bordj-Bouira, mais c'était tout. En plaçant son camp, le 8 mai, à Aïn-Messaoud, le général Saussier[2] ignorait encore que depuis trois jours le

1. Entre 90 et 99 malades à l'ambulance, sans compter les indisponibles des corps.

2. La suite des opérations de la colonne Saussier se trouve au livre III, cha-

bachagha avait été tué à l'Oued-Soufflat. Cette nouvelle était tenue secrète par les indigènes, et, les lignes télégraphiques étant coupées, on ne savait encore rien à Sétif, où l'on se préoccupait surtout des agissements d'Aziz.

---

pitre III, *Entre le Babor et le Boutaleb*, et chapitre VI, *la Reddition de Chikh-el-Haddad.*

III

# BOUGIE

(6 avril-8 mai.)

Ben-Ali-Chérif à Alger. — Son retour à Akbou (6 avril). — Si-el-hadj-Bouzid-el-Moqrani aux Illoula (8 avril). — Lettre du bachagha Moqrani désavouant Ben-Ali-Chérif (23 mars). — Lettre de Chikh-el Haddad (10 avril). — Lettre de Ben Ali-Chérif au général Lallemand (10 avril). — Akbou cerné par les khouans (11 avril). — Défection des Illoula (12 avril). — Le commandant Reilhac à El-Kseur et Aziz à Takaat. — Organisation des contingents d'Aziz et de Chikh-Mahmed. — Ultimatum envoyé par Aziz à Ben-Ali-Chérif et à Chérif-Amziane-ben-el-Mihoub. — Le général Lapasset prend le commandement de la colonne (14 avril). — Grande revue passée par Aziz (14 avril). — Évacuation des chantiers du Chabet-el-Akha (14 avril). — Attaque et pillage du bordj et du village d'Imoula (15 avril). — Pillages et incendies à Sidi-Aïch (16 avril). — Ultimatum des Illoula à Ben-Ali-Chérif (16 avril). — Réponse du général Lapasset à la demande de secours de Ben-Ali-Chérif. — Pillage à Roumila (17 avril). — Incendie de l'Azib-Oukratri (18 avril). — Escarmouches au moulin Lambert, aux Fennaya (18 avril). — Destruction du caravansérail de l'Oued-Amizour (18 avril). — Retraite du général Lapasset sur Tizi (nuit du 18 au 19 avril). — Nouvelles dévastations. — Nouvelle lettre de Moqrani aux Illoula pour désavouer Ben-Ali-Chérif (20 avril). — Marche d'Aziz; les deux combats de l'Oued-Ghir (21 avril). — Le général Lapasset reçoit l'ordre de rembarquer sa colonne (21 avril). — Mise en état de défense de Bougie. — Le général Lapasset rentre à Bougie et embarque sa colonne (22 avril). — Départ du général pour Alger (24 avril). — Départ de Ben-Ali-Chérif pour Tizi-Ouzou (24 avril). — Occupation par les rebelles des camps de Bouchama, Tizi, Tiriahane (24 avril). — Attaque des lignes des forts Lemercier et Clauzel à Bougie (25 avril). — Échec de nos goums à Tala-Ouriane (28 avril). — Deuxième échec à Tala-Ouriane (30 avril). — Continuation du blocus de Bougie (30 avril-8 mai).

Fatigué de lutter contre les intrigues d'Aziz et des khouans sans rencontrer auprès de l'autorité française l'appui moral et matériel qu'on lui avait promis quand on l'avait nommé bachagha pour surveiller et maintenir la zaouïa de Seddouq, Ben-Ali-Chérif était parti pour Alger le 17 mars. Il était bien décidé à se démettre de ses fonc-

tions et à vivre dans cette ville en dehors des complications et des troubles qu'il avait prévus et annoncés depuis plusieurs mois.

Il était arrivé le 18 mars, ignorant encore la révolte de son ami, révolte qu'il n'apprit que le lendemain, dans une visite faite au général Lallemand pour lui remettre sa démission écrite.

Cette démission fut acceptée; mais le général, usant de l'influence que lui donnaient et sa situation et surtout ses anciennes relations, insista pour que Ben-Ali-Chérif retournât à Akbou et pour qu'il nous continuât son concours officieux.

Celui-ci avait d'abord refusé, ne croyant pas à l'efficacité de ses efforts comme homme privé, alors que, comme bachagha, il avait dû se retirer devant les agissements de ses ennemis. Il craignait, non sans raison, d'être compromis par des insinuations calomnieuses; déjà même il avait dû adresser au journal *l'Akbar* une lettre pour démentir la nouvelle donnée par un correspondant « qu'il s'était insurgé avec Moqrani et qu'il combattait devant Bordj-bou-Arreridj ».

Il céda cependant, à la fin du mois, sur les instances du général, qui lui annonça la nomination de l'amiral de Gueydon[1] en qualité de gouverneur général, ce qui impliquait le rétablissement d'une autorité régulière. Le général ajouta qu'aussitôt le gouverneur installé, il marcherait lui-même à la tête d'une colonne, pendant que les généraux Cerez, Lapasset et Saussier, récemment mis à sa disposition, conduiraient trois autres colonnes à travers les pays insurgés ou mal disposés.

Le général Lallemand chargea Ben-Ali-Chérif de voir en route Ali-Oukaci, de lui faire part de ces nouvelles et d'insister auprès des notables et des chefs investis sur les conséquences funestes que pourraient avoir des actes de désordre ou d'insubordination à un moment où les choses allaient, de notre côté, reprendre leur cours normal.

Ben-Ali-Chérif, après être resté quarante-huit heures à Tizi-Ouzou, arriva le 6 avril à Akbou, où il trouva la situation singulièrement aggravée. Partout des émissaires des Ouled-Moqrane ou d'Aziz parcouraient les tribus ou prechaient la guerre.

Le 8 avril, Si-el-hadj-Bouzid-el-Moqrani, suivi de quelques cavaliers, se présentait chez les Illoula, à l'insu de Ben-Ali-Chérif, et remettait une lettre du bachagha Moqrani aux notables des deux soffs de la tribu. Cette lettre était ainsi conçue :

---

1. Nommé par arrêté présidentiel du 29 mars. — Arrivé le 9 avril.

« Aux principaux membres de la tribu des Illoula, soff El-Fouqani, soff el Outani,

« ... (Salutations.) ... Je viens de me soulever ainsi que plusieurs tribus qui ont marché avec moi; Dieu les récompensera, et l'Islam leur saura gré de leur dévouement. Il n'y a que vous qui écoutiez les conseils du démon; vous vous combattez les uns les autres et vous vous faites une guerre impie, où celui qui tue et celui qui est tué sont également destinés à l'enfer, tandis que vous négligez une guerre sainte qui assure le paradis à celui qui tue et à celui qui est tué.

« O mes amis! je vous envoie notre frère Si-el-hadj-Bouzid-el-Moqrani et mon khalifat Sid-Mohammed-Larbi-ben-Hamouda, avec 10 cavaliers des principaux des Hachem; je vous envoie également Si-Mohammed-ben-Belgacem, Si-Mohammed-ben-Boudiba, Si-Bennaceur et Si-Mahfoud-el-Mouhoub, moqaddems et notables des Beni-Abbès. J'espère que vous accepterez ce qu'ils vous proposeront dans le but de vous réconcilier; alors je serai sans inquiétude et nous nous occuperons du djehad.

« *Les croyants n'ont plus rien à attendre des infidèles. Quant à Ben-Ali-Chérif, il ne faut pas vous en préoccuper; j'y ai pensé, et, si les circonstances le permettent, j'accomplirai la volonté de Dieu, je le ferai prisonnier, je démolirai son bordj et son azib, et tout son bien sera attribué aux combattants de la guerre sainte.* Il a quitté la voie de son père et de ses ancêtres. Ceux-ci amenaient le monde des ténèbres à la lumière, tandis que lui il veut le ramener de la lumière aux ténèbres. *Il ne faut plus écouter ce qu'il vous dira.* Vous n'avez certes pas plus d'attachement pour lui que je n'en ai eu moi-même pour toute cette famille; mais, puisque aujourd'hui Ben-Ali-Chérif préfère l'incrédulité à l'Islam et qu'il prend le parti des infidèles, j'ai retiré ma main de la sienne, je n'ai plus d'amitié pour lui. On dit qu'il veut se sauver à Alger, car il n'a point de courage et toute foi est éteinte dans son cœur; mais sa fuite ne m'importe guère, mon désir est que vous vous réconciliiez, qu'il n'y ait plus de guerre entre vous et que nous nous unissions fermement avec les autres tribus.

« De la part de El-hadj-Mohammed-Moqrani, émir des Moudjehedines[1].

« 23 mars 1288 (*sic*). »

---

1. *Moudjehedines*, combattants pour le djehad, gens du djehad : c'est l'équivalent musulman de notre mot *croisé*.

El-hadj-Bouzid-el-Moqrani et les siens furent fort mal reçus par les gens du soff de Ben-Ali-Chérif, et ils durent partir au plus vite, mais non sans laisser plusieurs copies de cette lettre, qui devait faire plus tard son effet.

Ben-Ali-Chérif, désireux de nous renseigner exactement, envoyait le lendemain un émissaire auprès de Chikh-el-Haddad, afin de savoir au juste la portée de la proclamation du djehad faite le 8 avril. Cet émissaire lui rapporta la lettre suivante, qui fut le jour même transmise au général Lallemand :

« A NOTRE AMI SID-MOHAMMED-SAID-BEN-ALI-CHÉRIF, BACHAGHA, ET A SES FILS MOHAMMED-CHÉRIF, CAID DES BENI-AIDEL, ET ABDERRAHMANE,

« ... (Salutations.) ... Si vous êtes croyants, levez-vous pour la guerre sainte, nous-mêmes sommes déjà soulevés et nous avons donné l'ordre à tous de suivre notre exemple. Tout croyant doit mourir pour la religion de l'Islam.

« Qu'on se hâte donc, et *qu'on ne se laisse pas séduire par les vaines promesses de bonheur des Français. On ne doit plus avoir confiance en eux.* Avec eux, on ne peut plus gagner que l'incrédulité sans acquérir le moindre honneur.

« Si vous dites qu'on peut encore compter sur eux, éprouvez-les et jugez-les d'après ce qu'ils ont fait avec nous. Vous savez avec quel zèle nous avons toujours servi le gouvernement français ; nous recommandions aux tribus de rester soumises, surtout cette année ; vous savez, et tous savent, les efforts que nous avons faits pour maintenir les tribus dans l'obéissance et pour les empêcher de suivre le bach-agha de la Medjana, et cela jusqu'à ces jours derniers. Le commandant de Bougie a écrit à tous les caïds et à tous les chioukh du cercle de ne point aller chez le chikh Bel-Haddad, qui, disait-il, était un rebelle. Le capitaine est venu lui-même à la ferme de Ahmed-Oukratri ; là il a réuni les gens du pays et leur a dit de ne point venir chez nous, ajoutant que nous étions rebelle, alors qu'il n'y avait eu de notre part aucun symptôme de rébellion et que pas un coup de fusil n'était parti de chez nous contre eux. Nous n'avions pas levé l'étendard de la révolte, si bien que tout le monde nous accusait d'être plus attaché à l'incrédulité qu'à l'Islam. Si, pour récompenser nos efforts, on nous a traité de rebelle et fait du mal, comment osez-vous croire, vous dont la situation est équivoque, qui n'avez pas rendu les mêmes services que nous, que vous puissiez espérer d'eux quelque chose d'heureux ?

« Dieu veuille qu'ils aient perdu l'esprit, car on dit qu'à l'approche de la mort l'intelligence s'affaiblit; or ils sont ainsi, ils ne distinguent plus l'ami de l'ennemi.

« Enfin, que ceux d'entre vous qui veulent la guerre sainte se lèvent avec nous au nom de Dieu et du prophète; c'est en eux que nous plaçons notre confiance, et nous serons victorieux, s'il plaît à Dieu.

« Par ordre de notre chikh Mohammed-Amziane-ben-el-Haddad. 20 Moharem 1288.

« 10 avril 1871. »

Le soir même, cette lettre était envoyée à Alger par Ben-Ali-Chérif, qui adressait en même temps au général Lallemand un long rapport racontant tous les faits en détail, rapport dans lequel se trouve cette phrase prophétique : « Si cet état de choses dure encore quelques jours, il faudra, pour ramener les esprits dans la bonne voie, beaucoup de troupes, et j'ose presque dire *faire une nouvelle conquête* [1]. »

Dans ce rapport, Ben-Ali-Chérif prévoyait aussi l'investissement de son bordj par les contingents d'Aziz, son ennemi : « Si cette situation, disait-il, ne change pas d'ici deux ou trois jours, nous nous trouverons complètement sans communication, à moins que les troupes ne nous portent secours. »

Déjà, il avait eu des craintes pour les siens, et il avait demandé aide et protection à Bougie; on lui avait répondu : « Si vous n'êtes pas en sûreté, venez en ville; seulement faites bien garder votre azib, car Aziz le fera brûler. »

Ben-Ali-Chérif le savait mieux que personne puisque les contingents armés d'Aziz cernaient son bordj à distance, et, tout en gardant une

---

1. Ben-Ali-Chérif avait rédigé ce rapport en français, et il faisait suivre sa signature de ce simple mot « *propriétaire* »; il rappelait du reste, en un langage fort digne, qu'il n'était plus fonctionnaire : « Je vous ai promis en quittant Alger et en venant ici de ne plus m'occuper des affaires, mais d'employer toute mon influence à donner de bons conseils pour empêcher les esprits de suivre les mauvais exemples des insurgés. Je crois avoir jusqu'à présent rempli cette mission délicate et d'après ma conscience. Dieu fera le reste en ramenant les esprits égarés.

« Je ne suis plus rien dans le commandement; mais, dans le cas présent, c'est la défense qui parle, et tous les vrais cœurs dévoués à la France doivent la servir dans n'importe quelle circonstance. C'est dans ces rares exceptions que l'on reconnaît les véritables serviteurs. Vous pouvez compter, mon général, entièrement sur moi, sur mon fils Chérif, et je crois pouvoir vous dire sur les Illoula; enfin sur tous ceux qui suivront mes conseils. »

attitude expectante, menaçaient les Illoula, qui ne tenaient que parce qu'ils avaient au milieu d'eux leur seigneur et maître traditionnel.

Le 11 avril, voyant le blocus se resserrer, Ben-Ali-Chérif écrit à son ami Ali-Oukaci, de Temda, et le prie de venir à son secours ; il prévient en même temps le commandant supérieur de Fort-National que Chikh-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad a traversé les Illoula-Oumalou et est allé prêcher le djehad chez les Beni-Idjeur.

Le 12, les agents d'Aziz réussissent à entraîner un des soffs des Illoula; Ben-Ali-Chérif insiste auprès du commandant Reilhac, chef du cercle de Bougie, pour être dégagé : il n'a pas d'armes, car il n'a jamais pensé que lui, marabout descendant du grand et vénéré Chérif-Moussa-ou-Ali[1], de la famille des Idricites, aurait un jour à se défendre contre des musulmans; en ce moment, il a avec lui dix Européens employés ou réfugiés dans son bordj, et cette responsabilité l'effraye.

Le commmandant Reilhac, parti, le 9 de Bougie, avec les quelques troupes dont il pouvait disposer, était ce jour-là à El-Kseur ; il envoya une vingtaine de vieux fusils à Ben-Ali-Chérif, qui, d'ailleurs, n'en fit jamais usage. En ce moment, tous les établissements européens étaient évacués à l'ouest d'El-Kseur. Les indigènes fidèles commençaient à se réfugier sous le canon de la place, formant le noyau d'un groupe qui, en quelques jours, allait atteindre le chiffre de 2,339 indigènes, dont 298 combattants.

Pendant ce temps, Aziz n'était pas resté inactif; il n'avait, il est vrai, encore commis aucun de ces actes de pillage et d'incendie par lesquels débutent le plus souvent les chefs d'insurrection en Algérie, mais il avait travaillé à l'organisation de ses contingents avec une singulière habileté.

Chaque fraction qui venait à lui était tout de suite placée sous les ordres d'un chef militaire et d'un moqaddem ; si elle venait sous la conduite de son chef investi, celui-ci gardait le commandement; dans le cas contraire, Aziz nommait un nouveau chef.

Quand des groupes avaient des traditions ou des affinités, il les réunissait et nommait des caïds ; c'est ainsi qu'il nomma Saïd-Ouraba, notable des Beni-Immel, caïd des Djebabra insurgés, alors que le caïd investi par nous, Ahmed-Ouraba, était réfugié à Bougie avec un petit groupe de serviteurs.

---

1. C'est le Chérif, père du fondateur de la zaouïa de Chellata et bisaïeul de Ben-Ali-Chérif.

Dès les premiers jours, Aziz et son frère établirent, par le moyen des moqaddems, une discipline sévère qui contrastait singulièrement avec le désordre et la turbulence des contingents arabes des Ouled-Moqrane. Des amendes et des confiscations réprimaient sans pitié tous les manquements au service de guerre ou aux devoirs religieux.

Pour éviter l'encombrement, Aziz avait divisé ses forces en deux colonnes. Celle dont il prit personnellement le commandement comptait environ 5,000 hommes appartenant à toutes les tribus de la rive droite de l'Oued-Sahel (sauf les Souhalia). Son lieutenant ou khalifat, commandant en second, était Abdallah-ben-Abdelqader-el-Ouarani, moqaddem des Beni-Slimane. Il était assisté de deux autres lieutenants instructeurs, El-Bachir-ben-Ali, ancien sergent de tirailleurs, médaillé, et Abdallah-ben-Lalla, ancien tirailleur.

Les contingents de la rive gauche de l'Oued-Sahel étaient au nombre de 4,000, sous les ordres de Chikh-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad; son état-major se composait des deux moqaddems Amor-ou-Boudjema et Boudjema-ben-Nahmane, des Ait-Ameur, puis de l'ancien sergent médaillé Hammou, jadis employé chez Ben-Ali- Chérif et passé à l'insurrection dès les débuts.

Dans l'entourage des deux fils de Chikh-el-Haddad figuraient encore, sans emploi permanent et pour les missions de confiance ou la transmission des ordres, un neveu et un fils de Chikh-Mahmed, son beau-frère Ben-Abdelaziz et les moqaddems : Mohammed-Akli-ben-bou-Aroun, des Beni-Slimane; Mahmed-ou-Yahia, des Fennaya; Resqui-ben-Bourenane, des Djebabra ; et quelques autres d'une moins grande notoriété.

Le 12 avril, Aziz était avec ses contingents sur le Dra-Takaat (dit aussi Dra-Belouzir); en face de lui, sur la rive gauche, les Beni-Oughlis ralliés à sa cause gardaient le défilé de Takerad.

Le 13, il adressait à Ben-Ali-Chérif, à Chérif-Amziane-ben-el-Mihoub, d'Imoula, et à quelques autres personnalités, un dernier ultimatum pour les inviter à lui envoyer leurs adhésions et leurs contingents, sous peine de razzia immédiate.

Le 14, il apprend que le général Lapasset, débarqué à Bougie avec de nouvelles troupes, va venir prendre le commandement de la colonne campée à El-Kseur. Admirablement renseigné par ses khouans, qui, à Bougie, sont partout mélangés à nos serviteurs et recueillent avec soin tout ce qui se dit, il sait déjà qu'avec ces renforts notre effectif ne sera que de 2,000 hommes et 400 chevaux [1]. Il réunit alors tout

1. Les chiffres exacts étaient : 2,167 hommes, 56 officiers, et 386 chevaux et mulets.

ce qu'il peut de ses contingents, qui montent à plus de 10,000 hommes, les dispose en une longue ligne sur un rang, de façon à leur faire occuper plusieurs kilomètres, et les passe en revue, en grand apparat, entouré d'un état-major de moqaddems dont les bernous à peu près blancs tranchent à côté des vêtements sordides des Qbaïls.

Puis Aziz met pied à terre, et, sous la direction de son frère aîné, Chikh-Mahmed, les contingents font une grande prière pour l'extermination des Français, prière dont il sera parlé dans les tribus, car les musulmans sont convaincus que plus on est nombreux pour faire une prière, plus cette prière est efficace, et il n'est pas donné tous les jours de voir, en Algérie, dix mille fidèles se prosternant ensemble derrière un imam.

Le récit de cette cérémonie fit, en effet, grande impression chez les indigènes, et il contribua à amener de nouvelles recrues aux fils de Chikh-el-Haddad.

Pendant que ceci se passait à Takaat, dans l'Oued-Sahel, le commandant de l'annexe de Takitount faisait d'urgence rentrer au fort les ouvriers français qui travaillaient sur la route du Chabet-el-Akra et chez les Aït-Smaïl.

Le 15, avec la connivence des cinq chioukh de la tribu[1], Aziz attaquait le bordj du vieux caïd Si-Chérif-Amziane-ben-el-Mihoub, seigneur religieux des Imoula, ennemi déclaré des khouans, et fidèle serviteur de la France depuis 1847[2].

Écrasés par le nombre, les défenseurs du bordj et du village s'enfuirent dans la montagne et Aziz mit le feu à leurs maisons, après toutefois les avoir pillées.

C'était la seconde fois que le marabout Si-Chérif-Amziane-ben-el-Mihoub était victime de son dévouement à la France; déjà, le 5 mai 1851, sur son refus de reconnaître la suzeraineté du célèbre agitateur Boubeghla dont Chikh-Mahmed était alors le lieutenant, son bordj et Imoula avaient été enlevés d'assaut, pillés et incendiés[3].

Le 16, pendant que Aziz porte son camp à Adrar-el-Gherbi (ou

---

1. Mohammed-ou-Madi, Amar-ben-Si-Mohammed, Hadj-Mahmed-ou-Amzian, Sliman-ben-el-Harrouch, Tahar-ben-Kaça-ou-Ali.

2. Sa nomination remontait au 24 mars 1847.

3. Quelques jours avant, le 18 mars 1851, Boubeghla, et son même lieutenant, avait pillé l'azib de Ben-Ali-Chérif, qui s'était réfugié au bordj de Beni-Mansour sous la protection du goum de Beauprêtre; le 24 mars, il avait attaqué la zaouïa de Chellata, mais il avait été repoussé et battu par les tolba et un petit groupe de serviteurs excités et entraînés par la mère de Ben-Ali-Chérif, la dame Lalla-Aïcha.

Adrar-Adjica), Si-Mahmed, à Sidi-Aïch, fait piller et brûler l'usine Honorat et l'azib de Saïd-ou-Moussa, réfugié à Bougie; en même temps, et à son instigation, les Illoula signifient à Ben-Ali-Chérif qu'il a trois jours pour adhérer à l'insurrection, et que, passé ce délai, il sera traité comme Chérif-Amziane.

Ben-Ali-Chérif informe en toute hâte le général Lapasset, le supplie de venir le dégager, lui demande des ordres; mais le général ne peut songer, avec ses 2,000 hommes, à forcer les défilés de Sidi-Aïch et de Takerad, alors qu'Aziz est prêt à le prendre à revers par l'Oued-Amizour : il répond au marabout de Chellata qu'il ne peut que lui conseiller « d'agir pour le mieux en attendant des jours meilleurs ».

Le 17, à Roumila, Chikh-Mahmed détruisait l'usine Dufour, pendant que Aziz frappait les Beni-Djellil d'une forte contribution pour les punir de leur peu d'empressement et de leur peu de déférence vis-à-vis des moqaddems.

Le 18, chez les Senadja, Aziz incendiait l'azib d'Ahmed-Oukratri, interprète militaire en retraite, réfugié à Bougie. De son côté, Chikh-Mahmed faisait piller aux Fennaya les propriétés du caïd Hammou-Hanoun et le moulin Lambert.

Ce fut sur ce dernier point que s'échangèrent les premiers coups de fusil entre nos troupes régulières et les rebelles. Une reconnaissance de cavalerie, envoyée par le général Lapasset, tomba sur les pillards du moulin et les dispersa; mais, quand cette reconnaissance reprit le chemin du camp, les rebelles recommencèrent leur œuvre de destruction.

Le général était impuissant à empêcher ces scènes de dévastation : ce n'étaient pas des soldats qu'il avait, mais de jeunes recrues sans instruction militaire, et auxquelles il fallait apprendre à charger un fusil, à camper, et surtout à se garder. Il ne pouvait, avec de pareils éléments, attaquer les retranchements élevés dans le défilé des Fennaya et défendus par de solides et vigoureux montagnards.

Dans l'après-midi du 18, Aziz, ayant incendié le caravansérail de l'Oued-Amizour, s'avançait dans la direction de Bougie, au milieu des Djebabra insurgés, et, en même temps, les Ifnaïène et les Aït-Smail se groupaient en avant et sur la droite du camp d'El-Kseur. Le général vit qu'il allait être coupé de Bougie, et réduit à une défensive sans profit pour la banlieue suburbaine de la ville.

Il n'attendit pas d'en être réduit là, et, dans la nuit du 18 au 19, il se replia jusqu'à Ighil-ou-Azouz, en avant du col dit « Col de

Tizi[1] ». Là, il n'avait plus derrière lui que les trois tribus encore fidèles de Si-Mohammed-Amoqrane, des Beni-bou-Messaoud et des Mezzaïa. Dans cette position, il couvrait au moins les établissements français qui entourent Bougie; mais, tout ce qui appartenait à l'État, aux colons, aux indigènes fidèles, en avant de la crête que traverse le « col de Tizi », fut mis à sac pendant les journées des 19 et 20 avril[2].

Dans la soirée du 20 avril, les Illoula reçurent une nouvelle lettre du bachagha Moqrani, qui, pour la seconde fois, désavouait et menaçait son ancien ami. Elle était ainsi conçue :

« AUX NOTABLES DES ILLOULA-OUSAMEUR,

« ... J'ai reçu votre lettre dans laquelle vous m'annoncez que Ben-Ali-Chérif détourne les gens de la guerre sainte et cherche à les empêcher d'y prendre part, et cela pour suivre les avis des infidèles, abandonnant ainsi les traditions de ses pères et de ses ancêtres. En ce moment je pars pour l'ouest, à la rencontre de la colonne qui est sortie d'Aumale; aussitôt mon retour, je viendrai avec mes contingents camper à Akbou et faire ma jonction avec le chikh Aziz et ses troupes. Nous détruirons l'azib de Ben-Ali-Chérif, son bordj et les maisons de tous ceux qui auront pris son parti. Nous renverserons ses combinaisons[3], nous prendrons ses biens; son impiété ne lui aura servi à rien.

« Enfin je vous recommande de vous entendre et de réunir tous vos efforts pour la guerre sainte. Rappelez-vous les paroles du prophète : « *Dieu exemptera des feux de l'enfer quiconque aura couvert ses pieds de poussière dans la voie de Dieu.* »

« De la part de Si-el-hadj-Mohammed-el-Moqrani.

« 20 avril 1288. »

Ce nouveau désaveu et ces menaces achevaient de rendre tout à fait délicate la position de Ben-Ali-Chérif. Jusqu'alors il avait béné-

1. TIZI signifiant *col*, l'expression « *col de Tizi* » ne dit rien; mais elle est consacrée par l'usage, et ce n'est pas la seule : on dit le *Pont d'El Kantara*, c'est-à-dire le pont du pont; et même, en accolant un nom berbère à un nom arabe : la fontaine d'Aïn-Tala, c'est-à-dire la fontaine de la fontaine de la fontaine.

2. Caravansérail de Taourirt-Ighil; baraques du génie à Tala-Karoub; cantines et baraques de l'entrepreneur Baud à la rivière Salée, à l'oued Kseur; moulin Capello; maison veuve Alexandre; ferme Noailles; ferme El-Haoussine-ben-Rabah, etc., etc.

3. Mot à mot : « Nous disperserons sa coalition ».

fié de la crainte superstitieuse qui empêchait Aziz, chef religieux, d'attaquer, autrement qu'en paroles, la personnalité maraboutique la plus célèbre du pays. Mais, si le chef reconnu de l'insurrection venait lui-même, avec des contigents étrangers à la Kabylie, assumer la destruction de ces immeubles, leur ruine était certaine et les gens d'Aziz n'hésiteraient pas à se lancer à la curée. Ben-Ali-Chérif tournait avec anxiété ses regards du côté de la colonne Lapasset, espérant un succès qui le dégagerait et lui permettrait au moins de gagner Bougie avec sa famille et les quelques Européens groupés auprès de lui.

Mais, de ce côté, les affaires ne marchèrent pas comme il l'eût désiré.

Le 21 avril, à midi, Aziz s'avança sur Bougie par la route de l'Oued-Sahel, ayant derrière lui tous ses contingents réunis. Sa marche fut aussitôt signalée par nos éclaireurs, et le général Lapasset fit sortir ses troupes : sa cavalerie barrant la plaine; l'artillerie et l'infanterie marchant à mi-côte sur les pentes, à droite de la route.

Vers le 13ᵉ kilomètre, à hauteur de la ferme de Noailles, les chasseurs d'Afrique et les spahis rencontrèrent l'avant-garde des rebelles; ils la chargent et la culbutent, non sans un combat assez vif dans lequel nous avons 3 goumiers tués et 6 hommes blessés, dont 2 spahis.

Cet échec sembla un moment avoir arrêté la marche d'Aziz et déjà on croyait la journée terminée, quand on vit déboucher, de Kseur, le gros des contingents rebelles : on les laissa approcher, et, quand ils furent à une bonne portée, l'artillerie, concentrant son feu sur des groupes compacts, les écrase de ses obus. La colonne d'Aziz se replie en désordre; la cavalerie et les goums chargent avec entrain et achèvent la déroute en poursuivant jusqu'à Taourirt-Larba les fuyards, qui laissent plus de 30 morts sur le terrain.

On rentra au camp à cinq heures et demie sans être inquiété et tout joyeux de ce premier succès. La joie fut de courte durée : le général Lapasset recevait dans la soirée un ordre du général Lallemand lui enjoignant, à la date du 20, de s'embarquer immédiatement avec sa colonne et de venir à Alger couvrir la ville et la Mitidja menacées.

Le général était navré.

Le même jour, suivant les ordres reçus d'Alger, on complétait la mise en défense de la place de Bougie; le pont de bateaux de la Soummam était retiré, les troupes de la garnison se retranchaient entre les deux lignes de défense de la ville; les forts du Gouraya, Lemercier, Clauzel, Desfossés, Barral; la tour Dourine, celle du plateau, le petit phare, la

casbah et les remparts, étaient armés et occupés; les colons étaient mis en demeure de se réfugier derrière nos lignes.

Le 22, le général levait son camp à l'improviste et rentrait à Bougie; le lendemain il s'embarquait à bord du *Kléber* et du *Jura*, et le 24, il était en route pour Alger.

Il ne restait à Bougie que 1,500 hommes, dont 600 mobiles.

Ce départ du général Lapasset fut un grand malheur pour la province de Constantine, où le champ restait libre aux contingents armés des Rahmanya de Seddouq, dont le nombre était tel qu'aucune influence locale ne pouvait plus leur faire obstacle sans l'appui de nos baïonnettes.

Aziz, par ses khouans, qui étaient partout mêlés à nos amis et auxiliaires indigènes, sut l'ordre d'embarquer avant même que le général n'eût levé le camp de Tizi. Il laissa à son frère Chikh-Mahmed le soin d'en finir avec Ben-Ali-Chérif et de commencer l'investissement de Bougie, puis il partit porter « la bonne nouvelle » aux Ouled-Moqrane, en ce moment dans le Sahel-Guebli de Sétif, aux Msalta, au nord du Djebel-Megris.

Jusqu'alors, le marabout de Chellata, malgré les lettres, les menaces, les ultimatum, avait tenu bon, n'opposant d'ailleurs que la force d'inertie et les arguments que lui suggéraient son esprit délié et la connaissance qu'il avait des gens et des choses du pays. Quand il apprit l'ordre d'embarquement de la colonne Lapasset, et qu'il vit autour de son bordj les contingents de Chikh-Mahmed bien décidés à lui faire subir le même sort qu'au marabout d'Imoula, il n'attendit pas que la poudre parlât. Il réunit les plus sûrs et les plus estimés de ses anciens vassaux, obtint d'eux qu'ils couvrissent de leurs anaya[1] personnels les dix Européens restés dans son bordj, et il annonça que, ne pouvant admettre l'idée d'être l'allié ou le subordonné du fils de Chikh-el-Haddad, il allait faire son devoir de musulman dans un autre pays, avec son ami Ali-Oukaci, en ce moment à Tizi-Ouzou; sa famille devait rester à Akbou et à Chellata, comme gage de ce qu'il n'allait pas rejoindre les Français.

Cet arrangement conclu, on lui ouvrit la route de Chellata; il y monta dans la matinée du 24, et telles étaient à cette date la rigueur de l'investissement du bordj et la défiance de ses anciens fidèles qu'il ne put pas faire venir les mulets nécessaires au transport de sa famille :

1. Anaya, coutume kabyle qui consiste à couvrir de sa personnalité la vie et les actes d'une personne étrangère au pays ou appartenant à un groupe ennemi. Voir Hanoteau et Letourneux : *La Kabylie*.

les plus jeunes des femmes et les enfants montèrent à pied à Chellata. Une d'elles, nouvellement accouchée, mourut d'une péritonite quelques jours plus tard. Quant à Ben-Ali-Chérif, accompagné de son plus jeune fils et de cinq serviteurs, il partit à cheval et arriva le soir même à la tente d'Ali-Oukaci, à Tizi-Ouzou.

Chikh-Mahmed, débarrassé de ce personnage, alla prendre position près de Bougie et installa ses contingents à 6 ou 7 kilomètres de la ville, en trois camps placés : à Bou-Chama, dans le Gouraya ; à Tizi, sur la route d'Aumale ; à Tiriahane, sur la rive droite de la Soummam. Le mouvement ne se fit pas sans être vu des défenseurs de Bougie, qui envoyèrent quelques coups de canon sur les groupes se montrant à découvert.

A partir de ce moment, la place reste étroitement bloquée par terre ; les Mezaïa eux-mêmes sont forcés de se ranger du côté des fils de Chikh-el-Haddad.

Le 25 avril, vers les quatre heures du soir, Chikh-Mahmed, avec les contingents de cette tribu, ceux des Beni-Amrane, Toudja, Aït-Ameur et Beni-Oughlis, qu'il tient à compromettre en les engageant contre nous, tente sa première attaque contre Bougie, du côté des forts Lemercier et Clauzel.

Prévenu à temps, le commandant Reilhac a pu prendre ses dispositions : entre la tour d'Ariac et le fort Clauzel sont les contingents fidèles sous les ordres du capitaine Bidault, chef du bureau arabe, et derrière eux se tiennent 250 hommes du 45<sup>e</sup> mobile, commandés par le capitaine Pierron, du pénitencier.

Les rebelles s'avancent en masses compactes, *musique en tête*, jusqu'à 300 mètres. Le capitaine Bidaut marche à leur rencontre : trois compagnies du 80<sup>e</sup> sont lancées pour le soutenir, l'artillerie de la place écrase les rebelles. L'ennemi est repoussé, la position qu'il occupait est enlevée à la baïonnette, pendant que les pièces du fort Clauzel maintiennent à distance les renforts qui veulent approcher. Tout semble fini à la tombée de la nuit.

Le commandant fait alors sonner la retraite : une immense clameur des Qbaïls répond à cette sonnerie, et presque aussitôt un torrent humain se précipite sur nos derrières en vociférant. Mais deux pièces de quatre, préalablement embusquées à cet effet, arrêtent net les Qbaïls et leur font éprouver de grandes pertes.

Ce combat, qui pour beaucoup des nôtres était le baptême du feu, avait duré quatre heures. Nous avions cinq hommes tués et neuf blessés, dont quatre indigènes, parmi lesquels le frère du caïd Ouraba.

Les hommes tués appartenaient aux condamnés militaires de l'atelier n° 4, qui avaient été engagés dans l'action et s'étaient bravement comportés.

Ce succès, car c'en était un, donna plusieurs jours de repos aux défenseurs de Bougie. Chikh-Mahmed était occupé à parfaire l'organisation de ses trois camps qui furent couverts de retranchements et de postes avancés bien choisis. Le service s'y fit avec une régularité remarquable et sans fatigues pour les Qbaïls, relevés fréquemment par des détachements que fournissaient leurs tribus d'origine, suivant des tours établis avec autant d'ordre que d'équité.

De notre côté, nous essayâmes de profiter de cette accalmie pour inquiéter l'ennemi, mais nous ne fûmes pas heureux.

Le 28, nos goums fidèles, appuyés par quelques détachements, essayèrent d'enlever aux Mezaïa le village fortifié de Tala-Ouriane, poste avancé des rebelles; ils furent repoussés et leurs pertes eussent été considérables si nos troupes n'avaient pas été là pour couvrir leur retraite et tenir l'ennemi à distance avec le tir des armes à longue portée.

Les goumiers, furieux, insistèrent pour recommencer cette attaque, et, le 30, ils marchaient de nouveau contre le village, nos troupes régulières restant, d'ailleurs, toujours sous la protection du canon de la place. Cette fois encore, nos auxiliaires furent ramenés, et on n'essaya plus de sorties du côté de la montagne.

Le blocus continua donc, sans autre incident que quelques coups de feu inutiles échangés entre les avant-postes ou tirés sur des maraudeurs isolés, essayant de se glisser entre nos lignes.

Ce ne fut que le 8 mai que des renforts arrivés d'Alger permirent de faire des sorties utiles[1].

1. La suite des faits relatifs à la région de Bougie se trouve au livre III, chapitre IV, DE BOUGIE A MILA.

IV

# LES ISSER ET LA MITIDJA

(8 avril-5 mai.)

Causes du rappel du général Lapasset. — L'insurrection à l'est d'Alger. — Anciennes défenses de la Mitidja sous les Turcs et avant la conquête de la Kabylie. — Marabouts locaux devenus moqaddems. — Les Benzamoun, les Mahieddine de Tourtassine, les Mahieddine de Taourga, les Oukaci. — Leur impuissance en 1871. — La colonne Muel; son rôle et son utilité; son arrivée le 12 avril à Aïn-Boucif. — Précautions à l'Alma (15 avril). — Feux dans la montagne (nuit du 17 au 18). — La journée du 18 avril, d'Azib-Zamoun au col des Beni-Aïcha. — L'Anaya d'Omar-Benzamoun. — Le caïd Saïd-ben-Ahmed et son frère Moussa-ben-Ahmed. — Destruction du village de Bordj-Menaïel (18 avril). — Captivité des colons. — Assassinats aux Isser (18 avril). — Occupation militaire de l'Alma, du Fondouq et de l'Arba. — Évacuation précipitée du col des Beni-Aïcha, de Saint-Pierre et de Saint-Paul (19 avril). — Reconnaissance offensive au Corso (19 avril). — Attaque des avant-postes de l'Alma (19 avril). — Deuxième attaque de l'Alma. — La colonne d'avant-garde (le colonel Fourchault) quitte Maison-Carrée (21 avril). — Combat de Sidi-Bouramou à l'Alma (22 avril). — Départ du colonel Fourchault pour Palestro (23 avril). — Reconnaissance offensive vers l'Oued-Safsaf (24 avril). — Attaque du camp de l'Alma (26 avril). — Manœuvres des moqaddems. — Adresse apocryphe des indigènes à la reine d'Angleterre (20 avril). — Sortie des zouaves du camp de l'Alma (29 avril). — Départ d'Alger de la colonne Lallemand (1er mai). — Combat du Boudouaou (3 mai). — La colonne entre en opérations et campe à Markout (5 mai).

Ce n'était pas sans de graves motifs que, d'Alger, ordre avait été donné au général Lapasset de s'embarquer d'urgence avec sa colonne, au moment précis où une action militaire dans l'Oued-Sahel eût été si nécessaire.

Le 20 avril 1871, lorsque l'amiral de Gueydon avait écrit au général Lallemand « d'avoir à concentrer, pour couvrir Alger et la Mitidja, toutes les troupes non indispensables à la défense des ports dont la protection allait être confiée à notre marine », l'insurrection s'avan-

çait menaçante jusqu'au Boudouaou. Fort-National, Dellis, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizane, étaient étroitement bloqués ; les villages et les fermes des Isser étaient incendiés et pillés, on croyait leurs habitants massacrés ; des bandes armées promenaient la dévastation jusqu'aux portes de l'Alma, où s'étaient à la hâte réfugié quelques-uns des colons de la Mitidja orientale. On savait que, par Bouïra, les Qbaïls du Djurdjura, insurgés, donnaient la main aux rebelles de l'Ouennougha et de l'Oued-Sahel. Enfin on avait de grosses inquiétudes pour Cherchell, El-Afroun, Marengo et autres villages, car les khouans Rahmanya ont des adeptes encore nombreux dans les Beni-Menaccur, et jusqu'à Mazouna, qui est le point extrême de leur influence vers l'ouest.

La situation était donc très grave, et d'autant plus grave que, pour mettre la banlieue d'Alger à l'abri des incursions des insurgés, nous n'avions plus à notre disposition les moyens politiques qui jadis avaient donné la sécurité à la capitale au temps des Turcs ou pendant les premières années qui avaient suivi la chute de l'émir Abd-el-Kader.

Pour comprendre et apprécier les dangers qui menaçaient Alger au mois d'avril 1871, il faut se rappeler ce qui avait jadis existé entre cette ville et la Kabylie, alors que celle-ci était insoumise ou rebelle.

Au temps des Turcs, toute la Mitidja était couverte d'un réseau de haouchs et de zaouïas appartenant à de petits marabouts. Leur influence était peu étendue, mais presque tous avaient des immunités et un certain crédit auprès des agents et fonctionnaires du beylik, dont beaucoup étaient attributaires de concessions ou d'apanages dans le voisinage même de ces petites zaouïas.

Longtemps ces marabouts avaient été les excitateurs des Hadjoutes et de nos autres ennemis des premiers jours. Puis, plus tard, quand ils eurent reconnu que la lutte était impossible, ils s'étaient soumis comme les autres, et, bien qu'irrités au fond de n'avoir plus les mêmes faveurs ni les mêmes immunités qu'au temps des Turcs, ils s'étaient fait oublier. Mais, avec la perte de leur crédit, ils avaient vu disparaître les offrandes religieuses qui jadis payaient leur intervention officieuse ou leurs démarches auprès des fonctionnaires turcs. Aussi, lorsqu'après la prise de la Kabylie, en 1857, les khouans Rahmanya avaient cherché à substituer leur influence à celle des marabouts locaux, discrédités dans l'esprit des Kabyles, tous ces marabouts de la Mitidja s'étaient empressés de se faire nommer moqaddem. C'était pour eux un moyen d'être encore quelque chose, et surtout de récolter des offrandes, car ils étaient sur le chemin des pèlerins allant faire leurs

dévotions aux deux tombeaux de Sidi-Abderrahmane-bou-Goubrine, et ceux qui passaient chez eux ne manquaient pas d'apporter leur ziara [1].

Naturellement, tous les krammès, domestiques ou tenanciers indigènes des colons de la Mitidja, étaient devenus leurs khouans ; et, tant que le grand-maître de l'ordre des Rahmanya avait mis son influence au service de la France, les moqaddems et leurs khouans s'étaient montrés très corrects vis-à-vis les colons leurs voisins.

Plusieurs d'entre eux s'étaient même fait une réputation méritée d'hommes honnêtes et estimables. Mais, quand vint de Seddouq l'ordre de courir sus aux chrétiens et de les rejeter dans les villes, leur vieille haine se donna un libre cours, et ils reprirent ce rôle d'excitateurs qu'eux ou leurs pères avaient déjà rempli aux premiers temps de l'occupation.

Ainsi seulement s'explique cette levée de boucliers dans un pays où il n'y avait aucune cause de haine contre la France, car c'était un pays d'apanages beylicaux, et, si les colons avaient remplacé les protégés et fonctionnaires du dey, la plupart disparus, les métayers, les krammès et le menu peuple, tous gens sans cohésion et rompus à l'obéissance et au travail, n'avaient fait que changer leurs maîtres ou voisins, exigeants et rapaces, pour des maîtres certainement plus bienveillants et plus justes.

Avec nos colons de la Mitidja, ces indigènes gagnaient un argent dont ils disposaient à leur gré sans avoir à redouter comme jadis les exactions des agents du beylik ou les violences des cavaliers des tribus makhzènes qui entouraient la plaine et la couvraient contre les incursions des Qbaïls.

Les Turcs avaient, en effet, la grande banlieue de leur capitale défendue, en 1830, par les tribus makhzènes des Zouatna, Abid, Nezlioua et Amraoua, et par la confédération des Beni-Djaad, inféodés aux Mahieddine de Tourtassine, seigneurs religieux des tribus guerrières des Beni-Slimane.

Quant aux autres tribus makhzènes, elles avaient fini avec le temps par se rallier à trois familles principales : les Ouled-Zamoun des Isser [2], les Mahieddine de Taourga et les Oukaci de Temda. Ces trois

1. Offrande.

2. Les Isser sont les membres d'une ancienne confédération berbère qui a donné son nom au pays et à la rivière qui le traverse. Cette confédération s'est depuis très longtemps disloquée en quatre groupes : les Isser-Droua (42 vil-

familles n'avaient certainement ni la même noblesse, ni la même situation sociale que les Mahieddine de Tourtassine : c'étaient des chefs de soffs locaux; mais ces familles, par leur activité et par la valeur des hommes qui les composaient, avaient, en 1830, une importance telle que les Turcs, comme les Qbaïls, étaient forcés de compter avec elles.

En 1842, les Mahieddine de Tourtassine avaient mis volontairement au service de la France, sans y avoir été contraints par nos armes, leur grande influence politique et religieuse; leur chef, Si-Mohammed-ben-Mahieddine, avait été fait khalifat de l'est avec une autorité, plus nominale qu'effective, s'étendant sur tout le pays jusqu'aux Isser.

Les trois autres familles, ralliées à l'émir Abd-el-Kader, n'avaient fait leur soumission que plus tard : les Mahieddine de Taourga et les Benzamoun en 1844, après avoir été battus par le maréchal Bugeaud; les Oukaci, en 1847. El-Madani-ben-Mahieddine fut nommé alors agha de Taourga, Ali-ben-el-Haoucine-Benzamoun agha des Flissa, et Belgacem-Oukaci bachagha du Sebaou.

Depuis leur soumission, ces quatre familles nous avaient servis avec un dévouement égal. Nous avions trouvé en elles des auxiliaires précieux pour la conquête et le commandement. D'abord nous nous étions montrés reconnaissants, et nous les avions comblés d'apanages et de distinctions honorifiques; mais, avec la paix et l'affermissement progressif de notre autorité, nous avions peu à peu diminué et amoindri leur situation, et, finalement, nous les avions réduits, eux ou leurs enfants, à n'être plus, comme partout, que des fonctionnaires soumis à la règle commune.

Leurs tribus, désagrégées, réparties en des circonscriptions différentes au mieux de nos intérêts, conservèrent longtemps une grande déférence pour leurs anciens chefs, qu'elles voyaient riches et honorés par les maîtres du pays; mais elles avaient cessé d'être, comme jadis, à leur dévotion; elles sentaient qu'avec nous elles pouvaient se passer d'eux. Ces chefs eux-mêmes, au milieu de leur bien-être tranquille, supportaient mal leur effacement, et regrettaient le temps où ils commandaient en maîtres absolus au lieu de surveiller, pour le compte de la France, des laboureurs et des « marchands de poules [1] ».

---

lages); les Isser-Ouled-Smir (35 villages); les Isser-el-Djediane (33 villages); les Isser-el-Ouidane (31 villages). — On doit prononcer Issère, mais l'orthographe Isser a prévalu.

1. Expression usuelle et dédaigneuse.

Tous avaient été atteints; chaque décès de chef de famille avait marqué une diminution dans le titre honorifique et dans l'importance des fonctions confiées aux enfants ou aux neveux. Le khalifalik du premier Mahieddine de Tourtassine n'était plus, en 1871, que l'aghalik[1] des Beni-Slimane.

C'était cependant la seule des quatre familles citées plus haut dont le chef eût conservé une situation officielle importante; aussi l'agha Mahfoud-ben-Mahieddine, quoique très âgé, fut-il le seul de nos anciens alliés qui réussit à maintenir ses tribus dans le devoir, et qui put, sans compromission avec les insurgés, nous donner un concours effectif.

Les Mahieddine de Taourga, les Oukaci et les Benzamoun, au contraire, n'ayant plus depuis longtemps exercé de commandement réel, ne purent nous aider en rien, et furent entraînés dans l'insurrection. Leur influence s'était amoindrie et elle était à peu près nulle en dehors des banlieues de Dellis et de Tizi-Ouzou. Ils avaient même de nombreux ennemis dont les griefs remontaient aux temps où ils avaient dû sévir pour faire triompher nos armes ou pour assurer l'exécution de nos ordres.

Ils avaient bien été élus amines-el-oumena; mais, dans cette position, ils n'avaient que peu ou point d'autorité sur les simples amines issus, eux aussi, de l'élection[2]. Pour maintenir leur influence, ils avaient dû s'appuyer sur les soffs locaux, et souvent ils les subissaient plus qu'ils ne les dirigeaient.

---

1. Si-Mohammed-ben-Mahieddine de Tourtassine, nommé, en 1842, *khalifat* du Cherg (Beni-Slimane et Sebaou), était mort en 1852, sans enfant. Son frère, Tahar-ben-Mahieddine, avait été nommé *bachagha* des Beni-Slimane, mais on avait retiré de son commandement l'aghalik des Arib, passé dans la subdivision d'Aumale. A sa mort, en 1866, son second frère, Mahfoud-ben-Mahieddine, fut simple agha des Beni-Slimane du nord, le reste des Beni-Slimane ayant été rattaché à Aumale.

En 1871 il était encore en fonctions; il est mort le 9 juillet 1873. Le troisième frère, Ali-ben-Mahieddine, fut plus tard adjoint indigène, puis il donna sa démission.

2. D'après la coutume kabyle, l'amine-el-oumena est le chef d'une fédération de villages : en paix, il préside les amines des villages dans les affaires d'intérêt commun; en guerre, il est le chef militaire. Avant la soumission à la France, certains groupes n'avaient pas d'amine-el-oumena et n'en élisaient qu'en temps de guerre. En 1857, nous en avons mis partout et nous avons commis la faute de les laisser nommer à l'élection, nous réservant un simple droit d'investiture, de telle sorte, que nos agents étaient bien plus soucieux des intérêts de leurs électeurs que de ceux de la politique française. Ils se bornaient à transmettre nos ordres aux amines des villages et à nous rendre compte avec circonspection et de façon à en faire juste assez pour ne pas encourir une révocation qui les aurait rendus inéligibles pendant trois ans.

Le plus sympathique des représentants de ces trois familles était Omar-Benzamoun, homme intelligent, de relations sûres, ayant dans les veines du sang de mokhrazni, et vraiment dévoué à la France. Il était bien connu comme hostile au parti des khouans, et il s'était toujours employé à faire comprendre aux Qbaïls qu'en acceptant la direction politique et religieuse des Rahmanya ils compromettaient l'existence de leur kanoun et de leurs usages, que les Français, au moins, avaient toujours respectés. Il n'avait pas été écouté, et, en 1871, il s'était vu menacé de pillage et de ruine s'il ne mettait pas son expérience guerrière au service de ses administrés, prêts à se choisir un autre chef parmi les moqaddems qui briguaient cet honneur. Ceux-là mêmes d'entre les notables Kabyles qui, au fond, pensaient comme lui, avaient alors insisté pour qu'il évitât aux Flissa l'humiliation d'être conduits au combat par des « hommes de zaouïa ». Benzamoun avait accepté, mais avec l'idée bien arrêtée de ne subir la direction des moqaddems que dans la mesure indispensable pour conserver la plénitude de son autorité. Comme beaucoup d'autres, il a dit plus tard qu'il n'avait consenti à prendre le commandement contre nous que pour empêcher de le voir exercer par des indignes ou par des fanatiques : sa conduite a prouvé qu'il disait vrai.

Telle était la situation, le 15 avril, dans les Isser, à quelques kilomètres seulement des nombreux villages et établissements de la Mitidja orientale, alors que, plus à l'est, toute la Kabylie était en révolte.

Il aurait fallu pouvoir jeter immédiatement une colonne sur les contreforts qui dominent la rive gauche de l'Oued-Isser; mais il n'y avait pas de troupes à Alger. Les quelques hommes disponibles avaient été envoyés, partie à Aumale comme renforts, partie à Médéa et Boghar pour former une petite colonne qui, sous les ordres du lieutenant-colonel Muel, du 1er spahis, avait pris position, le 12 avril, à Aïn-Boucif.

Dès le début de l'insurrection du bachagha, le général Lallemand, qui, en sa qualité d'ancien chef du bureau politique, connaissait mieux que personne les alliances des Ouled-Moqrane, avait activement travaillé à la formation de cette colonne, et choisi le point d'Aïn-Boucif pour son installation.

Établie ainsi en temps utile au milieu des Ouled-Allane, elle contribua, par sa seule présence, à faire avorter toutes les négociations des Ouled-Moqrane dans le sud de Médéa et de Boghar. Elle raffermit dans le devoir les Ouled-Allane, Ouled-Moktar, Ouled-Naïl, etc.,

qui, au lieu de nous combattre, nous fournirent des goums et des convois. Elle permit à la colonne Cérez d'agir à l'est et au nord-est d'Aumale, et elle paralysa les menées de Saïd-ben-Boudaoud dans le Hodna occidental. D'ailleurs, en dehors de quelques petites affaires de goums, elle ne tira pas un coup de fusil, se déplaça à peine de quelques kilomètres, et, durant cinq mois, resta perdue, ignorée, sans que rien ne vînt jamais distraire ses hommes de leur monotone faction, sans que personne ne parlât d'elle, et cependant son rôle a été considérable, car elle a puissamment contribué à arrêter la marche de l'insurrection à l'ouest, sur les hauts plateaux et dans le Tell.

Mais, quelle qu'ait été son utilité, elle avait eu pour effet aussi de dégarnir Alger de troupes[1], et on fut fort embarrassé lorsque éclata l'insurrection du Djurdjura.

Dès le 15 avril, le maire de l'Alma, de concert avec la gendarmerie et le capitaine des miliciens, avait organisé, tant à l'Alma qu'au col des Beni-Aïcha, un service régulier de patrouilles, d'estafettes et d'éclaireurs européens ou indigènes, qui furent d'un grand secours pour le maintien de la sécurité entre les différents hameaux de cette vaste commune.

Dans la nuit du 17 au 18 avril on vit sur les montagnes, à l'est de la Mitidja, de nombreux feux allumés, qui étaient autant de signaux.

Le 18, les agressions et les actes de pillage commencèrent sur plusieurs points à la fois; des bandes armées parcouraient la plaine, faisant fuir les habitants des maisons isolées, enlevant les bestiaux et les objets à leur convenance, mettant le feu aux meules.

Ce jour-là, lorsque la diligence de Dellis arriva à Azib-Zamoun, l'amine-el-oumena Omar-Benzamoun prévint le conducteur et les voyageurs que la route était coupée, que deux charretiers conduisant des voitures de denrées avaient été assassinés, et que les marchandises avaient été pillées. Il engagea vivement les voyageurs à se réfugier dans le caravansérail, où il répondrait de leur vie et de leur sécurité. Déjà plusieurs Européens, colons ou ouvriers, étaient venus, sous sa protection, chercher asile dans ce bordj crénelé, situé sur une excellente position défensive. La diligence s'y remisa avec ses voyageurs.

Leur confiance ne fut pas trompée : Omar-Benzamoun les couvrit de son anaya, et grâce à lui 30 Européens purent rester vingt et un jours en

1. L'effectif de la colonne Muel était de 1,426 hommes et 300 chevaux.

sûreté au milieu de toute une population insurgée et se battant contre nos soldats.

Le même jour, à 12 kilomètres plus près d'Alger, au village de Bordj-Menaïel, l'insurrection s'affirmait d'une façon brutale.

Déjà depuis quelque temps une grande effervescence régnait dans cette localité par suite des nouvelles venues de la Kabylie ; cependant les indigènes protestaient encore de leur fidélité, et le caïd Saïd-ben-Ahmed avait réussi à empêcher les colons d'abandonner le village et d'aller se réfugier à Dellis. Ceux-ci s'étaient contentés d'évacuer les fermes isolées et de les garder de leur mieux, au moyen de patrouilles armées qu'ils faisaient avec l'aide et le concours des indigènes du voisinage.

Le 18 avril, une de ces patrouilles, composée de 4 miliciens, arrivait vers la ferme Mignot au moment où une bande armée commençait à la piller. A la vue des miliciens, les indigènes prirent la fuite.

Pendant ce temps, un jeune colon, qui avait été envoyé à la ferme du Corso pour en ramener 70 têtes de bétail, était attaqué par une autre bande que commandait le vieux cadi Mohammed-ben-Bouzid, moqaddem des Rahmanya. On lui enleva son fusil et son troupeau. Une fois délivré de l'étreinte des agresseurs qui l'avaient dépouillé, il prit la fuite vers le village : un des pillards le mit en joue, mais Ben-Bouzid releva vivement l'arme en disant : « Ce n'est pas le moment. »

Le cadi, en agissant ainsi, obéissait à la consigne générale des chefs de l'insurrection qui réprouvaient les cruautés inutiles.

A son arrivée au village, le jeune colon porta plainte au caïd Saïd-ben-Ahmed, qui fit rendre le troupeau, et persuada aux colons que le seul moyen de conserver leurs bêtes était de les lui confier en dépôt, contre un reçu en règle, ce qui fut fait, et le troupeau repartit immédiatement pour une des fermes du caïd, sur l'Oued-Chindeur.

Cependant, sous l'impulsion du cadi Mohammed-ben-Bouzid, les bandes armées continuaient leur œuvre de dévastation, et il n'y avait plus d'illusion à avoir sur l'attitude des indigènes : quelques-uns déclaraient même avec franchise que, leur intérêt étant de rester du côté des plus forts, ils entendaient sauvegarder leurs biens en se joignant aux insurgés, maîtres du pays depuis Bougie jusqu'à l'Oued-Isser.

Dans la journée, une bande de 300 indigènes environ entoura la mairie, que gardaient 8 miliciens, et elle réclama les armes et les munitions qui y étaient en dépôt. L'adjoint français résista de son mieux en parlementant, car il n'y eut pas d'agression proprement

dite, et aucun coup de feu ne fut tiré. A bout d'arguments, se sentant débordé, l'adjoint fit appel à Si-Moussa-ben-Ahmed-ben-Mohammed, marabout, frère du caïd Saïd-ben-Ahmed. Celui-ci intervint à temps pour dégager les Européens et empêcher toute violence; mais, en même temps, il fit comprendre aux habitants de Bordj Menaïel qu'ils étaient à la merci des insurgés, qu'il fallait céder, et il leur proposa de se réfugier avec leurs femmes et leurs enfants dans une de ses fermes de l'Oued-Chindeur. « Là, disait-il, ma famille est maîtresse absolue du pays; vos personnes et vos biens seront en sûreté. »

Résister n'était pas possible : il y avait bien à 1,200 mètres le vieux bordj turc, qui aurait pu offrir un réduit défendable, mais il manquait d'eau, et il était trop tard pour y conduire les familles des colons restés dans les maisons. L'adjoint accepta donc les propositions du marabout. Les armes livrées, les miliciens sortirent librement, et les colons du village, après avoir mis sur des voitures ce qu'ils avaient de plus précieux, partirent le soir même pour l'Oued-Chindeur. Ils étaient 39 personnes. On les força à donner leurs armes personnelles et leur argent contre des reçus dûment libellés : il fallait qu'ils passassent aux yeux des rebelles pour des prisonniers; et, en réalité, ils n'étaient pas autre chose, encore bien qu'ils fussent traités avec égard et humanité par les hommes qui les gardaient.

Le soir, en se mettant en route, ils eurent la douleur de voir flamber les maisons du village.

Le maire de Bordj-Ménaïel, dont l'habitation était éloignée du village, s'était, de son côté, confié, avec les siens, à des Flissa du douar Rouaffa, qui, après avoir essayé de protéger sa propriété, lui avaient offert de l'emmener chez eux. Il avait accepté, et il n'eut pas à s'en repentir.

Tous les colons de la région ne furent pas aussi heureux. Aux Isser, deux furent victimes de la vengeance particulière d'un certain Mostapha-ben-Taïeb qui, jadis, avait déclaré à l'un d'eux que, « dût-il attendre vingt ans, il aurait sa vie ». Profitant des circonstances, il était venu à la tête d'un groupe piller le magasin de l'Européen son ennemi et l'avait abattu d'un coup de fusil. Le second Européen, bien que prévenu à diverses reprises que personne n'en voulait à sa vie, avait voulu défendre son compatriote : on s'en était débarrassé à coups de matraque, et il vint mourir du tétanos, dix jours plus tard, à l'hôpital d'Alger.

La boutique fut pillée et incendiée, le soir même, sur l'ordre exprès de l'enragé cadi Ben-Bouzid, qui continuait partout à courir la

campagne, brûlant et dévastant toutes les habitations abandonnées.

Devant les lueurs sinistres des incendies, à la vue de ces bandes armées qu'on voyait de tous les côtés, les Européens de la plaine et de la route s'enfuirent affolés jusqu'au petit hameau du col des Beni-Aïcha[1], qui alors ne comptait que quelques maisons autour de la gendarmerie.

Ils dirent que les bandes rebelles marchaient sur le col, et cette assertion décida les colons à se replier le lendemain sur l'Alma, chef-lieu de la commune. Quelques-uns même y arrivèrent dans la nuit avec un gendarme chargé de prévenir le maire. D'autres se sauvèrent jusqu'à Maison-Carrée, entraînant dans la panique la majorité des colons des villages de Rouiba et de la Reghaïa.

Quand ces nouvelles arrivèrent à Alger, on télégraphia à Oran d'envoyer un bataillon de zouaves et un autre du 45e des mobilisés de l'Hérault. Grâce à l'ouverture du tunnel d'Adelia, grâce surtout à l'énergie patriotique de M. Noblemaire, l'ingénieur-directeur, ils purent venir en quarante-huit heures[2].

Les quelques hommes encore disponibles à Alger furent de suite mis en route et allèrent occuper l'Alma, le Fondouq et l'Arba ; dans chacun de ces centres on envoya « en mission » un officier de bureau arabe, car eux seuls étaient en état de renseigner utilement l'autorité supérieure et d'utiliser le bon vouloir des indigènes encore dans le devoir. Leurs lettres de service portaient qu'ils devaient « rassurer les populations, faire des patrouilles, s'entendre avec les maires pour maintenir la sécurité et organiser la défense en attendant l'arrivée des troupes ».

Dans les trois localités cette entente fut complète et eut d'excellents effets.

A l'Alma, qui était le point le plus menacé, le sous-lieutenant Desnoyers arriva en même temps que 40 chasseurs de France et 60 spahis, qui allèrent camper à 500 mètres du village. Dans cette localité, sous l'impulsion du maire, les miliciens avaient déjà organisé un bon service de garde et de patrouille. Le caïd des Krachna de la plaine Lekahal-ben-Noua et ses gens fournirent un petit goum au sous-lieute-

1. Aujourd'hui le hameau du col des Beni-Aïcha est devenu le village de Ménerville, chef-lieu d'une commune qui, avec ses annexes de Bellefontaine et de Souq-el-Hadd, compte une population européenne de 1,400 âmes et 5,000 indigènes. A Ménerville est la bifurcation des lignes ferrées de Tizi-Ouzou et de Constantine.

2. Le chemin de fer d'Alger à Oran ne fut inauguré que le 1er mai 1871. Au mois d'avril, on n'avait encore livré que la section d'Alger à Blida.

nant Desnoyers, et se montrèrent pleins de bon vouloir pour tout ce qui leur fut demandé.

Au Fondouq, dès son arrivée, le capitaine Bruyère eut aussi le concours de ces mêmes Krachna. A l'Arba, le capitaine Clairac fut assisté par les Cherfat-el-Hareg[1], du douar Guerrouma, une des fractions dirigeantes des Beni-Djaad, et aussi par l'agha Mahfoud-ben-Mahieddine, avec ses Beni-Slimane.

Mais ces tribus, jadis si guerrières, n'étaient plus composées que de laboureurs : elles n'avaient presque plus de cavaliers ni d'armes, de sorte que ce qu'elles nous donnèrent surtout, ce furent des mulets et des convoyeurs; c'était encore beaucoup, et leur attitude correcte fut pour nous un appoint considérable. C'est ainsi que les gens du douar Guerrouma, ne voulant pas s'exposer au choc de quelques milliers de rebelles qui les menaçaient quittèrent leur pays sans désordre ni précipitation et vinrent, après avoir pris notre attache, se replier chez les Beni-Slimane, avec leurs deux caïds Youcef-ben-Ouchfoun et Tahar-ben-Abdallah.

Grâce à la promptitude des mesures prises et à l'activité déployée par tous dans les trois localités de l'Alma, du Fondouq et de l'Arba, on arrêta la panique qui, dans la journée du 19 avril, menaça un instant d'entraîner tous les petits centres entre le Boudouaou et l'Hamiz, panique si réelle que, déjà, le colonel de gendarmerie avait donné ordre aux brigades du col des Beni-Aïcha, de l'Alma, du Fondouq et de Palestro, de se replier sur Alger.

Vers midi, en effet, tous les Européens, à l'exception d'un Espagnol, avaient quitté le col des Beni-Aïcha avec la brigade de gendarmerie; presque aussitôt le hameau était envahi par des bandes dans lesquelles on remarquait des gens des Flissa, des Isser, des Beni-Amrane, des Krachna de la montagne et des Beni-Aïcha. L'Espagnol eut sa maison pillée, et, ayant abjuré sa religion, il avait d'abord eu la vie sauve, mais, par suite de circonstances mal connues, il fut assassiné le lendemain pendant son sommeil. Un vieillard qui, bien qu'à cheval, était resté séparé et en arrière du groupe des colons quittant le col, fut tué d'un coup de fusil.

Lorsque ces fugitifs arrivèrent à l'Alma, on dirigea sur Maison-

1. Les Cherfat-el-Hareg, qui descendent de Sidi-Touati-ou-Mahieddine-ben-Saïdi, ancêtre des Mahieddine de Tourtassine, ne se soumirent qu'en 1847, après avoir été longtemps les auxiliaires de l'émir. Ils forment aujourd'hui trois sections : les douars-communes de Bou-Keram et de Guerrouma, à la commune mixte de Palestro; le douar-commune des Cherfa-Queblia, à la commune mixte de Tablat.

Carrée les femmes, les enfants et les vieillards; puis les hommes valides vinrent renforcer les miliciens sous les armes.

Cette évacuation, qui ne s'imposait pas d'une façon absolue, livra toute la plaine aux bandes rebelles.

Celles-ci surprirent et tuèrent, dans la journée, sept Européens, dont une femme; le soir, ce n'étaient plus des bandes qui occupaient les hauteurs bordant la rive droite du Boudouaou, mais des contingents organisés et conduits par des moqaddems et des notables.

Pendant ce temps, les habitants de Saint-Pierre-et-Saint-Paul, ainsi que le bachadel du Bou-Zegza, étaient venus se réfugier au Fondouq. Des indigènes, Abdelkader-ben-Larbi, Kaddour-ben-Aïssa, et quelques autres émissaires des insurgés, avaient, dans la matinée, parcouru toute la rive droite du Boudouaou, invitant leurs coreligionnaires et les Européens à fuir au plus vite s'ils ne voulaient pas être razzés par les rebelles descendus de la montagne. La plupart des indigènes, après une courte hésitation, avaient été faire acte d'adhésion auprès des insurgés; quelques-uns s'étaient joints aux Européens et étaient arrivés éperdus au Fondouq, où ils furent rassurés en voyant venir 20 francs-cavaliers de la milice d'Alger et 200 zouaves que commandait l'énergique commandant Mirauchaux.

Saint-Pierre, abandonné, avait été immédiatement mis au pillage, et Saint-Paul allait subir le même sort, quand arriva le directeur de la colonie pénitentiaire de Mezera, M. Charles Bourlier[1], accompagné d'Européens et d'indigènes énergiques; la présence de ces quelques hommes résolus suffit pour faire reculer les pillards, qui ne reparurent plus.

Ce n'étaient pas en effet les contingents organisés qui commençaient les pillages des fermes abandonnées, mais des groupes de bandits sans cohésion aucune.

On en eut la preuve sur un autre point encore, car une patrouille de miliciens de l'Alma, précédée d'un goum de 23 chevaux, conduite par M. Molini, suppléant du juge de paix, et n'ayant avec elle que quelques gendarmes, put aller sans être inquiétée jusqu'à une des fermes du Corso.

Elle délogea à coups de fusil les indigènes occupés à dévaliser les bâtiments, et ramena un petit troupeau que les pillards se disposaient à conduire dans la montagne.

1. M. Charles Bourlier a, depuis, été élu maire de la commune Saint-Pierre-et-Saint-Paul, conseiller général et député. — En 1871, le maire de cette commune était un monsieur P., qui était prudemment rentré à Alger.

Ceux-ci ripostèrent par quelques coups de fusil tirés en s'enfuyant, mais ils n'essayèrent pas de résister.

Le 20 avril, quarante mobilisés d'Hussein-Dey et deux mitrailleuses vinrent renforcer la garnison du Fondouq dont les abords ne furent plus inquiétés.

A l'Alma, à dix heures du matin, une vedette arabe signalait au sous-lieutenant Desnoyers des groupes de douze ou quinze cents fusils qui semblaient se diriger sur le village. A onze heures, les avant-postes, établis à un kilomètre en avant des maisons, échangeaient avec eux des coups de fusil qui les empêchèrent d'avancer.

A cinq heures, la fusillade recommença avec les avant-postes, couvrant les crêtes sud qui dominent la localité; mais, voyant que nous étions sur nos gardes, les rebelles n'insistèrent pas, et la nuit fut tranquille.

Le 21, à six heures du matin, des zouaves arrivaient, et, à peine campés, ils se portaient sur les collines au sud du Haouch-Sidi-Bouramou, pour repousser une nouvelle attaque de 400 indigènes des Beni-Khelifa et Debagha[1]. Ils les rejetèrent dans la montagne en leur tuant six hommes.

Cependant, on avait alors réussi à organiser à Alger, ou plus exexactement à Maison-Carrée, une petite colonne de 2,500 hommes environ, parmi lesquels étaient les francs-tireurs et la première compagnie *bis* de la milice d'Alger. Cette troupe, dénommée « colonne d'avant-garde[2] », fut placée sous les ordres du colonel Fourchault, chef d'état-major du général Lallemand; le 21, elle quittait Maison-Carrée et campait le soir au Hamiz.

Le 22, partie à six heures et demie du matin, la colonne d'avant-garde arrivait à onze heures à l'entrée du village de l'Alma. Pendant que la troupe se massait et que le colonel reconnaissait le terrain où il allait établir son camp, une vive fusillade était dirigée sur un des postes avancés faisant face au Boudouaou. Aussitôt, les spahis sont

1. Khachna de la montagne.

2. L'ordre constituant la « colonne d'avant-garde » est du 19 avril; il énumère ainsi sa composition :

1° Garde nationale mobilisable;

2° Deux bataillons de zouaves, 820 hommes;

3° Deux bataillons de tirailleurs, 930 hommes;

4° Deux sections d'artillerie, 88 hommes;

5° Une section de génie, 30 hommes;

6° Train, 50 hommes.

Services auxiliaires, ambulance, intendance, etc.

lancés en avant et chargent avec une véritable furie. L'infanterie, y compris les francs-tireurs, les suit, divisée en trois colonnes et précédée par une longue ligne de tirailleurs.

L'artillerie, placée aux ailes, croise ses feux en avant aussitôt que la cavalerie a dégagé le front d'attaque pour se jeter en fourrageurs à droite et à gauche de ces tirailleurs, qui occupent près de quatre kilomètres. On avance ainsi déployé jusqu'au delà des crêtes dominant l'Oued-Corso, et l'on brûle les gourbis, les meules et le village arabe de Sidi-Bouramou.

Nous eûmes un spahi tué et quatre blessés, dont un mortellement. Le rapport publié à cette époque dit qu'on trouva sur le terrain huit cadavres d'insurgés; il ne parle pas des neuf indigènes qui, pris les armes à la main, furent fusillés le soir même « sur l'avis de M. le baron de S..., maire de l'Alma, et des notabilités de la localité ».

Alors que nous ne savions rien du sort de nos colons tombés aux mains des indigènes, c'était là une cruauté inutile et impolitique. Elle eut pour effet de nous mettre sur les bras pendant près d'un mois quarante-six femmes et enfants qui, le soir même, vinrent spontanément au camp implorer notre pitié et surtout se faire nourrir.

Les victimes étaient, comme cela arrive presque toujours dans les exécutions sommaires, de pauvres diables inconnus et sans importance.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de la colonne à l'Alma, l'heureuse issue de son premier combat, le bruit du canon, la vue des patrouilles qui parcouraient la plaine, *en pantalons rouges,* la violence même de la répression, firent descendre de la montagne un certain nombre de fugitifs indigènes qui demandèrent à rejoindre leurs haouchs en arrière de l'Alma et qui nous offrirent leurs services comme convoyeurs ou auxiliaires.

Le 23 avril, la journée fut calme à l'Alma, où on organisa le camp; le colonel y reçut l'ordre d'essayer, avec une colonne légère, de gagner Palestro et de dégager les habitants, que des nouvelles arrivées la veille et l'avant-veille représentaient comme cernés par les insurgés, dans une maison transformée en redoute[1].

Il fut tout de suite enjoint au caïd des Kraelna d'amener d'urgence tous les mulets qu'il pourrait ramasser, car il y a 47 kilomètres de l'Alma à Palestro, et il importait de faire ce trajet rapidement.

Pendant que le colonel choisissait les meilleurs marcheurs des tirail-

1. Voir plus loin le chapitre IX, PALESTRO.

leurs et qu'il envoyait une compagnie de mobilisés de l'Hérault remplacer au Fondouq les zouaves qu'il devait y prendre en passant, le caïd Lekahal-ben-Noua rassemblait ses bêtes et les mettait en route vers le camp. Il rencontra en chemin les mobilisés, qui venaient de traverser le village de Saint-Paul et qui y avaient fait de trop copieuses libations dans les caves abandonnées. Ceux-ci arrêtèrent le caïd, déclarèrent que son ordre écrit n'était pas régulier, « car il ne portait aucun cachet officiel » ; en vain Ben-Noua essaya de s'expliquer, il fut injurié, menacé, et eut sa jument blessée d'un coup de baïonnette. Pendant ce colloque, les autres mobiles bousculaient les convoyeurs à coups de crosse, enfourchaient les mulets et mettaient en joue les indigènes, qui se débandèrent.

Débraillés, avinés, hurlant comme des fous, qui à pied, qui à mulet, les mobilisés arrivèrent au Fondouq, où ils furent très froidement accueillis par les militaires et par les colons.

Un ordre général [1] flétrit, commme c'était juste, la conduite de ces mobiles, au grand désespoir du pauvre capitaine, qui n'avait pu empêcher ces actes d'indiscipline.

Après avoir inutilement attendu ses mulets, le colonel Fourchault partait du camp de l'Alma à huit heures du soir ; en passant au Fondouq il prit trois cents zouaves et retrouva son convoi, avec lequel il continua sa route sur Palestro.

Le 24, pendant l'absence du colonel, le capitaine Cadet, des zouaves, se porta vers le Corso, précédé par une reconnaissance de cavalerie. On constata qu'une seule ferme avait été incendiée, les autres n'étaient que pillées. Quatre à cinq cents rebelles s'enfuirent à l'approche de la cavalerie, et se retirèrent au delà de l'Oued-Safsaf, dont les hauteurs de la rive droite étaient déjà couvertes d'autres rebelles. On envoya quelques obus à ceux de leurs avant-postes qui étaient à portée de canon, mais sans pousser plus avant, car on n'était pas en force, et on ne pouvait songer à aborder les masses insurgées campées sur ces hauteurs. On se contenta d'enlever un troupeau, et on reprit le chemin du camp. En route, l'arrière-garde fut, à plusieurs reprises, inquiétée par des groupes de vingt-cinq à trente cavaliers chargeant en fourrageurs : on les éloigna avec l'artillerie.

Le même jour, un escadron de chasseurs campait sur le marché de l'Arba, où on craignait une attaque ; mais il n'y eut de ce côté aucun incident.

---

1. Du 26 avril, reproduit au *Mobacher* et dans divers journaux algériens.

Le 25 au soir, le colonel Fourchault arrivait au Fondouq, n'ayant trouvé à Palestro que des ruines et des cadavres.

Le 26, à dix heures du matin, il rentrait à l'Alma au moment où le camp était attaqué « avec rage » par plus de 1,500 insurgés. Les troupes harassées prirent la place des troupes fraîches, qui sortirent avec une furia toute française contre les assaillants. En moins d'une heure, ceux-ci, bousculés et mis en fuite, laissaient 45 des leurs sur le terrain. Nous-mêmes avions 1 homme tué et 12 blessés, dont 1 officier de zouaves et 1 franc-tireur. A midi, tout était terminé.

Ce fut le général Lapasset, arrivé pendant l'action, qui rendit compte de l'affaire; il signala la belle conduite du capitaine Cadet et des francs-tireurs.

Cette vigoureuse sortie, le débarquement de la brigade Lapasset, l'annonce de la prochaine arrivée du général Lallemand, amenèrent quelques jours d'accalmie dans la Mitidja.

Pendant ce temps, les moqaddems poursuivaient leur propagande autour d'Alger et dans la ville même.

Le 26 avril, de plusieurs côtés, on annonçait, pour le samedi 29 ou le dimanche 30, des attaques simultanées contre les principaux centres de la Mitidja [1] et contre Cherchell et Novi. On précisait même les tribus qui avaient promis leur coopération. Des ordres furent donnés pour la mise en défense de ces centres, des officiers du génie y furent envoyés; mais il n'y eut ni attaque ni démonstration.

Était-ce une fausse nouvelle lancée pour nous faire éparpiller les troupes qui se concentraient à Alger, Maison-Carrée et l'Alma? Cela est fort possible : il y avait parmi les moqaddems, à commencer par leur chef Aziz, des gens remarquablement intelligents et fertiles en expédients de toutes sortes.

Nous en eûmes alors une nouvelle preuve : on remit au gouverneur une pièce datée du 20 avril, par laquelle deux cent quatorze indigènes notables demandaient aide et protection contre les Français « à Sa Seigneurie la perle dont le prix est incalculable, la noble souveraine auprès de laquelle tous les monarques demandent assistance, Sa Majesté très honorée la reine d'Angleterre ».

Ce factum nous reprochait : d'avoir confisqué les biens des indigènes, et notamment les habous ou biens de mainmorte (des mosquées de Medine et de La Mecque); d'avoir aboli la justice musul-

1. On avait désigné : Le Fondouq, Larba, Blida, Mouzaïaville, El-Affroun, Marengo, Cherchell, Novi. Voir en ce qui concerne ces deux dernières localités le chapitre I du livre IV : Malek-el-Berkani.

mane; d'avoir fait de la propagande religieuse, « si bien qu'ils redoutaient de voir arriver un jour ce qui avait eu lieu en Espagne, lorsque leurs ancêtres avaient été forcés de changer de religion ». Ils invoquaient les traités de 1815; disaient que nos soldats avaient reçu ordre de fusiller les prisonniers, de « prendre les petits enfants au bout de leurs baïonnettes pour les jeter dans le feu, et de faire périr les femmes d'une façon cruelle »; puis ils terminaient en annonçant qu'ils envoyaient copie de cette lettre à « leur sultan et seigneur Abdelaziz, avec prière de la communiquer aux puissances », et ils demandaient l'envoi d'une escadre anglaise pour les protéger.

Le style de cette adresse montrait qu'elle avait été rédigée par des Maures d'Alger; on y voyait, du reste, la signature vraie ou fausse de marchands de tabac et de tolba de la ville, parfaitement inconnus de nous, mais qui étaient les descendants oubliés de quelques personnages jadis marquants. La première signature était celle de Mohammed-Amziane-ben-el-Haddad, le grand maître des Rahmanya de Seddouq, qui ajoutait à son nom : « autorisé par les siens »; puis venaient celles du bachagha Moqrani, du caïd Ali-Oukaci de Temda, d'Hamouda-ben-Chikh-el-Bled de Constantine, — le même qui, le 29 avril, signait réellement l'adresse des Constantinois au gouverneur[1]; — puis le directeur de la médersa, l'honorable Hassène-ben-Brimat, les assesseurs au conseil général, les muftis, des chefs de la province d'Oran, etc.

Seulement, toutes les signatures des notables et chefs connus de nous, amis ou ennemis, étaient manifestement apocryphes, et il était en outre facile de voir que deux ou trois personnes seulement avaient apposé les trois quarts des autres signatures.

Ce n'était pas là un document sérieux; sans doute il avait été écrit par quelque moqaddem de la ville dans le but de recruter des partisans à l'insurrection, en faisant lire cette adresse aux gens des environs d'Alger. Peut-être même y avait-il corrélation entre cette adresse, qui porte la date du 20 avril, et les attaques annoncées pour le 29 ou le 30 autour de la Mitidja.

On ne chercha, du reste, ni à découvrir ni à poursuivre les auteurs de cet écrit, dès qu'on eut acquis la conviction qu'il n'engageait pas la responsabilité des prétendus signataires ayant une situation officielle ou un nom connu. On avait à s'occuper d'affaires plus graves et plus urgentes, en ce moment où l'insurrection battait son plein.

1. Voir livre II, chapitre II, page 215, note.

Le 29 avril, le capitaine Cadet fit encore une brillante reconnaissance dans laquelle, après un engagement de courte durée, il brûla un gros village des Krachna de la montagne, et ramena une centaine de moutons.

Le 1er mai, le général Lallemand quittait Alger avec une colonne composée de 3,800 hommes, 540 chevaux, 8 canons, 2 mitrailleuses, 130 officiers et 652 mulets.

Le 2, il était à l'Alma, et, le même jour, le général Lapasset, nommé divisionnaire, lui remettait ses troupes et allait s'embarquer à Alger.

Le 3 mai, vers une heure de l'après-midi, plusieurs milliers de rebelles venaient attaquer le camp. Une sortie vigoureuse les repoussa, et, cette fois, on les poursuivit jusqu'au lieu où ils avaient établi leur camp : quelques tentes, des nattes et des ustensiles de cuisine s'y trouvaient encore; on fit, avec la majeure partie de ce qu'on trouva, un grand feu de joie, et on rapporta le reste comme trophée.

Cette affaire, dite du Boudouaou[1], nous coûta un tué et cinq blessés; les pertes de l'ennemi furent bien plus considérables : ils durent abandonner vingt de leurs morts sur le terrain, et on leur en vit enlever beaucoup d'autres. Parmi leurs blessés était le marabout Moussa-ben-Ahmed, celui-là même qui avait chez lui en captivité les colons de Bordj-Menaïel.

Le 4 mai, le général fit faire, dans la direction de la montagne, une reconnaissance qui n'eut pas de combat à livrer.

Le 5, il traversait le Boudouaou, passait sur la ligne de partage des eaux de cette rivière et de l'Oued-Corso, et allait prendre position à Markout, chez les Beni-Mestina, insurgés de la tribu des Krachna de la montagne.

Il n'y a pas plus de 10 kilomètres à vol d'oiseau entre l'Alma et Markout, mais il faut s'élever de 300 mètres[2] dans la montagne et la route, ou plutôt les sentiers que l'on suit sont difficiles : on mit neuf heures pour faire ce court trajet.

Le hameau indigène de Markout était abandonné; toutefois, les habitants, et bientôt toutes les fractions des Krachna[3], envoyèrent

1. Le 25 mai 1839, il y avait eu déjà sur le même point un beau combat dit du Boudouaou.

2. Côte du village de l'Alma, 24; des deux sommets de la crête de Markout, 317-394.

3. Les Krachna de la montagne n'ont plus officiellement cette dénomination, ils sont appelés aujourd'hui : Arbatach et Bou-Zegza. — Les gens d'Arbatach sont répartis dans trois communes : Arbatach (236 Européens et 2,697 indigènes) ; — Le Fondouq ; — Saint-Pierre-et-Saint-Paul ; — le douar Bouzegza est entièrement compris dans la commune de Saint-Pierre-et-Saint-Paul.

des lettres ou des députations pour demander à se soumettre.

Ce fut là, en réalité, la première étape de la colonne Lallemand[1], et le début des opérations qui allaient nous remettre en possession de la Mitidja, des Isser et du Djurdjura.

---

1. La suite des opérations de la colonne Lallemand est au livre III, chapitre I : Du Sebaou a la mer.

V

# DRA-EL-MIZANE

(8 avril-5 mai.)

Situation politique du cercle de Dra-el-Mizane, au commencement d'avril. — L'oukil du tombeau de Ben-Abderrahmane-Bougoubrine. — Lettre du bach-agha Moqrani à Si-El-Mahfoud. — Les reqqab de Chikh-el-Haddad à la réunion d'Alma-Dinar (11 avril). — Nefra, sur le marché de Boghni (16 avril). — Pillage et destruction de l'usine à huile de Boghni (19 avril). — Marche de Mahmed-El-Djaadi sur Dra-el-Mizane. — Le miracle de Bougouberine. — Défection des Nezlioua. — Prise et destruction de Dra-el-Mizane; retraite dans le bordj. — Blocus du bordj, du 20 avril au 6 mai. — Les deux canons de Boghni (27 avril).

Au commencement d'avril, la situation était encore relativement bonne dans le cercle de Dra-el-Mizane, et, bien que les indigènes se fussent armés et groupés par soff, personne ne s'attendait à une insurrection de ce côté. Les anciennes tribus makhzène des Abid, Nezlioua, Harchaoua, paraissaient sûres; leurs chefs n'étaient pas des personnalités politiques, mais d'anciens mokhaznya rompus à l'obéissance et n'ayant contre nous aucun grief de nature à les inciter à faire alliance avec les O. Moqrane. Chez les Qbaïls, les notables des Djemaa, « les têtes de soff », étaient surtout préoccupés de ne pas se laisser dominer par l'élément religieux, qui, dans cette région, menaçait depuis longtemps d'absorber et d'annihiler les petits chefs locaux. Il y avait en effet, au milieu du pays, un sanctuaire célèbre : le tombeau, — ou plutôt l'un des deux tombeaux du grand saint kabyle, fondateur et patron de l'ordre religieux des khouans Rahmanya, Sidi-Mohammed-ben-Abderrahmane-Bougoubrine [1].

1. Les Qbaïls sont certains d'avoir, en 1791, enterré aux Aït-Smaïl le vrai corps de Ben-Abderrahmane et d'avoir, par une garde rigoureuse, empêché toute

Depuis quatre-vingts ans, la garde de ce sanctuaire avait été l'objet de luttes nombreuses entre les descendants plus ou moins authentiques du saint et les moqaddems Rahmanya, qui, finalement, l'avaient emporté. Mais, comme la possession de ce sanctuaire par un moqaddem appartenant à un des soffs du pays avait jadis eu des inconvénients, nous étions intervenus, en 1860, pour confier la garde du tombeau miraculeux à un moqaddem choisi hors du pays, et, d'ailleurs, agréé par Chikh-el-Haddad, qui l'avait imposé aux Aït-Smaïl [1].

L'individu que nous avions reconnu comme oukil de la zaouïa de Bougoubrine était d'une famille maraboutique des Beni-Djaad, tribu voisine; il se nommait El-hadj-Mahmed-ben-Mohamed-el-Djaadi.

C'était un homme pieux, ami de la paix, très charitable, et qui, par sa sagesse et sa piété, avait su s'attirer la vénération de tous, en dépit des jaloux et des envieux qui convoitaient sa place.

Son attitude vis-à-vis de nous avait été, pendant dix ans, des plus correctes, et, lorsque le bachagha Moqrani s'était révolté, il avait personnellement affirmé son amour de la paix en combattant par la parole les fauteurs de désordre, et en usant de son autorité spirituelle pour empêcher les adhésions isolées à la cause des seigneurs de la Medjana.

Sans cette intervention, les défections et les troubles eussent probablement commencé un mois plus tôt, car les Ouled-Moqrane avaient dans le pays des agents actifs, et même d'anciens amis, fils de ceux qui avaient connu et assisté le khalifat à l'époque du bey Ahmed.

Dans l'ancienne confédération des Aït-Setka [2] notamment, les Ouled-Moqrane avaient de nombreux partisans : toute la fraction des

---

substitution de cadavre : ils ont, du reste, ouvert le tombeau et vérifié l'authenticité du mort enseveli. Mais, pour les croyants, Dieu a permis que le corps du saint se dédoublât le lendemain de sa mort, afin que des disciples, venus d'Alger, pussent emporter ce second corps qui fut inhumé en grande pompe au Hamma, cimetière musulman d'Alger (près le jardin d'essai). Depuis, les deux tombeaux sont l'objet de pèlerinages nombreux, et le saint a conservé l'épithète de « l'homme aux deux tombeaux » (Bougoubrine). — Voir, pour plus de détails, *Marabouts et Khouans*, chap. XXX.

1. Il y a ici une légère divergence avec ce que l'auteur a dit, pages 458 et 459 du livre *Marabouts et Khouans*. De nouveaux renseignements lui ont permis de rectifier ici ce qu'il avait écrit en 1884 sur la rivalité de Mohammed-ben-Djaadi avec Chikh-el-Haddad, rivalité qui a pu exister, mais qui avait cessé en 1860.

2. L'ancienne confédération des Aït-Setka compte sept tribus : Iouadiène (3,753 habitants); Aoukdal (2,300 h.); Aït-Ahmed (2,389 h.); Aït-Chabla (1,295 h.); Aït-Irguène (1,161 h.); Aït-Ali-ou-Illoul (1,445 h.); Aït-Boucheunacha (1,766 h.); soit en 1874, pour les Aït-Setka, 14,109 habitants.

Aït-Ali-ou-Illoul leur était acquise, y compris l'amine-el-oumena Mohammed-Ihaddadène; le khodja de Boumezrag, Mohammed-Chérif-Naït-Yahia, et un de ses meilleurs deïra, Ahmed-ou-Kaci-Naït-Kaci, étaient aussi de cette fraction. Dans les Aït-Chebla, Si-el-Mahfoud [1] était un ami particulier des Ouled-Moqrane; il fut, dès les débuts, l'agent le plus actif et le correspondant assidu de la Medjana.

Il avait signalé avec indignation au bachagha Moqrani la conduite de Si-Mahmed-el-Djaadi, qui, lorsqu'on parlait de djehad, prêchait la paix et la soumission aux Français, lui, le personnage religieux le plus en évidence dans le pays! Si-Mahfoud était consterné et découragé. Le bachagha le réconforta par la lettre suivante :

« ... Nous vous avons écrit pour vous apprendre que nous nous étions levés pour le djehad; vous nous avez répondu. Votre lettre nous est parvenue, nous l'avons lue; vous nous dites que vous tiendrez la parole que vous nous avez donnée, et que vous voulez vous insurger, mais que vous avez peur des Beni-Smaïl et de leur chikh [2] Mahmed-el-Djaadi, lequel, fort de l'appui de sa tribu, refuse de seconder vos projets, et les entrave en disant aux siens : « Ne vous révoltez « pas, gardez-vous de suivre les partisans du désordre, qui courent à « une perte certaine; jamais nous ne serons avec eux. » Lorsque vous avez entendu cela votre ardeur s'est ralentie; c'est, en effet, une chose étrange! Ce chikh et les autres devraient etre les premiers à appeler les tribus au djehad et à se vouer au triomphe de la religion! Et, cependant, c'est lui qui dit à tous qu'il ne résultera aucun bien de cela pour personne! Quel langage! Son cœur, certainement, déborde d'impiété. Il sera dévoré de remords.

« Quant à vous, ô mes amis, si vous êtes fidèles à la parole donnée, vous marcherez en masse sur Bordj-Boghni, puis tous vous vous porterez contre Dra-el-Mizane; et, si le chikh El-hadj-Mahmed-el-Djaadi et sa tribu vous barrent le passage, frappez-les, tuez-les, et n'ayez aucune crainte, Dieu récompensera ses serviteurs... »

L'oukil, gardien du tombeau de Bougoubrine, n'était pas le seul moqaddem hostile à la prise d'armes du bachagha; tous ceux qui,

1. Il y avait en 1871, appartenant à la tribu des Aït-Cherfa des Gechtoula de Dra-el-Mizane, un autre Si-el-Mahfoud-ben-el-Hadj, alors spahi et éclaireur *prisonnier en Prusse*. Si-el-Mahfoud-el-Chebli, l'ami de Moqrani, est mort en 1872.

2. Le mot chikh est ici employé dans le sens de chef religieux et est l'équivalent de moqaddem.

sans arrière-pensée, étaient dans la main de Chikh-el-Haddad professaient les mêmes idées, et, parmi eux, on doit citer Rabia-ben-Ali-el-Amraoui, parent par alliance du chef de la zaouïa de Seddouq, à la fois moqaddem et amine el-oumena des Mechtra depuis un an.

Quand, le 9 avril, on sut que le djehad avait été proclamé à Seddouq, il y eut une grande émotion; mais les moqaddems restèrent d'abord hésitants, et se contentèrent d'envoyer des émissaires à Seddouq, sans vouloir agir de suite, comme les incitaient les partisans des Ouled-Moqrane.

Le 11 avril, deux reqqab de Chikh-el-Haddad arrivèrent chez Mahmed-el-Djaadi, porteurs de la proclamation du grand-maître de l'ordre. C'étaient le bachadel Si-Mohammed-Areski des Mechtra, et Si-Akli-Naït-Bouzid des Aït-Mendès.

Tous les moqaddems furent convoqués le soir même à Alma-Dinar. On y fit la prière en commun, suivant le rituel de l'ordre, et on y lut la lettre de Chikh-el-Haddad, que les reqqab complétèrent par des instructions et des recommandations verbales de nature à entraîner les Qbaïls. Ils répétèrent les dires d'Aziz relatifs aux dépossessions probables et aux augmentations d'impôts que la France, ruinée, allait exiger d'eux pour payer les Prussiens. Puis, s'adressant à l'orgueil des moqaddems, ils les adjurèrent de profiter des circonstances pour montrer à tous ces Qbaïls, si peu dévots et si parcimonieux dans leurs rares ziara, que les khouans, placés sous la direction des successeurs spirituels du grand saint kabyle dont ils possédaient le miraculeux tombeau, étaient, de par la volonté d'Allah et les mérites de son ouali Sidi-ben-Abderrahmane-Bougoubrine, autrement puissants et invincibles que tous ces marabouts locaux qui, en 1853 [1] et 1857, n'avaient pas pu préserver le pays de la conquête française.

Ahmed-el-Ounis, qui, pendant dix ans, avait été amine-el-oumena des Mechtra, et qui n'avait pu pardonner à Rabia-ben-Ali-el-Amraoui de l'avoir remplacé, parla de l'alliance et des succès de Moqrani, qui déjà avait détruit la ville de Bordj-bou-Arreridj; il dit que c'était de ce côté qu'on devait prendre les ordres pour agir, et que la première chose à faire était de s'affirmer en empêchant le marché et en saccageant l'usine de Boghni.

A la fin de la réunion, tous les moqaddems s'étaient engagés à entraîner leurs fractions dans le mouvement.

---

1. La soumission des Aït-Setka fut, en 1853, l'œuvre personnelle du marabout et bachagha Sid-el-Djoudi.

Il fallut toutefois plusieurs séances pour se mettre d'accord sur ce qu'il y avait à faire; on craignait les tribus de l'ancien makhzène; les amines-el-oumena et les moqaddems se disputaient le commandement, et on ne voyait personne pour prendre la direction générale des opérations à tenter.

Le 16 avril, les partisans des O. Moqrane, trouvant que les choses ne marchaient pas assez vite, firent une nefra sur le marché de Boghni. Les indigènes refusèrent de payer les droits de place, et quelques coups de feu furent tirés sur les mokhaznya préposés à la surveillance; mais le capitaine Thouverey, chef du bureau arabe, arriva aussitôt, et rétablit l'ordre.

Le chef d'escadrons Moutz, commandant supérieur du cercle, fit mettre en état de défense le village européen situé en contre-bas du bordj, et il prit ses dispositions en prévision d'une attaque qu'on lui annonçait comme imminente. Il fit occuper le vieux bordj turc de Boghni par un officier et vingt-cinq zouaves, et fit camper à proximité de l'usine Garo, établie sur ce point, les goums des tribus dont la fidélité lui paraissait certaine.

Le mardi 18, les Maatka vinrent pour attaquer cette usine; mais, la trouvant gardée, ils se retirèrent.

Dans la soirée, l'amine-el-oumena Rabia-ben-Ali-el-Amraoui prévint les Européens que les Mechtra, conduits par Ahmed-el-Ounis, et grossis des Maatka, marchaient en force sur l'usine. Il offrit de conduire le gérant et les ouvriers au bordj de Boghni, près l'officier, et de rester lui-même avec ses khouans pour protéger l'établissement. Cette proposition fut acceptée, et les Européens partirent se réfugier au vieux bordj.

En ce moment, le commandant supérieur recevait aussi avis de l'attaque projetée. Le bordj de Boghni n'était pas défendable, car il n'avait pas d'eau, et, avec ses vingt-cinq hommes, il ne pouvait rien protéger.

Le commandant envoya immédiatement le goum faire rentrer le détachement et les ouvriers de l'usine. Le mouvement se fit dans la nuit, et les clefs furent remises aux amines-el-oumena des Beni-Smaïl, Frikat et Mechtra, restés fidèles.

Quant à Rabia-ben-Ali [1], une fois sa conscience tranquille vis-à-vis des gens avec qui il avait eu de bonnes relations, il ne s'occupa plus de l'établissement.

---

1. Rabia-ben-Ali-el-Amraoui fut condamné en Cour d'assises aux travaux forcés à perpétuité, Mahmed-el-Djaadi à la déportation.

Le 19 avril, à trois heures, des bandes de gens des Igouchdal et des Maatka envahirent l'usine, bousculèrent les gardiens, et, après avoir pillé et saccagé tout le matériel, mirent le feu aux constructions.

Dans la nuit du 19 au 20, El-Djaadi, voyant que s'il n'agit pas il va perdre sa prépondérance au profit de l'élément laïque, fait allumer autour de sa zaouïa des feux de signaux par lesquels il fait connaître à ses moqaddems que, le lendemain matin, tous les khouans et tous les croyants doivent se réunir à lui pour commencer la guerre sainte.

Le 20 au matin, quand plusieurs milliers de Qbaïls sont déjà arrivés en armes autour de la zaouïa, Mahmed-el-Djaadi, accompagné de l'amine-el-oumena des Aït-Smaïl, Mohammed-ou-el-hadj-Belgacem, qu'il a déjà fait reconnaître comme son khalifat, sort de la mosquée suivi de nombreux khouans psalmodiant le dikr des Rhamanya. Il porte déployée la bannière de monseigneur Abderrahmane-Bougoubrine, sainte et vénérée relique qui, depuis des années, couvrait le miraculeux tombeau.

Sur l'ordre des moqaddems et des notables, les contingents armés se forment en une longue ligne qui barre toute la vallée en vue de Dra-el-Mizane.

Mahmed-el-Djaadi, grave, solennel, toujours suivi de son khalifat et de ses khouans, passe en revue les Qbaïls, et vérifie leur groupement sous les ordres des moqaddems et des amines agréés ou nommés par lui au nom d'Aziz.

Là se trouvent : à la tête des Iflissène-Imkirène[1] et Imzalène, le vieil amine-el-oumena Si-Ahmed-ben-Belgacem, encore vigoureux et plein d'entrain malgré ses quatre-vingts ans et sa cécité presque complète ; avec les Mechtra, le moqaddem et l'amine-el-oumena Rabia-ben-Ali et le bachadel Mohammed-Areski ; puis Ahmed-ou-Lounis ; le caïd Ahmed-ben-Aïssa, jadis décoré pour fait de guerre, et commandant aujourd'hui contre nous la tribu des Harchaoua ; le caïd Mohammed-ben-Tobal, avec les Abid ; Ahmed-Amar-Amziane, à la tête d'un soff des Nezlioua, et bien d'autres encore, dont Mahmed-el-Djaadi fait le

---

1. Les Iflissène (Flissa en arabe) étaient divisés en trois confédérations :

1° Les Iflissène-el-Bahr, ou Flissa de la mer, au nord de Fort-National et sur le littoral, comprenaient les fractions des Aït-Zerara, Tifra, Aït-Ahmed, Aït-Zaouaou (5,800 habitants) ;

2° Les Iflissène-Oum-el-Lill, autour de Bordj-Ménaïel, tribu des Ben-Zamoun, officiellement dénommée *Beni-Amrane* et formant depuis 1868 (31 octobre) les quatre douars-communes des Beni-Chenacha, Oued-Chindeur, Rouafa, Beni-Mekla (8,520 habitants) ;

3° Les Iflissène-Imkirène et Iflissène-Imzalène des environs de Dra-el-Mizane (10,000 habitants), — entourent aujourd'hui le village de Tizi-Renif.

dénombrement, lançant d'une voix haute et vibrante les noms des chefs et les chiffres des contingents, puis psalmodiant ensuite, sur chaque groupe de combattants, une de ces courtes prières qui, par les mérites de monseigneur Ben-Aberrahmane-Bougoubrine, ouvrent sûrement le paradis aux vrais croyants.

Sa revue terminée, Mahmed-el-Djaadi réunit les moqaddems et les chefs des groupes, qui, après quelques paroles échangées, reviennent annoncer à leurs troupes que l'on va marcher contre les Français.

Cependant le commandant Moutz a rassemblé le goum de la grande tribu des Nezlioua, qui, à l'exception d'un de ses soffs, est restée groupée autour du bordj. Son caïd, le brave Ali-ben-Telaach, et ses frères, guerriers renommés, sont à la tête de cette cavalerie, qui s'ébranle le fusil haut, et part avec entrain.

En face, Mahmed-el-Djaadi, calme et impassible, marche lentement un peu en avant des colonnes rebelles; il porte toujours déployée la bannière de monseigneur Ben-Abderrahmane-Bougoubrine.

Quelques pas encore, et notre goum, lancé au galop, va culbuter le porte-drapeau et son état-major de khouans, quand, soudain, nos cavaliers font cabrer leurs chevaux, s'arrêtent brusquement, sautent à terre et se précipitent pour embrasser la main ou le pan du bernous de Mahmed-el-Djaadi.

A ce spectacle, les Qbaïls ont suspendu leur marche; bon nombre de khouans sont convaincus que c'est la bannière du saint patron des Rahmanya qui a arrêté le goum au service des infidèles; et ceux qui savent que, la veille au soir, le caïd a eu une entrevue secrète avec le moqaddem, se gardent bien de parler.

Mahmed-el-Djaadi, satisfait de l'effet produit, voudrait bien en rester là; il parle de remettre au lendemain l'attaque des barricades, afin d'avoir des contingents encore plus nombreux.

Ahmed-ben-Telaach, frère du caïd, et moqaddem convaincu, insiste pour agir sans délai : il ne faut pas que les habitants de Dra-el-Mizane aient le temps d'achever leurs ouvrages de défense et d'organiser leur résistance.

Son avis l'emporte, et on marche, cette fois, sur les cinq barricades qui ferment les rues du village. Des miliciens et quelques zouaves sont en arrière; leur feu, bien dirigé, arrête les assaillants; et, pendant que Mahmed-el-Djaadi se met en prière avec ses principaux khouans, les Ben-Telaach essayent de tourner l'obstacle, et vont passer, avec leurs contingents, entre le village et le fort.

La manœuvre est aperçue par le commandant Moutz, qui, aussitôt, fait

sonner la retraite pour rappeler les défenseurs des barricades. Tous se replient sans encombre, sauf un gendarme et trois miliciens attardés à la défense de la caserne de la gendarmerie. Le cheval du gendarme est tué, les hommes sont entourés; l'un d'eux, atteint de plusieurs coups de feu, tombe blessé et est achevé dans sa fuite.

Les autres rentrent sains et saufs; le village est aussitôt envahi, pillé, et en partie incendié sous le feu du fortin, feu qui reste sans grand effet, car El-Djaadi et Ben-Telaach ont prescrit de ne pas brûler les maisons de la rue en façade sur le bordj, et ils les font relier entre elles par des constructions rapides. En même temps, les murs sont crénelés et garnis des meilleurs tireurs du pays.

Mais les rebelles, malgré leur nombre, n'osent se risquer à attaquer de vive force le bordj, qui, cependant, n'est défendu que par 150 hommes des zouaves et du train, quelques colons-miliciens et 27 indigènes, spahis, mokraznya, tirailleurs ou volontaires.

Le 22, les rebelles envoyèrent un parlementaire offrant de laisser partir sans les inquiéter la garnison et les colons. Le parlementaire fut mis en prison, ce fut la seule réponse faite.

La journée du 20 avril, qui fut celle où commença le blocus de Dra-el-Mizane, est aussi la seule qui mérite d'être racontée.

A partir de cette date jusqu'au 2 juin, jour où le fort est débloqué par le général Cérez, il ne se passa rien de bien remarquable.

Ben-Djaadi a bien pu, un jour, entraîner tout le pays à une grande démonstration contre les Français, mais c'est un homme de zaouïa, qui ne sait que prier, pontifier et parler. Il n'a pas le tempérament guerrier, et personne dans le pays n'est en situation d'être reconnu comme chef suprême des forces insurrectionnelles.

Les anciennes tribus makhzène suivent le mouvement sans enthousiasme; elles le subissent, mais elles ne veulent ni ne peuvent le diriger; elles sont suspectées à la fois par les Qbaïls, qui rêvent l'autonomie locale, et par les moqaddems, qui leur reprochent leur tiédeur religieuse et leurs compromissions avec les infidèles; les Nezlioua en particulier ont une attitude inquiétante; tout ce qui n'est pas du soff des Ben-Telaach est dans le bordj ou pour les Français [1]; les Ben-Telaach

---

1. L'arrêté de séquestre du 7 décembre 1874, revisant les arrêtés précédents, après plusieurs enquêtes ne trouva comme gravement compromis que Slimane-ben-Telaach, ses deux fils et Amer-Naït-Chikh. Tous quatre furent séquestrés nominativement; soixante-neuf autres nezliouïa furent nominativement exemptés de séquestre en raison de leur bonne conduite. — Le reste de la tribu, qui s'était soumis à l'apparition de la colonne Cérez, fut frappé de séquestre collectif.

sont des ambitieux et des étrangers peu sympathiques, que ni les moqaddems ni les Qbaïls ne veulent servir. Aux Harchaoua, même attitude; deux individus seulement montrent du zèle pour le djehad : Si-Sghir-ben-Madjoub et Aïssa-ben-Rabah[1]; les autres sont tièdes et le caïd marche visiblement à contre-cœur, ce qui ne l'empêche pas de bien se battre le cas échéant. Quant aux Abid, ils n'avaient jamais eu aucune cohésion et chacun agissait à sa guise.

Dans chacune des fractions kabyles il y avait au moins deux ou trois personnes aspirant au commandement et ne voulant pas être en sous-ordre; c'était partout : le moqaddem, puis l'amine-el-oumena en fonction, puis l'amine-el-oumena élu ou acclamé par un soff mécontent, puis un nombre variable d'énergumènes ou d'ambitieux que les documents officiels qualifient de chef des rebelles de la fraction, instigateur, meneur, agent de Moqrani, agent de Chikh-el-Haddad, etc.

En résumé, les indigènes devant Dra-el-Mizane n'eurent pas de chef ou plutôt en eurent trop; leur accord se borna à organiser des tours de service pour maintenir étroitement le blocus.

Le plus énergique et le plus actif des rebelles fut encore l'amine-el-oumena des Iflissène, Si-Mohammed-bel-Belgacem, un octogénaire presque aveugle.

Ce fut lui qui fit enlever, dans les ruines du fort Turc de Boghni, deux vieux canons hors de service et des boulets abandonnés là depuis la conquête. Avec un chariot de colon, laissé chez lui en dépôt, il fit un affût; avec des rouleaux et des madriers pris dans le village, il finit par mettre les deux pièces en batterie, le 27 au soir; alors, après avoir dans la journée renouvelé à la garnison les propositions d'évacuation, les rebelles commencèrent le soir même à envoyer leurs coups de canon sur le bordj. Pendant toute la durée du blocus, ils tirèrent avec ces pièces jusqu'à trente-deux coups.

Les très rares boulets qui arrivèrent dans le bordj n'avaient aucune force; ils ne causèrent ni dégâts ni blessures, et, un jour, dans une sortie faite par la garnison, non pas pour atteindre un ennemi invisible et circonspect, mais pour faire du bois, une des deux pièces restée sans gardien fut enclouée.

Tout le blocus se borna donc à l'échange de coups de fusil isolés entre les meilleurs tireurs du bordj et ceux des tribus. Un des plus

1. Seuls ces deux indigènes furent frappés de séquestre nominatif par arrêté rectificatif du 23 janvier 1875, qui spécifia que le caïd Ahmed-ben-Aïssa, en raison des services rendus pendant l'insurrection (à la colonne Cérez), ne resterait frappé, comme le reste de sa tribu, que du séquestre collectif.

adroits était Amar-ben-Telaach, le plus jeune des frères du caïd des Nezlioua.

Il s'était procuré un chassepot provenant de quelque spahi déserteur, et, embusqué à 1,200 mètres du bordj, il tirait avec une rare adresse sur tous les défenseurs qui se montraient à découvert. Deux colons[1] furent ainsi tués, alors qu'ils étaient montés sur les parapets des bastions.

D'ailleurs, sauf la réclusion et l'impossibilité où on était, vu le petit nombre de défenseurs, de faire des sorties alors que les masses ennemies campaient à plus de 2,000 mètres du bordj, le blocus ne fut pas très pénible. On ne manqua d'aucune des choses essentielles à la vie, et la meilleure harmonie ne cessa de régner entre les assiégés[2].

---

1. MM. Oustry père et Blasca.
2. La suite des faits relatifs à la région de Dra-el-Mizâne se trouve au livre III, chapitre II : AUTOUR DU HAMZA, et chapitre V : DANS LE DJURDJURA.

VI

# FORT-NATIONAL

(11 avril-5 mai.)

Progrès des khouans dans le cercle de Fort-National depuis 1857. — Si-Mahmed-ben-chikh-el-Haddad proclame le djehad aux Aït-Idjeur (11 avril). — Les moqaddems des Aït-Itourar et des Aït-bou-Youcef entraînent leurs tribus au pillage de la maison cantonnière de Tizi-Djemaa (12 avril).—Le capitaine Ravez est attaqué à Aguemmoun des Aït-Menguellat. — Mise en état de défense de l'école des Arts-et-Métiers et de la place de Fort-National (16 avril). — Première attaque de Fort-National : incendie des bâtiments abandonnés de l'École des arts et métiers (17 avril). — Attaque et destruction de l'école (18 avril). — Envoi de parlementaires et conseil de guerre des insurgés. — Fabrication d'échelles pour l'assaut (26 avril). — Exécution par les rebelles de deux émissaires envoyés au colonel (1er mai). — Le canon d'Imaïnserène (2 mai). — Continuation du siège (2 au 5 mai).

Dans le cercle de Fort-National, les moqaddems étaient en relations incessantes avec la zaouïa de Seddouq, qui est peu éloignée des fractions limitrophes du col d'Akfadou. C'était du reste dans ce cercle que, depuis 1857, les Rahmanya avaient recruté le plus de khouans ; non pas qu'on y fût plus religieux qu'ailleurs, ou qu'il y eût une cause particulière exaltant le zèle des moqaddems, mais simplement parce que, en ce pays qui avait su garder si longtemps une indépendance absolue, on ne pouvait se résigner à une soumission sans réserve.

Trop intelligents et trop positifs pour se lancer dans les aventures et pour compromettre à la fois leur fortune et les franchises que nous leur laissions, les Qbaïls avaient eu, pendant quatorze ans, vis-à-vis de nous, une attitude très correcte, mais ils n'avaient pas renoncé tous à l'espérance de reconquérir un jour leur autonomie plusieurs fois séculaire.

Aussi, bien que devenus sceptiques à l'encontre des marabouts et des pratiques religieuses, ils s'étaient laissé séduire par les statuts

des Rahmanya qui, tout en flattant leurs tendances égalitaires et en leur offrant une organisation analogue à celle des soffs berbères, leur permettaient de dérober à toute surveillance étrangère des menées politiques, des collectes et des alliances qui s'abritaient sous le manteau de la religion. D'ailleurs, les pratiques de dévotion qui leur étaient imposées par cette affiliation étaient peu gênantes.

Point n'est besoin, en effet, de faire les cinq prières journalières que la sounna impose à tout musulman : il suffit, pour être exempt des flammes de l'enfer, d'être affilié à l'ordre des Rahmanya, ou même d'entendre réciter l'oraison spéciale de Sidi-Ben-Aberrahmane-Bougoubrine[1].

Toutes ces raisons avaient fait grande impression sur les Qbaïls, et, depuis 1857, dans le cercle de Fort-National, tous les hommes à peu près sans exception, et la plupart des femmes, s'étaient affiliés à l'ordre des Rahmanya. Comme, d'autre part, Chikh-el-Haddad avait toujours prêché la paix et l'obéissance, ceux-là mêmes de nos partisans qui nous servaient sans arrière-pensée s'étaient fait recevoir khouans, comme tout le monde. Ils n'eurent ni le temps ni les moyens de se dégager de cette association le jour où ils comprirent qu'ils s'étaient fourvoyés et qu'ils avaient aliéné leur individualité.

Quand, le 11 avril 1871, Si-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad, accompagné de Ali-Amziane-ou-Merzoug, amine-el-oumena des Illoula-ou-Malou, vint sur le marché des Aït-Idjeur lire la proclamation si adroite et si politique par laquelle son père déclarait que, Dieu nous ayant frappés d'impuissance, le moment était venu de se réunir et de nous combattre, il rencontra une adhésion unanime pour le djehad.

Le 12, au marché des Aït-Itourar, les moqaddems Mohammed-Naït-Brahim, du village de Taourirt-Ali-Naceur, Si-Ahmed-Sghir-ou-Bechar et El-hadj-Mohammed-ou-Yahia d'Ahfir, n'avaient pas moins de succès en lisant cette proclamation. On alla en masse chez les Aït-bou-Youcef et on les trouva dans les mêmes dispositions belliqueuses, grâce aux excitations simultanées du moqaddem Mohammed-Saïd-Naït-Saïd, de l'ancien amine-el-oumena Ali-Naït-ou-Bellil et de El-

1. Dans les écrits qu'il a laissés, Ben-Abderrahmane-Bougoubrine dit formellement :
« Sera exempt des flammes de l'enfer :
« 1° Quiconque est affilié à mon Ordre :
« 2° Quiconque aime mon Ordre ou m'aime;
« 3° Quiconque m'a visité vivant;
« 4° Quiconque s'arrêtera devant ma tombe;
« 5° Quiconque entendra réciter mon dikr (oraison spéciale). »

Haoussine-ou-Koukou, agent accrédité de Moqrani. Ces trois indigènes, profitant de la surexcitation générale, proposèrent d'affirmer leur adhésion en allant s'emparer des outils du beylik enfermés par le Génie dans la maison cantonnière sise à Tizi-Djemaa et gardés par un seul mokhazni, Chabane-Naït-Ideur, qui, précisément, était, comme eux trois, du village de Tiferdoud. On partit de suite et on dévalisa la maison, dont le gardien fit cause commune avec les pillards.

Le même jour, le capitaine Ravez, chef du bureau arabe, était allé en tournée pour faire rétablir la ligne télégraphique coupée, le 10, par ordre d'Aziz. Il n'avait rien remarqué d'insolite dans l'attitude des populations qu'il avait traversées et le 13, chez les Aït-Menguellat, il avait causé avec les Djemaa dont les amines l'avaient assuré de leur entier dévouement.

Le 14, à El-Gorn, dans cette même tribu, il était rejoint par un officier du bureau arabe et par Si-Moula-Naït-Ouameur, qui amenaient avec eux cent hommes armés des Aït-Iratène, et qui lui apportaient l'ordre de convoquer les contingents armés des tribus du cercle et d'en prendre le commandement.

En même temps aussi, il recevait une lettre de Ben-Ali-Chérif, l'informant des menées de Chikh-el-Haddad et lui signalant les Illoula-ou-Malou et les gens de leur soff comme déjà acquis à l'insurrection.

Le capitaine Ravez, sachant les Aït-Menguellat de ce soff, se rapprocha de la limite des Aït-Iratène, sur la fidélité desquels il croyait pouvoir compter et il envoya l'ordre aux contingents de se réunir, le 15, à Aguemmoun-Izem, où il arriva lui-même de bon matin.

Là il reçut avis que les contingents convoqués refusaient de venir et qu'il serait attaqué le lendemain 16. Il choisit alors une position défensive sous le village et s'y retrancha de son mieux avec 6 spahis, 8 mokraznya et 60 Qbaïls armés, qu'il avait gardés de la saga des Aït-Iratène, amenés par son adjoint.

Le 16, en effet, vers les dix heures du matin, les Aït-Menguellat très nombreux attaquaient son petit camp. Ils étaient conduits par Amar-Amziane-Naït-Iboula de Tililit, qu'ils venaient de nommer *amine-èn-taquelbite*, c'est-à-dire chef suprême de la confédération[1]. Avec lui

1. En Kabylie, chaque village a son amine qui préside la djemaa locale; la fédération des villages, formant une arch ou tribu, a un amine-el-oumena. Enfin, lorsqu'en temps de guerre plusieurs tribus sont confédérées, il y a un amine de confédération ou amine-èn-taquelbite.

La confédération guerrière des Aït-Menguellat comprend quatre arch : Aït-Menguellat, Akbil, Aït-Attaf, Aït-bou-Youcef, et elle comprenait alors 14,429 habitants, soit 3,000 fusils.

marchaient : Areski-Naït-Malouk de Taourirt, ancien amine-el-oumena, et le moqaddem Si-Mohammed-ou-Mahfoud, qui portait déployée la bannière de la zaouïa de Sidi-Saïd-ou-Taleb. Ce furent ces trois hommes qui tirèrent ou firent tirer contre nous les premiers coups de fusil dans le cercle de Fort-National.

Le capitaine Ravez et sa petite troupe tinrent l'ennemi à distance avec les quelques chassepots des spahis et des mokraznya; puis, laissant là les tentes et les quelques bagages qu'ils avaient, ils se replièrent sur les Aït-Iratène en occupant des positions. Ils traversèrent ensuite Icheridène, dont les habitants ne firent aucune démonstration hostile et rentrèrent au fort à trois heures de l'après-midi, ayant combattu et marché toute la matinée.

A son arrivée, le capitaine Ravez trouva le lieutenant-colonel Maréchal[1], installé depuis deux jours en qualité de commandant supérieur et occupé à activer la mise en défense de l'École des arts et métiers. Le télégraphe sur Alger venait d'être coupé et la dernière dépêche, reçue à deux heures, annonçait qu'un renfort de 131 hommes, à destination de Fort-National, avait été retenu à Tizi-Ouzou.

Les nouvelles parvenues au lieutenant-colonel depuis son arrivée ne laissaient aucun doute sur l'adhésion de toutes les tribus du cercle au mouvement insurrectionnel.

Sans doute, après quatorze ans d'occupation paisible, nous nous étions créé dans le pays de nombreux partisans, mais ils étaient disséminés de tous les côtés et impuissants à nous servir, car eux, leurs familles et leurs biens, étaient à la merci des khouans et des soffs rivaux qui les entouraient et les surveillaient[2].

Aux Aït-Iratène nous avions précisément perdu, le 4 avril, l'homme qui, depuis 1857, dirigeait à notre profit le soff Oufella : El-hadj-Ahmed-Yattarène, caïd du Makhzène. Ni son fils El-Haoussine, ni son parent El-hadj-Areski, qui se disputaient sa succession politique, n'étaient

1. C'était l'ancien commandant supérieur de Bordj-bou-Arreridj qui, parti pour la guerre de Prusse en 1870 comme chef d'escadrons de spahis, venait de débarquer en Algérie comme lieutenant-colonel.

2. Ainsi, aux Aït-Idjeur, dont la confédération comptait 6,000 âmes, nous avions à nous le village de Tifrit-Naït-ou-Malek, qui compte 350 habitans, ralliés alors à l'ancien amine-el-oumena Chikh-Tahar; aux Aït-Yahia, comptant 5,500 habitants, nous avions le toufik de Taka, comprenant 1,940 individus ralliés à l'ancien amine-el-oumena Larbi-Naït-Chikh.

(Le toufik, ou taddert, est l'unité communale, le village considéré comme personne civile, et comprenant quelquefois plusieurs hameaux; l'expression toufik s'emploie presque exclusivement dans ce sens, tandis que taddert s'emploie aussi au propre, dans le sens de village ou hameau.)

en état de contrebalancer l'influence du moqaddem Mohammed-ou-Ali-ou-Sahnoun des Isahnounène, qui, en quelques jours, avait imposé sa direction à la presque totalité du soff.

Dans le parti opposé de la même tribu, ou soff Ouadda, la majorité était contre nous, et Si-Lounis-Naït-Ouameur, notre ami, n'avait autour de lui qu'un nombre très restreint de gens ralliés à sa politique.

Nous venions de voir, du reste, qu'il ne fallait pas songer à organiser une force indigène pour agir dans les tribus, et nous ne pouvions plus que nous enfermer dans la ville de Fort-National, en attendant qu'une colonne partie d'Alger vînt rétablir notre autorité dans le pays.

La mise en état de défense de la ville n'était pas chose facile. Tout d'abord on ne pouvait pas conserver la totalité des bâtiments de l'École des arts et métiers, situés à 800 mètres de la place, et hors de la zone efficace du tir de l'artillerie. On ne put même organiser défensivement qu'un seul corps de logis dans lequel on entassa une partie du matériel. Le capitaine du génie Demarey, directeur de l'École, eut le commandement de ce poste, que devait défendre son personnel et vingt hommes pris dans la garnison.

Quant à la place elle-même, bien que construite par nos officiers du génie, elle n'était pas dans des conditions défensives bien brillantes [1].

Bâtie en amphithéâtre sur un sol tellement incliné vers le nord-est que le terre-plein du réduit, situé sur le point le plus élevé, domine de 76 mètres le point inférieur, elle est commandée de 28 mètres dans toute sa partie nord par un mamelon situé à 350 mètres en face la porte d'Alger. En outre, le plateau du village de Taguemoun-Ihaddadène, à la distance moyenne de 370 mètres, commande encore de 48 mètres tout le terrain compris entre les bastions 12 et 17 [2].

Le mur d'enceinte a un développement de 2,261 mètres, et, pour le garder, on ne disposait que de 472 combattants français et de 111 indi-

---

1. La première pierre de Fort-*Napoléon* fut posée en grand apparat le 14 juin 1857, par le maréchal Randon. Les fortifications et la ville furent construites sur les plans du général de Chabaud-Latour, alors commandant supérieur du génie en Algérie.

Le petit village kabyle de Ichraouïa, contenant 80 maisons et compris dans le périmètre du nouveau fort, fut exproprié moyennant 25,000 francs et fut démoli.

2. Tous ces chiffres sont extraits du rapport du colonel Maréchal, rapport publié dans le *Mobacher* français du 3 août 1871 et reproduit alors par presque tous les journaux d'Algérie.

Les deux villages de Taguemount-Ihaddadène et de Imaïnserène, qui dominaient le bordj, ont été après 1871 démolis et rebâtis sur d'autres emplacements voisins et choisis par nous. Les habitants de Imaïnserène ont été groupés autour d'Ourfia, qui est du même toufik qu'eux.

gènes, spahis, mokhaznya et volontaires réfugiés dans le fort. L'armement, sauf 150 chassepots et 2 canons rayés de 4 de montagne, qui seuls permettaient un tir à longue portée, comprenait des fusils de tous les modèles anciens, y compris les armes de chasse, puis 4 vieux obusiers lisses de campagne, et 5 mortiers de 15 centimètres.

Nos combattants français étaient des jeunes soldats inexpérimentés, des mobilisés de la Côte-d'Or et des colons miliciens. Il n'y avait que 11 artilleurs, mais on eut vite fait d'improviser 34 canonniers avec des hommes du train et 6 mobiles anciens soldats.

Ces troupes furent réparties en cinq secteurs et deux réserves.

De leur côté, les Qbaïls n'étaient pas restés inactifs; ils avaient élu des amines-el-oumena en remplacement des huit qui s'étaient réfugiés dans le fort; ils avaient ensuite incendié méthodiquement les maisons extra-muros abandonnées par les colons.

Le 17 avril, à la tombée de la nuit, leurs nombreux contingents couronnaient toutes les crêtes autour de la ville.

A neuf heures, quand nos clairons sonnèrent la retraite journalière sur la place d'Armes, des cris et des coups de feu retentirent de tous les côtés, et, en même temps, tous les bâtiments non occupés de l'École des arts et métiers furent subitement incendiés au moyen de broussailles sèches préparées d'avance. Incendie maladroit, qui servit surtout à éclairer et à diriger le tir des artilleurs du bastion de l'hôpital, dont le canon fit grand mal aux assaillants.

Les portes de la ville furent criblées de projectiles, comme si on avait espéré les briser et les faire tomber avec des balles de plomb.

Nous eûmes, dans cette soirée, 2 blessés : 1 milicien légèrement touché, et le capitaine du train Rasigade, frappé d'un coup de feu dont il devait mourir dix jours plus tard.

Cette première attaque avait été dirigée surtout par les moqaddems Mohammed-ou-Ali, Arezki-Naït-Hamadouch, des Aït-Iratène, et par Mohammed-Naït-Braham, des Aït-Itourar.

Le lendemain 18, l'ennemi, qui, ayant été fort éprouvé, s'était d'abord mis hors de portée de nos armes, travailla à se préparer des abris et des embuscades pour se rapprocher de la place, et essaya de faire sauter les murs de l'École.

Pour cela, après une fusillade désordonnée et sans effet, il masse ses contingents en un groupe compact derrière un pli de terrain qui l'abrite de notre feu; mais le capitaine Demarey, qui voit ces contingents grossir sans pouvoir les atteindre, fait le signal convenu pour demander des renforts : renforts inutiles, car, à moins de risquer

dans une sortie générale toutes les troupes de la garnison pour marcher sur les Qbaïls embusqués, il est impossible d'empêcher l'ennemi de continuer ses travaux contre les murs de l'École. On répond donc par l'ordre de rentrer au fort.

Cet ordre s'exécute avec calme et méthode, sous la protection du canon qui déblaye la route et éloigne momentanément l'ennemi. Cependant, trois des nôtres sont blessés; quant à l'École abandonnée, elle est pillée et incendiée.

Satisfaits de ce résultat, les Qbaïls en restent là, et commencent un investissement en règle autour du corps de place, investissement qui va durer soixante jours.

Habiles à profiter de tous les plis de terrain, sachant très bien manier les outils, qu'ils ont en abondance, ils creusent des tranchées-abris, et établissent des embuscades d'où ils tirent sur les créneaux et sur ceux des défenseurs qui se montrent à découvert.

Malgré tout le zèle des officiers et soldats du génie, nos pertes sont sensibles, car l'ennemi, très nombreux et infatigable, va plus vite dans ses travaux d'attaque que nous dans ceux de la défense.

Le 21 avril, il devient nécessaire de tracer des chemins couverts en perçant les murs mitoyens des maisons. Jour et nuit le feu continue des deux côtés; notre artillerie réussit bien à éloigner les Qbaïls quand ils s'approchent en masse; mais, comme leurs tireurs sont presque toujours très dispersés, on n'a pas souvent occasion de se servir du canon.

Le 26 avril, un parlementaire s'approcha porteur de trois lettres : deux étaient adressées aux musulmans, et leur promettaient l'amane s'ils nous abandonnaient; la troisième était adressée au commandant supérieur et lui offrait une capitulation. Cette dernière lettre était d'ailleurs conçue en termes convenables; car les moqaddems, comme leur chef Aziz et leur allié Moqrani, affectèrent toujours de se conduire en belligérants, et non en insurgés.

Le parlementaire, renvoyé sans réponse, alla à l'Arba d'Aboudid, quartier général des chefs locaux de l'insurrection, rendre compte de l'insuccès de ses démarches. Les Qbaïls se réunirent alors en conseil de guerre, et décidèrent un assaut général en prévision duquel on prescrivit des quêtes pour assurer la confection de cinq échelles par village.

Cette fabrication demandait du temps, et elle nous donna trois semaines d'un calme, très relatif, car les rebelles ne cessèrent pas un jour le tir de leurs embuscades, non plus que leurs travaux d'approche.

Le 30 avril, il n'existait plus dans la place un seul animal de boucherie, et le colonel prescrivit d'abattre alternativement des chevaux et des mulets, afin de donner 300 grammes de viande fraîche par homme tous les deux jours : car le régime du lard salé, qu'on avait en abondance, n'était pas sans inconvénient pour des gens manquant de tout légume frais.

Une des grandes privations de cette première période du siège fut l'absence de toute nouvelle de l'extérieur. Dès le début de l'insurrection, c'est-à-dire le 16 et le 17 avril, on avait fait partir des émissaires avec des lettres pour Alger; le 1er mai on n'avait encore aucune réponse.

A cette dernière date, deux Qbaïls fidèles, venus du dehors, essayèrent de pénétrer dans la place; mais ils furent surpris par les assiégeants, arrêtés, attachés et conduits sur le marché de Tala-Issalabène, où le moqaddem Mohammed-ou-Ali les fit fusiller en présence de nombreux contingents, convoqués pour être témoins de l'exécution.

Le 2 mai, l'ennemi réussit à mettre en batterie à Imaïnserène une vieille pièce de canon que le nommé El-Haoussine-ou-Hamdouch, du village d'Adeni, était parvenu à faire transporter de Tazarart, où elle était abandonnée. Cette pièce lança dès lors, de temps à autre, des boulets de fer forgé de 16 centimètres de diamètre et du poids de 900 grammes. Son tir ne causa aucun accident dans la place.

Le 4 mai, le temps, qui jusqu'alors avait été très beau, devint brumeux et pluvieux; on eut souvent froid, et, la nuit, par ces brouillards intenses, il fallut redoubler de surveillance; plusieurs fois on dut éclairer les murs en suspendant en dehors des torches d'étoupes imbibées de pétrole. On fabriqua alors des pots à feu dont on eut souvent occasion de faire usage, car les nuits n'étaient jamais sans coups de feu et sans alertes, alertes faites surtout en vue de fatiguer nos hommes, mais dans lesquelles nous avions parfois des gens blessés.

Du 2 au 6 mai, il n'y eut aucun fait méritant d'être relaté [1]. A cette dernière date on n'avait pas encore réussi à faire partir un nouvel émissaire pour Alger, et on continuait à être sans nouvelle aucune de l'extérieur.

---

1. La suite des faits relatifs à la région de Fort-National se trouve au livre III, chapitre V : DANS LE DJURDJURA.

# VII

# TIZI-OUZOU

(4 avril-7 mai.)

Les Imraouène et le caïd Ali-Oukaci. — Influence de la dame Khedidja-bent-Belkanoun. — La visite de Ben-Ali-Chérif (4 avril). — Le moqaddem Mohammed-ou-Ali à Ben-Hinoun prêche le djehad (10 avril). — Incident à propos de Ali-Amziane-Naït-Oukerzouz (13 avril). — Tentative d'arrestation d'Ali-Oukaci à Mekla: sa défection (14 avril). — Combat de Tazazerit (15 avril). — Arrivée du commandant Letellier à Tizi-Ouzou (15 avril). — Négociations officieuses auprès d'Ali-Oukaci. — Évacuation du village français de Tizi-Ouzou (16 avril). — Les colonnes insurgées défilent sous le canon du bordj et vont occuper le camp retranché de Sebt-el-Kedim (17 avril). — Prise et destruction du village de Tizi-Ouzou par les rebelles (18 avril). — Sortie heureuse de la garnison (20 avril). — Arrivée de Ben-Ali-Chérif devant Tizi-Ouzou (24 avril). — Envoi de parlementaires par Ali-Oukaci. — Ali-Oukaci et Ben-Ali-Chérif apprennent la mort du bachagha (7 mai).

Dans la région de Tizi-Ouzou, les populations étaient moins homogènes que dans le massif de Fort-National. Sur les parties élevées et d'un accès difficile, les Qbaïls avaient bien conservé, comme leurs voisins de l'est, le souvenir de leur ancienne indépendance, mais ils avaient aussi le souvenir de leurs défaites dans la vallée du Sebaou. Là, en effet, ils avaient été forcés, et de reconnaître la suzeraineté des Turcs, et d'accepter le gouvernement de la France dès 1847, c'est-à-dire dix ans avant la soumission des Aït-Iratène.

A cette époque, Belgacem-Oukaci[1], qui, depuis 1830, était resté le chef reconnu de toutes les anciennes tribus makhzènes des Imraouènes, indépendantes ou en lutte contre nous, s'était franchement rallié à notre cause.

1. Voir livre II, chapitre IV, page 259, — et dans la *Revue africaine* divers articles intéressants sur les Oukaci et la région de Tizi-Ouzou : notamment ceux du commandant Robin, 1873, page 67 et page 132; — 1876, page 193; — 1881, page 65, etc.

Depuis, comme bachagha du Sebaou, il nous avait rendu de grands services, notamment en 1854, lorsque nous luttions contre le chérif Bou-Beghla[1].

Son frère Mohammed-Oukaci, qui lui avait succédé comme bachagha, avait été notre auxiliaire le plus actif pour la conquête et la soumission définitive du Djurdjura en 1857.

Les Imraouènes avaient suivi la ligne de conduite de la famille Oukaci ; ils avaient été pour nous de bons et dévoués serviteurs.

Mais, en 1871, quatorze années d'une paix absolue avaient adouci leurs habitudes belliqueuses ; et ces anciens mokhaznya, jadis toujours en expéditions ou en luttes avec leurs voisins, dont ils avaient usurpé les meilleures terres, n'étaient plus que de paisibles cultivateurs.

Devenus, grâce à nous, possesseurs reconnus de ces terrains de la vallée du Sebaou, et contents de leur sort, ils étaient les administrés les plus en mains de tout le Djurdjura.

Le bachaghalik du Sebaou avait été supprimé à la mort de Mohammed-Oukaci ; son fils Ali-Oukaci, après avoir été quelque temps caïd des Imraouènes, avait été élu amine-el-oumena lorsque l'on avait donné à ceux-ci l'organisation kabyle.

Mais ce titre ne suffisait pas à Ali-Oukaci, qui avait un orgueil démesuré, et qui se vantait volontiers de descendre d'une fraction princière de la Qalaa des Beni-Hammad[2], tout comme les Moqrani.

C'était d'ailleurs un homme médiocre, d'un caractère très doux, et subissant toutes les influences de son entourage. Il n'était chef de famille que de nom, et il obéissait, la plupart du temps, aux suggestions de ses deux cousins Mohammed-Saïd-Oukaci et Amoqrane-Oukaci, tous deux fils du bachagha Belgacem : le premier très intelligent, le second brutal, frondeur et jaloux.

---

1. Le bachagha Belgacem-Oukaci succomba le 12 juillet 1854 aux fatigues de sa dernière expédition. A son lit de mort, en présence du maréchal Randon qui lui rendait visite, il avait solennellement adjuré son frère et tous les membres de sa famille de toujours servir la France, quelque chose qui pût arriver.

2. Cette famille, réfugiée en Kabylie à la suite de revers militaires, tout comme les Ouled-Moqrane, avait été vaincue par les Ouled-bou-Khettouch, sultans de Koukou, et était venue habiter le village de Semghoun, chez les Aït-Saïd des Aït-Ouaguenoun de Dellis. Au XVIII[e] siècle, lorsque les Turcs organisèrent les makhzènes dans la vallée du Sebaou, un certain Hamou-ben-Henda s'offrit comme cavalier et vint s'installer à Temda vers 1718. Ses fils et ses petits-fils surent se faire apprécier, et, devenus chioukh de Temda pour les Turcs, ils arrivèrent peu à peu à se créer un parti considérable dans le pays, en s'alliant aux familles influentes des O. Bou-Khettouch, Aït-Iratène, Ben-Zamoune et Mahieddine de Taourga. Le premier personnage réellement marquant fut Mahmed-Oukaci, en 1818.

A vrai dire, le véritable chef de famille était une femme : Khedidja-bent-Belkanoun, fille d'un ancien chaouch du dey d'Alger et veuve du bachagha Belgacem. C'était une femme remarquablement douée, mais qui s'était jetée dans la dévotion et que le parti des khouans avait réussi à rallier à lui, au temps où ce parti, encore à ses débuts, recherchait la protection d'influences que plus tard il devait dominer. Les bachaghas Belgacem et Mohammed-Oukaci, hommes d'action et de gouvernement, n'aimaient pas les khouans ; Belgacem avait combattu les armes à la main le chérif Boubeghla, dont le lieutenant était en 1854 Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad, encore peu connu ; et cependant, dix ans plus tard, sa veuve était moqaddema des khouatat de Chikh-el-Haddad [1]. En dépit de son origine et des mœurs islamiques, elle avait conservé les libres allures des femmes berbères ; tantôt elle allait à Seddouq conférer avec Chikh-el-Haddad, tantôt elle recevait chez elle, dans l'intimité de la famille, le moqaddem Mohammed-ou-Ali-ou-Sahnoun, de Fort-National [2].

Ali-Oukaci était trop faible de caractère pour intervenir ; encore bien qu'il eût peu de sympathie pour les khouans, et qu'une amitié d'enfance le liât avec Si-Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, le rival et l'adversaire convaincu des Rahmanya.

Quoique froissé de n'avoir plus aucune situation en relief dans le pays où sa famille avait si longtemps commandé en maître, Ali-Oukaci, que l'on continuait à appeler le caïd Ali, avait toujours eu vis-à-vis de l'autorité française une attitude très correcte.

Il avait accepté avec joie d'être nommé assesseur au conseil général d'Alger ; ses relations étaient cordiales et suivies avec les divers représentants de l'autorité française, car, en raison des services de sa famille, on lui témoignait partout de grands égards.

Lorsque le général Lallemand avait été nommé à Alger, Ali-Oukaci était allé lui présenter ses respects, et c'était en toute sincérité qu'il avait protesté de son dévouement, ajoutant qu'il regrettait de ne pas avoir la grande situation officielle de son père, situation qui lui aurait permis, le cas échéant, de donner des preuves effectives de son zèle pour la cause française.

Ali-Oukaci et sa famille étaient relativement riches ; la majeure

---

1. L'ordre religieux des Rahmanya est celui qui compte le plus d'adhérents du sexe féminin, et il ne faut pas oublier que la femme kabyle, encore bien qu'elle ne fasse pas parler d'elle et qu'elle ne prenne pas part aux délibérations des Djemaa, a sur les siens une influence considérable.

2. Voir le chapitre précédent, page 271.

partie de leur fortune provenait de terrains jadis enlevés aux Qbaïls par les premiers Oukaci, mais que nous leur avions attribués en toute propriété. De ce chef, ils avaient quelques jaloux et quelques ennemis dans le Sebaou ; ils en avaient d'autres encore provenant des rancunes et des haines qui s'accumulent en tous pays contre les familles qui ont été longtemps en possession d'une autorité politique absolue et sans contrôle. Enfin, il faut le dire, l'orgueil d'Ali-Oukaci, et ses prétentions à une noble origine, lui avaient créé quelques inimitiés.

Tant que nous avions eu à Tizi-Ouzou, comme commandants supérieurs et comme chefs de bureau arabe, des hommes connaissant bien l'histoire du pays et habitués aux affaires indigènes, les accusations calomnieuses ou les insinuations malveillantes contre les Oukaci n'avaient pu réussir à ébranler leur crédit, car nous n'avions aucun intérêt à diminuer et à laisser déconsidérer des gens que nous savions entièrement ralliés à nous et prêts à nous servir en toute circonstance. Mais, le 15 février, quand ces officiers expérimentés eurent été remplacés par un vieux brave homme de chef de bataillon retraité, ne sachant rien du pays, et par un capitaine improvisé chef de bureau arabe bien que très médiocre adjoint de deuxième classe, les ennemis d'Ali-Oukaci avaient triomphé et ils s'étaient mis aussitôt à discréditer à leur profit ce loyal serviteur.

Dès les premiers jours de son arrivée, le commandant Leblanc, malgré ses qualités très réelles, avait accepté toutes les médisances et les calomnies débitées contre le caïd Ali. Celui-ci, habitué à certains égards, avait été froissé de la façon dont il avait été reçu et des quelques reproches qui lui avaient été faits, reproches maladroits et immérités, étant donné que ce titre de caïd qu'on lui maintenait, par habitude ou par politesse, ne correspondait à aucune fonction et n'entraînait pour lui aucune responsabilité. Il s'en était expliqué plusieurs fois, non sans une certaine amertume, avec le commandant Leblanc, faisant sonner bien haut les services de sa famille et ses titres personnels à plus de bienveillance. Il n'avait fait que s'aliéner le commandant, qui avait été frappé surtout de la vivacité des paroles et du ton élevé pris par Oukaci.

Lorsqu'on avait connu la révolte de Moqrani, la méfiance témoignée au caïd Ali fut encore plus accentuée, méfiance d'autant plus irritante et injuste que, à l'exception du commandant Leblanc et du capitaine faisant fonction de chef de bureau arabe, tout le monde savait que l'influence qui alors dominait dans la famille d'Oukaci était celle de

Chikh-el-Haddad, acquise au soff hostile au bachagha de la Medjana.

Le 4 avril, en passant à Tizi-Ouzou, lors de son retour d'Alger à Akbou, Ben-Ali-Chérif, qui s'exprime admirablement en français, vint faire une visite au commandant Leblanc et essaya, en termes chaleureux, de recommander son ami Ali-Oukaci, qu'il savait calomnié. Ben-Ali-Chérif parla aussi de nos difficultés en Algérie et des recommandations dont l'avait chargé le général Lallemand pour les Oukaci, « sur le concours desquels on comptait à Alger ». Cette démarche déplut au commandant et augmenta encore sa méfiance, car il n'y vit que la plaidoirie d'un complice cherchant à le tromper par de belles phrases.

Les khouans Rahmanya qui se trouvaient dans son entourage ne manquèrent pas d'ailleurs de lui dire que Ben-Ali-Chérif était un ami intime du bachagha Moqrani ; qu'il traversait le pays pour recruter des partisans à l'insurrection et entraîner Oukaci dans le mouvement. Quelques jours plus tard, quand on sut que le djehad était proclamé, le commandant Leblanc n'hésita pas à attribuer au passage de Ben-Ali-Chérif le soulèvement du cercle de Tizi-Ouzou.

En réalité, celui qui, dès le 10 avril, commença à soulever les indigènes de la région, alors que le caïd Ali était encore dans le devoir, fut le moqaddem Mohammed-ou-Ali-Ouqadi de Bou-Hinoun[1]. Son influence était absolue dans tout le pâté montagneux des Beni-Aïssi, et Chikh-el-Haddad avait en lui un agent aussi habile que dévoué.

Mohammed-ou-Ali-Ouqadi était un prédicateur exalté et entraînant; il avait une véritable éloquence, et, de plus, il était depuis longtemps aimé et estimé dans le pays, en raison de sa charité et de ses vertus privées. Au début, ce fut surtout contre Ali-Oukaci qu'il excita les gens, en disant qu'il fallait commencer par débarrasser le pays de tous les « mtournine[2] » ou renégats qui servaient les Français, alors que la volonté de Dieu était si manifestement hostile aux chrétiens « puisque aujourd'hui ils étaient vaincus, sans armée, dominés par les juifs, et reniés par des gens aussi sérieux et aussi estimables que Chikh-el-Haddad et Moqrani ».

---

1. Village des Beni-Zmenzeur.

2. Ce mot, qui n'est ni arabe ni berbère, est un exemple curieux de ces néologismes très usuels que l'occupation française a fait adopter aux indigènes de l'Algérie : c'est le participe passif du verbe français *tourner*. Le *mtourni* (pluriel : *mtournine*) est plus particulièrement le *naturalisé français*, et, par extension, celui qui est tout à fait rallié à la France, celui qui est francisé, celui qui a tourné de notre côté. L'emploi général de ce vocable injurieux empêche bon nombre d'indigènes de se faire naturaliser.

A ce moment, Ali-Oukaci se vit perdu. Il ne pouvait se résigner à aller s'enfermer avec sa famille dans les murs du fort de Tizi-Ouzou, sous les ordres d'un chef et au milieu de colons qui depuis si longtemps l'accusaient de trahison. Son soff, sur lequel il avait longtemps compté, avait fini par être entraîné dans le parti des khouans, parce que les Imraouènes savaient que tous leurs anciens voisins et ennemis étaient prêts à descendre dans le Sebaou pour les razzer et les incendier s'ils ne donnaient pas des gages réels à la cause du djehad.

Sa perplexité était donc très grande, quand, le 12 avril, il reçut une lettre par laquelle Ben-Ali-Chérif lui demandait de venir le secourir contre les khouans d'Aziz qui cernaient le bordj d'Akbou. S'éloigner du pays, aller se battre contre des khouans avec un groupe de gens de sa famille ou de son soff, et secourir un ami, cela était séduisant : Oukaci fit ses préparatifs.

Mais, ne voulant pas s'en aller clandestinement, il envoya le 13 avril son cousin Mohammed-Saïd-Oukaci demander pour lui au commandant supérieur l'autorisation de partir avec un certain nombre de parents et de serviteurs, en indiquant le but du voyage.

Le commandant, n'osant prendre sur lui de donner cette autorisation, et voulant gagner le temps nécessaire à l'échange de télégrammes avec la subdivision, répondit à Mohammed-Saïd : « Dites à votre cousin de venir me trouver ; qu'il vienne sans crainte. »

Le caïd Ali, qui précisément avait déjà peur d'être arrêté, ne fut nullement rassuré par cette réponse ; son cousin avait expliqué les raisons du voyage ; il n'avait personnellement rien à ajouter. Il s'excusa, se disant retenu par des affaires urgentes.

Il vit peu après arriver chez lui à Temda un jeune officier du bureau arabe et un interprète chargés de lui donner l'ordre de venir au bordj et aussi d'arrêter un certain Ali-Amziane-Naït-Oukerzoug, ancien amine-el-oumena des Illoula-ou-Malou, signalé comme émissaire dangereux, et que l'on prétendait réfugié dans la maison d'Ali-Oukaci.

En vain celui-ci protesta qu'il n'avait point vu cet homme, et qu'on pouvait fouiller sa maison : on ne le crut pas, et on se livra à une perquisition humiliante pour cet homme qui nous avait toujours bien servis. Pendant cette perquisition, Amoqrane-Oukaci, agissant très certainement à l'instigation de sa belle-mère [1] Khedidja-bent-Belkanoun, vint dire à Ali-Oukaci qu'on avait ordre de l'arrêter et que la perqui-

1. Khedidja-bent-Belkanoun n'était pas la mère de Amoqrane-Oukaci, mais sa belle-mère seulement.

sition n'avait d'autre but que de gagner du temps en attendant des renforts.

Ali-Oukaci prit aussitôt la fuite, et se rendit à Mekla.

Quand, le soir, le commandant Leblanc sut l'insuccès des perquisitions, il donna l'ordre d'aller arrêter Ali-Oukaci. Mohammed-Saïd-Oukaci, resté au bordj, eut connaissance de cet ordre : il partit aussitôt, et alla rejoindre son cousin.

Le lendemain 14 avril, au matin, l'officier chargé de cette arrestation arrivait en vue de Mekla, quand il fut prévenu que, s'il essayait d'approcher de la maison d'Oukaci, lui et son escorte seraient enveloppés et enlevés par des forces supérieures. On voyait, en effet, des groupes armés sur les hauteurs voisines, et il était matériellement impossible d'opérer l'arrestation prescrite. Il fallait, du reste, l'inexpérience du commandant supérieur et du capitaine S*** pour croire que, en temps de trouble, un officier et quelques cavaliers pourraient arrêter un grand personnage indigène enfermé dans son bordj au milieu de ses serviteurs.

L'officier dut faire demi-tour, suivi de près par des groupes armés qui auraient pu l'écraser lui et son escorte s'ils l'eussent voulu, mais qui se bornèrent à cette démonstration et ne tirèrent pas un coup de fusil.

Dans la journée, de nombreux contingents vinrent se grouper à Mekla, et surtout à Temda, où était revenu Ali-Oukaci. Ce n'étaient pas seulement les Imraouènes dévoués à sa famille, c'étaient aussi des groupes de khouans envoyés par le moqaddem Mohammed-ou-Ali, qui félicitait Ali-Oukaci de sa décision, et lui annonçait que tous les khouans le reconnaîtraient comme chef militaire pendant la durée du djehad.

Il n'y avait plus pour nous qu'à parfaire la mise en défense du bordj et à nous préparer à y recevoir les 250 habitants du village français de Tizi-Ouzou ; et, comme on n'était pas assez fort pour agir, il eût été sage de chercher à gagner du temps et de ne pas sortir d'une prudente expectative.

Mais le commandant Leblanc, persuadé qu'Ali-Oukaci était l'âme de l'insurrection, persista dans son idée de s'emparer de cette personnalité.

Le 15 au matin, il envoya dans ce but sur Temda deux pelotons de chasseurs d'Afrique, quelques spahis et khielas, et ce qu'il put réunir d'auxiliaires indigènes.

La petite troupe ne put même pas aller jusque-là : à mi-chemin, a

Tazazerit, la route était barrée par les rebelles. Aux premiers coups de feu, nos auxiliaires passèrent à l'ennemi, et des hauteurs voisines accoururent de nouvelles bandes armées : il y eut en quelques instants de 12 à 15,000 hommes autour de notre petite troupe.

L'officier commandant ne voulut pas faire demi-tour sans avoir montré qu'il n'avait pas peur. Il entraîna les chasseurs, spahis et mokraznyas, en une charge brillante, qui enleva 3 prisonniers et 5 fusils, tua quelques hommes, mais se fit ramener. Deux chasseurs furent tués, un autre blessé, et cette pointe audacieuse n'eut d'autre résultat que de faire accourir à la rescousse les contingents rebelles restés sur les hauteurs. Les 40 chasseurs, menacés d'être enveloppés, n'eurent que le temps de revenir au galop se reformer en arrière de leur réserve, dont les feux tinrent l'ennemi à distance.

On rentra alors, sans être inquiété, à Sik-ou-Meddour, où se trouvait un poste d'auxiliaires indigènes dont la défection n'était pas encore consommée.

Le même jour, dans la soirée, on recevait à Tizi-Ouzou un détachement de 131 hommes, conduits par le commandant Letellier, nommé en remplacement du chef de bataillon Leblanc. Le commandant Letellier était un officier rompu aux affaires indigènes, connaissant le pays, et aussi intelligent qu'énergique ; mais il arrivait trop tard, la poudre avait parlé ; et il n'était plus en son pouvoir de dissiper les malentendus ni de ramener Ali-Oukaci et les siens, devenus, malgré eux et contre toute vraisemblance, les alliés et les chefs des khouans.

Cette situation d'Ali-Oukaci était tellement étrange et anormale, pour qui le connaissait, qu'à la nouvelle de sa défection, un Français notable de Dellis, M. J..., suppléant du juge de paix, demanda et obtint l'autorisation de faire une démarche officieuse et personnelle auprès du « caïd Ali », qu'il se chargeait de ramener à Tizi-Ouzou et de lancer contre les insurgés.

Le général Hanoteau, commandant la subdivision de Dellis, ne voulut pas repousser cette intervention, à laquelle cependant il ne croyait guère : il donna au négociateur officieux les moyens matériels de se rendre en sûreté auprès d'Ali-Oukaci. Mais M. J... échoua, et il rentra à Dellis le 17 avril, juste à temps pour échapper à de grands dangers.

Le commandant Letellier ne se fit pas d'illusion : son premier acte, dès son arrivée, fut d'envoyer un télégramme pour obtenir de conserver les 131 hommes qui devaient, dans le principe, aller à Fort-National.

Le 16 avril, il fit évacuer le village européen de Tizi-Ouzou, dont les 254 habitants se réfugièrent dans le bordj, où furent rassemblés tous les approvisionnements disponibles. La garnison fut alors de 566 hommes, y compris 17 officiers, 95 colons miliciens, 16 spahis ou khielas et 21 volontaires indigènes.

Ces derniers auraient pu être bien plus nombreux : les offres de service affluaient ; mais on ne pouvait les accepter ; il y avait déjà encombrement dans le bordj. Le commandant Letellier dut renvoyer dans leur village plusieurs amines-el-oumena, entre autres Mohammed-Akli-Naït-Chebila[1] des Beni-Zmenzeur (Beni-Aïssa), fidèle serviteur dont il estimait plus utiles les services à l'extérieur du bordj.

Ces services, toutefois, ne pouvaient guère consister qu'en des renseignements, car nos partisans, disséminés au milieu des rebelles plus nombreux qu'eux, n'étaient pas en mesure de résister les armes à la main.

Le 16 au soir, les gens de Timizar-Lerbar abandonnèrent le poste qui leur était confié, quand le caïd Ali se présenta et leur annonça que, s'ils brûlaient une amorce, leur village et leurs biens allaient être razzés.

Dans la nuit du 16 au 17, la même menace entraîna la défection des gens postés à Sik-ou-Meddour, où les rebelles s'installèrent aussitôt et se concentrèrent.

Le 17 avril, au nombre de plus de 15,000, ils marchent sur le col de Tizi-Ouzou ; mais, au lieu de l'aborder de front, ils se divisent en trois colonnes : celle de droite s'engage dans les gorges du Sebaou, et les deux autres contournent la ville, en passant à 1,300 mètres environ du fort, qui hisse le drapeau français, et appuie ses couleurs de quelques coups de canon dirigés sur les groupes les plus compacts.

L'ennemi y répond par l'incendie des meules et des fermes isolées, et continue sa marche vers l'ouest. Ses colonnes se rejoignent ensuite vers Dra-ben-Khedda, à Sebt-el-Kedim, où elles établissent un camp retranché qui va devenir le quartier général des combattants.

Mais c'est à l'azib du moqaddem Mohammed-ou-Ali, au pied de Boullinoun, que les chefs vont chercher leurs inspirations et faire bénir les contingents qui partent au combat.

Le 18, de nouvelles colonnes de rebelles viennent occuper le Boukahala (ou Belloua), et bientôt descendent sur le village français, qui

1. Mohammed-Akli-Naït-Chebila passa en cour d'assises et fut acquitté. — Ce fut lui qui, le premier, rentra au bordj le 11 mai, essuyant, pour ce faire, les coups de fusil des rebelles.

est pillé et incendié, en dépit des efforts des miliciens et des chasseurs à pied. Colons et soldats se battent vaillamment dans les rues, défendent le terrain pied à pied, tuent un grand nombre de rebelles; mais ils ne peuvent tenir bien longtemps contre ces masses qui se renouvellent et augmentent d'instant en instant ; ils sont forcés de rentrer au bordj.

L'ennemi organise en réduit la gendarmerie, fait des créneaux dans les murs des maisons, qu'il relie par des constructions en pierres sèches, puis coupe une des conduites amenant l'eau au bordj.

Pendant la nuit, il fait des tranchées en face le bastion n° 9.

Le 19, le fort est entièrement investi; il est visible que l'ennemi prépare une attaque de vive force vers le bastion n° 8. En attendant, il essaye de brûler la porte du bureau arabe, et échoue dans cette tentative.

Le 20, une vigoureuse sortie de la garnison culbute ou tue tous ceux qui sont à portée de ses armes, et force l'ennemi à se replier en dehors de la zone battue par notre feu.

Mais les rebelles sont ici plus guerriers et mieux disciplinés qu'à Dra-el-Mizane. Il n'y a qu'un seul chef militaire, Ali-Oukaci, devant qui s'inclinent tous les moqaddems, de par la volonté et les conseils de Mohammed-ou-Ali, qui ne paraît pas, et s'efface pour mieux dominer. Dès la nuit et les jours suivants, sans hésitation ni perte de temps, l'ennemi creuse des tranchées et arrive à se rapprocher jusqu'à 40 ou 50 mètres du bordj. A cette distance les armes kabyles portent bien; les plus adroits tireurs visent dans les créneaux avec une rare adresse; ils ont imaginé de prendre dans le village des tonneaux et des boucauts de sucre, qui, placés en tête des tranchées, forment d'excellents abris. Au moyen d'un mur en pierres sèches et en terre, ils ont aussi défilé la partie de la route nationale exposée au feu du bordj.

De notre côté, la résistance est habilement dirigée. La surveillance est incessante : car, sur certains points, le mur d'enceinte n'a guère plus de 2 mètres de hauteur. Une union parfaite règne entre tous les éléments disparates qui peuplent le fort; chacun s'emploie activement : les femmes des colons servent l'ambulance, où il y a toujours de la besogne [1]; elles font l'ordinaire de la troupe; elles construisent des gabions. Les enfants eux-mêmes travaillent; ils se font descendre dans les puits, qu'ils nettoient et dont ils améliorent le débit.

---

1. Du 18 avril au 11 mai, il y eut à Tizi-Ouzou cinquante-trois des nôtres atteints par les projectiles ennemis. Dix-huit furent tués sur le coup, ou succombèrent à leurs blessures, avant le 11 mai.

Pendant ce temps, les bons tireurs visent tous les Kabyles qui se découvrent : on ne cesse guère d'échanger des coups de fusil; mais nulle part l'ennemi ne s'expose en masse au tir des obus, il ne veut que nous bloquer, nous fatiguer, et peut-être nous prendre par la famine.

Le 24 avril au soir, Si-Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif arrive avec son fils et six cavaliers. Peu désireux de camper au milieu des rebelles en armes, il établit sa tente de voyage sur le bord de l'Oued-Medoua. En ce moment le marabout de Chellata espérait encore pouvoir gagner Alger et emmener avec lui Ali-Oukaci, dont l'alliance avec les khouans Rahmanya lui paraissait peu sincère.

Cet espoir fut trompé; l'accueil qu'il reçut fut glacial. Ali-Oukaci, complètement dominé par sa tante, n'osa même pas recevoir son ami dans sa maison; il le laissa s'installer isolément là où il s'était arrêté, et il ne lui cacha pas que tout ce qu'il pouvait faire était de le prendre sous son anaya personnel, et de garantir sa vie contre les tentatives criminelles des khouans, qui ne voyaient en lui que l'ennemi d'Aziz et l'ami des Français. Ali-Oukaci n'exagérait pas : quoique chef guerrier des contingents rebelles, il n'était pas le maître de la situation. Il ne put empêcher son ami d'être soumis à une surveillance étroite, de subir des humiliations incessantes, d'etre injurié, même par ses propres parents, notamment par Amoqrane-Oukaci, le plus exalté et le plus mal élevé de la famille. Il fallut toute la volonté d'Ali-Oukaci, la force de l'anaya kabyle [1] et la prudence éclai-

---

1. Les khouans Rahmanya respectèrent l'anaya de leur chef guerrier, mais ils se vengèrent en composant contre Ben-Ali-Chérif une chanson, dont voici quelques couplets :

« Le drapeau rayé et brodé a été déployé au bord de la rivière; chikh Aziz s'est levé pour la guerre sainte: son sabre pend à sa ceinture. Il ne fait pas comme Ben-Ali-Chérif, qui recule n'ayant pas d'honneur.

« Les gens de la Hadra (les khouans) soutiennent le drapeau flottant; à chacun son honneur; chikh Mahmed tient conseil dans sa tente. Il ne fait pas comme Ben-Ali-Chérif, qui prend parti pour les infidèles.

« Boumezrag a déployé son drapeau. Ce drapeau est rouge et garni de glands. Le bruit s'en est répandu sur tous les marchés. Les femmes mêmes se sont soulevées. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui correspond avec les chrétiens.

« Le drapeau déployé par le bachagha est rayé et vient d'Orient. Le bachagha fait brûler sans pitié les tribus rebelles à la foi. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui écrit en cachette aux chrétiens.

« Le drapeau neuf levé par Aziz est soutenu par des héros. Aziz démolit tous les bordjs qu'il rencontre. Que de murailles il a fait tomber! Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui s'accroche aux chrétiens.

« Boumezrag fait flotter glorieusement son drapeau neuf; il réunit toutes les

rée du moqaddem Mohammed-ou-Ali-Ouqadi, pour empêcher que Ben-Ali-Chérif ne fût victime du fanatisme de quelque fou. L'affectation que mettait le marabout de Chellata à effacer sa grande personnalité politique et religieuse, et à se renfermer dans son rôle d'étranger et de réfugié, n'était pas pour lui concilier les sympathies des insurgés.

Le caïd Ali, complètement débordé par une situation qu'il subissait sans la diriger, venait parfois demander des conseils à son ami : il en recevait toujours de pacifiques.

C'est ainsi que fut décidé l'envoi d'un parlementaire, chargé d'offrir au commandant Letellier, « au nom de l'amitié et des anciennes relations, de lui fournir un appui armé pour le conduire avec tout son monde, gardant armes et bagages, là il voudrait aller se mettre en sûreté ». — Pour Ben-Ali-Chérif et pour Oukaci, c'était un moyen de rejoindre Alger et de se faire valoir comme protecteurs des Français. Pour les moqaddems, c'était l'évacuation du bordj et la victoire de l'Islam sur les chrétiens.

Mais le parlementaire Si-Saïd-Naït-el-Hadj ne reçut qu'une réponse hautaine : « Va dire au caïd Ali qu'il mette bas les armes, sinon un châtiment sévère ne se fera pas attendre. »

C'était la seule réponse que pouvait faire un officier assiégé. Ali-Oukaci ne s'en rendit pas compte : il crut qu'il avait été mal compris, et il envoya, le 30, un nouveau parlementaire pour bien expliquer son intention de nous rendre un dernier service pendant qu'il le pouvait encore.

La réponse fut plus dure que la première fois, et il fut prévenu qu'on n'accepterait plus de parlementaire.

Ali-Oukaci fit cependant une troisième tentative; le malheureux émissaire prit des précautions extrêmes pour se glisser jusqu'à portée

---

tribus soulevées et accroît son armée. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui reste caché sous sa tente.

« Le caïd Ali a levé son drapeau pour la guerre sainte : la poudre a commencé à parler. Le caïd Ali est à cheval, Mohammed-Amoqrane à ses côtés. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui reste caché dans sa tente.

« Les Ouled-Oukaci ont déployé leur drapeau pour allumer la guerre sainte, ils sont en face des canons et des balles; ils ont fait le sacrifice de leur vie. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui s'est sauvé dans sa maison.

« Femmes, jurez que vous ne porterez plus ni mousseline ni bracelets. Les Ouled-Moqrane sont partis avec leurs enfants et se sont réfugiés en Tunisie. Ce n'est pas comme Ben-Ali-Chérif, qui a les chrétiens dans son parti. »

(La dernière strophe a dû être ajoutée postérieurement au 20 janvier 1872, puisqu'il est question de la fuite des O. Moqrane en Tunisie.)

de la voix; mais, aperçu par une sentinelle à travers un créneau, il fut tué avant d'avoir pu se faire entendre.

Ali-Oukaci renonça à renouveler les pourparlers, et laissa continuer le blocus et la fusillade, sans tenter une attaque de vive force qu'il jugeait impossible. Les assiégés, de leur côté, n'essayèrent, jusqu'au 11 mai, aucune sortie contre ces masses insurgées, qui se tenaient hors de portée et n'engageaient qu'un petit nombre de tirailleurs isolés et disséminés.

Le 6 mai, Ali-Oukaci et Ben-Ali-Chérif reçurent chacun une lettre du bachagha Moqrani, les priant de venir conférer avec lui à l'Oued-Soufflat.

En ce moment, les colonnes Lallemand, Saussier, Cérez, s'avançaient victorieuses; l'aristocratie indigène, humiliée d'être rejetée au second plan par la démocratie des Rahmanya, songeait à dégager sa cause de celle de ses alliés trop puissants, et avait grand besoin de se concerter en vue de la conduite à tenir.

Ali-Oukaci et Ben-Ali-Chérif se mirent en route le jour même avec une escorte de quarante cavaliers des Imraouènes.

Le lendemain 7, ils rencontrèrent un courrier venant leur annoncer que le bachagha était tué. Ils firent alors demi-tour, et revinrent à Tizi-Ouzou donner cette nouvelle aux insurgés.

Ben-Ali-Chérif croyait l'insurrection terminée, et il engagea vivement Ali-Oukaci à aller avec lui, au bordj de Tizi-Ouzou, se mettre à la disposition du commandant supérieur; mais cette proposition ne fut pas acceptée. Ali-Oukaci était persuadé que ce serait s'exposer à être fusillé sans profit pour personne, et non seulement il ne voulut pas consentir à se présenter au bordj, mais encore il empêcha Ben-Ali-Chérif de s'y rendre[1].

---

1. La suite des faits relatifs à la région de Tizi-Ouzou se trouve au livre III, chapitre I : Du Sebaou a la mer, et chapitre V : Dans le Djurdjura.

# VIII

# DELLIS

(17 avril - 5 mai.)

Les Mahieddine de Taourga : leur adhésion à l'insurrection. — El-hadj-Aomar-ou-Mahieddine agha des combattants de la guerre sainte. — Nefra à Rebeval ; évacuation de ce village et de Ben-Nchoud ; pillage de la ferme Jeannin et des exploitations isolées (17 avril). — Défense de l'école de Rebeval ; prise et destruction du village (18 avril). — Évacuation de Ben-Nchoud ; pillage du village (18 avril). — Investissement de Dellis par les rebelles (18 avril). — Arrivée du *Jura* (22 avril). — Le *Limier* bombarde El-Assoua (23 avril. — Attaque de Dellis par le bord de la mer (23 avril). — Mission de l'interprète Guérin (23 avril). — L'*Armide* arrive à Dellis avec ses compagnies de débarquement (23 avril). — Sortie pour réparer la conduite d'eau (27 avril). — Nouvelle sortie pour réparer la conduite ; attaque du troupeau (28 avril). — Attaque d'une corvée sous Dellis (29 avril). — Continuation du blocus (du 29 avril au 5 mai).

Lorsque, après avoir été battu, le 12 mai 1844, à Taourga, par le maréchal Bugeaud, El-hadj-Aomar-ben-Mahieddine avait été forcé d'imiter ses contingents, qui acceptaient notre autorité, il n'avait pas voulu nous prêter son concours personnel, et son frère Lamdani[1] avait été nommé agha des Taourga. Quant à lui, il avait affecté de se tenir à l'écart des affaires ; il ne nous aimait pas, et il eut bientôt trouvé des griefs contre nous. D'abord, en 1847, quand Belgacem-Oukaci fit sa soumission et fut nommé bachagha, Aomar éprouva un grand froissement : car, bien qu'allié par les femmes avec les Oukaci, il les détestait[2], et il ne vit pas sans dépit son frère placé sous les

1. Lamdani ou Lemdani sont les formes berbères du nom et correspondent à la prononciation réelle. Les tolba arabes écrivent plutôt El-Madani, et en 1844, on écrivait El-Meïdani. — Son aghalik comprenait les Beni-Tour, Beni-Slyem, Beni-Ouaguenoun, Bordj-Sebaou, Flissat-el-Bahr, Beni-Djenad.

2. En 1820, le père d'El-hadj-Aomar-ou-Mahieddine, qui alors habitait Bordj-Sebaou, avait, de concert avec les Turcs, participé à l'assassinat de Mahmed-Oukaci, père de Belgacem. De 1830 à 1839, El-Hadj-Aomar et Belgacem-Oukaci

ordres directs de son ancien ennemi, pourvu d'un titre et d'une situation considérables [1].

En 1855 et 1856 il y eut de nouveaux froissements pour les Mahieddine; l'agha Lemdani, étant mort, fut remplacé par son neveu Lounis-ben-Ahmed-Mahieddine, qui n'eut que le titre de caïd, et qui ne conserva ses fonctions que pendant une année [2]. On continua bien à dire « le caïd Lounis », mais ce n'était plus qu'une appellation bienveillante.

El-hadj-Aomar, en vieillissant, s'était adonné aux pratiques de dévotion et s'était affilié aux Rahmanya, dont son neveu Mohammed-ben-Ali-ben-Mahmed-ben-Mahieddine était moqaddem.

Lorsque ce dernier, au commencement d'avril 1871, reçut la proclamation de Chikh-el-Haddad, tous les membres de la famille, à l'exception de « caïd Lounis », se jetèrent à corps perdu dans le mouvement et devinrent à la fois des prédicateurs ardents du djehad et des chefs militaires énergiques.

Autour d'eux se groupèrent tous les moqaddems des Beni-Ouaguenoun, Beni-Thour et Beni-Slyem, tribus où le vieil Aomar avait conservé une certaine influence; puis aussi de nombreux moqaddems des Isser, entre autres Mohammed-Chérif-ben-el-Haoussine-el-Grebissi, chef de la zaouïa de Grébissa et président du Medjelès de Dellis.

Comme partout, des mécontents et des gens tarés, désireux de se refaire une réputation en participant au djehad, se joignirent aux moqaddems. Dans cette catégorie il convient de mentionner l'ancien agha Allal-ben-Ahmed-Sghir [3], qui, de 1844 à 1847, avait été mis à la tête des Amraoua, alors que Lemdani-ben-Mahieddine était agha de Taourga. Allal-ben-Ahmed-Sghir ne nous avait jamais pardonné de l'avoir remplacé par Belgacem-Oukaci, et, si par lui-même, en raison de son âge très avancé et de sa nullité intellectuelle, il était peu de

---

s'étaient constamment fait la guerre. En 1837, Belgacem avait mis le siège devant Taourga, et il allait s'en emparer, quand, dans une reconnaissance faite vers l'Oued-Isser, il était tombé blessé aux mains d'un goum des Mahieddine et avait été fait prisonnier.

1. Le bachaghalik de Belgacem-Oukaci comprenait :

L'aghalik des Taourga, l'aghalik des Amraoua et le commandement nominal de tout ce qui fut plus tard le cercle de Fort-National.

2. Lemdani mourut le 6 avril 1855, l'aghalik fut supprimé le 16 mai, et Lounis nommé caïd de Taourga le 16 juin 1855. Le district civil de Dellis fut créé par décret du 31 décembre 1856 et fonctionna en février 1857.

3. Le 30 mars 1872, la cour d'assises condamnait les six membres suivants de sa famille :

Saïd-ou-Allal, Mohammed-ben-Hamdan-ou-Allal, à la peine de mort; Ali-Sghir-

chose, il donnait à l'insurrection un nom populaire et toute une bande de fils et de neveux ardents et courageux.

Tous ces gens acclamèrent El-hadj-Aomar-ben-Mahieddine « agha des combattants de la guerre sainte » ; mais, à cause de son âge, il laissa le commandement effectif à ses cinq fils : Ahmed, Mohammed, Ismaïl, El-hadj-Saïd et Ali.

Avant de se déclarer ouvertement contre nous, ils vinrent une dernière fois à Dellis prier le commissaire civil de leur délivrer des armes et des munitions « pour couvrir la ville, qui pourrait être attaquée ». Ce beau zèle, auquel on n'était pas habitué, éveilla la méfiance des autorités, qui refusèrent, ou plutôt ajournèrent, afin de laisser aux événements le temps de se dessiner ; ce qui ne tarda guère.

L'insurrection commença, en effet, le 17 avril au matin, à 17 kilomètres au sud de Dellis, par une nefra sur le marché de Rebeval, village français bâti à côté de la taddert de Berlia, avec laquelle les colons étaient en relations journalières.

Il fallut l'intervention de gendarmes, de spahis et de miliciens, pour dissiper les perturbateurs et pour les empêcher de se jeter sur les habitations. En réalité, cette bagarre n'avait pour but que d'effrayer les colons et de les faire rentrer à Dellis; on exécutait les ordres de Seddouq et de la Medjana. Aussi, dès que le calme fut rétabli sur le marché, les notables de Berlia et les parents de l'ex-agha Sghir-Allal-ben-Ahmed vinrent trouver les colons, et leur firent un tableau très sombre de la situation. Ils leur dirent, entre autres choses, que « le caïd Ali-Oukaci, déjà maître de Tizi-Ouzou, marchait sur Dellis avec de forts contingents ; que tous les gens de Berlia venaient d'être convoqués à Taourga par El-hadj-Aomar-ou-Mahieddine, qui s'apprêtait à barrer la route de Dellis aux contingents d'Oukaci ». Ils engageaient donc les colons à partir au plus vite, et ils offraient de leur louer des bêtes pour enlever leurs effets, pendant qu'il en était temps encore.

Les colons avaient grande confiance dans leurs voisins, et ils étaient déjà décidés à partir, quand, vers les quatre heures et demie, l'adjoint reçut une lettre du maire de Dellis les invitant à se replier au plus vite sur la ville.

Dans la matinée, en effet, « caïd Lounis » Ben-Mahieddine avait

---

ben-Mohammed-ou-Allal, Slimane-ben-Mohammed-ou-Allal, Mohammed-Belgacem-ou-Allal, aux travaux forcés à perpétuité; Lounis-ben-el-hadj-Mohammed-ou-Allal, à la déportation.

prévenu le général Hanoteau que l'insurrection gagnait du terrain et que les Beni-Ouaguenoun devaient, le jour même ou le lendemain, commencer l'attaque et le pillage des villages, fermes isolées et maisons de plaisance de la banlieue de Dellis. Le maire, avisé de cette communication, avait requis les gendarmes disponibles pour porter des lettres dans toutes les directions.

Dès que l'adjoint de Rebeval eut donné connaissance de l'avertissement du maire, la plupart des colons, tant du village que des fermes voisines, mirent à la hâte sur des voitures leurs effets les plus précieux, et partirent par petits groupes pour Dellis.

Ils traversèrent le hameau français de Ben-Nchoud, déjà évacué en partie, et où il ne restait plus que huit colons, décidés à tout braver. Chacun des deux premiers groupes, qui arrivèrent à Dellis vers les dix heures et demie du soir, essuya un coup de feu d'un individu embusqué près la route : un colon fut légèrement blessé à la jambe.

A leur arrivée, le général Hanoteau, sachant que d'autres colons suivaient, chargea M. Guérin, son interprète militaire, qu'il avait sous la main, d'aller au-devant des arrivants avec huit spahis.

M. Guérin partit à onze heures ; il disposa ses spahis en fourrageurs, et leur recommanda de faire résonner leurs étriers et leurs armes, afin de donner l'illusion d'une troupe plus nombreuse ; lui-même parlait ou chantait à haute voix, afin de ne pas effrayer les colons. Il rencontra ainsi le gros des habitants de Rebeval entre le quatrième et le cinquième kilomètre, et fut, par eux, empêché d'aller plus loin, car ceux qui étaient restés ne voulaient pas entendre parler de quitter leurs maisons. L'interprète et les colons arrivèrent sans encombre à Dellis vers les deux heures du matin.

Pendant ce temps, ceux restés à Rebeval, après s'être groupés à la tombée de la nuit, avaient vu venir à eux une trentaine d'indigènes de Berlia, conduits par leur chikh Saïd-ou-Allal et par Ali-Sghir-ben-Mohammed-ou-Allal, qui offraient leur concours pour garder les Européens. Leur présence, loin de rassurer les colons, en effraya plusieurs, qui partirent immédiatement pour Dellis, où ils arrivèrent un peu après deux heures du matin, sans incident fâcheux et se félicitant fort de leur détermination. En route, ils avaient vu les crêtes garnies de feux de bivouac et plusieurs incendies dans la direction de fermes françaises. Ils avaient aussi entendu des coups de feu dans le lointain.

En effet, le 17, vers les onze heures et demie du soir, une bande de 25 pillards, conduite par un certain Mohammed-Sghir-ben-Khelil, était arrivée à la ferme Jeannin, et avait débuté par effrayer à coups

de fusil, sans d'ailleurs les viser, un groupe de khammès qui montaient la garde autour d'un feu allumé en plein air. Au bruit de la fusillade, le fermier était accouru couvert d'un bernous : il avait entendu ses khammès injurier les bandits, qui, pour toute réponse, firent une décharge générale sur le groupe. Le fermier, effrayé, rentra, mit sur ses épaules sa femme apeurée, et prit la fuite à travers champs, essuyant en route quelques coups de feu qui ne l'atteignirent pas. Il alla demander asile dans une ferme voisine, d'où, le lendemain, il gagna Dellis.

Plusieurs épisodes analogues avaient lieu en ce moment aux environs de Rebeval ; un colon isolé, ainsi menacé, alla se réfugier chez un voisin indigène nommé Mohammed-ben-Mahieddine, simple paysan kabyle, n'ayant rien de commun avec son homonyme de Taourga. Il y fut bien reçu, et rentra au point du jour à Rebeval, où, en somme, la nuit du 17 au 18 s'était passée, sinon sans alertes, du moins sans attaque.

Le 18 au matin, les neuf colons restés dans le village se décident à rentrer à Dellis ; mais à peine sont-ils en marche qu'ils trouvent la route barrée par Saïd-ou-Allal, à la tête des gens de Berlia, et par une autre bande étrangère à la localité. On les arrête, mais c'est pour leur faire des protestations d'amitié ; on veut qu'ils retournent au village ; on demande à leur acheter à bas prix les grains qu'ils abandonnent ; puis, quand les Européens ont repris confiance et ne se tiennent plus sur la défensive, on les entoure et on cherche à les désarmer.

Trois d'entre eux[1] réussissent à entrer dans la maison d'école, s'y barricadent, et commencent un feu bien ajusté sur leurs agresseurs. Les six autres courent dans diverses directions : les indigènes les poursuivent, et les tuent à coups de fusil ; puis, donnant les armes de leurs victimes à six d'entre eux qui n'ont que des matraques, ils reviennent attaquer la maison d'école, dont les vaillants défenseurs ont déjà abattu trois ou quatre des assaillants.

L'issue de la lutte ne pouvait être douteuse, ils étaient plus de cent indigènes contre trois Français. Bientôt ceux-ci sont blessés, et leurs munitions s'épuisent. Les assaillants s'en aperçoivent, et redoublent leur feu. Mais le moqaddem Si-Mohammed-Chérif-el-Grebissi, le paysan Mohammed-ben-Mahieddine, qui a sauvé la veille un Européen, le khammès Ameur-Sabri et une vieille femme influente,

1. MM. Soudon, Lambert et Blanc fils.

Fatma-bent-Yahia, essayent d'arrêter la lutte : « Ces Français sont de braves gens, mieux vaut les garder comme otages et prisonniers... » ; les Ouled-Allal, tous les notables, sont de cet avis et crient de cesser l'attaque. Leurs paroles sont couvertes par des injures, et des forcenés, qu'excite un certain Omar-ben-Mohammed-Oukaci[1], paysan de Berlia, entourent la maison de broussailles sèches qu'ils enflamment, et dans lesquelles ils jettent du bois et des meubles.

L'incendie dévore la maison, qui ensevelit les trois malheureux sous ses ruines fumantes[2].

Le même jour 18 avril, le hameau de Ben-Nchoud était le théâtre d'un épisode semblable. Là aussi les chefs rebelles n'en voulaient qu'aux armes et aux propriétés des colons. Ils poursuivaient l'évacuation du village et le partage des biens ; mais ils n'avaient aucune haine systématique contre les personnes.

Le matin, trois des huit colons qui avaient passé la nuit à Ben-Nchoud étaient partis à Dellis, afin de ramener des voitures pour enlever leurs effets ; ils n'avaient pas été inquiétés. Une heure après leur départ, les cinq colons restant entendaient la fusillade crépiter du côté de Rebeval, puis ils voyaient les crêtes se garnir de groupes armés et enfin des bandes piller les habitations isolées, entre autres la ferme Tardieu, qui domine le village.

Ils se mettent alors en route, sans attendre le retour de leurs camarades, ce qui les fait passer à une portée de fusil de cette ferme. Les sentinelles indigènes, qui montent la garde autour des bâtiments que les pillards sont en train de dévaliser, les voient très bien ; ils les regardent, sans faire contre eux aucune démonstration hostile.

Malheureusement, un des cinq colons, le sieur Brassenhaüer, en un mouvement de colère irréfléchie, a l'imprudence de faire feu dans cette direction. Une des sentinelles, Belgacem-ou-Mohammed-el-Amri, leur crie : « Qu'est-ce que c'est ? qu'avez-vous fait là ? » et en même temps, lâchant son coup de fusil sur les Européens, il appelle à la rescousse. Les colons prennent la fuite et courent s'abriter derrière les talus de la route. Mohammed-Saïd-ben-Lounis[3], le fils de « caïd Lounis »,

---

1. Non parent des Oukaci de Tamda.

2. Cet épisode n'a pu être connu que par des témoins indigènes, mais tous, témoins ou accusés (à l'exception de Omar-Oukaci), ont raconté les faits de la même façon et tels qu'ils sont relatés ici.

3. Le père nous resta fidèle et nous rendit des services ; mais ses fils, Mohammed-Saïd, Mohammed-Sghir, Hassène et El-Haoussine, se firent remarquer par leur acharnement contre nous. Tous quatre furent séquestrés nominativement ; le premier eut cinq ans de travaux forcés.

se met à leur poursuite à la tête d'un groupe qui ne cesse de tirer sur les fugitifs. Brassenhauer, resté un peu en arrière, tombe blessé, et, changeant de direction, il se traîne en rampant dans un champ broussailleux. Mais il a été vu, et, sans plus se soucier des autres colons, la bande entière se précipite sur lui. Il se relève, croise la baïonnette, et, par sa fière attitude, impose un instant à ses agresseurs; mais trois coups de feu le font tomber de nouveau; on l'achève à coups de matraque, et un nommé El-hadj-Rabah-ben-Lounis lui tranche la tête.

Les rebelles reviennent alors à Ben-Nchoud, dont ils achèvent le pillage et dont ils brûlent les maisons.

Quant aux quatre autres colons, ils arrivèrent sans encombre à Dellis, au moment où toutes les crêtes voisines de la place se couvraient de contingents rebelles et où une barque était envoyée à Alger pour informer de la situation.

Le 19 avril, les indigènes dévastèrent toutes les maisons de campagne de la petite banlieue. Procédant le plus souvent avec beaucoup de méthode et en gens pratiques, ils chargeaient des bourriquots et des mulets de tuiles, d'outils de jardinage, et de poutrelles arrachées aux habitations.

On ne pouvait songer à faire une sortie contre eux, car on n'avait pas en ville assez d'hommes pour assurer la garde des remparts, qui, en raison de la configuration du sol, ont un développement excessif et laissent de grands vides entre l'enceinte et les constructions. Tous les hommes valides, soldats et miliciens, étaient sur pied, et on n'avait pu constituer ni réserves ni piquets pour faire des patrouilles. Cependant la ville était encombrée d'indigènes qui, quoique fort paisibles, donnaient néanmoins des inquiétudes à la population civile.

Dans la nuit du 19 au 20, les rebelles, devenus plus entreprenants en raison de notre inaction, vinrent rôder assez près des remparts. On les éloigna à coups de fusil, mais il n'y eut pas d'attaque.

Le 20, vers huit heures du matin, une reconnaissance de 12 spahis, commandés par le maréchal des logis Ahmed-Taïeb-ben-Si-Moula[1], fut envoyée à l'extérieur, avec mission de se rapprocher autant que possible de l'ennemi, sans s'engager. Un détachement de 30 zouaves les suivait pour protéger leur retraite, le cas échéant.

Les spahis arrivèrent jusqu'aux premières crêtes et virent qu'il n'y

1. Parent de Si-Moula-Naït-Ameur, dont il est question au chapitre VI, page 269. Il a pris sa retraite comme officier décoré.

avait là que 300 hommes environ armés de fusils ; 300 ou 400 autres étaient avec eux, mais ils n'avaient que des sabres, des pistolets et des matraques.

Après avoir reconnu plusieurs membres de la famille de Mahieddine parmi les chefs et notables commandant ces rebelles, les spahis rentrèrent sans avoir eu d'engagement.

Les deux jours suivants, les Qbaïls restèrent sur ces positions, bien groupés, mais hors de portée de nos canons, et se bornant à former autour de la place un cercle infranchissable.

Le 22, à dix heures du matin, le *Jura* entra en rade, ayant à bord un millier de mobiles de l'Hérault, dont 400 restèrent à Dellis : il débarqua de grands approvisionnements de vivres et de munitions. Pendant ce temps, les Taourga, Beni-Tour, Beni-Slyem, Beni-Ouaguenoun, etc., étaient en mouvement et se concentraient aux environs de la ferme incendiée de Boumedas.

Le 23 avril, à cinq heures du matin, le général Hanoteau faisait sortir par la poterne de Sidi-Souzane une corvée de 150 indigènes, commandés par le capitaine Huber, chef du bureau arabe, et protégés par un détachement de zouaves. Cette corvée était chargée de couper les broussailles et de déblayer le pied de l'escarpe en avant de la poterne.

Pendant que s'exécutait ce travail, l'aviso le *Limier* quittait la rade et allait canonner le village d'El-Assoua, où étaient rassemblés de nombreux contingents kabyles.

A sept heures et demie, les Taourga et les masses ennemies, qui couvraient les hauteurs autour de la ville, descendaient, ayant pour objectif évident une attaque vers la mer entre le bastion 13 et la batterie 15.

Les travailleurs sont aussitôt rappelés et en un instant des zouaves, des marins, des mobiles et des miliciens occupent les créneaux.

Dès que les rebelles, conduits par les fils de Mahieddine et par ceux de caïd Lounis, sont en vue et à portée, ils sont accueillis par une vive fusillade et par quelques boîtes à mitraille qui les arrêtent net. S'embusquant alors derrière tous les obstacles, dans les rochers du bord de la mer et dans une batterie de côte inachevée, ils engagent contre nous des feux de tirailleurs remarquablement bien dirigés.

Mais, au bruit de la fusillade, le *Limier* est revenu ; ses obus, lancés avec précision dans les ravins et les anfractuosités qui ne sont pas vus de la place, débusquent en partie les assaillants.

L'aviso le *Daim*, qui arrive sur ces entrefaites, croise ses feux avec

ceux du *Limier* et achève de dégager les abords de la place; au bout d'une heure et demie, il ne reste plus que quelques tirailleurs isolés qui s'acharnent à tirer jusqu'au soir, alors que les contingents ont regagné Boumedas.

Dans cette affaire, nous n'avons que deux blessés, un matelot du *Daim* et un mobile.

On était absolument sans nouvelles de l'intérieur des tribus; les émissaires envoyés n'avaient pas reparu; on sut, plus tard, que le plus dévoué d'entre eux, Si-Amar-ou-Mohand, amine-el-oumena des Aït-Ouaguenoun, qui, les premiers jours, nous avait bien renseignés, avait été arrêté à Taourga, garrotté et gardé à vue.

Il fallait cependant savoir à quoi s'en tenir; il y avait, parmi nos agents indigènes restés à l'extérieur, des gens dont le silence ne s'expliquait pas, car ils s'étaient trop souvent compromis à notre service pour avoir fait cause commune avec les khouans, les mécontents et les inconscients.

L'interprète militaire Guérin, attaché au général Hanoteau, fut envoyé, dans cette même journée du 23 avril, en mission auprès du caïd des Isser-el-Ouidane, Dali-Ahmed-ben-Hossaïne, qui passait pour dévoué à la France, et dont l'habitation était au bord de la mer.

L'interprète Guérin, accompagné de deux indigènes de confiance, monta à bord du *Daim*, qui, rangeant la côte au plus près, afin de montrer ses canons aux indigènes, le débarqua à l'embouchure de l'Isser.

A l'approche du canot accostant le rivage, des bergers s'éloignent en appelant; quelques Qbaïls en armes apparaissent, mais n'osent s'avancer : Guérin dépêche alors ses deux indigènes à la maison du caïd, avec un mot l'invitant à venir conférer sur la plage. Dali-Ahmed arrive presque aussitôt à cheval, et, contrairement aux habitudes de déférence des chefs indigènes vis-à-vis des officiers ou fonctionnaires français, et même contrairement aux usages courants de la politesse entre personnes de même rang, il ne met pas pied à terre, et salue sans quitter la selle.

Notre envoyé n'accepte pas cette impertinence, qui a fait sourire les nombreux Qbaïls spectateurs, et, sans s'émouvoir, il décline au caïd sa qualité « d'envoyé du général commandant la subdivision ». Dali-Ahmed ne bougeant pas, Guérin ajoute : « Puisque c'est ainsi que vous recevez le délégué du général, il est inutile que je vous entretienne de ma mission ; vous êtes avec les ennemis de la France, je vous quitte, et, dans un instant, votre bordj sera canonné. »

Le caïd se décide alors à mettre pied à terre; il fait éloigner les assistants, puis, n'étant plus ni surveillé ni écouté, il donne, de bonne grâce et avec véracité, des renseignements précis sur ce qui s'est passé. Il fait savoir, entre autres choses, que Omar-ben-Zamoun, Saïd-ben-Ahmed, président du douar d'El-Richa, et d'autres indigènes, ont chez eux des Européens prisonniers, qui sont en sûreté et bien traités, car « ces indigènes les gardent pour se faire pardonner et bien venir si les Français sont victorieux, et pour en tirer une bonne rançon si les khouans sont vainqueurs, avec l'aide de Dieu ».

Il déclare aussi que lui et les autres chefs des Issers, Ouled-Smir, Djeddiane, Drouh, ne voulaient pas se révolter, mais que, ne pouvant être protégés par nous, ils ont dû se mettre du côté des plus forts. « Si une colonne vient, nous serons les premiers à nous soumettre et à combattre de tout cœur dans vos rangs, car nous n'aimons pas les khouans et nous ne voulons pas de leur autorité ; mais, jusque-là nous ne pouvons rien pour vous, si ce n'est vous donner des renseignements quand vous viendrez en demander comme aujourd'hui ; mais ce serait nous compromettre que de recevoir vos émissaires ou de vous en adresser. »

L'interprète Guérin engagea le caïd à avoir une attitude plus nette; il lui demanda, comme gage des bonnes intentions qu'il manifestait, son jeune fils, qui serait emmené à Dellis, et resterait l'hôte du général. Le caïd refusa, disant que cela le compromettrait inutilement aux yeux des rebelles.

On se sépara sur ce refus, après avoir échangé quelques formules banales de politesse; et le soir, à onze heures, le *Daim,* qui avait débarqué M. Guérin à Dellis, apportait à Alger le récit de cette entrevue.

Il avait été précédé par le *Limier,* qui avait remis un rapport sommaire sur les combats de la journée et qui avait amené le caïd Lounis, dont la présence à Dellis exaspérait les colons.

Le départ des deux avisos était sans inconvénient, car la frégate l'*Armide* venait d'arriver à Dellis et avait mis à terre ses compagnies de débarquement pour renforcer la garnison.

Il y eut toujours un ou plusieurs bateaux de guerre en rade de Dellis; aussi les Qbaïls, renseignés sur la puissance de notre artillerie de marine, ne tentèrent aucune attaque contre la ville, mais ils maintinrent étroitement le blocus.

Le 27 avril, une sortie fut faite pour réparer la conduite d'eau d'Aïn-Kandok, coupée par les insurgés. Il n'y eut pas d'engagement,

la conduite fut remise en état, mais dans la nuit elle fut de nouveau coupée, et de façon à ne pouvoir plus être rétablie en quelques heures.

Dans cette même nuit du 27 au 28, les rebelles mirent aussi hors de service la conduite d'El-Assoua et brisèrent la porte du château d'eau de la troisième conduite, dite de Bouabada.

Le 28, une reconnaissance put, sans être sérieusement inquiétée, malgré l'échange de quelques coups de fusil, remplacer la porte du château d'eau par un mur solide et bien cimenté, qui le mit à l'abri des destructions ultérieures. La ville était, du reste, pourvue d'excellents puits, et elle n'avait pas à craindre de manquer d'eau potable.

Dans cette même journée du 28, sur un autre point, au pied des remparts, le troupeau fut attaqué, et sa défense nous coûta la vie d'un matelot.

Le 29, ce fut une corvée de bois qui essuya le feu de l'ennemi, sans d'ailleurs avoir personne de blessé.

L'investissement se resserrait, ou plutôt les groupes chargés du blocus devenaient plus entreprenants; mais ils restaient toujours massés hors de portée de nos canons et sur des positions qu'il eût été inutile d'aller attaquer, car on ne pouvait songer à les conserver, et elles étaient trop éloignées de la place pour gêner la défense.

Les choses continuèrent ainsi jusqu'au 6 mai sans incident particulier[1].

---

1. La suite des faits relatifs à la région de Dellis se trouve au livre III, chapitre I : Du Sebaou a la mer.

---

# IX

# PALESTRO

(19 avril-25 avril.)

Ammal et Aït-Khalfoun. — Griefs contre le maire. — Question du marché. — Propos inquiétants. — Entrevue du chef d'annexe avec les chefs indigènes (13 avril). — Demande de secours (15 avril). — Conciliabule sur le marché des Aït-Khalfoun; l'attaque est décidée (19 avril). — Incendie des meules; pillages et dévastations autour du village (20 avril). — Sauvetages isolés. — Lettre du caïd des Ammal (20 avril). — Attaque et prise du presbytère (21 avril). — Fuite de quatre Européens (21 avril). — Attaque de la gendarmerie (22 avril). — Pourparlers. — La bande des Zouatna. — Massacre de trente et un colons (22 avril). — Rôle de Saïd-ou-Ali. — Attaque de la maison cantonnière; nouveaux pourparlers; désarmement et départ en captivité des quarante survivants (22 avril). — Arrivée des captifs chez Saïd-ou-Ali (23 avril). — Régime des prisonniers. — Départ de l'Alma du colonel Fourchault (23 avril). — Son arrivée à Palestro; inhumation des victimes (24 avril). — Combat chez les Bouderbala; arrivée au Fondouq (25 avril).

Le village de Palestro, créé par arrêté du 18 novembre 1869, et érigé en section distincte de la commune mixte de Dra-el-Mizane, le 17 mars 1870, avait été installé sur des terrains domaniaux entourant l'ancien gîte d'étape, ou konak turc, du pont de Ben-Hinni, sur l'Isser.

Les 546 hectares composant la dotation de ce village de cinquante-neuf feux n'avaient donc pas été pris, même par expropriation forcée, aux tribus voisines [1], Ammal et Aït-Khalfoun.

Les Ammal avaient été, sous les Turcs, rayas de l'agha d'Alger. Depuis 1830, ils n'avaient été inféodés ni à un soff ni à une personnalité politique ou religieuse. Habitués à obéir et à gagner leur vie en

---

1. Les tribus à l'est de la Mitidja ont été administrées jusqu'au 10 février 1879 par l'autorité militaire; un chef de bureau arabe installé à l'Arba, et plus tard à Tablat, était chef de l'*annexe* d'Alger. En 1871, les Ammal relevaient de cette annexe.

travaillant, ils étaient de mœurs paisibles et faciles à administrer. Ils avaient d'abord vu sans déplaisir l'installation du village français : c'était pour eux une garantie de paix et de sécurité vis-à-vis des Aït-Khalfoun, contre lesquels ils avaient de vieilles inimitiés.

Ces Aït-Khalfoun relevaient de Dra-el-Mizane; ils occupaient dans la montagne 35 hameaux fortement organisés en 5 toufiks comprenant 4,389 habitants. A peu près indépendants sous les Turcs, ils n'avaient jamais payé l'impôt au dey que contraints et forcés par des colonnes qui venaient camper à Ben-Hinni. Ils avaient les qualités et les défauts des Qbaïls du Djurdjura, et avaient toujours été très redoutés des paisibles Ammal.

Ammal et Aït-Khalfoun venaient d'ailleurs volontiers travailler ou commercer au village français, qui semblait placé dans des conditions excellentes.

Cependant, quand le village fut à peu près créé, il y eut entre les colons et les indigènes plusieurs froissements. L'adjoint spécial, à qui on donnait ordinairement le nom de maire, était entrepreneur de travaux; il employa des gens du voisinage, et, ayant eu souvent avec eux des difficultés lors des règlements de compte, il s'était créé des ennemis particuliers; aussi, d'une façon générale, était-il peu sympathique aux indigènes; mais c'était là une question d'ordre privé et qui eût été sans gravité, si à ces griefs d'ouvriers à patron n'étaient venus s'en joindre d'autres intéressant les collectivités indigènes. Pour la commodité des colons, et dans l'intérêt des finances de la section de commune, on avait décidé la création d'un marché à Palestro. C'était la ruine du marché des Ammal, qui se tenait le vendredi, et un préjudice relatif à celui des Aït-Khalfoun, qui avait lieu le mercredi. Les deux tribus intéressées avaient vivement protesté : car, en Kabylie, les indigènes attachent à leur marché une importance extrême; avoir un marché n'est pas seulement une question commerciale, c'est avant tout une question de prestige et d'honneur pour la tribu.

On avait passé outre, mais le caïd des Ammal, El-hadj-Amed-ben-Dahmane, avait déclaré au maire que tous les notables des Ammal useraient de leur influence pour empêcher les indigènes de fréquenter le marché de Palestro.

L'irritation causée par cette affaire avait été, dès les premiers mois de 1871, exploitée par les moqaddems, qui s'étaient entremis pour réconcilier les Ammal avec les Aït-Khalfoun, et pour faire adhérer ces derniers à l'ostracisme prononcé contre le marché des chrétiens.

Il y eut, à cette occasion, des allées et venues insolites entre les deux tribus, et l'attitude des indigènes était devenue moins bonne. Certains propos avaient été tenus auxquels l'état général du pays donnait une signification inquiétante. C'est ainsi que, dans une salle d'auberge, le fils du caïd des Ammal, moitié sérieux, moitié plaisantant, avait dit en arabe en montrant des yeux une jeune fille française : « Si on se bat, en voici une qu'il ne faudra pas tuer, je la prendrai pour femme. » La jeune fille comprenait l'arabe ; elle décida sa famille à partir tout de suite pour l'Alma.

Dans les premiers jours d'avril, le maire, M. Bassetti, étant venu à Alger, avait signalé les craintes de ses administrés et l'attitude peu bienveillante des indigènes.

Le 13 avril, le sous-lieutenant Desnoyer, chef de l'annexe d'Alger, avait réuni à Palestro les chefs des Ammal, Aït-Khalfoun, Zouatna, Senhadja et autres tribus voisines. Il avait vaguement rassuré le maire, tout en l'engageant à prendre des précautions pour ne pas être surpris, et à user d'une grande prudence dans ses relations ; en même temps, le 15, il avait envoyé à ses chefs un rapport concluant à l'envoi d'urgence, dans cette localité, d'un détachement de deux à trois cents hommes. Cette démonstration lui paraissait nécessaire pour raffermir la situation et pour utiliser, pendant qu'il en était temps encore, le crédit et la bonne volonté de nos agents indigènes, sur lesquels, depuis le 11 avril, les moqaddems Rahmanya exerçaient une action néfaste et dangereuse pour nos colons.

Il n'avait pas été possible d'envoyer ce faible secours : la situation était la même partout, et, de tous les côtés, les mêmes demandes étaient faites par nos agents, militaires, civils ou indigènes.

A Palestro, les colons, de plus en plus inquiets, se préparèrent à la lutte et s'exercèrent au maniement des armes que le maire leur avait rapportées d'Alger.

Le 17 avril, El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane écrivait encore au chef d'annexe pour lui signaler le caïd Saïd-ou-el-Hadj, des Khrachna-el-Djebel, comme ayant pillé et brûlé des maisons isolées : il ajoutait, détail inexact, que lui et la fraction des Ouled-Dahmane avaient combattu les Khrachna rebelles.

A la même date à peu près, le nommé Saïd-ben-Ramdane, amine des Ihazzamène[1] (Aït-Khalfoun), disait à Mme Bassetti : « Par la vérité

1. Hazama en arabe, écrit à tort Azama dans la plupart des documents officiels.

de Dieu, crois-moi, Madame, laisse là ton mari et va-t'en à Alger; toi, tu es bonne, les autres sont mauvais, il ne faut pas que tu restes ici. »

Le mercredi 19 avril il y eut une affluence extraordinaire sur le marché des Aït-Khalfoun, à la suite de convocations lancées par les moqaddems du pays. Là se rencontrèrent les notabilités religieuses et les chefs investis de douze fractions ou tribus : Ammal, Zouatna, Senhadja, Beni-Menade, Aït-Khalfoun, etc.

Dans cette réunion, il fut décidé que la nuit même on se grouperait dans les ravins autour de Palestro, et qu'on attaquerait le village dès le point du jour.

La nuit venue, les Aït-Khalfoun se rassemblent en effet, au nombre de trois cents, dans un ravin près du village. Le maire, prévenu par un de ses anciens domestiques, Hamida-ben-Salem [1], envoie aux informations un de ses employés, Boudjma-ben-Ahmed [2]. Celui-ci déclare qu'il n'a rien vu; mais le maire reste habillé et prêt à tout.

Le jeudi 20 avril, à six heures du matin, des enfants de colons, envoyés pour prendre du foin aux meules situées à côté du village, accourent en disant qu'on vient de mettre le feu aux meules, et qu'ils ont entendu des balles siffler à leurs oreilles : ce qui était vrai.

Au même instant, Mme V***, qui venait de partir pour Alger dans une voiture particulière, revenait, disant que la route était barrée par des bandes armées. Elle n'avait été l'objet d'aucun acte hostile, mais elle avait cru sage de ne pas essayer de passer.

Le maire fit aussitôt sonner le tocsin et battre la générale : en quelques instants on fut rassemblé et en état de défense; l'éventualité d'une attaque était depuis longtemps prévue, et les trois maisons de la gendarmerie, de la cure et des ponts et chaussées avaient été d'avance désignées comme devant être exclusivement occupées.

Cette dernière, plus solidement construite que les autres, et ayant une terrasse, était la mieux aménagée pour la résistance. On y installa 12 femmes, 14 enfants et quelques miliciens, sous les ordres du conducteur des ponts et chaussées et du garde champêtre. Ce fut là aussi où l'on rassembla le plus de provisions.

Le maire Bassetti et le brigadier de gendarmerie occupèrent la caserne. Le capitaine Auger du génie, alors en mission dans le village, se chargea de la défense du presbytère.

A peine ses dispositions étaient-elles prises que, sur le bordj du

1. Aït-Khalfoun.
2. Des Ammal.

caïd des Ammal, on voyait hisser et agiter le drapeau de la kouba de Baba-Ali.

A ce signal, de tous les côtés surgissent des groupes armés qui se répandent autour du village, mais qui évitent avec soin de s'approcher du groupe des trois maisons, dans lesquelles ils voient les colons sur la défensive; ils ne s'attaquent qu'aux habitations isolées. La ferme et la briqueterie du maire sont les premières pillées et incendiées; un ouvrier européen, qui s'y trouve encore, se défend et est tué. Presque en même temps, une bande conduite par Mohammed-Bourahla, amine des Aït-Nzar (des Aït-Khalfoun), saccage la maison Broussais. Là aussi se trouve un Européen isolé, resté comme gardien : il ne lui est rien fait, car il est connu et aussitôt couvert par l'anaya de Mohammed-ou-el-hadj-ou-el-Haleli, qui l'emmène dans la montagne.

Sur la route nationale, deux Espagnols isolés sont entourés, dépouillés, mais ont la vie sauve. La maison cantonnière de Zbourboura est envahie; ses deux habitants ne sont pas molestés. El-hadj-Amar, de la fraction maraboutique des Ouled-Aïssa (ou Cherfa-el-Qalaa), les prend sous son anaya et les emmène chez lui avec l'assistance d'Ahmed-ben-Amar des Aït-Khalfoun.

Deux ou trois autres isolés sont de même protégés par des individualités mêlées aux pillards.

Pendant toute la journée on saccage les environs du village, et les rebelles tiraillent jusqu'au soir sur le gros des habitations, sans d'ailleurs s'approcher beaucoup : ce sont des gens qui ne résistent pas au plaisir de faire parler la poudre; mais il n'y a, en somme, aucune attaque combinée contre les trois maisons en état de défense.

Si-Saïd-ou-Ali-ou-Aïssa, amine-el-oumena des Aït-Khalfoun, monté sur un cheval noir, est venu avec quinze ou dix-huit cents hommes, camper à 1,200 mètres du village, sur la limite du terrain des Ammal, qui hésitent encore à s'engager en masse.

Le caïd El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane, jadis le plus acharné contre le maire, évite de se compromettre. Il est inquiet, et, en fin de compte, il se décide à écrire au chef de l'annexe. Dans cette lettre, qui porte la date du 20 avril, El-hadj-Ahmed-ben-Dahmame dénonce Ali-ben-Salah, moqaddem et Oukil des pauvres, « comme ayant distribué des munitions aux Ammal, et les ayant conduits devant le village de Ben-Henni (Palestro) avec les contingents des Aït-Khalfoun; les colons, ajoute-t-il, sont étroitement bloqués, les communications et l'eau sont coupées; ils ne peuvent boire; quant à moi, avec tous

mes frères des Ouled-Dahmane, nous veillons nuit et jour. Et maintenant c'est à vous d'aviser. »

En écrivant cette lettre dans la soirée du 20 avril, El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane espérait sans doute faire retomber sur ses anciens ennemis, les Aït-Khalfoun et le moqaddem Ali-ben-Salah, la responsabilité des faits qui venaient de se passer. En outre, au cas où un escadron de cavalerie serait arrivé en temps utile pour dégager le village, cela lui aurait permis de se poser, lui, sa famille et sa fraction, comme ayant eu le monopole du dévouement.

Quoi qu'il en soit, quand, le 21 au matin, l'envoyé du caïd arriva en vue de l'Alma, il dut s'arrêter : les Krachna étaient en train de se battre contre nos avant-postes. Il ne put remettre sa lettre que fort tard dans la journée, et Alger ne fut prévenue que dans la soirée.

A Palestro, la nuit du 20 au 21 avril avait été troublée par de nombreux coups de feu dont le but était surtout de tenir les colons en éveil et de les fatiguer. Au point du jour, des bandes d'Ammal et de Zouatna[1] partirent du bordj du caïd, autour duquel étaient massés de douze à quinze cents fusils, et ils marchèrent sur le village.

A la tête du groupe principal on remarque le moqaddem Mohammed-ben-Lounis qui, monté sur une belle mule noire, porte déployée la bannière de la kouba de Baba-Ali. Il marche droit sur le presbytère, mais la fusillade qui accueille les rebelles leur fait éprouver de telles pertes qu'ils renoncent à une attaque de vive force. Les Qbaïls s'embusquent alors dans les maisons, pratiquent des créneaux dans les murs et concentrent leur feu sur la cure, pendant que d'autres s'occupent à dévaliser les habitations ou à abattre quelques pans de murs afin de se rapprocher tout en restant abrités. Ils finissent, vers le soir, par arriver ainsi dans l'église, qu'ils garnissent de tirailleurs.

Pendant toute cette journée, Mohammed-ben-Lounis, toujours sur sa mule noire, toujours portant la bannière de Baba-Ali, se promena, au pas, impassible et psalmodiant à pleine voix ses prières au milieu

1. L'origine des Zouatna remonte à 1638 où, une révolte de couloughli ayant eu lieu à Alger, les rebelles furent internés sur ce point, où ils formèrent bientôt une tribu puissante; les Turcs alors les utilisèrent, comme makhzène, pour défendre la route de Constantine et le pont de Ben-Hinni. Dès 1830, mal vus de leurs voisins, ils s'étaient rapprochés de nous, ce qui leur valut en 1838 d'être razzés par l'émir Abd-el-Kader, qui les fit poursuivre jusque sur le Bouzegza. En 1842, quand le général Bugeaud arriva au pont de Ben-Hinni, ils l'accueillirent avec joie et se soumirent pour ne plus bouger. En 1869, ils furent divisés en deux douars-communes : les Bouderbala et les Mosbaha. Ces derniers furent les plus nombreux et les plus compromis des deux douars dans l'attaque, le pillage et le massacre de Palestro.

d'une grêle de balles qui, par un hasard malencontreux, n'atteignirent ni lui ni sa mule.

Dans la nuit, trois assauts furent donnés contre le presbytère, dont la porte d'entrée finit par être enfoncée. Fermant alors les portes intérieures derrière eux, les défenseurs sortirent par une issue donnant sur le derrière de la maison, et vinrent se réfugier à la gendarmerie, sous le feu des rebelles, qui tuèrent quatre des colons et blessèrent légèrement le capitaine Auger. L'abbé Monginot arriva sain et sauf, ainsi que ses compagnons, moins deux, dont les cadavres carbonisés furent trouvés plus tard dans la cure.

Pendant que l'attention des rebelles était ainsi occupée sur le presbytère, auquel ils avaient mis le feu, puis sur la gendarmerie, qu'ils criblaient de balles, quatre des défenseurs de la maison cantonnière quittèrent leur poste avec l'intention de gagner Alger; l'un fut tué par une balle perdue, deux tombèrent, plus loin, entre les mains d'indigènes charitables qui les firent prisonniers ou plutôt leur sauvèrent la vie, les nourrirent et les protégèrent; le quatrième, M. R....., conducteur des ponts et chaussées, marcha toute la nuit, et arriva le 22 au Fondouq, d'où sa déclaration écrite fut aussitôt envoyée à Alger par le capitaine Bruyère.

Le samedi 22, la fusillade fut concentrée sur les deux maisons. Mais les indigènes, qui avaient de nombreux blessés, se décourageaient. Alors l'un d'eux, Belgacem-ben-Ouchfoun, homme de confiance du caïd des Ammal, s'avança en parlementaire, et offrit aux colons qui rendraient leurs armes la vie sauve et une escorte pour gagner en sûreté le Fondouq.

A ces propositions le capitaine Auger et l'abbé Monginot répondent qu'ils n'entreront en pourparlers qu'avec les chefs investis. Si-Saïd-ben-Ramdane, amine des Ihazamènes, s'approche et engage sa parole ainsi que celle de l'amine-el-oumena des Aït-Khalfoun. Les assiégés insistent pour que les caïds viennent eux-mêmes. Le capitaine Auger déclare, en outre, à Si-Saïd-ben-Ramdane que les colons ne sortiront qu'en conservant leurs armes; il lui fait comprendre que cette condition est essentielle, et aussi profitable aux indigènes de l'escorte qu'aux Français. C'est d'ailleurs, pour les chefs qui proposent cet arrangement, le seul moyen d'en tirer honneur et profit le jour où l'autorité française enverra des troupes dans le pays.

Bientôt Saïd-ou-Ali, l'amine-el-oumena, arrive à cheval; les défenseurs de la gendarmerie sortent pour causer avec lui et lui demander les garanties qu'ils croient nécessaires. Quatre d'entre eux

vont même jusqu'à la maison cantonnière voir leurs femmes et leurs enfants.

Saïd-ou-Ali consent bien à ce que les colons emportent leurs armes, mais il craint, dit-il, que cette condition ne soit pas ratifiée par les Qbaïls. Ceux-ci, qui se sont rapprochés pendant ces pourparlers, protestent en masse ; ils veulent le désarmement. D'autres crient qu'il faut leur livrer le maire. En ce moment, une bande d'énergumènes, dans laquelle dominent les gens des Zouatna, arrive en vociférant, fend la foule, et se précipite sur les Européens qui parlementent devant la maison.

Un colon croise la baïonnette contre eux ; une décharge presque générale le tue à bout portant ; les fusils partent de tous côtés. Ceux des nôtres qui sont près la porte rentrent aussitôt dans la gendarmerie ; d'autres sont tués sur place, et parmi ceux-ci est l'abbé Monginot.

Le capitaine Auger, qui s'était porté un peu à l'écart pour causer avec l'amine-el-oumena Saïd-ou-Ali, est préservé par ce chef, qui l'emmène précipitamment et jure de le défendre. A ce moment le fils du maire, un enfant de onze ans, accourt à toutes jambes auprès de Saïd-ou-Ali et lui demande aide et protection. Celui-ci l'enlève, le met doucement devant sa selle, et lui dit quelques bonnes paroles ; l'enfant, rassuré, le supplie de sauver aussi son père, resté dehors : « Il est trop tard », répond Saïd, qui presse le pas de son cheval.

Le malheureux maire, à quelques pas de là, offrait de l'argent à Amar-ben-Kerkoud, qui, pour toute réponse, lui tire un coup de fusil et l'achève avec son flissa.

Pendant ce temps, la porte de la gendarmerie cède sous les coups de pioche des assaillants, que décime cependant le feu de la maison cantonnière ; les assiégés sortent pour se frayer un passage à la baïonnette, mais ils sont écrasés par le nombre et tués à coups de pioche, de matraque et de sabre, sans que les rebelles puissent même se servir des armes à feu. Trente[1] Européens sont ainsi massacrés en quelques instants : parmi eux se trouve le brigadier de gendarmerie, tué à coups de hache par trois détenus du Guergour, que les rebelles viennent de délivrer. Un seul colon échappe, en se cachant dans la broussaille. Il est sept heures du matin.

La bande, dans laquelle ne semble avoir figuré aucune notabilité,

1. Sur les 108 Européens à Palestro le 22 avril, 50 furent tués, 42 prisonniers, 16 s'enfuirent isolément ; la plupart de ces derniers furent sauvés par des indigènes ; quelques-uns arrivèrent au Fondouq.

va alors rejoindre le groupe qui en ce moment combat autour de la maison cantonnière. Ils jettent au pied des murs les meubles et la paille enlevés à la gendarmerie et y mettent le feu, malgré l'opposition très vive des Ammal, qui auraient voulu s'emparer des bijoux, valeurs et approvisionnements, qu'ils savent avoir été entassés dans la maison.

La porte, cependant, tombe consumée par le feu ; les assiégés évacuent le rez-de-chaussée, et coupent à coups de hache l'escalier embrasé ; mais ils ne peuvent tenir au premier étage, où la fumée les asphyxie, et ils sont forcés de se réfugier sur la terrasse, dont le parapet n'a que 40 centimètres de hauteur, ce qui les oblige à rester couchés et à se découvrir pour tirer. Là, sur un espace de 42 mètres carrés, sont entassées quarante-cinq personnes : un soleil de plomb frappe les têtes nues, des flammèches brûlent les vêtements flottants des femmes. Une grêle de pierres lancées avec une infernale adresse ne cesse de blesser et de meurtrir ces malheureux. Une femme est mortellement frappée ; plusieurs colons sont tués en voulant tirer ; la voûte de la terrasse se fendille sous l'action du feu, et menace de s'écrouler ; un homme se suicide de désespoir ; les femmes s'affolent, pleurent, crient, demandent à se rendre coûte que coûte : mieux vaut être tué d'un coup que souffrir ainsi !

Ces pleurs et ces cris sont entendus des assiégeants ; Saïd-ou-Ramdane, amine des Ihazzamènes, s'avance en parlementaire, son fusil sur l'épaule ; il répète qu'on n'en veut pas à la vie des Européens, qu'on respectera ceux qui rendront les armes. On lui dit d'aller chercher le caïd. L'amine-el-oumena, Saïd-ou-Ali, arrive ; il s'engage, publiquement et par serment, à ne faire aucun mal à ceux qui se rendront et se fieront à sa parole.

Pour échanger ces quelques mots, il fallait crier du haut de la terrasse, car on n'avait nul moyen de descendre, et la voix portait d'autant plus mal que c'était M^me^ V....., femme d'un ancien officier de bureau arabe, qui servait d'interprète : elle seule savait assez bien l'arabe pour soutenir une conversation en des circonstances aussi graves. Elle invita Saïd-ou-Ali à faire mettre une échelle le long du mur et à venir s'entretenir avec les colons, ce qui fut fait aussitôt. Là après l'échange de quelques paroles, qui donnèrent confiance aux malheureux colons, il fut convenu que les fusils seraient passés immédiatement par la fenêtre du premier étage, que les bijoux, argent et valeurs, seraient remis afin d'ôter tout prétexte à des attentats provoqués par la cupidité des mauvais sujets.

Les choses se passèrent comme il avait été convenu, sans brutalité, sans cris, sans désordre. Saïd-ou-Ali, El-hadj-ben-Dahmane, caïd des Ammal, Saïd-ou-Ramdane et d'autres chefs, surveillèrent la remise des armes, des bijoux et des valeurs, qu'un khodja inscrivait avec soin sur une liste nominative.

Quand tous les colons furent descendus et réunis, les indigènes les comptèrent à haute voix ; ils étaient 40 : neuf hommes, vingt femmes et onze enfants. Ils furent mis en route sous la conduite de Saïd-ou-Ramdane, chez qui ils passèrent la nuit, au village des Ihazzamènes, couchés sur le sol.

Le dimanche 23, ils furent dirigés vers le village de Hamicha et ils furent logés chez l'amine-el-oumena Saïd-ou-Ali, où ils retrouvèrent le capitaine Auger et le fils Bassetti. Là, on donna aux femmes quelques tapis et quelques nattes pour se coucher.

Ils devaient rester vingt jours avec cette installation rudimentaire et avec la nourriture habituelle des paysans qbaïls : deux repas de galette d'orge, de figues sèches et d'oranges. Une fois par semaine, le jour du marché, un morceau de mouton gros comme la moitié du poing.

Ils furent du reste traités tout le temps avec une bienveillante sollicitude, et ils s'en montrèrent reconnaissants plus tard en signant une pétition pour demander la grâce de Saïd-ou-Ali, condamné à mort par la cour d'assises.

Le matin de ce même dimanche 23 avril, le colon échappé la veille au massacre était venu au village des Ouled-Dahmane, où le caïd El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane l'avait très bien accueilli et lui avait garanti la vie s'il ne sortait pas du village.

Ce fut aussi à la fin de cette même journée que le colonel Fourchault partit, à huit heures du soir, de l'Alma[1] « pour aller dégager les colons de Palestro », qu'on croyait encore aux prises avec les rebelles. Le colonel était accompagné du sous-lieutenant Desnoyer, chef de l'annexe d'Alger, et d'un fort détachement de zouaves et de tirailleurs.

La petite colonne marcha dix-huit heures de suite, et arriva à Palestro le 24, à deux heures de l'après-midi, sans avoir été inquiétée sur sa route. Elle ne trouva que des ruines encore fumantes, au milieu desquelles gisaient quarante-deux cadavres[2] d'hommes dans la force

---

1. Voir livre II, chapitre IV, page 250.

2. Quatre cadavres, restés sur la terrasse de la maison cantonnière, échappèrent aux recherches et ne furent inhumés que beaucoup plus tard.

de l'âge, les uns à demi carbonisés, les autres atrocement mutilés, et répandant déjà une odeur infecte. On procéda à l'inhumation de ces pauvres morts méconnaissables, qu'on mit dans une fosse commune creusée près de l'église.

Autour du village, la solitude semblait complète ; on ne vit qu'un misérable indigène qui, surpris en train de piller au milieu des ruines, fut passé par les armes. On ne put recueillir aucun indice sur le sort des autres habitants[1], dont on ne devait avoir de nouvelles que le 2 mai suivant.

Cependant la petite troupe du colonel Fourchault était harassée, et on dut passer la nuit du 24 au 25 avril retranché au milieu du village : cette nuit fut tranquille. Le départ, le 25, s'effectua sans incident ; mais à peine la colonne était-elle en marche que de tous les côtés elle était assaillie par douze ou quinze cents fusils des Zouatna, Ammal, Senhadja, Aït-Khalfoun, etc. Grâce à l'artillerie et aux chassepots, le colonel tint à une bonne distance l'ennemi, qui ne cessa de harceler la colonne jusqu'au col de Tamizirt, c'est-à-dire jusqu'à midi. Nous eûmes deux hommes tués et sept blessés ; on trouva huit cadavres de rebelles que l'ennemi n'avait pu enlever, mais ses pertes avaient été bien plus considérables.

Un peu avant d'arriver au Fondouq, la colonne fut agréablement surprise en voyant venir à sa rencontre le capitaine Bruyère, qui commandait la localité. Il avait avec lui un détachement apportant du pain, du café et des vivres à ces vigoureux soldats exténués par quarante-huit heures de marche, de combats et de navrantes émotions. L'initiative de cette bonne surprise était due au sous-lieutenant Desnoyer, qui avait expédié en avant un de ses mokraznya.

---

1. Ce fut le caïd insurgé des Zouatna, Hocéine-ben-Tahar, qui apprit au sous-lieutenant Desnoyer à l'Alma la présence des 40 colons chez Saïd-ou-Ali. Les premières nouvelles directes que l'on eut d'eux à Alger furent apportées le 9 mai par un certain Mohammed-ou-Saïd des Nezlioua, ancien chaouch du bureau arabe de Dra-el-Mizane, alors détenu à la prison de Maison-Carrée, et qui avait été mis en liberté pour aller chercher ces nouvelles. Ce Mohammed-ou-Saïd, homme très intelligent, était ce chaouch qui jadis avait exploité la bonne foi du commandant supérieur de Dra-el-Mizane, le pauvre commandant Jobst, dont il avait causé le suicide.

Voici la lettre que ce Mohammed-ou-Saïd apporta le 9 mai : elle était écrite par Mme V... à M. Barnéond, le directeur de la prison, qui avait accrédité le messager, et elle était envoyée décachetée afin d'être montrée en route aux Européens :

« Nous avons reçu le billet confié à Mohammed-ou-Saïd par M. Barnéond. Merci mille fois de la peine et de l'intérêt qu'on nous porte. Nous avons été

Le soir, la colonne campait au Fondouq, et le 26 elle rentrait au camp de l'Alma pour assister à un nouveau combat[1].

Tel fut, dégagé de toute légende et de toute exagération, ce

---

recueillis par le caïd Saïd des Beni-Khalfoun, Mme S..., sa bonne, moi, mon enfant, sa nourrice, un soldat du train, M. Auger, capitaine du génie, et les trente-quatre habitants qui restent de Palestro.

« Nous sommes l'objet de soins bienveillants; néanmoins nous verrons avec bonheur le jour de notre rapatriement.

« *Signé :* E. V... et femme S... »

Un billet de deux lignes du capitaine Auger, ainsi conçu, était joint à cette lettre :

« Prière à M. Barnéond de faire savoir à M. le commandant du génie à Alger que je suis chez le caïd des Beni-Khalfoun, qui a recueilli les colons de Palestro. Amitiés et réponse. »

Les survivants de Palestro ne furent remis que le 13 mai au général Cérez. (Voir plus loin, livre III, chapitre II.)

Les principaux acteurs de l'attaque et du massacre de Palestro passèrent en cour d'assises le 21 janvier 1873. 44 furent condamnés. Le jury se montra implacable : malgré l'avis du ministère public, il refusa les circonstances atténuantes à Saïd-ou-Ali, à El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane, à Saïd-ben-Ramdane et à cinq autres qui furent condamnés à mort; 23 furent condamnés à la déportation, 12 à 5 ans de détention, 1 à 7 ans de réclusion.

Les habitants de Palestro demandèrent la grâce de Saïd-ou-Ali, dont la peine fut commuée en déportation; quatre autres condamnés à mort, dont Saïd-ben-Ramdane, eurent aussi leur peine commuée. Trois seulement furent exécutés : Boudjema-ben-Ahmed, le domestique de M. Basseti; un nommé Slimane-ben-Ahmed, comparse ayant de très mauvais antécédents; El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane, caïd des Ammal, âgé de 68 ans, et qui, cependant, avait sauvé la vie à un Européen et s'était plusieurs fois employé pour nous de façon à se créer des titres sérieux à notre indulgence.

L'*Akhbar* rendit compte en ces termes de l'exécution, qui eut lieu le 2 mai 1873, devant la prison civile, à Alger. « Celui-ci (le caïd), de la prison à l'échafaud, criait aux Arabes : « Je meurs innocent et ainsi mourront ceux qui accorderont leur confiance aux roumis et verseront leur sang pour les Français. » Très énergique, conservant son sang-froid, il interrompit ses prières pour dire à son fils de réclamer un bernous resté à la prison et 250 francs que lui devait un de ses coreligionnaires. »

Dans les paroles criées par ce malheureux avant de mourir se trouvait une protestation bien légitime contre les conditions déloyales dans lesquelles s'était faite son arrestation, le 30 mai 1871, après qu'il avait demandé s'il pouvait sans crainte venir au camp et qu'on avait, pendant plusieurs jours, été très heureux d'utiliser ses services. Cette arrestation avait été imposée par le général Saváresse, commandant la division d'Alger, en dépit des protestations réitérées du lieutenant-colonel Désandré, qui n'avait eu qu'à se louer de El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane, venu de la colonne Cérez en liberté et comme auxiliaire. (Voir plus loin, livre III, chapitre II.)

1. Livre II, chapitre IV, page 252.

lugubre drame de Palestro, dont on a tant parlé, et qui, pour beaucoup de monde, est resté le grand fait de l'insurrection de 1871, alors que, en réalité, il n'a été qu'un épisode local provoqué par des causes locales, et qu'il a eu lieu en dehors de toute direction et de toute ingérence des chefs politiques ou religieux de la Medjana ou de Seddouq.

---

# X

# BATNA

( 8 mars - 8 mai. )

Insuccès des premières démarches de Moqrani et de Chikh-el-Haddad dans la subdivision de Batna. — Désordres locaux. — Le bandit Ahmed-ben-Rahmoun. — Émeute au village de Moureka chez les Aïdouça (8 mars). — Slimane-ben-Drouhaï. — Mission d'Ahmed-el-Cadi. — Évacuation d'El-Outaya; tentative contre la zmala du caïd Ben-Henni (30 mars). — Pillages et brigandages des Sahari. — Départ pour Biskra de la colonne Adeler (3 avril). — Rixe entre Farfar et Lichana (6 avril). — Retour de Slimane-ben-Drouhaï dans sa tribu. — Les émissaires de Chikh-el-Haddad dans le Belezma. — Formation des premiers contingents rebelles (19 avril). — Bruits en circulation; projet d'attaque des ruines de Belezma (20 avril). — Démarches du chikh et des kebar des Ouled-Chelieh. — Nullité du caïd de Batna. — Massacre de dix-sept Européens à la scierie Sallerin (21 avril). — Pillages et massacre au Ravin-Bleu. — Engagement de la milice de Batna (22 avril). — Pillage et destruction de Fesdis et d'El-Mader. — Le marabout Abdessemed. — Arrivée des goums fidèles. — Protection de Lambesse et de Marcouna; affaire des goums des Ouled-Ziane et des Achèche. — Reconnaissance sur la route de Constantine (23 avril). — Organisation de la défense de Batna. — Arrestation de Mohammed-bel-Cadi (25 avril). Combat du Ravin-des-Mines (ou de la Fontaine-Romaine). — Retour à Batna de la colonne Adeler (26 avril). — Engagement d'El-Mader (28 avril). — Jonction des colonnes Marié et Adeler (29 avril). — Reconnaissances et razzia dans le Bouarif; premières soumissions (30 avril). — Suite des opérations et des razzias dans le Bouarif; nouvelles soumissions (1er et 2 mai). — Combat du Djebel-Bouarif (3 mai). — Soumissions des tribus à l'est de la route. — Massacre d'Aïn-Yacoute (4 mai). — Combat de Kasrou (7 mai). — Rentrée à Batna par le Ravin-Bleu (8 mai).

Dans la subdivision de Batna[1], les efforts de Moqrani et d'Aziz avaient échoué contre le bon esprit dont étaient animés à notre égard les

---

1. L'auteur a été chef du bureau arabe de Biskra, du 7 juin au 20 octobre 1870; chef du bureau arabe de Batna, du 20 octobre 1870 au 11 septembre 1871; il est resté détaché à la colonne Saussier, du 10 septembre au 1er novembre 1871.

chefs indigènes et les notabilités religieuses, maraboutiques ou congréganistes. Il y avait bien, dans le Sahara, dans le Belezma et dans l'Aorès, de nombreux khouans Rhamanya, mais ils relevaient presque tous de la zaouïa de Tolga, dont le chef Si-Ali-ben-Otmane-ben-Amor s'était nettement prononcé contre l'insurrection.

Ces Rahmanya étaient, d'ailleurs, tenus en respect par leurs rivaux les khouans Tidjanya, soumis à la direction de la zaouïa de Temacine, depuis longtemps acquise et dévouée à la cause française.

Nous avions encore avec nous les khouans Qadrya, de l'obédience du caïd de l'Oued-Abdi, Si-Mohammed-bel-Abbès, personnellement incapable d'une défection, et, enfin, plusieurs autres influences maraboutiques locales tenant le pays et pouvant empêcher, en partie, les mauvais effets de la proclamation de Seddouq.

Malheureusement, l'esprit de soff dans le Sahara, et des désordres locaux survenus aux environs de Batna, sans qu'il eût été possible de les réprimer, avaient créé une situation troublée qui, par la force des choses, donna, dès la fin du mois d'avril, de nombreux alliés aux Ouled-Moqrane.

Voici, en effet, ce qui avait eu lieu, avant cette époque, en dehors de toute action directe ou indirecte de la Medjana ou de Seddouq.

A Batna, un malfaiteur de profession, évadé du pénitencier d'Aïn-el-Bey vers la fin de février, avait organisé une bande qui dévalisait indistinctement les indigènes et les Européens isolés. Il se nommait Ahmed-ben-Rahmoun et était originaire du Belezma [1]. Il avait groupé autour de lui plusieurs de ses anciens codétenus étrangers au pays, parmi lesquels était un certain Amar-ben-Messaoud qui, plus tard, devint célèbre dans les annales du crime sous le nom de Khomati [2]. C'était sans contredit le plus intelligent, le plus audacieux et le plus

---

1. Le Belezma est tout le massif montagneux à l'ouest de la route de Constantine à Batna. Le pays s'étend jusqu'à Mgaous et jusqu'aux plaines au sud de Saint-Arnaud.

2. El-Khomati avait commencé sa carrière de brigand en 1867, pendant le choléra et pendant le typhus de l'hiver 1867-1868. Il sut échapper à toutes les recherches et même se faire oublier, jusqu'au 20 mars 1872, époque où il reprit ouvertement la campagne dans l'Aorès. Pendant plus d'un an, il tint en échec tous nos agents et finit par être tué le 13 avril 1873, dans une battue qui durait depuis plusieurs jours, et qui était dirigée par un officier de bureau arabe, le capitaine Cardot, aidé de 300 cavaliers et 2,000 rabatteurs cernant le Djebel-Noughis. La bande réduite à six hommes tint encore tête, tout un après-midi à près de cent individus. A la fin, un spahi, qui venait d'essuyer un coup de feu, réussit à envoyer à Khomati une balle qui le tua. Le spahi lui coupa immédiatement la tête, et on fit prisonniers les quatre survivants (l'un des six ayant été tué en même temps que Khomati).

scélérat de toute la bande, mais il était originaire des Bradja du Djebel-Chechar, et il n'avait pas alors une notoriété suffisante pour exercer un commandement dans le Belezma. Ahmed-ben-Rahmoun était donc le seul chef connu et déclaré de ces bandits qui, jusqu'alors, n'avaient fait que dévaliser les gens sans attenter à leur vie, encore bien que leur audace eût été jusqu'à tirer, de loin, des coups de fusil sur des gendarmes et des spahis opérant une arrestation.

L'impunité dont cette bande jouissait, en raison de l'impuissance où nous étions de réprimer ses méfaits, encourageait les désobéissances et le désordre dans tout le Belezma.

C'est ainsi que, le 8 mars, un Qbaïl, propriétaire aisé du village de Moureka[1], Slimane-ben-Drouhaï, menacé par son caïd d'une arrestation peut-être arbitraire, avait ameuté sa fraction, dont les membres s'étaient organisés en une saga de 300 fusils et criaient bien haut qu'ils empêcheraient le caïd Saïd-ben-Chérif d'approcher du village.

Celui-ci, très ardent, avait demandé à aller razzer Moureka, et, en attendant la réponse, il avait envoyé ses cavaliers battre la plaine et commencer un véritable blocus du village.

Pour empêcher des coups de fusil à un moment où, faute de troupe, nous ne pouvions intervenir, on envoya en mission chez les Aïdouça le caïd de Batna, Si-Ahmed-el-Cadi, dont l'influence maraboutique était encore considérable dans le pays, bien que déjà fort amoindrie à notre service. Il vint sans armes, monté sur sa mule, et, par de sages paroles, il sut amener une réconciliation temporaire entre les Qbaïls et les Mokhaznya du caïd Saïd-ben-Chérif. Les kebars désavouèrent Slimane-ben-Drouhaï, qui prit la fuite et se réfugia auprès de Ben-Rhamoun, pendant que les Aïdouça venaient spontanément faire amende honorable à Batna et expliquer leur acte de rébellion par un malentendu, d'ailleurs invraisemblable.

Quelques jours plus tard, ils envoyaient en ville, sans difficulté, un convoi de mulets et des goumiers demandés par le lieutenant-colonel Adeler[2], qui se disposait à aller dans le Belezma. Les choses étant arrangées, le commandant de la subdivision espérait, avec 4 compagnies et des auxiliaires indigènes, raffermir la situation et essayer en même temps un coup de main sur la bande de Ben-Rahmoun.

---

1. C'est le principal village de la tribu des Aïdouça, et, pour cette raison, il est souvent dénommé Aïdouça. — La tribu des Aïdouca porte officiellement le nom de douar-commune de l'Oued-el-Ma.

2. Commandant la subdivision de Batna où il avait remplacé le général Faidherbe.

La nouvelle de la prise d'armes du bachagha empêcha le départ du colonel : il n'aurait pas été prudent de s'aventurer dans les montagnes du Bellezma avec aussi peu de monde, alors qu'on pouvait craindre un mouvement insurrectionnel général. Les contingents commandés avaient donc été renvoyés le 18 mars; mais, à la fin du mois, on les avait fait revenir, car d'autres faits avaient rendu nécessaire l'intervention du commandant de la subdivision chez les Sahari à El-Outaïa, et la nature du pays comme l'esprit des populations permettaient de se rendre en cette région sans imprudence ni danger.

Un officier du bureau arabe de Biskra, le capitaine Durand, installé depuis plus de trois mois chez les Sahari, où il avait grand'peine à maintenir un peu d'ordre, avait, en effet, rendu compte, le 30 mars, qu'il était absolument débordé; que les Sahari, excités par le caïd de Biskra et les Bengana contre leur propre caïd, Si-Mohammed-ben-Henni-ben-Boudiaf, échappaient à toute direction, et qu'une démonstration armée était indispensable pour maintenir l'obéissance et protéger El-Outaïa.

On ne pouvait lui envoyer de Biskra les renforts qu'il demandait, et ordre lui fut donné, le jour même, de rentrer en ville et de ramener les Européens du caravansérail d'El-Outaïa et de la fontaine des Gazelles.

A peine avait-il été parti que les Sahari avaient saccagé le caravansérail et avaient marché sur la zmala du caïd Ben-Henni, dont le bordj n'était qu'à quelque cent mètres. Mais la bonne contenance des serviteurs et familiers du caïd avait découragé les Sahari, qui s'étaient débandés et depuis s'étaient mis à battre la plaine en pillant et en maraudant.

Les choses n'allaient guère mieux au sud de Biskra où, pour nuire au soff Bouokkaz, et tout en nous continuant leurs protestations de dévouement, nos bons amis les Bengana achevaient de désorganiser le pays.

Il était devenu tout à fait nécessaire d'aller à Biskra raffermir le principe d'autorité compromis à El-Outaïa et intervenir entre les soffs, afin d'enrayer, si faire se pouvait, la désorganisation, qui marchait à grands pas.

C'est dans ces conditions que, le 3 avril, une petite colonne, composée de 1,100 hommes réunis à grand'peine, était partie de Batna avec un goum fourni par les O.-Ziane, ennemis des Sahari.

Le même jour, un cavalier du bureau arabe de Biskra, en tournée de service, avait été malmené, pillé et renvoyé nu par les Arabes Cheraga.

Le 6 avril, avant l'arrivée de la colonne à Biskra, une rixe avait éclaté entre les gens de Farfar et ceux de Lichana; un homme de cette ville avait été tué, et, sans l'intervention habile et énergique du grand maître des Rahmanya du sud[1], Si-Ali-ben-Ostmane, marabout de Tolga, les deux grands soffs du Sahara en seraient venus aux mains.

L'approche de la colonne avait empêché cette conflagration générale : de nombreuses arrestations faites aux Sahari avaient maté les plus mutins, et, de ce côté, le calme semblait revenu, le 12 avril, quand la colonne était arrivée à Biskra.

Dans cette ville, le lieutenant-colonel Adeler, qui avait longtemps dirigé les affaires indigènes de la division de Constantine, avait eu de longs pourparlers avec les chefs de soffs, et, sans essayer une réconciliation impossible, il avait cherché à obtenir un peu d'ordre, en confirmant les faits accomplis et en rendant responsables les deux chefs de soff des faits et gestes des groupes indigènes qui s'étaient spontanément placés sous leurs ordres, en dépit de l'organisation officielle.

A Biskra, le colonel avait appris la proclamation du djehad, mais en même temps il avait reçu de Si-Ali-ben-Otmane l'assurance formelle que les khouans Rahmanya de l'obédience de Tolga resteraient soumis à la France; et, comme il savait que cette promesse serait tenue, il avait profité de la force morale que lui donnait sa petite colonne et de l'influence personnelle qu'il avait sur les chefs Sahariens pour chercher à affermir son œuvre. Malheureusement il ne put pas rester à Biskra aussi longtemps qu'il aurait fallu, il fut tout à coup rappelé à Batna, où l'insurrection avait fini par éclater, en dépit de la fidélité de tous les caïds, par le seul fait du mécontentement d'un obscur paysan et de l'audace d'un vulgaire malfaiteur. Voici, en effet, ce qui s'était passé à l'insu du colonel et pendant l'absence de nos troupes.

Slimane-ben-Drouhaï, qui n'était pas un malhonnête homme et à qui il répugnait de vivre dans la bande de Ben-Rahmoun et de Khomati, était parti pour Bordj-bou-Arreridj dès qu'il avait appris la révolte du bachagha. Il avait vu quelques-uns des Ouled-Moqrane, et aussi Mohammed-ben-Adda, des Righa, qui avait habilement exploité

1. La zaouïa de Tolga forme une maison mère des khouans Rahmanya, en rivalité avec celle de Seddouq. Les khouans y sont plus exaltés, plus mystiques et plus dévots; cependant elle a toujours été très dévouée à la France, et son dévouement s'est affirmé dès 1844, époque où son chef Si-Ali-ben-Amor donnait asile et protection aux quelques soldats français échappés au massacre de la garnison de Biskra.

son mécontentement, l'avait fait parler et finalement l'avait renvoyé, dans les premiers jours d'avril, avec des lettres annonçant que sous peu le bachagha viendrait en personne, à la tête d'un millier de cavaliers des Hachem et des Righa, opérer dans le Belezma; il promettait de venger les Aïdouça, de razzer la zmala du caïd Si-Saïd-ben-Chérif et les troupeaux de tous ceux qui ne feraient pas cause commune avec lui.

Slimane-ben-Drouhaï était revenu grisé par l'accueil qui lui avait été fait, ébloui par la vue des brillants contingents qu'il avait rencontrés autour de Bordj-bou-Arreridj.

Il avait engagé les Qbaïls et la bande de Ben-Rahmoun à s'unir pour faire la guerre aux chrétiens, comme alliés du bachagha.

On l'avait écouté, et il avait été décidé que le premier acte d'agression serait l'enlèvement à Zana d'un grand troupeau appartenant à un boucher français de Batna.

Prévenu à temps par ses espions, le chef du bureau arabe de Batna réussit à faire rentrer le troupeau sans encombre, sous la protection du goum des Ouled-Bou-Aoun[1] et de deux spahis. Mais il ne lui fut pas possible d'empêcher les déclassés et les mauvais sujets de se grouper autour de Ben-Rahmoun.

Sur ces entrefaites, des reqqabs de Chikh-el-Haddad arrivèrent dans le Belezma porteurs de la proclamation appelant au djehad. Les mo-

---

1. Le père du caïd Saïd-ben-Chérif était sous les Turcs, et aux premiers temps de l'occupation française, chikh héréditaire du Belezma. A sa mort, ce grand commandement avait été scindé, et on avait donné à Saïd-ben-Chérif le caïdat des Ouled-bou-Aoun.

A proprement parler, les Ouled-bou-Aoun n'étaient qu'un petit groupe de 200 cavaliers Mezerguia (voir la note de la page 171), formant le makhzène du chikh de Belezma. Mais autour de ces cavaliers s'étaient groupés des gens de diverses provenances qui avaient fini par former une agrégation, dite tribu des Ouled-bou-Aoun. En dehors de cette tribu, le *caïdat* des Ouled-bou-Aoun (qui comptait trente-sept groupes distincts) comprenait des tribus berbères et des tribus mixtes.

Le tout était depuis longtemps divisé en deux soffs : le soff berbère, resté indépendant sous les Turcs, et le soff des Ouled-bou-Aoun. Ce dernier avait à son tour été divisé, par le fait des Turcs, en deux nouveaux soffs : le soff des Ouled-Menaceur-ben-bou-Aoun, qui était au pouvoir en 1830, et le soff des Ouled-el-hadj-bou-Aziz, hostile à Chérif et à son fils Saïd.

Un décret du 14 décembre 1867 avait réparti ces divers éléments en neuf douars-communes ou sections communales portant officiellement les noms ci-après :

*Ouled-Fatma*, 1,315 habitants (Berbères autochtones restés indépendants jusqu'en 1830);

*Oued-Merouana*, 1,441 habitants, plus connus sous le nom de *Aïdouça* (Berbères autochtones, restés indépendants jusqu'en 1830);

qaddems Si-Ahmed-ben-Abdallah, Si-Ikhelef-ben-Mera, Si-Ali-ben-Bouchireb et d'autres encore, se rallièrent à eux, encore bien que leurs relations eussent été, jusqu'alors, plutôt avec Tolga qu'avec Seddouq. Les quelques centaines de khouans Rahmanya du Belezma vinrent alors grossir les contingents de Ben-Rahmoun et de Slimane-ben-Drouhaï. Ces deux obscurs Qbaïls, sans naissance, sans attache religieuse et sans valeur personnelle, se trouvèrent tout à coup, par la force des choses, appelés à jouer un rôle important.

Le 19 avril, les reqqabs de Seddouq et les moqaddems du pays avaient rassemblé autour d'eux des gens des Ouled-Fatma, Ouled-Soltane, Tlet et Ouled-Chelieh. Le 20, ils répandaient la nouvelle qu'un convoi français avait été enlevé à Aïn-Taghroute, qu'un détachement avait été massacré, que la colonne Saussier avait dû abandonner la Medjana et se replier à la hâte sur Sétif, que cette ville était menacée au nord par les Ouled-Nabet, les gens du Sahel-Guebli et les Amoucha, et au sud par les Righas révoltés avec leurs caïds.

Le même jour, le chef du bureau arabe de Batna, ayant appris que des attaques étaient imminentes à l'Oued-Chaba[1] et au Ravin-Bleu, envoya des lettres à deux chefs d'usines situées dans le douar Oued-el-Ma. Ces lettres les invitaient à rentrer tout de suite à Batna, en se confiant au porteur, le chikh des Halimya, Brahim-ben-Ncib, spahi de bonne famille.

Le 21, les bruits alarmants se confirmaient ; les ouvriers forestiers travaillant dans le Belezma étaient attaqués, et se réfugiaient dans les usines voisines.

Le même jour, le chikh des Ouled-Chelieh, Messaoud-ben-Zouari, et deux kebars, venaient au bureau arabe protester de leur dévouement et demander l'envoi immédiat d'un détachement pour les aider, eux, les notables et le gros de la tribu, à résister aux bandes armées, qui

---

*Ouled-el-Ma*, 1,220 habitants, plus connus sous le nom de *Halimya* (anciens Berbères autochtones, déplacés de leurs montagnes et mélangés d'éléments divers) :

*Mohammed-ben-Feradj*, 1,041 habitants (mélange de Berbères et d'Arabes) ;
*El-Ksar*, 1,185 habitants (marché et bordj du caïd ; zmala des Ouled-bou-Aoun) ;
*Cheddi*, 1,588 hab. (douar formé de divers éléments berbères ou arabes) ;
*O. Mehenna*, 917 — — — —
*Zana*, 668 — — — —
*Boughezel*, 637 — — — —

1. Les deux noms sont consacrés ; le premier est bizarre et ne dit rien, car Oued-Chaba, c'est *la rivière du Ravin*, le second est l'appellation française du ravin, dit, par les indigènes, *Chabet-Tissillamine*, le ravin des Musulmanes.

les avaient mis en demeure de faire cause commune avec les rebelles ou d'être razzés.

Cet envoi de secours était impossible, puisque les troupes étaient alors à Biskra avec le colonel Adler; le caïd de Batna, Si-Ahmed-bel-Cadi, fut invité à partir avec le chikh et les cavaliers de sa zmala, car cette tribu relevait de son caïdat. Pour toute réponse, le caïd[1] se prit à pleurer, et déclara qu'il ne pouvait rien faire sans être soutenu par des troupes régulières.

Les Ouled-Chelieh partirent donc seuls, avec de vagues promesses de secours et l'invitation de se réfugier, le cas échéant, sous le canon de la ville.

Le chikh Messaoud-ben-Zouari revint dans la soirée avec ses deux mêmes compagnons. Il annonça que 1,500 à 2,000 fusils étaient groupés au Teniet-Beghich et au Djebel-Gountas et que le lendemain Slimane-ben-Drouhaï et Ben-Rahmoun, à l'incitation du moqaddem des Rahmanya, Si-Mohammed-Seddik, et des Ouled-Chelieh-Guebala, attaqueraient les établissements européens du Ravin-Bleu, de Fesdis et d'El-Mader; les Ouled-Chelieh-Dahra tenaient bien encore pour nous, et ils étaient disposés à aider nos soldats, s'ils se présentaient, mais ils étaient débordés, et, s'ils n'étaient pas secourus et soutenus la nuit même, ils allaient être forcés de suivre le gros de la tribu.

Le maire de Batna fut aussitôt avisé de ces graves nouvelles, qui intéressaient surtout le territoire de sa commune; sans perdre de temps, il fit rentrer d'urgence les habitants des endroits signalés.

De nouveau Ahmed-bel-Cadi fut mandé au bureau arabe et prié de tenter quelque chose, ne fût-ce qu'en allant seul, sur sa mule, comme simple marabout, annoncer aux Ouled-Chelieh le retour de la colonne Adeler (déjà prévenu par télégramme) et l'envoi de troupes de Constantine. Il fut impossible de rien obtenir de ce vieillard apeuré et larmoyant.

Le chikh Messaoud-ben-Zouari et les deux kebars partirent navrés et certainement leur émotion n'était pas feinte : c'était pour eux la ruine de l'influence de leur soff, qui depuis 1845 s'était appuyé sur les Français, c'était l'humiliation d'avoir à s'effacer et à se traîner à la suite du soff rival, désormais maître de la tribu.

---

1. Ce même caïd, en 1844, par sa seule influence maraboutique, nous avait fait obtenir, sans coup férir, la soumission des O. Chelieh, Tlet, Ouled-el-Cadi, Haracta-Djerma et El-Mader, Lakhedar-Halfaouïa, O. Ali-Tahammeut et Zoui.

Pendant ces pourparlers, arriva de la scierie Sallerin un émissaire portant un billet répondant à la lettre remise la veille par le chikh Brahim-ben-Neib. Ce billet, très court, disait en substance : « Merci de vos renseignements et de vos offres, la situation n'est pas aussi grave que vous le croyez ; j'ai autour de moi une centaine d'Ouled-Chelieh qui me gardent, je les connais, et je puis compter sur eux. — Veuve Sallerin. »

Au reçu de ce billet, le chef du bureau arabe obtint du commandant intérimaire de la subdivision l'envoi immédiat à la scierie d'un détachement de cinquante hommes du 3e bataillon d'Afrique. Ce détachement devait rester en plaine jusqu'à la ferme Recurt, et, de là, monter à la scierie[1], où, selon l'état du pays, il aurait eu à se retrancher ou à faciliter le retour des colons et des ouvriers.

Mais déjà il était trop tard : quand le détachement, parti à minuit, arriva dans la plaine, il vit une grande lueur dans la direction de la scierie, qu'un incendie achevait de consumer.

Dans la soirée cet établissement avait été entouré par les bandes de Ahmed-ben-Rahmoun et de Slimane-ben-Drouhaï, auxquels Slimane-ben-Ali-ben-Aïssa et Sahnoun-ben-Rodbane, moqaddems des Ouled-Rabah, avaient amené un millier de fusils des Ouled-Soltane.

Le moqaddem Mohammed-Seddik, un des chefs du soff des Ouled-Chelieh-Guebala, mit alors en demeure les gens de sa tribu gardiens de la scierie de se joindre tout de suite aux contingents de la guerre sainte ou d'avoir, dans la nuit meme, leurs maisons brûlées et leurs troupeaux razzés. Ceux-ci cédèrent ; la scierie fut envahie, et les bandits d'Ahmed-ben-Rahmoun, pour mieux compromettre les Ouled-Chelieh, encore hésitants, massacrèrent sans pitié Mme Sallerin, trois enfants et douze ouvriers européens, qui, surpris par la défection des Ouled-Chelieh, ne purent se défendre. Le feu fut ensuite mis à la scierie.

Pendant ce temps, sur l'Oued-el-Ma, à l'autre scierie dirigée par M. Prudhome, le chikh Brahim-ben-Neib avait réuni deux cents fantassins des Halimya, et les Européens faisaient leurs préparatifs pour partir le lendemain 22 avril.

Ce jour-là, vers sept heures et demie du matin, les bandes armées qui venaient de piller la scierie Sallerin descendirent des crêtes dans le Ravin-Bleu, et, grossies des Ouled-Chelieh-Guebala, elles procédèrent au pillage des fermes et maisons isolées. Un Européen, rentré la veille

1. Qui n'est qu'à 20 kilomètres de Batna à l'Oued-Chaba.

au soir à Batna sur l'invitation du maire, fut aperçu au moment où il regagnait sa ferme : il fut tué à coups de fusil. Une femme et sa fille, qui seules étaient restées dans leur habitation, réussirent à prendre la fuite et à se cacher dans la broussaille. Il est à peu près prouvé qu'elles n'échappèrent pas aux yeux des rebelles ; mais ceux-ci préféraient un pillage lucratif à des meurtres inutiles : ils ne les poursuivirent pas. Quelques heures plus tard, elles furent ramenées à Batna par la milice, qui se porta spontanément[1] au Ravin-Bleu, quand, de Batna, on aperçut avec une longue-vue les indigènes se ruer sur les maisons abandonnées.

Deux détachements sortirent peu après. L'un, composé de cinquante goumiers et de quarante-cinq hussards que l'on avait montés avec les chevaux des diligences, requis à cet effet, fut envoyé sur la route de Constantine pour soutenir la milice et faciliter la rentrée des colons qui pouvaient encore être dehors.

L'autre détachement, composé d'une compagnie du bataillon d'Afrique, fut dirigé sur la route de Biskra, et eut mission de protéger à la fois la rentrée des cinquante hommes partis dans la nuit et l'arrivée d'un convoi de Sahari prisonniers, arrivant de Biskra avec une faible escorte.

Ce détachement réussit dans sa double mission. Quant aux miliciens, ils reconnurent bien vite qu'il n'était pas possible d'aller protéger les maisons du Ravin-Bleu, qui flambaient sous les yeux de plusieurs milliers d'indigènes : ils recueillirent les deux femmes citées plus haut, et rentrèrent, non sans avoir été forcés de faire le coup de feu contre les rebelles, qui tuèrent un des miliciens et en blessèrent un autre.

Pendant que ces faits avaient lieu aux portes de Batna, les ouvriers de la scierie Prudhome, avec leur escorte des Halimya, étaient arrivés, vers les sept heures du matin, à proximité de la tête du Ravin-

---

1. En ce moment, personne ne commandait à Batna. L'officier le plus ancien, chargé de l'expédition des affaires en l'absence du lieutenant-colonel Adeler, était un vieux commandant de place qui venait d'avoir un commencement de transport au cerveau et qui était complètement affolé, à tel point qu'un docteur dut l'examiner et qu'il fut un instant question de le conduire à l'hôpital et de l'enfermer. Son adjudant de place ne voulut ni assumer la responsabilité de cette mesure, ni prendre le commandement que lui conférait son ancienneté de grade. Ce furent un capitaine du génie, M. Jouaust, le capitaine commandant le bataillon d'Afrique et le capitaine chef du bureau arabe, qui, de concert et avec une grande discrétion, donnèrent les premiers ordres au nom du commandant V., qu'ils parvinrent peu à peu à calmer et à qui ils firent reprendre, en apparence au moins, ses fonctions de chef.

Bleu; là, ils rencontrèrent un cavalier du caïd des Ouled-bou-Aoun, qui leur dit que la route était coupée par les rebelles massés dans le ravin. Ils revinrent alors sur leurs pas; quelques-uns voulaient passer par la scierie Sallerin, mais le chikh Brahim-ben-Ncib, qui venait d'apprendre le drame provoqué par le moqaddem Mohammed-ben-Seddik, dont il aurait fallu traverser les terres, insista pour qu'on prît la route du Ravin-Bleu. On y revint de nouveau, et, de nouveau, à la vue des groupes armés, on n'osa pas s'avancer. Cependant, il était également dangereux de revenir à la scierie ou de rester sur la crête; le chikh, après s'être concerté avec son escorte, en laquelle il avait toute confiance, décida les Européens à s'engager dans le ravin, les Halimya se faisant fort de les faire passer sans encombre.

Mais, quand ils virent le nombre des rebelles, ils hésitèrent, et quand ceux-ci se mirent à tirer sur leur groupe, au lieu de chercher à se défendre et à s'ouvrir un chemin de vive force, ils passèrent à l'ennemi, et tirèrent à leur tour sur les Européens et sur le chikh.

Ce fut alors un sauve-qui-peut général; sur les 23 Européens qui étaient là, 12 furent tués en se défendant, 11 réussirent à prendre la fuite et échappèrent finalement, grâce à la protection, plus ou moins désintéressée, de quelques indigènes, rencontrés dans la broussaille, à quelques mètres du lieu de l'agression.

Brahim-ben-Ncib[1] et le garde forestier Mohammed-ben-Ahmed-ben-Ouarglane, les vêtements traversés par plusieurs balles, partirent à franc étrier et arrivèrent sains et saufs à Batna.

L'émotion fut grande en ville à cette nouvelle : la municipalité fit arrêter immédiatement tous les « *porte-bernous* » qui étaient dans la place et elle les enferma dans le marché couvert, dont la milice garda les grilles. Ces indigènes arrêtés étaient surtout des négociants mozabites qui, le lendemain, une fois l'effervescence calmée, furent relâchés sur les observations officieuses du chef du bureau arabe, qui fit remarquer au maire que les Mozabites couraient exactement les mêmes dangers que les Européens. On relâcha aussi les gens des tribus du sud de Batna, lesquels avaient tous des références excellentes.

---

1. Brahim-ben-Ncib était originaire des Lakhdar-Halfaouïa, ce qui explique pourquoi il n'avait pu prévoir la défection des Halimya. Il prit ensuite part à tous les combats livrés autour de Batna, et sa conduite fut jusqu'à la fin de l'insurrection correcte et courageuse. Néanmoins, pour donner satisfaction à l'opinion publique, on le fit passer en cour d'assises; il fut acquitté haut la main et, un peu plus tard, il fut nommé caïd des Allaouna de Tebessa, où il a su se faire apprécier.

Un peu après le retour de la milice, on fut prévenu par les indigènes fidèles que les rebelles avaient décidé une attaque de Batna pour la nuit suivante. Le capitaine du génie Jouaust et le garde d'artillerie de la place armèrent tout de suite les bastions et organisèrent le service des pièces avec des artilleurs improvisés, pris parmi les hommes du bataillon et les miliciens.

L'attaque n'eut pas lieu, mais, vers les onze heures du soir, des groupes vinrent mettre le feu aux meules et aux maisons des jardins de la zone militaire; quelques coups de canon chargés à mitraille les dispersèrent.

Le 23 au matin, les bandes rebelles se portèrent vers Fesdis et El-Mader. A leur approche, les colons de ces deux hameaux prirent la fuite; onze d'entre eux, sur les conseils et sous la conduite de Lakhedar-ben-Messaoud, chikh des Haraeta-Djerma, et de son frère Mohammed, se réfugièrent chez le marabout Si-el-hadj-Messaoud-ben-Abdessemed, qui habitait dans le Bouarif, à peu de distance. Ils trouvèrent auprès de cet homme de bien, également respecté des Français et des indigènes, une sécurité absolue et une hospitalité généreuse.

Les autres se groupèrent à El-Mader, dans la ferme de Chassaing, le tueur de lions; un nommé Benbahloul, ancien chikh révoqué, mais beau parleur et possédant toute la confiance des colons, leur promit aide et assistance.

Pendant qu'il pérore en mauvais français, une bande d'indigènes enlève le troupeau commun, dont il a répondu; Chassaing le somme d'intervenir; il fait alors rentrer quelques bêtes. Mais, sa conduite paraissant louche, on se décide à atteler sept voitures qui, chargées de femmes et d'enfants, partent au grand trot pour Batna, sous l'escorte de quelques indigènes du voisinage.

En ce moment, des groupes armés, venus de l'ouest, parcouraient les campements des Haracta et des Ouled-Si-Ali-Tahammemt, afin de les entraîner dans l'insurrection.

Six des voitures arrivèrent sans encombre à Batna; la septième, qui contenait la maîtresse et deux fils de Chassaing, fut arrêtée par des gens embusqués. Un des deux enfants fut tué, l'autre fut enlevé par des indigènes qui le ramenèrent sain et sauf à Chassaing, en même temps que la voiture rebroussait chemin.

Ce drame, resté obscur, en dépit de l'instruction judiciaire et des condamnations prononcées par la cour d'assises, ne semble se rattacher que très indirectement aux faits insurrectionnels qui se déroulaient un peu plus loin.

Quoi qu'il en soit, à peine la voiture est-elle ramenée que le bordj de Chassaing est attaqué : Benbahloul, qui est resté dehors, est avec les pillards, mais il se tient hors de portée de la carabine de Chassaing. Au bruit de la fusillade, le marabout Ben-Abdessemed est accouru; à son aspect, les agresseurs s'écartent et cessent de tirer : le marabout entre au bordj, rassemble les Européens et les ramène lui-même sans incident à Batna.

Aux félicitations qui lui sont adressées dans cette ville, il répond comme il le fera plus tard en témoignant devant la cour d'assises : « Je n'ai fait que mon devoir de musulman; ne sommes-nous pas tous fils d'Adam et ne suis-je pas marabout[1]? »

. Cependant, dès la nuit du 21 au 22, le chef du bureau arabe avait fait un appel pressant aux chefs indigènes du Djebel-Aorès. Le 23, le caïd Boudiaf-ben-Belgacem[2] nous amena 200 cavaliers des Achèche, commandés par ses fils et par ses neveux. Le caïd de l'Oued-Abdi, Mohammed-bel-Abbès, et le caïd des Ouled-Ziane, Mohammed-ben-Messaoud, en amenèrent chacun 100. Ces 400 cavaliers furent placés sous les ordres de l'interprète militaire Canquoin, avec mission d'assurer la sécurité de Lambesse et de Marcouna. Ils réussirent à interdire l'accès de la plaine aux bandes rebelles du Belezma. Le jour même de leur arrivée, ils eurent contre les rebelles un engagement heureux, assez sérieux pour faire comprendre que ce côté était bien gardé. Un des nôtres y fut légèrement blessé.

Grâce aux patrouilles et aux reconnaissances de ces goums, Batna ne fut inquiété que sur le front nord, qui fait face aux montagnes des Ouled-Chelieh.

Le même jour, 23 avril, une reconnaissance faite sur la route de Constantine délogeait les vedettes et coureurs ennemis, sans qu'il y eût à proprement parler de combat. On organisa des postes de miliciens à l'abattoir et dans quelques maisons isolées. Les troupeaux

---

1. Ben-Abdessemed refusa toute distinction honorifique et toute récompense.
2. Les Ouled-Belgacem, installés à Chemora quand ils étaient en paix avec les Turcs, étaient les seigneurs de l'Aorès septentrional; ils avaient 150 à 200 cavaliers mezerguia des Ouled-Fadel, Ouled-Saïd et Beni-Moumenine. Ils furent souvent caïds de l'Aorès pour le compte du bey. Souvent aussi le caïdat de l'Aorès était confié à un homme des zmoul; dans ce cas, les O. Belgacem se retiraient dans la montagne chez les O. Fedala, Achèche, Beni-Maafa, Touaba et autres fractions indépendantes. Les O. Belgacem, chioukh de l'Aorès, étaient les ennemis héréditaires du chikh de Belezma. Cette vieille rivalité, toujours vivace, nous servit en 1871. — Ajoutons que le caïd Boudiaf-ben-Belgacem fut tué en 1879, au début de l'insurrection de l'Aorès, en essayant d'arrêter les meneurs des Ouled-Daoud (Touaba).

entassés en ville furent mis au pacage, entre les remparts et ces postes que relièrent, dans le jour, des patrouilles volantes; la nuit, ces postes rentraient en ville avec les troupeaux.

La journée du 24 se passa sans incident. Il y eut une reconnaissance comme la veille et le service fut complété et perfectionné. Le soir, on fit partir de nouveaux émissaires pour Constantine.

Le 25, à deux heures de l'après-midi, profitant de ce que la troupe régulière était en train de faire la reconnaissance journalière à quelques kilomètres de la ville, le conseil municipal fit prendre les armes à toute la milice non employée à la garde des remparts. Une partie vint occuper la porte de Lambesse, et un piquet, escortant la municipalité, vint cerner l'hôtel de la subdivision. Ce déploiement de forces n'avait d'autre objet que d'imposer au commandant par intérim de la subdivision l'arrestation du caïd Ahmed-bel-Cadi, qui, au dire du conseil municipal, « trahissait la France et entretenait des intelligences avec les rebelles, etc. »

Le commandant de place demanda à consulter les officiers de l'armée présents en ville et fit appeler son adjudant de place, le capitaine du génie et le chef du bureau arabe.

L'arrestation de Bel-Cadi était une chose à la fois inutile et sans importance : ce malheureux vieillard, absolument démonté par les événements, n'était bon à rien; il était du reste incapable de vouloir du mal à quelqu'un, et c'était une quantité négligeable; seulement son âge et ses services passés commandaient des égards.

Mais l'autorité militaire ne pouvait obéir à une injonction ainsi formulée par la municipalité appuyée sur la milice citoyenne; et, d'autre part, laisser les miliciens agir eux-mêmes c'était amener une effusion de sang, car les serviteurs du caïd auraient reçu la milice à coups de fusil.

En ce moment, l'état de siège[1] n'était pas encore proclamé; le commandant de place, après avoir obtenu de n'avoir affaire qu'avec le maire et ses deux adjoints, répondit que, la zmala du caïd Bel-Cadi étant sur le territoire même de la commune, l'autorité militaire n'avait pas qualité pour opérer une arrestation ni pour faire des perquisitions et que, comme elle n'avait aucun grief contre Bel-Cadi, elle déclinait toute ingérence et toute responsabilité dans cette affaire.

1. Un arrêté du gouverneur général était signé ce même jour (25 avril) à Alger, et comprenait la subdivision de Batna dans l'état de siège, mais il ne fut connu à Batna que dans les premiers jours de mai.

Toutefois, le chef du bureau arabe prévint à titre officieux le maire que, si le juge de paix requérait la milice d'arrêter Bel-Cadi, il fallait s'attendre à des coups de fusil et à une résistance pouvant coûter cher à la milice.

Le juge de paix, invité par le maire à se rendre à la subdivision, déclara ne pouvoir faire une arrestation ou une perquisition que dans le cas de flagrant délit ou en vertu d'une commission rogatoire; il ajouta que, même en tenant compte des circonstances qui l'isolaient du chef du parquet, il ne pouvait rien faire sans une plainte écrite lui dénonçant des faits qualifiés crimes par la loi.

Le maire et ses adjoints étaient des gens de bon sens; ils n'avaient suivi cette démonstration que débordés par un conseil municipal affolé et avec l'espoir de le diriger dans un sens pacifique. Ils expliquèrent que les allées et venues des serviteurs de Bel-Cadi entretenaient en ville une méfiance et une surexcitation qu'il était urgent de calmer; ils demandèrent que l'autorité militaire voulût bien les aider dans cette tâche.

La question ainsi posée, il n'y eut plus qu'une discussion courtoise, à la suite de laquelle l'autorité militaire consentit à faire venir Bel-Cadi en ville, comme otage, sous la condition expresse qu'il serait traité avec égards, et non pas en prisonnier. Il fut en outre convenu que la milice n'interviendrait pas dans cette affaire.

Les dispositions de détail arrêtées ensuite d'un commun accord, le maire, le premier adjoint, le juge de paix et le chef du bureau arabe se rendirent à la porte de Lambesse, et là ce dernier envoya un simple deira prier le caïd Bel-Cadi de venir sur-le-champ.

Quelques minutes après, Bel-Cadi arrivait; le chef du bureau arabe, en présence du premier adjoint qui comprenait l'arabe, expliqua en cette langue au caïd les appréhensions des habitants de Batna, la surexcitation résultant des massacres commis par les gens dont il était officiellement responsable, et la possibilité de tentatives criminelles ou de représailles contre lui par les parents des victimes. Le chef du bureau arabe ajouta qu'en présence de cette situation, et dans l'intérêt même de la sécurité du caïd, il l'invitait à venir tout de suite résider en ville, où il serait consigné dans l'ancien commissariat civil, mis à sa disposition par la municipalité.

Le caïd, très pâle, fit un signe de tête, marmotta en pleurant une formule de résignation, et, s'appuyant sur le bras du capitaine de la milice, qu'il connaissait particulièrement, il se rendit, sans escorte ni garde, au lieu assigné.

Le juge de paix, assisté du maire, du premier adjoint et du chef du bureau arabe, fit prévenir les fils du caïd qu'une perquisition allait être faite et que la milice empêcherait de sortir tous les gens de la zmala, à l'exception des femmes, qui étaient autorisées à monter préalablement dans la voiture du caïd et à aller habiter en ville avec le chef de famille.

Tout se passa avec ordre, sans bruit ni difficulté; la perquisition n'aboutit, comme c'était prévu, qu'à la mise sous scellés de six fusils de luxe, hors d'état d'envoyer une balle.

Une sentinelle fut placée, par la municipalité, à la porte du commissariat civil, pour empêcher les communications de Bel-Cadi avec l'extérieur, et il ne faisait pas bon, le soir, pour les gens en bernous, de passer trop près de cette sentinelle. Un malheureux goumier, domestique de l'interprète Canquoin, rentré le soir en ville pour faire une commission de son maître, étant venu à passer dans le voisinage de la sentinelle, reçut un coup de feu, sans même avoir été averti. Le poste prit les armes et les miliciens le poursuivirent jusque dans la maison de Canquoin, où il s'était refugié auprès d'une fille française qui vivait avec son maître; ils enfoncèrent la porte et achevèrent ce malheureux à coups de baïonnette, aux pieds de cette fille qui s'efforça en vain de le protéger et de le sauver. Elle ne réussit qu'à se faire bousculer, frapper et injurier.

Cet acte de sauvagerie et quelques coups de fusil précipitamment tirés en plein jour par des patrouilles de miliciens sur des domestiques et des ouvriers kabyles, que la peur faisait prendre pour des espions ou des insurgés, exaspérèrent les indigènes et furent longtemps exploités par les chefs rebelles pour retarder ou empêcher les soumissions.

Dans la nuit du 25 au 26, il y eut encore une alerte et on tira quelques coups de canon sur des groupes de pillards.

Le 26 avril au matin, le goum des Amamra arriva de Khenchela; il avait fait vingt lieues dans la nuit, sous la conduite de son caïd, Mostafa-ben-Ouaretz, un ancien spahi d'un dévouement à toute épreuve.

Au moment où il entrait en ville par la porte de Lambessa, la reconnaissance sortie par la porte de Constantine était attaquée au ravin des Mines, au premier tournant de la route : il y eut combat, et on aborda à la baïonnette des groupes embusqués. Les miliciens de Batna et les mobiles des Bouches-du-Rhône, tous bien commandés par d'anciens officiers, rivalisèrent d'énergie avec les compagnies du bataillon

d'Afrique. L'ennemi eut environ 150 morts, dont beaucoup restèrent sur le terrain jusqu'à la nuit. Nous eûmes, de notre côté, 2 miliciens et 2 mobiles tués et 2 blessés. L'ennemi fut rejeté jusqu'aux premières pentes de la montagne; la poursuite ne cessa que faute de munitions pour l'obusier de montagne et les chassepots[1].

Le soir, à neuf heures et demie, le colonel Adeler rentrait à Batna, sans avoir été attaqué en route, car les Lakhedar-Halfaouïa et l'Aorès étaient restés dans le devoir. En même temps, un émissaire apportait une lettre officielle de Constantine, annonçant que le lieutenant-colonel Marié, avec son régiment, et le goum des Haracta d'Aïn-Beïda, conduit par le vieux khalifat Baahmed et ses fils, seraient le 28 à Batna. Au dire de l'émissaire, la route de Constantine était libre, et les rebelles se tenaient dans la montagne.

Le 28 au matin, le colonel Adeler, avec un millier d'hommes, part au-devant de la colonne de secours. Comptant rentrer au plus tard dans l'après-midi, il n'emmène pas de convoi. Au bout de quelques kilomètres, il est fort surpris de ne pas distinguer au loin, dans cette immense plaine où rien ne masque la vue, les contingents des Haracta et les soldats annoncés. Le goum des Amamra, qui, sous les ordres du chef du bureau arabe, éclaire la colonne et la flanque à une assez grande distance sur la droite, arrive ainsi à hauteur d'El-Mader, et là il essuie quelques coups de feu. Presque aussitôt le village, situé à 7 kilomètres environ de la route, est incendié par les rebelles.

Le colonel Adeler arrête sa colonne; le chef du bureau arabe, avec le goum des Amamra et 25 hussards, va en reconnaissance jusqu'au village où on croit qu'il reste encore quelques Français : deux compagnies sans sac sont envoyées derrière lui comme soutien.

Un ruisseau marécageux ne peut être traversé par les chevaux de dili-

---

1. Il y eut à ce propos un moment de panique en ville. Un maréchal des logis de gendarmerie, envoyé par le capitaine commandant pour ramener quatre caisses de munitions, venait de raconter le combat; l'attaque à la baïonnette, les quatre morts, le manque de munitions pour poursuivre, etc., tout cela, en quelques instants, avait été dénaturé par les racontars, et le bruit courut tout à coup que la milice était cernée et que, faute de munitions, elle se défendait à la baïonnette : on vint prier le commandant de la subdivision d'aller à leur secours. Le chef du bureau arabe prit alors avec lui le goum des Amamra, qui n'avait pas encore dessellé ses chevaux, distribua des cartouches et traversa la ville au pas, pour ne pas augmenter la panique. Une fois hors la porte, il partit au petit galop, sabre au poing, pour « dégager la milice », quand, au tournant de la route, il vit, sur le bord des fossés, les miliciens, assis et cassant gaiement la croûte, leurs fusils en faisceaux. A quelque distance gisaient des cadavres d'indigènes, et un peu plus loin, sur un mamelon, le capitaine commandant le détachement regardait avec sa longue-vue les derniers fuyards gravir la montagne.

gence que montent les hussards; seuls le maréchal des logis et le brigadier franchissent l'obstacle avec l'officier et le goum. Aux approches du village, ils sont accuelllis par une fusillade plus bruyante que bien dirigée. L'ennemi, qui voit les 23 hussards et les deux compagnies en arrière du goum, bat en retraite tout en tiraillant, et, quand le chef du bureau arabe parcourt le village, il n'y trouve personne. Toutes les maisons visitées, et les appels restant sans réponse, le goum reprend au pas la direction de la colonne sans être inquiété et n'ayant qu'une jument blessée.

Le colonel Adeler bivouaqua à la Fontaine-Chaude, d'où il fit partir des émissaires pour savoir ce qu'était devenue la colonne de secours.

Le 29 au matin, ordre fut envoyé à Batna d'amener le convoi de vivres et l'ambulance, et, peu après, on vit arriver la colonne Marié, dont le chef avait été retenu à Aïn-Yacoute par les indications erronées des fils du khalifat, qui, mal renseignés, représentaient la route de Batna comme coupée par des contingents considérables; le lieutenant-colonel Marié avait alors fait appel au goum des Segnia, et ne s'était mis en marche qu'au reçu d'un billet apporté par un des émissaires du colonel Adeler.

Les deux colonnes réunies campèrent dans le village même d'El-Mader pour, de là, opérer sur le versant nord-ouest, du Bouarif avec le goum des Amamra, pendant que les goums des Achèche et des Ouled-Fadel surveilleraient le versant sud-est sous la direction du capitaine Belloc, adjoint au bureau arabe, et sous la conduite des membres de la famille Boudiaf, à qui l'ordre fut envoyé le jour même.

Le 30, les principaux ravins du Djebel-Bouarif furent fouillés par trois reconnaissances appuyant les goums engagés. La résistance fut peu sérieuse; les obusiers et les chassepots firent beaucoup de mal aux rebelles, qui laissèrent entre les mains des Amamra plus de 6,000 têtes de bétail. Des douars des Ouled-Si-Ali-Tahammemt, et surtout des Haracta-Djerma, vinrent faire leur soumission. Le chikh Lakhedar-ben-Messaoud, le même qui avait déjà sauvé des Européens, amena plusieurs douars partiels que n'avaient même pas atteints nos reconnaissances. Un détachement poussa, sous la conduite de ce chikh, jusque chez Ben-Abdessemed, d'où il ramena les onze Européens réfugiés chez ce marabout. Le lendemain, ces colons rentrèrent à Batna sous bonne escorte et sans incident.

Le 1er et le 2 mai, le colonel Adeler monta sur la crête du Bouarif, qu'il suivit en rabattant les troupeaux et les rebelles sur les troupes

et sur les goums qui parcouraient la plaine des deux côtés de la montagne. Les Haracta-Djerma achevèrent leur soumission.

Le 3 mai, le camp fut installé à Djendelite ; le capitaine Belloc, avec les goums de Boudiaf, rejoignit les colonnes après avoir doublé la pointe nord-ouest du Bouarif. Il amenait de nombreux prisonniers et environ 8,000 moutons et 150 bœufs, produit de ses razzias.

Pendant ce temps, le chef du bureau arabe de Batna, avec le goum des Amamra, avait, dans un des ravins du Bouarif, un engagement qui coûtait une douzaine de morts aux rebelles et dans lequel cet officier et deux goumiers étaient légèrement blessés. Deux compagnies et un obusier vinrent appuyer le goum et montèrent sur les deux arêtes latérales du ravin : quelques obus suffirent pour faire sortir des fourrés les troupeaux que le goum commençait à razzer, quand les rebelles, cessant le feu, envoyèrent en avant leurs femmes et leurs enfants, agitant des branches de feuillage et des chiffons à peu près blancs. Bientôt deux douars partiels des Haracta-el-Mader se rendaient à discrétion. Ce fut le dernier des engagements dans le Bouarif ; ce jour-là et le lendemain 4, la presque totalité des gens des Haracta-Djerma, Haracta-el-Mader et Ouled-Si-Ali-Tahammemt se rendaient à discrétion.

Tous d'ailleurs déclaraient qu'ils n'avaient fait défection que contraints et forcés par les bandes de Ben-Rahmoun et de Slimane-ben-Drouhaï ; que, sauf Benbahloul et les gens de sac et de corde qui étaient allés rejoindre individuellement les contingents retranchés au Djebel-Mestaoua, dans le Belezma, personne ne voulait ni se battre ni piller. Ils demandèrent à nous prouver leurs bonnes dispositions, soit en fournissant des goumiers et des convoyeurs, soit autrement.

Le colonel Adeler les chargea de maintenir libre la route de Constantine entre Aïn-Yacoute et Batna, et, dans l'après-midi du 4 mai, après avoir choisi des otages parmi les notables et les vieillards, il alla lui-même avec le goum des Achèche, commandé par le capitaine Belloc, installer plusieurs campements définitifs à la Fontaine-Chaude, où il passa la nuit.

Ce jour-là, 4 mai, à Aïn-Yacoute, à 12 kilomètres du camp de la Fontaine-Chaude, avait eu lieu, à neuf heures du matin, un drame horrible, qui faillit entraîner l'insurrection des grandes tribus des Zemoul et des Berranya de la banlieue de Constantine. Trente-deux indigènes de ces deux tribus fidèles, parents ou domestiques de spahis et de goumiers, étaient fusillés par les miliciens de Constantine campés à Aïn-Yacoute, lesquels s'étaient constitués de leur propre

autorité en cour martiale et avaient dressé de cette exécution sommaire un procès-verbal contenant les noms des juges, mais non ceux des victimes, non plus que l'énoncé des crimes dont on les déclarait coupables.

Voici ce qui s'était passé :

Des indigènes des O. Zoui (Zmoul) et des Ouled Belaguel (Berranya) étaient venus apporter des provisions aux goumiers de la colonne Marié ou acheter des moutons aux ventes faites à Djendelite à la suite des razzias. Ils avaient reçu de ces goumiers, qui les avaient ramassés dans les ravins, quelques menus objets de provenance européenne[1].

Pendant les journées du 1er au 3 mai, ils s'en retournaient paisiblement chez eux par petits groupes, passant sans défiance près du camp des miliciens à Aïn-Yacoute. Mais ceux-ci leur courent sus, les arretent, les désarment, les déshabillent et les enferment d'abord dans une écurie.

D'autres indigènes qui avaient échappé à ces arrestations arbitraires avaient prévenu le lieutenant-colonel Marié et le khalifat Ba-Ahmed, les priant d'intervenir pour la mise en liberté de ces gens inoffensifs et amis. Des lettres dans ce sens avaient été écrites et remises, mais ces lettres étaient forcément assez vagues et laissaient, en somme, au commandant des miliciens le soin de conserver ou de relâcher les prisonniers qu'il avait cru devoir faire.

Celui-ci constitua son état-major en une « commission militaire », à laquelle furent adjoints deux sous-officiers et deux miliciens simples soldats, en tout dix membres ; voici la fin de leur procès-verbal :

« Après l'exposé des faits ci-dessus indiqués, le président ouvre la discussion à savoir si les accusés sont coupables oui ou non. A l'unanimité : Oui.

« Ce point acquis, la discussion s'ouvre pour savoir quelle sera la peine à appliquer ; à l'unanimité on décide que les coupables seront passés par les armes. En foi de quoi ont signé » (suivent les signatures).

Dans sa lettre d'envoi, le lieutenant-colonel des miliciens ajoute

1. Le procès-verbal les énumère ainsi : « Un bonnet de femme, plusieurs chaînes d'attache pour bœufs, un câble de charrette, une blouse blanche, une musette portant le numéro 1,211, 10e chasseurs, etc. (*sic*). Sur l'un des accusés, on a également saisi un mandat-poste de 20 francs au nom de Guelpot Jean, soldat au 81e de marche, daté du 18 avril 1871. — Il donne également connaissance de deux lett cs du lieutenant-colonel Marié, qui, tout en prévenant que le khalifat réclame les hommes incarcérés, ne peut cependant rien affirmer et laisse le commandant libre de suivre son inspiration. »

que, « en présence des atrocités commises par les révoltés sur nos infortunés colons, il n'a pas hésité un seul instant à appliquer la peine prononcée ». Mais ni dans la lettre d'envoi ni dans ce singulier procès-verbal il n'est dit de quoi les indigènes fusillés étaient déclarés coupables!

Un peloton d'exécution fut commandé : bon nombre de miliciens refusèrent d'en faire partie; on s'adressa à des volontaires, qui furent en nombre suffisant pour faire la sinistre besogne, car dans ce détachement se trouvaient des gens appartenant à « l'armée roulante », et qu'on avait incorporés un peu à la légère[1].

Les malheureux indigènes, attachés deux à deux, tombèrent sous les balles de ces forcenés, qui les achevèrent à coups de crosse et à coups de baïonnette. Quatre réussirent à rompre leurs liens et à s'enfuir; on les poursuivit en faisant sur eux un feu roulant qui, heureusement, ne leur fit que des blessures dont ils guérirent.

L'émotion fut grande chez les Zmoul et chez les Berranya; sans l'intervention immédiate du capitaine Chapsal, adjoint au bureau arabe de Constantine, arrivé en toute hâte, les indigènes exaspérés auraient exercé de sanglantes représailles sur les miliciens d'Aïn-Yacoute. Le capitaine Chapsal resta plusieurs jours au milieu des indigènes, calma les esprits, promit que justice serait faite et que des indemnités seraient payées; il s'efforça surtout de faire comprendre que les miliciens auteurs de ce crime étaient des citadins de Constantine, qui n'avaient rien de commun avec les braves et honnêtes colons ruraux des fermes et villages voisins, dont les indigènes n'avaient jamais eu à se plaindre.

Pendant ce temps, le chef du bureau arabe de Constantine, le capitaine Villot, était aux Segnia, dont le caïd, Mokhtar-ben-Daïkha, rappelé de Djendelite, avait failli être aussi fusillé à Aïn-Yacoute, et n'avait échappé à la mort que grâce à l'intervention courageuse d'un milicien dessinateur du service topographique. Le capitaine Villot, qui savait manier les indigènes, trouva un dérivatif à l'exaspération des Segnia. Il lança, le 5 mai, douze ou quinze cents de leurs guerriers sur un groupe insurgé des Haracta-Djerma, qui, pour fuir les co-

1. Constantine était encombré d'ouvriers sans travail venant des chantiers de l'intérieur; il y avait parmi eux des déclassés de toutes les nationalités, et ils apportaient un appoint à toutes les réunions tumultueuses, à tous les désordres de la rue. Pour en débarrasser la ville et pour leur faire gagner le pain qu'on leur donnait, on en engagea dans la milice un certain nombre qu'on classa dans les compagnies détachées à l'extérieur. Ils démoralisèrent ces compagnies, déjà mal commandées, pour la plupart, par des officiers nommés à l'élection.

lonnes Adeler et Marié, étaient remontés vers le nord. Une razzia de 3,000 moutons, qui furent laissés aux capteurs, changea le cours des idées des Segnia et les raffermit dans le devoir.

Ce fut, en somme, l'activité, l'habileté et le tact des capitaines Villot et Chapsal qui maintinrent le calme dans le pays et empêchèrent l'insurrection de s'étendre dans la riche vallée du Boumerzoug[1].

Le 5 mai au matin, le colonel Marié allait camper à la fontaine du Génie, à 11 kilomètres de Batna, en face Fesdis; il emmenait avec lui le goum des Amamra, commandé par le chef du bureau arabe de Batna, qui devait faire auprès de lui fonction de chef d'état-major.

Le soir, un berger indigène lui amenait deux petites filles françaises, vêtues à l'arabe et âgées de dix et de trois ans. Ces deux enfants avaient échappé au massacre du Ravin-Bleu; séparées, dans la bagarre, de leur mère, qui fuyait avec un bébé dans les bras, sous la protection intéressée d'un indigène, elles avaient été prises par un homme des Ouled-Chelieh et emportées dans un gourbi, où elles avaient été bien traitées. Mais celui qui les avait sauvées n'avait pas osé les amener à Batna, tant l'exaspération des colons était grande; il avait craint aussi d'être arrêté en les amenant lui-même à la colonne, et il les avait fait remettre par une jeune indigène à un berger, qui les avait conduites à un spahi. — Ces pauvres enfants n'étaient pas trop épouvantées; elles dînèrent à la table du colonel, et on les fit

---

1. Plus tard, en 1874, on indemnisa, avec l'argent de la contribution de guerre, les familles des 32 indigènes massacrés à Aïn-Yacoute; mais on ne poursuivit jamais les miliciens de la soi-disant commission militaire, ni ceux du peloton d'exécution. Plusieurs d'entre eux vinrent même aux assises de Constantine en qualité de *jurés* dans le procès des grands chefs.

Le général Augeraud, comme c'était son devoir, se disposait à faire traduire ces miliciens devant le Conseil de guerre, ce qui était la seule solution légale. Avant de le faire, il crut convenable de prendre l'attache de l'amiral de Gueydon, qui répondit « qu'il préférait en voir charger un juge d'instruction, afin que les gens égarés (et ils sont nombreux!) ne puissent supposer aucun parti pris de l'autorité militaire ». Mais, celle-ci étant seule compétente, le gouverneur prescrivit, le 17 mai, que l'enquête serait faite par elle, sauf à déférer plus tard les coupables à la justice civile.

Il y eut des tiraillements, des lenteurs, des difficultés; les choses allèrent au Conseil des ministres et jusqu'au président de la République, M. Thiers. Bref, en septembre 1871, on avait renoncé à poursuivre, « tout en déplorant que de pareils actes puissent échapper à une punition exemplaire ».

On trouvera d'autres détails sur le massacre d'Aïn-Yacoute dans la déposition du capitaine Villot, lors de l'enquête parlementaire (voir *Rapport de M. de la Sicotière,* tome II, page 183); il y a toutefois dans ce document une faute d'impression à signaler : la lettre datée du 3 mai à Oum-el-Djenab est en réalité du 5; et cela ressort du texte même de cette lettre.

coucher avec la famille du fermier de Djendelite, qui, devant rentrer à Batna le lendemain, campait avec la colonne.

Le lieutenant-colonel Marié, dont les jeunes soldats étaient très fatigués, comptait rentrer aussi par la route nationale, et il attendait là le colonel Adeler, qui, à Djerma, obtenait, par sa seule présence et sans coup férir, la soumission, d'ailleurs plus ou moins précaire, des principales fractions des Tlett, Ouled-el-Cadi, Ouled-Mehenna et Ouled-Si-Ahmed-ben-Feradj.

Mais, sur les instances réitérées du chef du bureau arabe de Batna, qui lui représenta combien il serait politique et utile de montrer les « pantalons rouges » dans le Ravin-Bleu, le colonel Marié finit par décider que l'on rentrerait en ville en passant par Kasrou et par le théâtre même des massacres du 22 avril, dont le capitaine lui avait conté la sinistre histoire.

Celui-ci venait d'apprendre par ses espions qu'un rassemblement assez nombreux de rebelles était à Kasrou même, et il pressa le colonel de lever le camp, offrant d'éclairer la colonne avec ses goums, que soutiendraient les tirailleurs indigènes. Le lieutenant-colonel Marié, officier de France, ignorant l'Algérie, professait une méfiance absolue vis-à-vis tout ce qui portait un bernous ou une chechia ; malgré les observations respectueuses du chef du bureau arabe et du commandant des tirailleurs, qui était un vieil Africain, il ne voulut pas admettre un seul instant que « ses braves petits soldats » ne marchassent pas en tête de la colonne et eussent besoin de se faire éclairer par des Bédouins. Il confia donc au commandant des tirailleurs tout ce qui était indigène, tirailleurs, spahis, caïds et goums, et lui prescrivit de suivre la ligne des crêtes à droite de la colonne marchant dans la vallée. Ce fut dans ces conditions qu'on se mit en marche, le 7 mai, de grand matin, pendant que la colonne Adeler rentrait à Batna.

Pour être bien sûr que ses ordres seront exécutés, le colonel Marié a fait partir son avant-garde sans même laisser le temps aux tirailleurs et goumiers de gravir la crête. Ceux-ci escaladent ces pentes abruptes au pas de course ou au trot, et ils arrivent sur la hauteur au moment où sonne la première halte. Bien que très en arrière de l'avant-garde, ils découvrent de ce point toute la vallée, et, avec l'acuité de vision dont ils sont doués, ils distinguent bien vite des choses suspectes, qu'ils montrent et expliquent à leurs officiers. Le chef du bureau arabe déchire alors une page de son carnet et envoie au colonel le billet suivant : « Mon colonel, des contingents sont em-

busqués devant votre avant-garde; ils sont masqués par une haie artificielle de broussailles coupées et appartenant à une essence différente de celles qui vous entourent; le cavalier vous expliquera la ruse; voulez-vous pour plus de sûreté quelques tirailleurs ou spahis ? »

Le billet arriva trop tard: le colonel avait repris sa marche en avant sans rien voir de suspect.

Tout à coup une fusillade, heureusement trop précipitée et mal dirigée, éclate sur toute la largeur de la vallée, et huit hommes de l'avant-garde tombent sous les balles des rebelles: deux sont mortellement frappés. Du haut des crêtes on voit une foule d'indigènes surgir des broussailles et de derrière les blocs erratiques disséminés au pied des escarpements. Ils lâchent leur coup de fusil et battent en retraite. Aussitôt notre artillerie balaye la vallée: une pluie de mitraille couvre les rebelles, et, tout en avançant, on lance des obus pendant quatre heures; on en lance même parfois sur des groupes de pierres qui, pour des yeux peu exercés, ressemblent singulièrement à des Arabes accroupis dans leur bernous[1], ce qui amuse beaucoup les tirailleurs et les goumiers.

Mais, s'il y eut trop d'obus tirés inutilement, quelques-uns portèrent bien, et la colonne eut la satisfaction, en avançant, de rencontrer à chaque instant des cadavres et des armes abandonnés par les rebelles. Ceux-ci, en effet, n'avaient pas pu se jeter de côté: à notre gauche ils auraient risqué de tomber sur la colonne Adeler, qui rentrait à Batna par la route nationale, et sur les crêtes de droite les tirailleurs et les goumiers leur coupaient la route. Ils furent ainsi forcés de fuir en suivant le fond de la vallée et en restant dans le champ de tir de notre artillerie.

On campa sur le terrain de Kasrou, et le lendemain 8 mai, après avoir traversé le Ravin-Bleu sans être inquiété, le colonel Marié rentrait à Batna, où il fut l'objet d'une chaleureuse ovation de la part des habitants. « On voit bien, disait-on, que celui-là ne sort pas des bureaux arabes, il ne ménage pas les indigènes! »

En réalité, la canonnade de Kasrou était un succès stérile: on avait tué du monde, mais pas un indigène n'avait fait sa soumission; on n'avait ni un otage ni un prisonnier; seul l'effet produit était bon : on avait vengé les victimes du Ravin-Bleu.

---

1. Cette confusion est fréquente, l'illusion est souvent complète à l'œil nu. Il faut pour faire la distinction ou une grande habitude, ou une longue-vue, ou des yeux d'indigènes.

Les résultats obtenus par le colonel Adeler étaient autrement sérieux. Sans avoir eu un seul homme grièvement blessé, il avait fait rentrer dans le devoir cinq tribus et avait organisé avec elles des postes assurant la sécurité de la route de Constantine. Il avait rétabli la ligne télégraphique, qui depuis fut respectée, grâce aux Haracta-Djerma, insurgés de la veille, et aux Beni-Mehenna, qui résistèrent longtemps aux montagnards du Belezma. Il avait de plus repris et rendu une partie du bétail volé aux colons de El-Mader et de Fesdis; ses nombreuses razzias, vendues à Batna aux enchères publiques par les soins du service des domaines, avaient permis à plusieurs Européens de reconstituer à très bas prix une partie de leur cheptel.

A partir de ce moment, l'insurrection dans le cercle de Batna restera cantonnée à l'ouest de la route nationale de Constantine [1].

---

1. La suite des faits concernant la région de Batna est au livre III, chapitre VII : Les Bandes de la Mestaoua.

# XI

# LA MORT DU BACHAGHA

(11 avril - 5 mai.)

La colonne Cérez quitte Alger (11 avril). — Départ d'Aumale et combat de Teniet-Daoud (18 avril). — Enlèvement des silos des Ouled-Messelem à Souq-El-Khemis (19 avril). — Arrivée au Djebel-Afroun; soumission des Ouled-Messellem et des Ouled-Salem. — Pourparlers avec les Ouled-Dâane (20 avril). — Prise et destruction du village de Souma (21 avril). — Soumission des Beni-Ilmane du cercle de Bordj-bou-Arreridj. — Petit combat de Sidi-ben-Daoud; destruction d'un bordj de Boumezrag (22 avril). — Rentrée à Aumale (25 avril). — La colonne à Bouïra: ouvertures des Ouled-el-Aziz. — Le bachagha rase les Ouled-Salem (27 avril). — Combat de Tekouka (dit aussi de Dra-Moumen, ou de l'Oued-Bezzit) (28 avril). — Combat chez les Ouled-Sidi-Salem (colonel Trumelet). — Combat de l'Oued-Djemaa (colonel Goursault) (1er mai). — Attaque de Bordj-Bouïra et destruction du village de Boucherine par le bachagha (2 mai). — Destruction du bordj du caïd des Senadja et du village voisin (3 mai). — Attaque de nuit au camp de l'Oued-Soufflat (4 mai). — Combat de l'Oued-Soufflat; mort du bachagha Moqrani (5 mai).

Le 11 avril, le général Cérez partait d'Alger avec les éléments d'une colonne[1] expéditionnaire qu'il devait compléter au moyen des

1. La colonne Cérez, qui, officiellement, avait été dénommée « colonne expéditionnaire de l'Oued-Sahel », avait un effectif maximum de 3,331 hommes et 150 officiers. Elle se composait des corps suivants :
26e bataillon de chasseurs à pied, 600 hommes,
Zouaves (1er, 4e, 4e provisoire), 5 bataillons, 1,180 hommes;
Tirailleurs (1er régiment), 2 compagnies, 200 hommes;
9e chasseurs à cheval, 1 escadron, 350 hommes;
1er chasseurs d'Afrique, 2 escadrons, 350 hommes:
Éclaireurs algériens, 3 escadrons, 300 hommes;
Artillerie, 2 sections (4 pièces);
Train, ambulance, génie, etc.
L'ordre général, en date du 11 avril, donnait au général Cérez le commandement de la 1re brigade active: au général Saussier, celui de la deuxième: au général Lapasset, celui de la troisième.

troupes déjà envoyées à Aumale. Le 12, il arrivait à Tablat, trouvait toute la région tranquille et recevait la visite des chefs indigènes du voisinage venus pour protester de leur dévouement et des bonnes dispositions de leurs administrés.

Il apprit, cependant, que la veille 40 cavaliers envoyés par Boumezrag avaient incendié des gourbis à Bouïra, et que l'agha Bouzid avait, à nouveau, été contraint de se réfugier dans le bordj.

Le 15, le général arrivait à Aumale, et, après s'être fait mettre au courant de la situation locale, il entrait en opération le 18.

Les rebelles, toujours campés au Djebel-Moghrenine[1], leur quartier général, étaient en ce moment commandés par Sghir-ben-Bourenane-el-Moqrani et par Hamou-ben-Bourenane-el-Moqrani, suppléant Boumezrag, alors du côté de Sétif. Ce fut sur ce point du Djebel-Moghrenine que se porta le général Cérez.

Arrivé au pied de la montagne, il vit le col dit Teniet-Daoud occupé par plus de 2,000 fantassins. Le convoi et les bagages sont aussitôt massés sous la garde de deux bataillons. Les troupes mettent sac à terre, et, à midi et demi, l'attaque commence. En deux heures et demie, la position est enlevée après un combat opiniâtre. Les rebelles en fuite vont se heurter contre les éclaireurs qui, sous les ordres du colonel Goursaud, ont tourné la position; une nouvelle lutte s'engage et le goum du capitaine Cartairade change la défaite en déroute.

La bannière des Moqrani-Ouled-Bourenane est prise par un éclaireur qui tue le porte-fanion; plus de 400 fusils ou sabres sont enlevés aux morts ou aux blessés et rapportés en trophée par les éclaireurs.

A cinq heures, le général établit son camp sur le Teniet-Daoud. Nous avions 3 tués : 2 éclaireurs et 1 goumier, et 19 blessés, dont 10 indigènes.

Le 19, la colonne continuant sa marche dans la direction prise par les rebelles en fuite vient, sans rencontrer l'ennemi, camper à Souq-el-Khemis. Là, apprenant que les contingents encore disséminés doivent se reformer au Djebel-Afroun, le général laisse reposer ses troupes fatiguées et se borne à faire vider de nombreux silos avec le contenu desquels on remplit d'orge tous les sacs ou caisses disponibles. On incendie en même temps les gourbis déserts des Ouled-Messellem réfugiés au Djebel-Afroun.

---

1. Ces contingents appartenaient principalement aux tribus suivantes : Beni-Slimane, Beni-Intacène, Ouled-Messellem, Ouled-Salem, Ouled-Si-Aïssa, Ouled-Si-Hadjerès, Ouled-Abdallah, Ahl-el-Qsar et Ouennougha-Cheraga (ou de Bordj-bou-Arreridj).

Le 20, la colonne arrive au pied de cette montagne sur laquelle sont les deux gros villages de Souma et de Kasba, appartenant aux Ouled-Dâane et aux Beni-Ilmane[1] du cercle de Bordj-bou-Arreridj. Les habitations et les crêtes rocheuses sont garnies d'hommes armés ayant derrière eux, cachés vers les têtes des ravins, leurs familles et leurs troupeaux.

Aussitôt le feu de l'artillerie ouvert sur le village de Souma, les Ouled-Salem et Ouled-Messellem envoient des députations qui amènent des otages et offrent de se soumettre aux conditions qui leur seront imposées. Les Ouled-Dâane arrivent aussi, mais ils n'apportent que des promesses, et la journée s'écoule sans qu'ils reparaissent.

Dans la nuit, le général apprend que les Ouled-Dâane de Souma ne veulent que gagner du temps et que le bruit court chez les rebelles que Boumezrag va bientôt arriver avec de gros contingents.

Aussi, le 21 au matin, la colonne marche sur le village; l'artillerie, par son tir précis, force les rebelles à quitter maisons et retranchements; en moins d'une heure la position est escaladée et enlevée. Ce qui reste des 80 maisons est brûlé; le génie coupe, ou plutôt ébranche les arbres fruitiers de façon à supprimer la récolte de l'année sans compromettre la vie des plantations; excellent procédé pour châtier les rebelles sans ruiner les contribuables.

Pendant ce temps, la cavalerie brûle le village de El-Hammam ainsi qu'une autre mechta appartenant aux Ouled-Dâane et d'un accès plus facile. Les silos sont vidés et on enlève ce qu'on peut emporter d'orge. Nous n'avons dans cette affaire que 5 tirailleurs blessés, et l'ennemi laisse sur le terrain environ 50 morts.

On campe sur les positions conquises.

Le 22, de grand matin, les Beni-Ilmane du village de Casba envoient une députation de notables parmi lesquels est le frère du chikh; ils font leur soumission et s'offrent eux-mêmes comme otages.

A onze heures, le général lève son camp, marche vers le nord sur la koubba de Sidi-ben-Daoud, près de laquelle Boumezrag possède un bordj et des mechtas occupées par ses fermiers.

Une saga d'environ 300 fusils et un groupe de cavaliers commandés par Boumezrag essayent de nous en défendre l'accès, mais deux escadrons ont vite raison de cette résistance en rase campagne. Les

---

1. Les Ouled-Dâane et les Beni-Ilmane font partie de l'Ouennougha oriental et sont dans le département de Constantine. — Ne pas confondre ces Ouled-Dâane avec les Ouled-Thaane, fraction restée fidèle des Beni-Slimane du cercle d'Aumale.

rebelles laissent 8 morts sur le terrain et prennent la fuite sans que nous ayons un seul soldat blessé[1]. Le bordj est en partie détruit, les mechtas sont incendiées et les céréales mangées en vert par les chevaux de nos cavaliers.

Le 23, à son bivouac de l'Oued-Okhis, et le 24 à l'Oued-Ghemara, le général reçoit de nombreuses soumissions des O. Messellem, Ouled-Si-Amer, Beni-Amar et autres fractions des tribus du sud-est d'Aumale.

Le 25, il rentre dans cette ville sans avoir eu de nouveaux combats à livrer, encore bien que plusieurs coups de feu aient été tirés pendant la route sur son convoi.

Le bachagha était ce jour-là chez les Ouled-Djellal de l'Ouennougha; il était venu en toute hâte, craignant une marche de la colonne sur la Medjana. Quand il la vit rentrer à Aumale, il gagna le camp du Djebel-Moghrenine pour, de là, organiser au nord d'Aumale une prise d'armes dont la répression éloignerait le général de la route de Bou-Arreridj. Ses agents, Arab et Saïd-ben-Belgacem aux Ouled-Bellil, les chioukh Hammouch-ou-Saïd et Saïd-ou-Mohammed aux Beni-Meddour, les Ben-Telaach et Ahmed-el-Ounis à Dra-el-Mizane, etc., eurent vite fait, avec l'aide des moqaddems, de réunir de nombreux contingents qui restèrent d'abord dans la montagne au nord de Bouïra.

Pour entraîner plus sûrement la colonne de ce côté, les Ouled-el-Aziz envoyèrent le 26 au soir à Aumale une députation chargée de dire que la tribu ne demandait qu'à rentrer dans le devoir, et qu'elle le ferait aussitôt que des troupes se montreraient dans leur pays.

Le général Cérez, renseigné par l'agha Bouzid, ne fut pas dupe de ces ouvertures; mais, comme il sentait la nécessité de se rapprocher de Dra-el-Mizane dont il était sans nouvelles, il se mit en route le 27 et campa dans l'après-midi à Bouïra. Là, il prévint les délégués des Ouled-el-Aziz qu'ils eussent à envoyer leurs otages avant le lendemain à dix heures du matin

Dans la première partie de la nuit, l'agha Bouzid fit savoir que de nombreux contingents de Dra-el-Mizane et du Hamza se concentraient à 8 kilomètres du camp. On prit des précautions en prévision d'une attaque de nuit, mais cette attaque n'eut pas lieu.

Le 28, à midi, le général Cérez n'avait pas reçu les otages annoncés, mais il avait par contre des renseignements précis sur les positions occupées par les rebelles. Il savait que ceux-ci, au nombre de

1. Un cantinier civil, dans le convoi, fut blessé; un mulet fut tué.

plus de 3,000, étaient retranchés sur la crête dite Dra-Moumène, crête qui domine au nord le plateau de Tekouka.

A midi et demi, laissant ses bagages au camp, il part avec ses obusiers, 1.200 fantassins sans sacs et 600 cavaliers. Bientôt il a devant lui les crêtes dites de Tala-Imouchène qui, sur plus de 3 kilomètres, sont couronnées de retranchements en pierres sèches, et dont les cols et passages ont deux ou trois étages de murs crénelés. L'artillerie ouvre le feu, et trois colonnes, sous les ordres du colonel Meric, s'avancent, précédées chacune d'une ligne de tirailleurs; la cavalerie régulière à droite, sous les ordres du colonel Goursaud, les goums à gauche, sous les ordres du capitaine Cartairade, partent au trot pour tourner les crêtes aux deux extrémités.

Après trente-cinq minutes d'un combat très vif, les positions sont enlevées; la cavalerie et les goums poursuivent les fuyards dans l'Oued-Bezzit et jusque vers les crêtes du Djebel-Nador; ils enlèvent des armes, des effets, des troupeaux, et incendient les villages des Beni-Fouda, Ouled-Yahia, Sekara et Ahl-el-Oued.

A huit heures du soir, l'expédition rentrait au camp avec ses prises. Elle avait eu 11 blessés, dont un officier, M. le sous-lieutenant de Vialar[1], et 4 indigènes. Les pertes de l'ennemi étaient considérables : près de 300 morts avaient été comptés en arrière des lignes.

Le bachagha n'assistait pas à cette affaire : se battre derrière des pierres n'était ni dans son tempérament ni dans les aptitudes des djouad de son entourage; il avait, du reste, seulement promis à ses alliés d'aller dans la Medjana chercher de gros contingents de cavalerie pour harceler les derrières de la colonne pendant qu'elle lutterait contre les Qbaïls.

En exécution de cette promesse, il avait la veille, 27 avril, quitté le camp, et, en route, il avait fait une razzia sur les Ouled-Salem pour les punir d'avoir fait leur soumission aux Français; le soir il avait couché à l'Oued-Chaïr[2]; le 28, jour du combat de Tekouka, il était à Sidi-ben-Daoud, où il essayait de ranimer la résistance dans l'Ouennougha; le 29, il arrivait à la Medjana.

Ce jour-là, Boumezrag et les siens étaient réunis à El-Ma-Ouaklane,

---

1. Alors sous-lieutenant de spahis aux éclaireurs. A été ensuite de 1881 à 1890 attaché militaire du gouverneur général M. Tirman. Est aujourd'hui major au 1er régiment de spahis.

2. Entre l'Oued-Okhis et Sidi-ben-Daoud. Ce nom d'Oued-Chaïr, *rivière de l'orge*, est commun à beaucoup de cours d'eau en Algérie.

dans le Sahel-Guebli, et le lendemain leurs alliés Qbaïls étaient battus au Djebel-Tafat par le général Saussier[1].

Le bachagha rappela à lui ses cavaliers, qui, d'ailleurs, n'avaient pas été engagés en cette affaire; il traversa les Bibane, s'arrêta à Boudjellil, entraîna les Beni-Mellikeuch, les Beni-Yala, etc., et marcha avec eux vers Bouïra.

De son côté, le général Cérez, après avoir laissé ses troupes se reposer le 29 à Tekouka, vint camper, le 30, à Bled-beni-Haroun, entre les Ouled-Aziz et les Harchaoua, afin d'essayer d'entrer en relation avec le commandant Moutz, bloqué dans Dra-el-Mizane. Il y réussit, et, rassuré sur les conditions de sécurité et d'approvisionnement dans lesquelles était le fort, il reprit ses opérations avec méthode et de façon à ne laisser derrière lui que des populations soumises ou tout au moins hors d'état de nous inquiéter ou de propager l'insurrection vers l'ouest.

Dans ce but, le 1er mai, il lançait de son camp deux reconnaissances offensives, composées chacune de 500 fantassins, 250 cavaliers, une pièce d'artillerie et 100 goumiers des Ouled-Bellil et autres tribus fidèles.

Le premier détachement, sous les ordres du colonel Trumelet, traversa l'Oued-Soufflat, dans le pays des Senhadja, et rentra par Sidi-Rahmoun, après avoir battu, sur les crêtes dominant la rive gauche, chez les Ouled-Sidi-Salem, un rassemblement de 800 rebelles des Senhadja, Ouled-Sidi-Salem, Beni-Maned, Harchaoua et Aït-Khalfoun: il leur tua environ 66 hommes. Le second détachement, sous les ordres du colonel Goursaud, parcourut la rive droite de l'Oued-Djemaa et rentra aussi par Sidi-Rahmoun. En chemin, il eut un engagement très vif avec près de 2,000 hommes descendus des crêtes du Slamat, du haut desquelles ils observaient à la fois la colonne et Dra-el-Mizane. Dans cette affaire, un peloton de zouaves cerné et réduit à se défendre à la baïonnette fut dégagé et sauvé par les éclaireurs du capitaine Rapp et par les goumiers du caïd des Mahia[2], Mohammed-ben-Brahim. De ce côté, les rebelles appartenaient aux Harchaoua, Nezlioua, Guechtoula, Aït-Khalfoun, Beni-

---

1. Voir livre II, chapitre II : SÉTIF, page 220.
2. Mahia, fraction principale du douar-commune de *Sidi-Zouïka*, nom officiel de ce caïdat, composé de gens des Arib. (Les Arib ont été divisés en cinq douars-communes : Sidi-Zouïka, Coudiat-Hamera, Aïn-Tizirit, Sidi-Khelifa et Aïn-Bessem, dans lequel est aujourd'hui le village chef-lieu de commune.)

Meddour, Maatka, Beni-Ouacif, etc. Ils perdirent plus de 100 hommes, sans compter les blessés.

Ces deux reconnaissances avaient, en résumé, refoulé l'ennemi sur une longueur de 20 kilomètres environ, et, sur cette étendue, tout ce que les rebelles n'avaient pas eu le temps d'emporter avait été pris, détruit ou brûlé. Nos goums étaient chargés de butin, et nous n'avions eu, dans les deux affaires, qu'un seul homme tué, un goumier, et seulement six blessés, dont un officier et trois indigènes.

La supériorité de notre armement, l'emploi judicieux de l'artillerie, l'entrain des soldats, le dévouement de nos auxiliaires, et enfin l'expérience des officiers rompus à la guerre d'Afrique, comme Cérez, Trumelet, Goursaud, Rapp, Cartairade, etc., compensaient bien au delà l'infériorité numérique des troupes engagées.

Ces combats du 28 avril et du 1er mai, malgré les pertes infligées aux rebelles, n'amenèrent cependant pas de résultats politiques immédiats. Il y eut bien quelques ouvertures de soumission, mais elles restèrent sans suite.

C'est qu'en ce moment les Qbaïls comptaient sur l'arrivée de Moqrani, que l'on savait en route avec des contingents dont la rumeur publique exagérait volontiers le nombre et la valeur.

Le 2 mai, en effet, le bachagha était à Bouïra avec 350 cavaliers et près de 4,000 fantassins de l'annexe de Beni-Mansour et des cercles de Bou-Arreridj et de Sétif. Il attaquait aussitôt le bordj occupé par l'agha Bouzid; mais, ne pouvant rien contre ces solides murailles garnies de défenseurs vigoureux, il se rabattit sur le village de Boucherine. Il rencontra de ce côté une résistance tout aussi énergique; plusieurs de nos auxiliaires des Ouled-Bellil y furent tués, ainsi que 6 individus des Beni-Meddour et Merkhala[1] faisant partie des groupes fidèles restés auprès de l'agha.

Le bachagha ne s'attarda pas sur ce point; le village brûlé, il partit pour éviter la poursuite des caïds Mohammed-ben-Mansour et Mohammed-ben-Brahim, qui, à la tête des contingents fidèles des Ouled-Bellil et des Arib, se portaient au secours de l'agha Bouzid.

1. Le caïdat des Ouled-Bellil, directement administré par l'agha Mohammed-Bouzid, comprenait alors trois tribus : les *Ouled-Bellil*, qui restèrent fidèles, sauf un seul indigène (Mohammed-ben-Abdelqader-el-Kselani) ; les *Merkhala* et les *Beni-Meddour*, en partie insurgés. Dans ces deux dernières tribus, 109 chefs de familles se rallièrent franchement à l'agha ; plusieurs furent tués ou blessés dans nos rangs. Un arrêté du 26 août 1874 a exempté ces 109 familles des peines collectives infligées aux rebelles.

Le 3 mai, le général Cérez, ne voyant pas aboutir les offres de soumissions que quelques fractions des Senahdja avaient faites pour gagner du temps, se porte sur l'Oued-Soufflat et détruit, sans résistance mais non sans coups de fusil, le bordj du caïd Ahmed-ben-Ali et le village attenant: les silos sont vidés et assurent la nourriture des chevaux et bêtes de somme de la colonne.

Seuls les Ouled-Sidi-Salem avaient tenu leurs promesses et s'étaient soumis: les Senahdja s'étaient bornés à écrire à l'agha Bouzid que le lendemain ils amèneraient leurs otages au camp.

La journée du 4 s'était écoulée sans qu'ils se fussent montrés, quand tout à coup, au coucher du soleil, les crêtes se garnissent de nombreux contingents qui font un feu nourri sur notre camp, resserré dans un bas-fond; mais le tir des grand'gardes et celui de l'artillerie tiennent les assaillants à distance; à dix heures la fusillade cesse, et le reste de la nuit est tranquille.

Le 5, à cinq heures du matin, le général Cérez était à peine en marche pour se porter vers Dra-bel-Kheroub que la gauche de sa colonne était attaquée. Bientôt il aperçoit, à trois ou quatre kilomètres, sur les hauteurs, un goum d'environ 300 cavaliers immobiles autour d'une bannière déployée: c'est le bachaghà Moqrani qui surveille et dirige les contingents rebelles, forts, ce jour-là, de près de 8,000 hommes. Le général lance dans cette direction un peloton de cavalerie pour essayer d'amener le bachagha à s'engager; mais celui-ci ne les attend pas, il disparaît avec son goum et sa bannière.

Cependant la longue file du convoi n'avance que lentement dans ces terrains difficiles; son escorte, commandée par le colonel Trumelet, est obligée d'aller de mamelon en mamelon déloger l'ennemi de ses positions. De petits détachements sont, à chaque instant, lancés dans des directions différentes, soit pour dégager les flancs de la colonne, soit pour incendier des gourbis et des mechtas, qui, situés à proximité de la route, peuvent servir d'embuscades ou d'abris à l'ennemi. Dans cette marche pénible, le tir précis et méthodique de l'artillerie, qui fouille chaque ravin de ses obus, rend de très grands services.

Vers une heure de l'après-midi, sans qu'on ait cessé un seul instant de se battre, le général arrive au Dra-bel-Kheroub; à ce moment, le feu se ralentit partout, car c'est le moment de la prière du dohor.

Sur la rive droite de l'Oued-Soufflat deux compagnies du 26e bataillon de chasseurs sont restées un peu en arrière pour brûler un village; sur la rive gauche, de nombreux rebelles, embusqués dans un

ravin, débouchent tout à coup et menacent de couper les chasseurs. Le colonel Trumelet fait lancer quelques obus dans cette direction et envoie deux compagnies de zouaves prendre position sur le Dra-el-Taga. De ce point, qui domine les environs, les zouaves exécutent des feux de peloton sur un groupe qui, à 700 mètres de là, vient de gravir le coudiat El-Mesdour, situé en contre-bas.

Dans ce groupe était le bachagha, que ses amis avaient forcé à revêtir un bernous gris pour l'empêcher d'être distingué par la blancheur de ses vêtements; il avait mis pied à terre pour faire ses dévotions, et, sa prière terminée, immobile à quelques pas des siens, il inspectait le terrain.

Soudain une balle le frappe entre les deux yeux[1]; il murmure le début de la profession de foi du musulman: « La ila illa Allah... il n'y a de divinité qu'Allah », et il tombe prosterné, le front touchant le sol.

Dans son entourage on croit d'abord qu'il fait une nouvelle prière; mais, ne le voyant pas se relever, on finit par s'approcher, et on le trouve mort.

Trois des siens sont tués en enlevant son corps.

Il n'y eut alors ni cri ni bruit; seulement le feu cessa tout à fait et le corps fut enlevé sans que ce jour-là personne dans la colonne se doutât de la mort du chef de l'insurrection.

Le général Cérez, qui, dans cette rude matinée, avait eu deux hommes tués et quinze blessés, installa son camp sur le Dra-bel-Kheroub, un peu surpris du calme qui régnait autour de lui et de l'absence de coups de fusil; des reconnaissances envoyées dans l'après-midi pour razzer et incendier les villages voisins ne rencontrèrent que le vide[2].

Le 6, il apprit d'abord que le bachagha avait été grièvement blessé; des gens se disant bien informés ajoutaient que c'était par un éclat d'obus. Puis arriva une lettre de l'agha Bouzid, mieux renseigné par trois de ses gens qui, faits prisonniers par Moqranî le 2 mai, venaient de s'échapper en profitant du désarroi général causé chez les rebelles par la mort de leur chef. On eut, par eux, des détails précis,

---

1. Voir dans la *Revue africaine*, année 1874, page 474, un article du colonel Trumelet, qui dit que le bachagha fut tué d'une balle qui l'atteignit à la gorge. Le rapport du général Cérez dit : « d'une balle entre les deux yeux ». Cette dernière version est la plus répandue, elle m'a été affirmée par des indigènes en situation d'être bien renseignés : d'après eux, « la balle, tirée de haut en bas, a pénétré entre les deux yeux et est sortie par le bas du cervelet ».

2. La suite des opérations de la colonne Cérez se trouve au livre III, chapitre II : AUTOUR DU HAMZA.

et on sut aussi que le corps du bachagha avait été tout de suite transporté à la Qalaa des Beni-Abbès.

En 1874, sur la rive droite de l'Oued-Soufflat, en face le coudiat El-Mesdour, qui surplombe la rive gauche d'une soixantaine de mètres, le colonel Trumelet fit placer une pierre commémorative portant gravée l'inscription suivante: « Ici tomba, mortellement « frappé par les balles du 4e zouaves, le 5 mai 1871, le bachagha de la « Medjana, El-hadj-Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani, chef « de l'insurrection. Commandant de la colonne, général Cérez; com- « mandant de la subdivision d'Aumale, lieutenant-colonel Trumelet. »

Par contre, à la Qalaa des Beni-Abbès, la tombe du bachagha n'offre rien de particulier; il n'y a ni construction ni inscription; seule la dimension du *chahad*[1] de la tête, qui est une lamelle fruste de pierre schisteuse, est plus grande que celle des pierres des sépultures voisines[2].

---

1. Une sépulture musulmane, pauvre ou riche, a toujours deux pierres levées, la plus grande à la tête, la plus petite aux pieds; ces deux pierres se nomment *chouahed* au pluriel, et chacune d'elles *chahad* (*témoignage*).

2. Le 13 décembre 1889, l'auteur parcourait à Qalaa le cimetière des Ouled-Moqrane; il fut frappé de l'état d'abandon et de délaissement de cette tombe qui n'est jamais visitée. Moins de vingt ans ont suffi pour faire oublier aux gens de Qalaa leurs anciens seigneurs, auxquels ils ont été inféodés pendant quatre siècles.

# LIVRE III

---

# LES ÉCHECS DE LA COALITION

DE LA MORT DU BACHAGHA A LA SOUMISSION DE CHIKH-EL-HADDAD

(5 mai-13 juillet 1871.)

## I

# DU SÉBAOU A LA MER

(5 mai - 5 juin.)

Boumezrag succède au bachagha comme chef de l'insurrection (5 mai). — Précautions prises pour cacher la mort du bachagha. — Influence de cette mort sur la coalition des djouads et des khouans. — Soumission des Khachna à Aïn-Soltane (6 mai). — Soumission des Zouatna; incendies des villages des Ammal (7 mai). — La colonne Lallemand au col des Beni-Aïcha (8 mai). — Attaque du col par les rebelles des Isser, Amraoua, Flissa, etc. (9 mai). — Arrivée à Azib-Zamoun; délivrance de 30 colons (10 mai). — Déblocquement de Tizi-Ouzou; combat aux Belloua et chez les Asnaoua (11 mai). — Situation à Dellis; éloignement des rebelles; délibération du Conseil municipal (11 mai). — La colonne sous Tizi-Ouzou (11 au 14 mai). — Soumission du caïd des Isser-Djediane (12 mai). — Reconnaissance et incendie des villages des Ouled-Madjoub et Ouled-Benamara, sous Dellis (13 mai). — Incendie de deux villages des Beni-Tour par le caïd (14 mai). — La colonne quitte Tizi-Ouzou (15 mai). — Combat d'Azrou-Naït-Sabeur (15 mai). — Combat de Taourga. — Combat de Bab-en-Zaoua (16 mai). — Combat de Aïn-el-Arba des Aït-Sliguem (18 mai). — La colonne à Dellis (18 et 19 mai). — Razzias de Tifilkoute (22 mai). — Combat du Tleta des Ifflissène-el-Bahr (23 mai). — Nombreuses soumissions à la colonne Lallemand (24 mai). — Destruction de Temda et de Mekla (25 mai). — Soumission des Azazga au camp de Freha (26 mai). — Combat de Djemaa-Saharidj (27 mai). — Combat de Taksebt (31 mai). — Séjour de la colonne à Tizi-Ouzou (29 mai au 5 juin).

La mort du bachagha Moqrani ne pouvait modifier la situation; elle arrivait trop tôt : les insurgés n'avaient pas encore subi de graves défaites; ils bloquaient plus ou moins étroitement dix de nos places ou forts[1], et les Rahmanya avaient la certitude d'étendre encore leur action sur plusieurs points[2]. Cette mort fut même un accident malheureux pour nous comme pour les rebelles; elle privait l'insurrec-

1. Dellis, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizane, Fort-National, Beni-Mansour, Bou-Arreridj, Sétif, Takitount, Bougie, Batna.
2. Mila, El-Milia, Djidjelli, Collo, Cherchel, etc.

tion d'un chef politique déjà désabusé, et, au fond, disposé à entrer en pourparlers pour transiger ou pour arrêter une lutte sans issue; le bachagha mort, les rebelles n'avaient plus que la direction dangereuse des exaltés et des risque-tout, qui, avec plus de courage que de bon sens, allaient achever leur ruine en prolongeant les hostilités.

Le 5 mai, à l'Oued-Soufflat, quand les Ouled-Moqrane partirent avec le corps du bachagha, ils confièrent son cachet au moqaddem El-hadj-Mahmed-el-Djadi, et le prièrent d'en user pour cacher la mort du chef de l'insurrection. Immédiatement et pendant plusieurs jours, El-Djadi expédia de divers côtés des lettres portant l'empreinte de ce cachet, lettres dans lesquelles le bachagha annonçait qu'il allait faire un voyage dans l'est pour la cause du djehad et qu'il confiait à Boumezrag, pendant cette absence, le commandement des « combattants pour la guerre sainte ».

Celui-ci, moins intelligent, mais plus passionné que son frère, poursuivit les hostilités avec vigueur, et il n'y eut rien de changé chez les rebelles, pas même le nom de leur chef, qui fut toujours le bachagha Moqrani, car les insurgés donnèrent à Boumezrag ce titre de bachagha, et lui-même le prit dans plusieurs lettres.

Mais, à cette date du 5 mai, nos moyens d'action commencent à s'organiser : des renforts arrivent de France; les colonnes Saussier, Cérez et Lallemand, ont déjà montré aux indigènes surpris que la France est toujours debout et qu'elle a encore des soldats. D'autre part, la coalition de l'aristocratie et des khouans n'a plus un seul homme capable de dominer la situation et de concentrer en une action commune les efforts isolés des chefs locaux. Ni Boumezrag ni Aziz ne sont de taille à diriger cette coalition, qui cependant est leur œuvre, et le courage du premier non plus que les intrigues du second ne pourront empêcher la désagrégation et l'écrasement des forces insurgées. Tous deux serviront bien encore de drapeaux à des mécontents ou à des ambitieux qui se diront leurs alliés, mais ils n'auront plus d'adhérents volontaires, et, partout où nos colonnes se montreront, ils seront désavoués ou abandonnés, sinon par les chefs, du moins par les collectivités.

Le 5 mai, avec la mort du bachagha commence la série des échecs de la coalition des djouads et des khouans.

Ce jour-là le général Lallemand, campé à Markout[1], recevait les députations des Khachna qui demandaient à se soumettre.

---

1. Voir livre II, chapitre IV, page 254.

Le 6, la colonne se mettait en marche vers Aïn-Soltane et suivait la ligne de crètes qui sépare le Boudouaou du Corso. Dans l'après-midi, les otages de cette tribu arrivaient au camp. Les deux caïds insurgés des Zouatna, Hasseine-ben-Tatar et Omar-ben-Hamimed, qui avaient joué un rôle actif dans l'attaque de Palestro, vinrent aussi faire des offres de soumission au nom de leurs tribus et amenèrent quelques otages. Un peu après arriva un colon[1] qui avait été sauvé par le caïd des Ammal, El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane. Il avait été amené en vue du camp par un serviteur du caïd, qui, n'osant venir en personne, avait envoyé le colon plaider sa cause.

Le 7, la colonne entière se reposa jusqu'à onze heures du matin, heure à laquelle la brigade Fourchault alla razzer les villages des Ouled-Abdelhadi et Ouled-Ben-Salah, moqaddems influents compromis dans le sac de Palestro, et chez lesquels on retrouva les vases sacrés de l'église. Puis on razza encore le village de Sehana et tous ceux situés sur la rive droite de l'Oued-Ouedfa (dit aussi Oued-Toulmout).

Ces villages et tout le pays étaient déserts; seul le caïd El-hadj-Ahmed-ben-Dahmane se présenta ce jour-là au général et resta au camp comme otage. Il donna des nouvelles des colons réfugiés chez Si-Saïd-ou-Ali, l'amine-el-oumena des Beni-Khalfoun, et il promit de s'employer à activer la soumission de sa tribu et à faire arrêter les indigènes compromis lors du sac de Palestro.

Dans la soirée, trois coups de canon furent tirés à cinq minutes d'intervalle dans la direction de Dra-el-Mizane, et comme avertissement convenu avec le général Cérez, dont on venait de recevoir des nouvelles rassurantes.

N'ayant plus de préoccupation de ce côté, le général Lallemand se dirigea, le lundi 8 mai, vers le col des Beni-Aïcha. Pour bien montrer sa colonne aux indigènes, il prit la route dite « chemin du Corso », route qui suit l'arête séparant le bassin de l'Oued-Corso de celui de l'Isser, et que l'on voit de toutes les montagnes voisines.

La grande halte se fit entre les fontaines El-Azila et Tifaoun, sur le flanc sud-est du coudiat Ighil-ou-Guerri; il n'y eut pas un coup de fusil tiré jusqu'au col des Beni-Aïcha.

Le mardi 9 mai, vers les dix heures du matin, à l'extrémité de la plaine des Isser, on vit déboucher une masse compacte de rebelles appartenant aux Aït-Khalfoun, Amraoua, Flissa et Isser. Cette masse

---

1. Le sieur Pauteborde. (Voir livre II, chapitre IX, page 310.)

se divisa bientôt en deux colonnes : l'une, commandée par Ali-Oukaci, marcha vers les crêtes qui bordent la mer ; l'autre, conduite par Saïd-ou-Ali, des Aït-Khalfoun, se dirigea vers les hauteurs du village de Souma.

Aussitôt ces crêtes sont occupées, les premières par la brigade Faussemagne, les autres par les zouaves et les tirailleurs ; l'artillerie ouvre le feu, et, après une fusillade très vive, surtout du côté de la mer, les Qbaïls sont rejetés derrière l'Oued-Isser.

Pendant le combat arrivèrent les zouaves du colonel Lucas escortant un fort convoi, et deux mitrailleuses dont on fit de suite l'essai et qui produisirent un grand effet. Sous leur protection on brûla plusieurs haouchs signalés comme étant ceux de gens ayant pris part aux assassinats commis dans la région.

Le soir, les indigènes fidèles apportèrent en grand apparat une diffa pantagruélique, voulant ainsi bien affirmer leurs sentiments d'amitié et de soumission.

Le 10, la colonne marcha sans être inquiétée ; à Souq-el-Djemaa on vit arriver M. Canal, colon de Bordj-Menaïel, échappé la veille de chez Si-Moussa-ben-Ahmed, au moment où le caïd Ali-Oukaci, rentrant du combat du col, était venu prévenir ce marabout d'avoir à se replier pour éviter la colonne qui avançait. Les prisonniers français avaient alors engagé Si-Moussa à les laisser en liberté, lui promettant d'intercéder pour lui auprès du général.

Si-Moussa, avec beaucoup de bon sens, avait répondu qu'en partant seuls ils s'exposeraient à être massacrés par des bandes de rôdeurs et de pillards, tandis qu'en restant sous sa protection ils pouvaient compter être défendus par lui et les siens contre les gens sans aveu et contre les énergumènes. Tous avaient suivi ce conseil, sauf M. Canal, et ils étaient partis avec Si-Moussa pour Sik-ou-Meddour.

Ce colon donna aussi des nouvelles des 38 autres captifs qui, le 19 avril, avaient été conduits chez les Ouled-Aïssa, dans une autre ferme de Si-Moussa. Tous étaient en bonne santé et bien traités, car la famille de Si-Moussa était riche ; leur nourriture était bonne et copieuse, ils avaient environ un kilogramme de galette pour cinq et du kouskous à peu près à discrétion. Un seul jour ils furent oubliés : Si-Moussa était absent et se battait avec les siens contre la garnison de Dellis ; il était rentré blessé, et, à la plainte qui lui fut adressée par ses captifs, il avait répondu en s'excusant et avait ajouté : « Je vous protège pour l'amour d'Allah ; je ne veux pas vous faire souffrir, bien que je ne vous

aime point et que j'espère bien vous chasser du pays et revenir au temps où les gens de ma famille étaient exempts d'impôt[1]. »

Pendant que M. Canal racontait les épisodes de sa captivité, la colonne traversa les ruines du village de Bordj-Menaïel et arriva en vue du caravansérail d'Azib-Zamoun, sur lequel flottait le drapeau tricolore. On vit aussi, en position et semblant prêts à défendre le col d'Azib-Zamoun, quatre à cinq mille insurgés sous les ordres d'Amoqrane-Oukaci; mais, dès qu'ils furent bien convaincus de la réalité et de la force de la colonne, ils firent demi-tour sans tirer un coup de fusil, et on ne les revit plus.

Alors sortent du caravansérail quelques cavaliers sans armes; l'un d'eux se détache en avant et vient au galop mettre pied à terre près du général Lallemand et le saluer. C'est le fils du vieil amine-el-oumena Omar-ben-Zamoun, dont l'intervention énergique et habile a sauvé les 30 Européens abrités dans le caravansérail.

Bientôt Omar-ben-Zamoun arrive à son tour; il s'excuse d'avoir été contraint de se montrer la veille au milieu des contingents qui sont venus attaquer la colonne au col des Beni-Aïcha. Dans l'intérêt des Européens comme dans le sien il a dû louvoyer avec les insurgés, n'étant pas assez fort pour leur résister les armes à la main. Il n'avait pu se prononcer ouvertement pour nous que lorsqu'il avait vu la colonne s'avancer; la veille, Amoqrane-Oukaci avait voulu se faire livrer les Européens du caravansérail, non pas pour les maltraiter, mais pour les conserver comme otages et comme garantie de l'amane qu'il se proposait de demander. Ben-Zamoun avait refusé, et les contingents qui avaient barré le col des Beni-Aïcha devaient attaquer le caravansérail si la colonne n'avait pas continué sa marche.

Le camp fut établi autour du bordj, et, dans la journée, huit troupeaux appartenant à des colons de Menaïel furent ramenés par des gens des Isser et des Flissa qui venaient faire leur soumission.

Dans la soirée, on brûla quelques mechtas de gens du voisinage notoirement connus comme meneurs et encore à la tête des bandes rebelles. Ces incendies furent aperçus des hauteurs qui avoisinent Dellis et aussi du Belloua de Tizi-Ouzou.

Sur ce dernier point il y avait grande discussion chez les insurgés pour savoir si on combattrait. Ben-Ali-Chérif offrit au caïd Ali d'aller au-devant du général Lallemand : il lui conseilla de ne pas engager

1. Sous les Turcs, un grand nombre de familles maraboutiques étaient exemptes d'impôt.

un combat inutile, mais plutôt de séparer sa cause des khouans et d'aller se mettre à la disposition du général Lallemand. Ali-Oukaci était, comme toujours, sans volonté; son cousin Amoqrane-Oukaci, très surexcité, injuria Ben-Ali-Chérif et entraîna tout le monde à la résistance, prétendant qu'il n'y avait plus rien à attendre de bon ni des Français ni de ceux qui les servaient.

Ali-Oukaci laissa alors Ben-Ali-Chérif libre, non pas d'aller à la colonne, mais de rentrer à Akbou. Celui-ci partit immédiatement et arriva dans la nuit même à la zaouïa de Chellata.

Le jeudi 11, le général Lallemand reprit sa marche sans être inquiété, mais en n'avançant qu'avec lenteur à cause de l'énorme convoi de ravitaillement qu'il amenait à Tizi-Ouzou et du peu de solidité du pont de l'Oued-Bougdoura, sur lequel les voitures ne purent passer.

A la grand'halte, qui se fit à l'embouchure de l'Oued-Sebt, à 17 kilomètres de Tizi-Ouzou, qui était en vue, le chef de bataillon Letellier, commandant supérieur du cercle, arriva avec quelques spahis et un petit goum. Il annonça au général que, le matin, il avait fait, à l'est et à l'ouest, deux sorties qui avaient activé l'évacuation du plateau, que les embuscades de l'ennemi et les barricades barrant la route nationale avaient été détruites, que le chemin était à peu près réparé jusqu'au bordj, mais que les rebelles occupant encore le village français, les pentes du Belloua et les ravins des Asnaoua, il sera nécessaire de les déloger pour asseoir le camp.

Le général Lallemand donne des ordres en conséquence et l'on reprend la marche, précédé de 4 bataillons formant tête de colonne, de l'artillerie, des mitrailleuses et de la cavalerie.

A trois heures on arrive sous le canon du bordj; le village français, puis le village kabyle qui est situé au-dessus, sont enlevés d'assaut avec beaucoup d'entrain. Les troupes gravissent ensuite les pentes du Belloua, d'où elles pourchassent l'ennemi, sur la crête de droite, jusque dans le lit de la rivière des Beni-Aïssa.

Au sud du bordj, les Qbaïls qui occupent les pentes et les ravins des Asnaoua sont de même culbutés et poussés vers la rivière par une charge impétueuse de notre cavalerie. L'infanterie escalade les hauteurs jusqu'au village de Timizat, qui est enlevé et brûlé.

La nuit force nos troupes à rentrer au camp qui s'est intallé paisiblement sur le Kef-Nadja. Nos pertes sont de 3 tués et 16 blessés, dont deux officiers de zouaves et un officier indigène de spahis. L'ennemi, qui a mis en ligne près de 5,000 hommes, laisse de nombreux morts sur le terrain.

Le commandant Letellier et ses braves compagnons reçurent du général Lallemand des félicitations bien méritées : ils étaient restés bloqués vingt-trois jours et avaient eu 15 tués et 25 blessés. Mais ils oublièrent vite ces jours d'épreuve et de misère quand ils apprirent que, par un arrêté du 9 mai, le gouverneur, amiral de Gueydon, avait prescrit dans chaque centre la nomination d'une commission chargée d'estimer les dégâts commis et de fixer le montant des contributions de guerre à imposer aux rebelles, pour être en partie affectées à la réparation des préjudices causés.

Les quelques indigènes fidèles dont les propriétés avaient été dévastées par les rebelles, et aussi le matin du 11 mai, lors des affaires de Belloua et de Timizat, devaient, bien entendu, être compris parmi les attributaires : ils en reçurent l'assurance formelle.

Le général Lallemand resta à Tizi-Ouzou les 11, 12, 13 et 14 mai, occupé au ravitaillement et à l'armement de la place, où il détacha une compagnie de chasseurs à pied et une section d'artillerie avec une mitrailleuse.

Pendant ces quatre journées, il n'y eut pas d'engagements avec les rebelles, et les tribus en arrière de la colonne vinrent faire leur soumission. On s'occupa de les grouper et de les organiser de façon à assurer les communications entre Tizi-Ouzou et Alger, concurremment avec les postes militaires installés à Larba, le Fondouk, l'Alma, le col des Beni-Aïcha, le bordj des Isser et le caravansérail d'Azib-Zamoun. Des goums des Beni-Slimane, Khachna, Flissa et Isser, commandés par des agents fidèles, parcoururent le pays et furent chargés d'escorter la diligence de Tizi-Ouzou, qui reprit son service; ils protégèrent aussi les agents du service télégraphique occupés à remettre la ligne en état. Des officiers des affaires indigènes surveillèrent toute cette réorganisation, et s'employèrent, en outre, à recruter des faucheurs et des moissonneurs pour les colons de la Mitidja habitant à l'ouest de l'Alma.

La présence de la colonne à Tizi-Ouzou, la vue de ces forces militaires à l'existence desquelles les Qbaïls ne croyaient plus, ces auxiliaires indigènes, goumiers, muletiers ou ouvriers agricoles qui nous servaient comme avant l'insurrection, tout cela fit un grand effet sur les tribus voisines de Dellis.

Déjà, dans la nuit du 10 au 11 mai, à la vue des incendies allumés autour d'Azib-Zamoun par nos troupiers, les contingents de Mahieddine avaient abandonné les crêtes qui dominent la place, et s'étaient

retirés chez les Ouled-Sabeur des Beni-Tour, à près de 10 kilomètres de la ville.

Une reconnaissance, faite le 11 par le capitaine Huber, chef du bureau arabe, avec seulement 15 spahis et 10 goumiers, ne rencontra que le vide. Elle put traverser et incendier sans coup férir les villages abandonnés d'Aït-Ouazeroual, Takdemt, Touabet et El-Assouaf.

On fit, dès lors, sortir le troupeau, qui commençait à souffrir du manque d'herbes fraîches.

La situation, au reste, ne fut jamais bien pénible pour les Européens de Dellis, abondamment pourvus par les bateaux venant d'Alger; les habitants des villages voisins, arrivés sans ressources, avaient dès le premier jour reçu des rations militaires, dont le conseil municipal assurait le remboursement au budget de la guerre.

Seuls, les indigènes en résidence ou réfugiés à Dellis furent malheureux : car, autant les colons ruraux qui les emploient et travaillent avec eux sont, en général, bienveillants pour leurs auxiliaires de chaque jour, autant les Européens des villes se montrent souvent injustes à leur égard.

C'est ainsi que, le 11 mai, le conseil municipal de Dellis, par six voix contre quatre, prit une délibération refusant tout secours aux indigènes indigents de la ville, « parce que cela produirait le plus mauvais effet parmi la population européenne, surexcitée au dernier point contre les indigènes; parce que leur fidélité n'est qu'apparente et que beaucoup d'entre eux se seraient ralliés à l'insurrection s'ils n'avaient été maintenus et surveillés par l'autorité [1] ».

Et, cependant, ces indigènes avaient été employés, sans rétribution, en corvées de toutes sortes pour les travaux de défense de la place.

Quelques habitants européens de Dellis furent, il est vrai, plus charitables que leurs édiles; puis, les troupiers et les marins donnèrent aux plus malheureux; l'autorité militaire trouva aussi quelques ressources dans les crédits destinés à l'assistance des indigents des tribus, et elle embarqua pour Alger, avec des permis de circulation en règle, tous les indigènes valides qui pouvaient manier une faux ou une faucille. Ils furent les bienvenus dans la Mitidja, où les bras manquaient.

Le 12 mai, pendant que les marins de l'*Armide* et un détachement de la garnison faisaient une sortie sans rencontrer l'ennemi, le caïd des Isser-Djediane, Dali-Ahmed, tenant la promesse qu'il avait faite

1. Extrait du procès-verbal.

à l'interprète Guérin, venait, le premier de tous les indigènes de la région, se mettre à notre disposition. Il protesta de son dévouement et offrit de racheter son inertie par un concours effectif contre ceux auxquels il avait été obligé, disait-il, de se soumettre pour sauver ses propriétés et ses troupeaux. Mis en demeure par le général Hanoteau d'affirmer son bon vouloir par des actes, le caïd allait, deux jours après, à la tête des gens de son soff, incendier deux villages des Beni-Tour insurgés (Bou-Archoua et Ouled-Keddach), situés en face de sa tribu, sur la rive droite du Sébaou. Ces villages étaient mal défendus, car les hommes étaient presque tous aux Ouled-Sabeur avec le gros des rebelles, mais ils étaient habités, et cet acte avait, aux yeux des indigènes, une portée réelle.

Le 13 mai, à la pointe du jour, le capitaine Huber, avec 25 spahis et quelques goumiers, fut chargé d'incendier les villages du sud-est de Dellis et de reconnaître, en évitant de s'engager, les forces réunies aux O. Sabeur.

La petite troupe s'avança jusqu'à 6 kilomètres de la place, sans rencontrer d'obstacle, mais alors cinq cents Qbaïls environ dévalèrent au pas de course des O. Sabeur, et les premiers arrivés commencèrent une fusillade nourrie sur les spahis occupés à incendier les villages des Ouled-Madjoub et des Ouled-Benamara.

Grâce à la supériorité de leur armement, les spahis tinrent les rebelles à distance, et la mise à feu des villages s'effectua avec un plein succès. Puis nos cavaliers se retirèrent lentement, tiraillant pendant plus d'une heure contre les Qbaïls, qui s'avançaient jusque sur les hauteurs de Boumedas, sous le canon de la place; là, quelques obus arrêtèrent la poursuite.

Les trois journées passées à Tizi-Ouzou par le général Lallemand, le lendemain de son arrivée, n'avaient pas seulement été consacrées à la mise en défense de la place et à la réorganisation du pays; des reconnaissances de cavalerie ou de goum s'étaient assurées que la route de Dellis par Bordj-Sébaou, Kouanine et Rebeval, était libre; le général en chef avait pu ainsi communiquer avec le général Hanoteau et lui donner ses instructions.

Le 15 au matin, la colonne, laissant ses gros bagages à Tizi-Ouzou, partait par cette route, emmenant avec elle toutes les voitures vides, sur lesquelles on fit monter les malingres et les blessés.

Elles devaient ramener un ravitaillement envoyé d'Alger à Dellis par mer.

Le convoi prit au départ la tête de la colonne, avec deux batail-

lons d'escorte. Les vedettes ennemies, qui, du haut des crêtes, observaient tous nos mouvements, ne prirent pas garde à ce dispositif anormal.

Quand elles virent le général et toutes les troupes engagées dans la vallée du Sébaou, sur la route du bas, elles rassurèrent les villages des crêtes, qui, presque tous, avaient été couverts de retranchements en prévision d'attaques par les chemins stratégiques de la montagne.

En ce moment, du reste, leur attention était attirée sur un autre point.

A quatre heures du matin, le général Hanoteau avait fait sortir de Dellis une petite colonne sous les ordres du chef de bataillon Heyot; il avait pu, grâce au concours de la marine, réunir trois cents hommes appartenant à tous les corps de la garnison, y compris les francs-tireurs, qui avaient sollicité l'honneur de marcher avec l'armée. L'objectif était de reconnaître la position d'Azrou-Naït-Sabeur, point de concentration des rebelles.

L'avant-garde, composée de spahis et de mokhaznya, sous les ordres du chef du bureau arabe, traversa sans être inquiétée les ruines des hameaux d'Aït-el-Medjoub et Benamara, incendiés l'avant-veille, et, peu après, elle signalait la présence de six à sept cents rebelles disséminés dans des embuscades en avant du village d'Azrou-Naït-Sabeur.

Presque aussitôt l'ennemi se déploie en une longue ligne de tirailleurs.

Au lieu de marcher droit sur les obstacles amoncelés, le commandant Heyot divise sa troupe en deux petites colonnes qui abordent le village de deux côtés à la fois, par les crêtes qui le dominent. Les rebelles sont écrasés par le feu de nos armes à tir rapide; ils ne peuvent tenir et évacuent la position, dont les retranchements n'ont pas même servi.

Le village est incendié, et le commandant Heyot, une fois ses hommes reposés, reprend la route de Dellis. Mais, quand l'ennemi voit que nous revenons sur nos pas, et que ce qu'il a pris pour une avant-garde est, en réalité, l'ensemble de nos forces, il comprend qu'il a pour lui le nombre, et tente un retour offensif. Il est repoussé, et le commandant, se jetant sur la droite, va incendier le village de Brarat[1], qui est à peu près désert.

---

1. Ces quatre villages font partie des Beni-Tour qui en comptent 24 et qui ont une population totale de 4,830 habitants. — Azerou-Naït-Sabeur (le rocher des Aït-Sabeur) a 189 habitants; sa position est très forte. — Brarat (les plaines) a 327 habitants; — Aït-el-Madjoub, 163 habitants; — Benamara, 172 habitants.

Dans cette affaire bien conduite, nous avions un marin de l'*Armide* tué et 7 blessés dont un franc-tireur et 3 spahis. Les pertes de l'ennemi étaient de 62 hommes hors de combat : 36 des Aït-Ouagenoun et Iflissène-el-Bahr, 26 des Aït-Sligguem, Beni-Tour et Taouga. Parmi ceux-ci était Mohammed-ben-Ahmed-ben-Mahieddine, neveu du vieil El-hadj-Aomar-Mahieddine. Il avait été tué raide d'une balle au front. C'était un homme réputé pour sa valeur et son intelligence : sa mort privait les rebelles d'un chef distingué.

Avec lui avaient encore succombé les notables : Mohammed-Sghir-ben-el-hadj-Salem et Ameur-Bachatal, d'Azerou ; Mohamed-Sghir-ben el-hadj-Slimane et Mohammed-Tallist, de Cheraba ; Ahmed-ben-Salem, des Ouled-Hamida.

Le 16 au matin, alors que le convoi de la colonne poursuivait son chemin le long du Sébaou, le général Lallemand tournait brusquement à droite et gravissait sans coup férir les pentes conduisant à la crête sur laquelle sont échelonnés les trois villages de Taourga[1], résidence des Mahieddine.

Il y avait là une grande affluence d'insurgés venus de toutes les tribus voisines, à l'occasion des funérailles de Mohammed-ben-Ahmed-ben-Mahieddine. Aussi les défenseurs étaient nombreux dans ces hameaux entourés de retranchements très bien compris pour résister à l'attaque de la mousqueterie. Mais l'artillerie les couvre d'obus, et, quand les positions ne sont déjà plus tenables pour les défenseurs dont le tir ne nous atteint pas, trois bataillons de zouaves et de tirailleurs, commandés par le colonel Fourchault, les enlèvent d'assaut malgré la courageuse ténacité des Qbaïls. L'ennemi, rejeté dans les ravins boisés que fouillent les projectiles de l'artillerie, laisse le terrain jonché de ses morts.

On s'arrêta pour déjeuner sur les positions conquises ; mais il n'était pas possible de camper sur ce point : il fallut aller plus loin chercher un emplacement meilleur au col de Bab-èn-Zaoua.

Les Qbaïls le savaient bien ; ils s'étaient retranchés au col même, sur un piton abrupt et très élevé qui défendait le passage.

La brigade du colonel Faussemagne, qui n'avait pas donné le matin, fut chargée de les déloger. L'artillerie déblaya le terrain et

1. Taourga (la fourmilière) est le nom de l'unité communale indigène (toufik), qui se compose de trois hameaux : El-Keçaa, 278 habitants ; El-Oukalla, 64 habitants, et Aafir (le retranchement), 196 habitants. — La tribu ou fédération des Taourga, ou mieux des Iourguioun (d'après la dénomination berbère), comptait en 1871 huit toufik et 2,145 habitants.

l'affaire fut menée avec beaucoup d'entrain par le 21e chasseurs à pied et par le 4e zouaves. L'enlèvement du piton et ensuite la poursuite dans le ravin de l'Oued-Oubey furent remarquablement bien conduits.

Dans ces deux combats, où nos pertes ne furent que de 5 soldats tués[1] et 8 blessés, l'ennemi laissa plus de 200 cadavres sur le terrain.

Presque tous les Mahieddine avaient assisté à ces deux combats, que dirigeaient trois des fils d'El-hadj-Aomar : l'un de ceux-ci, Ismaïl, fut tué raide, ainsi qu'un fils du caïd Lounis, Rabia-el-Kahla, plus connu à Dellis sous le nom de Rabia le noir.

Le 17, la colonne campa à Bab-èn-Zaoua, et, le 18, elle reprit sa marche vers Dellis par la route qui suit la crête, entre l'Oued-Oubey et l'Oued-Brika.

A peu de distance du camp, près de 3,000 Qbaïls nous attendaient habilement retranchés derrière une série de rochers au delà d'Aïn-el-Arba des Aït-Sligguem[2].

L'artillerie, que couvre une ligne de tirailleurs, attaque la position de front, mais sans avancer; mettant à profit la fumée qui masque nos mouvements, le colonel Faussemagne, avec le bataillon du 4e zouaves, tourne la position par la gauche, tandis que deux compagnies du 80e, les chasseurs d'Afrique et les spahis la tournent par la droite.

Surpris par ces deux attaques latérales, les Qbaïls s'enfuient à toutes jambes, poursuivis sur la crête pendant plus de trois kilomètres par nos troupes, qui leur infligent de grandes pertes et enlèvent successivement six de leurs villages.

Pendant l'attaque des lignes, un gros de rebelles était venu, vers l'extrême gauche, pour porter secours aux défenseurs embusqués, mais trois compagnies avaient été envoyées à temps pour les empêcher de gêner la marche du colonel Faussemagne.

Nos pertes étaient de deux hommes tués et de quatre blessés : celles de l'ennemi étaient marquées sur les rochers et sur le sol par de larges taches de sang et par de nombreux cadavres. On ne s'arrêta pas à les compter.

Le soir, la colonne Lallemand arrivait sous les murs de Dellis, désormais débloqué.

---

1. Le télégramme publié dans le *Mobacher* disait 3 tués; mais le rapport officiel dit : « 5 tués et 8 blessés, dont 5 seulement entrés à l'ambulance ».

2. La prononciation locale est Aït-Sligguem (Voir Hanoteau et Letourneur), mais on écrit souvent Aït-Slyem.

Le 19, on se reposa, et les Flissa-Rouaffa amenèrent en ville la famille du maire de Bordj-Menaïel, sauvée par eux.

Le 20 mai, le général reprit sa marche à travers la montagne; il campa le premier jour à l'Oued-Oubey, à 4 kilomètres seulement de la ville; le 21, il était à Aïn-el-Arba, et le 22, ayant traversé les Aït-Sligguem, qui avaient fait leur soumission, il arrivait chez les Aït-Ouaguenoun[1], à Tifilkoute.

Là, une fois le camp établi et les hommes restaurés, des reconnaissances sans sac sont envoyées vers les villages, au nord et au sud de la crête. La principale est dirigée contre Semghoun, des Aït-Saïd, première résidence en Kabylie des ancêtres d'Oukaci. Ce village est mal défendu, et, après une courte fusillade, on vide les amphores de grains, on charge une quarantaine de mulets et on incendie les maisons. Les engagements furent un peu plus vifs autour des villages du versant nord, mais nulle part la résistance ne fut bien sérieuse. Nos spahis rentrèrent au camp à la nuit; ils ramenaient 200 bêtes à cornes, 400 moutons et 300 chèvres; de quoi approvisionner la colonne de viande fraîche.

Le 23, on se dirigeait vers le marché du mardi, le Tleta des Ifflissène-el-Bahr[2]. — Devant la colonne, sur la crête étroite que suit le chemin, on aperçoit de nombreux groupes armés, à demi cachés derrière des retranchements en pierres sèches.

Mais, à mesure que nous avançons, ils se retirent sans engager le combat, et ils vont se grouper sur le marché du Tleta, qui a été clos d'un mur crénelé, renforcé au moyen de bastions ou de tourelles.

Après avoir dépassé le Souq-Etnine, autre marché abandonné, on s'arrête; le convoi se masse, les hommes font le café, déposent leurs sacs, et un fort détachement marche sur le Tleta. Comme toujours, l'artillerie ouvre le feu, rend la position intenable; les zouaves font le reste. Pendant ce temps, l'arrière-garde repousse une attaque tentée sur notre convoi. Partout l'ennemi est refoulé, pourchassé, et trois de ses villages sont incendiés.

---

1. En 1871, la confédération des Aït-Ouaquennoun comptait 11,593 habitants. 6,522 appartenaient au cercle de Dellis et se répartissaient en sept tribus : Attouch, 18 toufik, 2,134 habitants; — Aït-Hamza, 7 toufik, 531 habitants; — Aït-Saïd, 11 toufik, 1,243 habitants; — Iaskecène, 4 toufik, 515 habitants; — Aït Messellem, 8 toufik, 1,175 habitants; — Istitène, 4 toufik, 550 habitants; — Cheurfa, 7 toufik, 474 habitants. — Les 5,071 autres membres des Aït-Ouaquennoun appartenaient au cercle de Tizi-Ouzou et se répartissaient en deux tribus : Aafir', 2 toufik 3 hameaux, 1,751 habitants; — Aït-Aïssa-ou-Mimoun, 6 toufik, 27 hameaux, 3,320 habitants. (Voir Hanoteau et Letourneur, *loc. cit.*)

2. Voir livre II, chapitre v, la note de la page 262.

Le terrain ainsi déblayé, on s'installe au Tleta, d'où l'on distingue assez nettement, avec une longue-vue, des masses de Qbaïls qui s'agitent dans les villages et sur les crêtes, hors de portée de nos armes.

Ce combat, où il avait été fait une grande consommation de poudre et de munitions, malgré les efforts des officiers pour empêcher des fusillades inutiles sur des ennemis hors de portée, ne nous avait coûté que deux blessés. Il fit cependant un grand effet dans le pays et amena des résultats que n'avaient pas obtenus des combats où le succès avait été plus chèrement acheté.

Le 24, les Aït-Djenaad[1], Aït-Ouaguenoun, Izeghfaouène, Iflissène-el-Bahr et Aït-Flik, venaient, à l'exception de quelques fractions, faire leur soumission et fournir des otages.

Depuis la mer, la colonne n'avait pas cessé de parcourir des crêtes étroites très élevées et dominant de chaque côté 40 à 50 kilomètres d'un pays très peuplé. Cette marche était à la fois stratégique et politique.

La colonne en effet, démesurément allongée sous la protection efficace de l'artillerie, placée à l'avant-garde et à l'arrière-garde, se profilait aux yeux des Qbaïls stupéfaits de voir en si grand nombre les rouges culottes des zouaves et des « grand'capoute », qu'on leur avait dit anéantis : les anciens chefs locaux maudissaient et menaçaient même les moqaddems qui les avaient trompés; et plus d'un poète trouvait dans ce spectacle les motifs de chants populaires où Chikh-el-Haddad, Aziz et Boumezrag seront fustigés d'importance, alors que l'on exaltera les généraux Lallemand, Saussier et Cérez, et qu'on célébrera la puissance de notre artillerie ou la discipline de nos « soldats invincibles[2] ».

---

1. Les Aït-Djenaad comptaient alors 15,839 habitants répartis en trois tribus : Aït-Addas, 6 toufik, 59 hameaux, 6,625 habitants ; — les Aït-Kodhéa, 5 toufik, 21 hameaux, 6,258 habitants ; — Aït-Irzer, 5 toufik, 11 hameaux, 2,956 habitants.

Les Izeghfaouène (en arabe Zerfaoua) formaient 5 toufik, 39 hameaux, 6,787 habitants; les Aït-Flek comptaient 9 toufik et 13 hameaux, ayant ensemble 3,168 habitants.

2. L'auteur a publié dans la *Revue africaine* de 1887, page 55, deux chansons kabyles faites par un marabout du village de Tamoura aux Beni-Aïdel, de la tribu même de Chikh-el-Haddad. On peut citer les strophes suivantes :

« Boumezrag n'est pas un homme. Qu'est-il donc? Un insensé, un imbécile; — il a trompé Arabes et Qbaïls; il leur a fait croire qu'il connaissait la situation des chrétiens. De Hamza aux Beni-Aïdel, que d'hommes ont disparu depuis le jour où s'est ouvert le désordre! — Les Ouennougha, Beni-Aïdel et Beni-Abbès mangent les oliviers sauvages. — Il a précipité tout le monde dans la désolation. Pour lui, il s'en est allé à la fête...

« Chikh-el-Haddad a commis un crime monstrueux; il a souillé la religion

Le 25 mai, le général Lallemand quittait ces crêtes et descendait dans la vallée du haut Sébaou par le contrefort qui sépare l'Oued-Abbou de l'Ighzar-Izararène : il campait chez les Amraoua, en vue de Temda, sur le domaine héréditaire des Ouled-Oukaci.

Deux colonnes légères et l'artillerie allèrent détruire les établisse-

---

arabe. — Il a des enfants dépravés qui ne savent commettre que des actions étranges de perversité...

« Aziz a désiré les honneurs, mais ce n'est pas en s'amusant qu'on arrive aux dignités. — Les hommes de gouvernement ne se laissent pas séduire par des caresses...

« Les hommes de la confrérie ont seuls causé l'insurrection. C'est Aziz qui a excité les khouans. — Ils se sont concertés et entendus aux jours des marchés; chacun devait être capitaine. — Ils ont enfoncé tout le monde dans la boue; ils ont trompé toutes les créatures; ils sont responsables de tous ceux qui sont morts...

« Beau pigeon, sois mon messager!... Va trouver Chikh-el-Haddad, le détenu: sera-t-il sauvé? Je pense, au contraire, qu'il est plus que jamais livré aux angoisses...

« Va trouver son fils; dis-lui de s'amender; veut-il de plus grands malheurs? Il est plongé dans une mer sans fond. Ce n'est ni pour autrui ni pour la religion qu'il a combattu : ni l'un ni l'autre n'avaient besoin de lui. Je crois qu'il s'enfonce dans un gouffre et qu'il mourra sans profession de foi. — Montre-lui sa première origine, qu'il redevienne forgeron, ses ancêtres ont forgé le fer...

« Le drapeau déployé par Aziz était noir et pareil à un haillon rapiécé...

« Le drapeau d'Aziz était sale, il ressemblait à un drapeau en guenille...

« O Chikh-el-Haddad! homme aux talismans, écrivain d'amulettes, vil quêteur! — Ta révolte est risible; ton fils est prisonnier! — Tu as donné appui aux mensonges et aux futilités, âne de fondouq que tu es! »

Et au contraire :

« Le général Lallemand est sorti avec sa musique et ses tentes. — Il est arrivé avec ses soldats invincibles. Les canons et les balles ont parlé. — Il s'est rendu maître de tous les Gaouaoua...

« Le drapeau victorieux flotte au-dessus de la tête de Lallemand depuis sa sortie d'Alger; il est porté par un guerrier de grande réputation. — Les officiers ont ceint des épées brillantes, des vêtements éclatants; leurs haltes sont réglées d'avance heure par heure. — Il a bien combiné sa manière d'opérer; il a sauvé les villages de Tizi-Ouzou et de l'Arba (des Aït-Iratène, Fort-National)...

« Voici Saussier; devant se dressent ses tambours, il se dirige droit au but. — Boumezrag hésite, à Takherat il sera brisé...

« La puissante armée de Saussier s'est précipitée et a rompu les haies, elle s'est emparée du chikh au milieu de ses gens. Les bataillons des khouans ont été anéantis...

« L'étendard brodé et orné de franges, c'est le général Saussier qui le portait. — Les soldats français, sagement dirigés, sont sortis; le canon a grondé avec méthode. — Ceux qui ont voulu s'opposer à leur marche ont été enchaînés, leurs biens confisqués, eux-mêmes réduits à mendier...

« Le général s'est élancé avec l'impétuosité et l'audace du lion. — Il s'est emparé de tous ces forgerons fils de Druses [fils d'Hérétiques]: on le voit traverser tous les ravins. — Ah! que l'autorité est terrible pour ceux qui sont pris! C'est ainsi que sont traités les rebelles... »

ments de cette famille à Temda et à Mekla. Ils étaient déserts, et leur destruction, qui s'accomplit sans résistance, mit en relief l'impuissance de celui qui était encore, dans le pays, le chef de l'insurrection locale.

Ce jour-là, arriva au camp un courrier de Tizi-Ouzou apportant la nouvelle de l'entrée de l'armée de Versailles dans Paris, nouvelle importante pour l'Algérie, car la fin de la Commune allait permettre l'envoi des troupes réclamées depuis tantôt trois mois.

A ce même camp de Temda, des émissaires des Azazga[1] affirmèrent au général qu'il n'avait qu'à se présenter avec sa colonne pour recevoir la soumission des villages et se faire donner les otages qu'il voudrait. « Si les gens n'étaient pas venus spontanément, c'est qu'en face d'eux Ali-Oukaci était retranché à Djemaa-Saharidj avec neuf ou dix mille hommes, et qu'il avait juré de razzer tous ceux qui se soumettraient. »

Ces renseignements confirmant ceux des espions, le général remontait le Sébaou, le 26 au matin, et, après avoir achevé de brûler Mekla, il venait camper à Freha. Aussitôt les otages promis arrivent, et on peut avec une longue-vue s'assurer de l'importance des contingents réunis à Djemaa-Saharidj[2].

Cette petite ville kabyle, adossée à des montagnes abruptes, entourée de ravins profonds et boisés, est précédée de deux positions d'un accès difficile, en avant desquelles les Qbaïls avaient élevé des retranchements très bien disposés.

Le 27 mai, le général faisait marcher sur la ville dix bataillons sans sacs et toute son artillerie. Celle-ci, malgré ses feux convergents, ne peut empêcher l'ennemi d'envoyer constamment de nouveaux défenseurs sur les deux positions qui commandent la bourgade, et, quand le colonel Faussemagne lance ses tirailleurs, ceux-ci rencontrent une énergique résistance; mais ils ont raison de la courageuse ténacité de l'ennemi : ils couronnent les positions et l'artillerie s'y installe. De là les obusiers canonnent les habitations et fouillent les ravins de leurs feux plongeants. On entre alors dans les rues évacuées et on met le

1. Azazga, ou mieux Iazzouguène, toufik comprenant 7 hameaux et 1,156 habitants, et faisant partie des Aït-Ghoubri, fédération ou tribu de 15 toufik, 40 hameaux et 5,739 habitants.

2. Djemaa-Saharidj (le vendredi du bassin) est une bourgade de 2,253 habitants agglomérés et faisant partie des Aït-Fraoucène, qui comptent 15 toufik, 15 villages et 7,023 habitants. — Une légende locale veut que les Aït-Fraoucen aient été d'abord les Aït-Fers, le clan des Perses; voir à ce sujet ce qu'en dit l'auteur dans son livre *les Origines berbères*. Alger, Jourdan, 1889.

feu aux maisons, sous les yeux des rebelles qui poussent des cris de rage, pendant que notre tir à longue portée les empêche de tenter des retours offensifs.

L'opération terminée, nos troupes se retirent lentement, par échelon et dans un ordre parfait, sous une pluie battante. Les Qbaïls nous suivent, mais ils n'osent dépasser les crêtes boisées en avant des ruines de la ville. Nous avions trois tués et seize blessés, dont un officier ; les pertes de l'ennemi étaient énormes.

Le 28 mai, le général campait à Tazazerit, qui, le soir, fut incendié par nos soldats, et, le 29, il rentrait à Tizi-Ouzou, où il allait être immobilisé, jusqu'au 5 juin inclus, par les nécessités d'un ravitaillement à faire prendre à Dellis.

Pendant ces sept jours d'un repos forcé, le général fit rayonner autour de son camp de nombreuses patrouilles et reconnaissances.

Le 31 mai, une de ces reconnaissances, composée de trois bataillons et commandée par le colonel Fourchault, fut imprudemment engagée par son chef, qui, contrairement aux ordres exprès du général, quitta la plaine et entra dans la montagne jusqu'à Taksebt, sur la route de Fort-National.

Plusieurs milliers de rebelles entourèrent sa petite troupe, qui, un instant, fut forcée de se battre à l'arme blanche. La discipline et la supériorité de l'armement eurent cependant raison de l'énergique attaque des Qbaïls; mais cette imprudence nous coûta la mort de sept hommes, fit entrer vingt blessés à l'ambulance, et donna à nos ennemis la satisfaction de nous voir battre en retraite sans avoir obtenu un résultat tangible [1].

---

1. La suite des opérations de la colonne Lallemand se trouve même livre, chapitre V : DANS LE DJURDJURA.

---

## II

# AUTOUR DU HAMZA[1]

(6 mai - 18 juillet.)

Le général Cérez chez les Beni-Djaad fidèles (du 6 au 9 mai). — Sortie et combat au Bordj des Beni-Mansour (6 mai). — L'anaya des Beni-Mellikeuch donné aux défenseurs indigènes du bordj (9 mai). — Combat de Saïdat dans le Hodna de Bouçada (10 mai). — Boumezrag devant le bordj des Beni-Mansour (11-13 mai). — Sécurité de la route d'Alger à Aumale par Tablat. — Les survivants du sac de Palestro remis à la colonne (13 mai). — Leur départ pour Alger (16 mai). — Rentrée de la colonne à Aumale (17 mai). — Lettre de Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani. — La colonne Muel quitte Aïn-Boucif (14 mai). — Elle arrive au caravansérail de Sidi-Aïssa (19 mai). — La colonne Cérez part d'Aumale (21 mai). — Combat d'El-Mergueb; assaut et prise du village des Cherfa; combat sous Boudjelil (26 mai). — Destruction du village d'Aït-Bouali (27 mai). — Affaire de goums à l'Oued-Okhris (27 mai). — Destruction de quatre villages près Beni-Mansour (28 mai). — Combat d'Ahnif ou de l'Irzar-ou-Kabouch dans l'Oued-Sahel (29 mai). — La colonne Muel rayonne autour de Sidi-Aïssa (29 mai). — Combat des goums de la colonne Muel à Bled-Amoura des Ouled-Sidi-Brahim (1er juin). — Arrivée de la colonne Cérez à Zbourboura (1er juin). Combat et débloquement de Dra-el-Mizane (5 juin). — Soumission des Harchaoua (6 juin). — Combat de la maison crénelée sous Beni-Mansour (13 juin). — Coup de main des rebelles à Es-Senam (13 juin). — Razzia de Boumezrag sur les Beni-Amar du Ksenna (15 juin). — Prise et destruction des villages du Ahl-el-Qsar (18 juin). — Combat de l'Oued-bou-Assakeur ou du Khemis des O. Messelem (19 juin). — Soumission des Ahl-Sebkha, Beni-Yala, etc. (20 juin). — Combat des Beni-Ouidane aux Beni-Abbès. — Razzia des rebelles sur les Ouled-Bellil et mort du caïd Mohammed-ben Mansour (28 juin). — Combat de Tizi-Djaboub (4 juillet). — Reconnaissance chez les O. Aziz (6 juillet). — Prise du village des Merkalla (12 juillet). — Soumission du Hamza. — Rentrée à Aumale de la colonne Goursauld (18 juillet).

Après la mort du bachagha, le général Cérez donna à ses troupes, fatiguées du combat du 5 mai, une journée de repos à Dra-bel-Kheroub; il fit occuper les villages et vider les silos des Aouaouda, fraction des Ouled-Sidi-Salem restée avec les insurgés.

1. Le Hamza est le pays découvert qui s'étend autour du centre français actuel de Bouïra créé en 1872 près l'ancien bordj turc, dénommé tantôt Bordj-Hamza, tantôt Bordj-Bouïra. C'est un point stratégique dont les Romains, les Turcs et les généraux d'Afrique, ont toujours apprécié l'importance.

Le lendemain 7, il se mit en route vers Aumale, allant au-devant d'un ravitaillement annoncé, et campa le soir à l'Oued-Magraoua, chez les Ouled-Brahim, ou gens d'El-Bettam, et le 8 sur le haut Isser, chez les Cherfa-Guebala. Cette pointe vers le sud affermit les bonnes dispositions des Beni-Djaad[1] restés dans le devoir et permit d'organiser la surveillance de la route d'Alger à Aumale par Tablat, en y installant, de distance en distance, de petits campements d'indigènes commandés par des caïds et des chioukhs fidèles. Grâce à cette mesure, le roulage put dès ce jour circuler en sécurité et sans escorte.

Le 9, la colonne remonta vers le nord et maintint son camp pendant deux jours à Aïn-Zerroug, pour peser sur les Senhadja, dont quatre fractions firent leur soumission. Des reconnaissances dirigées sur leurs villages, en vue de rechercher les objets provenant du sac de Palestro, ne rencontrèrent aucune résistance, et elles ne molestèrent en rien les habitants paisibles ; mais, quelques coups de feu ayant été tirés par des gens embusqués isolément, on leur donna la chasse, et quatre d'entre eux, pris les armes à la main, furent amenés au camp et fusillés sous les yeux des otages et des indigènes nouvellement soumis.

Continuant, le 11, ses opérations à travers les Senhadja et les Beni-Maned, dont il brûla les villages, le général Cérez campa le 12 à El-Attara, au coude de l'Isser, à 5 kilomètres du pied de la montagne des Aït-Khalfoun, chez lesquels étaient réfugiés les Senhadja les plus compromis.

Des émissaires furent envoyés à l'amine-el-oumena pour l'engager à se rendre au camp avec les colons de Palestro encore détenus dans sa maison. Si-Saïd-ou-Ali se présenta au général le lendemain, accompagné de l'amine des Ihazzamène, Saïd-ben-Ramdane, et d'un de ses prisonniers, le capitaine Auger. Il dit que depuis longtemps son intention était de remettre les colons aux mains du général, mais qu'il avait été retenu par l'appréhension des accidents qui pourraient

1. Les Beni-Djaad formaient une grande confédération de plusieurs tribus berbères inféodées, comme direction, aux familles maraboutiques des Cherfa-el-Hareg. Nous les avions laissés réunis et groupés en un bachaghalik qui avait été donné en 1846 à Si-Omar-ben-Salem, frère du khalifat de l'émir (Ben-Salem), qui venait de faire sa soumission. Lorsque Si-Omar cessa ses fonctions, les Beni-Djaad formèrent dix caïdats indépendants, composés des tribus suivantes : 1° les Cherfa-el-Hareg avec trois caïds : Cherfa-Quebala ; Cherfa-Dahra ou Guerrouma ; Beni-Omram ou Boukeram ; — 2° Ouled-Brahim ou El-Beltam ; — 3° Beni-Belhassène ; — 4° Mettenane ; — 5° Ouled-Sidi-Salem ; — 6° *Ouled-Salem* ; — 7° *Beni-Maned* ; — 8° *Senhadja*. Ces trois dernières tribus se sont seules insurgées en 1871.

leur arriver en route du fait de ses ennemis personnels. Le capitaine Auger affirma le dire de Si-Saïd, et on convint qu'une escorte de 50 chasseurs d'Afrique irait chercher les colons à 4 kilomètres de là, sur le marché des Aït-Khalfoun. Ce qui fut fait immédiatement.

Les 40 survivants arrivèrent dans la journée, avec le marabout Si-el-Haoussine-ben-Abdelkader, qui avait aidé Si-Saïd à les héberger, et avec tous les notables des Ihazzamène, qui furent les premiers à se soumettre.

Nos malheureux compatriotes étaient dans un dénuement extrême; ils furent l'objet des soins empressés et affectueux de tous les officiers et soldats de la colonne.

Le lendemain 14, Si-Saïd-ou-Ali et le caïd insurgé des Harchaoua, venu avec lui, s'engagèrent à faire rentrer leurs tribus dans le devoir et à repousser les insurgés qui tenteraient de les attaquer. Saïd-ou-Ali se chargeait en outre de ramener les Beni-Maned; le général, avec sa vieille expérience des indigènes, savait qu'on pouvait se fier aux promesses intéressées de ces deux hommes, qui nous avaient combattus avec acharnement, mais sans haine. Il laissa donc les choses en l'état, partit le 15 mai pour Aumale, et s'arrêta le soir au village des Fresnes.

Le 16 au matin, les victimes de Palestro montaient en voiture, emportant, pour subvenir à leurs premiers besoins, le produit d'une collecte faite en leur faveur à la colonne. Avec eux partaient, sous escorte, les otages et les prisonniers livrés par les tribus soumises et dirigés sur Alger.

Le 17, le général Cérez rentrait à Aumale; il y trouvait un rapport par lequel le capitaine Mas, chef de l'annexe des Beni-Mansour, lui rendait compte de la situation de ce bordj, du 6 au 14 mai.

Les Aït-Abbès, qui sont des armuriers renommés, avaient réussi à fabriquer une espèce de canon en bois et en fer avec lequel ils avaient pu envoyer jusqu'à 15 projectiles en fer, dont l'un avait effondré le toit de l'infirmerie du bordj. Ils avaient aussi construit un chariot blindé avec des madriers et s'en étaient servis, sans succès, pour essayer de saper les murs du fort.

Le 6 mai, pendant que tous les amis des Ouled-Moqrane assistaient à Qalaa aux obsèques du bachagha, les défenseurs du bordj de Beni-Mansour avaient fait une sortie avec les Mokhaznya et les hommes de la 2e compagnie de discipline. Ils avaient surpris le poste des rebelles chargés du blocus, leur avaient tué 11 hommes, en

avaient blessé 20 autres, et n'avaient eu eux-mêmes que 3 blessés[1].

Cet heureux coup de main avait donné neuf heures de liberté aux défenseurs du bordj, qui en avaient profité pour remplir leur citerne.

Le 9 mai, le capitaine Mas avait fait partir les familles des indigènes réfugiés dans le fort, et qui avaient facilement obtenu l'anaya des insurgés pour leurs femmes et leurs enfants. Aux Beni-Mellikeuch, les « têtes » du soff Fougani, Saïd-Naït-Amara et Belaïd-ou-Chichour, d'Irzar-ou-Gantour, Mohammed-ou-Saoula des Ouled-Ali, Si-Mohammed-Chérif-ben-el-hadj d'Ayacha[2], étaient hostiles à Moqrani et aux khouans; et, bien qu'en minorité dans leur tribu insurgée, ils furent de précieux auxiliaires pour la garnison de Beni-Mansour. Aux Beni-Abbès, tout le soff de Hamou-Tahar, celui des Beni-Ayal à Tazaert et à Azrou, le chikh de Tigrine, Bachir-ou-Kaba de Boudjellil, quoique plus timorés et plus circonspects, étaient dans les mêmes dispositions : car tous leurs parents étaient dans nos villes, et les Beni-Abbès sont plus commerçants que guerriers[3]. Quatre hommes seulement chez eux s'étaient franchement révoltés : les deux frères Djeraba et Mohammed-Salah-ould-Boudda de Qalaa, anciens serviteurs et intendants de la famille des Ouled-Moqrane; et avec eux deux moqaddems des Rahmanya Chikh-Naceur-ben-el-Ouquil de Takoralt et Mohammed-ou-Bouda d'Ighil-Ali.

Dans les tribus de l'annexe de Beni-Mansour, la situation était la même, nos partisans étaient nombreux; beaucoup avaient demandé à s'enfermer dans le bordj; faute de place on n'avait pu les recevoir, mais ils nous continuaient leurs bons offices, et plusieurs d'entre eux furent plus tard razzés ou malmenés par les chefs insurgés en raison de leur dévouement à notre cause.

Aussi Boumezrag avait-il cru nécessaire de détruire la mauvaise impression faite sur ses partisans par la sortie du 6 et par la protection donnée dans les tribus aux familles de nos auxiliaires. Il était donc venu camper, le 11 mai, non loin du bordj, à l'azib de Amar-ou-Messaoud, son factotum. Il était accompagné de ses cousins Mo-

1. Deux disciplinaires et le mokhazni Ali-ben-Amrane.

2. Ces quatre indigènes et Ahmed-ou-Salah, ancien deïra, furent exemptés de séquestre pour services rendus à la garnison de Beni-Mansour, dont ils assurèrent le ravitaillement à plusieurs reprises. Avec eux furent aussi exemptés trente-neuf individus employés dans nos villes du littoral ou sous les drapeaux.

3. Bachir-ou-Kaba fut exempté de séquestre, ainsi que 640 propriétaires des Beni-Abbès qui étaient restés dans les villes françaises pendant l'insurrection ou qui étaient à notre service. — Les Beni-Abbès comptent 18,000 habitants répartis en cinq sections communales : Tazmalt, Aït-Rzine, Boni, Mouqua, Tigrine.

hammed-ben-Abdesselem et Ahmed-ben-Abdallah, de cavaliers et de fantassins.

Le capitaine Mas, dont le bordj était encore encombré par des familles d'Européens qu'il lui fallait nourrir avec les rations de ses soldats, était entré en pourparlers avec Boumezrag par des intermédiaires indigènes et avait essayé d'obtenir que les vieillards, les femmes et les enfants européens, pussent retourner à Aumale avec un sauf-conduit de Boumezrag. Celui-ci avait fait répondre que, si des familles d'officiers étaient dans le bordj, il était prêt à les conduire lui-même en sûreté à Aumale, mais que pas un autre civil, homme ou femme, ne sortirait, à moins que ce ne fût avec la garnison entière évacuant le fort; dans ce cas, Boumezrag s'engageait à l'escorter avec son goum et garantissait la sécurité à tous les Européens jusqu'à Aumale.

Cette réponse avait mis fin aux pourparlers, et le capitaine Mas s'était préparé à repousser une attaque. Mais, le 13, Boumezrag était reparti du côté de la Medjana, laissant le commandement du blocus à Messaoud-bel-hadj, fils du caïd Ahmed-ben-Abdallah-el-Moqrani.

En arrivant à Aumale, le 17 mai, le général Cérez trouva aussi d'autres nouvelles plus inquiétantes, et qui le forcèrent à rester quelques jours pour couvrir la place du côté du sud, si besoin était.

Voici, en effet, ce qui était arrivé dans le Hodna, entre Bouçada et Aumale.

Si-Sakri-ben-Boudiaf, qui, jusqu'alors, avec les Ouled-Madi, du soff Ouled-Bouras, et avec les Ouled-Naïl, avait tenu en échec Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani, venait de subir un grave échec le 10 mai, vers le nord-ouest du chott du Hodna.

Ses gens, étant allés à Saïdat pour faire leurs moissons, avaient été attaqués par les contingents de Saïd-ben-Boudaoud. Un combat acharné avait eu lieu entre les deux soffs ennemis; les rebelles avaient eu une trentaine de morts, mais ils avaient en somme battu nos auxiliaires, leur avaient tué 15 hommes et en avaient blessé 32 [1]. La tente de Si-Sakri-ben-Boudiaf avait été enlevée; de nombreux troupeaux lui avaient été pris, et il avait dû se replier sous le canon de Bouçada.

Saïd-ben-Boudaoud avait fait grand bruit autour de son succès :

1. Parmi les notables fidèles tués étaient les deux frères du chikh de Sidi-Hamla, Lakhdar-bel-Amri, qui lui-même avait été blessé.
Les rebelles avaient parmi leurs morts Chellali-ben-Djeddia, le chikh le plus influent des Souama.

il avait envoyé, dans toutes les tribus voisines du Hodna, des lettres circulaires ainsi conçues [1] :

« A NOS AMIS LES KEBAR DE ***,

« Je vous informe que nous avons pris tous les partisans de Si-Sakri-ben-Boudiaf aujourd'hui mercredi; nous en avons tué environ 150 [2]. Quant aux fusils, il n'en est pas resté un seul à ses fantassins. Nous leur avons pris plus de 1,000 chameaux, et tant de moutons qu'on ne peut les compter; il en est de même pour les effets. Il ne leur reste absolument rien; j'ai dépouillé sa tente. Que Dieu donne la victoire à l'Islam. Quant à vous, si vous êtes nos amis, vos goums me parviendront d'ici deux jours; mon intention est de faire des razzias : il y aura beaucoup de butin et peu de coups à donner. Si vous êtes nos amis, hâtez-vous. Et le salut de la part de Saïd-ben-Boudaoud-el-Moqrani. »

Cet appel, en montrant aux populations que les parents et successeur du bachagha entendaient continuer la lutte, produisit une grande émotion. Le caïd des Ouled-Ali-ben-Daoud, Ali-ben-Tounsi; celui des Ouled-Sidi-Hadjerès, Lamri-ben-Lamri; son khodja Ahmed-ben-el-Guemach, tous déjà révoltés, organisèrent des bandes aux Ouled-Salamat, Ouled-si-Ameur, Ouled-Ali-ben-Daoud; on craignit un instant de voir partir en insurrection toutes les tribus du sud d'Aumale [3].

Le lieutenant-colonel Muel, dont la colonne n'avait pas bougé d'Aïn-Boucif depuis le 12 avril, reçut ordre de se porter au sud du Dira, au caravansérail de Sidi-Aïssa. Il partit le 14 mai, marchant à petites journées et s'éclairant à de grandes distances avec les goums des cercles du Boghar et de Médéa, que commandait le capitaine Coyne, chef de bureau arabe.

Le 18, il était au milieu des Ouled-Ali-ben-Daoud, et sa présence ramenait le calme dans cette tribu.

---

1. Copié sur deux lettres identiques envoyées dans le Hodna de Barika, et qui furent remises au chef du bureau arabe de Batna.

2. Saïd-ben-Boudaoud décuplait simplement le chiffre des pertes infligées à son ennemi.

3. Les tribus ci-après ne furent jamais insurgées en masse; aussi les meneurs furent-ils seuls séquestrés dans les proportions suivantes :
Ouled-Selama, 1,590 habitants, 7 meneurs;
Ouled-si-Ameur, 1,267 habitants, 78 meneurs;
Ouled-sidi-Salem, 2,910 habitants, 76 meneurs;
Selamat, 2,820 habitants, 14 meneurs;
O. Abdallah, 661 habitants, 6 meneurs.

Le 19, la colonne campait au caravansérail de Sidi-Aïssa, où elle devait rester jusqu'au 29, et, encore une fois, les fanfaronnades de Saïd-ben-Boudaoud n'avaient abouti à rien de grave. Il y eut bien des coups de mains isolés, en dépit des reconnaissances et patrouilles de la colonne, mais ce ne furent que des actes isolés de brigandage, et non pas des faits de guerre.

Tranquille de ce côté, le général Cérez repartit d'Aumale le 21 ; il couchait le soir à Aïn-Tizirct et le lendemain 22 à Bouïra, point où, selon les circonstances, il pouvait se porter vers Dra-el-Mizane ou vers Beni-Mansour. Ce fut de ce dernier côté qu'il se dirigea, l'agha Bouzid lui ayant appris que les tribus de l'Oued-Sahel avaient appelé Boumezrag et lui avaient écrit que, s'il ne les protégeait pas, elles se soumettraient aux Français. Celui-ci avait annoncé son arrivée, et il avait tout de suite fait partir son goum sous les ordres de Bourenane-el-Moqrani et de Mohammed-Ould-Kouider, fils naturel du bachagha.

Le général Cérez, ainsi prévenu, partit le 25 de Bouïra et campa le soir à El-Adjiba. Le 26 au matin, à peine en marche, ses espions lui signalaient, à 6 kilomètres en avant, au point dit El-Mergueb, plus de 3,000 hommes barrant la route sous les ordres des Ouled-Moqrane[1].

Nos escadrons d'éclaireurs eurent vite fait de culbuter et de pourchasser les goums ennemis : les cavaliers arabes ne savent guère se battre de pied ferme. Il n'en fut pas de même des Qbaïls embusqués dans les bois d'oliviers : pour avoir raison de leur énergique résistance il fallut faire donner l'artillerie. Pendant que celle-ci les couvre de projectiles, Ould-Kouider, qui a rallié son goum, essaye de tourner la colonne et de la prendre à revers; quelques obus, lancés de ce côté, dispersent ses cavaliers, et en moins d'une heure l'affaire est terminée. L'ennemi s'enfuit de tous les côtés, laissant de nombreux morts sur le terrain. Nous avions un zouave tué et cinq hommes blessés, dont un goumier.

A midi et demi, le général Cérez arrivait à Beni-Mansour, où la garnison et les colons étaient restés bloqués pendant cinquante-deux jours. A la vérité, ils n'avaient été éprouvés que par le manque d'espace, et ils auraient pu tenir encore quinze jours sans avoir à di-

1. Les espions et le général avaient cru d'abord que Boumezrag était là, mais, le 27, le général rectifia par télégramme les indications qu'il avait données la veille à l'issue du combat.

minuer les rations de vivres ou d'eau; le capitaine Mas avait su maintenir l'ordre et la santé dans ce groupe hétérogène, et tirer un très bon parti des 61 fusiliers de discipline qui formaient le gros de sa petite garnison.

Pendant que le général installait son camp et félicitait les défenseurs du bordj, Mohammed-Ould-Kouider, qui, après le combat du matin, s'était replié sur la rive gauche de l'Oued-Sahel, prenait position autour du gros village des Cherfa, presque en face le bordj de Beni-Mansour, et Bourenane-el-Moqrani, ne voulant pas engager ses cavaliers dans la montagne, filait à travers les oliviers de la rive gauche à l'est du bordj, traversait la rivière et s'installait près le village de Boudjellil des Beni-Abbès.

Avec une longue-vue le général Cérez avait suivi tous ces mouvements, et surtout la concentration autour du village des Cherfa. Il ne voulut pas passer la nuit avec ce voisinage inquiétant, et, à trois heures, il envoyait contre ce rassemblement une colonne légère composée de 500 fusils, 200 sabres, deux obusiers et des goums, colonne dont il confie le commandement au lieutenant-colonel Noëllat.

Dès que celui-ci est arrivé à portée de canon de l'ennemi, son artillerie ouvre le feu, l'infanterie aborde de front le village, qui n'est pas très escarpé, les chasseurs d'Afrique le tournent par la droite, et les éclaireurs, continuant le mouvement au galop, vont couronner les crêtes qui dominent la position.

Les Qbaïls résistent d'abord avec énergie pour donner le temps aux femmes et aux enfants de se retirer; mais quand, déjà écrasés par les obus, ils se voient presque cernés par la cavalerie, ils se précipitent affolés vers un ravin par lequel ils croient trouver une issue et où ils se font sabrer par les chasseurs et les spahis. En quelques instants leur déroute est complète: nos soldats trouvent partout des cadavres, surtout dans les rues du village, qui est incendié et détruit. Cette brillante affaire nous coûta deux spahis tués et quelques blessés.

Pendant ce combat, le général envoie le commandant Barberet avec 2 pièces d'artillerie, l'escadron d'éclaireurs du capitaine Rapp et 400 hommes d'infanterie, contre les positions occupées à 2 kilomètres du camp en avant de Boudjellil.

Les premiers obus lancés font disparaître les groupes en armes; mais, quand l'escadron du capitaine Rapp aborde les hauteurs dégarnies, il est attaqué par environ 150 cavaliers et 1,500 fantassins qui, bien embusqués, les arrêtent par une vive fusillade.

L'entrée en ligne de l'infanterie nous permet de reprendre l'offensive, et, quand les rebelles voient le général sortir du camp avec de nouvelles troupes, ils lâchent pied et se sauvent dans la montagne.

Après ces trois affaires, la colonne resta deux jours à Beni-Mansour. Le 27 mai, nos soldats démolirent le village des Aït-Bouali, qui commandait le bordj et qui avait servi de poste avancé aux rebelles. On y trouva la voiture blindée et l'affût du canon fabriqués par les Beni-Abbès.

Le même jour, une reconnaissance des goums laissés à Aumale surprenait près le caravansérail de l'Oued-Okhris un parti ennemi fort de 30 cavaliers et 500 fantassins qui venaient de piller les silos des Ouled-Salem soumis. Nos auxiliaires mirent 35 des rebelles hors de combat et leur enlevèrent 3 prisonniers, 40 mulets et 2 chevaux; mais ils eurent 3 hommes blessés et 3 chevaux tués.

Le 28, le général fit brûler les villages déserts d'Aït-Mansour, Ighil, Tighilt, Taourirt et Bouiflane, qui avaient hébergé les insurgés et leur avaient facilité le blocus du bordj.

Malgré cette destruction de cinq de leurs villages, malgré les pertes subies dans les trois combats du 26, malgré le sympathique concours de nombreux notables, les rebelles ne firent, pendant ces deux jours, aucune ouverture de soumission. Cela tenait à ce que, dès le début de l'insurrection, les gens de la vallée de l'Oued-Sahel avaient envoyé leurs troupeaux et quelquefois leurs familles dans les tribus voisines des crêtes du Djurdjura; et ils ne pouvaient se soumettre sans s'exposer à être ruinés ou attaqués par leurs anciens alliés encore en état de guerre; de plus, ils craignaient toujours l'arrivée, plusieurs fois annoncée, de Boumezrag et de nouveaux contingents étrangers au pays.

En effet, Boumezrag arriva le 28 à Boudjellil, où il reçut la visite du marabout de Chellata Ben-Ali-Chérif, venu, avec son fils : pour s'excuser de n'avoir pas assisté aux funérailles du bachagha; pour demander à Boumezrag de le protéger contre Aziz le cas échéant, et enfin pour engager le chef des Moqrani, pendant qu'il en était temps encore, à ne pas assumer la grosse responsabilité de continuer une lutte désormais sans issue, puisque l'insurrection de la Commune de Paris était terminée et que la France allait envoyer de nombreuses troupes en Algérie.

Boumezrag ne voulut rien entendre, et, après une entrevue de vingt minutes, Ben-Ali-Chérif remonta à cheval et rentra à Akbou.

Le chef des rebelles passa le reste de la journée à organiser ses

contingents; à la nuit, il avait près de lui 3,000 fantassins et il était certain d'en trouver 1,500 autres le lendemain sur sa route.

Le général Cérez ne fut pas très bien renseigné sur cette concentration : nos meilleurs agents étaient alors près de lui, plus préoccupés de faire valoir leurs services passés et de protester de leurs bonnes intentions que de nous servir à distance. Cependant il fut averti et se tint sur ses gardes.

Il laissa un renfort de 25 zouaves dans le bordj, dont le commandement fut remis au capitaine Odon, récemment promu chef de bureau arabe. Le capitaine Mas, les colons et leurs familles vinrent, le 28 au soir, coucher au camp, pour partir le lendemain 29 à cinq heures du matin.

Le général était en route depuis une heure, et il arrivait dans les terrains un peu difficiles et boisés, au bas de la forêt d'Ahnif, près l'irzar Oukabouch, quand des cavaliers vinrent tirer sur son arrière-garde : c'était le prélude de l'attaque par les contingents de Boumezrag.

Aussitôt le convoi est envoyé en avant sous l'escorte de 2 bataillons et d'un escadron. La colonne fait face en arrière, les éclaireurs du capitaine Rapp et le goum du capitaine Abdelqader[2] sont déployés à droite sur les premières pentes de la forêt. Au centre l'infanterie, en deux colonnes ayant chacune une section d'artillerie, est réunie sous les ordres du colonel Méric; à gauche la cavalerie, sur les terrains d'alluvion et jusque dans l'Oued-Sahel, est commandée par le colonel Goursaud.

A sept heures, Boumezrag attaque avec 200 cavaliers et plus de 4,000 fantassins; l'action s'engage à la fois sur toute la ligne. Bientôt les rebelles, refoulés au centre par l'infanterie contre laquelle ils ne peuvent tenir, se jettent sur les ailes; mais déjà, à notre droite, les goums et les éclaireurs ont débordé les contingents ennemis et les ont tournés; soutenus alors par les zouaves du commandant Barberet, ils les poursuivent sabre au poing jusqu'à près de 3 kilomètres.

A notre gauche, dans la rivière[3], le goum de Boumezrag a été

1. A peu près à l'endroit connu sous le nom du col des Pins. A cette époque, où il n'y avait ni route nationale, ni chemin de fer, ni villages européens dans le voisinage, la forêt d'Ahnif descendait plus près de la rivière, le pays était moins cultivé et plus sauvage.

2. Alors caïd des Ouled-Ferah du Dira d'Aumale, plus tard agha de Ouargla.

3. Le lit de l'Oued-Sahel a, en cet endroit, de 200 à 300 mètres de large; mais à cette époque de l'année il n'a plus que quelques centimètres d'eau courant entre les galets sur une largeur de 5 à 10 mètres.

arrêté par le feu des zouaves ; là aussi nous prenons vite l'offensive : le 23e bataillon de chasseurs, sous les ordres du commandant Bayard, et les zouaves du capitaine Sonnois, qui a son cheval tué sous lui, poursuivent les rebelles jusqu'aux premières crêtes qui dominent la rive gauche de la vallée.

Le combat et la poursuite durèrent jusqu'à onze heures et demie; Boumezrag faillit être pris, son cheval fut blessé, et une partie de ses armes furent enlevées par un éclaireur. Son khodja fut tué par le caïd des Mahia, Mohammed-ben-Brahim : il était porteur du cachet du bachagha, dont se servait encore Boumezrag pour cacher la mort de son frère. Plus de 100 fusils (presque tous des armes de luxe) furent ramassés ou enlevés par les éclaireurs.

Nous n'avions que quelques hommes blessés, tandis que les pertes de l'ennemi étaient considérables : dès onze heures du matin, les contingents kabyles du pays s'étaient préoccupés d'enlever leurs morts, parmi lesquels étaient plusieurs notables, entre autres, l'ancien amine-el-oumena des Beni-Yala, Slimane-ou-Saïd, principal instigateur de l'insurrection dans cette tribu si compromise.

Le combat terminé, l'enlèvement des morts continua toute la journée, et les montagnards rentrèrent dans leurs tribus, malgré toutes les objurgations de Boumezrag qui, retiré chez les Mechdalla avec son goum, essaya en vain de les rallier autour de lui : il n'y réussit pas, et, dans la nuit, il repartit pour la Medjana. Quant au général, ne voyant plus d'ennemis, il avait continué sa route et campait le soir à El-Adjiba, pour de là remonter au nord du Hamza et aller débloquer Dra-el-Mizane. Il devait en route prendre deux pièces d'artillerie et un ravitaillement envoyé d'Alger, sous l'escorte de 1,800 hommes, conduits par le lieutenant-colonel Désandré.

Le 30 mai, la colonne était à Bouïra; elle y restait le 31, pour recevoir la soumission des Beni-Maned et celle des dernières fractions insoumises des Senhadja. Le 1er juin, elle était à Bled-ben-Haroun et le 2 à l'Oued-Zbourboura où, le lendemain à deux heures, arrivait le convoi du colonel Désandré.

Pendant ce temps, au sud du Hamza, les rebelles subissaient de nouveaux échecs.

Le 29 mai, la colonne Muel avait quitté son camp de Sidi-Aïssa pour parcourir les Ouled-Msellem, Ouled-Sidi-Hadjerès, Ouled-Sidi-Abdallah et Ouled-Sidi-Brahim. Le 1er juin, ses goums, sous la conduite du capitaine Coyne, avaient rencontré, à Bled-Amoura, des Ouled-Sidi-Brahim, les contingents de Saïd-ben-Boudaoud, forts de plus

de 300 chevaux et de nombreux fantassins. Un engagement avait eu lieu, à la suite duquel l'ennemi avait été battu et avait pris la fuite, emportant 12 ou 15 hommes tués.

De notre côté, nous avions eu 8 blessés, dont un, mortellement atteint, avait succombé le lendemain. Après ce combat, la colonne Muel ne rencontra plus d'ennemis devant elle, et elle rentra le 9 juin au camp de Sidi-Aïssa.

Au nord du Hamza, la colonne Cérez fut forcée de rester, le 4 juin, à Zbourboura, à cause du mauvais temps; le général ne put se mettre en marche sur Dra-el-Mizane que le 5 à neuf heures du matin.

La route conduisant de la vallée à cette ville suivait alors la crête d'un contrefort que coupait un col facilement défendable. Les rebelles avaient hérissé cette route de retranchements en pierres sèches et ils avaient tout particulièrement fortifié le passage du col.

Le général Cérez, bien renseigné sur ces dispositions, avait placé en queue son énorme convoi et en avait confié la garde au commandant Bayard, sous les ordres de qui il avait mis un fort détachement et une section d'artillerie.

Dès qu'on fut arrivé à proximité des crêtes, l'infanterie, conduite par le colonel Mérie, attaqua sur quatre points à la fois. L'attaque de droite était confiée au lieutenant-colonel Noëllat, celle de gauche au lieutenant-colonel Désandré.

En même temps, la cavalerie marche à mi-côte sur chaque flanc des crêtes, à travers des terrains impossibles, que seuls les chevaux arabes peuvent franchir.

Nous avons devant nous près de 4,000 combattants : en face notre droite, les Guechtoula et les gens des Gaouaoua[1], venus de Fort-National et commandés par le caïd des Harchaoua Ahmed-ben-Aïssa; devant notre gauche sont les tribus de Dra-el-Mizane, commandées par Ben-Telaach, caïd des Nezlioua.

Menacés d'être tournés par les ailes et voyant leurs barricades des crêtes balayées par l'artillerie, les rebelles abandonnent la route et

---

1. Les Igaouaouène ou Gaouaoua, dit aussi Zouaoua, du cercle de Fort-National, formaient deux grandes confédérations : 1° celle des Aït-Betroun comprenait quatre tribus et 19,749 habitants ainsi répartis : Aït-Yenni, 6 toufik, 7 hameaux, 5,139 habitants; — les Aït-Ouassif, 7 toufik, 5,532 habitants; — les Aït-bou-Akkach, 4 toufik, 3,120 habitants; — les Aït-Boudrar, 6 toufik, 9 villages, 5,958 habitants; 2° la confédération des Aït-Menguellat, quatre tribus, 14,429 habitants, savoir : Aït-Menguellat, 7 toufik, 20 villages, 4,730 habitants; — Aït-Attaf, 2 toufik, 5 hameaux, 2,395 habitants; — les Akbil, 5 toufik, 12 villages, 3,956 habitants; — les Aït-bou-Yousef, 5 toufik, 10 villages, 3,348 habitants.

reportent tous leurs efforts sur les flancs de la crête. Mais, en dépit de leur énergique résistance, ils sont délogés de toutes les positions. Ils essayent bien des retours offensifs, mais ils ne réussissent qu'à se faire écraser par l'artillerie. Au col, où ils tiennent un peu plus longtemps, ils sont tués à coups de baïonnettes par le 4e zouaves de marche.

A deux heures, le combat était terminé; nous avions deux zouaves tués et quelques blessés : plus de 200 rebelles avaient été mis hors de combat.

A trois heures, les habitants et la garnison de Dra-el-Mizane saluaient la colonne de leurs vivats joyeux, et le général Cérez répondait en félicitant le commandant Moutz et les braves assiégés, civils, militaires ou indigènes, qui tous avaient dignement fait leur devoir pendant ces 46 jours de blocus.

Dès le lendemain, la tribu des Harchaoua faisait sa soumission; elle vint, conduite par son caïd Ahmed-ben-Aïssa, qui jura de faire oublier sa défection par son zèle à nous servir, et il tint parole.

D'autres tribus se préparaient à faire la même démarche, quand le général Cérez reçut l'ordre de marcher sur les Maatka et de faire sa jonction avec la colonne du général en chef pour coopérer au débloquement de Fort-National.

Avant de se mettre en route, il organisa une petite colonne de trois escadrons, un bataillon et une section d'artillerie, qui, sous le commandement du colonel Goursaud, devait retourner dans le Hamza et opérer sur tout le pays compris entre le Djurdjura, Aumale et Beni-Mansour; on nomma cette nouvelle colonne : « colonne de l'Oued-Sahel. »

Le 8 juin, elles quittaient, toutes deux, Dra-el-Mizane; le général Cérez couchait à Bordj-Boghni[1] et allait dès lors opérer, pendant un mois, sous les ordres du général Lallemand; le colonel Goursaud campait à Bouïra.

La présence de troupes dans le Hamza était urgente, car l'éloignement de la colonne Cérez laissait les rebelles des sources de l'Oued-Sahel maîtres du pays.

Le 13 juin, vers les huit heures et demie du matin, les Aït-Mansour[2],

---

1. La suite des opérations de la colonne Cérez se trouve plus loin, livre III, chapitre v : DANS LE DJURDJURA.

2. Le mot Aït signifie fils, clan, groupe; c'est le vocable berbère dont se servent les Qbaïls; il est souvent remplacé par le mot arabe Beni.

Nous avons donné le nom de bordj des Beni-Mansour au fort situé au confluent de l'Oued-Mahrir et de l'Oued-Sahel, chez les Aït-Mansour.

Cherfa, Aït-Khani et autres, au nombre d'environ 600, marchaient en deux groupes sur le bordj de Beni-Mansour, moins peut-être dans l'intention de s'attaquer à ces murs bastionnés, dont ils connaissaient la force, que dans le but de resserrer le blocus, singulièrement élargi par le capitaine Odon, depuis le départ du général.

Mais le capitaine n'entendait pas se laisser enfermer ; aux premiers coups de fusil, il fit occuper par 25 tirailleurs l'excellente position du village des Aït-Bouali, une longue arête de terrain qui couvre la face sud du bordj.

La face nord fut défendue par une seconde ligne de tirailleurs placés en avant de la porte et bien embusqués sur le coteau dominant les oliviers de la rive gauche de l'Oued-Mahrir.

L'ennemi occupa ces oliviers avec une partie de ses contingents et posta le reste sur l'éminence où étaient les habitations de la famille de Si-Mohammed-ben-Taïeb, qui avait crénelé les murs de la principale maison.

L'action dura plus de six heures ; il fallut, pendant près d'une heure et demie, lutter, pied à pied, pour déloger les Qbaïls des oliviers et les rejeter sur la rive droite de l'Oued-Mahrir; quelques tirailleurs isolés gardèrent la position, et le reste, tournant à droite, alla concourir à l'attaque de la maison crénelée qui résistait toujours. En raison du petit nombre de ses combattants, le capitaine ne voulait ni ne pouvait brusquer le mouvement, et c'était par la justesse du tir et la ténacité de ses hommes qu'il arrivait à gagner du terrain.

A dix heures et demie on avait à peu près éloigné les contingents déployés autour de la maison, dans laquelle s'étaient réfugiés les plus énergiques des rebelles.

On l'aborda alors par les points que les créneaux ne pouvaient battre ; on apporta des broussailles enflammées qui brûlèrent les portes, et les derniers défenseurs, au nombre de trente, durent, pour échapper à l'incendie, fuir, en passant à 6 ou 8 mètres devant nos soldats, qui en tuèrent ou en blessèrent plusieurs, soit avec la baïonnette, soit avec les balles.

Lorsqu'on pénétra dans la dernière chambre occupée par les rebelles, on y trouva 11 cadavres ; 13 autres avaient été vus sous les oliviers et autour de la maison ; mais ce n'était pas tout, les renseignements indigènes portaient le nombre des tués de 30 à 35, et celui des blessés, de 60 à 80.

De notre côté, nous avions 2 hommes tués et 8 blessés, et nous rapportions comme trophées 17 fusils.

Pendant ce combat, un groupe d'insurgés du Ahl-el-Qsar, sachant que la colonne Goursaud était en marche sur Aumale pour se ravitailler, vint razzer, près d'Es-Senam, les troupeaux des Beni-Meddour, Merkhalla et Oued-Berdi, nouvellement soumis.

Boumezrag revint alors dans le pays, et, le 15 juin, à la tête d'une centaine de cavaliers et de fantassins du Ahl-el-Qsar, il tombait sur les Beni-Amar, entre Es-Senam et Aïn-Hazem, et leur enlevait 300 moutons, 15 bœufs et 8 chevaux.

Le même jour, le lieutenant-colonel Trumelet amenait un renfort à la colonne de Sidi-Aïssa, dont il prenait le commandement.

Ayant appris la dernière razzia de Boumezrag, il renvoya à Aumale le goum des Ouled-Soltane renforcer les postes-vedettes couvrant l'est de la ville, du côté de Smeïda.

Le colonel Goursaud, qui, le 17, était arrivé à l'Oued-Berdi, allant vers Aumale, prit ses dispositions pour marcher le lendemain contre les rassemblements installés au Ahl-el-Qsar, et il envoya un courrier au colonel Trumelet pour l'inviter à appuyer ce mouvement en faisant une démonstration vers l'Oued-Okhis.

Le 18 au matin, il se mit en route; mais, au lieu de prendre l'un des deux chemins tracés qui de l'Oued-Sahel conduisent aux groupes formés par les trois villages d'El-Qsar, il prit à travers bois et suivit la crête dite Ighil-Igenni, qui aboutit au col dominant le plateau circulaire sur lequel sont les trois villages[1].

Surpris par cette attaque survenant d'un côté qu'on croyait impraticable pour une colonne française, les gens d'El-Qsar prirent la fuite et firent filer leurs troupeaux. Ils arrivèrent alors trop tard pour défendre le col, qui fut occupé sans coup férir par les éclaireurs formant notre avant-garde.

Les positions dominant les villages de l'autre côté furent ensuite enlevées par ces mêmes éclaireurs, après un engagement de courte durée, dans lequel nous n'eûmes aucun homme blessé.

Quand le gros de la colonne arriva, les villages étaient déserts. On les incendia, et on démolit la maison de l'amine Ben-Amar, principal chef des rebelles.

Les reconnaissances envoyées dans les environs rencontrèrent de

1. Le Ahl-el-Qsar comprend trois villages : Zriba, Ouled-Rached, O. Ziane (ou Ouled-Abdallah). Ils étaient indépendants sous les Turcs et vassaux des Ouled-Moqrane, auxquels ils payaient un tribut; ils comptaient alors 1,880 habitants et étaient divisés en deux soffs : les O. Karkouf et les Bechachma.

nombreuses vedettes qui, invitées à se rendre, lâchaient leur coup de fusil et prenaient la fuite.

Le manque d'eau ne permettait pas de camper longtemps sur ce point avec de la cavalerie; on y passa seulement la nuit, et le 19 au matin on reprit la route de l'Oued-Berdi, en suivant le chemin à mi-côte du piton d'El-Mecine. Il y eut un petit engagement à l'arrière-garde, où nos éclaireurs surprirent et tuèrent 4 insurgés; le soir on campait à l'Oued-Berdi.

Ce jour-là, bien avant le jour, le colonel Trumelet[1] avait fait partir, dans la direction du Ahl-el-Qsar, les trois goums présents à sa colonne : celui d'Aumale, 150 cavaliers commandés par le capitaine Cartairade; celui de Médéa, 300 cavaliers commandés par le capitaine Coyne, et celui de Boghar, 150 cavaliers sous les ordres du capitaine Labayle.

Quand ces goums arrivèrent sur l'Oued-el-Hammam, ils furent signalés aux rebelles par des feux allumés simultanément sur le Djebel-Tagdit, le Djebel-Afroun et le Djebel-Attach.

A huit heures du matin, on rencontra quelques cavaliers ennemis qui furent poursuivis jusqu'au Khemis des Ouled-Messellem. Là, en avant du caravansérail de l'Oued-Okhris, on vit un autre goum d'environ 150 cavaliers qu'on prit pour celui du lieutenant Iseri. On se dirigeait de ce côté, quand, tout à coup, on se trouva enveloppé par de nombreux contingents à pied et à cheval : c'étaient toutes les forces des Ouled-Moqrane qui se rendaient au Ahl-el-Qsar pour combattre le colonel Goursaud.

En ce pays boisé et tourmenté, les fantassins bien retranchés avaient une grande supériorité sur les cavaliers, surtout sur ceux du Tittery et de Boghar, peu habitués à se battre dans de pareils terrains. Les rebelles étaient bien plus nombreux que nos goumiers; quelques-uns avaient des chassepots, et ils étaient commandés par l'élite des Moqrani : Boumezrag, Mohammed-ben-Abdesselem et Saïd-ben-Boudaoud.

Le combat fut très vif; les rebelles firent tous leurs efforts pour couper la retraite à nos auxiliaires; mais les trois chefs de bureau arabe furent bien secondés par Ali-ben-Abderrahmane, caïd des caïds des O.-Moktar-Cheraga; par Mahieddine-ben-Delhis des Rahmane-

1. Le colonel était alors au Djebel-Naga, à Aïn-Tolba, à 4 kilomètres de Sidi-Aïssa; le billet qui lui avait été envoyé ne lui arriva que le 18 à huit heures du soir, le courrier, qui cependant n'avait qu'une cinquantaine de kilomètres à parcourir, ayant perdu du temps à Aumale.

Cheraga de Boghar; par Zaoui-ben-Messaoud, caïd des caïds des Adaoura, et par Saïd-ben-Amor des Ouled-Dris. Ils forcèrent le passage d'un étroit défilé fermant la route et battirent en retraite en faisant, à plusieurs reprises, des retours offensifs.

Dans ce combat, nos goumiers eurent 9 hommes tués, 9 blessés et 19 chevaux hors de service. Les pertes de l'ennemi devaient être au moins aussi fortes, sinon plus [1].

Des deux côtés on s'attribua le succès de la journée. En réalité, cette affaire avait empêché les Ouled-Moqrane d'attaquer la colonne Goursaud allant du Ahl-el-Qsar à l'Oued-Berdi; mais nous avions battu en retraite, et les rebelles regardèrent comme un succès cet engagement, qui est connu dans le pays sous le nom de combat de l'Oued-Bouassakeur, et que les gens de Médéa ou de Boghar appellent plus volontiers le combat du Khemis des Ouled-Messellem.

Quoi qu'il en soit, le 20 juin, les tribus de Ahl-Sebkha, Beni-Yala, Merkhalla et Beni-Meddour, venaient au camp de l'Oued-Berdi faire leur soumission au colonel Goursaud; aucune attaque n'eut plus lieu, ni dans les environs d'Aumale, ni à la colonne de Sidi-Aïssa, et le colonel Goursaud put, sans être inquiété, faire sortir d'Aumale un ravitaillement qu'il amena, le 27 juin, au bordj de Beni-Mansour.

Le 28, sa cavalerie, envoyée en reconnaissance chez les Beni-Abbès, rencontra chez les Beni-Ouidane un groupe de rebelles auxquels elle tua une quinzaine d'hommes et, entre autres, le nommé Belgacem-ou-Bettach, leur chef.

Pendant ce temps, les Beni-Mellikeuch et plusieurs fractions des Beni-Abbès étaient à notre camp en train de faire leur soumission.

Le même jour, avant le lever du soleil, dans la partie nord du Hamza, un fort parti des Ouled-el-Aziz restés en insurrection enlevait aux Ouled-Bellil fidèles un troupeau de 180 bœufs. Ces rebelles étaient conduits par les deux frères Arab et Saïd-Ould-Belgacem, agents actifs de Boumezrag et hommes de poudre renommés dans le pays.

Le caïd des Ouled-Bellil, Mohammed-ben-Mansour, se jette aussitôt à la poursuite des pillards; mais son goum, arrêté par les difficultés du terrain et par le feu des Ouled-el-Aziz, hésite un instant; le caïd enlève son cheval et se précipite en avant, seul avec le cadi de

---

1. Nos pertes se répartissaient ainsi :

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nos pertes se répartissaient ainsi : | Aumale, | 7 | tués, | 8 | blessés, | 12 | chevaux. |
| — — | Boghar, | 1 | — | 0 | — | 3 | — |
| — — | Médéa, | 1 | — | 1 | — | 4 | — |

Bouïra; une balle en pleine poitrine le démonte, et, pendant que le cadi met pied à terre pour le relever, Ben-Mansour a encore la force de décharger son pistolet sur les rebelles qui l'entourent; mais il retombe mort, et le cadi n'a que le temps de sauter à cheval pour ne pas être pris. Aussitôt les Ouled-el-Aziz décapitent le cadavre du malheureux caïd.

Cette perte fut douloureuse pour tous, car Mohammed-ben-Mansour était un homme de bien qui avait su se concilier les sympathies des Européens et des indigènes par sa parfaite honorabilité et par son inépuisable charité. Il nous avait plusieurs fois prouvé son dévouement; aussi, dès les débuts de l'insurrection, les agents des Moqrani avaient brûlé sa maison, car ils savaient que sous son bernous battait un vrai cœur de Français.

A cette date du 28 juin, le colonel Trumelet, prévenu par le colonel Goursaud que Boumezrag était chez les Ouled-Messellem, quittait son camp d'Aïn-Tolba (près Sidi-Aïssa) et venait s'établir sur le territoire de la tribu rebelle, au sud du Djebel-Tagdit, au plateau d'El-Kelkha; mais il n'y eut aucune attaque de ce côté.

Le 30, la colonne rentra à Aumale se ravitailler, et elle repartit sept jours plus tard pour camper à El-Grimidi, près Sidi-Aïssa.

Quant au colonel Goursaud, après un court séjour à Beni-Mansour, il alla par petites journées chez les Ouled-el-Aziz, près des sources de l'Oued-Bezzit, et, le 4 juillet, il montait sur les pentes du Djurdjura jusqu'au Teniet-Djaboub, où s'étaient retranchés tous les Ouled-el-Aziz et une partie des Igouehdal de Dra-el-Mizane.

Sur le chemin étroit qui conduit au col, il n'y avait pas moins de quatorze barricades : le col était barré par trois étages de retranchements. Sous la protection de l'artillerie, 3 compagnies (2 de tirailleurs, 1 de zouaves) et la cavalerie à pied abordent de front cette formidable position, pendant que 3 autres compagnies escaladent le sommet d'une crête escarpée, du haut de laquelle leurs feux prennent à revers les retranchements de l'ennemi.

Ce mouvement met fin à l'énergique résistance des Qbaïls et les force à se replier. Deux positions, sur lesquelles ils essayent de se maintenir, sont enlevées avec entrain par les zouaves, la légion et les tirailleurs, qui rivalisent de bravoure.

Bientôt l'ennemi est en fuite; ses pertes sont considérables; sur un seul point on trouve près de 100 cadavres qui n'ont pu être emportés, et partout on voit des traces de sang.

Ce succès nous coûtait la mort d'un officier, le sous-lieutenant

Crouzet, tué à bout portant en enlevant une barricade à la tête de sa section, 2 hommes tués et 29 blessés, dont un officier, le capitaine Thomas, des tirailleurs.

La colonne s'installa à côté du Tizi-Djaboub, au lieu dit Maalit-Ramdane, où elle devait rester jusqu'au 18 juillet.

Les trois premières nuits, ses grand'gardes furent tenues en éveil par une fusillade presque continue.

Le 6, une reconnaissance fouilla les villages des Ouled-Aziz, avec lesquels elle échangea quelques coups de feu. Un éclaireur fut grièvement blessé.

Le 11, un fort détachement de toutes armes, sous les ordres du colonel, alla occuper les crêtes du Djurdjura pour faciliter à la colone Cérez l'attaque des villages des Aït-Gouffi. L'artillerie seule fut engagée [1].

Le 12, une reconnaissance, sous les ordres du commandant de Monleveau, marcha contre les Merkhalla, qui n'avaient pas exécuté les conditions imposées. Leur village fut enlevé et incendié après un court combat dans lequel l'artillerie fit toute la besogne; l'ennemi eut 40 hommes tués ou blessés sans que nous ayons eu un seul des nôtres hors de combat.

Le 18, tout le Hamza était soumis et la colonne Goursaud rentrait à Bouïra.

---

1. Voir livre III, chapitre V : DANS LE DJURDJURA.

III

# ENTRE LE BABOR ET LE BOUTALEB

(4 mai - 14 juin.)

Insuccès d'Aziz au Babor (4 mai). — Combat et razzia d'Aziz aux Ouled-Adouane; Zerroug-ben-Henni-ben-Illès est blessé (5 mai). — Combat de goums à El-Ouricia (6 mai). — Attaque et razzia d'Aziz à la zmala d'Aïn-Abessa (7 mai). — Nouvelles défections. — Retour à Aïn-Messaoud de la colonne Saussier (8 mai). — Combat du Djebel-Baouch (10 mai). — Combat d'Aïn-Kahala (10 mai). — Combat d'El-Guern (12 mai). — Takitount débloqué (13 mai). — Pourparlers avec les Amoucha. — Combat de l'Oued-Berd (14 mai). — Sortie et affaire de la grand'garde au camp de Takitount (15 mai). — Marche et combat de Takitount à Mechta-el-Aouameur (16 mai). — Affaire de la zmala du caïd Bendjoudi et des fermes d'El-Malah et Temlouka (16 mai). — Benhabilès bat les insurgés au Babor (16 mai). — Prise de la zaouïa de Koreïchi-ben-Sidi-Sadoum au Ferdjioua (17 mai). — Razzia sur les Amoucha (17 mai). — Affaire d'avant-garde au Regueb des Amoucha, près Teniet-el-Ghenem (20 mai). — Soumission des Dehemcha (21 mai). — Affaire de l'Oued-Maali (22 mai). — Sortie et engagement des tirailleurs au camp d'Aïoun-Soltane (24 mai). — Grand combat du Djebel-Mentanou (25 mai). — Panique des O. Nabet et des O. Gassem (21 mai). — Méprise et combat d'El-Harmelia (23 mai). — Défection des caïds du sud de Sétif. — Attaque des villages d'Aïn-Messaoud et de Bouhira (24 mai). — Lettre aux sept cachets (26 mai). — Entrevue du Mesloug (28 mai). — La colonne Saussier quitte les Amoucha (28 mai). — Marche de nuit d'El-Ouricia au Mesloug (29-30 mai). — Combat d'Aïn-Oulmène (30 mai). — Soumission de Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad (31 mai). — Détachements fournis par la colonne Saussier pour couvrir Sétif (7 juin). — Le général Saussier à Aïn-Gaouaoua; engagement de cavalerie (8 juin). — Le colonel Bonvalet va ravitailler Bordj-bou-Arreridj (9 juin). — Combat de Sidi-Embarek (10 juin). — Départ de Bou-Arreridj (12 juin). — Attaque de nuit à Aïn-Gaouaoua (13 juin). — Camp de coudiat El-Beïda (14 juin).

Après son échec du 30 avril au Djebel-Tafat[1], Aziz avait reformé ses contingents aux Ouled-Salah. Le 4 mai, il en était parti ayant avec lui un membre de la famille des Moqrani, quelques notables du Babor,

1. Voir livre II, chapitre II : SÉTIF, page 220.

parmi lesquels El-hadj-Bourahla-ben-Djaballah, des O.-Salem, Messaoud-ben-Ismaïl, Mohammed-ben-Ali-ben-Aberkam, Ismaïl-ben-Bachir-ben-Bouzid, des Ouled-Aziz; Ahmed-ben-Embarek, cheik des Beni-Zoundaïe; puis aussi les moqaddems Belgacem-ben-Kerrouch, Saïd-ben-Belgacem, du Babor; et enfin son beau-frère Amor-Bouaraour, moqaddem principal du Tababort[1].

Avec ces éléments et une forte saga de khouans, il espérait soulever les tribus du Babor, et surtout surprendre le bordj où résidait le caïd du pays, Belgacem-Benhabilès, ancien spahi, dont le dévouement à la cause française était de notoriété publique.

Celui-ci était sur ses gardes; il avait mis son bordj en état de défense et avait appelé à lui ses parents et sa fraction d'origine, les Beni-Foughal de Djidjelli, que commandait son frère le caïd Amor-Benhabilès.

Dès que la troupe d'Aziz lui fut signalée par ses chouaf[2], il marcha sur elle en bon ordre, et le fils de Ben-Haddad, voyant son plan éventé, esquiva le combat et reprit le chemin de Sétif.

En route, Aziz lança vers l'Oued-Deheb, dans la direction de Saint-Arnaud, une partie de ses contingents, et, avec le reste, il se mit en mesure de surprendre le village d'El-Ouricia, ou tout au moins de razzer les Ouled-Adouane, restés fidèles. Mais, le 5 mai, il trouvait les

---

1. Le massif du Babor a pour point culminant une montagne à deux sommets : le Babor, qui a 1,970 mètres, le Tababort, qui a 1,965 mètres. Autour et au-dessous de ces deux points sont de nombreuses et minuscules tribus, pauvres, sauvages et arriérées, mais laborieuses et nullement méchantes. Indépendantes avant l'occupation française, elles ont souvent modifié leur groupement. Depuis la conquête elles ont été toujours fort négligées, car elles sont d'accès difficile. Jusqu'en 1864 elles sont restées abandonnées aux mains du chikh héréditaire du Ferdjioua Bouakkaz-Benachour, qui était incapable de les diriger et encore moins de les administrer, bien qu'il eût quelques partisans chez les Richia.

Après 1864 on a groupé ces tribus en deux caïdats : celui du Babor, relevant de Takitount, et celui du Tababort, relevant de Djidjelli.

Celui du Babor comptait 24 chikhats ou petites fractions formant en tout une population de 12,357 Qbaïls; il fut confié à un spahi originaire des Beni-Foughal, Belgacem-Benhabilès, dont le général Desvaux avait apprécié les rares qualités intellectuelles et physiques. — (On trouvera au chapitre suivant une note donnant des détails sur cette famille.)

Le caïdat du Tababort, formé surtout des tribus regardant la mer, avait été confié à Mohammed-ben-Bouaraour (frère du moqaddem Amor, dont il est parlé ici). A cette époque Mohammed-Bouaraour était caïd d'un petit groupe portant déjà le nom de caïdat du Tababort et ne comprenant que deux tribus : les Alem et les Larba; on y ajouta les Beni-Marmi, Ouled-Ali, Ouled-Nabel (du Tababort), Aït-Achour, Beni-Maad, Beni-Bezèze et la moitié nord des Beni-Zoundaïe (Dahra), ce qui lui fit 6,000 habitants à administrer.

2. Chouaf, espions, vedettes, éclaireurs, vigies; le sens propre est « voyants ».

environs du village occupés par les goums des Ameur-Guebala et des Dehemcha ayant à leur tête les deux caïds Douadi-ben-Keskès et Zerroug-ben-Illès. Aziz essaya d'abord de gagner ces caïds en leur écrivant à deux reprises différentes pour les rallier « à la cause de l'Islam et leur rappeler leurs devoirs de musulmans ». Sa première lettre resta sans réponse, la seconde ne lui attira que des injures et la promesse de coups de fusil s'il avançait. Le combat ne tarda pas à s'engager avec un égal acharnement des deux côtés. Nos goums eurent 27 hommes hors de combat et ne purent empêcher Aziz de razzer les troupeaux des Ouled-Adouane et de vider leurs silos. Ce résultat obtenu, Aziz n'essaya pas d'attaquer le village d'El-Ouricia, que couvraient nos caïds; il resta sur ses positions, et tirailla mollement contre nos gens réduits à la défensive. En ce moment, le caïd Zerroug-ben-Henni-ben-Illès, blessé à la jambe d'un coup de feu, rentrait au galop à Sétif se faire panser et rendre compte de la situation dangereuse des villages d'El-Ouricia et de Firmatou.

Sur ce rapport, le colonel Bonvalet, d'accord avec le maire, dirigea vers ces deux villages les quelques soldats dont il pouvait disposer, la compagnie des francs-tireurs et enfin le goum du territoire civil, confié pour la circonstance au lieutenant Ahmed-ben-Zidane, caïd du Guergour.

Le samedi 6 mai, nos goums se battirent encore pendant plusieurs heures en avant d'El-Ouricia, blessèrent quelques hommes des contingents d'Aziz et leur tuèrent plusieurs chevaux.

S'apercevant que le combat n'était soutenu que par l'arrière-garde d'Aziz, le caïd Douadi-ben-Keskès, se rappelant les menaces proférées pendant le combat au sujet du pillage de ses silos, se rendit, avec le caïd Ben-Zidane, à la zmala d'Aïn-Abessa, autour de laquelle il avait des troupeaux et des grains.

Il ne s'était pas trompé dans ses prévisions : le lendemain dimanche, 7 mai, les contingents d'Aziz, encore grossis depuis la veille, s'avançaient sur les terres de la zmala.

Il ne restait à la caserne qu'une quinzaine de spahis sous le commandement du capitaine Thouvey, à qui on avait donné, pour défendre les bâtiments, une section du 78e de ligne. Douadi-ben-Keskès, Ben-Zidane, El-hadj-Bouakkaz[1], soutenus par les 15 spahis, se portèrent à la rencontre des rebelles; mais, trop peu nombreux, ils furent ramenés et eurent plusieurs blessés, dont un brigadier. Aziz put même s'avan-

1. Le nouveau caïd donné aux Ouled-Nabet par le général Saussier.

cer jusqu'à deux portées de fusil du bordj et incendier le gourbi d'un maréchal des logis. Le capitaine Thouvey fit alors sortir son détachement d'infanterie en avant de la porte de la zmala.

A la vue des pantalons rouges, Aziz s'arrêta ; une partie de sa troupe entoura les bâtiments à une certaine distance et le reste vida les silos ou enleva les troupeaux des caïds, spahis et Ouled-Nabet, fidèles.

Ces razzias étaient d'autant plus graves pour nous que les indigènes savaient tous que leurs troupeaux et leurs grains leur seraient de suite rendus en majeure partie, sinon en totalité, s'ils allaient faire acte de soumission à Aziz et se ranger sous sa bannière. Pour beaucoup de ces malheureux, l'hésitation ne pouvait pas être longue; la misère les talonnait, et, entre l'indemnité qu'ils pouvaient espérer de nous dans cinq, six ou dix mois, et la nourriture du lendemain, leur parti était bientôt pris.

Le général Saussier, à son arrivée à Aïn-Messaoud le 8 mai, ne fut nullement surpris d'apprendre ces faits, qu'il avait prévus et annoncés comme la conséquence forcée de son éloignement momentané.

Le 9, il laissa reposer sa troupe harassée par la longue marche de la veille [1], et, se renseignant sur les points occupés par les rebelles, il apprit qu'Aziz s'était retranché vers le Djebel-Anini, sur la forte position du Djebel-Baouch, avec 6,000 fantassins et 300 cavaliers.

Le 10, de grand matin, la colonne était en marche sur Aïn-Rouah. Au Teniet-Madjène, la cavalerie rencontrait les goums ennemis, et, pendant qu'elle engage le combat, quatre bataillons sans sac lancés sur les crêtes les enlèvent avec un entrain remarquable et mettent en fuite les défenseurs, qui laissent 50 morts sur le terrain. La cavalerie poursuit alors les goums rebelles jusqu'en vue de Takitount, enlève le drapeau des Beni-Yala et ramène plusieurs prisonniers notables. Parmi ceux-ci était un ancien bachadel des Ayad, Si-Hoceïne-ben-Tilki, pris par Si-Saïd-Bouchenak. Ce fut ce prisonnier qui, le premier, donna au général Saussier la nouvelle de la mort du bachagha.

Pendant ce temps, à 20 kilomètres du Djebel-Baouch, chez les Ouled-Adouane, le caïd Douadi-ben-Keskès livrait à Aïn-Kahala un combat non moins heureux. Là, les rebelles, composés surtout d'Ouled-Ali-ben-Naceur et de khouans des tribus voisines, étaient commandés par le moqaddem Mabrouck-ben-Leguemar, l'un des meneurs les plus ardents et les plus actifs de la région. Ils eurent une centaine de blessés et laissèrent sur le terrain 63 morts, dont le caïd Douadi envoya la liste

1. Voir livre II, chapitre II : SÉTIF, page 220.

nominative. Nos braves auxiliaires avaient eu 6 hommes blessés et 5 chevaux tués; mais ils avaient enlevé, tant aux morts qu'aux blessés, 156 fusils, et ils ramenaient à Sétif 11 prisonniers, parmi lesquels le fils d'un chikh insurgé.

A la suite de cette affaire du Djebel-Baouch, Aziz s'étant retiré du côté des Amoucha, la colonne Saussier quitta Aïn-Rouah, le 11, à sept heures du matin, et elle se porta dans la direction de Takitount. Mais les troupes étaient fatiguées du combat de la veille et l'on ne fit qu'une dizaine de kilomètres; le camp fut établi à Aïn-Chelek, à la bifurcation de la route des crêtes et de celle de Takitount, en face Aïn-Abessa.

Le 12, après le repas du matin, on reprit la marche sur Takitount; on avait à peine fait 5 ou 6 kilomètres que des coups de feu étaient tirés sur la gauche de la colonne et qu'on apercevait l'ennemi massé sur le plateau d'El-Guern. Aussitôt l'artillerie se met en position et commence son tir; les hommes mettent sac à terre, et on masse le convoi. Puis, les bataillons sont lancés sur le plateau déjà déblayé par les obus; les rebelles se reforment un peu loin, l'infanterie les attaque résolument; mais, soudain, éclate un violent orage, une pluie torrentielle empêche de voir devant soi et un épais brouillard force le général à établir son camp sur le plateau dont il s'est emparé au début de l'action.

Le lendemain 13 mai, on partait à quatre heures du matin, et à trois heures de l'après-midi on arrivait à Takitount. A la vue de la colonne, les Amoucha cessent le blocus et délèguent des notables qui promettent d'envoyer des otages dans la journée.

Le soir, personne ne s'étant présenté, le général met en demeure ces délégués d'avoir à exécuter leur promesse avant le lendemain à midi. Le 14, quelques chioukh viennent affirmer que les gens sont en route, et que le retard n'a d'autre cause que les discussions provoquées par le choix des otages; ils sollicitent un nouveau délai et affirment qu'ils vont s'employer à activer l'arrivée des gens demandés. Le général est convaincu que les Amoucha ne cherchent qu'à gagner du temps pour mettre leurs troupeaux en sûreté; néanmoins, comme il n'y a pas eu de faits graves à la charge des Amoucha et qu'ils ne se sont pas encore mesurés avec nos contingents, il leur fixe quatre heures pour dernier délai; en même temps il organise une colonne d'attaque, et, à cinq heures, il la lance sur les Qbaïls qu'il sait embusqués en des masses compactes dans les ravins autour du camp.

Pendant que l'artillerie engage le combat avec le groupe principal

et que des groupes isolés tiennent nos fantassins en haleine par un un feu bien nourri, deux bandes tentent une diversion en venant attaquer deux des faces du camp. Partout l'ennemi est repoussé, écrasé et poursuivi la baïonnette dans les reins.

Un bataillon du 2e tirailleurs, dont le commandant Bastidon ne peut modérer l'entrain, s'avance plus que de raison dans les gorges de l'Oued-Berd, et arrive dans des villages non évacués où les soldats se débandent pour piller, tout en continuant d'éloigner les rebelles à coups de fusil. Le commandant ordonne de sonner la retraite ; le clairon indigène qui reçoit cet ordre est ivre, il se précipite en avant en sonnant une charge endiablée; le commandant reste presque seul, les officiers ne peuvent retenir leurs hommes enivrés par la poudre et le pillage.

L'ennemi, qui s'aperçoit de l'éparpillement et du désordre de nos tirailleurs, entoure le bataillon avec des forces considérables. Le clairon, toujours sonnant la charge à pleins poumons, tombe blessé; il est pris et jeté vivant dans la fournaise d'une maison embrasée. Sur un autre point, un tirailleur français est fait prisonnier, et a la chance d'être conduit à Aziz, qui le protègera.

Le colonel Barbier, envoyé par le général avec un bataillon du 78e, arrive difficilement à dégager les hommes du commandant Bastidon; l'ennemi surgit de tous les côtés, et l'envoi de deux nouveaux bataillons est nécessaire pour que la retraite s'opère en de bonnes conditions.

A huit heures seulement les troupes rentrent au camp, sans pouvoir, à cause de la nuit, répondre à la fusillade, d'ailleurs à peu près inoffensive, des Amoucha.

Cette journée de l'Oued-Berd nous coûta 8 tués et 20 blessés; mais, par le fait de notre artillerie au début de l'action, les Amoucha avaient plus de 300 hommes hors de combat.

Le 15, aux premières lueurs du jour, l'ennemi commença à tirailler sur nos grand'gardes; son feu, peu nourri et peu dangereux, ne cessa qu'à deux heures de l'après-midi, lorsque de fortes reconnaissances sortirent du camp et en éloignèrent les assaillants.

Ces reconnaissances venaient de rentrer vers les sept heures, et avaient opéré leur retraite en bon ordre quoique vivement inquiétées, quand, soudain, une vive fusillade se fit entendre en avant de la face nord du camp.

C'était le commandant d'une grand'garde retranchée qui, inquiété et surtout énervé par des coups de feu incessants tirés d'une crête

voisine, avait commis la faute de sortir avec ses trente-deux hommes pour courir sus aux insurgés embusqués derrière cette crête. En quelques minutes, il est entouré par plus d'un millier de Kabyles qui lui coupent la retraite et s'emparent des sacs laissés par les hommes. C'est à grand'peine que nos soldats, s'ouvrant un chemin à la baïonnette, gagnent une masure abandonnée et s'y défendent du mieux qu'ils peuvent contre cette masse qui les entoure de tous côtés.

Un bataillon, envoyé du camp au pas gymnastique, les dégagea; il était temps, deux hommes étaient tués, et 14 blessés, dont le capitaine M. Hervelin, frappé de deux coups de feu[1], et un officier, M. Donin de Rozière.

Un ordre du général Saussier, tout en félicitant les soldats de leur bravoure et de leur énergie, rappela à tous que le premier des devoirs militaires est d'exécuter les ordres donnés et d'observer, en toutes circonstances, les prescriptions si sages du « Service en campagne ».

Le 16 mai, à onze heures du matin, la colonne quittait le camp de Takitount et se rapprochait de Sétif, dans l'intention d'y évacuer les blessés.

La route, jusqu'au col des Cigognes (ou Mechta-el-Aouameur), ne fut qu'un long combat sur le flanc droit et à l'arrière-garde de la colonne : ce qui arrive toujours en pays insurgé, quand on marche en retraite. Nous n'eûmes cependant que trois blessés, grâce à la vigilance et à l'activité du général.

Dans cette même journée du 16 mai, les rebelles livrèrent deux autres combats aux environs de Sétif.

A l'ouest, dans la plaine, les cavaliers d'Abderrahmane-ben-Gandouz-el-Moqrani et de Mohammed-ben-Adda, des Righa, attaquaient la zmala du caïd Bendjoudi, des Ouled-Mousli, incendiaient ses gourbis, enlevaient ses troupeaux et portaient la dévastation à la ferme d'El-Melah et au village de Temlouka.

Les Ouled-Zid de Douadi-ben-Keskès vinrent au secours de leurs voisins et tuèrent une vingtaine d'hommes aux rebelles. A l'appui de la lettre rendant compte de cette affaire, ils envoyèrent à Sétif la tête d'un des vaincus : c'était celle d'un cavalier bien connu des Righa-Dahra.

Ce sanglant trophée précéda de quelques instants l'arrivée en ville du malheureux caïd Bendjoudi suivi des débris de sa zmala, et n'ayant même plus une tente pour s'abriter.

---

1. Le capitaine Hervelin, du 78e de ligne, mourut quelques jours plus tard à Sétif des suites de ses blessures.

Plus près de Takitount, les gens des tribus du Babor, O. Saba, Beni-Melloul, O. Abdallah-ben-Ali, Medjarki et Beni-Saïd, s'étaient, en exécution des ordres d'Aziz, portés contre le bordj du caïd Belgacem-Benhabilès dont il fallait à tout prix se débarrasser. Celui-ci avait toujours sa fidèle saga des Beni-Foughal; il engagea le combat avec sa bravoure et son habileté habituelles, eut 3 hommes tués et 10 blessés, mais il culbuta ses adversaires, leur tua 10 hommes, leur brûla plus de 300 gourbis et leur enleva plusieurs troupeaux.

Les vaincus demandèrent aussitôt du secours à Aziz, qui, alors, reformait ses contingents chez les Ouled-Salah.

Dans la nuit du 17 au 18, arrivait auprès du fils de Ben-Haddad un autre fugitif : c'était le moqaddem El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, chef d'une importante zaouïa du Ferdjioua.

Dans la journée du 17, le capitaine Villot, chef du bureau arabe de Constantine, à la tête d'un goum fidèle du Ferdjioua, avait attaqué et pris la zaouïa, enlevé les troupeaux, fait plusieurs prisonniers et pris de nombreux otages dans la fraction des Talha. Parmi les prisonniers, se trouvaient quelques-uns des pillards des fermes de l'Oued-Deheb. Seuls, Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, son frère, des parents et des serviteurs, avaient réussi à s'échapper. Tous étaient venus se grouper autour d'Aziz; ils allaient lui fournir des agents actifs et dévoués.

En apprenant ces nouvelles, le général Saussier aurait voulu marcher de nouveau contre le fils de Ben-Haddad, mais il lui fallut attendre trois jours, à Mechta-el-Aouameur, le retour du convoi d'évacuation et de ravitaillement envoyé à Sétif. Il ne put quitter son camp que le 20 mai. Pendant ce temps ses troupes se reposèrent et furent largement approvisionnées avec le produit d'une belle razzia que le goum exécuta dans la journée du 17.

Le 20 mai, la colonne suivit les crêtes et alla s'établir d'abord vers le Regueb des Amoucha, au lieu dit Teniet-el-Ghenem, point d'où elle menaçait à la fois les Amoucha, le Babor et les Dehemcha insurgés. L'avant-garde eut à livrer, en face des villages de Tessa et du Hammam, un combat dans lequel les Amoucha perdirent plusieurs hommes marquants et où fut blessé le moqaddem El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun. On s'empara aussi du village d'Erregueb et d'une position sur les premières pentes du Babor.

Les Dehemcha, croyant que la colonne marchait sur leur pays, firent des ouvertures de soumission et promirent des otages qui, en effet, arrivèrent le lendemain 21.

Le 22, la colonne descendit dans la vallée du Guergour des Ouled-

Mansour, ou Oued-Bou-Tassa, et, sous la protection de deux bataillons qui occupèrent des positions sur les crêtes latérales, elle se dirigea sur Aïoun-Soltane.

Les rebelles du Babor, postés sur la rive droite de l'Oued-Mâali, attaquèrent nos troupes au passage de la rivière, passage qui ne se fit pas sans difficultés. Pour faire cesser leur feu, les tirailleurs s'établirent sur un des pitons les plus élevés du Djebel-Mentanou, au pied duquel le camp fut installé. Nous eûmes, dans cette affaire, un homme mortellement blessé.

Le 23, on fit séjour, et il n'y eut pas de sortie, encore bien que de nombreux coups de feu fussent tirés sur les grand'gardes, mais sans qu'il y eût d'attaque réelle.

Le 24, un bataillon de tirailleurs et le goum allèrent enlever et occuper la position d'où les Kabyles des Ouled-Salah tiraient sur nos grand'gardes; ils s'en emparèrent sans grandes difficultés, et en n'ayant que trois blessés.

Pendant cette journée, les rebelles se concentrèrent sur le piton de Bouamdel, et, le 25 au matin, ils entouraient le camp, sur lequel ils dirigent, mais de trop loin pour être dangereuse, une fusillade bien nourrie.

Le général lance vers le groupe principal cinq bataillons sans sac et six pièces d'artillerie; trois compagnies occupent les hauteurs du Djebel-Mentanou et observent les villages des Ouled-Salah.

Le Chouf-Rahal est d'abord enlevé, l'artillerie s'y établit et prépare l'attaque du Bouamdel, que couronnent bientôt les chasseurs à pied et les tirailleurs. Les Qbaïls ne peuvent tenir, et sont rejetés dans l'Oued-Berd et le Chabet-Aïssa; la cavalerie, commandée par les capitaines Olivier et Fleury, les poursuit et les sabre à travers un terrain impossible.

Mais les Ouled-Salah sont venus à la rescousse; ils escaladent le Djebel Mentanou sous un feu qui les décime, et ils se font achever à bout portant et à coups de baïonnette au moment où ils abordent la crête.

Partout, mais surtout sur les pentes du Mentanou[1], au Bouamdel et au Chabet-Ouled-Aïssa, le terrain est couvert de leurs morts ou de leurs blessés agonisants. On en compta plus de deux cents, appar-

1. Déjà en 1856, le 31 mai, le général Maissiat avait livré au Djebel-Mentanou un brillant combat auquel avaient pris une part active les colonels Margadet et Liébert. On avait couché sur les positions, et le 2 juin, en voulant les reprendre les Qbaïls avaient été écrasés.

tenant aux tribus des Sahel-Guebli, des Amoucha, Djermouna, Beni-Slimane, Babor, O. Salah, Beni-Merai, etc. Nous n'avions qu'un seul homme tué et huit blessés. C'était pour nous une « belle journée de poudre ».

Le 26 et le 27, on campa sur les positions conquises, espérant voir arriver des offres de soumission; mais pas une fraction ne se présenta, et on apprit qu'Aziz, avec de gros contingents, était dans le haut du Babor et marchait dans la direction des Beni-Foughal de Djidjelli.

Il n'était pas possible au général de s'avancer plus loin dans la montagne, étant donnés son faible effectif et l'obligation où il se trouvait d'approvisionner lui-même sa colonne en envoyant des convois à Sétif à travers un pays insurgé. Il fallait donc se contenter de peser sur le pays et de profiter des circonstances qui pourraient permettre d'atteindre l'ennemi dans un rayon limité.

Le général n'eut du reste pas le temps de mûrir un plan; le 27, il recevait, coup sur coup, des dépêches le rappelant vers le chef-lieu de la subdivision, où, pendant cette pointe chez les Amoucha, de nouvelles complications avaient aggravé une situation déjà bien mauvaise.

Voici ce qui était arrivé :

A la suite de bavardages imprudents et de propos comminatoires tenus par l'adjoint indigène de Sétif, Saad-ben-Debbech, contre les Ouled-Illès, qu'on se préparait, disait-on, à aller razzer, ceux-ci, le 21 mai, avec un fort groupe d'Ouled-Nabet, avaient pris la fuite et s'étaient réfugiés au Djebel-Sedim, à proximité d'Ahmed-Bey, caïd des Ameur-Dahra, et de Sghir-bel-Aroussi, caïd des Righa-Guebala. En route, les fuyards avaient fait partager leurs craintes aux Ouled-Gacem, qui, pris de panique, avaient, eux aussi, fait le vide dans la partie sud de la banlieue sétifienne.

Le deïra envoyé à la subdivision par le caïd Ahmed-Bey, pour porter la lettre rendant compte de ces faits, avait été, à son arrivée en ville, arrêté, insulté et malmené par de stupides agents de police indigènes, qui lui réclamaient « une carte de sûreté ». Il avait d'abord été traîné comme un malfaiteur au poste de la mairie, puis on l'avait emmené chez le procureur de la République, qui l'avait fait mettre en liberté, ou, plus exactement, conduire sous escorte au bureau arabe.

Le deïra, ainsi molesté, avait, en rentrant à la zmala de son caïd, exhalé son mécontentement et exagéré les mauvais traitements dont il avait été victime.

Dans une lettre du 22 mai, le caïd Ahmed-Bey se plaignit vivement de ces procédés; il dit qu'il faisait reprendre les campements d'Har-

melia aux Ouled-Gacem, et demanda que, pour calmer les Ouled-Nabet, on mît en liberté les Ouled-Illès retenus en otage. Il protestait d'ailleurs de ses bonnes dispositions personnelles, mais il déclarait que la façon dont les indigènes étaient accueillis à Sétif entretenait contre nous une défiance générale, qui nous amènerait fatalement des malentendus et des désordres.

Le cavalier chargé de porter cette lettre au commandant de la subdivision fit le tour de la ville pour entrer par la porte de la casbah et n'être en contact qu'avec des militaires.

Ahmed-Bey avait du reste tenu parole, les O. Gacem avaient repris leur campement d'Harmalia, à peu de distance des villages du Mesloug et d'El-Hachicha, que gardait le commandant M***, avec la compagnie franche du Mansoura, quarante chasseurs d'Afrique et deux compagnies de zouaves.

Le 23, les Ouled-Gacem, confiants dans les assurances que leur avait données Ahmed-Bey, venaient avec femmes et enfants moissonner leurs orges à proximité des villages français; quelques notables à cheval et armés les accompagnaient pour surveiller les khammès. Des colons, se méprenant sur les intentions de ces gens, vinrent en courant dire au commandant M*** que les rebelles coupaient les orges des Européens.

Cet officier supérieur, sans se renseigner davantage, fait de suite sonner à cheval, et, à la tête de ses chasseurs, charge avec furie sur les moissonneurs stupéfaits ; les cavaliers et les notables des Ouled-Gacem ont beau crier et chercher à s'expliquer, on ne les écoute pas, on ne les comprend pas ; furieux, ils ripostent à coups de fusil, les khammès se défendent à coups de faucille, les femmes et les enfants s'enfuient éperdus. Soixante de ces malheureux tombent sous le sabre de nos chasseurs, qui ont 4 tués et 7 blessés dans cette sotte et malencontreuse affaire.

Cette fois, Ahmed-Bey renonce à calmer ses gens, et il déclare qu'il n'est plus possible de servir les Français. Sghir-bel-Laroussi, qui a eu aussi plusieurs des siens tués dans la bagarre, laisse échapper les mêmes menaces. Les Ouled-Illès, y compris le brave Zerroug-ben-Illès, s'applaudissent de n'avoir pas repris leurs campements.

La nouvelle de l'affaire d'El-Harmelia se répand en quelques heures chez les Righa, dont beaucoup déjà sont ralliés au rebelle Mohammed-ben-Adda. Tous déclarent qu'il faut venger les Ouled-Gacem, et, le 24 mai, des bandes armées se portent sur les villages d'Aïn-Messaoud et de Bouhira.

Prévenu de cette marche, le colonel Bonvalet sort de Sétif avec 600 hommes et arrive assez à temps pour dégager le petit poste qui gardait Aïn-Messaoud ; mais les rebelles réussissent à incendier Bou-hira, qui n'est pas occupé.

Pendant ce temps, Ahmed-Bey, accompagné de Sghir-bel-Laroussi et des Ouled-Illès, est allé trouver les Ouled-Moqrane, alors réunis aux Righa, et a donné son adhésion formelle à l'insurrection.

Le 26 mai, le caïd Douadi-ben-Keskès recevait une longue lettre portant les sept cachets des caïds Zerroug-ben-Henni-ben-Illès (O. Nabet), Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud (Ameur-Dahra), Ben-Abdes-selem-el-Moqrani (Aïn-Taghroute), Sghir-bel-Laroussi (Righa-Guebala), Ahmed-ben-Mohammed-ben-Abdallah-el-Moqrani (Ayad), Abderrah-mane-ben-Gandouz-el-Moqrani (Aïn-Turc), Sghir-ben-Bourenane-el-Moqrani.

Dans cette lettre, les signataires rappelaient les méfiances injustes et vexatoires qu'ils reprochaient aux Français ; ils affirmaient l'impossibilité de continuer à servir un gouvernement aussi faible vis-à-vis ses nationaux et aussi impuissant vis-à-vis ses ennemis ; ils sommaient le caïd Douadi-ben-Keskès de se joindre à eux pour marcher contre nous ; en terminant, ils le prévenaient que, s'il persistait à déserter la cause de l'Islam, ils brûleraient son bordj et le village de Ras-el-Ma, qui était exclusivement habité par ses tenanciers.

Douadi répondit qu'il était prêt à les recevoir à coups de fusil, et, le 27, à dix heures du matin, il remettait au colonel Bonvalet la lettre aux sept cachets; il le prévenait aussi que de nombreux contingents, réunis au sud du Mesloug, menaçaient à la fois les villages français et ses propriétés de Ras-el-Ma. Le colonel envoya de suite des exprès au général Saussier pour le prier de se rapprocher de Sétif, et, le 28 de grand matin, il allait lui-même avec des goums reconnaître l'ennemi au sud de la ville.

Il vit devant lui un camp de 2 à 3,000 hommes appartenant aux Righa-Guebala et aux O. Nabet, groupés autour des Ouled-Illès, d'Ahmed-Bey, de Sghir-bel-Laroussi et de quelques autres caïds.

Attaquer ces contingents avec les goums des Ameur et des Eulma, sans autre soutien que les quelques détachements gardant le Mesloug, c'était s'exposer à un échec, et, peut-être, donner raison à ceux qui exploitaient l'affaire d'El-Harmelia comme un guet-apens intentionnel. Parmi ces caïds armés étaient, en effet, des gens dont la valeur morale, les services passés, le caractère et l'influence commandaient qu'on fit quelques efforts pour les ramener à nous, par des explica-

tions loyales sur des malentendus, que nous étions les premiers à regretter.

Le colonel Bonvalet, qui connaissait personnellement la plupart de ces caïds et les avait en haute estime, aurait voulu avoir un entretien avec eux, mais il craignait aussi d'essuyer un refus hautain dont les caïds auraient ensuite fait parade auprès des rebelles. Il prit un biais : il mit en liberté un de ses otages, Mohammed-ben-Mostafa, neveu du caïd Ben-Chikh-Saad, et il l'envoya faire verbalement cette demande, en compagnie d'un cavalier du bureau arabe qui devait rapporter la réponse.

Ces deux hommes furent reçus au camp ennemi avec de grandes démonstrations de joie, et, quelques instants après, le cavalier revenait dire au colonel que les caïds lui demandaient audience.

Ahmed-Bey, Sghir-bel-Laroussi, Zerroug-ben-Illès, Salah-ben-Illès et Mohammed-ben-Younis vinrent alors saluer le colonel. Ils protestèrent de leurs sentiments personnels de respect et de déférence pour les chefs français qu'ils connaissaient et qu'ils seraient heureux de servir le jour où nous serions en mesure de faire respecter leurs agents et leurs amis.

« En l'état, ajoutaient-ils, nous ne pouvons revenir sur notre détermination sans nous déshonorer, sans abandonner nos familles et nos biens aux vengeances et aux déprédations des indigènes surexcités par vos procédés et égarés par les khouans et les mauvais sujets ; le jour où l'ordre régnera chez vous, le jour où vous aurez un gouvernement fort et une armée, nous serons les premiers à revenir à vous et à vous ramener des tribus qui nous écouteront, parce que notre honneur et notre crédit seront restés intacts. Nous déplorons cette situation, nous ne l'avons pas faite, Dieu seul dirige les choses de ce monde. »

C'était la guerre : le colonel Bonvalet envoya de nouveaux exprès au général Saussier pour le prier de hâter son arrivée, et campa avec ses goums au Mesloug.

Au reçu des premiers courriers, arrivés le 27 à Aïoun-Soltane, le réveil avait été fixé à trois heures du matin, et, le 28 avant le jour, la colonne était en route. Après une marche d'environ 40 kilomètres en pays très difficile, elle arriva fort tard à El-Ouricia ; le général y fit séjour le 29 et reçut, dans l'après-midi, le second courrier du colonel Bonvalet.

A neuf heures, la cavalerie, une section d'artillerie, les zouaves et les tirailleurs montés deux par deux sur les mulets du convoi, par-

taient avec le général et arrivaient le 30 au Mesloug, sur les trois heures du matin.

Le colonel n'avait pas été attaqué; il avait seulement vu des incendies de fermes isolées et abandonnées, et il savait les Righa et les autres rebelles groupés, au nombre de quatre ou cinq mille, à huit kilomètres au sud.

On fit le café et le général se remit en route, la cavalerie et les goums tenant la tête; à six heures il atteignait et chargeait les rebelles, qu'on poursuivit jusqu'au delà d'Aïn-Oulmène. Le caïd Sghir-bel-Laroussi fut blessé, son frère fut tué, son bordj pillé, brûlé et détruit. Ce fut un brillant succès.

Deux des nôtres y furent mortellement blessés : le caïd El-hadj-Bouakkaz des Ouled-Nabet et un maréchal des logis de spahis.

A quatre heures du soir on rentrait au Mesloug; le général Saussier et les troupes d'El-Ouricia avaient marché ou combattu pendant dix-neuf heures.

Le 31 mai, à cinq heures du matin, ces troupes regagnaient leur camp, où elles allaient être immobilisées pendant plus d'une semaine pour couvrir Sétif.

Le même jour, Sghir-bel-Laroussi venait faire sa soumission et Ahmed-bey se retirait chez les Adjez, à l'entrée du Boutaleb.

Pour l'empêcher d'agir et neutraliser les Righa-Guebala, le colonel Bonvalet, se fiant aux promesses et protestations du vieux caïd des Righa-Dahra, Mohamed-Sghir-ben-Chikh-Saad, mit ce dernier en liberté, après l'avoir fait toutefois remplacer comme otage par un de ses fils. Mohamed-Sghir-ben-Chikh-Saad se faisait fort de reconstituer son parti et d'aller avec les O. Adhi, Souama et O. Sahnoun, manger les récoltes des rebelles du côté de Bordj-bou-Arreridj, ce qui eût été une diversion fort utile pour Sétif.

C'était un expédient qui, à la rigueur, pouvait réussir et qui, en tout cas, était sans danger : le fils nous répondait des bonnes dispositions du père, et le vieux caïd, malgré son énergie, ne pouvait apporter aucun élément de force à l'insurrection.

Il échoua du reste en partie dans sa mission; mais il réussit à grouper autour de lui un goum qui retint plusieurs familles dans le devoir et qui nous rendit quelques services.

Ce fut ce vieux serviteur qui, deux jours plus tard, le 3 juin, nous prévint d'un mouvement des Righa se dirigeant sur le bordj du caïd Douadi-ben-Keskès. Le colonel se porta de suite à Guidjel dans la nuit, et, le 4 au matin, quand les rebelles aperçurent nos goums et les

quelques troupes qui les soutenaient, ils firent demi-tour sans même attaquer.

Un calme relatif suivit cette démonstration ; la colonne Marié, forte d'un millier d'hommes partis, le 22 mai, de la Mestaoua[1], se dirigeait vers Saint-Arnaud : le colonel Bonvalet put alors organiser un convoi pour Bordj-bou-Arreridj, où la situation matérielle était devenue pénible.

Le 7 juin, deux détachements de la colonne Saussier occupèrent les villages de Mesloug et d'Aïn-Messaoud. Le 8, le général leva son camp d'El-Ouricia à midi, se porta à six ou huit kilomètres plus en avant sur la route de Sétif, à Takitount, et campa sur le côté gauche de la route, au lieu dit Houd-ben-Serar, selon les uns, et Aïn-Gaouaoua[2], selon les autres.

Une reconnaissance faite autour du nouveau camp par la cavalerie, deux sections de tirailleurs et un bataillon de chasseurs, donna la certitude que les O. Nabet et le Sahel-Guebli ne désarmaient pas. Il y eut, en effet, ce jour-là, un engagement assez vif avec les rebelles, et nous eûmes quatre blessés.

Le lendemain 9 juin, le colonel Bonvalet partait avec son convoi pour Bordj-bou-Arreridj. Chemin faisant, il repoussa des bandes de cavaliers qui harcelèrent sa colonne à partir de Guebeur-Attia et il enleva de vive force les hauteurs de Sidi-Embarek, où plus de 2,000 fantassins et 300 cavaliers barraient la route. Ce combat ne nous coûta pas un seul homme, tandis que l'ennemi subit des pertes sensibles.

Le 11 juin, Bordj-bou-Arreridj était ravitaillé, et, le 12, le colonel reprenait la route de Sétif. Il ne rencontra que quelques coureurs isolés qui prirent la fuite à la vue de la colonne.

Pendant ce ravitaillement, le camp d'Aïn-Gaouaoua fut tranquille.

Le 13 juin, il y eut, dans la journée, une escarmouche insignifiante lors d'une sortie combinée pour attirer l'ennemi dans une embuscade, tentative qui ne réussit pas, l'ennemi s'étant rendu compte de nos intentions.

Les troupes venaient de rentrer et tout semblait terminé quand, à six heures et demie du soir, une épouvantable fusillade est dirigée sur les faces nord et est du camp. Plusieurs milliers de Qbaïls attaquent

1. Dans le Belezma de Batna. Voir plus loin livre III, chapitre VII : LES BANDES DE LA MESTAOUA.

2. Ne pas confondre avec un autre *Aïn-Gaouaoua* qui existe dans la région plus au nord et au pied du Djebel-Tanout.

nos grand'gardes, et, dès que la nuit est complète, ils se glissent en groupes nombreux entre ces grand'gardes et le front de bandière. Mais, avec le général Saussier, on savait se garder; les zouaves repoussèrent les assaillants à la baïonnette et leur ôtèrent toute envie d'approcher d'une façon inquiétante.

Cette attaque nous coûta trois tués : 2 officiers et un caporal; 10 zouaves furent blessés. L'ennemi perdit beaucoup plus de monde, surtout en avant des grand'gardes.

Le lendemain 14, à midi, le général leva son camp et alla s'établir près El-Ouricia, à Coudiat-el-Beida[1], afin de faciliter le retour des détachements du Mesloug et d'Aïn-Messaoud. Ce changement de camp s'opéra sans incident.

---

1. La suite des opérations de la colonne Saussier se trouve au livre III, chapitre VI : La Reddition de Chikh-el-Haddad.

# IV

# DE BOUGIE A MILA

(6 mai - 12 juillet.)

Combat sous Bougie; la compagnie de débarquement de la *Jeanne-d'Arc* (8 mai). — Combat du bois des cavaliers (13 mai). — Lettre d'Aziz (14 mai). — Attaque générale contre Bougie (17 mai). — Aziz chez les Amoucha (22-25 mai). — Combat dans l'Oued-Sghir (24 mai). — Réunion des contingents d'Aziz à Aïn-Meraou du Tababort (26 mai). — Combats de Fedj-Selma et de Kef-Hamou; belle conduite des Benhabilès et des Beni-Foughal (28 mai). — Razzias et dévastations d'Aziz dans l'ouest du cercle de Djidjeli (29 et 30 mai). — Lettres d'Aziz aux caïds Benhabilès et Benménia (31 mai). — Pillage et destruction du bordj de Texena (1er juin). — Lettre d'Aziz au colonel Bonvalet (1er juin). — Aziz quitte le cercle de Djidjeli et remet le commandement aux moqaddems (2 juin). — Premier combat sous Djidjeli (7 juin). — Deuxième combat (9 juin). — Troisième combat (11 juin). — El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun à la zaouïa de Mohammed-ben-Fiala (12 juin). — Le caïd Belgacem-Bouziane et les contingents fidèles d'El-Milia à El-Aïnseur (12 juin). — Appel à la guerre sainte au marché des Beni-Habibi (15 juin). — Lettre d'El-Koreïchi au caïd Belgacem-Bouziane (15 juin). — Le chérif El-Haoussine-ben-Moulaï-Chekfa quitte Mila et vient aux Beni-Ideur (20 juin). — Grande réunion des rebelles à la zaouïa de Moulaï-Chekfa; plan d'attaque (25 juin). — Marche des rebelles et prise du bordj du caïd des Beni-Ideur (26-27 juin). — Incursion des Beni-Habibi dans le cercle de Collo; nouvelles défections (1er juillet). — Combat d'El-Aïnseur: pillage de la concession Bock (4 juillet). — Démonstration aux Ouled-Attia de Collo (5 juillet). — Combat de Redjas (4 juillet). — Défection des Beni-Khettab (5 juillet). — Échec de Moulaï-Chekfa sous El-Milia (7 juillet). — Attaque de Mila (10 juillet). — Mila débloqué (12 juillet).

Le grand-maître des Rahmanya et ses fils avaient été les premiers prévenus par Mahmed-el-Djaadi de la mort du bachagha et des précautions prises dans le Hamza et les Isser pour cacher cet événement aux combattants de l'Islam.

Le 6 mai au matin, quand cette nouvelle lui arriva, Si-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad était à Tizi, occupé, depuis son demi-succès de Tala-Ouriane, à parfaire l'organisation de ses trois camps. Il comprit

tout de suite que le meilleur moyen de conjurer l'effet de la mort de Moqrani était d'entraîner les rebelles à de nouveaux combats.

Dans ce but, le 8 mai, il brusquait une attaque sur les abords de Bougie et lançait, contre les défenseurs des maisons suburbaines, des contingents choisis dans chacun de ses trois camps.

Mais l'artillerie de la place, croisant ses feux avec ceux de la *Jeanne-d'Arc*, du *Renard* et du *Limier*, ne laissa pas les Qbaïls s'approcher. La compagnie de débarquement de la *Jeanne-d'Arc*, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Forêt, les délogea de la seule maison où ils avaient réussi à tenir pendant près de quatre heures.

Un aspirant de marine, M. Hay de Hade, et trois matelots furent légèrement blessés dans cette affaire, où les pertes des rebelles furent assez graves pour les empêcher de rien tenter pendant quatre jours. Chikh-Mahmed, cependant, ne se découragea point, il appela de nouveaux contingents à Tizi, et bientôt il eut autour de lui une affluence considérable d'hommes armés.

Le 12, vers quatre heures du soir, plusieurs groupes se montrèrent dans la plaine; on les éloigna avec quelques obus, car il était trop tard pour tenter une sortie.

Le 13, dès sept heures du matin, une forte colonne de rebelles débouchait lentement du col de Tizi, musique en tête et drapeaux déployés. A neuf heures la place commençait le feu, et bientôt les goums des capitaines Bidault et Desdiguière sont engagés et soutiennent le premier choc. Le bois dit des Cavaliers, qui borde la route des Mezaïa et dans lequel l'ennemi est embusqué, est en partie incendié par le commandant Astruc, du 45e mobiles, et par la compagnie de débarquement de la *Jeanne-d'Arc*, qui enlève plusieurs fermes garnies de Qbaïls.

Le canot à vapeur et le canot-major de la corvette, armés en guerre et embossés à l'embouchure de la Soummam, croisent leur feu avec celui du fort Clauzel.

A quatre heures du soir une pluie torrentielle mit fin au combat, qui durait depuis le matin; nous avions 3 morts et 20 blessés, dont un officier. Les pertes de l'ennemi étaient autrement graves: elles furent estimées à 400 hommes hors de combat.

Ce qui est certain, c'est que bon nombre de cadavres restèrent sur le terrain et que, pendant les journées des 14 et 15, il fallut, en raison des odeurs qui s'exhalaient, commander des corvées de goumiers et de spahis pour donner, sur place, la sépulture à ces corps que les rebelles n'osaient venir reprendre.

Aziz avait assisté au combat du 13; après avoir eu, la veille, à El-Guern, ses contingents battus par le général Saussier, il venait, en outre, d'apprendre le débloquement de Tizi-Ouzou par le général Lallemand; aussi crut-il le moment opportun pour entamer des pourparlers et pour essayer d'obtenir, par des paroles habiles, la situation qu'il se sentait impuissant à conquérir les armes à la main. Mais les dures leçons de l'adversité ne l'avaient pas encore corrigé de son infatuation; la lettre qu'il écrivit pour engager les négociations était maladroite. Elle est néanmoins curieuse, car elle met en relief l'antagonisme qui a toujours existé entre l'élément congréganiste et entre les chefs politiques, nobles de race ou simples fonctionnaires. Voici cette lettre :

« Louange à Dieu, il est un. — 14 mai 1871. — Aux seigneurs les chefs grands ou petits; que de nombreux saluts soient sur vous!

« Voici ce que j'ai à vous faire savoir au sujet de la guerre qui a éclaté entre vous et nous, avec la permission de Dieu. Ce sont vos caïds, vos cadis et vos chiouk qui en sont la cause; et cependant ils accusent ceux qui sont étrangers à cette rupture et qui n'ont fait aucun mal au gouvernement. C'est ainsi qu'ils ont trompé les autorités de Bougie; vous avez ajouté foi à ce qu'ils ont dit contre nous, alors que ce sont eux qui sont à la fois les ennemis du gouvernement et ceux des musulmans. Lorsque le gouvernement leur a confié le commandement et la direction des tribus, ils ont sans pitié ruiné les musulmans; lorsque le gouvernement a fait appel à leur fortune et à leurs hommes, ils n'ont pas répondu à cet appel. Ils ont organisé des soffs dans les tribus et ont accusé d'intrigues ceux mêmes qui voulaient la paix, le bien et la prospérité des tribus.

« Alors nous nous sommes levés pour le djehad, sans être en force, sans trésor pour faire face à la guerre, et n'ayant que le concours de Dieu et la haine que nous avions dans le cœur contre les caïds. C'est là notre trésor et notre force contre ceux qui ne s'occupaient qu'à faire le mal dans les tribus.

« Je vous préviens par la présente lettre que, si vous demandez à faire la paix pour avoir quelques années de tranquillité, je serai le premier à y consentir. Nous ne faisons la guerre sainte que contre ceux qui veulent le mal du gouvernement et des musulmans, contre ceux d'où vient tout le mal. Si le gouvernement maintient ces caïds, nous resterons debout, avec l'aide de Dieu, pour faire la guerre sainte, jusqu'à ce que Dieu nous gratifie d'un gouvernement autre que

le vôtre, et avec lequel je ferai la paix. Jusque-là nous nous liguerons contre vous, s'il plaît à Dieu.

« Écrit par ordre du chikh monseigneur Aziz-ben-Chikh-el-Haddad. »

Cette lettre étrange, par laquelle le chef des rebelles nous faisait connaître *les conditions auxquelles il consentait à nous accorder la paix si nous la demandions,* ne comportait aucune réponse, et il n'en fut pas fait.

Le 16 mai, Boumezrag (parti le 13 de Beni-Mansour) arrivait aux camps des fils de Chikh-el-Haddad. Il avait avec lui un beau goum de brillants cavaliers dont les blancs bernous se détachaient au milieu des masses grisâtres des Kabyles.

Le 17, vers les trois heures, goum et saga marchant en bon ordre, débouchaient, encore une fois, du col de Tizi pour tenter une nouvelle attaque générale. L'effort porta surtout sur les extrémités de la ligne des ouvrages avancés, sur la redoute du fossé et sur le fort Lemercier. Plusieurs escalades furent tentées pendant la nuit, mais elles échouèrent devant l'emploi des grenades à main. Quelques assaillants réussirent néanmoins à passer entre les forts, et, après avoir tué la sentinelle la plus avancée, ils assaillirent le plateau des tours, d'où ils furent vite repoussés. La lutte dura jusqu'à deux heures du matin.

Ce combat, qui nous coûta 3 tués et 5 blessés, devait donner un calme relatif jusqu'au 24 mai.

Dans la journée du 18 ou du 19, Boumezrag et Aziz laissèrent Chikh-Mahmed réorganiser seul ses contingents et partirent chez les Amoucha. Le 20, ils étaient au village de Tassa, où ils rencontraient le moqaddem El-Koreichi-ben-Sidi-Sadoun. Battus par le général Saussier les 20, 22 et 25 mai, ils se séparèrent le soir du combat de Mentanou. Boumezrag alla vers l'ouest, dans l'Oued-Sahel, où on le réclamait, et Aziz, accompagné d'El-Koreichi-ben-Sidi-Sadoun, s'en fut aux Ouled-Bezèze du Tababort rejoindre son beau-frère le moqaddem Amor-Bouaraour, qui l'attendait avec les contingents de la région.

Ces contingents étaient nombreux; Amor-Bouaraour était homme d'action, beau parleur, d'une belle prestance, et plus fait pour commander que son frère le caïd Mohammed-Bouaraour, petit homme assez insignifiant, mais brave, honnête, franchement rallié à notre cause, et plus aimé des pauvres montagnards que le rusé moqaddem, devant qui ils tremblaient comme des enfants. Trois fractions seule-

ment, les Aït-Khafallah, Akhiane et Beni-Aïssa, étaient restées groupées autour du caïd, qui nous demandait en vain de le secourir et de le soutenir contre son frère.

Les moqaddems Bouaraour et Koreichi signalèrent à Aziz les difficultés qu'ils avaient rencontrées pour soulever les tribus du littoral. Ces difficultés avaient eu pour cause non pas tant le peu de ferveur religieuse des habitants que l'opposition faite aux moqaddems par les caïds du cercle, la plupart anciens spahis ou mokhaznya dévoués à la France. Ces caïds avaient, jusqu'alors, maintenu leurs tribus, et, par leurs conseils, ils avaient fait adopter la même ligne de conduite au caïd des Beni-Siar, Si-Mohammed-Amoqrane, un marabout qui cependant avait pour ancêtre le dernier sultan de la Qalaa des Beni-Abbès[1].

Les moqaddems signalaient surtout comme ayant une grande influence deux familles dont les indigènes redoutaient l'énergie et la réputation guerrière : les Benmenia[2] et les Benhabilès[3].

Il fallait coûte que coûte ruiner ces deux familles avant que les Français n'aient le temps d'amener des troupes à Djidjeli, où la garnison était en ce moment trop faible pour sortir de la ville. Toutes les tribus, ajoutait Amor-Bouaraour, avaient été fortement travaillées

---

1. Voir Introduction, page 13, note 1.

2. La famille de Benmenia, pendant près de deux siècles, avait été dans le pays l'élément guerrier autour duquel s'étaient groupés les Qbaïls pour conserver leur indépendance et résister aux incursions des seigneurs du Ferdjioua, ou aux tentatives plus rares des Turcs de Djidjeli. En temps de paix ils n'avaient aucune autorité, mais en temps de guerre ils étaient toujours choisis comme chefs ou comme arbitres. Après avoir fait le coup de feu contre nous jusqu'au 19 mai 1851, Boudjema-Benmenia avait fait sa soumission, et, depuis, lui et ses deux fils nous avaient donné des preuves constantes de dévouement; ils s'étaient affirmés comme guerriers lors de l'insurrection du Babor en 1864, et, en 1871, les deux caïds Belgacem et Ahmed-Benmenia étaient cités comme des serviteurs modestes, intelligents, bien en main et aussi appréciés de leurs administrés que de leurs chefs. Le premier était caïd des Beni-Amrane-Djebala et Beni-Khettab-Gheraba; le second, caïd des Beni-Afer et des Djimla.

3. La famille des Benhabilès s'était jadis ralliée aux Turcs, mais sans aliéner son indépendance. Ses membres étaient fournisseurs des bois de la marine algérienne. Grâce à cette fonction, ils étaient, ainsi que la fraction des Beni-Foughal, reconnus exempts de tout impôt ou redevance et entretenaient des relations amicales avec le caïd turc de Djidjeli.

Ils avaient été des premiers à se rallier à nous après l'occupation de cette ville. Leur influence s'était beaucoup augmentée en 1864, époque où le spahi Belgacem-Benhabilès (engagé en 1860) s'était fait remarquer par son intelligence et par sa vigueur à la colonne du général Desvaux. Nommé alors caïd du Babor, il avait réussi à mettre le calme, la paix et l'ordre dans un pays qui, jusqu'alors, avait échappé à notre action politique ou administrative. Son frère aîné avait été mis à la tête du caïdat des Beni-Foughal, composé de quatre tribus : Beni-Foughal, Beni-Ourzeddin, Beni-Yadjis, Beni-Medjeled-Dahra. — Le troisième frère avait continué la tradition de sa famille : il était garde forestier.

à l'insu de leurs caïds; les moqaddems locaux répondaient de l'adhésion de leurs groupes le jour où ils verraient ces caïds réduits à l'impuissance.

Aziz, qui déjà à deux reprises avait échoué dans le Babor contre Belgacem-Benhabilès, voulut cette fois ne rien négliger pour avoir raison de la résistance qu'il s'attendait à rencontrer de ce côté. Il fit appel à toutes les tribus de la rive droite de l'Oued-Agrioun et alla jusque chez les Beni-Segoual, au bord de la mer, pour recruter du monde. Mais en même temps, obéissant à une des prescriptions canoniques relatives à la guerre sainte, il prévenait par lettre le caïd Benhabilès que, s'il ne faisait pas acte d'adhésion au djehad et s'il ne venait pas rendre hommage au « défenseur de la religion », il serait impitoyablement razzé.

Pendant ce temps son frère, Chikh-Mahmed, avait encore le 24 mai, devant Bougie, un combat malheureux pour ses contingents. Cette fois, c'était nous qui avions provoqué la lutte dans les circonstances suivantes :

Fatigué de la fusillade entretenue jour et nuit contre nos avant-postes par des isolés qui venaient nous harceler jusqu'au parc à fourrages, le commandant Reilhac avait voulu attirer l'ennemi sur un terrain préparé et lui infliger un échec qui l'empêchât d'agir pendant quelques jours.

Dans ce but, il avait envoyé un petit goum simuler une attaque sur Tala-Ouriane, et, lorsqu'il avait vu l'ennemi se masser dans l'Oued-Sghir et dans les ravins voisins pour couper la retraite à notre goum, il les avait fait attaquer à la fois : de front par des sagas bien organisées, à gauche et à droite par des spahis et des mokhaznya qui, encadrant le goum de Bachir-Ouraba, étaient allés au galop tourner les deux ailes de l'ennemi. A ce moment le premier goum avait fait demi-tour et était venu prendre à revers les rebelles attaqués de tous les côtés.

Le succès avait été complet : pas un de nos auxiliaires n'était rentré sans rapporter un trophée, une tête, un fusil, un sabre, une cartouchière, un bernous, etc. Nous n'avions eu que quelques hommes légèrement blessés. Le lendemain il avait fallu, comme précédemment, commander des corvées de fossoyeurs indigènes pour enterrer les cadavres abandonnés par les rebelles.

Ce fut la dernière affaire méritant d'être signalée à Bougie; les insurgés se contentèrent, dès lors, de maintenir le blocus par terre, et ils évitèrent de s'engager. Il y eut bien encore quelques coups de

fusil ou de canon, mais cela ne modifia en rien les situations respectives jusqu'au 30 juin, jour où la place fut définitivement débloquée[1].

Sans se préoccuper de cette affaire, Aziz arrivait, le 26 mai, non loin de Ziama, à Aïn-bou-Meraou dans le Tababort; il y avait là, avec ce qu'il amenait, une véritable petite armée de plus de 8,000 hommes.

La vue seule de ces contingents produisit un grand effet dans tout le pays et jusqu'à Djidjeli.

En prévision d'une attaque, les caïds reçurent l'ordre de se porter avec des goums sur les divers cols donnant accès sur la ville, à l'ouest et au sud-ouest : à Fedj-Beni-Khezer, El-Aouana, Kef-Hamou, Fedj-Selma; puis, en seconde ligne, à l'Oued-el-Ksir.

Le 27, Aziz était à El-Hamma et le caïd Mohammed-Bouaraour, abandonné de tous ses administrés, venait de sa personne se réfugier à Djidjeli.

Le 28 mai, Aziz divisa ses contingents en cinq colonnes: la première eut pour mission d'aller chez les Beni-Aziz du Babor attaquer et détruire le bordj du caïd Belgacem-Benhabilès, ce qu'elle fit sans difficulté, le caïd n'étant pas là pour défendre ses propriétés; deux autres colonnes devaient tourner le pays des Beni-Foughal par les cols d'El-Aouana et de Selma; les deux dernières devaient marcher au centre par la vallée de Dar-el-Oued, pour se jeter simultanément sur tous les villages des Beni-Foughal.

L'effort principal eut lieu à Selma, où se trouvaient les modestes habitations patrimoniales des Benhabilès. Le combat y fut acharné et dura plusieurs heures. Belgacem, venu du Babor au secours de ses frères, le caïd Amor et le garde forestier Ahmed, dirigea la défense avec son habileté ordinaire.

Mais, au Sebt des Beni-Krezer, le goum du caïd Messaoud-ben-Tahar passa à l'ennemi, abandonnant son chef, qui se réfugia à El-Aouana; le goum des Benmenia fit défection à Kef-Hamou; celui de Ben-Sdira, placé en seconde ligne à l'Oued-Ksir, fut pris d'une folle panique et détala sans même avoir vu un seul ennemi.

Les Beni-Foughal, accablés par le nombre, enveloppés de tous côtés, abandonnés par tous ceux qui n'étaient pas de leur tribu, furent contraints de se replier à travers bois dans la direction de Djidjeli. Ils avaient 45 hommes tués, 21 blessés, dont le caïd Amor-Benhabilès;

1. Pour la clarté de l'exposition, et à cause de la corrélation des faits, la fin du blocus de Bougie sera racontée dans un autre chapitre. Voir livre III, chapitre VI : La Reddition de Chikh-el-Haddad.

24 des leurs étaient prisonniers[1] d'Aziz, qui, de son côté, avait 68 tués et 26 blessés.

Belgacem-Benhabilès rallia son monde dans la forêt des Beni-Foughal et il apprit que le goum qui avait fait défection à Kef-Hamou, à l'incitation de Salah-ben-Chatour, Ṣalah-Bouchama et Belgacem-ben-Embarek, des Beni-Amrane, se disposait à lui barrer la route. Il marcha sur eux en bon ordre, les attaqua, les culbuta, et réussit, après ce dernier engagement, à entrer à Djidjeli avec ses braves compagnons.

Ce combat faisait certainement le plus grand honneur aux Beni-Foughal et à la famille des Benhabilès, dont le chef reçut plus tard la croix d'officier de la Légion d'honneur; mais ce glorieux échec entraîna la défection de toutes les tribus du cercle de Djidjeli, affolées à la vue de « l'armée d'Aziz » et terrorisées par ses procédés.

Les 29 et 30 mai, Aziz fit razzer et piller méthodiquement tout ce qui dans la région appartenait aux Français ou aux caïds, chioukh et autres indigènes réfugiés à Djidjeli ou refusant de faire partie de ses bandes. Sur chacun des points où il se portait il réunissait les gens et leur adressait une allocution qui ne variait guère, mais qui produisait toujours son effet. Voici en substance ce qu'il disait : « Je suis venu pour vous donner de bons conseils; les Français ont perdu tout pouvoir de nuire ou de servir. J'avais été le premier à me rallier à eux, et, si j'avais encore trouvé chez eux quelque puissance, je serais certainement resté avec eux; vous pouvez donc me croire. Maintenant, un mot suffit, écoutez bien ceci : ceux qui seront avec moi je les nommerai caïds de leur tribu ou cheiks de leur fraction; leur influence sera grande, leurs profits considérables[2]. »

Puis, si l'auditoire restait froid, il tirait de sa djébira un papier et disait : « Deux messagers viennent de m'apporter une lettre de mon frère bien-aimé, le pieux Si-Mahmed; il m'annonce que toutes les villes de l'ouest ont été détruites et pillées par les musulmans. Les Français n'ont plus par là aucune autorité et il s'est établi un gouvernement musulman. » Quelques compères lançaient alors à pleine voix d'énergiques « Louange à Dieu ! » et tiraient en l'air des coups de fusil.

Au bruit de la poudre, les femmes des khouans poussaient, de leurs gourbis, des youyous stridents, et l'enthousiasme devenait général.

---

1. Ces prisonniers, Aziz les envoya sous escorte à Ali-Oukaci, qui les garda jusqu'au 30 juin, jour de sa soumission.

2. L'auteur a été chef du bureau arabe de Djidjeli en 1872, il est donc certain de tous les détails qu'il donne ici.

Aziz, toujours positif et connaissant bien le mirifique effet de la « carta[1] » sur les illettrés, faisait, séance tenante, rédiger des brevets de caïd ou de cheik, les revêtait de son cachet et de sa signature précédée des titres pompeux de « défenseur de la religion, commandeur des combattants pour la foi, etc. »

Puis il envoyait partout, vers El-Milia, vers Collo et dans le Ferdjioua, des requab annonçant ses succès et préparant de nouvelles adhésions.

Aux individualités en relief, il ne se lassait pas d'adresser lettres sur lettres; quelques-unes étaient écrites avec une réelle habileté; s'il y parlait de la guerre sainte, c'était en homme politique bien plus qu'en apôtre; il tenait, du reste, toujours grand compte du tempérament et de la situation des destinataires.

Voici, à titre de curiosité, les deux lettres qu'il envoya aux deux chefs qui dans le pays personnifiaient le parti des Français :

« Louange à Dieu, il est un — (empreinte d'un cachet portant : celui qui met sa confiance dans le Tout-Puissant, le serviteur de Dieu Aziz-ben-el-Haddad, 1279)[2]. — Au caïd Amor et à son frère Belgacem-Benhabilès, salut; si vous êtes réellement des gens intelligents, je vous conseille de ne pas causer deux fois la ruine de vos enfants. La première fois je vous ai déjà pris votre blé emmagasiné et vos troupeaux : ce qui est fait est fait. La prochaine fois je vous prendrai vos récoltes sur pied. Mais, si vous voulez m'envoyer dix mille francs dans la fraction des Beni-Saïd (Babor), je vous laisserai votre récolte et je vous donnerai l'amane. Gardez cet écrit comme preuve de ma parole. Si vous êtes assez forts pour me vaincre, venez me reprendre ce que je vous ai enlevé. Salut de la part du défenseur de la religion Aziz-ben-chikh-el-Haddad, commandeur des combattants pour la foi. »

Voici la seconde :

« (Empreinte du même cachet.)

« A l'honorable caïd Belgacem-Benmenia, salut! nous arrivons vers vous et nous vous adjurons mille fois, au nom de la loi divine, de prêter votre aide aux soldats de la foi et de ne pas conspirer leur perte, ainsi que le fait Benhabilès du Babor.

---

1. Carta, papier écrit.
2. C'est la date musulmane de la mise en service du cachet : 1279 H = 1862. de J.-C.

« Notre chikh et émir, monseigneur Mohammed-Amziane-ben-el-Haddad, m'a ordonné de vous écrire quand je serai près de vous et de vous demander si vous acceptiez (d'être des nôtres), afin de vous offrir l'amane.

« Nous sommes frères en Dieu et en religion ; ne croyez donc pas que nous ayons l'intention de vous punir. Nous avons juré, au nom de Dieu, de ne punir personne au sujet du passé.

« Tout le monde a été dans la crainte du gouvernement (français) ; nous-mêmes nous avons appris à le connaître et nous savons la crainte qu'il inspirait ; mais, après avoir vu quel était son pouvoir, nous avons appris sa décadence, sa faiblesse et son impuissance à sauver qui que ce soit des mains des soldats de la guerre sainte.

« Telle est la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés : nous ne pouvions nous affranchir du joug du gouvernement, et, à l'approche des troupes du bachagha de la Medjana, nous avons prévenu les autorités, qui nous ont répondu d'avoir à combattre le bachagha. Or, du moment que nous nous trouvions assez forts pour combattre un ennemi du gouvernement français et pour nous faire tuer en dehors de la voie de l'Islam, nous n'avions pas besoin du gouvernement : car, à notre avis, tout gouvernement doit défendre ses administrés, s'il veut que ses administrés soient tenus à l'obéissance.

« En résumé, nous ne nous sommes levés pour la guerre sainte qu'après avoir éprouvé la crainte d'être attaqués par le bachagha et par ses troupes, qu'après avoir demandé protection à l'autorité française et qu'après avoir acquis la conviction de l'impuissance où elle était de nous protéger.

« La guerre nous a paru alors inévitable, soit contre les musulmans, soit contre les infidèles, et nous, nous avons préféré la faire contre les infidèles : car, si nous succombons dans la lutte, le paradis nous attend ; si nous survivons, nous obtiendrons une grande gloire dans ce monde et dans l'autre.

« Au contraire, si nous périssons en faisant la guerre aux musulmans, le feu de l'enfer nous est réservé, et si nous survivons nous devenons un objet de mépris dans ce monde et dans l'autre.

« Nous vous prions de nous répondre : nous passerons la nuit dans la maison du cadi à Bou-Chekaïf. Nous demandons à Dieu son assistance contre ses ennemis. Qu'il nous accorde la victoire par les mérites des hommes de religion et de piété.

« Si vous pouvez vous joindre à nous, ce sera une action très louable, car nous nous prêterons mutuellement secours pour le bien de

l'islamisme; toutefois, si vous ne le pouvez pas, n'empêchez point vos tribus de le faire.

« Si vous agissez ainsi, je ne pénétrerai pas sur votre territoire, je chercherai un autre endroit, votre bordj et vos demeures seront sauvegardés.

« Nous venons dans l'intérêt de la religion et non pour causer du mal aux musulmans, excepté toutefois à ceux qui veulent se perdre en suivant le parti de nos ennemis.

« Salut! écrit par ordre de l'*ami de la religion le chikh, le sid Aziz* COMMANDEUR DES CROYANTS, Dieu le rende victorieux! *Amen!*

« 11 Rebia premier 1288 (31 mai 1871).

« *P. S.* — Nous avons écrit une lettre absolument semblable au caïd Benhabilès et à son frère Amor avant le combat que nous leur avons livré; ils ne nous ont pas répondu.

« Leur orgueil a été tel que Dieu les a perdus. Nous compléterons leur ruine le jour où nous nous mettrons à leur poursuite. Partout où ils iront, nous les atteindrons. Notre entrée dans le commandement de Djidjeli a été causée par ces chiens de traîtres. Certes, nous ne serions pas revenus dans ce pays sans eux et sans leur fourberie, pareille à celle des chiens. »

Cette lettre fut écrite au camp des Ouled-Kheddim-Allah, chez les Beni-Yadjis, où Aziz s'était installé le 31 mai en quittant le col de Selma. Elle eut pour effet de faire rentrer à Djidjeli la famille des Benmenia, qui ne trouvèrent pas assez de partisans pour défendre avec eux leur bordj de Texena.

Par contre, la marche d'Aziz, de Selma aux Beni-Yadjis, n'avait été qu'une suite d'ovations, ovations inspirées par la crainte bien plus que par la sympathie, si on en excepte toutefois les démonstrations spontanées des Ouled-Ameur, Beni-Messad et Zerazza du Ferdjioua, serviteurs religieux des Ouled-Sidi-Sadoun et anciens ennemis des populations du cercle de Djidjeli.

D'un autre côté, pendant que les paysans allaient au-devant d'Aziz pour sauver leur pauvre avoir, de nombreux chioukh et notables amenaient leurs familles dans la ville française où déjà étaient leurs caïds. L'enceinte avait un grand développement, et il était facile d'abriter ces fugitifs sans gêner la population européenne, qui les accueillit avec sympathie et bienveillance.

En même temps que ces amis fidèles arrivaient ainsi à Djidjeli,

d'autres chioukh et d'autres notables venaient s'excuser d'avoir fait acte d'obéissance à Si-Aziz et nous promettaient de combattre avec nous le jour où une colonne viendrait les protéger et remettre l'ordre dans le pays. « Nous ne sommes pas des insurgés ; nous obéissons au maître du pays, et nous vous obéirons quand vous serez plus forts qu'Aziz, qui, pour nous, est un étranger et en qui nous avons moins confiance qu'en vous. »

Le 1er juin, Aziz, n'ayant reçu aucune réponse des Benmenia, marchait sur Texena, brûlait le bordj et les diverses habitations de la famille et des cavaliers du caïd Belgacem, tandis qu'un autre groupe de rebelles incendiait, un peu plus loin, l'installation du caïd Ahmed-Benmenia.

Dans cette même journée du 1er juin, Aziz écrivit aussi au colonel Bonvalet pour le prier de lui envoyer secrètement, le 2, au Babor, un Français déguisé en Arabe ; il avait, disait-il, l'intention de confier à ce Français, dûment accrédité par le colonel, des choses utiles au gouvernement. Dans cette lettre, Aziz accusait aussi les chefs indigènes, en général, d'avoir fait l'insurrection, et plus qu'eux encore le commandant supérieur de Bougie, qui, selon lui, était cause de la révolte des khouans de Seddouq.

Le colonel Bonvalet, qui avait connu Aziz enfant, lui répondit, le 3, une lettre très digne dans laquelle il disait, en substance, qu'il n'était pas besoin d'envoyer des émissaires et que, si réellement Aziz avait de bonnes intentions à l'égard du gouvernement, il n'avait qu'à séparer sa cause des chefs insurgés et à déclarer à ses khouans que, mieux éclairé par Dieu et reconnaissant la puissance de la France, il engageait ses gens à se soumettre.

Le 2 juin[1], Aziz quittait le cercle de Djidjeli pour rentrer aux Amoucha par le Ferdjioua et les Babor, laissant la direction des opérations contre Djidjeli aux trois moqaddems El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, Amor-Bouaraour, Taïeb-ben-Embarek-Boudfis, qui, tous trois, s'intitulaient khelifat d'Aziz. Autour deux se groupaient les autres moqaddems du cercle, les nouveaux chefs investis par le fils de Chikh-el-Haddad, les anciens agents révoqués, et bon nombre de gens tarés désireux de se venger des caïds qui jadis avaient signalé ou puni leurs méfaits.

---

1. Du 2 au 14 juin, les faits spéciaux à Aziz ont été racontés dans le chapitre précédent; à partir du 14 juin, ils le seront dans le chapitre VI du livre III : La Reddition du Chikh-el-Haddad.

A ce moment, tous les caïds réguliers, sauf trois, étaient à Djidjeli. Les trois absents étaient : Mohammed-Bouaraour, qui, sorti pour aller chercher sa famille, avait été pris et retenu par les insurgés; les caïds des Ouled-Askeur et des Beni-Ideur, qui, coupés de la ville par les rebelles, s'étaient mis en relation avec le chef de l'annexe d'El-Milia.

L'aviso le *Forfait* et la frégate l'*Armide* étaient en rade et assuraient les communications, les ravitaillements et la défense des parties basses de la ville.

Le 7 juin, El-Koreïchi et ses compagnons[1], auxquels s'était joint Amor-ben-Amoqrane, moqaddem des Beni-Segoual de Bougie, descendirent vers le bord de la mer, incendièrent le bordj du caïd Salah-ben-Bousdira, puis le moulin Morel, situé à six kilomètres de Djidjeli. Laissant alors une partie de leurs contingents à l'Oued-Djendjène, par crainte des Beni-Ideur et des Beni-Habibi encore hésitants, ils marchent sur la ville avec le reste de leur troupe.

Sur les deux heures, à deux kilomètres de la place, ils trouvent la route barrée par nos avant-postes, les attaquent et se battent jusqu'à quatre heures. Ils sont décimés par les obus de l'*Armide* et rebroussent chemin sans même avoir eu la satisfaction de nous blesser un seul homme.

Le 9, ils renouvellent leur attaque par les hauteurs ouest, et tiraillent de sept heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi; mais, atteints à une grande distance par les chassepots et les canons de l'*Armide* et du *Forfait*, ils se retirent, laissant sur le terrain 40 cadavres qu'ils viennent enlever pendant la nuit. Parmi leurs blessés se trouvait El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, atteint d'une balle à l'épaule, blessure d'ailleurs assez légère.

Le 11, à cinq heures du matin, ayant réuni beaucoup de monde, ils font encore un nouvel effort. Leurs attaques ont lieu sur plusieurs points à la fois, et leur principal objectif est de détruire la conduite d'eau qui alimente la ville. Cette conduite a son origine dans un château d'eau situé à 400 mètres des ouvrages avancés, au milieu de plantations vigoureuses qui abritent en partie les rebelles. Mais le

---

1. Entre autres, Si-Lachemi-ben-si-Larbi-ben-Amoqrane, ancien bachadel de Selma; Si-Mohammed-ben-Seridj et ses deux fils Mokhtar et Madani, les plus acharnés des Beni-Ourzeddine avec les enfants de Si-Saïd-ben-el-Grini; Si-Braham-ben-Bousoufa d'El-Aouna, Ouled-Mahmed; Si-Ahmed-ben-Ali-ben-Chekirou, des Beni-Khezeur; Ahmed-ben-Belgacem-ben-Riate, des Beni-Marmi; Salah-Bouchama et Salah-ben-Chitour, des Beni-Amrane-Djebala, etc., etc.

bois est fouillé par l'artillerie et par des feux de mousqueterie bien nourris et bien dirigés. Le lieutenant-colonel Béhic, avec deux compagnies de zouaves, fait une sortie et déloge les ennemis des plantations, dans lesquelles il trouve 56 morts ou blessés abandonnés. Pendant ce temps l'*Armide* et le *Forfait* battaient de leurs obus le terrain entre le fort Duquesne et la place.

Dans ce combat nous eûmes 3 blessés, dont un lieutenant de tirailleurs.

Cette fois les rebelles renoncèrent à continuer la lutte contre la place. El-Koreïchi et Si-Amor-ben-Amoqrane, pour relever le moral des indigènes découragés, les entraînèrent vers l'est du cercle en leur promettant des razzias fructueuses et faciles sur les tribus encore soumises aux Français.

Cinq ou six cents hommes seulement restèrent sous la direction d'Amor-Bouaraour, qui organisa des tours de service afin de maintenir le blocus de Djidjeli, mais qui ne tenta pas de nouvelles attaques.

Ce blocus fut, dès lors, assez paisible, encore bien qu'il y eût, de temps à autre, quelques coups de fusil échangés aux avant-postes. Presque toutes les tribus envoyèrent en ville des délégués protester de leurs bons sentiments à notre égard et offrir de se soumettre et de livrer des otages, si nous voulions envoyer une colonne ou des détachements les protéger contre les razzias d'Aziz, de Koreïchi, de Bouaraour et des autres meneurs.

Nous ne pouvions prendre cet engagement, et les délégués se retiraient peu satisfaits d'être forcés de continuer cette vie d'aventure qui, n'étant ni la guerre heureuse ni la paix assurée, leur pesait singulièrement, car les moqaddems et les nouveaux chefs nommés par Aziz étaient bien plus exigeants et plus ruineux que les agents au service de la France.

Le 12 juin, El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun et Amor-ben-Amoqrane campaient chez les Beni-Habibi[1], non loin de l'embouchure de l'Oued-el-Kébir, et ils allèrent de leur personne à la zaouïa de Sidi-Ouaretz, zaouïa dirigée par Mohamed-ben-Fiala, moqaddem influent des Rahmanya.

Autour de lui ils trouvèrent réunis tous les mécontents de la vallée de l'Oued-el-Kébir et plusieurs indigènes qui, compromis dans la pre-

---

1. Les Beni-Habibi forment deux sections ou douars-communes portant les noms de Hayène et de Oum-Agrioun.

mière attaque du bordj d'El-Milia, et n'ayant plus rien à perdre, s'étaient faits les auxiliaires du moqaddem pour soulever le pays.

Jusque-là ils n'avaient guère réussi; la tribu dirigeante de la région, les Ouled-Aïdoun, qui s'étaient révoltés isolément le 14 février, avaient été désarmés et se tenaient tranquilles, ainsi que les autres tribus qui les avaient suivis dans cette échauffourée. L'arrivée d'Aziz dans le cercle de Djidjeli et la nouvelle de ses succès avaient bien produit une grosse émotion et entraîné de nombreuses individualités; mais ces tribus de l'Oued-el-Kébir étaient, par tradition, trop imprégnées de l'esprit de particularisme pour accepter la direction d'un chef étranger au pays.

Une petite saga bien organisée avait été postée, dès les premiers jours de juin, dans la vallée, au passage d'El-Aïnseur. Commandés par le caïd des Ouled-Aouat, Belgacem-ben-Rabah-Bouziane, les gens de cette saga étaient bien déterminés à ne pas laisser envahir leur territoire par Aziz ou par ses lieutenants. Ils avaient parmi eux la plupart des caïds et mokhaznya qui déjà avaient défendu le bordj d'El-Milia : Belgacem-Bouïa, caïd des Beni-Tlilène, le chaouch Saad-ben-Nini, petit homme roux, originaire des Oued-Aouat et d'une rare énergie, le khodja Ahmed-ben-Youcef, l'homme le plus intelligent et le plus dévoué de l'annexe, des vieux spahis et des khiela qui depuis 1860 étaient nos auxiliaires; Qbaïls modestes et sans aïeux, mais gens de bon sens dont il convient de noter ici le dévouement trop ignoré.

La bonne attitude et la composition de cette saga en imposaient aux meneurs. Aussi, le 12 juin, ils déclarèrent à El-Koreïchi qu'il n'y avait rien à faire tant que ces gens-là tiendraient pour les Français.

El-Koreïchi n'accepta pas cette solution; il fit honte aux moqaddems de leur tiédeur et de leur nullité, envoya des reqqabs, écrivit des lettres et donna rendez-vous aux notables des tribus du voisinage le jeudi 15 juin, au marché de Chekfa.

Les Beni-Habibi, Beni-Amrane-Seflia[1], Ledjenah, Beni-Mammar, Beni-Salah[2], etc., de Djidjeli; les Beni-Belaïd et les Beni-Meslem de l'Oued-Zour, y envoyèrent des délégués. Les moqaddems exaltèrent les esprits par le récit des succès d'Aziz à Selma et dans le cercle de Djidjeli, ainsi que par l'annonce de prétendues victoires de Boumezrag. Quand le terrain parut suffisamment préparé, Ahmed-ben-

1. Dénommés officiellement depuis 1869 Oued-Djendjène.
2. Dénommés officiellement depuis 1868 Oued bou-Youcef.

Saïoud, moqaddem des Taharia (Beni-Ideur), s'avança au milieu de la foule, un Coran à la main, et se mit à psalmodier d'une voix forte les versets les plus entraînants du livre saint; il accompagnait chaque verset de commentaires, d'objurgations, de menaces et de promesses. Quand l'émotion fut générale, il réclama de tous les assistants le serment de guerre, suivant la coutume locale, puis il annonça que, le lendemain, on attaquerait le caïd des Ouled-Aouat.

Celui-ci fut aussitôt prévenu, car il avait dans son petit camp deux khouans Rahmanya qui avaient refusé, et qui refusèrent jusqu'à la fin de s'associer aux rebelles : c'étaient Si-Belgacem-ben-Ali-Derouïch, de Taïlmam, et Si-Ali-ben-Fiala, ancien cadi, propre frère de Si-el-hadj-Mohammed-ben-Fiala, mais vivant séparé de son frère et ayant des idées toutes différentes[1].

Sur l'avis transmis à El-Milia par Belgacem-Bouziane, le capitaine Melix, chef de l'annexe, envoya quelques renforts indigènes, et, dans la matinée du 16 juin, 500 fusils[2] étaient réunis à El-Aïnseur.

Malgré le serment de la veille, l'attaque n'eut pas lieu; le camp fut bien entouré par les rebelles, mais ils restèrent hors de portée des chassepots des deux ou trois spahis qui se trouvaient avec nos auxiliaires.

A la tombée de la nuit, le caïd Belgacem-Bouziane reçut la lettre suivante qui, deux heures après, était aux mains du chef d'annexe :

« Louange à Dieu, il est un. Que Dieu répande ses grâces sur notre seigneur et notre maître Mohammed! A la seigneurie de l'honorable, du vénérable, du très gracieux, très pur, très parfait... etc., le caïd Belgacem-ben-Bouziane...[3] (nombreux souhaits et salutations...). Il y aura du bien, s'il plaît à Dieu, dans ce qui va vous être dit. Notre intention est de nous diriger sur El-Milia dans le but de saccager et de piller cette localité. Mais avant nous désirons savoir si vous êtes un auxiliaire du protecteur de l'Islam. Nous espérons que vous ne vous opposerez pas à notre volonté. Nous voulons le combat de la guerre

1. C'était un homme intelligent, franc et sympathique, grand chasseur et bon soldat. Mais, passionné et violent, il avait dû donner sa démission de cadi. — On a vu (livre I, chapitre III, page 134) qu'en février il s'était déjà réfugié dans le bordj d'El-Milia, ainsi que Ben-Ali-Derouïch.

2. 250 du caïdat des Ouled-Aouat; 200 du caïdat des Beni-Khettab avec le caïd Ben-Meradji; 40 avec le caïd Belgacem-Bouya des Beni-Tlilène.

3. Il y avait un luxe inouï de compliments; Belgacem-Bouziane, qui était un Qbaïl illettré et un très mince personnage hors des Ouled-Aouat, n'avait de sa vie reçu une lettre aussi cérémonieuse. C'était à dessein : on le savait un peu orgueilleux et on avait voulu le griser avec ces formules.

sainte : c'est un chemin connu, c'est la voie de l'orthodoxie et de la gloire. Que Dieu nous aplanisse les obstacles !

« Si vous ne vous ralliez pas à nous, certes vous méconnaîtrez ce qui vous est profitable. Alors préparez-vous à la défense ! Nous ne craignons ni vous ni le gouvernement français auquel vous êtes inféodé, car l'autorité française n'est rien devant Dieu ni devant ses élus.

« Salut sur vous, de la part de tous les gens des tribus du Babor aux Beni-Habibi, de la part du khalifat (d'Aziz), le seigneur El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, et du saint de Dieu[1] El-hadj-Mohammed-ben-Fiala. Que Dieu prolonge leurs existences ! Amen, amen, amen.

« Répondez-nous vite, salut. »

Belgacem-Bouziane, après s'être fait donner lecture de cette lettre, avait répondu verbalement au messager qu'il ne quitterait pas son poste et qu'il était prêt à repousser toute attaque.

La nuit fut tranquille, et, le lendemain 17, les contingents rebelles commencèrent à se disperser.

L'émotion n'était pas calmée ; mais les paysans de l'Oued-el-Kébir, longtemps indépendants, ont horreur de l'ingérence des étrangers dans leurs affaires : ils avaient aussi de vieilles haines contre la famille de Si-el-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, qui, appartenant à la noblesse religieuse du Ferdjioua, avait été de tous temps l'alliée des Bouakkaz-ben-Achour, ennemis traditionnels des populations de l'annexe d'El-Milia. D'ailleurs, plus superstitieux que dévots, et trop peu intelligents pour apprécier la force qu'ils pouvaient tirer de l'association congréganique, les gens de l'Oued-el-Kébir ne comptaient guère plus de 1,200 à 1,500 khouans disséminés partout et fort peu dans la main de leur moqaddem.

El-hadj-Mohammed-ben-Fiala n'avait pas caché cette situation à El-Koreïchi, et c'était sur ses conseils que ce dernier avait, le 12 juin, fait faire son appel au djehad par Ahmed-ben-Saïoud, c'est-à-dire par un homme du pays.

Reconnaissant enfin que leur présence sur ce point était plutôt nuisible qu'utile à la cause qu'ils servaient, El-Koreïchi et Amor-ben-Amoqrane partirent bientôt pour retrouver Aziz du côté de Takitount.

Mohammed-ben-Fiala, qui ne se sentait pas de force à entraîner le pays où son frère Ali avait au moins autant d'influence et plus de

1. El-Ouali

sympathie que lui, écrivit à Si-el-Haoussine-ben-Chérif-Moulaï-Chekfa[1], interné politique alors en résidence à Mila.

Descendant du prophète, arrière-petit-fils de deux grands saints inhumés dans le pays et ayant autour d'eux une légende miraculeuse, propriétaire d'une zaouïa qui avait servi d'asile inviolable aux beys et aux plus grands personnages, ancien prisonnier des chrétiens, qu'il avait eu la faiblesse de servir un instant, Moulaï-Chekfa était, aux yeux des indigènes de la région, le seul homme en situation de commander dans l'Oued-el-Kébir. Il avait résisté aux sollicitations d'Aziz, par qui il aurait pu être rejeté au second plan; il ne résista pas aux instances de son ancien ami et voisin Mohammed-ben-Fiala, et, le 20 juin, trompant la surveillance nominale du caïd de Mila, il quitta cette ville et vint aux Beni-Ideur.

Son arrivée fut marquée par de grandes fêtes, et il fut acclamé comme chef d'abord par la fraction des Ouled-Taleb, composée de ses parents éloignés, puis par la presque totalité des Beni-Ideur. Le caïd Amor-Khalfa-ben-Amirouch, chef du soff hostile à la zaouïa et demeuré fidèle à la France, abandonné de tous ses partisans, fut forcé de se réfugier dans son bordj avec les gens de sa famille, ses deïra et cinq de ses chioukh[2].

---

1. Au XVII[e] siècle, un taleb, Marocain et chérif, Sidi-Mohammed-el-Abid, arriva sur une barque, *chekfa*, s'échouer à l'embouchure de l'Oued-el-Kébir, chez les Ouled-Chebel des Beni-Habibi. — (La tradition dit aussi qu'il arriva sur une natte lui servant de barque.) Sur ce point, il fonda une mosquée où est encore son tombeau. Ce chérif, seigneur de la barque, *Moulaï chekfa*, fut l'ancêtre d'une famille, qui, plus tard, se fixa aux O. Amor des Beni-Ideur. Un de ses descendants, Sidi-Abdallah, remit la barque à flot pour aller à Alger combattre les infidèles lors de l'expédition d'O'Reilly (1775); son intervention miraculeuse entraîna, — selon la légende, — l'échec des Espagnols. A son retour, il fut comblé d'honneurs par les Turcs, et sa zaouïa devint un lieu d'asile célèbre, où se réfugièrent des beys et de hauts personnages en disgrâce.

Quand nous fûmes maîtres du pays, nous eûmes d'abord des relations assez bonnes avec Ahmed-ben-chérif-Moulaï-Chekfa, parce qu'il possédait une grande propriété que les Turcs avaient donnée à sa famille près de Constantine, et aussi parce que c'était un homme intelligent et politique. Mais, en 1843, Lakhdar, son frère aîné, ayant fomenté des intrigues dans la banlieue de Constantine, fut enlevé et déporté en France. En 1845, le chef de famille était venu à Djidjeli offrir de nouveau son concours, et peu après, en 1851, un de ses fils, Si-el-Haoussine, avait été nommé caïd des Beni-Ideur. Son incapacité lui fit retirer des tribus, entre autres celle des Taharya, qui fut donnée à Khalfa-ben-Amirouch (père du caïd actuel). Compromis en 1853 dans un complot, tendant à assassiner le chef de bataillon Robert, commandant du cercle de Djidjeli, Si-el-Haoussine-ben-Moulaï-Chekfa fut interné à Mila. Voir sur Moulaï-Chekfa l'*Histoire de Djidjeli*, par C. Férand, Constantine, 1870.

2. Ces cinq chioukh étaient : Ahmed-ben-Khalfa, de Taharia; Djemaa-ben-

Mohammed-ben-Fiala envoya de suite des émissaires annoncer à toutes les tribus de la vallée le retour de Moulaï-Chekfa et convia les indigènes à une grande réunion à la zaouïa du chérif.

Cette réunion eut lieu le 25 juin ; toutes les tribus de l'Oued-el-Kébir et de Djidjeli y furent représentées par des moqaddems ou des délégués. Les Ouled-Askeur, dont le caïd Aïech-ben-Zaïd était encore fidèle, y envoyèrent le moqaddem Labassi-ben-Amoqrane.

La discussion fut longue, et, en fin de compte, après avoir reconnu qu'on pouvait compter sur 6,000 fusils, on convint d'opérer en deux colonnes, ayant chacune un objectif distinct. La première devait marcher par les crêtes vers El-Aroussa[1] et détruire sur sa route le bordj du caïd Ben-Amirouch ; la seconde devait remonter la vallée de l'Oued-el-Kébir, en finir avec les contingents des Français aux Ouled-Aouat et marcher sur El-Milia.

Le 26 juin, la première colonne exécuta assez bien son programme : elle marcha en bon ordre jusqu'en vue du bordj du caïd Ben-Amirouch et entraîna une partie des défenseurs groupés autour ; le caïd, jugeant la résistance impossible, se retira avec les siens chez les Ouled-Askeur, auprès du caïd Aïech-ben-Zaïd.

Le 27, Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala s'installèrent au bordj Tahar et envoyèrent à Aïech-ben-Zaïd l'ordre de se joindre à eux. Le caïd leur répondit par écrit qu'il se préparait à leur interdire l'entrée de sa tribu.

Le pauvre homme ignorait qu'il ne commandait plus ses gens et qu'en même temps que sa lettre en arrivait une autre par laquelle les notables, réunis en djemaa, écrivaient au moqaddem Labassi-ben-Amoqrane qu'ils étaient prêts à combattre pour l'Islam et à recevoir en amis les contingents du chérif Moulaï-Chekfa.

Ceux-ci continuèrent donc à s'avancer, et furent bien accueillis par les Ouled-Askeur. En présence de cette défection, Ben-Amirouch et les siens se replièrent chez les Beni-Khettab, qui, sous les ordres du caïd Ben-Meradji, étaient venus précipitamment d'El-Aïnseur pour défendre leur territoire contre les bandes du chérif. Quant à Aïech-ben-Zaïd, surpris et retenu par ses parents ou amis, il resta avec sa tribu et fit cause commune avec les rebelles.

---

Bouaouch, des Ouled-Khelas ; Belgacem-ben-Ahmed, des Ouled-Taleb ; Ahmed-ben-Ali-Lamar, des Ouled-Allal ; Mohammed-ben-Salah, des Beni-Ghezelli.

1. El-Aroussa est un excellent point stratégique et politique, où le général Desvaux voulait voir créer une ville française qui aurait été un chef-lieu de circonscription. Le climat, très salubre, est un peu froid en hiver, les terres y sont très bonnes.

La seconde colonne, partie de la zaouïa de Chekfa, n'exécuta pas aussi bien son programme ; les rebelles se contentèrent, le 26, de renverser et de brûler les poteaux de la ligne télégraphique ; personne n'avait le commandement effectif ; les moqaddems étaient sans autorité et chacun des meneurs entendait faire prévaloir son avis.

Cependant, ils tombèrent d'accord pour ne pas aller attaquer le caïd des Ouled-Aouat avant d'avoir la certitude de ne laisser derrière eux aucun ennemi.

Le 1er juillet, Larbi-ben-Bouzeraa, Belgacem-ben-Mabrouk, de Ledjenah, et les autres meneurs des Beni-Habibi, brûlèrent[1] la maison du chikh Ahmed-ben-Mohammed-ben-Lamri, de Ledjenah, alors réfugié à Djidjeli. Puis, sans provocation aucune, ils allèrent, au nombre de 1,200 à 1,500 fusils, enlever les troupeaux du village de Rahala des Beni-Meslem, pour punir cette tribu d'avoir payé ses impôts à Collo, où la situation était restée satisfaisante[2].

Leur chikh Ameur-ben-Rfas et les notables vinrent se plaindre au commandant supérieur, qui ne put que leur donner de bonnes paroles et de vagues promesses, car, en raison de l'effectif réduit de la garnison, il ne pouvait agir sans prendre les ordres de ses chefs. Ils revinrent donc chez eux convaincus de notre impuissance à les protéger, et ils entrèrent en pourparlers avec les Beni-Habibi. Ceux-ci consentirent à leur rendre leurs troupeaux, à la condition qu'ils fourniraient des contingents armés à l'insurrection, ce qu'ils firent après quelques hésitations.

Grossis de ces nouveaux adhérents, les Beni-Habibi se rendirent, le 3 juillet, chez les Beni-Ferguène[3] et chez les Beni-bel-Aïd, les menaçant de razzia s'ils ne marchaient pas avec eux contre les Mehate d'El-Milia, qui, désarmés au mois de février, ne pouvaient se défendre. Mais ils trouvèrent là le caïd Belgacem-Bouziane, qui, prévenu en temps utile, était venu au secours de ses amis.

---

1. Dans presque tous les pays kabyles et plus particulièrement dans la région entre Collo, El-Milia et Bougie, l'incendie d'un gourbi ou d'une maison a un caractère infamant pour le propriétaire. Dans un écrit relatant le droit coutumier des Ouled-Attia de Collo, on trouve ceci : « Si quelqu'un tue injustement un membre de sa fraction, on *brûlera sa maison*, ses biens seront confisqués...; en outre, il sera banni. »

2. La pénurie de troupes avait forcé de retirer le détachement qui gardait l'établissement forestier de Bounougha ; mais les Djezia et les Ziabra avaient spontanément organisé une saga pour préserver l'établissement des déprédations des pillards isolés.

3. Déjà compromis, en février, par l'incendie de l'usine à huile de Mers-el-Zitoun.

Les Beni-Habibi retournèrent alors à Ledjenah; mais, dans la nuit, profitant de l'imprudence de Bouziane, qui, pour protéger les Mehate, avait dégarni le poste d'El-Aïnseur, ils s'assurèrent la connivence d'un certain Ali-ben-Guidoun, garde particulier de la concession Bock, et, au point du jour, ils cernèrent le petit groupe resté au camp avec le caïd des O. Aouat. Celui-ci ne put tenir; il résista cependant de son mieux, eut 2 hommes blessés, en tua 4 aux rebelles et en mit quelques-uns hors de combat; mais, abandonné par une partie des Ouled-Aouat qui jugeaient la défense impossible, il se replia avec 27 hommes de sa tribu et quelques étrangers sur le bordj d'El-Milia, où il allait rester auprès du chef d'annexe jusqu'à la fin de l'insurrection.

A son départ, la concession Bock fut pillée et incendiée, ainsi que les forêts voisines; l'insurrection gagna alors toutes les tribus de la vallée de l'Oued-el-Kébir et de Collo.

Toutefois, le capitaine Vivensang, commandant supérieur de ce cercle, avait, dès le 3 juillet, signalé la situation créée par les incursions des Beni-Habibi et par les menées des émissaires de Ben-Fiala et de Moulaï-Chekfa. Il avait insisté pour l'envoi dans l'Oued-Zour de quelques zouaves avec des goums, afin d'affirmer notre autorité et d'essayer de sauvegarder les grands intérêts commerciaux engagés dans les forêts de chênes-lièges de la Société Besson, Lecouturier et C^ie.

Ses instances triomphèrent des appréhensions, d'ailleurs très légitimes, que l'on avait à la subdivision de Constantine, en raison de la gravité du mouvement insurrectionnel.

Le 5 juillet, le capitaine Pont, chef du bureau arabe, parcourait les Ouled-Attia avec une compagnie de zouaves et une saga de 400 indigènes des Beni-Mehenna, Arb-Goufi et O. Djemaa. Cette démonstration eut un excellent effet: elle maintint dans le devoir les Ouled-Attia, rendit les Beni-Fergène hésitants et donna le calme à cette région jusqu'au 20 juillet.

Mais, pendant que ces faits avaient lieu vers l'embouchure de l'Oued-el-Kébir, Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala avançaient de leur côté par la crête jusqu'au col de Fedj-el-Khemis, chez les Beni-Ftah, qui se rallièrent à l'insurrection.

Là, il se mit en relation avec les chioukh des Arrès, Ali-ben-Hamimond, Ali-Bennaceur, et ceux du Zouagha-Dahra, Mahadi-ben-Larbi, Djoudi-ben-Bouchlarem, qui lui promirent des contingents pour marcher contre Mila. Mais le moment n'était guère propice pour s'attaquer à cette ville; le 1^er juillet, une colonne, partie de Constantine

pour Sétif, sous les ordres du colonel Louis, avait laissé 150 hommes du 8e provisoire dans Mila, et, le 3 juin, elle avait continué sa route avec près de 2,000 hommes et de l'artillerie.

Moulaï-Chekfa excite alors les gens du Zouagha à donner des gages à la cause de l'Islam en attaquant cette colonne : « Toutes les crêtes, leur dit-il, sont garnies de moudjehadines ; nous sommes plus nombreux que les Français, avec l'aide de Dieu nous en aurons raison, lui seul donne la victoire !... »

Les indigènes l'écoutent, et, le 4 juillet, des masses relativement considérables s'approchent du bivouac de Redjas et prennent position sur la rive gauche de l'Oued-Maïla. Le colonel Louis, voulant éviter une attaque de nuit, se porte contre eux, à trois heures du soir, avec deux bataillons sans sac et une section d'artillerie. Il les disperse à coups de canon, leur tue une vingtaine d'hommes, a 4 blessés, et rentre à son bivouac sans être inquiété[1].

Les indigènes avaient fui dans l'Oued-Endja, et le colonel n'avait pu les poursuivre à cause de l'heure avancée et surtout à cause de l'extrême fatigue qui résultait pour ses troupes de ce combat livré après une étape faite sous un ciel de feu. Il dut même, malgré l'ordre qu'il avait de se rendre à Sétif sans s'arrêter, donner un jour de repos à ses hommes.

Quand les rebelles virent la colonne arrêtée, ils remontèrent sur les crêtes auprès de Moulaï-Chekfa. Ils étaient si nombreux que les trois cents Beni-Khettab postés à El-Aroussa se débandèrent sans même les attendre. Le caïd Ben-Meradji et quelques chioukh ou notables coururent se réfugier à El-Milia et annoncer l'arrivée du chérif ; les autres firent leurs offres de service à Moulaï-Chekfa, qui, le 5 au soir, vint camper à El-Aroussa.

Le 6 juillet on vit, du bordj d'El-Milia, les masses rebelles descendre les coteaux des Ouled-Ali[2] au nombre de cinq ou six mille ; mais c'était une véritable cohue, et cela ne ressemblait en rien aux colonnes des camps d'Aziz ou à celles des Qbaïls du Djurdjura.

Prévenu dès le 5, le capitaine Mélix avait pris ses dispositions.

Le 7 juillet au matin, quand les bandes du chérif eurent commencé

---

1. Il repartit la nuit suivante à une heure du matin, le 6 juillet, et fut rejoint au Ferdjioua par le colonel Flogny, qui prit le commandement. Celui-ci arriva à Sétif, le 11, sans avoir été inquiété. Il devait, dans cette ville, prendre un convoi et le conduire au général Saussier.

2. Les Ouled-Ali sont, depuis le 25 octobre 1869, officiellement dénommés : douar-commune ou section de l'Oued-Addar.

à passer la rivière, assez large et assez profonde, quoique guéable, et au moment où ils commençaient à tirailler sur le bordj, le goum des caïds, chioukh, spahis et mokhaznya, la saga des Adjankia[1] et celle des isolés des diverses tribus, tombent avec une véritable furie sur cette foule en désordre, et, après une heure de lutte, rejettent les rebelles de l'autre côté de la rivière. Ceux-ci laissaient entre nos mains 4 cadavres, 100 fusils, 20 prisonniers, et ils emportaient de nombreux morts et blessés. Nos contingents avaient un deïra tué et deux ou trois hommes légèrement blessés.

Les Ouled-Aouat, qui n'avaient pas voulu suivre leur caïd au bordj d'El-Milia le 4 juillet, étaient arrivés en armes sur la rive gauche de la rivière, et, quand ils virent les rebelles en déroute, ils les poursuivirent à coups de fusil dans la plaine des Ouled-Ali.

Moulaï-Chekfa remonta à El-Aroussa sans être découragé; il attribuait uniquement son insuccès au désordre occasionné par le passage de la rivière et à l'impossibilité où il s'était trouvé de faire entrer en ligne tous ses contingents.

Revenant alors à sa première idée, il emmena, le 9 juillet, les sagas des Beni-Habibi, Beni-Ideur, O. Askeur, Beni-Ftah, Arrès et Zouagha, dans la direction de Mila.

Cette petite ville, qui fut si longtemps le Versailles des Turcs de Constantine, ne renfermait pas alors de colons français; mais presque tous ses habitants étaient des parents d'indigènes au service des chrétiens, et l'on disait que Moulaï-Chekfa avait des rancunes particulières à satisfaire contre ces musulmans.

Peut-être aussi était-il simplement l'agent de Bouakkaz-ben-Achour, qui désirait compromettre son cousin et ennemi Ahmed-Khodja-ben-Achour et le faire remplacer par son fils à la tête du Ferdjioua. On n'eut pas la preuve de ces intrigues, mais elles furent affirmées par beaucoup de personnes désintéressées et bien au courant des affaires du pays.

Quoi qu'il en soit, le 9 juillet, Moulaï-Chekfa menaçait Mila; le 10, à sept heures du matin, il ouvrait le feu sur la place, que défendaient cent cinquante hommes du 8e provisoire et quelques tirailleurs, commandés par le capitaine de Lorges. Les murs de la ville, con-

---

1. Adjankia, village à portée de fusil au nord du Bordj. Il est habité presque exclusivement par les familles des mokhaznya ou des agents au service de la France. Il fait partie de la tribu des Ouled-Aïdoun dont le nom, célèbre dans cette région, a disparu du vocabulaire officiel : les O. Aïdoun ont formé les deux sections des O. Kacem et des O. Debbab.

struits par les Romains, étaient solides, et cette attaque n'avait aucune chance d'aboutir. Cependant nous eûmes, ce jour-là, sur les remparts, un sous-officier français et un auxiliaire indigène tués, et 2 tirailleurs furent blessés.

Pendant cette attaque, des bandes rebelles battaient le pays autour de la ville, et le bruit courut un instant que les insurgés marchaient sur le village de l'Oued-Atmenia. Il y eut même un moment de panique chez les colons de la banlieue de Constantine. Le capitaine Villot, chef du bureau arabe, à la tête du goum des Abdelnour, parvint à les rassurer.

Le 11 juillet, trois cents hommes d'infanterie et quatre cents cavaliers du 1er hussards, arrivés le matin de Philippeville, partirent de Constantine sous les ordres du lieutenant-colonel Vata, et arrivèrent le 12 à Mila avec le goum des Ouled-Abdelnour.

Les rebelles, qui, le 11, avaient continué leur tir inutile contre les murs de la ville, se dispersèrent sans coup férir à l'arrivée du goum du capitaine Villot, précédant les hussards de quelques kilomètres.

Ils se replièrent vers le bordj de Zraïa et s'organisèrent dans les montagnes du Zouagha, où Moulaï-Chekfa s'occupa, pendant plusieurs jours, à organiser ses contingents et à recruter de nouveaux partisans[1].

---

1. La suite des faits relatifs à la région de l'Oued-el-Kébir est au livre IV, chapitre II : MOULAÏ-CHEKFA.

V

# DANS LE DJURDJURA

(8 mai - 19 juillet.)

La situation à Fort-National (8 mai). — Défense de l'égout principal (10 mai). — Sortie du makhezène et des mobilisés de la Côte-d'Or (12 mai). — Le canon d'Imaïnserène (17 mai). — Les Imessebelène. — Assaut de Fort-National (22 mai). — Sortie du capitaine Ravez (24 mai). — Lettre du général Lallemand au colonel Maréchal (25 mai). — Nouvelles menées des moqaddems et nouveaux travaux d'investissement. — Départ de la colonne Lallemand pour le massif des Aït-Aïssi (6 juin). — Prise des villages des Aït-Khelifa et des Ibetrounène (6 juin). — Soumission de ces deux tribus (7 juin). — Combat au Souq-el-Khemis des Maatka (8 juin). — Combat d'arrière-garde à l'Oued-Mechtra (9 juin). — Prise des villages d'Agouni-Boufal et de Tighilt-Mahmoud (9 juin). — Combat de Ighil-Taboucht (10 juin). — Razzia dans l'Oued-Aïssi (11 juin). — Destruction de Taguemmount-Azouz (11 juin). — Séjour des colonnes à Tizi-Ouzou (13-15 juin). — Pointe de la cavalerie vers le haut Sébaou et vers Tizi-Rached (15 juin). — Sortie de la garnison de Fort-National et prise d'assaut des villages d'Aguemoun et d'Imaïnserène (16 juin). — Les colonnes Lallemand et Cérez débloquent Fort-National (16 juin). — Ordre du jour du général Lallemand (18 juin). — Combat et prise d'Icheridène (24 juin). — Nombreuses soumissions. — Démarches des Mahieddine et de Ali-Oukaci. — Remise des colons captifs de Bordj-Menaïel par Ali-Oukaci (28 juin). — Soumission d'Ali-Oukaci et d'Aziz-ben-Chikh-el-Haddad au camp d'Aït-Hichem (30 juin). — Lettre d'Aziz au gouverneur (30 juin). — Lettre de Chikh-el-Haddad au général Lallemand (30 juin). — Lettre du gouverneur au général Lallemand (12 juillet). — A Tizi-Bouireun, la colonne Cérez quitte le général Lallemand (6 juillet). — Soumission de Mahmed-el-Djaadi et des principales tribus de Dra-el-Mizane (9 juillet). — Prise des villages des Aït-Goufi (11 juillet). — Nouvelles soumissions. — La colonne Cérez quitte Dra-el-Mizane et rentre à Aumale.

Au 8 mai, la ville et la garnison de Fort-National étaient toujours sans nouvelles de l'intérieur; le blocus s'était resserré; l'ennemi, que ses pertes incessantes ne décourageaient pas, avait rapproché ses travaux d'attaque et commençait à creuser des galeries de mines.

Le 10 mai, on s'aperçut qu'il s'était engagé dans l'égout principal

et qu'il attaquait au pic ou à la pioche le mur de maçonnerie construit en travers au moment de l'investissement. Des sapeurs du génie percèrent aussitôt la voûte, et, avec une barre à mine, ils firent dans la pierre un trou étroit qui permit d'engager un canon de chassepot. Le tir rapide de cette arme éloigna les mineurs qbaïls, que le bruit de notre travail n'avait pas réussi à faire partir. On fabriqua de suite des pots à suffoquer, et une surveillance spéciale réussit à empêcher l'établissement de fourneaux de mine.

Les Qbaïls exécutèrent aussi, avec beaucoup d'adresse, une autre galerie vers le saillant du bastion 8; une contre-mine faite par nos sapeurs allait aboutir, quand le 12 mai, dans une sortie, on rendit impraticable le cheminement extérieur.

Ce jour-là (12 mai), Si-Lounis-Naït-Ameur, avec cinquante hommes d'Azouza, parvint jusqu'au pied des remparts, et remit au lieutenant-colonel Maréchal une lettre du général Lallemand datée du 30 avril. Mais il apportait deux nouvelles plus fraîches et de nature à réconforter les assiégés : la mort du bachagha et le débloquement de Tizi-Ouzou par la colonne du général en chef.

Profitant de ce petit renfort, le lieutenant-colonel fait sortir le capitaine Ravez, chef du bureau arabe, avec la saga de Si-Lounis, le makhezène, commandé par le lieutenant Fiak, et quatre-vingts mobiles de la Côte-d'Or, conduits par le lieutenant Villard. La petite troupe s'élance au pas de course, par la porte d'Alger, gravit les hauteurs qui commandent cette porte, s'empare des positions de l'ennemi et incendie les villages d'Imaïnserène, Ourfia, Afensou et Tighilt-el-hadj-Ali[1].

Les Qbaïls, surpris de cette brusque attaque, sont frappés de stupeur; le moqaddem Mohammed-Ali-ou-Sahnoun, pris d'une panique restée légendaire dans le pays, entraîne les siens dans une fuite désordonnée; les gens de Tablebalt et de Taddert-ou-Fella les arrêtent et les ramènent au combat.

Mais il est trop tard; notre but est atteint : les villages servant d'embuscades sont brûlés; le capitaine Damarey, avec les habitants du fort, a bouleversé ou détruit les travaux d'approche et les galeries de mine; le capitaine Ravez rentre sans difficulté, protégé, maintenant, par l'artillerie de la place.

---

1. Villages des Aït-Akerma de la confédération des Aït-Iraten. — Imaïnserène et Ourfia forment un seul toufik de 166 habitants; Afensou, un village de 170 habitants; Tighilt-el-hadj-Ali, un autre de 160 habitants.

Nous avions 2 hommes tués et 7 blessés, dont le lieutenant du bureau arabe, M. Fiak.

La fidélité de Si-Lounis-Naït-Ameur lui coûta cher : le 13, les moqaddems firent piller et détruire à Tamazirt tout ce qui appartenait au soff de nos auxiliaires des Aït-ou-Ameur.

Cette mesure était politique de la part des rebelles, car la présence de la colonne à Tizi-Ouzou ranimait les espérances du parti hostile aux moqaddems, et ceux-ci n'ignoraient pas que ce parti, favorable aux Français, était, somme toute, en majorité à Adeni, Tamazirt, Aït-Saïd-ou-Zeggou, Aït-Yacoub, Aït-Hag, Iazzouzène et Aguemmoun, villages qui bordent la route nationale, et aussi à Tizi-Rached, Abouda, Aït-Atelli, etc.

Le 15 mai, un émissaire apporta une lettre du général Lallemand datée de Tizi-Ouzou, mais il ne put sortir pour porter la réponse.

Le 17, les Qbaïls, ayant réussi, sous la direction de El-Haoussine-ou-Hamadouch[1], à amener, du cercle de Tizi-Ouzou, un vieux canon turc, le mirent en batterie à Imaïnserène, et lancèrent des boulets pleins, de dix centimètres environ de diamètre et du poids de 2 kilog. 500. L'un de ces projectiles atteignit l'angle de la maison du commandant de place, un autre la toiture du poste de la porte d'Alger, le troisième traversa cette porte. Mais la confection de boulets forgés était une très grosse affaire, le pointage difficile, sans justesse, et cette pièce, dont les Qbaïls étaient très fiers, ne nous fit jamais de mal.

Ce n'était pas sur elle non plus qu'avaient compté les moqaddems pour prendre la ville ; depuis l'attaque du 17 avril ils n'avaient cessé de proclamer la nécessité d'obtenir l'enrôlement de volontaires spéciaux au pays et appelés en berbère imessebelène[2].

Ces imessebelène, qui, par un vœu solennel, font le sacrifice de leur vie, ne sont pas des confesseurs de la foi, mais des guerriers. Leur enrôlement ne peut avoir lieu que « pour défendre le sol du pays contre une nation étrangère ou pour en chasser les envahisseurs » ; il est interdit dans les guerres de tribu à tribu. Les représentants de l'autorité politique et guerrière ont seuls qualité pour provoquer ces

---

1. Du village d'Adeni.
2. Lire dans la *Revue africaine* de 1874 l'article du commandant Robin sur les Imessebelène, page 401. — Imessebelène est la forme et la prononciation du pluriel berbère, c'est pourquoi ce mot ne doit pas prendre une *s* finale. Le singulier est Amessebel.

enrôlements, pour fixer le nombre des imessebelène et pour déterminer leur rôle.

Quand le groupe est constitué, on appelle un marabout ou un taleb, qui va prendre les imessebelène et les conduit devant la djemaa et les notables assemblés. Le taleb et tous les assistants disent la prière des morts : les imessebelène debout, immobiles et silencieux, écoutent, mais ne prient pas, car c'est *sur eux* que se fait la prière, et déjà leur vie ne leur appartient plus.

De ce jour, ils sont l'objet de la vénération et des prévenances de tous; la caisse de la djemaa pourvoit à tous leurs besoins. Ils doivent combattre sans se mêler aux autres combattants; s'ils sont tués, ils ont un cimetière particulier, qui devient un lieu de dévotion, leurs femmes et leurs enfants sont nourris par la djemaa et traités avec de grands égards. Si, survivant à leurs blessures ou victorieux, ils échappent à la mort, ils ont la préséance partout et sur tous. S'ils faiblissent ou s'ils manquent à leurs engagements, il ne sont plus que de misérables parias, sans feu ni lieu, reniés par leur tribu et par leur famille.

En 1871, les moqaddems eurent de la peine à obtenir des notables l'enrôlement d'imessebelène. Ceux qui trouvaient que les khouans prenaient, dans les affaires du pays, un rôle trop prépondérant, étaient opposés à l'adoption de cette mesure, par cela même qu'elle était mise en avant par les moqaddems. Cependant, comme ces moqaddems étaient du pays, et comme les circonstances justifiaient ces enrôlements, les amine-el-oumena des insurgés finirent par céder, et ils arrêtèrent que chaque toufik fournirait 20 imessebelène.

Le cercle de Fort-National compte 153 toufik, 114 fournirent leurs imessebelène : cela donnait 2,280 volontaires, ayant fait d'avance le sacrifice de leur vie. Leur rôle devait être, dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 mai, d'appliquer contre les remparts les 150 échelles préparées à l'avance et de monter les premiers à l'assaut.

Le samedi 20 mai, l'amine-el-oumena des Aït-Attaf, Bousaad-Naït-Kaci, parvint à pénétrer dans la place et annonça au commandant supérieur le jour et les conditions de l'attaque.

On se prépara.

La soirée du dimanche 21 fut d'un calme extraordinaire, aucun coup de feu ne fut tiré, aucun cri ne se fit entendre à l'extérieur. Quand on alluma les réchauds de rempart, dont on faisait usage dans les nuits obscures, le silence était absolu, les environs semblaient déserts.

Vers deux heures du matin, un chant religieux se faisait entendre sur les hauteurs de Tablabalt; un quart d'heure après, le même chant était répété à Ourfia et suivi de quelques minutes de silence. Puis, tout à coup, mille cris sauvages retentissent de tous les ravins, la fusillade éclate de tous côtés, des gerbes de balles passent sur le fort : les 2,280 imessebelène sont au pied du mur, disposant leurs échelles pour l'escalade. A ce moment, le fort s'enveloppe d'un ruban de feu : ce sont les défenseurs qui, avec un rare sang-froid, fusillent à bout portant tout ce qui se présente, pendant que l'artillerie, croisant ses feux dans toutes les directions, écrase pêle-mêle ceux qui reculent et ceux qui accourent à la rescousse.

Pendant une heure, la lutte continue acharnée, et, au jour, l'ennemi a disparu, laissant au pied du mur une vingtaine d'échelles que les gens du makhzène vont chercher et rapportent en trophée, sans être inquiétés dans leur sortie.

Pendant ce temps on voyait, du haut des remparts, de longues files de Qbaïls qui suivaient la route d'Alger, et qui emportaient des morts ou des blessés sur les échelles transformées en civières.

De notre côté, il y avait un spahi tué et 9 hommes blessés, dont un officier.

Le 22 et le 23, l'ennemi ne se montra que pendant la nuit, pour achever d'enlever ses morts et occuper les embuscades avec ses meilleurs tireurs.

Le 24, le capitaine Ravez sortit avec les contingents kabyles, quelques tirailleurs et des hommes du train; il refoula les tireurs ennemis et les maintint à distance, pendant que les sapeurs du génie détruisaient leurs embuscades. Dans cette sortie, le sous-lieutenant de tirailleurs Debay fut blessé mortellement.

A partir de ce jour, et jusqu'au 1er juin, l'attaque se ralentit; il n'y eut plus que les tireurs isolés qui s'avancèrent jusqu'à portée de fusil. On put réduire à 42 sentinelles le service pendant le jour, mais, la nuit, on continua à camper sur les bastions, pour éviter les surprises.

Le 26, le colonel Maréchal recevait du général Lallemand la lettre suivante, qui fut communiquée, par la voie de l'ordre, à tous les vaillants défenseurs de la place :

« Temda, 25 mai.

« MON CHER COLONEL,

« Je vous fais compliment sur le succès de la nuit du 21; complimentez de ma part votre brave petite garnison. Vous avez dû comprendre le but que j'ai poursuivi depuis le premier jour de mon dé-

part d'Alger. J'ai sauvegardé la Mitidja sérieusement menacée, puis débloqué Tizi-Ouzou; j'ai pacifié la rive droite du Sebaou, en attendant les renforts dont j'avais besoin pour tenter la grande affaire de votre débloeus. Ces renforts et un grand eonvoi de ravitaillement, je vais les recevoir. Il faut m'accorder huit jours encore pour que j'assure mes communications par la soumission des Maatka et des Beni-Aïssi. J'irai en besogne le plus vite possible. Tenez ferme comme vous avez fait jusqu'à présent. C'est une belle page de plus que vous écrivez dans les annales de la guerre d'Afrique. »

Huit coups de canon tirés à intervalles égaux annoncèrent au général l'arrivée de sa lettre et la réponse affirmative du eolonel.

En ce moment, la situation semblait s'améliorer; quelques ouvertures de soumission étaient même faites par les Qbaïls; le parti des moqaddems perdait du terrain.

Il en regagna bientôt en exploitant les affaires de Djemaa-Saharidj et de Taksebt[1], qui, disaient les moqaddems, avaient été désastreuses pour nous; nous n'avions pu ni occuper Djemaa-Saharidj, ni continuer notre route sur Fort-National; nous avions été forcés de nous replier sur Tizi-Ouzou; nous avions été battus à Taksebt, etc.

Ali-Oukaci, exaspéré par la perte de ses biens, poussé à bout par le désespoir, éerivait et disait partout « qu'il n'y avait plus de pitié ni de générosité à attendre des Français, que les contributions et les conditions imposées à eeux qui se soumettaient étaient exeessives et qu'il valait mieux mourir que de les subir ».

Toutes ces exeitations eurent pour effet d'exalter l'esprit de résistance des Qbaïls et de leur faire abandonner les idées de soumission qui avaient un moment prévalu; ils reprirent donc leurs travaux d'investissement, et construisirent une forte ligne de retranchements continus reliant ensemble Tablabalt, Taddert-Oufella, Aboudid, Taguemmount, Aït-Attelli, Aguemoun et Imaïnserène.

Mais le mauvais temps intervint; la pluie et les brouillards suspendirent les hostilités.

On s'occupa alors à Fort-National de construire un télégraphe aérien pour communiquer avec Tizi-Ouzou; il fut prêt à fonctionner le 6 juin, mais les brumes en empêchèrent l'usage jusqu'au 9.

Pendant ce temps, le général Lallemand, à Tizi-Ouzou, avait organisé son expédition dans le massif des Aït-Aïssi[2] et envoyé au général

1. Voir livre III, chapitre I : Du Sebaou a la mer, page 369.
2. Le massif des Aït-Aïssi ou des Maatka est occupé par les deux grandes

Cérez des instructions pour que la colonne de Dra-el-Mizane attaquât ce massif par le sud, tandis que celle de Tizi-Ouzou l'attaquerait par le nord.

Ayant reçu, dans la journée du 5 juin, des renforts d'Alger et un ravitaillement de Dellis, le général en chef se mit en route la nuit suivante et se dirigea vers le khemis des Maatka.

En même temps, une partie de la garnison de Tizi-Ouzou, avec la cavalerie et quelques canons de 4 rayés amenés de Dellis, se dirigeait sur Bou-Hinoun, de façon à donner le change sur le but de l'expédition et à forcer l'ennemi à diviser ses forces.

Ce fut, en effet, sur ce dernier point que les Qbaïls concentrèrent leurs contingents; plus de 8,000 fusils entouraient Bou-Hinoun au lever du soleil, quand la colonne principale, déjà arrivée sur les crêtes, attaquait les positions des Aït-Khelifat. Elles furent vivement défendues par Mohammed-el-Haoussine-ou-Ali, amine-el-oumena, par l'ancien spahi Slimane-ou-Mohand, par les moqaddems El-hadj-Mohammed-ou-Chabane, ouquil de la zaouïa de Tirmitine, par Si-Saïd-Abouyahiou et par son père, qui fut blessé en cette affaire.

A dix heures, ces positions étaient à nous, malgré l'énergie des Qbaïls et les renforts envoyés, trop tard, de Bou-Hinoun.

A trois heures, la colonne campait à Imezdatène[1], point culminant du pays (500 mètres), après avoir enlevé les villages de Taddert-Tamogrante, Ahrouka, Tighilt-èn-Terah (des Aït-Khelifa), Ikemmoudène, Biamrane, Taddert-Oufella, Imezdatène (des Ibetrounène)[2], dont la

---

confédérations, portant ces noms et comprenant ensemble une population totale de 28,975 habitants, ainsi répartis :

A l'est, les *Aït-Aïssi*, comprenant sept tribus : 1° Aït-Abdelmoumen, avec 4 toufik, 7 villages, 1,279 habitants; — 2° Aït-Ameur-ou-Faïd, 2 toufik, 5 villages, 1,611 habitants; — 3° Aït-Mahmoud, 6 toufik, 9 villages, 5,258 habitants; — 4° Aït-Douala, 10 toufik, 13 villages, 2,917 habitants; — 5° Aït-Zmenzer, 8 toufik, 12 villages, 3,831 habitants; — 6° Aït-Iferdjiouez, 3 toufik, 7 villages, 1,480 habitants; — 7° Ihassenaouène, 3 toufik, 4 villages, 1,547 habitants;

A l'ouest, les *Maatka*, comprenant trois tribus : 1° Maatka, 15 toufik, 41 villages, 7,027 habitants: — 2° Ibetrounène, 3 toufik, 6 villages, 1,603 habitants; — 3° Aït-Khelifa, 4 toufik, 10 villages, 2,432 habitants.

Voir sur les Maatka, dans la *Revue africaine* de 1874, un article de M. Delpech sur la zaouïa de Sid-Ali-ou-Moussa, page 81.

1. Dit aussi Mzidène et Mezdata par les Arabes.

2. Tous ces noms ont été défigurés par le télégraphe ou par les secrétaires d'état-major qui ont écrit les dépêches et rapports du général Lallemand et qui ont employé, en les dénaturant, les vocables arabes qui ne sont pas ceux du pays. Ikemmoudène est devenu Commoda, Ibétrounène, Bétrouna, etc. L'auteur a donné ici les vocables berbères tels qu'on les trouve dans l'ouvrage de MM. Hanoteau et Letourneux, en se conformant, toutefois, aux règles orthogra-

défense avait été dirigée par leur amine-el-oumena Ali-Nsaïd-ben-Mohammed.

L'affaire avait été menée avec le plus grand entrain par le colonel Barachin [1], qui commandait les bataillons engagés; les troupes, bien que sac au dos et à peu près à jeun, avaient été admirables de vigueur et d'élan : elles avaient eu 3 hommes tués et 21 blessés.

Le 7, le général resta à Imezdatène pour faire reposer ses soldats et recevoir la soumission des Aït-Khelifa, des Ibetrounène, ainsi que de trois villages des Maatka placés sur la route du Khemis, en avant du camp.

Le 8, la colonne, partie seulement vers les onze heures du matin, vit, en arrivant au Souq-el-Khemis, de nombreux contingents fièrement installés sur une position dominant le seul point sur lequel nous pouvions établir notre camp. Là se trouvait le caïd Ali-Oukaci, entouré de ses parents, des principales notabilités du pays et des chefs qui avaient combattu l'avant-veille [2].

La plupart de ces personnages étaient des moqaddems ou des chefs de zaouïa qui portaient déployés les bannières et drapeaux des sanctuaires les plus en renom dans le pays.

Le colonel Faussemagne fut chargé de déloger ces gens-là de la position qu'ils occupaient; ce qu'il fit sans grande difficulté, grâce au tir précis de l'artillerie qui balaya toute cette foule en restant hors de portée de ses fusils. Quand le terrain fut à peu près déblayé, le 21e bataillon de chasseurs à pied alla au pas de course couronner la position; il s'y installa et se retrancha pour passer la nuit et couvrir le camp. Sa prise de possession ne s'effectua pas, toutefois, sans coups de fusil, et un de ses officiers fut mortellement blessé d'une balle à l'abdomen.

L'ennemi s'était retiré à peu de distance sur une crête longue de 3 kilomètres et ayant ses deux extrémités appuyées aux villages for-

---

phiques adoptées pour le vocabulaire officiel devant servir à l'établissement de l'état-civil des indigènes. C'est ainsi que, au lieu de Biamran, on a écrit Biamrane, qui rend mieux la prononciation.

1. Le colonel Barachin, arrivé le 5 avec ses zouaves, avait pris le commandement de la brigade Fourchault; ce dernier rentrait à Alger continuer ses fonctions de chef d'état-major de l'armée d'Algérie.

2. Les principaux étaient : les marabouts et moqaddems des Cherfa; Si-Ahmed-el-Bachir et consorts ; ceux de la zaouïa de Sid-Ali-ou-Moussa, Si-Ali-Naït-Saïd, ancien amine-el-oumena et chef de la zaouïa, Si-Ali-Naït-Chikh, Si-Larbi-el-Bachir, etc.; l'amine-el-oumena des Aït-Mahmoud, Lounis-Naït-Bouzid; Si-Saïd-ou-Amar-Naït-Goudjil, ouquil de la zaouïa de Sidi-Mohammed-ou-el-hadj; chikh Mohammed-ou-Ali et Mohammed-ou-Akli des Aït-Zmenzeur, etc., etc.

tifiés d'Agouni-Boufal et de Tighilt-Mahmoud; sur toute son étendue, cette crête était coupée de retranchements en pierres sèches.

Dès le soir, on vit des feux illuminer cette longue ligne entièrement garnie de défenseurs.

La nuit ne fut pas tranquille: des Qbaïls, embusqués dans les ravins que dominait le camp, venaient à chaque instant tirailler sur les grand'gardes dans le but d'empêcher nos soldats de dormir et de les fatiguer par des attaques incessantes.

Le 9 au matin, presque aussitôt le camp levé et les troupes en marche, on vit apparaître, vers la droite, l'avant-garde de la colonne Cérez qui arrivait par le sud. Aussitôt, le général Lallemand fait masser sa colonne et prend ses dispositions pour attaquer les crêtes.

Le colonel Barachin commence le mouvement sur la gauche et enlève le village d'Agouni-Boufal; le colonel Faussemagne, au centre, marche vers les hauteurs de Coudiat-Fekerine, sur lesquelles les Qbaïls ont élevé une double ligne de retranchements en avant de Qalaa-Aberkane. Trois bataillons de la colonne Cérez, sous les ordres du colonel Méric, abordent de l'autre côté cette position formidable, qui, écrasée par l'artillerie, est enlevée au pas de course.

L'ennemi, partout repoussé, se retire dans le village de Tighilt-Mahmoud, bâti sur le point culminant de la crête, mais il ne tarde pas à en être délogé et à fuir dans les ravins où la cavalerie de la colonne Cérez le poursuit encore.

Le général Lallemand campa sur la crête, à Tighilt-Mahmoud, dont les retranchements furent remis en état pour nous abriter.

Le général Cérez, qui, dès le matin et avant son entrée en ligne, avait eu à soutenir un long et rude combat d'arrière-garde commencé au passage de l'Oued-Mechtra, campa un peu au-dessus de la zaouïa de Si-Ali-Moussa.

Nos pertes, dans cette belle journée, avaient été de 5 tués, dont un officier, et de 50 blessés, dont 4 officiers.

Le soir, les Maatka venaient au camp faire leur soumission, et ils y trouvaient leur amine-el-oumena, le brave Si-Sadok-ben-Arbi, qui, après être resté enfermé à Tizi-Ouzou, servait de guide au général en chef. Une partie des Aït-Abdelmoumène amenèrent aussi des otages.

La nuit fut calme: Ali-Oukaci l'employa à rassembler ses contingents et à les retrancher sur les hauteurs d'Ighil-Taboucht.

Le 10 au matin, la colonne Lallemand, marchant sur les crêtes, tra-

versa, sans coup férir et en les respectant, les villages des Aït-Abdel-moumène qui avaient fait leur soumission la veille, tandis qu'à mi-côte, sur la droite, la colonne Cérez incendiait les autres fractions restées en insoumission.

Le général Lallemand établit son camp à Aguemmoun, à quelques centaines de mètres d'Ighil-Taboucht; puis, dès que les troupes ont fait et bu le café, elles laissent leurs sacs dans les tentes et marchent à l'ennemi.

Pendant que l'artillerie balaye les ouvrages du centre de la position, le 4e zouaves gravit un escarpement qui le défile en partie des coups de l'ennemi, et tout à coup il débouche sur la crête; en tête, à 100 mètres en avant de leurs camarades, trois zouaves, Delmas, Doublier et Gac, sautent les premiers dans les retranchements ennemis, et Delmas tue un des chefs kabyles [1].

L'ennemi, surpris, se replie vers la gauche, mais il est chassé de position en position.

A la droite, la résistance est acharnée; quoique culbutés dans les ravins, les Qbaïls ne cessent pas leur feu, et ils essayent des retours offensifs. Le général fait alors occuper Ighil-Taboucht par un fort détachement qui utilise et approprie à son usage les retranchements abandonnés.

Grâce à cette précaution, la nuit fut tranquille.

Le 11, on resta à Aguemmoun et à Ighil-Taboucht; l'ennemi avait disparu; on ne vit que de nombreux cadavres qu'il n'avait pu enlever; nous n'avions, de notre côté, qu'un seul homme tué, Doublier, et 8 blessés, dont 2 officiers : l'un d'eux, mortellement frappé, ne survécut que vingt-quatre heures à sa blessure [2].

Le gros des troupes resta au camp et se reposa de ces trois jours de combats ; mais un détachement fut envoyé en reconnaissance chez les Aït-Douila et chez les Aït-Mahmoud, qui avaient abandonné leurs villages. On fit sauter à la mine la kouba de Sidi-Mohammed-el-Hadj, dans le village du même nom, car Si-Saïd-ou-Amar-Naït-Goudjil, descendant du saint et gardien du tombeau, avait été remarqué la veille un drapeau à la main et excitant les Qbaïls au combat.

Les tirailleurs, emportés par leur ardeur, descendent jusqu'à l'Oued-Aïssi et surprennent un groupe d'indigènes cachés dans les roseaux avec des femmes, des enfants, des effets et des troupeaux. Ces malheureux

---

1. Ces trois braves furent portés à l'ordre de la colonne. Doublier fut tué à la fin de la journée et Gac blessé à l'attaque d'une autre position.

2. M. Champion, du 80e de ligne.

essayent de se défendre, mais, cernés et écrasés par le feu des tirailleurs, ils se rendent, sont désarmés et ramenés prisonniers au camp au nombre de 15 hommes et à peu près autant de femmes et d'enfants. On garde les hommes et le troupeau, mais on renvoie les femmes et les enfants, qui trouvent un abri hospitalier dans les villages soumis, en arrière de la colonne.

Ce même jour, on occupa aussi le hameau de Taguemmount-Azouz, dont les habitants n'avaient pas envoyé les otages promis pour le matin, et on fit sauter le minaret d'une zaouïa dont le moqaddem était parmi les otages réclamés. Ce fut le colonel Méric, de la colonne Cérez, qui conduisit cette opération sans rencontrer de résistance, car les chefs avaient quitté le village.

Le 12, les deux colonnes campèrent ensemble au Tleta des Aït-Zmenzer. La route fut tranquille : les Aït-Ameur-ou-Faït des Aït-Aïssi et les Iouadiène de Dra-el-Mizane, jusqu'alors insurgés, vinrent au moment du départ se soumettre au général Cérez, et, comme gage, ils lui offrirent de couvrir son arrière-garde contre les Igouchdal que l'on voyait en armes prêts à engager le combat. Le général accepta, prit des otages, et les Iouadiène tinrent leur parole.

Au camp du Tleta, les soumissions affluèrent : le soir, toutes les tribus à l'ouest de l'Acif-Naït-Aïssi avaient fourni des otages.

Le même jour, à Tizi-Ouzou, le commandant Letellier recevait les délégués des Abid-Chemlal et des Imraouène du bas, qui abandonnaient les Oukaci.

Le 13, les généraux Lallemand et Cérez campaient à Tizi-Ouzou et donnaient à leurs troupes fatiguées deux jours d'un repos bien gagné.

Pendant ce séjour, le général en chef et son lieutenant achevèrent d'organiser l'attaque des Aït-Iratène et la délivrance de Fort-National. Anciens officiers des affaires indigènes, tous deux connaissaient l'histoire du pays, et ils savaient que cette opération n'était pas facile. En 1857, il avait fallu au maréchal Randon, pour avoir raison du massif central du Djudjura, 35,000 hommes de troupes régulières et la coopération de goums nombreux et dévoués. En 1871, l'effectif des deux colonnes campées à Tizi-Ouzou n'était pas de 10,000 hommes ; nous n'avions pas d'auxiliaires indigènes susceptibles d'être engagés, et les Qbaïls, persuadés que nous voulions prendre leurs terres et leur argent, allaient nous combattre avec la sombre énergie des désespérés.

Mais aussi les deux généraux avaient pour eux l'appoint de la petite garnison de Fort-National, la connaissance du pays, le prestige

de leurs récents succès, l'existence d'un parti rallié à la France par intérêt ou par sympathie, et, enfin, sans parler des données techniques tirées de l'étude de l'expédition de 1857, leur expérience et leur habileté qui étaient grandes.

Le 15 juin, le commandant Delorme, du 1er chasseurs d'Afrique, monta avec presque toute la cavalerie dans le haut Sebaou jusque vers les Aït-Fraoucen. Les contingents des Beni-Djennad et deux pelotons de cavalerie menacèrent Tizi-Rached, comme s'ils avaient été l'avant-garde des deux colonnes. Ces mouvements avaient pour but de donner le change à l'ennemi sur nos intentions et de le forcer à tenir une partie de ses contingents éloignée du point où devait avoir lieu l'attaque principale.

A minuit, les colonnes quittaient Tizi-Ouzou, et, le 16 juin au point du jour, elles étaient déployées au pied du massif des Aït-Iratène. A droite, la colonne Lallemand fait face au Taksebt et au Souq-el-Had. A gauche, la colonne Cérez est devant la koubba de Sidi-Hallaouï. Le convoi, massé sur la route nationale, est gardé par 1,200 hommes sous les ordres du chef de bataillon Lombard, du 80e de marche.

L'artillerie engage l'action par un feu nourri sur le Taksebt, et, quand les défenseurs écrasés ne peuvent plus tenir, le colonel Barachin enlève la position ; l'artillerie de campagne s'y établit, et, croisant son tir avec celui des pièces de la colonne Cérez, couvre d'obus le Souq-el-Had, occupé par les rebelles. Quatre bataillons de zouaves emportent ensuite cette nouvelle position, en même temps que la colonne Cérez s'empare de la koubba de Sidi-Halaouï. Le convoi s'engage alors sur la route.

Embusqués derrière les retranchements faits par eux au travers du chemin ou derrière les parapets qui bordent la route bâtie en quai le long du précipice, les Qbaïls défendent le terrain pied à pied.

La colonne Lallemand, suivant le massif d'Adeni, et la colonne Cérez, suivant la route d'Ighil-Guefri, n'avancent qu'en déblayant le terrain par les feux croisés de leur artillerie, qui rendent intenables ou qui détruisent les retranchements et les villages rencontrés sur les deux routes.

C'est ainsi que sont enlevés les cinq villages d'Adeni[1] et les contreforts du Toumdja, tandis que la colonne Cérez s'empare de Tala-Amara et d'Ighil-Guefri.

---

1. Adjema, Taranimt, Agadir, Bechacha, Mestiga, qui forment le toufik d'Adeni, ont ensemble 190 habitants.

A dix heures, le plus rude de la besogne est fait; nous sommes maîtres des crêtes, dont la possession nous permet d'atteindre Fort-National et d'avoir raison de toutes les résistances.

A ce moment, la garnison du Fort, qui depuis quatre heures du matin n'a pas cessé de couvrir d'obus et de balles les embuscades des assiégeants sans pouvoir les dégarnir, fait une sortie générale sous les ordres du lieutenant-colonel Maréchal.

A gauche, partant de la poterne du bureau arabe, le capitaine Ravez marche sur Aguemmoun en suivant la route d'Alger. Il a avec lui le makhzène, commandé par M. Fiak, la saga de Si-Lounis-Naït-Ameur, 10 hommes du train, 20 tirailleurs et 50 mobilisés de la Côte-d'Or.

A droite, le colonel, avec 40 hommes du train, 20 tirailleurs, 50 mobilisés et l'artillerie, marche sur Imaïnserène. En route, il fait mettre une pièce en batterie dans la direction d'Afensou et il place l'autre sur la route d'Alger pour empêcher les Aït-Atelli de le prendre à revers.

Dans le fort, M. Brandt, garde d'artillerie, avec deux canons de 4 de montagne rayés, bien approvisionnés de boîtes à mitrailles, est chargé d'appuyer la sortie.

Malgré le feu de ces pièces, les Qbaïls, bien plus nombreux que nos deux petites troupes, résistent pendant trois quarts d'heure, nous tuent 7 hommes et en blessent 14[1]. Mais, en fin de compte, à midi, Aguemmoun et Imaïnserène, qui brûlent depuis une heure, sont emportés d'assaut au moment même où les colonnes Lallemand et Cérez arrivent au-dessous des positions conquises.

Le colonel Maréchal et le capitaine Ravez rentrent alors au fort, et, à deux heures, toutes les troupes de la garnison, rangées en bataille près de la porte d'Alger, sont présentées au général en chef.

Cette journée du 16 juin nous avait coûté, tant dans les deux colonnes que dans la garnison, 15 tués et 44 blessés; résultat très remarquable et qui met bien en relief les capacités militaires des généraux Lallemand et Cérez, car, en 1857, pour arriver au plateau de l'Arba des Beni-Raten, où est bâti maintenant Fort-National, le maréchal

---

1. Parmi les tués étaient 3 mobilisés de la Côte-d'Or : le lieutenant Villard et les mobiles Belot et Bachelet; parmi les blessés était le capitaine des mobilisés, M. Bernisset.

La journée du 16 porta à 25 tués et 45 blessés le chiffre des pertes subies par la garnison de Fort-National pendant ce siège de 63 jours.

Randon avait eu 66 tués et 418 blessés dans ses trois divisions [1] comptant 35,000 hommes de troupes régulières.

Le 17, lorsque les camps furent installés, l'aumônier de Fort-National célébra en plein air, sur un autel improvisé, le service funèbre des 33 officiers et soldats qui avaient payé de leur vie la conservation et la délivrance de cette forteresse.

Après avoir rendu hommage aux morts en quelques paroles vibrantes, le général en chef adressa le 18 l'ordre du jour suivant aux braves survivants de la garnison :

« Officiers, Sous-Officiers et Soldats,

« Quoique bloqués et entourés par des bandes sans nombre de Kabyles, calmes, résolus, pleins de confiance, vous avez courageusement supporté les privations, les fatigues et les dangers d'un siège de 63 jours.

« En se révoltant, les insurgés se flattaient d'avoir facilement raison de votre petit nombre ; mais grâce à vous, grâce à votre vaillant chef, déjà connu par sa belle défense d'Ammi-Moussa [2], tous les efforts des Kabyles se sont brisés contre votre résistance énergique ; la France n'a pas cessé d'affirmer sa puissance au centre même du pays insurgé ; de tous les points de la Kabylie on aperçoit toujours cette place désormais glorieuse, que quelques gens de cœur ont conservée à leur patrie et à la civilisation.

« Officiers, Sous-Officiers et Soldats !

« Je serai heureux de faire connaître au Gouvernement une défense qui vous honore grandement devant le pays, et de mettre en relief la belle part qu'y ont prise les mobilisés de la Côte-d'Or et la milice locale [3]. »

« Au camp devant Fort-National, le 18 juin. »

---

1. Les deux colonnes Lallemand et Cérez avaient donc eu seulement 8 tués et 30 blessés ; le 24 mai 1857, nos pertes avaient été les suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| Division de Mac-Mahon. . . . . | 30 tués, | 225 blessés. |
| — Iousouf. . . . . . . | 3 — | 34 — |
| — Renault. . . . . . . | 33 — | 159 — |
| Total. . . | 66 tués, | 418 blessés. |

2. En 1864.

3. Les habitants de Fort-National ne furent pas ingrats vis-à-vis leurs défenseurs. Ils élevèrent un monument funéraire à ceux qui avaient succombé, et, le 5 décembre 1871, ils demandèrent au gouverneur l'autorisation de faire frapper une médaille « pour donner comme souvenir aux trois défenseurs de Fort-National : le colonel Maréchal, le capitaine Damarez, du génie, et le garde d'artillerie Brandt ».

Ali-Oukaci et les siens n'avaient pas pris part aux combats du 16 juin ; les Imraouène et lui étaient d'anciens ennemis des Aït-Iratène, et il était resté inactif entre Freha et les Aït-Khelili. Nous n'avions donc eu devant nous que les contingents du cercle de Fort-National ; la diversion du 15, la marche de nuit les avait trompés et surpris ; la puissance de notre artillerie, la vigueur de nos soldats et l'intelligente direction de nos officiers avaient fait le reste. Avec peu de troupe et peu de pertes, le général Lallemand avait réussi à mener à bien cette difficile entreprise dont on était en droit d'espérer de grands résultats.

Ils furent loin cependant d'être aussi complets qu'on le désirait : les Qbaïls, redoutant toujours la dépossession territoriale dont ils se sentaient menacés, ne désarmèrent pas tout de suite. Pendant les quelques jours que les colonnes restèrent campées sous les murs du fort, dont il fallait reconstituer les approvisionnements, quelques fractions vinrent bien faire leur soumission et fournir les otages et les armes demandés, mais ce n'étaient que celles des villages incendiés, pris d'assaut, ou situés entre le Sebaou et les crêtes. Plusieurs villages, à proximité des colonnes et hors d'état de nous résister, furent abandonnés par leurs habitants. Ceux-ci allèrent se concentrer sur la formidable position d'Icheridène, dont les moqaddems rappelaient la défense héroïque de 1857, et qu'ils déclaraient devoir être le tombeau des Français.

De son camp d'Aboudid, à quatre kilomètres seulement d'Icheridène, le général Lallemand envoya brûler quelques-uns des villages abandonnés, entre autres Tablabalt et Taourirt-Amoqrane ; mais ces destructions ne changèrent rien aux intentions de résistance des Qbaïls.

Le 23 juin, l'affluence des rebelles à Icheridène et en arrière de ce village était considérable ; toutes les tribus étaient représentées ; tous les drapeaux des zaouïa avaient été sortis, et, sur une longueur de plus de deux kilomètres, des retranchements formidables hérissaient cette position déjà si forte.

Le 24 juin, à neuf heures du matin, le jour même de l'anniversaire du premier combat d'Ichéridène en 1857, le général Lallemand met en marche ses colonnes. A dix heures, nos soldats occupent le mamelon situé en avant de la longue crête d'Icheridène ; l'artillerie ouvre le feu sur les retranchements ennemis. Le général dispose ses troupes pour l'assaut. A droite, sur la route de Tirourda, deux bataillons commandés par le colonel Faussemagne ; au centre, le gros des troupes du colonel Barachin ; à gauche, le lieutenant-colonel Noëllat

avec deux bataillons et l'escadron d'éclaireurs du capitaine Rapp. C'est cet officier supérieur qui va avoir l'honneur de renouveler cette attaque de gauche qui, en 1857, a entraîné la prise du village.

Mais les Qbaïls ont, eux aussi, conservé le souvenir de cette manœuvre, et ils ont habilement retranché les pentes abruptes par lesquelles étaient passés, en 1857, les hommes de la légion ; une longue tranchée coupe le flanc de l'escarpement et abrite de nombreux défenseurs.

En réponse à nos obus crépite sur toute la ligne des retranchements une fusillade enragée.

Le colonel Noëllat, au lieu d'attaquer de front, descend le flanc de l'escarpement et aborde la tranchée par son extrémité inférieure, là où elle est le moins bien garnie ; il y pénètre au prix d'efforts surhumains, et la remonte en écrasant les Qbaïls déroutés par cette attaque latérale.

A ce moment, onze heures, le 27e bataillon de chasseurs enlève le centre des positions, et une compagnie du 80e couronne les retranchements de la gauche des ennemis. Ceux-ci lâchent pied et laissent le terrain couvert de cadavres. Le capitaine Rapp, avec les éclaireurs, charge une partie des fuyards jusque près d'Aguemmoun-Azem, à travers des terrains impossibles ; le 1er tirailleurs rejette les autres jusqu'à la rivière des Aït-Yenni.

Le général Lallemand, rendant compte de ce beau combat, finissait en ces termes : « Rien ne peut donner une idée de la force et du nombre d'ouvrages que les Qbaïls avaient édifiés. Jamais, depuis l'ouverture de la campagne, nous n'avions rencontré autant de contingents, jamais l'ennemi n'avait montré un tel acharnement. Tous ses efforts ont été inutiles ; l'entrain et la vigueur de nos troupes ont été tels, et le tir de notre artillerie si précis, que, tandis que nous n'avons eu que 2 tués et 60 blessés, dont plus de trente légèrement, nous avons infligé aux Kabyles des pertes énormes : plus de 200 cadavres sont étendus autour de notre camp. Les conséquences politiques de ce succès ne tarderont pas, je l'espère, à se faire sentir. »

Le général ne se trompait pas : cette fois les Qbaïls reconnurent qu'ils étaient à notre merci, et qu'une plus longue résistance ne pouvait que prolonger la misère des femmes et des enfants sans avoir aucune chance de préserver les survivants de la dépossession territoriale dont ils étaient menacés.

Le 25, pendant que l'ennemi enterrait ses morts et que notre camp s'organisait, les anciens officiers d'Afrique rappelaient qu'en 1857 la

prise d'Icheridène, par la division du général de Mac-Mahon, nous avait coûté 44 tués, dont 2 officiers, et 327 blessés, dont 22 officiers. Sans doute les perfectionnements apportés à nos armes étaient pour beaucoup dans la diminution de nos pertes en 1871, mais l'habile direction des généraux Lallemand et Cérez y était pour bien plus encore.

Le 26, la tribu des Aït-Menguellet[1] et celle des Aït-Yahia vinrent faire leur soumission au camp d'Icheridène.

Le même jour, le commandant Letellier, alors à Freha, occupé avec sa cavalerie à peser sur le pays, reçut à son camp la fille d'Aomar-ben-Zamoun, accompagnée de sa belle-mère, fille de Mahieddine. Elle apportait une lettre du vieil Aomar-ben-Mahieddine priant le commandant de les faire conduire à Aomar-ben-Zamoun, près de qui elles seraient plus en sûreté. En réalité, ces deux femmes, très intelligentes, venaient avec la mission non déguisée de savoir quelles étaient les conditions qui seraient faites aux membres de la famille Mahieddine s'ils se soumettaient. Le commandant Letellier envoya les deux femmes à Aomar-ben-Zamoun, et, pour le surplus, transmit leur demande au général.

Ce jour-là le commandant reçut aussi la soumission des Aït-Fraoucène, Aït-Kheleli, Aït-bou-Chaïb, Aït-Ghobri.

Le 27, le général Lallemand recevait celle des Aït-Itoughar, Aït-Boudrar, Aït-Bouyousef, Aït-Yahia, et celle de la confédération des Aït-Betroun (Aït-Yenni, Aït-Ouacif, Aït-Bouakkach, Aït-Boudrar).

Le même jour, Ali-Oukaci écrivait au commandant Letellier pour lui annoncer que le lendemain 28, à l'heure du dohor[2], il lui ferait conduire par ses parents, à la mosquée de Sidi-Bou-Behir, les 45 colons[3] de Bordj-Ménaïel dont il avait contribué à sauver la vie.

---

1. La *confédération* des Aït-Menguellet comprend quatre tribus : 1° Aït-Menguellet, 7 toufik, 20 villages, 4,730 habitants; — 2° les Aït-Attaf, 2 toufik, 4 villages, 2,395 habitants; — 3° les Akbil, 5 toufik, 12 villages, 3,956 habitants; — 4° les Aït-Bouyoucef, 5 toufik, 10 villages, 3,348 habitants. — En tout, 14,429 habitants.

La confédération des Aït-Mengallat, réunie à celle des Aït-Betroun, forme la confédération des Igaouaouène.

Les Aït-Betroun comprennent quatre tribus : 1° Aït-Yenni, 6 toufik, 7 villages, 5,139 habitants; — 2° les Aït-Ouacif, 7 toufik, 7 villages, 5,532 habitants; — 3° les Aït-bou-Akkach, 4 toufik, 4 villages, 3,120 habitants; — 4° les Aït-Boudrar, 6 toufik, 9 villages, 5,958 habitants. Total : 19,749 habitants. — Icheridène est dans la tribu des Aouggacha, de la confédération des Aït-Iratène. Il ne compte que 120 habitants.

2. Entre midi et une heure.

3. Et non 44, comme l'ont dit à tort les premiers télégrammes, qui ont été rectifiés le lendemain.

Le 28, en effet, à deux heures, nos malheureux concitoyens arrivaient, au lieu indiqué, sous la conduite de Mohammed-Amoqrane-Oukaci, Mohammed-Saïd, Moussa-ou-Ahmed des Isser, et Ahmed-ben-Mahieddine[1] de Taourga. Ces deux derniers venaient se constituer prisonniers; ils restèrent avec le commandant Letellier, et, le lendemain, rejoignirent avec lui le général Lallemand, qui venait d'établir son camp au sebt des Aït-Yahia[2].

Amoqrane-Oukaci était reparti dans la montagne après avoir promis de revenir avec son cousin Ali pour faire sa soumission.

Le 30, le général en chef était campé au village d'Aït-Hichem, lorsque, à cinq heures du soir, arrivèrent ensemble Ali-Oukaci, Amoqrane-Oukaci, Mohammed-Lounis-Oukaci, et enfin Aziz-ben-Chikh-el-Haddad, parti la veille des Amoucha.

Tous venaient se mettre à la disposition du général Lallemand; ils acceptaient d'avance, disaient-ils, les conditions qui leur seraient faites, mais ils demandaient en grâce qu'en souvenir de leurs services passés on voulût bien les employer comme auxiliaires, jurant de consacrer leur influence politique ou religieuse à ramener dans le devoir les indigènes égarés comme eux, et, comme eux, repentants de leurs fautes.

Le général Lallemand, qui savait avec quelle facilité les indigènes d'une certaine classe changent de parti lorsqu'ils y ont intérêt, aurait volontiers utilisé les services de ces chefs dont le concours pouvait faciliter l'œuvre de pacification et d'apaisement; mais il n'était pas le maître d'agir suivant ses idées, et il répondit à Oukaci et à Aziz que leur sort dépendait du gouverneur général, à qui il allait être rendu compte de leur soumission et de leurs offres.

Aziz pria alors le général de l'autoriser à écrire directement à l'amiral de Gueydon, et, le jour même, il remit la lettre, suivante écrite en français :

---

1. El-hadj-Aomar-ben-Mahieddine se réfugia plus tard à Taourirt-Adène des Aït-Iratène, où il réussit quelque temps à persuader aux Qbaïls qu'il avait été autorisé à résider par le général Lallemand, ce qui était faux. Il fut enfin arrêté vers le 13 août par le commandant supérieur de Tizi-Ouzou, conduit à Dellis, écroué et condamné à mort le 30 mars 1872 par la cour d'assises d'Alger; la peine fut commuée.

2. La confédération des Aït-Yahia se compose de trois fractions : Taka, 9 toufik, 9 villages, 1,940 habitants; — Imsouhal, 3 toufik, 11 villages (dont Koukou), et 1,481 habitants; — Imesdourar, 5 toufik, 11 villages (dont Aït-Hichem), 2,039 habitants.

« MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

« Je vous ai déjà envoyé des lettres sans avoir de réponse; et cela à Bougie et à Sétif. Je ne sais si mes lettres sont arrivées ou non.

« Je me repens du crime que j'ai commis; accordez de faire la paix avec moi; c'est impossible que je vienne moi-même pour le moment. Je ferai rentrer tous mes amis sous votre commandement; je vous donnerai un coup de main pour la paix et la tranquillité.

« Je me retournerai avec ma force contre vos ennemis qui m'ont entraîné dans ce crime terrible.

« Dès que j'aurai reçu votre lettre avec le pardon je serai à vos ordres, et je vous jure de me battre pour le gouvernement français, avec mes amis, jusqu'à la mort, pour laver la tache qui est sur moi. Envoyez-moi une réponse, je suis à vos ordres et je vous aiderai.

« Je suis honteux de me faire voir devant mes anciens amis les Français tant que je ne me serai pas lavé de mon passé et montré comme un serviteur fidèle de la République française[1]. »

Le même jour, un émissaire de Seddouq apportait au général une autre lettre par laquelle Chikh-el-Haddad déclarait que c'était par son ordre, et avec son approbation, que son fils repentant faisait sa soumission. Le vieux pontife terminait sa lettre au général par cette formule mystique que tant de fois il avait prêchée à ses khouans : « Nous sommes entre vos mains comme des morts entre les mains du

---

1. Il a paru inutile de reproduire les fautes d'orthographe et les obscurités de la lettre d'Aziz. Voici cependant, pour les amateurs de *documents*, le texte exact de cette lettre, dont la calligraphie était fort belle :

« MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE L'ALGÉRIE,

« Je vous envoyer déja un lettre pas de reponds, même à Bougie aussi à Setif, je ne sais pas si mais lettre sont arrivé ou non je me repand de ce crime que je commis, accordé de fairr le paix avec moi; c'est impossible de venir même pour le moment. Je rendra tous mes amis au dessous vos commandement, je vous donnera un coup de main pour la paix et tranquilité.

« Je me retourne avec ma force contre vos ennemis qui m'ont entraine dans cette crime terrible.

« Apres avoir reçu votre lettre avec le pardon je suis à vos ordre et je vous jure de me battre pour le gouvernement français avec mes amis jusqu'a mort, lavé ce tache qui est sur moi; envoye moi de reponds je suis à vos ordre à votre secours.

« Je suis honteux de me faire voir devant mes anciennes amies le Français avant que je me lave comme serviteur fidèle de la Repoublique français.

« Je vous salue amicalement,

« (*Signé*) : AZIZ ». « CHAÏK AZIZ.

Miséricordieux et du Puissant, qui a pour auréole le pardon et la miséricorde. »

En venant se livrer au général Lallemand, contre qui il n'avait jamais tiré un coup de fusil, Aziz espérait être mieux traité qu'en se rendant au général Saussier, par qui il avait été si souvent vaincu dans des luttes acharnées. Il avait encore un autre but : il voulait par ses intrigues desservir plus sûrement son ennemi Ben-Ali-Chérif qu'il savait en correspondance avec le général en chef. Mais le marabout de Chellata qui, lui aussi, surveillait Aziz, avec d'autant plus de facilité que nos succès lui ramenaient des partisans, arriva de sa personne, le même jour, au camp du général, qu'il ne quitta plus.

Au grand scandale de la presse et de la population algériennes, toujours très surexcitées contre les chefs de l'insurrection, et en dépit des mandats d'amener lancés contre ces chefs, Ali-Oukaci et Aziz furent tout d'abord traités, par le général Lallemand, en prisonniers de guerre, et non en criminels ordinaires. Cela fit un très grand effet sur les Qbaïls et mit fin aux dernières velléités de résistance qui existaient encore dans le Djurdjura.

Les soumissions affluèrent de tous les côtés, et le général en chef n'eut plus un combat à livrer ni un village à détruire. Aussi insista-t-il auprès du gouverneur pour qu'aucune suite ne fût donnée aux mandats d'amener lancés contre ces deux chefs, et pour qu'il lui fût loisible de les conserver et de les employer au mieux de la politique d'apaisement, qui donnait des résultats autrement rapides et autrement fructueux que les combats.

Mais l'amiral s'était trop engagé à faire passer en cour d'assises tous les chefs insurgés, et il répondit au général, à la date du 12 juillet :

« J'invite le procureur général à prescrire que tous les mandats d'arrêt passent par l'intermédiaire des chefs de colonnes auxquels je laisse le soin d'apprécier le moment opportun pour l'exécution.

« J'admets que la conduite des opérations de guerre puisse vous conduire à différer l'exécution ; mais, en même temps, j'affirme, une fois de plus, que ni vous ni moi n'avons le droit de grâce, que, conséquemment, tous les coupables devront être livrés à la justice un peu plus tôt, un peu plus tard. »

Cette réponse était d'un légiste, et non d'un gouverneur de colonie, qui avait le droit de s'inspirer, avant tout, de la raison d'État et des

circonstances exceptionnelles que l'on traversait. Elle eut pour conséquence de prolonger la lutte pendant plusieurs mois et de causer, sans profit pour la cause de la civilisation, la mort de nombreux soldats qui succombèrent dans ces rudes colonnes que le respect d'une légalité contestable va nous forcer à faire marcher en plein été et jusque dans le Sahara.

Par le fait de cette réponse, il devenait, en effet, impossible d'utiliser la grande influence et le bon vouloir intéressé de ces vaincus repentants; ne pouvant rien leur promettre, on ne pouvait rien leur demander; et les autres rebelles, qui tenaient encore la campagne, surent bientôt que, quelle que fût leur conduite, quels que fussent leurs efforts, ils seraient livrés à la justice de leurs victimes et de leurs ennemis: les colons et les juifs.

Le général Lallemand savait du reste, d'avance, quelle serait la réponse du gouverneur, et, tout en stimulant le bon vouloir de ses prisonniers, il s'était bien gardé d'engager sa parole de soldat.

Mais le fait seul de la reddition volontaire d'Oukaci et d'Aziz, ainsi que la façon correcte et humaine dont ils furent traités par le général, produisirent un certain effet. Le 6 juillet, au camp de Tizi-Bouirem[1], la situation était bien améliorée dans le haut Djurdjura, et, à cette date, la colonne Cérez put, sans inconvénient, quitter le général en chef et rentrer à Aumale, en passant par le cercle de Dra-el-Mizane, où il y avait à terminer et à parfaire les soumissions déjà commencées.

Quant au général Lallemand, il resta encore une semaine autour de Fort-National, occupé à la réorganisation de cette citadelle, à la réception des otages, à l'arrestation des meneurs. Il n'eut plus un seul combat à livrer contre les Qbaïls du Djurdjura[2].

Le 8 juillet, le général Cérez arriva au Souq-el-Hadd des Iaouadène, où, aussitôt le camp installé, les tribus voisines vinrent faire leur soumission.

Le 9, il arrivait à Aïn-Soltane des Ihasnaouène[3], où on lui remettait une lettre par laquelle le moqaddem El-hadj-Mahmed-el-Djaadi demandait l'amane et implorait la clémence du gouvernement en considération de son passé et de la spontanéité relative de sa démarche.

---

1. 19 kilomètres au sud d'Icheridène.
2. Le général Lallemand quitta le Djurdjura le 15 juillet, et eut ce jour-là un grand combat au col de Tirourda, mais ce ne fut pas contre les Qbaïls du Djurdjura. Voir plus loin livre IV, chapitre IV : Boumezrag.
3. Tribu des Amechra (dit souvent, mais à tort : Mechtra).

Le général Cérez lui répondit que la seule chose qu'il pouvait lui promettre était la vie sauve tant qu'il resterait entre ses mains, mais qu'au gouverneur seul appartenait le droit de prendre des engagements quelconques.

Quelques heures après, accompagné du moqaddem Amar-ben-Ahmed des Aït-Mendès, El-hadj-Mahmed-el-Djaadi, toujours grave et solennel, arrivait à la tente du général et plaidait, non sans habileté, les circonstances atténuantes de sa défection : « Nous avions cru la France morte ; nous savions qu'un grand juif gouvernait ce qui restait d'elle ; nous ne pouvions, nous, gens de l'Islam, obéir à un juif. »

Mahmed-el-Djaadi fut traité avec certains égards, en raison de son passé et de son caractère ; et cet accueil fit un excellent effet. Dans la journée, toutes les tribus des Igouchdal (sauf trois)[1] et toutes celles des Aït-Setka (sauf deux)[2], vinrent au camp faire leur soumission et livrer leurs otages.

Les Abid, Imzlionène et Iflissène accomplissaient de leur côté les mêmes démarches auprès du commandant supérieur de Dra-el-Mizane.

Le 10 juillet, le général campait à la zaouïa de Sidi-Abderrahmane-Bou-Gouberine, près du tombeau du saint musulman.

Préférant les résultats pratiques aux démonstrations inutiles, il fit respecter le tombeau miraculeux et la zaouïa. Comme nous étions les plus forts, et que les bâtiments abandonnés étaient à notre discrétion, cet acte de bonne politique fut compris et apprécié des indigènes. Mahmed-el-Djaadi, reconnaissant, s'employa à inviter les Aït-Setka, soumis de la veille, à réunir leurs contingents et à réduire au besoin, par la force, les villages encore récalcitrants des Aït-Chebla et des Aït-Irguène, ce qu'ils exécutèrent de bonne grâce, désireux de plaire à la fois au général et à leur moqaddem.

Deux fractions des Aït-Goufi[3], les Aït-Irzar-Nechbel et les Aït-Ali, refusèrent cependant de se soumettre aux conditions imposées, comptant sur la situation de leurs villages, qu'ils croyaient inabordables

1. Aït-bou-Addou, Aït-bou-Ghedrane, Aït-Ghoufi.

2. Aït-Chebla, Aït-Irguène.

3. La tribu des Aït-Goufi, de l'ancienne confédération des Igouchdal, se compose de quatre gros toufik, comprenant ensemble 17 villages et 1,968 habitants : 1° Ihadrine, 6 villages, 671 habitants ; — 2° Maalla, 5 villages et 531 habitants : — 3° Irzar-Nechbel, 4 villages (Iboujelabène, Aït-Kara, Aït-Tekoubbet, Aït-Saadi), 445 habitants ; — 4° Aït-Ali-Naït-Goufi, 2 villages (Aït-bou-el-Melah, Aït-Slimane-ou-Ali), 301 habitants.

pour une colonne, et dans lesquels s'étaient réfugiés les gens les plus compromis et les plus exaltés. Ils avaient fait répondre qu'ils ne livreraient ni otages ni fusils. Un certain Mahmed-ben-Khoddech des Ihadriène, ancien amine-el-oumena de la tribu, et Slimane-ou-Amrane, tête de soff à Irzar-Nechebel, étaient les instigateurs de cette réponse.

Il fallut donc montrer aux Qbaïls, que si nous savions être bienveillants envers les vaincus qui donnaient des gages de leur bonne volonté, nous étions assez forts pour dompter toutes les résistances. Pour ce faire, le 11 juillet, laissant ses bagages et les sacs au camp de Koubba-Sidi-Abderrahmane, le général marchait sur les villages rebelles avec 1,500 hommes d'infanterie, 6 pièces d'artillerie, de la cavalerie et des sagas.

La veille il avait donné ordre au colonel Goursaud, campé à Teniet-Djaboub, d'avancer sur les crêtes et de les occuper du côté de ces villages.

La résistance fut tenace et énergique, mais elle fut impuissante contre l'artillerie et contre l'élan de nos troupes : les villages furent enlevés, dévastés et incendiés.

Nous eûmes 2 zouaves tués et 11 blessés, dont 2 officiers contusionnés.

Le 12, les Aït-Goufi, au complet, vinrent faire leur soumission ; le 13, les Aït-Ghedrane suivirent leur exemple avec une portion des Aït Addou.

Le 14 et le 15, ce furent les Aït-Irguène et les Aït-Chebla qui, cédant enfin à la pression des Aït-Setka, livrèrent leurs otages.

Il ne restait plus encore insoumis, dans le cercle de Dra-el-Mizane, que deux villages des Aït-bou-Addou : les Aït-Maallem et les Aït-Djima, excités par l'amine-el-oumena Mohammed-Naït-Moussa et par les notables Saïd-Naït-Taleb, Amer-Naït-el-Hichem, El-hadj-Mohammed-Amedjkane, etc.

Nos troupes étaient exténuées, la chaleur écrasante. Le général Cérez, utilisant les offres de service des tribus nouvellement soumises et s'inspirant d'un précédent dont il avait été témoin en 1859, établit un tour de service entre toutes les tribus du cercle pour qu'elles aient à entretenir, sur des points qu'il choisit, des contingents armés formant blocus autour des villages jusqu'à complète soumission.

Ce procédé réussit parfaitement, et les deux villages faisaient leur soumission, à Dra-el-Mizane, le 20 juillet, le lendemain du départ du général qui, après être resté trois jours sous les murs de cette ville, en était parti le 19.

Il ramenait prisonniers à Aumale les principaux personnages compromis dans l'insurrection, entre autres le caïd des Nezlioua Ali-ben-Telaache et ses frères. Le général l'avait remplacé à la tête de cette tribu par le vieil El-hadj-Ahmed-ben-Belgacem des Beni-Smaïl, ancien chaouch et ancien cavalier de Beauprêtre.

C'était un homme qui, depuis les débuts de l'insurrection, n'avait cessé de nous donner des preuves de son dévouement et de son intelligence, et qui justifia la confiance du général.

---

## VI

# LA REDDITION DE CHIKH-EL-HADDAD

(14 juin - 13 juillet.)

Rentrée à Coudiat-el-Beïda des détachements de la colonne Saussier (14 juin). — Camp de Ras-Bouchama (16 juin). — Première attaque de nuit (17 juin). — Démarches insidieuses des Amoucha; deuxième attaque du camp (18 juin). — Les Ouled-Bouchenak attaqués au Djebel-Matrouna; sortie du poste de Mahouane (18 juin). — Combats et occupation de Dra-el-Caïd (19 juin). — Sortie et escarmouches chez les Ouled-Saada (20 juin). — Combat des Beni-Meraï (21 juin). — Combat de Tala-Ifacène (23 juin). — Prise des villages des Djermouna (26 juin). — Soumissions dans la montagne. — Combat de Qsarettir (20 juin). — Démarches d'Ahmed-Bey (23 juin). — Offres de soumission des Ouled-Illès (29 juin). — Réponse du gouverneur. — Reprise des hostilités au sud de Sétif (29 juin). — Canonnade de Qsarettir (2 juillet). — Destruction du bordj d'Ahmed-Bey (3 juillet). — Bougie débloqué par une sortie de la garnison (30 juin). — Prise d'Aguemmoun des Mezaïa par le colonel Ponsard (1er juillet). — Soumission de chikh Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad; épisode de Saïd-Ouraba (2 juillet). — Takitount débloqué (3 juillet). — Nouvelles soumissions dans la montagne. — Attaque de nuit à Dra-el-Caïd (5-6 juillet). — Attitude de Chikh-el-Haddad et résistance des moqaddems. — Lettre de Boumezrag aux Beni-Djellil. — Conférences entre Boumezrag et les moqaddems. — Razzias de Boumezrag sur les Beni-Djellil (9 juillet). — La colonne Saussier campe à Tala-Ifacène (9 juillet). — Combat de Dra-el-Arba (12 juillet). — Lettre de Chikh-el-Haddad. — Soumission et arrestation de Chikh-el-Haddad à Merdj-Oumena (13 juillet). — Attitude de nos auxiliaires indigènes à son égard. — Fin de la coalition.

Après avoir organisé le djehad dans le nord du Babor, nommé les principaux chefs, confié la direction de la lutte contre Djidjeli aux moqaddems El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun et Amor-Bouaraour, Aziz était rentré aux Amoucha dans les premiers jours de juin ; c'était à sa présence qu'il fallait attribuer l'âpreté et l'énergie de l'attaque du 13 juin à Aïn-Gaouaoua.

Le général Saussier, instruit de ce retour, avait hâte de reprendre

l'offensive. Il dut cependant, à son camp de Coudiat-el-Beïda, laisser reposer, le 15, les troupes arrivées la veille du Mesloug et d'Aïn-Messaoud, et ce ne fut que le 16 qu'il put mettre sa colonne en marche vers le nord.

On alla ce jour-là camper non loin de Takitount, au pied du pic de Dra-Kalaoun, à Ras-Bouchama. Ordre fut donné de se retrancher et de couper les blés mûrs au milieu desquels on était installé, et qui auraient pu facilement être incendiés.

La première journée fut calme ; mais, le 17, à la tombée de la nuit, une vive fusillade était dirigée sur les quatre faces du camp. A dix heures, au moment où sonnait l'extinction des feux, l'ennemi s'élançait avec furie sur les grand'gardes, et particulièrement sur celle établie vers Dra-Kalaoun. Plus de la moitié des hommes passèrent la nuit occupés à aller renforcer les avants-postes. Trois soldats furent tués, douze blessés.

On pensa d'abord que les pertes de l'ennemi avaient été considérables, car, dans la journée du 18, il envoya des parlementaires faire des ouvertures de soumission. Quelques notables vinrent au camp offrir de payer telle contribution qu'on voudrait, mais sans fournir d'otages. Le général refusa de traiter sur ces bases.

A dix heures du soir, une nouvelle attaque avait lieu avec des contingents plus nombreux encore que la veille ; en plusieurs points, sur trois faces du camp à la fois, la mêlée fut très vive et le combat ne cessa qu'à une heure du matin. Nous avions 6 hommes blessés, dont deux mortellement ; ces derniers étaient deux tirailleurs tués par une grand'garde vers laquelle ils avaient été envoyés maladroitement par le chef d'une autre grand'garde qui, manquant de munitions, avait cru pouvoir s'en procurer rapidement en s'adressant au poste le plus voisin.

Cette attaque montrait bien que les Amoucha n'avaient nulle envie de se soumettre. En réalité, ils n'avaient voulu que gagner du temps et éviter une sortie pendant qu'ils enterraient leurs morts, cérémonie sur laquelle les moqaddems comptaient pour exalter les esprits et entraîner ces malheureux paysans à de nouveaux combats.

Du reste, le matin même de ces pourparlers du 18 juin, un autre groupe de rebelles avait attaqué au Djebel-Matrouna les campements du O. Nabet restés fidèles (O. Bouchenak). Ceux-ci, écrasés par le nombre et ayant déjà subi de fortes pertes, s'étaient repliés sur le village de Mahouane, occupé par une compagnie du 3e tirailleurs. Le capitaine, pour protéger la retraite de nos amis, avait fait une sortie

dans laquelle nous n'avions eu aucun homme blessé, alors que l'ennemi avait abandonné sur le terrain quatre de ses morts.

Le même jour, 18, la petite colonne Marié arrivait de l'Oued-Deheb, où sa présence avait suffi pour écarter les rebelles, et était venu prendre position au Mesloug, afin de couvrir le sud de Sétif menacé par Mohammed-ben-Adda.

Le 19, le général Saussier portait son camp à Dra-el-Caïd, bonne position défensive, dominant le pays, et excellent point stratégique entre le Sahel-Guebli, les Beni-Slimane et les Amoucha.

Ce ne fut pas sans peine qu'on y arriva : la route ne fut qu'un long combat. Le bataillon d'avant-garde allait de position en position, refoulant devant lui des masses exaltées et furieuses, pendant que, de son côté, l'arrière-garde rejetait d'autres masses vers le Djebel-Kalaoun. Bien conduite, cette marche ne nous coûta pas un seul homme, et du haut des crêtes l'on voyait de tous côtés l'ennemi emporter ses morts sur des civières.

Le lendemain 20 juin, à deux heures de l'après-midi, six bataillons, quatre pièces d'artillerie et toute la cavalerie s'avancèrent jusqu'à cinq ou six kilomètres vers l'est. Les Ouled-Saada avaient abandonné leur principal village, qui fut incendié, ainsi que les maisons et gourbis disséminés dans la montagne. Les groupes ennemis qui furent rencontrés se replièrent vers l'Oued-Berd et vers les Beni-Meraï sans essayer d'engager un combat que la disposition des lieux leur rendait difficile à soutenir. Il n'y eut que quelques légères escarmouches, et de notre côté il n'y eut pas de blessés.

Le 21, dès six heures du matin, presque toutes les troupes sortaient du camp. Une petite colonne, dont les divers groupes très espacés et déployés en tirailleurs occupaient beaucoup de terrain, manœuvrait comme pour une attaque générale des villages des Djermouna.

Pendant que l'ennemi se portait de ce côté, concentrant toute son attention sur les mouvements et les sonneries multipliées de ce détachement, le gros des troupes, formé en ordre serré, marche silencieusement vers l'Oued-Berd. Cette rivière est franchie sans difficulté, et, brusquement, nos troupes s'élancent au pas de course sur les villages des Beni-Meraï, de Kerrata, des Ouled-Aziz et des Ouled-Mbarek, qui sont brûlés et détruits, malgré la vive résistance des défenseurs accourus trop tard, et alors que notre première colonne, faisant un à-droite, est déjà venue former la réserve des troupes engagées. L'ennemi ne peut que s'acharner sur le bataillon d'arrière-garde, qui le maintient facilement à distance, pendant que nos hommes rentrent

au camp chargés de butin et surtout de poules, de moutons et de chèvres, qui vont améliorer l'ordinaire.

Dans ce beau combat des Beni-Meraï si brillamment conduit, nous avions eu 1 homme tué et 6 blessés; les Beni-Meraï avaient été bien autrement éprouvés, et, sans la présence d'Aziz et des moqaddems, ils se seraient rendus à merci ainsi que leurs voisins, qui se sentaient menacés des mêmes désastres.

Aziz, comprenant que, de ce côté, les tribus, fatiguées de leurs échecs, vont lui échapper, va, le 22, chez les Djermouna, et, de là, fait appel aux contingents des Beni-Slimane et de Seddouq pour se jeter, par le Sahel-Guebli, sur les villages au nord de Sétif. Il sait qu'il n'y a là que de faibles détachements, car en ce moment le colonel Bonvalet est du côté de Qsarettir.

Le général Saussier est informé par ses espions : il peut du reste, avec une longue-vue, suivre la plupart des mouvements des rebelles, et il prend ses dispositions en conséquence.

Le 23 juin, à quatre heures du matin, Aziz réunit ses contingents aux Djermouna, et, après la prière du Fedjer, il les dispose pour marcher vers l'ouest, défilant à deux ou trois kilomètres de distance de nos grand'gardes. Le général affecte la plus profonde indifférence : dans notre camp, on sonne le réveil, les tentes restent dressées, on allume les feux, on semble uniquement préoccupé de parfaire l'installation et de s'occuper des détails habituels aux jours de repos.

Mais déjà dans la nuit une colonne légère était partie sans bruit, dissimulant sa marche sur le versant sud et ouest de la ligne des crêtes. Au moment où la colonne d'Aziz arrive vers Tala-Ifacène, notre cavalerie la charge et la culbute ; les tirailleurs débouchent à leur tour et enlèvent avec entrain les villages de Tala-Ouzerar et de Zeraï. En vain les contingents ennemis essayent de se reformer, de nouvelles charges les rejettent jusque sur les escarpements rocheux du Djebel-Takintoucht. Plus de 8,000 rebelles des Beni-Slimane, Beni-Ourtilane, Beni-Yala, Sahel-Guebli, Beni-Smaïl, etc., avaient pris part à ce combat ; ils laissaient 150 morts sur le terrain alors que nous n'avions que 8 blessés.

Dès le début de l'action, les Djermouna étaient venus attaquer nos grand'gardes, et ils ne cessèrent le feu qu'au retour de la colonne. Celle-ci avait marché ou combattu pendant treize heures de suite.

Ce fut là le dernier grand combat livré par Aziz dans cette région, qu'il quitta le jour même pour rentrer à Seddouq.

Les indigènes étaient découragés, et, sans le voisinage d'Aziz, dont

ils redoutaient maintenant le retour parmi eux, ils seraient venus se soumettre : il y avait alors dans leur cœur bien plus de haine contre « les fils du forgeron » que contre les Français.

Cependant, le général Saussier, ne voyant venir aucune soumission dans les journées du 24 et du 25, lance ses troupes, le 26 au matin, sur les villages des Djermouna ; les Qbaïls, défendant leurs maisons et gourbis, se battent avec une âpre énergie pour donner aux femmes et aux enfants le temps de s'enfuir dans la montagne ; ils ne réussissent qu'à se faire écraser par l'artillerie ; tout est enlevé, pillé, brûlé. Les pertes de l'ennemi sont considérables, et, dans sa fuite, il laisse 30 cadavres sur le terrain, alors que nous rentrons au camp avec 3 blessés, dont 1 officier, le sous-lieutenant Maillet. Pendant ce temps, notre cavalerie parcourt le Sahel-Guebli et brûle plusieurs villages abandonnés.

Le lendemain, les offres de soumissions commençaient à arriver au camp. Les Qbaïls venaient d'apprendre qu'Aziz était parti vers l'ouest ; que le général Lallemand avait débloqué Fort-National ; que la grande Kabylie était soumise ; que le 23 et le 25 des troupes étaient débarquées à Bougie [1] ; qu'une colonne marchait sur les Mezaïa et qu'une autre [2] remontait l'Oued-Sahel ; on disait encore qu'Ahmed-Bey s'était soumis avec les Righa. Aussi, de tous les côtés, les vieillards et les notables se séparaient des moqaddems et venaient au camp amenant, qui sa kharouba, qui son hameau ou sa fraction ; chacun agissait pour son propre compte et se méfiait des anciens chefs investis et des personnalités religieuses qui s'offraient les uns pour faciliter ces démarches, les autres pour les retarder. C'était, chez nos ennemis de la montagne, un désarroi complet et une méfiance générale vis-à-vis ceux qui les avaient entraînés ou guidés depuis trois mois.

Dans la banlieue et dans la plaine de Sétif, nos affaires avaient également pris une meilleure tournure à la suite d'opérations heureuses exécutées par le colonel Bonvalet.

Le 20 juin, avec l'appoint des troupes de la colonne Marié, il avait livré à Qsarettir un brillant combat dans lequel il avait écrasé les contingents des Righa, commandés par Mohammed-ben-Adda et ses frères. Excités par l'esprit de soff et par de vieilles rancunes locales, les petits goums de Sghir-bel-Laroussi et de Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad nous avaient prêté un concours actif, dont l'effet

1. Deux régiments sous les ordres du colonel Ponsard.

2. Sous les ordres du colonel Thibaudin, arrivé un peu avant le colonel Ponsard.

moral était encore de beaucoup supérieur à l'aide matérielle donnée.

Ahmed-Bey et Mohammed-bel-hadj-ben-Gana-el-Righi [1], qui, eux aussi, étaient ennemis de Mohammed-ben-Adda, mais qui n'avaient pas pris part à la lutte, étant eux-mêmes insurgés, vinrent le 23 au camp du colonel Bonvalet après avoir demandé un sauf-conduit. Ils faisaient amende honorable de leurs fautes, offraient de nous servir fidèlement, s'engageaient à nous fournir des goums et des mulets, et à garantir la paix et la sécurité dans le Bou-Taleb et la plaine de Sétif. « C'est le moment de reprendre en main vos administrés, disait Ahmed-Bey, vous le pouvez presque sans coup férir, en montrant les « grand'capout » ; si on voit se grouper autour de vous les familles notables du pays, vous aurez des otages tant que vous en voudrez, et on vous payera, avec le temps, des contributions de guerre ou des amendes. Nous avons été trompés, nous en subirons la peine ; nous sommes entre vos mains ; nous ne vous demandons que de nous pardonner, et, avant de statuer, d'apprécier les services que nous vous avons rendus jadis et que nous vous rendrons. »

C'était là une démarche qui ne manquait pas de dignité, et des conditions, en somme, très acceptables, surtout vis-à-vis d'Ahmed-Bey, dont la participation aux actes insurrectionnels était encore fort minime, et en faveur de qui il y avait des circonstances très atténuantes.

Il eût été sage et politique de les accepter ; c'était l'avis du colonel Bonvalet et aussi celui du général Augeraud, qui transmit ces propositions à Alger, en faisant connaître que des ouvertures analogues avaient été faites ou seraient faites par d'autres personnalités qu'il serait à la fois politique, humain et économique d'utiliser dans les circonstances actuelles ; « encore bien qu'en agissant ainsi on prendrait l'engagement moral de conserver en fonction des agents compromis dans l'insurrection ou complices de faits tombant sous le coup de la loi française ».

Pendant qu'on attendait la réponse, Ahmed-Bey resta au camp du colonel, cherchant à ramener son frère Zaouï-ben-Chikh-Messaoud, qui avait groupé autour de lui, outre les Righa de son soff, un grand nombre d'Ouled-Sahnoun du Hodna. Zaouï déclara qu'il était prêt à se soumettre, mais que les Righa ayant eu un rôle très effacé dans l'in-

1. Cette famille notable des Righa n'avait aucun lien de parenté avec les Bengana de Biskra.

surrection, il n'était pas admissible qu'on leur imposât les conditions publiées dans le *Mobacher* comme devant être appliquées à tous ceux qui avaient combattu dans les rangs des rebelles.

Profitant de l'accalmie amenée par ces pourparlers, le colonel remonta vers le nord : il campait le 25 à Aïn-Sefia et le 26 à Mahouane, assurant ainsi les derrières du général Saussier, et protégeant les villages français et ceux des Ouled-Nabet fidèles.

Le 29 juin, les anciens caïds Zerroug-ben-Henni-ben-Illès[1] et Illès-ben-Bouzid arrivaient au camp ; ils offraient, comme Ahmed-Bey, de se soumettre et de racheter leur défection temporaire en se mettant à la tête de goums opérant sous nos ordres contre les tribus insurgées.

Malheureusement, le colonel venait de recevoir notification de la réponse de l'amiral aux propositions du général Augeraud : c'était l'ordre de rester dans la stricte légalité et d'exécuter les prescriptions d'une circulaire, en date du 20 mai, « ordonnant de ne rien promettre à ceux qui se rendraient; d'exiger qu'ils aillent se constituer prisonniers dans les villes et de ne pas les employer comme auxiliaires ».

L'amiral, sur ce point, était inflexible; à la réception de la lettre du général Augeraud, il avait écrit en marge : « Agir comme à Paris, on juge et on désarme; les Kabyles ne sauraient prétendre à plus de ménagement que les Français. »

Opinion respectable assurément, mais fort discutable, et que le général Lallemand combattait le plus qu'il pouvait, sans succès d'ailleurs[2].

Le colonel Bonvalet, très contrarié, donna connaissance à Ahmed-Bey et aux Ouled-Illès de la réponse du gouverneur. Tous furent navrés et quittèrent le camp en déclarant qu'il ne leur restait plus qu'à se faire tuer : « Jusqu'à ce que Dieu nous frappe, ajoutèrent-ils, nous ignorons ce qu'il nous faudra faire pour vivre au milieu des insurgés ; nous serons sans doute forcés de vous combattre, mais le jour où vous croirez pouvoir pardonner à vos anciens serviteurs égarés, nous serons toujours prêts à tourner nos armes contre vos ennemis, car nous sommes et nous restons vos enfants. »

Et tous partirent pour rejoindre les rebelles; plus occupés d'ailleurs de s'éloigner de nos colonnes que de les attaquer, mais laissant le champ libre aux Ben-Adda et à tous les coupeurs de routes, avec les-

1. Blessé à notre service le 5 mai. Voir livre III, chapitre III, page 393.
2. Voir livre III, chapitre V, page 450.

quels, plus tard, ils durent eux-mêmes faire cause commune pour éviter des agressions imminentes.

Nous avions, il est vrai, la satisfaction d'avoir sauvegardé les principes, mais nous prolongions la lutte ; nous avions des auxiliaires en moins et des ennemis en plus.

Dès le 30 juin, le colonel Bonvalet dut se porter à Guidjel pour faire face à Zaouï-ben-Chikh-Messaoud, qui, n'ayant jamais partagé les espérances de son frère dans la bienveillance du gouvernement, avait continué à organiser et à recruter son goum. Il avait avec lui la majeure partie des Righa-Dahra, ceux du soff de sa famille, et aussi un grand nombre d'Ouled-Sahnoun du Hodna.

D'Aïn-Azel, où il se trouvait lors de la rentrée de son frère, il se porta sur Qsarettir ; son intention était d'enlever les caïds Bel-Laroussi et Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad, qui persistaient dans leur soumission, malgré l'insuccès des démarches d'Ahmed-Bey.

Le 2 juillet, le colonel Bonvalet arrivait vers les quatre heures du soir dégager nos amis sérieusement inquiétés ; il dissipa facilement à coups de canon les contingents rebelles, que la nuit l'empêcha de poursuivre.

Le lendemain de cette canonnade, le 3 juillet, le colonel marchait avec les goums et la cavalerie sur le bordj d'Ahmed-Bey et de Zaouï, le canonnait et l'incendiait. Dans cette seconde affaire, le vieux caïd Mohammed-Sghir-ben-Chikh-Saad et son fils furent blessés en combattant à la tête de nos goums.

Le colonel fut, dès lors, occupé à battre la plaine au sud de Sétif pour protéger les villages suburbains, sans réussir toutefois à atteindre un ennemi qui se dérobait.

Pendant ce temps, au camp de Dra-el-Caïd, le général Saussier continuait à recevoir des soumissions des tribus de la montagne.

Elles furent surtout nombreuses dans les premiers jours de juillet, car, de tous les côtés, arrivaient des nouvelles bien faites pour décourager les rebelles.

Le 1er juillet, on apprenait que depuis la veille Aziz était prisonnier du général Lallemand, à Aït-Hichem, dans le Djurdjura, et que les troupes de Bougie avaient fait une sortie qui avait mis fin au blocus de la ville.

Le soir, on avait des détails sur un combat livré dans la journée aux Mezaïa par le colonel Ponsard, qui avait enlevé et brûlé le village d'Aguemmoun et infligé des pertes considérables aux rebelles, alors que les Français n'avaient eu que 2 tués et quelques blessés.

Les jours suivants, l'émotion fut plus grande encore chez les indigènes quand ils surent que Chikh-Mahmed-ben-Chikh-el-Haddad était prisonnier à Bougie. Les uns disaient qu'il avait été blessé et pris dans le combat du 1er juillet, les autres qu'il avait été traîtreusement fait prisonnier le 2 par Saïd-Ouraba, son ancien ami, jadis nommé caïd par Aziz ; d'autres enfin affirmaient qu'il s'était livré volontairement et par ordre de son père.

Les deux dernières versions, quoique contradictoires en apparence, étaient exactes ; voici ce qui était arrivé :

Chikh-Mahmed n'avait pas assisté au combat des Mezaïa, car il connaissait la volonté de son père et il n'attendait qu'un mot d'Aziz pour aller se constituer prisonnier. Ce mot lui était arrivé dans la soirée du 1er juillet, et, le 2, il s'était mis en route pour Bougie, n'emmenant avec lui que deux serviteurs. A peu de distance de la ville, il avait rencontré Saïd-Ouraba ; tous deux avaient mis pied à terre pour se donner le baiser de paix, qui est une des formes de la salutation des indigènes se considérant comme parents. En donnant cette accolade, Saïd-Ouraba avait traîtreusement terrassé son ami, et, aidé de quelques serviteurs, il l'avait ligoté et remis sur sa mule. Il l'avait ensuite amené dans cet équipage à Bougie et nous avait fait hommage de sa prétendue capture.

Ce bel exploit valut plus tard à son auteur un acquittement en cour d'assises [1].

Toutes ces nouvelles accéléraient les soumissions, aussi bien au camp de Dra-el-Caïd qu'à Bougie. Du 1er au 8 juillet, dans cette ville, 25 fractions [2] vinrent livrer des armes et des otages ou verser des contributions de guerre. De son côté, le général Saussier avait son camp encombré de captifs amenés par toutes les fractions des Amoucha, Beni-Meraï, Djermouna, Sahel-Guebli, Beni-Yala, Beni-Chebana, etc.

Dès le 3 juillet. Takitount était débloqué, et sa garnison, qui n'avait jamais eu d'attaque sérieuse à repousser en raison de la situation très forte du bordj, put sortir librement.

---

1. Arrêt du 19 avril 1873. Le même arrêt condamnait Aziz à la déportation simple, chikh Mahmed à cinq ans de réclusion, Chikh-el-Haddad à cinq ans de détention, Ben-Ali-Chérif à cinq ans de détention.

2. Les voici dans l'ordre où elles se présentèrent à Bougie du 3 au 8 juillet : Ouled-Tamzalt, — Ouled-Amer-Youb, — Toudja, — Senhadja. — Beni-Melloul-Fennaya, — Beni-Immel. — Mezaïa. — Beni-Mimoun, — Mcisna, — Aït-Ouarets-ou-Ali, — Beni-Mahmed, — Beni-Hasseïne, — Aït-Ahmed-ou-Garets, — Beni-Oughlis-Imzalène, — Beni-Khateb, — Illoula, — Mzala, — Beni-Amrous.

Puis venus à la colonne Lallemand : Aït-Amer, Beni-Ksila, Acif-el-Hammam.

C'était, toute la journée, au camp de Dra-el-Caïd, des allées et venues d'indigènes apportant les preuves demandées de leur soumission ; le général Saussier, toujours prudent, avait prescrit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les mesures nécessaires pour éviter le désordre et les surprises ; il ne cessait de rappeler que, quelque sincères que fussent les soumissions des gens qui se présentaient, le pays renfermait encore de nombreux groupes dissidents, d'autant plus dangereux qu'ils comprenaient les meneurs et les personnalités trop compromises pour se livrer.

Ces recommandations étaient sages ; on en vit la preuve dans la nuit du 5 au 6 juillet, où il y eut encore une attaque de nuit dirigée contre le camp ; mais on était sur ses gardes, et elle fut loin d'avoir l'âpreté des agressions précédentes.

Elle n'était pas le fait des collectivités des environs, qui n'avaient nulle envie de s'exposer à des représailles ; elle était l'œuvre des gens à la dévotion de Boumezrag.

La reddition des deux fils de Chikh-el-Haddad avait eu lieu malgré lui, et de par la volonté expresse du vieux chef de la zaouïa de Seddouq, qui avait enfin reconnu l'impossibilité de cette principauté théocratique que le bachagha et ses fils avaient fait miroiter devant ses yeux pour l'entraîner malgré lui dans cette guerre désastreuse. En bon musulman, il s'était le premier « résigné à la volonté de Dieu, qui seul donne la victoire ». Il avait ordonné à ses fils de déposer les armes, et il avait informé le général Lallemand ainsi que le commandant supérieur de Bougie de l'approbation qu'il donnait à la soumission de ses fils. Il annonçait tout haut qu'il allait lui-même se remettre à la générosité des Français, et, rentrant dans son rôle de pontife, il prêchait autour de lui la paix et la résignation, en attendant des jours meilleurs.

Aziz aussi, du camp du général en chef, avait écrit dans ce sens à plusieurs moqaddems des environs de Seddouq.

Cela ne faisait l'affaire ni de Boumezrag ni de la plupart des moqaddems gravement compromis dans la direction du mouvement insurrectionnel.

Boumezrag connaissait l'accueil fait à la fin d'avril aux démarches de son frère et du chikh Bouakkaz ; il savait la réponse faite plus récemment aux offres de soumission formulées par Aziz, par Oukaci, par Ahmed-Bey et par les Ouled-Ilès ; toujours bien renseigné par ses amis d'Alger et de Constantine sur notre situation politique et administrative, et conservant peut-être encore, comme son frère, une vague

espérance de restauration monarchique par cette Assemblée nationale dont on commentait dans nos villes les tendances royalistes, il voulait gagner du temps.

Ni lui ni l'aristocratie indigène qui l'entourait ne pouvaient se faire à l'idée de se rendre à un gouvernement démocratique dans lequel les colons algériens exerçaient une influence prépondérante et qui avait à sa tête un officier général dénommé « gouverneur *civil* », et dont l'unique objectif semblait être la colonisation. Ces orgueilleux vaincus savaient aussi que, de par la volonté de l'amiral, tous leurs biens étaient confisqués et qu'eux-mêmes devaient être traînés devant « la justice rouge[1] », où ils auraient pour juges ces colons dont ils avaient rêvé le refoulement ou la ruine, et qu'ils croyaient solidaires des violences de la presse algérienne à l'égard de tous « les porte-bernous ».

Pour eux, mieux valait la mort dans le combat que pareille déchéance.

Quant aux moqaddems, la plupart d'entre eux s'étaient jetés avec ardeur dans la lutte, non par fanatisme, mais parce qu'ils avaient compté se tailler une situation brillante et lucrative. Ils avaient échoué, et, se sentant impuissants à protéger contre les exigences du vainqueur ceux dont ils avaient entraîné la ruine et l'humiliation, ils répugnaient à rentrer dans leurs villages après avoir subi la honte d'une reddition volontaire aux chrétiens. Ils sentaient que c'en était à tout jamais fait de leur prestige religieux s'ils ne s'imposaient pas au respect des gens de leurs tribus par l'énergie de leur attitude vis-à-vis des Français.

Il y eut plusieurs réunions à Djenane-el-Beylik, tout près de Seddouq, entre les Ouled-Moqrane et les moqaddems qui refusaient d'obéir au grand maître de l'ordre des Rahmanya. On convint de répandre le bruit qu'Aziz avait été livré aux chrétiens par une trahison d'Ali-Oukaci; que Chikh-Mahmed avait été blessé et capturé les armes à la main dans l'affaire des Mezaïa et que Chikh-el-Haddad était mort. Aux familiers et voisins de la zaouïa qui auraient pu contredire cette dernière affirmation, on persuada que « des hallucinations, signes manifestes de la possession divine et de la sainteté du chef de la zaouïa », lui inspiraient ses discours en faveur de la paix et de la soumission aux infidèles.

Boumezrag lança alors de tous côtés de nouvelles lettres pour ré-

1. C'est le terme par lequel les indigènes désignent la cour d'assises.

chauffer le zèle des fidèles et les mettre en garde contre les conseils d'Aziz.

Le 7 juillet, les habitants des Beni-Djelil [1] nous remettaient une de ces lettres ; elle était ainsi conçue :

« Louange à Dieu. A la totalité des champions de l'Islam de la tribu des Beni-Djelil, grands et petits, salut ;

« Vous vous êtes levés pour le djehad. Vous avez suivi Aziz-ben-Chikh-el-Haddad et supporté le poids de la guerre. Dieu vous en récompensera.

« Nous venons d'apprendre qu'Aziz a été pris par la colonne française, et depuis il a écrit aux gens de se soumettre aux infidèles ; mais, sachez-le bien, ô champions de l'Islam, celui d'entre vous qui est un vrai croyant ne doit pas s'arrêter à ces paroles d'Aziz, parce que Dieu lui a retiré la raison et la foi ; cela arrive comme il est dit dans les haddit du prophète : « *Beaucoup travaillent pour le ciel, ils y arrivent à la distance de deux empans; puis, par un retour subit, ils travaillent pour l'enfer, où ils sont précipités.* »

« Aziz est dans ce cas ; Dieu et les paroles de son prophète sont sincères.

« O champions de l'Islam, nous venons vous mander par cette lettre de nous informer si vous êtes toujours prêts à continuer le djehad ; si cela est, nous irons près de vous, nous marcherons avec vous, nous nous entr'aiderons afin d'arriver au résultat de nos vœux pour le bien de la religion.

« Ne vous préoccupez donc pas de ce qu'a écrit Aziz. Son arrestation ne diminue en rien nos forces, sa présence ne les augmenterait pas. Il n'est en réalité qu'un simple mortel qu'ont suivi les vrais croyants, et il n'aura point la bénédiction de Dieu, parce qu'il vous a trompés et trahis.

« Le gouvernement français s'est affaibli par suite des combats livrés contre les fils de Ben-Hamza (des Ouled-Sidi-Chikh) et contre les Ouled-Naïl de Laghouat, car ces derniers sont revenus à l'islamisme [2].

1. Il s'agit des Beni-Djellil, fraction des Abd-el-Djebar des environs de Bougie ; ils avaient fait leur soumission quelques jours auparavant. Il ne faut pas les confondre avec les gens du village de Boudjellil, des Beni-Abbès, près le bordj de Beni-Mansour.

2. En 1871, nos troupes n'ont livré qu'un seul combat contre les Ouled-Hamza, et pas un homme des Ouled-Naïl de Laghouat ne s'est insurgé. Mais, chez les indigènes du littoral, l'esprit de particularisme et l'ignorance des choses qui se passent en dehors de leur canton sont poussés à un tel degré qu'il est toujours possible de leur faire accepter les nouvelles les plus fausses.

« Si vous êtes de véritables croyants, informez-nous, nous nous aiderons mutuellement, car nos frères des Ouled-Moqrane parcourront les tribus pour cette cause. Ne craignez rien et ne perdez pas courage. Si vous donnez votre adhésion à l'acte d'Aziz, vous vous en repentirez comme lui-même se repent aujourd'hui.

« Salut, par ordre du protecteur de la religion (Naceur-ed-dine) Ahmed-Boumezrag-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani, *bachagha de la Medjana.* »

Grâce aux excitations contenues dans ces lettres, grâce à l'activité déployée par l'entourage de Boumezrag, les désespérés, les fanatiques et les gens tarés qui se traînent à la queue de toutes les insurrections, affluèrent au camp de Djenane-el-Beylik. En quelques jours Boumezrag eut près de lui plus de 10,000 fusils. Il vint alors prendre position sur les hautes crêtes d'Ilmatène, à Dra-el-Arba, où, de vingt lieues à la ronde, les Qbaïls aperçurent un grouillement de bernous et des reflets d'armes qui signalèrent à tout le pays l'armée des fidèles prête à défendre la zaouïa de Seddouq contre la colonne des Français.

Cette impression fut de courte durée.

Le 9 juillet au matin, par une chaleur suffocante, le général Saussier suivait la crête qui conduit à Dra-el-Arba et arrivait le soir, sans coup férir, à Tala-Ifacène, où il campait au lieu dit Merdja-Ahmarène.

La marche n'avait pas été inquiétée, car, ce jour-là, Boumezrag, avec une partie de ses contingents, était allé mettre à feu et à sang la petite tribu des Beni-Djelil qui s'était soumise, et il menaçait les Beni-Immel. A la nouvelle de l'arrivée de la colonne à Tala-Ifacène il revint précipitamment à son camp de Dra-el-Arba.

Le général Saussier exigeait beaucoup de ses soldats, mais il avait toujours pour eux cette sollicitude éclairée et bienveillante qu'on rencontre surtout chez les anciens officiers d'infanterie ; avant d'engager un nouveau combat contre des forces supérieures, il donna un jour de repos à ses troupes et ne reprit la route de Dra-el-Arba que le 11, à quatre heures du matin.

On arriva, après une marche très pénible, mais sans incident, aux ruines du caravansérail incendié en avril par les insurgés. On n'était guère qu'à un kilomètre ou deux des contingents rebelles, masqués en partie par le relief des escarpements du Dra-el-Arba. Si l'ennemi avait eu de l'artillerie, la position n'aurait pas été tenable ; elle était au contraire excellente en face de gens ayant un armement aussi défectueux.

Le 12, à midi, Boumezrag et les Ouled-Moqrane, bannières déployées et suivis de contingents très nombreux, marchaient sur le camp, où il leur semblait que nos troupes étaient endormies. Mais en un instant nos hommes sont debout à leur place de combat, et, avant d'être abordés, ils marchent en plusieurs colonnes sur l'ennemi qu'ils accablent de leurs feux rapides et que bientôt ils cernent de tous côtés. La cavalerie descend vers le lit de l'Oued-Bousselem et coupe le chemin des montagnes de Tala-Amoqrane; les Qbaïls, qui se sont embusqués par petits groupes dans les ravins, sont écrasés.

Le terrain est couvert de morts, les prisonniers deviennent encombrants, une vingtaine d'individus pris les armes à la main sont fusillés par les tirailleurs qui ne peuvent se résigner à rester à les garder pendant qu'on se bat à côté d'eux.

On ramasse de nombreux fusils, dont plusieurs chassepots, et l'on rentre au camp n'ayant qu'un seul homme tué et quelques blessés, dont deux officiers.

Le soir, le général recevait une lettre par laquelle Chikh-el-Haddad demandait l'amane et disait qu'il avait déjà donné des assurances de soumission au général Lallemand et au commandant supérieur de Bougie.

Le général Saussier lui répondit que, s'il en était ainsi, il devait rendre cette soumission effective et visible en venant à son camp, qui, le lendemain, serait à Merdj-Oumena (10 kilomètres de Dra-el-Arba).

Le 13 juillet, la colonne, après avoir suivi la route des crêtes et être passée dans la vallée de l'Oued-Sahel par Tizi-Lekehal, venait d'établir son camp, lorsqu'on vit arriver, porté sur une civière et suivi d'une longue file de khouans sans armes, le grand maître de l'ordre des Rahmanya.

Ce fut un spectacle imposant que la reddition de ce vieux pontife octogénaire, quand, descendu de sa civière et soutenu par ses petits-fils, il s'approcha de la tente du général.

Son âge, ses malheurs, sa figure de cire émaciée par toute une vie d'ascétisme et de réclusion, la dignité de son attitude, frappèrent les plus indifférents et les plus sceptiques de nos soldats.

Quant à nos caïds, spahis et auxiliaires, il fallut un service d'ordre afin de les empêcher de se précipiter pour toucher ou pour baiser respectueusement les pans de son bernous.

Chikh-el-Haddad répéta au général Saussier la même phrase qu'il avait écrite au général Lallemand : « Je suis comme un mort entre vos mains ; je suis entre les mains du Miséricordieux et du Puissant, qui a pour attribut de sa dignité le pardon et la miséricorde. »

Le général, abrégeant une entrevue qu'il savait être pénible pour ce vieillard, se borna à répondre qu'il attendait les ordres du commandant en chef et du gouverneur. Puis il fit conduire dans une tente particulière Chikh-el-Haddad, qui s'enferma avec ses petits-fils et quelques serviteurs.

Le lendemain, nos auxiliaires demandèrent la grâce d'aller baiser la main du vieux chikh, qui, pendant toute cette journée du 14, reçut les marques de la déférence et du respect de ceux-là mêmes qui l'avaient combattu avec le plus d'ardeur.

Le 15, un peloton de hussards le conduisit à la colonne Ponsard, qui alors était aux Fumaïa avec un détachement de soutien à Tiklat; le 18, il arriva à Bougie et fut enfermé au fort Barral.

La soumission de Chikh-el-Haddad mit fin à la coalition qui, depuis le 8 avril, unissait l'aristocratie indigène et les khouans Rahmanya. Les Moqrani ont bien encore avec eux des contingents qui les suivront dans leur résistance, mais ils ne dirigent plus l'insurrection qu'ils ont fait naître.

Ceux qui, étrangers à leur famille, restent sur la brèche ou essayent encore de soulever les populations sont des chefs locaux qui agissent pour leur propre compte sans se soucier en rien des seigneurs de la Medjana ou des anciens maîtres de Seddouq. Ce sont des mécontents, des aventuriers, des fous ou des désespérés, qui ne sont les représentants d'aucune idée politique, religieuse ou sociale, comme l'ont été jusqu'ici les Ouled-Moqrane et les chefs des Rahmanya coalisés.

Ils ne s'en battront pas moins avec courage, et bien des combats, bien des fatigues, seront encore nécessaires pour obtenir la soumission complète des pays parcourus par ces chefs locaux, devenus, par la force des choses, les auxiliaires directs ou indirects des Moqrani.

Mais, depuis que l'armée de Versailles a repris Paris, la France peut nous envoyer des soldats, et nos généraux, outillés pour faire la guerre dans des conditions normales, ne rencontreront plus devant eux les difficultés inouïes qu'eurent à surmonter, aux débuts de l'insurrection, Lallemand, Saussier, Cérez, Augeraud, Bonvalet, Trumelet, Adeler et tant d'autres dont on a dit plus haut les éminents services.

## VII

# LES BANDES DE LA MESTAOUA

(8 mai-13 juillet.)

Situation politique à Batna à la mort du bachagha. — Les rebelles se réfugient à la Mestaoua (8 mai). — Importance de cet *oppidum*. — Départ de Batna des colonnes Adeler et Marié (14 mai). — Combat de l'Oued-Chaba (14 mai). — Combat de Tadjement (16 mai). — Jonction des deux colonnes à Bled-Sidi-Abderrahmane (17 mai). — Combat de Teniet-el-Beïda (17 mai). — Investissement de la Mestaoua (18 mai). — Assaut et échec de la Mestaoua (21 mai). — Pointe des caïds et du goum jusqu'à Mgaous (22-23 mai). — Les bandes de la Mestaoua contre les tribus fidèles. — Razzia et contre-razzia aux Ouled-Ali-Tahammant (5 juin). — Évasions réprimées sur la route de Batna (9 juin). — Animosité des Berbères du Belezma contre les Ouled-Bouaoun. — Attaque de la zmala du caïd Saïd-ben-Chérif à Qsar-Belezma (18 juin). — Incendie et destruction du bordj Belezma (24 juin). — Combat à Qsar-Belezma (27 juin). — Destruction et pillage du bordj de Taga (2 juillet). — Défection des partisans du caïd Saïd-ben-Chérif, qui se réfugie à Zana (2-10 juillet). — Le soff de Messaoud-ben-Zouari aux Ouled-Chelieh. — Ses démarches (9 juillet). — Entrevue du chef du bureau arabe et des Ouled-Chelieh (10 juillet). — Lettre des Ouled-Chelieh (12 juillet).

Dans le cercle de Batna, où pas un seul caïd n'était insurgé, la mort du bachagha ne pouvait avoir aucune influence directe sur les grandes bandes de Slimane-ben-Drouaï et de Ben-Rahmoun, qui continuaient à maintenir l'insurrection dans le Belezma.

Cependant, la facilité avec laquelle le colonel Adeler avait obtenu la soumission des tribus du Djebel-Bouarif et rétabli la libre circulation sur la route de Batna à Constantine, permettait d'espérer qu'en se montrant en force dans le nord-ouest du cercle, on aurait vite fini avec ce soulèvement que désapprouvait la grande masse des indigènes.

Il en eût été certainement ainsi si la petite colonne Marié avait pu rester un mois de plus à la disposition du commandant de la subdivision.

Déjà les rebelles étaient sur la défensive, et tout ce qu'il y avait de compromis ou de taré dans la région s'était réfugié dans le Djebel-Mestaoua, grande forteresse naturelle formée par des escarpements à pic, et qui, depuis des siècles, avait été l'*oppidum* de tous les révoltés et de tous les mécontents du pays[1].

La Mestaoua enlevée et déblayée, il était certain que le Bellezma serait pacifié en quelques jours. Aussi était-ce là l'objectif du colonel Adeler, qui comptait avoir raison de cette position formidable par un blocus rigoureux de huit à dix jours et un bombardement méthodique, sans avoir à exposer la vie d'un seul de nos soldats.

Le 14 mai, les deux petites colonnes, reposées et ravitaillées, reprenaient la campagne; le colonel Adeler passait par Zana, et le colonel Marié par l'Oued-Chaba et la scierie Sallerin, pour, de là, se rejoindre au Bled-Sidi-Abderrahmane, à l'ouest de la Mestaoua, et opérer de concert contre la citadelle des insurgés.

Le jour même de son départ, le colonel Marié, à peine entré dans la vallée de l'Oued-Chaba, était attaqué par les rebelles réfugiés sur les crêtes. Il les canonna, tout en avançant, de onze heures et demie du matin jusque vers les quatre heures du soir, moment où l'ennemi disparut, laissant près d'une centaine de cadavres sur le terrain, alors que nous n'avions qu'un seul homme tué et un blessé. Le combat terminé, on donna la sépulture aux ossements à demi calcinés des malheureuses victimes de la scierie Sallerin, et on brûla le village du moqaddem Ahmed-Seddik, promoteur de la trahison et du massacre du 22 avril.

Le 16 mai, à la colonne Adeler, une reconnaissance de cavalerie et de goum, commandée par le capitaine Belloc, adjoint au bureau arabe, battit les Ouled-Fatma à Tadjement, leur tua plusieurs hommes et eut un spahi tué et deux goumiers blessés.

Le 17, les deux colonnes se réunirent à Bled-Sidi-Abderrahmane. Le colonel Marié ayant fait connaître qu'il avait été inquiété sur sa route par les Aïdouça, sans avoir pu se rendre compte d'où venaient ces agresseurs isolés[2], le colonel Adeler sortit du camp avec sept compagnies sans sacs et le goum du capitaine Belloc. Nos auxiliaires eurent bien vite trouvé l'ennemi, qui était embusqué au col dit Teniet-el-Beïda, sous les ordres de Slimane-ben-Drouaï. Ils les culbutèrent, les

1. Notamment en 1771, contre Salah-Bey; en 1794, contre Mostafa-Bey-el-Ouznadji: en 1811, contre Namane-Bey; en 1818, contre Mohammed-Tchakeur-Bey, sans compter les révoltes locales contre les Ouled-Bouaoun.

2. Le colonel Marié n'avait pas voulu emmener de goums avec lui.

mirent en fuite, leur tuèrent du monde, et n'eurent eux-mêmes que cinq blessés.

Le 18, les deux colonnes prirent position auprès de la Mestaoua; deux pièces de montagne, placées en des points choisis depuis longtemps, devaient, par leur tir précis, rendre impossible aux assiégés l'usage de l'unique fontaine servant aux rebelles et aux troupeaux entassés dans la forteresse; d'autres pièces furent mises en batterie, de façon à couvrir d'obus une grande partie du plateau même de la Mestaoua et à rendre le séjour intenable.

L'investissement était absolu autour de l'*oppidum*, qui n'est accessible que par un seul et unique chemin.

Tout cela avait été très sagement conçu, et le succès paraissait assuré en quelques jours de blocus, quand, le 19 mai, le colonel Marié reçut l'ordre de se porter immédiatement à Sétif, dont il était urgent de couvrir la banlieue au sud et à l'ouest[1].

Plus ancien de grade que le colonel Adeler, à qui il devait prêter son concours, le colonel Marié ne pouvait pas, en présence d'un ordre aussi précis arrivant de la Division, continuer l'investissement de la Mestaoua, ni laisser son artillerie, dont la coopération était indispensable au maintien du blocus. Le colonel Adeler[2] allait être forcé de cesser cet investissement et de rentrer en pays de plaine sans avoir eu raison des rebelles.

Pour atténuer le mauvais effet de ce départ fâcheux, il fut convenu que la colonne Marié ne se mettrait en route que le 21, et que, le 20, son artillerie prêterait son concours à une attaque de vive force que le colonel Adeler se résignait à tenter.

S'il n'y avait eu à surmonter que les difficultés ordinaires d'escalade ou le feu de l'ennemi, les zouaves du commandant Hervé et les tirailleurs du capitaine Ducorroy, bien commandés et pleins d'ardeur, eussent enlevé la position.

Mais le 20 au matin, quand les feux convergents de l'artillerie ont battu l'escalier rampe qui, sur le flanc de l'escarpement, donne accès à la forteresse, et que nos braves soldats s'élancent à l'assaut, du bord supérieur de la falaise surplombant le chemin, l'ennemi précipite

1. L'ordre avait été donné à la suite du pillage des fermes à El-Melah et de la razzia faite le 16 mai sur la zmala du caïd Ben-Djoudi. Livre III, chapitre III, page 397.

2. Le colonel Adeler n'avait que 1,100 hommes avec lui; le colonel Marié autant; avec un aussi faible effectif c'était déjà très osé de s'être avancé dans le Belezma, puisque l'expérience a démontré qu'il faut, en Algérie, des effectifs de 6,000 hommes environ en pays de montagne, et de 3,000 en pays de plaine.

d'énormes blocs de rocher derrière lesquels il est resté embusqué à l'abri des obus qui passaient sur sa tête ou qui se brisaient sur ces blocs.

Les premiers zouaves qui tentent l'escalade tombent écrasés sous ces blocs, d'autres les remplacent et ont le même sort; la provision de blocs semble inépuisable; il faut renoncer à gravir cet escalier où 3 officiers et 13 hommes sont morts broyés, et où 118 autres, dont 7 officiers, ont été grièvement blessés.

L'ennemi est aussi très éprouvé, malgré le soin qu'il a pris d'abriter ses femmes et ses enfants derrière des blocs erratiques et derrière ses troupeaux.

On affirma d'abord qu'il avait eu 470 tués et 1,200 blessés. On sut plus tard que ces chiffres étaient exagérés, et qu'il n'y avait eu que 7 à 800 individus, hommes, femmes et enfants, atteints par notre artillerie; 200 environ avaient été tués ou grièvement blessés. C'était encore un chiffre élevé; mais, comme nous n'avions pas réussi à nous emparer de la position, l'affaire de la Mestaoua restait un échec.

Pour l'atténuer, le colonel Adeler demeura cinq jours devant la forteresse, et continua à envoyer quelques obus sur la fontaine ou sur les groupes qui se montraient; pendant ce temps, des détachements ramenaient les blessés à Batna par de petits convois successifs bien escortés, et qui ne furent pas inquiétés, en dépit d'un terrain se prêtant admirablement aux embuscades.

Le 22 mai, la colonne Marié s'était mise en route pour Sétif, accompagnée, pendant sa première étape, par le goum des Achech et le makhzène des caïds, commandés par Si-Smaïl-ben-Mesarli-Ali, caïd de Barika, et Si-Boudiaf, caïd des Ouled-Daoud.

Ceux-ci poursuivirent leur marche dans la nuit et poussèrent jusqu'à Mgaous, d'où ils ramenèrent avec eux six cavaliers de remonte et un Européen enfermés dans cette petite ville, qui était menacée par de nombreuses bandes insurgées. Les caïds et leurs goums marchèrent, en plein pays ennemi, vingt-quatre heures sans se reposer : en récompense, ils furent mis à l'ordre de l'armée d'Afrique par le général en chef[1].

Le 29, le colonel Adeler rentra à Batna, et, à partir de ce moment, il fallut renoncer à toute opération militaire un peu sérieuse. Toutefois, avec les 1,500 hommes de la garnison et l'appoint des goums, on put, par des reconnaissances journalières, des patrouilles et des escortes,

1. Ordre général du 8 juin, publié au *Mobacher*.

assurer la circulation sur les routes de Constantine et de Biskra, et maintenir une sécurité relative dans un certain rayon autour de Batna.

Les indigènes n'essayèrent plus aucune attaque directe contre nous; mais ils s'acharnèrent, avec une âpreté toujours croissante, contre les tribus rentrées dans le devoir, et que nous étions impuissants à protéger. Un instant, nous essayâmes d'utiliser les nomades du Sahara venus dans le Tell, mais ceux-ci pillaient indistinctement nos ennemis et nos amis; il fallut renoncer à ce concours qu'il était impossible de surveiller et de diriger.

Pendant plusieurs mois, les rapports du colonel commandant la subdivision ne sont plus que la nomenclature chronologique des actes de brigandage et des coups de main qui désolent le Belezma, mais qui, heureusement, n'ébranlent pas la fidélité des chefs investis restés dans le devoir, non plus que celle de la majeure partie des tribus récemment soumises.

Les Haracta-el-Mader, les Haracta-Djerma, les Ouled-Ali-Tahamment, qui, depuis leur soumission à Djendelite, maintenaient toujours leurs postes de garde sur la route nationale, eurent particulièrement à souffrir des déprédations et des violences des bandes de la Mestaoua ou des djich des Arabes nomades qui battaient la plaine.

Une de ces razzias, subie le 5 juin par les Ouled-Ali-Tahammemt, entre la Fontaine-Chaude et Aïn-Yagoute[1], mérite une mention spéciale.

Elle fut exécutée par des Sahari et quelques nomades Gheraba; le chef du bureau arabe de Batna, en patrouille de ce côté avec le goum des Amamra, fut assez heureux pour atteindre deux djich et pour reprendre aux voleurs un gros troupeau de moutons et quelques chameaux. Il arrêta aussi vingt-six individus de la bande après un échange de coups de fusil, qui blessèrent un de nos goumiers. En raison de

---

1. Aïn-Yagoute était encore occupé par les mêmes miliciens qui avaient fait la fusillade du 5 mai; aussi, pendant son court séjour sur ce point, le chef du bureau arabe fut-il très réservé et très froid dans ses rapports strictement officiels avec l'état-major de la milice, et il ne fraya qu'avec le groupe des simples miliciens qui avaient protesté contre l'exécution du 5 mai. Par contre, Si-el-hadj-Bengana, dans l'intérêt des prisonniers, se montra courtisan empressé et adroit auprès de cet état-major. Il en fut récompensé par un article très élogieux du *Radical,* qui chanta les louanges des Bengana faisant la police du désert, et blâma vertement le chef du bureau arabe de Batna « d'avoir chargé et dépouillé de paisibles moissonneurs ».... serviteurs dévoués de la France « au risque d'in-« disposer les fidèles Bengana, qui, etc. »... et « d'avoir ensuite publiquement « cédé aux injonctions de *Boulakhas*-Bengana qui, *à la tête de ses cavaliers,* « avait réclamé la liberté de ces gens arbitrairement arrêtés, etc. » — L'article avait deux colonnes dans ce genre.

l'heure avancée et de la distance, les prisonniers furent conduits à Aïn-Yagoute. Une heure après, le caïd Si-el-hadj-ben-Bouaziz-Bengana, accompagné de quatre cavaliers, venait demander leur grâce, alléguant qu'ils s'étaient trompés et qu'ils avaient cru avoir affaire à des rebelles. Le chef du bureau arabe n'ayant pas accepté cette excuse, Si-el-hadj-Bengana alla à Batna, et fut plus heureux auprès du commandant de la subdivision, à qui il promit une action énergique dans le Belezma contre les bandes de la Mestaoua. Il revint apporter l'ordre de mise en liberté des gens dont il s'était porté garant, et il rencontra en route le chef du bureau arabe, qui retourna avec lui, à à Aïn-Yagoute, veiller à l'exécution de cet ordre.

Quelques jours après, le 9 juin, sur cette même route, avait lieu une répression militaire qui fit un excellent effet sur les indigènes, par cela même qu'elle était juste et qu'elle mettait en relief la discipline de nos troupes.

Un convoi de prisonniers des O. Fatma, Aïdouça, O. Chelieh et O. Soltan se rendant à Constantine, marchait sous l'escorte d'un détachement d'hommes des bataillons d'Afrique commandé par un officier. A un signal convenu, vingt-cinq des prisonniers qui avaient comploté de s'échapper bousculent leurs gardiens et prennent la fuite. L'officier, d'une voix claire et impérieuse, crie en arabe : « Couchez-vous ! » et en français : « Feu à volonté ! » En quelques secondes, vingt-trois des fuyards tombent sous nos balles, dix-sept mortellement frappés. On charge les blessés sur des cacolets, on s'assure que les autres sont bien morts, puis on aligne les dix-sept corps près le fossé de la route et le détachement reprend sa marche.

Cependant, malgré la situation du Belezma, Si-Saïd-ben-Chérif, caïd des Ouled-Bouaoun, n'avait pas voulu quitter le pays où ses ancêtres avaient toujours commandé[1] et tenu tête aux Berbères des O. Fatma et des Aïdouça indépendants. Mais ces *Chaouïa*[2], que, depuis la conquête française, son père et lui avaient toujours traités avec dédain et arrogance, et qui, le 8 mars, s'étaient révoltés contre lui bien plus que contre nous, étaient en ce moment les maîtres du Belezma. Quand ils furent bien certains que nous n'étions pas en mesure d'intervenir dans leur montagne, ils n'eurent plus d'autre objectif que de satisfaire leur haine contre Saïd-ben-Chérif.

---

1. Voir la note de la page 320, livre II, chapitre X.
2. *Chaouia* est un des noms des Berbères ou Qbaïls, et est souvent employé en mauvaise part par les indigènes arabes.

Le 18 juin, Aïdouça, Halimya, O. Fatma, Tlett, Ouled-Soltane, etc., conduits par Slimane-ben-Drouaï et Ben-Rahmoun se portèrent en masse contre la zmala du caïd établie à Qsar-Belezma. Les Ouled-Mehenna, les Ouled-Ahmed-ben-Feroudj, c'est-à-dire l'élément arabe, et les Ouled-Bouaoun, fils des anciens Deira-Mezerguia, restèrent, cette fois, groupés autour de leur caïd et le défendirent brillamment. Ils repoussèrent les *Chaouïa*, qui laissèrent dix des leurs sur le terrain et emportèrent de nombreux blessés. Mais les gens du caïd avaient eu six des leurs tués et trente-deux blessés.

Saïd-ben-Chérif, qui, dans cette affaire avait eu des femmes et des enfants de sa zmala blessés, crut sage de ne pas exposer plus longtemps sa famille; il la fit rentrer à Batna où il avait un pied-à-terre.

Le 24 juin, pendant la nuit, les rebelles plus nombreux que la première fois, incendièrent les meules de blé et les gourbis du caïd et de ses partisans. Saïd-ben-Chérif, surpris, dut quitter son bordj, qui fut brûlé et détruit. Il alla, de sa personne, demander asile au chikh Lakhedar-ben-Brahim et campa sous la tente.

Le 27 juin, les insurgés revinrent avec l'espoir de vider les silos du caïd. Mais celui-ci, prévenu, arriva avec le cadi Si-el-hadj-Abdelqader-el-Madoui [1], un des plus solides guerriers du pays, le chikh Lakhedar-ben-Brahim et tous ses partisans.

Le combat s'engagea avec un égal acharnement des deux côtés, et, finalement, les rebelles furent repoussés, laissant sur le terrain dix morts et deux chevaux tués; les gens du caïd n'eurent que cinq blessés, deux chevaux tués et cinq juments hors de service.

Le 2 juillet, le frère du caïd, Chérif-ben-Chérif, réussit à faire camper les Sahari à Merouana et à les lancer dans le pays plat des Ouled-Fatma, qu'ils dévastèrent, tout en évitant de s'engager dans la montagne.

Les Chaouïa marchèrent alors contre les Sahari, qu'ils mirent en fuite; après quoi ils attaquèrent et détruisirent le bordj de Taga, appartenant au caïd de Batna Si-Ahmed-ben-Cadi; ils y enlevèrent à ses

---

1. El-Madoui, c'est-à-dire des Ouled-Madi. Il était du soff des Ouled-Bouras et ami des caïds Si-Sakri et Si-ben-Henni, demeurés fidèles. C'était un homme instruit, mais surtout un homme de poudre et de cheval: les circonstances ayant fait de sa fonction une sinécure, il était partout où il y avait des coups de fusil à échanger. L'auteur l'a eu souvent avec lui comme volontaire au goum des Amamra. Il était avec le capitaine Belloc aux combats de Tadjemente et de Teniet-el-Beïda.

khammès un assez fort troupeau qu'ils ramenèrent dans leur montagne.

Le 10 juillet, le caïd Saïd-ben-Chérif était abandonné de presque tous ses partisans, qui, ruinés par les Ouled-Fatma, avaient fini par faire cause commune avec les rebelles afin de se faire restituer leurs troupeaux enlevés.

Il alla alors s'installer à Zana, dans les ruines d'une maison française, d'où il lui était facile de gagner la route nationale et Batna. Mais, comme il était devenu pauvre et impuissant, les rebelles le laissèrent tranquille.

En ce moment, du reste, bon nombre d'indigènes étaient fatigués de ces désordres et de cet état de guerre. Aux Ouled-Chelieh, le chikh Messaoud-ben-Zouari, qui, quoique insurgé, n'avait pas cessé de fournir d'utiles renseignements au bureau arabe, avait groupé autour de lui les Ouled-Chelieh du soff Dahri. Ceux-ci, moins compromis que leurs frères du soff El-Guebli, auraient bien voulu dégager leur responsabilité des faits commis contre leur gré et en dehors de leur direction. A plusieurs reprises, ils avaient essayé d'engager des pourparlers, ils avaient réclamé notre intervention armée contre le soff rival, et Messaoud-ben-Zouari nous avait offert, en leurs noms, la soumission de quelques notables de ses amis ou parents. Il avait été répondu, conformément aux ordres venus d'Alger, qu'on ne pouvait accepter de soumissions individuelles, mais seulement celles de fractions constituées formant des collectivités dont tous les membres étaient solidaires.

Le 9 juillet, Messaoud-ben-Zouari renouvela ces ouvertures dans une lettre par laquelle il se disait autorisé à offrir la soumission de toute la tribu, si les conditions n'étaient pas trop dures. Il demandait une entrevue avec le colonel ou avec le chef du bureau arabe, mais il déclarait que ni lui ni les Kebars ne voulaient s'exposer à venir à Batna, à cause de la population civile.

Après avoir pris l'attache de la division, le colonel Adeler envoya, le 10 juillet, son chef de bureau arabe conférer avec les Ouled-Chelieh, sur la route de Biskra, auprès de l'ancien télégraphe aérien.

Le capitaine y alla sans goum et accompagné seulement des caïds Si-Smaïl-ben-Meserli-Ali et Si-Mahmoud-ben-Bachtargi, de deux spahis et de deux mokraznya pour tenir les chevaux.

Trois ou quatre cents Ouled-Chelieh en armes attendaient, à demi abrités derrière un épaulement rocheux à droite de la route. Quand ils virent qu'il n'y avait dans la plaine, jusqu'à Batna, ni goum ni

soldats, le cheik Messaoud-ben-Zaoui et sept ou huit notables posèrent ostensiblement leurs fusils à terre, vinrent au-devant de l'officier et lui prodiguèrent, ainsi qu'aux caïds, les marques de leur respect et de leur déférence.

On s'assit à terre, et, quand le chef du bureau arabe leur eut fait connaître les conditions de soumission imposées d'une façon absolue par le gouverneur, ils déclarèrent que, personnellement, ils étaient prêts à les accepter, préférant n'importe quoi à la situation actuelle, mais qu'en raison de l'extrême rigueur de ces conditions ils ne croyaient pas pouvoir s'engager au nom de la tribu sans l'avoir consultée de nouveau.

Puis, ces paysans illettrés plaidèrent leur cause avec une habileté et une logique que n'eurent pas toujours les avocats chargés plus tard de les défendre en cour d'assises [1] :

« Lorsque nous vous avons demandé de nous débarrasser des malfaiteurs qui nous molestaient et que nous vous avons offert notre concours, vous vous êtes déclarés impuissants à nous protéger... Les gens de désordre sont devenus les plus forts et les plus nombreux ; ils ont fait la loi dans le pays... Comment voulez-vous que nous vous les livrions, aujourd'hui surtout qu'ils savent que vous ne pardonnerez pas ? Nous vous indiquerons leurs noms et au besoin leurs refuges, ce sera à vous de les prendre, car, si nous avions pu le faire nous-mêmes, ils seraient depuis longtemps entre vos mains... Certes, il y a eu des coupables parmi nous, surtout parmi ceux qui avaient des griefs particuliers contre des colons... On nous avait dit que les juifs et les colons étaient les maîtres du gouvernement et qu'on allait nous prendre le reste de nos terres ; nous nous sommes informés ; partout on répétait les mêmes choses : à Constantine, à Sétif, à Batna... Nous avons été, nous propriétaires, dans l'alternative d'être razzés ou de nous mettre avec les insurgés ; nous sommes allés alors vous demander aide et protection ; vous nous avez bien reçus, mais vous ne nous avez pas protégés. Nous avons obéi à ceux qui étaient les plus forts. Nous, nous ne sommes ni des Djouad, ni des Mrabtines, nous n'avons ni influence, ni revenus ; nous ne mangeons que ce que nous labourons... Par Dieu, nous avons toujours été des gens soumis ! C'est de

1. En écrivant ceci, l'auteur a sous les yeux le brouillon de la lettre qu'il a lui-même rédigée le soir de l'entrevue pour rendre compte à la Division. Cette lettre, signée par le colonel Adeler, commandant la Subdivision, porte la date du 12 juillet 1871.

notre plein gré que nous sommes allés vous trouver avant que la poudre ne parlât, c'est de notre plein gré que, aujourd'hui, nous vous demandons à nous soumettre avant que vos colonnes ne viennent chez nous. Nous sommes vos sujets, vos enfants, nous ne sommes pas des ennemis...

— Les colons de Batna vous ont nourris et sauvés, vous et vos enfants, pendant l'année de la misère; Mme Sallerin, M. Prudhomme, ont toujours été bons et justes pour vous; ils vous ont fait gagner de l'argent sans jamais vous frustrer d'un sou; ils avaient confiance en vous, et vous les avez trahis, vous avez aidé à les massacrer sur votre propre territoire...

— Oui, ceux-là étaient des gens de bien! Que la miséricorde de Dieu soit sur eux! Et, par la vérité de Dieu! nous ne leur voulions que du bien; ce sont les Halimya, les Ouled-Fatma, les Ouled-Soltane et la bande de Benrahmoun qui ont fait tout le mal. Nous autres, kebars et propriétaires, nous ne sommes pas plus solidaires des tueries commises par nos coreligionnaires que vous autres militaires vous n'êtes solidaires des exigences des colons et des tueries d'Aïn-Yagoute. »

A cette allusion pénible à entendre, l'officier se leva et remonta à cheval sans leur répondre directement. Le cheikh et les kebars protestèrent alors de leur dévouement personnel et promirent de faire leurs efforts pour obtenir la livraison des coupables qui leur avaient été nominativement désignés et l'exécution des autres conditions. Puis, à pied, ils accompagnèrent, pendant 200 mètres environ, le capitaine et les caïds[1] en leur prodiguant, à tous les trois, les salutations les plus courtoises et les plus respectueuses.

Quand, ensuite, ils eurent rejoint leurs frères de tribu, ils eurent avec eux de longues discussions; mais le parti du désordre l'emporta, et, le 12, le chef du bureau arabe reçut la lettre suivante, écrite par un taleb du soff de Chabet-Bouarif, qui avait toujours été le plus acharné dans la lutte :

« (Après six lignes de compliments.)

« Le chikh Messaoud-ben-Zouari est venu nous trouver, et il nous a parlé pour nous engager à nous soumettre. Les gens pervers, et ils

1. Ces deux caïds n'avaient aucune relation de service ou d'origine avec les Ouled-Chelieh, mais c'étaient deux personnages très connus et très estimés dans le pays. Le chef du bureau arabe les avait emmenés comme conseils et amis, et aussi un peu comme sauvegarde personnelle si, contre son attente, le rendez-vous avait caché un piège ou une embuscade.

sont ici une multitude, n'ont pas voulu accepter. Ces gens-là n'ont pas de sagesse; ils disent : « C'est Dieu qui a fait tout cela »; et vous autres (Français) vous en faites retomber le blâme sur les Ouled-Chelieh. Par Dieu! les Ouled-Chelieh n'ont rien fait, si ce n'est après les autres tribus; et combien de fois avant ne vous avions-nous pas prévenus de tout ce qui est arrivé! Aujourd'hui vous nous parlez de paix et de soumission, alors que nous sommes engagés par serment avec les autres tribus insurgées. Si c'est là votre désir, il vous faut révoquer les anciens caïds, car, par Dieu! rien n'aurait eu lieu si les caïds n'avaient pas fait du tort aux gens. Si vous voulez la paix, gouvernez et pardonnez le mal qui a été fait. Le pardon et la générosité sont le propre de ceux qui commandent. Dieu a dit : « Pardonnez-les et soyez « cléments, ne suivez pas le chemin des gens pervers. » Vous, qui êtes parmi les premiers des gouvernants, vous n'écouterez pas les paroles des méchants! Que Dieu vous donne la victoire bénie et un royaume considérable. Salut de la part des kebars des Ouled-Chelieh. — Prière de répondre. »

Il n'y avait pas de réponse à faire, et il n'en fut pas fait.

Le même jour, soit pour mieux affirmer leur refus de se rendre à merci, soit par suite d'une simple coïncidence, un djieh, composé d'Ouled-Chelieh, d'Aïdouça et d'Ouled-Fatma, dévalisait sur la route de Biskra, à 20 kilomètres de Batna, un groupe paisible de voyageurs des Beni-Maafa de l'Aorès.

Un billet du chikh Messaoud-ben-Zouari nous donnait le soir même le nom des deux Ouled-Chelieh faisant partie de la bande; c'étaient deux mauvais drôles, sans la moindre importance.

L'entrevue n'eut donc aucune suite et la situation resta la même : le désordre, l'anarchie et les brigandages continuèrent dans le Belezma; mais rien ne fut tenté ni contre Batna, ni contre les convois de voitures privées circulant sur la route bien groupées et sous des escortes mixtes de spahis, goumiers, et quelquefois de détachements de troupes françaises [1].

1. La suite des faits concernant la région de Batna est au livre IV, chapitre v : Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud.

VIII

# LES SOFFS DU SAHARA

(30 avril-13 juillet.)

Le soff Bouokkaz et le soff Bengana dans le Sahara oriental. — Destruction des fermes européennes dans la plaine d'El-Outaïa; attaque de la zmala du caïd Mohammed-ben-Henni (30 avril). — Ben-Henni se réfugie à Batna (6 mai). — Les nomades Gheraba sur les hauts plateaux. — Bouchoucha dans le Souf. — Attaque et pillage de la ville de Guemar (8 mai). — Intrigues de Bouchemal-ben-Goubi et du soff des Bengana à Tougourt. — Bouchoucha arrive en vue de Tougourt; défection des Tougourtins (13 mai). — Entrée de Bouchoucha à Tougourt (14 mai). — Attaque de la Kasba (14 mai). — Pourparlers. — Nuit de combat; billet anonyme (14-15 mai). — Mise en liberté des daouaouida et évacuation de la Kasba (15 mai). — Dernier combat et massacre des tirailleurs à 5 kilomètres de Tougourt (15 mai). — Défense des daouaouida et des mokhaznya dans la Kasba; l'amane de Bouchoucha (15 mai). — Les diplômes; brevets et actes de donations de Bouchoucha à Tougourt (15 au 20 mai). — Réponse de Si-Mohammed-el-Aïd, grand maître des Tidjanya à Bouchoucha (21 mai). — Assassinat des deux khalifats d'Ali-Bey à Blidet-Amar (21 mai). — Renvoi par Bouchoucha de ses prisonniers indigènes (22 mai). — Assassinat des daouaouida à Tougourt (23 mai). — Attitude d'Ali-Bey. — Son entrevue avec le commandant supérieur de Biskra (27 mai). — Lutte des soffs et combat entre Liana et Badès (31 mai). — La petite armée d'Ali-Bey sur l'Oued-Mlili. — Pourparlers à Ensigha (19 juin). — Combat et massacre à Mraïer (20 juin). — Ali-Bey arrive devant Tougourt (24 juin). — Escarmouches et travaux de siège (25 juin-7 juillet). — Assaut infructueux de Tougourt (8 juillet). — Bouchoucha bat Ali-Bey sous Tougourt et met fin au siège (10 juillet). — Nouvelle attaque de Liana. — Ali-Bey rentre à Biskra (13 juillet). — Insuccès des manœuvres des Moqrani et d'Aziz dans le Sahara oriental.

Dans le Sahara oriental, la mort du bachagha ne causa aucune émotion; on en raconta les détails sous la tente, et ce fut tout.

Les deux soffs inconciliés et inconciliables de Bouokkaz et de

Bengana[1] restèrent en rivalité après comme avant, et cette rivalité amena dans le pays les mêmes ruines et les mêmes malheurs que l'insurrection dans le Tell et la Kabylie.

Biskra, il est vrai, resta indemne de tout pillage et de toute attaque, mais, hors de cette ville, la France était devenue une quantité négligeable.

Lors de son passage, le colonel Adeler, brusquement rappelé à Batna, n'avait pu ni compléter ni affermir l'organisation qu'il avait été forcé de donner afin de retarder un conflit imminent et de sauvegarder au moins les colons de Biskra ; il n'avait pu qu'éloigner de ce milieu surexcité les nomades, toujours prêts à en venir aux mains.

---

1. Le soff Bouokkaz ou d'Ali-Bey comprenait les tribus suivantes :

Ouled-Saoula, Ouled-Amor, 1/2 Lakhdar, Liana (village), Zribet-el-Oued, El-Feïd } Du caïdat du Zab-Chergui.

*Ahl-ben-Ali*, *Ghamra*, *Cherfa, etc.* } *Tout le caïdat des Arab Cheraga.*

Une partie des *villages du Zab-Guebli du caïdat des Ziban.*

3/4 *Sidi-Oqba*, 1/2 *Chetma*, 1/2 *Drouh.*

*Ahl-Amour* du caïdat des Ziban.

*Dreïssa* du caïdat des *Arab-Gheraba.*

Les Messaaba du Souf avec les villes de Guemar, Behima, Debila, El-Oued.

O. Harkat, O. Rahma, O. Rabah, O. Khaled, O. Slimane, O, Naceur } Du caïdat des Ouled-Zekri.

3/4 *de l'Ahmar-Khaddou.*

3/4 O. Slimane (Aorès) ; Mehounech. Rassira.

Le soff Bengana comprenait en 1871 :

1/2 *Lakhdar*, *Badès (Kior)*, *Ouled-Bouhadidja.* } Du *caïdat des Zab-Chergui.*

*Sahari, tout le caïdat.*

Selmya, Rahmane, Bouazid } Du caïdat du Arab-Gheraba.

Presque tous les villages du Zab-Dahri du caïdat des Ziban.

1/4 Sidi-Oqba, 1/2 Chetna, 1/2 Drouh.

*Ouled-Moulèle.*

Les *Achech du Souf* avec les villes de *Kouimine, Tarzoul.*

1/4 de l'Ahmar-Khaddou.

Sud du Djebel-Cheehar.

1/4 *O. Slimane, Mchounech.*

Nota. — Les tribus imprimées en *italiques* sont celles qui, dans l'organisation officielle et normale, avaient été placées sous les ordres de caïds appartenant au soff opposé à leurs sympathies et à leurs alliances traditionnelles.

Si-Ali-Bey avait été autorisé à s'installer à Saada, avec mission de couvrir le sud de Biskra au moyen des tribus de son soff, qu'il devait diriger de concert avec le caïd du Zab-Chergui, Si-Mihoub-Benchennouf, son ami et son parent.

Les tribus du soff Bengana, y compris les Sahari, avaient été groupées au nord du Zab-Dahri, entre El-Outaïa et Doucen.

On avait ainsi fait disparaître l'enchevêtrement des tribus et les causes imminentes de conflit.

Biskra restait entre les deux camps avec sa Kasba et sa garnison française. On avait construit à la hâte quelques travaux de défense autour de la ville européenne, dont l'entrée était interdite aux étrangers et dont le marché intérieur était supprimé.

On pouvait dans ces conditions espérer gagner du temps et attendre l'arrivée des troupes, en utilisant les sympathies très réelles pour nous des deux chefs de soff. Mais il était à craindre que chacun d'eux, uniquement préoccupé d'observer son adversaire, négligeât la surveillance de ses régions lointaines et ne sût pas empêcher les excès de ses propres partisans. C'est en effet ce qui était arrivé dès le départ du colonel Adeler.

Le 30 avril, malgré la présence au milieu d'eux des caïds Boulakhas et Si-el-hadj-Bengana, les nomades Gheraba, Bouazid et Sahari, avaient saccagé les trois fermes européennes situées dans la plaine d'El-Outaïa, et restée sous la garde de domestiques indigènes; ils avaient brisé les poteaux et les fils télégraphiques, incendié les meules du caïd Mohammed-ben-Henni, et, finalement, ils avaient attaqué sa zmala. Le combat avait été acharné : les Bouazid et Sahari avaient eu cinq tués et un blessé; le caïd Ben-Henni, une femme tuée et six blessés, dont quatre femmes et un enfant.

Les Bengana, qui n'avaient su ni prévenir ni empêcher le pillage, s'étaient confondus en protestations; mais, au fond, ils étaient enchantés de voir Ben-Henni ruiné, battu et forcé, le 6 mai, de se réfugier à Batna.

Les nomades traversèrent la plaine d'El-Outaïa comme une nuée de sauterelles. Ils allèrent d'abord à Bitam, puis plus tard au Belezma et entre Aïn-Yagoute et Mlila. Tout l'été ils vécurent de rapines et de vols, pillant tour à tour et indistinctement les tribus insurgées et les tribus fidèles.

Le village d'El-Outaïa étant devenu désert et rien ne pouvant plus tenter les maraudeurs, il y eut de ce côté une accalmie relative. On mit sous les ordres du chikh Deradji-ben-Dehina, partisan des Ben-

gana, les vingt-cinq kielas[1] Sahari qui avaient abandonné Ben-Henni; avec eux et avec le goum de Biskra, augmenté de quelques spahis postés à la ferme Dufour, on assura, tant bien que mal, les communications postales jusqu'à El-Kantara.

Pendant ce temps, Bouchoucha avait continué sa marche vers le nord; mais, n'osant pas s'attaquer à Tougourt, où il y avait une garnison de tirailleurs, il s'était dirigé vers le Souf, se faisant précéder de lettres dans lesquelles il annonçait qu'il venait en ami et en marabout. Il se présenta d'abord à la zaouïa tidjanieyne de Guemar, qui refusa de le recevoir et se mit sur la défensive. Bouchoucha déclara qu'il ne voulait pas user de violence vis-à-vis de religieux comme lui, mais qu'il fallait qu'on lui livrât la zmala d'Ali-Bey. Sur le refus de Si-Mohammed-Sghir-ben-el-hadj-Ali, chef de la zaouïa[2], il demanda aide et assistance aux Souafa; ceux-ci déclarèrent que rien ne pourrait les contraindre à marcher contre « leur seigneur ».

Bouchoucha se jeta alors, le 8 mai, sur la ville de Guemar, dont une partie fut pillée, malgré la vigoureuse résistance des Souafa, qui eurent là une centaine d'individus tués ou blessés[3]. Les habitants des autres villes du Souf accoururent aussitôt; mais ils étaient divisés entre eux, et, ne voulant ni combattre ni servir le chérif, ils se mirent d'accord pour l'éloigner à prix d'argent. On lui apporta la diffa, en signe de déférence, et quelques milliers de francs, à titre de ziara ou aumône religieuse; mais on le prévint que, s'il ne quittait pas le pays, tous les Souafa, sans distinction de soff, marcheraient contre lui. Le chérif accepta, et alla camper à Mouïet-el-Caïd.

Ali-Bey était alors à Aïn-Naga, chez Si-Mihoub-Benchennouf; dès qu'il apprit l'attaque de Guemar, il partit avec un goum pour la zaouïa, y prit sa zmala et la ramena dans les Ziban.

Pendant ce temps, Bouchoucha, à Mouïet-el-Caïd, avait reçu des lettres dans lesquelles des chioukh et des notables du soff Bengana offraient de l'aider à chasser de Tougourt et la garnison et les derniers partisans d'Ali-Bey.

Ce sont en effet les Arab-Gheraba, les Selmya, les Rahmane et les

---

1. *Khiela,* cavaliers soldés, ayant un service d'utilité générale, tandis que les *deïra* sont plus particulièrement affectés au service du caïd.

2. C'était le khalifat et le frère du grand maître des Tidjanya Si-Mohammed-el-Aïd, à qui il succéda plus tard le 19 novembre 1875.

3. Le marabout de Temacine, grand maître des khouans Tidjanya, dit dans sa lettre 100 blessés et 60 tués : ce chiffre paraît exagéré, et il semble qu'il faille comprendre 100 blessés, dont 60 ont succombé. Parmi eux étaient des femmes et des enfants.

Ouled-Moulète, qui sont propriétaires de la presque totalité des palmiers cultivés par les Rouara; ces nomades, depuis longtemps inféodés aux Bengana, n'avaient pas cessé de battre en brèche l'autorité d'Ali-Bey.

Les agents principaux de ces intrigues étaient: le chikh de Nezla, Bouchemal-ben-Mohammed-Goubi, son frère Goubi-ben-Goubi; les marabouts des Medjarya, El-hadj-Ahmed-ben-Ali-el-Trabelsi, El-hadj-Brahim-ben-el-hadj-Amor, tous deux moqaddems Rahmanya de l'obédience de Nefta et ralliés aux dissidents de la zaouïa de Ben-Abid [1].

Plus *benganiste* que les Bengana, Bouchemal n'hésita pas à appeler Bouchoucha à la rescousse pour donner le dernier coup à l'autorité d'Ali-Bey; il se faisait fort de débarrasser Tougourt de sa garnison si le chérif voulait venir prendre possession de la ville.

Cette garnison se composait alors de 63 tirailleurs, de 2 sergents, dont un français, et de 2 caporaux. Elle était commandée par un lieutenant indigène, M. Mousseli, brave et digne officier, ayant fait la campagne de Crimée, chevalier de la Légion d'honneur, bien noté dans son régiment, quoique peu intelligent. Son insuffisance nous avait même été signalée par le marabout de Temacine et par Ali-Bey, mais ils l'avaient fait avec une grande discrétion, et, comme le rôle de cet officier devait être exclusivement militaire, on n'avait pas attaché grande importance à cette communication.

M. Mousseli, qui croyait n'avoir à se défendre que contre le chérif Bouchoucha, était sans méfiance aucune vis-à-vis les notabilités du pays. Pauvre officier vivant de sa solde, il avait été flatté de l'amitié et des égards que lui témoignait le riche chikh Bouchemal-ben-Goubi. Il avait aussi été séduit par les manières onctueuses des marabouts des Medjarya, amis des Bengana et hommes considérables, auprès desquels il trouvait toujours un accueil empressé et cordial, qui contrastait singulièrement avec la morgue et la froideur hautaine des deux frères Namane et Mostafa-Bendebbah, proches parents de l'agha Ali-Bey et ses khalifats [2] pour les pays de Ouargla et de Tougourt.

Lorsque, le 8 mai, M. Mousseli reçut de Tarzout une lettre par

---

1. Voir livre I, chapitre III.

2. Il est nécessaire de rappeler ici que le mot khalifat signifie : *lieutenant, vicaire, suppléant*, etc., et que les trois khalifats du Souf, de Ouargla et de Tougourt, n'étaient pas des hauts fonctionnaires comme l'avait été le khalifat de la Medjana, lieutenant du général commandant la province. Leur naissance et leur situation près Ali-Bey en faisaient encore des personnages considérables, mais, dans la hiérarchie officielle, ils n'étaient que de simples *agents* de l'agha, *agréés* par nous pour le seconder et le suppléer. Voir INTRODUCTION, page 22, note 3.

laquelle le khalifat du Souf lui donnait avis de ce qui se passait à Guemar, il consulta d'abord ses amis le chikh Bouchemal et le marabout El-Trabelsi. Ceux-ci lui dirent que les habitants de Tougourt se défendraient contre le chérif, mais qu'il serait sage et prudent de se méfier des parents d'Ali-Bey, qui, pour sauver leur famille, très exposée dans la zaouïa de Guemar, pourraient bien se rallier à Bouchoucha. « D'ailleurs, ajoutaient-ils, ces daouaouida [1] ne sont pas sympathiques aux gens de Tougourt en raison de leur orgueil, et ils vont gêner la défense bien plus qu'ils ne l'aideront. »

Les deux khalifats occupaient alors une maison crénelée placée sur une position que dominait l'intérieur de la Kasba; le lieutenant Mousseli, suspectant leur fidélité et voulant les surveiller de plus près, les invita à rentrer avec lui dans la Kasba. Ils ne firent aucune difficulté, et, en y entrant, le 11 mai, ils dirent que leur intention avait toujours été de venir contribuer à la défense de la Kasba, parce qu'il n'y avait pas à compter sur le concours des gens de Tougourt. Ils conseillèrent ensuite au lieutenant de faire démolir leur maison, afin qu'elle ne fût pas occupée par l'ennemi.

Avec eux rentrèrent dans la Kasba trois membres de leur famille, quelques chioukh de quartier restés fidèles à la France, puis aussi les époux Jonge, marchands français établis à Tougourt.

Le vendredi 12 mai, au moment où le lieutenant Mousseli allait faire démolir la maison du khalifat, Bouchemal intervint, offrant d'occuper lui-même cette maison, qui, entre ses mains et celles de ses amis, deviendrait un ouvrage avancé protégeant la Kasba. Ce à quoi consentit le lieutenant trop confiant.

Le samedi 13, à huit heures du matin, des cavaliers portant déployées les bannières de Bouchoucha, arrivaient en vue de Tougourt, du côté de la porte dite Bab-Aïssa.

Aussitôt, la population de la ville et celle des villages de Nezla et Tebesbest, ayant en tête les marabouts des Medjarya, vont, en grand apparat, au-devant du chérif et lui portent la diffa de bienvenue.

Quand ils sont en marche, Bouchemal abandonne la maison du khalifat, que tous les siens ont déjà quittée, et il vient, avec ses deux fils, trouver le lieutenant Mousseli; il proteste très haut contre la trahison des gens de Tougourt et déclare qu'il vient s'enfermer dans la Kasba.

---

1. *Daouaouida* est le nom donné aux gens de race noble issus des Arabes Hillaliens (fraction des Riah), en souvenir de l'ancêtre éponyme Daoud. Le mot *daouaouidi*, pluriel daouaouida, est l'adjectif ethnique de Daoud.

Le lieutenant croit à ces protestations et il envoie le colon Jonge mettre le feu à la maison du khalifat, car on n'a plus le temps de la détruire à la pioche. Mais les constructions en tourbe ne sont pas faciles à incendier ; les poutres et les djérids de palmier, seul bois du pays, brûlent mal ; les dégâts sont insignifiants et la maison reste debout.

En ce moment la procession portant la diffa au chérif passe à portée de fusil de la Kasba ; les tirailleurs, du haut des terrasses, font feu sur les Tougourtins, leur tuent quelques hommes et les forcent à modifier leur itinéraire.

Quand ceux-ci sont hors de portée, Ahmed-ben-Ali-el-Trabelsi, arrive à son tour à la Kasba où sont ses frères et ses femmes ; mais il ne vient que pour les faire sortir, car il estime la résistance impossible. Il ajoute qu'il est allé au camp de Bouchoucha ; que le chérif n'a aucune animosité contre les tirailleurs ; qu'il n'en veut qu'aux parents d'Ali-bey, et qu'en les livrant au chérif le lieutenant sauverait sa vie et celle de ses soldats, trop peu nombreux pour résister aux contingents rebelles ; que d'ailleurs les cavaliers du makhezène pourraient bien, pour avoir la vie sauve, livrer la Kasba aux rebelles.

Mousseli laisse parler El-Trabelsi et répond simplement qu'il se fera tuer s'il le faut, mais qu'il ne manquera jamais à son devoir de soldat.

Cependant les paroles de Trabelsi l'ont troublé, et, une heure ou deux après cette conversation, il fait, par surprise, désarmer et emprisonner les daouaouida ainsi que leur makhezène.

D'autres tentatives sont faites dans la journée pour obtenir la reddition, ou, tout au moins, la neutralité du lieutenant, mais sa réponse ne change pas, et il retient prisonnier le caïd de Temacine, El-Gherbi, qui est venu comme émissaire du chérif.

Le dimanche 14 mai, Bouchoucha, précédé des habitants de Tougourt, de très nombreuses bannières et d'une bruyante ghaïta[1], fait son entrée solennelle dans la capitale de l'Oued-Rir, par la porte El-Roura. En homme prudent, il a évité de passer par le Bab-Aïssa, il ne veut pas s'exposer aux balles des chassepots ; il a même exigé que les portes de Tougourt soient descellées et enlevées, car il est, le premier, étonné de la facilité avec laquelle la ville l'accueille.

1. Ghaïta, corps de musique, du nom du principal instrument, la ghaïta, qui est une espèce de hautbois. — On dit aussi une nouba ; ce dernier nom était le plus employé pour désigner la musique des beys, et il sert encore pour désigner la fanfare indigène de nos tirailleurs algériens.

La prise de possession effectuée, Bouehoucha accepte l'hospitalité chez un nommé Taïeb-el-Djari, et il rapelle aux Tougourtins qu'ils se sont engagés à lui livrer non seulement leur ville, mais encore la Kasba, et surtout les parents d'Ali-bey.

Les Medjarya occupent alors la maison du khalifat et battent de leurs feux plongeants la cour de la Kasba. Le tir se prolongeant sans résultat, ils fabriquent une sorte de blindage avec des sacs remplis de laine et s'approchent des remparts. En même temps, ils interpellent Bouchemal ; le sieur Jonge, qui comprend l'arabe, distingue quelques mots ; il apostrophe rudement Bouchemal et va lui faire un mauvais parti, quand le lieutenant intervient et les sépare. Mousseli ne peut pas admettre que ce chikh, qui, comme lui, est au service de la France depuis vingt-trois ans, puisse être un traître. Peut-être aussi pense-t-il que c'est le seul homme en situation de lui être utile pour entrer en relation avec les habitants du pays. Il se contente donc de faire remarquer à Jonge qu'il vaut mieux attendre, qu'on ne tue pas un homme ainsi sur un simple soupçon, et que, si la trahison de Bouchemal s'affirme, il restera bien toujours quelques balles pour se débarrasser de lui.

Pendant cette altercation, le sergent français Basile François est tué raide.

A six heures du soir, tous les anciens soldats sont ou tués ou blessés [1] ; il ne reste debout que de jeunes tirailleurs voyant le feu pour la première fois.

Le lieutenant Mousseli se sent perdu; il se rappelle alors que le marabout de Temacine avait conseillé aux daouaouida d'éloigner le chérif à prix d'argent et il pense à utiliser ce conseil. Il prie donc Bouchemal d'aller trouver Bouchoucha et de lui demander quelle somme il exige pour évacuer Tougourt.

Bouchemal accepte la mission et interpelle les assaillants. A sa voix le feu cesse et il sort avec le caïd de Temacine, El-Gherbi, qui avait servi d'émissaire au chérif et qui a semblé au lieutenant un intermédiaire tout indiqué.

Par suite d'un malentendu inexpliqué, à peine dehors les deux envoyés essuient des coups de feu et El-Gherbi est blessé. Ils rentrent alors à la Kasba, et Bouchemal, ayant de nouveau interpellé son frère Goubi qui commande dans la maison du khalifa, ressort seul, cette fois sans incident.

---

1. Six avaient été tués; douze blessés.

Au bout d'une heure il revient et dit que Bouchoucha ne veut rien évacuer, mais qu'il promet la vie sauve aux tirailleurs s'ils livrent les parents d'Ali-bey. Mousseli s'indigne, refuse sèchement et renvoie Bouchemal, qui ne reparaît plus.

Pendant la nuit le feu continue entre les assiégeants et les défenseurs de la Kasba; ceux-ci reçoivent, attaché à une pierre lancée par-dessus le rempart, un billet anonyme disant en substance : « Si vous partez vers le nord, le chérif ne vous poursuivra pas, il n'en veut qu'aux daouaouida. »

Le 15 mai, au point du jour, les jeunes tirailleurs étaient exténués et démoralisés ; la lutte semblait sans issue. Le lieutenant Mousseli, croyant que la lettre anonyme est un dernier avis donné par son ami Bouchemal, a la malheureuse idée, pour sauver ses hommes, d'abandonner les daouaouida et de marcher sur Biskra.

Il ne veut cependant pas livrer ses prisonniers au chérif; il les met en liberté, leur rend leurs armes, leur donne des munitions, leur laisse des vivres et les prévient de son intention. Puis il fait prendre à ses tirailleurs 90 cartouches et quatre jours de vivres, et, malgré les observations énergiques de Jonge et celles, non moins vives, d'un caporal indigène qui, tous deux, traitent de folie le plan du lieutenant, le détachement quitte la Kasba. Il y laissait sept de ses hommes : quatre blessés et trois tirailleurs valides qui avaient déclaré vouloir partager le sort des mokhaznya et des daouaouida.

Le lieutenant et ses cinquante hommes n'avaient pas fait cinq kilomètres qu'ils trouvaient la route barrée par des gens embusqués et qu'ils étaient enveloppés par des Medjarya, Mekhadma, Chamba et autres rebelles. Mousseli essaye de faire former le carré, mais ses hommes manquent de sang-froid, et, avant même qu'ils aient fait usage de leur feu, ils sont abordés, bousculés, et, après une courte lutte corps à corps, ils succombent sous le nombre. Quatre tirailleurs seulement réussissent à s'échapper, deux par la fuite, deux par l'intervention d'amis personnels. Jonge et sa femme sont sauvés par un nègre des Chamba, mais ils sont faits prisonniers.

Le malheureux lieutenant avait été tué un des premiers, et atrocement mutilé. En deux jours 52 tirailleurs étaient tombés sous les coups des rebelles.

Tout était fini quand arriva, à cheval, le secrétaire de Bouchoucha, Djelloul-ben-Moulaï-Smaïl ; on lui remit Jonge, sa femme et les deux tirailleurs.

Les insurgés revinrent avec lui à Tougourt et reprirent l'attaque de

la Kasba. Ils rencontrèrent une résistance énergique, car les daouaouida, gens de race et de tempérament guerrier, ont une réputation de courage bien méritée. Mais l'un d'eux, Si-Mostefa-ben-Braham, le plus âgé et le chef du groupe, fut tué après une heure ou deux de combat. Sa mort, et surtout la présence de femmes et d'enfants dont la perte semblait certaine, paralysèrent la défense et décidèrent les deux khalifats Si-Namane et Si-Mostefa à entrer en pourparlers avec le chérif.

Bouchoucha leur envoya son chapelet par son secrétaire Djelloul accompagné de Bouchemal. C'était l'amane religieux, c'est-à-dire la vie garantie par un serment public.

Quelques mokhaznya, cependant, n'eurent pas confiance, et, ne croyant pas que le chapelet était pour eux, ils essayèrent de se sauver en franchissant les murs de la caserne ; plusieurs furent tués à coups de fusil, les autres réussirent à gagner Tamellalt [1], asile sacré où ils étaient en sûreté.

Les daouaouida, au nombre de six [2], leurs femmes et enfants, les sept tirailleurs et plusieurs mokhaznya, sortirent sans encombre et furent conduits au chérif, qui les confia à Bouchemal.

Bouchoucha s'occupa de suite d'organiser sa conquête ; il nomma Goubi son moqaddem et son khalifat par un brevet en bonne et due forme, et dont la rédaction donne la note exacte de la situation que le chérif pensait avoir, et qu'il avait réellement, aux yeux des Sahariens :

« Ceci est un avertissement pour quiconque verra le présent diplôme sur lequel est apposé notre sceau, et qui a été délivré aux mains de son porteur le moqaddem Goubi, celui qui est investi du titre de chikh des habitants de Nezla.

« Il donnera ses ordres et dirigera ses administrés dans la voie de la soumission au Prophète. Que la prière et le salut soient sur Lui !

« Quant à vous, membres de la djemaa, que Dieu vous accorde, par notre intercession, sa bénédiction, et que le bien règne entre nous.

---

1. Tamellalt est le nom de la zaouïa, maison-mère des khouans Tidjanya; elle forme, à 1,200 mètres de Temacine, une vaste agglomération de bâtiments et de palmiers entourés de murs solides. — On dit aussi la zaouïa de Temacine, mais, dans le pays, le nom de Tamellalt est seul usité.

2. Si-Sghir-ben-Deblah. — Brahim-ben-Debbah, fils du précédent (sept ans). — Si-el-hadj-Ahmed-ben-Debbah. — Si-Mostafa-ben-Debbah, khalifat d'Ali-Bey pour Tougourt. — Si-Namane-ben-Debbah, khalifat d'Ali-Bey pour Ouargla. — Si-el-hadj-Mohammed-ben-el-Guetal.

Celui qui serait désobéissant et s'écarterait de mes ordres s'en repentirait, mais le repentir ne lui servirait à rien.

« Notre khalifat gouvernera avec justice et se conformera aux prescriptions de la loi Mohammedia; que Dieu élève cette loi à son apogée! Amen!

« Nous l'avons investi, et, s'il plaît à Dieu, il sera aidé par lui dans l'accomplissement de sa mission; celui qui ne lui obéira pas ne prospérera pas, par la volonté de Dieu! Que votre chikh soit l'objet des honneurs et du respect qui lui reviennent.

« Écrit par ordre de notre seigneur et de notre maître Mohammed-ben-Brahim; que Dieu le protège et le dirige! »

Aux autres agents il donna de simples lettres de service dans lesquelles ne figuraient ni le mot de khalifat ni même celui de moqaddem qui entraîne une idée de pouvoir très étendu; ces lettres étaient ainsi conçues :

« Par notre présent ordre, nous nommons N... chef de..... en totalité. Il le gouvernera comme il l'entendra sans que personne n'y mette entrave, mais il remplira ces fonctions avec justice, suivant la loi de Dieu et de son Prophète. Le susdit N... sera chikh de la localité ci-dessus mentionnée. »

Outre ces nominations, il fit encore des actes écrits portant donation à Goubi-ben-Goubi de tous les biens possédés à Tougourt par le gouvernement français et à Bouchemal de toutes les propriétés détenues par Ali-Bey.

Ces affaires terminées, Bouchoucha se mit en route le 21 dans la direction du sud, emmenant avec lui les deux khalifats, les époux Jonge, ainsi que les tirailleurs prisonniers. En arrivant près Temacine, il s'arrêta et entoura, avec tous ses contingents, la zaouïa de Tamellalt. Mais les murs nouvellement réparés se hérissèrent de fusils, et Bouchoucha, craignant de compromettre son prestige religieux et guerrier en attaquant un sanctuaire aussi vénéré et aussi bien gardé, se borna à écrire au Grand-Maître des Tidjanya pour lui demander la faveur de lui présenter ses respects.

Si-Mohammed-el-Aïd refusa de le recevoir et ajouta à son refus laconique : « C'est par la volonté de Dieu que les Français sont en Algérie, leur gouvernement est durable; prends garde à toi. »

Bouchoucha se le tint pour dit et alla camper le jour même à Blidet-Amar.

Il n'y était pas depuis deux heures qu'une députation, conduite par Bouchemal, Goubi, El-Trabelsi et El-hadj-Brahim-ben-el-hadj-Mohammed, se présentait et lui demandait la mort des deux lieutenants d'Ali-Bey.

Bouchoucha répondit d'abord par un refus formel; il ne voulait pas qu'on pût dire qu'il violait son amane, et, de plus, il tenait à conserver par devers lui comme otages ces deux personnages dont la rançon pouvait être pour lui une bonne affaire.

Les délégués insistèrent sur l'imprudence qu'il y avait à promener dans le Sahara des personnages ayant chez les nomades de nombreux partisans et qui pouvaient lui échapper, un jour ou l'autre, sans la moindre rançon. En même temps, ils remettaient à Bouchoucha 2,500 douros, soit 12,500 francs, « comme dia ou prix du sang payé au maître pour l'indemnité du meurtre de ses captifs ».

Puis, sans attendre la réponse, Bouchemal et ses compagnons reprirent le chemin du Tougourt, où ils arrivèrent dans la nuit.

Après leur départ, Bouchoucha dit quelques mots à son secrétaire Djelloul, qui prit avec lui quatre Chamba et se chargea de tuer les deux daouaouida.

Ses ordres donnés, le chérif sortit de sa tente et alla à quelque distance faire ses dévotions en plein air, en vue de tout son camp; il pria longtemps avec une grande ferveur apparente et sans paraître entendre les cris des victimes et les coups de pistolet des assassins [1].

Le lendemain 22, il quitta son camp de Blidet-Amar; mais, avant de partir, il mit en liberté tous ses prisonniers, sauf les époux Jonge et le tirailleur nègre Embarek-ben-Saïd, qu'il garda comme cuisinier. Il ne fut, du reste, jamais malveillant pour ses deux prisonniers français, qui, dans leur longue odyssée de quatre mois [2], furent toujours traités avec humanité. Parfois même Bouchoucha honorait son captif de ses confidences; il ne lui cachait pas le peu de foi qu'il avait dans les suites de son aventure, et il l'entretenait de la nécessité où il serait, un jour ou l'autre, d'aller se réfugier à Insalah. C'était surtout quand

1. Deux domestiques indigènes, qui avaient été laissés aux daouaouida, vinrent pour secourir leurs maîtres. L'un d'eux, Mohammed-ben-Mammar, fut abattu d'un coup de pistolet et laissé pour mort; l'autre, Ahmed-ben-Khalif, se voyant impuissant, s'enfuit à Tamellalt à la faveur de l'obscurité, et donna les premiers détails sur ce drame.

2. Au mois d'octobre, Boulakhas-Bengana, maître de Tougourt (voir livre IV, chapitre VI), envoya à Ouargla des émissaires qui ramenèrent les époux Jonge sains et saufs.

il apprenait le succès de quelque colonne française qu'il causait avec Jonge, et, après ces conversations, il reprenait son rôle de sultan, convoquait ses gens et leur annonçait, avec force détails, que les insurgés du Tell venaient de remporter une grande victoire sur les roumis.

Le 23 mai, à Tougourt, Bouchemal, Goubi et consorts se débarrassèrent des autres daouaouida prisonniers chez eux, en les faisant égorger. Un seul, Si-el-hadj-Mohammed-ben-el-Guelal, échappa à ses assassins en se réfugiant dans une mosquée dont les tolba Tidjanya achetèrent à prix d'argent l'inviolabilité ; ce fut le marabout de Temacine qui donna les fonds nécessaires à cette rançon et qui ensuite reçut chez lui le malheureux parent d'Ali-Bey.

La femme et la fille d'un des daouaouida furent épargnées par Bouchemal et envoyées à Bouchoucha, qui ne garda que la jeune fille, Saadia-bent-si-Ahmed, une fort jolie personne. Mais la descendante des Bouokkaz, anciens seigneurs du Sahara, ne consentit jamais à devenir la femme de l'aventurier Bouchoucha, et celui-ci se contenta d'envoyer Saadia à l'autre extrémité de l'Algérie, chez le marabout de Kerzaz [1].

La nouvelle de la marche du chérif sur Tougourt n'était parvenue à Si-Ali-Bey que le 12 au soir dans les Ziban ; il avait de suite rassemblé ses goums et ceux de Si-Mihoub et était parti dans cette direction ; mais, quand il arriva, tout était terminé : il n'était pas en force pour poursuivre le chérif, et, après quelques démarches infructueuses pour faire délivrer ses parents, il revint dans le Zab-Chergui concentrer ses gens entre Garta et Sidi-Oqba, au milieu des cultures des Lakhedar du soff Bengana.

On venait d'apprendre à Biskra la prise de Tougourt par le chérif et le massacre des tirailleurs. Cette nouvelle avait été apportée le 18 au soir au caïd de Biskra par un cavalier des Selmya envoyé par Bouchemal. Mais le caïd « n'avait pas cru devoir déranger le commandant supérieur pendant la nuit », et quand, le lendemain, il vint annoncer

1. Kerzaz, oasis indépendante au sud-ouest de Figuig, sur l'Oued-Nsaoura, près le Gourara, est le fief d'une zaouïa célèbre, maison-mère de l'ordre religieux des khouans Kerzazya ou Ahammedine, fondé en 1608 de J.-C. — Cet ordre a pour spécialité la protection des ksouriens contre l'élément nomade ; il compte dans la province d'Oran 2,986 khouans : il se tient rigoureusement en dehors des choses politiques et a toujours avec les Français une attitude correcte et même bienveillante. Voir pour plus de détails : MARABOUTS ET KHOUANS, chapitre XXIII.

la chose, le commandant venait de recevoir une lettre du chikh de Mraïer lui rendant compte des faits.

Ali-Bey était revenu profondément irrité contre les Bengana, et son installation au milieu des cultures des Lakhedar était une provocation directe vis-à-vis les gens du soff ennemi. Ceux-ci, de leur côté, criaient bien fort, disant que c'était par suite de leur soumission aux ordres de l'autorité que les Lakhedar et les Gheraba voyaient leurs propriétés dévastées par « cet Ali-Bey, qui n'avait même pas su empêcher une garnison française d'être massacrée ».

Ali-Bey, exaspéré de ces accusations et des nouvelles qu'il recevait de Temacine, arriva le 27 mai à Biskra, accompagné de Benchennouf, d'Amar-ben-Harzalah, chikh des O. Harkat, et d'une quinzaine de chioukh ou notables. Il alla chez le commandant supérieur avec ses amis, et, d'une voix vibrante de colère, il accusa les Bengana d'avoir appelé Bouchoucha à Tougourt, de lui avoir fait livrer la ville par leurs amis et d'avoir donné de l'argent pour faire assassiner les Ben-Debbah. Il demandait la révocation des Bengana et leur expulsion du Sahara, s'engageant dans ce cas à reprendre Tougourt et à poursuivre à outrance Bouchoucha.

Le capitaine de Maëgt lui répondit qu'avant de prendre une pareille décision il fallait d'abord qu'il nous livrât les gens de Tougourt accusés par lui d'être les instruments des Bengana, alors seulement une instruction judiciaire pourrait mettre en relief les responsabilités engagées. Il fut dit aussi à l'agha que, s'il s'était un peu plus occupé des affaires de son commandement au lieu de consacrer toute son énergie et toute son intelligence à surveiller un soff dont il était le premier à nier les vertus guerrières, il aurait empêché et la prise de Ouargla et celle de Tougourt.

Ali-Bey et les siens comprirent la justesse de cette réponse; ils se calmèrent un peu et jurèrent qu'ils allaient venger les tirailleurs et reprendre Tougourt.

Ils étaient personnellement désireux de le faire; mais, quand ils voulurent entraîner leurs goums, ceux-ci, tout en se disant prêts, firent traîner les choses en longueur. Ils trouvaient, en effet, plus agréable et plus lucratif de continuer à manger les récoltes des Lakhedar que d'aller guerroyer pour l'honneur de leur seigneur, sans le moindre espoir de razzia. Puis, beaucoup craignaient aussi pour leurs propres récoltes dans les Ziban, et ils voulaient régler leurs affaires personnelles avant de se lancer dans l'extrême sud.

Pendant ce temps, les accusations contre le soff Bengana prenaient

plus de consistance; on connaissait le rôle odieux de Bouchemal, et, comme il avait toujours été l'homme-lige des Bengana dans l'Oued-Rir, on en tirait la conclusion que, cette fois encore, il n'avait été que leur agent autorisé.

Pour couper court à ces bruits inquiétants, Boulakhas-Bengana vint offrir au commandant supérieur de marcher sur Tougourt, avec les Gheraba propriétaires des palmiers de l'Oued-Rir, de reprendre la ville et d'arrêter Bouchemal et Goubi.

On ne pouvait accepter cette offre, qui aurait eu pour conséquence immédiate de faire marcher le soff Bouokkaz sur Biskra, où habitaient tous les chefs des Bengana, et de nous forcer à intervenir pour les protéger *manu militari*. Et cela alors qu'on disait publiquement que la conduite équivoque de ces Bengana avait facilité les succès de Bouchoucha, et que leurs amis et partisans étaient responsables de la perte de la Kasba et du massacre des tirailleurs.

En ce moment déjà les deux soffs étaient aux prises à l'extrémité orientale du cercle; le village de Liana, du soff Bouokkaz, s'était battu le 31 mai contre le qsar de Badès, du soff Bengana. Il y avait eu 10 tués et 20 blessés. Les deux partis s'accusaient réciproquement avec âpreté, mais les torts semblaient avoir été du côté de Badès, que soutenait le caïd de Khanga.

Cependant Ali-Bey, ayant appris la démarche de Boulakhas, pressa l'organisation de ses goums, et, dans les premiers jours de juin, il avait réuni sur l'Oued-Mlili une véritable armée, comptant dix mille fusils et cinq cents chevaux [1]. Il divisa ses forces en cinq colonnes, réglant la marche avec soin, de façon à les faire bivouaquer successivement sur les points d'eaux jalonnant sa route; puis, partant un peu en avant avec la cavalerie, il arriva, le 19 juin, à Ensigha, petite oasis à quatre kilomètres de Mraïer, grande bourgade dont les maisons et les palmiers appartiennent presque tous aux Arabes Gheraba du soff Bengana. Comme tous les ksours du Sahara, Mraïer a une

1. Voici quels étaient les contingents réunis par Ali-Bey à l'Oued-Mlili et leur division en cinq groupes :

1° Les tribus du Zab-Chergui (sauf les Lakhdar), sous les ordres de Si-Mihoub-Benchennouf;

2° Ahl-ben-Ali, Ahl-Amour, Ghemra, Cherfa, Arab-Cheraga, avec Ali-Bey;

3° Ouled-Sassi (des Ouled-Zekri), avec le chikh Bouzid-ben-Harzallah;

4° Ouled-Harkat (des Ouled-Zekri), avec le chikh Amar-ben-Harzallah;

5° Un contingent d'Ouled-Naïl de Bouçada, amenés par le caïd des O. Zekri, Si-Taïeb-ben-Harzallah.

enceinte en toubes et des portes qui se ferment en temps de trouble.

A l'approche des formidables goums d'Ali-Bey, les khammès fermiers et ksouriens, fort peu rassurés, demandèrent du secours à Bouchemal et à Bouchoucha, qui envoyèrent quelques centaines d'hommes [1].

Le chikh de Mraïer, Mohammed-bel-Hadj, personnellement dévoué à son agha Ali-Bey, ne commandait plus rien dans la ville. Son soff, jadis puissant, s'était fondu depuis que les Goubi étaient maîtres du pays; seuls trois ou quatre chefs de famille étaient restés fidèles au parti vaincu.

Quand on vit Ali-Bey si proche de Mraïer, ses anciens partisans se retrouvèrent; accompagnés d'un certain nombre d'habitants, ils vinrent avec le chikh apporter à l'agha une grande diffa de bienvenue et protester de leur dévouement et de leur obéissance.

Ali-Bey les reçut plus que froidement, leur parla à peine et les congédia pour s'entretenir avec le chikh Mohammed-bel-Hadj et les trois ou quatre chefs de famille qui n'avaient jamais déserté sa cause. Ceux-ci, désireux de se venger des humiliations et froissements subis, forcèrent la note; ils déclarèrent qu'il y avait dans Mraïer quatre cents hommes envoyés de Tougourt par Bouchemal, que toute la population était acquise à Bouchoucha et aux Bengana.

Ali-Bey n'avait nul besoin d'être excité; il envoya, séance tenante, le chikh et deux de ses cavaliers signifier aux gens de Mraïer qu'ils eussent, s'ils étaient toujours les serviteurs de la France, à verser le jour même leur impôt de l'année, impôt très léger et dû, il est vrai, depuis longtemps, mais que l'agha n'avait jamais songé à réclamer.

Les Ksouriens n'ayant pas versé dans la journée, Ali-Bey lança sur l'oasis, le lendemain matin 20 juin, cinq cents hommes choisis tant parmi les cavaliers que parmi les fantassins et placés sous les ordres de son jeune et brave cousin Si-Ahmed-Bey-ben-Ferhat [2]. Les cavaliers mirent pied à terre, et les gens de Mraïer marchèrent à leur rencontre, mais ils ne résistèrent pas longtemps. Derrière Ahmed-Bey-ben-Ferhat arrivaient d'autres contingents; les Ksouriens prirent la

1. Ali-Bey, dans son rapport, dit 400 hommes.
2. Ahmed-Bey-ben-Ferhat était alors caïd des Beni-Slimane et Rassira (Aorès méridional). Il fut plus tard blessé et décoré lors de l'insurrection d'El-Amri en 1876, et se distingua encore, en 1879, dans nos rangs, lors de l'insurrection de l'Aorès.

fuite, et les vainqueurs entrèrent avec eux dans la ville, qui fut mise à sac. Les silos furent vidés et les habitants, même inoffensifs, massacrés sans pitié; cent soixante-quinze au moins succombèrent en quelques heures, et, dans ce nombre, 24 seulement furent tués en combattant. Ahmed-Bey-ben-Ferhat eut de son côté de 10 à 15 tués et de 20 à 40 blessés [1].

Le soir, la ville était déserte, ses habitants avaient fui dans la direction de Tougourt.

Ali-Bey quitta Mraïer le 21 juin, dans l'après-midi; le 24, il était en vue de Tougourt, ayant trouvé sur sa route tous les qsours abandonnés, sauf celui de Djamaa, où étaient réunis les gens de Zaouïet-Riab, de Temdla et Sidi-Ammar, qui fournirent à leur agha la diffa et un contingent de cent fusils.

Les habitants des autres villages, Nezla, Tebesbest, Zaouïa, Tamerna, etc., étaient tous, ainsi que les fugitifs de Mraïer, réfugiés dans Tougourt. Le grand fossé fangeux qui, à cette époque, entourait la ville [2], avait été rempli jusqu'au bord; les ponts étaient coupés, les portes barricadées, les maisons et les terrains s'étageant jusqu'à la mosquée qui domine la ville étaient couverts de défenseurs. Ces gens-là étaient décidés à résister jusqu'à la mort: car ils avaient tous, plus ou moins, trempé dans les assassinats des daouaouida, et ils n'avaient nulle merci à attendre de leur agha.

Ali-Bey, qui connaissait la force de cette ville, où il résidait habituellement en hiver, essaya d'abord de la ruse et de la corruption; il engagea des pourparlers avec les deux frères Ben-Goubi, qui com-

1. Ces chiffres minima sont peut-être un peu faibles; ils sont officiels et ont été donnés à la suite d'une vérification faite après l'événement et dans un moment de réaction contre l'agha dont les Bengana avaient fortement ébranlé le crédit: dans cette vérification, il n'a pas assez été tenu compte des éléments étrangers enfermés dans Mraïer. Cependant nos chiffres sont peut-être plus près de la vérité que ceux donnés en juin 1871, dans le rapport de l'agha, qui s'exprime ainsi: « Les pertes de notre côté sont de 16 tués et 41 blessés; celles de l'ennemi de 236 tués, parmi lesquels 135 des gens venus de Tougourt. » Il est à peu près certain que dans les chiffres officiels de l'enquête on n'a pas compris un certain nombre de gens appartenant au commandement des Bengana, aux Ouled-Naïl de Bouçada ou aux Chamba, tous gens qui avaient intérêt à dissimuler leurs morts, ou qui pour des causes diverses échappaient aux investigations faites après coup.

2. Ce fossé, qui avait existé de temps immémorial, pouvait être rempli au moyen d'un lac ou bahar d'eau saumâtre voisin de la ville. C'était un cloaque infect et un foyer pestilentiel. Il a été comblé de 1872 à 1875 par l'agha Mohammed Bendris, et, en partie, couvert de plantations qui ont assaini le pays. Aujourd'hui Tougourt, sans être encore un sanitarium, est très habitable; ce n'est qu'une question d'hygiène et de confortable.

mandaient les assiégés. Bouchemal répondit « qu'il ne se rendrait jamais ».

Les forces d'Ali-Bey étaient considérables, et elles comprenaient les sagas des Ahl-Amour, des O. Zekri et des O. Naïl, toutes réputées pour leur énergie et leur solidité; mais c'étaient des contingents sahariens n'ayant ni la discipline ni la cohésion des contingents qbaïls. Excellents pour une surprise ou pour la résistance derrière les murs en terre d'une oasis, ils étaient inhabiles dans l'attaque d'une ville en état de défense.

Ali-Bey disposa un cordon de sentinelles et de petits postes autour de Tougourt, et fit faire des patrouilles en tous sens, afin que le blocus fût aussi rigoureux que possible, ce qui n'empêcha pas Bouchemal de faire sortir des émissaires, qui allèrent à Ouargla demander des secours à Bouchoucha.

Quinze jours se passèrent à échanger des coups de fusil, sans autre effet que quelques blessures de part et d'autre. La nuit, Ali-Bey faisait sonder les fossés et jeter de la terre, des djérids [1] et des troncs de palmiers pour rendre guéables certains passages. Lorsque ce travail fut terminé, l'assaut général fut décidé.

Le 8 juillet, à un signal donné, les assaillants s'élancent de tous les côtés vers la ville, au bruit d'une fusillade plus bruyante que dangereuse; sur cinq ou six points à la fois des volontaires s'engagent dans les fossés; beaucoup arrivent jusqu'au pied du mur; mais les uns ont leurs munitions mouillées, et ils sont tués sans pouvoir se servir de leurs armes, les autres ne peuvent escalader les remparts, et ils tombent sous les coups des assiégés. En vain ils renouvellent leurs tentatives, en vain les O. Amor et les O. Zekri s'acharnent contre ces murs; il faut renoncer à les franchir.

A la fin de la journée, l'agha avait 48 tués et 149 blessés [2], et ses contingents, découragés, parlaient de remonter vers le nord. Cepen-

---

1. Djérid, branche (ou mieux feuille) du palmier.
2. En voici le détail numérique :

| | T. | B. |
|---|---|---|
| Zmala de Si-Ali-Bey | 3 | 2 |
| Ouled-Zekri | 10 | 27 |
| Ghamra | 5 | 14 |
| Ahl-ben-Ali | | 2 |
| Zmala du caïd Ben-Henni | 3 | 5 |
| Ahl-Amour | 4 | 14 |
| Cherfa (A. Cheraga) | 6 | 33 |
| *A reporter* | 31 | 97 |

dant rien n'était perdu ; la situation des assiégés était même très précaire; la ville, encombrée de bouches inutiles, manquait déjà de vivres et surtout d'eau potable. La reddition de la place n'était plus qu'une question de jours si aucun secours ne survenait de l'extérieur.

Ali-Bey avait prévu l'éventualité de l'arrivée de Bouchoucha, et il avait échelonné des embuscades, des coureurs et des vedettes (chouafs) jusqu'à El-Hadjira, à mi-chemin de Ouargla; sa cavalerie battait le pays: elle ne vit rien de suspect.

Bouchoucha avait déjoué toutes ces précautions, et, pendant que les Cheraga lui barraient la route directe, il s'était jeté à l'est, à travers les dunes bien connues des Chamba et des Mekhadma, amenant avec lui Naceur-ben-Chohra, 80 chevaux et 900 fantassins à mehara.

Le 10 juillet, à midi, le muezzine monté sur le minaret de la mosquée de Tougourt pour appeler à la prière du dohor, vit les bannières de Bouchoucha, qui arrivait par le nord. Aussitôt les femmes montent sur la terrasse et déchirent l'air de leurs you-you stridents.

C'est ainsi qu'Ali-Bey connut l'arrivée de son ennemi; immédiatement il saute à cheval, entraîne ses cavaliers et s'élance pour barrer la route. Le combat s'engage avec fureur, et dure jusqu'à la fin de la journée : Bouchoucha a 79 hommes hors de combat, dont 54 tués; il perd 10 chevaux et 10 meharas, mais il entre dans Tougourt.

Ali-Bey a 6 tués et 15 blessés, et ses contingents, découragés, n'ayant plus de vivres, l'abandonnent et partent vers le nord.

Pour beaucoup de ces goumiers il était urgent de rentrer, car, pendant cette longue absence, leur pays était ruiné par les partisans des Bengana, qui toujours manœuvraient pour affaiblir les gens du soff Bouokkaz. C'est ainsi que le caïd du Djebel-Chechar, Si-Ahmed-Bennaceur, était sorti deux fois de Khanga-Sidi-Nadji pour offrir le combat aux habitants de Liana. La première fois, un marabout, Benabdelafid, avait empêché le combat; mais, la seconde fois, le qsar avait été attaqué, et ses assaillants, repoussés, avaient eu 3 hommes tués. Le

| | | |
|---|---|---|
| *Report.* . . | 31 | 97 |
| Ouled-Zid. . . . . . . . . . . . . | 2 | 5 |
| O. Naceur. . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | 7 |
| O. Amor (des Zab-Chergui). . . . . | 11 | 23 |
| O. Hamida et Troud du Souf. . . | 2 | 12 |
| Ahl-Temacen. . . . . . . . . . . . | 2 | 5 |
| | 48 | 149 |
| | 197 | |

retour de Si-Mihoub-Benchennouf dans le Zab-Chergui empêcha une nouvelle attaque.

Quant à Ali-Bey, de plus en plus exaspéré contre les Bengana, il rentra à Biskra le 13 juillet, ramenant avec lui les Arab-Cheraga, qui s'éparpillèrent à travers les Ziban, et apportèrent ainsi de nouveaux éléments de désordre dans la banlieue de Biskra.

Pendant ce temps, Bouchoucha, après avoir fait de Nacer-ben-Chohra son khalifat dans le Sahara, alla battre le pays entre Tougourt et Doucène.

Telles furent, dans le cercle de Biskra, les ruines et les humiliations qu'attirèrent à la France les plus nobles, les plus dévoués et les plus anciennement ralliés d'entre les représentants de cette féodalité indigène, dont nous avions cru longtemps pouvoir utiliser et équilibrer à notre profit les influences plusieurs fois séculaires.

Ni Ali-Bey, ni Bengana, ni aucun de leurs parents, ne s'étaient insurgés; chacun d'eux prétendait même avoir le monopole de la fidélité à notre cause, chacun d'eux avait protesté et protestait encore tous les jours contre la coupable révolte des Moqrani, et, tous, conscients ou inconscients, ils servaient en réalité la cause de l'insurrection.

Mais, quelque grave que puisse avoir été pour nous cette complicité indirecte, il ne faudrait pas s'en exagérer les conséquences. En fait, à cette époque et pour les indigènes, la coalition aristocratique et religieuse des Moqrani et d'Aziz s'était heurtée, dans le Sahara, à un double et éclatant échec. Ni le bachagha, ni Boumezrag, ni Abdesselem, n'avaient pu obtenir l'alliance ou l'adhésion déclarée d'un seul de leurs pairs et anciens amis du pays des palmiers. Aziz, parlant au nom de Dieu et de l'Islam, n'avait pu modifier l'attitude si nettement sympathique à la France des deux plus grands seigneurs religieux du Sahara.

De la part de Mohammed-el-Aïd, grand maître des Tidjanya et seigneur de Temacine, Guemar et autres lieux, cela n'étonnait pas trop les indigènes, qui savaient l'ordre des Tidjanya en rivalité de doctrine et d'influence avec les Rahmanya. Mais, de la part de Si-Ali-ben-Amor, marabout de Tolga et grand maître des Rahmanya du sud, le fait était très remarqué et très commenté. Il avait une portée d'autant plus grande qu'une partie des Rahmanya de l'obédience de Nefta et la totalité des Rahmanya de la zaouïa de Cherfet-el-Hamel, près Bouçada, suivaient la même ligne de conduite que Tolga.

Seul Bouchoucha triomphait; mais les succès de ce faux chérif

n'avaient qu'un effet relatif et ne faisaient impression que sur les simples et les naïfs : car il était de notoriété publique, chez les indigènes, qu'il ne représentait ni l'élément aristocratique ni l'élément religieux, ayant à un titre quelconque les directions politiques ou spirituelles des populations sahariennes.

Aussi, le 13 juillet 1871, malgré nos revers, malgré les fautes ou les défaillances de quelques-uns de nos agents, nous restions toujours, aux yeux des indigènes, les souverains incontestés et les amis reconnus des seigneurs politiques ou religieux du Sahara.

---

# LIVRE IV

---

# LES DERNIÈRES LUTTES

DE LA SOUMISSION DE CHIKH-EL-HADDAD A LA PRISE DE BOUMEZRAG

(13 juillet 1871-20 janvier 1872.)

# I

# MALEK-EL-BERKANI

(30 avril-21 août.)

Proclamation du djehad au marché du Beni-Menaceur (13 juillet). — Conséquences générales de ce soulèvement. — Causes premières. — Mutinerie et refus des prestations au marché du 30 avril. — Complot contre le caïd Mouloud-el-Habouchi à la koubba de Si-Ahmed-ben-Youcef (6 mai). — Panique à Novi (6 mai). — Ingérence du conseil municipal de Cherchel dans les affaires des Beni-Menaceur (7 mai). — Démission du caïd El-Habouchi (8 mai). — Intérim confié à Malek-el-Berkani; ses intrigues. — Nomination de Mohammed-ben-Si-Mohammed-Saïd-Ghobrini (20 juin). — Complot contre le nouveau caïd (nuit du 28 au 29 juin). — Lettre des Beni-Menaceur au gouverneur (22 juin). — Enquête à Cherchel (30 juin). — Démission du caïd et propositions en faveur d'Abdi-ben-Miloud-Abdi (1er juillet). — Nouvelle protestation des Beni-Menaceur (4 juillet). — Intrigues de Malek-el-Berkani. — Reconnaissance attaquée sur la route de Novi (14 juillet). — Combat sur la plage de Novi; la péniche de la douane (14 juillet). — Première attaque de Zurich (14 juillet). — Démonstration avortée sur Marengo (14 juillet). — Engagement à Zurich et arrivée de la colonne Désandré (15 juillet). — Passage de l'Oued-Bella (15 juillet). — Malek-el-Berkani à la ferme Tripier; commencement du blocus de Cherchel (15 juillet). — Incendie des forêts (16 juillet). — Premier ravitaillement de Zurich et premier combat au défilé des petits aqueducs (17 juillet). — Défense de la ferme Brincourt (17 juillet). — Attaque du moulin Piquet à l'Oued-Melah (17 juillet). — Malek-el-Berkani aux Beni-Ferah de Miliana (17 juillet). — Échec de Braham-Ghobrini à l'Oued-Damous (18 juillet). — La *Dryade* débarque à Alger la colonne Ponsard (21 juillet). — Attaque de Vesoul-Beniane (22 juillet). — Les rebelles repoussés jusqu'à Hammam-Righa (23 juillet). — Reprise de l'hôpital d'Hammam-Righa (24 juillet). — Lettre de Malek-el-Berkani à l'agha Slimane-ben-Siam (25 juillet). — Deuxième ravitaillement de Zurich; affaire des carrières; deuxième combat des petits aqueducs (25 juillet). — La colonne Ponsard part d'Alger (27 juillet). — Combat près de Zurich; mort de Malek-el-Berkani; incendies au Tidaf (2 août). — La colonne Nicot part de Miliana (2 août). — Démarches de soumission des Beni-Menaceur (3 août). — La colonne Ponsard à Bordj-el-Khemis (4 août). — Affaire de Gueroudra (4 août). — Combats d'arrière-garde à la colonne Ponsard; son arrivée à Souq-el-Hadd (5 août). — Combat de Tizi-Mahelli, dit aussi d'Aïn-el-Anaceur (5 août). — Affaire d'arrière-garde d'Aïn-el-Azaïne, dit aussi Aïn-el-Anaceur (6 août). — Soumission des Taourira à Souq-es-Sebt (13 août). — Escarmouches et razzia

chez les Mazer (14 août). — Soumission du Ahl-Gouraya (14 août). — Soumission des Brakna (18 août). — La colonne Nicot à la koubba de Si-el-hadj-ou-Diffallah; évacuation des crêtes et du village de Tahanout (19 août). — Évacuation du village de Ighil-ou-Azerou (20 août). — Soumission du fils de Malek-el-Berkani (20 août). — La colonne à Tebaïnète (21 août). — Dernières soumissions.

Le jeudi 13 juillet 1871, le jour même où Chikh-el-Haddad se rendait au général Saussier, la guerre sainte était proclamée, à 15 kilomètres au sud de Cherchel, sur le marché des Beni-Menaceur, et l'attaque des établissements européens de la banlieue de cette ville était décidée pour le lendemain.

Le 14, Novi, Zurich et les fermes isolées étaient cernées et attaquées; Cherchel était bloqué; les Beni-Menaceur, Cheraga[1] et Gheraba, les Zatima, Beni-Zioui, Gouraya, Larhat et Beni-Menadc, partaient en insurrection.

A cinq heures du matin, avant que les rebelles eussent pensé à couper la ligne télégraphique, la nouvelle de ce soulèvement arrivait à Alger. Tout le monde fut surpris de cette nouvelle levée de boucliers. On crut d'abord que c'était une diversion opérée, un peu tardivement,

1. On appelle, d'une façon générale, *Massif des Beni-Menaceur* le pâté montagneux entre Cherchel, Miliana et Marengo. La tribu des Beni-Menaceur, qui forme l'élément principal de la population, est aujourd'hui répartie en plusieurs unités administratives. En 1871, déjà, les noms officiels des fractions de cette tribu étaient les suivants :

| | |
|---|---|
| Douar-commune ou section de *El-Gourine*, 4,727 habitants.<br>Beni-Menaceur-Cheraga<br>(cercle de Cherchel). | Beni-ben-Salah.<br>Tidaf.<br>Beni-Abdallah.<br>Ouled-Larbi.<br>Brakna. |
| Douar-commune ou section de *Sidi-Simiane*, 4,929 habitants.<br>Beni-Menaceur Gheraba<br>(cercle de Cherchel). | Beni-Habiba.<br>Aïouna.<br>Taourira.<br>Mazeur.<br>Tazemmourt. |
| Douar-commune ou section du *Zakar*, 1,656 habitants.<br>Beni-Menaceur-Djebaïlia<br>(cercle de Miliana). | Zouaoua.<br>El-Helalchya. |
| Douar-commune ou section de *Boumad*, 2,210 habitants.<br>Beni-Menaceur Djebaïlia (cercle de Miliana). | Telakhikh.<br>El-Gheraba. |

Les Beni-Menaceur ne se soumirent qu'en 1840, après la prise de Miliana. En 1871, ceux du cercle de Miliana fournirent des individus à l'insurrection, mais ne s'insurgèrent pas en tant que collectivité.

au profit et à l'instigation des Ouled-Moqrane ou des Rahmanya, et, bien que l'on n'eût dans le public ni renseignement ni indication, à Alger, on accusa de suite la grande famille des Ghobrini, qui étaient les seigneurs religieux de Cherchel, et dont plusieurs membres, jouissant d'une grande fortune, occupaient des positions de caïd.

On calomniait doublement cette famille, car c'était précisément son chef, Si-Braham-ben-Mohammed-Saïd-Ghobrini, qui, le premier, dès le 13 au soir, avait averti le commandant supérieur et le maire; et, en réalité, ce soulèvement était dirigé contre les Ghobrini autant que contre nous. Quant aux Ouled-Moqrane et aux Rahmanya, ils n'étaient pas les promoteurs de ce mouvement, dont cependant leur parti allait profiter pour prolonger la lutte dans l'est. Ils avaient bien essayé de le provoquer jadis, mais le bachagha et Aziz avaient complètement échoué en mars et en avril. Les Ghobrini, bien qu'ayant contre nous des griefs analogues à ceux de Moqrani, avaient refusé de s'insurger contre la France, dont leur père avait été le premier serviteur à Cherchel en 1840. D'un autre côté, les Rahmanya, disséminés en petit nombre jusque vers Tenès, avaient fait comprendre aux émissaires d'Aziz qu'ils étaient réduits à l'impuissance par les influences religieuses rivales qui dominaient dans toute la région.

Malgré ces précédents, et malgré les causes toutes locales de ce soulèvement, dès que l'insurrection fut déclarée dans le massif des Beni-Menaceur, elle eut son contre-coup dans l'est de l'Algérie. Tous ceux qui, de ce côté, voulaient prolonger la lutte, Boumezrag, Moulaï-Chekfa, Ben-Fiala, El-Koreichi-ben-Sidi-Sadoun, etc., présentèrent les événements de Cherchel comme le résultat de leur influence et comme l'exemple à suivre par tous les vrais musulmans. Le nom même du chef des Beni-Menaceur insurgés servait admirablement la cause de nos ennemis de l'est; il retentissait comme une fanfare de guerre aux oreilles des musulmans : car c'était Malek-ben-Sahraoui-el-Berkani, le petit-neveu de l'ancien lieutenant de l'émir, du célèbre Si-Mahmed-ben-Aïssa-el-Berkani, le chef de la grande famille des Brakna[1]. Pour les ignorants, et presque tous les indigènes le sont, le Berkani chef de l'insurrection des Beni-Menaceur était Si-Mahmed-ben-Aïssa-el-Berkani en personne, encore bien qu'il fût mort depuis longtemps.

En réalité, Malek-el-Berkani, comme chef politique et comme chef

---

1. Brakna est le pluriel de l'ethnique Berkani, qui, lui-même, est l'adjectif relatif de Aberkane (Le Noir), nom de l'ancêtre éponyme.

religieux, avait toujours été l'adversaire des Ouled-Moqrane et des Rahmanya, et il ne se souciait pas de leur venir en aide. Il n'avait même pas eu l'intention de se révolter contre la France, et cependant il s'était trouvé tout à coup le chef acclamé d'un grand soulèvement populaire, qui allait donner un appoint important aux insurgés de la province de Constantine.

Pour nous, les conséquences de la révolte qui s'abritait derrière le nom de Malek-el-Berkani étaient graves; non seulement cette révolte encourageait la résistance des rebelles de l'est, mais elle nous privait, vis-à-vis d'eux, d'une partie de nos moyens d'action. Elle nous força, en effet, d'enlever de Bougie la colonne Ponsard, de diminuer d'un bataillon l'effectif déjà si faible de la colonne Saussier, et, enfin, elle retarda de plus d'un mois notre intervention militaire dans les cercles de Djidjeli, Collo, El-Milia, Batna et Biskra, où cependant elle était urgente depuis longtemps. Aussi y a-t-il un intérêt historique réel à mettre en relief les causes premières de cette révolte des Qbaïls de Cherchel et à en signaler les principaux épisodes.

Les Beni-Menaceur, comme la plupart des Berbères d'Algérie, s'étaient, depuis l'occupation de Cherchel, quelque peu détachés des familles seigneuriales auxquelles ils étaient restés inféodés pendant des siècles, alors que l'intérêt même de leur indépendance[1] ou de leurs relations avec les maîtres d'Alger leur commandait l'alliance de personnalités pouvant leur rendre, en services politiques ou militaires, l'équivalent des redevances qu'ils leur payaient.

Là, comme ailleurs, dès que nous avions été les maîtres du pays, nous avions travaillé à transformer ces seigneurs en de simples fonctionnaires, exécuteurs plus ou moins corrects de notre politique. Ceux qui s'étaient le plus facilement pliés à nos exigences administratives avaient été aussi ceux dont les Qbaïls s'étaient le plus vite et le plus complètement détachés.

La famille des Ghobrini[2], dont la fidélité et le dévouement à la

1. Sous les Turcs, les Beni-Menaceur formaient, pour ordre, un *outane*, ou circonscription, qui s'étendait jusqu'à l'Oued-Damous, et qui relevait de l'agha d'Alger. En fait, ils formaient le fief héréditaire de la famille religieuse des Brakna, et ils étaient indépendants, car jamais le caïd turc, résidant à Cherchel, n'intervenait dans la tribu. Plusieurs fois ils attaquèrent et bloquèrent Cherchel, notamment en 1815, 1825, et enfin en 1840. Par contre, les groupes les plus rapprochés de la ville payèrent quelquefois au caïd turc une redevance annuelle consistant en une mesure de blé et une mesure d'orge par feu, pour les gens de la plaine, et 2 kilogrammes de figues pour ceux de la montagne.

2. Saïd-el-Ghobrini, né à Cherchel d'une famille de marabouts très vénérés, s'était rallié à nous dès notre prise de possession de la ville. En 1842, il avait

France ne s'étaient jamais démentis, avait vu peu à peu disparaître sa grande influence politique et religieuse. Sans doute, leur fortune, leur nom, leurs fonctions et même leur crédit auprès des maîtres de l'Algérie, en faisaient toujours des personnalités importantes et considérées; mais leurs intérêts étaient trop visiblement liés aux nôtres pour que leur situation, vis-à-vis des indigènes, ne ressentît pas, en 1871, le contre-coup de notre effacement et de notre impuissance.

C'était, du reste, ce qui déjà leur était arrivé aux premiers temps de l'occupation turque, et ce qui avait alors facilité l'extension de l'influence de leurs rivaux les Brakna, famille maraboutique issue de Si-Mohammed-el-Berkani, un saint musulman qui a sa koubba à Médéa, et dont le fils s'était fixé chez les Beni-Menaceur.

Dans la montagne, où ils nous avaient longtemps combattus avec acharnement pour le compte de l'émir, les Brakna étaient restés bien plus populaires que les Ghobrini. Nous n'avions jamais réussi à en faire des partisans dévoués de notre cause; les premiers ralliés nous avaient trahis; le dernier, Malek-el-Berkani, investi en 1865, après avoir été exilé pendant quatorze ans [1], nous servait mal. Non pas qu'il nous fût hostile de parti pris : il n'était ni sot, ni méchant, ni fanatique; l'exil et l'âge [2] l'avaient rendu sage, et il n'avait plus ni illusion ni visées ambitieuses; mais, très aimé des montagnards, il tenait à conserver sa grande popularité, et, en toutes circonstances, il prenait les intérêts de ses administrés plutôt que les nôtres; il était leur représentant bien plus que notre agent.

Quant aux caïds choisis en dehors de ces deux familles des Ghobrini et des Brakna, ils n'étaient et ne pouvaient être que des agents d'exécution tirant de nous toute leur force, et, par suite, incapables de nous donner, dans un moment de crise, autre chose que leur dévouement individuel.

C'est ce qui était arrivé, dans les premiers mois de 1871, au caïd des Beni-Menaceur-Gheraba [3], Si-Mouloud-el-Habouchi, l'un de nos meil-

---

été nommé agha des Zatima avec dix tribus sous ses ordres : Zatima, Beni-bou-Mileuk, Beni-Zoui, Zougara, Tacheta, Aghbal, Gouraya, Larhat, Beni-Slimane, Beni-Merhaba. Deux fois il défendit Cherchel contre les Brakna et les Beni-Menaceur; détenu jadis dans les prisons de l'émir, à Miliana, il s'était échappé, et il s'était réfugié chez les Zatima, qui l'avaient défendu contre Abd-el-Kader. — Son aghalik fut supprimé en 1866, à la mort de son fils Kaddour, qui lui avait succédé en 1849. — Voir, pour plus de détails, dans la *Revue africaine* de 1873, page 444, un article de M. Guin sur les Ghobrini.

1. De 1842 à 1856.

2. Il avait soixante-six ans en 1871.

3. El-Habouchi était caïd des Beni-Menaceur-Gheraba, ou de Sidi-Simiane, depuis le 23 novembre 1856.

leurs chefs indigènes. Rallié à nous dès les premiers jours de la conquête, il avait fait ses preuves de bravoure, d'intelligence et d'énergie, alors qu'il était chaouh, mokhazni, ou spahi. Ennemi de la famille des Brakna, dont il avait tué un des membres dans une affaire de goum, il avait jadis contribué à la capture du fameux Boumaza et de deux lieutenants de cet agitateur. Très apprécié par ses chefs, il l'était beaucoup moins par ses administrés, car il les menait avec une sévérité qui contrastait singulièrement avec les compromissions incessantes des Brakna. Aussi, quand les Beni-Menaceur-Gheraba venaient à Cherchel, ils récriminaient volontiers contre leur caïd, et ces récriminations étaient toujours bien accueillies par les Européens, parce que El-Habouchi fréquentait peu les colons, et passait pour « l'âme damnée du bureau arabe ».

Tant que le commandement du cercle s'était exercé dans des conditions normales, ces propos d'arrière-boutique ou de cafés maures n'avaient pas eu d'inconvénients; mais il n'en fut plus de même le jour où ces déclarations anarchiques furent faites en pleine rue, le jour où les officiers, qui seuls, aux yeux des indigènes, représentaient alors le principe d'autorité, virent leurs pouvoirs amoindris, entravés et décriés à la fois par les Européens de la ville et par les décrets du gouvernement de Bordeaux. Ce jour-là, les imprudences de langage des marchands et de la municipalité de Cherchel firent une grande impression sur les Beni-Menaceur.

Cette impression fut même plus fâcheuse et plus grave que les excitations des émissaires d'Aziz. Ceux-ci, en effet, gênés par les moqaddems des ordres religieux qui se partageaient le pays avec les Brakna et les Ghobrini, se montrèrent très circonspects. C'étaient des fabricants de cire et de miel, originaires de Fort-National, qui, munis de papiers réguliers, circulaient à travers les tribus en faisant des achats sous le couvert desquels ils abritaient leur propagande. Se sentant très surveillés, ils n'avaient pas donné prise sur eux; mais ils n'en avaient pas moins fourni à tous les Rahmanya des détails précis sur les faits qui se passaient à l'est d'Alger, et ils avaient excité à refuser toute obéissance aux agents de « ces Français qui n'étaient plus en situation de gouverner le pays ».

Ces excitations avaient porté; lorsqu'on réclama l'exécution des prestations pour les chemins vicinaux, on se heurta à de nombreux refus. Au marché du 30 avril, les deux caïds des Beni-Menaceur, Malek-el-Berkani, pour les Cheraga, et Mouloud-el-Habouchi, pour les Gheraba, voulurent arrêter quelques-uns des promoteurs de cette déso-

béissance : ils furent conspués, menacés, et reçurent même plusieurs pierres.

Ils rendirent compte, et demandèrent qu'on les appuyât; mais, faute de troupe, on ne put faire acte d'autorité de ce côté, et on abandonna les deux caïds à leurs propres ressources.

Malek-el-Berkani n'insista pas : il n'était pas homme à vouloir déplaire à ses administrés, et il estimait en avoir assez fait. Mais Mouloud-el-Habouchi voulut que force restât à la loi; il s'ingénia à dégager les responsabilités et à connaître par le menu les faits et gestes des promoteurs du désordre. Quand ceux-ci se virent démasqués et menacés d'une répression, ils prirent les devants, accusèrent le caïd de leur avoir demandé de l'argent pour ne pas les dénoncer, et ils eurent l'adresse d'intéresser à leur cause la municipalité de Cherchel, qui, depuis le décret du 24 décembre 1870, entendait exercer une action sur les territoires voisins de la ville.

Les Beni-Menaceur-Gheraba, encouragés ainsi dans leur résistance par les discours imprudents de quelques individualités de Cherchel, par les partisans de Malek-el-Berkani et enfin par les khouans Rahmanya, se montèrent si bien la tête qu'ils complotèrent d'assassiner leur caïd.

Le samedi 6 mai, tous les délégués des conjurés, réunis à la koubba de Si-Ahmed-ben-Youcef, près le Souq-el-Had, s'engagèrent par serment à tuer El-Habouchi. Se débarrasser de ce caïd gênant était la première chose à faire ; sur ce point, tout le monde était d'accord; mais, sur le reste, les avis étaient fort partagés : les uns voulaient qu'on demandât à passer en territoire civil, ce qui, dans leur esprit, assurerait l'impunité; les autres voulaient qu'on demandât Malek-el-Berkani comme caïd; les khouans Rahmanya, poursuivant l'exécution de la consigne donnée par Aziz, faisaient leur possible pour lancer des bandes d'exaltés et de vauriens au pillage et à l'attaque de Novi, village ouvert, facile à détruire ; s'ils réussissaient, il leur semblait possible d'entraîner Malek-el-Berkani dans une insurrection à laquelle son nom donnerait tout de suite un grand retentissement.

El-Habouchi, prévenu de ce complot par trois des conjurés, partit immédiatement pour Cherchel. En passant à Novi, il prévint le maire d'avoir à se tenir sur ses gardes ; il lui dit que les Beni-Menaceur étaient en pleine révolte, et que, le lendemain ou le surlendemain, le village serait attaqué; lui-même, ajoutait-il, menacé d'assassinat, fuyait en ce moment pour se réfugier à Cherchel.

Aussitôt, les habitants du village envoyèrent leurs femmes, leurs

enfants et leurs effets les plus précieux à Cherchel : seuls les hommes, au nombre de 66, restèrent pour la défense du village, qui possédait trois réduits bien aménagés.

Le lendemain, 7 mai, le conseil municipal de Cherchel prenait une délibération par laquelle il demandait une enquête contre El-Habouchi, « que l'autorité militaire locale conservait contre le gré des populations qu'il était appelé à administrer... populations qui au marché du 30 avril avaient déjà fait une démonstration pour tenter de se soustraire à ses mauvais traitements ». Le conseil affirmait que le but du caïd « en tentant de faire croire que les Beni-Menaceur voulaient se révolter contre l'autorité française » était un subterfuge pour ressaisir son commandement, etc. Mouloud-el-Habouchi était cependant de bonne foi et ses intentions étaient excellentes ; son départ précipité pour Cherchel, alors que les Beni-Menaceur le savaient en possession des renseignements sur la réunion du 6 mai, avait seul fait avorter l'attaque projetée,

Quoi qu'il en soit, écœuré de se voir suspecté et accusé par la municipalité, il donna sa démission le 8, et partit pour les Beni-Ferah, sa tribu d'origine. Immédiatement, le maire de Cherchel demanda son arrestation. L'autorité militaire défendit de son mieux son agent, tout en reconnaissant qu'il était impossible ; et on chargea provisoirement Malek-el-Berkani de l'intérim des fonctions de caïd, car lui seul, en ce moment, était en mesure d'agir chez les Beni-Menaceur-Gheraba.

El-Habouchi, mandé à Alger, donna des explications sur sa conduite, et insista pour qu'on interrogeât les trois indigènes qui l'avaient prévenu[1] du complot et de l'attaque projetée contre Novi. Ceux-ci, qui faisaient partie des conjurés, crurent qu'on les demandait pour les arrêter, et ils refusèrent de venir : Malek-el-Berkani se déclara impuissant à les faire partir, et il ajouta que tenter leur arrestation serait provoquer un soulèvement général chez les Beni-Menaceur. On ne manqua pas de dire que c'était lui qui les avait retenus, ce qui était vrai ; on ajouta que c'était parce qu'il craignait leurs révélations, ce qui était inexact. La vérité est que Malek-el-Berkani n'aimait pas El-Habouchi et qu'il voulait rendre le retour de ce caïd impossible afin de devenir lui-même titulaire du caïdat dont on lui avait confié l'intérim.

On dut laisser passer cette affaire, et, le 20 mai, on se décida à ac-

1. Mohammed-ou-el-hadj-Bouyacoub, Mohammed-ou-Ahmed-ou-Braham, Mohammed-ou-Haffa, des Beni-Habiba.

cepter la démission d'El-Habouchi, qu'on avait jusqu'alors voulu conserver.

Restait à le remplacer. Malek-el-Berkani fit des démarches pour être nommé, mais il avait eu dans toute cette affaire un rôle trop peu correct pour pouvoir bénéficier d'une démission que lui et ses partisans avaient amenée par leurs manœuvres et leurs intrigues. On ne répondit pas à ses lettres[1] et on laissa se prolonger un intérim qui avait déjà trop duré, car il encourageait les espérances de l'intérimaire et semblait lui créer des titres.

Le 20 juin seulement on prit une décision ferme, et l'amiral nomma titulaire du caïdat des Beni-Menaccur-Gheraba, Si-Mohammed-ben-si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini. C'était un homme distingué, dévoué, très intelligent, ayant su se créer parmi les colons influents de Cherchel des amis qui avaient appuyé sa candidature. Mais on avait oublié qu'un Ghobrini était impossible aux Beni-Menaceur qui avaient jadis livré à l'émir Abd-el-Kader l'agha Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, et contre lesquels la famille entière avait combattu pendant des années. Le nouveau caïd était, plus que personne, effrayé des difficultés de cette situation qu'il se savait impuissant à dominer, et il s'en allait disant qu'il n'avait accepté que pour faire acte de bon vouloir à notre égard.

Sa nomination n'avait pas encore paru au *Mobacher* qu'elle était connue et que les indigènes adressaient le 22 juin au gouverneur la lettre suivante :

« Nous apprenons que Si-Mohammed-Ouled-Saïd-El-Ghobrini est nommé caïd des Beni-Menaceur et nous venons vous supplier de ne pas nous donner cet homme pour chef. La djemaa désire avoir pour caïd Malek-ou-Sahraoui-el-Berkani, car, au temps des Turcs et au temps de l'émir El-hadj-Abd-el-Kader, les Brakna ont toujours commandé la tribu des Beni-Menaceur.

« Quant à Mohammed-Ould-Saïd-el-Ghobrini, c'est notre ennemi ; du temps des Turcs, nous étions en guerre avec Cherchel. Le fils de Ghobrini[2] étant né à Cherchel est naturellement considéré comme l'ennemi des Beni-Menaceur ; il ne pourra jamais devenir notre chef.

---

1. Il écrivit deux lettres : une le 25 mai, l'autre le 16 juin.

2. Il est question dans ce chapitre de divers Ghobrini dont il importe de préciser la situation.

Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, premier agha de Zatima, décédé en 1849. — Ses quatre fils : Si-Kaddour-ould-Si-Mohammed-Saïd, deuxième agha de Zatima,

« Dans le cas où vous ne voudriez pas nommer Sid-el-Malek-el-Berkani, choisissez un autre personnage dans cette tribu et nommez-le caïd.

« Si vous désirez le maintien de la paix et de la tranquillité, ne nous donnez pas pour chef Mohammed-Ould-Saïd-el-Ghobrini. Nous vous sommes soumis, nous vous payons les impôts ; mais nous n'accepterons jamais pour caïd un fils de Saïd-el-Ghobrini, quand même vous nous feriez trancher la tête et que vous détruiriez nos maisons.

« La djemaa vous prie de vouloir bien nous placer sous l'autorité civile de Cherchel. Invitez le maire de Cherchel à se rendre dans notre tribu et à inscrire tous les habitants des Beni-Menaceur qui désirent relever de l'autorité civile.

« Si le commandant et le bureau arabe nous font demander, nous ne nous rendrons pas auprès d'eux.

« Comment se fait-il, ô seigneur, que les trois fils d'El-Ghobrini vivent en commun dans la même maison[1] ? L'un d'eux est caïd de Gouraya et se nomme Si-Saïd ; Si-Braham est caïd de Zatima et Si-Mohammed susnommé voudrait devenir caïd des Beni-Menaceur-Gheraba. Ces trois frères vivent ensemble en commun.

« Si vous n'ajoutez pas foi à nos dires, interrogez les mercantis[2] français qui font le commerce d'huile d'olives dans la tribu des Beni-Bou-Mileuk et dans l'Oued-Reha des Gouraya : ils vous diront les injustices que commettent les frères de Mohammed-Ould-Saïd, qui sont aujourd'hui caïds de Zatima et de Gouraya.

« Faites-nous placer au plus vite sous l'autorité civile pour nous préserver du commandement de Mohammed-Ould-Saïd. — Salut, le 3 Rebia et tani 1288 (22 juin). »

---

décédé en 1866. — Si-Braham-ben-Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, caïd des caïds de Zatima (en 1871).

Si-Mohammed-Saïd-ben-Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, caïd des Gouraya en 1871, mais toujours malade, et habitant Cherchel.

Si-Mohammed-ben-Si-Mohammed-Saïd, nommé caïd des Beni-Menaceur le 20 juin.

1. Les caïds devaient résider dans leurs caïdats ; mais, depuis 1870, les Ghobrini, voyant leur situation menacée par l'avènement du régime civil, avaient offert leur démission. « Ils voulaient, disaient-ils, se consacrer uniquement à la gestion de leurs intérêts privés, qui étaient considérables dans la banlieue de Cherchel. » On avait refusé leur démission, mais on s'était montré très tolérant en ce qui concernait leur résidence presque continuelle à Cherchel.

2. Le texte arabe porte le mot *mercanti* au lieu du mot *tadjar*, qui seul est correct et convenable.

Lorsque cette lettre arriva à Alger, le gouverneur venait de prescrire une enquête à propos de nouvelles lettres anonymes dénonçant Mouloud-el-Habouchi comme ayant frappé d'amende des indigènes qui, en janvier 1871, avaient, soi-disant[1], adressé une pétition pour passer en territoire civil. La lettre des Beni-Menaceur fut envoyée aux commissaires enquêteurs, qui étaient le commandant de la subdivision de Miliana et un conseiller de préfecture, lesquels ne commencèrent leur enquête[2] que le 30 juin.

Avant leur arrivée, dans la nuit du 28 au 29 juin, les Beni-Menaceur, ayant appris que leur nouveau caïd s'était mis en route, avaient tenu une grande réunion dans laquelle ils s'étaient engagés à repousser à coups de fusil Si-Mohammed-Ould-Saïd-Ghobrini, et à n'accepter comme caïd que Malek-el-Berkani. Un parent de ce dernier, Ali-ou-Kerdjoudj, qui assistait à cette réunion avec le propre fils de Malek-el-Berkani, ayant fait remarquer que l'autorité française pourrait bien ne pas ratifier ce choix, on lui répondit que, dans ce cas, on se révolterait contre les Français et que Malek-el-Berkani serait proclamé agha des insurgés. Ali-ou-Kerdjoudj ne protesta point contre cette conclusion.

Si Mohammed-Ould-Saïd-el-Ghobrini, averti de ce qui se passait, s'arrêta à la limite de son commandement, au village d'Affaïne, et presque aussitôt rebroussa chemin.

Le 1er juillet, il donnait sa démission, « ne voulant pas, par sa présence aux Beni-Menaceur, être cause de nouvelles complications ».

Le 2 juillet, le capitaine Varloud[3], chef du bureau arabe, se rendait chez les Beni-Menaceur à Tamzit et leur annonçait que la nomination de Si-Mohammed-ben-Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini n'avait pas été ratifiée par l'autorité supérieure et que Malek-el-Berkani continuerait

---

1. Les indigènes ignoraient absolument l'existence de cette pétition, écrite à Cherchel, *très probablement*, par le chaouch de la mairie (d'après le procès-verbal de l'enquête).

2. Cette enquête mit en évidence l'inanité des accusations portées contre El-Habouchi, les intrigues du maire aux Beni-Menaceur, et le peu de désir des indigènes de passer en territoire civil. Seule la fraction des Beni-Habiba qui entoure Novi demanda à faire partie de la commune de plein exercice, ce qui était chose désirable et indiquée; mais il est à remarquer que six des vingt et un, qui votèrent pour ce changement de régime, étaient personnellement compromis : dans le refus des prestations, dans la mutinerie du 30 avril, et ils allaient l'être encore bien plus, le 14 juillet, dans l'attaque du village de Novi.

3. Il avait été nommé par décision du 13 mai, et était arrivé à Cherchel vers la fin du mois.

de faire l'intérim jusqu'à la nomination très prochaine du titulaire, qui serait choisi en dehors de la famille des Ghobrini et en dehors aussi de celle des Brakna.

Cette concession ne pouvait pas ramener le calme dans les esprits, car Malek-el-Berkani, voyant le caïdat lui échapper, se garda bien d'intervenir pour empêcher les manifestations en sa faveur.

Quelques jours plus tard, le 4 juillet, avant même que les propositions (passant par Miliana [1]) fussent arrivées à Alger, les Beni-Menaceur savaient qu'on allait leur imposer comme caïd un certain Abdi-ben-el-Miloud-Abdi, né à Affaïne, village des Beni-Habiba, où il avait tous ses intérêts, encore bien qu'il résidât le plus souvent à Cherchel.

C'était encore un homme dans le genre d'El-Habouchi, un mokhazni, ancien chikh dont le père et le grand-père avaient commandé le makhzène de Cherchel depuis l'occupation française. Un de ses frères était adel du cadi des Beni-Menaceur; les autres avaient servi dans le makhzène pendant plusieurs années.

Pour nous, c'était un homme de confiance, et, par cela même, il ne pouvait plaire aux Beni-Menaceur. Ils envoyèrent donc une nouvelle lettre au gouverneur, lettre dans laquelle, après avoir affirmé, contrairement à la vérité, qu'on avait promis de leur donner pour caïd Malek-el-Berkani, ils ajoutaient :

«... Aujourd'hui les Beni-Menaceur apprennent qu'ils vont avoir pour caïd Sid-Abdi-ben-Miloud ; ils refusent d'accepter cet homme comme chef et déclarent être d'accord pour demander de nouveau à être placés sous l'autorité civile de Cherchel. »

Selon eux, Abdi était « le plus grand intrigant de la terre », et, à l'appui de leur dire, ils invoquaient le témoignage de Si-Miloud-el-Habouchi. Ils ajoutaient que c'était Abdi qui, par ses conseils et par ses menées, avait fait protester contre la nomination de Mohammed-Saïd-el-Ghobrini.

Leur lettre se terminait par ces mots :

« Les membres de la djemaa détestent de toute leur force Sid-Abdi et ils déclarent qu'ils ne veulent accepter comme caïd que Malek-el-

1. Cherchel relevait de la subdivision de Miliana. Le mémoire de proposition, daté du 1er juillet, suivit la voie hiérarchique, et n'arriva à Alger que le 5 juillet; il ne fut vu du gouverneur que le 6.

Berkani; dans le cas contraire, ils demandent à être placés sous l'autorité civile. Salut, le 15 rabia tani 1288 (4 juillet 1871). »

Lorsque, le 6 juillet, l'amiral de Gueydon reçut les propositions officielles, il hésita à faire la nomination demandée et il prescrivit d'étudier « si on ne pourrait pas confier la direction des Beni-Menaceur à un officier détaché ». Cette étude retarda la nomination d'Abdi.

Pendant ce temps, Malek-el-Berkani échangeait une correspondance active avec le caïd Brahim-el-Bouzidi des Beni-Zioui, ancien serviteur de sa famille; par lui, il entrait en relations avec le caïd Ahmed-ben-Djelloul des Zatima et avec les gens des Gouraya et des Larhat.

Ces caïds et ces tribus avaient eu à se plaindre de la morgue et de la dureté des Ghobrini à leur égard, et il semblait possible à Malek de les faire passer dans le soff des Brakna.

Plusieurs entrevues eurent lieu entre les différents caïds du pays; dans chacune d'elles, Ahmed-ben-Djelloul et Brahim-el-Bouzidi surent recruter des adhérents au soff des Brakna.

Bientôt tout fut prêt pour un soulèvement, et le moindre prétexte pouvait déterminer une explosion.

Il fut vite trouvé : Malek-el-Berkani fit connaître aux indigènes que, les tribus de l'ouest ayant payé l'impôt, les autorités françaises lui réclamaient le versement de celui des Beni-Menaceur.

Il n'en fallut pas plus. Les indigènes déclarèrent que ce serait folie de payer une redevance que les Français n'étaient plus en mesure d'exiger par la force; ils ajoutèrent que non seulement ils ne payeraient pas, mais qu'ils entendaient que, sans plus tarder, les chioukh restituassent les quelques douros déjà soldés par certains individus. Puis, pour agir avec ensemble, on convoqua tous les notables des tribus voisines à une réunion générale, le jeudi 13 juillet, sur le marché dit Souq-el-Had.

Là, on se sentit en nombre; le djehad fut demandé à grands cris et voté par acclamation. Il fut décidé que le lendemain on marcherait en trois colonnes sur Novi, Cherchel et Zurich. Malek-el-Berkani n'assistait pas à cette réunion, mais il n'était pas bien loin; la foule alla le chercher; il fut entouré, acclamé et mis en demeure de prendre le commandement du djehad. Il aurait volontiers refusé, mais sa qualité de marabout lui imposait ce dangereux honneur, et il n'osa pas le décliner.

Le 14 juillet, à deux heures du matin, le chef du bureau arabe était

prévenu par les Ghobrini, par Abdi-ben-Mouloud et par quelques autres indigènes. Le maire recevait, à la même heure, un avis identique, et, en présence du danger, il fut le premier à donner l'exemple de l'union et de la concorde. Toutes les mesures intéressant les colons de la banlieue furent, dès lors, prises de concert et au mieux des intérêts de tous.

Les habitants des fermes isolées, invités à rentrer d'urgence à Cherchel, arrivèrent sans encombre au point du jour. Novi, qui n'est qu'à six kilomètres, fut prévenu dans la nuit même; quelques tirailleurs, commandés par le lieutenant Boquet, furent envoyés à Zurich.

Pendant ce temps, les contingents, qui avaient acclamé Malek-el-Berkani comme agha des insurgés, s'étaient mis en marche avec lui. Arrivés à Tizi-el-Khemis, ils se divisèrent en trois colonnes. Les Gheraba, sous la conduite des chefs de douars [1] et de Ahmed-ou-Dadi, cavalier de Malek-el-Berkani, marchèrent sur Novi. Les Cheraga, sous les ordres des principaux chefs de douars [2] et de Si-Ali-ben-Ahmed-ou-Akerdjoudj, homme de confiance des Brakna, marchèrent sur Zurich. El-Berkani, son frère Si-Braham et Mohammed-ou-Djelloul-ou-Zohra, avec le plus faible des trois groupes, continuèrent leur route dans la direction de Cherchel.

Ce même jour, 14 juillet, à quatre heures et demie du matin, le capitaine Varloud, avec 150 condamnés militaires et un obusier de montagne, allait en reconnaissance sur la route de Novi. A deux kilomètres de ce village, les crêtes étaient garnies de Qbaïls en armes, et, à son approche, plusieurs d'entre eux descendirent vers la route.

Deux mokhaznya envoyés à leur rencontre pour s'éclairer sur la composition et sur les intentions de ces bandes furent injuriés, et les Qbaïls, s'avançant en plus grand nombre jusqu'à 200 mètres environ du détachement, commencèrent un feu nourri. Les nôtres répondirent, mais les condamnés, armés seulement depuis le matin d'armes qu'ils ne connaissaient pas (c'étaient des carabines modèle 1866), tirèrent médiocrement et ne firent pas aux rebelles le mal que leur auraient fait des troupes familiarisées avec le maniement de ces armes.

Le combat était à peine engagé depuis quelques instants que d'autres groupes venaient s'embusquer pour couper la retraite au détachement. Le capitaine Varloud, qui avait ordre de se renseigner *de visu*,

1. Les chefs de douars des Gheraba étaient : Si-Mohammed-el-Djadouli, Abdallah-ou-Gheïda, Belaïd-ou-Amar-ben-Mouloud, etc.

2. Les chefs de douars des Cheraga étaient : Si-Abdallah-ben-Zerroug, Abdelqader-ben-Larbi, Mahmed-ou-Belkhir, etc.

et non pas de renforcer Novi, où la défense était à peu près assurée, déblaya la route à coups de canon et reprit la direetion de Cherchel.

Très éprouvés par les obus, les rebelles se contentèrent d'inquiéter le détachement en embusquant des tirailleurs isolés, mais ils ne nous blessèrent qu'un homme et un eheval.

Leur objectif n'était, d'ailleurs, pas de ce côté, et ils n'avaient engagé contre la reeonnaissanee qu'une faible portion de la droite de leur contingent. Le gros des Beni-Menaceur-Gheraba était resté sur les crêtes en vue de Novi, et un autre groupe s'était embusqué, pendant le combat, dans l'Oued-Rihlas, d'où, à l'abri des dunes, il gagna les abords du village.

Vers les neuf heures, les Qbaïls composant ce groupe sortirent de leur embuscade et commeneèrent l'attaque des trois réduits dans lesquels les habitants de Novi s'étaient réfugiés sous la direetion d'un capitaine, M. Levasseur, alors en congé dans le village. Les rebelles portèrent surtout leurs efforts contre la redoute du nord près de laquelle étaient de nombreuses meules de paille qui abritaient leurs tireurs et qu'il leur était facile d'incendier. Leur intention fut devinée : sept colons et quatre condamnés militaires sortirent en avant des meules pour éloigner les rebelles.

Ils réussirent en partie ; mais, à dix heures, deux de ces braves miliciens étaient tués, un troisième et deux condamnés étaient blessés ; ils allaient être forcés de rentrer au réduit, quand, soudain, la péniche de la douane arriva à quelques mètres du rivage, fit feu de ses deux pierriers, et jeta sur la plage le sous-lieutenant de tirailleurs Maurin à la tête 'de 50 condamnés militaires qui, tout ruisselants d'eau de mer, coururent sus aux insurgés. Ce renfort opportun, qui déconeerta les rebelles et permit de préserver Novi d'un pillage imminent, avait été provoqué par un rapport du gardien du phare de Cherchel.

Ce modeste agent avait, dès huit heures du matin, signalé les bandes armées qui entouraient Novi. Le lieutenant de douane avait alors offert à l'autorité militaire de conduire, avec la péniche et les marins-douaniers, un petit détachement. Ce qui avait été fait sans perdre de temps.

Une fois les rebelles éloignés du village, le lieutenant de douane proposa de ramener, dans sa péniche, les femmes et les enfants ; celles-ci refusèrent et l'embarcation regagna Cherehel avec ses seuls marins. A six heures du soir, l'aviso le *Kléber* s'embossait en faee le village et eomplétait la protection déjà en partie assurée.

Pendant que, à l'ouest de Cherchel, les Beni-Menaceur-Gheraba en-

gageaient ainsi les hostilités sur deux points à la fois, les Beni-Menaceur-Cheraga attaquaient Zurich.

Dans la matinée, le chef de la fraction de Tidaf, Mohammed-ou-Amar-Abdelkader, était venu avec quelques notables faire ses offres de service et protester de son dévouement; en réalité, son but était de se rendre compte de la force du détachement arrivé dans la nuit et des dispositions défensives prises par les habitants. Vers les dix heures, quand la colonne rebelle, venue de Tizi-el-Khemis et déjà déployée sur les crêtes, se mit en mesure d'attaquer le village, il alla aussitôt avec tous les siens rejoindre les rebelles. A onze heures et demie, il revenait à la tête des contingents de sa fraction accompagné d'autres bandes.

En quelques instants, le presbytère, l'école et quatre maisons furent envahis et pillés. L'attaque fut si brusque que beaucoup d'habitants n'eurent pas le temps d'atteindre le réduit bâti au milieu du village. Un vieillard et un condamné furent tués en gagnant la redoute, une jeune fille fut mortellement frappée en fermant le volet d'une fenêtre[1]; toutes les maisons que ne protégeait pas le feu de la redoute furent vidées et saccagées. En même temps, d'autres bandes concentraient leur feu sur cette redoute qui ne comptait que 75 défenseurs, colons, tirailleurs et condamnés.

Aux premiers coups de fusil, le caïd civil des Chenoua était accouru avec quelques indigènes pour porter secours aux colons, mais ceux-ci, se méprenant sur ses intentions, l'accueillirent de fort loin à coups de fusil et blessèrent son cheval.

Les insurgés tirèrent sur la redoute jusque vers les deux heures de l'après-midi sans autre résultat que de blesser deux condamnés; à ce moment, le lieutenant Boquet, avec une trentaine d'hommes, sortit à la baïonnette sur l'ennemi, qu'il avait laissé intentionnellement se rapprocher. Ce mouvement eut un plein succès, et les rebelles se retirèrent hors de portée de fusil tout en surveillant et en cernant la redoute.

Le lieutenant put, cependant, faire parvenir un mot à Cherchel, où déjà le caïd de Chenoua avait donné avis de la position difficile des

---

1. Au moment où cette jeune fille tombait, la carotide coupée par une balle, les rebelles enfonçaient la porte de sa maison, située à l'extrémité du village. Le chef de la bande, Mouloud-ben-Djelloul-Simiani, voyant une mère éplorée près d'une jeune fille mourante, lui cria : « Madame S..., reste tranquille, laisse faire, sinon ils te tueront. » La malheureuse resta abîmée dans sa douleur; sa maison fut pillée, mais on ne lui fit aucun mal.

Français de Zurich et avait annoncé une attaque sérieuse pour le lendemain.

A sept heures du soir, le chef du bureau arabe partait avec des spahis et 198 hommes du 50ᵉ de ligne, que venait de débarquer le *Kléber*. Il emmenait avec lui une voiture de ravitaillement, et il arriva sans encombre à neuf heures et demie du soir.

Dans cette même journée du 14 juillet, Marengo fut aussi menacé par les rebelles, groupés en armes sur les hauteurs voisines ; cinq coups de feu furent même tirés sur une patrouille de francs-cavaliers, qui eurent un cheval tué. Mais tout se borna à cette démonstration.

Le 15 juillet, à trois heures du matin, le lieutenant-colonel Désandré arrivait à Marengo avec un bataillon de zouaves venu à marche forcée de Coléa ; il y laissa quelques hommes et repartit le même jour, à sept heures du matin, pour Zurich.

A cette heure, la défense de ce village était organisée, grâce aux hommes amenés la veille au soir par le capitaine Varloud. Les rebelles, embusqués dans l'Oued-el-Hachem, hésitèrent à attaquer « les grandes capoutes », et ce ne fut que vers neuf heures du matin qu'ils se décidèrent à lancer 200 tirailleurs environ sur le pourtour du village ; l'engagement dura une demi-heure et nous coûta un homme du 50ᵉ, qui fut frappé mortellement.

L'arrivée de l'avant-garde de la colonne Désandré avait empêché l'ennemi de soutenir ses tirailleurs et de prolonger le combat.

A midi, nos troupes, sauf celles laissées comme renfort, partirent pour Cherchel ; elles virent dans la montagne, tout le long de la route, de nombreuses allées et venues de groupes armés, mais la petite colonne ne fut inquiétée que près de Cherchel, au passage de l'Oued-Bella, dont la rive opposée était gardée par trois ou quatre cents Qbaïls embusqués. Le passage fut enlevé de vive force sans grande difficulté. Un de nos hommes, cependant, fut blessé.

A cinq heures du soir, le lieutenant-colonel Désandré était à Cherchel, ayant fait 76 kilomètres en quarante-huit heures, par une chaleur écrasante.

Ce jour-là, Malek-el-Berkani installa son quartier général à la ferme Tripier, au-dessus et près de Cherchel, qui, dès lors, fut étroitement bloqué par terre. Le chef acclamé des rebelles n'était pas content ; il désapprouvait les attaques des villages français, et il se sentait entraîné et débordé par son entourage et par ses partisans. Ce qu'il aurait voulu, c'était une simple manifestation, fermant la montagne à ses ennemis indigènes les Habouchi, les Ghobrini, les Abdi et

autres, manifestation pendant laquelle il se serait entremis et aurait négocié pour arriver à faire passer sous les ordres des Brakna tous les Beni-Menaceur, tant Cheraga que Gheraba.

Mais ce plan n'était déjà plus possible ; bon gré mal gré, il lui fallait suivre le mouvement, au lieu de le diriger. C'était son frère Braham et ses deux parents Mostafa-ben-Abdelmalek et Ali-ou-Kerdjoudj qui conduisaient les affaires, et ce dernier, plus jeune et plus actif que les autres, fut en réalité le vrai promoteur et le chef effectif de l'insurrection.

Malek-el-Berkani, en sa qualité de lettré, ne pouvait se dispenser d'écrire. Il envoya des lettres de tous les côtés, et, pendant qu'il écrivait à Miliana, au lieutenant-colonel Philebert, son ancien chef, pour protester de son désir d'enrayer la révolte ou de venir se réfugier chez nous, il envoyait aussi aux caïds et notables des environs d'autres lettres prêchant ouvertement l'insurrection, lettres d'ailleurs assez banales dans le fond comme dans la forme, et ne rappelant en rien les lettres si remarquables des Moqrani et d'Aziz [1].

Le 15 juillet, le *Desaix* amena deux compagnies à Cherchel, et un bataillon du 9e de ligne arriva en chemin de fer à Vesoul-Beniane, qui semblait menacé. Les rebelles essayèrent de mettre le feu à la ferme Nicolaï, située à deux cents mètres des remparts de Cherchel ; une sortie faite par le poste de la porte d'Alger suffit pour les éloigner. La poudre parla, mais il n'y eut pas de combat ; quelques obus lancés par les canons de la place maintinrent les rebelles à distance.

A Novi, il n'y eut pas d'attaque le 15, car le *Kléber* resta en vue du village, et, dès qu'un groupe se formait un peu compact, un obus bien dirigé le mettait en fuite.

Dans la nuit du 15 au 16, Si-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, caïd du Gouraya, et son frère Si-Mohammed, s'embarquèrent sur la péniche de la douane, et débarquèrent à Taska-ou-Roumi (à l'Oued-Reha),

---

1. Voici celle adressée le 19 juillet aux Beni-Zoui :

« Louange à Dieu. A la djemaa des Beni-Zoui et à leurs notables, salut. Je vous apporte le bien, s'il plaît à Dieu. Je vous demande de vous joindre à nous afin de combattre pour la cause de Dieu, qu'Il soit exalté ! Nous nous sommes réunis pour cette cause, et, aujourd'hui, ô mes frères ! si vous êtes de cœur pour le djehad, venez à nous, et nous nous concerterons pour le combat, soit chez vous, soit chez nous. Sachez que les Chenoua, Beni-Menade, Gouraya, sont chez nous et joignent leurs efforts aux nôtres pour la glorification de Dieu. Si vous avez besoin de soufre pour fabriquer de la poudre, amenez des mulets, nous en avons en quantité. Salut de la part de la totalité des gens des Beni-Menaceur, du caïd, le seigneur Malek-ben-Sahraoui, et de tous les Brakna. » (Ce soufre provenait du pillage des fermes où l'on cultivait la vigne.)

pour de là gagner le Gouraya et le Zatima, afin d'y organiser une saga et de prendre à revers les Beni-Menaceur. Mais ils trouvèrent le pays insurgé et la route coupée par les rebelles. Ils rentrèrent donc à Cherchel dans la journée du 16 et annoncèrent que les Gouraya et les Larhat étaient avec Malek-el-Berkani; que les Agbal, les Beni-Menade[1] et même les Beni-Ferah[2], avaient envoyé au chef rebelle des contingents; que les Beni-Zoui, Zatima, Beni-Boumileuk, étaient très ébranlés et en pourparlers avec les insurgés.

Ce jour-là, qui était un dimanche, les rebelles brûlèrent les ponts de bois de la route de Zurich, et il y eut de nombreux incendies de broussailles au Gouraya et sur d'autres points. A Cherchel, un officier fut blessé en assurant la garde du troupeau, qu'on avait fait sortir sous le canon des remparts.

Dans la nuit du 16 au 17, trois cents hommes, 250 tirailleurs et 50 chasseurs, vinrent occuper le village de Marengo. Il était temps; des bandes de pillards se montraient dans la montagne, et il y avait un assez gros rassemblement de rebelles chez les Beni-Menade au Chabet-el-Gueta (Ravin des Brigands). Ils avaient vers ce point incendié la ferme Gaspard et trois autres maisons abandonnées. Le soir, ils se portaient sur l'établissement thermal d'Hammam-Righa, tuaient le gardien, M. Castaing, et son domestique George, puis pillaient et dévastaient l'hôpital désert.

Le lendemain, 17 juillet, le lieutenant-colonel Désandré partait avec cinq cent cinquante hommes pour ravitailler Zurich. A l'aller, tout marcha bien; la colonne s'arrêta un instant près la ferme du général Brincourt, solide construction, occupée par dix-sept colons bien

---

1. Les Beni-Menade ont été, en 1868, divisés en trois sections, qui portent officiellement les noms de *Sahel, El-Hammam* (Hammam-Righa, station thermale) et *Beni-Merit*.

Ne pas confondre cette tribu des Beni-Menade de Hammam-Righa avec les Beni-Menade des Isser; on a pris l'habitude, du reste, d'écrire le nom de ces derniers Beni-Maned; mais, en arabe, l'orthographe et la prononciation sont identiques.

2. Tribu dépendant de Miliana et très influente, car elle était inféodée aux descendants du célèbre marabout Si-Ahmed-ben-Youcef de Miliana, mort en 1524 ou 1525 de J.-C., et dont les sentences et épigrammes ont encore une très grande vogue en Algérie.

En 1871, les Beni-Ferah, en tant que collectivité, ne se révoltèrent pas, et même ils nous aidèrent : car, ennemis et rivaux religieux des Brakna et des Ghobrini, ils étaient à la tête du soff des Beni-Menaceur-Djebaïlia, Beni-Zougzoug, Attaf, Bourached, Beni-Ghomeriane; ils étaient hostiles aux Beni-Menaceur-Gheraba et Cheraga, aux Gouraya, Arbal, Lahrat, Braz, Beni-Berri et Beni-Bouaïch. Les quelques fusils qu'ils fournirent aux insurgés appartenaient à des dissidents et à des déclassés très peu nombreux (vingt-cinq ou trente).

armés, auxquels on donna un renfort de dix condamnés militaires.

Cinquante hommes furent laissés à Zurich, et, à onze heures et demie, la colonne reprit la direction de Cherchel; elle ramenait un convoi de malades et l'institutrice du village.

Des groupes qbaïls suivirent nos troupes et marchèrent sur les hauteurs à gauche de la route ; mais les flanqueurs suffirent pour rendre leur feu inoffensif.

A son arrivée dans la vallée de l'Oued-Bella, la colonne vit la ferme Brincourt en feu et vivement attaquée par les insurgés. Elle s'y porta de suite, et les rebelles vidèrent les lieux à son approche.

Voici ce qui était arrivé : après le passage du colonel, le gérant de la ferme, M. Hermand, ancien garde d'artillerie, profitant du renfort qu'il venait de recevoir et de la proximité de la colonne, fit sortir son personnel et parcourut les environs des bâtiments. Des Qbaïls surveillaient ses mouvements à distance sans faire mine d'attaquer; on eut la malencontreuse idée de tirailler sur ces indigènes avec des armes à longue portée. La riposte ne se fit pas attendre; sept à huit cents individus se précipitèrent tout à coup vers la ferme en criant et en tirant des coups de fusil. Un des condamnés militaires fut tué, d'autres blessés, et ils n'eurent que le temps de s'abriter dans la cour. Les assaillants, devenus de plus en plus nombreux, avaient mis le feu aux meules et aux bâtiments. Les défenseurs s'étaient alors groupés dans la *salle du pressoir,* dont la porte fut solidement barricadée, et qui leur servit de réduit.

Là, pendant sept heures, trente Français, dont deux femmes, avaient tenu tête à un millier de Qbaïls. Ceux-ci, n'ayant pu avoir raison de la porte, avaient tenté de démolir le mur d'une des faces du réduit qui n'avait pas d'ouverture, et ils y avaient percé un trou ; mais ce trou était devenu un créneau aux mains des défenseurs, qui y avaient placé deux de leurs plus adroits tireurs.

Les Qbaïls alors avaient entassé broussailles, paille et matériaux divers pour tâcher d'incendier la toiture; mais en ce moment la colonne était arrivée, et, sans l'attendre, ils s'étaient enfuis.

Deux condamnés avaient été tués, 5 autres et 2 domestiques étaient blessés.

L'évacuation de la ferme fut décidée, et eut lieu de suite, sans incident; mais, dès que la colonne eut repris sa marche, des bandes de rebelles vinrent l'inquiéter de tous les côtés; il fallut avancer de position en position et se couvrir, sur les quatre faces à la fois, par des compagnies en tirailleurs.

Au défilé des petits aqueducs, l'attaque fut particulièrement vive. Sur la droite, nos tirailleurs réussirent à couronner des hauteurs d'où leur tir fut efficace, parce que le pays était relativement découvert. Mais il n'en fut pas de même sur la gauche, où les flancs du défilé étaient couverts d'un bois de pins épais et coupés de ravines profondes. L'officier commandant fit une chute malheureuse qui l'immobilisa, la direction manqua; les tirailleurs, ne voyant plus la colonne, furent coupés, entourés et forcés de se défendre à la baïonnette par petits groupes isolés.

Quand le colonel fit sonner le ralliement, 7 zouaves étaient blessés, 11, dont le sergent-major Alexandre, manquaient à l'appel. Trois d'entre eux rejoignirent plus tard, et annoncèrent que le sergent-major avait été fait prisonnier par les rebelles dans une lutte corps à corps; ils ignoraient le sort des sept autres. On sut plus tard qu'ils avaient été tués.

Ceci se passait par une chaleur terrible, et, en arrivant à Cherchel, un officier et deux zouaves moururent d'insolation.

Des hommes, des armes, des munitions, des vêtements, étaient restés aux mains des rebelles; c'était un échec, et il avait eu pour cause l'absence d'artillerie : car, en pays boisé, rien ne vaut quelques obus pour bien fouiller la broussaille et en faire déguerpir les indigènes.

Ce jour-là, 17 juillet, à trente-huit kilomètres à l'ouest de Cherchel, l'usine à huile et à plâtre située à l'embouchure de l'Oued-Melah et connue sous le nom de Moulin-Piquet, avait été attaquée et pillée par des bandes des Larhat. Le caïd, El-hadj-Brahim-Belgacem, brave et fidèle serviteur à notre service depuis 1859, vint avec ses cavaliers dégager l'Européen, qui, grâce à lui, put s'embarquer dans un canot avec neuf personnes de sa famille ou de son usine. Rangeant la côte au plus près, tous arrivèrent sains et saufs à Tenès. Après leur départ, le caïd fut injurié, menacé, et forcé de s'enfuir précipitamment à cheval avec ses deïras; il se réfugia aussi à Tenès.

Au sud de Cherchel, la situation n'était guère meilleure; dès le 17 juillet, les Brakna s'étaient mis en relations directes avec les anciens amis et partisans de l'émir Abd-el-Kader. Ils avaient vu, entre autres, deux personnages dont l'adhésion au mouvement insurrectionnel faisait une grande impression sur les montagnards. C'était, aux Beni-Menade, Si-Kaddour-ben-Embarek de Coléa, le fils du célèbre marabout Sidi-Embarek, qui avait été le compagnon fidèle de l'émir. Aux Beni-Ferah de Miliana, c'était Si-Abdelkader-ben-Mokhtar, le chef du soff rival des Khalladi, qui sont les descendants du grand

saint musulman Si-Ahmed-ben-Youcef. Malek-el-Berkani avait d'ailleurs invité les Khalladi à se joindre à lui ; mais le caïd des Beni-Ferah, Abdelkader-ben-el-hadj-Khalladi, au lieu de répondre, avait envoyé la lettre au commandant de la subdivision de Miliana en le prévenant qu'une centaine de fusils étaient allés rejoindre El-Berkani.

En réalité, le rôle de ces deux amis des Brakna fut nul. Les Beni-Menade s'étaient insurgés tout seuls, par contagion et par amour du pillage. Si-Kaddour, que le hasard avait amené aux eaux thermales d'Hammam-Righa, était un beldi, affiné, débauché, perdu de dettes, incapable de jouer un rôle de marabout ou de chef de rebelles. Quant à Si-Abdelkader-ben-Mokhtar, qui avait une autre valeur, mais qui était sage et prudent, l'agha Slimane-ben-Siam de Miliana et un marabout des Braz, Si-el-hadj-Djelloul-ben-Abdesselem, lui firent comprendre le danger qu'il y avait pour lui à faire le jeu des Khalladi, nos amis ; ils l'empêchèrent de se compromettre, et plus tard l'amenèrent à la colonne comme auxiliaire et ami.

Quoi qu'il en soit, au 17 juillet la situation était grave ; nous n'étions en mesure ni d'agir, ni d'aider nos partisans, qui cependant s'employaient parfois spontanément à notre service, sentant bien que notre cause était la leur.

C'est ainsi que, dans la nuit du 17 au 18, le caïd des caïds de Zatima, Si-Braham-ben-Mohammed-Saïd-el-Ghobrini, humilié de l'échec de ses frères au Gouraya et de son attitude effacée à Cherchel, loua une balancelle, se fit débarquer à l'embouchure de l'Oued-Damous, dans son commandement, et s'installa le 18 au matin au bordj-caravansérail situé près cette embouchure. Par le retour de la barque, il rendit compte au commandant supérieur que, à l'exception de quelques fractions des Larhat et des Gouraya, les tribus de l'ouest étaient à peu près indemnes et qu'il ne désespérait pas de marcher contre les rebelles avec les Zatima.

Mais sa raideur naturelle lui fit commettre une maladresse : il voulut désarmer les Larhat afin d'assurer ses communications avec la mer ; il eût mieux fait de réunir les sagas des Zatima et de parcourir le pays avec elles ; sa présence et son influence maraboutique auraient rallié les indécis, et il aurait très probablement ramené dans le devoir bon nombre de gens. Au lieu de cela, il ordonna aux Larhat d'apporter leurs armes et commença cette opération sous la pression des adhérents déjà réunis autour de lui ; mais, pendant qu'elle se faisait, les têtes s'échauffaient chez les Larhat, qui, jusqu'alors, n'avaient pas encore été compromis en tant que collectivité. Le caravansérail fut

cerné, envahi; les Zatima furent bousculés, et Braham-Ghobrini, menacé de mort, fut forcé d'interrompre le désarmement, de rendre les fusils confisqués et de se rembarquer.

Cherchel était alors étroitement bloqué; on ne pouvait plus faire sortir le troupeau, car, les rebelles ayant leurs avant-postes à Sidi-Yahia et à la ferme Caroli, la garnison avait grand'peine à assurer la garde des remparts, dont le développement est considérable. Cependant, grâce à l'artillerie de la place et à celle des bateaux de guerre, il n'y eut aucune attaque réelle contre la ville; mais tout, dans la banlieue suburbaine, fut pillé, détruit ou incendié.

Le 20 juillet, le *Desaix* porta une mitrailleuse à Tipaza, où la situation restée bonne ne devait pas se modifier.

Le 21, la *Dryade* débarqua à Alger la colonne Ponsard, partie de Bougie et forte de 2,000 hommes qui furent immobilisés quelques jours, faute de moyens de transport. On tenait, en effet, à les envoyer à Cherchel par terre, afin de raffermir la situation à l'ouest d'Alger avant d'opérer chez les Beni-Menaceur.

Le 22 juillet, de grand matin, le village de Vesoul-Beniane était attaqué par les Beni-Menaceur et les Beni-Menade, qui tuèrent deux colons miliciens et incendièrent les meules. La défense, qui se composait de 60 colons miliciens et de 50 soldats du 11^e^ provisoire sous les ordres du capitaine Duvaux, fut énergique et efficace, grâce à la chemise en maçonnerie qui entoure les habitations. Aux premiers coups de fusil, les caïds des Righa et des Bou-Alouane accoururent avec quelques serviteurs et s'employèrent à éteindre les incendies des meules dont la fumée aveuglait les défenseurs de Vesoul. Un courrier indigène envoyé à Miliana arriva assez à temps pour que le commandant de la subdivision pût faire partir 150 hommes sous les ordres du capitaine Grad, chef du bureau arabe : à trois heures, ils étaient à Vesoul-Beniane, et les rebelles, à leur vue, se repliaient sur la montagne. Dans la soirée, le bachagha du Djendel, Boualem-ben-Cherifa, arrivait avec 450 goumiers de choix et en même temps un train express amenait d'Alger le commandant Mothas avec un bataillon du 9^e^ provisoire.

Le 23 juillet, le capitaine Grad, le bachagha Boualem, l'agha Slimane-ben-Siam, à la tête de 300 goumiers que soutiennent 80 chassepots, firent dans la vallée d'Hammam-Righa une reconnaissance qui battit les rebelles, leur tua quelques hommes et les repoussa jusqu'à l'hôpital, où ils se retranchèrent.

Le 24, toutes les troupes et tous les goums réunis à Vesoul-

Beniane sous les ordres du commandant Mothas allèrent reprendre possession de l'hôpital d'Hammam-Righa. Ce ne fut pas sans un vigoureux combat dans lequel nous eûmes un homme tué et deux blessés, dont un officier, M. Lutz. L'ennemi, ayant plus de vingt tués et de nombreux blessés, fut pourchassé avec un entrain remarquable par les goums qui les rejetèrent au delà de la crête dominant Hammam-Righa. A leur retour, une partie de ces goums avec le bachagha restèrent à Vesoul-Beniane avec 100 hommes du 80e commandés par le sous-lieutenant Lutz, dont la blessure était légère. Le reste regagna le lendemain Miliana pour faire partie de la colonne qui s'organisait dans cette ville sous les ordres du colonel Nicot.

Malek-el-Berkani, ayant appris l'organisation de cette colonne et le prochain départ d'Alger du colonel Ponsard, écrivit à l'agha Slimane-ben-Siam une longue lettre dans laquelle, sans d'ailleurs citer un fait ou une preuve, il rejetait tout le mouvement insurrectionnel des Beni-Menaceur sur les intrigues de Mohammed-Saïd-el-Ghobrini. Dans cette lettre diffuse et vague il ne faisait en somme que prier l'agha de témoigner le cas échéant en faveur des Brakna et d'intervenir au mieux de leurs intérêts. L'agha se borna à remettre la lettre au commandant de la subdivision.

A cette époque, Slimane-ben-Siam avait auprès de nous, à Miliana, un très grand crédit; il le devait à la valeur et à l'importance des services qu'il nous rendait, en mettant sans arrière-pensée à notre disposition son influence personnelle qui était grande, en dehors même de celle que lui donnait sa position officielle. Il nous aida beaucoup dans l'organisation de la résistance, en nous facilitant l'emploi de ces moyens indigènes dont on a l'habitude de ne pas faire grand cas, mais qui sont cependant très efficaces. Il fut le trait d'union entre nous et le marabout des Braz Si-el-hadj-Djelloul-ben-Abdesselem que d'anciennes relations, remontant au temps de l'émir, rattachaient aux Brakna, et qui, malgré cela, grâce à Slimane-ben-Siam, s'affirma et s'employa relativement pour nous.

Du reste à Miliana nous avions des serviteurs remarquables qui nous servirent tous avec zèle et sans arrière-pensée. C'était, entre autres, le vigoureux et redouté bachagha Boualem-ben-Cherifa, cet énergique guerrier dont les goums valaient des escadrons; c'étaient tous les Khalladi des Beni-Ferah, les vénérés descendants de Si-Ahmed-ben-Youcef [1].

---

1. Si-el-hadj-Mohammed-ben-Bouziane-el-Khalladi, chef de famille, et son parent Abdelqader-ben el-hadj-Khalladi, caïd des Beni-Ferah.

Le 25 juillet, on procéda à un second ravitaillement du village de Zurich. Cette fois, le lieutenant-colonel Désandré put amener deux pièces de canon. Parti à quatre heures du matin avec 650 hommes et un convoi de 50 bêtes de somme, il arriva sans être inquiété jusqu'à deux kilomètres de Zurich, point où des groupes nombreux, embusqués sur les hauteurs et dans des carrières, dirigèrent sur la colonne un feu nourri qui tua un officier, M. Jude, et blessa deux zouaves.

Au retour, les Beni-Menaceur, occupant les crêtes au nombre de six à sept cents, ne cessèrent pas un instant de tirailler sur la colonne. Ils se risquèrent même, une fois, à descendre en plaine pour barrer la route, mais l'artillerie leur fit épouver de telles pertes qu'ils ne recommencèrent pas.

Pendant ce temps, sur la droite, on voyait les Chenoua en armes marcher parallèlement à la colonne, sans tirer un coup de fusil et sans jamais s'approcher. On leur envoya des mokhaznya pour connaître leur intention; ils se bornèrent à répondre que leur caïd leur avait donné l'ordre de se garder envers et contre tous, qu'ils n'attaqueraient pas, mais qu'ils se défendraient si on tirait sur eux.

On dut se contenter de cette réponse ambiguë et de cette neutralité malveillante, car on avait assez à faire de se garder et de combattre sur la gauche, et ce n'était pas le moment de se montrer exigeant vis-à-vis des Chenoua.

Le défilé des petits aqueducs était occupé par les Beni-Menaceur plus fortement encore que le 17; mais, cette fois, l'artillerie couvrit d'obus les flancs du passage, et le gros de la colonne le traversa sans encombre, au bruit d'une fusillade inoffensive. Il n'en fut pas de même de l'arrière-garde, qui eut à soutenir un choc violent et eut en quelques instants un tué et treize blessés.

Comme la première fois, le soleil d'Afrique et la chaleur éprouvèrent cruellement nos malheureux soldats; pendant ces 28 kilomètres de route et de combats, 17 hommes tombèrent frappés d'insolation, trois étaient morts avant d'arriver à Cherchel.

Dans la nuit du 26 au 27, la principale conduite d'eau qui alimente la ville fut coupée et le débit diminua de moitié; mais il y avait dans les citernes un approvisionnement pour vingt-cinq jours, et, de plus, des puits dont l'eau, sans être excellente, était encore potable. Cette même nuit, les rebelles, malgré la surveillance des sentinelles, incendièrent la ferme Nicolas, située à 300 mètres des remparts.

Le 27, le colonel Ponsard partait d'Alger, traversait successivement

Staouëli, Fouka, Berard, Tipaza, et arrivait à Zurich le 1er août, sans avoir rencontré de manifestations hostiles sur sa route. Là au lieu de continuer dans la direction de Cherchel, il s'arrêta et s'occupa tout d'abord de dégager les approches du village et de peser sur le pays environnant.

Le 2 août au matin, il envoyait une forte reconnaissance sur l'ancienne route kabyle qui conduit à Cherchel par la montagne ; les rebelles, surpris par l'apparition de nos troupes, qu'ils n'attendaient pas de ce côté, livrèrent un combat dans lequel Malek-ben-Sahraoui-el-Berkani fut tué presqu'au début, ce qui fit que l'affaire fut assez courte. Le colonel rentra alors au village pour y passer la chaleur du jour, et, à quatre heures, avec des troupes fraîches, il remonta chez les Beni-Menaceur et incendia les villages des Tidaff. La mort de Malek-el-Berkani avait jeté le désarroi chez les rebelles, qui ne résistèrent pas et firent tout de suite des offres de soumission. Ils furent invités à envoyer leurs délégués le lendemain à sept heures au camp de Zurich.

Le même jour, 2 août, la colonne de Miliana se mettait en route sous la conduite du colonel Nicot, qui allait attaquer les Beni-Menaceur par le sud, pendant que le colonel Ponsard les attaquerait par l'ouest. Les deux colonnes devaient se rejoindre à la zaouïa des Brakna.

Le 3 août, les chioukh des Beni-Menaceur étaient à Zurich et demandaient les conditions auxquelles ils pouvaient être admis à se soumettre. Quand on leur demanda des otages, des armes et la livraison des coupables qui seraient désignés, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient s'engager sans consulter à nouveau leur tribu. Ils ne revinrent pas, car le parti de la résistance l'emporta, et, sous l'incitation de ses chefs, Si-Ali-ben-Ahmed-Akerdjoudj, Si-Brahim-el-Bouzidi, caïd des Beni-Zioui, Si-Ahmed-ben-Djelloul, caïd de Zatima, on proclama Si-Brahim-ben-Sahraoui-el-Berkani agha des insurgés ; mais ce fut encore Ben-Akerdjoudj qui continua à mener les affaires.

Le 4 août, la colonne Ponsard, quittant Zurich, s'engagea dans la montagne et vint camper à l'ancien fort turc, dit Bordj-el-Khemis, près la ferme Bacquet. On ne fut pas sérieusement inquiété et on n'eut guère à vaincre que les difficultés de la route, difficultés considérables, car le pays des Beni-Menaceur est plus tourmenté que la grande Kabylie ; les accidents topographiques y sont moins grands, mais le terrain semble déchiqueté, et il est très pénible à parcourir.

Le même jour, la colonne Nicot, partie le matin de l'Oued-Bedah, remontait, par des sentiers abrupts et étroits, la rive gauche de l'Oued-

Zeboudj : il lui fallut plus d'une demi-journée pour franchir 15 kilomètres et arriver en vue du bivouac de Gueroudra, dont elle trouvait toutes les crêtes occupées par les rebelles. Trois compagnies allèrent les déloger après un engagement assez long qui nous coûta un homme tué et quatre blessés, dont deux officiers, MM. Forget et Lutz, ce dernier déjà blessé à Hammam-Righa. En route, cinq soldats, qui s'étaient écartés des rangs, avaient été pris et décapités par les rebelles.

Le 5 août, par une chaleur écrasante, la colonne Ponsard arrivait à Souq-el-Hadd. Elle avait eu en route plusieurs escarmouches à l'arrière-garde, sur laquelle on avait tiraillé toute la journée, mais sans effet, grâce à l'emploi judicieux de notre artillerie, qui tenait les rebelles à distance. Un peu avant d'arriver au camp, on aperçut, à une quinzaine de kilomètres, la colonne Nicot qui se battait au col de Mahelli[1].

Le colonel Ponsard fit tirer dans cette direction quelques coups de canon dont l'effet moral fut excellent.

Le colonel Nicot avait, en effet, trouvé le col de Mahelli fortement défendu et bien retranché, et il ne fut maître du passage qu'après un beau et vigoureux combat qui nous coûta 5 tués, dont 1 officier, le capitaine Buchillot du 2e zouaves, et 20 blessés, dont le commandant de Montleveaux du même régiment. Ce ne fut qu'à cinq heures du soir que la colonne put camper sur les déclivités avoisinant le petit bouquet de trembles d'Aïn-el-Anaceur.

Le 6 août, à la levée du camp et au moment où l'avant-garde s'engageait dans la descente de l'Oued-Tazemourt, l'arrière-garde eut à livrer un rude combat qui se prolongea jusque vers midi et dans lequel nous eûmes 3 tués et 6 blessés, dont 1 officier, M. Dottori. Le colonel Nicot ne put installer son camp au confluent de l'Oued-Tidaf et de l'Oued-Tazemourt qu'à six heures du soir. C'était encore une rude

---

1. Le général Philebert donne à ces deux combats des 5 et 6 août, auxquels il assistait, le nom de *combats d'Aïn-el-Anacer*. Nous appuyant sur les documents du bureau arabe de Cherchel, nous avons préféré le nom de col de Mahelli, nom qui, sur les cartes d'état-major, est écrit : Tizi-Maali. — Le col de Mahelli est, en effet, un lieu topographique important; c'est le col qui sépare le bassin du Chelif des petits bassins côtiers des Beni-Menaceur. La fontaine dite Aïn-el-Anaceur (source des Victorieux) est dite aussi à Cherchel Aïn-el-Azaïne (source des Chênes-zéens). Il est souvent difficile de fixer les noms de bivouac ou de combat. Le camp du 6 et du 7 août est dénommé, dans un ordre du jour du colonel Nicot, camp de Tazemourt, ce qui est le nom d'une des deux rivières voisines; d'autres l'ont appelé camp de l'Oued-Tidaf; le général Philebert le nomme camp de Sidi-Brahim. Tous ces noms, en somme, sont bons, et on ne sait trop lequel choisir.

journée : mais les Qbaïls étaient démoralisés ; les deux colonnes, qui n'étaient plus qu'à 12 ou 15 kilomètres l'une de l'autre, entraient déjà en relation, et les rebelles sentaient que toute résistance était désormais impossible.

De son côté, la colonne Ponsard, au camp de Souq-el-Hadd, pesait lourdement sur le pays en envoyant des reconnaissances qui brûlaient et razzaient les villages abandonnés, mais sans autre résultat que d'appauvrir le pays. Car bien souvent ces destructions systématiques et barbares, que l'amiral de Gueydon avait défendues avec beaucoup de bon sens, retardent les soumissions ; l'indigène ruiné fait bon marché de sa vie et n'a plus aucun intérêt à se rendre.

Le 8 août, la colonne Nicot remonte l'Oued-Tidaf et vient camper à Aglasse-Haneche. Pendant son installation, l'arrière-garde a maille à partir avec un groupe de Qbaïls postés sur un piton voisin. Le capitaine Forzinetti, de la légion, va, avec une compagnie, tourner la position, l'enlève sans grande résistance et force l'ennemi à s'enfuir en emportant plusieurs hommes hors de combat [1].

Ce fut au camp de Aglasse-Haneche que le spahi Ahmed-el-Berkani, neveu du chef des rebelles, mais qui de sa personne était resté dans nos rangs, alla chercher et nous ramena le sergent-major Alexandre, prisonnier de ses oncles depuis le 17 juillet. Ce sous-officier n'avait eu qu'à se louer de la façon dont il avait été traité par les Brakna : une seule fois, il avait été maltraité et avait failli être tué par les Qbaïls, exaspérés de la mort de Malek-el-Berkani. Si-Brahim-el-Berkani, qui faisait creuser la fosse de son frère, entendant le bruit, intervint et le fit entrer dans sa maison au milieu de sa famille.

A cette date du 8 août, les deux colonnes furent placées sous le commandement effectif du colonel Ponsard et opérèrent de conserve. Le 12, le colonel Nicot envoya au camp de Souq-el-Hadd ses gros bagages et un détachement, et, le 13 au matin, il alla rejoindre à Souq-es-Sebt le colonel Ponsard. Dans cette dernière marche, l'arrière-garde fut encore inquiétée et échangea des coups de fusil avec les Qbaïls, mais le gros de la colonne n'eut pas à se préoccuper de ces engagements. Un malheureux soldat, qui s'était écarté pendant une halte, fut décapité par les rebelles.

Le 13 août, les deux colonnes font séjour à Souq-es-Sebt, où les gens de Taourira viennent faire leur soumission.

Le 14, les troupes font une sortie sans sac chez les Mazer, dont elles

1. Ce petit combat d'Aglasse-Haneche a été omis dans le tableau chronologique.

couronnent le pic et brûlent les villages en échangeant encore des coups de fusil avec les derniers rebelles. Mais la résistance est nulle : à dix heures et demie, tout est terminé, et les gens du Gouraya, mais non ceux des Aghbal, viennent dans l'après-midi livrer leurs armes et les otages.

Le 16, les deux colonnes se séparent : la colonne Ponsard pour aller camper à Bibous, chez les Gouraya ; la colonne Nicot pour aller au bord de la mer, à l'embouchure de l'Oued-Meselmoun, et assurer la sécurité de la route de Cherchel à Tenès.

Le 17, les Lahrat font leur soumission à la colonne Nicot, campée à l'Oued-Melah, et sont renvoyés au colonel Ponsard, qui remonte vers l'est par Souq-es-Sebt, point où, le 18, il reçoit les principaux membres de la famille des Brakna, qui, conduits par Brahim-ben-Sahraoui-el-Berkani, venaient se rendre à discrétion. Avec eux se rendirent aussi les gens de Tidaf, Beni-Habiba, Aïouïna, Beni-Abdallah, O. El-Arbi, Taourira et Bousalah.

Ce jour-là, 18 août, le colonel Nicot allait camper à la koubba de Si-el-hadj-ou-Difallah, et, en arrivant, l'avant-garde disperse à coups de fusil quelques groupes de Qbaïls, qui ne résistent pas longtemps.

En face est le pays sauvage des Beni-Zoui, que jamais nos colonnes n'ont parcouru et autour duquel sont groupés les Beni-bou-Mileuk et les derniers rebelles. Au nombre de 450 fusils, ils se sont retranchés dans le fort village d'Ighil-ou-Zerou, position formidable, à laquelle ils ont orgueilleusement donné le nom de Medina (la ville). Le reste des contingents occupe les crêtes abruptes du voisinage et le village de Tahanout, qui est comme le poste avancé de tout ce massif hérissé de fortifications en pierres sèches.

Le 19 août, de grand matin, quelques coups de fusil s'échangent entre la grand'garde des chasseurs à pied et les sentinelles kabyles, logées dans le retranchement en avant de Tahanout. Une autre grand'-garde de zouaves croise son feu avec la précédente ; les hommes tirent sous un angle de 50 à 60 degrés, et il semble à beaucoup qu'ils tirent hors de portée. Des chasseurs, sans ordre aucun, grimpent alors dans des escarpements impossibles, et, tout en s'abritant, tout en tirant lentement, ils s'élèvent et se rapprochent peu à peu de Tahanout, où il est bien certain que leurs coups portent, car on voit les Qbaïls qui s'enfuient un par un. Au bout de quelques instants, on aperçoit des chasseurs à la place des sentinelles kabyles. Aussitôt le chef de bataillon de Négrier, du 11e provisoire, va, avec ses hommes et quelques volontaires, ap-

puyer les chasseurs. L'ennemi est stupéfié en voyant cette longue file noire qui monte toujours et dont les projectiles l'atteignent à des distances qui lui interdisent toute riposte. Brahim-el-Bouzidi, qui est l'âme de la défense, se décourage, et il évacue avec les siens le village de Tahanout. Le commandant de Négrier s'y installe et y passe la nuit sans être inquiété.

Le 20 août, la colonne entière monte à Tahanout par la route ordinaire, plus praticable. Quand elle arrive, quelques feux de salve du bataillon de Négrier ont déjà fait évacuer Ighil-ou-Zerou. Le colonel Nicot s'installe avec ses troupes sur les crêtes et dans les villages, sans autres difficultés que celles résultant de la déclivité du sol et du manque d'eau, qui rendraient pénible un trop long séjour.

Le même jour, au camp de Souq-el-Hadd, le fils de Malek-el-Berkani se constituait prisonnier et était envoyé à Cherchel.

Le lendemain 21 août, la colonne Nicot s'installait à Aïn-Tibaïnète, sur la limite des Zatima et des Beni-bou-Mileuk, et un bataillon, sous les ordres du commandant Gache, faisait une démonstration jusqu'à Bouchebad, sans rencontrer de résistance.

L'insurrection des Beni-Menaceur était terminée : il ne restait plus qu'à rétablir l'ordre et à faire respecter notre autorité dans ces tribus affolées. Il restait surtout à les ramener à nous, et c'était là le plus difficile, car, ruinés, appauvris et effrayés par la perspective de contributions de guerre et de dépossessions territoriales, les indigènes n'étaient pas pressés de revenir à nous. Beaucoup restèrent longtemps à vivre en vrais sauvages sur le Bou-Mad et sur quelques autres points d'accès difficile; mais il n'y eut plus de lutte, et ce ne fut qu'une question de réorganisation administrative. Elle fut menée à bien, avec beaucoup de tact et d'habileté, par le général Carteret-Trécourt, qui, nommé le 17 août au commandement de la subdivision de Miliana, vint le 30 août s'établir dans la montagne avec une petite colonne d'observation.

---

## II

# MOULAÏ-CHEKFA

(13 juillet-30 septembre.)

Moulaï-Chekfa chez les Beni-Khettab et Mohammed-ben-Fiala à El-Aïnseur (13 juillet). — Démonstration contre les avant-postes de Djidjeli (16 juillet). — Les rebelles dans la plaine de l'Oued-Zhour (17 juillet). — Attaque d'Adjankia et d'El-Milia (20 juillet). — Nouvelle attaque d'El-Milia (21 juillet). — Mohammed-ben-Fiala aux Beni-Tlilène (22 juillet). — Combat de l'Oued-Cherchari (27 juillet). — Combat de Nouara ou du Souq-Etnine des Mouïa (29 juillet). — Destruction des villages des Beni-Hassène et des Haratine, sous Djidjeli (26 juillet). — Premier combat de Kheneg-elli-Afeur (30 juillet). — Destruction des zriba d'Aïmoun et des O. Hanech (31 juillet). — Combat à Bounougha ; mort de Boubegra (2 août). — Combat aux zriba des O. Djama (3 août). — Attaque contre Bounougha (5 août). — Deuxième combat de Kheneg-elli-Afeur (7 août). — Incendie des zriba de Tidiane et de Yadène (8 août). — Rentrée à Collo du détachement de Bounougha; incendie du bordj (9 août). — Départ de Constantine de la colonne Delacroix (2 août). — Combat de l'Oued-Sedj, près Aïn-Nekhela (5 août). — Combat de Fedj-Beïnem (9 août). — Prise et destruction des villages des O. Rabah des Beni-Khetab (11 août). — Prise et destruction des villages du Djebel-Errès (12 août). — Soumission des tribus du Zouagha et de celle du O. Askeur (13 août). — Organisation de la défense de Fedj-Beïnem (13 août). — Combat de Sidi-Marouf (14 août). — Soumission d'une partie du cercle de Djidjeli à Fedj-el-Arba (15 et 16 août). — Soumission des tribus de la rive gauche de l'Oued-Kebir à El-Aroussa (17 août). — Combat du Djebel-Goufi (18 août). — Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala se constituent prisonniers à Meharka (21 août). — La colonne à El-Milia (22 et 23 août). — Destruction des villages des Mchate (24 août). — Camp de l'Oued-Zhour (du 24 août au 3 septembre). — Destruction des zaouïas de Moulaï-Chekfa et de Ben-Fiala (5 septembre). — Soumission des Beni-Caïd de Djidjeli (1er août). — Razzia sur les Beni-Caïd et sortie de la garnison (2 août). — Dernier combat sous Djidjeli (3 août). — La colonne à El-Aouna; soumissions des tribus du Tababort (10 septembre). — Razzia sur les Beni-Ourzeddine au pays des Beni-Foughal (11 septembre). — Razzia sur les Beni-Khezeur, Beni-Marmi et Beni-Maad (13 septembre). — Razzia sur les Beni-Segoual (14 septembre). — Reddition de El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun (14 septembre). — Razzia sur les Alem (20 septembre). — Razzia sur les Ouled-Salem du Babor (22 septembre). — Soumission des tribus du Babor. — Arrivée à Saint-Arnaud de la colonne Delacroix (30 septembre).

Lorsque El-Haoussine-ben-Ahmed-ben-Ech-Cherif-Moulaï-Chekfa était venu, le 20 juin, prêter son concours au grand maître de l'ordre

des Rhamanya, dont lui-même était moqaddem, il avait été ébloui par la facilité avec laquelle les tribus s'étaient groupées autour de lui. Il avait naïvement attribué à l'influence toute-puissante de son nom vénéré ce qui n'était que le résultat de la désorganisation politique, administrative et militaire de l'Algérie ; et, quand Chikh-el-Haddad se fut livré au général Saussier, il se crut de taille et de force à prendre la direction du mouvement insurrectionnel, qui semblait devoir rester sans chef[1].

Son lieutenant et ami Mohammed-ben-Fiala était plus intelligent : il ne partageait pas ces illusions; mais, comme c'était lui qui avait lancé l'inconscient Moulaï-Chekfa dans cette aventure, il n'était pas homme à s'arrêter en route. Il continua donc ses menées insurrectionnelles, que favorisait l'absence de troupes entre Collo, El-Milia et Djidjeli. Ces trois points restèrent ses trois objectifs de prédilection, alors que Moulaï-Chekfa, momentanément sous l'empire d'autres influences, aurait préféré agir dans les environs de Mila et du Ferdjioua.

Mais ce côté, depuis le 12 juillet, était bien gardé ; la colonne Vata, portée à 1,700 hommes et passée sous les ordres du colonel Aubry, avait, pour s'éclairer et se renseigner, un excellent goum commandé par le chef du bureau arabe de Constantine, le capitaine Villot, dont l'activité et les capacités étaient bien connues des indigènes de la région.

Aussi Moulaï-Chekfa avait quitté Zraïa et s'était retiré dans la montagne des Beni-Khettab, où d'ailleurs il recrutait de nouveaux et nombreux contingents.

Quant à Mohammed-ben-Fiala, il était resté dans les environs de sa zaouïa, et il s'occupait à détruire, dans l'Oued-Zhour, les résultats produits par la présence du chef du bureau arabe de Collo, le capitaine Pont, qui parcourait le pays environnant avec une bonne saga et quelques spahis.

Dès le 13 juillet, Mohammed-ben-Fiala avait près de lui, à El-Aïnseur, les trois chioukh de l'Oued-Zhour : Braham-ben-Amor, des Beni-bel-Aïd ; Salah-ben-Souilah, des Beni-Ferguène ; Ameur-ben-Rfas, des Beni-Meslem. Autour d'eux s'étaient groupés tous les naïfs, tous les exaltés et tous les mauvais sujets des tribus voisines de l'embouchure de l'Oued-el-Kébir.

Dès que Mohammed-ben-Fiala eut assez de monde, il envoya un

1. Voir livre III, chapitre IV, page 424.

groupe recommencer les hostilités contre Djidjeli, sous les ordres du moqaddem Sid-el-hadj-Larbi-ben-el-hadj-Mohammed-Seddik[1], qui déjà précédemment avait été chargé par Si-Aziz d'une mission dans ce pays. Ce moqaddem essaya, le 16 juillet, d'attaquer les avant-postes couvrant Djidjeli; mais sa bande fut dissipée et décimée par quelques obus bien dirigés avant qu'il ait pu nous causer le moindre mal.

Le 17 juillet, Mohammed-ben-Fiala, précédé du drapeau de sa zaouïa et d'une bruyante *gheïta*[2] qui signalait sa marche, traversait l'Oued-el-Kébir avec un millier de fusils et parcourait les tribus de l'Oued-Zhour, recevant partout les hommages des Qbaïls; mais, ayant tout à coup vu déboucher d'une crête encore éloignée le chef du bureau arabe de Collo, le capitaine Pont, qu'accompagnaient une nombreuse saga et quelques spahis, il crut avoir devant lui l'avant-garde d'une colonne, et, après s'être arrêté un instant et avoir fait jouer à sa gheïta un morceau des plus belliqueux, il se jeta, avec ses contingents, dans les montagnes des Mchate, et se déroba ainsi à l'attaque dont il était menacé.

Les Mchate, les Djebaïlia, le rejoignirent, et, le 19, ils allèrent camper avec lui sur la montagne de Tsemfedour, au nord d'El-Milia.

Le 20, il essaya de surprendre le village d'Adjankia et d'attaquer le bordj d'El-Milia, mais le canon et les chassepots le tinrent à distance.

Il renouvela son attaque le 21 contre le bordj sans plus de succès que la veille, et eut plusieurs hommes tués ou blessés.

Renonçant alors à ces agressions sans résultat, et cédant aux obsessions de Moulaï-Chekfa, il se porta chez les Achech, Beni-Caïd (El-Akbia) et chez les Beni-Tlilène d'El-Ma-el-Abiod, qui, menacés d'être razzés, lui fournirent des contingents. Il envoya alors partout des émissaires avec des lettres disant qu'il allait détruire le chemin de fer et les villages ouverts situés entre Philippeville et Constantine. Quelques-unes de ces lettres furent saisies, et on envoya un fort détachement de zouaves à Bizot; en même temps la Compagnie P.-L.-M. organisa des trains de wagons blindés pour surveiller la voie.

Il paraît prouvé que ces lettres n'avaient été écrites que pour nous donner le change et pour nous amener à retirer des environs de Mila

---

1. Il était originaire des Fennaïa de Bougie et avait été arrêté le 28 mars à Djidjeli, sous l'inculpation de menées politiques et religieuses antifrançaises. Il avait été dirigé le 6 avril sur Constantine, s'était échappé en route et s'était réfugié à la zaouïa de Mohammed-ben-Fiala.

2. Corps de musique.

la colonne Aubry : car, au lieu de se diriger vers Bizot, Mohammed-ben-Fiala, suivant les erêtes des Mouïa, se rendit chez les Beni-Haroun, où Moulaï-Chekfa l'attendait avee les Beni-Ftah, les Beni-Khettab et d'autres eontingents. L'intention de ce dernier semble avoir été de renouveler une attaque sur Mila et de piller sur sa route les propriétés et silos que possédaient, sur les azels des Beni-Haroun, les caïds, ehioukh, spahis et autres agents au service de la France.

Mais la eolonne Aubry, bien renseignée par le eapitaine Villot, était arrivée aux Mouïa, et, le 27 juillet, au passage de l'Oued-Cherchari, elle reneontrait les eontingents de Ben-Fiala, qui pendant quatre heures lui tinrent tête et qui furent culbutés après avoir subi de grosses pertes.

Le 29, à Nouara (au Souq-Etnine, ou marché du lundi des Mouïa), la eolonne Aubry avait un nouvel engagement avec les contingents réunis de Moulaï-Chekfa et de Mohammed-ben-Fiala, qui furent cruellement éprouvés et rejetés sur la rive gauche de l'Oued-el-Kébir.

La eolonne eampa le lendemain à Sidi-Merouane ; Moulaï-Chekfa resta sur la limite du Zouagha et des Beni-Khettab ; Ben-Fiala regagna les Beni-Habibi, et, sur sa route, il dit qu'il allait ehercher des renforts. Alors les Beni-Tlilène accoururent à El-Milia s'excuser de l'appui qu'ils avaient été foreés de prêter à Ben-Fiala, et ils se mirent à la disposition du chef d'annexe.

Pendant que ces faits se passaient du côté du Mouïa, les rebelles ineendiaient toutes les forêts des vallées de l'Oued-el-Kébir et de l'Oued-Zhour.

Le 26 juillet, on s'était encore battu sous les murs de Djidjeli : la garnison, aidée des goums des caïds réfugiés en ville, avait fait une sortie pour brûler les villages des Beni-Hassène et des Harratine[1], qui étaient le rendez-vous de tous les chefs locaux, et où on signalait la présence de Belgaeem-ben-Si-Ahmed, frère de Moulaï-Chekfa.

Surpris par eette attaque, les rebelles n'avaient d'abord fait qu'une faible résistance ; mais, une fois l'opération terminée, quand nos troupes reprirent le chemin de la ville, les eontingents des O. Ali, O. Mers, O. Belafou, Beni-Amrane, Beni-Khettab-Gheraba, Beni-Ahmed, Beni-Siar, etc., arrivèrent de tous les eôtés sous les ordres de Salah-ben-Chater, Salah-ben-Bouehama, Taïeb-ben-Boutefis. Le

1. Les Beni-Hassène, Harratine, Ouled-Mers, O. Ali, sont des fraetions des Beni-Amrane-Seflia, comprises dans le douar-commune de l'Oued-Djendjène.

combat recommença plus sérieux que le matin : nous eûmes deux tués, dont le capitaine Heurteux, et plusieurs blessés, encore bien que l'artillerie de la place couvrît la retraite et fît beaucoup de mal à l'ennemi.

Le même jour, 26 juillet, la fièvre incendiaire avait gagné les Djezia et les Ziabra des Ouled-Attia de Collo, et les mises à feu dans les forêts s'étaient assez rapprochées du bordj de Bounougha pour qu'il fût bien évident que le but des rebelles était de cerner les bâtiments d'exploitation.

Le capitaine Pont s'était, non sans peine, rendu maître des incendies qui menaçaient les dépendances du bordj ; les Ziabra insurgés n'avaient pas osé l'attaquer, mais ils s'étaient retranchés dans la forte position du défilé dit Khencg-elli-Afeur, situé à 2 kilomètres de Bounougha, sur la route de Collo.

Le 30 juillet, le capitaine Pont marcha contre eux ; il avait avec lui 50 zouaves, sous les ordres du sous-lieutenant Durand, ainsi que les sagas des Beni-Mehenna et des O. Djemma. Les rebelles, bien abrités derrière des abatis qui les masquaient, attendirent de sang-froid les sagas fidèles et ne commencèrent à tirer qu'à bonne portée. Nos contingents, quoique très éprouvés, ripostèrent avec entrain, et, après deux heures de combat, ils culbutèrent les Ziabra, qui s'enfuirent à travers des ravins boisés, où toute poursuite était impossible ; les fuyards emportaient 3 hommes tués et 7 blessés. De notre côté, nous avions 4 indigènes grièvement atteints, parmi lesquels le cheikh Mohammed-bel-Haoussine du Arb-Goufi, et l'ancien spahi El-hadj-el-Arbi-ben-Embarek, garde particulier à Bounougha.

Le capitaine Vivensang, commandant supérieur, craignant pour le détachement une attaque qu'on lui disait imminente, partait de Collo le lendemain 31 juillet avec 200 chassepots, et arrivait le 1er août à Bounougha sans avoir été inquiété.

Les insurgés étaient alors réunis dans les zriba d'Aïmoun et des O. Hanech. Profitant de l'effet produit par l'arrivée du commandant supérieur, le capitaine Pont, avec 50 zouaves et 200 goumiers, marcha le jour même sur les deux zriba, dont il délogea les défenseurs. Ceux-ci eurent 1 homme tué et 2 blessés, sans que nous ayons un seul de nos hommes atteint. Les deux zriba furent pillées et incendiées.

Ces deux affaires, loin d'amener les rebelles à composition, ne firent que les exciter, car ils n'avaient eu à combattre que contre des indigènes, et ils savaient que les zouaves n'étaient pas assez nombreux pour tenir le pays.

Aussi, le 2 août au matin, pendant que tous les contingents des Ziabra vont attaquer un petit convoi de ravitaillement, envoyé à Collo sous l'escorte de 150 zouaves, les sagas insurgées des Beni-Ferguène, Beni-Belaïd et Beni-Meslem, augmentées de volontaires des O. Aouat et des Mchate d'El-Milia, se portent en masse contre l'établissement de Bounougha, sous la conduite d'un certain Boubegra, qui a été proclamé chef en raison de sa grande bravoure.

Les deux attaques échouent, et les rebelles ont, sur les deux points, 7 morts et 12 blessés. Parmi ces morts était leur chef Boubegra; il avait été tué à Bounougha par Salah-ben-Saad-ben-Djamaa, caïd des Ouled-Atia, qui l'avait défié à la façon des héros d'Homère et qui l'avait vaincu en un combat singulier, sous les yeux des autres combattants immobiles et formant le cercle autour de ces deux guerriers également renommés par leur bravoure.

De notre côté, dans ces deux affaires, nous avions eu 1 zouave tué et 4 blessés [1].

Le lendemain 3 août, les Ziabra se vengent de leur insuccès en pillant les zriba des Ouled-Djama [2], auxquels ils tuent un homme et en blessent trois autres. Aux premiers coups de feu, 100 zouaves viennent secourir nos amis; mais ils ne tirent pas un seul coup de fusil, car, à la vue des pantalons rouges, les Ziabra disparaissent dans les broussailles, emportant 2 morts et 5 blessés.

Le 5, nouvelle attaque sur le bordj du Bounougha : 2 zouaves sont blessés, et les rebelles ont 1 tué et 6 blessés.

Le 6, vers le soir, les insurgés se concentrent de nouveau au col de Kheneg-elli-Afeur dans l'intention d'attaquer le convoi et le détachement parti le matin de Collo.

Le 7, à six heures du matin, le capitaine Pont se porte contre eux avec une compagnie de zouaves, un obusier et les contingents des Beni-Mehenna et des O. Djama. A huit heures, il engage le combat, qui dure près de deux heures, et enlève la position après avoir tué ou blessé 8 des rebelles. Lui-même avait 1 zouave, 1 spahi et 1 goumier atteints par les balles ennemies.

Grâce à cette diversion, le détachement et le convoi de Collo arrivèrent à Bounougha sans avoir été inquiétés. Ils apportaient au capitaine Vivensang une lettre du commandant de la subdivision lui pres-

1. Deux zouaves et deux goumiers.

2. L'ancienne tribu des O. Attia comprend trois fractions ou douar-commune : les Ouled-Djama, non insurgés en 1871, les Ziabra et les Djezia insurgés.

crivant de profiter du renfort qui venait « le dégager » pour rentrer immédiatement à Collo.

Le commandant supérieur et son chef de bureau arabe étaient navrés, car ils avaient la certitude de pouvoir tenir encore longtemps et de conserver leurs communications avec Collo, qui ne courait aucun danger.

Cependant, il fallait obéir; toutefois, le capitaine Vivensang ne voulut pas rentrer à Collo sans infliger un dernier échec aux rebelles, et, le 8, il envoya ses 450 zouaves soutenir les contingents des Beni-Mehenna, O. Djama et Beni-Toufoute, qui demandaient à piller et à brûler les zriba de Tidiane et de Yadène. Les sagas seules furent engagées; elles eurent 1 homme tué et 4 blessés, tandis que les rebelles avaient 4 hommes tués et 9 blessés. Ceux-ci avaient du reste pris la fuite dès qu'ils avaient vu avancer les zouaves.

Le 9 août, officiers et soldats étaient rentrés à Collo, et, pendant que les sagas allaient seules défendre leurs zriba contre les représailles des rebelles, ceux-ci incendiaient Bounougha, et, ce résultat obtenu, ils allaient chercher des ordres à la zaouïa de Ben-Fiala.

Il est certain qu'en cette circonstance la subdivision de Constantine s'était exagéré le danger que pouvaient courir les zouaves de Collo. Les officiers expérimentés étaient alors en colonne, et ce furent des chefs intérimaires qui, impressionnés par la multiplicité de ces petits combats et par des racontars exagérés, donnèrent cet ordre malencontreux et inutile.

En ce moment, en effet, et depuis les premiers jours du mois d'août, de Mila à la mer et de Collo au Babor, les indigènes étaient surtout préoccupés des faits et gestes de la colonne du général Le Poittevin Delacroix de Vaubois, nommé le 13 juillet au commandement de la division de Constantine.

Ce général était fort connu des Qbaïls de la région, car, pendant plusieurs années il avait commandé le 3e régiment de tirailleurs, et ses anciens soldats, qui le craignaient beaucoup, lui avaient fait une réputation, d'ailleurs très méritée, d'énergie et de sévérité. Tout le monde savait avec quelle vigueur il avait traité les insurgés de 1864 à l'Oued-Dermel [1].

Quinze jours après son arrivée à Constantine, il avait organisé sa colonne, dont la première brigade était composée des troupes ramenées de Sétif par le colonel Flogny; le 2 août, il se mettait en route

1. Voir Introduction, page 48.

dans la direction de Mila, et envoyait ses instructions au colonel Aubry, qui, campé à Sidi-Merouane, devait former sa deuxième brigade. Le goum du capitaine Villot précédait cette colonne qui, en troupes régulières, avait un effectif de 3,500 hommes, presque tous anciens soldats.

Le 5 août, la brigade Aubry quittait Sidi-Merouane et formait l'aile droite de la colonne, qui marchait vers l'Oued-Endja, où Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala étaient avec leurs nombreux contingents. Le général Delacroix eut avec eux, dans la journée, un engagement très vif sur l'Oued-Sedj, et il les battit si bien que, le soir, ils venaient au camp d'Aïn-Nekhela faire des offres de soumission.

Ce premier succès, qui fit grande impression dans la vallée de l'Oued-el-Kébir, était encore inconnu à la subdivision de Constantine quand avait été signé l'ordre d'abandonner Bounougha ; sans quoi, il est certain qu'il n'aurait pas été donné.

Quoi qu'il en soit, les conditions imposées aux rebelles par le général Delacroix à Aïn-Nekhela, ayant paru trop dures, ne furent pas exécutées. Moulaï-Chekfa rallia les fuyards, se replia dans la montagne et prit position à Fedj-Beïnem, où il attendit une nouvelle attaque de la colonne.

Le 9, le général marcha, en trois colonnes sur cette position. Celle du centre et celle de gauche (commandée par le colonel Flogny) rencontrèrent une résistance énergique au point de Bahloul et au bois du Bardou, près le col de Beïnem ; nos pertes furent sensibles, mais celles de l'ennemi étaient bien autrement graves. Les positions furent d'ailleurs enlevées avec beaucoup d'entrain, et les rebelles, culbutés, écrasés, furent rejetés dans l'Oued-el-Ouedia [1], près des villages des Beni-Ourtiar.

Ce rude et brillant combat n'amena aucune soumission ; Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala reformèrent aussitôt leurs contingents chez les Beni-Khettab, et le général Delacroix, « voulant frapper de terreur les populations » et les amener à se séparer des deux moqaddems, brûla pendant trois jours les villages situés sur les deux rives de l'Oued-Itera.

Le 11, le goum et deux bataillons de tirailleurs incendiaient les gourbis et les meules de grain des O. Rabah, fraction des Beni-Khettab, qui essayèrent encore de se défendre.

Le 12, une autre sortie détruisait tout dans le Djebel-Errès, malgré

1. L'Oued-el-Ouedia porte, en aval, le nom d'Oued-Itera.

le courage déployé par ces montagnards, qui ont, dans le pays, une réputation méritée de bravoure et d'énergie.

Découragés, et voyant l'inutilité de leur résistance ou de leur fuite, les indigènes de la grande tribu du Zouagha vinrent, le 13 août, faire leur soumission au camp de Fedj-Beïnem.

Ils amenaient avec eux : les 48 otages, désignés par le général dès le 5 au soir; tous leurs mulets, qui allaient servir au transport de nos vivres et de nos fantassins; des armes, et enfin un fort acompte sur la contribution de guerre.

Les O. Askeur, bien que n'ayant pas encore été atteints par la colonne, vinrent aussi se rendre à merci, sous la conduite de leur caïd, le malheureux Ayech-ben-Zaïd, dont ils avaient si maladroitement méconnu l'autorité.

Il y avait dans ces deux tribus des Zouagha et des O. Askeur des gens énergiques, et, au fond, peu sympathiques aux personnalités religieuses qui avaient imposé leur direction au pays et avaient amené sa ruine. Le général utilisa ces éléments; il laissa armés des groupes entiers, les organisa sous le commandement de chefs improvisés ou provisoirement maintenus, et il les rendit responsables de la défense du Fedj-Beïnem contre les autres rebelles. Il les prévint qu'en cas de défection ou de simple négligence dans cette défense il ferait sans pitié fusiller les otages et les muletiers qu'il gardait par devers lui.

On savait que ce n'était pas une vaine menace, et les rebelles de la veille gardèrent, pendant un mois, le Fedj-Beïnem avec la correction d'une troupe régulière.

Les Beni-Khettab, Beni-Ftah, Beni-Aïcha, Beni-Habibi, Beni-Ideur, Beni-Afeur et autres, étaient restés auprès de Moulaï-Chekfa et de son lieutenant, groupés autour des villages des Beni-Ourtiar.

Le 14 août, le général Delacroix dirigea contre ces villages une sortie générale. Les gourbis, quoique bien défendus, ne tinrent pas longtemps devant l'énergie de nos soldats; leurs défenseurs furent délogés, culbutés dans la rivière et acculés au pied du Djebel-Sidi-Marouf, énorme masse rocheuse dont il leur fallut gravir les parois presque à pic sous les feux convergents de l'infanterie, qui les décimèrent tout en restant hors de portée de leurs balles.

Les rebelles perdirent beaucoup de monde à cette affaire de Sidi-Marouf, où nos soldats n'eurent que six blessés, lors de l'assaut des gourbis.

Le lendemain 15, le général porta son camp à Fedj-el-Arba, excellente position dont l'occupation permettait de tourner l'Oued-Itera et

de pénétrer par les crêtes chez les Beni-Khettab et les Beni-Ideur. Le soir et le lendemain, toutes les tribus, de Fedj-el-Arba à Djidjeli, y compris les Beni-Ideur, anciens vassaux privilégiés de Moulaï-Chekfa, venaient faire leur soumission au général ou à Djidjeli.

Le 17 août, la colonne était à El-Aroussa, autre point stratégique non moins bon; les Beni-Khettab, les Ouled-Ali, les Beni-Aïcha et les Beni-Habibi, se rendaient à merci et étaient désarmés.

Au camp d'El-Aroussa, le général Delacroix apprit que la *Dryade* avait débarqué le 11, à Collo, 2,300 hommes de renfort et 170 chevaux. Il donna aussitôt l'ordre au lieutenant-colonel de La Martinière de marcher avec 1,300 hommes et les sagas reconstituées vers le Djebel-Goufi, où étaient concentrés les derniers rebelles de l'Oued-Zhour.

Le 18 au matin, le colonel était attaqué par les Qbaïls embusqués sur les crêtes du Djebel-Goufi. Un bataillon du 80e de ligne et les goums du capitaine Pont enlevèrent les positions, après un engagement très vif dans lequel un capitaine et trois soldats furent blessés. L'ennemi, qui avait laissé 30 cadavres sur le terrain, continua à tirailler inutilement jusque vers le milieu du jour; ce fut là le dernier acte de résistance dans la région de Collo.

La nouvelle en arriva le 19 au général Delacroix, qui descendait dans la vallée de l'Oued-el-Kébir par Meharka, endroit où il reçut les soumissions des Ouled-Aouat, Taïlman et Ledjenah.

Le 21, Moulaï-Chekfa et Ben-Fiala, abandonnés de tous leurs contingents, venaient, à ce même camp, se constituer prisonniers. De Collo au Babor, où était encore El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun, l'insurrection n'avait plus de chef, et, depuis le beau combat du 15 à Sidi-Marouf jusqu'à son arrivée au Babor, la colonne n'allait plus rencontrer d'ennemis.

Le 22 août, le général était à El-Milia; il signifiait aux tribus de la rive droite venues à son camp d'avoir à apporter dans les vingt-quatre heures des sommes à valoir sur la contribution de guerre, des armes et des mulets ; le 23, il était obéi, et il rendait compte au gouverneur général qu'en dix jours, du 13 au 23, il avait fait verser 112,000 francs dans la caisse du payeur, reçu 840 fusils, arrêté 146 otages, et assuré, sans bourse délier, les transports de la colonne avec les mulets des vaincus.

Le 24, la colonne quittait El-Milia et se dirigeait sur l'Oued-Zhour; en route, elle brûlait les villages des Mehate, qui, contrairement aux ordres donnés, avaient abandonné leurs habitations à la vue des

zouaves; c'était de la peur, et non de l'insoumission, mais le général n'admettait aucune désobéissance.

Le même jour, au Khemis de l'Oued-Zhour, où l'attendait le colonel de La Martinière, il trouva des députations des tribus du cercle de Collo qui déjà avaient fait leur soumission. Il resta quatre jours sur ce point, réorganisa le pays, fit commencer des enquêtes sur les incendies des forêts, et remania les éléments constitutifs de sa colonne, dont il détacha le colonel Flogny pour l'envoyer à Batna.

Passant alors sur la rive gauche de l'Oued-el-Kébir, le général Delacroix alla camper, le 4 et le 5 septembre, au marché du mercredi (Souq-el-Khemis) des Beni-Habibi. Là, il imposa aux Qbaïls l'humiliante corvée de démolir eux-mêmes, sous la surveillance de piquets de zouaves en armes, la zaouïa de Moulaï-Chekfa et celle de Sidi-Ouaretz appartenant à Ben-Fiala.

Le 7 septembre, le général était à Djidjeli, où, depuis le milieu du mois d'août, tout était soumis, sauf les tribus touchant le Babor, qui étaient encore groupées en armes autour d'El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun et d'Amor-ben-Bouaraour.

A Djidjeli, le général apprit qu'il y avait eu encore deux combats livrés sous les murs de la ville au moment où lui-même sortait de Constantine. Le 1er août, en effet, la tribu des Beni-Caïd, qui avait été la dernière à s'insurger, avait fait spontanément sa soumission, croyant que l'arrivée de renforts à Djidjeli allait lui assurer une protection efficace.

Il n'en avait rien été : le lendemain même de leur soumission, le 2 août, ils avaient été attaqués par les rebelles, avaient dû évacuer précipitamment leurs villages et se réfugier à Djidjeli. Encore n'avaient-ils pu le faire que grâce à la sortie d'une section de tirailleurs envoyés à leur secours et à l'action combinée de l'artillerie de la place, qui avait dissipé à coups d'obus les groupes de pillards, commandés par Salah-ben-Chateur et par le frère de Moulaï-Chekfa, Belgacem-ben-Si-Ahmed. Ce dernier, qui était venu pour demander des renforts à El-Koreïchi et à Ben-Bouaraour, les avait aidés, le soir même, à brûler les trois villages des Beni-Caïd.

La garnison avait fait, le 3 août, une nouvelle sortie contre les rebelles, qui avaient encore laissé 15 des leurs sur le terrain et avaient emporté de nombreux blessés.

Ce combat avait été le dernier livré sous les murs de Djidjeli, car on avait alors appris la mise en marche de la colonne Delacroix ; Belgacem-ben-Moulaï-Chekfa avait été rappelé par son frère, et El-Ko-

reïchi était parti avec Amor-Bouaraour pour le Babor, laissant ainsi toute liberté aux indigènes d'aller faire leur soumission. Ce qui n'avait pas tardé à avoir lieu.

Les caïds, les mokhaznya et les Beni-Foughal réfugiés à Djidjeli étaient dans la joie ; ils allaient enfin, avec l'aide de la colonne, pouvoir se venger des gens du Tababort, des khouans et des deux moqaddems cause de leur ruine et de leurs humiliations.

Le 10 septembre, la colonne campait au col d'El-Aouana, et, aussitôt, le malheureux caïd Mohammed-Bouaraour se présentait en suppliant, suivi des délégués de presque toutes les tribus du Tababort; seuls les Beni-Khezeur, les Beni-Maad et les Beni-Marmi, n'étaient pas représentés.

On ne tint aucun compte à l'ancien caïd de sa démarche, non plus que de ses anciens services, et on l'envoya en prison.

Le 11 septembre, les caïds, leur makhzène et les goums, sous la conduite de Belgacem-Benhabilès, firent une sortie vers le col de Selma, sur le territoire des Beni-Ourzeddine et Beni-Yadjès ; ils tuèrent quelques insurgés et ramenèrent prisonniers Si-Brahim-Bousoufa, Rabah-ben-Djebar, Si-Ahmed-ben-Ali-ben-Chekirou, tous trois investis chioukh par Aziz. Le général Delacroix les fit passer par les armes dès leur arrivée au camp.

Le 13 septembre, le général campait à Dar-el-Oued, et, aussitôt, il lâchait sur les trois tribus récalcitrantes les goums des Benhabilès, qui les mirent à sac, avec l'acharnement d'indigènes ayant à venger leurs morts. Les rebelles eurent 10 hommes tués, et on ne leur laissa ni un gourbi ni un mouton. Cependant, comme dans le goum il y avait des caïds qui n'avaient pas eu de griefs personnels contre les gens du Tababort, on ramena 16 prisonniers. Quand les goums furent rentrés au camp, les trois tribus vinrent faire leur soumission.

Le 14, le général était à Ziama ; là, il envoya les Beni-Foughal et le makhzène razzer les Beni-Segoual, chez lesquels s'étaient réfugiés El-Koreïchi-ben-Sidi-Sadoun et Amor-Bouaraour.

Le premier de ces deux moqaddems appartenait à une vieille famille maraboutique qui avait longtemps mis son influence religieuse au service des Ben-Achour, seigneurs du Ferdjioua ; il n'avait aucun partisan personnel dans ce milieu kabyle, où sa qualité de moqaddem lui avait donné une autorité passagère ; il fut forcé le jour même de venir se constituer prisonnier.

Quant à Amor-Bouaraour, qui était du pays, sinon de la tribu, il alla se réfugier dans les parages tourmentés et mal connus des Alem

du Tababort, où il savait trouver des amis personnels et un abri assuré.

Sa présence ayant empêché les Alem de se présenter au général Delacroix et de faire acte de soumission, Belgacem-Benhabilès et les goums furent lancés sur eux, le 20 septembre; ils les razzèrent si bien qu'ils furent ruinés pour plusieurs années; mais Amor-Bouaraour ne fut pas pris.

La colonne resta pendant deux jours campée à Bine-el-Djebel, entre les deux sommets du Babor et du Tababort.

Le 22 septembre, soutenu par nos troupes, qui, d'ailleurs, ne furent pas engagées, Belgacem-Benhabilès exécuta encore une razzia sur les Ouled-Salem, tribu qui, la première de son commandement, avait fait défection et qui avait voulu livrer à Aziz sa personne et son bordj.

Cette razzia fut le dernier combat dans la région; toutes les tribus du Babor avaient fait leur soumission et fourni des otages; un seul chef avait échappé à la répression : c'était Amor-Bouaraour, celui qui, après et avec Aziz, nous avait fait le plus de mal, car c'était à lui qu'incombait l'insurrection de toute la partie occidentale du cercle de Djidjeli [1].

Le général Delacroix traversa ensuite les Dehemcha soumis, et arriva le 30 septembre à Saint-Arnaud, sur la route nationale de Constantine à Sétif.

Depuis le combat du 14 août, à Sidi-Marouf, sa colonne, formée de troupes régulières et bien disciplinées, abondamment pourvue de vivres et de moyens de transport, s'était trouvée en présence de populations découragées, apeurées et sans chefs pour les conduire; il les avait châtiées encore plus qu'il ne les avait vaincues, et le châtiment avait été rude, plus rude même que ne le réclamait la culpabilité réelle ou la résistance de ceux qui avaient eu le malheur de se trouver sur sa route. Toute la région en demeura terrifiée et ruinée pendant plusieurs années; mais cela donna au général Delacroix, auprès des Européens, une grande popularité, qui, plus tard, se traduisit par une souscription pour lui offrir un sabre d'honneur.

---

1. Il resta, plusieurs années, caché autour du Babor, profitant de ce que ce point était alors commun aux limites des quatre circonscriptions de Djidjeli, Sétif, Bougie et Takitount. Il échappa à toutes les recherches et réussit plus tard à s'embarquer à Bougie pour Tunis, où il est mort.

# III

# SAÏD-BEN-BOUDAOUD-EL-MOQRANI

(3 juillet-30 septembre.)

Razzia et contre-razzia à Roumana (3 juillet). — Saïd-ben-Boudaoud à Sidi-Aïssa (7 juillet). — La colonne Trumelet quitte Aumale et campe à Aïn-Grimidi (8 juillet). — Défection du chikh-Djenane-ben-Derri des Ouled-Nedja (11 juillet). — Démarche des Ouled-Salem à Aumale (14 juillet). — Razzia et contre-razzia aux Beni-Iddou (13 juillet). — Attaque du village d'El-Alleg (19 juillet). — Démonstrations contre Bouçada (20 et 21 juillet). — Attaque de l'oasis (23 juillet). — Combats à Aïn-Touta et au Djebel-Krobah des Beni-Ilmane (3 août). — Combats de Kef-el-Ougab et d'Oum-el-Louza (5 août). — Le colonel Trumelet quitte Aïn-Grimidi avec un convoi de ravitaillement pour Bouçada (5 août). — Saïd-ben-Boudaoud à Msila. — Soumission du village de Benezouch (8 août). — Destruction du village d'Eddis (9 août). — Combat dans le Djebel-Berich (9 août). — Arrivée du convoi de ravitaillement à Bouçada (10 août). — Arrivée de la colonne Cérez à Msila; soumission de cette ville (10 août). — Destruction des villages des Dréate; arrestation du chikh (16 août). — Rentrée à Aumale des colonnes Cérez et Trumelet (20 août). — Boumezrag et Saïd-ben-Boudaoud à Msila (24 août). — Attaque et prise du bordj de Megra par les rebelles (26-27 août) — Razzia exécutée par les O. Ameur rebelles sur les Sahari-Ouled-Brahim (6 septembre). — Assassinat de trois Européens à Dayet-el-Atrous (7 septembre). — Incursions des rebelles dans le Hodna occidental. — Combat du Djebel-Afoul (15 septembre). — Saïd-ben-Boudaoud se retire dans le Djebel-Madid (30 septembre).

Depuis le combat de l'Oued-bou-Assakeur [1] (19 juin), Saïd-ben-Boudaoud était resté à Msila, ayant près de lui la partie féminine des zmalas des Ouled-Moqrane. Il continuait à envoyer des cavaliers à Boumezrag et à maintenir, tant bien que mal, le blocus de Bouçada, dont il annonçait toujours l'attaque imminente, sans jamais la faire, car son tempérament paresseux et indécis le faisait reculer devant la fatigue possible d'une course à cheval ou d'un combat.

---

1. Livre III, chapitre II, page 386.

Mais son indolence ne l'empêchait cependant pas de faire travailler ses amis, ses secrétaires et ses cavaliers. Son objectif était surtout de détacher de notre cause les Ouled-Naïl des environs de Bouçada, et, au commencement de juillet, il avait réussi à entraîner les Ouled-Ameur, qui étaient venus camper auprès de lui. Les autres Ouled-Naïl lui étaient restés hostiles, encore bien que quelques-uns eussent établi un tour de service pour entretenir près de lui un certain nombre de cavaliers, qui changeaient constamment. Par ce moyen, ils espéraient échapper aux razzias des goums de Saïd-ben-Boudaoud et à la répression des Français, dont ils préféraient l'autorité à celle des Moqrani, anciens ennemis de leur tribu. Lorsque ces cavaliers étaient trop peu nombreux ou manquaient, Saïd-ben-Daoud faisait razzer les troupeaux des récalcitrants; on le savait, et on s'arrangeait pour éviter le plus possible ces avertissements ruineux. Ses contingents ou ses chouafs battaient toujours le pays entre le chott du Hodna et celui du Zahrez-Chergui, et il y avait alors réellement plus de profit à être de son côté que du nôtre.

C'est ainsi que le 3 juillet, à Roumana, à 10 kilomètres de Bouçada, ses contingents enlevaient deux mille moutons aux Aouamed fidèles. Mais la proximité de la ville nous permit cette fois de soutenir nos amis. Le capitaine de Beaumont sortit avec le goum de Si-Sakri-ben-Boudiaf et un peloton de spahis, poursuivit vigoureusement le rezou jusqu'au bord du chott; il parvint à reprendre les animaux après un échange de coups de fusil qui ne blessèrent personne des nôtres et mirent hors de combat plusieurs rebelles.

A cette date, la colonne de Sidi-Aïssa était, depuis le 30 juin, à Aumale, où elle se ravitaillait et où elle attendait un bataillon du 50e provisoire, envoyé pour remplacer les mobiles rappelés en France. Saïd-ben-Boudaoud en profita pour se porter vers l'ouest; seulement, avec sa nonchalance habituelle, il mit près d'une semaine à se décider, et il n'arriva que le 7 juillet à Sidi-Aïssa. Ses éclaireurs, qui l'avaient devancé, étaient le même jour à Sidi-Mahmed-el-Kheïder et à Guetifa, et ils menaçaient les Ouled-Ali-ben-Daoud d'Aumale, qui, à leur arrivée, se réfugièrent chez les O. Allane.

Saïd-ben-Boudaoud avait, pendant ce temps, écrit de nouvelles lettres à divers chefs ou notables de Médéa et de Boghar, une, entre autres, au bachagha Ben-Yahia, qui la remit au commandant supérieur. Il annonçait que son intention était de se porter à El-Anaceur des Ouled-Allane, pour entraîner cette tribu, et surtout les Ouled-Ali-ben-Daoud, qui s'y trouvaient en ce moment.

Sur ces entrefaites, le caïd Ali-ben-Tounsi, de ces mêmes Ouled-Ali-ben-Daoud, reçut ordre d'envoyer à Aumale son frère Seddik-ben-Tounsi, qu'il savait gravement compromis; ne voulant pas le livrer, il alla rejoindre Saïd-ben-Boudaoud avec toute sa tribu, sauf une douzaine de tentes qui restèrent aux Ouled-Allane[1].

Le 7 juillet au soir, dès que la présence de Saïd-ben-Boudaoud à Sidi-Aïssa fut signalée à Aumale, le colonel Trumelet réunit sa colonne, et, le 8, il la mit en route dans la direction de son ancien camp. Saïd-ben-Boudaoud ne l'attendit pas; il donna comme prétexte de sa retraite que sa marche vers l'ouest n'avait eu pour objectif que l'entraînement des Ouled-Ali-ben-Daoud, et que, cette tribu étant avec lui, il allait attaquer Bouçada. En réalité, il ne se souciait pas de se mesurer avec la colonne.

Celle-ci trouva donc la place libre, et, par mesure d'hygiène, elle alla camper à 7 kilomètres à l'ouest de la koubba de Sidi-Aïssa, dans le Djebel-Naga, à Aïn-Grimidi.

De retour à Msila, Saïd-ben-Boudaoud, avant de marcher sur Bouçada, travailla à augmenter ses contingents et demanda de nouveaux adhérents chez les Ouled-Sahnoun de Barika, où, jusqu'alors, aucun personnage marquant n'avait ouvertement embrassé la cause des Ouled-Moqrane; cette fois, il réussit à entraîner un ancien client de la Medjana, Djenane-ben-Derri, chikh des O. Nedja, qui, pendant des siècles, avaient été en luttes contre les O. Amor[2], ralliés au soff des Ouled-Madi des Ouled-Bouras. Djenane-ben-Derri s'affirma de suite en tentant, le 11 juillet, d'enlever le bordj du chikh Bibi-ben-Mohammed, chef des Ouled-Amor. Celui-ci, prévenu, était sur ses gardes, et l'attaque échoua; mais les Ouled-Nedja, jusqu'alors maintenus par leur chikh, allèrent en masse rejoindre Saïd-ben-Boudaoud, qui les employa dans des rezous contre les tribus du sud d'Aumale.

De ce côté, en effet, les razzias étaient incessantes. Les Ouled-Salem, qui s'étaient soumis le 18 mai, furent, jusqu'à trois fois en un mois, victimes des coups de main des partisans de Saïd-ben-Boudaoud. Ces malheureux eurent leurs récoltes incendiées, leurs troupeaux enlevés, et ils étaient tombés dans une misère noire. Aussi, n'ayant plus de moyens d'existence, ils vinrent à Aumale, le 14 juillet, au

1. Ce furent celles des trois familles Salah-ben-Debboub, Lakhdar-ben-Sakri et Bouras-ben-Abdallah. Le chef de cette dernière famille était alors à la colonne Cérez; plus tard, quand cette colonne rentra à Aumale, il alla de sa personne rejoindre Saïd-ben-Boudaoud.

2. Les Ouled-Amor et les Ouled-Nedja sont des tribus des Ouled-Derradj-Cheraga relevant de Barika.

nombre de neuf cent quarante-huit[1], y compris les femmes et les enfants, et demandèrent qu'on les protégeât ou qu'on les mît en prison. On leur donna du pain, de l'orge, et on les groupa en zmalas au nord de leur territoire, en arrière des postes occupés par nos goums.

Ce qui avait surtout décidé les O. Salem à venir le 14 se réfugier à Aumale, c'était une nouvelle razzia faite la veille, 13 juillet, sur leurs voisins, les Beni-Iddou, par une centaine de cavaliers insurgés qui, en quelques instants, avaient enlevé les troupeaux et deux tentes. Mais les Beni-Iddou avaient un caïd énergique, qui, sans perdre de temps, avait sauté à cheval et, qui, aidé de ses quatre deïras, avait réuni une petite saga et poursuivi les rebelles, pendant qu'un exprès demandait du secours au caïd civil des O. Idris, Mohammed-ben-Abdallah. Celui-ci était accouru avec 20 cavaliers, et les deux caïds avaient bravement engagé le combat contre les rebelles, à qui ils avaient repris les troupeaux et mis 11 hommes hors de combat. Cette contre-razzia nous avait coûté 3 hommes tués et 2 blessés, dont le caïd des Beni-Iddou.

Trois ou quatre jours après cette affaire, au reçu d'une lettre de Boumezrag l'invitant à continuer la lutte et à redoubler d'efforts, Saïd-ben-Boudaoud se mettait en marche avec ses contingents et allait chez les Ouled-Ameur, au sud-est de Bouçada.

Le 19 juillet, il coupait la ligne télégraphique reliant Bouçada à Djelfa, et attaquait avec vigueur le village d'El-Alleg, dans la banlieue de l'oasis. De part et d'autre il y eut des morts et des blessés, et, finalement, les rebelles durent se retirer sans avoir réussi à enlever la position.

Le 20, Saïd-ben-Boudaoud vint reconnaître l'oasis avec environ quinze cents hommes. Quelques coups de feu furent échangés entre ses éclaireurs et nos avant-postes indigènes; mais il n'y eut pas, à proprement parler, de combat, encore bien qu'on ait fait usage du canon pour éloigner les rebelles.

Le lendemain 21, Saïd-ben-Boudaoud renouvela sa démonstration avec 1,500 hommes, et sans plus de succès. Tout se passa comme la veille, et il n'y eut que quelques escarmouches sans importance sur la lisière des palmiers entourant la ville. Les rebelles allèrent ensuite camper au nord-ouest sous le village d'Eddis, où ils furent rejoints, le 22, par de nouveaux et nombreux contingents.

---

1. 278 hommes, 329 femmes, 341 enfants. Les Ouled-Salem étaient une ancienne tribu serve des Ouled-Madi, ils avaient d'abord subi l'influence de leurs anciens maîtres et s'étaient insurgés; mais, dès qu'ils nous virent en force, ils préférèrent notre autorité à celle des djouads; c'est ce qui explique leur démarche du 14 juillet.

Le 23 juillet, dans l'après-midi, Saïd-ben-Boudaoud, avec plus de trois mille hommes, partait en grand apparat d'Eddis, et se présentait pour la troisième fois devant l'oasis. A trois heures et demie il attaquait, lançant ses cavaliers à travers les palmiers.

Mais, derrière les murs en pisé qui ferment les jardins, les Ouled-Naïl, bien embusqués, ne se laissent pas intimider par le tir mal dirigé de cette nuée de cavaliers, qui tourbillonnent, s'agitent et crient sans pouvoir franchir ces clôtures hérissées de djérids et de fusils; puis, pendant que les rebelles s'acharnent en vain contre ces murs, les spahis et le goum des O. Madi, sous les ordres du lieutenant Menétret et du caïd Sakri-ben-Boudiaf, arrivent prendre l'ennemi à revers et de flanc. Ils lui tuent ou blessent une trentaine d'hommes et autant de chevaux. Cette attaque démoralise les rebelles, qui s'enfuient et sont poursuivis assez loin par notre cavalerie.

Le combat avait duré trois heures; nous n'avions que quelques blessés et un cheval tué.

La veille, le télégraphe avait été réparé, et la nouvelle de l'échec de Saïd-ben-Boudaoud arrivait dans la soirée à Djelfa et à Alger. Elle eut pour effet d'accélérer l'envoi d'un grand convoi de ravitaillement pour Bouçada, qui, privé depuis le mois de mars de toute communication avec le nord, n'avait eu que des relations postales et télégraphiques avec Djelfa.

Ce ravitaillement n'était pas chose facile, à cette époque de l'année où, de Sidi-Aïssa à Bouçada, il n'y avait ni eau ni route carrossable, ce qui nécessitait l'emploi d'un nombre considérable de chameaux.

On fit venir de Laghouat l'équipage d'eau[1], et, en plus, un certain nombre de chameaux. Les vivres pour la troupe et les commandes des négociants de l'oasis furent concentrés à Aumale, où vinrent aussi des mulets réquisitionnés dans le nord du cercle. Le général Cérez, qui, dès le 19, avait été rappelé de Dra-el-Mizane, dirigea les approvisionnements sur Aïn-Grimidi, où le colonel Trumelet organisa cet encombrant convoi, qui comprenait 1,200 chameaux et 500 mulets. Le 1[er] août tout était prêt, et le colonel, à qui on avait donné comme

1. La commune indigène possède un grand troupeau de chameaux, organisé en permanence pour les transports d'eaux ou de marchandises. Cet équipage, dont on n'a à payer que les gardiens indigènes, est une source de revenus pour la commune qui le loue à l'État ou à des particuliers. Il rend de grands services pour les ravitaillements des postes permanents de Ghardaïa, Ouargla et El-Goléa, ainsi que pour les ateliers de sondages des puits artésiens du sud et des hauts plateaux.

renfort un escadron de cavalerie et une section de 4 de montagne rayé, reçut ordre de partir le 4. En raison de la chaleur et des nombreux jeunes soldats composant sa colonne, il devait faire la route en cinq jours (98 kilomètres).

Pour faciliter l'opération, le général Cérez sortit d'Aumale le premier août et se dirigea à petites journées sur Msila, afin d'attirer l'ennemi de son côté.

Le 3, les groupes rebelles rassemblés au pic des Beni-Ilmane vinrent, à Touta, attaquer son flanc gauche; ils furent repoussés, et la cavalerie les rejeta vers la montagne jusqu'à Oum-el-Louza. Cette journée nous coûta un homme tué et sept blessés; le soir, le général campait à Sidi-Aïssa[1] des Beni-Ilmane.

Là, il apprit que dans la montagne de cette tribu se trouvaient réunis : El-hadj-ben-Bouzid, frère et lieutenant de Saïd-ben-Boudaoud; Ali-ben-Bourenane-el-Moqrani, caïd des Madid; Hamoud-el-Moqrani, caïd des Mzita; et d'autres membres de la famille, avec environ 2,500 fantassins du Ksenna ou de l'Ouennougha et 300 cavaliers d'élite des Hachem et du Hodna. Ils occupaient toute la série des mamelons rocheux qui bordent la plaine à l'est, et ils avaient couvert de retranchements en pierres sèches les hauteurs en avant de Kef-el-Ougab.

La journée du 4 fut employée à reconnaître ces positions et à faire reposer les troupes fatiguées par la route et par la privation de sommeil, résultant d'une attaque de nuit tentée par les rebelles, sans le moindre succès d'ailleurs, et que les grand'gardes seules avaient suffi à repousser.

La nuit du 4 au 5 fut encore troublée par des coups de fusil échangés avec nos avant-postes, mais cette fois on était prévenu et on savait que l'on pouvait dormir, en se reposant sur la vigilance des grand'gardes.

Le 5 août, à six heures du matin, le général Cérez sort de son camp avec une colonne légère de 1,200 hommes d'infanterie sous les ordres du colonel Méric, toute sa cavalerie conduite par le commandant Carrit, les goums du capitaine Abdelkader, et quatre pièces d'artillerie.

Bientôt il fait attaquer les hauteurs, sur trois points à la fois, par l'infanterie et l'artillerie, tandis que la cavalerie et les goums vont rapidement prendre position en arrière et au pied des escarpements.

---

1. Ne pas confondre la kouba de Sidi-Aïssa, des Beni-Ilmane, à 60 kilomètres sud-ouest d'Aumale, avec le caravansérail et le tombeau de Sidi-Aïssa, à 38 kilomètres au sud de cette ville près le Djebel-Naga.

Menacé d'être enveloppé, l'ennemi gagne les crêtes ; à ce moment, le colonel Méric enlève le grand village d'Oum-el-Louza[1], des Ouled-Djellal, et celui de Kef-el-Ougab est abandonné.

En vain les rebelles essayent de faire rouler des blocs de rocher du haut des escarpements, l'attaque est menée avec tant de rapidité et d'entrain qu'ils n'ont que le temps de fuir de tous les côtés, laissant leurs morts sur le terrain et nous abandonnant 3,000 moutons, des bœufs, 50 chevaux ou mulets et plusieurs tentes. A neuf heures, le combat était fini ; mais le goum poursuivit les fuyards pendant une partie de la journée, leur enleva un drapeau, et ne rentra que vers le soir avec un énorme butin.

Cette belle affaire, dans laquelle nous n'eûmes que quelques blessés indigènes, donna une sécurité absolue au colonel Trumelet, qui, le même jour, partait de Grimidi. Si le caïd Saïd-ben-Boudaoud avait été plus énergique, il aurait pu rendre cette marche très pénible ; mais, quand il vit la colonne Cérez victorieuse marcher sur Msila et le colonel Trumelet aller dans la direction de Bouçada, il n'eut tout d'abord qu'une préoccupation, mettre en sûreté ses biens et sa famille. Il les conduisit précipitamment dans le massif des Maadid, chez les Ouled-Hannech, près les ruines de la Qalaa des Beni-Hammad. Ceci fait, il revint à Msila et s'occupa d'organiser la défense de cette ville.

Pendant ce temps, le colonel Trumelet avançait sans encombre. Le 7, il était à El-Garsa, sur le territoire des Ouled-Sidi-Brahim[2], dont tous les nomades étaient avec Saïd-den-Boudaoud.

Le 8, le colonel partait de son camp d'Aïn-Kermane avec une colonne légère composée de 2 escadrons de cavalerie, 2 pièces d'artillerie, son goum et 250 fantassins montés à dos de mulets. Il escaladait les pentes rocheuses du Djebel-Soltat et arrivait au village de Benezouh, dont le chikh investi, le marabout Si-Kouidère-ben-Taieb, livrait sans coup férir les armes des habitants, et se constituait otage avec son frère et deux autres notables.

Le 9, le colonel campait à Eddis et détruisait ce qsar abandonné où il ne resta debout que deux maisons appartenant à des goumiers de Si-Sakri. En même temps, le capitaine Servière, avec 100 zouaves, 50 tirailleurs et le goum de Si-Sakri, fouillait le Djebel-Berich, où s'étaient réfugiés les gens d'Eddis. L'opération, bien conduite, eut un

1. Écrit à tort sur beaucoup de cartes Melouza.

2. Les O. Sidi-Brahim forment une tribu maraboutique ayant deux gros villages, Bemzouh et Eddis, dans lesquels ensilotent les nomades subissant la direction des personnages religieux habitant ces deux ksours.

plein succès; les rebelles furent débusqués de toutes leurs positions et laissèrent sur le terrain 12 cadavres, des tentes, des provisions et des animaux, dont le goum s'empara.

Le 10, le colonel Trumelet entrait, à six heures du matin, sous les palmiers de Bouçada, où l'attendait la population indigène, qui l'accueillit par une *taraka*[1] effrénée et des acclamations enthousiastes.

Le même jour, le général Cérez arrivait sans coup férir à Msila, dont les habitants faisaient leur soumission avec empressement.

La veille, Saïd-ben-Boudaoud avait en vain essayé d'organiser la résistance en s'appuyant sur les gens du quartier de Kouch qui, la première fois, lui avaient donné la ville. Il s'était heurté à un refus formel des habitants, qui appartenaient en majorité au soff des Ouled-Bouras, et à qui le voisinage de la colonne avait rendu un peu d'énergie. Ils s'étaient alors groupés autour de notre caïd, le vieux lieutenant de tirailleurs Ahmed-ben-Bahi, qui, lui aussi, regrettait son adhésion forcée à l'insurrection, et ils avaient signifié à Saïd-ben-Boudaoud qu'ils se soumettraient au général. Le chef des rebelles avait alors lancé ses goums contre la ville, mais Ahmed-ben-Bahi avait pris ses précautions, et il les reçut à coups de fusil. Saïd-ben-Boudaoud n'avait pas insisté, et il était parti dans la nuit pour le Djebel-Madid.

Le général Cérez fit démolir le quartier de Kouch, arrêta vingt des principaux meneurs et prit des otages dans les autres quartiers, sans d'ailleurs rencontrer le moindre mauvais vouloir.

Le 14 août, le général et sa colonne quittaient Msila, et, en même temps, le colonel Trumelet partait de Bouçada avec les mobiles des Bouches-du-Rhône qui devaient rentrer en France.

De Msila, la colonne alla, par Boudjemeline, à Boudjila, dans le Djebel-Dreate. Le goum, soutenu par la cavalerie régulière, brûla sans résistance plusieurs villages rebelles et arrêta le chikh des Dréate, agent actif de Boumezrag. De tous les côtés, pendant sa route, le général reçut des soumissions de diverses fractions de l'Ouennougha ou du Ksenna, et il arriva, le 20, à Aumale, le même jour que le colonel

1. La taraka est la fantasia faite par des piétons pour célébrer une fête ou honorer quelqu'un. Elle consiste en des coups de fusil, de tromblon ou de pistolet tirés par des individus isolés ou par des groupes qui défilent devant la personne à qui on rend les honneurs, et qui déchargent leurs armes aux pieds, ou aux oreilles de ladite personne. Souvent les taraka sont exécutées par deux groupes simulant un combat.

Trumelet. Les deux colonnes furent aussitôt disloquées, et le général garda le commandement de la subdivision d'Aumale[1].

La dislocation de ces colonnes, et surtout l'abandon de Msila, étaient une faute. Msila est, en effet, un point stratégique d'une valeur indéniable et que ne remplace pas Bouçada, dont l'occupation, militaire ou administrative[2], a toujours été une erreur. Si, au commencement d'août 1871, la colonne avait fait de Msila son quartier général et sa base d'opération contre les Madid, que le général Saussier attaquait par le nord, l'insurrection eût été terrassée avant quinze jours et nous n'aurions pas eu à poursuivre encore pendant des mois Ahmed-Bey et les Ouled-Moqrane.

Cette faute n'est d'ailleurs en rien imputable aux chefs qui combattaient les rebelles ; le général Cérez avait une mission déterminée, et il l'avait accomplie d'une façon aussi complète que brillante ; le général Lallemand, qui, le 5 août, s'était embarqué à Bougie pour Alger, n'était plus commandant supérieur des forces de terre et de mer ; une décision présidentielle[3] venait de rendre les trois divisions territoriales d'Algérie autonomes, et les avait fait relever directement du ministre de la guerre jusqu'au jour, encore éloigné, où on aurait pu organiser le VII$^{e}$ corps d'armée[4].

En attendant, les chefs de colonnes opéraient sans être en relations officielles et suivies avec ceux de leurs collègues qui relevaient d'un autre commandant de division. C'est ainsi que, le 13 août, le général Saussier, alors dans la Medjana, apprit, par ses espions, la présence du général Cérez à Msila. Il lui écrivit aussitôt pour le prier de concourir à une action qu'il allait tenter contre les Madid, mais sa lettre ne parvint pas à destination en temps utile.

Quoi qu'il en soit, Saïd-ben-Boudaoud, sans avoir à se préoccuper de ses derrières, qui n'étaient pas inquiétés, resta jusqu'au 24 août dans le Djebel-Madid, où il prit part aux divers combats livrés par

---

1. Sa colonne avait livré vingt et un combats.

2. Bouçada est une oasis des plus pittoresques, mais trop éloignée de la pointe du chott du Hodna. On a préféré ce poste à Msila uniquement parce que l'on voulait alors ménager le khalifat de la Medjana, qui nous avait donné Msila et dont le soff était prépondérant à cette époque : les deux points à occuper, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue militaire, sont : Msila et Aïn-Rich.

3. Décision du 5 août.

4. Il était pourtant bien simple et bien juste de placer alors à la tête de ce septième corps le général Lallemand, qui venait de rendre de si grands services à l'Algérie, et qui, en outre, tenait en main tous les précédents de l'insurrection au début de laquelle il avait assisté. Cela était d'autant mieux indiqué qu'on

Boumezrag et Ahmed-Bey contre la colonne Saussier, combats malheureux pour les Ouled-Moqrane, qui firent des offres de soumission et demandèrent l'amane, c'est-à-dire l'amnistie[1].

Ces offres ayant été repoussées, en exécution des ordres formels de l'amiral, Ahmed-Bey était rentré dans le Bou-Taleb, tandis que Boumezrag, Saïd-ben-Boudaoud et les autres Ouled-Moqrane, arrivaient le 24 août à Msila, où ils étaient bien accueillis par les habitants.

Boumezrag n'y resta pas et partit, le lendemain ou le surlendemain, pour l'Ouennougha, où il voulait essayer de continuer la lutte. Quant à Saïd-ben-Boudaoud, il reprit ses campements au sud de la ville et recommença à parcourir le Hodna en toute liberté.

Sa première incursion eut lieu vers l'est; elle fut faite à l'instigation du chikh Djenane-ben-Derri, qui l'avait accompagné dans le Djebel-Madid avec les Ouled-Nedja, et qui lui rappela sa promesse de marcher contre les Ouled-Amor.

Le 26 août, tous deux, suivis d'un fort goum, quittaient Msila, et, la nuit suivante, ils attaquaient, à Megra, le bordj du chikh des Ouled-Amor, Bibi-ben-Mohammed. Au début du combat, le fils de ce dernier fut tué; cette mort paralysa la défense, le bordj fut pris, pillé, incendié, et les immenses troupeaux du chikh et des Ouled-Amor furent enlevés par les rebelles. Dès lors, les Ouled-Nedja et Djenane-ben-Derri occupèrent le bordj de Megra, qui devint le quartier général des rebelles du Hodna oriental.

Quant au vieux Bibi-ben-Mohammed, fuyant à travers l'obscurité avec les débris de sa zmala, il se dirigea vers Qsarettir, tua en route, de sa propre main, 5 des rebelles qui le poursuivaient, mais, finalement, tomba entre les mains de Mohammed-ou-Adda, qui le retint prisonnier.

Le 28, les Ouled-Nedja déterrèrent le cadavre de son fils, enseveli la veille par les O. Amor vaincus, et ils le brûlèrent. Les O. Amor, effrayés de cette haine sauvage, prirent alors la fuite en masse, entraînant avec eux quelques familles fidèles des O. Sahnoun, et ils vinrent, au nombre de cent tentes, se réfugier à Segana, auprès du chikh Messaoud-ben-Ncib, dont le goum armé gardait ce point depuis le commencement de l'insurrection.

---

venait de changer les commandants des divisions d'Alger et de Constantine, dont les titulaires nouveaux étaient arrivés en Algérie : le général Delacroix, le 13 juillet; le général Wolf, le 24 juillet. Au lieu d'utiliser en Algérie l'expérience et l'influence du général Lallemand, on l'envoya à Lille, en Flandre, commander le premier corps d'armée.

1. Voir plus loin, livre IV, chapitre IV : Boumezrag.

Il y avait seize ou dix-sept jours que Saïd-ben-Boudaoud était à cheval; c'était là un effort insolite pour ce gros homme indolent; aussi rentra-t-il à Msila se reposer, ce qui ne l'empêcha pas d'exciter ses partisans à redoubler d'activité et à chercher leur vie en razzant les tribus soumises.

Le Hodna occidental fut de nouveau parcouru par des rezous nombreux, et ni le goum de cent chevaux que commandait aux Beni-Messelem le sous-lieutenant El-Iseri, ni ceux des autres tribus fidèles qui faisaient bonne garde, ne réussirent à préserver complètement les gens ralliés à notre cause des déprédations de nos ennemis.

Nos succès en Kabylie et dans le Tell donnaient, en effet, trop souvent une confiance exagérée à des gens qui payaient cher leur manque de prudence.

C'est ainsi que, le 6 septembre au matin, en dépit des observations réitérées du chef du bureau arabe d'Aumale et des notables de la ville, cinq Européens et quelques muletiers indigènes s'étaient mis en route pour Bouçada, avec un convoi de marchandises. La première journée de marche s'étant bien passée, ils riaient des craintes des gens d'Aumale, et, négligeant les précautions les plus élémentaires, ils cheminaient sans être groupés et s'en allaient chassant chacun de leur côté. Mais le 7 septembre, à huit heures du matin, à Dayet-el-Atrous, ils tombèrent au milieu d'un rezou des O. Slikh (O. Ameur de Bouçada). Trois Européens et 7 indigènes furent tués; 2 indigènes et 2 Européens échappèrent par la fuite à une mort certaine.

Un de ces Européens, un enfant de dix-sept ans, parlant bien l'arabe, alla jusqu'à Msila demander aide et protection à Saïd-ben-Boudaoud, qui le reçut très bien, lui permit d'écrire à Bouçada, et, plus tard, le 16 septembre, consentit à l'échanger contre un de ses partisans détenu dans cette ville.

Le second Européen gagna le qsar de Benezouh et se confia aux marabouts de la localité. Ceux-ci, dont les chefs de famille étaient comme otages entre nos mains, accueillirent très charitablement le fugitif et tirèrent même assez finement parti de la situation: ils allèrent ramasser les cadavres des trois Européens assassinés et les portèrent à Bouçada, « pour qu'ils fussent enterrés suivant les usages chrétiens ». En même temps, ils rendirent compte de la présence chez eux de leur hôte, qu'ils tenaient à la disposition de l'autorité, et qu'ils n'avaient pas amené parce que celui-ci avait préféré rester chez eux jusqu'au passage d'un convoi pour Aumale.

Il serait sans intérêt d'énumérer les nombreux coups de main faits

en septembre par les rezous de Saïd-ben-Boudaoud sur des gens qui se gardaient mal; ces coups de main ne furent que des actes de brigandage. Les O. Msellem, les Ouled-Si-Amor, les Beni-Intacène et les Adaoura d'Aumale, les Ouled-Khaled, les Ouled-Feradj, le caïd des Ouled-Sidi-Aïssa de Bouçada, furent successivement éprouvés. Celle de ces razzias qui fut la plus remarquable eut lieu le 6 septembre, à huit heures du soir : cent fantassins des Ouled-Ameur insurgés de Bouçada surprirent les troupeaux des Ouled-Ali-ben-Saad, des Sahari-Ouled-Brahim du cercle de Médéa, et enlevèrent sans coup férir 1,290 moutons, 1,660 chèvres et 9 bergers.

Vers le 14 septembre, Saïd-ben-Boudaoud alla dans l'ouest avec de nombreux contingents. A son approche, les Ouled-Ameur[1] fidèles de Bouçada, alors dans leurs parcours du nord, se concentrèrent chez les O. Abdallah, en un point défendable du Djebel-Afoul, et ils appelèrent à leur secours le goum des Ouled-Mokhtar de Médéa, qui était dans le voisinage. Les rebelles vinrent les attaquer le 15 septembre, mais ils furent repoussés après un petit combat, dans lequel ils eurent 4 hommes tués et 4 chevaux perdus.

Saïd-ben-Boudaoud continua sa marche jusqu'à la kouba de Sidi-el-Hadjerès; ses éclaireurs prirent position à Tamezlit, à quarante kilomètres de Birine, où ils annoncèrent que leur chef allait razzer les O. Mokhtar et pousser jusqu'à Aïn-Malakoff.

Mais Saïd-ben-Boudaoud n'allait pas si vite; il s'arrêta à Sidi-el-Hadjerès, laissa ses goums opérer isolément de tous les côtés, et rentra de sa personne à Msila vers le 20 septembre. Là, il s'occupa de mettre ses parts de prise en sûreté dans le Djebel-Madid et de rassembler des chameaux en vue d'une émigration lointaine, que Boumezrag lui annonçait comme imminente. Apprenant, quelques jours plus tard, que la colonne Saussier était partie de Batna, le 23, dans la direction du Hodna, il échelonna ses goums au nord du chott et spécialement sur l'Oued-Selmane. En ce moment, une partie des Ouled-Sahnoun l'abandonna pour aller s'installer à Barika et se présenter le 29 au général Saussier avec leurs frères qui étaient restés dans le devoir.

1. Les Ouled-Ameur de Bouçada faisaient jadis partie de la grande confédération des Ouled-Naïl. En 1871, ils formaient un caïdat divisé en deux chikhats : O. Ameur-Dahra, O. Ameur-Guebala; la sous-fraction des Ouled-ben-Souifa, appartenant aux Ouled-Ameur-Dahra, était la seule collectivité insurgée, mais autour d'elle s'étaient groupés des individus appartenant à toutes les fractions, notamment à celle des Slikh et des Ouled-Fekroun, tels que Mohammed-ben-Chaouli, chikh des O. Slikh, Lakhdar-ben-Azouz, etc., etc.

Saïd-ben-Boudaoud, ne se sentant plus en sûreté à Msila, remonta dans le Djebel-Madid, et prévint Boumezrag, occupé chez les Beni-Abbès, d'avoir à venir défendre les zmala des Moqrani.

Celui-ci arriva quelques jours plus tard, et Saïd-ben-Boudaoud n'eut plus dès lors qu'un rôle effacé, sous la direction immédiate de son cousin.

Ce qui n'empêcha pas ses partisans de continuer à battre le pays à l'ouest de Msila jusque vers le milieu d'octobre.

---

# IV

# BOUMEZRAG-EL-MOQRANI

(13 juillet-29 octobre.)

Combat de Tirourda (15 juillet). — Engagement de cavalerie dans l'Oued-Mahadjar ou journée de Takherat (20 juillet). — Prise des villages des Beni-Meddour (20 juillet). — Soumission des Beni-Abbès (18 juillet). — Soumission et occupation de Qalaa (22 juillet). — Attaque du camp de Tala-Mezida (23 juillet). — La colonne Lallemand est licenciée à Bougie (1er août). — Affaire de cavalerie à Chebourdane chez les Mequeddem (25 juillet). — Combat de Sartour (26 juillet). — Engagement de cavalerie chez les Ouled-Hanich des Megueddem (29 juillet). — La colonne Saussier arrive à bordj Medjana (30 juillet). — Escarmouches à l'Oued-Bouktone, El-Achir et Aïn-Kahla (2 août). — Combat de Tizi-Tamziante (2 août). — Combat de Sameur (4 août). — Soumission des Beni-Yala (10 août). — Combat d'El-Achir (6 août). — La colonne Saussier à Sid-Ali-Belkhir; attaque de nuit (13 août). — Combat de Rabta (14 août). — Deuxième attaque de nuit à Sid-Ali-Belkhir (15 août). — Sortie chez les O. Khelouf (16 août). — Prise d'assaut des villages des Aït-Idjeur (16 août). — Combat du Djebel-Ouled-Yahia des Madid (19 août). — Arrivée de la colonne Thibaudin à la Medjana (20 août). — Le général Saussier est envoyé dans la subdivision de Batna. — Camp de Belimour (21 août). — Affaire de cavalerie près Belimour (22 août). — Combat de Bordj-Redir (23 août). — Boumezrag et Ahmed-Bey offrent de se soumettre au général Saussier (23 août). — Doléances des chefs et notables fidèles de la subdivision de Médéa (3 août). — Réponse de l'amiral-gouverneur. — Les chefs rebelles se séparent pour continuer la lutte (24 août). — Enlèvement de mulets à la colonne Thibaudin (26 août). — Boumezrag dans l'Ouennougha recrute des partisans. — Ses rezous à Kabouch et à El-Adjiba (9 septembre). — Combat au pied du Djebel-Mzita (10 septembre). — Prise des villages des Mzita (11 septembre). — Affaire des Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur (25 septembre). — Engagement et razzia chez les Ouled-Taïr (29 septembre). —Tentative de Boumezrag pour entrer à Qalaa (30 septembre). — Attaque d'Ighil-Ali (1er octobre). — Deuxième attaque et incendie d'Ighil-Ali (2 octobre). — Incendie de Boudjelil (3 octobre). — Boumezrag rentre au Djebel-Madid (4 octobre). — Affaire de goums à Metkaouat (2 octobre). — Journée de Gueber-Slougui; prise de la zmala de Boumezrag (8 octobre). — Fuite des Ouled-Moqrane (8-10 octobre). — La colonne Saussier arrive à Msila (10 octobre). — Conseil tenu par les Ouled-Moqrane à Oglet-el-Beïda (9 octobre). — Les goums à la poursuite des Ouled-Moqrane (11 octobre). — Escar-

mouche à Aïn-Mgarnez (12 octobre). — Combat de Oum-el-Adam (17 octobre). — Émissaire reçu par les Ouled-Moqrane (18 octobre). — Boumezrag et ses compagnons deviennent les hôtes de Bouchoucha (20 octobre).

Après le rude échec qu'il avait subi, le 12 juillet, à Dra-el-Arba, Boumezrag gagna l'Oued-Sahel par les Beni-Ourtilane et les Beni-Aïdel, et s'arrêta chez les Beni-Abbès de la vallée. Là, il passa deux jours à reformer ses contingents et à les compléter avec les volontaires des tribus voisines; puis, le 15, assez tard dans la matinée, il se mit en route avec 3 ou 4,000 Qbaïls dans la direction du col de Tirourda.

Ce col était alors précédé, du côté sud, d'un défilé de 10 kilomètres formé par la route inachevée, taillée dans le roc vif et passant sous deux tunnels. Il y avait là des positions excellentes, où une poignée d'hommes pouvait arrêter une armée. Boumezrag, bien renseigné par les gens du pays sur la topographie des lieux et sur l'intention qu'avait le général Lallemand de passer par ce point pour gagner Bougie, voulait s'emparer de ces positions et empêcher la colonne de descendre dans l'Oued-Sahel.

Le général Lallemand, encore campé à Tizi-Bouïrem, venait d'organiser une petite colonne qui, sous les ordres du général Deplanque, devait rester en observation dans le pays, afin d'assurer la rentrée de la contribution de guerre.

Prévenu le 15, vers les deux heures, de la marche de Boumezrag, le général partit de suite avec cinq bataillons, deux escadrons et une section d'artillerie. La cavalerie, lancée en avant, fut assez heureuse pour dépasser le second tunnel et occuper de bonnes positions avant l'arrivée des rebelles.

L'infanterie arriva un peu après, au moment où les Qbaïls de Boumezrag se portaient sur la crête rocheuse la plus voisine du col. Le contrefort qui se détache de cette crête est alors occupé par trois bataillons, sous les ordres du colonel Faussemagne; la section d'artillerie y est hissée non sans peine et elle déblaie la crête, que les tirailleurs et le 21ᵉ chasseurs escaladent et enlèvent malgré des pentes de 50 à 60 degrés.

Les Qbaïls sont rejetés vers le col; là ils se heurtent aux zouaves du commandant Lucas, se font écraser et vont, affolés, s'entasser dans un ravin où nos feux plongeants couvrent le sol de cadavres. Le général campe alors sur le col même de Tirourda et y attend le reste de sa colonne et son convoi, qui doivent arriver le lendemain. Nous

n'avions qu'un seul homme tué et 12 blessés, presque tous atteints par les pierres que les Qbaïls avaient fait rouler du haut des escarpements.

Pendant ce combat, Boumezrag était resté avec sa cavalerie à Timetlite, au pied de la montagne. Quand il vit la partie perdue, il s'éloigna avec ses goums, et alla prendre position sur l'Azerou des Beni-Ourtilane, où il reforma de suite ses contingents. Ce point était bien choisi, soit pour opérer dans la vallée de l'Oued-Sahel contre le général Lallemand, qu'il savait devoir suivre cette route pour gagner Bougie, soit contre le général Saussier, qui était campé à Merdj-el-Oumena, près de Seddouq, et qui semblait à Boumezrag devoir retourner à Sétif par la route des crêtes.

Mais, le 19 juillet, le colonel Flogny[1], parti de cette ville le 14, arrivait à Merdj-el-Oumena avec un convoi de ravitaillement. Il avait pour mission de prendre les malades, les otages et les prisonniers qui encombraient le camp et de les ramener à Sétif, dont il devait ensuite protéger la banlieue. Le général Saussier, dès lors libre de ses mouvements et sachant Boumezrag chez les Beni-Ourtilane, se mit en route le 20 juillet, franchit le Djebel-Trouna et descendit à Temsaout, débordant ainsi les positions de Boumezrag.

Arrivé au camp à midi, par un sirocco brûlant, le général fut forcé de donner trois heures de repos à ses troupes harassées. Boumezrag en profita pour évacuer l'Azerou des Beni-Ourtilane et gagner la djafra des Beni-Yadel; mais, au moment où il traverse l'Oued-Mahadjar, il est attaqué par notre cavalerie, qui a remonté la rivière avec 800 hommes sans sac et une section d'artillerie. Après une courte mêlée à l'arme blanche, les rebelles se débandent et prennent la fuite, laissant entre nos mains des morts, des prisonniers et un drapeau. Nous n'avions que 2 hommes légèrement contusionnés, et, parmi les insurgés notables blessés mortellement, on signalait Si-Mohammed-Larbi-ben Hamouda, ami personnel de feu le bachagha.

Le général Saussier brûla le village de Takhrerat, qui était à proximité, et rentra à son camp à sept heures du soir. Il y recevait, le lendemain et les jours suivants, les soumissions des Beni-Ourtilane, El-Maïne, Beni-Yadel, et autres tribus voisines. Cet échec, infligé directement aux brillants cavaliers des Ouled-Moqrane et des Hachem, avait produit un grand effet dans le pays. Le souvenir de ce combat

---

1. Le colonel Flogny avait avec lui l'ancienne colonne Louis, partie de Constantine le 1er juillet. Voir livre III, chapitre IV : DE BOUGIE A MILA, page 428.

s'est conservé chez les Qbaïls de la région, qui l'appellent « la journée de Takhrerat » [1].

Le même jour, 20 juillet, aux sources de l'Oued-Sahel, le colonel Goursaud, campé à l'Oued-Sidi-Salah, près Bouira, faisait enlever et brûler les villages des Beni-Meddour, dont les habitants s'enfuyaient en masse sur les crêtes du Djurdjura, après un engagement dans lequel ils avaient été très éprouvés et où nous avions eu seulement 2 hommes blessés.

Pendant que la colonne Saussier coupait ainsi à Boumezrag la route de l'Oued-Sahel, le général Lallemand, qui avait quitté le 18 le col de Tirourda, était allé s'établir en face Tazemalt, à Timetlite, où il avait reçu les soumissions de toutes les fractions des Beni-Abbès, sauf celles de Qalaa.

Le 19 et le 20, il avait campé à Ighil-Ali, et, le 22 au matin, il était à Bordj-Boni, près Qalaa. Les quelques cavaliers laissés en observation de ce côté par Boumezrag n'avaient pu, en raison de la disposition des lieux, inquiéter la colonne, qui, en marche comme en station, était restée sur une crête dominant le pays à droite et à gauche. Par contre, les abords de la forteresse héréditaire des Ouled-Moqrane avaient été couverts de retranchements en pierres sèches, et le sentier, naturellement difficile, qui court sur une crête étroite et abrupte de Boni à Qalaa, avait été rendu à peu près impraticable. Mais Boumezrag n'était pas là, et les anciens féaux de sa famille ne demandaient qu'à séparer leur fortune de celle des Ouled-Moqrane. Aussi, le jour même, deux des fractions de Qalaa, les Beni-Aïssa et les O. Haroun, vinrent au camp faire leur soumission. Seule la fraction du chikh Djeraba-ben-Boudda, homme de confiance et intendant des O. Moqrane, ne se présenta pas.

La fidélité au malheur dictait bien un peu cette conduite aux frères Ben-Boudda, mais la peur d'être passés par les armes, la terreur et l'affolement, étaient encore plus la cause de cette abstention : il semblait plus facile à ces malheureux de se laisser écraser sous nos obus que de venir implorer le pardon d'un vainqueur qu'on leur disait sans pitié vis-à-vis des chefs insurgés.

On sut ces détails par les Beni-Aïssa et les Beni-Haroun, qui, beaucoup moins compromis, n'avaient pas eu les mêmes craintes.

---

1. « J'ai vu Boumezrag couvert de souillures affirmer à tous qu'il avait la force ; — puis chez les Beni-Ourtilane fuir à bride abattue ; — voici Saussier, devant lui se dressent ses tambours ; il se dirige droit au but ; — Boumezrag hésite, à Takhrerat il sera brisé. » — Couplet d'une chanson kabyle, déjà citée au livre III, chapitre I, page 367.

Le général Lallemand, pour éviter une effusion de sang inutile, pria le marabout de Chellata, Si-Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, qui était à sa colonne, d'écrire une lettre particulière à Djeraba pour l'informer qu'en dehors des gens qui seraient conduits à Alger pour être jugés, ceux qui viendraient au camp n'avaient rien à craindre.

Cette lettre expédiée, le général s'engagea avec une colonne légère sur la route de Qalaa et vint mettre son artillerie en batterie sur le Dra-Taquerboust, qui domine la position à une bonne portée de canon. A cette vue, Djeraba, son frère et les notables des Ouled-Hamadouch, s'avancèrent sans armes et se rendirent à discrétion.

Les troupes descendirent du Dra-Taquerboust et campèrent sur les grands espaces vides qui séparent les trois quartiers de la ville. On vit alors, pour la première fois depuis la conquête, des Français parcourir en maîtres cette Qalaa qui jusqu'alors n'avait été visitée que par des officiers ou des fonctionnaires venus en touristes et en hôtes des Ouled-Moqrane.

Cette occupation militaire eut un grand retentissement dans tout le bassin de l'Oued-Sahel. Chez les indigènes, et aussi chez les Français, on ne manqua pas de dire que la colonne s'était emparée du trésor des Moqrani; en réalité, il y avait fort peu de chose dans les anciennes et modestes maisons possédées par les membres de la famille : quelques tapis et quelques hardes qui furent versés au service des domaines et ne se vendirent pas cher. Il y avait longtemps que les derniers bijoux avaient disparu, ou avaient été employés à acheter des partisans; il ne restait que ceux portés par trois femmes demeurées à Qalaa : une des veuves du bachagha, Zohra-bent-Keloudji, originaire d'Alger; sa fille et sa nièce, fille de Boumezrag. Naturellement, on ne réclama rien à ces malheureuses femmes, dont on respecta la triste situation.

Le 23 juillet, pendant que le général était encore à Qalaa, les contingents rebelles que l'on avait aperçus de loin la veille vinrent attaquer le camp de Tala-Mezida, où le gros de la colonne était installé depuis le matin. Mais les grand'gardes firent leur devoir, et repoussèrent facilement les Qbaïls, qui se retirèrent en emportant plusieurs morts.

Ce fut là le dernier combat livré par les troupes de la colonne Lallemand. Le commandant en chef, après s'être mis en communication avec le général Saussier et lui avoir envoyé, avec ses félicitations, l'ordre d'aller dans la plaine de la Medjana, descendit, le 24, dans la

vallée de l'Oued-Sahel et amena, sans coup férir, sa colonne à Bougie, où elle arriva le 30 juillet[1].

Elle fut dissoute le lendemain, 1er août, après avoir, en trois mois, parcouru plus de 600 kilomètres, livré 20 combats, encaissé un million au titre de la contribution de guerre[2]. Elle avait eu 58 hommes tués, 312 blessés et 1,500 malades évacués sur les hôpitaux. Son artillerie avait tiré 2,859 obus et 380 boites à mitraille; ses fusils avaient brûlé 358,287 cartouches.

Cependant Boumezrag, abandonné par les tribus du massif montagneux entre le Bousselem et les Bibane, craignait d'être pris entre les colonnes Lallemand et Saussier. Aussi s'était-il hâté, après son échec du 20 juillet, de rentrer en pays de plaine, et il avait pris position au pied du Djebel-Bounda.

Là, il essaya en vain de faire occuper le formidable défilé de l'Oued-Mahadjar par les gens de Zemora et par les Megueddem; ceux-ci refusèrent de s'exposer pour lui à une attaque de la colonne.

Aussi, quand, le 25 juillet, par un sirocco écrasant, le général Saussier quitta son camp de Temsaout et s'engagea dans le lit de la rivière, il n'eut à surmonter que les difficultés d'une route impossible, qui força les hommes à traverser quatre-vingt-trois fois le mince filet d'eau courant entre les cailloux du thalweg.

Au débouché du défilé on aperçut quelques groupes de bernous; c'étaient les notables des Megueddem qui venaient protester de leurs bonnes intentions et annoncer la soumission de leurs gens; mais, à mesure que la colonne s'avance, elle voit de tous côtés abattre les tentes et les populations s'enfuir avec leurs troupeaux.

Aussi, dès qu'il a placé son camp aux Chibourdane, près le confluent de l'Oued-Zemora, le général lance sa cavalerie sur les fuyards. Ceux-ci n'ont qu'un faible goum, car Boumezrag, qui leur tient rigueur de n'avoir pas défendu le défilé, ne s'est pas dérangé pour protéger leurs troupeaux. On échange quelques coups de fusil, et le goum disparaît; nos cavaliers cernent alors les piétons, les désarment et ramènent au camp de nombreux prisonniers et plusieurs troupeaux.

Les Megueddem captifs confirmèrent, ce que déjà les espions avaient signalé, que Boumezrag était à peu de distance, au village de

1. Voir au chapitre précédent la note de la page 559.

2. A la date du 28 juillet, le montant de la contribution de guerre versé dans les diverses caisses du département d'Alger (y compris celle du trésorier-payeur de la colonne Lallemand), était de 1,903,950 fr. 50 centimes.

Kolla, petite forteresse naturelle que les Qbaïls avaient couverte de retranchements en pierres sèches.

Le 26, à quatre heures du matin, le général Saussier marche contre ce village avec 1,500 hommes sans sac, 4 pièces d'artillerie et la cavalerie.

Pendant que trois détachements d'infanterie repoussent les goums de Boumezrag et les acculent au Djebel-Bounda, la cavalerie occupe l'Oued-Sartour, qui, en arrière du village de ce nom, est la seule route pratique pour rentrer dans la montagne ou gagner le nord de la Medjana. Les deux villages de Kolla et de Sartour, malgré leurs lignes de feux étagés, sont ruinés par l'artillerie et enlevés avec entrain ; un brillant combat de cavalerie s'engage dans la rivière ; finalement, les Qbaïls se dispersent dans la montagne, et les Ouled-Moqrane, au nombre de quatre cents cavaliers et d'un millier de mulets chargés d'effets et de grains déménagés de la Qalaa des Beni-Abbès, gravissent les sentiers jugés impraticables du Djebel-Bounda.

Nos pertes se bornaient à un zouave tué, ou du moins blessé mortellement, et à 6 hommes légèrement atteints. Celles de l'ennemi étaient considérables, et il avait laissé entre nos mains un énorme butin ; des grains en quantité, des tapis, et aussi divers objets provenant du sac de la ville et de l'église de Bordj-bou-Arreridj.

Le 27, les tribus de Zemora, Aïn-Turc et Ouled-Taïr, faisaient leur soumission. La nuit suivante, de nombreux coups de feu furent tirés sur les grand'gardes ; mais il n'y eut pas, à proprement parler, d'attaque.

Le 28 [1], le général Saussier campa au lieu dit Chelloug, et, le 29, à Ghar-mta-Ouled-Hanich, faisant ainsi le tour du territoire des Megueddem. Ceux-ci eurent encore, ce jour-là, un engagement avec notre cavalerie, mais il fut de courte durée ; on voyait qu'ils se battaient sans conviction et contre leur gré, et que les quelques Hachem qui étaient au milieu d'eux avaient beaucoup de peine à les empêcher de faire demi-tour. Ce combat, en effet, n'avait lieu que dans le but d'empêcher notre cavalerie de se jeter à la poursuite de Boumezrag, qui, pendant ce temps, accélérait la marche de son convoi dans la direction de Msila.

Quand les cavaliers des Hachem partirent vers le sud pour rejoindre leur chef, les Megueddem s'éparpillèrent dans diverses directions et se rendirent sans résistance dès qu'ils furent rejoints. Mais il fallut

1. Le 28 juillet, la colonne Flogny repartait de Sétif pour Mila et Constantine.

aller les chercher; cela prit du temps, et c'était tout ce que voulait Boumezrag.

Le 30 juillet, les Megueddem étant tous soumis, le général Saussier allait camper le soir sur les ruines de Bordj-Medjana; il amenait avec lui 50 mulets chargés d'armes livrées par les rebelles, 300,000 francs de contribution de guerre, un nombre considérable d'otages et de prisonniers.

Le 31, des reconnaissances de cavalerie et de goum débarrassèrent les environs du camp des rôdeurs et des bandes isolées. Elles eurent quelques escarmouches sans grande importance, à El-Achir, Aïn-Kahla et dans l'Oued-Bouktone. Elles firent des petites razzias, ramenèrent plusieurs prisonniers et eurent 2 hommes légèrement blessés.

A cette date, l'Ouennougha oriental, les Mzita et les Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur, n'ayant pas été parcourus par nos troupes, restaient insoumis, et donnaient la main, dans l'Oued-Sahel, aux Beni-Yala. Ceux-ci, qui s'étaient insurgés les premiers de tous[1], étaient toujours en armes et fournissaient des émissaires, des espions et des recrues à Boumezrag, encore bien que la colonne Goursaud fût restée dans le voisinage et continuât à peser sur le pays.

Le 31 juillet, en arrivant au village de Tigharemt, le colonel Goursaud avait eu son avant-garde accueillie par des coups de fusil partis de groupes qu'il avait fallu disperser avec des feux de peloton.

Le 2 août, une reconnaissance conduite par le commandant de la Roque s'avança jusqu'au col de Tamziant, qu'occupaient les contingents rebelles retranchés derrière des abris en pierres sèches. L'artillerie bouleversa ces ouvrages, que les éclaireurs abordèrent de front, tandis que les tirailleurs les attaquaient de flanc. L'ennemi eut 20 hommes hors de combat, et nous un tirailleur tué et 4 blessés. Au retour, la reconnaissance fut encore attaquée et obligée d'envoyer quelques obus pour tenir les Qbaïls à distance.

Le 4 août, une nouvelle reconnaissance, conduite par le commandant Moulin, allait chercher sur les crêtes boisées de Sameur les contingents rebelles qui s'y étaient réfugiés et retranchés : ils en furent délogés après un engagement dans lequel ils eurent 25 hommes tués, et nous 4 blessés seulement.

Le 6 août, la colonne Goursaud venait camper à Sameur; les Beni-Yala, démoralisés, commençaient leur soumission. Mais le parti de la résistance tenait toujours, et, au lieu d'exécuter les conditions, les

---

1. Voir livre I<sup>er</sup>, chapitre VI, page 178.

gens se réfugiaient dans les massifs boisés de Taouïalt, sur les crêtes du Djurdjura.

Ce ne fut que le 10 août qu'ils se soumirent, lorsque le colonel vint prendre position à Isly et se prépara à canonner leur principal établissement. Cette démonstration entraîna la soumission définitive des Beni-Irdjène de Dra-el-Mizane, et la colonne Goursaud put quelques jours plus tard quitter l'Oued-Sahel[1].

Cette persistance des Beni-Yala à refuser de se soumettre contribua à entretenir les idées d'insoumission et de résistance dans les tribus voisines des Bibane ; aussi le camp de la Medjana dut-il se garder avec soin. Chaque jour, malgré une chaleur excessive, des reconnaissances de goum et de cavalerie battaient la plaine, et arrêtaient de temps à autre des rôdeurs et des émissaires.

Le 6 août, la reconnaissance opérant du côté d'Achir signala un grand mouvement de cavaliers et de fantassins sur la route d'Aumale. C'étaient les contingents des O. Moqrane qui, battus la veille à Kef-el-Ougab[2] par le général Cérez, se repliaient sur la Medjana. La cavalerie régulière et deux bataillons de soutien furent envoyés dans cette direction, et il y eut une mêlée de cavalerie dans laquelle 4 des nôtres furent blessés. Mais l'ennemi, repoussé jusqu'à Benia des Ouled-Khelouf, perdit plusieurs hommes et se jeta en désordre vers le massif des Madid, où se concentrèrent tous les contingents des Ouled-Moqrane.

Le général Saussier, dès qu'il fut fixé sur ce rassemblement, se mit en mesure de l'attaquer; mais, avant de le faire, il écrivit à Msila au général Cérez pour lui demander son concours. Malheureusement sa lettre n'arriva pas en temps utile; et les rebelles, ayant la route du sud ouverte, purent prolonger leur résistance et échapper à leurs vainqueurs.

Le 13 août, la colonne Saussier, quittant la Medjana, alla camper à Si-Ali-Belkhir, au nord et à l'entrée du massif des Madid. La route, comme l'installation du camp, solidement établi entre deux rivières, se firent sans rencontrer l'ennemi, qui, en ce moment, occupait les villages de Rabla, Mekarta, O. Yahia et les crêtes rocheuses du Djebel-Guerouar. Ses forces se montaient encore à près de 6,000 fantas-

---

1. Elle fut reportée à l'ouest de Dra-el-Mizane vers Palestro, à Aïn-Zbourboura, puis, successivement réduite par le licenciement des éclaireurs et la rentrée de diverses unités: elle campa ensuite à Beni-Haroun et rentra définitivement à Alger au commencement de novembre.

2. Voir livre IV, chapitre III, page 556.

sins et 3,000 cavaliers des Hachem, Ouled-Madi, Souama, Ouled-Nedja, O. Sahnoun, etc.

Dans la nuit, notre camp fut attaqué, mais sans autre résultat que de forcer les grand'gardes à faire le coup de feu jusque vers le matin.

Le 14, le général Saussier marcha à l'ennemi. Deux colonnes d'infanterie sous les ordres des colonels Barrué et Barbier montèrent en même temps à l'assaut des crêtes et du village fortifié de Rabta, que l'artillerie du capitaine Lacombe couvrait d'obus. La cavalerie fit diversion dans la rivière, et alla ensuite brûler les gourbis et les meules qu'elle rencontra.

En raison de la difficulté du terrain et de la ténacité des rebelles, le combat fut rude et se prolongea; mais, finalement, l'ennemi fut chassé de toutes ses positions, village ou retranchements, et il laissa entre nos mains de nombreux cadavres, alors que nous n'avions que 4 hommes tués et 6 blessés.

Parmi les morts des rebelles étaient douze individus des O. Nedja, sous les ordres du chikh Djenane-ben-Derri.

La journée du 15 fut tranquille; des reconnaissances allèrent assez loin, sans être inquiétées, brûler les meules de paille qui servaient à la nourriture de la cavalerie rebelle; mais, vers le milieu de la nuit, le camp fut vigoureusement attaqué, et non moins vigoureusement défendu par les seules grand'gardes. L'ennemi ne put même pas enlever ses morts, que nos hommes enterrèrent le lendemain matin.

Le 16, les troupes firent une sortie chez les Ouled-Khelouf avec lesquels on eut encore un engagement; mais l'ennemi ne tint pas longtemps et prit la fuite dans la montagne, dès qu'il eut quelques hommes blessés ou tués. Le goum razza quelques troupeaux et brûla plusieurs mechta.

Ce jour-là, ce qui restait encore d'alliés à Boumezrag dans le Djurdjura était complètement écrasé par le général Deplanque, qui enlevait d'assaut les deux villages retranchés de Taourirt-Naït-Idjeur et des Aït-Feraach, ainsi que la crête fortifiée qui relie ces deux hameaux et sur laquelle s'étaient retranchés les derniers rebelles des environs, au nombre de 8 à 900.

Cette affaire dura de sept heures et demie du matin à onze heures, et le combat fut rude jusqu'au moment où l'ennemi fut rejeté au delà du col d'Akfadou. Nous eûmes 4 hommes tués et 23 blessés, dont 2 officiers; les pertes de l'ennemi furent considérables, mais elles ne purent être bien appréciées à cause du grand nombre d'étrangers mêlés aux Aït-Idjeur qui, eux, eurent 18 tués et 9 blessés.

Ce furent les derniers coups de fusil tirés dans le Djurdjura.

Le 17 et le 18 août, les troupes du général Saussier se reposèrent; les reconnaissances journalières n'eurent pas d'engagement.

Le 19, le général quitta son camp le matin avec toutes les troupes disponibles et marcha sur la montagne des Ouled-Yahia.

Les contingents des Ouled-Moqrane et d'Ahmed-Bey, grossis des quelques Qbaïls du Djurdjura échappés lors de l'affaire de Taourirt-Naït-Idjeur, étaient réunis sur cette montagne dans une espèce de citadelle naturelle entourée de ravins profonds. Écrasés par le tir précis de l'artillerie, attaqués sur deux points différents par plusieurs colonnes d'assaut qui escaladaient ces pentes abruptes, les Ouled-Moqrane et leurs alliés furent mis encore une fois en pleine déroute et rejetés jusque sur le versant sud de la chaîne des Madid. Leurs pertes furent énormes; les nôtres s'élevèrent à cinq hommes tués et dix blessés.

Le 20 août, le colonel Thibaudin[1] arrivait avec une petite colonne dans la Medjana. Le général Delacroix lui avait donné pour mission de garder et de maintenir cette région à peu près soumise, pendant que le général Saussier, après s'être ravitaillé à Sétif, irait dans les environs de Batna, où depuis longtemps une intervention armée était urgente.

Le 21 août, en exécution de ces ordres, le général Saussier quittait son camp de Si-Ali-Belkhir et allait s'installer à Belimour, non loin du bordj Chania, propriété du caïd des Ayad, Ahmed-ben-Abdallah-el-Moqrani. Dans la nuit, il y eut quelques coups de feu tirés sans résultat sur les grand'gardes, mais ce fut peu de chose.

Le 22, dans l'après-midi, les hauteurs voisines du camp se garnirent de rebelles ; la cavalerie, avec quelques compagnies de soutien, fut envoyée pour les déloger. Il y eut un engagement très court dans lequel nous n'eûmes aucun blessé, et l'ennemi fut rejeté dans la montagne.

Il eût été impolitique de quitter le pays dans ces conditions, alors que les rebelles venaient encore nous harceler; il fallait, avant de partir, frapper un dernier coup.

Le 23, le général, laissant son convoi au camp de Belimour, se portait avec ses troupes sans sac à Chania et descendait dans l'étroite vallée de Bordj-Redir afin de brûler les villages des Ayad. L'infanterie,

1. Sa colonne avait été organisée le 25 juillet à Akbou et était restée dans l'Oued-Sahel comme colonne d'observation.

marchant et combattant sur les hauteurs de droite et de gauche, enleva successivement plusieurs positions difficiles bien défendues par les rebelles. Pendant ce temps, la cavalerie chargeait, dans la plaine, les contingents réunis des O. Moqrane et d'Ahmed-Bey.

A la fin de la journée nous n'avions que huit blessés, et tous les villages des Ayad étaient incendiés. Dans le butin enlevé par nos goums on retrouva encore des effets mobiliers provenant du sac de Bordj-bou-Arreridj.

Découragés par cette longue série d'échecs, que ni leur bravoure ni leur activité n'avaient pu empêcher, les Ouled-Moqrane et Ahmed-Bey offrirent leur soumission au général Saussier, et demandèrent à quelles conditions on consentirait à leur accorder l'amane.

Mais les ordres du gouverneur étaient formels et le général Saussier dut répondre qu'il ne pouvait accepter qu'une reddition sans condition aucune.

C'était la prison et la cour d'assises avec les colons pour jurés; les Ouled-Moqrane et Ahmed-Bey étaient convaincus qu'ils n'avaient à attendre d'eux aucune générosité.

Ils venaient, précisément, d'avoir connaissance d'une longue pétition[1] adressée au gouverneur par les chefs et les notables de la subdivision de Médéa, pour se plaindre « des calomnies incessantes répandues sur le compte des indigènes fidèles par les colons de Médéa... alors que, depuis cinq mois, les indigènes de cette région laissaient leurs intérêts et leurs cultures en souffrance pour guerroyer contre les rebelles, entretenir des goums, assurer les transports des convois militaires... et combattre les incendies de forêt... »

Cette supplique, très respectueuse et très digne dans le fond comme dans la forme, se terminait par des protestations de dévouement et de fidélité, et demandait que le gouvernement « voulût bien mettre fin à cette malveillance en établissant, entre les colons et les indigènes, une barrière telle que ni les uns ni les autres ne puissent se faire du tort ».

Les plus grands noms indigènes de la subdivision de Médéa, bachagha, aghas, caïds, cadis, djouads, marabouts et notables, avaient signé cette pétition; l'amiral de Gueydon avait répondu en ces termes :

« Le général commandant la division d'Alger a mis sous nos yeux vos doléances relatives à certaines imputations de la presse co-

1. La pétition et la réponse du gouverneur ont été publiées dans le *Mobacher* du 24 août, et reproduites ensuite par plusieurs journaux.

loniale, qui vous font redouter que nous nous laissions entraîner à douter de votre fidélité et de votre résolution de concourir, par tous les moyens en votre pouvoir, au maintien de la tranquillité, qui est la source de tous les biens.

« Nous prenons acte de vos déclarations et nous vous affirmons que vous n'aurez absolument rien à redouter aussi longtemps que vous serez fidèles à la foi dont vous faites de nouveau profession.

« Votre religion, vos biens, vos habitudes, vos positions, en un mot tout ce qui vous intéresse, sera respecté. »

Le ton sévère et le laconisme de cette réponse, à des gens qui étaient en droit d'espérer des remerciements pour leur conduite depuis six mois, n'étaient pas faits pour donner aux rebelles confiance dans les intentions du gouvernement à leur égard. Le *Mobacher* leur montrait d'ailleurs chaque semaine, dans les longues listes des gens et des tribus séquestrés, des personnalités ou des groupes que les chefs rebelles savaient, mieux que nous, n'avoir été insurgés que contraints et forcés. Quelques-uns même des indigènes ainsi frappés étaient d'excellents et dévoués serviteurs de la France, inscrits par erreur sur ces listes hâtives qui, plus tard, furent revisées, mais qui, telles qu'elles étaient alors, donnaient aux chefs rebelles une bien triste idée de notre justice [1].

Boumezrag, ses parents et Ahmed-Bey estimèrent donc que se livrer dans de pareilles conditions serait folie, et que le mieux était encore de gagner du temps et de s'éloigner, sans essayer de continuer une lutte, pour le moment, impossible.

Le 24 août, Ahmed-Bey rentra dans la montagne du Boutaleb et les Ouled-Moqrane allèrent à Msila. Le 25 dans la journée, ceux-ci savaient que, le matin, le général Saussier avait quitté Belimour et allait à Batna [2] par Sétif. C'était pour eux la paix pendant quelques semaines, et ils allaient l'utiliser à recruter de nouveaux adhérents et à relever le moral de leurs anciens partisans en les conduisant à des razzias rémunératrices sur les tribus récemment soumises et hors d'état de se

1. Tous les arrêtés de séquestre pris en 1871 furent revisés une ou deux fois au moins, de 1872 à 1876. De nombreux individus, frappés indûment, bénéficièrent de cette revision; mais, en 1871, les chefs rebelles qui virent les premiers arrêtés *imprimés* étaient fondés à douter de notre justice.

2. Les opérations de la colonne Saussier, du 25 août au 29 septembre, ayant eu lieu dans la région de Batna, où prédominait l'influence d'Ahmed-Bey, sont exposées au chapitre suivant : Ahmed-Bey-ben-Chikh-Messaoud.

défendre. Saïd-ben-Boudaoud se chargea du Hodna[1], et Boumezrag partit le soir même pour l'Ouennougha.

Le chef des Ouled-Moqrane débuta, le 26 août, par un coup de main hardi qui fit grand effet dans la région. En passant dans la plaine de la Medjana, il enleva 128 mulets à la colonne Thibaudin. C'était une corvée de soldats du train et de sekhar[2] des Beni-Abbès qui s'approvisionnaient de paille dans un village abandonné qu'un accident de terrain dérobait à la vue des grand'gardes. Trente de ces mulets enlevés appartenaient au train des équipages; cinq soldats furent tués en les défendant. Les sekhar des Beni-Abbès eurent aussi deux hommes tués, et trente d'entre eux furent emmenés prisonniers.

Dès que les fuyards arrivèrent au camp, la cavalerie fut envoyée à la poursuite des rebelles; elle ne put attraper qu'une vingtaine de bêtes malingres et quelques sekhar des Beni-Abbès.

Boumezrag, une fois dans l'Ouennougha, mit beaucoup d'activité et d'énergie à reformer ses contingents, et excita les tribus soumises à ne pas exécuter les conditions qui leur étaient imposées : « Les Français, disaient ses émissaires, vous forcent à leur vendre à vil prix vos troupeaux, en payement de la contribution de guerre; et, quand ils auront votre argent, ils vous prendront vos terres; l'insurrection n'est pas terminée : dans l'Oued-el-Kébir, à Cherchel, à Tebessa, dans le Sahara, on se bat toujours; les tribus restées fidèles aux Français les abandonnent et rentrent dans l'Islam, car le gouvernement d'Alger est impuissant à les protéger contre les convoitises des juifs et des mercantis, qui les oppriment, les spolient et les injurient. »

Ces excitations produisirent encore de l'effet : les Ouled-Taïr, Zamora, Megueddem, Beni-Yadel, lui envoyèrent des contingents, malgré la proximité de la colonne Thibaudin, et il en recruta beaucoup d'autres dans l'Ouennougha, les Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur, le Ahl-el-Qsar, le Ahl-Sebkha, etc.

Seuls de la région, les Beni-Abbès résistèrent aux demandes de Boumezrag : leurs habitudes commerciales et leur fréquentation des Français les avaient rendus plus prudents et plus intelligents; ils avaient du reste en ce moment encore plus de 600 des leurs, portefaix, commerçants ou employés dans les villes; ils savaient que déjà la plupart d'entre eux étaient en possession de certificats établissant leur alibi lors de l'insurrection et devant les soustraire aux déposses-

1. Voir le chapitre précédent.

2. *Sekhar*, pluriel *Sekharat* ou *Sekharine*, convoyeurs requis, hommes de corvée. Dans l'est, on emploie aussi avec le même sens le mot *Hallès*.

sions territoriales et aux amendes de guerre; ils ne voulaient donc pas se compromettre davantage pour ces Ouled-Moqrane, dont ils comprenaient qu'ils n'auraient jamais plus besoin avec un gouvernement démocratique, qui appréciait les travailleurs et les commerçants, et les préférait aux guerriers et aux nobles représentants des anciennes familles.

Boumezrag connaissait bien les sentiments des Beni-Abbès, qu'il méprisait en raison de leur couardise proverbiale dans l'Oued-Sahel, où ils passent pour être d'origine juive; il ne leur pardonnait pas d'avoir laissé le général Lallemand monter à Galaa sans avoir combattu, et, en attendant qu'il pût lui-même se venger, il excita les tribus voisines à les molester et à les compromettre.

Le 9 septembre, sachant qu'un convoi devait porter à Aumale l'argent de la contribution de guerre payée par les Beni-Abbès et par d'autres tribus de l'annexe de Beni-Mansour, il envoya des rezous s'embusquer à El-Adjiba et à Kabouch, sur la route ordinairement suivie. Mais le capitaine Odon [1], qui connaissait l'état du pays, fit passer son convoi par la rive gauche de l'Oued-Sahel. Le rezou dut se contenter d'enlever au poste de Kabouch 6 hommes, 3 femmes, 100 chèvres et un mulet.

Le capitaine Odon, prévenu de ce coup de main, se lança avec dix cavaliers à la poursuite du rezou, en même temps qu'il donnait ordre aux sagas des Beni-Mansour de venir le rejoindre. Avec ses dix hommes, il ne put rien faire que rattraper un mulet et cinq chèvres; un de ses cavaliers eut sa monture abattue d'un coup de feu, et, quand les sagas arrivèrent, le rezou avait disparu dans la montagne.

Boumezrag, à cette date, était, avec le gros de ses contingents, dans la Medjana, où le colonel Thibaudin le rencontra, le 10 septembre, dans les Mzita, au pied du Djebel-Tatour. Un combat s'engagea, à la suite duquel Boumezrag, fort éprouvé, dut se réfugier dans les villages qui couronnent les crêtes du Djebel-Mzita comme autant de petites forteresses. A six heures du soir, le colonel Thibaudin s'arrêtait et campait à une portée de canon de l'ennemi, ayant eu dans cette affaire deux hommes tués et sept blessés.

Le 11, la colonne enlevait d'assaut les positions de Tatour, après un engagement de courte durée : car Boumezrag ne savait pas com-

---

1. Il était chef de l'annexe des Beni-Mansour, mais on l'avait chargé en outre des Beni-Mellikeuch et des Beni-Abbès qui appartiennent à la division de Constantine, et alors, en 1871, au cercle de Bordj-bou-Arreridj (poste de Tazemalt).

battre derrière des pierres, et il était parti aux premiers coups de canon. La cavalerie le poursuivit pendant près de vingt kilomètres du côté d'Azerou[1] (de la vallée d'Abrou). Quant aux villages, ils étaient à peu près vides lorsqu'on les aborda, et ils furent incendiés sans difficulté. Les environs étaient redevenus déserts, et, le lendemain 12 septembre, la colonne rentrait à la Medjana.

Pendant presque tout ce mois de septembre, les Beni-Abbès et la route de Beni-Mansour à Aumale furent parcourus par des rezous, qui de jour en jour devenaient plus agressifs, grâce surtout à la connivence des Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur, des Bibane.

Pour châtier cette tribu, le chef de l'annexe des Beni-Mansour organisa une petite colonne avec des éléments indigènes. Il obtint d'Aumale l'envoi du goum du capitaine Abdelkader, et réunit, sous les ordres du caïd El-hadj-ben-Boukharouba des Arib, 120 fantassins des Cherfa, Beni-Mansour et Mechedalla, ainsi que 300 hommes des Beni-Abbès. Avec cette petite troupe et 20 hommes du makhzène armés de chassepots, le capitaine Odon marcha, le 25 septembre, contre les Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur.

Mais ceux-ci étaient sur leurs gardes, et les Beni-Abbès, qui formaient le centre de la première ligne engagée, firent demi-tour dès qu'ils se virent accueillis par une fusillade bien nourrie qui tua un homme des Cherfa et abattit la jument du caïd des Beni-Mansour.

Heureusement, les goums d'El-hadj-Boukharouba[2] et le makhzène réussirent à arrêter les fuyards, et le capitaine Odon put renouveler l'attaque avec des contingents plus solides. Les crêtes furent enlevées et le village envahi. Les Ouled-Sidi-Brahim arrêtèrent aussitôt le combat et donnèrent 7 notables comme otages.

Dans cette affaire, nous eûmes 1 homme tué et 1 blessé; l'ennemi eut 3 morts et 8 blessés.

Le 29 septembre, le colonel Thibaudin faisait une sortie chez les O. Taïr, autour desquels s'étaient groupés de nombreux rebelles. Les goums, commandés par le capitaine Thiébaud, du bureau arabe de Sétif, surprirent les contingents ennemis, qui laissèrent 12 morts sur le terrain et auxquels il enleva, sans avoir un seul blessé, des chevaux, des mulets et plus de 3,000 têtes de bétail.

1. *Azerou* est un mot berbère signifiant *le rocher*. Beaucoup de montagnes, de villages et de lieux-dits portent ce nom. On a déjà vu plus haut l'Azerou des Beni-Ourtilane, page 567, et Azerou-Naït-Sabeur, page 362, et, dans l'Introduction, page 32, le village d'Azerou chez les Beni-Abbès.

2. Le brave capitaine Abdelkader était malade et n'avait pu, à son grand regret, assister à ce combat.

Boumezrag n'assistait pas à ces deux combats qu'il n'avait pas prévus ; mais il n'était pas loin, et, le samedi 30 septembre, il traversait les Ouled-Sidi-Brahim-Boubekeur, qui le reçurent encore en ami.

De là, il se dirigea sur Qalaa, que les gens du quartier des Aït-Hamdouch avaient promis de lui livrer. Mais il trouva la route barrée par la presque totalité des Beni-Abbès, en tête desquels étaient les gens d'Ighil-Ali, de Boudjelil et des Aït-Ayal[1]. Ils étaient assez mal armés, mais très nombreux, et Boumezrag, qui n'avait que des cavaliers, ne voulut pas engager le combat dans des conditions douteuses, et encore moins s'enfermer dans Qalaa au milieu d'ennemis. Les deux partis s'observèrent donc sans agir, et, vers le soir, Boumezrag fit mine de se retirer.

En réalité, dès qu'il avait vu les Beni-Abbès s'opposer à sa marche, il avait envoyé chercher ses sagas de l'Ouennougha, et, dans la nuit, il se porta avec elles vers Ighil-Ali. Mais le spahi Hamimi, ancien prisonnier de Boumezrag, le surveillait et avait prévenu le capitaine Odon de ce qui se passait. Cet officier avait pris ses dispositions, et quand, le 1er octobre, Boumezrag attaqua la ville d'Ighil-Ali, il le prit à revers, et, en quelques instants, lui mit une centaine d'hommes hors de combat. Boumezrag, qui avait cru surprendre la ville, dut se retirer précipitamment. Il abandonnait 47 morts sur le terrain et laissait aux mains des Beni-Abbès 10 prisonniers, 7 chevaux, 8 mulets et 16 fusils, dont 3 chassepots.

Nos sagas, dans cet engagement, n'avaient eu qu'un seul homme blessé.

Furieux de cet échec, Boumezrag recommence son attaque le lendemain (lundi 20 octobre), alors qu'il sait le capitaine Odon à Beni-Mansour ; mais le spahi Hamimi, qui a eu l'heureuse idée d'appeler à son secours ses amis et parents des Beni-Mellikeuch, défend habilement la ville ; les assaillants sont encore repoussés et laissent sur le terrain 14 morts et 3 fusils, dont 1 chassepot.

Boumezrag se retire, attend la nuit et revient alors avec des monceaux de broussailles qu'il fait allumer, et avec lesquelles il réussit à incendier une partie de la ville (32 à 35 maisons environ).

---

1. Les Aït-Ayal, qui composent les villages de Chouarikh, de Tazaert et d'Azerou, avaient toujours été hostiles aux Moqrani du soff des Ouled-el-Hadj que personnifiait Boumezrag. Ils avaient combattu, en 1847, le maréchal Bugeaud, et en 1851, le général Bosquet. Voir Introduction, page 32.

Le 3, avant le jour, il brûle aussi une partie du village de Boudjelil, franchit les Bibane, rassemble tous ses contingents de l'Ouennougha et les emmène précipitamment dans le Djebel-Madid, où il arrive le 3 octobre.

Il venait, en effet, de recevoir des lettres inquiétantes de Saïd-ben-Boudaoud et d'Ahmed-Bey, qui lui disaient en substance :

« Le général Delacroix, après avoir vaincu les insurgés de l'Oued-el-Kébir au Babor, est arrivé le 30 septembre à Saint-Arnaud et de là marche sur le Boutaleb, ayant à sa droite la colonne Bonvalet à Qsarettir, et, à sa gauche, la colonne Flogny, qui est chez les Ouled-Soltane.

« Le général Saussier, venant de Batna, est campé depuis le 29 à Barika.

« Le 2 octobre, ses goums, postés à Metkaouak et à Aïn-el-Hadjar, ont eu, dans une reconnaissance, un engagement avec les éclaireurs de Saïd-ben-Boudaoud; ils leur ont tué 3 hommes et enlevé plusieurs chevaux. Cette colonne va évidemment marcher sur Msila et fermer la route du Sahara à la zmala, réfugiée chez les Madid et prise entre toutes ces colonnes. »

Ces renseignements étaient exacts, à cela près que la marche sur Msila n'était pas encore décidée à cette date, et qu'il s'en fallut de bien peu qu'elle n'eût pas lieu. Le général Delacroix n'y pensait pas, car il savait Boumezrag chez les Beni-Abbès et ne se préoccupait que du Boutaleb et d'Ahmed-Bey.

Le général Saussier, très bien renseigné par le commandant supérieur de Bouçada et par le caïd Sakri-ben-Boudiaf, qui était à sa colonne, savait que toutes les zmala de Boumezrag, de Saïd-ben-Boudaoud, étaient dans la montagne des Madid avec les principaux des Ouled-Moqrane. Il avait, dès le 30 septembre, demandé au général Delacroix l'autorisation d'aller occuper le point stratégique de Msila et de se faire remplacer à Barika par la colonne Flogny.

Le général Delacroix avait d'abord refusé, mais il finit cependant par donner cette autorisation, le 5 octobre, au reçu d'une lettre pressante du général Saussier qui, à la date du 4 octobre, lui faisait connaître l'échec de Boumezrag à Ighil-Ali, l'arrivée de ce rebelle dans le Djebel-Madid et la concentration de chameaux qui, par les soins de Saïd-ben-Boudaoud, entraient chaque jour dans la montagne, et que l'on savait être destinés à emporter les zmala dans le Sahara.

Le 6 octobre, dès qu'il eut reçu de son chef l'autorisation sollicitée, le général Saussier envoya le goum de Si-Smaïl-ben-Meserli-Ali occuper le point de Msif, au sud du chott Hodna, et il alla, le soir même, camper à Metkaouat.

Le 7, il était à l'Oued-Bouhamadou.

Pendant ces deux jours, des cavaliers ennemis rôdèrent isolément à 3 ou 4 kilomètres de la colonne, en avant ou sur le flanc droit; ils allumèrent plusieurs fois des grands feux de drine comme signaux, et disparurent au galop, sans d'ailleurs inquiéter la colonne.

Le 8 octobre, à six heures du matin, après une heure de marche en avant de l'Oued-Bouhamadou, on vit tout à coup, à 3 kilomètres sur la droite de la colonne, un gros contingent de brillants cavaliers immobiles et rangés en bataille avec une régularité peu ordinaire chez les indigènes. Le nombre de ces cavaliers était beaucoup trop considérable pour les laisser venir harceler le flanc ou la queue de la colonne.

Le général arrête aussitôt ses troupes, fait mettre sac à terre, et, laissant le convoi sous la garde de deux bataillons, il marche à l'ennemi.

La cavalerie, sur les deux ailes, ferme l'accès de la plaine et bientôt elle engage le combat.

L'infanterie marche longtemps dans l'Oued-Selmane sans rien rencontrer, puis, arrivée à un affluent de la rivière, elle se divise en deux colonnes; celle de gauche, commandée par le colonel Barbier, voit devant elle le gros des combattants et les contingents de Saïd-ben-Boudaoud, qui cherche à nous occuper de ce côté où le combat est soutenu avec une grande opiniâtreté.

Pendant ce temps, le colonel Barrué remonte, sur la droite, l'autre branche de l'Oued-Selmane, escalade les pentes du Djebel-Djeffane et arrive, vers midi, aux ruines de la Qalaa des Beni-Hammad, au pied desquelles sont entassés des milliers de chameaux, des bêtes de somme, des tentes, des bagages, des palanquins à demi chargés, des troupeaux, etc. C'est toute la zmala des Ouled-Moqrane et ce qui reste de leur fortune.

Un feu plus bruyant que dangereux répond à notre artillerie, dont les obus font de terribles ravages au milieu de ces masses de serviteurs, de femmes, d'enfants et de troupeaux affolés, qui tourbillonnent sur place dans un désordre indescriptible.

Vers les deux heures de l'après-midi, la confusion semble encore augmenter sur ce point, que l'artillerie canonne sans relâche; ce sont

les Madid qui renoncent à la lutte et désertent la cause de leurs anciens seigneurs.

Boumezrag, Saïd-ben-Boudaoud, les autres Moqrani, leurs femmes et leurs enfants, montent sur des mulets, et, pendant que sur notre gauche des Hachem, Ayad et quelques autres de leurs anciens vassaux prolongent la lutte, les Ouled-Moqrane s'engagent dans les rudes sentiers de la montagne et quittent en fugitifs ce Djebel-Kiana où, huit siècles auparavant, leurs ancêtres avaient élevé la capitale d'un célèbre royaume berbère [1].

Les goums sont alors lancés sur la zmala et ramenèrent une formidable razzia : plus de 3,000 chameaux, la moitié chargés de palanquins, de tapis ou de grains, des troupeaux de bœufs, de moutons, des chevaux, des tentes, des cantines, des sacs de provisions ou d'effets, etc., etc.

Il était plus de huit heures quand, le soir, l'arrière-garde, sous les ordres du commandant Robert d'Orléans [2], rentra au camp de Guebeur-Slougui avec le gros de la prise ; mais, jusqu'à minuit, des groupes de goumiers arrivèrent de tous les côtés avec d'autres prises.

Dans cette magnifique journée il n'y eut que 12 hommes blessés et quelques chevaux tués.

Il fallut malheureusement rester toute la journée du lendemain à ce camp de Guebeur-Slougui afin de se reconnaître un peu au milieu de cette encombrante razzia et de donner un repos indispensable aux hommes et aux chevaux qui, la veille, avaient marché ou combattu de cinq heures du matin à huit heures du soir.

On reçut ce jour-là, 9 octobre, la soumission des Souama, Ouled-Madi, Ouled-Adi, Metarfa, Ouled-Sidi-Brahim, Ouled-Mansour-ou-Madi, Ouled-Sidi-Hadjerès ; ce fut encore un encombrement d'otages à faire garder, de fusils à verser à l'artillerie et d'argent à encaisser. Il fallut organiser le convoi pour le lendemain et protéger nos prises contre les déprédations de nos goumiers.

Les Ouled-Moqrane aussi passèrent la journée du 9 à s'organiser. Après avoir marché toute la nuit et avoir traversé Msila, ils étaient

1. En réalité, ce beau combat du 8 octobre fut surtout livré au Djebel-Djafane, un des sommets du Djebel-Ayad (ou Djebel-Kiana), et assez loin de Guebeur-Slougui, qui est le nom de l'endroit où, le matin, la colonne avait mis sac à terre et d'où, le lendemain, le général Saussier data la dépêche annonçant son succès. Mais le nom de Guebeur-Slougui est aujourd'hui consacré. (Guebeur-Slougui signifie en arabe « le tombeau du Lévrier »).

2. C'était le nom officiel du duc de Chartres, qui était arrivé à la colonne Saussier le 30 août, au Mesloug.

arrivés au petit jour à Sed-ed-Djir, point de la plaine d'où ils pouvaient choisir leur direction. Leurs montures étaient fourbues ; ils durent s'en procurer d'autres et reconstituer les éléments indispensables à leur fuite dans le Sahara.

Ils étaient au nombre de 150 à 160 environ, parmi lesquels 17 membres adultes des Ouled-Moqrane, des parents par alliance et des amis politiques[1].

Le 10 octobre, au matin, la colonne Saussier s'achemina jusqu'à Msila; alourdie par son lourd convoi, elle mit près de neuf heures à faire 20 kilomètres; à chaque instant il fallait s'arrêter pour ramener des chameaux ou recharger des bêtes. On ne campa à Msila qu'à trois heures de l'après-midi.

Les O. Moqrane étaient alors à Oglet-el-Beida sur les bords du chott Zahrèz; ils avaient fait 80 kilomètres dans la nuit. Là, ils délibèrent sur le parti à prendre.

Plusieurs d'entre eux, estimant la partie irrévocablement perdue, proposaient de se rendre de suite au général Saussier; les autres voulaient gagner la Tunisie, par Tougourt, le Souf, Nefta ou Tozeur. Boumezrag était de ceux-ci; rappelant, après sept mois de lutte sans merci, ce que son frère le bachagha disait au mois d'avril, il déclara qu'il se serait rendu depuis longtemps au général Saussier, vainqueur de la Medjana, si ce vainqueur avait voulu le traiter en belligérant et lui éviter la honte d'être jugé par des colons et par des juifs; mais qu'il préférait tout à un pareil affront; que le général Saussier était au-

---

1. Les dix-sept Ouled-Moqrane étaient : 1° Ahmed-Boumezrag, ex-caïd de l'Ouennougha; 2° Saïd-ben-Boudaoud, ex-caïd du Hodna occidental; 3° Ali-Bouzid, ex-caïd des Beni-Abbès; 4° Ben-Abdallah-ben-el-hadj-Ahmed, ex-caïd des Megueddem; 5° Chérif-ben-Abderrahmane, ex-caïd des Dreate; 6° Dahmane-ben-Gandouz, s. p.; 7° El-hadj-Dahmane-ben-Abderrahmane, ex-caïd des Dreate (démissionnaire); 8° Lakhedar-ben-Abderrahmane, ex-caïd des Beni-Yadel; 9° Mohammed-ben-Kouider, khalifat du bachagha; 10° Si-Sghir-ben-Bourenane, ex-caïd des Madid; 11° Ahmoud-ben-Bourenane, ex-caïd des Mzita; 12° Ahmed-ben-Abdallah, ex-caïd des Ayad; 13° Ahmed-ben-Mahmed-ben-Abdallah, ex-caïd des Ouled-Taïr; 14° Abderrahmane-ben-Gandouz, ex-caïd d'Aïn-Turc; 15° Mohammed-ben-Abdesselem, ex-caïd d'Aïn-Taghrout; 16° Messaoud-ben-Abderrahmane, 17° Ahmed-ben-Chellali.

Les principaux des parents par alliance et des amis politiques étaient :
Ali-ben-Tounsi, ex-caïd des Ouled-Ali-ben-Daoud d'Aumale;
Larbi-ben-Beddar, ex-caïd des Djebaïlia de Bordj-bou-Arreridj;
El-Amri, ex-caïd des Ouled-Sidi-Adjma d'Aumale:
Si-Dahmane-el-Moutri, secrétaire du bachagha;
Si-Abdelaziz-ben-Mohammed, ex-cadi du Sahel-Guebli;
Si-Mohammed-ben-Hamouda, ex-cadi de la Medjana;
Sghir-ben-Adda, brigadier de spahis et quatre spahis déserteurs, etc., etc.

jourd'hui sous les ordres du général Delacroix et qu'il n'y avait rien à espérer de ce dernier, qui avait rejeté les offres de soumission et les prières d'Ahmed-Bey d'une façon hautaine et injurieuse; qu'ils n'avaient donc qu'un seul parti à prendre, gagner la Tunisie. Le plus difficile était de traverser les O. Naïl, ce que Saïd-ben-Boudaoud croyait possible; cela fait, on trouverait aide et assistance à Tougourt auprès de Naceur-ben-Chohra, homme de grande tente, insurgé comme eux; quant aux Arab-Gheraba des Bengana qui couvraient le Sahara de ce côté, ils garderaient une neutralité bienveillante; il en serait de même au Souf, où, avec l'appui de ce soff, ils pourraient braver les partisans d'Ali-Bey qui, en ce moment, n'étaient pas les plus forts.

Cet avis prévalut. Saïd-ben-Boudaoud, qui connaissait admirablement le pays où ils étaient, sut obtenir une dernière fois le concours de quelques familles et de quelques sous-fractions des Ouled-Naïl de Bouçada, qui fournirent des guides aux fugitifs et qui, surtout surent habilement faire échouer les recherches des reconnaissances envoyées de tous les côtés par les chefs militaires de Msila, de Bouçada, de Djelfa, d'Aumale, de Médéa et de Biskra.

Le 11 octobre, la présence des Ouled-Moqrane [1] sur l'Oued-Medjedel [2] était signalée à Djelfa, qui prévenait le soir Bouçada par télégramme et envoyait de suite le bachagha des O. Naïl, Si-Belgacem-ben-Lahreuch, dans la direction de Slim, et quelques mokraznya rallier les Ouled-Aïssa campés au sud du Djebel-bou-Kaïl, pour de là les conduire à Aïn-Rich.

De son côté, le commandant supérieur de Bouçada, dont les goums étaient déjà sortis, monta à cheval dans la nuit, avec 20 cavaliers, 10 spahis et 10 mokhaznya à mulet; en route, il prit le caïd des Ouled-Ferradj et 100 fantassins des Ouled-Naïl. Le 12, à neuf heures du soir, à Aïn-Mgarnez, à 65 kilomètres de Bouçada, il atteignit l'arrière-garde des Ouled-Moqrane, qui eurent deux chevaux tués et deux mulets pris. Mais nos cavaliers étaient hors d'état de continuer cette poursuite, et, si quelques fantassins des Ouled-Naïl, marcheurs indomptables, pouvaient encore fournir une course assez longue, ils étaient trop mal armés et trop peu nombreux pour oser s'attaquer en

1. Il peut être utile de consigner ici les noms de ces derniers partisans des Ouled-Moqrane, éparpillés dans des tribus d'ailleurs hostiles à leurs soff, ce sont : les Ouled-Sidi-el-Aoubi des Ouled-Sidi-Brahim; — les Ouled-ben-Zine, les Zerarda, et les Ouled-Djelloul des Ouled-Khaled de l'Oued-Chaïr; — les Ouled-Bousouifa des Ouled-Aghaïz (Ouled-Ameur); — les O. Nemeur et les Ouled-Zir des Ouled-Amara (Ouled-Aïssa).

2. Rivière qui se jette dans le Zahrez-Chergui à Oglet-el-Beïda.

rase campagne à une troupe nombreuse et bien armée. Le capitaine de Beaumont fut forcé de s'arrêter, et, le lendemain, il rencontra le bach-agha des Ouled-Naïl de Djelfa, qui avait passé la nuit à Oglet-Selim.

Les Ouled-Aïssa ne furent pas plus heureux; leur caïd, avec 10 cavaliers, arriva à Oglet-Trifia, sur l'Oued-Djeddi, le 15 octobre, ayant laissé en arrière tous ses fantassins; les Ouled-Moqrane étaient déjà passés; il ramena un chameau et onze mulets tombés de fatigue et ayant encore intacts leurs chargements d'orge.

Quant aux goums de la colonne Saussier, après être restés vingt-quatre heures en selle et avoir crevé six chevaux, ils rentrèrent au camp sans avoir rien vu, et, s'ils ne réussirent pas dans leur mission, ce ne fut certes pas la faute de Si-Sakri-ben-Boudiaf, l'ennemi personnel de Saïd-ben-Boudaoud et de Boumezrag.

Les O. Moqrane, après avoir échappé à nos goums, avaient encore échappé aux O. Naïl et aux Ouled-Zekri, grâce à la connivence de leurs partisans, qui s'étaient groupés autour d'eux, le 14 octobre, dans le Kef-el-Amar; mais, le 15, comme ils quittaient ce point, ils furent signalés à l'ancien makhzène de Tougourt, campé vers Sidi-Khaled, et réduit à 70 cavaliers. Ceux-ci se mirent à la poursuite des Moqrani, et les atteignirent, le 17, à Oum-el-Adam. Les fugitifs, bien plus nombreux que les mokhaznya, engagèrent le combat de pied ferme, afin de donner à leur convoi le temps de gagner du terrain et de se bien grouper. Quand ils surent ce résultat obtenu, ils partirent au galop, laissant sur le terrain quatre morts et un blessé, que les mokhaznya achevèrent séance tenante. Ceux-ci avaient trois des leurs grièvement blessés, et, en présence des dispositions défensives prises par le gros des Ouled-Moqrane, ils préférèrent à une lutte inégale la capture de 2 chameaux et de 26 chevaux blessés au garrot, abandonnés, peut-être à dessein, par les fugitifs.

Le soir, en arrivant à Dzioua, Boumezrag apprit que la veille, 16 octobre, Boulakhras-Bengana était entré sans coup férir à Tougourt, et que Naceur-ben-Chohra était allé rejoindre Bouchoucha à Ouargla. Les Moqrani se dirigèrent alors vers le sud sans se presser, car ils avaient confiance dans la neutralité bienveillante de Boulakhras-Bengana, leur ancien ami.

En effet, ils ne furent pas inquiétés sur leur route, encore bien que leur présence fût connue à Tougourt, d'où ils reçurent, le 18, un émissaire secret. Cet envoyé avait pour mission de les engager à ne pas aller dans le Souf, où le parti des Bengana n'était plus en mesure de les protéger contre les partisans d'Ali-

Bey. Cet avis décida les Moqrani à aller rejoindre Naceur-ben-Chohra à Ouargla.

A El-Alia, chez les Ouled-Saïah, qui sont du soff Bouokkaz, les fugitifs furent accueillis avec une froideur injurieuse : personne ne leur donna ces marques banales de déférence qui sont la politesse courante des indigènes vis-à-vis des gens de grande famille ; on refusa même de leur vendre de la viande et des dattes.

Le 20 octobre, Bouchoucha, Naceur-ben-Chohra, Zoubir-ould-Sidi-Chikh vinrent en grand apparat au-devant des Moqrani ; ils leur offrirent une somptueuse diffa et leur prodiguèrent les marques de respect et les assurances de dévouement.

Dès lors, Boumezrag, Saïd-ben-Boudaoud et les autres descendants des sultans de la Qalaa ne furent plus que les hôtes de l'aventurier Bouchoucha, dont ils allaient suivre la fortune, en simples comparses, jusqu'en janvier 1872.

---

V

# AHMED-BEY-BEN-CHIKH-MESSAOUD

(13 juillet-29 octobre.)

Situation au sud des Righa (13 juillet). — Ravitaillement de Bou-Arreridj (17 juillet). — Marche et combat de Bou-Arreridj à Oum-el-Adam; attaque de nuit (18 juillet). — Marche et combat d'Oum-el-Adam à Qsarettir (19 juillet). — Départ de Mgaous de la zmala du caïd (16 juillet). — Démarches des O. Illès (20 juillet). — Attaque du camp de Qsarettir (26 juillet). — Première attaque de Mgaous (29 juillet). — Attaque des tentes du poste du Tournant (29 juillet). — Prise de la maison du cadi à Mgaous (30 juillet). — Attaque du bordj de Tabarout; sac des propriétés européennes (30-31 juillet). — La journée des O. Derradj à Mgaous (31 juillet). — Reprise de la maison du cadi (1er août). — Sortie des Beni-Ifrène sur les tentes des assiégeants (5 août). — Intervention inutile d'Ahmed-Bey (5-6 août). — Combat sous Mgaous (7 août). — Premier assaut de Mgaous (9 août). — Démarches des gens du Belezma auprès du marabout du Guergour (9 août). — Miad des O. Sellem à Ahmed-Bey; mise en liberté conditionnelle d'Embarek-ben-Khellaf (10 août). — Ahmed-Bey va rejoindre Boumezrag dans le Djebel-Madid (11 août). — Deuxième assaut de Mgaous (15 août). — Combat à Mgaous (18 août). — La journée des moqaddems (19 août). — La journée du cadi (20 août). — Combat du 21 août. — Dernier jour de combat à Mgaous, dont le siège se change en blocus (22 août). — Engagement de cavalerie à Ras-el-Oued (26 août). — La colonne Saussier au Mesloug (27 août-3 septembre). — Combat du Djebel-Mouassa (5 septembre). Mgaous est débloqué par la colonne (7 septembre). — Soumission des O. Soltane (8 septembre). — La colonne Flogny reçoit la soumission des gens de la Mestaoua (13 septembre). — Évacuation de la Mestaoua (14 septembre). — Razzia et contre-razzia dans les sbakh des Eulma (23 septembre). — La colonne Saussier quitte Batna (23 septembre). — Prise et destruction du village d'El-Aouacheria à Kherbet-Beghich (25 septembre). — Ouvertures de soumission des O. Derradj-Cheraga (25 septembre). — La colonne Saussier arrive à Barika (29 septembre). — La colonne Delacroix arrive à Saint-Arnaud et marche sur le Boutaleb (30 septembre). — Engagement à Qsarettir (6 octobre). — Prise du Djebel-Guedil ou combat d'Adoula (7 octobre). — Marche et combat sur l'Oued-Icherène, dit aussi combat d'Ahras (7 octobre). — Ahmed-Bey demande l'amane (10 octobre). — Engagement sur les crêtes et prise du village de Foum-Hamma (10 octobre). — Combat et razzia au Djebel-Afgane (11 octobre). — Soumission des Mouassa (12 octobre). — Prise des villages d'El-Haddad et de Guenifaï (13 octobre). — Razzia sur les O. Tebbène à Nif-Guedil (15 octobre). — Soumission des O. Tebbène (16 octobre). — Fuite d'Illès-

ben-Bouzid et de Mohammed-ben-Adda vers Négrine (17-18 octobre). — Combat et razzia sur les O. Chelieh à l'Oued-Hamla (17 octobre). — Ahmed-Bey et Braham-ben-Illès se constituent prisonniers (21 octobre). — Licenciement des goums des Abdelnour et des Eulma (23 octobre). — Reconstitution du cercle militaire de Bordj-bou-Arreridj (24 octobre). — Razzia entre Sidi-Embarek et les montagnes du Guergour (28 octobre). — Arrivée à Msila de la colonne Delacroix; licenciement de la colonne Saussier (29 octobre). — Ordre du jour du général.

Depuis son échec du 3 juillet [1], où il avait été battu par le colonel Bonvalet et où il avait vu brûler par nos troupes son bordj patrimonial, Ahmed-Bey n'avait tenté aucune attaque du côté de Sétif.

Il continuait à montrer peu de zèle pour la cause de l'insurrection, et, lors de la soumission de Chikh-el-Haddad, il aurait mis volontiers sa personne et ses goums à notre disposition, si on avait voulu lui accorder l'amane qu'il sollicitait, en faisant valoir qu'il n'avait jusqu'alors rien tenté contre les établissements des Européens, restés sans protection, aux Ouled-Ali-ben-Sabor et aux O. Sellem [2] de l'annexe de Barika.

Ce fait d'établissements européens encore intacts, dans une plaine où Ahmed-Bey pouvait agir librement, était un fait assez remarquable pour mériter l'attention de l'autorité supérieure; mais, au 13 juillet, il n'y avait plus de direction politique à Constantine, où le général Delacroix venait d'être nommé en remplacement du général Augeraud, et, à cette époque, ni l'opinion publique ni le gouverneur général n'auraient voulu entendre parler de négociations avec les indigènes. Le général Augeraud, qui, par des moyens politiques, avait retardé de plusieurs mois l'insurrection, partait, méconnu et mal apprécié; le général Lallemand, qui avait pensé utiliser les memes moyens pour épargner le sang de ses soldats et les finances de la France, s'était vu, malgré sa haute situation et ses succès militaires, poliment éconduit par l'amiral, et il allait bientôt être appelé à d'autres fonctions, alors que sa grande expérience des indigènes aurait été si utile au gouverneur et à l'Algérie [3].

A Batna, d'où relevait l'annexe de Barika, et où on n'avait pas à

1. Voir livre III, chapitre VI, page 462.

2. Les Ouled-Sellem, depuis le 1er avril 1868, étaient divisés en quatre sections, portant officiellement les noms de : Beïda-Bordj, Mcil, Talkrente, El-Rhabat. — Avant ils étaient divisés en treize chikhats, correspondant aux principales fractions traditionnelles.

3. Voir livre IV, chapitre III, la note de la page 559.

s'occuper d'Ahmed-Bey, qui dépendait de Sétif, on avait dû se borner à rendre compte que le chikh de Beïda-Bordj, Embarek-ben-Khellaf, la personnalité la plus influente des O. Sellem, maintenait toujours sa tribu dans le devoir et protégeait les établissements européens contre les déprédations des bandes armées sillonnant le pays. Ce brave et modeste serviteur, qui n'était pas en situation de lever un goum et de tenir tête à main armée à Mohammed-ben-Adda ou à Ahmed-Bey, eut plusieurs fois avec eux des relations ou des pourparlers qui contribuèrent à la sécurité des colons, — mais qui furent incriminés et qui entraînèrent plus tard sa comparution en cour d'assises, où, d'ailleurs, il fut acquitté haut la main.

Au 11 juillet, au milieu des Righa, O. Sahnoun, Sahari, O. Soltan et O. Fatma, insurgés ou insoumis, l'action française était encore reconnue sur quatre points :

1° A Segana, où un goum de 500 cavaliers des Lakhdar-Halfaouïa, sous les ordres de Messaoud-ben-Neib, protégeait et maintenait un millier de tentes de cette tribu ;

2° Au bordj de Tabarout, où était le chikh Embarek-ben-Khellaf, ayant près de lui, retranchés dans la montagne, les sagas des Ouled-Sellem et celles des O. Ali-ben-Sabor ;

3° A Barika, où le chikh Mihoud-ben-Sghir, de la fraction des O. Amar [1], gardait la maison de commandement, mauvais bordj en toubes, ne contenant plus que les mobiliers du caïd Si-Smaïl-ben-Meserli-Ali et du chef d'annexe, réfugiés à Batna. Près du bordj étaient groupées quelques tentes fidèles du Hodna, notamment celles des Ouled-Amor du chikh Bibi-ben-Mohammed ;

4° A Mgaous, petite ville berbère bien fermée, appartenant à la tribu des Beni-Ifrène, dont le chikh Abdallah-ben-Ounès, aidé de quelques mokhaznya du caïd des O. Soltane, et de la petite fraction des Ouled-Louifi, se disposait à résister aux rebelles, et avait réuni près de lui 315 chefs de famille.

Déjà même ils avaient, le 4 juillet, repoussé à coups de fusil des bandes venues pour briser la turbine du moulin du caïd et enlever sa zmala.

Les femmes et les enfants étaient rentrés en ville ; mais, très inquiets et mal installés, ils prirent le parti de se réfugier à Batna. Le 16 juil-

---

1. Les Ouled-Amar sont une fraction de la *tribu* des Ouled-Sahnoun ; il ne faut pas les confondre avec les Ouled-Amor, *tribu* du même caïdat. Voir la note de la page 157.

let, le chikh de Segana, Messaoud-ben-Ncib, vint les prendre à la tête d'un goum de 250 cavaliers. Avec la zmala, bon nombre de femmes et d'enfants des Ouled-Louifi partirent pour rentrer à Segana pendant que la zmala continua sa route jusqu'à Batna, protégée par un goum envoyé de cette ville avec le caïd Si-Mahmoud-ben-Bachtarzi.

Dans le nord des Righa, Mohammed-ben-Adda, devenu le chef actif et populaire des insurgés du Boutaleb, continuait à battre la plaine sans cependant s'attaquer aux avant-postes qui couvraient la banlieue de Sétif au sud et à l'ouest.

Le 17 juillet, le colonel Bonvalet avait pu, sans avoir de combat à livrer, conduire un ravitaillement à Bordj-bou-Arreridj, dont le fort était entouré d'insurgés qui évitaient de s'approcher à portée de fusil.

Le colonel repartit le lendemain 18, à quatre heures du soir, par la route du sud qui passe à Lanasseur et qui reste en plaine. Il ramenait avec lui le commandant Ducheyron et des mobiles qu'il avait remplacés par 330 hommes du 7e provisoire.

Les rebelles pensèrent-ils avoir plus facilement raison de ces mobiles que des troupes de ligne, ou bien était-ce parce que depuis la veille ils avaient eu le temps de se grouper; toujours est-il qu'à quinze ou dix-huit cents mètres de la ville, la colonne était entourée de cavaliers qui vinrent tirailler sur son arrière-garde. Quelques muletiers retardataires furent même coupés de cette arrière-garde et rentrèrent au fort. On dut faire le coup de feu tout le long de la route, et, le soir, quand le camp fut à Oum-el-Adam, un peu au nord de Lanasseur, ses grand'gardes durent rester sur pied toute la nuit. Des deux côtés on brûla beaucoup de poudre, mais nous n'eûmes personne de blessé.

Le 19, dès le lever du soleil, des goums bien plus nombreux que la veille harcelèrent la colonne sur ses quatre faces à la fois, sans jamais s'engager à fond et en combattant à la façon numide. Pour avancer, l'avant-garde devait à chaque instant prendre des positions pendant que l'arrière-garde faisait des feux de salve face en arrière et que la cavalerie multipliait ses charges latérales. Les chassepots tinrent facilement l'ennemi à distance, mais ce ne fut pas sans perte de temps ni sans fatigue.

A Ras-el-Oued, où le colonel aurait voulu camper, la masse des rebelles était telle qu'il était bien évident qu'il aurait fallu continuer le combat le reste de la journée et toute la nuit; dans ces conditions, mieux valait se battre en marchant et aller coucher à Qsarettir, où on

trouverait des troupes fraîches et les contingents amis de Sghir-bel-Laroussi. On ne s'arrêta donc que pendant deux heures et on continua la route de la même façon que le matin; mais, le pays devenant plus plat, les chassepots firent plus d'effet, et l'ennemi cessa bientôt son escorte incommode.

On arriva, à sept heures du soir, à Qsarettir, sans un blessé, alors que l'ennemi avait eu plusieurs tués. Mais les mobiles étaient exténués, beaucoup entrèrent à l'ambulance, et l'un d'eux mourut dans la nuit.

Ces deux jours de combats étaient le fait de Mohammed-ben-Adda et de Mohammed-ben-Abdallah, des Ayad; Ahmed-Bey n'y était pour rien, car il était resté au sud des Righa, près de son bordj.

Les 20 et 21 juillet, au camp de Qsarettir, le colonel Bonvalet reçut la visite de trois membres de la famile des Illès, Zerroug-ben-Henni, Ahmed-ben-El-Hadj et Salah-ben-Ahmed-ben-Illès. Ce dernier, qui était sous mandat d'amener, consentit, malgré le sauf-conduit qu'il avait demandé pour venir au camp, à se constituer prisonnier, et Ahmed-ben-el-Hadj resta comme otage. Zerroug-ben-Illès, le plus franc et le plus sympathique des trois, repartit pour engager ses parents à se rendre à merci; démarche inutile, car, malgré toutes les explications du colonel Bonvalet, il n'avait pu comprendre l'arrestation de son cousin Salah-ben-Illès, contre lequel il n'y avait rien de sérieux, — et qui du reste fut plus tard acquitté en cour d'assises.

Salah fut conduit à Sétif et remis au procureur de la République; immédiatement les Ben-Adda proclamèrent que les Ben-Illès, venus au camp français en parlementaires, avaient été arrêtés, et que l'un d'eux avait été livré à la justice des « juifs et des mercantis... qu'on ne devait plus se fier aux Français... etc. »

Le résultat de ces excitations fut, dans la nuit du 25 au 26 juillet, vers une heure du matin, une attaque contre le camp de Qsarettir, dont on avait vu partir, le 23, le colonel et les mobiles, et, le 24, deux escadrons rentrés à Sétif. Le colonel Marié commandait le camp; il repoussa l'attaque sans avoir de blessé, tandis que l'ennemi eut plusieurs tués.

Il faut sans doute aussi mettre sur le compte des excitations de Mohammed-ben-Adda la démonstration faite dans la journée du 25 juillet contre le bordj de Barika par les contingents insurgés des Ouled-Sahnoun, qui signifièrent au chikh Mihoub-ben-Sghir d'avoir à quitter ce bordj et de cesser ses relations avec les Francais s'il ne voulait pas être razzé. Le chikh fut contraint de partir et d'aller camper au milieu des rebelles et sous leur étroite surveillance. A sa place, les Ouled-

Bouabderrahmane et les O. Sahnoun installèrent un vieux marabout, Mohammed-ben-Boucetta, mystique exalté, et, pour cette raison, très vénéré, mais au fond inoffensif et très bon. Il protégea le bordj peut-être mieux encore que son prédécesseur, et fit respecter tout ce qu'il contenait : le mobilier de l'officier chef de poste, aussi bien que celui du caïd Si-Smaïl-ben-Mserli-Ali.

Quant à Ahmed-Bey, il restait inactif et indécis; ce rôle d'insurgé lui pesait; il aurait voulu combattre dans nos rangs, ne fût-ce que pour se venger de son ennemi Ben-Adda. Mais l'accueil fait aux Ouled-Illès par le colonel Bonvalet, qui personnellement avait toujours été bienveillant pour les indigènes, lui montrait que, malgré les victoires des généraux Lallemand, Saussier et Cérez, il n'y avait pas encore de clémence à attendre de l'autorité supérieure, et que, par suite, il n'y avait nul profit à se soumettre.

En ce moment il était sollicité par Boumezrag, qui réclamait son concours et ses contingents pour prolonger sa lutte désespérée, et par les Ouled-Soltane, qui lui demandaient aide et assistance contre les Beni-Ifrène, qui, réfugiés dans Mgaous[1], ne voulaient pas faire cause commune avec les rebelles. Pour gagner du temps, il promit des deux côtés, mais il ne bougea pas.

Cette promesse suffisait aux O. Soltane pour n'avoir rien à redouter des populations du Boutaleb, dont quelques-unes, comme le Ahl-Mouassa, leur fournirent des auxiliaires énergiques. Ils avaient déjà avec eux tout le Belezma et une partie des O. Derradj-Cheraga, et ils comptaient bien avec ces nombreux contingents avoir raison des Beni-Ifrène.

Dans la nuit du 28 au 29, les O. Soltane réunirent leurs amis, et, au point du jour, des masses considérables entouraient les tentes des Beni-Ifrène et des O. El-Louifi[2], campés sous les murs de Mgaous. Mais ceux-ci, prévenus, se gardaient bien : ils accueillirent leurs agresseurs par une fusillade bien dirigée et ils les forcèrent à se reti-

---

1. Mgaous avait, en 1841, donné asile pendant quelque temps au bey Ahmed, qui y perdit sa mère El-hadja-Requia-bent-Bengana, enterrée dans cette ville.

2. Toutes les tribus de la confédération des O. Soltane sont berbères et de même origine que celle du reste du Belezma. Mais les O. Soltane sont des Haouara et les Beni-Ifrène des Zenata. Quant aux O. Louifi, ce sont des Lakhedar-Halfaouïa du douar Segana que des convenances topographiques et administratives ont fait rattacher (par décret du 25 septembre 1869) au caïdat des Ouled-Soltane. Ils comprenaient en 1871, 70 familles, et les Beni-Ifrène 245. Les noms de ces 315 chefs de famille sont au *Mobacher* du 11 septembre 1875, où est publié l'arrêté du 31 juillet qui les a déclarés exempts du séquestre apposé sur les autres Ouled Soltane.

rer en emportant 12 morts et plusieurs blessés. Le combat avait été très vif et les défenseurs de Mgaous avaient cinq hommes tués, parmi lesquels le fils du chikh Abdallah-ben-Lounis; sept autres étaient grièvement blessés.

Ce même jour, 29 juillet, d'autres groupes du Belezma, obéissant aux excitations de Mohammed-ben-Adda, étaient venus, à une heure du matin, attaquer les tentes de gardes placées par nous au lieu dit Le Tournant, à 20 kilomètres de Batna. Ces tentes, qui appartenaient aux Haracta-Djerma et aux Haracta-El-Mader, eurent 15 tués et 4 blessés, dont un spahi en tournée de service. Elles perdirent le peu qui leur restait de troupeaux; quelques-unes furent enlevées, et leurs malheureux propriétaires, désespérés, vinrent à Batna exposer leurs doléances et supplier qu'on les dispensât de cette garde qui les mettait à la merci d'un ennemi plus nombreux et plus fort qu'eux. On les envoya dans le Bouarif.

Ils n'avaient pas été les seuls razzés; les Ouled-Mahenna, groupe arabe des Ouled-Bouaoun, avaient eu aussi leurs troupeaux enlevés et quelques hommes tués. Jusqu'alors ils étaient restés dans le devoir, mais, à la suite de l'affaire du Tournant, ils firent savoir qu'ils se mettaient du côté des insurgés, non pour nous combattre, mais afin de se faire rendre leurs troupeaux et de donner à leurs familles la sécurité que nous étions impuissants à leur assurer.

Alors, pour remplacer ces groupes de tentes soumises qui, s'échelonnant sur la route, maintenaient la sécurité de Batna à Aïn-Yacoute, on envoya de petits détachements de tirailleurs qui se retranchèrent dans des maisons européennes : au Tournant, à Aïn-el-Qsar, Aïn-Fesdis, El-Mader. Ces maisons se reliaient entre elles et avec Batna par des signaux sémaphoriques; mais ce système était loin de valoir le précédent.

A Mgaous, les Ouled-Soltane et leurs alliés n'entendaient pas rester sur leur échec : le 30, ils recommencèrent l'attaque et concentrèrent leurs efforts sur la maison du cadi Si-Ahmed-ben-Mahfoud, située à 200 mètres de l'enceinte de la ville; ils finirent par s'en emparer, non sans éprouver des pertes sensibles, et, s'y étant retranchés, ils pratiquèrent des créneaux et se servirent de la terrasse pour diriger des feux plongeants dans l'intérieur de la ville. Ils reçurent ce jour-là l'appoint d'un certain nombre de cavaliers des Righa, qui leur dirent qu'Ahmed-Bey marchait sur la ville avec ses contingents.

La nouvelle n'était pas exacte ; Ahmed-Bey était bien en route avec 200 cavaliers, mais son objectif n'était pas Mgaous ; ce qu'il voulait,

c'était forcer les Ouled-Sellem et les Ouled-Ali-ben-Sabor à lui fournir des contingents : il tenait beaucoup à les avoir avec lui, car les indigènes de ces deux tribus connaissaient bien la montagne du Bou-taleb, et, s'ils n'étaient pas insurgés, ils pouvaient fournir des guides et des sagas utiles à une colonne opérant contre lui dans ce massif. Ahmed-Bey s'était adressé en vain à Embarek-ben-Khellaf ; n'ayant pu réussir, il s'était décidé à compromettre ces tribus en détruisant les établissements français situés sur leur territoire.

Douze colons restés dans le pays venaient alors chaque soir coucher chez l'un d'eux, propriétaire du bordj Tabarout, bordj que sa bonne construction rendait défendable. Le chikh Embarek-ben-Khellaf avait mis à l'intérieur quelques gardiens indigènes, et il y passait lui-même à peu près toutes les nuits.

Dans celle du 30 au 31 juillet, un homme des Righa, Taïeb-ben-El-Haïcha, l'appela du dehors, lui disant qu'il avait des choses graves à lui apprendre.

Le chikh, connaissant cet homme et le croyant seul, sortit sans méfiance ; on se rua sur lui et on le conduisit à Ahmed-Bey, qui était à quelques mètres de là avec ses 200 cavaliers.

Aussitôt le chikh prisonnier, l'attaque du bordj commença ; mais la construction était solide et les colons bien armés. Aidés des gardiens indigènes ils avaient déjà tué douze des rebelles et en avaient blessé treize autres quand le chikh de Meil, Ahmed-ben-Khellaf, entendant la fusillade, arriva au secours des assiégés avec des contingents.

Cette intervention surprit les rebelles, qui s'éloignèrent. Les douze colons, estimant qu'ils n'avaient pas intérêt à s'enfermer dans le bordj de Tabarout, qui manquait d'eau, acceptèrent de sortir sous la protection d'Ahmed-ben-Khellaf, qui s'offrait à les conduire dans la montagne, où il répondait d'eux.

A peine étaient-ils partis que, sans chercher à les poursuivre, les goums d'Ahmed-Bey se ruaient sur le bordj, le pillaient et l'incendiaient. Pendant deux jours ils saccagèrent tous les établissements européens abandonnés autour de Tabarout et de Bordj-el-Beïda. Grâce à ces déprédations, Ahmed-Bey retrouvait sa popularité et son influence sur les Righa que sa conduite circonspecte avait éloignés de lui, et en même temps il compromettait les Ouled-Sellem, qu'il laissait désorganisés et sans chef.

Ahmed-ben-Khellaf était en effet un jeune homme n'ayant pas la situation et l'autorité de son frère ; il ne semblait pas à Ahmed-Bey

en état de conduire les O. Sellem. Il sut cependant, en ces circonstances délicates, agir avec tact et habileté ; il fit prévenir le caïd des Eulma, Ahmed-ben-Slimane, de la situation précaire des colons, et ce caïd, avec un goum nombreux de sa tribu, des Ameur-Dahra et des Abdelnour, vint chercher les douze colons qui, sous cette protection, gagnèrent sans encombre Saint-Arnaud.

Dans cette même journée du 31 juillet, 600 fantassins et 300 cavaliers des Ouled-Derradj vinrent renforcer les assiégeants de Mgaous. On se battit du matin au soir, et les Beni-Ifrène eurent un homme tué et un blessé ; mais ils virent charger 13 morts ou blessés sur les chameaux que les Ouled-Derradj avaient amenés pour emporter le butin lors du sac de la ville. A la nuit, les assiégés purent faire partir pour Batna un émissaire porteur d'une lettre demandant des secours.

Le 1er août, dès le lever du soleil, le combat recommençait sous les murs de la ville ; les Beni-Ifrène, ayant à leur tête leur chikh Abdallah-bel-Lounis, firent une sortie et enlevèrent la maison du cadi, Cette journée leur coûta six morts et douze blessés ; mais l'ennemi avait perdu une position importante et il avait eu trente hommes hors de combat.

Les quatre premières attaques de Mgaous avaient été autant d'échecs pour les assiégeants ; découragés, ils décidèrent de changer le siège en blocus. Les Ouled-Soltane, Aïdouca, O. Fathma, O. Derradj et Mouassa établirent leurs tentes autour de la ville de façon à former un cercle complet, hors de portée de fusil.

Ce premier blocus dura quatre jours sans incident ; mais, le 5 août, les Beni-Ifrène, en une rapide et vigoureuse sortie, culbutent les tentes, se chargent de butin et d'animaux, et rentrent en ville avant que l'ennemi, revenu de sa surprise, ait le temps de se grouper et de riposter efficacement à ce hardi coup de main.

Les assiégeants vont alors prier Ahmed-Bey d'intervenir, et, en même temps, ils offrent aux Beni-Ifnène et aux Ouled-Louifi de respecter leurs personnes et leurs biens, s'ils s'engagent, par serment, à donner des gages à l'insurrection et à combattre, à leur choix, contre Sétif, Batna ou Msila.

Ahmed-Bey appuie cette négociation, et il se porte garant de la sécurité des familles de ceux qui quitteront Mgaous pour marcher contre les colonnes ou contre les villes françaises. Il échoue, et, le 7 août, la lutte recommence ; les Beni-Ifrène ont un homme tué ; les rebelles sept blessés, dont un succombe dans la journée.

Le 9, les assiégeants essayent encore d'escalader les murailles ; ils ne réussissent qu'à se faire tuer du monde. Furieux, ils saccagent et incendient tout ce qui est autour de Mgaous : jardins, gourbis et meules.

Puis ils reforment leur cercle de tentes, mais, cette fois, ils organisent des patrouilles pour éviter les surprises. Pendant six jours le blocus est maintenu sans combat. Les O. Soltane et les gens du Belezma attribuent leur insuccès à l'insuffisance de leurs chefs, Slimane-ben-Drouaï, simple paysan, et Ben-Rahmoun, homme taré ; tous deux sans prestige comme sans capacité.

Ils font alors des ouvertures comminatoires à Si-Taïeb-ben-si-Mohammed-Salah, marabout du Guergour[1], dont le père est interné en France depuis 1864. Mais Si-Taïeb, qui, par amour filial, n'a pas cessé un instant de tenir une conduite des plus correctes, arrive à Batna nous prévenir, et nous demande de rester en ville pour éviter toute équivoque.

Le 10 août, les Ouled-Sellem et les Ouled-Ali-ben-Sabor, éprouvant aussi le besoin d'être bien commandés, envoient un miad, ou députation, à Ahmed-Bey, pour obtenir la mise en liberté de leur chikh Embarek-ben-Khellaf. Ils s'engagent, si une colonne française ne se présente pas dans un délai de dix jours, à se joindre à lui et aux Ouled-Soltane. « Ce délai, disent les envoyés, est nécessaire pour mettre en sûreté leurs troupeaux qui sont du côté des Eulmas et des Ouled-Abdelnour, car, jusqu'alors, personne chez eux n'avait pensé qu'il pourrait un jour être de leur intérêt de combattre les Français. »

Malgré les réticences de ces délégués, qui n'avaient pas l'air d'être des partisans bien convaincus de l'insurrection, Ahmed-Bey, fort embarrassé de son prisonnier, consentit à le laisser partir lorsqu'il eut ratifié les promesses conditionnelles des délégués. Embarek-ben-Khellaf, aussitôt arrivé dans sa tribu, organisa ses montagnards, et les retrancha dans les endroits les plus difficiles de la montagne ; là, il pouvait attendre et braver les cavaliers d'Ahmed-Bey. Celui-ci, du reste, vers cette époque, allait rejoindre Boumezrag dans les Madid, et la prévision de ce départ avait été une des causes déterminantes de la mise en liberté d'Embarek-ben-Khellaf.

Pendant cette absence d'Ahmed-Bey, les O. Soltane et les O. Fatma continuèrent leurs attaques infructueuses contre Mgaous.

Le 15 août, ils essayent un deuxième assaut général qui est encore

---

1. Près Batna.

repoussé et dans lequel ils ont plusieurs morts ou blessés, alors que les assiégés n'ont qu'un seul homme tué.

Le 18, nouveaux efforts des assiégeants, nouvel échec pour eux; mais les Beni-Ifrène ont sept des leurs blessés.

Évidemment ces échecs tiennent à ce que les Qbaïls du Belezma sont de tièdes musulmans, qui oublient que « la victoire vient de Dieu ». Les moqaddems Ahmed-ben-Abdallah, des O. Fatma, et Seddikh-ben-Quebaïli, interné des Braktia[1], le leur rappellent, et, le 19 au matin, après la prière du Fedjeur faite en commun, ils marchent à la tête des combattants en psalmodiant à haute voix les versets les plus efficaces du Coran et les hymnes sacrés les plus entraînants.

Les défenseurs de Mgaous ne s'émeuvent pas de ces chants; ils repoussent à coups de fusil les chanteurs et les combattants qui, quatre fois dans la journée, aux heures des prières canoniques, renouvellent inutilement leurs attaques et leurs manifestations religieuses.

Cependant, il est à remarquer qu'en cette « journée des moqaddems » dont le souvenir est resté bien vivace dans le pays, on ne dit pas qu'il y ait eu des morts ou des blessés chez les assiégeants. Les deux moqaddems se sont bien exposés aux balles des Beni-Ifrène, mais ceux-ci n'ont pas osé tirer sur des religieux qui tenaient dans leurs mains des Corans et des livres sacrés; leur résistance a été plus passive qu'active.

Le cadi Si-Ahmed-ben-Mahfoud et quelques tolbas, familiers de la mahakma ou de la mosquée, veulent se montrer aussi braves que les chefs des khouans; ils organisent, le 20, au point du jour, une sortie que commande le cadi. Leur audace fait l'admiration des Beni-Ifrène montés sur les remparts et sur les terrasses; mais, plus braves qu'habiles, ils sont bientôt enveloppés par les assiégeants et placés dans une position fort critique. Le bachadel Si-Achour-ben-Mohammed et le khodja du caïd sortent pour les dégager avec quelques hommes déterminés. Ils réussissent, mais un serviteur du caïd tombe blessé entre les mains des assiégeants, qui le mutilent et le brûlent alors qu'il respire encore. Pendant que cette scène de sauvagerie se passe sous les yeux des assiégés, un autre groupe de rebelles reprend par surprise la maison du cadi et s'y installe de nouveau.

Le 21 août, le combat reprend dès le matin et dure jusqu'au soir. Il continue le 22 au matin jusqu'à midi; mais, découragés de leurs

---

1. Braktia, fraction de la tribu des O. Adi, confédération des Ouled-Derradj-Gheraba.

insuccès, les assiégeants cessent le feu et reprennent le blocus sans plus rien essayer contre la ville.

Pendant ce temps, Ahmed-Bey avait fait une courte apparition aux O. Sellem, après l'échec subi, le 19, par Boumezrag, chez les Madid[1], au Djebel-Ouled-Yahia; il était venu réclamer l'exécution de la promesse qui lui avait été faite lors de la mise en liberté du chikh Embarek-ben-Khellaf. Mais les O. Sellem lui avaient refusé tout concours et s'étaient mis en état de défense. Ahmed-Bey n'avait pas eu le temps de les combattre; il était reparti de suite rejoindre Boumezrag avec ce qu'il avait pu recruter de contingents, mais non sans marquer sa route par l'incendie des meules et des maisons appartenant aux gens restés fidèles à la France.

Il s'était fait battre avec Boumezrag à Bordj-Redir, le 23 août, et avait, avec lui, fait encore une fois des offres de soumission qui n'avaient pas été acceptées[2].

Le 24, il avait quitté les Ouled-Moqrane, allant vers Msila, et était rentré dans le Boutaleb attendre les événements. Il se borna, à partir de ce jour, à faire surveiller la plaine, au nord et à l'est de ce massif, sans plus agir personnellement.

Le 25 août, quand la colonne Saussier quitta le camp de Belimoure, des cavaliers des Righa harcelèrent le flanc droit de la colonne; mais ils n'eurent d'engagement sérieux que le 26, près de Ras-el-Oued, où, à la suite d'une attaque sur les avant-postes, le général lança contre eux sa cavalerie, et leur tua quelques hommes.

Le 27, la colonne Saussier arrivait au Mesloug sans être inquiétée. Elle y resta cinq jours pour évacuer sur Sétif les blessés, les malades, les otages, et les prises qui encombraient le convoi, ainsi que pour recevoir des approvisionnements en vivres et munitions. Quelques compagnies du 3e zouaves et le 5e escadron de chasseurs d'Afrique, sous les ordres du commandant Robert d'Orléans (duc de Chartres), vinrent combler les vides faits dans la colonne. Celle-ci reprit sa route dans la direction de Mgaous, le 3 septembre, jour où elle bivouaqua à Aïn-Melloul.

Le 4, elle campait à Aïn-Azem, après une longue marche de 32 kilomètres, pendant laquelle la cavalerie eut encore à tirailler sur le flanc droit que les coureurs ennemis cherchaient à inquiéter. Le 5, on

---

1. Voir page 375.
2. Voir page 376.

fit séjour, et nos cavaliers allèrent donner la chasse aux goums ennemis. Ceux-ci, combattant toujours à la manière numide, entraînèrent nos escadrons dans le Djebel-Mouassa où les attendaient des groupes de fantassins solidement retranchés sur des positions inaccessibles aux chevaux. Deux bataillons d'infanterie, envoyés comme soutien, escaladèrent ces positions, et, poussant en avant avec les éclaireurs, ils tombèrent sur des campements qu'ils enlevèrent. Ils rentrèrent au camp avec plusieurs troupeaux.

Nous n'avions eu que quelques blessés et des chevaux tués.

Ce combat du Djebel-Mouassa fut le dernier livré par la colonne Saussier aux contingents d'Ahmed-Bey.

Le lendemain, le général campait à Ras-el-Aïoun, à 20 kilomètres de Mgaous, et les Ouled-Soltane levaient précipitamment le blocus de la ville pour se réfugier dans la montagne.

Le 7 septembre, la colonne arrivait en vue de Mgaous où l'attendait une véritable ovation. Les habitants de cette vaillante bourgade, conduits par le chikh, le cadi et les notables, étaient venus en masse au-devant du général Saussier. Un drapeau tricolore, de fabrication indigène, flottait fièrement au minaret de la mosquée, et les terrasses étaient couvertes de femmes poussant de joyeux « youyou ».

Le général Saussier fit placer des gardes d'honneur aux portes de la ville, et un médecin militaire fut chargé de soigner les blessés des Beni-Ifrène : ils étaient en ce moment au nombre de 30.

L'arrivée de « la colonne victorieuse » à Mgaous amena un calme général dans tout le Belezma, dont les habitants les plus compromis se réfugièrent dans la Mestaoua.

Le 8, quinze des dix-sept chioukh des O. Soltane insurgés venaient faire leur soumission, au grand désespoir des gens de Mgaous, qui avaient offert leur concours pour aller vider les silos et enlever les troupeaux de leurs ennemis.

Le 10, l'effet produit par la présence de la colonne était tel que le chef du bureau arabe de Batna quittait cette ville avec les caïds Si-Smaïl-ben-Meserli-Ali et Si-Mahmoud-ben-Bachtarzi, n'ayant à eux trois que 6 cavaliers d'escorte, et ils arrivaient à quatre heures du soir sans avoir été inquiétés. (Ils avaient, il est vrai, pris la route de Segana, et non la route directe.)

Le 11, le général partait de Mgaous, se dirigeant à travers le Belezma vers la Mestaoua qu'il voulait investir et réduire par la famine, sans essayer une attaque de vive force. Le chef du bureau arabe de Batna lui avait apporté la liste nominative de tous les assassins, ban-

dits de profession, meneurs et autres réfugiés dont il importait de s'emparer.

Dans ce but, le général Saussier avait envoyé l'ordre formel au colonel Flogny, qui devait arriver le 14 à Batna, d'aller, par une marche de nuit, prendre position, le 15 au point du jour, devant l'unique issue de la Mestaoua ; et, là, d'attendre son arrivée, qui aurait lieu dans la matinée.

Le colonel Flogny, qui venait d'être nommé au commandement de la subdivision de Batna, reçut cet ordre le 13 septembre, à 25 kilomètres environ avant d'arriver dans cette ville. Ignorant quels étaient les individus réfugiés dans la Mestaoua, il ne comprit pas la portée de l'ordre du général, et, comme il n'était qu'à quelques kilomètres de cet oppidum, il jugea inutile d'aller à Batna pour en revenir par une marche de nuit, et se jeta, en plein jour, sur la droite, dans la direction des rebelles.

Ceux-ci, qui savaient la colonne Saussier à Aïn-el-Foul depuis la veille, comprirent qu'ils allaient être bloqués, et ils envoyèrent au colonel une députation chargée d'offrir leur soumission. Mais, pendant que ces délégués engageaient des pourparlers, Slimane-ben-Drouaï, Ben-Rahmoun, El-Khomati, Ben-Bahloul[1], ainsi que les principaux assassins des scieries Sallerin et Prudhomme, quittaient la Mestaoua et trouvaient, chacun de leur côté, des refuges d'où, plus tard, ils devaient gagner, sans être inquiétés, l'Aorès méridional ou la Tunisie.

Le colonel Flogny imposa aux délégués, comme première condition de la soumission offerte, l'évacuation, dans les vingt-quatre heures, de la Mestaoua, évacuation qui se ferait sous le contrôle d'un officier prenant note des fractions et des gens qui s'y trouvaient. Chaque fraction aurait en outre à fournir un nombre d'otages proportionné à son importance numérique. Les délégués déclarèrent que le colonel serait obéi.

En effet, le 14 au matin, le capitaine Villot, chef du bureau arabe de Constantine, qui accompagnait le colonel comme chef d'état-major, et le caïd des O. Bou-Aoun, arrivé de Batna dans la nuit, montaient avec quelques spahis sur la Mestaoua et faisaient procéder à une éva-

---

1. Sur ces quatre individus, voir le chapitre x du livre II : Batna, et le chapitre vii du livre III : Les Bandes de la Mestaoua. — Ben-Bahloul se retira en Tunisie; El-Khomati dans le Djebel-Chechar, où il fut tué dans les conditions indiquées déjà à la note de la page 316 ; Slimane-ben-Drouaï disparut et on n'en entendit plus parler.

cuation régulière et contrôlée de toute la forteresse, sur laquelle il ne resta ni un seul rebelle, ni un seul troupeau.

C'était certes beaucoup d'avoir, sans coup férir, obtenu l'abandon de ce refuge de bandits et la rentrée des insurgés sur leur territoire; mais ce n'était pas assez. Etant donné l'échec du colonel Adeler, le 21 mai; étant donnés surtout les crimes commis par les chefs locaux du Belezma contre les Européens, et la façon dont ils avaient jeté dans l'insurrection des populations paisibles, il eût été politique et juste de faire plus. Il fallait se faire livrer les meneurs, les bandits et les assassins, en passer quelques-uns par les armes sur les lieux mêmes de leurs crimes, ou tout au moins les arrêter et les ramener captifs à Batna, pour les livrer ensuite aux tribunaux.

C'était là ce qu'avait voulu faire le général Saussier quand il avait prescrit au colonel Flogny de revenir de Batna, par une marche de nuit, surprendre et fermer l'issue de la Mestaoua, alors que la forteresse contenait encore les principaux meneurs. La fausse manœuvre du colonel[1] avait fait échouer ce plan, et lorsque, le 15 septembre, le général vint camper à Ras-el-Ma, entre les ruines de la scierie Prudhomme et la Mestaoua, sa présence sur ce point n'était plus nécessaire. Il y reçut cependant la soumission des Ouled-Chelieh, des Aïdouça et des O. Mehenna; mais ces tribus se disposaient à faire leur démarche à Aïn-el-Foul, où, le 12 et le 13, étaient déjà allés les O. Fatma.

Au surplus ces soumissions n'avaient pas grande portée : ces tribus nous versèrent des armes et de l'argent; elles nous donnèrent comme otages des notables ou des braves gens contre lesquels nous n'avions aucun grief, et elles nous déclarèrent, ce qui était vrai, qu'elles étaient hors d'état de nous livrer les meneurs et les bandits qui avaient quitté le pays. Ce ne fut en effet que plus tard que nos agents purent, sur leurs indications, rattraper quelques-uns des individus directement compromis dans les massacres ou dans les faits insurrectionnels.

Le 17 septembre, le général Saussier, laissant le colonel Flogny à la Mestaoua, allait camper à Djerma, pour arriver le 18 à Batna, où sa colonne devait se ravitailler.

En ce moment, il ne restait plus d'insurgés que dans les massifs du

---

1. La fausse manœuvre du colonel Flogny à la Mestaoua amena contre lui, dans la presse algérienne, un débordement d'injures et de sarcasmes que ne méritait certes pas cet honorable officier. L'*Indépendant* publia une complainte qui eut un grand succès, et dont le colonel, pourtant homme d'esprit, eut le tort de se fâcher.

Madid et du Boutaleb où s'étaient concentrés les derniers partisans des Ouled-Moqrane et d'Ahmed-Bey.

Le jour même où le général Saussier campait sous les murs de Batna, le colonel Bonvalet, établi avec sa petite colonne à Guebeur-Attia (moulin Saint-Ramcs), envoyait 50 chasseurs d'Afrique et une centaine de goumiers disperser des contingents qui se dirigeaient vers le Djebel-Madid ; il n'y eut pas d'engagement, mais une simple poursuite.

Boumezrag était alors dans l'Ouennougha occupé à recruter des partisans et à se venger de ceux qui avaient déserté sa cause.

Ahmed-Bey, de son côté, avait grand'peine à empêcher les montagnards du Boutaleb d'aller faire leur soumission à Sétif. Malgré leur attachement traditionnel pour leur ancien seigneur, ces paysans commençaient à se fatiguer de cette lutte qui les ruinait plus sûrement encore que ne pourraient le faire les exigences des Français. Pour les retenir auprès de lui, Ahmed-Bey essaya de les indemniser de leurs pertes ; dans ce but, le 23 septembre au matin, à la tête de ses cavaliers qui avaient marché toute la nuit, il tombait sur les troupeaux des Ouled-Abdelnour, dans les Zbakh des Eulma, et leur razzait 2,000 moutons. Mais les goums des Abdelnour, aidés de ceux des Eulma, se mirent à la poursuite du rezou, lui tuèrent un homme, reprirent leurs troupeaux et deux chevaux en plus. Ils eurent, il est vrai, deux hommes tués et sept chevaux blessés.

Ce jour-là la colonne Saussier quittait Batna pour aller reprendre officiellement possession du bordj de Barika et remettre en main les Ouled-Derradj du Hodna oriental, encore insoumis. Le général, passant par le sud des montagnes des O. Soltane, marcha à petites journées, se faisant livrer, à chaque campement, de l'argent, des armes, des otages et des prisonniers.

Pendant ce temps, la colonne Flogny continuait à parcourir l'intérieur du Belezma, où elle procédait aux mêmes opérations. Elle ne rencontra aucune résistance.

Le 23 septembre, le jour même de son départ, le général Saussier désarmait le village d'Aïn-Drine qui livrait, sans résistance, un chikh insurgé et deux des assassins du Ravin-Bleu.

Le 24, à Kherbet-Beghich, les Ouled-Soltane du Ahl-Issoumeur, se montrèrent plus récalcitrants et refusèrent de livrer les assassins cachés chez eux. La colonne séjourna deux jours sur ce point, et, le 25, le général lançait contre le village d'Aouacheria deux sections de tirailleurs et deux pelotons d'éclaireurs, afin de prendre de vive force ceux

qu'on refusait de nous livrer. L'opération fut vigoureusement exécutée; en quelques instants le village était enlevé, 5 rebelles étaient tués dans le combat, 17 étaient prisonniers, parmi lesquels 5 des assassins réclamés; leur identité bien constatée, ils furent fusillés sur place. Après quoi on enleva ou on brûla tout ce qu'on trouva dans le village. Un vieux spahi, homme pratique, agissant d'ailleurs sans ordre, coupa la tête du principal des assassins et la rapporta au camp pour la montrer aux muletiers des O. Soltane qui étaient au convoi.

Ce petit combat fut le seul que la colonne Saussier livra dans le cercle de Batna, où il avait suffi que nous nous montrions en force pour que les populations se séparassent immédiatement de ceux qui les avaient entraînées, malgré elles, dans l'insurrection.

Le jour même de l'affaire de Kherbet-Beghich, les tribus du Hodna, Ouled-Sahnoun, Ouled-Bouabderrahmane et Zoui, avaient rejoint à Barika les débris des Ouled-Amor fidèles; de là, elles avaient envoyé des députations au caïd Si-Smaïl-ben-Meserli-Ali pour le prier d'intercéder en leur faveur. Seuls, tous les Ouled-Nedjaa, le chikh Djenane-ben-Derri et quelques individualités étaient restés avec les O. Moqrane et gardaient le sud des Madid.

Quand, le 29, le général Saussier arriva à Barika, les O. Derradj-Cheraga offrirent leurs services à la colonne, et le marabout Mohammed-ben-Boucetta remit au caïd Si-Smaïl le bordj qu'il avait préservé de tout pillage et de toute destruction.

Dans ces conditions, les affaires des O. Derradj furent vite réglées, et le général Saussier, dès qu'il y fut autorisé, continua sa route vers Msila, ayant comme objectif de couper la route du sud aux O. Moqrane[1].

Au moment où la colonne Saussier campait à Barika, le général Delacroix avait terminé son expédition dans l'Oued-el-Kébir et le Babor, et marchait sur Saint-Arnaud, où il arriva le 30 septembre. Ce fut de ce point que le commandant de la division de Constantine donna ses instructions pour cerner Ahmed-Bey dans le Boutaleb, en faisant concourir à cette opération les colonnes Thibaudin, Bonvalet et Flogny[2], et aussi les goums des Eulma et des Ouled-Abdelnour[3] réunis sous les

1. Voir le précédent chapitre

2. Ses premières instructions y faisaient concourir aussi la colonne Saussier, mais, sur l'insistance de cet officier général, il les modifia, ainsi que cela a été dit au chapitre précédent.

3. Le goum des Eulma avait pour chef le caïd Ahmed-ben-Slimane, depuis assesseur au Conseil général et caïd du Boutaleb. Le goum des O. Abdelnour

ordres du commandant Rose, ancien officier des affaires indigènes.

Le 3 octobre, la colonne Delacroix, évitant Sétif, commençait le mouvement en se portant à Guidjel. Le 6, elle était à Aïn-Roummel, ayant déjà fait garder étroitement tous les passages depuis le Djebel-Sdim. Les goums s'échelonnaient, à l'est, entre cette montagne et Aïn-el-Azel, où était le commandant Rose, et ils se reliaient à Ras-el-Aïoun avec ceux du colonel Flogny, qui, de sa personne, était à Mgaous.

Ce jour-là, le colonel Thibaudin prenait position à Rabta, d'où les Ouled-Khellouf s'enfuyaient sans résistance, et le colonel Bonvalet, culbutant devant lui les contingents des Righa-Dahra commandés par Mohammed-ben-Adda, était en marche pour prendre position à Aïn-Adoula.

Le 7 octobre, le colonel Bonvalet, aidé des goums des Ameur-Guebala de Douadi-ben-Keskes, commandés par le capitaine de Boyat [1], s'empara de vive force du Djebel-Guedil, où s'étaient réfugiés les Ouled-Tebbène et les O. Braham des Righa-Dahra; il leur infligea des pertes sensibles, les dispersa, et n'eut lui-même que cinq ou six blessés [2].

Pendant ce temps, le général Delacroix, parti le matin d'Aïn-Roummel, s'avançait sur l'Oued-Icherène [3], canonnant et écrasant les Righa jusqu'à Ahrès, où il établit son camp au pied du Chennagour-Boutaleb. Cette journée de l'Oued-Icherène, qui ne nous coûta qu'un petit nombre d'hommes légèrement blessés, eut pour effet de rejeter Ahmed-Bey sur les pics inaccessibles du Djebel-Afgane.

Le général Delacroix resta jusqu'au 14 octobre sur l'Oued-Ahrès; il y reçut, le 10, une lettre fort digne et fort respectueuse d'Ahmed-Bey. Le malheureux caïd, après avoir rappelé ses anciens services, les humiliations et les malentendus qui l'avaient jeté dans le camp de nos ennemis, offrait de se rendre, demandant la vie sauve pour lui et pour les membres de sa famille. Le général lui fit répondre durement « qu'il ne pouvait entrer en pourparlers avec un rebelle », et, dans un télégramme, rédigé sans doute pour être publié dans les journaux

---

était commandé par le caïd Hammou-ben-Mserli-Ali, frère du caïd Si-Smaïl, de Barika. Ils ne rejoignirent le commandant Rose que le 6 octobre à Aïn-Soltane.

1. Chef du bureau arabe de Sétif.

2. Cette prise du Djebel-Guedil ou Nif-Guedil est souvent dénommée combat d'*Aïn-Adoula*, ou combat d'*Adoula*, du nom du camp du colonel.

3. Même observation : le télégramme officiel du général dit que, « *après le combat sur l'Oued-Icherène*, il est allé camper à l'Oued-Ahras », et le combat a été depuis désigné souvent sous le nom de combat de l'*Oued-Ahras*, ou combat d'*Ahras*.

de la colonie, il ajoutait : « J'adresse, par courrier, copie de la lettre qu'il a eu l'audace de m'envoyer. »

Ce jour-là, 10 octobre, le commandant Rose, avec ses goums soutenus par une compagnie de tirailleurs et un peloton de hussards, se portait au Foum-Hamma, enlevait les crêtes garnies de défenseurs et s'emparait du village du Hamma, dant la résistance fut moins vive que celle rencontrée sur les crêtes. Au moment où le commandant était maître du village, il aperçut au loin, au pied de la montagne, l'avant-garde de la colonne Flogny arrivant de l'Oued-Seguine.

Le 11 octobre, le commandant Rose, sur l'ordre du général Delacroix, se portait avec son goum au Hammam-Skroun et au Bordj-Afgane ; ne trouvant pas d'eau sur ce point, il alla camper un peu au-dessus du village de Taffert des Mouassa. En effectuant ce mouvement il eut, à 5 kilomètres de son camp, dans un ravin du Djebel-Afgan, un engagement où furent blessés un brigadier de hussards et deux chioukh des Ouled-Abdelnour. Mais la dispersion des rebelles et une fructueuse razzia de troupeaux et d'effets mobiliers compensèrent et au delà ces quelques blessures.

Le 12, les Mouassa faisaient leur soumission ; à midi, ils avaient exécuté les conditions provisoires imposées, et le goum revenait au Djeriat, près Foum-el-Hamma.

Le 13, le colonel Flogny, parti le matin de ce même point de Foum-el-Hamma, s'emparait de vive force du village d'El-Haddad et de Guennifaï, dont il razzait les troupeaux.

Le 15 octobre, le général Delacroix portait son camp dans le Djebel-Afgane, à Aïn-Adoula, se rapprochant ainsi de la colonne Bonvalet, campée aux Beni-Ilmaï.

Ce jour-là, les goums du commandant Rose, partis du camp du colonel, allaient razzer, au Nif-Gueddil, les Ouled-Tebbène, qui n'avaient encore fait aucune ouverture de soumission. Ceux-ci, surpris, tirèrent quelques coups de fusil et s'enfuirent presque aussitôt, laissant entre nos mains de nombreux troupeaux. Le soir même, ils arrivèrent au camp et s'engagèrent à exécuter toutes les conditions qui leur seraient imposées. Ils mirent même un tel empressement à amener des otages et à apporter des fusils et de l'argent, que le général prescrivit, le 16, de leur rendre ce qu'on pourrait retrouver de la razzia faite la veille, à l'exclusion toutefois des bœufs versés au service des subsistances pour l'alimentation de la troupe.

Pendant ce temps, le colonel Bonvalet aux Beni-Ilmaï procédait au

désarmement et à la réorganisation des Righa-Dahra et des Righa-Gueblia.

Dans tous ces combats, Ahmed-Bey n'avait pas paru ; il jugeait toute résistance impossible, et, abandonné de ses anciens vassaux et sujets, il fuyait de rocher en rocher sans même pouvoir défendre les débris de sa zmala. Son premier mouvement avait été de gagner la Tunisie pour ne pas tomber entre nos mains; mais on ne sait au juste pour quelle raison il ne mit pas ce projet à exécution, et, le 21 octobre, il vint, avec Braham-ben-Illès, se constituer prisonnier au camp d'Adoula.

Depuis trois jours déjà, dans la nuit du 17 au 18 octobre, Mohammed-ben-Adda, l'ex-caïd Illès-ben-Bouzid et onze notables ou serviteurs de ces deux familles, avaient réussi à prendre la fuite.

Le 20, ils arrivèrent à l'est de Khenchela, au col de Mtoussa, traversèrent la plaine de Sbikra, au point du jour, et montèrent dans le Djebel-Mahmel, au douar Enchir-Titène des Kiata (Ouled-Rechaïeh). Là, ils prirent un nommé Belgacem-ben-Mohammed comme guide et gagnèrent la zaouïa de Sidi-Abid, d'où ils allèrent à Négrine rejoindre le chérif Mohammed-ben-Abdallah et les Ouled-Khelifa. Leur arrivée chez les Nememcha précéda de quelques jours celle de la colonne Flogny qui, dès le 15, avait quitté le Djebel-Afgane pour aller combattre le chérif[1], et qui arriva le 25 octobre à Khenchela.

En route, le 17, à l'Oued-Hamla, le colonel Flogny avait eu un engagement avec les Ouled-Chelieh du soff Guebli, qui refusaient d'exécuter leurs engagements. Il leur avait tué 20 hommes, enlevé 9,000 têtes de bétail et fait de nombreux prisonniers.

Ahmed-Bey détenu, Mohammed-ben-Adda et Illès-ben-Bouzid sur la frontière tunisienne, c'était la soumission définitive et absolue du Boutaleb et des régions voisines. Les colonnes n'eurent plus, dès lors, sur le littoral et dans les hauts plateaux, qu'une besogne de police et de réorganisation.

Le 23 octobre, des officiers partaient de Sétif et allaient à Bordj-bou-Arreridj prendre, le 24, le commandement et l'administration du *cercle* reconstitué, avec un commandant supérieur, un chef de bureau arabe et les autres services militaires.

Le 23 octobre aussi, à Adoula, le général Delacroix licenciait les goums des Eulma et des Abdelnour, qui furent remplacés par ceux des

---

1. Voir plus loin, chapitre VI, page 624.

Righa, ayant pour chefs Sghir-bel-Laroussi et les fils de Chikh-Saad.

Il ne devait plus y avoir de combat de ce côté, car on ne peut appeler de ce nom les razzias et coups de main exécutés par nos troupes ou par les goums contre des fuyards traqués et apeurés qui se laissaient prendre les armes à la main, souvent même sans répondre aux coups de fusil de nos goumiers, toujours heureux de « frapper la poudre ». C'est ainsi que, le 28 octobre, dans un ravin situé entre Sidi-Embarek et les montagnes du Guergour, le sous-lieutenant Durand, à la tête de deux cents goumiers et spahis, surprenait, par une marche de nuit de près de 50 kilomètres, un groupe de fugitifs réunis près du cheik rebelle de la Medjana, El-hadj-Messaoud-ben-Khelif. Il enlevait 21 prisonniers armés, 1,200 moutons, 17 chevaux et 40 mulets.

Le 29 octobre, le général Delacroix arrivait à Msila, où la colonne Saussier était depuis dix-neuf jours, occupée à recevoir des soumissions, des armes et de l'argent, ou à faire, avec la cavalerie, des reconnaissances qui assuraient la tranquillité du pays et qui, de temps à autre, ramenaient quelque prisonnier livré par ses coreligionnaires.

Le jour même de son arrivée, le général commandant la division prononçait le licenciement de la colonne Saussier, à laquelle il adressait un ordre du jour élogieux pour « le brave et brillant général » qui la commandait et pour ses dignes compagnons.

Ceux-ci, officiers ou soldats, ne se séparèrent pas sans emporter, comme un glorieux souvenir, la copie de l'ordre du jour par lequel le général Saussier leur faisait ses adieux.

Cet ordre était ainsi conçu :

« Officiers, Sous-officiers et Soldats,

« Au moment où vous allez rentrer dans vos garnisons pour y prendre un repos devenu indispensable, je ne puis me séparer de vous sans rendre le plus éclatant témoignage à votre énergie, à votre persévérance, à votre abnégation.

« Pendant huit mois, vous avez lutté contre l'insurrection ; rien ne vous a lassés, ni les marches pénibles, ni les combats incessants, ni les plus dures privations. Seuls pendant longtemps, vous avez tenu tête aux rebelles de la Medjana et de la Kabylie orientale, et vous les avez battus en 46 combats[1].

1. Le général est trop modeste, nous avons relaté ici plus de cinquante combats. — Mais le général ne compte pas plusieurs attaques de nuit et des razzias peu importantes au point de vue militaire.

« Sans souci des récompenses, et ne songeant qu'à remplir noblement votre difficile mission, vous n'avez cessé de donner des preuves d'un dévouement sans bornes à la cause de la colonie.

« Officiers, sous-officiers et soldats, travaillez encore à acquérir ces mâles et fortes vertus qui font les nations grandes et libres, et nous nous retrouverons un jour sur un champ de bataille où nous pourrons enfin nous relever de nos désastres et finir le deuil de la patrie ! »

Ce n'étaient pas là des paroles banales : la colonne avait, en 233 jours de marche et de combats, parcouru 1,450 kilomètres, fait 600 prisonniers, versé dans les coffres de l'État 6,000 fusils, 1 million de contributions de guerre, et plusieurs centaines de mille francs de produits de razzia[1]. Elle avait eu 32 hommes tués et 162 blessés dans ses 46 combats classés. Enfin, 162 hommes avaient été blessés par suite d'accidents de marche, 39 étaient morts à l'ambulance de maladies, suites de fatigues ou de mauvaise nourriture.

Toutes les troupes de la colonne ne rentrèrent pas dans leur garnison : l'escadron de hussards et les chasseurs d'afrique du commandant Robert d'Orléans, ainsi que les spahis de marche, furent incorporés dans la colonne du général Delacroix : ils devaient encore aller poursuivre Boumezrag dans les solitudes sahariennes jusqu'au delà de Ouargla[2].

---

1. Rien qu'à Guebeur-Slougi, en estimant à 200 francs le prix d'un chameau, ce qui est au-dessous du cours moyen, « 2,500 chameaux représentaient une valeur de 500,000 francs », dont le 1/5 revenait à l'État.

2. Le général Saussier resta de sa personne à Msila jusqu'au 1er novembre. Le 31 octobre, il faisait partie d'un conseil d'enquête devant lequel comparaissait le colonel Thibaudin, inculpé d'avoir violé la parole donnée aux Prussiens comme prisonnier de guerre. Le colonel Thibaudin bénéficia d'un acquittement juridique, qui n'empêcha pas les appréciations sévères des officiers présents à Msila. — Ce fut là aussi, et dans ces singulières circonstances, que le duc de Chartres entendit pour la première fois de sa vie parler du colonel Thibaudin, que, plus tard, il devait retrouver sur sa route ministre de la guerre.

VI

# BOUCHOUCHA

(13 juillet 1871-20 janvier 1872.)

Grande razzia de Bouchoucha près l'Oued-Zerba (20 juillet). — Triple combat et contre-razzia vers le coude de l'Oued-Nça (19 août). — Luttes des soffs et rixes dans le Souf, à Zribet-el-Oued, à Liana. — Les plans de Si-Zoubir, de Bouchoucha et de Naceur-ben-Chohra. — Pourparlers avec Keblouti, les Ouled-Khelifat et les marabouts du Kef. — Les deux combats du 24 et du 30 juin contre Keblouti. — Le nouveau chérif de Nefta, Mohammed-ben-Abdallah. — Son voyage à Tougourt (fin août). — Entrevue de Noumerat entre Bouchoucha et Si-Zoubir (31 août). — Mariage de Bouchoucha, qui nomme son beau-père, Si-Zoubir, agha de Ouargla (1[er] septembre). — Le Mzab s'arme contre Bouchoucha (4 septembre). — Razzia des rebelles près Tadjarouna (8 septembre). — Autre razzia dans la Sebkha. — Retour à Ouargla et entrevue avec le chérif de Nefta. — Mohammed ben-Abdallah entre à Négrine (20 septembre). — Départ des spahis et des goums de Tebessa (22 septembre). — Razzia du chérif sur les Allaouna (28 septembre). — Combat de Requiza dans l'Oued-Hallaïl (29 septembre). — Le chérif au Djebel-Dayi (8 octobre). — A la zaouïa de Sidi-Abid. — Sur l'Oued-Boudoukane. — Combat d'Arich-el-Djarès (20 octobre). — Le caïd Ahmed-Bennaceur. — Démarche des notables de Tougourt près le caïd des Arab-Gheraba (12 octobre). — Entrée à Tougourt de Boulakhras-Bengana (16 octobre). — La colonne Flogny à Khenchela (25 octobre). — A la zaouïa de Sidi-Abid (1[er] novembre). — Destruction et incendie de Sidi-Abid. — Escarmouches et razzias à Telidjène (11 novembre). — Évacuation de Négrine par les rebelles (13 novembre). — Escarmouches sur l'Oued-Sokna et entrée à Négrine (14 novembre). — Destruction de Négrine (16 au 30 novembre). — Départ de la colonne Flogny (30 novembre). — Lettre de Boulakhras-Bengana aux Saïd-Otba (fin octobre). — Combat de Kouif-Djelba (7 novembre). — La colonne Delacroix détruit le bordj de Saïd-ben-Boudaoud (3 novembre). — Razzia sur les Metarfa à Haouïta-Sidi-Chikh (5 novembre). — Razzia sur les O. Matoug à Assaous-Beïda (7 novembre). — Razzia sur les O. Slik à Kherza (11 novembre). — Razzia dans le Djebel-Doukrane sur les O. Amrane (27 novembre). — Razzia sur les Sahari à Aïn-Defila (2 décembre). — La colonne à Biskra (8-14 décembre). — La colonne à Tougourt (27 décembre). — Les goums du commandant Rose reprennent possession de Ouargla (2 janvier 1872). — Entrée de la colonne à Ouargla (5 janvier). — Combat de Tamesquida (9 janvier). — Tentative d'assassinat sur Bouchoucha

(11 janvier). — Poursuite des Ouled-Moqrane (14 janvier). — Dernier combat à Aïn-Taïba (17 janvier). — Boumezrag, évanoui, est ramassé à Rouïssat (20 janvier).

La soumission des Qbaïls du Djurdjura et l'effondrement des Rahmanya du nord ne pouvaient avoir aucun effet immédiat sur les affaires de l'extrême sud et du Sahara oriental, où dominaient d'autres influences que celles de Chikh-el-Haddad. Les luttes entre les soffs ennemis continuèrent donc quelque temps encore après le 13 juillet, pour le plus grand profit de l'aventurier Bouchoucha, devenu par la force des choses, bien plus que par son mérite personnel, l'arbitre du Sahara, de Nefta à Ouargla.

Notre agha, Ali-Bey, en rentrant le 13 juillet à Biskra, lui avait, en fait, abandonné l'Oued-Rir et tout le pays au sud de l'Oued-Djeddi. Bouchoucha songea tout d'abord à tirer parti de cette situation pour se venger des Ouled-Zekri, qui avaient prêté à notre agha un concours si énergique lors du siège de Tougourt. Avec l'aide de trois individus des Ouled-Djellal, Chikh-Taïeb-el-Moussid, Bacha-ben-Mahalla, Mohammed-ben-el-hadj-Mammar, il organisa contre eux une grande razzia.

Quand tout fut prêt, Naceur-ben-Chohra partit avec les Chamba montés à mehari, et, le 20 juillet au soir, près l'Oued-Zeurba, à 28 kilomètres au sud des oasis des Ouled-Djellal, il enlevait aux O. Sassi des Ouled-Zekri dix-sept troupeaux de moutons et neuf troupeaux de chameaux gardés seulement par des bergers trop peu nombreux pour résister.

La nouvelle de cette razzia, apportée par les bergers qui avaient pris la fuite, ne parut pas émouvoir beaucoup les Ouled-Sassi ; déjà même, dans le camp de Bouchoucha, on se flattait de les avoir amenés à composition, et on s'attendait à les voir offrir leur concours au chérif pour récupérer totalité ou partie de leurs troupeaux.

Il n'en était rien : les Ouled-Sassi se préparaient en silence et organisaient, avec les Ouled-Harkat et les autres Ouled-Zekri de leur soff, une grande harka. Quand leurs apprêts furent terminés, ils partirent la nuit, et, le 19 août, ils tombaient au nombre de 700 cavaliers sur les campements des Chamba, au nord et près du coude de l'Oued-Nça, entre El-Hadjira et Ngouça. Les chefs de familles étaient absents, et, après un combat assez vif, les Ouled-Sassi enlevèrent aux rebelles leurs femmes et leurs troupeaux.

Au premier puits, ils furent rejoints par un goum de Chamba qu'ils

dispersèrent facilement, pendant que la razzia continuait sa route vers le nord.

Bouchoucha arrive alors à la rescousse; pour la troisième fois le combat recommence; il y a des morts et des blessés des deux côtés, mais l'avantage reste encore à nos contingents, qui rentrent chez eux avec 40 femmes et 1,200 chameaux pris ou repris aux rebelles[1].

Cet échec de Bouchoucha fit quelque bruit dans le Sahara et ébranla un instant son crédit: car, à peu près au moment où il était battu par les O. Zekri, il se passait, au Souf, d'autres faits qui mettaient en relief le peu de solidité de son influence passagère.

Les gens de Tarzoute, Kouinine, Zgoum, c'est-à-dire ceux du soff Bengana, désireux de recouvrer l'argent jadis donné par eux au chérif afin de l'éloigner de leur ville, s'étaient faits ses intermédiaires pour lui expédier, contre remboursement promis, un fort convoi de poudre anglaise achetée en Tunisie, où, malgré les déclarations platoniques du bey et les efforts apparents du président de l'Alliance israélite[2], les Maltais, les Italiens et les juifs vendaient par quintaux la poudre, à Sfax, Sousse, Neubel, Le Kef et Gafsa.

Les Souafa de Guemar, El-Oued, Debila, et en général tous ceux du soff Bouokkaz, s'opposèrent à ce commerce, un peu sur les conseils de la zaouïa de Temacine, beaucoup aussi parce que le soff contraire, en raison de ses attaches avec les Rahmanya du sud de la Régence, avait le monopole de ce fructueux commerce. Il en résulta des disputes, des rixes sanglantes; finalement, à la suite d'un véritable combat dans les rues de Tarzoute, les gens du soff Bengana, qui avaient eu 24 blessés, furent contraints non pas de renoncer à leur commerce, mais de payer aux gens du soff Bouokkaz une amende de 25,000 francs qui représentait la quote-part de contributions payées au chérif par le soff Bouokkaz au mois de mai, les dia des neuf hommes tués lors du sac de Guemar et les indemnités des dégâts subis par les gens de cette ville[3] à la même époque.

1. Ces chiffres ont été officiellement donnés par le commandant supérieur de Biskra sur les déclarations des Ouled-Sassi; mais, comme ils n'ont pu être contrôlés, il est fort possible qu'ils soient exagérés.

2. Dans les premiers jours de mai 1871, le président de l'*Alliance israélite*, à Tunis, avait fait afficher dans toutes les synagogues de la Régence une pressante invitation à ses coreligionnaires d'avoir à s'abstenir de ce genre de commerce. Inutile de dire que les Israélites n'en tinrent aucun compte. — On expédiait aussi de Tunisie des cartouches de chassepot de fabrication étrangère, ce qui explique comment les Ouled-Moqrane, Keblouti et Bouchoucha furent approvisionnés de ces munitions jusqu'en janvier 1872.

3. Tarzoute dut payer 10,000 francs, Zegoum 7,000, Kouinine 8,000.

En somme, cette affaire toute locale était encore un échec pour l'influence de Bouchoucha, qui n'osa pas intervenir.

Il n'était pas plus heureux au nord du Souf. Dans la petite ville de Zribet-el-Oued, deux fractions rivales s'étaient battues à propos d'une femme; sept hommes du soff Bengana avaient été tués dans la bagarre et 500 montagnards du Djebel-Chechar étaient descendus dans la plaine pour razzer les troupeaux du soff Bouokkaz. Mais ils étaient arrivés trop tard, les bergers avaient fait filer ces troupeaux à Sidi-Oqba, où était le caïd Si-Mihoub-ben-Chennouf, et les gens du Djebel-Chechar n'avaient pu que tirailler sans résultat contre les murs de Liana.

En représaille de toutes ces affaires et pour rétablir son crédit, Bouchoucha voulut entraîner les Chamba à un coup de main contre Temacine, mais ceux-ci refusèrent catégoriquement.

D'autre part, à Tougourt et dans le Sahara, les gens du soff Bengana étaient inquiets et se montraient de plus en plus réservés vis-à-vis de Bouchoucha. C'est qu'à mesure que nos affaires se rétablissaient dans le Tell les chefs de la famille Bengana, effrayés de la responsabilité qui pesait sur eux du fait de leurs partisans du Sahara, désavouaient maintenant les plus compromis de leurs anciens serviteurs et travaillaient à détacher les autres de la cause du chérif.

A Ouargla, les Mekhadma, qui n'avaient jamais été pour Bouchoucha des alliés bien sûrs, intriguaient, de concert avec quelques Chamba, auprès de Si-Zoubir[1]-Ould-Si-Boubeker-Ould-Sidi-Cheikh, leur ancien agha, alors à Metlili. On disait, et le fait était vrai, que Si-Zoubir avait essayé de négocier avec les Français par l'intermédiaire des gens du Mzab; et l'on ajoutait qu'en échange de l'amane et du titre d'agha de Ouargla il allait marcher contre Bouchoucha à la tête des Chamba-el-Mouadi et des Mekhadma. Cette combinaison, qui résumait les desiderata de Si-Zoubir, semblait toute simple et toute naturelle aux Sahariens.

Bouchoucha, qui ne manquait pas de finesse et que Naceur-ben-Chohra éclairait de ses conseils, n'ignorait rien de ce qui se passait et de ce qui se disait dans le Sahara. Il se rendait parfaitement compte que le moment approchait où son règne éphémère allait prendre fin, et il s'attendait à voir, dès le commencement de l'hiver, des colonnes françaises reprendre Tougourt et Ouargla. En vue de cette éventualité,

1. Si-Zoubir, frère de notre khalifat Si-Hamza, avait été agha de Ouargla, du 13 février 1854 à la fin de décembre 1861, époque où il fut relevé de ses fonctions pour cause de santé. — Il est mort en 1879 au Gourara.

il voulait rester en bons termes avec les Ouled-Sidi-Chikh, dont la protection pouvait lui être utile à Insalah et dans le Gourara, où déjà il pensait se réfugier. Si-Zoubir, de son côté, ayant peu confiance dans la réussite immédiate des négociations engagées en son nom à Alger, avait écrit à Bouchoucha. Il laissait entrevoir qu'étant resté étranger aux assassinats des Daouaouida et au massacre de la garnison de Tougourt, il était, en raison des sympathies des nomades et des alliances de sa famille, l'homme le mieux en situation de sauvegarder les intérêts des populations et de protéger la fuite de Bouchoucha lors de l'arrivée des Français dans le pays. Seulement il lui fallait de l'argent. Bouchoucha en avait; on pouvait s'entendre. Le chérif se décida à aller trouver Si-Zoubir à Metlili, et il laissa à Tougourt son ami et khalifat-Naceur-ben-Chohra.

Celui-ci, de son côté, en prévision de l'arrivée de nos colonnes, avait engagé des pourparlers dans le sud de la Régence avec ses anciens partisans ou alliés tunisiens et avec les Ouled-Sidi-Abid réfugiés de l'autre côté de la frontière depuis l'échec de Mahieddine.

Ces pourparlers nous étaient connus; dès la fin de juillet, les chefs des bureaux arabes de Tebessa et de Souq-Ahras avaient rendu compte des relations et des correspondances qui avaient lieu d'une façon suivie entre les Ouled-Sidi-Abid, les Ouled-Sidi-Khelifat, Bouchoucha, Naceur-ben-Chohra, les Nememcha, Keblouti, et les marabouts du Kef, Si-Mezouni et Si-Mohammed-el-Belili.

Depuis le 23 juin, vingt-cinq douars des Hammama, fuyant devant une colonne tunisienne venue à Gafsa, s'étaient installés au sud de Négrine avec le consentement des Nememcha. Dans ces douars étaient de nombreux cavaliers, anciens compagnons de Naceur-ben-Chohra.

Les éléments ne manquaient donc pas pour organiser un mouvement de ce côté; les O. Khelifat, sous l'inspiration de l'ex-chikh des Bouladouar, Kherif-ben-Mahmed, ennemi juré du caïd des O. Rechaïch, ne demandaient qu'à recommencer les hostilités, espérant se venger du soff du caïd resté fidèle aux Français. Ils avaient déjà offert à Keblouti de venir les commander, quand ils avaient appris son échec du 24 juin[1] et les poursuites annoncées contre lui par les autorités tunisiennes. Mais Keblouti avait refusé, ne se sentant pas apte à la guerre du Sahara.

---

1. Depuis la révolte d'Aïn-Guetar, Keblouti, réfugié dans les tribus, alors à peu près indépendantes, de la Tunisie septentrionale, avait, avec les spahis dé-

Plusieurs émissaires des Ouled-Khelifat, entre autres, Hoceïne-ben-Amar, vinrent alors à Tougourt prier Naceur-ben-Chohra de prendre lui-même la direction du mouvement. Naceur-ben-Chohra promit d'y aller plus tard avec Bouchoucha, mais il prétexta l'urgence de sa présence dans l'Oued-Rir et conseilla de commencer les hostilités sous la direction d'un chérif qui prêcherait le djehad avec l'appui des Rahmanya de Nefta.

On trouva facilement le chérif nécessaire, et on l'expédia, à travers le Souf, à Naceur-ben-Chohra, auprès de qui il resta jusque vers le milieu de septembre. C'était un inconnu, probablement un Hammama; il se faisait appeler Mohammed-ben-Abdallah, suivant la coutume traditionnelle des cherfa[1], qui dirigent une prise d'armes.

Dès la fin du mois d'août, on parla de lui dans les tribus de Tebessa. On racontait « un miracle arrivé à deux pauvres cherfa qui, partis de Nefta et attaqués par des malfaiteurs dans le Souf, avaient subi pendant plusieurs heures une fusillade continue, sans qu'aucune balle ne perçât leurs bernous. Devant ce prodige, les bandits, comprenant qu'ils avaient affaire à des élus de Dieu, avaient imploré leur pardon et avaient conduit en triomphe les deux cherfa à Tougourt, où Naceur-ben-Chohra en avait fait ses amis ».

Pendant ce temps, Bouchoucha avait quitté Ouargla et était arrivé, le 31 août, à Noumerat, à 20 kilomètres sud d'El-Ateuf (du Mzab). Il avait avec lui 600 mehara des Mekhadma, Chamba-Bou-

---

serteurs et des individus tarés, organisé une bande qui vivait aux dépens de nos tribus frontières du cercle de La Calle. Mais il n'avait pas réussi une seule fois à ébranler la fidélité de nos chefs ni de nos tribus. Des goums faisaient, tant bien que mal, la police du territoire, et l'escadron de spahis caserné à Bou-Hadjar les aidait dans cette tâche. Le 24 juin, le capitaine commandant Baudet, à la tête de son escadron et de la saga de la Chettïa, conduite par le cheikh Mahmed-ben-Mahmoud, avait rencontré et battu la bande de Keblouti. Le combat avait été très vif; le frère de Keblouti avait été mortellement blessé, et quatre-vingts cadavres étaient restés entre nos mains avec quatorze chevaux. Nous avions eu de notre côté à déplorer la mort du docteur Beaugrand, et quatre hommes avaient été grièvement blessés. On avait trouvé sur les morts des cartouches de chassepot de fabrication étrangère.

Malgré ce combat et quelques autres petits engagements de goums contre la bande de Keblouti, il n'y eut pas de mouvement insurrectionnel dans le cercle de La Calle ni dans celui de Souq-Ahras. En dehors de ce combat du 24 juin, il n'y a, du reste, à citer que celui du 30 août, livré à la même bande par le commandant supérieur de La Calle, faisant la police sur la frontière même avec trois compagnies d'infanterie, des spahis et des goums. Un douar tunisien fut brûlé, et on tua quarante ou cinquante individus groupés autour de Keblouti. De notre côté, il y eut deux spahis tués et deux goumiers blessés.

1. Cherfa est le pluriel de chérif.

rouba[1] et autres tribus sahariennes. Si-Zoubir vint le trouver avec un groupe de Chamba-el-Mouadi et accompagné de l'ancien caïd des Chamba-Berezga, Ahmed-ben-Ahmed[2], bien connu dans tout le Sahara.

L'accord fut vite fait entre le noble besogneux et l'aventurier ; Si-Zoubir donna une de ses parentes en mariage à Bouchoucha, qui lui donna une dot princière. Le lendemain, 1er septembre, les nouveaux alliés étaient à Metlili. Si-Zoubir était solennellement proclamé agha de Ouargla aux sons criards de la musique du chérif ; Fatma-bent-Djelloul, la descendante authentique du grand Sidi-Chikh, devenait, bien malgré elle[3], l'épouse de Bouchoucha, l'ancien hôte de nos pénitenciers et l'assassin des Daouaouida.

On resta trois jours à Metlili, où le chérif ramassa 2,000 francs d'offrandes et recruta un certain nombre de partisans, car chaque fraction ou sous-fraction des tribus présentes lui fournit de 6 à 10 cavaliers.

Le 4 septembre au soir, Bouchoucha campait avec ses contingents à l'entrée des palmiers de la ville de Beni-Isguène. Deux des ses cavaliers l'avaient précédé et avaient signifié aux Mozabites le montant des sommes à payer et le nombre des otages à fournir en signe de soumission. Mais les gens des cinq villes du Mzab, prévenus depuis quelques jours des intentions du chérif par des Chamba amis, s'étaient groupés et entendus pour la résistance. Il ne s'agissait pas seulement pour eux de défendre leurs biens et de venger la mort de leurs frères[4]

---

1. Les Chamba forment les groupes suivants :

1° *Chamba-Bourouba* ou *de Ouargla*, qui eux-mêmes se subdivisent en *C. Ouled-Smaïne* et *C. Habb-er-Rihe ;*

2° *Chamba-Berezga* ou *de Metlili ;*

3° *Chamba-El-Mouadi* ou *d'El-Goléa :*

4° *Chamba d'El-Oued*, fraction séparée des C. Bourouba et campant avec les Troud du Souf.

5° *Chamba dissidents*, appartenant à toutes les fractions précédentes et errant de Temacinine au Gourara.

2. Il était célèbre par l'audace de ses razzias : l'une d'elles, exécutée à 200 lieues d'El-Goléa (son point de départ), chez les Beraber du sud marocain, a été l'objet d'une publication spéciale : *Une razzia dans le grand Sahara*, par A. Coyne, capitaine, chef de bureau arabe. Alger : Jourdan, éditeur, 1880.

3. Fatma-bent-Djelloul était orpheline. C'était la fille de Si-Djelloul-Ould-Hamza, l'oncle de notre ancien khalifat Si-Hamza, et le premier des Ouled-Sidi-Chikh, venus à nous en 1847. Si-Djelloul, qui était un homme intelligent et aimant la France, avait été empoisonné par sa femme en 1864. — Fatma méprisait profondément Bouchoucha « qu'elle ne considérait pas comme son égal, car il n'était pas de sang noble ». Ce sont ses propres paroles dites en 1874 au général Liébert, entre Tougourt et Ouargla.

4. Voir livre I, chapitre III, page 140.

assassinés à Ouargla, il s'agissait de combattre pour affirmer leur foi religieuse. Les doctrines puritaines des Ibadites, ces protestants de l'Islam, n'admettent pas en effet la suprématie des cherfa ou descendants du prophète. Aussi les clercs ou Azzaba du Mzab avaient-ils proclamé la guerre sainte. Ils avaient arboré leur drapeau blanc, s'étaient mis à la tête de la population armée, et marchaient en chantant des hymnes sacrés[1].

En présence de cette attitude, Bouchoucha n'insista pas; il se contenta d'envoyer dire aux Mozabites : « Je vous donne un mois et trois jours pour vous soumettre, réfléchissez; si vous ne le faites pas, je vous combattrai. »

---

1. La façon dont Bouchoucha fut reçu au Mzab a été soigneusement consignée dans les livres des Chroniques que tiennent les clercs ou Azzaba; de plus, en septembre 1871, une lettre circulaire fut envoyée du Mzab aux principaux Mozabites établis dans les villes du littoral et de l'intérieur, avec invitation « de lire ladite circulaire à tous les Mozabites présents dans la ville ». Voici à titre de curiosité un passage de cette lettre-circulaire qui fut en 1871 communiquée *in extenso* au bureau politique par des négociants mozabites d'Alger :

« ... Un cavalier des Beni-Isguène, nommé Youcef-Scrar, vint ensuite nous annoncer que le prétendu chérif, le perturbateur, le pervers, était descendu dans les palmiers des Beni-Isguène. Les gens de Ghardaïa étaient déjà réunis, car les dispositions du perturbateur démontraient qu'il venait réellement pour attaquer; il y eut à la koubba de Ba-Abderrahmane une réunion générale des gens de tous les ksours du Mzab; ils y prirent l'engagement d'agir d'un commun accord pour le combattre, n'importe où il camperait.

« Dès que le cavalier Youcef eut annoncé la présence du susdit dans les palmiers des Beni-Isguène, les gens de Ghardaïa firent entendre les sons de leur musique guerrière, tambours et musettes, et, avec leurs drapeaux, ils se rendirent aux environs de Edebdaba. Le drapeau des Azzaba était blanc, celui des laïques de Ghardaïa était rouge, et celui des Medabih (Arabes sunnites) était vert; c'est vous dire qu'il y avait trois drapeaux. On choisit ensuite les gens qui, les premiers, marcheraient contre le perturbateur, et, pour cela, six cents hommes d'entre les plus vaillants furent désignés. A leur tête marchaient les Azzaba; derrière eux, tous les goums de Ghardaïa.

« Les Azzaba récitaient à haute voix des hymnes sacrés et les prières de sanctification; ils appelaient sur les prophètes les bénédictions divines, car il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu; il est le Très-Haut, il est le Suprême. Et les clercs disaient à tout le monde : « Sachez que vous allez combattre licite- « ment, pour protéger vos femmes, vos enfants, vos biens, vos personnes, et « cela au nom de la religion. » Vous savez que le prophète a dit : « *Si la terre* « *s'arabise, elle sera dévastée, et, si elle est dévastée, l'abondance ne reviendra* « *plus jamais jusqu'au jour de la résurrection.* » O adorateurs de Dieu! C'est ici le plus noble des djehad, Dieu vous aidera à vaincre!

« Après avoir laissé des gardes aux portes de la ville et sur les remparts notre colonne se mit en marche, les Azzaba en tête avec leur drapeau blanc, et ensuite tous les combattants, et, derrière, la musique.

« Lorsque nous arrivâmes à hauteur d'Edebdaba des Beni-Isguène, nous fûmes rejoints par les contingents de Melika, Bounoura, El-Ateuf, Beni-Isguène, chacun ayant son drapeau, etc. »

Le 6 septembre, il se mettait en route pour Ouargla ; mais, comme il ne voulait pas revenir les mains vides, il divisa ses contingents en trois groupes, retint près de lui cent cinquante mehara et attendit sur l'Oued-Zelfana, en compagnie de Si-Zoubir, la rentrée des deux autres groupes organisés en rezou.

Le premier, comprenant 270 mehara et 15 chevaux, alla à Tadjerouna à l'ouest de Laghouat, et, le 8 septembre, il enlevait, près de ce qsar, sept troupeaux de moutons.

Le second, fort de trois cents mehara, alla au nord, dans la Chebka du Mzab, et enleva dix troupeaux de moutons appartenant aux gens de Ghardaïa et de Beryane.

Quand ces prises l'eurent rejoint, Bouchoucha continua sa route vers Ouargla, où Si-Zoubir fut accueilli avec de grandes démonstrations de joie.

Bouchoucha y trouva Naceur-ben-Chohra et le nouveau chérif Mohammed-ben-Abdallah avec des délégués des O. Khelifat et des Hammama venus pour le saluer. Ceux-ci repartirent presque aussitôt après avoir constaté la réalité et l'importance des contingents de Bouchoucha.

Ils traversèrent le Zab-Chergui et le sud du Djebel-Chechar, et apprirent en route que, le 10 septembre, les montagnards avaient de nouveau attaqué Liana ; qu'ils avaient tué 2 hommes, dont le chikh, et blessé 6 habitants du qsar.

A Nefta, Mohammed-ben-Abdallah et sa suite étaient attendus par des groupes nombreux d'Ouled-Sidi-Abid, Ouled-Khelifat, Hammama et autres, bien armés et prêts à marcher. Il se mit à leur tête, et, le 20 septembre, il entrait à Négrine, qui lui ouvrit ses portes. De là, il lança dans toutes les directions des lettres où il annonçait son arrivée de La Mecque, sur l'ordre exprès du prophète Mohammed, qui lui était apparu en songe et qui lui avait donné le mission de chasser les Français. Il ajoutait qu'il précédait *les armées* de Naceur-ben-Chohra et de Bouchoucha.

Le 22 septembre, le caïd des Ouled-Rechaïch, Si-Rghis-ben-Mohammed, et celui des Brarcha, allaient avec deux cents cavaliers prendre des positions à Ouldjet-Telidjène ; ils étaient appuyés par un peloton de spahis qui, sous les ordres d'un officier indigène, devait rester en réserve à Cheria. Le caïd des Amamra, Mostafa-ben-Ouaretz, fut prévenu et vint camper sur le Chettaïa en attendant de nouvelles instructions.

Le 26, le chérif ayant établi ses contingents sur le Djebel-Oug, le

commandant Lucas[1] envoya le 27, de Tebessa dans cette direction, deux détachements indigènes. Celui de gauche, composé d'un goum de 150 chevaux, d'une saga des Ouled-Rechaïch et de 14 spahis, était commandé par un officier indigène. Celui de droite, sous les ordres du capitaine Lefroid, chef du bureau arabe, comptait 30 spahis, 250 chevaux et 600 fantassins des Brarcha et Allaouna. En outre, un fort goum des Ouled-Sidi-Yahia-ben-Taleb, posté à Aïn-Regada, devait, le cas échéant, appuyer les mouvements de nos auxiliaires.

Le 28, le chérif razzait un troupeau aux Allaouna, qui refusaient de le suivre et qui allaient se réfugier sur le Djebel-Djerf, dans l'Oued-Hallaïl.

Le 29, le capitaine Lefroid était dans les gorges de cette rivière, et, à une heure et demie, il engageait le combat à El-Requiza, à 6 kilomètres en aval du village de Djeurf.

Les contingents ennemis étaient bien plus nombreux que les nôtres, et, à chaque instant, il en arrivait de nouveaux; au bout d'une heure environ de combat, une douzaine de nos goumiers étant tués, d'autres blessés, nos goums lâchèrent pied et se sauvèrent en désordre vers Tebessa, laissant le capitaine Lefroid seul avec ses trente spahis, les caïds des Brarcha et des Ouled-Sidi-Yahia-ben-Taleb venus avec quelques cavaliers; en tout une soixantaine d'hommes. Cette petite troupe se replia en bon ordre, fit plusieurs retours offensifs et arriva sans trop de difficulté à Cheria. Comme les spahis étaient armés de chassepots et qu'en dehors des contingents du chérif les populations étaient soumises, ils ne furent pas poursuivis longtemps.

Nous avions 19 goumiers et un spahi tués et 4 blessés. Du côté de l'ennemi, les pertes étaient sensiblement égales; parmi ses morts, on signalait six personnalités en relief, entre autres Ahmed-ben-Merzoug et le fils d'Hoceïne-ben-Amar, les deux principaux meneurs des Ouled-Khelifat.

A l'arrivée des premiers fuyards à Tebessa, le commandant supérieur fit sortir une compagnie de zouaves et l'envoya prendre position à Teniet-el-Hamba afin d'assurer le retour du capitaine Lefroid et des spahis.

Le 30, de nombreux goumiers et fantassins vinrent se rallier, à Cheria, au chef du bureau arabe. Celui-ci les plaça sous les ordres du caïd Ahmed-Chaouch, et rentra à Tebessa avec les spahis et la compagnie de zouaves.

1. Le commandant de zouaves, Lucas, qui avait fait toute la colonne Lallemand, avait été nommé commandant supérieur du cercle de Tebessa, le 11 août.

A la suite de ce combat du 29, le chérif Mohammed-ben-Abdallah s'installa à Bir-el-Alleg, où les gens de la zaouïa de Sidi-Abid vinrent lui souhaiter la bienvenue et faire acte de soumission; toutefois, se retranchant derrière leurs occupations religieuses, ils refusèrent de fournir des contingents, alléguant qu'il était de tradition chez eux de ne pas se mêler aux affaires politiques.

Le 30 septembre, le goum des Haracta d'Aïn-Beïda était à Dra-Kemmelal; les O. Rechaïch reconstitués gardaient leur pays; les Allaouna campaient à Telidjène et les Ouled-Sidi-Yahia-ben-Taleb à Cheria.

Le 8 octobre, le chérif se rapprocha de la zaouïa de Sidi-Abid et s'établit au Djebel-Dayi, d'où il se livra à une correspondance des plus actives, dans le but de recruter des contingents. Ses lettres ne restèrent pas sans effet, les défections individuelles devinrent de plus en plus nombreuses chez les Ouled-Rechaïch; plusieurs fractions du Djebel-Chechar, entre autres les Beni-Mafa, les Bradja, les Zeramna, Megada, Tabou-Saad, etc., lui envoyèrent des députations et des contingents. Parmi les chefs de groupe se trouvait Amar-ben-Messaoud-el-Khomati[1], échappé de la Mestaoua. Le chérif les reçut à la zaouïa de Sidi-Abid, où il venait de s'installer.

Malgré ces adhésions, le prestige du chérif était loin de grandir; d'un caractère violent, il se laissait aller à des actes de brutalité vis-à-vis ses serviteurs; sa vie privée était scandaleuse : il courait les femmes avec une impudeur qui lui amena plusieurs affaires peu édifiantes. Un jour, un de ses partisans l'avait menacé d'un coup de pistolet, et, dans son entourage, on avait déjà agité la question de savoir s'il ne conviendrait pas de nous le livrer en échange de l'amane. Beaucoup l'abandonnèrent assez vite, mais il en revenait d'autres.

Vers cette époque, les indigènes apprirent que les tribus de Khenchela avaient reçu l'ordre de fournir 500 mulets pour les transports d'une colonne française. Aussitôt plusieurs d'entre eux quittèrent le chérif, qui s'éloigna, le 12, de la zaouïa de Sidi-Abid pour redescendre dans le Sahara et s'installer sur l'Oued-Boudoukane.

Cette nouvelle de l'arrivée prochaine d'une colonne et ce mouvement de recul du chérif relevèrent le moral de nos tribus fidèles, qui, depuis longtemps, parlaient de se venger de l'échec du 29 septembre.

---

1. Voir livre II, chapitre x, page 316, note 2; livre III, chapitre viii; et livre IV, chapitre v, page 602.

Les Allaouna, qui avaient été razzés et qui ne s'étaient pas encore battus contre les O. Khelifat, organisèrent une forte harka dans laquelle entrèrent des volontaires de diverses fractions. Le vendredi 20 octobre, au matin, ils tombaient sur les campements des rebelles, à Arich-el-Djarès, à l'ouest de Ferkane, dans le Sahara.

Mais leur expédition avait été signalée aux Ouled-Khelifat, qui étaient sur leurs gardes et qui avaient avec eux de nombreux contingents des Beni-Maafa et Beni-Barbar du Djebel-Chechar. Ceux-ci, bien embusqués, firent un feu terrible sur les Allaouna, qui, surpris, eurent 32 tués et 13 blessés avant de pouvoir se dérober par la fuite à cette fusillade meurtrière.

A la suite de ce combat, les O. Khelifat, se méfiant des habitants de Ferkane qui tenaient pour les Allaouna, se rapprochèrent de Négrine afin de ne pas se laisser couper de la frontière tunisienne. Quant au chérif, il alla avec quelques serviteurs recueillir des ziara chez les Beni-Barbar; mais il revint presque aussitôt à Négrine, ayant reçu en route un émissaire du caïd du Djebel-Chechar, Si-Ahmed-Bennaceur, qui l'engageait à rebrousser chemin parce que le commandant supérieur de Biskra concentrait des goums à Zribet-el-Oued.

Ce caïd Ahmed-Bennaceur, ami dévoué et parent par alliance des Bengana, avait eu, avant et pendant le séjour du chérif dans le voisinage du Djebel-Chechar, une conduite des plus répréhensibles; tout en évitant de se compromettre, il avait entretenu une correspondance suivie avec l'agitateur et n'avait rien fait pour empêcher les montagnards de son commandement d'aller combattre dans les rangs de nos ennemis. Son but avait été d'abord de lancer le chérif sur le Zab-Chergui, et surtout sur le village de Liana; mais l'arrivée à Zribet-el-Oued, vers le 15 septembre, d'un escadron de spahis, la rentrée de Si-Mihoub-Benchennouf dans le Zab-Chergui, enfin des lettres de la famille Bengana, l'avaient incité à être de plus en plus réservé dans ses relations avec Mohammed-ben-Abdallah.

La France étant redevenue forte et victorieuse en Algérie, l'intérêt des Bengana était de rétablir leur crédit par une attitude absolument correcte. Aussi, avec cette intelligente souplesse qui a toujours fait de cette famille les courtisans les plus habiles des souverains du pays, le caïd de Biskra, Mohammed-Sghir-Bengana, avait, quelques jours auparavant, trouvé le moyen de se mettre en relief et d'affirmer à la fois et l'influence de son soff et son dévouement à la France.

Le 12 octobre, pendant que, sous la conduite du caïd Boulakhras-

Bengana, les nomades Gheraba étaient dans leurs parcours habituels au sud du O. Djellal, les principaux membres de la djemaa de Tougourt étaient venus supplier le caïd de s'installer dans leur ville et d'être leur intermédiaire pour exposer aux autorités françaises leurs sentiments de soumission et de fidélité.

Boulakhras se garda bien de nous informer de ces démarches provoquées par son frère, et, sans demander d'instructions, il alla s'installer, le 16 octobre, à Tougourt. Naceur-ben-Chohra avait, la veille, quitté la ville, sur l'invitation formelle de Bouchemal et de Ben-Goubi qui espéraient encore être couverts par la protection des Bengana.

Une fois à Tougourt, Boulakhras rendit compte de ce qui s'était passé; c'était nous forcer la main, et il nous était pénible de voir le représentant d'une famille, que la rumeur publique accusait, non sans raison, d'avoir, sinon directement, du moins indirectement, poussé au massacre de la garnison de Tougourt et à l'assassinat des parents d'Ali-Bey, récolter les fruits de ses coupables intrigues.

Nous étions joués, et cependant nous ne pouvions ni dire à Boulakhras de rendre Tougourt à Bouchoucha, ni y envoyer Ali-Bey, qui aurait rallumé la guerre. On se contenta d'accuser réception à Boulakhras de sa lettre, et de lui donner l'ordre formel et absolu de ne promettre l'amane à personne, de ne contracter aucun engagement, de ne faire aucun acte en notre nom, et on le rendit personnellement responsable de tout ce qu'il ferait à Tougourt sans prendre notre attache préalable.

Mais, de Biskra, le caïd Mohammed-Sghir-Bengana écrivait de tous côtés, et faisait imprimer dans les journaux que son frère, Boulakhras-Bengana, chargé par les Français de pacifier l'Oued-Rir, avait, à la tête des Gheraba, repris à Bouchoucha la ville de Tougourt, devant laquelle avait échoué Ali-Bey.

Le caïd du Djebel-Chechar, Ahmed-Bennaceur, qui, par tradition de famille et par goût, avait toujours été dévoué à la France, et qui, en sa double qualité de noble et de marabout, détestait les khouans et les aventuriers se faisant passer pour chérif, seconda de grand cœur la politique des Bengana et déploya dès lors beaucoup de zèle pour notre cause. Le chérif lui écrivit des lettres injurieuses et menaçantes qui le comblèrent de joie, car elles lui permirent de nous envoyer « ces preuves visibles de son dévouement absolu, alors que ses intérêts matériels étaient si gravement menacés par les bandes du chérif ».

Le moment était du reste bien choisi pour s'affirmer comme serviteur des Français : Boumezrag était en fuite; le colonel Flogny avait quitté le Boutaleb et venait d'arriver, le 25 octobre, à Khenchela, ayant avec lui une colonne de 2,500 hommes, sans compter les goums. Le 28, il entrait dans le cercle de Tebessa, et, le 1er novembre, il s'emparait sans coup férir du village de Sidi-Abid.

Là, il arrêtait les indigènes réputés les plus compromis, vidait les silos, brûlait le village et la zaouïa, y compris le tombeau de Sidi-Abid. Profanation inutile et sans portée, car le souvenir du pieux marabout enterré sur ce point n'était pour rien dans les actes de nos ennemis, dont les paisibles et inoffensifs ksouriens d'El-Abid avaient été les premiers à souffrir. Mais cette opération consola un peu le colonel et ses troupes de n'avoir pas pu rejoindre et combattre les vrais rebelles, qui, à l'approche de la colonne, avaient pris la fuite en Tunisie, vers Tamerza et Nefta.

Le 6 novembre, le colonel Flogny était à Guibeur, où il s'arrêta par suite d'une fausse interprétation des instructions envoyées par le général Delacroix [1].

Le 11, il était à Telidjène, où il faisait razzer un douar rebelle des O. Mbarek, fraction des Brareha, qui se vit enlever 2,300 moutons, 28 chameaux et des tentes, après un petit engagement où nous n'eûmes ni tué ni blessé.

Le 13, le colonel, toujours sur l'Oued-Telidjène, était en amont des gorges de Foum-Mechera, qu'il traversait le lendemain 14.

De son camp, installé au sud des gorges, il envoya ses goums investir Négrine : à mi-chemin, vers l'Oued-Sokna, ceux-ci rencontrèrent des éclaireurs ennemis avec lesquels ils échangèrent quelques coups de fusil. Deux hommes furent tués, un de chaque côté; trois rebelles furent faits prisonniers. La cavalerie régulière, partie un peu plus tard, rejoignit les goums vers la fin de l'engagement, et, tous ensemble, ils arrivèrent à Négrine.

La ville et l'oasis étaient désertes. Les habitants avaient, dès le 13 au soir, évacué leurs demeures et abandonné la presque totalité de leurs provisions et de leurs effets pour fuir vers Tamerza. Le traitement infligé par le colonel Flogny au village de Sidi-Abid, moins

1. Le général Delacroix annonçait son départ de Msila et son intention d'opérer lui-même dans le Sahara; aussi, avant de s'avancer vers le sud, le colonel Flogny, ne voulant pas recommencer l'école qu'il avait faite à la Mestaoua, s'arrêta et demanda de nouvelles instructions.

compromis qu'eux, les avaient effrayés : ils avait voulu mettre au moins leurs personnes en sûreté et éviter des arrestations ou des exécutions sommaires.

Le lendemain 15, le colonel arriva avec sa colonne ; et, dès le 16, il fit commencer la démolition des maisons du qsar et couper les palmiers désignés par les indigènes des goums comme étant ceux des meneurs.

Un émissaire de Mohammed-ben-Amar, qui depuis 1857 était chikh de l'oasis, apporta alors une lettre dans laquelle il était dit que les gens de Négrine se rendaient à merci et acceptaient toutes les conditions qui leur seraient imposées.

On suspendit l'œuvre de destruction, et l'émissaire repartit, avec l'ordre d'avertir les fugitifs qu'on leur donnait vingt-quatre heures pour rentrer chez eux.

Cet émissaire était consterné de ce qu'il avait vu, et le chikh, sachant sa maison détruite et ses palmiers coupés, refusa de continuer des négociations inutiles à ses intérêts privés et à ceux de son soff. Ce fut le chef d'un soff rival, un nommé Salah-ben-Redjeb, qui reprit les pourparlers : il se rendit seul au camp, demanda à être fixé sur les conditions, et repartit en promettant de s'employer à la soumission de ses amis. Mais les conditions ayant paru trop dures, personne ne se présenta au camp.

Le 27 novembre, des patrouilles des goums des Allaouna capturèrent dans la montagne d'El-Madjour le neveu de ce Ben-Redjeb et un autre notable. De leurs réponses on fut en droit de penser que les gens de Négrine, ayant trouvé l'hospitalité dans les oasis de Midas et de Tamerza, en Tunisie, ne reviendraient qu'après le départ de la colonne.

Le colonel Flogny fit aussitôt reprendre la destruction systématique des maisons et des palmiers. Le 28, il ne restait pas une seule habitation dont les toits n'eussent été enlevés et les murs en toubes plus ou moins abattus ; 500 palmiers étaient coupés. Singulier moyen d'augmenter les revenus de l'État et d'encourager les nomades à se fixer au sol !

Le 30, la colonne quitta Négrine et remonta l'Oued-Mechera jusqu'à Cheria, pour, de là, rentrer dans le cercle de Batna. Quand elle eut quitté le cercle de Tebessa, le 10 décembre, les gens de Négrine revinrent, firent acte de soumission, à Tebessa, fournirent des otages, rebâtirent leurs maisons, plantèrent des palmiers et payèrent, à titre de contribution de guerre, douze fois leur impôt annuel (d'ailleurs très

faible); puis ils versèrent encore 1,900 francs pour reprendre possession de ce qui restait de leurs palmiers séquestrés.

Quant aux vrais coupables, les Ouled-Khelifat, ils obtinrent du Kaïa du Kef l'autorisation de se fixer avec leurs troupeaux à Behiret-el-Zouarem, à 25 kilomètres au S.-E. du Kef. Le chérif les avait amenés en triomphateur et bannières déployées; mais, sur les représentations énergiques de notre agent diplomatique à Tunis, il fut incarcéré par ordre du bey et on n'en entendit plus parler.

Six sous-fractions[1] qui avaient suivi la fortune des Ouled-Khelifat eurent à payer des contributions de guerre et furent frappées de séquestre. Ainsi finit l'aventure de ce chérif Mohammed-ben-Abdallah, sur lequel Bouchoucha et Naceur-ben-Chohra avaient compté pour opérer une diversion profitable à leurs intérêts. Il n'avait même pas une seule fois osé combattre les troupes françaises.

Pendant ce temps, l'Oued-Rir et Ouargla étaient restés dans un calme relatif : Bouchoucha, Naceur-ben-Chohra, Si-Zoubir et Boumezrag n'avaient pas fait parler d'eux; ils attendaient les événements et essayaient de rallier à leur cause la tribu des Saïd-Otba qui, depuis l'arrivée de Bouchoucha dans le pays, étaient allés s'installer entre le Mzab et Laghouat, vivant en paix et se bornant à remettre de temps à autre au commandant supérieur de Laghouat les lettres par lesquelles le chérif les invitait à se joindre à lui.

Cette situation, en somme satisfaisante pour nous, se serait certainement prolongée jusqu'à l'arrivée de nos colonnes dans le Sahara, si, tout à coup, Boulakhras-Bengana n'avait voulu faire du zèle et reconstituer à l'état normal l'aghalik qu'il espérait conserver pour lui.

A la fin d'octobre, il avait écrit aux Saïd-Otba que « l'autorité française lui ayant donné le commandement de Tougourt, Ouargla et Oued-Rir, il leur enjoignait de rentrer dans leur pays où, disait-il, il était en train de rétablir l'ordre et la paix ».

Les Saïd-Otba avaient depuis quelque temps grande envie de revenir faire la récolte de leurs dattiers; mais leur caïd Kaddour-ben-Embarek avait déclaré qu'il ne fallait pas aller du côté des insurgés, et que lui,

1. Youkous, Ouled-Chamokh, Zeradma } des Allaouna.
Sidi-Ali-Brarcha, Messaoud, Saïdane } des Brarcha.

coûte que coûte, resterait à Laghouat. Quand ils reçurent, le 31 octobre, la lettre de Boulakhras, ils s'assemblèrent à l'insu du caïd et se décidèrent à partir. Le caïd, alors en ville, fut cependant prévenu par un de ses amis, et il rendit compte de ce qui se passait au commandant supérieur de Laghouat. Celui-ci venait précisément de recevoir d'Alger un télégramme lui enjoignant, sur la demande de son collègue de Biskra, de ne pas laisser partir les Saïd-Otba, si imprudemment sollicités par Boulakhras. On donna quelques spahis à Kaddour-ben-Embarek, qui essaya de s'opposer à ce départ; mais les Saïd-Otba, déjà en route, ne lui obéirent pas, et ils partirent emmenant avec eux son fils Baadj, qu'un peu plus loin ils reconnurent pour chef.

Le 7 novembre, en arrivant vers les sept heures du matin à Kouif-Djelba, entre Guerara du Mzab et El-Alia, leurs éclaireurs rencontrèrent ceux de Bouchoucha. On s'arrêta; les Saïd-Otba n'avaient pas plus de 450 guerriers et ils voyaient devant eux des contingents s'élevant, en mehara, cavaliers et fantassins, à plus de 1,300 fusils. Cependant, lorsque 12 cavaliers de Bouchoucha vinrent sommer les chefs des Saïd-Otba de se joindre au chérif et de lui envoyer l'hommage d'un cheval de gada, le gros de la tribu, entourant Baadj-ben-Kaddour, refusa et déclara que l'on allait combattre. Mais, presque aussitôt, un ancien caïd révoqué, El-hadj-Ahmed-ben-Teguar, ennemi de Kaddour-ben-Embarek et mécontent de voir la tribu groupée autour du fils de son successeur, protesta contre cette décision : il prit un sabre à fourreau d'argent, choisit un cheval, et, le faisant conduire en main, il partit avec deux ou trois notables pour présenter au chérif l'hommage réclamé.

Bouchoucha allait accepter la gada offerte, quand il en fut empêché par les Mekhadma de son entourage. Ceux-ci, se voyant plus nombreux que les Saïd-Otba et ayant contre eux d'anciens griefs, trouvaient qu'il fallait profiter de l'occasion qu'on avait de les razzer à coup sûr. Ils décidèrent donc le chérif à renvoyer le cheval en le déclarant taré et indigne d'être présenté en gada. El-hadj-Ahmed-ben-Teguar, sans se fâcher, répondit qu'il allait en chercher un plus beau et retourna vers les siens. Mais à peine était-il en marche que les Mekhadma lançaient leurs chevaux au galop et engageaient le combat.

Les Saïd-Otba ont une réputation méritée de tribu guerrière, et, bien que gênés par les impedimenta ordinaires des nomades en émigration, ils avaient pris leurs dispositions défensives. Malgré leur infériorité numérique, un contre trois, ils eurent d'abord l'avantage.

Leurs cavaliers repoussèrent ceux de Bouchoucha, enlevèrent 13 méhara et forcèrent les rebelles à se replier en désordre jusqu'à un endroit broussailleux, appelé pour cette raison El-Arich[1]. Là, les fantassins du chérif s'embusquèrent derrière des touffes de rètem[2]; mais déjà ils battaient en retraite, quand les Ouled-Moqrane les firent soutenir par des cavaliers armés de chassepots. Eux-mêmes firent en même temps, sur la droite des Saïd-Otba, une charge brillante qui força ceux-ci à revenir en arrière.

Le combat, commencé entre huit et neuf heures, ne se termina que vers trois heures et demie. Les Saïd-Otba avaient 35 hommes tués, plusieurs blessés, 20 chevaux pris, et ils avaient perdu plus de 1,100 chameaux chargés d'effets ou de provisions. Parmi leurs blessés était l'ex-caïd El-hadj-Ahmed-ben-Teguar, qui s'était vaillamment comporté et avait eu un cheval tué sous lui.

Bouchoucha payait cher sa razzia : il avait 50 hommes tués, parmi lesquels : Chaïb-ben-Bourouba, caïd des Chamba-Ouled-Smaïne; Abdelhakem, nommé par lui caïd des Mekhadma, et qui, blessé, avait été achevé par les femmes des Saïd-Otba. Un Moqrani, El-hadj-Mohammed et un djouad des Ouled-Sidi-Chikh étaient également parmi les morts. Bouchoucha lui-même était grièvement blessé d'une balle à la cuisse; mais il avait dissimulé sa blessure et était resté à cheval jusqu'à la fin du combat.

Les Saïd-Otba purent enterrer leurs morts à Kouif-Djelba sans être inquiétés, et ils allèrent passer la nuit à Haci-Sid-Ahmed-ben-Haous, sur la route de Guerara.

Bouchoucha et ses compagnons emmenant leurs prises se dirigèrent droit au sud; ils cheminèrent ensuite à petites journées jusqu'au delà de Ouargla et ils s'arrêtèrent à Haci-el-Guetar; la blessure du chérif était grave et nécessitait un repos absolu; mais il lui avait fallu se mettre d'abord en sûreté assez loin dans le sud, car il savait par les Ouled-Moqrane, qui, presque chaque jour, recevaient des courriers du Hodna, que le général Delacroix avait quitté Msila le 3 novembre, et qu'il se dirigeait vers le Sahara.

Les nouvelles que lui donnaient ainsi les Ouled-Moqrane n'étaient pas de nature à le satisfaire. La colonne, en effet, s'était installée, le

---

1. El-Arich, dont le sens courant est *berceau, treille, tonnelle*, est le nom de nombreux lieux dits et s'applique à des endroits où il y a des *abris* ou des *couverts* en broussaille ou buissons.

2. Le *retem* est le genêt blanc du Sahara : il forme de gros buissons de deux à trois mètres de haut.

3 novembre, à l'ancienne résidence de Saïd-ben-Boudaoud et l'avait en partie détruite; une lourde contribution de guerre avait été prélevée sur les Souama, et, le 5, à Aouïta-Sidi-Chikh, les goums du commandant Rose avaient fait, sur les Métarfa qui ne s'y attendaient pas, une formidable razzia dans laquelle ils avaient enlevé une soixantaine de tentes en sus des troupeaux.

Le 7, une autre razzia, moins importante pour nous mais aussi pénible pour les vaincus, avait été faite sur les Ouled-Matoug (O. Madi) à Assaous-Beïda près l'Oued-Chellal, où campait la colonne.

Le 11, à Kherza, les Ouled-Ameur, et spécialement les Ouled-Slick, étaient à leur tour razzés par les goums que soutenaient un escadron de chasseurs et une compagnie de tirailleurs. Ce coup de main avait eu lieu après une poursuite de deux jours, le commandant Rose étant parti le 10 au matin d'Aïn-Kermane. Sa razzia se montait à 287 bœufs, 4,616 moutons et 1,000 chèvres.

La colonne Delacroix, après être restée du 12 au 18 novembre à Oglet-el-Beïda, séjourna à Bouçada du 18 au 22 et se mit en route dans la direction de l'Oued-Chaïr.

Dans la nuit du 26 au 27, à minuit, les goums, toujours soutenus en arrière par un escadron et une compagnie de troupes d'Afrique, se dirigèrent sur le Djebel-Doukhane, et, à quatre heures et demie, ils enlevaient les troupeaux des Ouled-Amrane (Ouled-Rahma, des O. Zekri de Biskra).

Le 28 novembre, la colonne Delacroix marchait vers les Ziban, par Foum-Sadouri et El-Amri; mais, avant de quitter le bassin du Hodna, le général confia au commandant Rose un escadron de hussards et quatre compagnies d'infanterie et le chargea de faire la police dans le nord du cercle de Biskra et de ramener les Sahari à l'obéissance.

Le 29 novembre, ce détachement campait à Mdoukal et le 1er décembre à Aïn-Defila. Les Sahari n'ayant voulu livrer ni armes, ni otages, ni moutons pour la nourriture des troupes, furent, le 2 décembre, complètement razzés non loin du camp. Aussi ils s'exécutèrent les jours suivants, notamment le 5, à El-Kantara.

Cependant, Ali-Bey et les principaux caïds de son soff avaient trouvé inique le traitement infligé par le général aux Ouled-Zekri; ils ne surent pas cacher leur mécontentement et commencèrent, dès ce jour, ces récriminations qui, quelquefois justes dans le fond mais toujours désagréables dans la forme, finirent par les faire mal venir et du général Delacroix et des officiers généraux qui le remplacèrent ou lui succédèrent à Constantine. Les gens du Bit-Bouokkaz en arrivè-

rent, par ces maladresses, à compromettre leur crédit auprès de nous et à perdre en partie leur grande situation politique.

Les Bengana, au contraire, qui avaient plus à se faire pardonner, se montrèrent, comme toujours, habiles courtisans. Ils désavouèrent sans hésitation tous ceux des leurs qui nous avaient déplu : les Sahari, Bouchemal et les autres. Ils ne firent jamais une objection, furent toujours aimables, empressés, trouvèrent tous nos actes admirables et parfaits, et surent ainsi, par leur souplesse et leur habileté, conserver à la fois leur situation et les bonnes grâces des autorités françaises.

Quoi qu'il en soit, ces quatre razzias, qui ne nous coûtèrent pas un homme et dans lesquelles furent tués ou exécutés quelques mauvais sujets pris les armes à la main, firent grand bruit dans le Sahara. Quand, le 8 décembre, le général Delacroix[1] arriva à Biskra, tout tremblait devant sa colonne qui ne rencontra plus aucun acte de résistance. Son chef, qui, dès lors, sembla plutôt faire une tournée administrative qu'une expédition de guerre, resta à Biskra jusqu'au 14, et de là se dirigea sur Tougourt, où il arriva le 27.

Le 28 décembre au soir, le commandant Rose, qui avait du Sahara une très grande expérience[2], était envoyé vers le sud avec la mission de reconnaître Ouargla et de préparer la réoccupation de la ville par la colonne. Il emmenait 275 cavaliers, des goums du Tell, 113 Ouled-Zekri et 35 Saïd-Otba.

Dès le 29 au matin, à Blidet-Amar, ses éclaireurs, déployés sur une largeur de 6 kilomètres, arrêtaient et consignaient au convoi, sans exception aucune, tous les individus rencontrés.

Le soir du 1er janvier 1872, ses goums entouraient Ngouça, attachaient les gens trouvés dehors et ne laissaient sortir personne de l'oasis ; les habitants, d'ailleurs, ennemis héréditaires de ceux de

---

1. Pendant que la colonne Delacroix cheminait ainsi dans le Sahara oriental, à l'autre extrémité de l'Algérie, dans le sud-ouest oranais, le colonel Gand marchait sur Benoud, précédé des goums de l'agha Sliman-ben-Kaddour-Ould-Sidi-Chikh. Le 23 décembre, à El-Mengoub, à 40 kilomètres au sud de Benoud, l'agha et ses Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba infligeaient un sanglant échec à Si-Kaddour-ben-Hamza, chef des Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga insoumis. — (*C'est par suite d'une omission involontaire que ce beau combat ne figure pas* POUR MÉMOIRE *dans le tableau chronologique, en tête de cet ouvrage.*)

2. Comme sergent à la légion étrangère, alors qu'il était secrétaire du bureau arabe de Biskra, Rose, assisté d'un petit groupe d'indigènes dévoués, avait levé, à vue et à la boussole, tout le pays entre Biskra, Tougourt, El-Oued et Négrine, avant que le Souf et l'Oued-Rir ne fussent conquis. Ces croquis avaient beaucoup servi lors des expéditions faites en 1854 pour la soumission de Tougourt et du Souf, expéditions auxquelles Rose assista en qualité de sous-lieutenant adjoint au bureau arabe.

Ouargla, nous étaient acquis, encore bien qu'ils se fussent soumis à Bouchoucha.

Le 2 janvier, Rose et ses goums quittent Ngouça à trois heures du matin; avant le jour ils sont à Ouargla, qu'ils contournent pour gagner la porte des Beni-Ouagguine, dont ils comptent utiliser l'inimitié séculaire contre les Beni-Sissine partisans du chérif. Sans perdre un instant la porte est enfoncée, et ce n'est que lorsque nos goums sont entrés que les vedettes des Beni-Sissine lancent leurs cris d'alarme. Ceux-ci s'attendent si peu à cet audacieux coup de main que le premier individu qui annonce l'entrée des goums est maltraité et arrêté comme propagateur de fausse nouvelle. On savait, en effet, que la colonne marchait très lentement, et personne n'avait encore signalé son départ de Tougourt. L'individu fut conduit à la Kasba, et il y arriva en même temps que le commandant Rosc, au moment où nos goumiers arrêtaient le représentant du chérif.

Les Beni-Sissine n'essayèrent pas de résister, et l'occupation se fit sans difficulté, avec l'aide des Beni-Ouagguine.

Le jour même, le général Delacroix recevait, par mehari, une dépêche du commandant Rose lui annonçant que le drapeau tricolore flottait de nouveau sur la kasba de Ouargla.

Bouchoucha en était parti dès le 17 décembre, à la nouvelle de la marche du général sur Tougourt. Il était depuis le 30 à Haci-Bourouba, où les rebelles formaient cinq groupes ou nedja : celui du chérif avec Si-Zoubir-Ould-Hamza, celui des Chamba, celui des Mekhadma, celui des Ouled-Moqrane, celui de Naccur-ben-Chohra. Quand ils connurent l'arrivée de nos goums à Ouargla, ils se portèrent à 50 kilomètres plus au sud, à Haci-Qaddour.

Le 5 janvier, le général Delacroix campait sous les palmiers de Ouargla, et, utilisant la bonne volonté et l'expérience du commandant Rose, il confiait à cet officier supérieur le soin de poursuivre les rebelles dans l'extrême-sud. L'expédition devait, dans le principe, se composer uniquement de 443 goumiers[1], d'une compagnie de tirailleurs montés à mehari ou à mulet, et d'un demi-escadron de cavalerie: c'était ce qu'avait demandé le commandant Rose, et c'était tout ce qu'il fallait, étant données les ressources en eau du pays et les diffi-

1. Ce goum était divisé en quatre pelotons : 1° Ouled-Abdelnour, O. Nabète et Ameur de Sétif; sous-lieutenant de Bazignan du 3e tirailleurs; — 2° Saïd-Otba; lieutenant Marochetti du 1er hussards; — 3° Ouled-Zekri; Si-Smaïl-Ould-Kadi, lieutenant de spahis; — 4° Mokhaznya d'Ali-Bey et gens du Bit-Bouokkaz, lieutenant Boutarel.

cultés de nourriture. Mais, au dernier moment, sur les observations du général de Gallifet, commandant la subdivision, le général Delacroix modifia la composition du détachement et le transforma en une colonne légère sous les ordres du lieutenant-colonel Gaume, qui emmena avec lui 250 chasseurs, hussards et spahis, et 240 tirailleurs montés, destinés à soutenir les goums du commandant Rose. Ainsi composée, cette colonne allait, pendant onze jours, se livrer à une poursuite endiablée qui, exécutée à une autre époque, aurait fait la fortune militaire des chefs qui la dirigèrent, mais qui, en raison des circonstances, passa à peu près inaperçue. Elle mérite cependant d'être racontée[1].

Le 7 janvier 1872, les goums et un peloton de 28 spahis quittaient le camp de Rouissat[2], précédant de vingt-quatre heures les troupes de la colonne Gaume, et campaient le soir à Haci-Bourouba.

Le 8, à peine sorti du camp, on relevait les traces des rebelles fugitifs, et un individu des Beni-Thour, transfuge ou vedette de Bouchoucha, confirmait les renseignements qu'on avait déjà sur le campement du chérif à Haci-Qaddour.

A 45 kilomètres du point de départ, à Haci-Meguerba, le commandant Rose laissa 170 chevaux pour les faire boire, et poussa avec le reste jusqu'à Haci-Qaddour, qui est à 10 kilomètres plus loin.

Au moment où il descendait dans le bas-fond, au centre duquel est ce puits, ses éclaireurs lui signalèrent un campement considérable sur le plateau, au sud et de l'autre côté de la dépression. Quelques hommes des O. Saïah, qui étaient au puits, furent faits prisonniers et annoncèrent que, le matin même, un mehari, envoyé de Ouargla aux Mekhadma, avait signalé le départ de la colonne de cavalerie et des goums, et qu'à cette nouvelle, le chérif et ses compagnons avaient quitté Haci-Qaddour pour marcher sur Haci-Tamesguida, point dont

1. Ce récit est extrait en partie du remarquable rapport adressé le 27 janvier 1872 au général Delacroix par le commandant Rose, qui a bien voulu communiquer à l'auteur sa minute et le croquis à l'appui. Ce rapport, outre son intérêt historique, avait, à l'époque où il fut établi, un intérêt topographique considérable, car, tout en poursuivant l'ennemi, le commandant Rose faisait un levé à vue des terrains parcourus et consignait une foule de renseignements précis sur les points d'eau, visités pour la première fois par des Français. En dehors de ces indications, l'auteur a reçu du commandant Rose plusieurs lettres intimes et personnelles qui lui ont permis de donner ici des détails absolument inédits.

2. Rouissat est une oasis à 2 kilomètres de Ouargla; c'est un endroit *très salubre*, et c'était là que le général Delacroix avait installé sa colonne sur l'emplacement du camp du chérif.

ils prétendaient ignorer la position et la distance. On n'était pas mieux renseigné dans le goum, car les seuls Sahariens qui en faisaient partie étaient les Saïd-Otba, dont les parcours sont à l'ouest de Ouargla, et qui ne s'aventurent jamais dans le pays de leurs ennemis, les Chamba et les Mekhadma.

Le commandant Rose, choisissant à la hâte les 200 meilleurs chevaux de son goum, se porta aussitôt, au grand trot, dans la direction de la nezla signalée. A huit ou dix kilomètres environ du puits de Qaddour il l'atteignit, mais les tentes étaient vides. On ramassa des provisions, des ustensiles, 80 chameaux et un millier de moutons; et il fut impossible d'aller plus loin, car la nuit était venue et il n'y avait pas d'eau pour faire boire les chevaux, en route depuis le lever du soleil.

On ne pouvait donc ni s'arrêter ni songer, avec des goums à moitié Telliens, à battre le pays et à courir sus à un ennemi supérieur en nombre, commandé par des chefs renommés et combattant derrière des tentes pour défendre ses femmes et ses enfants. On revint à Haci-Qaddour.

La nuit du 8 au 9 se passa en préparatifs de départ, en petites reconnaissances autour du puits, et en interrogatoires de prisonniers. On sut que, en dehors des serviteurs non armés, des femmes et des enfants, les cinq nedj'a comprenaient : dans le groupe de Boumezrag, 17 Ouled-Moqrane, 43 cavaliers nobles, parents, amis ou serviteurs d'élite, et 10 fantassins des Hachem ; dans le groupe de la zmala du chérif, 100 fusils; dans celui des Mekhadma, 400 fusils; dans celui des Chamba, 100; dans celui de Naceur-ben-Chohra, 10 cavaliers bien connus. C'était donc un minimum de 640 combattants.

Le 9 janvier, à quatre heures du matin, nos goumiers se mettent en marche. A six heures et demie ils entendent, à une faible distance, les cris des chameaux qu'on charge; une demi-heure plus tard, ils enlèvent 80 de ces chameaux et une douzaine de tentes, ce qui fit perdre du temps. On fait alors rebrousser chemin à cette prise avec quelques goumiers, et on continue à suivre les traces des fugitifs. A neuf heures, on aperçoit l'ennemi à environ 8 kilomètres ; à diverses reprises il disparaît, déploie des cavaliers en tirailleurs, puis s'éloigne à nouveau, et ce n'est qu'à onze heures que nos cavaliers atteignent enfin la nedja du chérif. Les chameaux errent déchargés et sans maîtres, leurs charges sont à terre, les sacs sont éventrés, et on ne voit pas de défenseurs.

Pendant une demi-heure nos goums marchent, rencontrant tou-

jours des chameaux et voyant le sol jonché d'effets de plus en plus précieux; bientôt ce sont des palanquins, des tapis, puis enfin des femmes richement vêtues, des enfants, des nègres et des négresses. Toute la zmala de Bouchoucha est là, dans nos mains, et il n'a pas encore été tiré un seul coup de fusil.

Nos goumiers se débandent et se ruent au pillage. Mais le commandant Rose a compris que l'ennemi a voulu retarder notre marche et affaiblir notre effectif en donnant un aliment aux convoitises de nos auxiliaires indigènes; il fait mettre sabre au clair au peloton de spahis et charge ses goumiers à coups de plat de sabre. Vains efforts! Malgré l'aide des quatre officiers chefs des goums, il ne peut réunir qu'une centaine de cavaliers en sus des 28 spahis du lieutenant Chagny. C'est avec ce faible effectif qu'il arrive, à midi, à portée de fusil des Ouled-Moqrane.

Une phalange compacte de 3,000 chameaux marche là, entourée de cavaliers d'élite; elle cache dans son intérieur les fantassins recrutés dans les nedja qui sont en avant. Dès les premiers coups de fusil, la marche des chameaux se régularise et c'est avec les chassepots de nos déserteurs que l'on répond au feu de nos spahis. Du centre de cette forteresse ambulante, qui lentement s'avance, retentissent les youyous stridents et provocateurs des femmes et des filles des Ouled-Moqrane. Chaque fois que spahis ou goumiers, officiers en tête, se lancent et chargent sur la nedja, des feux d'ensemble arrêtent leur marche. En deux heures et demie, la nedja a avancé de 15 kilomètres. Nous avons abattu des chameaux, mais la muraille mouvante ne s'est pas ouverte; l'ennemi a seulement abandonné cinq hommes tués, parmi lesquels est un neveu de Naceur-ben-Chohra, et nous ignorons s'il a des blessés. De notre côté, nous avons quatre hommes grièvement atteints, dont un officier, M. de Bazignan, et un maréchal des logis de spahis.

Impossible d'avoir des renseignements sur le pays; on est à cinq ou six kilomètres au sud de Tamesguida, et personne ne veut dire où est ce puits; les prisonniers font tout pour nous empêcher de gagner ce point; le jour baisse, on ne peut encore, faute d'eau et de guide, continuer la poursuite; il faut revenir en arrière, rallier nos goumiers pillards pour avoir un peu d'orge, et marcher pendant 62 kilomètres pour retrouver Haci-Qaddour.

On se repose une heure et on revient sur ses pas; on fait une grande halte, la nuit, à environ 24 kilomètres, et, le 10, vers midi, on arrive à Haci-Qaddour où les goumiers non combattants ont déjà amené la

presque totalité de la zmala de Bouchoucha : 848 chameaux chargés de palanquins, de tapis et d'orge, 115 tentes, dont celles du chérif et celle de Saïd-ben-Boudaoud, puis plusieurs milliers de moutons et des prisonniers. Sur la route sont restés d'autres moutons et 450 charges de dattes que, faute de moyens de transport, on a dû abandonner. Parmi les prisonniers on reconnaît Si-Abdelaziz-ben-Mohammed, ex-cadi du Sahel-Guebli, et Si-Mohammed-ben-Hamouda, ex-cadi de la Medjana.

Le 11, la colonne Gaume arrive à Haci-Qaddour et y fait séjour le 12. On expédie à Ouargla la razzia du 9 et le commandant Rose envoie des mehara aux renseignements.

Pendant ce temps, les nedja des Ouled-Moqrane, des Mekhadma et de Bouchoucha ont continué leur route vers le sud-ouest et sont campées, depuis le 10 janvier, à Gord-Aïeh. Les Chamba ont abandonné le chérif et sont allés, droit au sud, à Aïn-Taïba ; un seul Chambi, le chikh Bissati, dont les chameaux ont été enlevés dans la razzia du 9, reste de sa personne avec le chérif.

A Gord-Aïeh, la désunion s'est mise dans le camp des fugitifs : Si-Zoubir est parti pour Insalah avec ses quelques Ouled-Sidi-Chikh ; Bouchoucha, qui n'a plus que deux femmes et quatre chameaux, a peur d'être livré par les Mekhadma ou par les Ouled-Moqrane, qui viennent déjà de sacrifier sa zmala, et il campe dans la direction d'Insalah, au sud du groupe des Mekhadma. Ceux-ci, qui ont avec eux les Ftaït, c'est-à-dire toute la noblesse religieuse des Ouled-Moulet, se sont étendus en une longue ligne qui semble barrer la route du sud aux Ouled-Moqrane ; ils délibèrent pour savoir s'ils continueront leur route ou s'ils ne s'empareront pas de Boumezrag pour le livrer à la colonne Gaume en échange de l'amane. En attendant une décision, ils envoient leurs chameaux reprendre les charges de dattes abandonnées dans la journée du 9, près Tamesguida.

Les O. Moqrane et Naceur-ben-Chohra sont campés sur les bords mêmes du puits de Gord-Aïeh ; ils ont eu connaissance des préoccupations des Mekhadma et sont sur leurs gardes.

C'est alors que, le 11 janvier, un certain Mouley-Larbi, lettré, originaire des Cherfa de Ouargla, essaya d'assassiner le chérif Bouchoucha, dont il avait toujours été l'ami et le familier. Il ne réussit qu'à lui faire d'horribles blessures : un Chambi et El-Bissati, accourus aux cris de la victime, reçurent dans leurs bras le chérif sanglant et aux trois quarts mort.

Ce crime resta longtemps mystérieux, et pour cause.

Une des premières versions qui coururent était que le coup avait été fait uniquement dans le but de s'emparer de la personne de Fatma-bent-Djelloul, femme de Bouchoucha. Ce fut la version constante des Beni-Thour.

D'autres affirmèrent que Naccur-ben-Chohra avait payé l'assassin pour s'emparer de la cassette du chérif et des 80,000 francs qu'elle contenait, — et qu'il emporta réellement en Tunisie. Mais, cette cassette, Naceur-ben-Chohra l'avait en sa possession depuis le 9; Bouchoucha, qui n'avait pas pu empêcher les Moqrani de disposer de sa zmala pour la jeter aux mains de nos goumiers et retarder la poursuite, n'était plus en état d'inquiéter Ben-Chohra ni même d'être dévalisé. Ce qu'on voulait, en le tuant, c'était empêcher des révélations compromettantes, et ni les Moqrani ni Naceur-ben-Chohra n'avaient à cela un intérêt quelconque.

Quoi qu'il en fût, ces renseignements donnés par des espions et des prisonniers semblèrent au colonel Gaume et au commandant Rose de nature à permettre de continuer la poursuite; ils décidèrent qu'on partirait le 13 au matin dans la direction de Gord-Aïch et qu'on emporterait des tonnelets d'eau afin de franchir les 90 kilomètres en deux jours.

Dans la soirée du 13, on apprit qu'on n'était qu'à 8 kilomètres de Tamesguida qu'on avait enfin découvert.

Le 14 au matin, on envoya les tonnelets vides et un groupe d'hommes de corvée à Tamesguida, qui devait rester la base d'opérations, et on continua la route vers le sud, les goums précédant les troupes régulières de quelques kilomètres.

On marchait depuis deux heures environ, au milieu des débris de la razzia du 9, quand les éclaireurs signalèrent une colonne de fumée vers le sud-est.

C'était la nedja des O. Moqrane qui, le 12, s'étaient séparés des Mekhadma et qui, sous la conduite de Naceur-ben-Chohra, vrai pilote du désert, marchaient vers le nord, dans la direction de Haci-Djeribia, persuadés que, à Haci-Qaddour, la colonne avait fait demi-tour pour retourner à Ouargla, et avait ainsi laissé libre la route du Nefzaoua.

A la vue de cette fumée, le commandant Rose, qui ignorait le mouvement des Ouled-Moqrane, suspendit sa marche et envoya deux petits groupes d'éclaireurs reconnaître ce que cela pouvait bien être.

Un de ces groupes rencontra un cavalier isolé qu'il poursuivit pendant plusieurs kilomètres, et qu'il finit par tuer; cela les conduisit en

vue de la nedja, et ils revinrent au galop apporter la nouvelle au commandant Rose.

Mais les coups de feu tirés contre l'homme tué ont été entendus de la nedja, qui, se croyant découverte, a fait demi-tour, et qui, au lieu de marcher vers le nord, a rebroussé vers le sud-ouest, sous la conduite de Naceur-ben-Chohra; elle a ainsi 20 kilomètres d'avance sur le premier peloton de nos goums, qui, sur les indications des éclaireurs, vient de partir au trot avec le lieutenant Boutarel.

En ce moment, le commandant Rose rallie ses goums, et, quand on est bien certain d'être sur des traces des Ouled-Moqrane (traces faciles à reconnaître, car eux seuls ont des mulets), la colonne suit les goums.

Trois éclaireurs rentrent alors à leurs pelotons, ce sont deux Telliens et un homme des Ouled-Zekri; deux sont blessés, le troisième a son cheval atteint d'un coup de feu. Ils rendent compte qu'ils ont rencontré deux cavaliers de la nedja avec lesquels ils ont engagé le combat, mais que, blessés, ils n'ont pu atteindre ces deux cavaliers isolés. On n'attacha pas grande importance à cette déclaration, l'attention étant tout entière concentrée sur la nedja qu'on poursuivait.

Ces deux cavaliers ennemis étaient cependant Boumezrag et un de ses serviteurs, — on ne le sut que onze jours plus tard, en arrivant à Ouargla. — Voici ce qui était arrivé :

Dans la matinée, l'avant-garde de la colonne avait trouvé sur sa route, parmi les épaves qui jonchaient le sol, un énorme sac de poudre; un caporal des subsistances, faisant partie de cette avant-garde, ne voulant ni charger sa monture de ce fardeau ni l'abandonner, eut l'idée d'y mettre le feu : cela produisit une gerbe incandescente et un gros nuage de fumée qui fut vu de la nedja. Comme on était persuadé que la colonne était déjà loin vers le nord, on crut que c'était là un signal des éclaireurs de la nedja, et des cavaliers furent lancés dans cette direction.

Boumezrag, toujours ardent, avait, de sa personne, devancé ces cavaliers, et, accompagné d'un seul serviteur, il était venu tomber au milieu des traînards du goum, dispersés çà et là et en train de ramasser des épaves. D'abord, rien ne le distinguant de nos auxiliaires, on n'avait pas pris garde à lui, et il avait pu chevaucher quelques instants au milieu des nôtres sans exciter la défiance. Voulant se renseigner, Boumezrag avait engagé la conversation avec trois cavaliers, qu'il avait insensiblement, et sans affectation, maintenus isolés. Mais ceux-ci, aux questions qui leur étaient faites, virent qu'ils

avaient affaire à des gens des nedja poursuivies; ils se disposaient à appeler à la rescousse, quand Boumezrag et son serviteur, se voyant découverts, firent feu sur eux et prirent la fuite vers le nord, seul côté où ils ne voyaient pas de goumiers de la colonne. Ceci se passait au moment où le commandant Rose venait de lancer le peloton de M. Boutarel vers la nedja, et où le gros de la colonne se mettait en marche, au moment aussi où la nedja, prévenue par les coups de feu tirés sur un des siens, avait brusquement modifié sa direction. Boumezrag s'était ainsi trouvé coupé de la nedja, et il ignorait absolument de quel côté elle se dirigeait.

Ces détails étaient inconnus du commandant Rose le 14 janvier, et la personnalité de Boumezrag n'avait même pas été soupçonnée par les trois goumiers qui avaient été aux prises avec lui.

On continua donc la poursuite de la nedja sans se préoccuper de l'incident signalé; le colonel Gaume envoya en avant le commandant Robert d'Orléans et ses deux escadrons de chasseurs d'Afrique pour soutenir le goum et, si faire se pouvait, marcher avec lui sous les ordres du commandant Rose, plus ancien de grade.

A ce moment, celui-ci a déjà rejoint le lieutenant Boutarel et a constaté que les fugitifs marchaient au trot; il fait presser l'allure, et, bientôt, il voit encore une fois la route couverte d'épaves : des moutons, des chevaux, des mulets et des chameaux fourbus, des tentes, des cantines, enfin, des négresses, des hommes éclopés, attestent que l'on abandonnera tout pour sauver les personnes marquantes. A quatre heures du soir, des Hachem, tombés épuisés sur le sable, sont ramassés par le commandant Rose, et lui apprennent que, la veille, les fugitifs ont couché sans eau.

A cette nouvelle, on presse l'allure; chacun comprend que, si on ne perd pas la trace avant la nuit et si la colonne peut faire parvenir en temps utile les tonnelets pour abreuver les chevaux et l'orge pour les nourrir, on sera, le lendemain, maître des Ouled-Moqrane épuisés.

Mais cette marche forcée fatigue nos chevaux. Beaucoup sont déjà en arrière; à six heures du soir, quand le soleil se couche, il ne reste que cinquante cavaliers marchant avec ensemble à la tête de la colonne. On voit mal les traces, et on est obligé d'aller au pas, en suivant des hommes à pied, qui seuls peuvent relever la piste à la clarté de la lune.

A dix heures du soir, celle-ci se couche. On s'arrête alors, et on écoute : des aboiements de chiens, un bruit confus, annoncent aux oreilles exercées des Sahariens que la nedja des fugitifs campe der-

rière un massif de dunes qui barre la route, à 3 ou 4 kilomètres en avant. Le commandant Rose fait reconnaître ce massif par des gens à pied ; lui-même, avec sa vieille expérience du Sahara, il va en avant avec ses éclaireurs, quand tout à coup, à onze heures et demie, retentit le son éclatant des trompettes, qui sonnent le ralliement et la marche du 3e chasseurs d'Afrique. C'est le commandant Robert d'Orléans, qui vient de rejoindre la tête du goum et qui rassemble ses hommes, sans se douter de la proximité de l'ennemi.

A ce bruit, Naceur-ben-Chohra fait lever le camp. Il a bien voulu s'arrêter, sur la prière des femmes épuisées et lorsqu'il a cru n'avoir derrière lui que des goums ; mais il ne veut pas s'exposer à une lutte inégale contre des soldats français armés de leurs terribles fusils. Les femmes protestent et se lamentent ; il menace de les abandonner « aux roumis ivres de vin », et de partir seul : les malheureuses s'exécutent.

Au bivouac du commandant Rose on entend le bruit du déménagement, les cris des chameaux qu'on charge, les aboiements des chiens qui redoublent. Toute la nuit des cavaliers rejoignent isolément ; mais on ne voit venir ni eau ni orge. On a marché si vite qu'on a 47 kilomètres d'avance sur le gros de la colonne, qui, elle, s'est arrêtée à la tombée de la nuit. Le cavalier portant la demande de tonnelets et d'orge s'est égaré dans l'obscurité, et il n'arrive auprès du colonel Gaume que le lendemain 15 à midi, alors que celui-ci s'est encore avancé de 16 à 18 kilomètres.

L'absence d'eau et d'orge empêche le commandant Rose de continuer la poursuite ; d'ailleurs, les éclaireurs, envoyés le 15 au matin, ne voient plus la nedja, qui a marché toute la nuit. A une heure et demie, apprenant par un cavalier du colonel que l'estafette portant la demande d'eau[1] n'est pas arrivée, le commandant Rose renonce à la poursuite et rebrousse chemin ; à trois heures et demie, il rencontre seulement son convoi d'eau, et, à huit heures du soir, il rejoint la colonne.

Il ramenait avec lui quelques Hachem faits prisonniers par ses éclaireurs dans la matinée, et ces prisonniers avaient donné des renseignements importants. L'endroit où s'était arrêté le commandant dans la nuit du 14 au 15 n'était qu'à environ 20 kilomètres d'Aïn-

1. Pendant toute cette poursuite, le commandant Rose envoyait d'heure en heure au colonel un cavalier avec quelques mots écrits à la hâte sur une page de carnet, où était mentionnée l'heure du départ. C'est ainsi qu'il sut que sa demande d'eau n'était pas arrivée.

Taïba, seul point d'eau certain dans les environs. Mais ceux qui donnaient ce renseignement ignoraient absolument la direction de ce point [1]. Ils ajoutaient que le deuil était dans la nedja des Ouled-Moqrane, où l'on était sans nouvelle de Boumezrag, qu'on croyait tombé dans une embuscade le matin, ou peut-être égaré et errant isolé dans le Sahara.

C'étaient là des indications à retenir : car, comme on savait que Boumezrag n'avait pas été pris par nos éclaireurs, on pensait que l'émigration s'arrêterait pour rechercher le chef de famille, et que, pour cela, elle irait, selon toute probabilité, à Aïn-Taïba, le seul point d'eau connu dans les environs.

Sur cette donnée, après s'être reposé dans la journée du 15 et dans la matinée du 16, le commandant Rose repartait vers le sud, emmenait avec lui les 150 meilleurs chevaux de son goum, le peloton de spahis et 50 chasseurs d'Afrique sous les ordres du lieutenant Blekner. En même temps, les troupes régulières remontaient vers le nord pour gagner Tamesguida et Haci-Qaddour.

Cette fois, le commandant Rose emportait de l'orge et une petite provision d'eau dans des outres. Il suivit d'abord la route du 14, et, dès le 17 au matin, ses éclaireurs furent envoyés à droite et à gauche, avec mission de ramener un Chambi. Comme les Chamba étaient avec leurs troupeaux vers Aïn-Taïba, et que l'éparpillement est de règle chez eux, il y avait des chances pour que les éclaireurs découvrissent quelques bergers, et tous les Chamba connaissent Aïn-Taïba, qui est, en quelque sorte, la capitale de leur pays [2].

La chasse fut fructueuse, mais les captifs ne voulurent à aucun prix donner l'indication cherchée. On fut forcé d'en fusiller deux pour délier la langue du troisième. Quand on fut fixé sur la direction, on déposa dans une dune la moitié des provisions, vivres et orge, et, ainsi allégé, on continua la course.

Quelques petites razzias de chameaux isolés égayèrent d'abord la marche, puis des coups de feu se firent entendre. Aussitôt on se porte au secours des éclaireurs, et on les trouve aux prises avec des fantas-

---

1. Ce n'était pas bien entendu en kilomètres qu'ils donnaient la distance : ils avaient entendu dire que, de ce point, on pouvait mener un troupeau s'abreuver à Aïn-Taïba et le ramener dans la même journée. Ce qui impliquait une distance d'environ 20 kilomètres, car on ne peut guère faire faire plus de 40 kilomètres dans une journée à un troupeau.

2. Aïn-Taïba n'est pas un simple puits, mais bien un petit lac d'eau potable de 100 mètres de diamètre sur 6 de profondeur.

sins chamba retranchés dans des dunes presque inaccessibles. On en blesse deux, et, à ce moment, le peloton de chasseurs d'Afrique, qui accourt au grand trot à quelques mètres de distance, se trouve sur le col qui domine la mare d'Aïn-Taïba. C'était la première fois que des Français arrivaient sur ce point.

Les Chamba avaient disparu, nous laissant un petit troupeau de moutons. On choisit les plus belles bêtes, on les dépouille, on les fait rôtir, et déjà l'on s'apprêtait à les manger, quand soudain la fusillade éclate du haut d'une grande dune qui domine le camp, et l'on voit les canons des longs fusils des Chamba qui dépassent la crête.

En un instant les chasseurs d'Afrique sont groupés; ils se déploient en tirailleurs et arrivent au pas de course au pied de la dune très escarpée qu'ils escaladent en rampant et en s'aidant des mains, pendant que les coups de feu tirés de la crête passent par-dessus leur tête.

A quelques mètres du sommet ils s'arrêtent pour attendre les retardataires; quand ils sont tous bien alignés et reposés, le lieutenant Fontan donne le signal de l'attaque à l'arme blanche, les trompettes sonnent la charge, et, en quelques minutes, l'ennemi culbuté sur l'autre versant de la dune prend la fuite sous un feu nourri qui active sa course. Quatre Chamba sont tombés morts sur l'arête même de la dune, et on voit les fuyards emporter de nombreux blessés.

Le goum les poursuit et leur enlève 130 chameaux et 800 moutons (y compris ceux déjà pris à la première escarmouche). Ce combat, qui fut le dernier de l'insurrection, ne nous coûta pas un seul blessé.

Nous n'avions malheureusement aucune donnée sur la nedja des O. Moqrane, et, puisqu'elle n'était pas à Aïn-Taïba, il fallait renoncer à une poursuite que seuls pouvaient faire des cavaliers à mehara.

Il ne restait donc qu'à rallier la colonne. On partit le 18, et le 19 on retrouvait le colonel Gaume à Tamesguida.

Le 25 janvier, les goums et la colonne étaient au camp de Rouissat[1].

1. Départ d'Aïn-Taïba le 18; — campé le soir dans les dunes; — arrivé le 19 à Tamesguida, séjour le 20; — le 21, à Haci-Guettar, séjour le 22; — à Medjira et Haci-bou-Nemel le 23. — A cette étape, des chevaux, effrayés à la vue d'un homme portant une charge de bois, causent une formidable panique qui disperse les montures de tous le goums et des spahis. Le soir, il en manquait 80; le lendemain, 40 seulement; 19 manquaient encore lors de l'arrivée à Ouargla le 25 janvier. Le 30, on apprit que 5 de ces 19 chevaux avaient été arrêtés à *El-Hadjira* à 150 kilomètres de leur point de départ : ces cinq bêtes n'avaient pu boire que dans les seguia aux environs de Rouissat et Ouargla. C'est un exemple curieux de la force de résistance du cheval arabe.

Boumezrag y était depuis cinq jours; il ne s'était pas livré volontairement, comme il l'a dit plus tard pour sa défense; il n'avait pas non plus été enlevé dans un combat.

Le 20 janvier, au point du jour, un brigadier de chasseurs de France, faisant partie d'une patrouille circulant autour du camp, avait trouvé deux indigènes inanimés près d'une petite flaque d'eau restée dans une seguia d'irrigation, sur la lisière de l'oasis. Il avait fait enlever les deux individus, qui respiraient encore, et les avait transportés au camp, où, soignés à l'ambulance, ils avaient repris connaissance et s'étaient nommés : c'était Boumezrag et son serviteur.

Pendant six jours ils avaient marché tous deux, sans autre nourriture que les feuilles des plantes sahariennes et sans une goutte d'eau. Ils avaient bien rencontré des puits, mais ils n'avaient ni les réceptacles ni les moyens de puiser dont sont toujours pourvus les Sahariens. Leurs chevaux étaient morts de faim et de soif; à pied, ils avaient continué à s'avancer vers le nord, espérant toujours rencontrer un berger ou un courrier indigène : ils ne rencontrèrent qu'un cavalier chambi qui leur refusa de l'eau, ne voulant pas se laisser approcher par deux hommes qu'il prit pour des goumiers du Tell.

Si même, à Rouissat, Boumezrag et son serviteur avaient eu la bonne fortune de rencontrer un musulman au lieu d'un Français, ils eussent certainement été hébergés, cachés, et probablement sauvés.

Conduit devant le général Delacroix, Boumezrag se présenta en serviteur repentant et suppliant. Il invoqua les quarante années de bons et loyaux services de son père et son frère, déclara qu'il s'était rendu volontairement et que, pour donner une preuve non équivoque de son dévouement à la France, il avait, avant de quitter les siens, fait tuer l'agitateur Bouchoucha. En réalité, il n'était pour rien dans cet assassinat, et, en faisant ce mensonge, Boumezrag payait une dette de reconnaissance aux gens des Beni-Thour, qui n'avaient pas voulu indiquer au commandant Rose la position du puits de Tamesguida, renseignement qui aurait amené la prise de tous les Ouled-Moqrane. Quant à l'assassin, il avait agi à l'instigation du chikh Brahim-ben-el-hadj-Abdelkader de Rouissat (Beni-Thour), lequel avait intérêt à empêcher des révélations compromettantes pour lui. Car ce chikh avait été, avec Bouchemal et consorts, un agent des plus actifs du soff hostile à Ali-Bey.

Le général répondit durement à Boumezrag : « Je veux bien, en ce qui me concerne, vous donner mon amane, c'est-à-dire renoncer à

mon droit de vous faire fusiller sur-le-champ, mais vous serez traduit devant la justice et vous subirez le châtiment de vos crimes; c'est là tout ce que je puis faire pour vous. »

Le général envoya à Biskra un courrier avec un télégramme annonçant « la prise de Boumezrag » et la mort de Bouchoucha, que divers renseignements semblaient confirmer.

Cette dernière nouvelle était inexacte, mais peu importait que Bouchoucha fût mort ou vivant. L'arrestation de Boumezrag enlevait à l'insurrection son dernier drapeau. Lui vaincu et prisonnier, nul en Algérie ne pouvait plus espérer pouvoir encore soutenir les armes à la main la cause à jamais perdue de la féodalité indigène.

---

# ÉPILOGUE

Durée, étendue et importance de l'insurrection de 1871. — Nombre des combats livrés. — Nature de ces combats. — Concours des indigènes fidèles. — Triple répression infligée aux insurgés : la contribution de guerre, le séquestre, les tribunaux. — Le procès des grands chefs ou procès des témoins ; ses imperfections et ses étrangetés. — Réorganisation du Tell et du Sahara. — Soumission des Chamba et des Mekhadma en 1873. — La colonne Gallifet à El-Goléa (janvier 1873). — Bouchoucha à Insalah, au Gourara et au Touat. — Les Ouled-Moqrane en Tunisie. — Leur pétition au sultan de Constantinople (1873). — Opinion du général Chanzy. — Mesures prises en Tunisie. — Bouchoucha reparaît dans le Sud (juillet 1873). — Prise de sa nouvelle zmala (juillet 1873). — Sa triple razzia sur les Ouled-Saïah à Haci-Sidi-Messaoud, Haci-Si-Mammar et El-Mouïla (dans la nuit du 12 au 13 février 1874). — Échec de Saïd-Bendris à Haci-bou-Keloua (le 19 février 1874). — Son expédition dans le grand Sahara. — Combat sur l'Oued-Akaroba dans le Mouyda (24 mars 1874). — Prise de Bouchoucha près El-Milok (le 31 mars 1874). — Son procès. — Son exécution (le 25 juin 1875). — Naceur-ben-Chohra est embarqué à Tunis pour la Syrie (2 juin 1875). — Les chefs de l'insurrection algérienne combattent les Canaques révoltés à la Nouvelle-Calédonie (1879). — Évasion d'Aziz (mai 1881). — Son attitude à Djeddah. — Les Ouled-Moqrane en Tunisie, lors de l'expédition de 1881. — Fin de l'influence des Moqrani et de la féodalité indigène en Algérie. — Situation de l'élément religieux islamique. — Transformation de la société musulmane. — Conclusions et enseignements à tirer des dernières insurrections algériennes.

L'insurrection, qui avait débuté le 15 mars à la Medjana, par la révolte du bachagha, était terminée le 20 janvier 1872, par l'arrestation de Boumezrag à Ouargla, à 460 kilomètres de son point de départ. Encore n'est-ce pas là le point extrême où il avait fallu la combattre : les derniers coups de fusil de nos chasseurs d'Afrique avaient été tirés, le 17 janvier, à Aïn-Taïba, à 640 kilomètres au sud de la Medjana.

Au nord, l'insurrection s'était étendue jusqu'à la mer, et le combat le plus septentrional avait été livré à Bounougha, sur le 37e parallèle, à 760 kilomètres d'Aïn-Taïba. Quelques-uns de nos soldats avaient parcouru, à pied ou à cheval, cette énorme distance ; d'autres étaient allés frapper les rebelles à 320 kilomètres à l'est et à 280 à l'ouest de la Medjana.

Pour vaincre les 200,000 combattants que nous opposait, sur ce gigantesque échiquier, une population insurgée de plus de 800,000 indigènes, l'armée d'Afrique[1], aidée de la marine[2], des colons miliciens et des indigènes fidèles, avait, en moins d'une année, du 21 janvier 1871 au 17 janvier 1872, livré plus de 340 combats[3].

. Ces combats, il est vrai, ne ressemblaient en rien à ces grandes tueries perfectionnées des guerres européennes, où les combinaisons

---

1. L'effectif de l'armée de terre avait dû être porté, comme au temps des guerres contre l'émir Abd-el-Kader, au chiffre de 86,322 hommes, se décomposant ainsi :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| État-major. . . . . . . | 178 | officiers, | 61 | hommes. |
| Gendarmerie. . . . . . | 10 | — | 273 | — |
| Infanterie. . . . . . . | 543 | — | 16,497 | — |
| Cavalerie. . . . . . . . | 150 | — | 2,602 | — |
| Artillerie. . . . . . . . | 51 | — | 1,648 | — |
| Génie. . . . . . . . . . . | 10 | — | 337 | — |
| Administration. . . . | 83 | — | 3,290. | — |
| Intendance. . . . . . | 168 | — | 55 | — |
| Troupes indigènes. . | 213 | — | 4,366 | — |
| Condamnés. . . . . . | 19 | — | 3,055 | — |

Dans l'infanterie sont comprises les gardes nationales mobiles de France, mais non les milices algériennes, ni les compagnies de débarquement de la marine.

2. En dehors des combats auxquels la marine nationale a pris part et qui ont été racontés dans le cours de cet ouvrage, la flotte a, sur la côte d'Algérie en 1871, du 1er mai au 14 novembre, transporté 22,825 hommes, 2,834 chevaux, 1,324 malades ou blessés, 2,039 otages et un matériel considérable de munitions et de ravitaillement.

3. Dans ces 340 combats, ne sont comptés que ceux où l'action française a été nettement engagée par la présence au milieu des combattants de Français d'origine, ou encore de chefs et agents indigènes investis, luttant comme champions déclarés de la cause française. Dans ce chiffre, ne sont donc pas compris les combats ou razzias de tribus à tribus, non plus que les actes de brigandage, massacres ou assassinats qui ne sont pas des faits de guerre. On n'a pas compté non plus quelques razzias ou attaques de peu d'importance.

Par contre, on a compris dans ce nombre quatre combats livrés dans le sud oranais et ne se rattachant pas à l'insurrection de Moqrani. Ce sont ceux livrés le 12 et le 13 mars entre des indigènes fidèles et des éclaireurs des Ouled-Sidi-Chikh à l'Oued-Goulila ; le beau combat de Magoura, livré le 17 avril contre Kaddour-ben-Hamza, par le commandant Marchand, détaché de la colonne Gand ; le combat du 23 décembre 1871 à El-Mengoub, livré par Si-Slimane-ben-Kaddour, commandant les goums de la colonne Gand.

savantes d'un vieillard, qui ne s'expose jamais, ont raison de la bravoure des plus vaillants guerriers; où l'on est tué par la résultante inéluctable d'une formule algébrique avant même de s'être douté qu'on est en danger.

Ici, en 1871, on se battait encore comme au temps des preux; depuis le général jusqu'au simple soldat, chacun payait de sa personne, chacun avait sa part d'initiative, chacun sentait et voyait que son courage et ses efforts personnels apportaient un appoint appréciable au succès du combat; on s'exposait partout et sciemment.

Cependant il n'y avait jamais beaucoup de tués ni de blessés; sur les 2,686 militaires morts en Afrique pendant l'année 1871, plus de la moitié succomba aux dures fatigues de nos colonnes qui encombrèrent nos hôpitaux[1] de leurs malades.

Les indigènes restés fidèles prirent une large part à la lutte contre les rebelles; pour nous servir, un grand nombre d'entre eux, la plupart du temps sans rémunération aucune[2], délaissèrent familles, récoltes et troupeaux. Plusieurs furent tués ou blessés; le nombre ne saurait en être donné, car tous ne furent pas signalés. Dans les combats racontés plus haut, nous en avons relevé plus d'un millier frappés par les balles des insurgés (429 tués, 650 blessés). Ce sont là des chiffres bien au-dessous de la réalité.

A côté de ces braves auxiliaires, il convient de rappeler que 5,948 chefs de famille appartenant aux collectivités insurgées séparèrent leur cause de celles de leurs parents et amis de tribu et méritèrent, après des enquêtes multiples, d'être exonérés des amendes et autres charges imposées aux collectivités coupables.

Enfin, il ne faut pas oublier que près des deux tiers de l'Algérie, soit 1,325,000 musulmans[3] des trois départements, refusèrent de prendre part au mouvement insurrectionnel provoqué par Moqrani.

---

1. En 1871, il y a eu, pour l'armée, 80,973 entrées à l'hôpital, soit 93,80 pour cent de l'effectif. Jamais la proportion n'avait été aussi forte, même en temps de typhus et de choléra. Il est vrai que ces soldats étaient arrivés déjà épuisés par la campagne de France et par la captivité en Allemagne. La durée moyenne de séjour à l'hôpital fut de vingt jours, et la mortalité seulement de 3 0/0; encore dans ce chiffre convient-il de tenir compte de la majoration résultant des blessures de guerre.

2. Un arrêté ministériel du 16 septembre 1843 autorise la délivrance aux goums de vivres et d'orge, *quand cela est nécessaire*, c'est-à-dire quand les goums ne sont plus dans leur pays. A la colonne Delacroix, on ne leur donna ces prestations qu'à compter du 16 décembre, au camp de Saada, au sud de Biskra.

3. Les statistiques de 1872 donnent comme population musulmane en Algérie,

Ces constatations ont leur importance; elles corroborent les renseignements tirés de l'exposition des faits et achèvent de montrer le caractère exclusivement politique de l'insurrection de 1871, insurrection dirigée, non contre la domination de la France ni contre les chrétiens, mais contre une forme de gouvernement qui menaçait, plus que par le passé, les privilèges et les intérêts des anciennes classes dirigeantes de la société musulmane en Algérie.

La répression fut terrible, et, pour beaucoup, hors de proportion avec la culpabilité.

Les tribus qui ne s'étaient mêlées aux insurgés que parce que nous n'avions pas pu les protéger contre les dévastations des bandes rebelles directrices du mouvement furent châtiées avec la même rigueur que celles qui, dès les débuts, avaient fait partie de ces bandes.

A cette insurrection essentiellement politique dans ses causes et dans ses grandes lignes, il aurait fallu une répression politique appliquée par le gouvernement, une répression ne s'inspirant que de la raison d'État, des intérêts de la colonisation et des nécessités du milieu indigène. Cette répression, indiquée dès les débuts par plusieurs officiers des affaires indigènes[1], aurait pu être :

1° La déportation à vie, en Océanie, des *unités familiales* les plus compromises dans chacune des tribus insurgées;

2° La confiscation des biens de ces familles;

3° Une contribution de guerre payable en terre ou en argent et garantie jusqu'à complète libération par le séquestre apposé sur les terres des tribus compromises.

Les deux dernières mesures furent appliquées; mais, au lieu de la déportation familiale après enquête administrative, on entreprit de dégager les responsabilités individuelles et de pondérer les peines d'après les principes du droit commun français. Ce furent les tribunaux qui eurent la tâche ingrate de déterminer les peines encourues par les individus.

De sorte que les mêmes gens furent traités, à la fois et simultanément, comme des *belligérants* vaincus, comme des *sujets algériens*, et comme des *Français*.

---

2,125,052 habitants, mais ce chiffre est notoirement trop faible, il faut admettre le chiffre de 2,500,000. — En 1889, ce chiffre est de 2,819,802 Algériens, + 202,048 Tunisiens et Marocains, résidants; soit 3,000,000 en chiffres ronds.

1. Entre autres le colonel Adeler, dont le rapport avait été rédigé en collaboration avec l'auteur. La même idée est encore exprimée dans la brochure : *La Vérité sur l'Algérie*, par le capitaine Bidault; Bougie, juillet 1871.

Comme *belligérants* vaincus, ils se virent imposer par le gouverneur général, sur les propositions des chefs militaires, une amende de guerre de 36,582,298 francs[1], chiffre calculé d'après le nombre de fusils, le nombre de feux ou le quantum des impôts, et arbitrairement fixé en raison de la résistance faite à nos troupes ou même à nos agents administratifs[2]: car, chose singulière et que personne ne releva, cette contribution de guerre fut infligée à des tribus sahariennes et à des gens de l'Aorès et du Souf qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil contre nous, mais qui étaient restés en état d'insoumission, quand personne n'était là pour les commander.

Comme *indigènes algériens,* les insurgés furent frappés administrativement en vertu de la législation spéciale sur le séquestre, et ils durent payer, en terre ou en argent, une somme uniformément fixée à la valeur du *cinquième* de leur capital immobilier. Les individus les plus compromis, d'après les résultats d'enquêtes administratives très minutieuses, virent la totalité de leurs biens mobiliers et immobiliers confisquée, ou, pour employer l'euphémisme officiel, réunis au domaine de l'État. De ce chef les insurgés payèrent environ 26,629,953 francs, qui furent représentés par des payements en argent jusqu'à concurrence de 7,933,860 francs, et par l'abandon de 446,406 hectares estimés 18,696,093 francs[3].

Enfin, comme *habitants du territoire français,* ils furent soumis à la juridiction des tribunaux. L'évocation d'un décret du gouvernement

---

1. Le chiffre proposé par les commandants de colonnes ou de cercles montait à 38,325,914 francs; il fut rectifié d'après des statistiques revisées, et réduit à 36,582,298 francs.

2. C'est à tort qu'un document officiel a dit (en 1878) que la contribution de guerre représentait environ 100 francs par fusil; ce n'est qu'une appréciation contestable; il n'y a pas eu 365,000 insurgés, même en comptant les populations de l'Aorès et du Souf. Les commandants de colonnes ont imposé et perçu, comme *acompte* ou *provision*, de 40 à 100 francs par fusil; mais le chiffre de la contribution de guerre a été arrêté *en fonction des impôts annuels,* et il a été fixé à 3, 6, 8, 10 et même 12 fois l'impôt annuel.

Le payement a été réparti en plusieurs annuités, et on a donné des sursis. Le recouvrement vient seulement d'être terminé en 1890; il restait encore, au 31 décembre 1889, une somme de 4,511 francs due par une fraction des Zouagha sur cette contribution de guerre de 1871.

3. Il serait intéressant de savoir ce que coûta à la France la répression de l'insurrection de 1871. Mais l'auteur n'a trouvé aucune donnée sur le montant des dépenses de l'espèce afférentes aux départements de la guerre, de la marine, de la justice, de l'administration pénitentiaire. Il ne connaît que les chiffres suivants qui ont déjà été publiés dans un document officiel : *Rapport sur la liqui-*

de Bordeaux[1] (décret qui fut plus tard abrogé avant d'avoir jamais été appliqué), puis aussi la connexité des faits insurrectionnels des territoires civils et des territoires de commandement, firent que *nos compatriotes* kabyles ou arabes furent déférés à peu près tous aux cours d'assises, où les jurés étaient les colons, contre lesquels ils s'étaient insurgés bien plus que contre la France.

Les avocats invoquèrent en vain l'ardeur des passions locales qui pouvaient influencer les jurés, dont presque tous avaient été atteints directement ou indirectement par les faits insurrectionnels, et ils demandèrent le renvoi de leurs clients devant une cour d'assises de la métropole « pour cause de suspicion légitime » ; la Cour de cassation rejeta cette demande[2].

D'un autre côté, en Algérie, en dehors des commandants territoriaux, des officiers des bureaux arabes et de quelques rares fonctionnaires, personne n'était alors en état d'apprécier en toute connaissance de cause les hommes et les choses de l'insurrection, puisque, jusqu'en septembre 1870, les questions de politique indigène avaient été traitées en dehors des corps élus, de la magistrature et de la presse.

Il fallut deux années pour arriver à juger la plupart des accusés ; et les instructions judiciaires, les réquisitoires, les plaidoiries, comme les verdicts des jurys, montrent combien sont parfois illusoires et chi-

---

*dation du séquestre*, Alger, 1878. — Sommes prélevées sur la contribution de guerre :

| | | |
|---|---|---|
| 1° Loi du 21 décembre 1872. — Indemnité aux victimes de l'insurrection. | | 19,000,000 fr. |
| 2° Loi du 21 décembre 1872. — Création d'académies militaires. | | 150,000 » |
| 3° Loi du 28 mars 1872. — Travaux publics. | | 3,500,000 » |
| 4° Loi du 25 avril 1873. — Alsaciens-Lorrains. | | 600,000 » |
| 5° Loi du 20 nov. 1872. — 1° Travaux publics en Algérie. | 3,500,000 | 11,106,567 » |
| 2° Voies et moyens, c'est-à-dire prélèvement demandé par le ministre des finances en vue d'équilibrer le budget général. | 7,606,567 | |
| Total. . | | 34,356,567 fr. |

1. Décret du 24 décembre 1870, déjà apprécié, pages 103 et 104, notes 4 et 1.

2. Les avocats avaient invoqué deux arrêts de la Cour de cassation, en date du 14 octobre 1851 et du 13 avril 1853, arrêts qui déclarent que « l'ardeur des passions locales, alors qu'elles peuvent influencer le jury », constituent un cas d'application de l'article 542 du Code d'instruction criminelle.

mériques les prétendues garanties données aux justiciables et à la société par la procédure du Code d'instruction criminelle et l'application du Code pénal. Cependant des magistrats distingués, dévoués à leurs devoirs professionnels, se surmenèrent pendant plus de deux ans pour dégager les responsabilités noyées dans le chaos des faits insurrectionnels, et, d'autre part, les jurés algériens, sauf en deux ou trois affaires, traitèrent les accusés avec une excessive indulgence. Les acquittements furent nombreux, et quelques-uns vraiment scandaleux. Cela était inévitable, car, en matière d'insurrection, les preuves juridiques sont toujours difficiles à trouver. Quand les avocats généraux en étaient réduits à invoquer « la rumeur publique, qui, en pays indigène, ne se trompe jamais », ou encore les dépositions des coaccusés ou des indigènes des soffs ennemis, le jury acquittait, et il avait raison.

Pour beaucoup de ces malheureux il y avait d'ailleurs des circonstances singulièrement atténuantes et il était bien difficile de les faire condamner par des jurés qui, en dépit de leur surexcitation, étaient d'honnêtes gens et à qui, au dernier moment, on venait rappeler qu'ils devaient statuer « suivant l'impression faite sur leur raison par les preuves rapportées contre les accusés et par les moyens de leur défense[1] ».

Seule, en effet, la défense avait à sa disposition des arguments de fait, de droit et de sentiment, de nature à faire impression sur le jury; le ministère public ne les avait pas. Sa tâche était écrasante et impossible : car il était illogique et excessif de confondre ces musulmans barbaresques, qui n'étaient pas de vrais Français, avec des citoyens qui, dans le sein de leur patrie, promènent la ruine, la dévastation et le pillage.

Par leur naissance, comme par leurs fonctions exotiques qui n'ont même pas des dénominations françaises, ils étaient virtuellement en dehors de notre droit commun national. C'était en qualité d'étrangers et de musulmans qu'ils nous avaient aidés à conquérir et à dominer le pays; nulle loi française ne les forçait à nous rendre les services qu'ils nous avaient d'abord rendus et qu'ils nous refusèrent en 1871. On devait, pour les punir, invoquer le droit des gens, le droit international, les droits régaliens de la France sur l'Algérie; mais la loi française, aussi bien que nos codes de 1810, n'ayant pas prévu les

1. Code d'instruction criminelle, article 342 (instructions rappelées aux jurés à chaque affaire).

insurgés Barbaresques, on ne pouvait les atteindre que par des subtilités juridiques insuffisantes pour convaincre des jurés.

Le seul procédé pratique pour obtenir sur le jury une impression défavorable aux accusés était de les présenter comme des malfaiteurs ordinaires, chefs ou complices des assassins, incendiaires, pillards et voleurs qui se rencontrent partout à la remorque des insurrections. C'est ce que fit le parquet général.

Parmi les 200,000 combattants, il fit choix[1] de quelques centaines d'individus que leur notoriété, des témoignages quelconques ou des dénonciations intéressées, avaient signalés nominativement à ses poursuites. Puis il s'attacha à présenter d'abord les événements de 1871 comme une série de crimes de droit commun[2], et il découpa l'insurrection en un certain nombre de petites et de moyennes affaires d'assassinats, d'incendies ou de pillages, affaires qui vinrent devant des jurys différents, en plusieurs sessions d'assises, à Alger et à Constantine.

Alors, les accusés ne furent plus des Qbaïls ou des Arabes insurgés, ce furent des « malfaiteurs de la pire espèce », et tel individu, pour avoir marché à l'attaque d'une redoute, se vit accusé d'homicide volontaire ou d'assassinat. Ceci passa d'autant plus facilement qu'il y avait parmi ces accusés un certain nombre de gredins véritables, ne méritant aucune pitié.

Cependant, comme on ne pouvait pas agir de cette façon vis-à-vis les collectivités qui, sous les ordres des principaux chefs, avaient combattu nos colonnes de la Kabylie ou du Hodna, on réunit dans le même acte d'accusation 213 individus, parmi lesquels tous les « grands

1. Ce choix des coupables fournit des arguments à la défense. Jules Favre s'éleva éloquemment contre « l'arbitraire qui avait présidé aux hasards de l'accusation... » *La loi,* disait le grand orateur, *est une pour tous, et la justice n'a pas le droit de choisir entre les coupables, sinon elle n'est plus la justice.* — Jules Favre enleva ainsi l'acquittement de plusieurs de ses clients qui avaient cependant avoué leur participation à l'insurrection et à des actes de pillage ou de dévastation.

2. Le 10 mars 1873, M. Lucet (depuis député et sénateur) disait : « L'insurrection n'est pas une série de crimes de droit commun, ni une série d'actes dus au hasard; c'est un grand fait politique, longtemps concerté et dont les causes s'enchaînent les unes aux autres. C'est un de ces événements sur lesquels nous aurions désiré une enquête parlementaire... Aujourd'hui tous ces faits semblent devoir disparaître. Au point de vue politique, on dissèque cette affaire, on veut la tronquer. Comment peut-on classer les responsabilités des accusés, si on ne connaît pas les mobiles qui ont dirigé leur volonté? Qui ne connaît la sujétion des indigènes à leurs chefs? Qui ne connaît cette obéissance démesurée qui fait d'eux des agents presque toujours inconscients?... »

chefs ». Puis, avec Boumezrag, Chikh-el-Haddad, Aziz, El-Koreichi, Moulaï-Chekfa, Ben-Fiala, Ahmed-Bey et les Moqrani, on mit un certain nombre de comparses, bergers, cultivateurs, domestiques, cafetiers, agents de police, etc., pauvres diables qui n'étaient que des instruments inconscients. Enfin, pour donner satisfaction à des dénonciations passionnées « et fairc publiquement la lumière », on classa dans ce groupe quelques personnages que les autorités administratives ou les commandants militaires considéraient, non sans preuves, comme des agents fidèles et dévoués ayant rendu des services leur créant des titres, les uns à des récompenses, les autres à une immunité absolue, pour des compromissions forcées et anodines. Tels furent l'ancien bachagha Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, Embarek-ben-Khellaf et son frère Ahmed qui avaient protégé et sauvé les colons de Tabarout; Brahim-ben-Ncib, qui avait échoué dans le sauvetage des ouvriers de la scierie Sallerin, au Ravin-Bleu; Zerroug-ben-Illès, blessé à notre service, et quelques autres moins en vue.

La connexité intime de tous les faits insurrectionnels servit d'argument juridique pour justifier ce groupement et pour déférer à la même cour d'assises des gens ayant opéré en dehors du ressort évoqué.

Les indigènes de Tizi-Ouzou et de Dra-el-Mizane furent ainsi envoyés devant les assises de Constantine, alors que leurs voisins de Taourga, Rebeval, Dellis, Palestro, avaient été jugés à Alger. Puis, cela fait, on déclara qu'il y avait trop d'accusés pour pouvoir s'y reconnaître et on obtint une ordonnance de disjonction, en vertu de laquelle ce procès des « grands chefs » fut à son tour découpé en douze ou quinze affaires qui furent soumises à douze ou quinze jurys différents.

On arriva de cette façon à des résultats étranges.

Boumezrag, qui avouait avoir été le chef des rebelles depuis la mort de son frère, fut innocenté sur le chef d'insurrection et condamné à mort pour crime de droit commun.

Par contre, Aziz, qui, de Bougie à Aïn-Abessa, avait fait piller ou incendier tant de bordjs et de maisons de colons, fut innocenté sur les crimes d'incendie et de pillage et fut, comme rebelle bénéficiant de circonstances atténuantes, condamné à la déportation simple.

Ahmed-Bey et Ali-Oukaci, certainement plus intéressants et moins coupables qu'Aziz, se virent refuser les circonstances atténuantes et furent condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Mohammed-Saïd-ben-Ali-Chérif, d'Akbou, accusé d'avoir été le complice d'Ali-Oukaci lors de l'attaque de Tizi-Ouzou dans le départe-

ment d'Alger, fut condamné par la cour d'assises de Constantine dans une affaire où ne figurait pas Ali-Oukaci, mais bien ses propres ennemis Aziz et les khouans de Seddouq. Le ministère public, tout en faisant son métier d'accusateur, avait loyalement reconnu que Ben-Ali-Chérif n'avait pas pris part à la lutte et il l'avait recommandé à l'indulgence du jury; le président, dans « son résumé impartial », avait déclaré qu'il ne voyait rien, ni dans les débats ni dans l'instruction, à la charge de ce personnage; mais le jury trouva équitable de le traiter comme le vieux Chikh-el-Haddad, « son ami et son collègue », disait naïvement quelques jours après un des jurés.

Ben-Ali-Chérif fut donc condamné à cinq années de réclusion[1]. Il est vrai de dire qu'il avait eu comme accusateur acharné l'avocat d'Aziz, un ancien procureur impérial qui n'avait cessé d'exciter le jury contre lui en ne l'appelant jamais autrement que « l'ancien invité de Compiègne » ou » l'ami des Moqrani » et en le chargeant sans vergogne de tous les faits relevés à la charge des Rahmanya en général et de son client en particulier.

Cet avocat, comme beaucoup d'autres d'Algérie et de France, attaqua violemment les officiers des bureaux arabes et les témoins indigènes[2]. Ce fut à propos de ces insinuations calomnieuses qu'en pleine audience le général Augeraud, avec cette dignité froide qui ne l'abandonnait jamais, déclara la défense « malhonnête et de mauvaise foi » et protesta contre les appréciations malveillantes du ministère public[3]. On affectait du reste à cette époque, dans la presse et dans un certain public, d'appeler le procès des insurgés « le procès des témoins ».

---

1. L'amiral de Gueydon, qui était convaincu de l'innocence de Ben-Ali-Chérif, lui avait évité la prison préventive; il l'avait même invité à un grand bal officiel, ce qui fournit à l'avocat d'Aziz une nouvelle charge contre le malheureux Ben-Ali-Chérif : il représenta « cet orgueilleux marabout sous les lambris dorés du palais de Mostafa, narguant le procureur général et frôlant dédaigneusemen de son bernous écarlate la toge du plus haut représentant de la justice en Algérie », etc., etc.

Dès que le dossier fut arrivé à Paris, le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, accorda à Ben-Ali-Chérif la grâce pleine et entière; d'autre part, l'autorité algérienne le comprit parmi les indigènes nominativement exemptés des effets de l'amende de guerre et du séquestre.

2. Bien peu d'avocats furent à hauteur de la tâche qu'ils avaient assumée. Il y eut cependant d'honorables et brillantes exceptions : Jules Favre, Laurier, Gilotte, Lucet, Forcioli, Letellier, et peut-être deux ou trois autres, apportèrent dans ces débats leur éloquence de bon aloi, leur grand sens politique et leur connaissance des choses algériennes. Leurs remarquables plaidories survivent au procès; ce sont des documents historiques, utiles à consulter.

3. Audiences des 5 et 24 mars 1873.

Pendant ce temps ces témoins, si malmenés depuis trois ans par les journalistes et les avocats, continuaient à faire leur devoir, et ils apportaient à la réorganisation du pays la même activité et la même intelligence qu'ils avaient déployées avant et pendant la lutte[1]. Seuls ou avec des commissions spéciales, dans lesquelles chacun leur rendait justice, ils poursuivaient la vaste enquête administrative qui s'occupait de classer les indigènes en trois catégories : amis, comparses et meneurs; ce qui allait permettre de traiter chacun selon ses œuvres sans disséquer des responsabilités individuelles, dont il était moralement et matériellement impossible de préciser l'étendue.

Ces officiers dressèrent les listes des indigènes amis qui devaient être indemnisés dans la mesure des pertes subies à notre service[2]; ils

---

1. Voici l'ordre du jour que, le 14 décembre 1871, l'amiral de Gueydon, gouverneur général *civil*, adressait aux commandants supérieurs et aux officiers détachés aux affaires indigènes de la colonie, ordre qui fut publié dans les journaux officiels de l'Algérie (*Mobacher* et *Moniteur*) :

« Au moment où je transmets au ministre de la guerre mes appréciations sur votre manière de servir, je tiens à vous témoigner publiquement toute ma satisfaction.

« Malgré les attaques iniques et diffamatoires dont vous êtes incessamment l'objet, vous me prêtez le plus loyal concours pour réaliser les aspirations légitimes de l'Algérie : la substitution graduelle du droit commun colonial au régime transitoire du commandement militaire.

« Je vous en remercie; persévérez et continuons à travailler ensemble à la pacification de ce pays, en procurant à ses habitants sans exception d'origine de légitimes satisfactions... (suivait communication d'une lettre du ministre de la guerre garantissant les droits des officiers des affaires indigènes lors des inspections générales annuelles) ».

D'autre part, le *Moniteur* du 4 mai 1873 reproduisait l'entrefilet suivant d'un article du *Radical* de Constantine :

« ... Mais quelle a été notre stupéfaction et notre douleur d'entendre le grand orateur (Jules Favre) renier ouvertement ses anciennes doctrines et exalter les chefs militaires chargés pendant l'insurrection de l'administration des indigènes ! Son discours a été une immense glorification des bureaux arabes, qui, d'après lui, toujours et partout, ont été admirables de dévouement. « L'éternel honneur « des officiers des bureaux arabes, s'est-il écrié, est d'avoir su devenir et rester « les amis des indigènes »; et il ajoute : « Il est impossible, sous peine de voir « éclater une révolution, de changer [*brusquement*] l'ancien système; le régime « de la force est encore nécessaire, car on ne sait jamais ce qu'une révolte peut « amener de désastres et de ruines. » — (Cette dernière phrase, ainsi isolée et tronquée par la suppression du mot *brusquement* que nous avons rétabli entre crochets, dénaturait complètement la pensée de Jules Favre qui, tout en rendant justice aux officiers des bureaux arabes, n'avait nullement renié ses anciennes doctrines).

2. Leurs propositions ne furent par toujours admises, et certaines commissions furent injustes pour de braves gens ruinés à notre service. Parmi ces

dégagèrent les biens à confisquer sur les meneurs, et ils aidèrent l'administration du Domaine à liquider la situation territoriale et pécuniaire des comparses frappés de séquestre collectif, ce qui ne fut pas une petite affaire[1]. En même temps, ils faisaient rentrer la contribution de guerre et ils procédaient au désarmement intégral des tribus compromises ainsi qu'à l'immatriculation des armes dont la détention était autorisée aux mains des fractions fidèles. Le chiffre des armes retirées, qui était de quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-sept en janvier 1872, fut presque doublé l'année suivante.

Grâce à cet incessant labeur, on avait pu, dès le mois d'avril 1872, commencer à faire rentrer en Algérie quelques-uns des nombreux otages qui encombraient les forts de Porquerolles, Lamalgue, Sainte-Marguerite, Ré et Oléron. Une commission d'officiers des affaires indigènes était arrivée à Toulon le 23 mars 1872, et avait procédé au triage et au rapatriement des détenus appartenant aux tribus qui exécutaient le mieux les conditions imposées et qui reprenaient leur vie normale.

La clémence du président de la République et la sagesse du gouverneur général réformèrent ce que les verdicts des jurys avaient d'excessif ou d'insuffisant. Des meneurs avérés et dangereux, maladroitement acquittés par les cours d'assises ou les conseils de guerre, furent internés en France ou loin de leurs tribus. Des grâces et des commutations de peine intervinrent en faveur des insurgés, et, sauf une ou deux exceptions regrettables[2], il n'y eut que fort peu d'exécutions en dehors de celles de quelques malfaiteurs réellement indignes de toute pitié.

Ce furent encore les officiers des affaires indigènes qui prêtèrent à l'autorité civile le concours le plus utile pour la création des nouveaux villages, l'installation des colons immigrants et la réorganisation du pays.

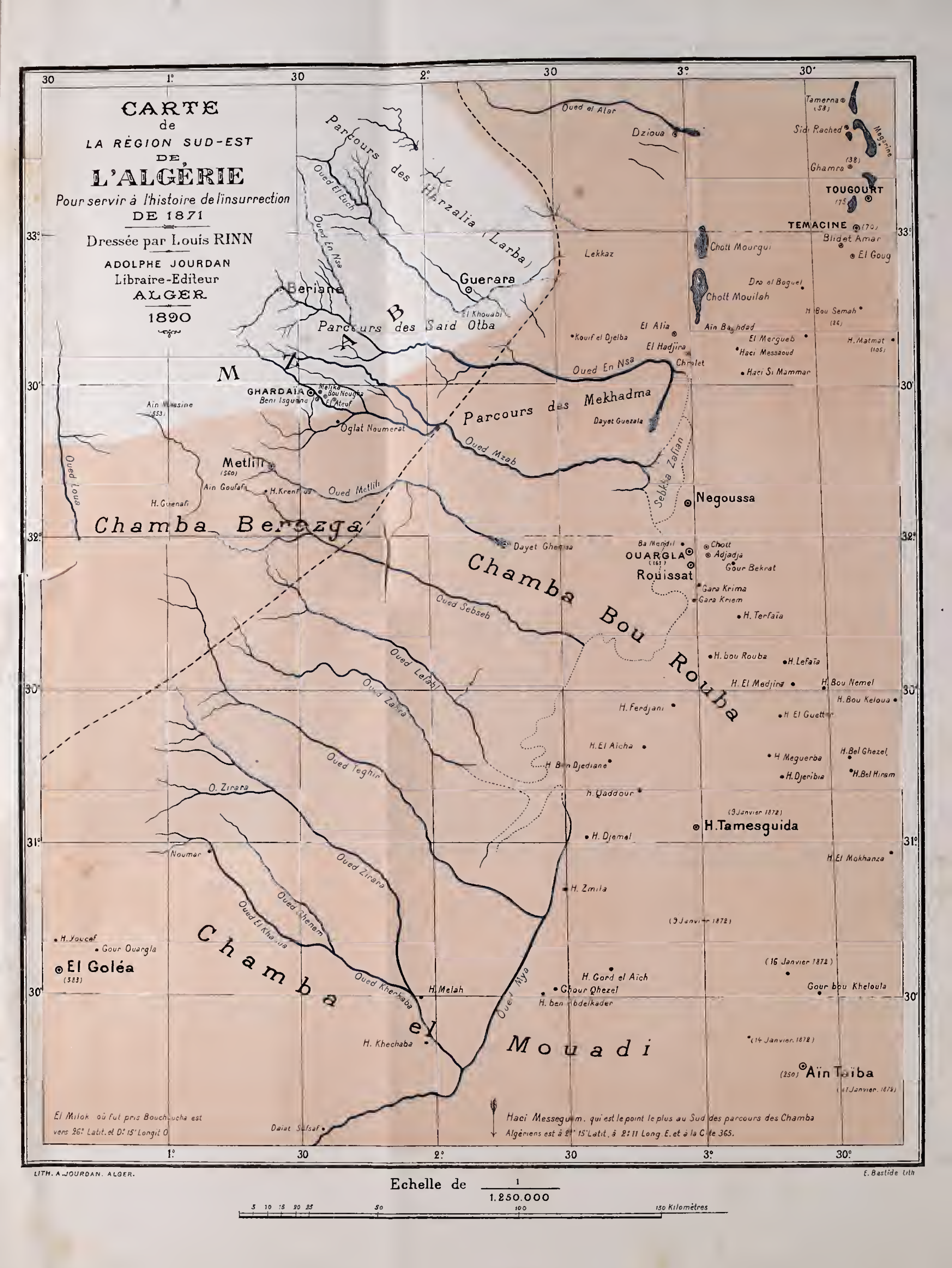
Sur le littoral et les hauts plateaux, cette œuvre de réorganisation était relativement facile. Il en était autrement dans le Sahara, non pas seulement en raison de la difficulté de tenir les nomades et de les

---

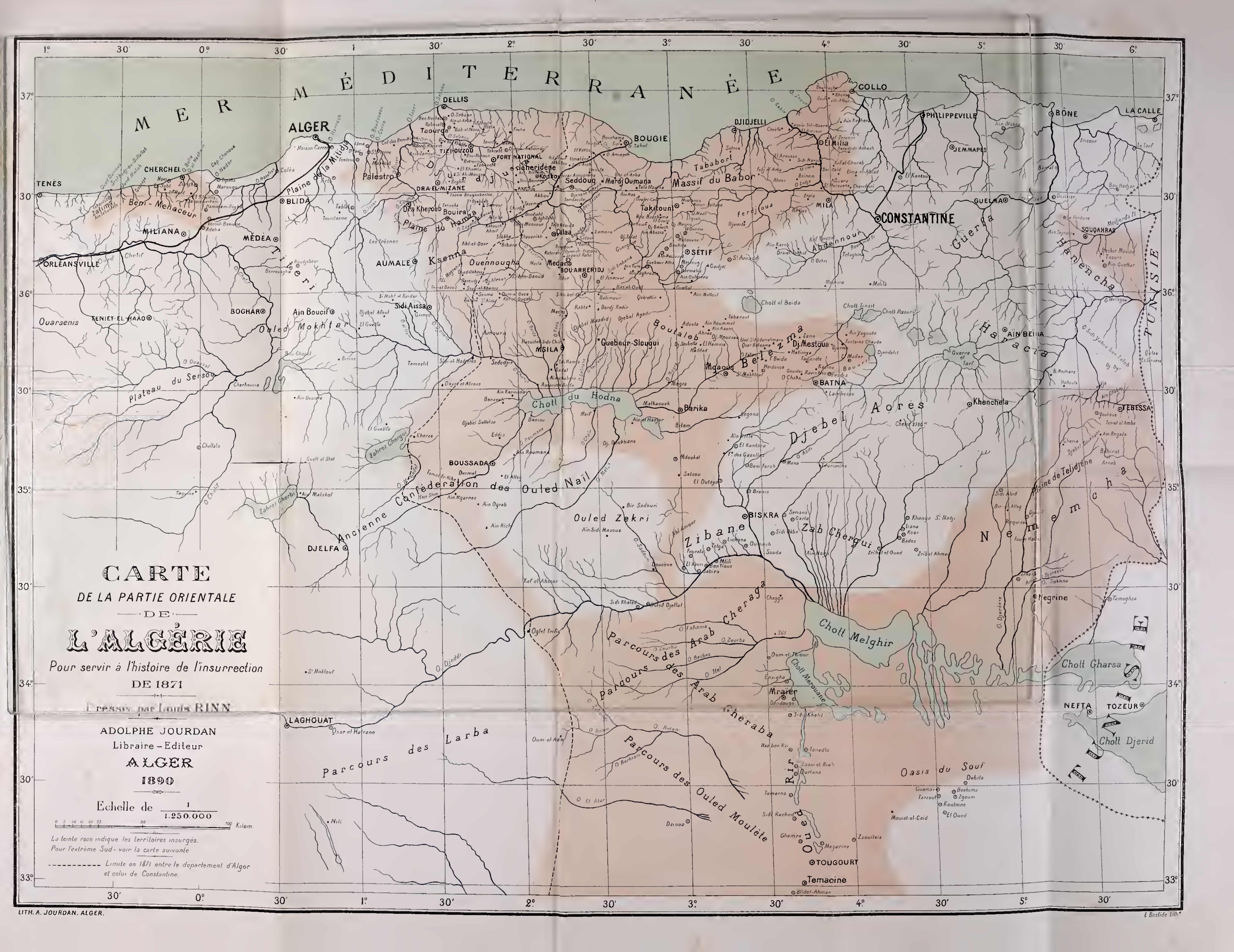
victimes d'une parcimonie malveillante et imméritée, se trouva le caïd Douadi-ben-Keskès de Sétif. L'équitable bienveillance des gouverneurs Chanzy, Grévy et Tirman dut plus tard intervenir pour empêcher cette famille si méritante de mourir de faim.

1. Voir : *La Responsabilité collective et le séquestre en Algérie; Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence,* 1889 et 1890. — Tirage à part. Jourdan, 1890.

2. Voir livre II, chapitre IX, page 312.



CARTE
de
LA RÉGION SUD-EST
DE
L'ALGÉRIE
Pour servir à l'histoire de l'insurrection
DE 1871
Dressée par Louis RINN
ADOLPHE JOURDAN
Libraire-Editeur
ALGER
1890
Parcours des Harzalia (Larba)
Oued El Euch
Oued En Nsa
Guerara
El Khouabi
Beriane
Parcours des Said Otba
M
Z
A
B
GHARDAIA
Beni Isguen
Melika
Bou Noura
El Ateuf
Oglat Noumerat
Oued el Alar
Dzioua
Lekkaz
Tamerna
Sidi Rached
Megarine
Ghamra
TOUGOURT
TEMACINE
Blidet Amar
El Goug
Chott Mourgui
Chott Mouilah
Dra el Boguel
Ain Baghdad
H. Bou Semah
El Alia
El Hadjira
Kouif el Djelba
El Mergueb
Haci Messaoud
H. Matmat
Haci Si Mammar
Oued En Nsa
Parcours des Mekhadma
Dayet Guezala
Oued Mzab
Ain Massine
Oued Loua
Metlili
Ain Goufafa
H. Krenfous
Oued Metlili
H. Guenafi
Chamba Berezga
Sebkha Zafran
Negoussa
Dayet Ghemisa
Ba Mendil
Chott
Adjadja
OUARGLA
Rouissat
Gour Bekrat
Gara Krima
Gara Kriem
H. Terfaia
Chamba Bou Rouba
Oued Sebseb
Oued Lefaia
Oued Zakra
Oued Teghir
O. Zirara
H. bou Rouba
H. Lefaia
H. El Medjira
H. Bou Nemel
H. Bou Keloua
H. Ferdjani
H. El Guett
H. El Aicha
H. Meguerba
H. Bel Ghezel
H. Djeribia
H. Bel Hirsm
h. Qaddour
(9 Janvier 1872)
H. Tamesguida
H. Djemel
H. El Mokhanza
Noumar
Oued Zirara
Oued Chenem
Oued El Kharoua
H. Zmila
(9 Janvier 1872)
H. Youcef
Gour Ouargla
El Goléa
Chamba el Mouadi
(16 Janvier 1872)
H. Gord el Aïch
Ghour Qhezel
H. ben Abdelkader
Gour bou Kheloula
Oued Kherkaba
H. Melah
H. Khechaba
Oued Mya
(14 Janvier 1872)
Aïn Taïba
(11 Janvier 1872)
Daiat Safsaf
Haci Messeguem, qui est le point le plus au Sud des parcours des Chamba Algériens est à 2° 15' Latit. à 2° 11 Long. E. et à la Cote 365.
LITH. A. JOURDAN. ALGER.
E. Bastide lith
Echelle de 1/1.250.000
5 10 15 20 25 50 100 150 Kilomètres


CARTE
DE LA PARTIE ORIENTALE
DE
L'ALGÉRIE
Pour servir à l'histoire de l'insurrection
DE 1871
Dressée par Louis RINN
ADOLPHE JOURDAN
Libraire - Editeur
ALGER
1890
Echelle de 1/1.250.000
Kilom.
La teinte rose indique les territoires insurgés.
Pour l'extrême Sud - voir la carte suivante
Limite en 1871 entre le departement d'Alger et celui de Constantine.
LITH. A. JOURDAN. ALGER.
E. Bastide Lith.
1° 30' 0° 30' 1 30' 2° 30' 3° 30' 4° 30' 5° 30' 6°
37° 30' 36° 30' 35° 30' 34° 30' 33°
MER MÉDITERRANÉE
ALGER
DELLIS
BOUGIE
DJIDJELLI
COLLO
PHILIPPEVILLE
BÔNE
LA CALLE
TENÈS
CHERCHEL
BLIDA
MILIANA
MÉDÉA
ORLEANSVILLE
Palestro
Taourga
TIZI-OUZOU
FORT NATIONAL
DRA-EL-MIZANE
Dra Kheroub
Bouira
AUMALE
Ksenna
Ouennougha
Medjana
BOU-ARRERIDJ
SÉTIF
Takitount
Massif du Babor
Seddouq
Merdj Oumana
El Milia
MILA
CONSTANTINE
JEMMAPES
GUELMA
SOUQAHRAS
TUNISIE
Plaine de la Mitidja
Beni-Menacour
Plaine du Hamza
Titteri
BOGHAR
TENIET-EL-HAAD
Ouarsenis
Ouled Mokhtar
Plateau du Sersou
Ain Boucif
Sidi Aissa
MSILA
Guebeur-Slougui
Boutaleb
Belezma
Dj. Mestoua
Mgaous
BATNA
Chott du Hodna
Barika
Chott el Beida
AÏN BEIDA
Haracta
Khenchela
TEBESSA
Djebel Aures
BOUSSADA
Confédération des Ouled Naïl
Ancienne
DJELFA
Zahrez Chergui
Zahrez Gharbi
Ouled Zekri
Zibane
BISKRA
Zab Chergui
Nememcha
Negrine
Chott Melghir
Chott Gharsa
Chott Djerid
NEFTA
TOZEUR
Parcours des Arab Cheraga
Parcours des Arab Cheraba
Parcours des Larba
Parcours des Ouled Moulète
LAGHOUAT
Mraïer
Oued Rir
Oasis du Souf
TOUGOURT
Temacine



soustraire aux influences hostiles à la France, mais aussi et surtout parce que nous pouvions craindre la continuation des luttes de soffs entre ces populations si profondément surexcitées les unes contre les autres. C'était la rivalité séculaire de ces soffs qui avait livré le pays à Bouchoucha et amené le massacre des soldats et des agents de la France à Tougourt. Pour prévenir le retour de pareilles éventualités, il fallait autre chose que l'équilibre instable et dangereux des anciennes influences féodales.

On ne pouvait d'ailleurs songer à remettre sous l'autorité d'Ali-Bey ce pays, qu'il n'avait pas su garder dans un moment de crise. Avec son caractère vindicatif et les légitimes griefs qu'il avait contre ses anciens administrés, ce chef n'était plus possible ni à Tougourt, ni à Ouargla, ni dans le Souf. On ne pouvait non plus confier ce pays aux Bengana, dont les intrigues avaient commencé la désorganisation, provoqué les fautes d'Ali-Bey, et amené les succès de Bouchoucha.

Le général Delacroix prit sur place un moyen terme, excellent en principe, et qui, dans les débuts au moins, donna de bons résultats. Le 2 février, il mit Ali-Bey à la tête du grand caïdat de Batna, et nomma agha d'Ouargla un lieutenant de spahis, citoyen français, qui, enfant, avait été l'obligé des Bengana. Ce nouvel agha, Mohammed-ben-el-hadj-Bendris, était un homme remarquablement bien doué, et qui, n'appartenant à aucune famille en vue, semblait ne devoir s'appuyer que sur nous.

A Tougourt, dont l'érection en chef-lieu d'annexe fut arrêtée en principe (et confirmée le 22 mai 1872), on installa des officiers français ayant l'administration directe de la ville et des villages de la banlieue. Enfin, le Souf, après avoir été parcouru par une colonne légère sous les ordres du général de Gallifet, fut confié à un lieutenant de spahis, Larbi-Mamelouk, renégat italien, depuis longtemps connu et apprécié dans le pays, où il avait une réputation bien établie de bravoure et de finesse.

Le nord de l'Oued-Rir fut érigé, le 4 mai 1872, en un caïdat confié à Si-Hamou-ben-Harzalah, des Ouled-Zekri : ce fut tout ce qui resta aux mains du soff Bouokkaz, encore ce chef était-il un des moins en vue du parti. Placé entre le bureau arabe de Tougourt, Larbi-Mamelouk et le commandant supérieur de Biskra, il suffisait cependant à neutraliser les intrigues possibles des Bengana et des Gheraba. Cette organisation ramena le calme, et, en habituant le pays à notre action directe, elle contribua dans une large mesure à préparer la mise en valeur et la colonisation intensive de l'Oued-Rir.

Dans l'extrême sud, les Chamba-Bourouba et Berezga se soumirent les premiers; puis, en octobre 1872, ce furent les Mekhadma. Les Chamba-el-Mouadi ne rentrèrent dans le devoir qu'en janvier 1873, lorsque le général de Gallifet vint, avec une colonne, montrer pour la première fois des soldats français dans l'oasis d'El-Goléa.

Pendant ce temps, Bouchoucha ne fit pas parler de lui en Algérie. Il alla d'Insalah à Kerzaz, cherchant, sans trop réussir, à refaire sa fortune en exploitant auprès des naïfs sa lutte contre les chrétiens; mais ce n'était plus qu'un simple chef de rezou. En avril 1873, opérant dans le Gourara et ayant voulu attaquer le village de Berkane, il subit un échec à la suite duquel il se réfugia à Bouda, dans le Touat, où il s'occupa de reconstituer sa bande.

Quant aux Ouled-Moqrane, réfugiés en Tunisie au nombre de 500 personnes environ, répartis en 100 tentes, ils étaient restés campés près de la frontière avec 50 autres tentes d'insurgés de 1871. Ils ne firent rien contre nous, mais leur proximité resta, jusqu'en 1873, une cause indirecte de surexcitation et de difficultés sur la frontière.

La condamnation de Boumezrag, le 26 mars 1873, ainsi que celles qui suivirent, les frappèrent douloureusement. Ils trouvèrent surtout injuste et incompréhensible le caractère flétrissant imprimé à ces condamnations par la loi française, et tous s'associèrent de cœur à la protestation de Boumezrag, disant, après le verdict : « J'accepte la responsabilité incombant au chef de ma famille; que Dieu pardonne aux autres! mais je protesterai toujours contre l'accusation d'avoir pillé et incendié! Si nous avions été des pillards et des assassins, mon frère n'aurait pas fait fusiller dans son camp ceux qui avaient saccagé les chantiers de M. Sider. »

L'avènement au pouvoir du maréchal de Mac-Mahon en France et du général Chanzy en Algérie avait donné un moment d'espérance aux Moqrani; mais, quand ils virent toutes leurs suppliques rejetées, leurs terres partagées entre les colons, et enfin les agents du bey, sous l'influence du consul de France, les soumettre à une surveillance vexatoire pour des gens qui s'attendaient à être traités en Tunisie avec honneur et distinction, ils désespérèrent de l'avenir.

Alors, ne sachant comment vivre, ils s'adressèrent au sultan de Stamboul, chef virtuel de l'Islam, et ils lui demandèrent une concession territoriale en Syrie afin de s'y fixer « en tenant le rang qui convenait à leur noble origine ».

Cette demande habile, qui flattait l'amour-propre du Sultan, embarrassa la Sublime-Porte. Le grand vizir consulta notre ambassadeur,

qui en référa au ministre des affaires étrangères, lequel à son tour demanda l'avis du gouverneur général de l'Algérie.

Plusieurs personnes, entre autres le général Delacroix, virent dans cette solution un excellent moyen de nous débarrasser de suite et à tout jamais des Moqrani. Mais ce ne fut pas l'avis du général Chanzy, qui, tout en reconnaissant que la présence des O. Moqrane en Tunisie pouvait nous créer des ennuis, ajoutait, avec un grand sens politique, « qu'il était facile d'agir sur le bey pour qu'il ne les favorisât pas et pour que les difficultés qu'ils trouveront à vivre groupés leur créent des situations précaires, amoindrissent leur crédit et amènent leur désagrégation ». L'éventualité d'ennuis sur la frontière semblait au général Chanzy préférable encore à l'effet que produirait en Algérie le patronage officiel du Sultan sur des sujets rebelles de la France.

« Ce patronage, dans les circonstances actuelles, ajoutait le gouverneur [1], serait aux yeux des populations musulmanes une sorte d'encouragement à la révolte, un acte de suzeraineté politique s'ajoutant à la suprématie religieuse que la Porte exerce déjà en Tunisie. Notre adhésion leur semblerait une concession faite au Sultan au sujet de coreligionnaires qu'il couvrirait de sa protection, quelle que soit leur origine, aussi bien qu'un abandon de notre droit de poursuivre des sujets révoltés coupables de crimes que l'on peut attribuer au fanatisme religieux. »

Le général concluait en demandant qu'il ne fût donné aucune suite officielle à ce projet d'installation collective en Syrie, tout en tolérant, le cas échéant, des installations individuelles. Il fut écrit dans ce sens à Constantinople, et en même temps le bey de Tunis fut mis en demeure d'assurer la dissémination et l'éloignement de la frontière de tous les réfugiés algériens, anciens ou nouveaux [2]. Le bey s'exécuta : les Moqrani, O. El-Hadj et O. Gandouz, à quelques exceptions près, furent cantonnés dans la Dakhela, près Teboursouk ; les O. Abdesselem aux environs de Mateur.

Saïd-ben-Boudaoud, le seul des Ouled-Moqrane qui avait su, dans cette débâcle, conserver quelque fortune personnelle, avait acheté une propriété près Teboursouk, l'enchir Belamine, il y resta installé.

---

1. La minute de cette lettre, datée de Buzancy, le 29 août 1873, est au crayon et entièrement de la main du général Chanzy.

2. Ils étaient en tout, O. Moqrane compris, 200 tentes, soit un millier d'individus.

Vers cette époque, dans les derniers jours de juillet, Bouchoucha, qui s'était rapproché d'El-Goléa, et qui avait déjà exécuté un rezou sur les troupeaux des Ouled-Yacoub, entre Laghouat et Géryville, parcourut l'extrême sud algérien avec 70 aventuriers, Touareg ou Chamba dissidents, et se mit à détrousser les voyageurs et à piller les troupeaux.

Mal lui en prit, car l'agha de Ouargla ne le perdait pas de vue, et Saïd-Bendris, khalifat de l'agha, en cherchant à l'atteindre, captura, à Haci-en-Naga, la nouvelle zmala de Bouchoucha, à qui il tua ou blessa seize individus. Parmi le butin de Saïd-Bendris se trouvait la femme de l'aventurier, la noble Fatma-bent-Djelloul-bent-Sidi-Chikh.

De nouveau ruiné, et abandonné de la plupart de ses compagnons, Bouchoucha alla vivre au sud-est d'Insalah, à l'entrée du plateau du Mouydir, dans le Mader-Degante. Là, a-t-il prétendu, il apprit que sa femme avait subi les derniers outrages entre Haci-en-Naga et Constantine, et ce fut ce qui le décida à rentrer en campagne contre les tribus de Ouargla au milieu desquelles était la zmala de Bendris.

La vérité était que sa femme, qui, dans son orgueil de patricienne, supportait mal sa mésalliance forcée, s'était exprimée fort librement sur son compte [1] et avait demandé à être rendue à sa famille. Ali-Bey avait été autorisé à l'échanger contre une de ses parentes faite prisonnière à Tougourt et cette combinaison était en voie d'exécution : déjà même Fatma, avec une petite escorte, était arrivée à Temacine, suivant à un jour de marche le général Liébert [2] en tournée administrative dans l'Oued-Rir, quand tout à coup, dans la nuit du 12 au 13 février 1874, Bouchoucha, accompagné de 150 mehara, arriva à Matmat, à 50 kilomètres à l'est d'El-Hadjira.

Cette nuit-là, il faisait dans le Sahara un temps exceptionnel : il pleuvait, et, en pareille occurrence, la surveillance des bergers se relâche toujours. D'ailleurs, le général Liébert était campé à Dra-el-Beguil avec une escorte de 35 chasseurs d'Afrique et de 100 goumiers des Gheraba conduits par Boulakhras-Bengana : nul ne pensait à Bouchoucha.

Celui-ci, profitant de la quiétude générale, enlève dans la même journée 250 chameaux au pâturage à Haci-Sidi-Messaoud, à Haci-Si-Mammar et à El-Mouila : il tue deux femmes et trois hommes et fait

---

1. Voir livre IV, chapitre VI, page 617, note 3.
2. Le général Liébert avait remplacé le général Delacroix en 1873.

trois prisonniers, qui semblent lui avoir appris seulement la présence des Français dans ces parages.

Ce ne fut que le 17 février que le général Liébert, arrivant à Ouargla, reçut la nouvelle de cette triple razzia qui avait frappé surtout les Chamba-Bourouba, les O. Saïah et les Saïd-Ouled-Amor. Il lança le jour même Saïd-Bendris avec 40 mehara, à la poursuite de Bouchoucha; mais l'aventurier était sur ses gardes; il avait pour lui la supériorité numérique et le désir de garder sa prise, tandis que les gens de Bendris n'avaient que la perspective de faire restituer les chameaux à des inconnus. Lorsque, le 19 février 1874, ils atteignirent Bouchoucha, qui les attendait embusqué derrière la crête d'une dune près le Haci-Boukeloua, ils secondèrent mal leur chef et se replièrent dès qu'ils eurent un homme tué et deux mehara blessés. Le chérif avait eu deux hommes tués et deux mehara abattus, mais il gardait sa razzia.

L'agha Mohammed-Bendris ne voulut pas rester sur cet échec. Le 4 mars il fit partir son frère Saïd à la tête d'une *harka* de 260 mehara et 35 cavaliers bien montés et pourvus de vivres pour quarante jours. Après un court séjour à Haci-el-Medjira, où l'on compléta l'organisation de la troupe, on se dirigea rapidement par Aïn-Taïba et Haci-Meseqquem, vers le plateau du Mouydir où l'on pensait trouver Bouchoucha. On campa un peu au nord du Mader-Degante, à cinq journées de marche au sud-est d'Insalah. Bouchoucha avait descendu l'Oued-Akaraba ou Oued-Botha qui sort de ce Mader et il était plus au nord-ouest, en aval du coudiat Tiouindjiguine. Saïd-Bendris descendit à son tour cet Oued-Akaraba, et, le 24 mars, il rencontra huit cavaliers à mehara, dont un des beaux-frères de Bouchoucha : cinq des rebelles furent tués en voulant fuir; trois, dont un targui, furent faits prisonniers.

Six jours après, vers Aïn-Adjeghane, on reconnut l'ennemi; le lendemain, dès le point du jour, on le poursuivit, et, après une longue course, on l'atteignit, le 31 mars, près du point d'El-Milok. Bouchoucha, démonté et blessé au début de l'action, fut fait prisonnier, et on lui tua cinquante cavaliers à mehara [1].

Saïd-Bendris ramena à Ouargla le chérif, des prisonniers et un butin considérable. Cette expédition valut la croix d'officier de la Légion d'honneur à l'agha organisateur de la harka, celle de chevalier à Saïd, et la médaille militaire aux principaux goumiers.

---

1. La prise de Bouchoucha est racontée dans *les Medaganat* du capitaine Le Chatelier, page 13 de la brochure, et page 48 de la *Revue africaine* de 1886.

Bien que complice de Boumezrag, Bouchoucha ne fut pas traduit en cour d'assises. Il fut d'abord déféré au conseil de guerre d'Alger, parce que Ouargla venait d'être rattaché à cette division militaire[1]; mais, en raison des faits de Tougourt, précédemment jugés par le conseil de guerre de Constantine, ce fut ce dernier tribunal qui termina l'affaire.

Devant ce tribunal, Bouchoucha déclina la responsabilité de ses actes et déclara qu'en toutes circonstances pouvant nous intéresser il n'avait été que « le slougui lancé sur le gibier par le chasseur ». Au fond, cela avait été vrai en plus d'une circonstance, et ce n'avait pas été sans cause que les Beni-Thour avaient essayé, par un assassinat mis sur le compte d'une affaire de femme, de couper court aux révélations qui pouvaient être faites un jour sur le compte des gens du soff auquel ils appartenaient.

Bouchoucha expliquait, d'ailleurs que, s'il avait accepté ce rôle, c'est qu'il était convaincu, d'après ce qui lui avait été dit, que « la France était finie... qu'elle était *rien du tout*[2] ».

Si l'instruction avait été faite deux ou trois ans plus tôt à Ouargla, les réponses de Bouchoucha auraient sans doute trouvé plus de créance auprès de juges au courant des affaires du Sahara, et les débats se seraient élargis. A Constantine, en 1874, alors qu'il y avait un intérêt supérieur à consolider dans le sud notre politique d'apaisement, les quelques vérités que pouvait dire Bouchoucha arrivaient trop tard, et, d'ailleurs, elles n'atténuaient en rien sa culpabilité matérielle et juridique. Ses réponses furent déclarées « des insinuations perfides vis-à-vis de personnalités indigènes qui n'étaient pas en cause »; et elles furent démenties avec une touchante unanimité par toute une légion de témoins indigènes, parmi lesquels se trouvaient des gens dont le dévouement à notre cause ne semblait pas pouvoir être suspecté, ce qui, il faut bien le reconnaître, n'établissait nullement la véracité de leurs dépositions.

Bouchoucha comprit bien vite qu'aucune de ses assertions ne serait acceptée. Montrant alors les horribles cicatrices qui balafraient sa gorge et son corps, il dit : « Je n'ai pas peur de la mort, je sais que vous me condamnerez, et vous aurez raison. J'ai été volé, trahi, assassiné et renié par ceux que j'ai servis; il ne me reste qu'à mourir, je

---

1. Le 22 mai 1874.
2. Il répéta à maintes reprises ces trois mots : *rien du tout*, qu'il disait en français au milieu de sa phraséologie arabe.

suis prêt. Mais, pour l'amour de Dieu! délivrez-moi de vos questions auxquelles je n'ai plus rien à répondre; délivrez-moi de vos lenteurs inutiles et accordez-moi la grâce de me faire fusiller le plus tôt possible! »

On ne lui fit pas cette grâce; son procès dura quinze jours, et, quand il eut été condamné à mort, on le garda trois mois en prison; après quoi il fut passé par les armes, le 29 juin 1875, à cinq heures du matin, au camp des Oliviers, près Constantine. Il marcha à la mort sans forfanterie ni faiblesse.

L'exécution de Bouchoucha est le dernier acte se rattachant directement à l'insurrection [1]. A partir de cette date on n'a plus à se préoccuper des faits et gestes des anciens insurgés qui ont échappé à notre répression.

Naceur-ben-Chohra, qui, jusqu'à cette époque, avait continué à vivre de déprédations et de razzias au détriment des Sahariens voisins du Djerid et du Nefzaoua, fut, dans le courant de 1875, forcé de se livrer au bey de Tunis, et embarqué le 2 juin suivant à la Goulette, avec Keblouti; il fut conduit à Beyrouth. Là, il s'installa près de l'émir Abd-el-Kader, ou plutôt près de Mahieddine. Il y était encore en 1883; depuis il est mort, ainsi que Keblouti.

En 1879, à la Nouvelle-Calédonie, lors de l'insurrection canaque, Boumezrag, Ahmed-Bey, Ali-Oukaci et quelques autres déportés algériens, prêtèrent au gouverneur de la colonie le concours précieux de leur intelligence, de leur courage et de leur bonne volonté. En récompense ils furent graciés, mais il leur fut interdit de rentrer en Algérie.

En 1881, au mois de mai, Aziz-ben-Chikh-el-Haddad s'évada de Nouméa et partit le 16 juin suivant de Sidney pour Suez. Il a depuis vécu à la Mecque et à Djedda, en contact avec tous les chefs de l'Islam, n'ayant besoin, pour être honoré et pour vivre largement dans ce mi-

1. Cependant, après la capture de Bouchoucha, « quelques Chamba insoumis, ses compagnons de la première heure et ses derniers fidèles, formèrent une bande de pillards qui, sous le nom de *Medaganat*, se sont rendus célèbres par des exploits légendaires. Pendant dix ans, 1874-1883, ils ont coupé tout le grand Sahara de l'Oued-Draa jusqu'au Fezzan, razzant, tuant indistinctement amis et ennemis, et ils se sont fait massacrer dans une expédition contre l'Iguidi. Leur sanglante épopée, dont quelques-unes de nos tribus de l'extrême sud furent plusieurs fois victimes, forme un curieux chapitre de l'histoire saharienne... » et est en quelque sorte « l'épilogue de l'aventure de Bouchoucha ».

(Préface et synthèse de l'histoire des *Medaganat*, par M. le capitaine Le Chatelier [ancien chef de l'annexe de Ouargla]; *Revue africaine* de 1886 et 1887, et brochure in-8° avec carte. — Alger, 1888, Jourdan, libraire-éditeur).

lieu, que de manifester des sentiments hostiles à la France. Il ne l'a point fait, et il est juste de lui en savoir gré.

Il s'est, au contraire, mis en relation avec notre consul à Djedda et il n'a pas cessé un seul instant de mettre en œuvre toutes les ressources de son esprit délié pour capter la confiance de nos agents diplomatiques. Parlant notre langue avec élégance et facilité, d'un extérieur séduisant et distingué, mûri par l'âge et formé à la dure école du malheur, il a réussi à se faire bien venir du département des affaires étrangères.

Mais il n'a pu obtenir sa grâce complète ni son retour en Algérie : car, malgré ses efforts pour nous persuader de la pureté de ses intentions, « on voit toujours percer en lui les préoccupations ambitieuses du chef de khouan, et c'est moins sa grâce qu'il sollicite que son concours qu'il nous offre[1] ».

Accepter ce concours aujourd'hui en Algérie serait impolitique et peut-être dangereux. Aussi les colons européens, et même les indigènes, sont-ils reconnaissants à M. Tirman d'avoir empêché jusqu'ici le retour de cet homme néfaste, celui de nos adversaires qui nous a fait le plus de mal en 1871, et le seul qui, alors, n'avait pas à invoquer de circonstances atténuantes à sa rébellion.

Quant aux Ouled-Moqrane réfugiés en Tunisie, ils se sont mis, en 1881, à la disposition du général Forgemol dès son entrée dans la Régence ; ils lui ont fourni des guides, des courriers et un petit goum. Plus tard, quand le protectorat fut un fait accompli, ils servirent la France dans les compagnies mixtes ; plusieurs d'entre eux sont maintenant officiers ou soldats dans l'armée du bey.

Les autres ont obtenu de rentrer en Algérie ; installés du côté de Constantine, sur des terrains domaniaux qui leur ont été loués de gré à gré, ils ne font plus parler d'eux. Quelques-uns des « parents pauvres » qui avaient été exemptés de séquestre en 1871[2], ont occupé ou occupent encore des emplois effacés dans les communes mixtes. Ce sont des agents comme les autres.

Boumezrag est sans crédit ; il n'est plus le chef des Moqrani, qui, d'ailleurs fidèles aux vieux soffs de famille, sont très divisés et s'accusent réciproquement de leurs malheurs. En 1882, devenu libre et

1. Voir *Marabouts et Khouan*, pages 475 et suivantes.

2. Entre autres : un Moqrani des Ouled-Abdesselem, simple spahi en 1871 et qui est resté fidèle ; les enfants tout jeunes de Lakhdar-el-Moqrani, deux Ouled-Bourenane qui vivaient alors de la charité du caïd Saïd-ben-Abid à Elma-Ouaklane, dans le Sahel-Guebli.

voulant rester à la Nouvelle-Calédonie, il a essayé de grouper autour de lui ses proches parents : personne n'a consenti à le rejoindre volontairement, malgré les facilités de transport mises à la disposition de ceux qui auraient voulu s'embarquer. Ses femmes même ont refusé de s'expatrier; elles ont demandé et obtenu le divorce et se sont remariées.

L'influence de cette famille des Moqrani est donc finie, et bien finie; aujourd'hui, la féodalité indigène a cessé d'être une puissance en Algérie.

On ne peut pas en dire autant de l'élément religieux. Chez un peuple qui a la foi, on ne fait pas disparaître les influences religieuses comme on fait disparaître les influences féodales ou politiques.

Sans doute, l'insurrection de 1871 a brisé, en Kabylie, le prestige des moqaddems Rahmanya, autant et plus peut-être que la conquête de 1857 n'avait brisé le prestige des marabouts locaux du Djurdjura. Quelque chose qui arrive, les zélateurs de l'Islam n'auront plus là, auprès de nos sujets, un rôle prépondérant dans la *direction* des affaires, car notre tolérance et notre indifférence en matière de culte empêcheront toujours l'élément maraboutique ou congréganiste de bénéficier du relief et de la popularité que donnent les persécutions religieuses. Mais, chaque fois que le terrain sera préparé par des froissements, des rivalités, des désordres locaux ou des intrigues politiques, l'élément religieux surgira de lui-même ou sera mis en avant par les meneurs et il fournira toujours des *entraîneurs* dangereux pour nous.

Ce n'est pas qu'il n'y ait aujourd'hui, en Algérie, un très grand nombre d'indigènes qui nous savent gré de les avoir affranchis de la tutelle onéreuse des grands chefs et des redevances non moins ruineuses auxquelles, jadis, ils n'osaient se soustraire vis-à-vis des religieux, marabouts ou moqaddems. Sur le littoral, dans le Tell et dans les oasis du Sahara, le vieux sang berbère, au contact de nos colons, a senti se réveiller ses instincts démocratiques. Partout l'antique et traditionnelle tribu se désagrège, morcelée par la colonisation et par les nécessités d'une administration régulière. Partout le prestige séculaire des djouad est tombé ou entamé et à la veille de disparaître; nous n'avons plus que des fonctionnaires et des agents là où jadis il y avait des seigneurs, des maîtres ou des chefs. Partout où l'on entend siffler la locomotive, la colonisation transforme le pays, et la société musulmane se modifie, très lentement il est vrai, mais d'une façon constante et indéniable.

Les indigènes les plus pauvres ne peuvent se passer aujourd'hui de choses dont leurs pères ou leurs aînés ignoraient l'existence. Habitations, meubles, vêtements, ustensiles de ménage, outils agricoles, moyens de locomotion, procédés commerciaux, s'améliorent et progressent. Le langage, même celui des lettrés, fourmille de néologismes et de termes hybrides devenus indispensables aux relations entre musulmans algériens.

En un mot, nous avons réussi à créer aux indigènes des besoins nouveaux, et, par ces besoins comme aussi par leurs intérêts matériels connexes avec les nôtres, nous les tenons plus sûrement que nous ne les tenions autrefois par les influences aristocratiques ou religieuses, et nous les tiendrons *tant que nous serons les plus forts, tant que nous les gouvernerons effectivement.*

Est-ce à dire que nous n'aurons plus d'insurrection en Algérie ? Non certes ; nous en aurons encore et pendant longtemps. Nous pourrons bien quelquefois rencontrer comme gouverneur un homme supérieur qui, par son habileté et sa vigilante sagesse, saura, comme M. Tirman, préserver le pays de tout soulèvement pendant neuf ou dix ans ; mais il serait imprudent de compter qu'il en sera toujours ainsi.

Partout et toujours la civilisation et le progrès broient, dans leurs rouages multiples, les simples et les arriérés qu'ils veulent émanciper ou protéger. Et nous autres Français, nous sommes, en matière sociale ou politique, des impatients et des révolutionnaires : nous ne savons jamais attendre que le temps fasse son œuvre.

Aussi, sans le vouloir, sans même nous en douter, nous mécontenterons les indigènes par des réformes trop hâtives, par des mesures que nous croirons bonnes parce qu'elles donneront satisfaction à des idées généreuses ou à des intérêts respectables, mais qui, en réalité, seront inopportunes et mauvaises parce quelles ne tiendront pas assez compte de préjugés ou de répugnances, incompréhensibles ou ignorés dans notre milieu progressiste. Trop souvent, en effet, nous oublions que les indigènes, déjà si en retard, ne nous suivent que d'un pas lourd et hésitant, et qu'ils ne peuvent pas, en une ou deux générations, comprendre et apprécier ce que nous-mêmes nous avons mis plusieurs siècles à concevoir et à adopter.

Puis, sans parler des éventualités qu'on ne peut prévoir, des illuminés, des énergumènes et des malcontents, qui, en tous pays, affolent et entraînent les masses, il nous arrivera bien encore d'être trompés par des agents indigènes qui auront su mériter toute notre confiance et qui en abuseront ; enfin, un jour ou l'autre, nous com-

mettrons des imprudences, nous affaiblirons nos moyens de coercition, *déjà trop affaiblis,* ou bien nous nous dégarnirons de troupes réputées inutiles ou dispendieuses, et dont l'utilité ne sera évidente que lorsqu'elles ne seront plus là et qu'il sera trop tard.

Il n'y a dans tout ceci aucune supposition gratuite : c'est la conclusion pure et simple de l'histoire des dernières insurrections algériennes, de celle de 1871 comme de celles de 1876 à El-Amri, de 1879 dans l'Aorès et de 1880 dans le Sud-Oranais. *Facta, non verba.*

# INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Renseignements *recueillis par le Conseil municipal de Guelma* sur les troubles de Souq-Ahras. Brochure in-18. Janvier 1871, Puyoo, éditeur, Guelma. — Œuvre de parti et sans valeur en tout ce qui est appréciation ou interprétation.

L'Algérie devant l'Assemblée nationale, *cause des insurrections algériennes*, par un ancien officier de l'armée d'afrique. Brochure in-12. Versailles, 1871, Muzard, éditeur. — Œuvre de polémique, écrite sous l'impression du moment par un des officiers les plus distingués des bureaux arabes. Malgré des exagérations passionnées et des appréciations discutables, c'est un travail bien fait et d'une réelle valeur.

La Vérité sur l'Algérie, par P.-L. Bidault, capitaine, chef du bureau arabe de Takitount. Brochure in-18. Bougie, 1871. — Écrite à Bougie en juillet 1871, alors que l'auteur était adjoint au bureau arabe, cette brochure a été faite trop vite et trop tôt. L'auteur était sous les impressions locales, et il n'avait pas alors une connaissance suffisante des faits racontés. Elle contient cependant de bonnes choses et des points de vue intéressants. Ce sont des opinions émises de bonne foi, mais ce n'est pas de l'histoire.

Sept mois d'expédition dans la Kabylie orientale et dans le Hodna, par Hte V. Brochure in-12, autographiée à 100 exemplaires. Angoulême, imprimerie Maignanf, décembre 1871. — Contient des indications précises et détaillées au point de vue militaire et archéologique. C'est un assez bon historique des opérations de la colonne Saussier, et surtout des opérations auxquelles a pris part le 28e bataillon de chasseurs à pied, auquel appartenait l'auteur de la brochure.

En colonne dans la Grande-Kabylie, par E. Beaûvois, ex-capitaine des mobilisés de la Côte-d'Or. Paris, Challamel, 1871, un volume in-18. — Ce

sont les notes et les impressions au jour le jour d'un archéologue bourguignon qui a fait une partie de la colonne Lallemand. C'est un livre de bonne foi, écrit par un lettré, homme de goût et homme de cœur, mais ne connaissant rien des hommes et des choses de l'Algérie.

Bordj-bou-Arreridj pendant l'insurrection de 1871, par le chef d'escadrons du Cheyron. Paris, 1872, Challamel. Un volume in-18. — C'est l'histoire détaillée du siège de Bordj-bou-Arreridj par le commandant de la défense. C'est un document important; mais les chapitres qui terminent le livre et qui donnent quelques notes sur l'insurrection en général n'ont aucune valeur.

Statistique générale de l'Algérie de 1867 a 1872. Un gros volume grand in-4°. Paris, Imprimerie nationale. — Le chapitre intitulé *Faits militaires* (le seul dont nous ayons à nous occuper ici) contient sur l'insurrection de 1871 une notice rudimentaire, très mal faite, et qui n'aurait pas été signalée ici si elle n'était pas dans une publication officielle aussi sérieuse. Ce n'est en effet qu'un racontar fait précipitamment, par à peu près, avec des appréciations fantaisistes, des dates erronées, des faits dénaturés.

Expédition dans les Beni-Menaceur en 1871, par Ch. Philebert, colonel du 36e de ligne. Extrait du *Journal des sciences militaires*, décembre 1873. Brochure de 50 pages, J. Dumaine, Paris. — L'auteur, ancien officier des affaires indigènes, commandait l'infanterie de la colonne Nicol, dont il raconte l'expédition. C'est un bon document. Il est seulement à regretter que, pour réagir contre des opinions injustes et exagérées, l'auteur ait été lui-même trop bienveillant pour Malek-el-Berkani et trop dur pour les Ghobrini.

Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur les actes du Gouvernement de la défense nationale, par M. de la Sicotière, annexe au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1872. Versailles, 1875, 2 volumes in-8°. — Travail très soigné, dans lequel il y a beaucoup à prendre et beaucoup à rejeter. Ce rapport est un réquisitoire contre le gouvernement de Bordeaux et contre les Français d'Algérie; mais on y trouve de nombreux documents et des renseignements utiles. Le second volume qui contient les dépositions de MM. de Gueydon, Lallemand, Augeraud, Lucet, Warnier, Villot, d'Hincourt, Dubouzet, Lambert, etc., est un document des plus précieux au point de vue historique.

L'Expédition de la Kabylie orientale et du Hodna, *notes et souvenirs d'un médecin militaire*, par le docteur A. Treille. Un volume in-12. Constantine, 1876. — Contient un historique très sommaire, mais aussi très exact, des opérations de la colonne Saussier. La plus grande partie de ce petit volume est consacrée à une étude intéressante sur les maladies observées pendant l'expédition, à des statistiques journalières de l'ambulance et à un examen critique de l'organisation du service médical militaire. C'est un document.

Insurrections dans la province de Constantine de 1870 a 1880, par le comte de Margon, capitaine au 10e hussards. (Extrait des archives du 1er conseil de guerre de Constantine.) Paris, 1883, Berger-Levrault, un volume in-18. — Ce petit volume est divisé en quatre parties : 1871, Bouchoucha; — 1873, Khomati; — 1876, El-Amri; — 1879, Aorès. Sur chacune de ces quatre affaires, étudiées d'après les archives du conseil de guerre, l'auteur a fait un travail consciencieux et bien écrit, mais qui, en ce qui concerne Bouchoucha, se ressent trop de la nature spéciale des documents consultés et de la réserve imposée à tout officier écrivant, avec l'autorisation ministérielle, sur des faits contemporains.

Collection des journaux algériens *de* 1870 *à* 1874 *inclus,* et spécialement le *Mobacher,* journal officiel, l'*Akhbar,* le *Moniteur de l'Algérie,* l'*Indépendant de Constantine,* etc.

Notice sur Tizi-Ouzou, *historique, climatologie, constitution médicale,* par le docteur Gavoy, médecin-major. Brochure in-8°. Alger, 1878, Aillaud et Cie. — C'est un bon travail, qui contient, au point de vue historique, des données intéressantes et prises sur place.

Une Campagne en Kabylie, *récit d'un chasseur d'Afrique,* par Erckmann-Chatrian. Paris, Hetzel, un volume in-18. — En cette forme charmante et familière des contes et romans alsaciens, les auteurs ont donné le récit d'un sous-officier *qui a assisté* au siège de Tizi-Ouzou. Il y a là une grande exactitude dans les détails observés, dans les propos rapportés, et jusque dans la reproduction des calomnies et des erreurs qui avaient cours à l'époque. C'est un document contemporain qui a sa valeur.

Revue africaine, journal publié par la Société historique d'Alger (Jourdan, éditeur, Alger). — La collection de 1856 à 1890 comprend 34 volumes contenant de nombreuses notices sur les tribus et sur les familles qui ont joué un rôle dans l'insurrection de 1871. Sur les faits se rattachant directement à cette insurrection on peut consulter les articles suivants :

1876. — *L. Féraud.* Documents pour servir à l'histoire de Philippeville (dernier article, pages 97 et suivantes).

1883. — *Trumelet.* Notes pour servir à l'histoire de l'insurrection dans le sud de la province d'Alger de 1861 à 1869 (le dernier article, page 98).

1886. — *L. Rinn.* Nos frontières sahariennes. (Tirage à part, chez Jourdan.)

1886-1887. — *Lechatelier.* Les Medaganat. (Tirage à part, chez Jourdan.)

1887. — *L. Rinn.* Deux chansons kabyles sur l'insurrection de 1871.

4284. — Paris, imprimerie D. Jouaust, rue de Lille, 7.

